

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 2001 — 912

[C — 2001/00327]

**30 MARS 2001. — Arrêté royal
portant la position juridique du personnel
des services de police**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Parallèlement à sa dimension organique et fonctionnelle, la réforme des polices présente également une dimension statutaire. En effet l'article 119 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, détermine que les fonctionnaires de police, les agents auxiliaires et les membres du personnel du cadre administratif et logistique ont, respectivement, leur propre statut, identique pour tous. Le présent arrêté a pour objectif de déterminer ces statuts et d'insérer les membres actuels du personnel dans le nouveau statut. Il exécute dès lors l'article 121 de la loi précitée.

Avant d'aborder le commentaire de ce texte volumineux, il convient de noter que de nombreuses dispositions statutaires sont déjà réglées par la loi. C'est le cas des principes statutaires de base, établis par les articles 116 à 140 de la loi précitée du 7 décembre 1998; de la loi syndicale du 24 mars 1999; de la loi disciplinaire du 13 mai 1999, qui fait actuellement encore l'objet de dernières mises au point; de la loi sur les pensions, en instance de publication au *Moniteur belge*; enfin, des dispositions légales (accidents du travail, interruption de carrière, protection juridique, etc.) rendus applicables par la loi du 27 décembre 2000.

Le Conseil d'Etat estime cependant cela insuffisant dans la mesure où, sur la base de l'article 184 de la Constitution, tous les aspects essentiels du statut devraient être réglés par la loi. Le Gouvernement, bien que ne partageant pas le raisonnement juridique précité, a pris les initiatives nécessaires pour aplanir tout doute et ainsi garantir la sécurité juridique en la matière. L'objectif est, sur la base d'un texte modifié de l'article 184 de la Constitution, de promulguer par une loi, à court terme, les aspects suivants (Doc Parl Senat, 2000-2001, 657/4) :

1° l'enquête de moralité à laquelle les candidats fonctionnaires de police sont soumis dans le cadre de la sélection, ainsi que les autres conditions générales d'admission;

2° la désignation de l'autorité de nomination autre que celles déjà reprises dans la loi du 7 décembre 1998;

3° les grades et le concept de la carrière barémique au sein d'un seul et même grade;

4° les conditions liées à la carrière barémique, à l'avancement dans le grade et à l'avancement par accession au cadre supérieur;

5° les conditions d'exercice de la liberté d'expression par les membres du personnel;

6° le respect d'un code de déontologie;

7° les règles de base de l'évaluation des membres du personnel;

8° les règles de base relatives au retrait définitif d'emploi et à la cessation des fonctions;

9° le principe de la gratuité des soins médicaux pour certaines catégories du personnel;

10° les principes du droit au traitement et à la rétribution garantie.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2001 — 912

[C — 2001/00327]

**30 MAART 2001. — Koninklijk besluit
tot regeling van de rechtspositie van het personeel
van de politiediensten**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Naast de organieke en functionele dimensie, heeft de politiehervorming uiteraard ook een statutaire dimensie. Inderdaad, artikel 119 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, bepaalt dat de politieambtenaren, de hulpagenten en de personeelsleden van het administratief en logistiek kader hun respectieve eigen statuut hebben, gelijk voor allen. Dit besluit strekt ertoe die statuten vast te leggen en de actuele personeelsleden "in te schalen" in het nieuwe statuut. Het geeft aldus uitvoering aan artikel 121 van voormelde wet.

Alvorens enige toelichting te geven bij deze omvangrijke tekst, weze aangestipt dat tal van statutaire bepalingen reeds bij wet zijn geregeld : zo zijn er de statutaire basisbeginselen vervat in de artikelen 116 tot en met 140 van voormelde wet van 7 december 1998 alsmede de syndicale wet van 24 maart 1999, de tuchtwet van 13 mei 1999, die thans nog wat wordt bijgesleuteld, de pensioenwet die weldra zal worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en, ten slotte, de wettelijke regelingen (arbeidsongevallen, loopbaanonderbreking, rechtsbescherming, enz.) toepasselijk gemaakt bij de wet van 27 december 2000.

Toch meent de Raad van State dat dit onvoldoende is, nu, op grond van artikel 184 van de Grondwet, alle essentiële aspecten van het statuut bij wet zouden moeten worden geregeld. Ook al treedt de Regering deze juridische redenering niet bij, toch nam zij reeds de nodige initiatieven om alle twijfel te bannen en zo rechtszekerheid te scheppen. De bedoeling is dat, op grond van een gewijzigde tekst van artikel 184 van de Grondwet, ook volgende aspecten op korte termijn bij wet zullen worden bekrachtigd (Parl. St., Senaat, 2000-2001, 657/4) :

1° het moraliteitsonderzoek waaraan de kandidaten-politieambtenaar in het raam van de selectie worden onderworpen, alsmede de andere algemene toelatingsvoorwaarden;

2° de aanwijzing van de benoemende overheid, andere dan die reeds vervat in de wet van 7 december 1998;

3° de graden en het concept van de baremische loopbaan binnen één en dezelfde graad;

4° de voorwaarden gekoppeld aan de baremische loopbaan, de bevordering in graad en de bevordering door overgang naar een hoger kader;

5° de uitoefening van het spreekrecht door de personeelsleden;

6° de naleving van een deontologische code;

7° de basisregels van de evaluatie van de personeelsleden;

8° de basisregels met betrekking tot de definitieve ambtsontheffing en de ambtsneerlegging;

9° het principe van de kosteloze medische verzorging voor bepaalde personeelscategorieën;

10° de principes van het recht op wedde en van de gewaarborgde bezoldiging.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat suggère également une initiative législative pour un petit nombre d'autres aspects parcellaires, à laquelle il sera incessamment donné suite.

Pour la rédaction du présent arrêté, on s'est efforcé, dans la mesure du possible, d'établir des dispositions communes à tous les membres du personnel des services de police, qu'ils soient membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique.

La deuxième tendance générale a consisté à éviter autant que faire se peut de procéder par voie de législation d'exception. Dans la mesure du possible, il a été fait appel aux dispositions statutaires générales de la fonction publique. Par contre, lorsque cela se justifiait, la spécificité de l'institution policière a été concrétisée par la voie de dispositions statutaires spécifiques.

Le commentaire des principales dispositions, partie par partie, suit ci-après. Le Conseil d'Etat a exprimé, au sujet du projet de texte, une série de considérations qui ont pratiquement toutes été suivies. Bien qu'il ait in fine été demandé à ce Haut Collège juridictionnel de rendre un avis dans les trois jours, il convient d'indiquer que le Conseil d'Etat était déjà en possession du projet de texte depuis le 22 décembre 2000. Les nombreuses considérations légistiques ponctuelles, tant de forme que de fond, en attestent.

La première partie du présent arrêté comporte, outre le champ d'application, une série incontournable de définitions.

La partie II comprend les règles classiques en matière de personnel. Elle aborde les quatre anciennetés (de service, de grade, de cadre ou de niveau et d'échelle de traitement), la liste générale nominative publiée annuellement, l'autorité de nomination, la qualité d'officier de police judiciaire et le dossier personnel. Elle détermine ensuite les grades et les échelles de traitement liées à ceux-ci. Le nombre de grades a sciemment été limité, l'article 120 de la loi précitée du 7 décembre 1998 prônant la primauté de l'autorité fonctionnelle. A chaque grade est lié un nombre d'échelles de traitement. Le concept de la carrière barémique a ainsi pu être réalisé, à savoir le passage, dans un même grade, vers une échelle de traitement toujours plus haute. Ce concept vaut pour toutes les catégories du personnel.

La partie III constitue en fait la partie déontologique du nouveau statut et pose les jalons relatifs, entre autres, à l'exercice de l'autorité, au droit d'expression et aux règles du cumul. Un titre particulier est consacré au harcèlement sexuel sur les lieux de travail.

La partie IV comprend deux titres : le premier concerne le recrutement et la sélection et le deuxième est relatif aux formations. La suggestion du Conseil d'Etat d'intervenir, de lege ferenda, quant à l'enquête de moralité (voir l'article IV.I.15, alinéa 2) et à la formation dans son ensemble, sera suivie d'effet. Dans l'attente, le texte du présent arrêté reste inchangé.

La partie V aborde les règles relatives au stage, à savoir la période d'essai qui, en règle, dure six mois et suit la formation de base. Les membres du personnel du cadre opérationnel sont nommés au commencement de ce stage. Le déroulement administratif du stage s'effectue de façon simplifiée puisque le principe en la matière veut que la véritable sélection se réalise en fonction du concours d'admission et de la formation de base.

Daarnaast suggereert de Raad van State ook een wetgevend initiatief voor nog een klein aantal andere deelaspecten : ook daaraan zal zonder dralen gevolg worden gegeven.

Bij het opstellen van dit besluit werd ernaar gestreefd om waar mogelijk in gemeenschappelijke regelingen te voorzien voor alle personeelsleden van de politiediensten, zij wezen dus lid van het operationeel kader dan wel van het administratief en logistiek kader.

Een tweede algemene tendens die men kan ontwaren is het feit dat uitzonderingswetgeving zoveel mogelijk werd vermeden. Waar mogelijk werd dus ingestapt in de statutaire regelingen die gelden voor het openbaar ambt in het algemeen. Waar dat gerechtvaardigd is, werd daarentegen de specificiteit van het politiewezen geconcretiseerd via specifieke statutaire bepalingen.

Hierna volgt, deel per deel, een toelichting bij de voornaamste bepalingen. De Raad van State heeft omtrent de ontwerp tekst een aantal beschouwingen geuit die quasi allemaal werden opgevolgd. Ook al werd dit Hoog Rechtscollege uiteindelijk gevraagd een advies te verstrekken binnen de drie dagen, toch moet worden aangestipt dat de Raad van State reeds sedert 22 december 2000 in het bezit was van de ontwerp tekst. De veelvuldige punctuele legistische, vormelijke dan wel inhoudelijke beschouwingen verraden dit trouwens.

Deel I van dit besluit bevat een aantal onvermijdelijke definities en omvat tevens het toepassingsgebied.

Deel II omvat de klassieke regels inzake het "personeel". Het maakt gewag van vier anciënniteiten (de dienst-, graad-, kader/niveau- en loonschaalanciënniteit), de jaarlijks te publiceren algemene naamlijst, de benoemende overheid, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie en het persoonlijk dossier. Voorts bepaalt het de graden en de loonschalen gekoppeld aan die graden. Het aantal graden werd bewust beperkt gehouden, nu artikel 120 van voormelde wet van 7 december 1998 de primautéit van het functioneel gezag vooropstelt. Aan elke graad wordt een aantal loonschalen gekoppeld waardoor het concept van de baremische loopbaan kon worden gerealiseerd, zijnde de overgang binnen eenzelfde graad naar een steeds hogere loonschaal. Dit concept geldt voor alle personeelscategorieën.

Deel III is in wezen het "deontologische deel" van het nieuwe statuut en zet bakens uit in verband met onder meer de gezagsuitoefening, het spreekrecht en de cumulatie. Aan het ongewenst seksueel gedrag op het werk werd een afzonderlijke titel besteed.

Deel IV bevat twee titels : de eerste met betrekking tot de aanwerving en de selectie en de tweede in verband met de opleidingen. De suggestie van de Raad van State om de lege ferenda op te treden met betrekking tot het moraliteitsonderzoek (zie artikel IV.I.15, tweede lid) en de opleiding in globo, zal worden opgevolgd. Zolang blijft de tekst van het besluit evenwel zoals hij is.

Deel V bevat de regels inzake de stage. Het betreft de proefperiode van, in de regel, zes maanden die volgt op de basisopleiding. De personeelsleden van het operationeel kader worden benoemd bij aanvang van die stage. De administratieve afhandeling van de stage werd bewust eenvoudig gehouden, nu men er van uit moet gaan dat de ware selectie geschiedt naar aanleiding van het vergelijkende toelatingsexamen en de basisopleiding zelf.

La partie VI règle deux sujets importants. D'une part l'organisation du temps de travail y est élaborée, et d'autre part, les règles relatives à la mobilité des membres du personnel y sont fixées.

Il ne faut pas s'étonner du fait que l'organisation du temps de travail au sein des services de police constitue une réglementation sui generis. Conformément à la réglementation européenne et en exécution de l'article 4, alinéa 2, de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public, une organisation du temps de travail, respectant à la fois l'intérêt général et celui de l'individu, a été conçue sur mesure. En cas de nécessité, il pourra être dérogé à cette réglementation, le cas échéant sur une base structurelle (voir article VII.7).

Le titre II de la partie VII règle en 91 articles la mobilité générale, nouvelle donnée de l'institution policière. Elle repose en grande partie sur le volontariat et permet d'aller d'une police locale à une autre police locale, de passer de la police locale à la police fédérale ou inversement. Ce titre comprend également plusieurs règles de procédure. La fonction d'appui de la police fédérale prendra réellement toute sa signification dans cette procédure. La décision d'octroyer l'emploi appartient toutefois à l'autorité (tant locale que fédérale) qui a déclaré l'emploi vacant.

La partie VII comprend quatre titres. Deux de ceux-ci ne seront pas d'une utilité immédiate. Il s'agit en particulier du titre Ier (l'évaluation) et du titre III (les mandats). En effet, la réglementation relative à l'évaluation n'entrera en vigueur que le 1^{er} janvier 2003 afin de pouvoir ainsi dispenser les formations nécessaires à cet effet. La mise au point d'un système d'évaluation est en effet un exercice important et délicat qui réclame des bases solides. Il doit en outre être stipulé qu'il s'agira en fait d'une évaluation descriptive. Le titre III ne trouvera pas non plus à s'appliquer rapidement, étant donné que les premières désignations des titulaires de mandat sur base de l'article 247 de la loi précitée du 7 décembre 1998, suivant une procédure appropriée, ont jeté les bases pour les prochaines années.

Les titres II et IV de la partie VII définissent les carrières des membres du personnel des deux cadres, à savoir le cadre opérationnel et le cadre administratif et logistique. On y trouve les conditions liées à la carrière barémique déjà mentionnée. S'y trouvent également les conditions en matière de promotion à un grade supérieur. Ces promotions ne sont pas légion étant donné le nombre très limité de grades. Une troisième promotion s'effectue par passage à un cadre ou à un niveau supérieur. Les modalités de celle-ci permettent une belle perspective de carrière pour les candidats motivés et compétents.

La partie VIII traite des positions administratives, des congés, des dispenses de service et des non-activités. Mis à part quelques spécificités, cette partie est pratiquement la copie de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État. Cette partie est par excellence l'illustration de l'harmonisation des règles statutaires des membres du personnel concernés. Les considérations du Conseil d'État relatives au congé pour mission d'intérêt général ou au congé pour stage ou pour une période d'essai ne peuvent être suivies. Il peut en effet difficilement être soutenu qu'il s'agit en l'espèce d'une situation de cumul. Il peut également être mentionné que le régime de travail à temps partiel (régime 4/5, interruption de la carrière professionnelle, départ anticipé à mi-temps, ...) sera également d'application pour les membres du cadre opérationnel des services de police sans que cela puisse toutefois mettre en danger l'opérationnalité des services.

Deel VI snijdt twee belangrijke onderwerpen aan. Enerzijds krijgt de organisatie van de arbeidstijd haar beslag in dit deel en anderzijds worden de regels vastgelegd in verband met de mobiliteit van de personeelsleden.

Het mag niet verbazen dat de arbeidstijdregeling bij de politiediensten een sui generis regeling is. Overeenkomstig de Europese regelgeving en in uitvoering van artikel 4, tweede lid, van de wet van 14 december 2000 tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in openbare sector, werd een arbeidstijdregeling op maat geconcipteerd die het midden houdt tussen het algemeen belang en dat van het individu. Waar nodig zal van die regeling kunnen worden afgeweken, het weze zelfs op structurele basis (zie artikel VII.7).

Titel II van deel VI regelt in 91 artikelen de algemene mobiliteit, als nieuw gegeven binnen het politiewezen. Zij berust grotendeels op vrijwilligheid en laat toe van een lokale politie naar een andere lokale politie over te gaan, van de lokale naar de federale politie over te stappen of omgekeerd. Deze titel bevat dan ook menig procedurele regel. In die procedure zal de ondersteunende functie van de federale politie echt tot haar recht komen. De beslissing om de betrekking toe te kennen, behoort evenwel tot de overheid (lokaal dan wel federaal) die het ambt vacant heeft verklaard.

Deel VII bevat vier titels. Twee ervan zullen niet onmiddellijk dienstig zijn. Het betreft in het bijzonder titel I (de evaluatie) en titel III (de mandaten). De evaluatieregeling zal immers slechts op 1 januari 2003 in werking treden om zodoende de nodige opleidingen te kunnen verstrekken. Een evaluatieregeling is immers een zeer belangrijk en delicaat iets dat tot een goede onderbouw noopt. Verder weze nog aangestipt dat het in wezen een beschrijvende evaluatie zal zijn. Titel III zal evenmin snel worden toegepast, daar de eerste aanwijzingen van mandaathouders op grond van artikel 247 van voormelde wet van 7 december 1998, volgens een geëigende procedure, de basis hebben gelegd voor de eerstkomende jaren.

De titels II en IV van deel VII omschrijven de loopbanen van de personeelsleden van de twee kaders, zijnde het operationeel kader en het administratief en logistiek kader. Aldaar vindt men de voorwaarden gekoppeld aan de reeds hoger voormelde baremische loopbaan. Ook vindt men er de voorwaarden inzake de bevorderingen in een hogere graad. Die zijn evenwel niet legio gelet op het zeer beperkt aantal graden. Een derde bevordering is deze door overgang naar het hoger kader of niveau. De voorwaarden in deze laten een mooie loopbaan toe voor de gemotiveerde en bekwame kandidaten.

Deel VIII handelt over de administratieve standen, de verloven, de dienstvrijstellingen en de non-activiteiten. Enkele specificiteiten niet te na gesproken is dit deel quasi een kopie van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen. Dit deel is bij uitstek een illustratie van de harmonisering van de statutaire regels voor de betrokken personeelsleden. De beschouwingen van de Raad van State in verband met het verlof voor opdracht van algemeen belang of het verlof voor stage of een proefperiode kunnen niet worden bijgetreden. Het gaat in casu immers bezwaarlijk over een cumultoestand. Ook mag worden aangestipt dat het regime van deeltijdse arbeid (4/5-regeling, loopbaanonderbreking, halftijdse vervroegde uittreding, ...) ook van toepassing zal zijn op de leden van het operationeel kader van de politiediensten, zonder dat dat evenwel de operationaliteit van de diensten in het gedrang mag brengen.

La partie IX comprend les règles classiques que l'on rencontre dans chaque statut en matière de retrait d'emploi et de cessation de fonction. Il est en outre donnée corps aux commissions d'aptitude du personnel des services de police et, enfin, les règles qui concernent la réintégration sont précisées.

La partie X traite des soins médicaux gratuits et du contrôle médical. En ce qui concerne ce dernier, une procédure très rapide et efficace a été prévue. Ensuite, on y trouve les dispositions d'exécution en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Les règles en vigueur pour le secteur public ont également été suivies ici (loi du 3 juillet 1967).

La partie XI comprend le statut pécuniaire et règle le traitement, les allocations et les indemnités. Les échelles de traitement et les montants sont le résultat des négociations laborieuses qui ont eu lieu l'an dernier avec les syndicats des services de police.

La partie XII comprend le droit transitoire. Cette partie est construite de façon cohérente dans le sens que la numérotation tient compte de la structure du présent arrêté. Ainsi l'on trouve par exemple les dispositions transitoires en matière de mobilité (partie VI du présent arrêté) sous les articles XII.VI.1 et suivants. Les dispositions transitoires en rapport avec le statut pécuniaire (partie XI du présent arrêté) font quant à elles l'objet des articles XII.XI.1 et suivants. Par le biais de cette partie XII, les +/- 40.000 membres actuels du personnel trouvent leur place dans les nouvelles structures statutaires. C'était peut-être la partie la plus difficile et la plus délicate de cette révolution statutaire. On y aborde essentiellement les différents concepts d'insertion. Là où c'était nécessaire, des mesures transitoires spécifiques, souvent très techniques et passablement compliquées, ont été prises. Exception faite d'une catégorie de personnel (les niveaux D et C du cadre administratif et logistique), le Conseil d'Etat n'a émis aucune considération notable à ce propos. On peut donc en conclure que le Gouvernement a travaillé avec la circonspection nécessaire et a constamment gardé en vue les principes d'égalité et d'équité.

La partie XIII n'appelle aucun commentaire particulier.

Voilà donc Sire les commentaires relatifs à cet imposant arrêté. Le Gouvernement est convaincu que la réforme statutaire de la police contribuera à l'amélioration espérée de la qualité du service policier rendu à la population.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Deel IX bevat de klassieke regels die men in elk statuut aantreft inzake ambtsontheffing en ambtsneerlegging. Verder wordt vorm gegeven aan de commissies voor geschiktheid van het personeel van de politiediensten en ten slotte worden de regelen met betrekking tot de heropneming uit de doeken gedaan.

Deel X handelt over de kosteloze medische verzorging en de medische controle. Wat dit laatste betreft werd voorzien in een zeer snelle werkzame procedure. Vervolgens treft men er de uitvoeringsbepalingen aan inzake arbeidsongevallen en beroepsziekten. Ook hier volgt men de regeling die geldt in de overheidssector (wet van 3 juli 1967).

Deel XI omvat het geldelijk statuut en regelt de wedde, de toelagen en de vergoedingen. De loonschalen en bedragen zijn het resultaat van de gekende moeizame onderhandelingen met de politiebonden van het voorbije jaar.

Deel XII bevat het overgangsrecht. Dit deel is coherent opgebouwd in die zin dat de nummering rekening houdt met de structuur van het besluit. Zo vindt men bijvoorbeeld de overgangsbepalingen inzake de mobiliteit (deel VI van dit besluit) onder de artikelen XII.VI.1 en volgende. Overgangsbepalingen in verband met het geldelijk statuut (deel XI van dit besluit) maken dan weer het voorwerp uit van de artikelen XII.XI.1 en volgende van dit besluit. Via dit deel XII vinden de ± 40 000 actuele personeelsleden hun plaats in de nieuwe statutaire structuren. Dit was wellicht het moeilijkste en meest delicate deel van de statutaire omwenteling. Essentieel zijn de gehanteerde diverse inschalingsconcepten. Waar nodig werden specifieke overgangsmaatregelen getroffen die dikwijls zeer technisch en redelijk ingewikkeld zijn. Eén personeelscategorie niet te na gesproken (de niveaus D en C van het administratief en logistiek kader), uitte de Raad van State daaromtrent geen noemenswaardige beschouwingen. Men mag er dus van uit gaan dat de Regering met de nodige omzichtigheid is te werk gegaan en voortdurend oog heeft gehad voor het gelijkheidsbeginsel en de billijkheid.

Deel XIII behoeft geen bijzondere commentaar.

Tot daar Sire de toelichtingen bij dit omvangrijk besluit. De Regering is ervan overtuigd dat ook deze statutaire politiehervorming zal bijdragen tot de verhoopde verbetering van de politieke dienstverlening aan de bevolking.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 24 novembre 2000, d'une demande d'avis, sur un projet d'arrêté royal "portant la position juridique du personnel des services de police", avis dont la communication a été demandée, dans un délai ne dépassant pas trois jours, par lettre du même ministre au Conseil d'Etat le 12 mars 2001, a donné le 16 mars 2001 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« (l'urgence est motivée) door het feit dat de twee voormelde ontwerpen van koninklijk besluit de lege lata op 1 april 2001 in werking moeten treden; dat de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten dit inderdaad voorschrijft en aldus op 1 april 2001 tal van statutaire bepalingen van de gewezen personeelsleden van de rijkswacht, de gemeentepolitie en de gerechtelijke politie bij de parketten opheft; dat het niet bekendmaken in het *Belgisch Staatsblad* van de voormelde ontwerpbesluiten vóór 1 april 2001, op die datum derhalve een statutair juridisch vacuüm creëert in hoofde van de personeelsleden van de politiediensten... ».

Etant donné le bref délai qui a été imparti au Conseil d'Etat pour examiner le projet qui est d'une ampleur considérable, l'absence d'observations concernant l'une ou l'autre disposition du projet ne signifie pas que les textes du projet ne soient ni critiquables ni perfectibles. Il va de soi que le silence gardé par la section de législation sur ces dispositions ne pourrait servir d'élément d'interprétation du projet d'arrêté.

Observations préalables

1. L'article 184 de la Constitution dispose :

« Article 184. L'organisation et les attributions de la gendarmerie font l'objet d'une loi. »

Cette disposition constitutionnelle implique que l'organisation et les attributions du service de police intégré structuré à deux niveaux, organisé par la loi du 7 décembre 1998, et dans lequel sont repris, notamment, les membres du personnel de la gendarmerie (1), fassent l'objet d'une loi. Le statut des membres du personnel de cette police intégrée relève de l'organisation de celle-ci. Les éléments essentiels de ce statut doivent, dès lors, être réglés par la loi elle-même.

Informé de cette objection, le Gouvernement a déposé au Sénat un projet de révision de l'article 184 de la Constitution.

Le texte adopté le 14 mars 2001 par la Commission des Affaires institutionnelles du Sénat (2) est formulé comme suit :

« Article 184. : L'organisation et les attributions du service de police intégré, structuré à deux niveaux, sont réglés par la loi. Les éléments essentiels du statut des membres du personnel du service de police intégré, structuré à deux niveaux sont réglés par la loi.

Disposition transitoire

Le Roi peut toutefois fixer et exécuter les éléments essentiels du statut des membres du personnel du service de police intégré, structuré à deux niveaux, pour autant que cet arrêté soit confirmé, quant à ces éléments, par une loi adoptée avant le 30 avril 2002. »

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 november 2000 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten", advies waarvan de mededeling was gevraagd, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, bij brief van dezelfde minister op 12 maart 2001, heeft op 16 maart 2001 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt in de brief de spoedbehandeling gemotiveerd :

« door het feit dat de twee voormelde ontwerpen van koninklijk besluit de lege lata op 1 april 2001 in werking moeten treden; dat de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten dit inderdaad voorschrijft en aldus op 1 april 2001 tal van statutaire bepalingen van de gewezen personeelsleden van de rijkswacht, de gemeentepolitie en de gerechtelijke politie bij de parketten opheft; dat het niet bekendmaken in het *Belgisch Staatsblad* van de voormelde ontwerpbesluiten vóór 1 april 2001, op die datum derhalve een statutair juridisch vacuüm creëert in hoofde van de personeelsleden van de politiediensten... ».

Gelet op de korte termijn waarover de Raad van State beschikt om het vrij omvangrijke ontwerp te onderzoeken, mag uit de omstandigheid dat over de ene of de andere bepaling van het ontwerp geen opmerkingen worden gemaakt, niet worden afgeleid dat die bepalingen niet aan kritiek onderhevig zijn of niet voor verbetering vatbaar zijn. Het spreekt vanzelf dat het stilzwijgen van de afdeling wetgeving over die bepalingen niet kan worden aangegrepen om het ontwerp van besluit op de ene of de andere manier uit te leggen.

Voorafgaande opmerkingen

1. Artikel 184 van de Grondwet schrijft voor :

« Artikel 184. De organisatie en de bevoegdheid van de rijkswacht worden door een wet geregeld. »

Deze grondwetsbepaling houdt in dat de organisatie en de taken van de geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus, ingesteld bij de wet van 7 december 1998, en waarin onder meer de personeelsleden van de rijkswacht zijn opgenomen (1), bij wet worden geregeld. De rechtspositie van de personeelsleden van die geïntegreerde politie maakt deel uit van de organisatie ervan. De essentiële elementen van dat statuut moeten derhalve bij wet worden geregeld.

Toen de regering in kennis gesteld is van dat bezwaar, heeft ze bij de Senaat een ontwerp tot herziening van artikel 184 van de Grondwet ingediend.

De commissie voor de Institutionele Aangelegenheden van de Senaat heeft op 14 maart 2001 de volgende tekst aangenomen (2) :

« Artikel 184. De organisatie en de bevoegdheden van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden bij de wet geregeld. De essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden bij de wet geregeld.

Overgangsbepaling

De Koning kan echter de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, vaststellen en uitvoeren, voorzover het besluit, met betrekking tot die elementen, bekrachtigd wordt bij de wet vóór 30 april 2002. »

2. Ce texte, s'il habilite le Roi, à titre transitoire, à fixer les éléments essentiels du statut du personnel de la police intégrée, structurée à deux niveaux, ne l'habilite cependant pas à déroger aux dispositions légales qui règlent, pour partie, ce statut, ni, a fortiori, à régler des matières qui sont réservées à la loi en vertu d'autres dispositions constitutionnelles.

Les observations qui suivent tiennent compte de cette double limite.

3. L'attention de l'auteur du projet est, en outre, attirée sur le fait que l'entrée en vigueur du projet ne peut être antérieure à celle de la révision de l'article 184 de la Constitution.

Observations générales

I. Selon la disposition transitoire du nouvel article 184 de la Constitution, l'arrêté examiné doit être confirmé par la loi quant à ses éléments essentiels. Il convient, dès lors, qu'il distingue clairement les éléments considérés comme essentiels qui devront être confirmés par la loi et les autres dispositions du statut à caractère réglementaire.

Il serait préférable que ces dispositions à caractère réglementaire fassent l'objet d'un projet distinct.

II. Lorsque le Roi entreprend une réforme aussi considérable que l'établissement d'un nouveau régime statutaire, il est nécessaire d'accompagner l'arrêté en projet d'un Rapport au Roi explicitant les nouvelles orientations (3).

La disposition transitoire du nouvel article 184 de la Constitution permet au Roi de fixer les éléments essentiels du statut en complétant, le cas échéant, des lois existantes.

Un Rapport au Roi s'impose d'autant plus que l'article 3bis, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat dispose :

« Article 3bis, § 1^{er}. Les projets d'arrêtés royaux qui peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur, sont soumis à l'avis motivé de la section de législation.

Cet avis est publié en même temps que le rapport au Roi et l'arrêté royal auquel il se rapporte.

Les arrêtés, l'avis, le rapport au Roi et le texte des avant-projets d'arrêtés soumis à l'avis de la section de législation seront communiqués, avant leur publication au *Moniteur belge*, aux Présidents de la Chambre des représentants et du Sénat. »

III. Il convient de considérer que les articles VIII.XII.1^{er} à VIII.XII.3, relatifs au congé pour l'exercice d'une fonction dans un cabinet ministériel, trouvent un fondement non pas dans la loi du 7 décembre 1998 précitée, mais bien dans la disposition transitoire de l'article 184, alinéa 2, en projet de la Constitution.

Cette dernière disposition, qui confère au Roi des pouvoirs spéciaux, doit cependant être interprétée strictement (4). Elle ne permet pas au Roi de déroger à des dispositions légales existantes.

Eu égard à l'article 134, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 7 décembre 1998, qui établit une incompatibilité entre "la qualité de membre du personnel du cadre opérationnel" et l'exercice "d'une fonction, d'une charge ou d'un mandat public", l'arrêté en projet ne peut donc prévoir de congé pour l'exercice d'une fonction dans un cabinet ministériel qu'au bénéfice des seuls membres du cadre administratif et logistique.

Il convient de modifier le projet afin de se conformer à cette observation.

2. Die bepaling machtigt de Koning weliswaar om bij wijze van overgangsmaatregel de essentiële elementen van de rechtspositie van de geïntegreerde politie gestructureerd op twee niveaus vast te stellen, maar ze machtigt Hem niet om af te wijken van de wetsbepalingen die dat statuut ten dele regelen, noch - a fortiori - om aangelegenheden te regelen die krachtens andere grondwetsbepalingen alleen bij wet kunnen worden vastgelegd.

De hiernavolgende opmerkingen houden rekening met die twee beperkingen.

3. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt onder meer gevestigd op het feit dat het ontwerp niet vroeger in werking kan treden dan op de datum waarop artikel 184 van de Grondwet wordt herzien.

Algemene opmerkingen

I. Volgens de overgangsbepaling van het nieuwe artikel 184 van de Grondwet moet het onderzochte besluit, wat de essentiële elementen ervan betreft, bij wet worden bekrachtigd. In het besluit moeten de elementen die als essentieel worden beschouwd en die achteraf bij wet moeten worden bekrachtigd, derhalve duidelijk onderscheiden worden van de overige bepalingen van het statuut, die van reglementaire aard zijn.

Het zou verkieslijk zijn dat de bepalingen van reglementaire aard in een onderscheiden ontwerp worden opgenomen.

II. Wanneer de Koning beoogt een belangrijke hervorming door te voeren zoals de invoering van een nieuwe rechtspositieregeling, moet het ontworpen besluit vergezeld gaan van een verslag aan de Koning waarin de nieuwe tendensen worden uitgelegd (3).

Op grond van de overgangsbepaling van het nieuwe artikel 184 van de Grondwet kan de Koning de essentiële elementen van het statuut vaststellen door in voorkomend geval bestaande wetten aan te vullen.

Een verslag aan de Koning is des te noodzakelijker daar artikel 3bis, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State bepaalt :

« Artikel 3bis, § 1. De ontwerpen van koninklijke besluiten die de van kracht zijnde wettelijke bepalingen kunnen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, worden voorgelegd aan het met redenen omkleed advies van de afdeling wetgeving.

Dat advies wordt samen met het verslag aan de Koning en het koninklijk besluit waarop het betrekking heeft, gepubliceerd.

De besluiten, het advies, het verslag aan de Koning en de tekst van de ontwerpen van besluiten die zijn voorgelegd aan de afdeling wetgeving, worden, voor hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, medegegeeld aan de Voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat. »

III. Beschouwd moet worden dat de artikelen VIII.XII.1 tot VIII.XII.3, die betrekking hebben op het verlof voor het uitoefenen van een ambt bij een ministerieel kabinet, hun rechtsgrond niet ontleen aan de voornoemde wet van 7 december 1998, doch aan de overgangsbepaling van het ontworpen artikel 184, tweede lid, van de Grondwet.

De laatstgenoemde bepaling, die de Koning bijzondere machten verleent, moet echter strikt worden geïnterpreteerd (4). Ze laat de Koning niet toe af te wijken van bestaande wetsbepalingen.

Gelet op artikel 134, eerste lid, 2°, van de wet van 7 december 1998, dat een onverenigbaarheid vaststelt tussen "de hoedanigheid van personeelslid van het operationeel kader" en "een openbaar ambt, een openbare opdracht of een openbaar mandaat", kan het ontworpen besluit derhalve alleen ten behoeve van de leden van het administratief en logistiek kader voorzien in een verlof voor het uitoefenen van een ambt bij een ministerieel kabinet.

Het ontwerp moet worden gewijzigd overeenkomstig die opmerking.

La disposition qui permet à un membre du cadre administratif et logistique de bénéficier d'un congé pour l'exercice d'une fonction dans un cabinet ministériel doit, par ailleurs, être identifiée parmi celles qui nécessiteront une confirmation législative, et qui après cette confirmation ne pourront être modifiées que par une loi.

Cette observation, formulée en ce qui concerne le congé pour l'exercice d'une fonction dans un cabinet ministériel, vaut également mutatis mutandis pour l'article VIII.IV.3 du projet, relatif au congé exceptionnel pour accomplir un stage ou une période d'essai pour exercer un autre emploi dans un service public ou dans l'enseignement subventionné, et en ce qui concerne les articles VIII.XIII.1^{er} à VIII.XIII.13, relatifs au congé pour mission d'intérêt général (5).

IV. 1. Il est admis que le Roi peut confier l'exercice d'une partie de Son pouvoir réglementaire à l'un des Ses ministres, ou même à d'autres autorités. Une telle délégation doit cependant être précise et elle ne peut se rapporter qu'à des mesures accessoires ou complémentaires nécessaires à l'exécution ou à l'application d'une réglementation que le Roi a Lui-même fixée. La délégation ne saurait accorder à un ministre que le pouvoir de fixer des mesures de détail ou de simple exécution (6).

Si de nombreux pouvoirs qui, en vertu du projet à l'examen, sont reconnus par le Roi au bénéfice du Ministre de l'Intérieur entrent dans la catégorie de ceux pour lesquels une délégation est admissible (7), ce n'est cependant pas le cas de tous.

C'est ainsi, par exemple, que ne constituent pas des mesures de détail ou de simple exécution, celles qui concernent :

« — l'élaboration d'un "Code de déontologie" non autrement précisé (articles III.V.1^{er} et III.V.2), les droits et obligations des membres des services de police constituant des éléments essentiels du statut;

— la fixation des modalités et des règles de procédure "des détachements" et "des mises à disposition" (article VI.II.76);

— la fixation de la procédure à suivre par le membre du personnel en cas de refus de réintégration (article IX.III.13);

— la fixation des modalités de la gratuité des soins de santé (article X.I.7) (8);

— l'assimilation des membres du cadre administratif et logistique aux membres du cadre opérationnel pour l'application de la partie XI, consacrée au statut pécuniaire (article XI.I.2).

Ces délégations doivent dès lors être supprimées du projet.

2. A l'inverse, dans certaines dispositions du projet, il n'a pas été prévu de délégation au Ministre, alors qu'une telle délégation aurait été admissible, voire souhaitable.

C'est ainsi, par exemple, que dans l'article XI.II.2., il est prévu que ce n'est que par un arrêté royal que le traitement du membre du personnel prisonnier, interné ou pris en otage, peut être réduit ou supprimé pendant la "... période de captivité ou d'internement [de l'intéressé] si les faits qui sont à l'origine de la capture, ou si [sa] conduite [...] pendant la captivité ou l'internement sont incompatibles avec son état de membre du personnel. ».

La nécessité d'un arrêté royal dans ce cas tranche singulièrement avec le fait que le Ministre est habilité à imposer des restrictions ou exclusions à l'octroi de certaines allocations (voir, par exemple, l'article XI.III.6, § 1^{er}, alinéa 3) ou à en étendre le bénéfice (voir, par exemple, l'article XI.III.22, § 1^{er}, alinéa 2; l'article XI.III.36, alinéa 2; ou l'article XI.III.40, alinéa 1^{er}).

De bepaling waarbij een lid van het administratief en logistiek kader verlof voor het uitoefenen van een ambt bij een ministerieel kabinet kan genieten, moet bovendien gerekend worden onder de regels die bij wet moeten worden bekrachtigd en die na die bekrachtiging alleen bij wet kunnen worden gewijzigd.

Die opmerking, die wordt gemaakt in verband met het verlof voor het uitoefenen van een ambt bij een ministerieel kabinet, geldt mutatis mutandis ook voor artikel VIII.IV.3 van het ontwerp, dat betrekking heeft op het uitzonderlijk verlof voor een stage of een proeftijd in een andere betrekking van een overheidsdienst of van het gesubsidieerd onderwijs, alsmede voor de artikelen VIII.XIII.1. tot VIII.XIII.13, die betrekking hebben op verlof voor een opdracht van algemeen belang (5).

IV.1. Aanvaard wordt dat de Koning het uitoefenen van een gedeelte van Zijn verordeningsbevoegdheid kan toevertrouwen aan één van Zijn ministers of zelfs aan andere instanties. Een zodanige delegatie moet evenwel precies zijn, en ze mag alleen betrekking hebben op aanvullende of bijkomende maatregelen nodig voor de uitvoering of de toepassing van een regeling die de Koning Zelf heeft vastgesteld. De delegatie kan alleen inhouden dat aan een minister de bevoegdheid wordt verleend om detailkwesties of loutere uitvoeringsmaatregelen vast te stellen (6).

Tal van bevoegdheden die krachtens het onderzochte ontwerp door de Koning verleend worden aan de Minister van Binnenlandse Zaken, behoren tot diegene waarvoor delegatie aanvaardbaar is (7), maar niet alle.

Zo worden onder detailkwesties of loutere uitvoeringsmaatregelen niet die maatregelen verstaan die betrekking hebben op :

« — het uitwerken van een niet nader omschreven "deontologische code" (artikelen III.V.1 en III.V.2), daar de rechten en verplichtingen van de leden van de politiediensten essentiële elementen van het statuut vormen;

— het bepalen van de nadere regels en de procedureregels inzake "detachering" en "terbeschikkingstelling" (artikel VI.II.76);

— het vaststellen van de procedure dat een personeelslid moet volgen bij weigering van heropneming (artikel IX.III.13);

— het vaststellen van de nadere regels inzake de kosteloosheid van de gezondheidszorg (artikel X.I.7) (8);

— het gelijkstellen van de leden van het administratief en logistiek kader met de leden van het operationeel kader voor de toepassing van deel XI, dat het geldelijk statuut betreft (artikel XI.I.2).

Die delegaties moeten dus vervallen in het ontwerp.

2. Daarentegen wordt in een aantal bepalingen van het ontwerp niet voorzien in een delegatie aan de minister, hoewel een zodanige delegatie aanvaardbaar of zelfs wenselijk zou zijn geweest.

Dit is bij voorbeeld het geval met het bepaalde in artikel XI.II.2, naar luid waarvan de wedde van een personeelslid dat gevangene of krijgsgevangene is dan wel gegijzeld wordt, alleen bij koninklijk besluit kan worden verminderd of ingetrokken, tijdens de "... periode van gevangenschap of internering [van betrokkene.] wanneer de daden die aan de oorsprong liggen van de gevangenschap of [van zijn] gedrag [...] gedurende zijn gevangenschap of internering, onverenigbaar zijn met zijn staat van personeelslid. ».

De noodzaak om zulks bij wege van een koninklijk besluit te regelen steekt schril af tegen de omstandigheid dat de minister gemachtigd wordt de toekenning van bepaalde toelagen te beperken of uitzonderingen daarop uit te vaardigen (zie bij voorbeeld artikel XI.III.6, § 1, derde lid) of het recht erop uit te breiden (zie bij voorbeeld artikel XI.III.22, § 1, tweede lid, artikel XI.III.36, tweede lid; of artikel XI.III.40, eerste lid).

3. Par ailleurs, il arrive que, dans les délégations qu'il attribue, le projet ne fixe pas suffisamment de critères sur la base desquels l'autorité qui en est bénéficiaire doit fonder la manière dont il convient qu'elle agisse.

Cette observation vaut tant pour la délégation de pouvoirs réglementaires que pour la délégation du pouvoir de prendre certaines décisions individuelles :

a) En ce qui concerne la délégation de pouvoirs réglementaires, on relève, par exemple à l'article IV.I.33, que le ministre ou l'autorité de nomination peut déroger au classement des candidats en vue de leur admission à la formation de base pour la durée qu'il ou elle fixe.

Une telle délégation, qui n'est entourée d'aucune condition autre que formelle, n'est pas admissible dès lors qu'il s'agit de déroger à une règle tendant à assurer l'égal accès aux emplois publics;

b) En ce qui concerne la délégation du pouvoir de prendre des décisions individuelles, on relève, par exemple, à l'article IX.I.10, que "la décision d'acceptation de la démission d'un membre du personnel peut s'accompagner de l'obligation" pour ce dernier de payer une indemnité.

Dans son avis 26.434/9 du 30 juin 1997 (9), la section de législation du Conseil d'Etat avait observé ce qui suit en ce qui concerne les articles 3 et 4 d'un avant-projet de loi "portant modification de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie" :

« Ces dispositions prévoient que la décision d'acceptation d'une démission ou la décision de démission d'office peut être assortie de l'obligation, pour le membre du personnel qui en est l'objet, de verser à la gendarmerie la totalité ou une partie d'une indemnité calculée conformément aux alinéas 5, 6 et 7 de l'article 31 en projet.

La décision d'obliger le membre du personnel à verser cette indemnité est donc laissée à la totale discrétion de l'autorité qui accepte la démission ou qui démet d'office, autorité qui peut même fixer elle-même le montant de cette indemnité, les alinéas 5 à 7 ne constituant qu'un plafond, et ce sans que des critères soient prévus sur la base desquels l'autorité devrait fonder sa décision.

Si l'on souhaite que le paiement ne soit pas obligatoire, lors de toute démission, pendant la période fixée, il convient de fixer ces critères.

Les dispositions en projet doivent donc être fondamentalement revues. ».

Cette observation est en partie transposable à l'article IX.I.10 du présent projet, car il découle du mot "peut" qui y figure que la décision d'obliger le membre du personnel à verser une indemnité est également laissée à la totale discrétion de l'autorité. La formulation utilisée laisse sans réponse la question de savoir dans quels cas l'indemnité doit être payée par le membre du personnel qui fait l'objet de la mesure, et selon quelles modalités (10). La même observation vaut, mutatis mutandis, pour l'article IX.I.6, alinéa 4.

IV. Utiliser un même concept en le dotant de définitions différentes peut être à la source de certaines confusions. Il convient par conséquent d'éviter ce procédé.

3. Voorts bepaalt het ontwerp in het kader van de delegaties dat het verleent onvoldoende criteria op basis waarvan de instantie waaraan delegatie wordt verleend de door haar te volgen werkwijze moet vastleggen.

Die opmerking geldt zowel voor de delegatie van verordeningbevoegdheid als voor de delegatie van de bevoegdheid om bepaalde persoonsgerichte beslissingen te nemen :

a) In verband met de delegatie van verordeningbevoegdheid wordt in artikel IV.I.33 bij voorbeeld gesteld dat de minister of de benoemende overheid voor de duur die de ene of de andere bepaalt, kan afwijken van de rangschikking van de gegadigden met het oog op hun toelating tot de basisopleiding.

Een zodanige delegatie, waaraan alleen een formele voorwaarde verbonden wordt, is niet aanvaardbaar, daar aldus zou worden afgeweken van een regel die ertoe strekt de gelijke toegang tot openbare ambten te waarborgen;

b) In verband met de delegatie van de bevoegdheid om persoonsgerichte beslissingen te nemen, wordt in artikel IX.I.10 bij voorbeeld bepaald dat "de beslissing waarbij het ontslag van een personeelslid wordt aangenomen, kan gepaard gaan met de verplichting voor het personeelslid" om een vergoeding te betalen.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies 26.434/9 van 30 juni 1997 (9) het volgende opgemerkt in verband met de artikelen 3 en 4 van een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht en van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het operationeel korps" :

« Deze bepalingen schrijven voor dat wanneer het ontslag van een personeelslid wordt aangenomen of een personeelslid van ambtswege wordt ontslagen, dat personeelslid kan worden verplicht een vergoeding, berekend overeenkomstig het vijfde, zesde en zevende lid van het ontworpen artikel 31, geheel of gedeeltelijk aan de rijkswacht te storten.

De beslissing om het personeelslid te verplichten die vergoeding te storten, wordt dus volledig overgelaten aan de overheid die het ontslag aanvaardt of van ambtswege ontslaat, welke overheid zelfs het bedrag van die vergoeding zelf kan vaststellen, aangezien het vijfde, zesde en zevende lid slechts een maximum vertegenwoordigen, terwijl geen criteria zijn voorgeschreven waarop de overheid haar beslissing zou kunnen baseren.

Als men verlangt dat de betaling niet bij elk ontslag tijdens de vastgestelde periode verplicht wordt, moet men die criteria bepalen.

De ontworpen bepalingen dienen dan ook grondig te worden herzien. ».

Die opmerking geldt gedeeltelijk voor artikel IX.I.10 van het onderhavige ontwerp, daar uit het erin voorkomende woord "kan" voortvloeit dat de beslissing om het personeelslid te verplichten een vergoeding te betalen eveneens overgelaten wordt aan de vrije beoordeling van de overheid. De aangewende formulering laat de vraag onbeantwoord in welke gevallen het personeelslid dat het voorwerp van die maatregel is, de vergoeding moet betalen, en op welke wijze (10). Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor artikel IX.I.6, vierde lid.

IV. Gebruik maken van eenzelfde concept, doch er verschillende begripsomschrijvingen van geven, kan aanleiding geven tot verwarring. Zulks dient te worden vermeden.

C'est ainsi, par exemple, que l'expression "l'autorité compétente" ne revêt pas la même signification dans les parties VI et VIII. Alors que dans l'article VI.I.1^{er}, 1°, "l'autorité compétente" englobe notamment "les directeurs généraux" en ce qui concerne la police fédérale, ces derniers ne sont pas inclus dans la définition de cette même autorité qui figure à l'article VIII.I.1^{er}, 1°.

C'est ainsi également que la notion de "jour ouvrable" est définie différemment aux articles VIII.I.1^{er}, 2°, et XI.II.14, § 1^{er}, 1°, et que la notion de "traitement" est définie différemment aux articles XI.I.3, 1°, et XI.III.5, 4°.

V. Dans de nombreuses dispositions, le projet autorise le Ministre de l'Intérieur à subdéléguer des pouvoirs "au service qu'il désigne". Si des subdélégations peuvent être admises dans la mesure où elles ne portent que sur des aspects très secondaires et spécifiques aux services en question, une délégation de pouvoirs ne peut toutefois, par définition, être attribuée qu'à une personne, physique ou morale, qui, seule, peut valablement poser des actes juridiques.

Il convient donc, lorsque la subdélégation peut se justifier, d'autoriser le Ministre à désigner un fonctionnaire ou un organe déterminé, et non un "service" non doté de la personnalité juridique.

VI. Pour de nombreuses dispositions, il est prévu qu'elles s'appliquent "sans préjudice" d'autres dispositions, légales ou réglementaires.

Lorsqu'il est ainsi renvoyé à des dispositions légales, cette précision est superflue, puisqu'il va sans dire qu'une disposition réglementaire ne peut "porter préjudice" à l'application d'une disposition hiérarchiquement supérieure.

Lorsqu'il s'agit de dispositions réglementaires, l'expression "sans préjudice" est ambiguë et source d'insécurité juridique, car elle peut soit signifier que la disposition à laquelle il est renvoyé fait exception à la disposition qui renvoie, soit que les deux dispositions doivent s'appliquer conjointement.

Dans le premier cas, les mots "sous réserve de" ou "sauf application de" sont davantage explicites et doivent être utilisés. Dans le deuxième cas, le renvoi est superflu : c'est, en effet, dans l'hypothèse inverse qu'il convient de préciser, d'une manière ou d'une autre, que les deux dispositions ne doivent pas s'appliquer conjointement.

VII. Dans les dispositions qui prévoient que des candidatures doivent être déposées pour participer à une sélection, l'appel aux candidatures est formulé de manière non uniforme et peu précise, sans qu'il soit ainsi possible de déterminer de manière certaine dans chaque cas, si une publication est suffisante ou si, au contraire, les candidats potentiels doivent être personnellement informés.

Ainsi l'article VI.II.18 dispose qu'il est "... fait un appel aux candidatures pour les membres du personnel qui entrent en ligne de compte pour les vacances d'emploi. »

L'article VII.II.14 prévoit quant à lui que :

« L'organisation des épreuves de sélection est annoncée par le ministre ou le service désigné par lui aux membres du personnel intéressés. »

L'article VII.II.30 prévoit que :

« Les candidats sont informés de l'appel à la candidature par le ministre ou le service qu'il désigne. »

L'article VII.III.36 dispose enfin que :

« Le ministre ou le service qu'il désigne publie un appel aux candidatures pour les mandats à l'adresse des membres du personnel susceptibles d'être désignés à ce mandat. » (11)

Zo heeft de uitdrukking "bevoegde overheid" bij voorbeeld niet dezelfde betekenis in deel VI als in deel VIII. In artikel VI.I.1, 1°, worden onder de "bevoegde overheid" wat de federale politie betreft onder meer de "directeurs-generaal" verstaan, terwijl deze laatsten niet begrepen zijn in de begripsomschrijving van diezelfde overheid in artikel VIII.I.1, 1°.

Zo ook wordt het begrip "werkdag" in artikel VIII.I.1, 2°, anders omschreven dan in artikel XI.II.14, § 1, 1°, net zoals het begrip "wedde" anders gedefinieerd wordt in artikel XI.I.3, 1°, dan in artikel XI.III.5, 4°.

V. In tal van bepalingen van het ontwerp wordt de Minister van Binnenlandse Zaken ertoe gemachtigd bevoegdheden te subdelegeren aan "de door hem aangewezen dienst". Subdelegatie kan weliswaar worden aanvaard in zoverre ze betrekking heeft op zeer secundaire aspecten die specifiek zijn voor de betrokken diensten, doch delegatie van bevoegdheid mag per definitie slechts aan één enkele persoon, een natuurlijk persoon of een rechtspersoon, worden verleend, die als enige op geldige wijze rechtshandelingen kan stellen.

Indien subdelegatie gewettigd is, dient de minister derhalve ertoe gemachtigd te worden een welbepaald ambtenaar of een welbepaalde instantie aan te wijzen, doch niet een "dienst", die geen rechtspersoonlijkheid bezit.

VI. Vele bepalingen zijn toepasselijk "onverminderd" andere bepalingen, wettelijke of bestuursrechtelijke.

Wanneer aldus wordt verwezen naar wettelijke bepalingen, is die precisering overbodig, aangezien het vanzelfsprekend is dat een bestuursrechtelijke bepaling geen afbreuk kan doen aan de toepassing van een rechtsregel van een hogere rangorde.

Betreft het bestuursrechtelijke bepalingen, dan is in de Franse versie van het ontwerp de uitdrukking "sans préjudice" dubbelzinnig en leidt ze tot rechtsonzekerheid, daar die uitdrukking kan betekenen, ofwel dat de bepaling waarnaar wordt verwezen een uitzondering vormt op de bepaling die ernaar verwijst, ofwel dat de twee bepalingen gezamenlijk moeten worden toegepast.

In het eerste geval zijn de woorden "sous réserve de" of "sauf application de" explicieter en verdienen ze de voorkeur. In het tweede geval is een verwijzing overbodig : het is inderdaad indien zulks niet het geval dat op de ene of de andere manier moet worden gepreciseerd is dat de twee bepalingen niet gezamenlijk toepassing vinden.

VII. In de bepalingen die voorschrijven dat met het oog op deelneming aan een selectie candidatures moeten worden ingediend, wordt de oproep tot de gegadigden niet op dezelfde wijze en weinig duidelijk geregeld en kan niet in elk van de gevallen duidelijk eruit worden opgemaakt of bekendmaking voldoende is, dan wel of de mogelijke kandidaten persoonlijk op de hoogte moeten worden gebracht.

Zo bepaalt artikel VI.II.18 : "... doet een oproep tot kandidaatstelling voor de vacatures tot de voor de betrekking in aanmerking komende personeelsleden. »

Artikel VII.II.14 daarentegen bepaalt :

« Het organiseren van de selectieproeven wordt door de minister of de door hem aangewezen dienst aangekondigd aan de belanghebbende personeelsleden. »

Artikel VII.II.30 bepaalt :

« De minister of de door hem aangewezen dienst richt een oproep tot kandidaatstelling aan de kandidaten. »

Artikel VII.III.36 ten slotte bepaalt :

« De minister of de door hem aangewezen dienst doet een oproep tot kandidaatstelling voor de mandaten tot de voor de aanwijzing voor het mandaat in aanmerking komende personeelsleden. » (11)

Cette imprécision pourrait être la source de nombreux recours introduits par des personnes s'estimant non suffisamment informées des appels aux candidatures.

Le projet doit donc préciser dans chaque cas, s'il requiert une notification à toutes les personnes qui entrent dans les conditions pour participer à une sélection, ou si est suffisante une simple publication, dont les modalités doivent être définies.

Selon les représentants du ministre, l'intention de l'auteur du projet est de limiter la publicité à une publication d'un appel aux candidatures, sans notification individuelle.

Le texte du projet doit être revu pour mieux traduire cette intention.

VIII. Dans les dispositions qui sont communes aux emplois dans la police fédérale et dans les corps de police locale, il convient d'indiquer avec précision quelles sont les autorités compétentes pour prendre des décisions, selon qu'il s'agit d'emplois dans la police fédérale ou d'emplois dans la police locale.

Ainsi, par exemple, l'article VII.III.126 prévoit que :

« Le mandataire peut rompre volontairement son mandat au moyen d'une lettre au ministre, au bourgmestre ou au collège de police. ».

Lorsqu'il s'agit d'un mandat d'un chef de corps de la police locale, l'autorité à laquelle cette lettre doit être envoyée ne va pas de soi, dès lors que ce chef de corps est nommé par le Roi.

Un autre exemple est fourni par l'article XI.II.3, alinéa 2, qui prévoit à quel traitement a droit un membre du personnel engagé par contrat de travail. L'alinéa 3 de cet article permet quant à lui, en dérogation à cette disposition, d'octroyer dans certains cas une rémunération plus élevée en cas d'engagement sous contrat. Cette même disposition impose dans ce cas, l'existence d'un "accord du ministre lorsque l'engagement a lieu au sein de la police fédérale". Aucun accord n'est cependant prévu en cas d'engagement dans la police locale. Il convient de prévoir quelle autorité donne cet accord dans cette hypothèse.

IX. L'arrêté en projet contient de nombreux montants — tels que des montants de rémunérations, d'allocations ou d'indemnités — qui sont libellés en francs. Il y a lieu de prévoir la conversion de ces montants en euros à partir du 1^{er} janvier 2002. Ces montants seront dès à présent exprimés en euros et, jusqu'au 1^{er} janvier 2002, une disposition transitoire exprimera les mêmes montants en francs. Les montants en francs et en euros doivent en outre être mentionnés en toutes lettres.

X. En application de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation connaît seulement des projets d'arrêtés qui ont un caractère réglementaire.

Les dispositions d'un arrêté qui fixent des échelles de traitement sont traditionnellement considérées comme dépourvues d'un tel caractère (12). Il en va de même en ce qui concerne les dispositions qui fixent des allocations ou des indemnités. En conséquence, les aspects du projet qui se limitent à un tel objet (13) n'ont pas été examinés par le Conseil d'Etat.

Observations particulières

Examen du projet

Dispositif

Article I.I.1^{er}

Au 8°, pour éviter tout doute sur le point de savoir si un "aspirant" est ou non un "membre du personnel", et compte tenu de la définition de la "formation de base" qui figure au 24°, mieux vaut définir l'"aspirant" comme suit :

« Le membre du personnel du cadre opérationnel qui est admis à une formation de base donnant accès à un premier emploi dans un des quatre cadres visés à l'article 117, alinéa 1^{er}. »

Die onduidelijkheid zou aanleiding kunnen geven tot tal van beroepen ingesteld door personen die van oordeel zijn dat ze onvoldoende in kennis gesteld zijn van de oproepen tot kandidaatstelling.

In het ontwerp moet dus in elk van de gevallen gepreciseerd worden of de in kennisstelling van al diegenen die voldoen aan de voorwaarden om deel te nemen aan een selectie vereist is, dan wel of een loutere bekendmaking, waarvan de nadere regels moeten worden vastgelegd, volstaat.

Volgens de gemachtigden van de minister is het de bedoeling van de steller van het ontwerp om de bekendmaking te beperken tot de kennisgeving van een oproep tot kandidaatstelling, zonder dat de betrokkenen individueel worden ingelicht.

De tekst van het ontwerp moet worden herzien, zodat die bedoeling duidelijker wordt weergegeven.

VIII. In de bepalingen die zowel gelden voor de betrekkingen bij de federale politie als voor die bij de lokale politiekorpsen moet nauwkeurig worden aangegeven welke overheid bevoegd is om beslissingen te nemen, naargelang het om betrekkingen in de federale of in de lokale politie gaat.

Zo bij voorbeeld bepaalt artikel VII.III.126 het volgende :

« De mandataris kan vrijwillig zijn mandaat beëindigen door middel van een brief aan de minister, de burgemeester of het politiecollege. ».

Betreft het een mandaat van een korpschef van de lokale politie, dan is het niet vanzelfsprekend welke de instantie is waaraan die brief moet worden gestuurd, daar die korpschef door de Koning wordt benoemd.

Een ander voorbeeld wordt aangetroffen in artikel XI.II.3, tweede lid, dat de wedde bepaalt waarop een bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelslid recht heeft. Volgens het derde lid van dat artikel echter kan in afwijking van de vorige bepaling in sommige gevallen een hogere bezoldiging in geval van indienstneming bij arbeidsovereenkomst worden toegekend. Volgens datzelfde derde lid is in dat geval de "toestemming van de minister" vereist "wanneer de aanwerving plaatsvindt binnen de federale politie". In geval van indienstneming bij de lokale politie is van geen zodanige toestemming sprake. Er moet worden bepaald welke instantie alsdan haar toestemming moet verlenen.

IX. In het ontworpen besluit worden tal van bedragen vermeld — zoals de bedragen van bezoldigingen, toelagen of vergoedingen — die in franken worden uitgedrukt. Er moet rekening worden gehouden met de omzetting van die bedragen in euro's vanaf 1 januari 2002. Deze bedragen dienen voortaan in euro's te worden vermeld. Tot 1 januari 2002 zal een overgangsbepaling de zelfde bedragen in franken uitdrukken. De bedragen in franken en in euro's moeten bovendien voluit worden vermeld.

X. Met toepassing van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State behandelt de afdeling wetgeving alleen ontwerpen van besluit die van reglementaire aard zijn.

De bepalingen van een besluit die weddeschalen vastleggen, worden traditioneel beschouwd als zijnde van niet-reglementaire aard (12). Dit geldt eveneens voor de bepalingen die toelagen of vergoedingen vastleggen. De Raad van State heeft de aspecten van het ontwerp die zich tot zulke aangelegenheden beperken (13), bijgevolg niet onderzocht.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel I.I.1

Om te voorkomen dat er enige twijfel rijst omtrent de vraag of een "aspirant" al dan niet een "personeelslid" is, en gelet op de in onderdeel 24° gegeven definitie van "basisopleiding", is het verkieslijk in onderdeel 8° "aspirant" als volgt te definiëren :

« Het personeelslid van het operationeel kader dat toegelaten is tot een basisopleiding die toegang geeft tot een eerste betrekking in een van de vier kaders bedoeld in artikel 117, eerste lid. »

Article I.III.1^{er}

Les deux alinéas sont, au moins pour partie, redondants.

Mieux vaut écrire :

« Art. I.III.1^{er}. Toute compétence attribuée par le présent arrêté à un titulaire de fonction est également exercée par le membre du personnel qui est chargé du remplacement de ce titulaire, y compris en cas d'absence temporaire ou d'empêchement de celui-ci. ».

Article II.I.2. § 3

S'agissant des services effectifs que le membre du personnel a prestés, les mots "à quelque titre que ce soit" sont superflus et doivent être omis.

Article II.I.8

Au paragraphe 1^{er}, 2°, les mots "selon les règles" sont dépourvus de signification et doivent être omis.

Articles II.II.4 à II.II.9

Selon l'article II.II.9, l'annexe I reprend les échelles de traitement déterminées par les articles précédents.

Cette annexe I comprend toutefois des échelles de traitement autres que celles prévues à ces articles. Il s'agit des échelles de traitement auxquelles se réfèrent les dispositions transitoires du projet.

Le "tableau 5. Cadre d'officiers - Ingénieurs", comprenant les échelles de traitement O2ir, O3ir, O4ir, O5ir et O6ir, n'est toutefois pas présenté comme un tableau d'échelles de traitement transitoire.

Si ces échelles devaient avoir un caractère permanent, il convient de les viser dans la présente section.

En outre, dans la mesure où elles seraient réservées aux titulaires de diplômes déterminés, ces échelles préférentielles doivent être justifiées au regard du principe d'égalité (14).

Article II.II.10

L'alinéa 1^{er} octroie la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi à tous les fonctionnaires de police du cadre moyen, sans fixer aucune condition d'ancienneté, contrairement à ce que prévoit l'article 138, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 7 décembre 1998.

Cette disposition doit être revue pour tenir compte de cette observation.

Article III.II.1^{er}

Il convient de déterminer par qui sont désignés les membres du personnel visés par cette disposition.

S'il s'agit de l'autorité qui désigne à un emploi ou qui confie une tâche, il est préférable d'écrire, par exemple :

« Art. III.II.1^{er}. L'autorité qui désigne un membre du personnel à un emploi fixe... ».

La disposition pourrait, en outre, être rédigée plus simplement, en supprimant les adjectifs ou adverbes tels que "de façon univoque et complète" ou "clairement", qui sont superflus et alourdissent inutilement le texte.

Article III.II.2

Les deux premières phrases de l'alinéa 1^{er} de cette disposition ne font que répéter, en d'autres mots, le prescrit de l'article 120, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998 et doivent être omises.

Quant à la troisième phrase, il est renvoyé à l'observation formulée à propos des articles III.V.1^{er} et III.V.2 (voir ci-avant l'observation générale IV, 1).

Article III.II.3

La disposition légale à laquelle cet article du projet renvoie prévoit qu'"un ordre manifestement illégal ne peut être exécuté". Cette dernière disposition fait de la désobéissance à l'ordre manifestement illégal une obligation (15).

Artikel I.III.1

De twee leden van dit artikel zijn, tenminste gedeeltelijk, redundant.

Het is beter te schrijven :

« Art. I.III.1. Elke bevoegdheid die bij dit besluit toegekend wordt aan een ambtsbekleder wordt eveneens uitgeoefend door het personeelslid dat ermee belast is die ambtsbekleder te vervangen, ook bij tijdelijke afwezigheid of verhindering van laatstgenoemde. ».

Artikel II.I.2. § 3

Daar het gaat om de werkelijke diensten die het personeelslid heeft verricht, zijn de woorden "in om het even welke hoedanigheid" overbodig en dienen ze te vervallen.

Artikel II.I.8

De woorden "volgens de regels" in paragraaf 1, 2°, hebben geen enkele betekenis en dienen te vervallen.

Artikelen II.II.4 tot II.II.9

Volgens artikel II.II.9 zijn de weddeschalen die bepaald worden in de vorige artikelen opgenomen als bijlage I bij het besluit.

Deze bijlage I bevat evenwel andere weddeschalen dan die waarin deze artikelen voorzien. Het gaat om de weddeschalen waarnaar in de overgangsbepalingen van het ontwerp verwezen wordt.

« Tabel 5. Officierskader - Ingenieurs", dat de weddeschalen O2ir, O3ir, O4ir, O5ir en O6ir bevat, wordt evenwel niet voorgesteld als een tabel met "overgangs"- weddeschalen.

Indien deze weddeschalen blijvend moeten zijn, dienen ze in deze afdeling te worden opgenomen.

In zoverre die voorkeurschalen alleen toekomen aan houders van bepaalde diploma's dienen ze bovendien te worden gewettigd ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel (14).

Artikel II.II.10

In het eerste lid wordt de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, toegekend aan alle politieambtenaren die tot het middenkader behoren, zonder dat enige anciënniteitsvoorwaarde vastgesteld wordt, in tegenstelling tot het bepaalde in artikel 138, eerste lid, 2°, van de wet van 7 december 1998.

Deze bepaling dient te worden herzien om met deze opmerking rekening te houden.

Artikel III.II.1

Er dient te worden bepaald door wie de in deze bepaling bedoelde personeelsleden worden aangewezen.

Indien het de overheid is die een personeelslid voor een betrekking aanstelt of die het een taak toevertrouwt, is het verkieslijk bijvoorbeeld het volgende te schrijven :

« Art. III.II.1. De overheid die een personeelslid voor een vaste betrekking aanwijst... ».

De bepaling kan bovendien eenvoudiger gesteld worden door de bijwoorden "eenduidig" en "volledig" en het adjectief "duidelijk", die overbodig zijn en de zin onnodig verzwaren, te laten vervallen.

Artikel III.II.2

De eerste twee zinnen van het eerste lid van deze bepaling vormen gewoon een herhaling, met andere woorden weliswaar, van het bepaalde in artikel 120, tweede lid, van de wet van 7 december 1998. Ze dienen derhalve te vervallen.

In verband met de derde zin wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is over de artikelen III.V.1 en III.V.2 (zie de algemene opmerking IV, 1 hierboven).

Artikel III.II.3

De wetsbepaling waarnaar in dit artikel van het ontwerp wordt verwezen bepaalt dat "een kennelijk onwettig bevel (...) niet (mag) worden uitgevoerd". Luidens deze bepaling is het niet-gehoorzamen aan een kennelijk onwettig bevel een plicht (15).

Toutefois, ce n'est pas parce que l'illégalité éventuelle d'un ordre ne serait pas manifeste que le membre du personnel serait tenu de l'exécuter. Un fonctionnaire peut, en effet, toujours refuser d'exécuter un ordre illégal en vertu du principe général selon lequel l'action de l'administration est soumise au droit.

Par conséquent, les mots "manifestement" et "au sens de l'article 8 de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police" doivent être omis.

Articles III.III.1^{er} et III.III.2

Le droit à la liberté d'expression des policiers fait l'objet de plusieurs dispositions de la loi du 7 décembre 1998.

L'article 131, alinéa 1^{er}, prévoit ainsi que le statut des fonctionnaires de police garantit le secret professionnel et comprend un devoir de discrétion. L'alinéa 2 de la même disposition prévoit une interdiction de révéler certaines données. Enfin, l'article 127, alinéa 3, prescrit que les mêmes fonctionnaires doivent "s'abstenir en toutes circonstances de manifester publiquement leurs opinions politiques".

L'article 122, alinéa 2, de la même loi prévoit toutefois que l'exercice par les membres du personnel des services de police des droits et libertés ne peuvent faire l'objet que de restrictions expressément prévues par la loi.

Par conséquent, si les articles III.III.1^{er}, alinéa 1^{er}, III.III.2, alinéa 2, du projet ont effectivement pour objet d'exécuter l'article 131, alinéa 1^{er}, de la loi, par contre, l'article III.III.1^{er}, alinéa 2, du projet, en tant qu'il prévoit que la liberté d'expression pour les faits dont le membre du personnel a connaissance dans l'exercice de ses fonctions doit être exercée "de manière neutre et désintéressée" prévoit une autre restriction à la liberté d'expression que celle prévue expressément par la loi et est donc contraire à l'article 122, alinéa 2, précité.

Observations sur la partie IV, titre Ier, chapitre Ier : Recrutement et sélection du personnel du cadre opérationnel

La procédure de recrutement et de sélection pour les candidats agents auxiliaires de police ou pour les candidats inspecteurs de police ne fait pas apparaître clairement s'il s'agit d'un examen ou d'un concours.

Selon l'article IV.I.3., le Ministre fixerait chaque année, par rôle linguistique et par cycle de formation, un nombre de candidats "admissibles".

Des procédures de sélection sont organisées au terme desquelles les candidats inscrits sont jugés aptes ou inaptes (article IV.I.17). Ceux qui sont jugés aptes et dont la conduite est jugée irréprochable sont "admissibles" (article IV.I.24).

On imagine, dès lors qu'un nombre limité de candidats admissibles est fixé, qu'il s'agit d'un concours au terme duquel seuls seraient admissibles les candidats les mieux classés aux épreuves de sélection.

Les articles IV.I.30 et IV.I.31 prévoient cependant qu'une réserve de recrutement, valable trois ans, reprend les candidats "admissibles".

Au sein de cette réserve, les candidats seraient classés en fonction de leur date d'inscription pour les épreuves de sélection.

S'agissant d'un concours, un tel critère serait totalement dépourvu de pertinence, et ce d'autant plus que l'article IV.I.13 prévoit que les épreuves (non permanentes) sont annoncées par un avis au *Moniteur belge*, avis qui mentionne, notamment, la "date ultime d'inscription". Ce classement déterminerait l'ordre d'accès à la formation de base (article IV.I.33).

Selon les explications des représentants du ministre, l'intention de l'auteur du projet n'est pas d'organiser le recrutement des agents auxiliaires de police ou des inspecteurs de police sur la base d'un concours. Des épreuves de sélection seraient exclusivement organisées de manière permanente, de telle sorte que l'on pourrait s'inscrire à tout moment. Si telle est l'intention de l'auteur du projet, il n'y a pas d'objection à ce que la date soit déterminante pour l'admission à la formation de base.

Indien de eventuele onwettigheid van een bevel niet manifest is, betekent dit evenwel niet dat het personeelslid ertoe gehouden is het uit te voeren. Een ambtenaar kan immers altijd weigeren een onwettig bevel uit te voeren krachtens het algemeen beginsel dat het optreden van de overheid wettig moet zijn.

De woorden "kennelijk" en "in de zin van artikel 8 van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten" dienen bijgevolg te vervallen.

Artikelen III.III.1 en III.III.2

Verschillende bepalingen van de wet van 7 december 1998 handelen over het spreekrecht van de personeelsleden van de politiediensten.

Zo bepaalt artikel 131, eerste lid, dat het statuut van de politieambtenaren het beroepsgeheim waarborgt en voorziet het in een discretieplicht. Het tweede lid van dezelfde bepaling voorziet in een verbod om bepaalde gegevens bekend te maken. Ten slotte bepaalt artikel 127, derde lid, dat diezelfde politieambtenaren "(...) er zich in alle omstandigheden (moeten) van onthouden in het openbaar uiting te geven aan hun politieke overtuiging... ».

Artikel 122, tweede lid, van dezelfde wet bepaalt evenwel dat op de uitoefening van de rechten en vrijheden van de personeelsleden van de politiediensten alleen, uitdrukkelijk bij de wet bepaalde beperkingen gesteld zijn.

De artikelen III.III.1, eerste lid, en III.III.2, tweede lid, van het ontwerp strekken er weliswaar toe uitvoering te geven aan artikel 131, eerste lid, van de wet; artikel III.III.1, tweede lid, van het ontwerp daarentegen, in zoverre het bepaalt dat het spreekrecht voor de feiten waarvan het personeelslid in de uitoefening van zijn ambt kennis heeft, wordt uitgeoefend "op neutrale en belangeloze wijze", voorziet bijgevolg in een andere beperking van het spreekrecht dan die welke uitdrukkelijk bij de wet is bepaald en is dus strijdig met het voormelde artikel 122, tweede lid.

Opmerkingen over deel IV, titel I, hoofdstuk I : de aanwerving en de selectie van het personeel van het operationeel kader

Uit de procedure voor de werving en de selectie van kandidaat-hulpagenten van politie of van kandidaat-inspecteurs van politie blijkt niet duidelijk of het om een al dan niet vergelijkend examen gaat.

Volgens artikel IV.I.3 bepaalt de Minister jaarlijks, per taalrol en per opleidingscyclus, het aantal kandidaten die kunnen worden "toegelaten".

Er worden selectieprocedures gevolgd waarna de ingeschreven kandidaten al dan niet geschikt worden bevonden (artikel IV.I.17). Degenen die geschikt worden bevonden en die van onberispelijk gedrag zijn, kunnen worden "toegelaten" (artikel IV.I.24).

Doordat het aantal kandidaten dat kan worden toegelaten beperkt is, wordt ervan uitgegaan dat het om een vergelijkend examen gaat na afloop waarvan alleen de kandidaten die bij de selectieproeven het best gerangschikt zijn, kunnen worden toegelaten.

De artikelen IV.I.30 en IV.I.31 voorzien echter in een wervingsreserve, die drie jaar geldig is en waarin de kandidaten worden opgenomen die kunnen worden toegelaten.

In deze reserve worden de kandidaten opgenomen in de volgorde van de datum van hun inschrijving voor de selectieproeven.

Wanneer het om een vergelijkend examen gaat, is zulk een criterium totaal irrelevant, des te meer daar artikel IV.I.13 bepaalt dat de (niet doorlopende) selectieproeven worden aangekondigd via een bericht in het *Belgisch Staatsblad*, waarin inzonderheid de "uiterste inschrijvingsdatum" wordt vermeld. Deze rangschikking bepaalt de volgorde van toelating tot de basisopleiding (artikel IV.I.33).

Volgens de uitleg van de gemachtigden van de Minister is het niet de bedoeling van de steller van het ontwerp de werving van hulpagenten van politie of van inspecteurs van politie te organiseren op basis van een vergelijkend examen. Er zouden doorlopend alleen selectieproeven worden georganiseerd, zodat op ieder ogenblik kan worden ingeschreven. Indien dit de bedoeling van de steller van het ontwerp is, bestaat er geen bezwaar tegen de toelating tot de basisopleiding te laten afhangen van de datum.

Le présent chapitre doit être revu pour tenir compte de cette observation. Il convient, d'une part, de rédiger les dispositions de telle manière qu'il n'y ait plus, comme dans le texte en projet, de confusion entre les candidats jugés "admissibles" au terme de la procédure de sélection et ceux qui sont effectivement admis aux formations de base, dont le nombre est limité par le Ministre, et, d'autre part, de préciser expressément que les épreuves de sélection pour les agents auxiliaires de police et les inspecteurs de police sont organisées avec une périodicité régulière.

Article IV.I.5

Les causes d'inadmissibilité visées aux 2°, 3° et 4°, ne précisent pas que sont visées exclusivement des circonstances survenues dans l'exercice d'un emploi similaire à celui pour lequel une sélection est organisée.

Il appartient à l'auteur du projet d'examiner pour chaque cause d'inadmissibilité si celle-ci peut, dès lors, être raisonnablement justifiée au regard de l'égal accès aux emplois publics.

La même observation vaut pour l'article IV.I.42.

Articles IV.I.8 et IV.I.9

Ces deux dispositions concernent le recrutement, respectivement à un grade "d'inspecteur principal de police avec spécialité particulière" et "d'inspecteur principal de police avec spécialité d'assistant de police", alors que l'article II.II.1^{er}, qui énumère les grades du cadre opérationnel ne reprend pas ces grades.

Selon les représentants du ministre, seules des personnes ayant une spécialisation particulière sont recrutées directement au grade d'inspecteur principal de police.

Le texte doit être revu.

Article IV.I.11

Cette disposition du projet prévoit que le Ministre peut réserver un nombre de places vacantes aux titulaires d'un diplôme ou d'un certificat ou remplissant les conditions qu'il spécifie.

Si cette disposition peut se comprendre pour les emplois de la police fédérale, il y a lieu de préciser les modalités selon lesquelles les polices locales pourraient spécifier elles aussi des conditions particulières.

La même observation vaut pour l'article IV.I.49, alinéa 1^{er}. Concernant cette dernière disposition, ainsi que pour les articles IV.I.52, alinéa 1^{er}, IV.I.53, alinéa 2, et IV.I.56, l'absence de toute possibilité de subdélégation risque, ainsi qu'en ont convenu les représentants du ministre, de les rendre particulièrement malaisées.

Article IV.I.15

L'enquête prévue à l'alinéa 2 constitue une ingérence dans la vie privée des candidats, qui doit être prévue par la loi, conformément à l'article 22 de la Constitution (16).

Article IV.I.35

A l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de remplacer les mots "chapitre XV et XVI" par les mots "titres XV à XVII".

Dans le même alinéa, au 2°, texte français, mieux vaut remplacer le mot "partielles" par les mots "à temps partiel".

Par ailleurs, l'article 121, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998 prévoit que :

« Le Roi détermine notamment :

5° les tâches auxiliaires (et) spécifiques pour lesquelles le personnel du cadre administratif et logistique est engagé dans les liens d'un contrat de travail. » (17).

La présente disposition ne peut donc se limiter à renvoyer à l'article 118, alinéa 2, de la loi. Il doit déterminer quelles sont les tâches "auxiliaires et spécifiques" visées pour lesquelles la loi prévoit qu'elles sont exercées par des personnes engagées sous un contrat de travail (18).

Het onderhavige hoofdstuk dient te worden herzien om rekening te houden met deze opmerking. Enerzijds dienen de bepalingen zo te worden gesteld dat er geen verwarring meer bestaat, zoals in de ontworpen tekst, tussen de kandidaten die kunnen worden toegelaten na afloop van de selectieprocedure en degenen die effectief tot de basisopleidingen worden toegelaten, en wier aantal door de Minister wordt bepaald, en anderzijds dient uitdrukkelijk te worden aangegeven dat de selectieproeven voor de hulpagenten van politie en de inspecteurs van politie regelmatig georganiseerd worden.

Artikel IV.I.5

Bij de in de onderdelen 2°, 3° en 4° vermelde redenen om de kandidaat niet toe te laten, wordt niet aangegeven dat alleen omstandigheden worden bedoeld die opgetreden zijn in de uitoefening van een soortgelijke betrekking als die waarvoor een selectie georganiseerd wordt.

De steller van het ontwerp moet derhalve voor elke reden van niet-toelating onderzoeken of ze redelijkerwijs kan worden gewettigd ten aanzien van de gelijke toegang tot openbare ambten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel IV.I.42.

Artikel IV.I.8 en IV.I.9

Deze twee bepalingen hebben betrekking op de werving in de respectieve graden van "hoofdinspecteur van politie met bijzondere specialisatie" en "hoofdinspecteur van politie met specialiteit politieassistent", terwijl in artikel II.II.1, waarin de graden van het operationeel kader worden opgesomd, deze graden niet worden vermeld.

Volgens de gemachtigden van de Minister worden alleen personeelsleden met een bijzondere specialisatie rechtstreeks in de graad van hoofdinspecteur van politie aangeworven.

De tekst dient te worden herzien.

Artikel IV.I.11

In dit artikel wordt bepaald dat de Minister een aantal vacatures kan toewijzen aan de houders van een diploma of van een getuigschrift of aan degenen die de voorwaarden vervullen die hij vaststelt.

Hoewel deze bepaling in die zin kan worden uitgelegd dat ze betrekking heeft op de ambten bij de federale politie, dient te worden aangegeven volgens welke nadere regels de lokale politiekorpsen eveneens bijzondere voorwaarden kunnen stellen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel IV.I.49, eerste lid. Wat betreft deze laatste bepaling, alsmede de artikelen IV.I.52, eerste lid, IV.I.53, tweede lid, en IV.I.56, zijn de gemachtigden van de Minister het er mee eens dat ze door het gebrek aan enige mogelijkheid tot subdelegatie bijzonder moeilijk kunnen worden toegepast.

Artikel IV.I.15

Het onderzoek waarvan in het tweede lid sprake is, houdt een inmenging in het privé-leven van de kandidaten in, die door de wet moet worden geregeld, overeenkomstig artikel 22 van de Grondwet (16).

Artikel IV.I.35

In het eerste lid dienen de woorden "hoofdstuk XV en XVI" te worden vervangen door de woorden "titels XV en XVI".

In de Franse tekst van onderdeel 2° van hetzelfde lid is het beter het woord "partielles" te vervangen door de woorden "à temps partiel".

Bovendien wordt in artikel 121, tweede lid, van de wet van 7 december 1998 het volgende bepaald :

« De Koning bepaalt inzonderheid :

5° de bekomende specifieke opdrachten waarvoor het personeel van het administratief en logistiek kader in dienst wordt genomen bij een arbeidsovereenkomst. » (17).

In deze bepaling mag dus niet alleen worden verwezen naar artikel 118, tweede lid, van de wet. Ze dient aan te geven voor welke bedoelde "bijkomende specifieke" taken de wet bepaalt dat ze worden uitgeoefend door personen die met een arbeidsovereenkomst in dienst worden genomen (18).

Article IV.I.37

Dans le texte français, il y a lieu d'écrire :

« ... le conseil communal ou le conseil de police sur avis du chef de corps, en ce qui concerne la police locale, ou le commissaire général ou le directeur général désigné par lui, en ce qui concerne la police fédérale, décide si cet emploi déclaré vacant est conféré par voie de recrutement. »

Article IV.I.42

L'exigence formulée au 3° n'est pas justifiable au regard du principe de l'égal accès aux emplois publics, dans la mesure où elle exclut les candidats qui auraient été préalablement licenciés comme membres du personnel, au terme de la période d'essai visée aux articles 48 et 67 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Une personne jugée inapte au terme d'une période d'essai dans un emploi déterminé peut, en effet, parfaitement convenir pour un autre emploi.

Article IV.I.48

A l'égard d'une disposition similaire prévue dans le projet d'arrêté devenu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, la section de législation a fait l'observation suivante (19) :

« Selon l'article 16, alinéa 2, en projet, les porteurs d'un diplôme ou certificat donnant accès à un niveau déterminé ne peuvent pas s'inscrire à une sélection comparative d'un niveau inférieur. Cette règle implique que l'accès à une sélection comparative est également refusé aux candidats qui sont néanmoins titulaires du diplôme requis pour le niveau en question, mais qui ont par ailleurs obtenu un diplôme donnant accès à des fonctions d'un niveau supérieur. Le Secrétaire permanent au recrutement peut certes accorder une dérogation à cette règle, mais cette dérogation n'est possible que sur demande motivée du ministre concerné ou de son délégué, de sorte que rien ne garantit que l'on examinera, pour chaque recrutement séparément, s'il y a lieu ou non d'octroyer une dérogation.

La question se pose de savoir si une limitation aussi importante du droit de poser sa candidature à des fonctions publiques, peut se concilier dans tous les cas avec le principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination inscrit aux articles 10 et 11 de la Constitution, et avec le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle que garantit l'article 23, alinéa 3, 1°, de la Constitution. Pour que la mesure en projet soit conciliable avec les principes constitutionnels précités, il faut non seulement qu'elle tende à un but légitime - ce que l'on peut admettre en l'espèce compte tenu de la justification fournie dans le rapport au Roi, mais également qu'elle présente un rapport raisonnable de proportionnalité avec le but précité et n'entraîne en outre pas de restriction disproportionnée des droits garantis par les principes constitutionnels précités. La question se pose notamment de savoir si la mesure en projet ne risque pas de porter atteinte au droit de catégories de diplômés déjà établies (20) de choisir librement une activité professionnelle, au point de porter atteinte à l'essence de ce droit fondamental garanti par la Constitution, ce que l'on peut difficilement réputer conforme au principe de proportionnalité qui vient d'être rappelé (21).

Les auteurs du projet devront dès lors examiner si la disposition actuellement en vigueur, qui comporte également la possibilité, mais uniquement dans des cas bien déterminés, de fermer l'accès au niveau inférieur, n'est pas plus en conformité avec les règles constitutionnelles précitées. »

La disposition en projet appelle une observation semblable, renforcée par la circonstance que dans le présent projet, aucune possibilité de dérogation n'est prévue.

Article IV.I.58

Le principe de sécurité juridique, qui implique que les candidats puissent connaître préalablement les conséquences juridiques de leurs actes, paraît difficilement conciliable avec la disposition en projet qui prévoit que ce n'est qu'après que la sélection a été opérée que le Ministre (22) décide ou non de constituer une réserve de recrutement.

Article IV.I.59

Si la liste à établir comprend tous les candidats jugés aptes, la disposition vise un acte purement matériel et doit être omise.

Dans le cas contraire, elle est contraire au principe rappelé à l'article précédent.

Artikel IV.I.37

In de Franse tekst dient te worden geschreven :

« ... le conseil communal ou le conseil de police sur avis du chef de corps, en ce qui concerne la police locale, ou le commissaire général ou le directeur général désigné par lui, en ce qui concerne la police fédérale, décide si cet emploi déclaré vacant est conféré par voie de recrutement. »

Artikel IV.I.42

Het bepaalde in onderdeel 3° kan niet worden gewettigd ten aanzien van het beginsel van de gelijke toegang tot openbare ambten, in zoverre daarbij de kandidaten worden uitgesloten die vooraf als personeelslid ontslagen zijn, na afloop van de proeftijd bedoeld in de artikelen 48 en 67 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Een persoon die ongeschikt wordt bevonden na in een bepaalde betrekking een proeftijd te hebben doorgemaakt, kan immers perfect geschikt zijn voor een andere betrekking.

Artikel IV.I.48

In verband met een gelijkaardige bepaling in het ontwerp van besluit dat het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel geworden is, heeft de afdeling wetgeving het volgende opgemerkt (19) :

« Luidens het ontworpen artikel 16, tweede lid, kunnen houders van een diploma of getuigschrift dat toegang verleent tot een bepaald niveau, zich niet inschrijven voor een vergelijkende selectie van een lager niveau. Die regel houdt in dat de toegang tot een vergelijkende selectie ook wordt ontzegd aan kandidaten die nochtans het voor het betrokken niveau vereiste diploma bezitten, doch bovendien een diploma hebben verworven dat toegang verleent tot ambten van een hoger niveau. Weliswaar kan de Vaste Wervingssecretaris een afwijking op de regel toestaan, doch die afwijking is enkel mogelijk op gemotiveerde aanvraag van de betrokken minister of zijn gemachtigde, zodat er geen enkele waarborg is dat voor elke werving afzonderlijk zal worden onderzocht of er al dan niet een afwijking moet worden toegestaan.

Vraag is of een dergelijke verregaande inperking van het recht om zich kandidaat te stellen voor openbare ambten, in alle gevallen te verenigen valt met het grondwettelijke beginsel van de gelijkheid en de niet-discriminatie, neergelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, en met het recht op arbeid en vrije keuze van beroepsarbeid, gewaarborgd door artikel 23, derde lid, 1°, van de Grondwet. Opdat de ontworpen maatregel verenigbaar zou zijn met die grondwettelijke regels, is vereist, niet alleen dat hij een wettig doel nastreeft - wat in het voorliggende geval aan de hand van de in het verslag aan de Koning verstrekte verantwoording kan worden aangenomen, doch ook dat hij in een redelijk evenredigheidsverband staat tot dat doel en tevens geen onevenredige inperking van de door die grondwettelijke regels gewaarborgde rechten met zich meebrengt. Met name rijst de vraag of de ontworpen maatregel het recht van vrije beroepskeuze van alvast bepaalde categorieën gediplomeerden (20) niet dermate dreigt aan te tasten dat de kern van dat door de Grondwet beschermde grondrecht in het gedrang komt, wat bezwaarlijk in overeenstemming kan worden geacht met het zo-even in herinnering gebrachte evenredigheidsbeginsel (21).

De stellers van het ontwerp dienen derhalve te overwegen of de thans vigerende bepaling, die ook de mogelijkheid inhoudt, maar dan enkel in welbepaalde gevallen, om de toegang tot het lagere niveau af te sluiten, niet beter in overeenstemming is met de hoger vermelde grondwettelijke regels. »

Over de ontworpen bepaling dient een soortgelijke opmerking te worden gemaakt, mede gelet op de omstandigheid dat het onderhavige ontwerp in geen enkele mogelijkheid tot afwijking voorziet.

Artikel IV.I.58

Het beginsel van de rechtszekerheid, dat impliceert dat de kandidaten vooraf de rechtsgevolgen van hun handelingen moeten kunnen kennen, lijkt moeilijk overeen te brengen met de ontworpen bepaling, krachtens welke pas na de selectie de Minister (22) beslist om al dan niet een wervingsreserve aan te leggen.

Artikel IV.I.59

Indien op de op te stellen lijst alle geschikt bevonden kandidaten staan, heeft de bepaling betrekking op een zuiver materiële handeling en dient ze te vervallen.

In het andere geval is ze strijdig met het beginsel waarnaar in de bespreking van het vorige artikel wordt verwezen.

Observations sur la partie IV, titre II : la formation

Ce titre du projet organise la formation des policiers, qu'ils dépendent de la police locale ou fédérale. Cette formation peut être assurée par des écoles de police agréées ou instituées par le Ministre de l'Intérieur ou par le Ministre de la Justice.

La disposition transitoire sous l'article 184 de la Constitution, telle qu'adoptée par la Commission des Affaires institutionnelles du Sénat, permet au Roi de fixer les éléments essentiels du statut des membres du personnel du service de police intégré.

Le titre II en projet ne constitue par un élément du statut mais est relatif à l'organisation du service de police intégré.

Les règles figurant dans le titre II en projet doivent, dès lors, être fixées par la loi.

En outre, puisqu'il est prévu que les formations assurées par des écoles agréées feront l'objet d'une intervention financière, celle-ci doit également être prévue par la loi en vertu de l'article 12, alinéa 3, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Compte tenu de ces objections fondamentales, qui impliquent une intervention préalable du législateur habilitant le Roi à organiser la formation de la manière prévue par le présent projet, il n'est pas fait d'observations particulières sur les dispositions du titre II faisant l'objet de la présente observation générale.

Article V.III.1^{er}

Les candidats ne deviennent membres du personnel du cadre administratif et logistique que lorsqu'ils sont effectivement engagés.

On écrira donc :

« Art. V.III.1^{er}. Le présent titre est uniquement d'application aux membres du personnel du cadre administratif et logistique, ainsi qu'aux candidats déclarés aptes conformément à l'article IV.I.57. »

Article VI.I.7

Dès lors que cette disposition (alinéas 1^{er}, 7^e, et 2) prévoit deux cas dans lesquels il y a lieu de soumettre les décisions de l'autorité compétente à la concertation syndicale, la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police, notamment l'article 8, § 1^{er}, doit être visée au préambule.

Il est à noter que toutes les réglementations relatives à la durée du travail et à l'organisation du travail sont soumises, selon le cas, à la négociation ou à la concertation syndicale, en vertu des articles 3 et 8, § 1^{er}, de la loi du 24 mars 1999, précitée. Il en découle que les délégations à caractère réglementaire prévues par le présent projet seront exercées dans le respect de ces formalités.

Il n'est, dès lors, justifié de prévoir expressément une concertation syndicale dans le présent projet que dans la mesure où les dérogations que le projet autorise sont particulières et n'ont pas le caractère de généralité propre aux actes réglementaires.

Article VI.II.21

Les mots "le recueil, par candidat, de l'avis motivé de proposition du chef de corps" sont incompréhensibles.

Article VI.II.22

Il convient que soit précisé si le ministre ou son délégué pourrait déterminer que des catégories d'emploi seraient attribuées à l'ancienneté au sein non seulement de la police fédérale, mais également au sein des corps de police locale.

Article VI.II.30

Le conseil communal ou le conseil de police peut juger irrecevables des candidats jugés aptes par la commission de sélection mais ne pourrait réexaminer la recevabilité de candidatures jugées irrecevables par ladite commission. Le Conseil d'Etat se demande ce qui justifie cette différence de traitement.

En outre, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas clairement à qui revient le pouvoir du dernier mot pour juger un candidat apte ou inapte.

Enfin l'alinéa 2, in fine, paraît être une mauvaise traduction du texte néerlandais.

Les mêmes observations valent pour l'article VI.II.37.

Opmerkingen over deel IV, titel II : de opleiding

In deze titel van het ontwerp wordt de opleiding van de personeelsleden van de politiediensten geregeld, ongeacht of ze afhangen van de lokale dan wel van de federale politie. Voor deze opleiding kan worden gezorgd door politiescholen die door de Minister van Binnenlandse Zaken of de Minister van Justitie erkend of opgericht worden.

De overgangsbepaling van artikel 184 van de Grondwet, zoals ze aangenomen is door de Commissie Institutionele Hervormingen van de Senaat, machtigt de Koning de essentiële gegevens van de rechtspositieregeling van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst vast te stellen.

De ontworpen titel II vormt geen bestanddeel van de rechtspositieregeling, maar heeft betrekking op de organisatie van de geïntegreerde politiedienst.

De bepalingen die vervat zijn in de ontworpen titel II dienen derhalve bij de wet te worden vastgelegd.

Doordat bepaald is dat er financieel tegemoetgekomen wordt in de opleidingen die verstrekt worden door erkende scholen, moet deze tegemoetkoming bovendien eveneens bij de wet worden vastgelegd overeenkomstig artikel 12, derde lid, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Rekening houdend met deze fundamentele bezwaren, die impliceren dat de wetgever vooraf optreedt om de Koning te machtigen de opleiding te regelen zoals in het ontwerp wordt bepaald, worden geen bijzondere opmerkingen gemaakt over de bepalingen van titel II waarop deze algemene opmerking betrekking heeft.

Artikel V.III.1

De kandidaten worden pas personeelslid van het administratief en logistiek kader wanneer ze werkelijk in dienst genomen zijn.

Men schrijve dus :

« Art. V.III.1. Deze titel is enkel van toepassing op de personeelsleden van het administratief en logistiek kader, alsmede op de kandidaten die overeenkomstig artikel IV.I.57 geschikt bevonden zijn. »

Artikel VI.I.7

Doordat dit artikel (eerste lid, 7^e, en tweede lid) voorziet in twee gevallen waarin met de vakorganisaties moet worden overlegd over de beslissingen van de bevoegde overheid, dient in de aanhef te worden verwezen naar de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten, inzonderheid naar artikel 8, § 1.

Er dient te worden opgemerkt dat over alle regelgevingen betreffende de arbeidsduur en de organisatie van het werk dient te worden onderhandeld of overlegd met de vakorganisaties, naargelang het geval, overeenkomstig de artikelen 3 en 8, § 1, van de voormelde wet van 24 maart 1999. Hieruit volgt dat de opdrachten van verordenende bevoegdheid waarin dit ontwerp voorziet, uitgeoefend dienen te worden met inachtneming van deze vormvereisten.

Het is derhalve alleen gewettigd in het onderhavige ontwerp uitdrukkelijk te voorzien in overleg met de vakorganisaties in zoverre de afwijkingen die in het ontwerp toegestaan worden bijzondere afwijkingen zijn en geen algemene verordenende handelingen zijn.

Artikel VI.II.21

De woorden "het inwinnen per kandidaat van het gemotiveerd advies van voordracht van de korpschef" zijn onbegrijpelijk.

Artikel VI.II.22

Er dient te worden aangegeven of de minister dan wel zijn gemachtigde kunnen beslissen om de door hen bepaalde categorieën van betrekkingen, niet alleen bij de federale politie, maar ook bij de lokale politiekorpsen, volgens anciënniteit toe te kennen.

Artikel VI.II.30

De gemeenteraad of de politieraad kunnen in verband met een door de selectiecommissie geschikt bevonden kandidaat oordelen dat hij niet in aanmerking kan komen, maar zij kunnen de ontvankelijkheid van kandidaatstellingen die door deze commissie onontvankelijk zijn bevonden niet aan een nieuw onderzoek onderwerpen. De Raad van State vraagt zich af wat de reden voor deze verschillende behandeling is.

Voorts is het de Raad van State niet helemaal duidelijk wie het laatste woord heeft om een kandidaat geschikt of ongeschikt te verklaren.

Ten slotte lijkt de Franse tekst van het tweede lid, in fine, een slechte vertaling van het Nederlands.

Deze opmerkingen gelden eveneens voor artikel VI.II.37.

Article VI.II.72

Compte tenu de la définition qui figure à l'article I.I.1^{er}, 16°, cette disposition est superflue.

Elle suscite, en outre, le doute quant à l'application des dispositions qui suivent aux détachements visés à l'article 105 de la loi du 7 décembre 1998.

Articles VI.II.77 et VI.II.78

1. La définition visée sous le 1° est inadaptée au cadre administratif et logistique, pour lequel la notion de "groupe de grades" n'existe pas.

S'il fallait lui substituer celle de "niveau", qui est la notion utilisée pour le classement des grades dans ce cadre, alors, l'article VI.II. 78, alinéa 2, ferait obstacle à tout exercice de fonctions supérieures au niveau A.

Le projet doit donc être revu pour préciser sous quelles conditions des fonctions supérieures pourront être exercées dans le cadre administratif et logistique.

2. Par ailleurs, ni en ce qui concerne l'exercice de fonctions supérieures, ni en ce qui concerne le commissionnement dans un emploi, le texte en projet ne limite la désignation au grade "immédiatement supérieur".

3. En outre, à l'alinéa 1^{er} de l'article VI.II.78, dans le texte français, on écrira : "... dans un emploi pour une fonction supérieure... ».

Article VI.II.85

Le 8°, qui permet de désigner un membre du personnel à un autre emploi que le sien "pour quelque raison que ce soit" donne un pouvoir excessif au chef du corps ou au commissaire général.

Il n'est, en effet, pas à exclure que cette disposition puisse être utilisée par ces derniers pour contourner les règles strictes de la désignation à des emplois par mobilité.

Articles VII.III.53 et VII.III.54

L'article VII.III.53 prévoit qu'un mandat est exercé conformément à une lettre de mission dans laquelle sont contenus les objectifs à atteindre et les moyens mis à disposition par lesquels ces objectifs doivent être atteints.

Cette lettre de mission serait déterminée "sur proposition du membre du personnel concerné".

L'article VII.III.54 prévoit une adaptation de cette lettre de mission "suite à des modifications essentielles des objectifs du mandat à atteindre", suivant la même procédure que celle visée à l'article VII.III.53.

La question se pose, dès lors, de savoir quelle serait l'autorité qui serait compétente pour prendre l'initiative d'une adaptation de la lettre de mission.

Article VII.III.118

Il y a lieu de prévoir une exception pour le chef de corps de la police locale, l'article 49, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998 prévoyant qu'il doit être entendu, par le conseil communal ou le conseil de police, et par le bourgmestre ou le collègue de police, et non par l'autorité de nomination, à savoir le Roi. Lequel est lié par un avis négatif motivé émis par ces autorités locales.

Article VII.III.135

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas en quoi les conseils communaux ou de police pourraient être concernés par une désignation à un autre mandat, prise en vertu de l'article 107, alinéa 6, de la loi du 7 décembre 1998. Cette disposition légale ne vise, en effet, que les mandats au sein de la police fédérale. Aucune disposition de la loi en question n'autorise, en effet, les Ministres de l'Intérieur et de la Justice à affecter à un autre emploi un titulaire d'un mandat au sein de la police locale.

Article VIII.III.7

1. Il convient dans l'alinéa 1^{er}, 3°, de fixer le nombre d'assesseurs représentant l'autorité en faisant usage d'une formulation plus claire.

2. En ce qui concerne l'"organe consultatif" créé par l'article VIII.III.7 du projet, si l'article VIII.III.10 prévoit que :

« ... le membre du personnel non aspirant peut, en cas de refus de son congé annuel de vacances introduire une procédure »;

Artikel VI.II.72

Deze bepaling is overbodig, gelet op de definitie vervat in artikel I.I.1, 16°.

Door die bepaling rijst voorts twijfel omtrent de toepasselijkheid van de daaropvolgende bepalingen op de detacheringen bedoeld in artikel 105 van de wet van 7 december 1998.

Artikelen VI.II.77 en VI.II.78

1. De definitie die voorkomt in onderdeel 1° is niet geschikt voor het administratief en logistiek kader, aangezien het begrip "gradengroep" voor dat kader niet bestaat.

Als in plaats van met dat begrip zou worden gewerkt met het begrip "niveau", welk begrip gebruikt wordt voor de rangschikking van de graden in dat kader, zou artikel VI.II.78, tweede lid, een beletsel zijn voor elke uitoefening van een hoger ambt in niveau A.

Het ontwerp behoort dan ook te worden herzien opdat duidelijk wordt gesteld op welke voorwaarden in het administratief en logistiek kader een hoger ambt zal kunnen worden uitgeoefend.

2. Voorts wordt in de ontworpen tekst noch wat de uitoefening van een hoger ambt, noch wat de aanstelling in een betrekking betreft, die aanwijzing beperkt tot de "naasthogere" graad.

3. Overigens dient in de Franse tekst van artikel VI.II.78, eerste lid, te worden geschreven : "... dans un emploi pour une fonction supérieure ... ».

Artikel VI.II.85

In onderdeel 8°, dat het mogelijk maakt een personeelslid aan te wijzen voor een andere betrekking dan de zijne "wegens enigerlei oorzaak", wordt aan de korpschef of aan de commissaris-generaal een te ruime bevoegdheid verleend.

Dat deze personen die bepaling zouden gebruiken om de strikte regels van de aanwijzing voor betrekkingen via mobiliteit te omzeilen, kan immers niet worden uitgesloten.

Artikelen VII.III.53 en VII.III.54

Artikel VII.III.53 bepaalt dat een mandaat wordt uitgeoefend overeenkomstig een opdrachtbrief waarin de te halen doelstellingen zijn vermeld samen met de ter beschikking gestelde middelen waarmee die doelstellingen moeten worden gehaald.

Die opdrachtbrief zou worden opgesteld "op voorstel van het betrokken personeelslid".

In artikel VII.III.54 staat dat die opdrachtbrief "ingevolge essentiële wijzigingen in de te bereiken doelstellingen van het mandaat" aangepast wordt volgens dezelfde procedure als die van artikel VII.III.53.

De vraag rijst dan ook welke overheid bevoegd zou zijn om het initiatief te nemen om de opdrachtbrief aan te passen.

Artikel VII.III.118

Er behoort te worden voorzien in een uitzondering voor de korpschef van de lokale politie, aangezien artikel 49, tweede lid, van de wet van 7 december 1998 bepaalt dat deze dient te worden gehoord door de gemeenteraad of de politieraad en door de burgemeester of het politicollege, en niet door de benoemende overheid, namelijk de Koning, voor wie een gemotiveerd negatief advies van die lokale overheden bindend is.

Artikel VII.III.135

De Raad van State ziet niet in hoe de gemeenteraden of de politieraden betrokken zouden kunnen zijn bij een aanwijzing voor een ander mandaat, verleend krachtens artikel 107, zesde lid, van de wet van 7 december 1998. Die wetsbepaling heeft immers alleen betrekking op de mandaten bij de federale politie. Geen enkele bepaling van de wet in kwestie biedt de Minister van Binnenlandse Zaken of de Minister van Justitie immers de mogelijkheid om het personeelslid dat bij de lokale politie een mandaat bekleedt voor een andere betrekking aan te wijzen.

Artikel VIII.III.7

1. In het eerste lid, 3°, dient het aantal bijzitters die de overheid vertegenwoordigen aan de hand van een duidelijker formulering te worden bepaald.

2. Wat het "raadgevend orgaan" betreft dat bij artikel VIII.III.7 van het ontwerp wordt opgericht, bepaalt artikel VIII.III.10 weliswaar dat

« het personeelslid, met uitzondering van de aspirant, ... bij weigering van zijn jaarlijks vakantieverlof, een procedure (kan) inleiden ... »;

auprès de cet organe, aucune disposition du projet ne prévoit ce que celui-ci est habilité à faire. Peut-il réformer la décision d'un membre du personnel ? Est-il seulement habilité à donner un avis, comme le laisse sous-entendre le terme "consultatif" ? Dans ce cas, à quelles conditions l'autorité habilitée à prendre une décision peut-elle s'en écarter ? Le projet doit répondre clairement à ces questions. Il est d'autant plus important de combler cette lacune que l'organe en question n'est pas compétent qu'en matière de congés, mais également en cas de refus de réintégration (23).

Article VIII.IV.1^{er}.9° et 10°

Lorsque le projet attribue un avantage à certaines catégories de personnes dans certaines circonstances, il convient de vérifier si des circonstances comparables ne devraient pas permettre l'octroi du même droit à d'autres catégories, en application du principe d'égalité.

C'est ainsi, par exemple, que si l'ordination ou la communion solennelle, ou un événement similaire, justifient un congé au bénéfice du membre du personnel si son enfant, son conjoint ou la personne avec qui il vit en couple est concerné - comme il est prévu à l'article VIII.IV.1^{er}, 9° et 10° - la question se pose de savoir si ce congé ne se justifie pas également lorsqu'il s'agit de l'ordination ou de la communion solennelle du membre du personnel lui-même (24).

Article IX.I.2

1. L'article IX.I.2, alinéa 1^{er}, 1°, prévoit que fait l'objet d'un retrait définitif d'emploi,

« ... le membre du personnel dont la nomination est considérée comme irrégulière dans le délai du recours en annulation auprès du Conseil d'Etat. ».

Cette disposition est formulée de façon trop générale et doit être précisée par des règles de procédure.

2. Il convient de veiller à ce que le projet ne porte pas atteinte à des droits fondamentaux.

C'est ainsi qu'il convient de relever qu'eu égard au fait que la liberté religieuse est garantie à l'article 19 de la Constitution, la disposition qui figure à l'article IX.I.2, alinéa 1^{er}, 2°, in fine, qui prévoit qu'un retrait définitif d'emploi frappe le membre du personnel "qui ne peut ou ne veut plus effectuer ses missions pour des motifs philosophiques ou religieux" est trop laconique.

Dans la même perspective mais de manière plus générale, si le retrait définitif d'emploi n'est pas une mesure inconnue du droit de la fonction publique, il convient de souligner que cette mesure, en raison de ses conséquences gravement préjudiciables pour l'intéressé, doit rester exceptionnelle et ne peut être prononcée que moyennant certaines garanties. L'article IX.I.2, où sont prévus de nombreux cas dans lesquels intervient une mesure de retrait définitif d'emploi "d'office et sans préavis", doit être revu afin de tenir compte de cette préoccupation.

Article IX.I.4

A l'article IX.I.4, alinéa 1^{er}, le Conseil d'Etat aperçoit mal à quoi se rapportent les mots "autre que celle visée à l'article VIII.II.6. et à l'article 12 de la loi du 13 mai 1999 [...]".

Article IX.I.2

A l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots "pour autant qu'il s'agissait d'une condition de recrutement" n'envisagent pas l'hypothèse où la condition de nationalité serait supprimée ou modifiée entretemps.

Article IX.II.1^{er}

Dans l'article IX.II.1^{er}, alinéa 2, il convient de préciser ce que l'on entend par "fraction indépendante du service médical". Quelles sont les conséquences organisationnelles de cette indépendance ?

Article XI.I.3

Il est permis de s'interroger sur la portée exacte des mots "soit n'est pas dû pour le mois entier, bien qu'il soit dû dans sa forme entière" qui figurent à l'article XI.I.3, 3°, a). Ceci vaut également pour le b) et le c) de la même disposition. Dans ce même article, la formulation du 5° gagnerait également à être revue, par souci de clarté.

Article XI.II.12

L'article XI.II.12 prévoit que :

« En cas de modification du présent arrêté, tout traitement est fixé comme si la disposition nouvelle avait toujours existé. »

bij dat orgaan, maar wordt in geen enkele bepaling van het ontwerp gesteld welke de bevoegdheid van dat orgaan terzake is. Kan het de keuze van vakantieperiode van een personeelslid herzien ? Is het alleen bevoegd een advies te geven, zoals uit het woord "raadgevend" lijkt voort te komen ? Op welke voorwaarden kan de overheid die bevoegd is om een beslissing te nemen in dat geval van dat advies afwijken ? In het ontwerp moet op deze vragen een duidelijk antwoord worden gegeven. Het is des te belangrijker die leemte op te vullen daar het orgaan in kwestie niet alleen bevoegd is inzake vakantieverloven maar ook inzake weigering van heropneming (23).

Artikel VIII.IV.1.9° en 10°

Wanneer in het ontwerp een voordeel wordt toegekend aan bepaalde categorieën van personen die in bepaalde omstandigheden verkeren, behoort met toepassing van het gelijkheidsbeginsel te worden nagegaan of vergelijkbare omstandigheden geen grond opleveren om hetzelfde recht ook aan andere categorieën toe te kennen.

Wanneer een priesterwijding, een plechtige communie of een soortgelijke gebeurtenis grond opleveren om verlof toe te staan aan het personeelslid voorzover die gebeurtenis het kind van de ambtenaar betreft, of zijn echtgenoot of de persoon met wie hij samenleeft - zoals bepaald wordt in artikel VIII.IV.1, onderdelen 9° en 10° - rijst dan ook de vraag of dat verlof niet eveneens behoort te worden toegestaan wanneer het de wijding of de plechtige communie van het personeelslid zelf betreft (24).

Artikel IX.I.2.

1. Artikel IX.I.2, eerste lid, 1°, bepaalt dat definitief van zijn ambt wordt ontheven :

« ... het personeelslid van wie de benoeming onregelmatig wordt bevonden binnen de termijn voor beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State ... ».

Deze bepaling is in te algemene bewoordingen gesteld en behoort te worden gepreciseerd door procedureregels.

2. Er moet worden voor gezorgd dat het ontwerp geen fundamentele rechten aantast.

Zo behoort te worden opgemerkt dat de bepaling die vervat is in artikel IX.I.2., eerste lid, 2°, in fine, en waarbij wordt bepaald dat definitief uit zijn ambt wordt ontheven het personeelslid "dat ... zijn opdrachten (omwille van filosofische of religieuze redenen) niet meer kan of wil uitvoeren" te laconiek is, gelet op het feit dat de godsdienstvrijheid gegarandeerd is bij artikel 19 van de Grondwet.

In dezelfde optiek maar meer algemeen, moet worden gesteld dat de definitieve ambtsontheffing weliswaar geen onbekende maatregel is in het ambtenarenrecht, maar dat die maatregel, wegens de zeer nadelige gevolgen ervan voor de betrokkene een uitzondering moet blijven en alleen kan worden uitgesproken wanneer bepaalde garanties worden geboden. Artikel IX.I.2, dat voorziet in vele gevallen waarin een maatregel van definitieve ambtsontheffing "ambtshalve en zonder opzegging" wordt opgelegd, behoort te worden herzien opdat aan die bezorgdheid tegemoet wordt gekomen.

Artikel IX.I.4

Wat artikel IX.I.4, eerste lid, betreft, ziet de Raad van State niet goed in waarop de woorden "andere dan die bedoeld in artikel VIII.II.6 en in artikel 12 van de wet van 13 mei 1999 [...]" betrekking hebben.

Artikel IX.I.2

In het eerste lid, 2°, wordt, doordat met de woorden "voor zover dit een wervingsvoorwaarde uitmaakt" wordt gewerkt, geen rekening gehouden met het geval dat de nationaliteitsvoorwaarde ondertussen opgeheven of gewijzigd is.

Artikel IX.II.1

In artikel IX.II.1, tweede lid, behoort te worden aangegeven wat onder "onafhankelijk onderdeel van de medische dienst" wordt verstaan. Wat zijn de organisatorische gevolgen van die onafhankelijkheid ?

Artikel XI.I.3

De vraag rijst wat juist wordt bedoeld met de woorden "hetzij niet verschuldigd is voor de volledige maand, hoewel ze in haar volledige vorm voorkomt" die staan in artikel XI.I.3, 3°, a). Deze opmerking geldt ook voor b) en c) van dezelfde bepaling. In datzelfde artikel behoort de formulering van onderdeel 5° met het oog op de duidelijkheid te worden herzien.

Artikel XI.II.12

Artikel XI.II.12 bepaalt het volgende :

« In geval van wijziging van dit besluit, wordt elke wedde vastgesteld alsof de nieuwe bepaling altijd heeft bestaan. »

Cette expression pourrait être interprétée par le membre du personnel dont le traitement est revalorisé dans le sens qu'il aurait dû avoir droit à ce dernier traitement pendant la période qui précède la revalorisation. Dans ce cas, le membre du personnel concerné pourrait demander des arriérés correspondant à la différence entre le nouveau traitement et l'ancien. Cette interprétation ne correspondant pas à l'intention de l'auteur du projet, il convient de revoir la formulation de cette disposition en la limitant à la seule hypothèse de la révision des échelles de traitement.

Article XI.III.12

De multiples dispositions du projet établissent des conditions auxquelles doivent répondre les membres du personnel pour bénéficier d'un avantage. Comparées les unes avec les autres, il semble que ces dispositions manquent parfois de cohérence. C'est ainsi, par exemple, que l'article XI.III.12, alinéa 1^{er}, 1°, prévoit une allocation de fonction pour les membres du personnel navigant au détachement d'appui aérien, en précisant "aussi longtemps qu'ils ne sont pas suspendus ou radiés de ce personnel". Or, une telle restriction ne figure pas dans les dispositions qui octroient une allocation de fonction à d'autres catégories de membres du personnel. Elle semble du reste superflue au regard de l'article XI.III.1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Article XI.III.34

L'article XI.III.34, § 2, prévoit que :

« ... l'allocation pour prestations aériennes occasionnelles ne peut être cumulée avec l'allocation visée aux articles XI.III.12, alinéa 1^{er}, 1° et XI.III.14°, mais ne prévoit pas l'interdiction de ce cumul avec l'allocation prévue à l'article XI.III.21, au bénéfice des membres du personnel qui procèdent à des missions de transfert ou d'escorte dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique fédérale en matière d'immigration. Est-ce bien conforme à la volonté de l'auteur du projet ?

Observations sur la partie XII : dispositions transitoires

1. D'une manière générale, les notions et définitions utilisées dans cette partie du projet ne sont pas toujours limpides et pourraient être source de confusions.

Ainsi, lorsqu'il est question de membres du personnel "qui tombent sous l'application des dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police" (article XII.I.1^{er}), il n'apparaît pas clairement si sont ainsi également visés les membres du personnel qui ont opté pour leur statut d'origine.

Il est en outre, et en tout état de cause, dangereux sur le plan de la sécurité juridique, de modifier la définition d'une notion au fil du texte.

Tel est le cas, par exemple, de la définition des "membres actuels du personnel", qui, à partir du titre XI de cette partie XII, ne viserait plus que sporadiquement les membres du personnel qui ont opté pour le maintien de leur statut d'origine.

Enfin, cette partie du projet doit faire l'objet d'une relecture complète afin d'éviter que ne soit oubliées au passage certaines catégories de personnel.

Ainsi l'article XII.I.1^{er}, 1°, ne vise pas - semble-t-il par erreur - la catégorie de personnel de police spéciale de l'ex-gendarmerie.

A l'article XII.II.4, l'énumération des services pris en considération pour la détermination de l'ancienneté de service omet ceux accomplis en tant que personnel contractuel du service général d'appui policier.

2. Il n'est naturellement pas possible au Conseil d'Etat, compte tenu en particulier du délai dans lequel l'avis est demandé, d'apprécier si les dispositions transitoires n'entraînent pas de discrimination entre les différentes catégories de personnel, tant la diversité des situations d'origine est grande.

D'un point de vue méthodologique, toute légère divergence dans les mécanismes mis en place pour déterminer, par exemple, le traitement des membres du personnel en fonction de leur ancienneté dans leur ancien service, peut entraîner dans des cas particuliers des distorsions injustifiées et imprévues, si toutes les variations ne sont pas rigoureusement testées.

Ainsi, par exemple, il appartient à l'auteur du projet de vérifier soigneusement si les différences dans les méthodes utilisées pour déterminer les échelles de traitement des niveaux D et C du cadre administratif et logistique (articles XII.II.36 et XII.II.42) par rapport à celles utilisées pour les niveaux B et A (articles XII.II.48 et XII.II.55) du même cadre n'aboutissent pas, au sein de chacun de ces niveaux, à des situations incohérentes.

Deze bewoordingen zouden door een personeelslid wiens wedde opgetrokken is aldus kunnen worden uitgelegd dat hij op die hogere wedde recht had moeten hebben tijdens de periode die aan die verhoging voorafgaat. In dat geval zou het personeelslid in kwestie de uitbetaling kunnen vorderen van een achterstallig bedrag dat overeenkomt met het verschil tussen de nieuwe en de oude wedde. Aangezien deze interpretatie niet overeenstemt met de bedoeling van de steller van het ontwerp, dienen de bewoordingen van deze bepaling aldus te worden aangepast dat ze alleen betrekking hebben op het geval dat de weddeschalen worden herzien.

Artikel XI.III.12

In vele bepalingen van het ontwerp worden voorwaarden gesteld waaraan de personeelsleden moeten voldoen om een voordeel te kunnen genieten. Uit een onderlinge vergelijking van die bepalingen blijkt dat ze soms onvoldoende samenhang vertonen. Zo voorziet artikel XI.III.12, eerste lid, 1°, bijvoorbeeld, in een functietoelage voor de leden van het varend personeel van het luchtsteundetachment, doch met de precisering "zolang (ze) niet geschorst of geschrapt (zijn)". Zulke beperking komt evenwel niet voor in de bepalingen waarbij aan andere categorieën personeelsleden een functietoelage wordt verleend. Die precisering lijkt overigens overbodig in het licht van artikel XI.III.1, § 1, eerste lid.

Artikel XI.III.34

Artikel XI.III.34, § 2, luidt als volgt :

« De toelage voor gelegenheidsluchtvaartprestaties mag niet gecumuleerd worden met de toelage bedoeld in de artikelen XI.III.12, eerste lid, 1°, en XI.III.14. ». In dat artikel wordt evenwel niet gesteld dat die toelage niet mag worden gecumuleerd met de toelage die bij artikel XI.III.21 wordt toegekend aan de personeelsleden die in het raam van de uitvoering van het federale immigratiebeleid overbrengings- of escorteringsopdrachten uitvoeren. Stemt zulks wel overeen met de bedoeling van de steller van het ontwerp ?

Opmerkingen over deel XII : overgangsbepalingen

1. Algemeen gesproken zijn de begrippen en definities die in dit deel van het ontwerp worden gebezigd niet altijd duidelijk, zodat ze tot verwarring kunnen leiden.

Wanneer er bijvoorbeeld sprake is van de personeelsleden "die... onder de toepassing van de rechtspositieregeling van het personeel van de politiediensten vallen" (artikel XII.I.1), blijkt niet duidelijk of daarmee ook de personeelsleden worden bedoeld die ervoor gekozen hebben hun oorspronkelijk statuut te behouden.

Overigens is het hoe dan ook uit het oogpunt van de rechtszekerheid gevaarlijk om in éénzelfde regeling voor éénzelfde begrip verschillende definities te hanteren.

Dat is bijvoorbeeld het geval met de definitie van "de actuele personeelsleden" die vanaf titel XI van deel XII nog slechts sporadisch verwijzen naar de personeelsleden die ervoor gekozen hebben hun oorspronkelijk statuut te behouden.

Ten slotte moet dit deel van het ontwerp integraal opnieuw worden doorgenomen om na te gaan of bepaalde categorieën personeelsleden niet terloops over het hoofd werden gezien.

Zo verwijst artikel XII.I.1, 1° - blijkbaar ten onrechte - niet naar het bijzonder politiepersoneel van de voormalige rijkswacht.

In artikel XII.II.4 wordt in de opsomming van de diensten die voor de vaststelling van de dienstancienniteit in aanmerking worden genomen geen melding gemaakt van de diensten die als contractueel personeelslid van de algemene politiesteundienst zijn verricht.

2. In het licht van inzonderheid de termijn waarbinnen de afdeling wetgeving haar advies behoort te geven, is het voor de Raad van State uiteraard niet mogelijk na te gaan of de overgangsbepalingen niet leiden tot discriminatie tussen de onderscheiden personeelscategorieën, doordat de oorspronkelijke situaties zo verscheiden zijn.

Vanuit methodologisch standpunt behoort te worden opgemerkt dat elk lichte afwijking in de mechanismen ter bepaling van bijvoorbeeld de wedde van de personeelsleden op basis van hun ancienniteit in hun vroegere dienst, kan leiden tot specifieke gevallen van onvoorziene en niet te rechtvaardigen discrepanties, als niet alle variaties uiterst nauwkeurig worden getest.

Zo bijvoorbeeld dient de steller van het ontwerp zorgvuldig na te gaan of de verschillen tussen de methodes die gebruikt worden om de weddeschalen van de niveaus D en C van het administratief en logistiek kader vast te stellen (artikelen XII.II.36 en XII.II.42) ten opzichte van die welke voor de niveaus B en A (artikelen XII.II.48 en XII.II.55) van hetzelfde kader worden gebezigd, in elk van die niveaus niet leiden tot onlogische situaties.

Article XII.II.4

A l'alinéa 2, le mot "principalement" est source d'insécurité juridique. Par ailleurs, il paraît discriminatoire vis-à-vis des personnes dont cinquante pour cent ou plus du service presté au profit de la commune ne l'aurait pas été auprès du corps de cette police. Ces personnes ne pourraient, en effet, faire valoir aucune ancienneté de service.

Articles XII.V.6. à XII.V.8

Les articles XII.V.6. et XII.V.7 confient un pouvoir de nature réglementaire à des fonctionnaires, ce qui n'est pas admissible.

L'article XII.V.8., qui prévoit que le Ministre prend une mesure à caractère réglementaire par voie de circulaire plutôt que par arrêté ministériel, n'a guère de sens. Une circulaire ne peut, en effet, avoir de valeur réglementaire.

Article XII.VI.3

Il y a lieu d'écrire "qui n'ont pas été désignés à un emploi par mobilité (ou par première affectation ?) après l'entrée en vigueur du présent arrêté. ».

Article XII.VII.16

Il appartient à l'auteur du projet de préciser comment la règle de proportionnalité prévue par cette disposition sera mise en oeuvre : lors de chaque série de promotions ou sur une base annuelle ou périodique à préciser ?

Articles XII.VII.28 et XII.VII.31

Ces dispositions dérogent aux lois coordonnées sur l'emploi des langues. De telles dérogations ne peuvent être prévues que par la loi. L'emploi des langues est, en effet, une matière réservée au législateur par l'article 30 de la Constitution.

Exécutoire

Des dispositions du projet accordent certaines compétences à un Ministre qui n'est ni le Ministre de l'Intérieur, ni le Ministre de la Justice. C'est ainsi, par exemple, que l'article VIII.IV.10, 5°, accorde au "ministre de la Fonction publique fédérale" la compétence de fixer les modalités selon lesquelles un don de sang, de plaquettes ou de plasma sanguin donne droit à une dispense de service, et que l'article XI.II.6, § 1^{er}, alinéa 2, prévoit que les services admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires ne sont pris en considération qu'après approbation par ce même Ministre.

Il convient de faire figurer tous les ministres auxquels le projet donne une compétence dans la disposition exécutoire de l'arrêté, ainsi d'ailleurs que dans le proposant et les contreseings.

Observations finales de légistique

1. Lorsque l'arrêté en projet fait référence à un texte législatif ou réglementaire, il convient que ce dernier soit cité avec son intitulé exact. C'est ainsi, par exemple, qu'à l'article XI.V.4, l'on écrira "loi du 12 janvier 1970 relative à l'octroi d'une indemnité spéciale en cas d'accident aéronautique survenu en temps de paix" au lieu de "loi du 12 janvier 1970 concernant l'octroi d'une indemnité particulière en cas d'accident aéronautique en temps de paix".

Par ailleurs, lorsqu'il est fait renvoi dans le projet à une disposition législative, il convient d'identifier celle-ci avec autant de précision que possible. C'est ainsi, par exemple, que dans les articles VIII.XI.13 et VIII.XIII.13, alinéa 2, il convient de renvoyer de manière précise à l'article 125, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998, précitée (25), au lieu de renvoyer à l'article 125 de cette loi.

Enfin, lorsqu'il est fait référence à des institutions qui relèvent d'un autre ordre juridique, il convient de le faire avec précision, et en veillant à n'en oublier aucune. C'est ainsi, par exemple, qu'à l'article VIII.IV.2, il convient d'écrire "du Parlement européen" au lieu de "des assemblées européennes" et qu'à l'article VIII.XIII.13, il convient d'écrire "la Commission européenne" au lieu de "la Commission des Communautés européennes".

2. Sauf si telle est la volonté expresse de l'auteur du projet, il convient de veiller à ne pas faire référence à une disposition - comme l'article 17, alinéas 2 à 6, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, auquel il est fait référence dans l'article XI.II.7, alinéa 1^{er} - en citant une modification subie par celle-ci. Procéder de la sorte a, en effet, comme conséquence de figer cette disposition dans sa version telle que modifiée. En l'espèce, si les alinéas 2 à 6 de l'article 17, précité, étaient encore modifiés dans le futur.

Artikel XII.II.4

In het tweede lid zijn de woorden "in hoofdzaak" een bron van rechtsonzekerheid. Overigens lijkt deze bepaling een discriminatie in te houden voor de personen die vijftig percent of meer van hun diensten ten behoeve van de gemeente niet bij het gemeentelijk politiekorps hebben gepresteerd. Die personen zouden immers op geen enkele dienstanciënniteit aanspraak kunnen maken.

Artikelen XII.V.6 tot XII.V.8

Bij de artikelen XII.V.6 en XII.V.7 wordt een bevoegdheid van verordenende aard toevertrouwd aan ambtenaren, wat niet kan worden aanvaard.

Artikel XII.V.8, waarbij wordt bepaald dat de Minister een maatregel van verordenende aard bij circulaire uitvaardigt in plaats van bij ministerieel besluit, heeft zo goed als geen zin. Een circulaire kan immers geen verordenende waarde hebben.

Artikel XII.VI.3

Er behoort te worden geschreven : "... die niet in het kader van de mobiliteit (of van een eerste aanstelling ?) zijn aangewezen voor een betrekking na de inwerkingtreding van dit besluit. ».

Artikel XII.VII.16

De steller van het ontwerp behoort aan te geven hoe de proportionaliteitsregel waarin deze bepaling voorziet, zal worden uitgevoerd : bij elke reeks bevorderingen of jaarlijks of op een nader te bepalen periodieke basis ?

Artikelen XII.VII.28 en XII.VII.31

Deze bepalingen houden een afwijking in van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen. In zulke afwijkingen kan alleen bij wet worden voorzien. Het gebruik van de talen is immers een aangelegenheid die krachtens artikel 30 van de Grondwet alleen door de wetgever kan worden geregeld.

Uitvoeringsbepaling

Bij sommige bepalingen van het ontwerp worden bepaalde bevoegdheden opgedragen aan een minister die noch de Minister van Binnenlandse Zaken, noch de Minister van Justitie is. Zo bijvoorbeeld wordt in artikel VIII.IV.10, 5°, aan de "federale minister van Ambtenarenzaken" de bevoegdheid opgedragen voor het bepalen van de nadere regelen volgens welke het geven van bloed, bloedplaatjes of bloedplasma recht geeft op een dienstvrijstelling, terwijl in artikel XI.II.6, § 1, tweede lid, wordt bepaald dat de diensten die kunnen worden meegerekend voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen slechts in aanmerking worden genomen na goedkeuring door diezelfde minister.

Alle ministers aan wie in het ontwerp een bevoegdheid wordt opgedragen, dienen voor te komen in de uitvoeringsbepaling van het besluit, alsook in het voordrachtformulier en de medeondertekening.

Slotopmerkingen betreffende de wetgevingstechniek

1. Wanneer in het ontworpen besluit naar een wet- of verordenings tekst wordt verwezen, dient deze te worden geciteerd met het juiste opschrift ervan. Zo dient bijvoorbeeld in de Franse tekst van artikel XI.V.4 te worden geschreven "loi du 12 janvier 1970 relative à l'octroi d'une indemnité spéciale en cas d'accident aéronautique survenu en temps de paix" in plaats van "loi du 12 janvier 1970 concernant l'octroi d'une indemnité particulière en cas d'accident aéronautique en temps de paix".

Wanneer naar een wetsbepaling wordt verwezen, behoort deze bepaling overigens zo nauwkeurig mogelijk te worden aangegeven. Zo bijvoorbeeld dient in de artikelen VIII.XI.13 en VIII.XIII.13, tweede lid, op nauwkeurige wijze te worden verwezen naar artikel 125, derde lid, van de voormelde wet van 7 december 1998 (25), en niet gewoon naar artikel 125 van die wet.

Wanneer, ten slotte, verwezen wordt naar instellingen die tot een andere rechtsorde behoren, dient daarbij nauwgezet te werk te worden gegaan, waarbij ervoor moet worden gezorgd er geen enkele te vergeten. Zo dient bijvoorbeeld in artikel VIII.IV.2, "van het Europees Parlement" te worden geschreven in plaats van "van de Europese vergaderingen". Evenzo dient in artikel VIII.XIII.13 "Europese Commissie" te worden geschreven in plaats van "Commissie van de Europese Gemeenschappen".

2. Wanneer verwezen wordt naar een bepaling - zoals artikel 17, tweede tot zesde lid, van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, waarnaar verwezen wordt in artikel XI.II.7, eerste lid, - mag van een wijziging die deze regeling heeft ondergaan alleen melding worden gemaakt als zulks de uitdrukkelijke wens is van de steller van het ontwerp. Het verwijzen naar een bepaling met vermelding van een wijziging die deze bepaling heeft ondergaan, heeft immers tot gevolg

la référence à cette disposition faite dans le projet n'intégrerait pas cette dernière modification. La même observation vaut, mutatis mutandis, en ce qui concerne l'article XI.V.4, qui fait notamment référence à "l'article 5 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des ministères, modifié par l'arrêté royal du 9 octobre 1972".

3. Au regard du volume considérable du projet et du temps très limité imparti pour l'examiner, il n'a pas été possible à la section de législation du Conseil d'Etat de vérifier l'exactitude de tous les renvois internes auxquels il est procédé dans celui-ci. Ces derniers paraissent en général correctement établis. Il semble cependant que certains d'entre eux sont incorrects. Par exemple, l'article IX.III.13 ne devrait-il pas renvoyer à l'article VIII.III.11 au lieu de renvoyer à l'article VIII.III.10 ?

De même, de l'accord des représentants du ministre, à l'article VI.II.70, la référence doit être faite à l'article 100, alinéa 3 (et non 100, alinéa 2) de la loi.

Enfin, le renvoi à l'article IV.I.45., alinéa 1^{er} est incorrect : cette disposition ne comporte qu'un seul alinéa et ne contient pas de règle d'exclusion. Il s'agit sans doute de l'article IV.I.48.

La chambre était composée de :

MM. :

Y. Kreins, conseiller d'Etat, président;

P. Lienardy et P. Quertainmont, conseillers d'Etat;

Mme B. Vigneron, greffier.

Les rapports ont été présentés par MM. L. Detroux et C. Amelynck, auditeurs. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme G. Martou, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lienardy.

Le greffier,

B. Vigneron.

Le président,

Y. Kreins.

Notes

(1) Article 241 de la loi du 7 décembre 1998.

(2) Il doit encore être voté en séance plénière du Sénat et soumis à la Chambre des représentants.

Doc. parl., Sénat (2000-2001), n° 657/4.

(3) Voir avis 28.129/4, donné le 8 mars 1999 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-capitale".

(4) Voir notamment à ce propos l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 52/99 du 26 mai 1999 (*Moniteur belge* du 16 juillet 1999), spécialement le point B.3.4. aux termes duquel "En raison de son caractère exceptionnel, l'attribution de pouvoirs spéciaux par le législateur au Roi doit être interprétée strictement". Le même raisonnement peut être tenu lorsque, comme en l'espèce, c'est le Constituant qui - de manière inédite - attribue les pouvoirs spéciaux.

(5) Mission qui peut notamment consister en "l'exercice d'un mandat dans un service public belge" (article VIII.XIII.1^{er}, alinéa 2, 4').

(6) Voir notamment R. Andersen et P. Nihoul, "Le Conseil d'Etat : chronique de jurisprudence 1998", Rev. b. dr. const., 2000, pp. 110 à 112; G. Cerexhe, "Les ministres disposent-ils d'un pouvoir réglementaire ?", A.P.T., 1984, pp. 177 et s.; M. Leroy, Les règlements et leurs juges, Bruxelles, Bruylant, 1987, pp. 83 et 84; J. Salmon, Le Conseil d'Etat, t. Ier, Bruxelles, Bruylant, 1994, pp. 410 à 414.

(7) Comme par exemple la fixation de modèles de documents.

(8) A titre de comparaison, c'est par le Roi que sont fixées les modalités selon lesquelles l'Etat assure la gratuité des soins de santé à certains anciens combattants et victimes de guerre, en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1969 fixant le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'Etat (*Moniteur belge* du 15 juillet 1969).

(9) Doc. parl., Chambre, 1996-1997, 1199/1.

(10) Il est utile de remarquer ici que contrairement à une disposition législative, la disposition en projet ne comporte pas de travaux préparatoires de nature à en éclairer la portée. A ce propos, il est intéressant de rappeler l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 134/99 du

dat de gewijzigde versie van die bepaling in de regeling wordt vastgelegd. Als in casu het tweede tot het zesde lid van het voormelde artikel 17 in de toekomst nog zouden worden gewijzigd, zou de in het ontwerp vervatte verwijzing naar die bepaling die laatste wijziging dus buiten beschouwing laten. Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor artikel XI.V.4, waarin inzonderheid wordt verwezen naar "artikel 5 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het personeel der ministeries, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 oktober 1972".

3. Gelet op de enorme omvang van het ontwerp en op de zeer korte termijn die de Raad van State is toegemeten om dat ontwerp te onderzoeken, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State niet de mogelijkheid gehad na te gaan of alle interne verwijzingen in het ontwerp juist zijn. Die interne verwijzingen lijken over het algemeen correct gesteld te zijn. Sommige ervan blijken evenwel niet correct. Zou in artikel IX.III.13 bijvoorbeeld niet moeten worden verwezen naar artikel VIII.III.11 in plaats van naar artikel VIII.III.10 ?

Voorts zijn de gemachtigden van de minister het er mee eens dat in artikel VI.II.70 moet worden verwezen naar artikel 100, derde lid (en niet naar artikel 100, tweede lid) van de wet.

Ten slotte is de verwijzing naar artikel IV.I.45, eerste lid, niet juist : dat artikel bestaat uit slechts één lid en bevat geen uitsluitingsregel. Wellicht wordt artikel IV.I.48 bedoeld.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Y. Kreins, staatsraad, voorzitter;

P. Lienardy en P. Quertainmont, staatsraden;

Mevr. B. Vigneron, griffier.

De verslagen werden uitgebracht door de heren L. Detroux en C. Amelynck, auditeurs. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. G. Martou, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lienardy.

De griffier,

B. Vigneron.

De voorzitter,

Y. Kreins.

Nota's

(1) Artikel 241 van de wet van 7 december 1998.

(2) Die tekst moet nog worden goedgekeurd in de plenaire vergadering van de Senaat en bij de Kamer van volksvertegenwoordigers worden ingediend.

Gedr. Stuk., Senaat (2000-2001), nr 657/4.

(3) Zie advies 28.129/4, verstrekt op 8 maart 1999 over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

(4) Zie in dat verband o.m. arrest nr. 52/99 van het Arbitragehof van 26 mei 1999 (*Belgisch Staatsblad* van 16 juli 1999), inzonderheid punt B.3.4., waarin te lezen staat : "Wegens het uitzonderlijke karakter ervan, dient het toekennen door de wetgever van bijzondere machten aan de Koning strikt te worden geïnterpreteerd. ». Dezelfde gedachten-gang kan worden gevolgd wanneer, zoals in het onderhavige geval, het de Grondwetgever is die - wat volkomen nieuw is - de bijzondere machten verleent.

(5) Die taak kan onder meer bestaan in "het uitoefenen van een mandaat in een Belgische openbare dienst" (artikel VIII.XIII.1, tweede lid, 4').

(6) Zie o.m. R. Andersen en P. Nihoul, "Le Conseil d'Etat : chronique de jurisprudence 1998", Rev. b. dr. const., 2000, blz. 110 tot 112; G. Cerexhe, "Les ministres disposent-ils d'un pouvoir réglementaire ?", A.P.T., 1984, blz. 177 e.v.; M. Leroy, Les règlements et leurs juges, Brussel, Bruylant, 1987, blz. 83 en 84; J. Salmon, Le Conseil d'Etat, deel I, Brussel, Bruylant, 1994, blz. 410 tot 414.

(7) Zoals bij voorbeeld de vaststelling van de modellen van documenten.

(8) Ter vergelijking : de nadere regels volgens welke de Staat de kosteloosheid van de gezondheidszorg voor sommige oudstrijders en oorlogsslachtoffers waarborgt, worden door de Koning geregeld krachtens de wet van 1 juli 1969 tot vaststelling van het recht van de oorlogsinvaliden en oorlogswezen op geneeskundige verzorging op kosten van de Staat (*Belgisch Staatsblad* van 15 juli 1969).

(9) Gedr. Stuk., Kamer, 1996-1997, 1199/1.

(10) Op te merken valt dat aan de ontworpen bepaling, in tegenstelling tot een wetbepaling, geen parlementaire voorbereiding verbonden is die de draagwijdte ervan nader kan toelichten. In dat verband is het nuttig te herinneren aan arrest nr. 134/99 van het Arbitragehof van

22 décembre 1999, spécialement le point B.6.2. La Cour y a relevé le "caractère facultatif de la décision d'imposer un remboursement", et l'a admis, mais en précisant notamment que "ce pouvoir d'appréciation permet, selon les travaux préparatoires [...] de tenir compte de « circonstances sociales et familiales »" et qu'"il ne peut [...] être interprété comme dispensant l'autorité appelée à statuer, au vu le cas échéant desdites circonstances, du respect du principe d'égalité. ».

(11) Voir aussi l'article VII.III.33, alinéa 1^{er}, 2^e, qui renforce l'ambiguïté.

(12) Voir notamment en ce sens les avis récents qui suivent, donnés par la section de législation du Conseil d'Etat : l'avis 28.129/4, donné le 8 mars 1999 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale"; l'avis 29.013/4, donné le 26 mars 1999 sur un projet d'arrêté royal "portant règlement organique du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale"; et l'avis 30.389/1, donné le 11 juillet 2000 sur un projet d'arrêté royal "portant modification de diverses dispositions réglementaires en matière de fonction publique relatif à l'introduction de l'euro".

(13) Prises en vertu de l'article 121, alinéa 2, 2^e, de la loi du 7 décembre 1998 précitée.

(14) En ce sens, C.E., arrêt n° 81.583 du 1^{er} juillet 1999, Demine et Imbreckx.

(15) Voir en ce sens l'avis 28.827/2, donné le 12 février 1999, sur la proposition de loi devenue la loi du 16 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police (Doc. parl., Chambre, n° 1965/2, session 1998-1999).

(16) Voir en ce sens l'avis du Conseil d'Etat 25.704/2, donné le 21 mai 1997 sur un projet de loi devenu la loi du 11 décembre 1998 sur les habilitations de sécurité (Doc. parl., Chambre, 1193/1, session 1996-1997).

(17) Le texte néerlandais de la loi du 7 décembre 1998 publié au *Moniteur belge* utilise à l'article 118, alinéa 2, les termes "bijkomende, specifieke opdrachten" et à l'article 121, alinéa 2, 5^e, les termes "bekomende specifieke opdrachten". Le texte français des mêmes dispositions utilise respectivement les termes "tâches auxiliaires spécifiques" et "tâches auxiliaires et spécifiques" (*Moniteur belge* du 5 janvier 1999, pp. 153 et 154).

Il est, dès lors, impossible d'apprécier si les critères d'"auxiliaire" et de "spécifique" qualifiant les tâches concernées doivent se cumuler ou peuvent être envisagés séparément.

(18) Sur la difficulté de la détermination du caractère "auxiliaire" ou "spécifique" d'une tâche, voir l'arrêt du Conseil d'Etat n° 90.291 du 18 octobre 2000, annulant l'arrêté royal réglant la situation juridique du TIC-manager fédéral (technologie de l'information et de la communication).

(19) Avis 30.123/1, donné le 25 mai 2000.

(20) Il s'agit des catégories de diplômés dont le diplôme -supérieur - n'augmente les chances sur le marché (public) de l'emploi que dans une mesure restreinte ou dont le choix de prolonger leurs études n'a pas été motivé en premier lieu par des considérations relatives à la position qu'ils occuperaient sur le marché du travail.

(21) Cette constatation s'impose d'autant plus que la disposition en question s'appliquera évidemment aussi aux personnes qui ont obtenu leur diplôme avant son entrée en vigueur.

(22) En tout état de cause, comme il a déjà été observé, la subdélégation, à la supposer admissible, doit être donnée à une personne et non à un service sans personnalité juridique.

(23) Voir l'article IX.III.12.

(24) Voir en ce sens l'avis 27.702/1 de la section de législation, donné le 9 juillet 1998 sur un projet d'arrêté royal "relatif aux congés et aux absences accordés aux agents de l'Etat".

(25) Comme il est procédé à l'article IX.I.2, alinéa 1^{er}, 4^e.

22 december 1999, inzonderheid aan punt B.6.2. Het Hof heeft daarin gewezen op "het facultatieve karakter van de beslissing om een terugbetaling op te leggen" en heeft ermee ingestemd, doch heeft er onder meer aan toegevoegd dat "die beoordelingsvrijheid, volgens de parlementaire voorbereiding [...] toestaat rekening te houden met « omstandigheden van familiale of sociale aard », maar dat ze "niet zo [kan] worden geïnterpreteerd dat ze, gezien in voorkomend geval de genoemde omstandigheden, de overheid die uitspraak moet doen, vrijstelt van de inachtneming van het gelijkheidsbeginsel. »

(11) Zie ook artikel VII.III.33, eerste lid, 2^e, waarin die dubbelzinnigheid nog wordt versterkt.

(12) Zie onder meer in die zin de volgende recente adviezen verstrekt door de afdeling wetgeving van de Raad van State : advies 28.129/4, gegeven op 8 maart 1999 over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", advies 29.013/4, gegeven op 26 maart 1999 over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking" en advies 30.389/1, gegeven op 11 juli 2000 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van diverse verordeningsbepalingen betreffende de invoering inzake ambtenarenzaken van de euro".

(13) Op basis van artikel 121, tweede lid, 2^e, van de voornoemde wet van 7 december 1998.

(14) In die zin R.v.St., arrest nr. 81.583 van 1 juli 1999, Demine en Imbreckx.

(15) Zie in die zin advies nr. 28.827/2, gegeven op 12 februari 1999, over het wetsvoorstel dat de wet van 16 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten geworden is (Gedr. St., Kamer, nr. 1965/2, zittingsperiode 1998-1999).

(16) Zie in die zin advies nr. 25.704/2 van de Raad van State, gegeven op 21 mei 1997 over een ontwerp van wet dat de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheidsmachtigingen geworden is (Gedr. St., Kamer, 1193/1, zittingsperiode 1996-1997).

(17) In de Nederlandse tekst van de wet van 7 december 1998 die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is, worden in artikel 118, tweede lid, de woorden "bijkomende, specifieke opdrachten" gebruikt en in artikel 121, tweede lid, 5^e, de woorden "bekomende specifieke opdrachten". In de Franse tekst van dezelfde bepalingen worden respectievelijk de woorden "tâches auxiliaires spécifiques" en "tâches auxiliaires et spécifiques" gebruikt (*Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1999, blz. 153 en 154).

Het is derhalve onmogelijk na te gaan of de criteria "bijkomende" en "specifieke" aan de hand waarvan de bewuste taken aangegeven worden, samen dan wel afzonderlijk dienen te worden beschouwd.

(18) In verband met het probleem van de bepaling van de "bijkomende" of "specifieke" aard van een taak, zie arrest nr. 90.291 van de Raad van State van 18 oktober 2000, waarbij het koninklijk besluit tot regeling van de rechtstoestand van de federale ICT-manager (informatie- en communicatietechnologie) wordt nietig verklaard.

(19) Advies nr. 30.123/1, gegeven op 25 mei 2000.

(20) Met name die categorieën van gediplomeerden wier - hoger - diploma slechts in beperkte mate bijkomende kansen op de (publieke) arbeidsmarkt creëert of wier keuze voor bijkomende studies niet in de eerste plaats was ingegeven door overwegingen die verband houden met hun positie op de arbeidsmarkt.

(21) Die vaststelling klemt des te meer nu de bepaling uiteraard ook van toepassing zal zijn op diegenen die hun diploma hebben behaald vóór de inwerkingtreding ervan.

(22) Hoe dan ook, zoals reeds opgemerkt is, dient de subdelegatie, gesteld dat ze aanvaardbaar is, aan een persoon en niet aan een dienst zonder rechtspersoonlijkheid te worden verleend.

(23) Zie artikel IX.III.12.

(24) Zie in deze zin advies 27.702/1 dat de afdeling wetgeving op 9 juli 1998 heeft gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de rijksambtenaren.

(25) Zoals in artikel IX.I.2, eerste lid, 4^e.

**30 MARS 2001. — Arrêté royal
portant la position juridique
du personnel des services de police**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la répartition des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, modifié par les lois des 12 juin 1972, 12 juillet 1973, 31 juillet 1991, 20 mai 1994, 20 décembre 1995 et 27 décembre 2000;

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment l'article 39, troisième alinéa, remplacé par la loi du 22 décembre 1989 et modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment les articles 99, modifié par la loi du 1 août 1985, par l'arrêté royal n° 424 du 1^{er} août 1986 et par les lois des 21 décembre 1994, 13 février 1998 et 27 décembre 2000, 100, modifié par l'arrêté royal n° 424 du 1^{er} août 1986 et par la loi du 21 décembre 1994, 100bis, inséré par la loi du 21 décembre 1994, 102, remplacé par l'arrêté royal n° 424 du 1^{er} août 1986 et modifié par les lois des 21 décembre 1994 et 22 décembre 1995 et 102bis, inséré par la loi du 21 décembre 1994 et modifié par la loi du 22 décembre 1995;

Vu la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, notamment les articles 2 et 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment aux articles 47, alinéa 2, 55, 56, 106, alinéa 3, 108, 121, 125, alinéa 3, 137, alinéa 2, 138, 2° et 144, alinéa 3;

Vu la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, notamment les articles 4, 13, 16, 19, 30 et 40;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive, notamment les articles 47, 48, 49, modifié par l'arrêté royal du 9 mars 1983, 50, 51, 53, modifié par l'arrêté royal du 9 mars 1983, 55, 56, 57, modifié par l'arrêté royal du 9 mars 1983;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1952 déterminant les fonctions du Ministère de la Défense nationale auxquelles est attaché le bénéfice de la gratuité des logements, modifié par les arrêtés royaux des 15 février 1954, 7 janvier 1956, 18 septembre 1958 et 8 avril 1974;

Vu l'arrêté royal du 17 avril 1956 accordant une indemnité pour frais de déplacement à certains membres de la famille de militaires gravement malades ou accidentés, ou de militaires décédés, modifié par l'arrêté royal du 27 avril 1981;

Vu l'arrêté royal du 20 août 1956 portant réglementation de l'intervention de l'Etat dans les frais de changement de résidence des officiers et agents judiciaires près les parquets;

Vu l'arrêté royal du 26 février 1958 accordant une indemnité forfaitaire à certains membres du personnel de la gendarmerie, notamment les articles 1^{er}, 1°, modifié par l'arrêté royal du 21 mai 1970, et l'article 1^{er}, 7°, inséré par l'arrêté royal du 16 février 1988;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1961 relatif à l'allocation accordée aux militaires ayant reçu l'instruction de parachutiste, modifié par les arrêtés royaux des 10 février 1970, 5 octobre 1972, 1^{er} mars 1977, 11 juin 1981, 15 mars 1988, 21 mars 1991 et 11 août 1994;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume, modifié par les arrêtés royaux des 20 mai 1965, 8 avril 1974, 14 février 1978 et 11 juillet 1978;

**30 MAART 2001. — Koninklijk besluit
tot regeling van de rechtspositie
van het personeel van de politiediensten**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 1, eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 12 juni 1972, 12 juli 1973, 31 juli 1991, 20 mei 1994, 20 december 1995 en 27 december 2000;

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op artikel 39, derde lid, vervangen door de wet van 22 december 1989 en gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op de artikelen 99, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en de wetten van 21 december 1994, 13 februari 1998 et 27 december 2000, 100, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en bij de wet van 21 december 1994, 100bis, ingevoegd door de wet van 21 december 1994, 102, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 424 van 1 augustus 1986 en gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994 en 22 december 1995 en 102bis, ingevoegd door de wet van 21 december 1994 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1995;

Gelet op de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, inzonderheid op de artikelen 2 en 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten;

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op de artikelen 47, tweede lid, 55, 56, 106, derde lid, 108, 121, 125, derde lid, 137, tweede lid, 138, 2° en 144, derde lid;

Gelet op de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, inzonderheid op de artikelen 4, 13, 16, 19, 30 en 40;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 1950 betreffende de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigde personeel;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken, inzonderheid op de artikelen 47, 48, 49, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1983, 50, 51, 53, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1983, 55, 56 en 57, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1952 tot bepaling van de ambten van het Ministerie van Landsverdediging waaraan vrije inwoning is verbonden, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 15 februari 1954, 7 januari 1956, 18 september 1958 en 8 april 1974;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 april 1956 tot toekenning van een vergoeding voor reiskosten aan sommige familieleden van militairen die ernstig ziek, door een ongeval getroffen of overleden zijn, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 april 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 augustus 1956 houdende regeling van de bijdrage van de Staat in de kosten wegens standplaatsverandering voor de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 februari 1958 houdende toekenning van een vaste vergoeding aan sommige personeelsleden van de rijkswacht, inzonderheid op de artikelen 1, 1°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 mei 1970, en 1, 7°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1961, betreffende de toelage aan de militairen die de opleiding tot parachutist hebben ontvangen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 februari 1970, 5 oktober 1972, 1 maart 1977, 11 juni 1981, 15 maart 1988, 21 maart 1991 en 11 augustus 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreezen volbrengen in het buitenland, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 mei 1965, 8 april 1974, 14 februari 1978 en 11 juli 1978;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères, modifié par la loi du 22 juillet 1993, les arrêtés royaux des 14 décembre 1970, 4 décembre 1990, 4 mars 1993, 17 mars 1995 et 10 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, modifié par les arrêtés ministériels des 28 janvier 1970, 13 octobre 1971, 28 mars 1974, 17 janvier 1975, 24 novembre 1975, 29 avril 1977, 12 décembre 1984 et par les arrêtés royaux des 2 juin 1976, 12 décembre 1984, 17 mars 1995, 24 avril 1997 et 26 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 13 avril 1965 réglant l'intervention de l'Etat dans les frais de changement de résidence des membres du personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux des 14 décembre 1970 et 17 mars 1995;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 1965 fixant les indemnités pour frais de séjour octroyées au personnel provincial et communal, modifié par les arrêtés royaux des 18 février 1974 et 29 août 1991;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1965 relatif à l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires lors du décès d'un agent provincial ou communal, modifié par les arrêtés royaux des 8 mai 1973, 22 juillet 1975 et 27 novembre 1985;

Vu l'arrêté royal du 29 décembre 1965 portant réglementation générale en matière d'indemnités pour frais de parcours résultant de déplacements de service effectués par le personnel des provinces et des communes, modifié par les arrêtés royaux des 3 août 1976 et 18 avril 1985;

Vu l'arrêté royal du 30 janvier 1967 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence au personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux des 26 novembre 1969, 29 juin 1973, 4 janvier 1974, 10 septembre 1981, 14 décembre 1981, 3 décembre 1987, 16 août 1988, 13 décembre 1989, 21 mars 1990, 7 août 1991, 20 octobre 1992 et 5 mars 1993;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1969 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès de certains militaires, modifié par les arrêtés royaux des 13 décembre 1973, 8 avril 1974, 15 mars 1988 et 21 mars 1991;

Vu l'arrêté royal du 21 janvier 1971 relatif à l'octroi d'allocations aux membres des forces armées, ainsi qu'à certains membres civils du département de la défense nationale, pour certains travaux ou prestations qui revêtent un caractère spécialement dangereux ou insalubres, modifié par les arrêtés royaux des 18 juin 1975, 1^{er} mars 1977, 6 novembre 1981 et 11 décembre 1987;

Vu l'arrêté royal du 20 octobre 1972 créant une allocation pour prestations de service accomplies le samedi, le dimanche ou un jour férié pour certains militaires, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} mars 1977, 16 mai 1980, 15 mars 1988, 21 mars 1991, 11 août 1994 et 22 novembre 1999;

Vu l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'intervention de l'Etat dans certains frais funéraires de militaires décédés en activité, modifié par les arrêtés royaux des 29 mars 1979, 15 mars 1988 et 21 mars 1991;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1973 fixant la rémunération des personnes chargées d'une mission d'enseignement dans certaines écoles de formation et de perfectionnement des officiers et allouant une allocation aux titulaires de certaines fonctions dans ces écoles, notamment l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o, l'article 1^{er}, § 1^{er}, 6^o, inséré par l'arrêté royal du 20 novembre 1978, l'article 1^{er}, § 2, les articles 5, 6, 7, 8 et 9, l'article 10, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 1995, les articles 11, 12 et 13, l'article 13bis, § 1^{er}, inséré par l'arrêté royal du 21 août 1980 et l'article 14, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 1995;

Vu l'arrêté royal du 29 janvier 1974 fixant le régime des allocations et primes dues aux militaires participant au service aérien d'une des forces armées, notamment les articles 7 et 8;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1975 fixant les dispositions générales relatives à l'intervention des provinces, des communes, des agglomérations de communes et des fédérations de communes dans certains frais de transport des membres de leur personnel;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993, de koninklijke besluiten van 14 december 1970, 4 december 1990, 4 maart 1993, 17 maart 1995 en 10 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 28 januari 1970, 13 oktober 1971, 28 maart 1974, 17 januari 1975, 24 november 1975, 29 april 1977 en 12 december 1984 en bij de koninklijke besluiten van 2 juni 1976, 12 december 1984, 17 maart 1995, 24 april 1997 en 26 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 april 1965 tot regeling van de bijdrage van de Staat in de kosten wegens standplaatsverandering van de leden van het personeel van de ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 december 1970 en 17 maart 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 1965 inzake vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan het provincie- en gemeentepersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 februari 1974 en 29 augustus 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1965 betreffende de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het provincie- of gemeentepersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 mei 1973, 22 juli 1975 en 27 november 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 december 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten gemaakt voor dienstreizen van het provincie- en gemeentepersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 augustus 1976 en 18 april 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 januari 1967 houdende de toekenning van een haardtoelage of een standplaatstoelage aan het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 november 1969, 29 juni 1973, 4 januari 1974, 10 september 1981, 14 december 1981, 3 december 1987, 16 augustus 1988, 13 december 1989, 21 maart 1990, 7 augustus 1991, 20 oktober 1992 en 5 maart 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1969 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van sommige militairen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 december 1973, 8 april 1974, 15 maart 1988 en 21 maart 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 januari 1971 betreffende de toekenning van toelagen aan leden van de krijgsmacht, evenals aan sommige leden van het burgerlijk personeel van het Departement van Landsverdediging, voor sommige werken of prestaties van bijzonder gevaarlijke of ongezonde aard, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 juni 1975, 1 maart 1977, 6 november 1981 en 11 december 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 oktober 1972 houdende toekenning van een toelage voor dienstprestaties volbracht op zaterdag, op zondag of op een feestdag, voor zekere militairen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1977, 16 mei 1980, 15 maart 1988, 21 maart 1991, 11 augustus 1994 en 22 november 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 mei 1975 betreffende de tegemoetkoming van de Staat in sommige begrafeniskosten van militairen die in werkelijke dienst overleden zijn, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 maart 1979, 15 maart 1988 en 21 maart 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 oktober 1973 tot vaststelling van de bezoldiging van de personen belast met een leeropdracht aan sommige scholen voor vorming en voortgezette opleiding van officieren en tot toekenning van een toelage aan de titularissen van sommige betrekkingen bij die scholen, inzonderheid op artikel 1, § 1, 1^o, 2^o en 3^o, op artikel 1, § 1, 6^o, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 november 1978, op artikel 1, § 2, op de artikelen 5, 6, 7, 8 en 9, op artikel 10, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1995, op de artikelen 11, 12 en 13, op artikel 13bis, § 1, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 augustus 1980 en op artikel 14, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 januari 1974 tot vaststelling van het stelsel der toelagen en premies verschuldigd aan de militairen die deelnemen aan de luchtdienst van de krijgsmachtdelen, inzonderheid op de artikelen 7 en 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 oktober 1975 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de tegemoetkoming van de provincies, gemeenten, de agglomeraties van gemeenten en de federaties van gemeenten in sommige vervoerkosten van hun personeelsleden;

Vu l'arrêté royal du 21 octobre 1975 fixant le régime d'indemnisation applicable au militaire qui, en Belgique, est astreint à supporter certaines charges réelles, modifié par les arrêtés royaux des 6 décembre 1977, 1^{er} juin 1978, 15 mars 1988, 21 mars 1991, 7 mai 1991 et 11 août 1994;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1976, modifié par l'arrêté royal du 25 février 1996, réglant l'octroi d'une allocation forfaitaire mensuelle à certains membres des unités spéciales de police de la route;

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 1976 fixant les limites des dispositions générales relatives à l'octroi, à certains agents des provinces et des communes, d'une allocation pour travaux dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux Forces belges en République fédérale d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces, modifié par les arrêtés royaux des 18 septembre 1984, 30 septembre 1987, 17 juillet 1989 et 7 mai 1991;

Vu l'arrêté royal du 10 octobre 1980 accordant une allocation de fin d'année à certains membres du personnel des forces armées, modifié par les arrêtés royaux du 15 mars 1988, 21 mars 1991 et 22 novembre 1999;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1984 accordant un pécule de vacances à certains membres du personnel des forces armées, modifié par les arrêtés royaux des 15 mars 1988, 21 mars 1991 et 22 novembre 1999;

Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, notamment l'article 6, 3° à 5°, l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, les articles 8 et 23, l'article 29, remplacé par l'arrêté royal du 25 février 1996 et modifié par l'arrêté royal du 2 mars 1998, le titre II, chapitre *Vbis*, inséré par l'arrêté royal du 16 décembre 1994, l'article 31, § 2, modifié par les arrêtés royaux des 16 décembre 1994 et 2 mars 1998, l'article 32, le titre III, chapitre IV, modifié par les arrêtés royaux des 28 janvier 1991, 25 février 1996 et 2 mars 1998, l'article 39, remplacé par l'arrêté royal du 16 décembre 1994, l'article 40, § 3, l'article 40^{ter}, inséré par l'arrêté royal du 25 février 1996, l'annexe B, insérée par l'arrêté royal du 16 décembre 1994 et modifiée par l'arrêté royal du 17 août 1999 et l'annexe D, insérée par l'arrêté royal du 25 février 1996;

Vu l'arrêté royal du 12 juillet 1991 relatif à l'octroi d'une allocation et au remboursement des frais de parcours aux membres de la police judiciaire des parquets détachés au commissariat général de la police judiciaire;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 1992 portant attribution d'une indemnité de déménagement aux militaires lors du transfert du lieu habituel de travail, modifié par les arrêtés royaux des 26 novembre 1998 et 22 novembre 1999;

Vu l'arrêté royal du 12 juillet 1993 relatif à l'octroi d'allocations pour mission d'enseignement et aux titulaires de certains postes dans certaines écoles de formation et de formation continuée des officiers, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1998 et 8 octobre 1998;

Vu l'arrêté royal du 24 mai 1994 accordant une allocation à certains membres du personnel de la gendarmerie détachés auprès du commissariat général de la police judiciaire près les parquets;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juin 1994 fixant le régime d'indemnisation des membres de la police judiciaire envoyés à l'étranger comme officiers de liaison;

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 1994 sur le service général d'appui policier, notamment l'article 14^{bis}, inséré par l'arrêté royal du 9 juillet 2000;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1994 accordant une allocation forfaitaire aux membres du personnel de la gendarmerie assurant la protection immédiate du souverain et de certains membres de la famille royale;

Vu l'arrêté royal du 23 juin 1995 accordant une somme unique aux membres de la police judiciaire près les parquets;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1996 accordant une prime de connaissance d'une seconde langue nationale aux membres des greffes et des secrétariats de parquet, ainsi qu'au personnel des greffes et parquets;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militair die in België verplicht wordt werkelijke kosten te dragen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 december 1977, 1 juni 1978, 15 maart 1988, 21 maart 1991, 7 mei 1991 en 11 augustus 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1976, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996, tot regeling van de toekenning van een forfaitaire maandtoelage aan sommige leden van de bijzondere eenheden belast met de wegpolitie;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 november 1976 tot vaststelling van de grenzen van de algemene bepalingen betreffende de toekenning van een toelage voor gevaarlijk, ongezonder of hinderlijk werk aan sommige personeelsleden van de provincies en de gemeenten;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 september 1984, 30 september 1987, 17 juli 1989 en 7 mei 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 oktober 1980 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige personeelsleden van de krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1988, 21 maart 1991 en 22 november 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1984 houdende toekenning van een vakantiegeld aan sommige personeelsleden van de Krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1988, 21 maart 1991 en 22 november 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 6, 3° tot 5°, op artikel 7, § 1, derde lid, op de artikelen 8 en 23, op artikel 29, vervangen door het koninklijk besluit van 25 februari 1996 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1998, op titel II, hoofdstuk *Vbis*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 december 1994, op artikel 31, § 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 december 1994 en 2 maart 1998, op artikel 32, op titel III, hoofdstuk IV, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 januari 1991, 25 februari 1996 en 2 maart 1998, op artikel 39, vervangen door het koninklijk besluit van 16 december 1994, op artikel 40, § 3, op artikel 40^{ter}, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996, op de bijlage B, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 december 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 augustus 1999 en op de bijlage D, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juli 1991 betreffende de toekenning van een toelage en de terugbetaling van de reiskosten aan de leden van de gerechtelijke politie bij de parketten wegens detachering naar het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 1992 houdende toekenning van een verhuisvergoeding aan de militairen bij overbrenging van de gewone plaats van het werk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 november 1998 en 22 november 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juli 1993 houdende toekenning van toelagen voor leeropdrachten en voor bekleden van bepaalde betrekkingen in bepaalde scholen voor opleidingen en voortgezette opleiding van officieren, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1998 en 8 oktober 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 mei 1994 houdende toekenning van een toelage aan sommige leden van de rijkswacht die bij het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten zijn gedetacheerd;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1994 houdende vaststelling van het vergoedingsstelsel van de leden van de gerechtelijke politie gezonden naar het buitenland als verbindingsofficier;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juli 1994 over de algemene politiesteundienst, inzonderheid op artikel 14^{bis}, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 juli 2000;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 september 1994 houdende toekenning van een forfaitaire toelage aan de leden van het personeel van de rijkswacht die de onmiddellijke bescherming van de Vorst en van sommige leden van de koninklijke familie verzekeren;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 juni 1995 houdende toekenning van een enig bedrag aan de leden van de gerechtelijke politie bij de parketten;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1996 houdende toekenning van een premie voor de kennis van een tweede landstaal aan de leden van de griffies en van de parketsecretariaten, alsook aan het personeel van griffies en parketten;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets, notamment l'article 123, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1998;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1998 accordant une allocation de bilinguisme à certains militaires en activité de service;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1999 portant fixation d'une allocation forfaitaire octroyée à certains membres du personnel de la gendarmerie engagés dans le détachement de sécurité de l'aéroport national;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1999 fixant les conditions d'octroi d'une indemnité forfaitaire aux membres du personnel de la gendarmerie qui participent à des opérations à caractère humanitaire ou de police patronnées par un ou des organismes internationaux;

Vu l'arrêté ministériel du 17 mars 1966 fixant le taux de l'indemnité kilométrique à allouer aux agents qui utilisent pour leurs déplacements de service un moyen de transport personnel, autre qu'une voiture automobile;

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 1973 portant réglementation de l'indemnité de déplacement octroyée à certains agents de l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure, pour leurs déplacements sur l'Escaut à l'intérieur de l'agglomération anversoise;

Vu l'arrêté ministériel du 24 décembre 1985 déterminant le mode de calcul des heures de prestation du personnel de la gendarmerie;

Vu l'arrêté ministériel du 29 juillet 1987 réglant l'octroi d'une allocation spéciale aux membres de la brigade spéciale chargée de la répression de la grande criminalité;

Vu les protocoles n° 18 du 5 juillet 2000, n° 27/2 du 15 janvier 2001, n° 34 du 16 janvier 2001 et n° 35/1 du 15 février 2001 du comité de négociation pour les services de police;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 10 juillet 2000 et du 16 janvier 2001;

Vu l'avis du conseil consultatif des bourgmestres, donné le 19 octobre 2000;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 17 juillet 2000 et le 22 février 2001;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction Publique du 17 juillet 2000 et du 22 février 2001;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 9 mars 2001 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trois jours;

Vu l'urgence motivée par le fait que le présent arrêté doit entrer en vigueur le 1^{er} avril 2001; que la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police le prévoit d'ailleurs et abroge ainsi au 1^{er} avril 2001 nombre de dispositions statutaires des anciens membres du personnel de la gendarmerie, de la police communale et de la police judiciaire près les parquets; que la non publication au *Moniteur belge* du présent arrêté avant le 1^{er} avril 2001 créerait à partir de cette date un vide juridique statutaire dans le chef des membres du personnel des services de police;

Vu l'avis 30.951/2 du Conseil d'Etat, donné le 16 mars 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de la Fonction Publique et Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et sur avis de Nos Ministres qui ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

PARTIE I^{re}. — DISPOSITIONS GENERALES

TITRE I^{er}. — DEFINITIONS

Article I.I.1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "la loi" : la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux;

2° "les services de police" : la police fédérale et les corps de la police locale;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende het administratief en pecuniair statuut van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten, inzonderheid op artikel 123, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1998 tot toekenning van een toelage voor tweetaligheid aan sommige militairen in actieve dienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1999 houdende vaststelling van een forfaitaire toelage toegekend aan sommige personeelsleden van de rijkswacht die ingezet zijn in het veiligheidsdetachement van de nationale luchthaven;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1999 houdende vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van een vergoeding toegekend aan de personeelsleden van de rijkswacht die deelnemen aan humanitaire of politieoperaties onder het gezag van één of meerdere internationale instellingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 maart 1966 tot vaststelling van een kilometervergoeding voor de personeelsleden die voor hun dienstverplaatsingen een eigen vervoermiddel ander dan een autovoertuig gebruiken;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 oktober 1973 tot regeling van de vergoeding voor verplaatsingen van sommige personeelsleden van het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart op de Schelde binnen de Antwerpse agglomeratie;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 december 1985 houdende de wijze van berekening van de diensturen van het rijkswachtpersoneel;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 juli 1987 houdende toekenning van een bijzondere toelage aan de leden van de bijzondere brigade belast met de beteugeling van de zware criminaliteit;

Gelet op de protocolen nr. 18 van 5 juli 2000, nr. 27/2 van 15 januari 2001, nr. 34 van 16 januari 2001 en nr. 35/1 van 15 februari 2001 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten;

Gelet op de adviezen van de inspecteur van financiën, gegeven op 10 juli 2000 en 16 januari 2001;

Gelet op het advies van de adviesraad van burgemeesters, gegeven op 19 oktober 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 juli 2000 en 22 februari 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 17 juli 2000 en 22 februari 2001;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 9 maart 2001 over het verzoek om advies door de Raad van State binnen de termijn van drie dagen;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit op 1 april 2001 in werking moet treden; dat de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten dit inderdaad voorschrijft en aldus op 1 april 2001 tal van statutaire bepalingen van de gewezen personeelsleden van de rijkswacht, de gemeentepolitie en de gerechtelijke politie bij de parketten opheft; dat het niet bekendmaken in het *Belgisch Staatsblad* van dit besluit vóór 1 april 2001, op die datum derhalve een statutair juridisch vacuüm creëert in hoofde van de personeelsleden van de politiediensten;

Gelet op het advies 30.951/2 van de Raad van State, gegeven op 16 maart 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Ambtenarenzaken en Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

DEEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN

TITEL I. — DEFINITIES

Artikel I.I.1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "de wet" : de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

2° "de politiediensten" : de federale politie en de korpsen van de lokale politie;

3° "le membre du personnel" : chaque membre du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique au sens de l'article 116 de la loi, à l'exception toutefois des militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police;

4° "le membre du personnel du cadre opérationnel" : chaque membre du personnel du cadre opérationnel au sens de l'article 117 de la loi;

5° "le membre du personnel du cadre administratif et logistique" : chaque membre du personnel du cadre administratif et logistique au sens de l'article 118 de la loi;

6° "fonctionnaire de police" : chaque membre du personnel qui appartient soit au cadre de base, au cadre moyen ou au cadre d'officiers au sens de l'article 117, alinéa 1^{er}, de la loi;

7° "agent auxiliaire" : chaque membre du cadre des agents auxiliaires de police au sens de l'article 117, alinéa 1^{er}, de la loi;

8° "aspirant" : chaque membre du personnel du cadre opérationnel qui est admis à une formation de base qui donne accès à un emploi d'un des quatre cadres visés à l'article 117, alinéa 1^{er}, de la loi;

9° "stagiaire" : chaque membre du personnel qui est admis au stage visé aux articles V.II.7 et V.III.12;

10° "membre du personnel contractuel" : chaque membre du personnel qui est engagé par un contrat de travail conformément à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

11° "le ministre" : le ministre de l'Intérieur;

12° "l'autorité de nomination" : l'autorité qui est compétente pour nommer ou engager un membre du personnel comme déterminé aux articles 53, 54 et 56 de la loi et à l'article II.I.11;

13° "un emploi" : tout emploi visé aux articles 47, 106 et 128 de la loi;

14° "un emploi spécialisé" : un emploi nécessitant pour son exercice, outre les conditions générales de mobilité et les aptitudes requises pour tout membre du personnel, des connaissances et/ou qualités spécifiques déterminées dans le profil de l'emploi. Appartiennent à la catégorie des emplois spécialisés les emplois pour lesquels est prévu un recrutement des membres du personnel possédant le brevet requis;

15° "la mobilité" : tout changement d'emploi d'un membre du personnel effectué en vertu de l'article 128 de la loi;

16° "un détachement" : à l'exception des détachements visés aux articles 96 et 105 de la loi, l'affectation temporaire d'un membre du personnel, possédant toutes les qualifications requises pour l'emploi, à un autre emploi que celui où il est nommé ou désigné, sans restriction quant à sa mise en oeuvre, pour une durée de deux jours consécutifs au moins et six mois au plus, renouvelable pour des raisons impérieuses de service;

17° "une mise à disposition" : l'exercice de fonctions au profit d'une autre unité ou d'un autre service, avec restriction quant à la mission prestée ou à la durée de celle-ci;

18° "jours fériés légaux" : les jours fériés énumérés à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 avril 1974 déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés;

19° "jours fériés réglementaires" : les 2 et 15 novembre, le 26 décembre et deux jours au choix de l'autorité compétente pour fêter ou commémorer un événement du niveau fédéral ou se rapportant à l'une des communautés ou à l'une des régions;

20° "repos" : toute période durant laquelle le membre du personnel n'est pas en congé, en non-activité, en disponibilité ou n'est pas programmé de service;

21° "dispense de service" : l'autorisation donnée au membre du personnel par l'autorité compétente pour que celui-ci puisse pendant les heures durant lesquelles il est programmé de service être absent pour une durée déterminée;

3° "het personeelslid" : elk lid van het operationeel kader en het administratief en logistiek kader in de zin van artikel 116 van de wet, met uitzondering evenwel van de militairen bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten;

4° "het personeelslid van het operationeel kader" : elk lid van het operationeel kader in de zin van artikel 117 van de wet;

5° "het personeelslid van het administratief en logistiek kader" : elk lid van het administratief en logistiek kader in de zin van artikel 118 van de wet;

6° "politieambtenaar" : elk personeelslid van het operationeel kader dat behoort tot hetzij het basis-, midden- of officierskader in de zin van artikel 117, eerste lid, van de wet;

7° "hulpagent" : elk lid van het kader van hulpagenten van politie in de zin van artikel 117, eerste lid, van de wet;

8° "aspirant" : elk personeelslid van het operationeel kader dat toegelaten is tot een basisopleiding die toegang geeft tot een betrekking van één van de vier kaders bedoeld in artikel 117, eerste lid, van de wet;

9° "stagiair" : elk personeelslid dat toegelaten is tot de stage bedoeld in de artikelen V.II.7 en V.III.12;

10° "contractueel personeelslid" : elk personeelslid dat in dienst is genomen bij arbeidsovereenkomst overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

11° "de minister" : de minister van Binnenlandse Zaken;

12° "de benoemende overheid" : de overheid die bevoegd is een personeelslid te benoemen of in dienst te nemen zoals bepaald in de artikelen 53, 54 en 56 van de wet en in artikel II.I.11;

13° "een betrekking" : elke betrekking bedoeld in de artikelen 47, 106 en 128 van de wet;

14° "een gespecialiseerde betrekking" : een betrekking die behalve de algemene voorwaarden van mobiliteit en de geschiktheden vereist voor elk personeelslid, voor de uitoefening ervan bijzondere kennis en/of bijzondere kwaliteiten behoeft, zoals bepaald in het profiel van de betrekking. Behoren tot de categorie van de gespecialiseerde betrekkingen, de betrekkingen waarvoor een aanwerving van personeelsleden is voorzien die het vereiste brevet bezitten;

15° "de mobiliteit" : elke verandering van betrekking van een personeelslid uitgevoerd krachtens artikel 128 van de wet;

16° "een detachering" : met uitzondering van de detacheringen bedoeld in de artikelen 96 en 105 van de wet, de tijdelijke aanwijzing van een personeelslid dat over alle kwalificaties beschikt die voor de betrekking zijn vereist, in een andere betrekking dan diegene waarin het is benoemd of aangewezen, zonder beperking wat betreft zijn aanwending, voor een duur van ten minste twee opeenvolgende dagen en maximum zes maanden, verlengbaar wegens dwingende dienstredenen;

17° "een terbeschikkingstelling" : de uitoefening van ambten ten gunste van een andere eenheid of een andere dienst met een beperking van de uit te voeren opdracht of de duur ervan;

18° "wettelijke feestdagen" : de feestdagen opgesomd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 april 1974 tot bepaling van de algemene wijze van uitvoering van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen;

19° "reglementaire feestdagen" : 2 en 15 november, 26 december en twee dagen naar keuze van de bevoegde overheid om een gebeurtenis te vieren of te herdenken van het federaal niveau of van één van de gemeenschappen of één van de gewesten;

20° "rust" : elke periode gedurende dewelke het personeelslid noch in verlof, noch in non-activiteit, noch in beschikbaarheid is, of noch met dienst is bevolen;

21° "dienstvrijstelling" : de machtiging gegeven door de bevoegde overheid aan een personeelslid opdat deze laatste tijdens de uren waarop hij met dienst is bevolen voor een welbepaalde duur afwezig mag zijn;

22° "le service médical" : le service médical des services de police;

23° "la formation" : les différents cycles de formation professionnelle visés aux points 24° à 27° y compris;

24° "la formation de base" : la formation professionnelle donnée à l'aspirant en vue de l'exercice d'un premier emploi dans l'un des quatre cadres visés à l'article 117 de la loi et qui est nécessaire pour l'exercice de cet emploi;

25° "la formation continuée" : la formation professionnelle qui donne la garantie au membre du personnel d'entretenir ses connaissances et aptitudes acquises, l'adaptation réactive des compétences acquises et l'acquisition pro-active de nouvelles compétences, de manière telle que l'emploi occupé puisse être exercé de façon efficace;

26° "la formation de promotion" : la formation professionnelle qui a pour but d'acquérir de nouvelles aptitudes et connaissances ou d'approfondir certaines dimensions de la fonction de police, et qui est dispensée à certains membres du personnel et dont la réussite constitue une des conditions d'admission à une promotion;

27° "la formation fonctionnelle" : la formation professionnelle donnée à certains membres du personnel et dont la réussite peut constituer une des conditions d'admission à un emploi spécialisé déterminé.

Art. I.I.2. Le présent arrêté peut être désigné par les termes "l'arrêté sur la position juridique du personnel des services de police" et abrégé en "PJPol".

TITRE II. — CHAMP D'APPLICATION

Art. I.II.1^{er}. A moins qu'il n'en soit stipulé expressément autrement, le présent arrêté est d'application aux membres du personnel.

TITRE III. — DISPOSITION GENERALE

Art. I.III.1^{er}. Toutes les compétences attribuées par le présent arrêté sont également exercées par le membre du personnel qui est chargé du remplacement de la fonction du titulaire, y compris en cas d'absence temporaire ou d'empêchement de celui-ci.

PARTIE II. — LE PERSONNEL

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I^{er}. — L'ANCIENNETE ET LE CLASSEMENT

Art. II.I.1^{er}. Les anciennetés administratives suivantes sont applicables aux membres du personnel :

1° l'ancienneté de grade;

2° l'ancienneté de cadre pour les membres du cadre opérationnel ou l'ancienneté de niveau pour les membres du cadre administratif et logistique;

3° l'ancienneté d'échelle de traitement;

4° l'ancienneté de service.

Art. II.I.2. § 1^{er}. Les anciennetés de grade, de cadre ou de niveau et de service comprennent les services effectifs que le membre du personnel a prestés au sein du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique ou dans l'un des deux.

§ 2. Pour l'ancienneté de grade, les services effectifs considérés sont pris en compte à partir de la date à laquelle le membre du personnel a été nommé ou engagé dans le grade concerné.

Pour l'ancienneté de cadre ou de niveau, les services effectifs considérés sont pris en compte à partir de la date à laquelle le membre du personnel a été nommé ou engagé dans un grade du cadre ou du niveau concerné.

22° "de medische dienst" : de medische dienst van de politiediensten;

23° "de opleiding" : de diverse beroepsopleidingscycli bedoeld in 24° tot en met 27°;

24° "de basisopleiding" : de beroepsopleiding gegeven aan de aspirant met het oog op het uitoefenen van een eerste betrekking in één van de vier kaders bedoeld in artikel 117 van de wet en die noodzakelijk is voor het uitoefenen van deze betrekking;

25° "de voortgezette opleiding" : de beroepsopleiding gegeven aan het personeelslid die hem de garantie biedt de voorheen verworven vaardigheden en kennis te behouden, het reactief aanpassen van de verworven competenties en het pro-actief verwerven van nieuwe competenties, derwijze dat de bekleede betrekking op een doelmatige wijze kan worden uitgeoefend;

26° "de promotieopleiding" : de beroepsopleiding die tot doel heeft nieuwe kennis en vaardigheden te verwerven of bepaalde dimensies van het politieambt uit te diepen en die wordt verstrekt aan bepaalde personeelsleden en waarvoor het slagen één van de toelatingsvoorwaarden tot een bevordering uitmaakt;

27° "de functionele opleiding" : de beroepsopleiding gegeven aan bepaalde personeelsleden en waarvoor het slagen één van de toelatingsvoorwaarden tot een bepaalde gespecialiseerde betrekking kan uitmaken.

Art. I.I.2. Dit besluit mag worden aangehaald als "rechtspositiebesluit van het personeel van de politiediensten" en afgekort als "RPPol".

TITEL II. — TOEPASSINGSGBIED

Art. I.II.1. Tenzij uitdrukkelijk anders is bepaald, is dit besluit van toepassing op de personeelsleden.

TITEL III. — ALGEMENE BEPALING

Art. I.III.1. Alle bij dit besluit toegewezen bevoegdheden worden eveneens uitgeoefend door het personeelslid dat met de waarneming van het ambt van de titularis is belast, evenals bij tijdelijke afwezigheid of verhinderings van deze.

DEEL II. — HET PERSONEEL

TITEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I. — DE ANCIENNITEIT EN DE RANGSCHIKKING

Art. II.I.1. De volgende administratieve anciënniteiten zijn toepasselijk op de personeelsleden :

1° de graadanciënniteit;

2° de kaderanciënniteit voor de leden van het operationeel kader of de niveauanciënniteit voor de leden van het administratief en logistiek kader;

3° de loonschaalanciënniteit;

4° de dienstanciënniteit.

Art. II.I.2. § 1. De graad-, de kader- of de niveau-anciënniteit en de dienstanciënniteit bestaan uit de werkelijke diensten die het personeelslid heeft verricht in het operationeel kader en het administratief en logistiek kader of in één van beide.

§ 2. Voor de graadanciënniteit worden de in aanmerking komende werkelijke diensten aangerekend vanaf de datum waarop het personeelslid is benoemd of in dienst is genomen in de betrokken graad.

Voor de kader- of niveauanciënniteit worden de in aanmerking komende werkelijke diensten aangerekend vanaf de datum waarop het personeelslid is benoemd of in dienst is genomen in een graad van het betrokken kader of niveau.

Si le stage est suspendu conformément aux articles V.II.9, § 2, ou V.III.14, § 2 ou est prolongé conformément aux articles V.II.14, alinéa 1^{er}, 2^o, ou V.III.19, alinéa 1^{er}, 2^o, les anciennetés de grade et de cadre sont diminuées de plein droit de la durée de cette suspension ou de cette prolongation de stage.

§ 3. Pour l'ancienneté de service, tous les services effectifs que le membre du personnel a prestés, sont pris en compte à partir de la date à laquelle le membre du personnel a obtenu cette qualité.

Art. II.1.3. L'ancienneté d'échelle de traitement comprend les services effectifs que le membre du personnel a prestés dans une échelle de traitement déterminée.

Art. II.1.4. Le membre du personnel est réputé prester des services effectifs aussi longtemps qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut, en vertu du présent arrêté, son traitement ou, à défaut de celui-ci, la conservation de ses droits à la promotion ou à la carrière barémique.

Art. II.1.5. Les anciennetés de grade, de cadre ou de niveau, l'ancienneté d'échelle de traitement et de service sont exprimées en nombre de jours, mois et années.

Pour l'application de cette disposition, la durée d'un mois comprend trente jours.

Art. II.1.6. Pour l'application de l'article II.1.5 aux membres du personnel qui sont autorisés à exercer leur fonction en accomplissant des prestations réduites au prorata de non-activité pour la durée de l'absence :

1^o sont comptées comme douze mois, les prestations de 1976 heures de travail à temps partiel;

2^o sont comptées comme un mois, les prestations d'un douzième de 1976 heures de travail à temps partiel;

3^o sont comptées comme un jour, les prestations de 7 heures et 36 minutes.

Art. II.1.7. Pour l'application des dispositions réglementaires qui se basent sur l'ancienneté, la priorité entre les membres du personnel, dont l'ancienneté doit être comparée, est déterminée comme suit :

1^o le membre du personnel possédant l'ancienneté de grade la plus élevée;

2^o le membre du personnel possédant l'ancienneté de cadre ou de niveau la plus élevée, en cas d'ancienneté de grade égale;

3^o le membre du personnel possédant l'ancienneté de service la plus élevée, en cas d'ancienneté égale de cadre ou de niveau;

4^o le membre du personnel le plus âgé en cas d'ancienneté de service égale.

Art. II.1.8. § 1^{er}. S'il s'agit d'un membre du personnel du cadre opérationnel, par dérogation à l'article II.1.7, 4^o, la priorité est déterminée, en cas d'ancienneté égale de grade, de cadre et de service, selon la distinction suivante :

1^o s'il s'agit de membres du personnel du cadre opérationnel qui ont participé, à l'issue de la formation de base, au même examen permettant d'accéder au cadre auquel ils appartiennent, l'ancienneté est déterminée par le classement final établi selon l'ordre décroissant de la note générale qu'ils ont obtenue à la fin de cette formation de base;

2^o s'il s'agit de membres du personnel du cadre opérationnel qui ont été nommés à la même date et qui n'ont pas participé au même examen, l'ancienneté est déterminée en tenant compte des différents classements établis comme visé au 1^o et du nombre de membres du personnel du cadre opérationnel nommés à chacun de ces grades. Les membres du personnel du cadre opérationnel de chaque classement y sont repris à tour de rôle en fonction de leur nombre.

Indien de stage wordt opgeschort overeenkomstig de artikelen V.II.9, § 2, of V.III.14, § 2 of overeenkomstig de artikelen V.II.14, eerste lid, 2^o, of V.III.19, eerste lid, 2^o, wordt verlengd, dan worden de kader- en graadanciënniteit van rechtswege verminderd met de duur van deze opschorting of verlenging van de stage.

§ 3. Voor de dienstanciënniteit worden alle werkelijke diensten in aanmerking genomen die het personeelslid heeft verricht vanaf de datum waarop het personeelslid deze hoedanigheid heeft verkregen.

Art. II.1.3. De loonschaalanciënniteit bestaat uit de werkelijke diensten die het personeelslid heeft verricht in een bepaalde loonschaal.

Art. II.1.4. Het personeelslid wordt geacht werkelijke diensten te verrichten zolang het zich bevindt in een administratieve stand op grond waarvan het, krachtens dit besluit, zijn loon of bij gemis daarvan, zijn aanspraak op bevordering of op baremische loopbaan behoudt.

Art. II.1.5. De graad-, de kader- of niveau-anciënniteit, de loonschaalen en de dienstanciënniteit worden uitgedrukt in dagen, maanden en jaren.

Voor de toepassing van deze bepaling is de duur van een maand dertig dagen.

Art. II.1.6. Voor de toepassing van artikel II.1.5 op de personeelsleden die gemachtigd zijn hun ambt met verminderde prestaties uit te oefenen met prorata non-activiteit voor de duur van de afwezigheid :

1^o worden prestaties van 1976 uur deeltijdse arbeid geteld als twaalf maanden;

2^o worden prestaties van een twaalfde van 1976 uur deeltijdse arbeid geteld als één maand;

3^o worden prestaties van 7 uur en 36 minuten geteld als één dag.

Art. II.1.7. Voor de toepassing van de reglementaire bepalingen die uitgaan van de anciënniteit, wordt onder de personeelsleden van wie de anciënniteit moet worden vergeleken, de voorrang als volgt bepaald :

1^o het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;

2^o bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste kader- of niveauanciënniteit;

3^o bij gelijke kader- of niveauanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

4^o bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid.

Art. II.1.8. § 1. Betreft het een personeelslid van het operationeel kader, dan wordt, in afwijking van artikel II.1.7, 4^o, bij gelijke graad-, kader- en dienstanciënniteit, de voorrang bepaald volgens het volgende onderscheid :

1^o betreft het personeelsleden van het operationeel kader die aan hetzelfde examen hebben deelgenomen dat de basisopleiding die toegang verleent tot het kader waartoe ze behoren, afsloot, dan wordt de anciënniteit bepaald door de eindrangschikking opgemaakt volgens de dalende orde van het algemeen beoordelingscijfer dat zij behaalden aan het einde van die basisopleiding;

2^o betreft het personeelsleden van het operationeel kader die op dezelfde datum zijn benoemd en die niet aan hetzelfde examen hebben deelgenomen, dan wordt de anciënniteit bepaald met inachtneming van de verschillende opgemaakte rangschikkingen zoals bedoeld in 1^o en het aantal in elk van deze graden benoemde personeelsleden van het operationeel kader. De personeelsleden van het operationeel kader van iedere rangschikking worden hierin naar verhouding van hun aantal beurtelings opgenomen.

Cependant, un pareil mode de fonctionnement ne peut pas avoir pour conséquence qu'un membre du personnel du cadre opérationnel soit classé avant un autre dont les points d'examen sont supérieurs de plus de dix pour cent par rapport au total des points obtenus par celui-ci.

§ 2. Si la réglementation comprise au § 1^{er} ne permet pas de déterminer la priorité selon l'ancienneté, le membre du personnel le plus âgé du cadre opérationnel est prioritaire en cas d'ancienneté de service égale.

CHAPITRE II. — LA LISTE NOMINATIVE

Art. II.I.9. Le ministre publie annuellement la liste nominative des membres du personnel du cadre opérationnel, d'une part, et des membres du cadre administratif et logistique, d'autre part.

Les membres du personnel sont répartis par grade sur la liste nominative mentionnant :

- 1° le nom et prénom;
- 2° la date de naissance;
- 3° les anciennetés de grade, de cadre ou de niveau, de service et d'échelle de traitement au 1^{er} juillet de l'année en question;
- 4° le corps de police dont fait partie le membre du personnel au 1^{er} juillet de l'année en question;
- 5° le lieu habituel de travail au 1^{er} juillet de l'année en question.

Art. II.I.10. Au plus tard le premier octobre de chaque année, le commissaire général et les chefs de corps, chacun pour ce qui concerne leurs membres du personnel, envoient les données déterminées à l'article II.I.9, auxquelles s'ajoute la mention de l'échelle de traitement au 1^{er} juillet de l'année en question, au ministre ou au service qu'il désigne.

CHAPITRE III. — L'AUTORITE DE NOMINATION

Art. II.I.11. Sans préjudice de l'article 54 de la loi, les officiers sont nommés par Nous.

Sans préjudice de l'article 56 de la loi, les autres membres du personnel sont nommés par le ministre ou engagés par le ministre ou par le directeur du service de la police fédérale qu'il désigne.

CHAPITRE IV. — LE DOSSIER PERSONNEL

Art. II.I.12. Le dossier personnel contient au moins :

- 1° un inventaire des pièces;
- 2° le dossier d'évaluation visé à l'article VII.I.47;
- 3° le cas échéant, le dossier de mobilité visé à l'article VI.II.13;
- 4° le dossier de stage visé aux articles V.II.19 ou V.III.24;
- 5° le cas échéant, pour les punitions non encore effacées, le dossier disciplinaire;
- 6° le ou les dossiers de mandat, visé(s) à l'article VII.III.16.

Le ministre détermine les autres pièces qui sont reprises dans le dossier personnel.

Art. II.I.13. Sans préjudice de l'article 140 de la loi, le membre du personnel a le droit de consulter son dossier personnel à tout moment et peut toujours en recevoir une copie gratuite.

Toutes les pièces doivent être visées par le membre du personnel.

Le membre du personnel peut donner procuration à une tierce personne afin que cette dernière puisse compiler le dossier personnel du membre du personnel.

Dergelijke werkwijze mag echter niet tot gevolg hebben dat een personeelslid van het operationeel kader wordt gerangschikt voor een ander waarvan het examencijfer meer dan tien percent van het totaal der punten hoger is dan het zijne.

§ 2. Laat de regeling vervat in § 1 niet toe de voorrang naar anciënniteit te bepalen, dan heeft bij gelijke dienstanciënniteit het oudste personeelslid van het operationeel kader voorrang.

HOOFDSTUK II. — DE NAAMLIJST

Art. II.I.9. De minister publiceert jaarlijks de naamlijst van de personeelsleden van enerzijds het operationeel kader en anderzijds van het administratief en logistiek kader.

De personeelsleden zijn op de naamlijst ingedeeld per graad met vermelding van :

- 1° de naam en voornaam;
- 2° de geboortedatum;
- 3° de graad-, kader- of niveau-, dienst- en loonschaalanciënniteit op 1 juli van dat jaar;
- 4° het politiekorps waarvan het personeelslid op 1 juli van dat jaar deel uitmaakt;
- 5° de gewone plaats van het werk op 1 juli van dat jaar.

Art. II.I.10. Ten laatste op 1 oktober van elk jaar zenden de commissaris-generaal en de korpschefs, elk wat hun personeelsleden betreft, de in artikel II.I.9 bepaalde gegevens alsook de genoten loonschaal op 1 juli van dat jaar aan de minister of aan de door hem aangewezen dienst.

HOOFDSTUK III. — DE BENOEMENDE OVERHEID

Art. II.I.11. Onverminderd artikel 54 van de wet, worden de officieren door Ons benoemd.

Onverminderd artikel 56 van de wet, worden de overige personeelsleden benoemd door de minister of in dienst genomen door de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst van de federale politie.

HOOFDSTUK IV. — HET PERSOONLIJK DOSSIER

Art. II.I.12. Het persoonlijk dossier bevat minstens :

- 1° een inventaris van de stukken;
- 2° het evaluatiedossier bedoeld in artikel VII.I.47;
- 3° in voorkomend geval, het mobiliteitsdossier bedoeld in artikel VI.II.13;
- 4° het stagedossier bedoeld in de artikelen V.II.19 of V.III.24;
- 5° in voorkomend geval, voor de nog niet doorgehaalde tuchtstraffen, het tuchtdossier;
- 6° het of de mandaatdossier(s), bedoeld in artikel VII.III.16.

De minister bepaalt de overige stukken die in het persoonlijk dossier worden opgenomen.

Art. II.I.13. Onverminderd artikel 140 van de wet, heeft het personeelslid te allen tijde recht op inzage in zijn persoonlijk dossier en kan het steeds kosteloos een afschrift ervan bekomen.

Alle stukken moeten worden geïdentificeerd door het personeelslid.

Het personeelslid kan volmacht geven aan een derde opdat deze laatste recht heeft op inzage van het persoonlijk dossier van het personeelslid.

Art. II.I.14. Le ministre détermine les modalités en matière de contenu, de présentation et de tenue du dossier personnel.

TITRE II. — LE CADRE OPERATIONNEL

CHAPITRE I^{er}. — LES GRADES ET LES ECHELLES DE TRAITEMENT

SECTION 1^{re}. — LES GRADES

Art. II.II.1^{er}. Chaque cadre visé à l'article 117, alinéa 1^{er}, de la loi comprend un ou plusieurs grades qui se succèdent dans l'ordre hiérarchique décroissant suivant :

1° le cadre d'officiers :

- a) commissaire divisionnaire de police;
- b) commissaire de police;
- c) aspirant commissaire de police;

2° le cadre moyen :

- a) inspecteur principal de police;
- b) aspirant inspecteur principal de police;

3° le cadre de base :

- a) inspecteur de police;
- b) aspirant inspecteur de police;

4° le cadre d'auxiliaires de police :

- a) agent auxiliaire de police;
- b) aspirant agent auxiliaire de police.

Les officiers visés à 1°, a) sont les officiers supérieurs.

Art. II.II.2. Pour l'application des règles relatives à la promotion, les grades, selon le cas, des officiers supérieurs, des autres officiers, du cadre moyen, du cadre de base et du cadre d'auxiliaires de police, forment chacun un groupe de grades.

Art. II. II. 3. Pendant la durée du stage, l'appellation du grade est complétée par le terme "stagiaire".

SECTION 2. — LES ECHELLES DE TRAITEMENT

Art. II.II.4. Le grade de commissaire divisionnaire de police comprend les échelles de traitement O5, O5ir, O6, O6ir, O7 et O8.

Art. II. II. 5. Le grade de commissaire de police comprend les échelles de traitement O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir.

L'aspirant commissaire de police bénéficie de l'échelle de traitement O1.

Art. II.II.6. Le grade d'inspecteur principal de police comprend les échelles de traitement M1.1, M1.2, M2.1, M2.2, M3.1, M3.2, M4.1 et M4.2.

L'aspirant inspecteur principal de police issu du cadre de base conserve l'échelle de traitement dont il bénéficiait le jour précédant son commissionnement comme aspirant inspecteur principal de police. Les autres aspirants inspecteurs principaux de police bénéficient de l'échelle de traitement M1.2.

Art. II.II.7. Le grade d'inspecteur de police comprend les échelles de traitement B1, B2, B3, B4 et B5.

L'aspirant inspecteur de police bénéficie de l'échelle de traitement B1.

Art. II.II.8. Le grade d'agent auxiliaire de police comprend les échelles de traitement HAU1, HAU2 et HAU3.

L'aspirant agent auxiliaire de police bénéficie de l'échelle de traitement HAU1.

Art. II.I.14. De minister bepaalt de nadere regels inzake de inhoud, de wijze van presentatie en het bijhouden van het persoonlijk dossier.

TITEL II. — HET OPERATIONEEL KADER

HOOFDSTUK I. — DE GRADEN EN DE LOONSCHALEN

AFDELING 1. — DE GRADEN

Art. II.II.1. Elk kader bedoeld in artikel 117, eerste lid, van de wet omvat één of meer graden, die elkaar in de navolgende dalende hiërarchische orde opvolgen :

1° officierskader :

- a) hoofdcommissaris van politie;
- b) commissaris van politie;
- c) aspirant-commissaris van politie;

2° middenkader :

- a) hoofdinspecteur van politie;
- b) aspirant-hoofdinspecteur van politie;

3° basiskader :

- a) inspecteur van politie;
- b) aspirant-inspecteur van politie;

4° kader van hulpagenten van politie :

- a) hulpagent van politie;
- b) aspirant-hulpagent van politie.

De officieren bedoeld in 1°, a) vormen de hogere officieren.

Art. II.II.2. De graden van, naar gelang van het geval, de hogere officieren, de overige officieren, het middenkader, het basiskader en het kader van de hulpagenten van politie vormen voor de toepassing van de regels inzake de bevordering, elk een gradengroep.

Art. II.II.3. Gedurende de duur van de stage wordt de graadbenaaming aangevuld met de term "stagiair".

AFDELING 2. — DE LOONSCHALEN

Art. II.II.4. De graad van hoofdcommissaris van politie bevat de loonschalen O5, O5ir, O6, O6ir, O7 en O8.

Art. II.II.5. De graad van commissaris van politie bevat de loonschalen O2, O2ir, O3, O3ir, O4 en O4ir.

De aspirant-commissaris van politie geniet de loonschaal O1.

Art. II.II.6. De graad van hoofdinspecteur van politie bevat de loonschalen M1.1, M1.2, M2.1, M2.2, M3.1, M3.2, M4.1 en M4.2.

De aspirant-hoofdinspecteur van politie die voortspuit uit het basiskader, behoudt de loonschaal die hij bezat de dag voorafgaand aan zijn aanstelling tot aspirant-hoofdinspecteur van politie. De overige aspiranten-hoofdinspecteur van politie genieten de loonschaal M1.2.

Art. II.II.7. De graad van inspecteur van politie bevat de loonschalen B1, B2, B3, B4 en B5.

De aspirant-inspecteur van politie geniet de loonschaal B1.

Art. II.II.8. De graad van hulpagent van politie bevat de loonschalen HAU1, HAU2 en HAU3.

De aspirant-hulpagent van politie geniet de loonschaal HAU1.

Art. II.II.9. Les échelles de traitement déterminées dans cette section sont reprises à l'annexe 1 du présent arrêté.

CHAPITRE II. — LA QUALITE D'OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE

Art. II.II.10. Sans préjudice de l'article 138 de la loi, les fonctionnaires de police qui relèvent du cadre moyen sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi.

Les membres du personnel du cadre opérationnel qui relèvent du cadre moyen ou du cadre d'officiers obtiennent cette qualité au moment de la nomination dans le grade d'inspecteur principal de police ou, selon le cas, dans le grade de commissaire de police.

TITRE III. — LE CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE

CHAPITRE I^{er}. — LES GRADES

Art. II.III.1^{er}. Le cadre administratif et logistique est composé de quatre niveaux : le niveau A, le niveau B, le niveau C et le niveau D. Chaque niveau comprend plusieurs grades parmi lesquels figurent au moins un grade commun et plusieurs grades spécifiques, énumérés ci-après par niveau :

- 1^o niveau A :
- a) grade commun : conseiller;
 - b) grades spécifiques :
 - i) conseiller-ICT;
 - ii) ingénieur;
 - iii) médecin;
 - iv) dentiste;
 - v) vétérinaire;
 - vi) pharmacien;
- 2^o niveau B :
- a) grade commun : consultant;
 - b) grades spécifiques :
 - i) secrétaire de direction;
 - ii) traducteur;
 - iii) photographe;
 - iv) consultant-ICT;
 - v) consultant technique;
 - vi) consultant spécialisé;
 - vii) assistant social;
 - viii) comptable;
 - ix) infirmier;
 - x) laborantin;
 - xi) consultant en communication;
- 3^o niveau C :
- a) grade commun : assistant;
 - b) grades spécifiques :
 - i) chef de travaux;
 - ii) assistant spécialisé;
 - iii) cuisinier;
 - iv) assistant-ICT;
 - v) ouvrier spécialisé;
- 4^o niveau D :
- a) grades communs :
 - i) auxiliaire;
 - ii) ouvrier;
 - iii) employé;

Art. II.II.9. De in deze afdeling bepaalde loonschalen zijn opgenomen als bijlage 1 bij dit besluit.

HOOFDSTUK II. — DE HOEDANIGHEID VAN OFFICIER VAN GERECHTELIJKE POLITIE

Art. II.II.10. Onverminderd artikel 138 van de wet hebben de politieambtenaren die tot het middenkader behoren de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings.

De personeelsleden van het operationeel kader die deel uitmaken van het middenkader of van het officierskader verkrijgen deze hoedanigheid op het ogenblik van de benoeming in de graad van hoofdinspecteur van politie of, naar gelang van het geval, in de graad van commissaris van politie.

TITEL III. — HET ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER

HOOFDSTUK I. — DE GRADEN

Art. II.III.1. Het administratief en logistiek kader bestaat uit vier niveaus : het niveau A, het niveau B, het niveau C en het niveau D. Elk niveau omvat verscheidene graden, waaronder ten minste één gemene graad en verscheidene bijzondere graden, die hierna per niveau worden opgesomd :

- 1^o niveau A :
- a) gemene graad : adviseur;
 - b) bijzondere graden :
 - i) ICT-adviseur;
 - ii) ingenieur;
 - iii) arts;
 - iv) tandarts;
 - v) dierenarts;
 - vi) apotheker;
- 2^o niveau B :
- a) gemene graad : consulent;
 - b) bijzondere graden :
 - i) directiesecretaris;
 - ii) vertaler;
 - iii) fotograaf;
 - iv) ICT-consulent;
 - v) technisch consulent;
 - vi) gespecialiseerd consulent;
 - vii) maatschappelijk assistent;
 - viii) boekhouder;
 - ix) verpleger;
 - x) laborant;
 - xi) communicatieconsulent;
- 3^o niveau C :
- a) gemene graad : assistent;
 - b) bijzondere graden :
 - i) werkleider;
 - ii) gespecialiseerd assistent
 - iii) kok;
 - iv) ICT-assistent;
 - v) gespecialiseerd vakman;
- 4^o niveau D :
- a) gemene graden :
 - i) hulpkracht;
 - ii) arbeider;
 - iii) bediende;

- iv) ouvrier qualifié;
- b) grades spécifiques :
- i) chef d'équipe;
- ii) technicien-ICT.

Les grades d'un même niveau sont équivalents, à l'exception des grades de chef d'équipe et de chef de travaux qui sont les grades hiérarchiques les plus élevés dans leur niveau.

Le nombre d'emplois de chef de travaux dans un corps de la police locale comporte au maximum un septième du cadre organique comprenant les membres du personnel des niveaux D et C de ce corps. Si le cadre organique relatif à ces deux niveaux contient sept emplois ou plus, le nombre d'emplois de chef de travaux est d'au moins un.

Des grades supplémentaires communs ou spécifiques peuvent être fixés par Nous. Ils sont liés aux échelles de traitement visées au chapitre II.

Art. II.III.2. Durant le stage, la dénomination du grade est complétée par le terme "stagiaire".

CHAPITRE II. — LES ECHELLES DE TRAITEMENT

Art. II.III.3. Le grade de conseiller comprend les échelles de traitement AA1, AA2, AA3, AA4 et AA5.

Art. II.III.4. Les grades de conseiller-ICT, d'ingénieur, de médecin, de dentiste, de vétérinaire et de pharmacien comprennent chacun les échelles de traitement A1A, A2A, A3A, A4A et A5A.

Art. II.III.5. Le grade de consultant comprend les échelles de traitement BB1, BB2, BB3 et BB4.

Art. II.III.6. Les grades de traducteur, de secrétaire de direction et de photographe comprennent chacun les échelles de traitement B1A, B2A, B3A et B4A.

Art. II.III.7. Les grades de consultant-ICT et de consultant technique comprennent chacun les échelles de traitement B1B, B2B, B3B et B4B.

Art. II.III.8. Le grade de consultant spécialisé comprend les échelles de traitement B1C, B2C, B3C et B4C.

Art. II.III.9. Les grades d'assistant social, de comptable, d'infirmier, de laborantin et de consultant en communication comprennent chacun les échelles de traitement B1D, B2D, B3D et B4D.

Art. II.III.10. Le grade d'assistant comprend les échelles de traitement CC1, CC2, CC3 et CC4.

Art. II.III.11. Les grades d'assistant spécialisé et de cuisinier comprennent chacun les échelles de traitement C1A, C2A, C3A et C4A.

Art. II.III.12. Le grade d'assistant-ICT comprend les échelles de traitement C1B, C2B, C3B et C4B.

Art. II.III.13. Le grade d'ouvrier spécialisé comprend les échelles de traitement C1C, C2C, C3C et C4C.

Art. II.III.14. Le grade de chef de travaux comprend les échelles de traitement C1D, C2D, C3D et C4D.

Art. II.III.15. Les grades d'auxiliaire et d'ouvrier comprennent chacun les échelles de traitement DD1, DD2, DD3 et DD4.

Art. II.III.16. Les grades d'employé et d'ouvrier qualifié comprennent chacun les échelles de traitement D1A, D2A, D3A et D4A.

- iv) vakman;
- b) bijzondere graden :
- i) ploegbaas;
- ii) ICT-technicus.

De graden van eenzelfde niveau zijn gelijkwaardig, met uitzondering van de graden ploegbaas en werkleider, die de hiërarchisch hoogste graden binnen hun niveau zijn.

Het aantal betrekkingen van werkleider in een corps van lokale politie bedraagt ten hoogste een zevende van de personeelsformatie met betrekking tot de personeelsleden van de niveaus C en D van dat corps. Indien de personeelsformatie met betrekking tot deze twee niveaus zeven of meer betrekkingen omvat, bedraagt het aantal betrekkingen van werkleider in dat corps ten minste één.

Bijkomende gemene of bijzondere graden kunnen door Ons worden bepaald. Zij worden gekoppeld aan de loonschalen bedoeld in hoofdstuk II.

Art. II.III.2. Gedurende de duur van de stage wordt de graadbenaaming aangevuld door de term "stagiair".

HOOFDSTUK II. — DE LOONSCHALEN

Art. II.III.3. De graad van adviseur bevat de loonschalen AA1, AA2, AA3, AA4 en AA5.

Art. II.III.4. De graden van ICT-adviseur, ingenieur, arts, tandarts, dierenarts en apotheker bevatten elk de loonschalen A1A, A2A, A3A, A4A en A5A.

Art. II.III.5. De graad van consulent bevat de loonschalen BB1, BB2, BB3 en BB4.

Art. II.III.6. De graden van vertaler, directiesecretaris en fotograaf bevatten elk de loonschalen B1A, B2A, B3A en B4A.

Art. II.III.7. De graden van ICT-consulent en technisch consulent bevatten elk de loonschalen B1B, B2B, B3B en B4B.

Art. II.III.8. De graad van gespecialiseerd consulent bevat de loonschalen B1C, B2C, B3C en B4C.

Art. II.III.9. De graden van maatschappelijk assistent, boekhouder, verpleger, laborant en communicatieconsulent bevatten elk de loonschalen B1D, B2D, B3D en B4D.

Art. II.III.10. De graad van assistent bevat de loonschalen CC1, CC2, CC3 en CC4.

Art. II.III.11. De graden van gespecialiseerd assistent en kok bevatten elk de loonschalen C1A, C2A, C3A en C4A.

Art. II.III.12. De graad van ICT-assistent bevat de loonschalen C1B, C2B, C3B en C4B.

Art. II.III.13. De graad van gespecialiseerd vakman bevat de loonschalen C1C, C2C, C3C en C4C.

Art. II.III.14. De graad van werkleider bevat de loonschalen C1D, C2D, C3D en C4D.

Art. II.III.15. De graden van hulpkracht en arbeider bevatten elk de loonschalen DD1, DD2, DD3 en DD4.

Art. II.III.16. De graden van bediende en vakman bevatten elk de loonschalen D1A, D2A, D3A en D4A.

Art. II.III.17. Le grade de technicien-ICT comprend les échelles de traitement D1B, D2B, D3B et D4B.

Art. II.III.18. Le grade de chef d'équipe comprend les échelles de traitement D1C, D2C, D3C et D4C.

Art. II.III.19. La constellation des différentes échelles qui sont liées à un grade est appelée un groupe d'échelles de traitement.

Art. II.III.20. Pour chaque grade, l'échelle de traitement mentionnée en premier lieu qui est liée à ce grade, est appelée l'échelle de traitement de base.

Art. II.III.21. Les échelles de traitement fixées dans ce chapitre sont celles qui sont applicables aux membres du personnel des ministères fédéraux qui sont revêtus d'un grade du même niveau. Dans ces limites, elles sont fixées par Nous par renvoi à l'échelle de traitement correspondante du même niveau qui vaut pour le personnel des ministères fédéraux.

PARTIE III. — LES DROITS ET DEVOIRS

TITRE I^{er}. — DISPOSITION GENERALE

Art. III.I.1^{er}. La présente partie, à l'exception du titre VI, est également d'application pour les militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police.

TITRE II. — L'EXERCICE DE L'AUTORITE

Art. III.II.1^{er}. A chaque désignation d'un membre du personnel à un emploi, il faut fixer quels sont les membres du personnel qui relèvent, sur base de l'organigramme, de la responsabilité du membre du personnel désigné, de façon à ce que l'on puisse distinguer quels sont les membres du personnel qui, sur base de l'article 120, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi, sont placés sous son autorité.

Chaque fois qu'une tâche est confiée à un membre du personnel, il faut que le supérieur hiérarchique fixe, voire détermine quels sont les membres du personnel à qui mission doit être donnée de collaborer à l'exécution de cette tâche, de façon à ce que l'on puisse distinguer quels sont les membres du personnel qui, sur base de l'article 120, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi et dans les limites de cette tâche, sont placés sous l'autorité du membre du personnel chargé de ladite tâche.

Art. III.II.2. Les ordres donnés par le membre du personnel qui, conformément à l'article 120 de la loi, exerce l'autorité sur un autre membre du personnel, ci-après dénommé le supérieur pour l'application de cette partie, visent toujours l'exécution des missions des services de police et le bon fonctionnement des unités et services. Les ordres doivent être légaux et opportuns et être relatifs à l'objectif que le supérieur souhaite atteindre par ces ordres. En tout temps, l'exécution des ordres doit être possible en tenant compte des règles relatives à la déontologie.

Le supérieur est responsable des ordres qu'il donne et de toutes les formes de leur exécution raisonnablement prévisibles. A cette fin, il donne toute information complémentaire nécessaire à l'exécution correcte de l'ordre, sans toutefois restreindre inutilement la liberté d'action nécessaire de ses membres du personnel. Le supérieur est chargé du contrôle de l'exécution correcte des ordres qu'il a donnés.

Art. III.II.3. Le membre du personnel à qui un ordre illégal est donné communique immédiatement son intention de ne pas exécuter un tel ordre au supérieur qui a donné l'ordre ou au supérieur de celui-ci.

Art. II.III.17. De graad van ICT-technicus bevat de loonschalen D1B, D2B, D3B en D4B.

Art. II.III.18. De graad van ploegbaas bevat de loonschalen D1C, D2C, D3C en D4C.

Art. II.III.19. De verzameling van de verschillende loonschalen die aan een graad zijn verbonden, wordt een loonschalengroep genoemd.

Art. II.III.20. Voor elke graad wordt de eerstgenoemde loonschaal die aan deze graad is verbonden, de basisloonschaal genoemd.

Art. II.III.21. De in dit hoofdstuk bepaalde loonschalen zijn die welke van toepassing zijn op de personeelsleden van de federale ministeries die bekleed zijn met een graad van hetzelfde niveau. Binnen deze perken worden ze door Ons bepaald door verwijzing naar de ermee overeenstemmende loonschaal van hetzelfde niveau die geldt voor het personeel van de federale ministeries.

DEEL III. — DE RECHTEN EN PLICHTEN

TITEL I. — ALGEMENE BEPALING

Art. III.I.1. Dit deel is met uitzondering van titel VI ook van toepassing op de militairen bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van de politiediensten.

TITEL II. — DE GEZAGSUITOEFENING

Art. III.II.1. Bij elke aanwijzing van een personeelslid voor een betrekking moet vaststaan, zo nodig bepaald worden, welke personeelsleden op grond van het organogram onder de verantwoordelijkheid vallen van het aangewezen personeelslid, derwijze dat het duidelijk is welke personeelsleden op grond van artikel 120, eerste lid, 1°, van de wet, onder zijn gezag staan.

Telkens wanneer aan een personeelslid een taak wordt toevertrouwd, moet vaststaan, zo nodig bepaald worden door de hiërarchische meerdere, aan welke personeelsleden opdracht moet worden gegeven om mee te werken aan de uitvoering van die taak, derwijze dat het duidelijk is welke personeelsleden op grond van artikel 120, eerste lid, 2°, van de wet, binnen de perken van die taak, onder het gezag staan van het met de taak belaste personeelslid.

Art. III.II.2. De bevelen van het personeelslid dat, overeenkomstig artikel 120 van de wet, het gezag over een ander personeelslid uitoefent, hierna voor de toepassing van dit deel de meerdere genoemd, hebben steeds de uitvoering van de opdrachten van de politiediensten en de goede werking van de eenheden en diensten tot doel. De bevelen moeten wettig en opportuun zijn en in verhouding staan tot het doel dat de meerdere met het bevel wenst te bereiken. De uitvoering van de bevelen moet te allen tijde mogelijk zijn met inachtneming van de regels met betrekking tot de deontologie.

De meerdere is verantwoordelijk voor de bevelen die hij geeft en voor elke wijze van uitvoering ervan die redelijk voorzienbaar is. Te dien einde geeft hij elke nadere toelichting die voor de correcte uitvoering van het bevel vereist is, zonder nochtans de noodzakelijke activiteit van zijn personeelsleden nodeloos in te perken. De meerdere staat in voor het toezicht op de correcte uitvoering van de bevelen die hij heeft gegeven.

Art. III.II.3. Het personeelslid aan wie een onwettig bevel wordt gegeven, meldt zijn voornemen om een dergelijk bevel niet uit te voeren, onmiddellijk aan de meerdere die het bevel heeft gegeven of aan diens meerdere.

Art. III.II.4. Le membre du personnel est responsable de l'exécution des ordres que ses supérieurs lui ont donnés. Il exécute ces ordres correctement et dans les délais en tenant compte de toutes les directives qui lui ont été données à cet effet. Il prend toutes les initiatives nécessaires à l'exécution des ordres. Si nécessaire, il demande à temps au supérieur de lui donner des directives complémentaires. Il fait régulièrement rapport au supérieur de l'exécution de ses ordres et lui communique toute information utile en la matière.

TITRE III. — LE DROIT D'EXPRESSION

Art. III.III.1^{er}. Sans préjudice des articles 123 à 133 y compris de la loi et sans préjudice des prescriptions légales et réglementaires relatives au secret professionnel et au secret de l'enquête, le membre du personnel jouit de la liberté d'expression pour les faits dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Art. III.III.2. Dans les limites de l'article III.III.1^{er}, le membre du personnel peut s'exprimer et publier en toute liberté, sans devoir obtenir l'accord de son supérieur.

Dans l'exercice du droit d'expression, le membre du personnel veillera :

- 1° à ne pas porter atteinte à l'intérêt du service et à la dignité de la fonction;
- 2° à ne pas causer inutilement préjudice aux autorités constituées, aux autorités institutionnelles et aux tiers;
- 3° à diffuser des informations aussi complètes et aussi correctes que possible;
- 4° à faire clairement comprendre s'il parle en tant que personne mandatée ou en son nom propre, et à faire une distinction claire entre les faits objectifs et les opinions personnelles.

TITRE IV. — LE DROIT A LA FORMATION

Art. III.IV.1^{er}. Le membre du personnel a droit à l'information, à la formation et à la formation continuée tant pour tous les aspects utiles à l'accomplissement de ses tâches dans les services de police intégrés que pour satisfaire aux exigences en matière d'évaluation de fonctionnement, de promotion et de carrière barémique.

Art. III.IV.2. Le membre du personnel doit se tenir informé des évolutions dans les matières dont il est chargé sur le plan professionnel.

TITRE V. — LE CODE DEONTOLOGIQUE

Art. III.V.1^{er}. Le ministre fixe le code déontologique des services de police.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les membres du personnel qui ont une qualification professionnelle spécifique restent soumis au code déontologique y afférant.

Art. III.V.2. Tout membre du personnel reçoit le code déontologique visé à l'article III.V.1.

TITRE VI. — DU CUMUL

Art. III.VI.1^{er}. Ce titre n'est applicable qu'aux membres du personnel du cadre opérationnel.

Art. III.VI.2. La demande pour obtenir une dérogation individuelle visée à l'article 135, alinéa 1^{er}, de la loi, est introduite par courrier recommandé ou contre accusé de réception, selon le cas, auprès du commissaire général, du bourgmestre ou du collègue de police.

Art. III.VI.3. Le commissaire général, le bourgmestre ou le collègue de police se prononce sur la demande, après avoir obtenu l'avis motivé, selon le cas, du directeur général qui dirige la direction générale sous l'autorité duquel le demandeur exerce sa fonction ou du chef de corps.

Il communique sa décision au demandeur dans les trente jours qui suivent la réception de la demande.

Art. III.II.4. Het personeelslid is verantwoordelijk voor de uitvoering van de aan hem door zijn meerdere gegeven bevelen. Hij voert die bevelen correct en tijdig uit met inachtneming van alle richtlijnen die hem daartoe gegeven werden. Hij neemt alle initiatieven die voor de uitvoering van de bevelen noodzakelijk zijn. Indien nodig vraagt hij de meerdere tijdig om aanvullende richtlijnen te verstrekken. Hij brengt aan de meerdere regelmatig verslag uit over de uitvoering van zijn bevelen en meldt hem iedere nuttige informatie in dat verband.

TITEL III. — HET SPREEKRECHT

Art. III.III.1. Onverminderd de artikelen 123 tot en met 133 van de wet en onverminderd de wettelijke en reglementaire voorschriften inzake het beroepsgeheim en het geheim van het onderzoek, heeft het personeelslid het recht op vrijheid van meningsuiting ten aanzien van de feiten waarvan hij kennis heeft uit hoofde van zijn ambt.

Art. III.III.2. Binnen de perken van artikel III.III.1, kan het personeelslid vrij spreken en publiceren zonder daarvoor de toestemming van zijn meerdere te behoeven.

Bij de uitoefening van het spreekrecht ziet het personeelslid erop toe :

- 1° het belang van de dienst en de waardigheid van het ambt niet te schaden;
- 2° geen nodeloze schade te berokkenen aan de gestelde machten, overheidsinstellingen en derden;
- 3° informatie te verstrekken die zo volledig en zo correct mogelijk is;
- 4° duidelijk te maken dat hij spreekt als gemandateerde dan wel in persoonlijke naam, en een duidelijk onderscheid te maken tussen objectieve feiten en persoonlijke meningen.

TITEL IV. — HET RECHT OP OPLEIDING

Art. III.IV.1. Het personeelslid heeft recht op informatie, opleiding en voortgezette opleiding zowel wat alle aspecten betreft die nuttig zijn voor de taakuitoefening in de politiediensten, als om te voldoen aan de vereisten inzake functioneringsevaluatie, bevordering en baremische loopbaan.

Art. III.IV.2. Het personeelslid moet zich op de hoogte houden van de evoluties in de materies waarmee hij beroepsmatig is belast.

TITEL V. — DE DEONTOLOGISCHE CODE

Art. III.V.1. De minister stelt de deontologische code van de politiediensten vast.

Onverminderd het eerste lid, blijven de personeelsleden die een bijzondere beroepskwalificatie genieten onderworpen aan de daaraan verbonden deontologische code.

Art. III.V.2. Elk personeelslid wordt in het bezit gesteld van de deontologische code bedoeld in artikel III.V.1.

TITEL VI. — DE CUMULATIE

Art. III.VI.1. Deze titel is alleen toepasselijk op de personeelsleden van het operationeel kader.

Art. III.VI.2. De aanvraag tot het bekomen van een individuele afwijking bedoeld in artikel 135, eerste lid, van de wet, wordt aangetekend of tegen ontvangstbewijs ingediend, naar gelang het geval, bij de commissaris-generaal, de burgemeester of het politiecollege.

Art. III.VI.3. De commissaris-generaal, de burgemeester of het politiecollege beslist over de aanvraag, na het gemotiveerd advies te hebben ingewonnen van, naar gelang van het geval, de directeur-generaal die de algemene directie leidt onder wiens gezag de aanvrager zijn ambt uitoefent of de korpschef.

Hij brengt zijn beslissing ter kennis van de aanvrager binnen de dertig dagen na de ontvangst van de aanvraag.

Art. III.VI.4. Le commissaire général, le bourgmestre ou le collège de police ne peut retirer une dérogation à l'interdiction de cumul, accordée en application de l'article 135 de la loi, qu'après avoir entendu le membre du personnel concerné.

Art. III.VI.5. La décision de retrait mentionne le délai dans lequel il doit être mis fin au cumul, en tenant compte des conséquences du retrait, tant vis-à-vis du membre du personnel concerné que vis-à-vis de tiers.

TITRE VII. — HARCELEMENT SEXUEL SUR LES LIEUX DE TRAVAIL

Art. III.VII.1^{er}. On entend par harcèlement sexuel toute forme de comportement verbal, non verbal ou corporel de nature sexuelle dont celui qui s'en rend coupable sait ou devrait savoir qu'il affecte la dignité de femmes et d'hommes sur les lieux de travail.

Art. III.VII.2. Les membres du personnel ont le droit d'être traités avec dignité. Les membres du personnel sont tenus de s'abstenir de tout harcèlement sexuel sur les lieux de travail.

Art. III.VII.3. Au sein de la police fédérale et de chaque corps de la police locale, il existe un service de confiance qui comprend, en fonction de l'effectif du personnel du corps concerné, une ou plusieurs personnes appelées "personnes de confiance".

Le commissaire général ou le chef de corps dégage les moyens et le temps nécessaires en vue du bon fonctionnement du service de confiance.

Art. III.VII.4. Le commissaire général ou le chef de corps désigne la personne de confiance pour une période de trois ans renouvelable, parmi les membres du personnel possédant une ancienneté de cadre ou de niveau d'au moins cinq ans.

Lorsque la personne de confiance ne convient pas, le commissaire général ou le chef de corps peut mettre fin à la désignation. Dans ce cas, une nouvelle personne de confiance est désignée, conformément à l'alinéa 1^{er}.

Art. III.VII.5. La personne de confiance a pour mission de dispenser des conseils, d'accorder son aide aux membres du personnel faisant l'objet de harcèlement sexuel et de contribuer à la résolution du problème de façon formelle ou informelle.

Avant de commencer sa mission, la personne de confiance recevra une formation appropriée, portant au moins sur les meilleures méthodes pour résoudre les problèmes.

Art. III.VII.6. Lorsque les faits de harcèlement sexuel qui ont été communiqués au service de confiance nécessitent, en vue de la médiation, des informations supplémentaires, celles-ci sont recueillies par la personne de confiance.

Art. III.VII.7. La mission de personne de confiance ne peut entraîner ni préjudice ni avantages spéciaux pour celui qui l'exerce. Pour l'exercice de sa fonction, la personne de confiance relève directement du commissaire général ou du chef de corps ou du service qu'il désigne.

Art. III.VII.8. Les missions et les règles de fonctionnement plus détaillées du service de confiance ainsi que les noms des personnes de confiance, sont communiqués aux membres du personnel.

Art. III.VII.9. Le ministre détermine les modalités de fonctionnement du service de confiance.

Art. III.VI.4. De commissaris-generaal, de burgemeester of het politiecollege kan een met toepassing van artikel 135 van de wet verleende afwijking van het cumulatieverbod niet intrekken dan na het betrokken personeelslid te hebben gehoord.

Art. III.VI.5. De beslissing tot intrekking vermeldt de termijn waarbinnen de cumulatie dient te worden beëindigd, rekening houdend met de gevolgen van de intrekking, zowel ten aanzien van het betrokken personeelslid als ten aanzien van derden.

TITEL VII. — ONGEWENST SEKSUEEL GEDRAG OP HET WERK

Art. III.VII.1. Onder ongewenst seksueel gedrag wordt verstaan elke vorm van verbaal, niet-verbaal of lichamelijk gedrag van seksuele aard waarvan degene die zich er schuldig aan maakt, weet of zou moeten weten, dat het afbreuk doet aan de waardigheid van vrouwen en mannen op het werk.

Art. III.VII.2. De personeelsleden hebben het recht met waardigheid behandeld te worden. De personeelsleden moeten afzien van elk ongewenst seksueel gedrag op het werk.

Art. III.VII.3. Binnen de federale politie en binnen ieder corps van de lokale politie bestaat een vertrouwensdienst die in functie van het personeelseffectief van het betrokken corps, één of meer personen omvat, "vertrouwenspersonen" geheten.

De commissaris-generaal of de korpschef maakt met het oog op de goede werking van de vertrouwensdienst, de daartoe vereiste middelen en tijd vrij.

Art. III.VII.4. De commissaris-generaal of de korpschef wijst de vertrouwenspersoon aan voor een hernieuwbare termijn van drie jaar onder de personeelsleden met ten minste vijf jaar kader- of niveauanciënniteit.

Indien de vertrouwenspersoon niet voldoet, kan de commissaris-generaal of de korpschef een einde stellen aan de aanwijzing. In dat geval wordt overeenkomstig het eerste lid een nieuwe vertrouwenspersoon aangewezen.

Art. III.VII.5. De vertrouwenspersoon heeft tot taak raad te geven, hulp te bieden aan personeelsleden die het slachtoffer waren van ongewenst seksueel gedrag en bij te dragen tot een informele of formele oplossing van het probleem.

De vertrouwenspersoon zal voorafgaand aan het opnemen van zijn opdracht een aangepaste opleiding genieten, ten minste betreffende de beste methoden om de problemen op te lossen.

Art. III.VII.6. Wanneer de feiten van ongewenst seksueel gedrag die werden meegedeeld aan de vertrouwensdienst, met het oog op de bemiddeling verdere informatie vereisen, wordt deze informatie door de vertrouwenspersoon ingewonnen.

Art. III.VII.7. De opdracht van vertrouwenspersoon mag geen aanleiding geven tot enig nadeel of speciale voordelen voor degene die deze uitoefent. De vertrouwenspersoon ressorteert, voor de uitoefening van zijn ambt, rechtstreeks onder de commissaris-generaal of de korpschef of de door hem aangewezen dienst.

Art. III.VII.8. De opdrachten en de nadere werkingsregels van de vertrouwensdienst evenals de namen van de vertrouwenspersonen, worden meegedeeld aan de personeelsleden.

Art. III.VII.9. De minister bepaalt de nadere werkingsregels van de vertrouwensdienst.

PARTIE IV
LE RECRUTEMENT, LA SELECTION ET LA FORMATION

TITRE I^{er}. — LE RECRUTEMENT ET LA SELECTION

CHAPITRE I^{er}. — LE RECRUTEMENT ET LA SELECTION
DU PERSONNEL DU CADRE OPERATIONNEL

SECTION 1^{re}. — DISPOSITIONS GENERALES

Art. IV.I.1^{er}. Ce chapitre est uniquement applicable aux membres du personnel du cadre opérationnel qui font l'objet d'un recrutement externe.

Art. IV.I.2. Sans préjudice des responsabilités et missions confiées conjointement par le ministre et le ministre de la Fonction Publique, au bureau de sélection des autorités fédérales (SELOR), la direction générale des ressources humaines de la police fédérale prépare et exécute la politique du ministre en matière de recrutement et de sélection.

SECTION 2 — LE RECRUTEMENT

Sous-section 1^{re}. — Disposition générale

Art. IV.I.3. Sans préjudice l'article 98 de la loi, le ministre fixe chaque année, par rôle linguistique et par cycle de formation, le nombre de candidats admissibles.

Le commissaire général, le conseil communal ou le conseil de police, selon le cas, lui fournit à sa demande et dans les délais qu'il fixe les données nécessaires à cette fin.

Sous-section 2. — Les conditions d'admission

Art. IV.I.4. Le candidat agent auxiliaire de police, inspecteur de police, inspecteur principal de police et commissaire de police doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° posséder la nationalité belge;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être de conduite irréprochable;
- 4° pour les candidats masculins, avoir satisfait aux lois sur la milice;
- 5° être âgé de 18 ans au moins;
- 6° disposer des aptitudes physiques et être exempt de tout handicap incompatible avec les exigences de la fonction visée;

7° ne pas faire l'objet d'une interdiction légale de port d'armes, ni refuser ou s'abstenir, déclarer refuser ou s'abstenir de toute forme d'usage d'armes ou autre moyen de défense mis à disposition en vertu des conditions fixées en la matière par les lois, arrêtés ou règlements;

8° selon le cas, être porteur d'un diplôme ou certificat d'études exigé par le présent arrêté;

9° avoir, selon le cas, réussi ou avoir réussi et être classé en ordre utile aux épreuves de sélection donnant accès à la formation de base du cadre pour lequel l'intéressé s'est porté candidat;

10° s'engager à porter l'uniforme réglementaire.

Art. IV.I.5. N'est pas admis aux épreuves de sélection le candidat :

1° qui a été déclaré définitivement inapte à l'exercice de la fonction de police à l'issue de l'examen médical visé à l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 3°;

2° qui a précédemment échoué définitivement comme aspirant, a été démis comme stagiaire pour inaptitude professionnelle ou a été replacé en application de l'article V.II.17;

3° qui a précédemment fait l'objet d'un retrait définitif d'emploi visé aux articles IX.I.2, 2° à 6° y compris et IX.I.3, 2°;

4° qui ne répond pas à la condition visée à l'article IX.III.4, 1°;

5° qui n'a pas réussi à trois reprises la procédure de sélection en vue de l'admission à la formation de base visée;

6° qui n'a pas atteint l'âge de 17 ans;

7° pour lequel le délai entre la notification de son échec à une épreuve de sélection présentée précédemment et sa nouvelle inscription est inférieur à un an.

Art. IV.I.6. Le candidat doit satisfaire aux conditions fixées à l'article IV.I.4, 1°, 2°, 3°, 4° et 7° à la date de sa participation aux épreuves de sélection.

DEEL IV
DE AANWERVING, DE SELECTIE EN DE OPLEIDING

TITEL I. — DE AANWERVING EN DE SELECTIE

HOOFDSTUK I. — DE AANWERVING EN DE SELECTIE
VAN HET PERSONEEL VAN HET OPERATIONEEL KADER

AFDELING 1. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. IV.I.1. Dit hoofdstuk is enkel toepasselijk op de personeelsleden van het operationeel kader die extern aangeworven worden.

Art. IV.I.2. Onverminderd de verantwoordelijkheden en opdrachten die de minister, gezamenlijk met de minister van Ambtenarenzaken, aan het selectiebureau van de federale overheid (SELOR) toebedeelt, wordt het beleid van de minister inzake aanwerving en selectie van de personeelsleden voorbereid en uitgevoerd door de algemene directie personeel van de federale politie.

AFDELING 2. — DE AANWERVING

Onderafdeling 1. — Algemene bepaling

Art. IV.I.3. Onverminderd artikel 98 van de wet, bepaalt de minister jaarlijks, per taalstelsel en per opleidingscyclus, hoeveel kandidaten kunnen worden toegelaten.

Op zijn vraag en binnen de door hem gestelde termijnen bezorgen de commissaris-generaal, de gemeente- of de politieraad, naar gelang van het geval, hem daartoe de nodige gegevens.

Onderafdeling 2. — De toelatingsvoorwaarden

Art. IV.I.4. De kandidaat-hulpagent van politie, -inspecteur van politie, -hoofdinspecteur van politie en -commissaris van politie moet voldoen aan de volgende toelatingsvoorwaarden :

- 1° de Belgische nationaliteit bezitten;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° van onberispelijk gedrag zijn;
- 4° voor de mannelijke kandidaten, voldoen aan de dienstplichtwetten;
- 5° ten minste 18 jaar oud zijn;
- 6° over de vereiste fysieke vaardigheden beschikken en vrij zijn van alle gebreken die onverenigbaar zijn met de eisen van het beoogde ambt;

7° niet het voorwerp uitmaken van een wettelijk verbod om wapens te dragen, noch weigeren of zich onthouden, verklaren te weigeren of zich te onthouden van gelijk welk gebruik van wapens en andere ter beschikking gestelde verdedigingsmiddelen, krachtens de voorwaarden die volgens de wetten, besluiten of richtlijnen ter zake zijn bepaald;

8° naar gelang van het geval, houder zijn van het bij dit besluit vereiste diploma of studiegetuigschrift;

9° naar gelang van het geval, slagen in of slagen in en batig gerangschikt zijn voor de selectieproeven die toegang verlenen tot de basisopleiding van het kader waarvoor betrokkene kandideert;

10° er zich toe verbinden het réglementaire uniform te dragen.

Art. IV.I.5. Wordt niet toegelaten tot de selectieproeven, de kandidaat :

1° die na het medisch onderzoek bedoeld in artikel IV.I.15, eerste lid, 3°, definitief ongeschikt werd verklaard voor de uitoefening van het politieambt;

2° die eerder als aspirant definitief werd afgewezen, als stagiair werd ontslagen wegens beroepsongeschiktheid dan wel werd herplaatst bij toepassing van artikel V.II.17;

3° die eerder het voorwerp heeft uitgemaakt van een definitieve ambtsontheffing bedoeld in de artikelen IX.I.2, 2° tot en met 6° en IX.I.3, 2°;

4° die niet beantwoordt aan de in artikel IX.III.4, 1°, bedoelde voorwaarde;

5° die reeds drie maal niet slaagde in de selectieprocedure voor de toelating tot de beoogde basisopleiding;

6° die nog geen 17 jaar oud is;

7° voor wie de termijn tussen de kennisgeving van zijn mislukking voor een eerder afgelegde selectieproef en zijn nieuwe inschrijving minder dan één jaar bedraagt.

Art. IV.I.6. De kandidaat moet voldoen aan de in artikel IV.I.4, 1°, 2°, 3°, 4° en 7° bepaalde voorwaarden op de datum waarop hij aan de selectieproeven deelneemt.

Sans préjudice de l'article IV.I.15, alinéa 2, la condition fixée à l'article IV.I.4, 3°, découle d'un certificat de bonne conduite, vie et mœurs datant de moins de trois mois à la date d'introduction de la candidature.

Les conditions fixées à l'article IV.I.4, 5°, 6°, 8° et 9°, doivent être remplies lors de l'accession à la formation de base.

Sous-section 3. — Les diplômes exigés

Art. IV.I.7. Pour être recruté au grade d'inspecteur de police, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'étude au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les Administrations fédérales, tels que repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Art. IV.I.8. Pour être recruté au grade d'inspecteur principal de police avec spécialité particulière, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'étude, requis pour la fonction concernée, au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2+ dans les Administrations fédérales, tels que repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Art. IV.I.9. Pour être recruté au grade d'inspecteur principal de police avec spécialité d'assistant de police, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'étude dans le domaine des sciences sociales, de la psychologie ou de la criminologie au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2+ dans les Administrations fédérales, tels que repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Art. IV.I.10. Pour être recruté au grade de commissaire de police, le candidat doit être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'étude au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 1 dans les Administrations fédérales, tels que repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Art. IV.I.11. Sans préjudice de l'article 98 de la loi et sur base des informations visées à l'article IV.I.3, alinéa 2, le ministre peut réserver, sur décision motivée, un nombre de places vacantes aux titulaires d'un diplôme ou d'un certificat ou remplissant les conditions qu'il spécifie.

Art. IV.I.12. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne peut prendre en considération des diplômes ou des certificats étrangers qui sont au moins équivalents à ceux repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

SECTION 3. — LA SÉLECTION

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. IV.I.13. L'organisation des épreuves de sélection non permanentes est entre autres annoncée au moyen d'un avis publié au *Moniteur belge*. Cet avis mentionne la langue des épreuves de sélection, le cadre pour lequel les épreuves sont organisées, une description de la fonction, un profil succinct, les conditions de participation et la date à laquelle elles doivent être remplies ainsi que le mode d'inscription et la date ultime d'inscription.

Les épreuves de sélection pour le cadre auxiliaire et le cadre de base sont organisées de manière permanente.

Art. IV.I.14. Le candidat qui s'inscrit à une sélection, reçoit, à sa demande, le programme général des épreuves de sélection.

Sous-section 2. — Les épreuves et la procédure de sélection

Art. IV.I.15. La procédure de sélection prévue dans la présente section comprend :

- 1° une épreuve permettant d'évaluer les aptitudes cognitives nécessaires;
- 2° une épreuve de personnalité sur base de techniques de sélection adaptées à la fonction;
- 3° une épreuve d'aptitude physique et médicale avec évaluation des deux composantes dans la perspective de la fonction;
- 4° un entretien de sélection devant la commission de sélection concernée à l'issue duquel est formulée une évaluation finale.

Le candidat fait également l'objet d'une enquête visant à vérifier que la condition fixée à l'article IV.I.4, 3°, est remplie.

Onverminderd artikel IV.I.15, tweede lid, blijkt de in artikel IV.I.4, 3°, bepaalde vereiste uit een bewijs van goed zedelijk gedrag dat minder dan drie maanden oud is op de datum van de kandidaatstelling.

De voorwaarden bepaald in artikel IV.I.4, 5°, 6°, 8° en 9°, moeten vervuld zijn bij de toelating tot de basisopleiding.

Onderafdeling 3. — De diplomavereisten

Art. IV.I.7. Om aangeworven te worden in de graad van inspecteur van politie moet de kandidaat houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

Art. IV.I.8. Om aangeworven te worden in de graad van hoofdinspecteur van politie met bijzondere specialisatie, moet de kandidaat houder zijn van een voor het betrokken ambt vereist diploma of studiegetuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2+ bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

Art. IV.I.9. Om aangeworven te worden in de graad van hoofdinspecteur van politie met specialiteit politie-assistent, moet de kandidaat houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift in het domein van de sociale wetenschappen, psychologie of criminologie dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2+ bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

Art. IV.I.10. Om aangeworven te worden in de graad van commissaris van politie moet de kandidaat houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

Art. IV.I.11. Onverminderd artikel 98 van de wet en op grond van de gegevens bedoeld in artikel IV.I.3, tweede lid, kan de minister, bij een met redenen omklede beslissing, een aantal vacatures voorbehouden voor de houders van een diploma of getuigschrift of voor diegene die de voorwaarden vervult die hij specificiert.

Art. IV.I.12. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst kan buitenlandse diploma's of getuigschriften die ten minste evenwaardig zijn aan die welke opgenomen zijn in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, in aanmerking nemen.

AFDELING 3. — DE SELECTIE

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. IV.I.13. Het organiseren van niet doorlopende selectieproeven wordt onder meer aangekondigd via een bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Deze bekendmaking vermeldt de taal van de selectieproeven, het kader waarvoor de proeven worden georganiseerd, een beschrijving van het ambt, een beknopt profiel, de deelnamevoorwaarden en de datum waarop die moeten vervuld zijn alsmede de wijze van inschrijven en de uiterste inschrijvingsdatum.

De selectieproeven voor het hulp- en basiskader worden doorlopend georganiseerd.

Art. IV.I.14. De kandidaat die zich voor een selectie inschrijft, ontvangt op aanvraag het algemeen programma van de selectieproeven.

Onderafdeling 2. — De selectieproeven en -procedure

Art. IV.I.15. De selectieprocedure bedoeld in deze afdeling omvat :

- 1° een proef die toelaat de noodzakelijke cognitieve vaardigheden te beoordelen;
- 2° een persoonlijkheidsproef met aan het ambt aangepaste selectie-technieken;
- 3° een fysiek-medische geschiktheidsproef met onderzoek van beide componenten in relatie tot het ambt;
- 4° een selectiegesprek met de betrokken selectiecommissie waarna een evaluevaluatie wordt uitgebracht.

De kandidaat maakt eveneens het voorwerp uit van een onderzoek met het oog op het nagaan of de vereiste bepaald bij artikel IV.I.4, 3°, vervuld is.

Art. IV.I.16. Les épreuves sont en principe ordonnées de manière telle qu'il n'est pas possible de participer à une épreuve sans avoir atteint le seuil minimum fixé pour l'épreuve de sélection précédente.

Art. IV.I.17. La commission de sélection visée à l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 4^o, déclare le candidat apte ou non sur base de l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o.

Art. IV.I.18. Le directeur de la direction du recrutement et de la sélection décide, conformément aux directives du ministre, si le candidat remplit la condition visée à l'article IV.I.4, 3^o, et impose, le cas échéant, et après avoir entendu l'intéressé, une restriction par rapport à l'engagement territorial du candidat.

Le directeur informe le candidat par écrit de sa décision motivée. Cette notification comporte également, le cas échéant, les termes de l'article IV.I.19.

Le candidat peut à tout moment demander au ministre de revoir la restriction par rapport à l'engagement territorial visée à l'alinéa 1^{er}. Le ministre décide sur avis, selon le cas, du chef de corps ou du commissaire général.

Art. IV.I.19. Le candidat, dont la conduite n'a pas été jugée irréprochable ou pour lequel une restriction à l'engagement territorial a été imposée, peut interjeter appel auprès du ministre.

Le ministre décide après l'avis de la commission paritaire visée à l'article IV.I.20.

Sous peine d'irrecevabilité, l'appel visé à l'alinéa 1^{er} doit être introduit par lettre recommandée à la poste dans les seize jours qui suivent la notification de la décision.

Art. IV.I.20. Au sein de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, il existe une commission paritaire qui se compose comme suit :

- 1^o l'inspecteur général de l'inspection générale, président;
- 2^o un assesseur par organisation syndicale représentative;
- 3^o un nombre d'assesseurs fixé conformément au 2^o et, parmi lesquels, si possible, autant de membres appartiennent à la police locale qu'à la police fédérale.

En outre, le président et les assesseurs ont chacun un suppléant.

Un secrétaire, désigné par l'inspecteur général de l'inspection générale parmi les membres du personnel de l'inspection générale, assiste la commission paritaire.

Art. IV.I.21. Le ministre désigne les assesseurs visés à l'article IV.I.20, alinéa 1^{er}, 3^o, parmi les membres du personnel qui figurent sur une double liste proposée par le commissaire général pour ce qui concerne les membres de la police fédérale et par la commission permanente pour la police locale en ce qui concerne les membres de la police locale.

L'inspecteur général désigne un président suppléant parmi les membres du personnel de l'inspection générale.

Art. IV.I.22. Le mandat du président suppléant, des assesseurs et de leurs suppléants est de trois ans. Il est renouvelable.

Le président suppléant, les assesseurs et les suppléants qui sont désignés pour remplacer le président ou les assesseurs décédé (s) ou démissionnaire (s), mènent à terme la désignation de ceux qu'ils remplacent.

Art. IV.I.23. Le service de la police fédérale désigné par le ministre informe par écrit le candidat et le directeur visé à l'article IV.I.18, de la décision en appel du ministre, visée à l'article IV.I.19.

Art. IV.I.24. Le candidat qui est, sur base de l'article IV.I.17, jugé apte par la commission de sélection et qui répond à l'exigence visée à l'article IV.I.4, 3^o, est admissible.

Art. IV.I.25. Le directeur visé à l'article IV.I.18 informe le candidat par écrit, selon le cas, de l'aptitude ou de l'inaptitude visée à l'article IV.I.24. Cette information comporte également, le cas échéant :

- 1^o le délai de validité visé à l'article IV.I.29;
- 2^o le délai de validité visé à l'article IV.I.31.

Art. IV.I.26. Le contenu des épreuves de sélection est déterminé par le profil de la fonction postulée et varie selon le cadre. Nul ne peut invoquer la réussite des épreuves de sélection pour accéder à un cadre déterminé afin d'accéder à un autre cadre.

Art. IV.I.27. Sans préjudice de l'article 98 de la loi, le ministre fixe :

1^o le contenu détaillé et les règles d'organisation des épreuves de sélection;

Art. IV.I.16. De proeven vinden in principe derwijze plaats dat het niet mogelijk is aan een proef deel te nemen zonder de voor de voorafgaande selectieproef bepaalde minimumdrempel te hebben behaald.

Art. IV.I.17. De in artikel IV.I.15, eerste lid, 4^o, bedoelde selectiecommissie beslist of de kandidaat al dan niet geschikt wordt bevonden op grond van artikel IV.I.15, eerste lid, 1^o tot 4^o.

Art. IV.I.18. De directeur van de directie van de recrutering en de selectie beslist, overeenkomstig de richtlijnen van de minister, of de kandidaat al dan niet beantwoordt aan de vereiste bepaald bij artikel IV.I.4, 3^o, en legt, in voorkomend geval, en na de betrokkene te hebben gehoord, een beperking op van de territoriale inzetbaarheid van de kandidaat.

De directeur licht de kandidaat schriftelijk in van zijn gemotiveerde beslissing. Deze kennisgeving omvat eveneens, in voorkomend geval, de bewoordingen van artikel IV.I.19.

De kandidaat kan de minister steeds verzoeken de in het eerste lid bedoelde beperking van de territoriale inzetbaarheid te herzien. De minister beslist op advies van, naar gelang van het geval, de korpschef of de commissaris-generaal.

Art. IV.I.19. De kandidaat van wie wordt geoordeeld dat hij niet van onberispelijk gedrag is of ten aanzien van wie een beperking van de territoriale inzetbaarheid wordt opgelegd, kan daartegen een beroep aantekenen bij de minister.

De minister beslist na advies van de paritaire commissie bedoeld in artikel IV.I.20.

Het in het eerste lid bedoelde beroep moet op straffe van onontvankelijkheid, bij een ter post aangetekende brief worden ingediend binnen de zestien dagen na de kennisgeving van de beslissing.

Art. IV.I.20. Bij de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie bestaat een paritaire commissie die als volgt is samengesteld :

- 1^o de inspecteur-generaal van de algemene inspectie, voorzitter;
- 2^o één bijzitter per representatieve vakorganisatie;
- 3^o een overeenkomstig 2^o vastgesteld aantal bijzitters waarvan zo mogelijk evenveel leden tot de lokale als tot de federale politie behoren.

De voorzitter en de bijzitters hebben bovendien elk een plaatsvervanger.

Een secretaris, aangewezen door de inspecteur-generaal van de algemene inspectie onder de personeelsleden van de algemene inspectie, staat de paritaire commissie bij.

Art. IV.I.21. De minister wijst de in artikel IV.I.20, eerste lid, 3^o, bedoelde bijzitters aan onder de personeelsleden die voorkomen op een dubbele lijst die wordt voorgesteld door de commissaris-generaal wat de leden van de federale politie betreft en door de vaste commissie voor de lokale politie wat de leden van de lokale politie betreft.

De inspecteur-generaal wijst onder de personeelsleden van de algemene inspectie een plaatsvervangende voorzitter aan.

Art. IV.I.22. Het mandaat van de plaatsvervangende voorzitter, de bijzitters en hun plaatsvervangers bedraagt drie jaar en is hernieuwbaar.

De plaatsvervangende voorzitter, de bijzitters en de plaatsvervangers die worden aangewezen ter vervanging van de overleden of aftredende voorzitter of bijzitters, voleindigen de aanwijzing van degenen die ze vervangen.

Art. IV.I.23. De door de minister aangewezen dienst van de federale politie licht de kandidaat en de in artikel IV.I.18 bedoelde directeur schriftelijk in van de door de minister in beroep gewezen beslissing bedoeld in artikel IV.I.19.

Art. IV.I.24. De kandidaat die op grond van artikel IV.I.17 door de selectiecommissie geschikt wordt bevonden en beantwoordt aan de in artikel IV.I.4, 3^o, bedoelde vereiste, kan worden toegelaten.

Art. IV.I.25. De directeur bedoeld in artikel IV.I.18 licht de kandidaat schriftelijk in van de in artikel IV.I.24, naar gelang van het geval, bedoelde geschiktheid of ongeschiktheid. Deze kennisgeving omvat eveneens, in voorkomend geval :

- 1^o de in artikel IV.I.29 bedoelde geldigheidstermijn;
- 2^o de in artikel IV.I.31 bedoelde geldigheidstermijn.

Art. IV.I.26. De inhoud van de selectieproeven wordt bepaald door het profiel van het beoogde ambt en varieert volgens het kader. Het slagen in de selectieproeven voor toelating tot een bepaald kader kan niet worden ingeroepen voor de toelating tot een ander kader.

Art. IV.I.27. Onverminderd artikel 98 van de wet, bepaalt de minister :

- 1^o de nadere inhoud en organisatieregels van de selectieproeven;

2° les éléments qui font l'objet de l'enquête visée à l'article IV.I.15, alinéa 2;

3° les seuils minimums visés à l'article IV.I.16 pour les épreuves de sélection visées à l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 3°;

4° les épreuves de sélection ou, le cas échéant, une partie d'entre elles, constituant le concours;

5° la constitution et le fonctionnement de la commission de sélection visée à l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 4°.

Art. IV.I.28. Le ministre fixe dans les contrats de gestion visés à l'article IV.II.32, la forme et le degré d'implication des écoles de police dans la procédure de sélection.

Sous-section 3. — Les dispenses.

Art. IV.I.29. Le candidat agent auxiliaire de police et le candidat inspecteur de police qui n'ont pas atteint le seuil minimum lors d'une épreuve de sélection et qui repassent celle-ci dans les deux années, calculées à partir de la notification de leur échec, sont dispensés des épreuves de sélection précédemment passées. Si cependant besoin en est, la commission de sélection visée à l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 4°, demande un examen complémentaire relatif aux exigences fixées à l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 2°, 3° ou 4°, avant de se prononcer sur l'aptitude du candidat.

En outre, le directeur visé à l'article IV.I.18 peut, si besoin en est, avant de se prononcer sur l'aptitude du candidat, ordonner un examen complémentaire relatif à l'exigence visée à l'article IV.I.4, 3°.

Sous-section 4. — L'ordre d'admission à la formation de base

Art. IV.I.30. Les lauréats des épreuves de sélection pour candidats agents auxiliaires de police et candidats inspecteurs de police sont repris dans une réserve de recrutement et classés en fonction de la date de leur inscription pour les épreuves de sélection.

A date égale, priorité est donnée au candidat le plus âgé.

Art. IV.I.31. L'inscription dans la réserve de recrutement est valable trois ans. Tous les candidats sont toutefois soumis à un examen médical de contrôle préalablement à leur admission à la formation. Cet examen vérifie qu'il n'y a pas eu de changements fondamentaux dans le profil médical du candidat depuis l'épreuve d'aptitude physique et médicale.

Art. IV.I.32. § 1^{er}. La sélection des candidats inspecteurs principaux de police avec spécialisation particulière, ou avec spécialisation d'assistant de police, de candidats commissaires de police recrutés sur base du diplôme visé à l'article IV.I.10, a lieu sous forme d'un concours pour lequel aucune réserve de recrutement n'est constituée.

§ 2. Pour chaque catégorie de candidat visée au § 1^{er}, les lauréats des épreuves de sélection sont classés par rôle linguistique dans l'ordre des résultats obtenus.

En cas de résultats égaux priorité est donnée au candidat le plus âgé.

Les candidats titulaires d'un diplôme ou d'un certificat visé à l'article IV.I.11, sont repris aussi bien au classement des places vacantes réservées correspondantes qu'à celui des places vacantes non réservées.

§ 3. Sont classés en ordre utile les candidats qui satisfont aux conditions et dont le rang de classement ne dépasse pas les nombres visés à l'article IV.I.3.

Le classement en ordre utile des candidats visés au § 2, alinéa 3, dépend du classement des places vacantes réservées et de celui des places vacantes, non réservées.

Les places vacantes réservées qui ne sont pas attribuées, bénéficient aux autres candidats.

Art. IV.I.33. Le classement des candidats conformément aux articles IV.I.30 et IV.I.32 détermine l'ordre d'admission à la formation de base.

Sans préjudice de l'article 98 de la loi, le ministre ou, selon le cas, l'autorité de nomination peut, pour des nécessités opérationnelles de service, déroger à la règle fixée à l'alinéa 1^{er}, pour la durée qu'il ou elle fixe par décision motivée publiée au *Moniteur belge*.

2° de elementen die het voorwerp uitmaken van het onderzoek bedoeld in artikel IV.I.15, tweede lid;

3° de in artikel IV.I.16 bedoelde minimumdrempels voor de in artikel IV.I.15, eerste lid, 1°, 2° en 3° bedoelde selectieproeven;

4° de selectieproeven of een gedeelte ervan die, in voorkomend geval, het vergelijkend examen uitmaken;

5° de samenstelling en de werkwijze van de in artikel IV.I.15, eerste lid, 4°, bedoelde selectiecommissie.

Art. IV.I.28. De minister legt in het in artikel IV.II.32 bedoelde beheerscontract de aard en de mate van de betrokkenheid van de politiescholen in de selectieprocedure vast.

Onderafdeling 3. — De vrijstellingen

Art. IV.I.29. De kandidaat-hulpagent van politie en de kandidaat-inspecteur van politie die niet de minimumdrempel hebben behaald voor een selectieproef en die opnieuw afleggen binnen de twee jaar te rekenen vanaf de kennisgeving van hun mislukking, zijn vrijgesteld van de voorafgaande afgelegde selectieproeven. Zo daar evenwel aanwijzingen toe zijn, verzoekt de in artikel IV.I.15, eerste lid, 4°, bedoelde selectiecommissie, vooraleer zich uit te spreken over de geschiktheid van de kandidaat, om een bijkomend onderzoek met betrekking tot de in artikel IV.I.15, eerste lid, 2°, 3° of 4° bepaalde vereisten.

Bovendien kan, zo daar aanwijzingen toe zijn, de directeur bedoeld in artikel IV.I.18, vooraleer zich uit te spreken over de geschiktheid van de kandidaat, een bijkomend onderzoek met betrekking tot de in artikel IV.I.4, 3°, bedoelde vereiste gelasten.

Onderafdeling 4. — De volgorde van toelating tot de basisopleiding

Art. IV.I.30. De laureaten van de selectieproeven voor kandidaat-hulpagent van politie en kandidaat-inspecteur van politie worden opgenomen in een wervingsreserve in volgorde van de datum van hun inschrijving voor de selectieproeven.

Bij gelijke datum wordt voorrang verleend aan de oudste kandidaat.

Art. IV.I.31. De opneming in de wervingsreserve geldt voor drie jaar. Alle kandidaten worden in elk geval onderworpen aan een medisch controleonderzoek voorafgaand aan hun toelating tot de opleiding. Dit onderzoek gaat na of er geen grondige wijzigingen hebben plaatsgevonden in het medisch profiel van de kandidaat sinds de fysiek-medische geschiktheidsproef.

Art. IV.I.32. § 1. De selectie van de kandidaten- hoofdinspecteur van politie met bijzondere specialisatie of met specialisatie politie-assistent, van de kandidaten-commissaris van politie aangeworven op diploma bedoeld in artikel IV.I.10, geschiedt onder de vorm van een vergelijkend examen, derwijze dat er geen wervingsreserve wordt samengesteld.

§ 2. De laureaten van de selectieproeven worden, voor iedere categorie van kandidaten bedoeld in § 1, per taalstelsel gerangschikt in volgorde van de behaalde resultaten.

Bij gelijke resultaten wordt voorrang verleend aan de oudste kandidaat.

De kandidaten, houders van een diploma of getuigschrift bedoeld in artikel IV.I.11, worden zowel ingeschreven op de rangschikking van de overeenstemmende voorbehouden vacatures als op die van de niet-voorbehouden vacatures.

§ 3. Nuttig gerangschikt zijn de kandidaten die aan de voorwaarden voldoen en wier rangschikkingsnummer de in artikel IV.I.3 bedoelde aantallen niet overschrijdt.

De nuttige rangschikking van de in § 2, derde lid, bedoelde kandidaten, wordt, in volgorde, getoetst aan de rangschikking van de voorbehouden vacatures en die van de niet-voorbehouden vacatures.

De niet-toegewezen voorbehouden vacatures komen ten bate van de andere kandidaten.

Art. IV.I.33. De rangschikking van de kandidaten overeenkomstig de artikelen IV.I.30 en IV.I.32, bepaalt de volgorde van toelating tot de basisopleiding.

Onverminderd artikel 98 van de wet, kan de minister, of, naar gelang van het geval, de benoemende overheid voor de duur die hij of zij bepaalt en bij een gemotiveerd besluit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, wegens operationele dienstnoodwendigheden afwijken van de in het eerste lid bepaalde regel.

CHAPITRE II
LE RECRUTEMENT ET LA SELECTION
DU PERSONNEL DU CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE

SECTION 1^{re}. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. IV.I.34. Ce chapitre est uniquement applicable aux membres du personnel du cadre administratif et logistique qui font l'objet d'un recrutement externe.

Art. IV.I.35. Sans préjudice des remplacements effectués en exécution de la partie VIII, titres XV et XVI, les tâches auxiliaires et spécifiques visées à l'article 118, alinéa 2, de la loi, qui peuvent être effectuées exclusivement par les membres du personnel engagés par un contrat de travail, sont :

- 1° les emplois financés par des ressources temporaires ou variables;
- 2° les emplois considérés comme des missions temporaires ou à temps partiel;
- 3° les emplois du personnel d'entretien;
- 4° les emplois du personnel des mess, restaurants et cantines.

Le ministre ou, pour la police locale, le conseil communal ou le conseil de police détermine le nombre, la durée et le genre d'emplois fixés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

Art. IV.I.36. Sans préjudice des responsabilités et missions confiées conjointement par le ministre et le Ministre de la Fonction Publique, au bureau de sélection des autorités fédérales (SELOR), la direction générale des ressources humaines de la police fédérale prépare et exécute la politique du ministre en matière de recrutement et de sélection des membres du personnel du cadre administratif et logistique.

SECTION 2 — LE RECRUTEMENT

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. IV.I.37. Si un emploi déclaré vacant conformément à l'article VI.II.15 n'est pas pourvu conformément aux règles de mobilité visées à la partie VI, titre II, chapitre II, le conseil communal ou le conseil de police décide, sur avis du chef de corps en ce qui concerne la police locale, ou du commissaire général ou du directeur général désigné par lui en ce qui concerne la police fédérale, si cet emploi déclaré vacant est conféré par voie de recrutement.

Art. IV.I.38. Le chef de corps, le commissaire général ou le directeur général qu'il désigne, communique immédiatement les emplois visés à l'article IV.I.37. au ministre ou au service qu'il désigne.

Art. IV.I.39. S'il existe une réserve de recrutement visée à l'article IV.I.58, dont les candidats entrent en ligne de compte pour un emploi vacant, la liste des candidats déclarés aptes, visée à l'article IV.I.59, est envoyée par le ministre ou le directeur du service qu'il désigne, au bourgmestre ou au collègue de police, s'il s'agit d'un emploi vacant à la police locale, ou au commissaire général, s'il s'agit d'un emploi vacant à la police fédérale.

S'il n'existe aucune réserve de recrutement visée à l'article IV.I.58, dont les candidats entrent en ligne de compte pour un emploi vacant, une sélection est organisée conformément à la section III. Après la clôture de la procédure de sélection, la liste des candidats déclarés aptes, visée à l'article IV.I.57, est envoyée par le ministre ou le directeur du service qu'il désigne, au bourgmestre ou au collègue de police, s'il s'agit d'un emploi vacant à la police locale, ou au commissaire général, s'il s'agit d'un emploi vacant à la police fédérale.

Art. IV.I.40. Sans préjudice l'article 98 de la loi, le ministre ou le directeur du service qu'il désigne fixe pour quel grade, dans quelle langue et à quel moment, des examens sont organisés.

Le commissaire général, le conseil communal ou le conseil de police, selon le cas, lui fournit les données nécessaires à cette fin.

Sous-section 2. — Conditions générales d'admission

Art. IV.I.41. Le candidat à un emploi du cadre administratif et logistique doit satisfaire aux conditions générales d'admission suivantes :

- 1° posséder la nationalité belge si l'emploi à exercer inclut sur base du profil et de la description de fonction qui y est liée une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique ou comprend des activités qui tendent à la protection des intérêts généraux de l'Etat ou des services de police;

HOOFDSTUK II
DE AANWERFING EN DE SELECTIE VAN HET PERSONEEL
VAN HET ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER

AFDELING 1. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. IV.I.34. Dit hoofdstuk is enkel toepasselijk op de personeelsleden van het administratief en logistiek kader die extern aangeworven worden.

Art. IV.I.35. Onverminderd de vervangingen in uitvoering van deel VIII, titel XV en XVI, zijn de in artikel 118, tweede lid, van de wet bedoelde bijkomende en specifieke opdrachten, die uitsluitend door personeelsleden in dienst genomen bij een arbeidsovereenkomst kunnen worden ingevuld :

- 1° de betrekkingen die gefinancierd worden door tijdelijke of wisselende middelen;
- 2° de betrekkingen die als tijdelijke of deeltijdse opdrachten worden beschouwd;
- 3° de betrekkingen van het onderhoudspersoneel;
- 4° de betrekkingen van het personeel van de messes, restaurants en kantines.

De minister of, voor de lokale politie, de gemeente- of politieraad bepaalt het aantal, de duur en de soort van de in het eerste lid, 1° en 2°, bepaalde betrekkingen.

Art. IV.I.36. Onverminderd de verantwoordelijkheden en opdrachten die de minister, gezamenlijk met de Minister van Ambtenarenzaken, aan het selectiebureau van de federale overheid (SELOR) toebedeelt, wordt het beleid van de minister inzake aanwerving en selectie van de personeelsleden van het administratief en logistiek kader voorbereid en uitgevoerd door de algemene directie personeel van de federale politie.

AFDELING 2. — DE AANWERFING

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. IV.I.37. Indien in een overeenkomstig artikel VI.II.15 vacant verklaarde betrekking niet overeenkomstig de regeling inzake mobiliteit bedoeld in deel VI, titel II, hoofdstuk II, is voorzien, beslist de gemeenteraad of politieraad, op advies van de korpschef wat de lokale politie betreft, of de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal wat de federale politie betreft, of deze vacant verklaarde betrekking bij aanwerving wordt toegekend.

Art. IV.I.38. De korpschef, de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal, deelt de in artikel IV.I.37. bedoelde betrekkingen onverwijld mee aan de minister of de door deze aangewezen dienst.

Art. IV.I.39. Indien een wervingsreserve, bedoeld in artikel IV.I.58, waarvan de kandidaten in aanmerking komen voor een vacante betrekking, bestaat, wordt de lijst van de geschikt bevonden kandidaten, bedoeld in artikel IV.I.59, door de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst, verzonden aan de burgemeester of het politiecollege, indien het een vacante betrekking bij een lokale politie betreft, of aan de commissaris-generaal, indien het een vacante betrekking bij de federale politie betreft.

Indien geen wervingsreserve, bedoeld in artikel IV.I.58, waarvan de kandidaten in aanmerking komen voor een vacante betrekking, bestaat, wordt een selectie georganiseerd overeenkomstig afdeling 3. Na beëindiging van de selectieprocedure wordt de lijst van de geschikt bevonden kandidaten, bedoeld in artikel IV.I.57, door de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst, verzonden aan de burgemeester of het politiecollege, indien het een vacante betrekking bij een lokale politie betreft, of aan de commissaris-generaal, indien het een vacante betrekking bij de federale politie betreft.

Art. IV.I.40. Onverminderd artikel 98 van de wet, bepaalt de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst voor welke graad en in welke taal, examens worden georganiseerd alsmede het tijdstip van die examens.

De commissaris-generaal, de gemeente- of de politieraad, naar gelang van het geval, bezorgen hem daartoe de nodige gegevens.

Onderafdeling 2. — De algemene toelatingsvoorwaarden

Art. IV.I.41. De kandidaat voor een betrekking in het administratief en logistiek kader moet voldoen aan de volgende algemene toelatingsvoorwaarden :

- 1° de Belgische nationaliteit bezitten indien de uit te oefenen betrekking, op grond van het profiel en de functiebeschrijving ervan, een rechtstreekse of onrechtstreekse deelneming aan de uitoefening van het openbaar gezag inhoudt of werkzaamheden omvat strekkende tot bescherming van de algemene belangen van de Staat of van de politiediensten;

- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° avoir un comportement conforme aux exigences de l'emploi envisagé;
- 4° pour les candidats masculins, avoir satisfait aux lois sur la milice;
- 5° disposer des aptitudes physiques exigées pour l'exécution de l'emploi visé;
- 6° avoir au moins 18 ans;
- 7° à l'exception du niveau D, être porteur du diplôme, du certificat d'études ou du certificat relatif à l'aptitude professionnelle requise, exigé par cet arrêté;
- 8° réussir les épreuves de sélection donnant accès au grade pour lequel l'intéressé se porte candidat.

Art. IV.I.42. N'est pas admis à la sélection, le candidat qui :

- 1° lorsque l'emploi visé le stipule comme une exigence de recrutement, a été déclaré, après l'examen médical, définitivement inapte pour l'exercice de l'emploi visé;
- 2° a précédemment été démis comme stagiaire pour inaptitude professionnelle ou précédemment réaffecté pour inaptitude professionnelle en application de l'article V.III.19, alinéa 1^{er}, 3°;
- 3° a précédemment été licencié comme membre du personnel contractuel pour motif grave visé à l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou pendant ou à l'expiration de la période d'essai, lorsqu'il s'agit d'une fonction similaire, visée aux articles 48 et 67 de la même loi;
- 4° a précédemment fait l'objet d'un retrait définitif d'emploi visé aux articles IX.I.2,2° à 6° y compris et IX.I.3,2°;

5° ne répond pas à la condition visée à l'article IX.III.4,1°.

Art. IV.I.43. Le candidat doit satisfaire aux conditions fixées à l'article IV.I.41, 1°, 2°, 3° et 4°, à la date de sa participation aux épreuves de sélection.

L'exigence fixée à l'article IV.I.41, 3°, découle d'un certificat de bonne conduite, vie et mœurs datant de moins de trois mois à la date d'introduction de la candidature.

Les autres conditions fixées à l'article IV.I.41, doivent être remplies, selon le cas, lors de l'admission au stage ou de l'engagement.

Sous-section 3. — Les diplômes exigés

Art. IV.I.44. Pour être recruté dans un grade du niveau C, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les Administrations fédérales, tels que repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Art. IV.I.45. Pour être recruté dans un grade du niveau B, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2+ dans les Administrations fédérales, tels que repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Art. IV.I.46. Pour être recruté dans un grade du niveau A, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 1 dans les Administrations fédérales, tels que repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Art. IV.I.47. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne peut prendre en considération des diplômes ou des certificats étrangers qui sont au moins équivalents à ceux repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Art. IV.I.48. Les porteurs d'un diplôme ou certificat donnant accès à un niveau déterminé sont exclus d'inscription pour une sélection d'un niveau inférieur. Le ministre peut déroger à cette règle par décision motivée, préalablement à la sélection et après avis du directeur général de la direction générale des ressources humaines, en cas de pénurie sur le marché du travail.

L'exclusion visée à l'alinéa 1^{er} ne vaut pas pour les diplômes ou certificats obtenus après l'inscription à la sélection.

Sous-section 4. — Conditions particulières d'admission

Art. IV.I.49. Sans préjudice des conditions générales d'admission fixées à l'article IV.I.41 et sur base des informations visées à l'article IV.I.38, le ministre ou le directeur du service qu'il désigne peut.

- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;
- 4° voor de mannelijke kandidaten, voldoen aan de dienstplichtwetten;
- 5° de lichamelijke geschiktheid bezitten die vereist is voor de uit te oefenen beoogde betrekking;
- 6° ten minste 18 jaar oud zijn;
- 7° met uitsluiting van het niveau D, houder zijn van het bij dit besluit vereiste diploma, studiegetuigschrift of getuigschrift van de vereiste beroepsbekwaamheid;
- 8° slagen voor de selectieproeven die toegang verlenen tot de graad waarvoor betrokkene kandideert.

Art. IV.I.42. Wordt niet toegelaten tot de selectie, de kandidaat die :

- 1° indien dit voor de beoogde betrekking een aanwervingsvereiste uitmaakt, na het medisch onderzoek definitief ongeschikt wordt verklaard voor het uitoefenen van de beoogde betrekking;
- 2° eerder als stagiair werd ontslagen wegens beroepsongeschiktheid of eerder herplaatst is wegens beroepsongeschiktheid bij toepassing van artikel V.III.19, eerste lid, 3°;
- 3° eerder als contractueel personeelslid werd ontslagen wegens dringende redenen zoals bedoeld in artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of tijdens of bij afloop van de proefperiode, zo het een gelijkaardig ambt betreft, bedoeld in de artikelen 48 en 67 van dezelfde wet;
- 4° eerder het voorwerp heeft uitgemaakt van een definitieve ambtsontheffing bedoeld in de artikelen IX.I.2,2° tot en met 6° en IX.I.3,2°;
- 5° niet beantwoordt aan de in artikel IX.III.4,1° bedoelde voorwaarde.

Art. IV.I.43. De kandidaat moet voldoen aan de in artikel IV.I.41, 1°, 2°, 3° en 4°, bepaalde voorwaarden op de datum waarop hij aan de selectieproeven deelneemt.

De in artikel IV.I.41, 3°, bepaalde vereiste blijkt uit een bewijs van goed zedelijk gedrag dat minder dan drie maanden oud is op de datum van de kandidaatstelling.

De overige voorwaarden bepaald in artikel IV.I.41, moeten vervuld zijn, naar gelang van het geval, bij de toelating tot de stage of bij de indienstreding.

Onderafdeling 3. — De diplomavereisten

Art. IV.I.44. Om aangeworven te worden in een graad van niveau C moet de kandidaat houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

Art. IV.I.45. Om aangeworven te worden in een graad van niveau B, moet de kandidaat houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2+ bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

Art. IV.I.46. Om aangeworven te worden in een graad van niveau A moet de kandidaat houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

Art. IV.I.47. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst kan buitenlandse diploma's of getuigschriften die ten minste evenwaardig zijn aan die, welke opgenomen zijn in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, in aanmerking nemen.

Art. IV.I.48. De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang verleent tot een bepaald niveau zijn uitgesloten van inschrijving voor een selectie van een lager niveau. Hiervan kan, voorafgaand aan de selectie, door de minister, na advies van de directeur-generaal van de algemene directie personeel, bij gemotiveerde beslissing worden afgeweken in geval van schaarste op de arbeidsmarkt.

De in het eerste lid bepaalde uitsluiting geldt niet voor de diploma's of getuigschriften die behaald werden na de inschrijving voor de selectie.

Onderafdeling 4. — De bijzondere toelatingsvoorwaarden

Art. IV.I.49. Onverminderd de in artikel IV.I.38 bepaalde algemene toelatingsvoorwaarden en op grond van de gevens bedoeld in artikel IV.I.38, kan de minister of de directeur van de door hem

quand la nature de la fonction l'exige et sur base de la description de la fonction et du profil, imposer les conditions d'admission particulières suivantes :

- 1° être porteur de diplômes ou de certificats spécifiques désignés par le ministre;
- 2° des exigences particulières en matière d'aptitude professionnelle, d'intégrité, de caractéristiques personnelles, d'expérience, d'aptitude physique ou une ou plusieurs de celles-ci.

Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne fixe, lors de l'organisation de la sélection, la date à laquelle les candidats doivent satisfaire aux conditions particulières d'admission.

SECTION 3. — LA SÉLECTION

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. IV.I.50. L'organisation des épreuves de sélection est entre autres annoncée au moyen d'un avis publié au *Moniteur belge*. Cet avis mentionne au moins la langue des épreuves de sélection, le niveau pour lequel les épreuves sont organisées, une description de l'emploi, un profil succinct, les conditions de participation et la date à laquelle elles doivent être remplies ainsi que le mode d'inscription et la date ultime d'inscription.

Art. IV.I.51. La sélection est organisée pour la nomination ou l'entrée en service dans l'échelle de traitement de base, selon le cas, du grade commun ou spécifique d'un niveau, à l'exception du grade de chef d'équipe.

Sous-section 2. — Les épreuves et la procédure de sélection

Art. IV.I.52. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne détermine la nature, le nombre, l'ordre et les règles d'organisation des épreuves de sélection, en fonction de la nature de l'emploi à conférer.

Les épreuves de sélection peuvent comprendre :

- 1° une épreuve permettant d'évaluer les aptitudes cognitives nécessaires;
- 2° une épreuve de personnalité sur base de techniques de sélection adaptées à la fonction;
- 3° lorsqu'il est exigé pour l'emploi visé, une épreuve d'aptitude physique et médicale;
- 4° un entretien de sélection devant la commission de sélection à l'issue duquel est formulée une évaluation finale.

Art. IV.I.53. Les épreuves de sélection sont organisées de manière telle qu'il n'est pas possible de participer à une épreuve sans avoir atteint le seuil minimum fixé pour l'épreuve précédente.

Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne détermine les seuils minimums visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. IV.I.54. Le candidat qui n'a pas atteint le seuil minimum lors d'une épreuve de sélection et qui repasse celle-ci dans le cadre d'une procédure de sélection pour un emploi avec le même profil, dans les deux années à compter de la notification de son échec, est dispensé des épreuves de sélection pour lesquelles il avait obtenu le seuil minimum. Si cependant besoin en est, le ministre ou le service visé à l'article IV.I.57, demande un examen complémentaire relatif aux exigences fixées aux articles IV.I.52, alinéa 2, 2°, 3° ou 4° et IV.I.41, 3°, avant de se prononcer sur l'aptitude du candidat.

Art. IV.I.55. Chaque candidat qui s'inscrit à une sélection, reçoit, à sa demande, le programme général des épreuves de sélection.

Sous-section 3. — La décision concernant l'aptitude

Art. IV.I.56. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne fixe les conditions auxquelles le candidat doit satisfaire pour être déclaré apte.

Art. IV.I.57. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne décide si un candidat est apte ou non et établit la liste des candidats aptes.

Sous-section 4. — La réserve de recrutement

Art. IV.I.58. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne décide, préalablement à une sélection, de l'opportunité de créer une réserve comprenant les candidats aptes.

aangewezen dienst, wanneer de aard van de betrekking dit vereist en op basis van de functiebeschrijving en het profiel, de volgende bijzondere toelatingsvoorwaarden opleggen :

- 1° houder zijn van door de minister aan te wijzen specifieke diploma's of getuigschriften;
- 2° bijzondere eisen inzake beroepsbekwaamheid, integriteit, persoonlijkheidskenmerken, ervaring, lichamelijke geschiktheid of één of meer van deze.

De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst stelt bij het organiseren van de selectie de datum vast waarop de kandidaten moeten voldoen aan de bijzondere toelatingsvoorwaarden.

AFDELING 3. — DE SELECTIE

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. IV.I.50. Het organiseren van de selectieproeven wordt onder meer aangekondigd via een bericht bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Deze bekendmaking vermeldt ten minste de taal van de selectieproeven, het niveau waarvoor de proeven worden georganiseerd, een beschrijving van de betrekking, een beknopt profiel, de deelnemingsvoorwaarden en de datum waarop die moeten vervuld zijn alsmede de wijze van inschrijven en de uiterste inschrijvingsdatum.

Art. IV.I.51. De selectie wordt georganiseerd voor benoeming of indiensttreding in de basislooschalen van de, naar gelang van het geval, gemene of bijzondere graad van een niveau, met uitzondering van de graad van ploegbaas.

Onderafdeling 2. — De selectieproeven en -procedure

Art. IV.I.52. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst bepaalt, in functie van de aard van de te begeven betrekking, de aard, het aantal, de volgorde en de organisatieregels van de selectieproeven.

Deze selectieproeven kunnen omvatten :

- 1° een proef die toelaat de noodzakelijke cognitieve vaardigheden te beoordelen;
- 2° een persoonlijkheidsproef met aan het ambt aangepaste selectietechnieken;
- 3° indien dit vereist is voor de beoogde betrekking, een fysiek-medische geschiktheidsproef;
- 4° een selectiegesprek met de selectiecommissie waarna een eendevaluatie wordt uitgebracht.

Art. IV.I.53. De selectieproeven worden derwijze georganiseerd dat het niet mogelijk is aan een proef deel te nemen zonder de voor de voorafgaande selectieproef bepaalde minimumdrempel te hebben behaald.

De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst bepaalt de in het eerste lid bedoelde minimumdrempels.

Art. IV.I.54. De kandidaat die niet de minimumdrempel heeft behaald voor een selectieproef en die opnieuw aflegt in het raam van een selectieprocedure voor een betrekking met hetzelfde profiel binnen de twee jaar te rekenen vanaf de kennisgeving van zijn mislukking, is vrijgesteld van de selectieproeven waarvoor hij de minimumdrempel heeft behaald. Zo daar evenwel aanwijzingen toe zijn, verzoekt de minister of de in artikel IV.I.57 bedoelde dienst, vooraleer zich uit te spreken over de geschiktheid van de kandidaat, om een bijkomend onderzoek met betrekking tot de in de artikelen IV.I.52, tweede lid, 2°, 3° of 4° en IV.I.41, 3°, bepaalde vereisten.

Art. IV.I.55. Iedere kandidaat die zich voor een selectie inschrijft, ontvangt op aanvraag het algemeen programma van de selectieproeven.

Onderafdeling 3. — De beslissing betreffende de geschiktheid

Art. IV.I.56. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst bepaalt de voorwaarden die moeten voldaan zijn opdat een kandidaat geschikt wordt bevonden.

Art. IV.I.57. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst beslist of een kandidaat al dan niet geschikt is bevonden en stelt de lijst van de geschikte kandidaten vast.

Onderafdeling 4. — De wervingsreserve

Art. IV.I.58. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst beslist voorafgaandelijk of er naar aanleiding van een selectie al dan niet een reserve van geschikte kandidaten wordt aangelegd.

Si elle est constituée, une réserve de recrutement a une validité de deux ans qui prend cours à partir de l'établissement du procès-verbal dans lequel la liste visée à l'article IV.I.57 est établie. Une durée de validité plus courte peut être fixée dans le programme général des épreuves de sélection.

Art. IV.I.59. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne établit la liste des candidats qui sont incorporés dans la réserve de recrutement.

TITRE II. — LA FORMATION

CHAPITRE I^{er}. — DEFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

Art. IV.II.1^{er}. Pour l'application de ce titre, on entend par :

1° "école de police" : toute institution de formation, école, académie ou tout centre d'entraînement et de formation agréé ou institué par le ministre ou par le ministre de la Justice, afin d'assurer, en tout ou en partie, les formations visées à l'article I.I.1, 23°, et de délivrer les diplômes et brevets y afférents;

2° "compétence" : l'aptitude de mettre en œuvre un ensemble organisé de savoirs, de savoir-faire et d'attitudes permettant d'accomplir d'un certain nombre de tâches;

3° "chargé de cours" : la personne désignée pour enseigner, au sein d'une école de police, une matière déterminée, requérant des compétences spécialisées, et ne relevant pas du domaine de compétence des moniteurs de pratique;

4° "moniteur de pratique" : le membre du personnel chargé d'enseigner, au sein d'une école de police, l'apprentissage des techniques et pratiques policières;

5° "formateur" : la personne désignée au sein d'une école de police pour assurer l'accompagnement des aspirants ou participants aux cours durant l'ensemble de leur formation scolaire.

Art. IV.II.2. Les dispositions relatives aux formations de base ne s'appliquent pas aux membres du personnel du cadre administratif et logistique.

CHAPITRE II LES PRINCIPES GENERAUX DE LA FORMATION

Art. IV.II.3. La formation comprend :

- 1° les dispositions légales et réglementaires;
- 2° l'application de techniques;
- 3° l'application de principes tactiques et de règles d'exécution;
- 4° l'assimilation de qualités comportementales et relationnelles adéquates.

Art. IV.II.4. Sans préjudice de l'article VIII.III.6, la présence aux cours, leçons, exercices et autres activités organisées dans le cadre de la formation est obligatoire sous réserve des dérogations prévues au règlement général des études visé à l'article IV.II.42.

Art. IV.II.5. La formation a pour finalité de répondre à la philosophie de base du système policier élaboré par la loi.

La formation doit en outre rencontrer les impératifs posés par l'exercice des diverses missions du personnel et s'adapter aux besoins changeants de l'organisation policière. Pour ce faire, elle se base sur des profils de compétences professionnels différenciés.

Art. IV.II.6. L'objectif principal de la formation est d'amener ceux qui en bénéficient à acquérir ou renforcer des compétences qui les rendent aptes à exercer pleinement leurs tâches et responsabilités au sein de l'organisation policière.

Art. IV.II.7. La formation assure à tous les membres du personnel des chances égales d'émancipation au sein de la carrière professionnelle et favorise la mobilité au sein des services de police.

Art. IV.II.8. La formation doit être développée de manière professionnelle, ce qui suppose, notamment :

- 1° une vision globale, systématique et à long terme, du développement des compétences du personnel;
- 2° la recherche constante de nouvelles connaissances et aptitudes, de nouvelles évolutions dans le cadre du travail policier;
- 3° la valorisation maximale des efforts de formation consentis par les membres du personnel par la délivrance de brevets permettant d'évoluer positivement dans la carrière et de faire reconnaître la possession d'une expertise.

Indien een wervingsreserve wordt aangelegd, heeft deze een geldigheid van twee jaar die ingaat vanaf de opstelling van het proces-verbaal waarbij de in artikel IV.I.57 bedoelde lijst wordt vastgesteld. Een kortere geldigheidsduur kan worden vastgesteld in het algemeen programma van de selectieproeven.

Art. IV.I.59. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst stelt de lijst van de kandidaten die opgenomen worden in de wervingsreserve vast.

TITEL II. — DE OPLEIDING

HOOFDSTUK I. — DEFINITIES EN TOEPASSINGSGBIED

Art. IV.II.1. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

1° "politieeschool" : elke opleidingsinstelling, school, academie, of elk trainings- of opleidingscentrum erkend of ingericht door de minister of door de minister van Justitie, om alle of een deel van de opleidingen bedoeld in artikel I.I.1, 23°, te verstrekken en de eraan verbonden diploma's en brevetten uit te reiken;

2° "competentie" : de vaardigheid om een geheel aan kennis, kunde en attitudes in werking te stellen die het mogelijk maken een bepaald aantal taken uit te voeren;

3° "docent" : de persoon aangewezen om in een politieeschool een welbepaalde materie te onderwijzen die gespecialiseerde competenties vereist en die niet behoort tot het bevoegdheidsdomein van de praktijkmonitor;

4° "praktijkmonitor" : het personeelslid belast met het aanleren in een politieeschool van politionele technieken en praktijken;

5° "opleider" : de persoon aangewezen in een politieeschool en die instaat voor de begeleiding van de aspiranten of cursisten tijdens de volledige schoolse opleiding.

Art. IV.II.2. De bepalingen met betrekking tot de basisopleidingen zijn niet van toepassing op de personeelsleden van het administratief en logistiek kader.

HOOFDSTUK II ALGEMENE PRINCIPES VAN DE OPLEIDING

Art. IV.II.3. De opleiding heeft betrekking op :

- 1° de wettelijke en reglementaire bepalingen;
- 2° het aanwenden van technieken;
- 3° het toepassen van tactische principes en uitvoeringsregels;
- 4° het zich eigen maken van adequate gedragswetenschappelijke en relationele eigenschappen.

Art. IV.II.4. Onverminderd artikel VIII.III.6 is de aanwezigheid tijdens cursussen, lessen, oefeningen en andere activiteiten georganiseerd in het raam van de opleiding verplicht, onder voorbehoud van de afwijkingen voorzien in het algemeen studiereglement bedoeld in artikel IV.II.42.

Art. IV.II.5. De opleiding heeft tot finaliteit te beantwoorden aan de basisfilosofie van het politiestelsel zoals het werd ontwikkeld door de wet.

De opleiding moet bovendien tegemoetkomen aan de imperatieven die ontstaan door de uitvoering van de diverse opdrachten door het personeel en zich aanpassen aan de wijzigende behoeften van de politieorganisatie. Hiertoe wordt zij gebaseerd op gedifferentieerde professionele competentieprofielen.

Art. IV.II.6. Het hoofdoel van de opleiding is zij die ervan genieten, de nodige competenties te laten verwerven of te versterken zodat zij in staat zijn ten volle hun taken en verantwoordelijkheden in de politieorganisatie uit te oefenen.

Art. IV.II.7. De opleiding verzekert aan alle personeelsleden gelijke kansen tot emancipatie binnen de professionele loopbaan en begunstigt de mobiliteit binnen de politiediensten.

Art. IV.II.8. De opleiding dient op een professionele manier ontwikkeld te worden, wat onder andere inhoudt dat :

- 1° er een globale, systematische en langetermijnvisie is met betrekking tot de ontwikkeling van de competenties van het personeel;
- 2° er constant gezocht wordt naar nieuwe kennis en vaardigheden, nieuwe evoluties in het raam van het politiewerk;
- 3° de opleidingsinspanningen door het personeel maximaal gevaloriseerd worden door het afleveren van brevetten die toelaten positief te evolueren in de loopbaan en die het bezit van een expertise erkennen.

Art. IV.II.9. La formation ne relève pas de la seule responsabilité des écoles de police et des services chargés de la gestion de la formation. Chaque membre du personnel est responsable de sa propre formation et doit également contribuer au développement des compétences de ses collègues.

Il entre dans les attributions de chaque supérieur hiérarchique et fonctionnel de contribuer au développement des compétences de ses collaborateurs.

Le rôle des officiers consiste, à cet égard, en particulier à garantir la communication, la diffusion et l'application des nouveaux concepts du travail policier ainsi que des changements sur le plan légal et réglementaire.

Les différentes autorités de police et les chefs de corps de la police fédérale et des corps de la police locale assument également une responsabilité dans le domaine de la formation; il leur revient de préciser leurs attentes par rapport au personnel.

Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne, est, en concertation avec les écoles de police, responsable de la traduction des attentes en termes de compétences souhaitées, en concertation avec les divers niveaux de responsabilité, ainsi que de la mise en œuvre de la politique de formation décidée par le ministre et le ministre de la Justice et axée sur ces compétences souhaitées.

Art. IV.II.10. Pour atteindre les principes généraux visés au présent chapitre, les savoirs et les savoir-faire sont placés dans la perspective de leur mise en pratique dans une fonction donnée.

Ces compétences s'acquièrent tant dans les périodes d'apprentissage à l'école que durant les autres activités formatives, en particulier les périodes de stage en unité ou service opérationnel, sous la guidance d'un mentor.

Art. IV.II.11 La formation est dispensée via une approche intégrée de divers éléments :

- 1° la connaissance et la compréhension des dispositions légales et réglementaires;
- 2° l'utilisation de techniques;
- 3° l'application des principes et modalités tactiques;
- 4° l'adoption des éléments comportementaux et relationnels adéquats.

La formation s'appuie autant que possible sur l'étude de cas pratiques et sur des exercices pratiques, soit pour servir de base à la théorie, soit pour mettre la théorie en pratique.

La formation est conçue sous forme modulaire, évoluant du plus simple vers le plus complexe.

Art. IV.II.12. La présence aux cours et aux activités formatives visées à l'article IV.II.4, ainsi que la participation aux examens sont assimilées à des périodes d'activité de service.

Art. IV.II.13. La durée des cycles de formation, le contenu général des programmes, les règles générales d'évaluation, des examens et de la réussite ainsi que les règles générales d'organisation des cycles de formation sont fixés par Nous.

CHAPITRE III. — LES ECOLES DE POLICE

SECTION 1^{re}. — LES ECOLES AGREES PAR LE MINISTRE

Art. IV.II.14. Sans préjudice des articles IV.II.27, IV.II.28 et IV.II.29 et sans préjudice de l'article 98 de la loi, seules les écoles de police agréées par le ministre sont mandatées pour dispenser des cycles de formation.

L'agrément d'une école de police est accordé par cadre visé aux articles 116 et 117 de la loi et suivant le type de cycle de formation au sein de ces cadres.

L'agrément vaut pour une durée indéterminée et tant que les conditions fixées à l'article IV.II.16 restent inchangées.

Art. IV.II.15. Toute école qui demande l'agrément envoie dans ce but au ministre une lettre recommandée dans laquelle elle apporte la preuve qu'elle répond aux conditions fixées à l'article IV.II.16.

Art. IV.II.16. Afin d'être agréée, une école de police doit répondre aux conditions suivantes :

1° s'engager à dispenser un ou plusieurs cycles de formation pour lesquels l'agrément est valable conformément aux conditions fixées par Nous et en respectant le contrat de gestion visé à l'article IV.II.32;

2° disposer d'infrastructures suffisantes afin de dispenser en tout ou en partie ces cycles de formation conformément aux normes d'encadrement et de qualité fixées par Nous;

3° disposer de la collaboration de chargés de cours, de moniteurs de pratique, de formateurs et de personnel d'encadrement possédant les connaissances théoriques, pratiques et pédagogiques ainsi que d'une expérience professionnelle suffisante quant à la matière qu'ils doivent

Art. IV.II.9. De opleiding behoort niet uitsluitend tot de bevoegdheid van de politiescholen en van de diensten belast met het beheer van de opleiding. Elk personeelslid is verantwoordelijk voor de eigen opleiding en dient eveneens bij te dragen tot de ontwikkeling van de competenties van zijn collega's.

Het behoort tot de verantwoordelijkheden van elke hiërarchische en functionele chef bij te dragen tot de ontwikkeling van de competenties van zijn medewerkers.

De rol van de officieren bestaat in dit verband, in het bijzonder, in garant te staan voor de mededeling, de verspreiding en de toepassing van nieuwe concepten met betrekking tot het politiewerk alsook van de wijzigingen op wettelijk en reglementair vlak.

De verschillende politieoverheden en de korpschefs van de federale politie en van de korpsen van de lokale politie hebben eveneens een verantwoordelijkheid in het domein van de opleiding; het komt hen toe de verwachtingen ten aanzien van het personeel te verduidelijken.

De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst is, in samenspraak met de politiescholen, verantwoordelijk voor de vertaling van de verwachtingen in termen van gewenste competenties, en dit in samenspraak met de diverse verantwoordelijkheidsniveaus, alsook voor de inwerkingstelling van de opleidingspolitiek beslist door de minister en de minister van Justitie en gericht op de gewenste competenties.

Art. IV.II.10. Om de algemene principes bepaald in dit hoofdstuk te bereiken, worden de kennis en de kunde geplaatst in het perspectief van hun aanwending in een gegeven ambt.

Deze competenties worden verworven gedurende zowel leerperiodes in de school als tijdens de andere opleidingsactiviteiten, in het bijzonder, onder begeleiding van een mentor tijdens de stageperiodes in een operationele eenheid of dienst.

Art. IV.II.11 De opleiding wordt gegeven via een benadering die diverse elementen integreert :

- 1° het kennen en het begrijpen van de wettelijke en reglementaire beschikkingen;
- 2° het aanwenden van technieken;
- 3° het toepassen van tactische principes en modaliteiten;
- 4° het aannemen van adequate gedragswetenschappelijke en relationele elementen.

De opleiding steunt zoveel mogelijk op praktische gevallenstudies en op praktische oefeningen, hetzij als basis voor de theorie hetzij om de theorie in praktijk om te zetten.

De opleiding wordt in modulaire vorm ontworpen en evolueert van het meest eenvoudige naar het meest complexe.

Art. IV.II.12. De aanwezigheid bij de cursussen en opleidingsactiviteiten bedoeld in artikel IV.II.4, alsook de deelneming aan de examens worden gelijkgesteld aan periodes van dienstactiviteit.

Art. IV.II.13. De duur van de opleidingscycli, de algemene inhoud van de programma's, de algemene regelen de beoordeling, de examens en het slagen alsmede de algemene regelen van de organisatie van de opleidingscycli, worden door Ons bepaald.

HOOFDSTUK III. - DE POLITIESCHOLEN

AFDELING 1. — POLITIESCHOLEN ERKEND DOOR DE MINISTER

Art. IV.II.14. Onverminderd de artikelen IV.II.27, IV.II.28 en IV.II.29 en onverminderd artikel 98 van de wet, zijn enkel de politiescholen die erkend zijn door de minister, gemachtigd om opleidingscycli te verstrekken.

De erkenning van een politieschool wordt verleend per kader bedoeld in de artikelen 116 en 117 van de wet en volgens het type van opleidingscyclus binnen die kaders.

De erkenning geldt voor onbepaalde duur en zolang de voorwaarden bepaald in artikel IV.II.16 ongewijzigd blijven.

Art. IV.II.15. Elke school die de erkenning vraagt, zendt daartoe een aangetekende brief naar de minister waarin het bewijs wordt geleverd dat zij voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel IV.II.16.

Art. IV.II.16. Om erkend te worden moet een politieschool aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° er zich toe verbinden om één of meerdere opleidingscycli te verstrekken waarvoor de erkenning geldt, in overeenstemming met de door Ons vastgestelde bepalingen en met naleving van het beheerscontract bedoeld in artikel IV.II.32;

2° beschikken over voldoende infrastructuur om alle of een deel van die opleidingscycli te verstrekken, overeenkomstig de omkaderings- en kwaliteitsnormen vastgesteld door Ons;

3° beschikken over de medewerking van docenten, praktijkmonitoren, opleiders en omkaderingspersoneel die over de theoretische, praktische en pedagogische kennis beschikken alsook over een voldoende professionele ervaring met betrekking tot de leerstof die zij

enseigner et l'encadrement qu'ils doivent assurer, recrutés ou désignés conformément aux normes et critères fixés par Nous;

4° établir un règlement scolaire respectant le règlement général des études visé à l'article IV.II.42;

5° se soumettre à la tutelle du ministre ou du directeur du service de la police fédérale qu'il désigne et à cette fin, accepter, d'une part, qu'un délégué du ministre siège dans le conseil d'administration et d'autre part, qu'un délégué du ministre contrôle la pédagogie dans cette école de police.

Art. IV.II.17. Le non-respect d'une seule des conditions d'agrément fixées à l'article IV.II.16 peut entraîner le retrait de l'agrément.

Sans préjudice de l'article 98 de la loi, le ministre peut retirer l'agrément après audition du pouvoir organisateur de l'école. La décision de retrait ne peut cependant produire ses effets avant la fin des cycles de formation en cours.

Lorsqu'une procédure visant le retrait de l'agrément d'une école de police est engagée, le fait en est immédiatement communiqué au pouvoir organisateur de l'école. A dater de la communication, aucun cycle de formation ne peut être engagé jusqu'à ce que le ministre se soit prononcé sur la procédure engagée.

Art. IV.II.18. Une école de police agréée conformément aux articles IV.II.14 à IV.II.16 y compris demande pour chaque cycle de formation qu'elle organise concrètement soit en exécution du contrat de gestion, soit d'initiative ou encore à la demande du ministre de la Justice, l'approbation préalable du programme par le ministre ainsi que, pour ce qui concerne les formations judiciaires, celle du ministre de la Justice conformément aux dispositions fixées par Nous.

Art. IV.II.19. Le ministre peut agréer une école de police pour le cadre d'auxiliaires de police par province et pour la Région de Bruxelles Capitale.

Art. IV.II.20. Le ministre peut agréer une école de police pour la formation de base du cadre de base par province et pour la Région de Bruxelles Capitale.

Art. IV.II.21. Le ministre peut agréer une école de police pour la formation de base du cadre moyen par province et pour la Région de Bruxelles Capitale.

Les écoles agréées pour dispenser la formation de base au cadre moyen sont agréées de plein droit pour dispenser le cycle de formation accélérée préalable à la formation de base du cadre moyen offerte aux candidats ne possédant pas la qualité de membre du personnel du cadre opérationnel et recrutés directement pour ce cadre.

Art. IV.II.22. Le ministre peut agréer une école de police pour la formation de promotion pour l'accession au cadre de base et au cadre moyen par province et pour la Région de Bruxelles Capitale.

Art. IV.II.23. Le ministre agréer une ou plusieurs écoles de police pour les formations fonctionnelles du cadre de base, du cadre moyen et du cadre des officiers.

Art. IV.II.24. Sans préjudice de l'article IV.II.27 et IV.II.28, le ministre agréer une ou plusieurs écoles de police pour la formation continuée du cadre auxiliaire, du cadre de base, du cadre moyen et du cadre d'officiers.

Art. IV.II.25. Les écoles agréées visées aux articles IV.II.19 à IV.II.24 y compris ressortissent, par province et pour la Région de Bruxelles Capitale, à un seul pouvoir organisateur.

Art. IV.II.26. Le ministre fixe les conditions auxquelles d'autres institutions que des écoles de police doivent satisfaire pour recevoir l'autorisation de dispenser certaines formations fonctionnelles ou continuées au bénéfice des membres du personnel.

SECTION 2

LES ECOLES DE POLICE INSTITUTEES PAR LE MINISTRE

Art. IV.II.27. Sans préjudice de l'article 98 de la loi, le ministre institue une école nationale pour officiers qui, à l'exclusion de toutes les autres écoles de police, dispense la formation de base des officiers ainsi que la formation au brevet de direction et qui, de préférence, dispense également les formations continuées du cadre d'officiers.

Art. IV.II.28. Le ministre peut instituer au sein de la police fédérale une ou plusieurs écoles de police prenant en charge la formation de base des cadres de base et/ou moyen ou qui sont autorisées à dispenser d'autres cycles de formation que ceux visés aux articles IV.II.27 et IV.II.29.

L'école de police visée à l'alinéa 1^{er}, qui dispense la formation de base pour le cadre de base, assure également le cycle accéléré de formation préalable à la formation de base du cadre d'officiers dispensé aux

moeten onderwijzen of met betrekking tot de omkadering die zij moeten verzekeren en die aangeworven of aangewezen worden overeenkomstig de door Ons bepaalde normen en criteria;

4° een schoolreglement vaststellen met naleving van het algemeen studiereglement bedoeld in artikel IV.II.42;

5° zich onderwerpen aan het toezicht van de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst van de federale politie en daartoe aanvaarden dat, enerzijds, een afgevaardigde van de minister zitting houdt in de raad van bestuur en dat, anderzijds, een afgevaardigde van de minister toezicht houdt op de pedagogie in deze politieschool.

Art. IV.II.17. Het niet naleven van één van de in artikel IV.II.16 bepaalde erkenningsvoorwaarden kan de intrekking van de erkenning tot gevolg hebben.

De minister kan, onverminderd artikel 98 van de wet, de erkenning intrekken na de inrichtende macht van de school te hebben gehoord. De beslissing tot intrekking kan evenwel geen uitwerking hebben vóór het verstrijken van de lopende opleidingscyclus.

Indien een procedure met het oog op de intrekking van de erkenning van een politieschool wordt ingeleid, wordt dit zonder verwijl ter kennis gebracht aan de inrichtende macht van die school. Vanaf de datum van die kennisgeving kan geen opleidingscyclus worden gestart vooraleer de minister definitief uitspraak heeft gedaan over de ingeleide procedure.

Art. IV.II.18. Een overeenkomstig de artikelen IV.II.14 tot en met IV.II.16 erkende politieschool vraagt voor elke opleidingscyclus die zij ofwel in uitvoering van het beheerscontract, ofwel op initiatief dan wel op verzoek van de minister of de minister van Justitie concreet organiseert, voorafgaandelijk de goedkeuring van het programma aan de minister alsook, voor wat de gerechtelijke opleidingen betreft, aan de minister van Justitie, overeenkomstig de door Ons vastgestelde bepalingen.

Art. IV.II.19. De minister kan een politieschool erkennen voor de basisopleiding van het kader van hulpagenten van politie, per provincie en voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. IV.II.20. De minister kan een politieschool erkennen voor de basisopleiding van het basiskader, per provincie en voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. IV.II.21. De minister kan een politieschool erkennen voor de basisopleiding van het middenkader, per provincie en voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De scholen erkend om de basisopleiding van het middenkader te verstrekken, zijn van rechtswege erkend voor het verstrekken van de versnelde opleidingscyclus die voorafgaand aan de basisopleiding van het middenkader wordt gegeven aan de kandidaten die niet de hoedanigheid van personeelslid van het operationeel kader bezitten en die rechtstreeks voor dat kader worden aangeworven.

Art. IV.II.22. De minister kan een politieschool erkennen voor de promotieopleiding voor toegang tot het basiskader en het middenkader, per provincie en voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. IV.II.23. De minister erkent één of meer politiescholen voor de functionele opleidingen van het basiskader, middenkader en officierskader.

Art. IV.II.24. Onverminderd de artikelen IV.II.27 en IV.II.28 erkent de minister één of meer politiescholen voor de voortgezette opleiding van het hulpkader, basiskader, middenkader en het officierskader.

Art. IV.II.25. De in de artikelen IV.II.19 tot en met IV.II.24 bedoelde erkende scholen hangen per provincie of voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, af van één enkele inrichtende macht.

Art. IV.II.26. De minister bepaalt de voorwaarden waaraan andere instellingen dan de politiescholen moeten voldoen om een machtiging te verkrijgen om bepaalde functionele of voortgezette opleidingen ten voordele van de personeelsleden te verstrekken.

AFDELING 2

POLITIESCHOLEN INGERICHT DOOR DE MINISTER

Art. IV.II.27. Onverminderd artikel 98 van de wet, richt de minister één nationale school voor officieren op die, met uitsluiting van alle andere politiescholen, de basisopleiding voor officieren en de opleiding tot het directiebrevet verstrekt en die, bij voorkeur, eveneens de voortgezette opleidingen van het officierskader verstrekt.

Art. IV.II.28. De minister kan in de federale politie één of meer politiescholen oprichten die instaan voor de basisopleiding van het basis- en/of middenkader of die gemachtigd zijn andere dan de in de artikelen IV.II.27 en IV.II.29 bedoelde opleidingscycli te verstrekken.

De in het eerste lid bedoelde politieschool die de basisopleiding voor het basiskader verstrekt, staat tevens in voor de versnelde opleidingscyclus die voorafgaand aan de basisopleiding van het officierskader

candidats n'ayant pas la qualité de membre du personnel du cadre opérationnel et qui ont été recrutés directement pour ce cadre.

SECTION 3

L'ECOLE DE POLICE INSTITUTEE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE

Art. IV.II.29. Le ministre de la Justice institue au sein de la police fédérale une école nationale de recherche qui, à l'exclusion de toutes les autres écoles de police, prend en charge les formations judiciaires fonctionnelles et qui, de préférence, prend en charge également les formations judiciaires continuées.

SECTION 4. — LES MISSIONS DES ECOLES DE POLICE

Art. IV.II.30. Les écoles de police ont pour mission de dispenser en tout ou en partie les cycles de formation.

Les missions minimales de toute école agréée sont décrites dans le contrat de gestion visé à l'article IV.II.32.

Sans préjudice des obligations fixées dans le contrat de gestion visé à l'article IV.II.32, les écoles de police peuvent dispenser des cycles complémentaires de formation continuée ou fonctionnelle répondant aux besoins spécifiques des membres du personnel.

Le ministre ou le ministre de la Justice peut, sans préjudice de l'article 98 de la loi, initier l'organisation de cycles de formations continuées ou fonctionnelles répondant aux besoins spécifiques des membres du personnel.

Les normes pédagogiques et les standards de qualité et d'encadrement auxquels les formations visées doivent répondre sont fixés par Nous.

Art. IV.II.31. Les écoles de police doivent contribuer à :

- 1° réaliser à tous niveaux une analyse adéquate, permanente et complète des besoins;
- 2° formuler des objectifs clairs et précis;
- 3° attribuer une place centrale à l'aspirant ou au participant aux cours;
- 4° l'application de méthodes d'enseignement visant globalement l'accumulation d'expériences et le travail en équipe;
- 5° un déroulement des formations avec un encadrement suffisant dans le respect des normes de qualité identiques à toutes les entités de formation;
- 6° l'étude et le développement de nouveaux instruments et de nouvelles méthodes de formation dans une perspective de recherche d'une concordance maximale entre la formation dispensée et les besoins des services de police.

SECTION 5. — LE CONTRAT DE GESTION

Art. IV.II.32. Le pouvoir organisateur de chaque école de police visée à l'article IV.II.25, conclut, chaque année, un contrat de gestion avec le ministre.

Ce contrat fixe entre autres :

- 1° le ou les cycle(s) de formation devant être organisés pendant l'année de référence ainsi que leur fréquence et le nombre minimum d'aspirants ou de participants aux cours devant y être admis;
- 2° les modalités de collaboration entre les diverses écoles de police ainsi qu'avec le ou les service(s) désigné(s) par le ministre;
- 3° les moyens de fonctionnement attribués à la réalisation des missions, selon le cas, au moyen de subvention ou par inscription au budget de la police fédérale.

La totalité des obligations fixées dans le contrat de gestion doivent répondre aux dispositions de ce titre.

Art. IV.II.33. Le contrat de gestion est préparé par le service désigné par le ministre en accord avec l'école de police concernée.

Art. IV.II.34. Sans préjudice de l'article 98 de la loi, le ministre fixe chaque année les obligations relatives aux aspects visés à l'article IV.II.32.1° et 2°, devant être respectées par les écoles visées aux articles IV.II.27 à IV.II.29 y compris, ainsi que les moyens de fonctionnement qui leur sont attribués pour ce faire.

wordt gegeven aan de kandidaten die niet de hoedanigheid van personeelslid van het operationeel kader bezitten en die rechtstreeks voor dat kader worden aangeworven.

AFDELING 3

POLITIESCHOOL INGERICHT DOOR DE MINISTER VAN JUSTITIE

Art. IV.II.29. De minister van Justitie richt binnen de federale politie één nationale researcheschool op die, met uitsluiting van alle andere politieszolen, de functionele gerechtelijke opleidingen verstrekt en die, bij voorkeur, eveneens de voortgezette gerechtelijke opleidingen verstrekt.

AFDELING 4. — DE OPDRACHTEN VAN DE POLITIESCHOLEN

Art. IV.II.30. De politieszolen hebben tot opdracht het geheel of een deel van de opleidingscycli te verstrekken.

De minimale opdrachten van elke erkende school worden omschreven in het beheerscontract bedoeld in artikel IV.II.32.

Zonder afbreuk te doen aan de verplichtingen vastgelegd in het beheerscontract bedoeld in artikel IV.II.32, kunnen de politieszolen bijkomende cycli van voortgezette en van functionele opleidingen verstrekken die beantwoorden aan specifieke behoeften van de personeelsleden.

De minister of de minister van Justitie kan, onverminderd artikel 98 van de wet, de organisatie initiëren van cycli van voortgezette of van functionele opleidingen die beantwoorden aan specifieke behoeften van de personeelsleden.

De kwaliteitsstandaarden, de omkaderingsnormen en de pedagogische normen waaraan moet worden voldaan voor de beoogde opleidingen worden bepaald door Ons.

Art. IV.II.31. De politieszolen moeten bijdragen tot :

- 1° het realiseren van een adequate, permanente en volledige behoeftenanalyse op alle niveaus;
- 2° het formuleren van duidelijke en precieze doelstellingen;
- 3° het toekennen van een centrale en actieve plaats aan de aspirant of cursist;
- 4° het aanwenden van leermethodes die globaal gericht zijn naar het opdoen van ervaring en het werken in ploegverband;
- 5° een verloop van de opleidingen met een voldoende permanente omkadering, met respect voor kwalitatieve normen die identiek zijn voor alle opleidingsentiteiten;
- 6° de studie en de ontwikkeling van nieuwe onderwijs- en opleidingsinstrumenten of -methodes in het perspectief van het zoeken naar een permanente maximale afstemming tussen de opleiding en de behoeften van de politiediensten.

AFDELING 5. — HET BEHEERSCONTRACT

Art. IV.II.32. De inrichtende macht van elke politieszool bedoeld in artikel IV.II.25, sluit jaarlijks een beheerscontract met de minister.

Dit contract bepaalt onder meer :

- 1° de opleidingscyclus of -cycli die georganiseerd moeten worden tijdens het referentiejaar alsook hun frequentie en het minimum aantal aspiranten of cursisten dat moet worden toegelaten;
- 2° de nadere samenwerkingsregels tussen de diverse politieszolen alsook met de door de minister aangewezen dienst of diensten;
- 3° de werkmiddelen die worden toegekend voor het uitvoeren van de taken, naar gelang van het geval, bij wijze van subsidie of inschrijving op het budget van de federale politie.

Het geheel van de verplichtingen vastgelegd in het beheerscontract moet beantwoorden aan de bepalingen van deze titel.

Art. IV.II.33. Het beheerscontract wordt voorbereid door de door de minister aangewezen dienst in samenspraak met de betrokken politieszool.

Art. IV.II.34. Onverminderd artikel 98 van de wet, bepaalt de minister jaarlijks de door de in de artikelen IV.II.27 tot en met IV.II.29 bedoelde scholen na te leven verplichtingen met betrekking tot de in artikel IV.II.32, 1° en 2°, bedoelde aspecten alsmede de werkmiddelen die hen daarvoor worden toegekend.

CHAPITRE IV
L'ENCADREMENT PENDANT LA FORMATION

SECTION 1^{re}
L'ENCADREMENT AU SEIN DE L'ÉCOLE DE POLICE

Art. IV.II.35. Les écoles de police disposent d'un personnel enseignant et d'un personnel d'encadrement, constitués d'un personnel permanent ainsi que d'un personnel collaborant ponctuellement. Les chargés de cours sont titulaires ou non de la qualité de fonctionnaire de police.

Art. IV.II.36. Il existe au sein de chaque école de police une cellule pédagogique assurant un appui aux aspirants, aux participants aux cours, aux chargés de cours et aux formateurs et qui surveille la cohérence et la coordination en respectant les objectifs généraux et particuliers fixés pour la formation concernée.

Art. IV.II.37. Au sein de chaque école de police dispensant des formations dont font partie des stages de formation, il existe au moins un coordinateur de stage. Sa fonction principale consiste à vérifier si les objectifs du stage de formation sont effectivement réalisés ainsi qu'à assurer l'accompagnement, dans le cadre des relations de stage, entre le mentor et l'aspirant ou le participant aux cours qui accomplit le stage de formation.

La désignation des coordinateurs se fait dans le respect des critères fixés par le ministre.

SECTION 2
L'ENCADREMENT AU SEIN DES SERVICES DE POLICE

Art. IV.II.38. Pendant son stage de formation, l'aspirant ou le participant aux cours est accompagné d'un mentor.

Le mentor est chargé de l'encadrement, de l'accompagnement et de l'évaluation de l'aspirant ou du participant aux cours, conformément aux règles établies par Nous.

Il assiste l'aspirant ou le participant aux cours lors de ses activités pratiques et stimule un comportement professionnel correct en mettant l'accent sur la mise en pratique des connaissances théoriques reçues.

Le rôle du mentor est complémentaire à celui des formateurs. Dans le cadre du suivi de l'aspirant ou du participant aux cours, le mentor entretient le contact avec l'école de police, et particulièrement avec le coordinateur de stage.

Le ministre fixe les critères d'aptitude auxquels un membre du personnel doit répondre afin de pouvoir être désigné comme mentor dans le cadre d'un stage de formation.

Le ministre fixe le nombre maximum d'aspirants et de participants aux cours qu'un mentor peut accompagner, et ce en fonction de la spécificité du service.

Art. IV.II.39. Le mentor est désigné parmi les membres du personnel du cadre visé par l'aspirant ou le participant au cours.

Art. IV.II.40. Les responsables des corps locaux de police ou des services de la police fédérale doivent accepter d'accueillir un nombre d'aspirants ou des participants aux cours pour un stage de formation dans leur corps ou service au prorata d'au moins 5 % des effectifs disponibles.

Art. IV.II.41. Le ministre fixe les conditions auxquelles les corps ou services visés à l'article IV.II.40 doivent satisfaire afin d'être en mesure de remplir leur obligation d'accueil d'aspirants ou de participants aux cours pendant les stages de formation.

Pour les participants aux cours effectuant un cycle fonctionnel dans le domaine judiciaire, la fixation des conditions visées à l'alinéa 1^{er} exige l'avis conforme du ministre de la Justice.

CHAPITRE V. — L'ORGANISATION DES FORMATIONS

Art. IV.II.42. Sans préjudice de l'article 98 de la loi, le ministre fixe un règlement général des études. Ce règlement, applicable aux écoles de polices agréées ainsi qu'à celles visées aux articles IV.II.27 à IV.II.29 y compris, fixe de manière uniforme entre autres :

- 1° les modalités du contenu et l'organisation des formations;
- 2° les modalités des stages de formation;
- 3° les modalités de l'évaluation, des examens et des règles pour réussir;
- 4° les cas dans lesquels l'aspirant ou le participant aux cours peut bénéficier d'un sursis;
- 5° les mesures à prendre lors d'un échec.

Art. IV.II.43. Pour être admis au stage visé à la partie V, le candidat doit être en possession d'un permis de conduire valable pour les véhicules de la catégorie B sans restrictions ni conditions.

HOOFDSTUK IV
DE OMKADERING TIJDENS DE OPLEIDING

AFDELING 1
DE OMKADERING IN DE POLITIESCHOOL

Art. IV.II.35. De politiescholen beschikken over onderwijzend en omkaderingspersoneel, bestaande uit permanent personeel en uit personeel dat op een punctuele wijze samenwerkt. De docenten bezitten al dan niet de hoedanigheid van politieambtenaar.

Art. IV.II.36. Er bestaat in elke politieschool een pedagogische cel die pedagogische steun verleent aan de aspiranten, cursisten, docenten en de opleiders en die waakt over de coherentie en de coördinatie, met naleving van de algemene en bijzondere doelstellingen vastgelegd voor de betrokken opleiding.

Art. IV.II.37. In elke politieschool waar opleidingen worden verstrekt waarvan opleidingsstages deel uitmaken, bestaat er ten minste één stagecoördinator. Zijn hoofdopdracht bestaat erin na te gaan of de doelstellingen van de opleidingsstage daadwerkelijk worden gerealiseerd, alsook in het verlenen van een begeleiding in het raam van de stagerelaties tussen de mentor en de aspirant of cursist die een opleidingsstage volgt.

De aanwijzing van de coördinatoren gebeurt met inachtneming van de door de minister bepaalde criteria.

AFDELING 2
DE OMKADERING IN DE POLITIEDIENSTEN

Art. IV.II.38. Tijdens hun opleidingsstage wordt de aspirant of cursist begeleid door een mentor.

De mentor is belast met de omkadering, de begeleiding en de beoordeling van de aspirant of cursist volgens de door Ons vastgestelde regels.

Hij staat de aspirant of de cursist bij in zijn praktische activiteiten en stimuleert een correct professioneel gedrag door de klemtoon te leggen op het in praktijk brengen van de verworven theoretische kennis.

De rol van de mentor is complementair aan die van de opleiders. In het raam van het opvolgen van de aspirant of de cursist heeft de mentor regelmatig contact met de politieschool en in het bijzonder met de stagecoördinator.

De minister bepaalt de geschiktheidscriteria waaraan een personeelslid moet voldoen om als mentor in het raam van de opleidingsstage te kunnen worden aangewezen.

De minister bepaalt het maximum aantal aspiranten en cursisten dat een mentor mag begeleiden en dit in functie van de eigen aard van de dienst.

Art. IV.II.39. De mentor wordt aangewezen onder de personeelsleden van het door de aspirant of de cursist beoogde kader.

Art. IV.II.40. De verantwoordelijken van de lokale politiekorpsen of van de diensten van de federale politie zijn ertoe gehouden om aspiranten of cursisten te onthalen voor het uitvoeren van een opleidingsstage in hun korps of dienst naar rata van een jaarlijks aantal dat ten minste 5 % bedraagt van het beschikbare effectief.

Art. IV.II.41. De minister bepaalt de voorwaarden waaraan de in artikel IV.II.40 bedoelde korpsen of diensten moeten voldoen om in staat te zijn hun verplichtingen inzake het onthaal van de aspiranten of cursisten tijdens de opleidingsstages te vervullen.

Voor de cursisten die een functionele opleidingscyclus in het gerechtelijke domein volgen, is voor het vastleggen van de in het eerste lid bepaalde voorwaarden, het eensluidend advies van de minister van Justitie vereist.

HOOFDSTUK V. — DE ORGANISATIE VAN DE OPLEIDINGEN

Art. IV.II.42. De minister bepaalt, onverminderd artikel 98 van de wet, een algemeen studiereglement. Dit reglement, toepasselijk op de erkende en de in de artikelen IV.II.27 tot en met IV.II.29 bedoelde politiescholen, bepaalt onder meer op uniforme wijze :

- 1° de nadere regelen inzake de inhoud en de organisatie van de opleidingen;
- 2° de nadere regelen met betrekking tot de opleidingsstages;
- 3° de nadere regelen inzake de beoordeling, de examens en het slagen;
- 4° de gevallen waarin aan de aspirant of cursist een uitstel kan worden toegekend;
- 5° de maatregelen te nemen bij afwijzing.

Art. IV.II.43. Om toegelaten te worden tot de stage bedoeld in deel V moet de kandidaat in het bezit zijn van een rijbewijs geldig voor de voertuigen van categorie B zonder beperkingen noch voorwaarden.

Art. IV.II.44. Le ministre ou le directeur général qu'il désigne, décide :

- 1° de la réussite dans la formation de base;
- 2° de l'échec dans la formation de base;
- 3° du recommencement de la formation de base ou d'une de ses parties, conformément aux modalités établies dans le règlement général des études;
- 4° d'un échec définitif pendant ou à la fin d'une formation de base, conformément aux modalités établies dans le règlement général des études.

Art. IV.II.45. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne homologue les brevets et les diplômes délivrés par les écoles de police agréées dans les trois mois après leur remise.

CHAPITRE VI. — L'ADMISSION A LA FORMATION DE BASE ET LE COMMISSIONNEMENT DANS LE GRADE

Art. IV.II.46. L'autorité de recrutement ou, selon les cas, le commissaire général peuvent, là où le délai entre l'inscription dans la réserve de recrutement et l'admission imminente à la formation de base le rend nécessaire, demander à la commission de sélection concernée un examen complémentaire relatif aux exigences visées à l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 2° et 3°.

Dans ce cas, les articles IV.I.15 à IV.I.17 y compris sont d'application.

Art. IV.II.47. Les personnes admises à la formation de base sont, au jour de leur incorporation, commissionnés de plein droit, dans le grade de respectivement, aspirant agent auxiliaire de police, aspirant inspecteur de police, aspirant inspecteur principal de police et aspirant commissaire de police.

Pendant sa formation de base, l'aspirant agent auxiliaire de police fait partie du service de police pour lequel il a été recruté.

Les aspirants qui appartenaient déjà au cadre opérationnel d'un service de police déterminé avant leur admission, continuent à en faire partie pendant leur formation de base.

Les aspirants inspecteurs et les autres aspirants inspecteurs principaux de police et aspirants commissaires de police que ceux visés à l'alinéa 3 font partie du cadre opérationnel de la police fédérale.

Art. IV.II.48. L'échec définitif visé à l'article IV.II.44, 4°, entraîne de plein droit le retrait de tout commissionnement à un grade.

CHAPITRE VII. — LE FINANCEMENT DE LA FORMATION

Art. IV.II.49. Dans les limites des crédits budgétaires et en vertu des conditions et des modalités fixées par Nous, les écoles de police agréées se voient attribuer une intervention financière.

Art. IV.II.50. Les contributions de l'intervention financière sont calculées de manière identique pour toutes les écoles de police agréées en fonction du type de formation et de leurs modalités.

PARTIE V. — LE STAGE ET LA NOMINATION

TITRE 1^{er}. — DISPOSITION GENERALE

Art. V.I.1^{er}. Sans préjudice de l'article 59 de la loi concernant les membres du personnel de la police locale, les membres du personnel prêtent serment entre les mains du commissaire général ou du directeur général ou directeur.

Ce serment est prêté dans les termes déterminés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 concernant le serment.

TITRE II. — LE STAGE ET LA NOMINATION

CHAPITRE I^{er}. — DISPOSITION GENERALE

Art. V.II.1^{er}. Ce titre s'applique uniquement aux membres du personnel du cadre opérationnel.

CHAPITRE II. — LA NOMINATION

Art. V.II.2. § 1^{er}. Le membre du personnel du cadre opérationnel admis au stage conformément à l'article V.II.7, est nommé dans le grade dans lequel il a été commissionné aspirant.

Art. IV.II.44. De minister of de directeur-generaal door hem aange-
wezen beslist over :

- 1° het slagen in de basisopleiding;
- 2° het mislukken in de basisopleiding;
- 3° het overdoen van de basisopleiding of een deel ervan, overeenkomstig de nadere regels vervat in het algemeen studiereglement;

4° de definitieve afwijzing tijdens of op het einde van de basisopleiding, overeenkomstig de nadere regels vervat in het algemeen studiereglement.

Art. IV.II.45. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst homologeert binnen de drie maanden na hun uitreiking de brevetten en de diploma's uitgereikt door de erkende politiescholen.

HOOFDSTUK VI. — DE TOELATING TOT DE BASISOPLEIDING EN DE AANSTELLING IN DE GRAAD

Art. IV.II.46. Zo daar, ingevolge het tijdsverloop tussen de opname in de wervingsreserve en de nakende toelating tot de basisopleiding, aanwijzingen toe zijn, kan de aanwervende overheid of de commissaris-generaal, naar gelang van het geval, de betrokken selectiecommissie om een bijkomend onderzoek verzoeken met betrekking tot de in artikel IV.I.15, eerste lid, 2° en 3° bepaalde vereisten.

In dat geval zijn de artikelen IV.I.15 tot en met IV.I.17 van toepassing.

Art. IV.II.47. De tot de basisopleiding toegelaten personen worden op de dag van die toelating van rechtswege aangesteld in de graad van, respectievelijk, aspirant-hulpagent van politie, aspirant-inspecteur van politie, aspirant-hoofdinspecteur van politie en aspirant-commissaris van politie.

De aspirant-hulpagent van politie maakt tijdens zijn basisopleiding deel uit van de politiedienst voor dewelke hij werd aangeworven.

De aspiranten die voor hun toelating reeds tot het operationeel kader van een bepaalde politiedienst behoorden, blijven gedurende de basisopleiding daartoe behoren.

De aspiranten-inspecteur van politie alsmede de andere dan in het derde lid bedoelde aspiranten-hoofdinspecteurs van politie en aspiranten-commissaris van politie, maken deel uit van het operationeel kader van de federale politie.

Art. IV.II.48. De in artikel IV.II.44, 4°, bedoelde definitieve afwijzing brengt van rechtswege de intrekking van iedere aanstelling in een graad mee.

HOOFDSTUK VII. — DE FINANCIERING VAN DE OPLEIDINGEN

Art. IV.II.49. Binnen de perken van de begrotingskredieten en volgens de voorwaarden en de nadere regels door Ons bepaald, wordt aan de erkende politiescholen een financiële tussenkomst toegekend.

Art. IV.II.50. De bedragen van de financiële tussenkomst worden, in functie van het type opleiding en haar modaliteiten, op een identieke wijze berekend voor alle erkende politiescholen.

DEEL V. — DE STAGE EN DE BENOEMING

TITEL I. — ALGEMENE BEPALING

Art. V.I.1. Onverminderd artikel 59 van de wet wat de personeelsleden van de lokale politie betreft, leggen de personeelsleden de eed af in handen van de commissaris-generaal of van de door hem aangewezen directeur-generaal of directeur.

Deze eed wordt afgelegd in de termen bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eed.

TITEL II. — DE STAGE EN DE BENOEMING

HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

Art. V.II.1. Deze titel is enkel van toepassing op de personeelsleden van het operationeel kader.

HOOFDSTUK II. — DE BENOEMING

Art. V.II.2. § 1. Het personeelslid van het operationeel kader dat overeenkomstig artikel V.II.7 wordt toegelaten tot de stage, wordt benoemd in de graad waarin hij als aspirant was aangesteld.

Pour l'application de ce titre, il faut également comprendre par nomination, le recrutement dans le grade dans lequel un membre contractuel du personnel du cadre opérationnel est commissionné comme aspirant.

§ 2. La nomination visée au § 1^{er} produit ses effets le jour auquel le stagiaire est admis au stage.

Art. V.II.3. La nomination a lieu par l'autorité de nomination dans une commune ou une zone pluricommunale si le membre du personnel du cadre opérationnel à la date de sa nomination, conformément aux règles en matière de mise en place par mobilité visée à la partie VI, titre II, a obtenu un emploi par mobilité dans un corps de la police locale. Dans le cas contraire, l'autorité de nomination pour les membres du personnel de la police fédérale nomme le membre du personnel du cadre opérationnel.

CHAPITRE III. — LE STAGE

SECTION 1^{re}. — DISPOSITIONS GENERALES

Art. V.II.4. Le stage vise à évaluer le stagiaire qui est placé dans une situation dans laquelle il exerce un emploi correspondant à son grade.

Le ministre fixe les règles générales du stage. Celles-ci peuvent varier en fonction du cadre dans lequel s'effectue le stage. Le stage comprend les activités de formation qui peuvent être constituées d'une partie obligatoire et, le cas échéant, d'une partie facultative, sans que ces activités de formation ne puissent dépasser un quart de la durée du stage.

Art. V.II.5. Le chef de corps, le commissaire général ou le directeur général désigné par ce dernier, détermine, en tenant compte des principes généraux fixés à l'article V.II.4, alinéa 2, les activités de formation auxquelles le stagiaire doit participer.

Art. V.II.6. Le stage s'effectue sous la direction de l'officier, désigné par le chef de corps ou le commissaire général, dénommé ci-après "maître de stage".

Le maître de stage veille à ce que le stagiaire participe aux activités de formation déterminées en application de l'article V.II.5.

Le ministre détermine les critères d'aptitude auxquels l'officier doit satisfaire afin d'être désigné comme maître de stage.

SECTION 2. — L'ADMISSION AU STAGE

Art. V.II.7. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne, admet l'aspirant au stage du cadre pour lequel il a réussi la formation de base. Cette décision confère de plein droit la qualité de stagiaire au membre du personnel du cadre opérationnel.

SECTION 3. — LA DUREE DU STAGE

Art. V.II.8. Le stage dure six mois à l'exception de l'agent auxiliaire stagiaire de police pour qui il dure deux mois. Il peut être prolongé au plus de la moitié de la durée dans le cas visé à l'article V.II.14, alinéa 1^{er}, 2^o.

Art. V.II.9. § 1^{er}. Toutes les périodes durant lesquelles le stagiaire se trouve en activité de service sont prises en considération pour déterminer la durée du stage effectué.

Lorsque le stagiaire a été absent durant quinze jours ouvrables, en une ou plusieurs fois, même s'il était en activité de service durant ces absences, les absences ultérieures ne sont cependant pas prises en considération. Pour l'application de cette disposition, le jour ouvrable doit être compris dans le sens de celui visé à l'article VIII.I.1^{er}, 2^o.

A l'exception du stage pour les agents auxiliaires de police, ni les congés de vacances annuels, ni les congés visés aux articles VIII.IV.1^{er} et VIII.IV.7 n'entrent en ligne de compte pour la détermination de ces jours d'absences.

Voor de toepassing van deze titel wordt eveneens onder benoeming begrepen, het verwerven van de graad waarin een contractueel personeelslid van het operationeel kader als aspirant was aangesteld.

§ 2. De in § 1 bedoelde benoeming heeft uitwerking de dag waarop de stagiair tot de stage wordt toegelaten.

Art. V.II.3. De benoeming gebeurt door de benoemende overheid in een gemeente of meergemeentezone indien het personeelslid van het operationeel kader op de datum van zijn benoeming, overeenkomstig de regels inzake de inplaatsstelling bij mobiliteit bedoeld in deel VI, titel II, een betrekking bij mobiliteit heeft verkregen in een korps van de lokale politie. In het andere geval benoemt de benoemende overheid voor de personeelsleden van de federale politie het personeelslid van het operationeel kader.

HOOFDSTUK III. — DE STAGE

AFDELING 1. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. V.II.4. De stage beoogt de evaluatie van de stagiair die in een situatie wordt geplaatst waarin hij een betrekking bekleedt die in overeenstemming is met zijn graad.

De minister legt de algemene regels van de stage vast. Deze kunnen verschillen naargelang van het kader waarin de stage wordt gevolgd. De stage omvat opleidingsactiviteiten die uit een verplicht en, in voorkomend geval, een vrij gedeelte kunnen bestaan, zonder dat deze opleidingsactiviteiten samen meer dan één vierde van de stageduur in beslag mogen nemen.

Art. V.II.5. De korpschef, de commissaris-generaal of de door deze laatste aangewezen directeur-generaal stelt, met inachtneming van de in artikel V.II.4, tweede lid, bedoelde algemene beginselen, de opleidingsactiviteiten vast waaraan de stagiair moet deelnemen.

Art. V.II.6. De stage verloopt onder de leiding van de door de korpschef of de commissaris-generaal aangewezen officier, hierna "stageleider" genoemd.

De stageleider ziet er op toe dat de stagiair deelneemt aan de met toepassing van artikel V.II.5 bepaalde opleidingsactiviteiten.

De minister bepaalt de geschiktheidscriteria waaraan de officier moet voldoen om als stageleider te worden aangewezen.

AFDELING 2. — DE TOELATING TOT DE STAGE

Art. V. II. 7. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst laat de aspirant tot de stage toe van het kader waarvoor hij in de basisopleiding is geslaagd. Door deze beslissing verkrijgt het personeelslid van het operationeel kader van rechtswege de hoedanigheid van stagiair.

AFDELING 3. — DE DUUR VAN DE STAGE

Art. V.II.8. De duur van de stage bedraagt zes maanden met uitzondering van de stagiair-hulpagent van politie voor wie de duur van de stage twee maanden bedraagt. Zij kan ten hoogste met de helft van de duur worden verlengd in het bij artikel V.II.14, eerste lid, 2^o, bepaalde geval.

Art. V.II.9. § 1. Om de duur van de verrichte stage te berekenen worden alle perioden waarin de stagiair in dienstactiviteit is, in aanmerking genomen.

Worden evenwel niet in aanmerking genomen, de afwezigheden die zich voordoen nadat de stagiair reeds vijftien werkdagen in één of verschillende malen afwezig is geweest, zelfs indien hij gedurende deze afwezigheden in dienstactiviteit is. Voor de toepassing van deze bepaling dient als werkdag te worden begrepen, de werkdag in de zin van artikel VIII.I.1, 2^o.

Met uitzondering van de stage voor de hulpagenten van politie, komen noch het jaarlijks vakantieverlof, noch de verloven bedoeld in de artikelen VIII.IV.1 en VIII.IV.7 voor de berekening van deze dagen afwezigheid in aanmerking.

§ 2. A l'exception des cas énumérés au § 1^{er}, alinéa 3, les absences qui se produisent après que le stagiaire ait été absent durant quinze jours consécutifs ou non, entraînent la suspension du stage.

Dans ce cas de suspension, l'intéressé conserve sa qualité de stagiaire et sa position administrative est fixée conformément aux dispositions qui lui sont applicables.

Ce stage est de plein droit prolongé de la période durant laquelle le stage, en application de l'alinéa 1^{er}, est suspendu.

SECTION 4. — L'EVALUATION DU STAGIAIRE

Art. V.II.10. Chaque stagiaire est accompagné par un fonctionnaire de police de son corps en ce qui concerne la police locale ou de la direction générale dont il dépend en ce qui concerne la police fédérale, ci-après dénommé "mentor".

Le ministre détermine les critères d'aptitudes auxquels un fonctionnaire de police doit satisfaire pour être désigné comme mentor. Le mentor est revêtu du même grade que le stagiaire, n'est pas le maître de stage et est désigné par le commissaire général ou par le chef de corps parmi les membres du personnel du cadre opérationnel qui satisfont à ces critères d'aptitude.

Le ministre détermine en fonction de la nature particulière du service le nombre maximum de stagiaires qu'un mentor peut accompagner.

Art. V.II.11. Au minimum trimestriellement en ce qui concerne le stagiaire fonctionnaire de police et mensuellement en ce qui concerne le stagiaire agent auxiliaire de police, le mentor rédige, après avoir entendu le stagiaire, un rapport de fonctionnement selon le modèle déterminé par le ministre ou par le directeur du service qu'il désigne.

Le mentor transmet le rapport au maître de stage pour prise de connaissance.

Art. V.II.12. A l'issue du stage et après avoir entendu le stagiaire, le mentor et le maître de stage rédigent, dans les 30 jours, un rapport final récapitulatif.

Ce rapport final est envoyé au chef de corps ou au commissaire général.

Art. V.II.13. Chaque rapport est, sans délai, porté à la connaissance du stagiaire qui le vise et y ajoute, le cas échéant, ses remarques.

SECTION 5. — L'APTITUDE PROFESSIONNELLE DU STAGIAIRE

Art. V.II.14. Sur base des rapports visés à l'article V.II.11, du rapport final récapitulatif et des éventuelles remarques du stagiaire les concernant, le chef de corps ou le commissaire général décide, après s'être informé auprès des chefs de service concernés, selon le cas :

- 1° si le stagiaire a terminé le stage avec succès;
- 2° si le stage doit être prolongé dans les limites de l'article V.II.8;
- 3° de soumettre au bourgmestre, au collègue de police ou au ministre un avis motivé tendant, selon le cas, à démettre le stagiaire en raison d'inaptitude professionnelle ou, dans le cas d'un membre du personnel du corps opérationnel promu par accession à un cadre supérieur, à réaffecter ce dernier dans son cadre d'origine pour cause d'inaptitude professionnelle.

Le chef de corps informe le bourgmestre ou le collègue de police de la décision visée à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°. Le commissaire général en informe le ministre.

Avant de prendre la décision visée à l'alinéa 1^{er}, 2° ou 3°, le chef de corps, le commissaire général ou leur délégué entend, à sa demande, le stagiaire, qui peut se faire assister, à son choix, par un avocat, un membre d'une organisation syndicale ou par un membre du personnel.

Art. V.II.15. Après réception de la proposition visée à l'article V.II.14, alinéa 1^{er}, 3°, le bourgmestre, le collègue de police ou le ministre décide de la proposition de démission ou de réaffectation pour inaptitude professionnelle.

§ 2. Behoudens in de in § 1, derde lid, opgesomde gevallen, hebben de afwezigheden die zich voordoen nadat de stagiair gedurende vijftien werkdagen in één of verschillende malen afwezig is geweest, schorsing van de stage tot gevolg.

In geval van schorsing van de stage behoudt de betrokkene zijn hoedanigheid van stagiair en zijn administratieve stand wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen die op hem van toepassing zijn.

De stage wordt van rechtswege verlengd met de tijdsspanne gedurende dewelke de stage met toepassing van het eerste lid is geschorst.

AFDELING 4. — DE EVALUATIE VAN DE STAGIAIR

Art. V.II.10. Elke stagiair wordt begeleid door een politieambtenaar van zijn korps wat de lokale politie betreft of van de algemene directie waarvan hij afhangt wat de federale politie betreft, hierna "mentor" genoemd.

De minister bepaalt de geschiktheidscriteria waaraan een politieambtenaar moet voldoen om als mentor te worden aangewezen. De mentor heeft dezelfde graad als de stagiair, is niet de stagieler en wordt aangewezen door de commissaris-generaal of de korpschef onder de personeelsleden van het operationeel kader die voldoen aan deze geschiktheidscriteria.

De minister bepaalt het maximum aantal stagiairs dat een mentor mag begeleiden en dit in functie van de eigen aard van de dienst.

Art. V.II.11. Er wordt ten minste driemaandelijks wat de stagiair-politieambtenaar betreft en maandelijks wat de stagiair-hulpagent van politie betreft, door de mentor, na de stagiair te hebben gehoord, een verslag over de wijze van functioneren opgesteld volgens het model vastgesteld door de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst.

Het verslag van de mentor wordt ter kennisgeving toegestuurd aan de stagieler.

Art. V.II.12. Op het einde van de stage wordt, na de stagiair te hebben gehoord, binnen de 30 dagen een samenvattend eindverslag opgesteld door de mentor en de stagieler.

Dit eindverslag wordt aan de korpschef dan wel de commissaris-generaal toegestuurd.

Art. V.II.13. Ieder verslag wordt onverwijld ter kennisgeving aan de stagiair voorgelegd die het viseert en er eventueel zijn opmerkingen aan toevoegt.

AFDELING 5. — DE BEROEPSGESCHIKTHEID VAN DE STAGIAIR.

Art. V.II.14. Op basis van de verslagen bedoeld in artikel V.II.11, het samenvattend eindverslag en de eventuele opmerkingen terzake van de stagiair, beslist de korpschef of de commissaris-generaal, na de nodige informatie te hebben ingewonnen inzonderheid bij de betrokken dienstchefs, naar gelang van het geval :

- 1° of de stagiair met goed gevolg de stage heeft volbracht;
- 2° of de stage, binnen de perken van artikel V.II.8, wordt verlengd;
- 3° om aan de burgemeester, het politiecollege of de minister een gemotiveerd voorstel voor te leggen dat er toe strekt, naar gelang van het geval, de stagiair te ontslaan wegens beroepsongeschiktheid of, indien het een personeelslid van het operationeel kader betreft dat bevorderd werd door verhoging van kader, te herplaatsen in zijn oorspronkelijk kader wegens beroepsongeschiktheid.

Van de beslissing bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, brengt de korpschef de burgemeester of het politiecollege op de hoogte. De commissaris-generaal brengt de minister ervan op de hoogte.

Alvorens de in het eerste lid, 2° of 3°, bedoelde beslissing te nemen, hoort de korpschef, de commissaris-generaal of hun afgevaardigde, de stagiair, op diens verzoek, die zich naar eigen keuze kan laten bijstaan door een advocaat, een lid van een vakorganisatie of een personeelslid.

Art. V.II.15. Na ontvangst van het in artikel V.II.14, eerste lid, 3°, bedoelde voorstel, beslist de burgemeester, het politiecollege of de minister over het voorstel tot ontslag of tot herplaatsing wegens beroepsongeschiktheid.

Avant de décider, le bourgmestre, le collège de police, le ministre ou son délégué entend le stagiaire qui peut se faire assister par une des personnes visées à l'article V.II.14, alinéa 3.

Art. V.II.16. Le stagiaire qui en raison d'inaptitude professionnelle est démis, bénéficie d'un préavis de trois mois. Au plus tard à la date de décision de démission, un contrat de travail à durée déterminée de trois mois correspondant à la durée du préavis est conclu avec le stagiaire.

Art. V.II.17. Le stagiaire qui, en tant qu'aspirant, est promu par accession au cadre supérieur, est nommé par l'autorité de nomination dans son cadre d'origine et dans son grade antérieur, dans le corps de police auquel il appartenait en qualité de stagiaire, à la date du premier jour du mois qui suit la décision de réaffectation pour raison d'inaptitude professionnelle en tant que stagiaire.

Le membre du personnel nommé en application de l'alinéa 1^{er}, reprend de plein droit son ancienneté de cadre, de grade et d'échelle de traitement dans son cadre d'origine et son grade antérieur comme s'il n'avait jamais, conformément à l'article V.II.2, été nommé dans le grade pour lequel il a été commissionné aspirant.

L'autorité visée à l'article VI.II.86 désigne le membre du personnel renommé pour un emploi conformément aux règles de réaffectation visées aux articles VI.II.85 à VI.II.91 y compris.

Art. V.II.18. Le stage prend fin de plein droit, soit le jour de la décision de réussite du stagiaire, soit le jour de la décision de démission ou de réaffectation pour inaptitude professionnelle.

SECTION 6. — LE DOSSIER DE STAGE

Art. V.II.19. Le dossier de stage comprend au moins :

- 1° un inventaire des pièces;
- 2° les rapports de stage visés à l'article V.II.11;
- 3° le rapport de stage récapitulatif visé à l'article V.II.12;
- 4° le cas échéant, les remarques du stagiaire relatives aux rapports visés au 2° et 3°;
- 5° la décision du chef de corps ou du commissaire général visée à l'article V.II.14 et, le cas échéant, la décision visée à l'article V.II.15 ainsi que toutes les pièces probantes.

Le ministre détermine les autres pièces devant figurer au dossier de stage.

Art. V.II.20. Le ministre peut déterminer les modalités relatives, en particulier, au contenu, au mode de présentation et à la conservation du dossier de stage.

TITRE III. — L'ENGAGEMENT, LA NOMINATION ET LE STAGE DU MEMBRE DU PERSONNEL DU CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE

CHAPITRE I^{er}. — DISPOSITION GENERALE

Art. V.III.1^{er}. Le présent titre est uniquement d'application aux membres du personnel du cadre administratif et logistique, ainsi qu'aux candidats déclarés aptes conformément à l'article IV.I.57.

CHAPITRE II. — L'ENGAGEMENT ET LA NOMINATION

Art. V.III.2. Pour l'application de ce chapitre, il faut également comprendre par nomination, l'engagement d'un membre du personnel contractuel du cadre administratif et logistique.

Art. V.III.3. Le candidat apte qui est pris en considération pour une nomination auprès de différentes autorités de nomination, peut faire connaître sa préférence pour un emploi déterminé. Le candidat qui refuse plus de deux fois une nomination qui lui est proposée, est rayé de la réserve de recrutement.

Art. V.III.4. La nomination est effectuée par l'autorité de nomination dans une commune ou une zone pluricommunale, si le membre du personnel a obtenu un emploi par mobilité dans un corps de police locale conformément aux règles de mise en place par mobilité visées à

Alvorens te beslissen, hoort de burgemeester, het politiecollege, de minister of diens afgevaardigde, de stagiair, die zich kan laten bijstaan door één van de personen bedoeld in artikel V.II.14, derde lid.

Art. V.II.16. De stagiair die wegens beroepsongeschiktheid wordt ontslagen, geniet een opzeggingstermijn van drie maanden. Ten laatste op de datum van de beslissing tot ontslag, wordt met de stagiair een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde duur van drie maanden gesloten die overeenstemt met deze opzeggingstermijn.

Art. V.II.17. De stagiair die als aspirant werd bevorderd door overgang naar een hoger kader, wordt met ingang van de eerste dag van de maand die volgt op de beslissing tot herplaatsing wegens beroepsongeschiktheid als stagiair, in het politiekorps waarvan hij als stagiair deel uitmaakte, benoemd door de benoemende overheid in zijn oorspronkelijk kader en in zijn vroegere graad.

Het met toepassing van het eerste lid benoemde personeelslid herneemt van rechtswege zijn kader-, graad- en loonschaalanciënniteit in zijn kader van oorsprong en in zijn vroegere graad, alsof het nooit overeenkomstig artikel V.II.2 zou zijn benoemd in de graad waarin het als aspirant was aangesteld.

De in artikel VI.II.86 bedoelde overheid wijst het aldus herbenoemde personeelslid een betrekking aan overeenkomstig de regels van herplaatsing bedoeld in de artikelen VI.II.85 tot en met VI.II.91.

Art. V.II.18. De stage neemt van rechtswege een einde, hetzij op de dag waarop beslist wordt dat de stagiair met goed gevolg de stage heeft volbracht, hetzij op de dag waarop beslist wordt de stagiair wegens beroepsongeschiktheid te ontslaan of te herplaatsen.

AFDELING 6. — HET STAGEDOSSIER

Art. V.II.19. Het stagedossier bevat ten minste :

- 1° een inventaris van de stukken;
- 2° de stageverslagen bedoeld in artikel V.II.11;
- 3° het samenvattend eindverslag bedoeld in artikel V.II.12;
- 4° in voorkomend geval, de opmerkingen van de stagiair bij de in 2° en 3° bedoelde verslagen;
- 5° de beslissing van de korpschef of de commissaris-generaal bedoeld in artikel V.II.14 en, in voorkomend geval, de beslissing bedoeld in artikel V.II.15 alsmede alle stavingsstukken.

De minister bepaalt de overige stukken die in het stagedossier worden opgenomen.

Art. V.II.20. De minister kan nadere regels inzake inzonderheid de inhoud, de wijze van presentatie en het bijhouden van het stagedossier bepalen.

TITEL III. — DE INDIENSTNEMING, DE BENOEMING EN DE STAGE VAN HET PERSONEELSLID VAN HET ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER

HOOFDSTUK I. — ALGEMENE BEPALING

Art. V.III.1. Deze titel is enkel van toepassing op de personeelsleden van het administratief en logistiek kader evenals op de kandidaten die geschikt zijn bevonden overeenkomstig artikel IV.I.57.

HOOFDSTUK II. — DE INDIENSTNEMING EN DE BENOEMING

Art. V.III.2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt eveneens onder benoeming begrepen, de indienstneming van een contractueel personeelslid van het administratief en logistiek kader.

Art. V.III.3. De geschikte kandidaat die in aanmerking komt voor benoeming bij verschillende benoemende overheden, mag zijn voorkeur voor een bepaalde betrekking laten kennen. De kandidaat die meer dan twee maal een hem voorgestelde benoeming weigert, wordt van de wervingsreserve geschrapt.

Art. V.III.4. De benoeming gebeurt door de benoemende overheid in een gemeente of meergemeentenzone indien het personeelslid, overeenkomstig de regels inzake de inplaatsstelling bij mobiliteit bedoeld in deel VI, titel II, een betrekking bij mobiliteit heeft verkregen in een

la partie VI, titre II. Dans le cas contraire, la nomination est effectuée par l'autorité de nomination pour les membres du personnel de la police fédérale.

Art. V.III.5. Dans les cas visés aux articles IV.I.37 et IV.I.39, l'autorité de nomination peut décider de soumettre à une interview avec le chef de corps, les différents candidats aptes s'il s'agit d'un emploi à attribuer à la police locale, ou avec le directeur général ou l'officier ou le membre du personnel du cadre administratif et logistique de la direction générale dont relève l'emploi vacant, qu'il désigne, s'il s'agit d'un emploi à attribuer à la police fédérale.

Art. V.III.6. L'autorité de nomination compare les titres et les mérites respectifs des différents candidats, ainsi que, le cas échéant, les avis respectifs suite à l'interview visée à l'article V.III.5 et les préférences visées à l'article V.III.3, après quoi elle nomme le candidat le plus apte pour l'emploi vacant.

Art. V.III.7. L'autorité de nomination communique sa décision de nomination aux membres du personnel.

Le ministre fixe les modalités de cette communication.

Art. V.III.8. Le membre du personnel nommé est invité à entrer en service au plus tard dans le mois de la nomination.

Quand le membre du personnel doit accomplir une période de préavis en application de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, le délai fixé à l'alinéa précédent est prolongé jusqu'au jour qui suit la date à laquelle le préavis expire.

Le membre du personnel qui refuse d'entrer en service, n'est plus pris en considération et est, le cas échéant, barré de la réserve de recrutement.

CHAPITRE III. — LE STAGE

SECTION 1^{re}. — DISPOSITIONS GENERALES

Art. V.III.9. Le stage vise à évaluer le stagiaire qui est placé dans une situation dans laquelle il exerce un emploi correspondant à la fonction pour laquelle il a sollicité.

Le ministre fixe les règles générales du stage. Celles-ci peuvent varier en fonction du niveau dans lequel s'effectue le stage. Le stage peut comprendre des activités de formation qui peuvent être constituées d'une partie obligatoire et, le cas échéant, d'une partie facultative, sans que ces activités de formation ne puissent dépasser un quart de la durée du stage.

Art. V.III.10. Le chef de corps, le commissaire général ou le directeur général désigné par ce dernier, détermine, en tenant compte des principes généraux fixés à l'article V.III.9, alinéa 2, les activités de formation auxquelles le stagiaire doit participer.

Art. V.III.11. Le stage s'effectue sous la direction de l'officier ou le membre du personnel du niveau A, désigné par le chef de corps ou le commissaire général, dénommé ci-après "maître de stage".

Le maître de stage veille à ce que le stagiaire participe aux activités de stage déterminées en application de l'article V.III.10.

Le ministre détermine les critères d'aptitude auxquels l'officier ou le membre du personnel du niveau A doit satisfaire afin d'être désigné comme maître de stage.

SECTION 2. — L'ADMISSION AU STAGE

Art. V.III.12. Acquiert de plein droit la qualité de stagiaire, le membre du personnel non-contractuel qui commence à exercer l'emploi :

1° après avoir été recruté en application des dispositions de la partie IV, titre I, chapitre II;

2° après avoir été recruté par mobilité dans le cadre de la promotion à un niveau supérieur visée à l'article VII.IV.7.

korps van de lokale politie. In het andere geval, gebeurt de benoeming door de benoemende overheid voor de personeelsleden van de federale politie.

Art. V.III.5. In de gevallen bedoeld in de artikelen IV.I.37 en IV.I.39, kan de benoemende overheid beslissen om de verschillende geschikte kandidaten te onderwerpen aan een interview met de korpschef indien het een te begeven betrekking in de lokale politie betreft, of met de directeur-generaal of de door deze aangewezen officier of personeelslid van het administratief en logistiek kader van de algemene directie waaronder de vacante betrekking ressorteert, indien het een te begeven betrekking in de federale politie betreft.

Art. V.III.6. De benoemende overheid vergelijkt de respectieve aanspraken en verdiensten van de verschillende kandidaten, alsook, in voorkomend geval, de respectieve adviezen ingevolge het in artikel V.III.5 bedoelde interview en de in artikel V.III.3 bedoelde voorkeuren, waarna zij de voor de vacante betrekking meest geschikte kandidaat benoemt.

Art. V.III.7. De benoemende overheid maakt de benoemingsbeslissing bekend aan de personeelsleden.

De minister bepaalt de nadere regels van deze bekendmaking.

Art. V.III.8. Het benoemde personeelslid wordt uiterlijk binnen een maand na de benoeming uitgenodigd om in dienst te treden.

Wanneer het personeelslid een opzeggingsperiode moet volbrengen in toepassing van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, wordt de in het vorige lid vastgestelde termijn verlengd tot op de dag die volgt op de datum waarop de opzegging verstrijkt.

Het benoemde personeelslid dat weigert in dienst te treden, wordt niet langer in aanmerking genomen en wordt, in voorkomend geval, van de wervingsreserve geschrapt.

HOOFDSTUK III. — DE STAGE

AFDELING 1. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. V.III.9. De stage beoogt de evaluatie van de stagiair die in een situatie wordt geplaatst waarin hij een betrekking bekleedt die in overeenstemming is met het ambt waarvoor hij heeft gesolliciteerd.

De minister legt de algemene regels van de stage vast. Deze kunnen verschillen naargelang van het niveau waarin de stage wordt gevolgd. De stage kan opleidingsactiviteiten omvatten die uit een verplicht en, in voorkomend geval, een vrij gedeelte kunnen bestaan, zonder dat deze opleidingsactiviteiten samen meer dan één vierde van de stageduur in beslag mogen nemen.

Art. V.III.10. De korpschef, de commissaris-generaal of de door deze laatste aangewezen directeur-generaal stelt, met inachtneming van de in artikel V.III.9, tweede lid, bedoelde algemene beginselen, de opleidingsactiviteiten vast waaraan de stagiair moet deelnemen.

Art. V.III.11. De stage verloopt onder de leiding van de door de korpschef of de commissaris-generaal aangewezen officier of personeelslid van het niveau A, hierna "stageleider" genoemd.

De stageleider ziet er op toe dat de stagiair deelneemt aan de met toepassing van artikel V.III.10 bepaalde opleidingsactiviteiten.

De minister bepaalt de geschiktheidscriteria waaraan de officier of het personeelslid van niveau A moet voldoen om als stageleider te worden aangewezen.

AFDELING 2. — DE TOELATING TOT DE STAGE

Art. V. III. 12. Verkrijgt van rechtswege de hoedanigheid van stagiair, het niet-contractuele personeelslid dat de betrekking opneemt :

1° na te zijn aangeworven bij toepassing van de bepalingen van deel IV, titel I, hoofdstuk II;

2° of na te zijn aangewezen bij mobiliteit in het raam van de in artikel VII.IV.7 bedoelde bevordering naar een hoger niveau.

SECTION 3. — LA DUREE DU STAGE

Art. V.III.13. Le stage dure :

- 1° trois mois pour les stagiaires du niveau D;
- 2° six mois pour les stagiaires du niveau C et B;
- 3° douze mois pour les stagiaires du niveau A.

Il peut être prolongé au plus de la moitié de la durée dans le cas déterminé par l'article V.III.19, alinéa 1^{er}, 2°.

Art. V.III.14. § 1^{er}. Toutes les périodes durant lesquelles le stagiaire se trouve en activité de service sont prises en considération pour déterminer la durée du stage effectué.

Lorsque le stagiaire a été absent durant quinze jours ouvrables, en une ou plusieurs fois, même s'il était en activité de service durant ces absences, les absences ultérieures ne sont cependant pas prises en considération. Pour l'application de cette disposition, le jour ouvrable doit être compris dans le sens de celui visé à l'article VIII.I.1, 2°.

Ni les congés de vacances annuels, ni les congés visés aux articles VIII.IV.1 et VIII.IV.7 n'entrent en ligne de compte pour la détermination de ces jours d'absence.

§ 2. Sauf dans les cas énumérés au § 1^{er}, alinéa 3, les absences qui se produisent après que le stagiaire ait été absent durant quinze jours consécutifs ou non, entraînent la suspension du stage.

En cas de suspension du stage, l'intéressé conserve sa qualité de stagiaire et sa situation administrative est fixée conformément aux dispositions qui lui sont applicables.

Le stage est prolongé de plein droit de la période durant laquelle le stage est suspendu en application de l'alinéa 1^{er}.

SECTION 4. — L'EVALUATION DU STAGIAIRE

Art. V.III.15. Chaque stagiaire est accompagné par un membre du personnel de son corps en ce qui concerne la police locale ou de la direction générale dont il dépend en ce qui concerne la police fédérale, ci-après dénommé "mentor". Dans la mesure du possible, ce membre du personnel appartient au cadre administratif et logistique.

Le ministre détermine les critères d'aptitudes auxquels le membre du personnel doit satisfaire pour être désigné comme mentor. Le mentor n'est pas le maître de stage et est désigné par le commissaire général ou par le chef de corps parmi les membres qui satisfont à ces critères d'aptitude.

Le ministre détermine, en fonction de la nature particulière du service, le nombre maximum de stagiaires qu'un mentor peut accompagner.

Art. V.III.16. Après avoir entendu le stagiaire, le mentor rédige un rapport de fonctionnement selon le modèle déterminé par le ministre ou par le directeur du service qu'il désigne et ceci au minimum :

- 1° une fois en ce qui concerne le stagiaire du niveau D;
- 2° trimestriellement en ce qui concerne le stagiaire des niveaux C, B ou A.

Le mentor transmet le rapport au maître de stage pour prise de connaissance.

Art. V.III.17. A l'issue du stage et après avoir entendu le stagiaire, le mentor et le maître de stage rédigent, dans les 30 jours, un rapport final récapitulatif.

Ce rapport final est envoyé au chef de corps ou au commissaire général.

Art. V.III.18. Chaque rapport est, sans délai, porté à la connaissance du stagiaire qui le vise et y ajoute, le cas échéant, ses remarques.

AFDELING 3. — DE DUUR VAN DE STAGE

Art. V.III.13. De duur van de stage bedraagt :

- 1° drie maanden voor de stagiairs van niveau D;
- 2° zes maanden voor de stagiairs van niveau C en B;
- 3° twaalf maanden voor de stagiairs van niveau A.

Zij kan ten hoogste met de helft van de duur worden verlengd in het bij artikel V.III.19, eerste lid, 2°, bepaalde geval.

Art. V.III.14. § 1. Om de duur van de verrichte stage te berekenen, worden alle perioden waarin de stagiair in dienstactiviteit is, in aanmerking genomen.

Worden evenwel niet in aanmerking genomen, de afwezigheden die zich voordoen nadat de stagiair reeds vijftien werkdagen in één of verschillende malen afwezig is geweest, zelfs indien hij gedurende deze afwezigheden in dienstactiviteit is. Voor de toepassing van deze bepaling dient als werkdag te worden begrepen, de werkdag in de zin van artikel VIII.I.1, 2°.

Noch het jaarlijks vakantieverlof, noch de verloven bedoeld in de artikelen VIII.IV.1 en VIII.IV.7 komen voor de berekening van deze dagen afwezigheid in aanmerking.

§ 2. Behoudens in de in § 1, derde lid, opgesomde gevallen, hebben de afwezigheden die zich voordoen nadat de stagiair gedurende vijftien werkdagen in één of verschillende malen afwezig is geweest, schorsing van de stage tot gevolg.

In geval van schorsing van de stage behoudt de betrokkene zijn hoedanigheid van stagiair en zijn administratieve toestand wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen die op hem van toepassing zijn.

De stage wordt van rechtswege verlengd met de tijdsspanne gedurende dewelke de stage met toepassing van het eerste lid is geschorst.

AFDELING 4. — DE EVALUATIE VAN DE STAGIAIR

Art. V.III.15. Elke stagiair wordt begeleid door een personeelslid van zijn corps wat de lokale politie betreft of van de algemene directie waarvan hij afhangt wat de federale politie betreft, hierna "mentor" genoemd. In de mate van het mogelijke behoort dit personeelslid tot het administratief en logistiek kader.

De minister bepaalt de geschiktheidscriteria waaraan het personeelslid moet voldoen om als mentor te worden aangewezen. De mentor is niet de stageleider en wordt aangewezen door de commissaris-generaal of de korpschef onder de personeelsleden die voldoen aan deze geschiktheidscriteria.

De minister bepaalt het maximum aantal stagiairs dat een mentor mag begeleiden en dit in functie van de eigen aard van de dienst.

Art. V.III.16. De mentor stelt, na de stagiair te hebben gehoord, een verslag op over de wijze van functioneren volgens het model vastgesteld door de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst en dat ten minste :

- 1° één maal wat de stagiair van het niveau D betreft;
- 2° driemaandelijks wat de stagiair van het niveau C, B of A betreft.

Het verslag van de mentor wordt ter kennisgeving toegestuurd aan de stageleider.

Art. V.III.17. Op het einde van de stage wordt, na de stagiair te hebben gehoord, binnen de 30 dagen een samenvattend eindverslag opgesteld door de mentor en de stageleider.

Dit eindverslag wordt aan de korpschef dan wel de commissaris-generaal voorgelegd.

Art. V.III.18. Ieder verslag wordt onverwijld ter kennisgeving aan de stagiair toegestuurd die het viseert en er eventueel zijn opmerkingen aan toevoegt.

SECTION 5. — L'APTITUDE PROFESSIONNELLE DU STAGIAIRE

Art. V.III.19. Sur base des rapports visés à l'article V.III.16, du rapport final récapitulatif et des éventuelles remarques du stagiaire les concernant, le chef de corps ou le commissaire général décide après s'être informé notamment auprès des chefs de service concernés, selon le cas :

- 1° si le stagiaire a terminé le stage avec succès;
- 2° si le stage doit être prolongé dans les limites de l'article V.III.13;
- 3° de soumettre au bourgmestre, au collège de police ou au ministre un avis motivé tendant, selon le cas, à démettre le stagiaire en raison d'une inaptitude professionnelle ou, dans le cas d'un membre du personnel promu par accession à un niveau supérieur, à réaffecter dans son niveau d'origine ce dernier pour inaptitude professionnelle.

Le chef de corps informe le bourgmestre ou le collège de police de la décision visée à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°. Le commissaire général en informe le ministre.

Avant de prendre la décision visée à l'alinéa 1^{er}, 2° ou 3°, le chef de corps, le commissaire général ou leur délégué entend, à sa demande, le stagiaire, qui peut se faire assister, à son choix, par un avocat, un membre d'une organisation syndicale ou par un membre du personnel.

Art. V.III.20. Après réception de la proposition visée à l'article V.III.19, alinéa 1^{er}, 3°, le bourgmestre, le collège de police ou le ministre décide de la proposition de démission ou de remplacement pour inaptitude professionnelle.

Avant de décider le bourgmestre, le collège de police, le ministre ou son délégué entend le stagiaire, qui peut se faire assister par une des personnes visées à l'article V.III.19, alinéa 3.

Art. V.III.21. Le stagiaire qui est démis en raison d'inaptitude professionnelle, bénéficie d'un préavis de trois mois. Au plus tard à la date de décision de démission, un contrat de travail à durée déterminée de trois mois correspondant à la durée de ce préavis est conclu avec le stagiaire.

Art. V.III.22. Le stagiaire qui est réaffecté pour raison d'inaptitude professionnelle, est renommé par l'autorité de nomination dans son niveau d'origine et dans son grade antérieur, dans le corps de police auquel il appartenait, à la date du premier jour du mois qui suit la décision de remplacement pour raison d'inaptitude professionnelle.

Le membre du personnel nommé en application de l'alinéa 1^{er}, reprend de plein droit son ancienneté de niveau, de grade et d'échelle de traitement dans son cadre d'origine et son grade antérieur comme s'il n'avait jamais, conformément à l'article V.III.4, été nommé dans le grade supérieur.

L'autorité visée à l'article VI.II.86, désigne le membre du personnel renommé à un emploi conformément aux règles de réaffectation visées aux articles VI.II.85 à VI.II.91 y compris.

Art. V.III.23. Le stage prend fin de plein droit, soit le jour de la décision de réussite du stagiaire, soit le jour de la décision de démission ou de réaffectation pour inaptitude professionnelle.

SECTION 6. — LE DOSSIER DE STAGE

Art. V.III.24. Le dossier de stage comprend au moins :

- 1° un inventaire des pièces;
- 2° les rapports de stage visés à l'article V.III.16;
- 3° le rapport de stage récapitulatif visé à l'article V.III.17;
- 4° le cas échéant, les remarques du stagiaire relatives aux rapports visés au 2° et 3°;
- 5° la décision du chef de corps ou du commissaire général, visée à l'article V.III.19 et, le cas échéant, la décision visée à l'article V.III.20 ainsi que toutes les pièces probantes.

Le ministre détermine les autres pièces devant figurer dans le dossier de stage.

Art. V.III.25. Le ministre peut déterminer des modalités relatives, en particulier, au contenu, au mode de présentation et la conservation du dossier de stage.

AFDELING 5. — DE BEROEPSGESCHIKTHEID VAN DE STAGIAIR.

Art. V.III.19. Op basis van de verslagen bedoeld in artikel V.III.16, het samenvattend eindverslag en de eventuele opmerkingen ter zake van de stagiair, beslist de korpschef of de commissaris-generaal, na de nodige informatie te hebben ingewonnen inzonderheid bij de betrokken dienstchefs, naar gelang van het geval :

- 1° of de stagiair met goed gevolg de stage heeft volbracht;
- 2° of de stage, binnen de perken van artikel V.III.13, wordt verlengd;
- 3° om aan de burgemeester, het politiecollege of de minister een gemotiveerd voorstel voor te leggen dat er toe strekt, naar gelang van het geval, de stagiair te ontslaan wegens beroepsongeschiktheid of, indien het een personeelslid betreft dat bevorderd werd door verhoging van niveau, te herplaatsen in zijn oorspronkelijk niveau wegens beroepsongeschiktheid.

Van de beslissing bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, brengt de korpschef de burgemeester of het politiecollege op de hoogte. De commissaris-generaal brengt de minister ervan op de hoogte.

Alvorens de in het eerste lid, 2° of 3°, bedoelde beslissing te nemen hoort de korpschef, de commissaris-generaal of hun afgevaardigde, de stagiair, op diens verzoek, die zich naar eigen keuze kan laten bijstaan door een advocaat, een lid van een vakorganisatie of een personeelslid.

Art. V.III.20. Na ontvangst van het in artikel V.III.19, eerste lid, 3°, bedoelde voorstel, beslist de burgemeester, het politiecollege of de minister over het voorstel tot ontslag of tot herplaatsing wegens beroepsongeschiktheid.

Alvorens te beslissen hoort de burgemeester, het politiecollege, de minister of diens afgevaardigde, de stagiair, die zich kan laten bijstaan door één van de personen bedoeld in artikel V.III.19, derde lid.

Art. V.III.21. De stagiair die wegens beroepsongeschiktheid wordt ontslagen, geniet een opzeggingstermijn van drie maanden. Ten laatste op de datum van de beslissing tot ontslag, wordt met de stagiair een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde duur van drie maanden gesloten die overeenstemt met deze opzeggingstermijn.

Art. V.III.22. De stagiair die wegens beroepsongeschiktheid wordt herplaatst, wordt met ingang van de eerste dag van de maand die volgt op de beslissing tot herplaatsing wegens beroepsongeschiktheid door de benoemende overheid herbenoemd in het politiekorps waarvan hij deel uitmaakte, in zijn oorspronkelijk niveau en in zijn vroegere graad.

Het met toepassing van het eerste lid benoemde personeelslid herneemt van rechtswege zijn niveau-, graad- en loonschaalanciënniteit in zijn niveau van oorsprong en in zijn vroegere graad, alsof het nooit overeenkomstig artikel V.III.4 zou zijn benoemd in de hogere graad.

De in artikel VI.II.86 bedoelde overheid wijst het aldus herbenoemde personeelslid een betrekking aan overeenkomstig de regels van herplaatsing bedoeld in de artikelen VI.II.85 tot en met VI.II.91.

Art. V.III.23. De stage neemt van rechtswege een einde, hetzij op de dag waarop beslist wordt dat de stagiair met goed gevolg de stage heeft volbracht, hetzij op de dag waarop beslist wordt de stagiair wegens beroepsongeschiktheid te ontslaan of te herplaatsen.

AFDELING 6. — HET STAGEDOSSIER

Art. V.III.24. Het stagedossier bevat ten minste :

- 1° een inventaris van de stukken;
- 2° de stageverslagen bedoeld in artikel V.III.16;
- 3° het samenvattend eindverslag bedoeld in artikel V.III.17;
- 4° in voorkomend geval, de opmerkingen van de stagiair bij de in 2° en 3° bedoelde verslagen;
- 5° de beslissing van de korpschef of de commissaris-generaal bedoeld in artikel V.III.19 en, in voorkomend geval, de beslissing bedoeld in artikel V.III.20 alsmede alle stavingsstukken.

De minister bepaalt de overige stukken die in het stagedossier worden opgenomen.

Art. V.III.25. De minister kan nadere regels inzake inzonderheid de inhoud, de wijze van presentatie en het bijhouden van het stagedossier bepalen.

PARTIE VI. – L'ENGAGEMENT EFFICIENT DU PERSONNEL

TITRE 1^{er}. — L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAILCHAPITRE 1^{er}. – DEFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

Art. VII.1^{er}. Pour l'application du présent titre, il y a lieu d'entendre par :

1° l'autorité compétente :

a) en ce qui concerne la police locale, le chef de corps ou l'autorité qu'il désigne;

b) en ce qui concerne la police fédérale, le commissaire général, les directeurs généraux ou l'autorité qu'ils désignent;

2° la norme de prestation : le nombre de jours ouvrables dans une période, nommée "période de référence", multiplié par 7 heures 36 minutes. Pour l'application de cette notion il y a lieu d'entendre par jour ouvrable : chaque jour à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés;

3° la durée de travail : le temps pendant lequel le membre du personnel effectue des prestations de service;

4° le week-end : la période commençant le samedi à 00.00 heure et se terminant le dimanche à 24.00 heures.

Art. VI.I.2. Ce titre s'applique également aux militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police.

CHAPITRE II. – LA PERIODE DE REFERENCE
ET L'ORGANISATION DU SERVICE

Art. VII.3. § 1^{er}. La période de référence compte, en principe, deux mois.

La date de début et de fin de la période de référence est déterminée, par le ministre.

En principe, pendant cette période de référence, le service doit être organisé de telle façon que la norme de prestation ne soit pas dépassée.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er} et sur proposition, selon le cas, du bourgmestre, du collège de police ou du commissaire général, le ministre peut, dans des cas exceptionnels, pour un ou plusieurs services d'un corps de police, étendre la période de référence à maximum quatre mois, là où la norme de prestation ne peut être atteinte dans les deux mois.

Dans ce cas, les règles en matière d'organisation du temps de travail fixées aux articles VI.I.6, alinéa 2 et VI.I.10, § 2, sont appliquées en proportion avec, le cas échéant, l'arrondissement à l'unité supérieure.

CHAPITRE III. – LES TEMPS DE TRAVAIL ET DE REPOS

Art. VI.I.4. § 1^{er}. La durée du travail du membre du personnel ne peut pas excéder en moyenne 38 heures par semaine et est en principe répartie sur cinq jours.

Le ministre détermine quelles activités constituent des prestations de service entrant en ligne de compte pour fixer la durée du travail visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Sans préjudice du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, la durée du travail ne peut excéder 10 heures par période de vingt-quatre heures et 50 heures par semaine.

Art. VI.I.5. Le membre du personnel a droit au cours de chaque période de 24 heures, à une période minimale de repos de 11 heures consécutives, entre la cessation et la reprise du travail.

Cependant, cette période de repos peut consister en huit heures consécutives en cas de prolongation inattendue de la durée de travail après l'expiration de la durée de travail normalement prévue.

DEEL VI. – HET DOELTREFFEND INZETTEN VAN HET PERSONEEL

TITEL I. — DE ORGANISATIE VAN DE ARBEIDSTIJD

HOOFDSTUK I. – BEGRIPSOMSCHRIJVINGEN
EN TOEPASSINGSGEBIED

Art. VII.1. Voor de toepassing van deze titel moet worden verstaan onder :

1° de bevoegde overheid :

a) wat de lokale politie betreft, de korpschef of de door hem aangewezen overheid;

b) wat de federale politie betreft, de commissaris-generaal, de directeurs-generaal of de door hen aangewezen overheid;

2° de prestatienorm : het aantal werkdagen van een periode, "referentieperiode" genoemd, vermenigvuldigd met 7 uur en 36 minuten, waarbij voor de toepassing van dit begrip een werkdag elke dag is met uitsluiting van de zaterdagen, zondagen en feestdagen;

3° de arbeidsduur : de tijd gedurende dewelke het personeelslid dienstprestaties levert;

4° het weekend : de periode beginnend op zaterdag 00.00 uur en eindigend op zondag 24.00 uur.

Art. VI.I.2. Deze titel is ook van toepassing op de militairen bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

HOOFDSTUK II. – DE REFERENTIEPERIODE
EN DE ORGANISATIE VAN DE DIENST

Art. VII.3. § 1. De referentieperiode bedraagt principieel twee maanden.

De begin- en einddatum van de referentieperiode wordt bepaald door de minister.

Tijdens deze referentieperiode moet de dienst zodanig worden georganiseerd dat de prestatienorm principieel niet wordt overschreden.

§ 2. In afwijking van § 1 en op voorstel van, naar gelang van het geval, de burgemeester, het politiecollege of de commissaris-generaal, kan de minister in uitzonderlijke omstandigheden voor één of meer diensten van een politiekorps de referentieperiode uitbreiden tot maximum vier maanden daar waar de prestatienorm niet kan worden gehaald op twee maanden.

In dat geval worden de in de artikelen VI.I.6, tweede lid en VI.I.10, § 2, vastgelegde regels inzake de organisatie van de arbeidstijd, in evenredigheid toegepast met, in voorkomend geval, een afronding naar de hogere eenheid.

HOOFDSTUK III. – DE ARBEIDS- EN RUSTTIJDEN

Art. VI.I.4. § 1. De arbeidsduur van het personeelslid mag gemiddeld niet meer dan 38 uren per week belopen en is in principe gespreid over vijf dagen.

De minister bepaalt welke activiteiten als dienstprestaties in aanmerking komen om de in het eerste lid bedoelde arbeidsduur te bepalen.

§ 2. Onverminderd § 1, eerste lid, mag de arbeidsduur niet meer dan 10 uren per periode van vierentwintig uur en 50 uren per week bedragen.

Art. VI.I.5. Het personeelslid heeft in elke periode van 24 uur recht op ten minste 11 opeenvolgende uren rust tussen de beëindiging en de hervatting van de arbeid.

Deze rustperiode kan nochtans acht opeenvolgende uren bedragen in geval van een onverwachte verlenging van de arbeidsduur na afloop van de normaal voorziene arbeidsduur.

Art. VI.I.6. Après avoir travaillé 10 jours de suite, le membre du personnel a droit à deux jours ininterrompus de repos.

En principe, l'organisation du service garantit quatre week-ends de libre dans la période de référence.

Après avoir travaillé exceptionnellement trois week-ends consécutifs, les membres du personnel ont droit, lors du week-end suivant, à au moins 60 heures de repos ininterrompu, dans lesquelles ce week-end est compris.

Art. VII.7. Il peut être dérogé aux conditions de travail, énumérées dans les articles VI.I.4 à VI.I.6 y compris, dans les cas suivants :

1° pour les membres du personnel, désignés par arrêté ministériel, exerçant une fonction dirigeante ou disposant d'un pouvoir de décision autonome;

2° pour des activités nécessitant un déplacement de longue durée entre le lieu effectif de travail et le lieu habituel de travail du membre du personnel ou nécessitant des déplacements fréquents entre les différents lieux de travail du membre du personnel;

3° dans des circonstances exceptionnelles à déterminer par le ministre;

4° pour des missions exigées par une nécessité inattendue;

5° pour l'exécution de certains devoirs judiciaires qui sont soumis à des délais impartis par la loi;

6° pendant les périodes déclarées particulières par le ministre, le cas échéant en concertation avec le ministre de la Justice, pour l'accomplissement des missions, mentionnées dans l'article 97, alinéas 2 et 3 de la loi;

7° pour les missions de police temporaires et particulières de lutte contre des phénomènes, sur décision, selon le cas, du ministre, du bourgmestre ou du collège de police, et après concertation avec les organisations syndicales représentatives dans le comité de concertation de base ou dans le comité supérieur de concertation.

Il peut être dérogé aux conditions de travail énumérées dans les articles VI.I.4 et VI.I.6 pour les permanences organisées structurellement en service effectué à l'intérieur, de maximum douze heures, sur décision, selon le cas, du ministre, du bourgmestre ou du collège de police, et après concertation avec les organisations syndicales représentatives dans le comité de concertation de base ou dans le comité supérieur de concertation.

Art. VI.I.8. Quand une prestation de service comprend les heures normales de table, la prestation de service sera interrompue pendant au moins 30 minutes de repos afin de prendre un repas.

Pendant l'exécution d'un service de permanence ou opérationnel d'au moins 6 heures, qui ne peut pas être interrompu, un repas d'une durée maximale de 30 minutes est pris en compte pour les prestations de service par période de 6 heures.

Art. VI.I.9. Les membres du personnel enceintes ne peuvent travailler plus de 9 heures par jour et 38 heures par semaine.

CHAPITRE IV. - LES PRESTATIONS DE NUIT

Art. VI.I.10. § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, une prestation de nuit est une prestation de service effective, effectuée entre 22.00 et 06.00 heures. Tout autre prestation est, en ce qui concerne le présent chapitre, une prestation diurne.

Une prestation diurne prolongée de moins de 2 heures après 22.00 heures, n'est pas prise en considération pour l'application des maximums visés au § 2.

§ 2. Le membre du personnel peut effectuer au maximum 54 prestations de nuit par an avec un maximum de 9 prestations de nuit par période de référence, excepté lors de circonstances exceptionnelles déterminées par le ministre.

Le maximum de 9 prestations de nuit visé à l'alinéa 1^{er} peut être augmenté par, selon le cas, le ministre, le bourgmestre ou le collège de police, jusqu'à un maximum de 12 prestations de nuit.

Pour le service effectué à l'intérieur, visé à l'article VI.I.7, alinéa 2, les maxima visés à l'alinéa 1^{er} sont portés à 60 prestations de nuit par an avec un maximum de 15 prestations de nuit par période de référence.

Art. VI.I.6. Na 10 opeenvolgende dagen te hebben gewerkt, heeft het personeelslid recht op twee dagen ononderbroken rust.

In principe waarborgt de dienstorganisatie vier vrije weekends gedurende de referentieperiode.

Na uitzonderlijk drie opeenvolgende weekends te hebben gewerkt, hebben de personeelsleden voor het volgend weekend recht op minimum 60 uren ononderbroken rust met inbegrip van dat weekend.

Art. VI.I.7. Van de in de artikelen VI.I.4 tot en met VI.I.6 opgesomde arbeidsvoorwaarden mag in de volgende gevallen worden afgeweken :

1° voor de bij ministerieel besluit aangewezen personeelsleden die een leidend ambt uitoefenen of over een autonome beslissingsbevoegdheid beschikken;

2° voor werkzaamheden die een langdurige verplaatsing noodzaken tussen de werkelijke arbeidsplaats en de gewone plaats van het werk van het personeelslid of veelvuldige verplaatsingen noodzaken tussen de verschillende arbeidsplaatsen van het personeelslid;

3° in uitzonderlijke door de minister te bepalen omstandigheden;

4° voor opdrachten die door een onvoorziene noodzakelijkheid worden vereist;

5° voor de uitvoering van bepaalde gerechtelijke taken die onderworpen zijn aan door de wet gestelde termijnen;

6° gedurende de door de minister afgekondigde bijzondere periodes, in voorkomend geval na overleg met de minister van Justitie wat de vervulling van de in artikel 97, tweede en derde lid, van de wet, vermelde opdrachten betreft;

7° voor tijdelijke en bijzondere politieopdrachten van fenomeenbestrijding, op beslissing van, naar gelang van het geval, de minister, de burgemeester of het politiecollege en na overleg met de representatieve vakorganisaties in het betrokken basisoverlegcomité dan wel in het hoog overlegcomité.

Van de in de artikelen VI.I.4 en VI.I.6 opgesomde arbeidsvoorwaarden mag worden afgeweken voor de structureel georganiseerde permanenties in binnendienst van maximaal twaalf uren, op beslissing van, naar gelang van het geval, de minister, de burgemeester of het politiecollege en na overleg met de representatieve vakorganisaties in het betrokken basisoverlegcomité dan wel in het hoog overlegcomité.

Art. VI.I.8. Wanneer een dienstprestatie de normale uren voor het nemen van maaltijden omvat, zal deze dienstprestatie, voor het nemen van een maaltijd, gedurende ten minste 30 minuten door rust worden onderbroken.

Tijdens de uitvoering van een permanentiedienst of een operationele dienst van ten minste 6 uren die niet kan worden onderbroken, wordt het nemen van één maaltijd voor een maximumduur van 30 minuten als dienstprestatie aangerekend per periode van 6 uur.

Art. VI.I.9. Zwangere personeelsleden mogen niet meer dan 9 uren per dag en 38 uren per week werken.

HOOFDSTUK IV. - DE NACHTPRESTATIES

Art. VI.I.10. § 1. Een nachtprestatie is voor de toepassing van dit hoofdstuk een werkelijke dienstprestatie uitgevoerd tussen 22.00 en 06.00 uur. Elke andere prestatie is, wat dit hoofdstuk betreft, een dagprestatie.

Een dagprestatie die met minder dan twee uren uitloopt na 22.00 uur, wordt evenwel niet aangerekend op de in de § 2 bedoelde maxima.

§ 2. Het personeelslid mag maximum 54 nachtprestaties per jaar verrichten met een maximum van 9 nachtprestaties per referentieperiode, behoudens uitzonderlijke omstandigheden door de minister vastgesteld.

Het in het eerste lid bedoelde maximum van 9 nachtprestaties kan, naar gelang van het geval, door de minister, de burgemeester of het politiecollege worden verhoogd tot maximum 12 nachtprestaties.

Voor de in artikel VI.I.7, tweede lid, bedoelde binnendienst, worden de in het eerste lid bedoelde maxima opgetrokken tot 60 nachtprestaties per jaar met een maximum van 15 nachtprestaties per referentieperiode.

Les maxima visés à l'alinéa 1^{er} peuvent, selon le cas, sur décision du ministre, du bourgmestre ou du collège de police, et après concertation avec les organisations syndicales représentatives dans le comité de concertation de base concerné ou dans le comité supérieur de concertation, être augmentés dans le cadre des missions de police temporaires et particulières de lutte contre des phénomènes.

Art. VI.I.11. Sans préjudice de l'alinéa 3, le membre du personnel est, à sa demande et à partir de cinq ans avant l'âge de la pension anticipée, dispensé de prestations de nuit.

A cet effet, le membre du personnel introduit une demande écrite auprès de l'autorité compétente.

L'autorité compétente dispose d'un délai de trois mois pour proposer au membre du personnel, par écrit, un régime de travail qui ne comporte que des prestations diurnes et qui correspond avec son grade et sa fonction.

Si un tel régime de travail n'est pas possible, le membre du personnel peut, à sa convenance :

- 1° soit décider de conserver son emploi;
- 2° soit demander d'être réaffecté dans un emploi avec un régime de travail comprenant uniquement des prestations diurnes.

Art. VI.I.12. Pendant sa grossesse, le membre du personnel a droit à un régime de travail sans prestations de nuit, et cela jusqu'à trois mois après l'accouchement.

CHAPITRE V. – LES MODALITES CONCERNANT LE PERSONNEL CONTACTABLE ET RAPPELABLE

Art. VI.I.13. La notion "contactable" implique que le membre du personnel puisse être trouvé ou contacté par l'autorité compétente.

La notion de "rappelable" implique que le membre du personnel, qui n'est pas en congé, exception faite des congés visés à l'article VIII.III.12 et pour autant qu'ils ne précèdent ou ne suivent pas le congé visé à l'article VIII.III.1^{er}, puisse reprendre son service endéans un délai raisonnable déterminé par l'autorité compétente. Ce délai ne peut pas dépasser deux heures.

Art. VI.I.14. Le personnel contactable et/ou rappelable, ainsi que le niveau selon lequel il est contactable et rappelable sont déterminés par l'autorité compétente.

Art. VI.I.15. En cas de rappel et en sus de la prestation effective, la durée des déplacements vers le lieu de la mission et retour est également prise en considération pour le calcul du temps de travail.

TITRE II. – LA MISE EN PLACE DU PERSONNEL

CHAPITRE I^{er}. — LA PREMIERE AFFECTATION

SECTION 1^{re} — LA PREMIERE AFFECTATION D'UN STAGIAIRE DU CADRE OPERATIONNEL

Art. VI.II.1^{er}. La présente section est uniquement applicable au stagiaire qui est nommé conformément aux articles V.II.2 et V.II.3.

Art. VI.II.2. La première affectation d'un stagiaire s'effectue toujours à un emploi du cadre du personnel du cadre opérationnel.

Art. VI.II.3. Le chef de corps ou, selon le cas, le commissaire général ou le directeur général que celui-ci désigne, affecte le stagiaire pour l'emploi qu'il a obtenu conformément aux dispositions relatives à la mobilité contenues dans le chapitre II du présent titre.

Le stagiaire qui, en application de l'article V.II.3 est nommé au sein de la police fédérale parce qu'il n'a obtenu aucun emploi conformément aux règles relatives à la mobilité comprises au chapitre II de ce titre, est affecté à un emploi dans la police fédérale par le commissaire général ou le directeur général que celui-ci désigne.

De in het eerste lid bedoelde maxima kunnen, op beslissing van, naar gelang van het geval, de minister, de burgemeester of het politiecollege, en na overleg met de representatieve vakorganisaties in het betrokken basisoverlegcomité dan wel in het hoog overlegcomité, worden verhoogd in het raam van tijdelijke en bijzondere politieopdrachten van fenomeenbestrijding.

Art. VI.I.11. Onverminderd het derde lid, wordt het personeelslid op zijn vraag en vanaf vijf jaar vóór de vervroegde pensioenleeftijd, vrijgesteld van nachtprestaties.

Het personeelslid dient hiertoe een schriftelijk verzoek in bij de bevoegde overheid.

De bevoegde overheid beschikt over een termijn van drie maanden om het personeelslid schriftelijk een arbeidsregeling voor te stellen omvattend alleen dagprestaties en die overeenstemt met zijn graad en ambt.

Indien een dergelijke arbeidsregeling niet mogelijk is, dan kan het personeelslid, naargelang het hem schikt :

- 1° ofwel beslissen zijn betrekking te behouden;
- 2° ofwel vragen om herplaatst te worden in een betrekking waarvan de arbeidsregeling uitsluitend voorziet in dagprestaties.

Art. VI.I.12. Het personeelslid heeft tijdens haar zwangerschap recht op een arbeidsregeling die geen nachtprestaties inhoudt en dit tot drie maanden na de bevalling.

HOOFDSTUK V. – DE NADERE REGELEN INZAKE BEREIKBAARHEID EN TERUGGROEPBAARHEID

Art. VI.I.13. Het begrip "bereikbaar" impliceert dat het personeelslid door de bevoegde overheid aangetroffen of gecontacteerd kan worden.

Het begrip "terugroepbaar" impliceert dat het personeelslid, dat niet in verlof is, met uitzondering van de verloven bedoeld in artikel VIII.III.12, en voor zover die het verlof bedoeld in artikel VIII.III.1 niet voorafgaan of opvolgen, binnen een door de bevoegde overheid bepaalde redelijke termijn de dienst kan hervatten. Die termijn kan de twee uur niet overschrijden.

Art. VI.I.14. Het bereikbaar en/of terugroepbaar personeel evenals de graad van bereikbaarheid en terugroepbaarheid worden bepaald door de bevoegde overheid.

Art. VI.I.15. In geval van terugroeping wordt, wat de berekening van de arbeidsduur betreft, naast de werkelijke dienstprestatie, eveneens de duur van de verplaatsingen naar de plaats van de opdracht en terug in rekening gebracht.

TITEL II. — DE INPLAATSSTELLING VAN HET PERSONEEL

HOOFDSTUK I. — DE EERSTE AANWIJZING

AFDELING 1. — DE EERSTE AANWIJZING VAN EEN STAGIAIR VAN HET OPERATIONEEL KADER

Art. VI.II.1. Deze afdeling is enkel toepasselijk op de stagiair die is benoemd overeenkomstig de artikelen V.II.2 en V.II.3.

Art. VI.II.2. De eerste aanwijzing van een stagiair geschiedt steeds in een betrekking van de personeelsformatie van het operationeel kader.

Art. VI.II.3. De korpschef of, naar gelang van het geval, de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal, wijst de stagiair aan voor de betrekking die hij overeenkomstig de bepalingen betreffende de mobiliteit, vervat in hoofdstuk II van deze titel, heeft bekomen.

De stagiair die met toepassing van artikel V.II.3 is benoemd in de federale politie omdat hij geen betrekking overeenkomstig de regels inzake de mobiliteit, vervat in hoofdstuk II van deze titel, heeft bekomen, wordt door de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal die hij aanwijst, aangewezen voor een betrekking in de federale politie.

L'affectation visée par l'alinéa 2 s'effectue au choix des stagiaires en fonction de leur ancienneté relative visée à l'article II.I.8, à partir d'une liste d'emplois vacants proposés par le commissaire général ou le directeur général que celui-ci désigne. A défaut d'emplois vacants, le stagiaire est désigné d'office à un emploi en surnombre.

Art. VI.II.4. Le ministre peut préciser les modalités de la procédure à suivre par les autorités visées dans le présent chapitre.

SECTION 2. — LA PREMIERE AFFECTATION D'UN MEMBRE DU PERSONNEL DU CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE

Art. VI.II.5. La présente section est uniquement applicable au membre du personnel qui est nommé conformément à l'article V.III.6.

Art. VI.II.6. Le chef de corps ou, selon le cas, le commissaire général ou le directeur général qu'il désigne, affecte le membre du personnel à l'emploi vacant.

Art. VI.II.7. Le ministre peut préciser les modalités de la procédure à suivre par les autorités visées dans le présent chapitre.

CHAPITRE II. — L'ORGANISATION DE LA MOBILITE

SECTION 1^{re}. — DISPOSITIONS COMMUNES

Sous-section 1^{re}. — Les conditions générales pour la mobilité

Art. VI.II.8. Un emploi déclaré vacant au sein de la police fédérale ou d'un corps de la police locale peut être attribué par mobilité aux conditions fixées dans le présent chapitre.

L'organisation définie dans ce chapitre n'est pas applicable aux emplois à mandats visés aux articles 48, 107 et 149 de la loi, ni aux emplois à mandats visés à l'article VII.III.2, ni aux mises en place visées à l'article 96 de la loi.

Art. VI.II.9. Les affectations par mobilité visées dans le présent chapitre interviennent exclusivement sur base volontaire.

Art. VI.II.10. Pour la mobilité au sein de la police fédérale, entre les différents corps de la police locale et entre les corps de police précités et la police fédérale, entre exclusivement en ligne de compte le membre du personnel qui :

1° compte un temps de présence d'au moins trois ans dans l'emploi qu'il occupe en ce compris, le cas échéant, la durée de la formation fonctionnelle pour cet emploi ainsi que le délai visé à l'article VI.II.26;

2° est revêtu d'un des grades et, le cas échéant, est porteur d'un brevet, qui constituent des conditions d'octroi pour l'emploi vacant;

3° n'a pas reçu, comme dernière évaluation de fonctionnement, une évaluation avec la mention finale "insuffisante" telle que visée à l'article VII.I.9;

4° se trouve dans une position administrative dans laquelle il peut faire valoir ses droits à la promotion et à la carrière barémique.

Peut cependant, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, poser valablement sa candidature et participer à la sélection :

1° l'aspirant qui a terminé la partie de la formation de base déterminée par le ministre, à l'exception de l'aspirant qui est recruté en application de l'article IV.I.11. Il ne peut cependant être nommé qu'à partir du jour où il est admis au stage visé à l'article V.II.7;

2° le stagiaire qui, conformément à l'article VI.II.3, alinéa 2, est affecté à un emploi à la police fédérale;

3° le membre du personnel visé à l'article VI.II.69, après un temps de présence d'un an à compter de la désignation d'office;

De in het tweede lid bedoelde aanwijzing geschiedt naar keuze van de stagiairs in functie van hun relatieve anciënniteit bedoeld in artikel II.I.8, uit een lijst van vacante betrekkingen voorgesteld door de commissaris-generaal of door de door deze aangewezen directeur-generaal. Bij gebreke aan vacante betrekkingen, wordt de stagiair ambtshalve aangewezen in een betrekking in overtal.

Art. VI.II.4. De minister kan de gedetailleerde regels bepalen van de procedure te volgen door de overheden bedoeld in dit hoofdstuk.

AFDELING 2. — DE EERSTE AANWIJZING VAN EEN PERSONEELSLID VAN HET ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER

Art. VI.II.5. Deze afdeling is enkel toepasselijk op het personeelslid dat is benoemd overeenkomstig artikel V.III.6.

Art. VI.II.6. De korpschef of, naar gelang van het geval, de commissaris-generaal of de door hem aangewezen directeur-generaal, wijst het personeelslid aan voor de vacante betrekking.

Art. VI.II.7. De minister kan de gedetailleerde regels bepalen van de procedure te volgen door de overheden bedoeld in dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK II. — DE REGELING VAN DE MOBILITEIT

AFDELING 1. — GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN

Onderafdeling 1. — De algemene voorwaarden voor mobiliteit

Art. VI.II.8. Onder de in dit hoofdstuk gestelde voorwaarden kan er bij wijze van mobiliteit worden voorzien in een betrekking die vacant is verklaard in de federale politie of in een korps van de lokale politie.

De in dit hoofdstuk bepaalde regeling is niet van toepassing op de mandaatbetrekkingen bedoeld in de artikelen 48, 107 en 149 van de wet, noch op de mandaatbetrekkingen bedoeld in artikel VII.III.2 en evenmin op de inplaatsstellingen bedoeld in artikel 96 van de wet.

Art. VI.II.9. De aanwijzingen bij mobiliteit bedoeld in dit hoofdstuk, gebeuren uitsluitend op vrijwillige basis.

Art. VI.II.10. Voor de mobiliteit in de federale politie, tussen de verschillende lokale politiekorpsen en tussen de laatstgenoemde politiekorpsen en de federale politie, komt uitsluitend het personeelslid in aanmerking dat :

1° een aanwezigheidsstermijn van ten minste drie jaar heeft volbracht in de betrekking die het bekleedt, met inbegrip van de duur van, in voorkomend geval, de functionele opleiding voor die betrekking en de termijn bedoeld in artikel VI.II.26;

2° met één van de graden bekleed is en, in voorkomend geval, houder is van een brevet, die als toekenningvoorwaarden voor de vacante betrekking gelden;

3° als laatste functioneringsevaluatie geen evaluatie met eindvermelding "onvoldoende" geniet zoals bedoeld in artikel VII.I.9;

4° zich bevindt in een administratieve stand waar het zijn aanspraken op bevordering en baremische loopbaan kan doen gelden.

Kan evenwel in afwijking van het eerste lid, 1°, rechtsgeldig zijn kandidaatstelling indienen en deelnemen aan de selectie :

1° de aspirant die het door de minister bepaalde gedeelte van de basisopleiding heeft beëindigd, met uitzondering van de aspirant die is aangeworven bij toepassing van artikel IV.I.11. Hij kan evenwel slechts worden benoemd vanaf de dag dat hij toegelaten wordt tot de stage als bedoeld in artikel V.II.7;

2° de stagiair die overeenkomstig artikel VI.II.3, tweede lid, is aangewezen voor een betrekking in de federale politie;

3° het personeelslid bedoeld in artikel VI.II.69, na een aanwezigheidsstermijn van één jaar te rekenen vanaf de ambtshalve aanwijzing;

4° le membre du personnel visé à l'article VI.II.89, alinéa 2, après un temps de présence d'un an à compter de sa réaffectation en surnombre.

Si l'autorité visée à l'article VI.II.15 le décide au moment de déclarer l'emploi vacant, le membre du personnel qui est candidat à un emploi spécialisé et qui ne possède pas le brevet requis pour cet emploi peut, par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, introduire valablement sa candidature et participer à la sélection. Sa candidature ne sera toutefois examinée que dans les limites fixées par l'article VI.II.23.

Le ministre détermine les modalités concernant le temps de présence prévu à l'alinéa 1^{er}, 1°, et plus spécifiquement le moment à partir duquel ce délai prend cours.

Art. VI.II.11. Les conditions visées à l'article VI.II.10 doivent être remplies à la date ultime de rentrée des candidatures, telle que déterminée conformément à l'article VI.II.18, alinéa 2, 5°.

Art. VI.II.12. Le ministre peut pour des raisons de nécessité opérationnelle déroger aux conditions définies à l'article VI.II.10.

Sous-section 2. — Le dossier de mobilité

Art. VI.II.13. Le dossier de mobilité comprend :

- 1° un inventaire des pièces;
- 2° la fiche de mobilité dont le contenu est déterminé par le ministre;
- 3° les extraits ou copies du dossier personnel déterminés par le ministre;
- 4° la dernière évaluation de fonctionnement et, le cas échéant, l'évaluation spécifique visée à l'article VII.I.21, alinéa 2, 1°, si elle est requise;
- 5° la candidature et, si cela est requis, les pièces qui y sont jointes.

Art. VI.II.14. Le ministre peut déterminer les modalités concernant notamment le contenu, la manière de présenter et de tenir à jour le dossier de mobilité.

SECTION 2. — LES REGLES DE PROCEDURE

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. VI.II.15. Le conseil communal ou le conseil de police sur avis du chef de corps pour ce qui concerne la police locale ou le commissaire-général ou le directeur général qu'il désigne pour ce qui concerne la police fédérale, décide :

- 1° si un emploi est déclaré vacant;
- 2° du mode de sélection pour l'emploi déclaré vacant selon une ou plusieurs des modalités de sélection visées aux articles VI.II.21 ou VI.II.22;
- 3° s'il s'agit d'un emploi pour lequel, dans le sens de l'article VII.I.21, alinéa 2, 1°, une évaluation spécifique est demandée;
- 4° de la date ultime d'introduction des candidatures;
- 5° de la date ultime souhaitée avant laquelle la sélection doit intervenir;
- 6° le cas échéant, de la composition de la commission de sélection compétente ou s'il est fait appel à la commission de sélection nationale pour la sélection des officiers de la police locale visée à l'article VI.II.46 ou, selon le cas, la commission de sélection nationale pour le personnel du niveau A de la police locale visée à l'article VI.II.52.

Art. VI.II.16. L'autorité visée à l'article VI.II.15 peut déclarer vacant un emploi qui deviendra vacant dans un délai raisonnable.

4° het personeelslid bedoeld in artikel VI.II.89, tweede lid, na een aanwezigheidstermijn van één jaar te rekenen vanaf zijn herplaatsing in overtal.

Indien de in artikel VI.II.15 bedoelde overheid dit op het ogenblik van de beslissing tot vacantverklaring beslist, kan het personeelslid dat kandidaat is voor een gespecialiseerde betrekking en dat niet over het voor deze betrekking vereiste brevet beschikt, in afwijking van het eerste lid, 2°, rechtsgeldig zijn kandidaatstelling indienen en deelnemen aan de selectie. Zijn kandidaatstelling wordt evenwel slechts onderzocht binnen de perken van artikel VI.II.23.

De minister bepaalt de nadere regels inzake de in het eerste lid, 1°, bedoelde aanwezigheidstermijn en inzonderheid het tijdstip waarop deze termijn ingaat.

Art. VI.II.11. De in artikel VI.II.10 bedoelde voorwaarden moeten vervuld zijn op de uiterste datum van indiening van de kandidaatstelling zoals die is vastgesteld overeenkomstig artikel VI.II.18, tweede lid, 5°.

Art. VI.II.12. De minister kan, om redenen van operationele noodzaak, afwijken van de in artikel VI.II.10 bepaalde voorwaarden.

Onderafdeling 2. — Het mobiliteitsdossier

Art. VI.II.13. Het mobiliteitsdossier omvat :

- 1° een inventaris van de stukken;
- 2° de mobiliteitsfiche waarvan de inhoud wordt bepaald door de minister;
- 3° de door de minister bepaalde uittreksels of afschriften uit het persoonlijk dossier;
- 4° de laatste functioneringsevaluatie en, in voorkomend geval, de in artikel VII.I.21, tweede lid, 1°, bedoelde specifieke evaluatie indien deze is opgelegd;
- 5° de kandidaatstelling en, indien opgelegd, de eraan toegevoegde stukken.

Art. VI.II.14. De minister kan de nadere regels inzake inzonderheid de inhoud, de wijze van presentatie en het bijhouden van het mobiliteitsdossier bepalen.

AFDELING 2. — DE PROCEDUREVOORSCHRIFTEN

Onderafdeling 1. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. VI.II.15. De gemeenteraad of de politieraad, op advies van de korpschef wat de lokale politie betreft of de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal wat de federale politie betreft, beslist :

- 1° of een betrekking wordt vacant verklaard;
- 2° over de wijze van selectie voor de vacant verklaarde betrekking onder één of meerdere van de selectiemodaliteiten bedoeld in de artikelen VI.II.21 of VI.II.22;
- 3° of het een betrekking betreft waarvoor in de zin van artikel VII.I.21, tweede lid, 1°, een specifieke evaluatie wordt gevraagd;
- 4° over de uiterste datum van indienen van de kandidaatstellingen;
- 5° over de gewenste uiterste datum voor dewelke de selectie moet plaatsgrijpen;
- 6° in voorkomend geval, over de samenstelling van de bevoegde selectiecommissie dan wel of een beroep zal worden gedaan op de nationale selectiecommissie voor officieren van de lokale politie bedoeld in artikel VI.II.46 of, naar gelang van het geval, de nationale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de lokale politie bedoeld in artikel VI.II.52.

Art. VI.II.16. De in artikel VI.II.15 bedoelde overheid kan een betrekking vacant verklaren die binnen afzienbare tijd vacant wordt.

Art. VI.II.17. Le chef de corps, le commissaire-général ou le directeur général qu'il désigne, communique sans délai les emplois déclarés vacants, ci-après dénommés "vacances d'emplois", au ministre ou au service qu'il désigne.

Art. VI.II.18. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne fait un appel aux candidatures.

Cet appel contient au minimum les données suivantes :

1° une courte description de fonction de l'emploi à attribuer, l'adresse et le service où une description détaillée de l'emploi et tous les renseignements complémentaires peuvent être obtenus;

2° le profil souhaité;

3° le lieu habituel de travail;

4° les catégories de personnel qui peuvent s'inscrire pour la vacance d'emploi;

5° la date ultime d'introduction des candidatures qui se situe au moins 16 jours après la publication de l'appel aux candidatures;

6° le mode de sélection des candidats et en particulier si l'emploi est attribué à l'ancienneté dans le sens de l'article VI.II.22.

Le cas échéant, cet appel est complété par les données visés aux articles VI.II.15, 3° et 6° et VI.II.19, § 1^{er}, alinéa 4.

Le ministre précise les modalités de l'appel aux candidats et en particulier la manière dont il doit se dérouler.

Art. VI.II.19. § 1^{er}. Le membre du personnel introduit sa candidature auprès du service désigné par le ministre.

Pour être valable, cette candidature doit :

1° être introduite à l'aide du formulaire-type déterminé par le ministre et qui lui est remis par le service auquel il appartient;

2° soit être envoyée par lettre recommandée, soit être remise à son chef hiérarchique au moyen d'une lettre avec accusé de réception, soit être directement remise au moyen d'une lettre avec accusé de réception au service désigné à l'alinéa 1^{er};

3° être introduite au plus tard à la date déterminée à l'article VI.II.18, alinéa 2, 5°.

Le candidat joint à sa candidature la fiche de mobilité visée par l'article VI.II.13, 2°.

Le candidat à un emploi d'officier ou à un emploi du niveau A joint à sa candidature, sous peine d'irrecevabilité, une note dans laquelle il expose les titres et mérites qu'il estime pouvoir faire valoir pour l'emploi. L'autorité visée à l'article VI.II.15 peut étendre cette obligation à des vacances d'emplois pour des emplois spécialisés qu'elle détermine.

§ 2. Le chef hiérarchique visé au § 1^{er}, alinéa 2, 2°, transmet sans délai la candidature au service désigné par le ministre, conformément au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Art. VI.II.20. Le service désigné par le ministre conformément à l'article VI.II.19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, transmet sans délai la candidature au chef de corps ou au commissaire général, selon qu'il s'agit d'une vacance d'emploi dans un corps de la police locale ou à la police fédérale.

Le ministre peut déterminer les modalités concernant la manière dont le service déterminé à l'article VI.II.19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, transmet la candidature à l'autorité visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. VI.II.21. L'autorité visée à l'article VI.II.15 peut, en ce qui concerne le mode de sélection pour l'emploi déclaré vacant, choisir une ou plusieurs des modalités de sélection suivantes :

1° le recueil, par candidat, de l'avis motivé du chef de corps s'il s'agit d'un emploi à attribuer à la police locale ou du directeur général ou de l'officier ou du membre du personnel du cadre administratif du niveau A qu'il désigne de la direction générale à laquelle ressortit l'emploi vacant, s'il s'agit d'un emploi à attribuer à la police fédérale;

2° la tenue d'une interview avec les différents candidats par le chef de corps s'il s'agit d'un emploi à attribuer à la police locale ou par le directeur général ou l'officier ou le membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A qu'il désigne de la direction

Art. VI.II.17. De korpschef, de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal, deelt de vacant verklaarde betrekkingen, hierna "vacatures" genoemd, onverwijld mee aan de minister of aan de door deze aangewezen dienst.

Art. VI.II.18. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst doet een oproep tot kandidaatstelling voor de vacatures.

Deze oproep bevat minstens de volgende gegevens :

1° een korte functiebeschrijving van de te begeven betrekking, het adres en de dienst waar een uitgebreide beschrijving en alle nadere toelichtingen te verkrijgen zijn;

2° het gewenste profiel;

3° de gewone plaats van het werk;

4° de categorieën van het personeel die zich voor de vacature mogen inschrijven;

5° de uiterste datum van indiening van de kandidaatstellingen die niet vroeger mag vallen dan 16 dagen na de verschijning van de oproep tot kandidaatstelling;

6° de wijze van selectie onder de kandidaten en inzonderheid of de betrekking wordt begeven naar anciënniteit in de zin van artikel VI.II.22.

In voorkomend geval wordt deze oproep aangevuld met de gegevens bedoeld in de artikelen VI.II.15, 3° en 6° en VI.II.19, § 1, vierde lid.

De minister bepaalt de nadere regels inzake de oproep tot de kandidaten en inzonderheid de wijze waarop deze moet geschieden.

Art. VI.II.19. § 1. Het personeelslid dient zijn kandidaatstelling in bij de door de minister aangewezen dienst.

Om geldig te zijn moet deze kandidaatstelling :

1° ingediend worden bij middel van het door de minister bepaalde modelformulier dat hem door de politiedienst waarvan hij deel uitmaakt ter hand wordt gesteld;

2° hetzij verstuurd zijn per aangetekende brief, hetzij door middel van een brief tegen ontvangstbewijs overhandigd worden aan de hiërarchische meerdere, hetzij door middel van een brief tegen ontvangstbewijs rechtstreeks overhandigd worden aan de overeenkomstig het eerste lid aangewezen dienst;

3° ingediend zijn ten laatste op de in artikel VI.II.18, tweede lid, 5°, bepaalde datum.

Bij de kandidaatstelling voegt de kandidaat de mobiliteitsfiche bedoeld in artikel VI.II.13, 2°.

De kandidaat voor een betrekking voor officier of voor een betrekking voor niveau A voegt, op straffe van niet-ontvankelijkheid, bij zijn kandidaatstelling een nota waarin hij zijn aanspraken en verdiensten uiteenzet die hij meent te kunnen doen gelden voor de betrekking. De in artikel VI.II.15 bedoelde overheid kan deze verplichting uitbreiden tot vacatures voor gespecialiseerde betrekkingen die hij bepaalt.

§ 2. De hiërarchische meerdere, bedoeld in § 1, tweede lid, 2°, zendt onverwijld de kandidaatstelling naar de door de minister overeenkomstig § 1, eerste lid, aangewezen dienst.

Art. VI.II.20. De door de minister overeenkomstig artikel VI.II.19, § 1, eerste lid, aangewezen dienst deelt de kandidaatstellingen onverwijld mee aan de korpschef of aan de commissaris-generaal, naargelang het een vacature in een korps van de lokale politie dan wel in de federale politie betreft.

De minister kan nadere regels bepalen inzake de wijze waarop de in artikel VI.II.19, § 1, eerste lid, bepaalde dienst de kandidaatstellingen meedeelt aan de in het eerste lid bedoelde overheid.

Art. VI.II.21. De in artikel VI.II.15 bedoelde overheid kan, wat de wijze van selectie betreft voor de vacant verklaarde betrekkingen, één of meer van de volgende selectiemodaliteiten kiezen :

1° het inwinnen, per kandidaat, van het gemotiveerd advies van de korpschef indien het een te begeven betrekking in de lokale politie betreft, of van de directeur-generaal of de door deze aangewezen officier of personeelslid van het administratief en logistiek kader van niveau A van de algemene directie waaronder de vacante betrekking ressorteert, indien het een te begeven betrekking betreft in de federale politie;

2° het houden van een interview met de verschillende kandidaten door de korpschef indien het een te begeven betrekking in de lokale politie betreft, of door de directeur-generaal of de door deze aangewezen officier of personeelslid van het administratief en logistiek kader

générale à laquelle ressortit l'emploi vacant, s'il s'agit d'un emploi à attribuer à la police fédérale, à laquelle un observateur de chaque organisation syndicale représentative peut assister;

3° le recueil de l'avis du chef de corps du candidat ou du directeur général ou de l'officier ou le membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A qu'il désigne de la direction générale à laquelle ressortit l'emploi vacant;

4° le recueil de l'avis d'une commission de sélection, soit pour officiers, telle que visée, selon le cas, aux articles VI.II.41, VI.II.46 ou VI.II.55, soit pour les membres du cadre de base ou du cadre moyen, telle que visée, selon le cas, aux articles VI.II.61 ou VI.II.65;

5° uniquement pour les candidats à un emploi à attribuer, selon le cas, du niveau A, B, ou C, le recueil des avis de la commission de sélection visée aux articles VI.II.44, VI.II.52 ou VI.II.59 en ce qui concerne les membres du personnel du niveau A ou aux articles VI.II.63 ou VI.II.67 en ce qui concerne les membres du personnel des niveaux B et C;

6° l'organisation d'un ou plusieurs tests ou épreuves d'aptitude qu'elle détermine.

S'il s'agit d'un emploi vacant d'officier et nonobstant le mode de sélection choisi conformément au premier alinéa, l'avis, soit de la commission de sélection locale pour officiers de la police locale visée à l'article VI.II.41, ou de la commission de sélection nationale pour officiers de la police locale visée à l'article VI.II.46, s'il s'agit d'un emploi vacant qui concerne la police locale, soit de la commission de sélection fédérale pour officiers de la police fédérale visée à l'article VI.II.55, s'il s'agit d'un emploi vacant qui concerne la police fédérale, est recueilli.

S'il s'agit d'un emploi vacant pour un membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A et nonobstant le mode de sélection choisi conformément au premier alinéa, l'avis, soit de la commission de sélection locale pour les membres du personnel du niveau A de la police locale visée à l'article VI.II.44, ou de la commission de sélection nationale pour les membres du personnel du niveau A de la police locale visée à l'article VI.II.52, s'il s'agit d'un emploi vacant dans un corps de la police locale, soit de la commission de sélection fédérale pour les membres du personnel du niveau A de la police fédérale visée à l'article VI.II.59, s'il s'agit d'un emploi vacant qui concerne la police fédérale, est recueilli.

Art. VI.II.22. A l'exception des emplois pour officiers ou pour les membres du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A à attribuer par mobilité, le ministre ou son délégué ou le conseil communal ou le conseil de police, selon le cas, peuvent décider que les catégories d'emplois qu'ils déterminent, sont attribuées selon l'ordre d'ancienneté des candidats, à ceux qui satisfont aux conditions générales de la mobilité visées à l'article VI.II.10.

Art. VI.II.23. A défaut de candidats répondant à toutes les conditions liées à un emploi spécialisé vacant, l'autorité visée à l'article VI.II.15, peut décider que parmi les candidats qui ne possèdent pas le brevet requis, qui est désigné celui qui a obtenu les meilleurs résultats aux épreuves d'admission à la formation permettant l'acquisition du brevet requis.

La nomination ou l'affectation définitive selon le cas, est ajournée jusqu'au jour de l'obtention du brevet requis. Jusqu'à ce moment, il continue à faire partie de son corps d'origine.

Art. VI.II.24. Le service désigné par le ministre à l'article VI.II.19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, porte à la connaissance des membres du personnel les décisions de désignation aux emplois par mobilité.

Le ministre détermine les modalités relatives à cette communication.

Art. VI.II.25. Le membre du personnel qui conformément aux dispositions du présent chapitre est affecté à un emploi à attribuer par mobilité, est tenu d'exercer cet emploi dans le mois qui suit la date à laquelle son affectation est communiquée conformément à l'article VI.II.24. Dans le cas contraire, cet emploi peut à nouveau être déclaré vacant.

van niveau A van de algemene directie waaronder de vacante betrekking ressorteert, indien het een te begeven betrekking betreft in de federale politie, waarbij een waarnemer van elke representatieve vakorganisatie aanwezig mag zijn;

3° het inwinnen van het advies van de korpschef van de kandidaat of van de directeur-generaal of de door deze aangewezen officier of personeelslid van het administratief en logistiek kader van niveau A van de algemene directie waarvan de kandidaat afhangt;

4° het inwinnen van het advies van een selectiecommissie voor hetzij officieren bedoeld in, naar gelang van het geval, de artikelen VI.II.41, VI.II.46 of VI.II.55, hetzij voor leden van het midden- en basiskader bedoeld in, naar gelang van het geval, de artikelen VI.II.61 of VI.II.65;

5° alleen wat de kandidaten betreft voor een te begeven betrekking van, naar gelang van het geval, het niveau A, B, dan wel C, het inwinnen van het advies van de selectiecommissie bedoeld in de artikelen VI.II.44, VI.II.52 of VI.II.59 wat de personeelsleden van niveau A betreft, of in de artikelen VI.II.63 of VI.II.67 wat de personeelsleden van de niveaus B en C betreft;

6° het organiseren van één of meerdere door haar bepaalde testen of geschiktheidsproeven.

Indien het een vacante betrekking voor officier betreft, wordt ongeacht de overeenkomstig het eerste lid gekozen selectiemodaliteit, steeds het advies ingewonnen van, hetzij de plaatselijke selectiecommissie voor officieren van de lokale politie bedoeld in artikel VI.II.41 of van de nationale selectiecommissie voor officieren van de lokale politie bedoeld in artikel VI.II.46 indien het een vacante betrekking in een korps van de lokale politie betreft, hetzij van de federale selectiecommissie voor officieren van de federale politie bedoeld in artikel VI.II.55 indien het een vacante betrekking in de federale politie betreft.

Indien het een vacante betrekking voor een personeelslid van het administratief en logistiek kader van niveau A betreft, wordt ongeacht de overeenkomstig het eerste lid gekozen selectiemodaliteit, steeds het advies ingewonnen van, hetzij de plaatselijke selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de lokale politie bedoeld in artikel VI.II.44, of van de nationale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de lokale politie bedoeld in artikel VI.II.52, indien het een vacante betrekking in een korps van de lokale politie betreft, hetzij van de federale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de federale politie bedoeld in artikel VI.II.59, indien het een vacante betrekking in de federale politie betreft.

Art. VI.II.22. Met uitzondering van de bij mobiliteit te begeven betrekkingen voor officier en voor personeelsleden van het administratief en logistiek kader van niveau A, kan, naar gelang van het geval, de minister of zijn afgevaardigde of de gemeente- of de politieraad beslissen dat de door hen bepaalde categorieën van betrekkingen worden toegekend in volgorde van de anciënniteit van de kandidaten die voldoen aan de algemene voorwaarden van mobiliteit bedoeld in artikel VI.II.10.

Art. VI.II.23. Bij gebreke aan kandidaten die aan alle voorwaarden beantwoorden verbonden aan een vacant verklaarde gespecialiseerde betrekking, kan de in artikel VI.II.15 bedoelde overheid beslissen dat onder de kandidaten die niet het vereiste brevet hebben, de kandidaat wordt aangewezen die de beste resultaten heeft behaald in de toelatingsproeven tot de opleiding die het behalen van het vereiste brevet toelaat.

De benoeming of definitieve aanwijzing, naar gelang van het geval, wordt uitgesteld tot op de dag van het behalen van het vereiste brevet. Tot op dat ogenblik blijft hij deel uitmaken van zijn korps van oorsprong.

Art. VI.II.24. De in artikel VI.II.19, § 1, eerste lid, door de minister aangewezen dienst maakt de beslissingen tot aanwijzing bij wege van mobiliteit bekend aan de personeelsleden.

De minister bepaalt de nadere regels inzake deze bekendmaking.

Art. VI.II.25. Het personeelslid dat overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk wordt aangewezen voor een bij mobiliteit te begeven betrekking, is er toe gehouden deze betrekking binnen de maand ingaande de dag waarop zijn aanwijzing overeenkomstig artikel VI.II.24 is bekendgemaakt, waar te nemen, zoniet kan deze betrekking opnieuw vacant worden verklaard.

Dans les cas visés par l'article VI.II.26, le délai précisé à l'alinéa 1^{er} est suspendu, soit jusqu'au jour où la raison justifiant le sursis à l'exercice du nouvel emploi a disparu, soit jusqu'au jour où lorsque les délais maximaux visés à l'article VI.II.26, alinéas 1^{er} et 2, sont atteints.

Art. VI.II.26. Si les nécessités du service l'exigent, le chef de corps ou le commissaire général du corps dans lequel le membre du personnel, qui, conformément aux dispositions du présent titre est affecté à un emploi à attribuer par mobilité, exerce son emploi, peut décider que l'affectation à l'emploi à attribuer par mobilité est suspendue jusqu'à la date à laquelle il est pourvu au remplacement de l'intéressé, sans que ce délai ne puisse dépasser six mois à compter de la signification de la décision de désignation conformément à l'article VI.II.24.

Le délai déterminé à l'alinéa 1^{er} peut, de commun accord entre, d'une part, le membre du personnel et, d'autre part, le commissaire général ou le chef de corps du corps dans lequel le membre du personnel a obtenu l'emploi par la biais de la mobilité, être prolongé jusqu'à la date à laquelle le remplacement du membre du personnel est prévu, sans que ce délai ne puisse dépasser un an, à compter de la signification de la décision de désignation conformément à l'article VI.II.24.

Le sursis à l'exercice de l'emploi auquel on est affecté par mobilité conformément à la présente disposition n'a cependant aucune influence sur l'éventuelle promotion en grade liée à l'emploi auquel on est affecté.

Art. VI.II.27. Si l'application de l'organisation en matière de mobilité entraîne pour un membre du personnel contractuel un changement du lieu habituel de travail, cela fait l'objet d'un avenant à son contrat de travail.

Sous-section 2. — Dispositions particulières liées à la mobilité vers un corps de la police locale

Art. VI.II.28. S'il s'agit d'un emploi d'officier à attribuer par mobilité dans un corps de police locale, la commission de sélection déterminée, selon le cas, à l'article VI.II.41 ou à l'article VI.II.46, examine la recevabilité des candidatures et compare les titres et mérites des candidats aux fins d'en déterminer l'aptitude. Le cas échéant, la commission peut entendre les candidats d'office ou à leur demande.

S'il s'agit d'un emploi de membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A dans un corps de la police locale à attribuer par mobilité, la commission de sélection déterminée, selon le cas, à l'article VI.II.44 ou à l'article VI.II.52, examine la recevabilité des candidatures et compare les titres et mérites des candidats aux fins d'en déterminer l'aptitude. Le cas échéant, la commission peut entendre les candidats d'office ou à leur demande.

La comparaison des titres et mérites des candidats qui entrent en ligne de compte pour l'emploi à attribuer par mobilité s'effectue sur base de :

- 1° leur candidature;
- 2° leur dossier de mobilité;
- 3° les résultats des modalités de sélection choisies conformément à l'article VI.II.21.

Art. VI.II.29. Après la comparaison des titres et mérites des candidats entrant en ligne de compte, la commission de sélection visée à l'article VI.II.41 ou VI.II.46 ou, selon le cas, à l'article VI.II.44 ou VI.II.52, rédige une proposition motivée comprenant, d'une part, les candidats qu'elle a estimés aptes pour l'emploi et, d'autre part, les candidatures qui ne sont pas recevables ou pour lesquelles elle estime les candidats inaptes.

La commission de sélection visée à l'alinéa 1^{er} communique à chaque candidat si elle l'a estimé apte ou inapte, ainsi que les raisons qui sous-tendent cet avis.

Le candidat qui s'estime lésé peut, dans les dix jours qui suivent la signification, introduire un mémoire motivé auprès de la commission de sélection visée à l'alinéa 1^{er}. Un mémoire transmis en dehors de ce délai n'est pas recevable.

In de gevallen bedoeld in artikel VI.II.26, wordt de in het eerste lid bepaalde termijn geschorst tot op de dag dat hetzij de reden voor het uitstel van het waarnemen van de nieuwe betrekking is vervallen, hetzij tot de dag waarop de in artikel VI.II.26, eerste en tweede lid, bepaalde maximum termijnen zijn verstreken.

Art. VI.II.26. Indien de dienstbehoeften zulks vereisen kan de korpschef of de commissaris-generaal in wiens korps het personeelslid, dat, overeenkomstig de bepalingen van deze titel wordt aangewezen voor een bij mobiliteit te begeven betrekking, zijn betrekking uitoefent, beslissen dat de inplaatsstelling in de bij mobiliteit te begeven betrekking wordt uitgesteld tot op de datum dat in de vervanging van de gegadigde is voorzien, zonder dat deze termijn zes maanden, te rekenen vanaf de bekendmaking van de beslissing tot aanwijzing overeenkomstig artikel VI.II.24, mag overschrijden.

De in het eerste lid bepaalde termijn kan in onderling akkoord tussen enerzijds het personeelslid en anderzijds de commissaris-generaal of de korpschef van het politiekorps waarin het personeelslid de betrekking bij mobiliteit heeft verkregen, worden verlengd tot de datum waarop in de vervanging van het personeelslid is voorzien, zonder dat deze termijn een jaar, te rekenen vanaf de bekendmaking van de beslissing tot aanwijzing overeenkomstig artikel VI.II.24, mag overschrijden.

Het overeenkomstig deze bepaling gedane uitstel van het waarnemen van de betrekking waarvoor men bij mobiliteit is aangewezen, heeft evenwel geen weerslag op de eventuele bevordering in de graad die verbonden is met de betrekking waarvoor men is aangewezen.

Art. VI.II.27. Houdt de toepassing van de regeling inzake de mobiliteit in hoofde van een contractueel personeelslid een wijziging van de gewone plaats van het werk in, dan wordt dit als een bijvoegsel aan de arbeidsovereenkomst toegevoegd.

Onderafdeling 2. — Bijzondere bepalingen eigen aan de mobiliteit naar een corps van de lokale politie

Art. VI.II.28. Betreft het een bij mobiliteit te begeven betrekking van officier in een corps van de lokale politie, dan onderzoekt de, naar gelang van het geval, in artikel VI.II.41 dan wel artikel VI.II.46 bepaalde selectiecommissie de ontvankelijkheid van de kandidaturen en vergelijkt met het oog op het geschikt bevinden van de kandidaten, de aanspraken en verdiensten van dezen. In voorkomend geval kan de selectiecommissie de kandidaten ambtshalve of op hun verzoek horen.

Betreft het een bij mobiliteit te begeven betrekking van personeelslid van het administratief en logistiek kader van niveau A in een corps van de lokale politie, dan onderzoekt de, naar gelang van het geval, in artikel VI.II.44 dan wel artikel VI.II.52 bepaalde selectiecommissie de ontvankelijkheid van de kandidaturen en vergelijkt met het oog op het geschikt bevinden van de kandidaten, de aanspraken en verdiensten van dezen. In voorkomend geval kan de selectiecommissie de kandidaten ambtshalve of op hun verzoek horen.

De vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de in aanmerking komende kandidaten voor de bij mobiliteit te begeven betrekking, geschiedt op basis van :

- 1° hun kandidaatstelling;
- 2° hun mobiliteitsdossier;
- 3° de resultaten van de overeenkomstig artikel VI.II.21 gekozen selectiemodaliteiten.

Art. VI.II.29. Na de vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de in aanmerking komende kandidaten, maakt de in artikel VI.II.41 of VI.II.46 of, naar gelang van het geval, de in artikel VI.II.44 of VI.II.52 bedoelde selectiecommissie een gemotiveerd voorstel op bevattende enerzijds de kandidaten die zij geschikt heeft bevonden voor de betrekking en anderzijds de kandidaatstellingen die niet ontvankelijk zijn of waarvan ze de kandidaten niet geschikt bevindt.

De in het eerste lid bedoelde selectiecommissie deelt aan elk der kandidaten mee of zij hem geschikt dan wel niet geschikt heeft bevonden, alsook de redenen hiervoor.

De kandidaat die zich benadeeld acht, kan binnen de tien dagen na de kennisgeving een gemotiveerd bezwaarschrift indienen bij de in het eerste lid bedoelde selectiecommissie. Een buiten deze termijn verzonden bezwaarschrift is niet ontvankelijk.

La commission de sélection visée à l'alinéa 1^{er} juge de la recevabilité et de la pertinence du mémoire et communique sa décision aux candidats concernés.

Art. VI.II.30. La commission de sélection visée à l'article VI.II.29 communique au conseil communal ou au conseil de police sa proposition motivée comprenant les candidats qu'elle estime aptes ainsi que toutes les autres candidatures et l'évaluation de celles-ci.

Le conseil communal ou le conseil de police peut refuser un candidat estimé apte par la commission de sélection visée à l'article VI.II.29 si celui-ci ne satisfait pas aux conditions générales pour la mobilité visées à l'article VI.II.10 ou si sa candidature ne satisfait pas aux conditions de l'article VI.II.19, § 1^{er}, alinéa 2. Dans ce cas, il est demandé à la commission de sélection visée à l'article VI.II.29, à la lumière de la décision du conseil communal ou du conseil de police à ce sujet, de réexaminer la recevabilité de la candidature et, le cas échéant, de confirmer ou de modifier sa première proposition relative au motif avancé par le conseil communal ou le conseil de police pour déterminer l'irrecevabilité de la candidature.

Art. VI.II.31. Le conseil communal ou le conseil de police compare les titres et mérites respectifs des candidats estimés aptes par la commission de sélection sur base de la proposition de la commission de sélection, des données définies à l'article VI.II.28, alinéa 3, et articles 53 ou 54 de la loi et, le cas échéant, des avis déterminés à l'article 57 de la loi, à la suite de quoi, en fonction de la distinction faite aux articles 53 et 54 de la loi, il nomme le candidat estimé le plus apte pour l'emploi à attribuer par mobilité ou bien Nous propose par rapport motivé, un candidat pour l'emploi sollicité.

En ce qui concerne les candidats du cadre administratif et logistique, le conseil communal ou le conseil de police compare les titres et mérites respectifs des candidats estimés aptes par la commission de sélection sur base de la proposition de la commission de sélection et des données définies à l'article VI.II.28, alinéa 3, à la suite de quoi il nomme ou engage le candidat estimé le plus apte pour l'emploi à attribuer par mobilité.

Art. VI.II.32. S'il s'agit un emploi à attribuer par mobilité qui est attribué à l'ancienneté conformément à l'article VI.II.22, le conseil communal ou le conseil de police détermine l'ordre d'ancienneté entre les candidatures qui sont déclarées recevables et nomme ou engage le candidat qui possède la plus grande ancienneté.

Art. VI.II.33. S'il s'agit d'un emploi à attribuer par mobilité à un membre du cadre administratif et logistique d'un corps de la police locale d'un autre niveau que le niveau A ou à un membre d'un corps de la police locale visé par l'article 56 de la loi, mais qu'il ne s'agit pas d'un emploi dans le sens de l'article VI.II.22, le conseil communal ou le conseil de police examine la recevabilité des candidatures et compare les titres et mérites des candidats sur base des données définies à l'article VI.II.28, alinéa 3, et, le cas échéant, de l'avis recueilli conformément à l'article 57 de la loi. Sur base de cet examen, il nomme ou engage le candidat le plus apte.

Art. VI.II.34. Le chef de corps désigne à l'emploi à attribuer par mobilité, le candidat nommé ou engagé conformément à la présente sous-section.

Sous-section 3. — Dispositions particulières propres à la mobilité au sein de ou vers la police fédérale

Art. VI.II.35. S'il s'agit d'un emploi d'officier à la police fédérale à attribuer par mobilité, la commission de sélection fédérale pour officiers de la police fédérale visée à l'article VI.II.55 examine la recevabilité des candidatures et compare les titres et mérites des candidats aux fins d'en déterminer l'aptitude. Le cas échéant, la commission de sélection fédérale pour officiers de la police fédérale peut entendre les candidats d'office ou à leur demande.

S'il s'agit d'un emploi de membre du personnel du niveau A de la police fédérale à attribuer par mobilité, la commission de sélection fédérale pour les membres du personnel du niveau A de la police fédérale, visée à l'article VI.II.59, examine la recevabilité des candidatures et compare les titres et mérites des candidats aux fins d'en

De in het eerste lid bedoelde selectiecommissie oordeelt over de ontvankelijkheid en gegrondheid van de bezwaarschriften en deelt haar beslissing mee aan de betrokken kandidaten.

Art. VI.II.30. De in artikel VI.II.29 bedoelde selectiecommissie deelt haar gemotiveerd voorstel, bevattende de door haar geschikt bevonden kandidaten, alsook alle kandidaturen en haar beoordeling hiervan, mee aan de gemeente- of de politieraad.

De gemeente- of politieraad kan een door de in artikel VI.II.29 bedoelde selectiecommissie geschikt bevonden kandidaat weigeren indien deze niet voldoet aan de in artikel VI.II.10 bedoelde algemene voorwaarden voor mobiliteit of indien diens kandidaatstelling niet voldoet aan de voorwaarden van artikel VI.II.19, § 1, tweede lid. In dit geval wordt aan de in artikel VI.II.29 bedoelde selectiecommissie gevraagd, in het licht van de beslissing van de gemeente- of politieraad terzake, de ontvankelijkheid van de kandidaatstelling opnieuw te onderzoeken en, in voorkomend geval, haar eerste voorstel te bevestigen dan wel te wijzigen wat de door de gemeente- of politieraad aangevoerde grond van onontvankelijkheid van de kandidaatstelling betreft.

Art. VI.II.31. De gemeente- of politieraad vergelijkt de respectieve aanspraken en verdiensten van de door de selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten op grond van het voorstel van de selectiecommissie, de in artikel VI.II.28, derde lid, bepaalde gegevens en de in de artikelen 53 of 54 van de wet en, in voorkomend geval, in artikel 57 van de wet bepaalde adviezen, waarna hij, naargelang van het onderscheid gemaakt in de artikelen 53 en 54 van de wet, de voor de bij mobiliteit te begeven betrekking meest geschikte kandidaat benoemt dan wel een kandidaat voor de geambieerde betrekking op gemotiveerde wijze aan Ons voordraagt.

Wat de personeelsleden van het administratief en logistiek kader betreft, vergelijkt de gemeente- of politieraad de respectieve aanspraken en verdiensten van de door de selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten op grond van het voorstel van de selectiecommissie en de in artikel VI.II.28, derde lid, bepaalde gegevens, waarna hij de voor de bij mobiliteit te begeven betrekking meest geschikte kandidaat benoemt dan wel in dienst neemt.

Art. VI.II.32. Betreft het een bij mobiliteit te begeven betrekking die overeenkomstig artikel VI.II.22 bij anciënniteit wordt verleend, dan bepaalt de gemeente- of politieraad de volgorde van anciënniteit onder de ontvankelijk bevonden kandidaatstellingen en benoemt of neemt de kandidaat met de grootste anciënniteit in dienst.

Art. VI.II.33. Betreft het een bij mobiliteit te begeven betrekking voor een personeelslid van het administratief en logistiek kader van een korps van de lokale politie van een ander niveau dan niveau A of voor een in artikel 56 van de wet bedoeld lid van een korps van de lokale politie, doch is het geen betrekking in de zin van artikel VI.II.22, dan onderzoekt de gemeente- of de politieraad de ontvankelijkheid van de kandidaturen en vergelijkt de aanspraken en verdiensten van de kandidaten op grond van de in artikel VI.II.28, derde lid, bepaalde gegevens en, in voorkomend geval, van het overeenkomstig artikel 57 van de wet ingewonnen advies. Op grond van dit onderzoek benoemt hij dan wel neemt hij de meest geschikte kandidaat in dienst.

Art. VI.II.34. De korpschef wijst het overeenkomstig deze onderafdeling benoemde of in dienst genomen personeelslid aan voor de bij mobiliteit te begeven betrekking.

Onderafdeling 3. — Bijzondere bepalingen eigen aan de mobiliteit in of naar de federale politie

Art. VI.II.35. Betreft het een bij mobiliteit te begeven betrekking van officier in de federale politie, dan onderzoekt de in artikel VI.II.55 bedoelde federale selectiecommissie voor officieren van de federale politie de ontvankelijkheid van de kandidaturen en vergelijkt met het oog op het geschikt bevinden van de kandidaten, de aanspraken en verdiensten van de kandidaten. In voorkomend geval kan de federale selectiecommissie voor officieren van de federale politie de kandidaten ambtshalve of op hun verzoek horen.

Betreft het een bij mobiliteit te begeven betrekking van personeelslid van niveau A in de federale politie, dan onderzoekt de in artikel VI.II.59 bedoelde federale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de federale politie de ontvankelijkheid van de kandidaturen en vergelijkt met het oog op het geschikt bevinden van de kandidaten, de

déterminer l'aptitude. Le cas échéant, la commission de sélection fédérale pour les membres du personnel du niveau A de la police fédérale peut entendre les candidats d'office ou à leur demande.

La comparaison des titres et mérites des candidats qui entrent en ligne de compte pour l'emploi à attribuer par mobilité s'effectue sur base de :

- 1° leur candidature;
- 2° leur dossier de mobilité;
- 3° les résultats des modalités de sélection choisies conformément à l'article VI.II.21.

Art. VI.II.36 Après la comparaison des titres et mérites des candidats entrant en ligne de compte, la commission de sélection pour officiers de la police fédérale ou, selon le cas, la commission de sélection fédérale pour les membres du personnel du niveau A de la police fédérale, rédige une proposition motivée comprenant, d'une part, les candidats qu'elle a estimés aptes pour l'emploi et, d'autre part, les candidatures qui ne sont pas recevables ou pour lesquelles elle estime les candidats inaptes.

La commission visée à l'alinéa 1^{er} communique à chaque candidat si elle l'a estimé apte ou inapte, ainsi que les raisons qui sous-tendent cet avis.

Le candidat qui s'estime lésé peut, dans les dix jours qui suivent la signification, introduire un mémoire motivé auprès de la commission visée à l'alinéa 1^{er}. Un mémoire transmis en dehors de ce délai n'est pas recevable.

La commission de sélection visée à l'alinéa 1^{er} juge de la recevabilité et de la pertinence du mémoire et communique sa décision aux candidats concernés.

Art. VI.II.37. La commission de sélection fédérale pour officiers de la police fédérale ou, selon le cas, la commission de sélection fédérale pour les membres du personnel du niveau A de la police fédérale, communique au commissaire général ou au directeur général qu'il désigne, sa proposition motivée comprenant les candidats qu'elle estime aptes ainsi que toutes les autres candidatures et l'évaluation de celles-ci.

Le commissaire général ou le directeur général qu'il désigne peut refuser un candidat estimé apte par la commission de sélection visée à l'alinéa 1^{er} si celui-ci ne satisfait pas aux conditions générales pour la mobilité visées à l'article VI.II.10, ou, si sa candidature ne satisfait pas aux conditions de l'article VI.II.19, § 1^{er}, alinéa 2. Dans ce cas, il est demandé à la commission de sélection visée à l'alinéa 1^{er}, à la lumière de la décision du commissaire général ou du directeur général qu'il désigne à ce sujet, de réexaminer la recevabilité de la candidature et, le cas échéant, de confirmer ou de modifier sa première proposition relative au motif avancé par le commissaire général ou le directeur général qu'il désigne pour déterminer l'irrecevabilité de la candidature.

Art. VI.II.38. Le commissaire général compare les titres et mérites respectifs des candidats estimés aptes par la commission de sélection fédérale pour officiers de la police fédérale ou, selon le cas, par la commission de sélection fédérale pour les membres du personnel du niveau A de la police fédérale sur base de la proposition de cette commission de sélection et des données définies à l'article VI.II.35, alinéa 3, à la suite de quoi il décide quel est le candidat le plus apte pour l'emploi à attribuer par mobilité.

Si ce candidat est un officier de la police fédérale ou, selon le cas, un membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A de la police fédérale, il le désigne pour l'emploi à attribuer par mobilité.

Si ce candidat est un porteur du brevet de direction visé à l'article VII.II.4, 3°, ou un officier d'un corps de la police locale ou, selon le cas, un membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A d'un corps de la police locale, le commissaire général le propose à l'autorité de nomination en vue de sa nomination, à la suite de quoi il désigne le membre du personnel nommé à l'emploi à attribuer par mobilité au sein de la police fédérale.

Art. VI.II.39. S'il s'agit d'un emploi à attribuer par mobilité qui conformément à l'article VI.II.22 est attribué à l'ancienneté, le commissaire général ou le directeur général qu'il désigne, détermine l'ordre d'ancienneté entre les candidatures qui ont été déclarées recevables.

aanspraken en verdiensten van de kandidaten. In voorkomend geval kan de federale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de federale politie de kandidaten ambtshalve of op hun verzoek horen.

De vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de in aanmerking komende kandidaten voor de bij mobiliteit te begeven betrekking, geschiedt op basis van :

- 1° hun kandidaatstelling;
- 2° hun mobiliteitsdossier;
- 3° de resultaten van de overeenkomstig artikel VI.II.21 gekozen selectiemodaliteiten.

Art. VI.II.36. Na de vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de in aanmerking komende kandidaten, maakt de federale selectiecommissie voor officieren van de federale politie of, naar gelang van het geval, de federale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de federale politie een gemotiveerd voorstel op bevattende enerzijds de kandidaten die zij geschikt heeft bevonden voor de betrekking en anderzijds de kandidaatstellingen die niet ontvankelijk zijn of waarvan zij de kandidaten niet geschikt bevindt.

De in het eerste lid bedoelde commissie deelt aan elk der kandidaten mee of zij hem geschikt dan wel niet geschikt heeft bevonden, alsook de redenen hiervoor.

De kandidaat die zich benadeeld acht, kan binnen de tien dagen na de kennisgeving een gemotiveerd bezwaarschrift indienen bij de in het eerste lid bedoelde selectiecommissie. Een buiten deze termijn verzonden bezwaarschrift is niet ontvankelijk.

De in het eerste lid bedoelde selectiecommissie oordeelt over de ontvankelijkheid en gegrondheid van de bezwaarschriften en deelt haar beslissing mee aan de betrokken kandidaten.

Art. VI.II.37. De federale selectiecommissie voor officieren van de federale politie of, naar gelang van het geval, de federale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de federale politie deelt haar gemotiveerd voorstel, bevattende de door haar geschikt bevonden kandidaten, alsook alle candidaturen en haar beoordeling hiervan, mee aan de commissaris-generaal of aan de door deze aangewezen directeur-generaal.

De commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal kan een door de in het eerste lid bedoelde selectiecommissie geschikt bevonden kandidaat weigeren indien, deze niet voldoet aan de in artikel VI.II.10, bedoelde algemene voorwaarden voor mobiliteit of indien diens kandidaatstelling niet voldoet aan de voorwaarden van artikel VI.II.19, § 1, tweede lid. In dit geval wordt aan de in het eerste lid bedoelde selectiecommissie gevraagd, in het licht van de beslissing van de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal terzake, de ontvankelijkheid van de kandidaatstelling opnieuw te onderzoeken en, in voorkomend geval, haar eerste voorstel te bevestigen dan wel te wijzigen wat de door de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal aangevoerde grond van onontvankelijkheid van de kandidaatstelling betreft.

Art. VI.II.38. De commissaris-generaal vergelijkt de respectieve aanspraken en verdiensten van de door de federale selectiecommissie voor officieren van de federale politie of, naar gelang van het geval, de federale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de federale politie geschikt bevonden kandidaten op grond van het voorstel van die selectiecommissie en de in artikel VI.II.35, derde lid, bepaalde gegevens, waarna hij beslist welke de voor de bij mobiliteit te begeven betrekking meest geschikte kandidaat is.

Is deze kandidaat een officier van de federale politie, of, naar gelang van het geval, een personeelslid van het administratief en logistiek kader van niveau A van de federale politie, dan wijst hij deze aan voor de bij mobiliteit te begeven betrekking.

Is deze kandidaat houder van het directiebrevet bedoeld in artikel VII.II.4, 3°, of een officier van een corps van de lokale politie of, naar gelang van het geval, een personeelslid van het administratief en logistiek kader van niveau A van een corps van de lokale politie, dan draagt de commissaris-generaal deze voor benoeming voor aan de benoemende overheid, waarna hij de benoemde aanwijst voor de bij mobiliteit te begeven betrekking in de federale politie.

Art. VI.II.39. Betreft het een bij mobiliteit te begeven betrekking die overeenkomstig artikel VI.II.22 bij anciënniteit wordt verleend, dan bepaalt de commissaris-generaal of de door hem aangewezen directeur-generaal de volgorde van anciënniteit onder de ontvankelijk bevonden kandidaatstellingen.

Si le candidat possédant la plus grande ancienneté est un membre de la police fédérale, il le désigne pour l'emploi à attribuer par mobilité.

Si le candidat possédant la plus grande ancienneté est un membre d'un corps de la police locale, le commissaire général le propose à l'autorité de nomination en vue de sa nomination ou de son engagement, après quoi il désigne le membre du personnel engagé ou nommé pour l'emploi à attribuer par mobilité au sein de la police fédérale.

Art. VI.II.40. S'il s'agit d'un emploi à attribuer par mobilité pour un membre du personnel d'un autre cadre que celui d'officier ou à un membre du personnel d'un autre niveau que le niveau A et s'il ne s'agit pas d'un emploi au sens de l'article VI.II.22, le commissaire général compare les titres et mérites des candidatures estimées recevables sur base des données définies à l'article VI.II.35, alinéa 3, après quoi il décide quel est le candidat le plus apte.

Si ce candidat est un membre de la police fédérale, il le désigne pour l'emploi à attribuer par mobilité.

Si ce candidat est un membre d'un corps de la police locale, le commissaire général le propose à l'autorité de nomination en vue de sa nomination ou de son engagement, après quoi il désigne le membre du personnel engagé ou nommé pour l'emploi à attribuer par mobilité au sein de la police fédérale.

SECTION 3. — LES COMMISSIONS DE SELECTION POUR OFFICIERS ET POUR LES MEMBRES DU PERSONNEL DU NIVEAU A

Sous-section 1^{re}. — La commission de sélection locale pour officiers de la police locale

Art. VI.II.41. La commission de sélection visée par les articles 53 et 54 de la loi, ci-après dénommée "la commission de sélection locale pour officiers de la police locale" comprend cinq membres maximum, le président inclus et est composée de manière à compter un nombre impair de participants, le président inclus.

Le président de cette commission de sélection est toujours le chef de corps ou l'officier qu'il désigne et qui est revêtu au minimum du grade qui correspond à l'emploi d'officier à attribuer par mobilité.

Les membres, appelés assesseurs, sont désignés par le conseil communal ou le conseil de police, étant entendu :

1° qu'ils doivent démontrer une expérience professionnelle avérée eu égard à la mission de la commission de sélection locale pour officiers de la police locale;

2° qu'au moins un des membres est un officier d'un corps de la police locale revêtu au minimum du grade qui correspond à l'emploi d'officier à attribuer par mobilité.

Un secrétaire, désigné par le chef de corps, assiste la commission de sélection locale pour officiers de la police locale.

Art. VI.II.42. La commission de sélection locale pour officiers de la police locale peut faire appel à des experts extérieurs aux services de police qui sont au fait d'un ou plusieurs domaines d'intérêt en rapport avec l'emploi à attribuer par mobilité.

Le ministre peut déterminer les modalités de désignation de ces experts.

Art. VI.II.43. Les membres de la commission de sélection locale pour officiers de la police locale qui ne sont pas membres du personnel ont droit, pour leur prestations à la commission de sélection, à un jeton de présence dont le montant ne peut être supérieur à 1/1850^{ème} du traitement d'un fonctionnaire de rang 17 dans l'administration fédérale.

Les membres déterminés à l'alinéa 1^{er} ont également droit aux indemnités de déplacement et de résidence conformément aux prescriptions qui sont d'application pour les membres du personnel des ministères. Ils sont dans ce cadre assimilés à des fonctionnaires de rang 17 dans l'administration fédérale.

Is de kandidaat met de grootste anciënniteit een personeelslid van de federale politie, dan wijst hij deze aan voor de bij mobiliteit te begeven betrekking.

Is de kandidaat met de grootste anciënniteit een personeelslid van een corps van de lokale politie, dan draagt de commissaris-generaal deze voor benoeming of indienstneming voor aan de benoemende overheid, waarna hij de benoemde of indienstgenomene aanwijst voor de bij mobiliteit te begeven betrekking in de federale politie.

Art. VI.II.40. Betreft het een bij mobiliteit te begeven betrekking voor een personeelslid van een ander kader dan het officierskader of voor een personeelslid van een ander niveau dan het niveau A en betreft het geen betrekking in de zin van artikel VI.II.22, dan vergelijkt de commissaris-generaal de aanspraken en verdiensten van de ontvanke-lijk bevonden kandidaatstellingen op grond van de in artikel VI.II.35, derde lid, bepaalde gegevens, waarna hij beslist welke de meest geschikte kandidaat is.

Is deze kandidaat een personeelslid van de federale politie, dan wijst hij deze aan voor de bij mobiliteit te begeven betrekking.

Is deze kandidaat een personeelslid van een corps van de lokale politie, dan draagt de commissaris-generaal deze voor benoeming of indienstneming voor aan de benoemende overheid, waarna hij de benoemde of indienstgenomene aanwijst voor de bij mobiliteit te begeven betrekking in de federale politie.

AFDELING 3. — DE SELECTIECOMMISSIES VOOR OFFICIEREN EN VOOR PERSONEELSLEDEN VAN NIVEAU A

Onderafdeling 1. — De plaatselijke selectiecommissie voor officieren van de lokale politie

Art. VI.II.41. De in de artikelen 53 en 54 van de wet bedoelde selectiecommissie, hierna "de plaatselijke selectiecommissie voor officieren van de lokale politie" genoemd, bestaat uit maximum vijf leden, de voorzitter inbegrepen en is derwijze samengesteld dat zij een onpaar aantal leden telt, de voorzitter inbegrepen.

De voorzitter van deze selectiecommissie is steeds de korpschef of de door hem aangewezen officier die ten minste is bekleed met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking van officier.

De leden, bijzitters genoemd, worden bepaald door de gemeente- of de politieraad, met dien verstande dat :

1° zij moeten doen blijken van een voor de opdracht van de plaatselijke selectiecommissie voor officieren van de lokale politie relevante beroepservaring;

2° ten minste één van de leden een officier is van een corps van de lokale politie die ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking van officier.

Een secretaris, aangewezen door de korpschef, staat de plaatselijke selectiecommissie voor officieren van de lokale politie bij.

Art. VI.II.42. De plaatselijke selectiecommissie voor officieren van de lokale politie kan een beroep doen op aan de politiediensten externe deskundigen die beslagen zijn in één of meer aangelegenheden die verband houden met de bij mobiliteit te begeven betrekking.

De minister kan nadere regels bepalen inzake de aanwijzing van deze deskundigen.

Art. VI.II.43. De leden van de plaatselijke selectiecommissie voor officieren van de lokale politie die geen personeelslid zijn, hebben voor de werkzaamheden in de selectiecommissie recht op een presentiegeld waarvan het bedrag per gepresteerd uur niet meer mag bedragen dan 1/1850^{ste} van het loon van een ambtenaar met rang 17 van de federale overheidsdiensten.

De in het eerste lid bepaalde leden hebben tevens recht op de vergoedingen voor de reis- en verblijfskosten overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de ministeries. Zij worden hiertoe gelijkgesteld met ambtenaren van rang 17 van de federale overheidsdiensten.

Sous-section 2. — La commission de sélection locale pour les membres du personnel du niveau A de la police locale.

Art. VI.II.44. La commission de sélection locale pour les membres du personnel du niveau A de la police locale comprend cinq membres maximum, le président inclus et est composée de manière à compter un nombre impair de participants, le président inclus.

Le président de cette commission de sélection est toujours le chef de corps ou l'officier ou le membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A qu'il désigne.

Les membres, appelés assesseurs, sont désignés par le conseil communal ou le conseil de police, étant entendu :

1° qu'ils doivent démontrer une expérience professionnelle avérée eu égard à la mission de la commission de sélection locale pour les membres du niveau A de la police locale;

2° qu'au moins un des membres est un membre du personnel du cadre administratif et logistique d'un corps de la police locale revêtu au minimum du grade qui correspond à l'emploi à attribuer par mobilité.

Un secrétaire, désigné par le chef de corps, assiste la commission de sélection locale pour les membres du personnel du niveau A de la police locale.

Art. VI.II.45. Les articles VI.II.42 et VI.II.43 sont d'application conforme à la commission de sélection locale pour les membres du personnel du niveau A de la police locale.

Sous-section 3. — La commission de sélection nationale pour officiers de la police locale

Art. VI.II.46. Auprès du Ministère de l'Intérieur ou auprès du service désigné par le ministre est instaurée la commission de sélection visée par l'article 55, alinéa 3, de la loi, ci-après dénommée "la commission de sélection nationale pour officiers de la police locale". Elle comprend cinq membres maximum, le président inclus et est composée de manière à compter un nombre impair de participants, le président inclus.

Le président de cette commission de sélection est toujours un chef de corps.

Les membres, appelés assesseurs, sont désignés par le ministre, étant entendu :

1° qu'ils doivent démontrer une expérience professionnelle avérée pour la mission de la commission nationale pour officiers de la police locale;

2° qu'au moins un des membres est un officier d'un corps de la police locale revêtu au minimum du grade qui correspond à l'emploi d'officier à attribuer par mobilité.

Le président et les membres de la commission de sélection nationale pour officiers de la police locale disposent par ailleurs chacun d'un suppléant qui répond aux conditions respectives exigées pour le président et les membres effectifs.

Un secrétaire, désigné par le ministre, assiste la commission de sélection nationale pour officiers de la police locale.

Art. VI.II.47. La commission de sélection nationale pour officiers de la police locale peut faire appel à des experts extérieurs aux services de police qui sont au fait d'un ou plusieurs domaines d'intérêt en rapport avec les emplois à attribuer par mobilité.

Le ministre peut déterminer les modalités de désignation de ces experts.

Art. VI.II.48. Le mandat du président effectif, du président suppléant, des assesseurs effectifs et de leurs suppléants est d'une durée de trois ans et est renouvelable.

Le président effectif et son suppléant qui, avant l'expiration de son mandat au sein de la commission, n'exerce plus le mandat de chef de corps, cesse de siéger le jour où il cesse d'exercer ce mandat de chef de corps.

Le président, les assesseurs et leurs suppléants qui sont désignés en remplacement d'un membre décédé ou qui démissionnent, achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Onderafdeling 2. — De plaatselijke selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de lokale politie

Art. VI.II.44. De plaatselijke selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de lokale politie, bestaat uit maximum vijf leden, de voorzitter inbegrepen en is derwijze samengesteld dat zij een onpaar aantal leden telt, de voorzitter inbegrepen.

De voorzitter van deze selectiecommissie is steeds de korpschef of de door hem aangewezen officier of personeelslid van het administratief en logistiek kader van niveau A.

De leden, bijzitters genoemd, worden aangewezen door de gemeente- of de politieraad, met dien verstande dat :

1° zij moeten doen blijken van een voor de opdracht van de plaatselijke selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de lokale politie relevante beroepservaring;

2° ten minste één van de leden een personeelslid is van het administratief en logistiek kader van een korps van de lokale politie dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking.

Een secretaris, aangewezen door de korpschef, staat de plaatselijke selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de lokale politie bij.

Art. VI.II.45. De artikelen VI.II.42 en VI.II.43 zijn van overeenkomstige toepassing op de plaatselijke selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de lokale politie.

Onderafdeling 3. — De nationale selectiecommissie voor officieren van de lokale politie

Art. VI.II.46. Bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken of bij de door de minister aangewezen dienst bestaat de in artikel 55, derde lid, van de wet bedoelde selectiecommissie, hierna "de nationale selectiecommissie voor officieren van de lokale politie" genoemd. Zij omvat maximum vijf leden, de voorzitter inbegrepen en is derwijze vastgesteld dat zij een onpaar aantal leden telt, de voorzitter inbegrepen.

De voorzitter van deze selectiecommissie is steeds een korpschef.

De leden, bijzitters genoemd, worden aangewezen door de minister, met dien verstande dat :

1° zij moeten doen blijken van een voor de opdracht van de nationale selectiecommissie voor officieren van de lokale politie relevante beroepservaring;

2° ten minste één van de leden een officier is van een korps van de lokale politie die ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking van officier.

De voorzitter en de leden van de nationale selectiecommissie voor officieren van de lokale politie hebben bovendien elk een plaatsvervanger die voldoet aan de respectievelijke voorwaarden van de werkende voorzitter en leden.

Een secretaris, aangewezen door de minister, staat de nationale selectiecommissie voor officieren van de lokale politie bij.

Art. VI.II.47. De nationale selectiecommissie voor officieren van de lokale politie kan een beroep doen op aan de politiediensten externe deskundigen die beslagen zijn in één of meer aangelegenheden die verband houden met de bij mobiliteit te begeven betrekkingen.

De minister kan nadere regels bepalen inzake de aanwijzing van deze deskundigen.

Art. VI.II.48. Het mandaat van de werkende en de plaatsvervangende voorzitter en van de werkende en plaatsvervangende bijzitters bedraagt drie jaar en is hernieuwbaar.

De werkende en de plaatsvervangende voorzitter die vóór het verstrijken van zijn mandaat in de commissie niet langer het mandaat van korpschef uitoefent, houdt op zitting te hebben de dag waarop hij niet langer dit mandaat van korpschef uitoefent.

De voorzitter, de bijzitters en de plaatsvervangers die worden aangewezen ter vervanging van de overleden of aftredende voorzitter of bijzitters, voleindigen de aanwijzing van degenen die ze vervangen.

Art. VI.II.49. Le ministre désigne le président effectif, le président suppléant, les membres effectifs et leurs suppléants.

Le président et le président suppléant ainsi que les officiers membres sont désignés parmi les membres du personnel repris dans une liste proposée par la commission permanente pour la police locale et comprenant au moins deux chefs de corps, quatre commissaires divisionnaires de police et quatre commissaires de police d'un corps de la police locale.

Art. VI.II.50. Les membres de la commission de sélection nationale pour officiers de la police locale qui ne sont pas membres du personnel ont droit, pour leur prestations à la commission de sélection, à un jeton de présence dont le montant ne peut être supérieur à 1/1850^e du traitement d'un fonctionnaire de rang 17.

Les membres déterminés à l'alinéa 1^{er} ont également droit aux indemnités de déplacement et de séjour conformément aux prescriptions qui sont d'application pour les membres du personnel des ministères. Ils sont dans ce cadre assimilés à des fonctionnaires de rang 17.

Art. VI.II.51. Le ministre peut déterminer les modalités de procédure à suivre par la commission de sélection nationale pour officiers de la police locale.

Sous-section 4. — La commission de sélection nationale pour les membres du personnel du niveau A de la police locale

Art. VI.II.52. Auprès du Ministère de l'intérieur ou auprès du service désigné par le ministre est instaurée une "commission de sélection nationale pour les membres du personnel du niveau A de la police locale". Elle comprend cinq membres maximum, le président inclus et est composée de manière à compter un nombre impair de participants, le président inclus.

Le président de cette commission de sélection est toujours un chef de corps.

Les membres, appelés assesseurs, sont désignés par le ministre, étant entendu :

1° qu'ils doivent démontrer une expérience professionnelle avérée eu égard à la mission de la commission nationale pour les membres du personnel du niveau A de la police locale;

2° qu'au moins un des membres est un membre du personnel du cadre administratif et logistique d'un corps de la police locale revêtu au minimum du grade ou d'un grade équivalent qui correspond à l'emploi à attribuer par mobilité.

Art. VI.II.53. Le ministre désigne le président effectif, le président suppléant, les membres effectifs et leurs suppléants.

Le président et le président suppléant ainsi que les membres du personnel du niveau A sont désignés parmi les membres du personnel repris dans une liste proposée par la commission permanente pour la police locale et comprenant au moins deux chefs de corps et quatre membres du personnel du cadre administratif et logistique d'un corps de la police locale.

Art. VI.II.54. Les articles VI.II.46, alinéas 4 et 5, VI.II.47, VI.II.48, VI.II.50 et VI.II.51 sont d'application conforme à la commission de sélection nationale pour les membres du personnel du niveau A de la police locale.

Sous-section 5. — La commission de sélection fédérale pour officiers de la police fédérale

Art. VI. II.55. A la police fédérale est constituée une commission de sélection composée par le commissaire général, ci-après dénommée "commission de sélection fédérale pour officiers de la police fédérale". Elle comprend cinq membres maximum, le président inclus et est composée de manière à compter un nombre impair de participants, le président inclus.

Le président de cette commission de sélection est toujours le commissaire général ou le directeur général qui dirige la direction générale visée à l'article 93 de la loi et à l'autorité duquel ressortit l'emploi à attribuer par mobilité, ou leur représentant, revêtu au

Art. VI.II.49. De minister wijst de werkende voorzitter, de plaatsvervangende voorzitter en de werkende en de plaatsvervangende leden aan.

De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter, alsook de officieren-leden worden aangewezen onder de personeelsleden die voorkomen op een lijst die wordt voorgesteld door de vaste commissie voor de lokale politie en bevattende ten minste twee korpschefs, vier hoofd-commissarissen van politie en vier commissarissen van politie van een korps van de lokale politie.

Art. VI.II.50. De leden van de nationale selectiecommissie voor officieren van de lokale politie, die geen personeelslid zijn, hebben voor de werkzaamheden in de selectiecommissie recht op een presentiegeld waarvan het bedrag per gepresteerd uur niet meer mag bedragen dan 1/1850ste van het loon van een rijksambtenaar met rang 17.

De in het eerste lid bepaalde leden hebben tevens recht op de vergoedingen voor de reis- en verblijfskosten overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de ministeries. Zij worden hiertoe gelijkgesteld met rijksambtenaren van rang 17.

Art. VI.II.51. De minister kan de nadere regels bepalen van de door de nationale selectiecommissie voor officieren van de lokale politie te volgen procedure.

Onderafdeling 4. — De nationale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de lokale politie

Art. VI.II.52. Bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken of bij de door de minister aangewezen dienst bestaat een "nationale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de lokale politie". Zij omvat maximum vijf leden, de voorzitter inbegrepen en is derwijze vastgesteld dat zij een onpaar aantal leden telt, de voorzitter inbegrepen.

De voorzitter van deze selectiecommissie is steeds een korpschef.

De leden, bijzitters genoemd, worden aangewezen door de minister, met dien verstande dat :

1° zij moeten doen blijken van een voor de opdracht van de nationale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de lokale politie relevante beroepservaring;

2° ten minste één van de leden een personeelslid van het administratief en logistiek kader is van een korps van de lokale politie dat ten minste bekleed is met de graad of gelijkwaardige graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking.

Art. VI.II.53. De minister wijst de werkende voorzitter, de plaatsvervangende voorzitter en de werkende en de plaatsvervangende leden aan.

De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter, alsook de personeelsleden van niveau A worden aangewezen onder de personeelsleden die voorkomen op een lijst die wordt voorgesteld door de vaste commissie voor de lokale politie en bevattende ten minste twee korpschefs en vier personeelsleden van het administratief en logistiek kader van een korps van de lokale politie.

Art. VI.II.54. De artikelen VI.II.46, vierde en vijfde lid, VI.II.47, VI.II.48, VI.II.50 en VI.II.51 zijn van overeenkomstige toepassing op de nationale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de lokale politie.

Onderafdeling 5. — De federale selectiecommissie voor officieren van de federale politie

Art. VI. II.55. Bij de federale politie bestaat een door de commissaris-generaal samen te stellen selectiecommissie, hierna "de federale selectiecommissie voor officieren van de federale politie" genoemd. Zij omvat maximum vijf leden, de voorzitter inbegrepen en is derwijze samengesteld dat zij een onpaar aantal leden telt, de voorzitter inbegrepen.

De voorzitter van deze selectiecommissie is steeds de commissaris-generaal of de directeur-generaal die de algemene directie leidt bedoeld in artikel 93 van de wet, onder wiens gezag de bij mobiliteit te begeven vacante betrekking ressorteert of hun vertegenwoordiger die ten minste

minimum du grade qui correspond à l'emploi d'officier à attribuer par mobilité. Si le directeur général est celui qui, en vertu de l'article VI.II.37 a été désigné par le commissaire général, ce dernier désigne un autre directeur général qui assume la présidence.

Les membres, appelés assesseurs, sont désignés par le commissaire, étant entendu :

1° qu'ils doivent démontrer une expérience professionnelle avérée eu égard à la mission de la commission de sélection fédérale pour officiers de la police fédérale;

2° qu'au moins un des membres est un officier de la police fédérale revêtu au minimum du grade qui correspond à l'emploi d'officier à attribuer par mobilité;

3° sans préjudice du 2°, au moins un des membres est un officier de la police fédérale revêtu au minimum du grade qui correspond à l'emploi d'officier à attribuer par mobilité et qui fait partie de la direction générale dans laquelle l'emploi d'officier à attribuer par mobilité est vacant.

Le commissaire général désigne un officier supérieur comme président suppléant, ainsi que des membres suppléants qui doivent satisfaire aux conditions exigées du président et des membres effectifs.

Un secrétaire, désigné par le commissaire général, assiste la commission de sélection fédérale pour officiers de la police fédérale.

Art. VI.II.56. La commission de sélection fédérale pour officiers de la police fédérale peut faire appel à des experts extérieurs aux services de police qui sont au fait d'un ou plusieurs domaines d'intérêt en rapport avec l'emploi à attribuer par mobilité.

Le ministre peut déterminer les modalités de désignation de ces experts.

Art. VI.II.57. Les membres de la commission de sélection fédérale pour officiers de la police fédérale qui ne sont pas membres du personnel ont droit, pour leur prestations à la commission de sélection, à un jeton de présence dont le montant ne peut être supérieur à 1/1850ème du traitement d'un fonctionnaire de rang 17.

Les membres déterminés à l'alinéa 1^{er} ont également droit aux indemnités de déplacement et de séjour conformément aux prescriptions qui sont d'application pour les membres du personnel des ministères. Ils sont dans ce cadre assimilés à des fonctionnaires de rang 17.

Art. VI.II.58. Le ministre peut déterminer les modalités de procédure à suivre par la commission de sélection.

Sous-section 6. — La commission de sélection fédérale pour les membres du personnel du niveau A de la police fédérale

Art. VI.II.59. A la police fédérale est constituée une commission composée par le commissaire général ci-après dénommée "commission de sélection fédérale pour les membres du personnel du niveau A de la police fédérale". Elle comprend cinq membres maximum, le président inclus et est composée de manière à compter un nombre impair de participants, le président inclus.

Le président de cette commission de sélection est toujours le commissaire général ou le directeur général qui dirige la direction générale visée à l'article 93 de la loi et à l'autorité duquel ressortit l'emploi à attribuer par le biais de la mobilité, ou leur représentant revêtu au minimum du grade qui correspond à l'emploi du niveau A, à attribuer par le biais de la mobilité. Si le directeur général est celui qui, en vertu de l'article VI.II.37, a été désigné par le commissaire général, ce dernier désigne un autre directeur général qui assume la présidence.

Les membres, appelés assesseurs, sont désignés par le commissaire général, étant entendu :

1° qu'ils doivent démontrer une expérience professionnelle avérée pour la mission de la commission de sélection fédérale pour les membres du personnel du niveau A de la police fédérale;

2° qu'au moins un des membres est un membre du cadre administratif et logistique de la police fédérale revêtu au minimum du grade ou d'un grade équivalent qui correspond à l'emploi à attribuer par mobilité;

is bekleed met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking van officier. Is de directeur-generaal degene die met toepassing van artikel VI.II.37 is aangewezen door de commissaris-generaal, dan wijst de commissaris-generaal een andere directeur-generaal aan die het voorzitterschap vervult.

De leden, bijzitters genoemd, worden aangewezen door de commissaris-generaal, met dien verstande dat :

1° zij moeten doen blijken van een voor de opdracht van de federale selectiecommissie voor officieren van de federale politie relevante beroepservaring;

2° ten minste één van de leden een officier is van de federale politie die ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking van officier;

3° onverminderd 2°, ten minste één van de leden een officier is van de federale politie die ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking van officier en die deel uitmaakt van de algemene directie waarin de bij mobiliteit te begeven betrekking vacant is.

De commissaris-generaal wijst een hoger officier aan als plaatsvervangend voorzitter, alsook plaatsvervangende leden die moeten voldoen aan de voorwaarden van de werkende voorzitter en leden.

Een secretaris, aangewezen door de commissaris-generaal, staat de federale selectiecommissie voor officieren van de federale politie bij.

Art. VI.II.56. De federale selectiecommissie voor officieren van de federale politie kan een beroep doen op aan de politiediensten externe deskundigen die beslagen zijn in één of meer aangelegenheden die verband houden met de bij mobiliteit te begeven betrekking.

De minister kan nadere regels bepalen inzake de aanwijzing van deze deskundigen.

Art. VI.II.57. De leden van de federale selectiecommissie voor officieren van de federale politie die geen personeelslid zijn, hebben voor de werkzaamheden in de selectiecommissie recht op een presentiegeld waarvan het bedrag per gepresteerd uur niet meer mag bedragen dan 1/1850ste van het loon van een rijksambtenaar met rang 17.

De in het eerste lid bepaalde leden hebben tevens recht op de vergoedingen voor de reis- en verblijfskosten overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de ministeries. Zij worden hiertoe gelijkgesteld met rijksambtenaren van rang 17.

Art. VI.II.58. De minister kan de nadere regels bepalen van de door de selectiecommissie te volgen procedure.

Onderafdeling 6. — De federale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de federale politie

Art. VI. II.59. Bij de federale politie bestaat een door de commissaris-generaal samen te stellen selectiecommissie, hierna "de federale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de federale politie" genoemd. Zij omvat maximum vijf leden, de voorzitter inbegrepen en is derwijze samengesteld dat zij een onpaar aantal leden telt, de voorzitter inbegrepen.

De voorzitter van deze selectiecommissie is steeds de commissaris-generaal of de directeur-generaal die de algemene directie leidt bedoeld in artikel 93 van de wet, onder wiens gezag de bij mobiliteit te begeven vacante betrekking ressorteert of hun vertegenwoordiger die ten minste is bekleed met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking van niveau A. Is de directeur-generaal degene die met toepassing van artikel VI.II.37 is aangewezen door de commissaris-generaal, dan wijst de commissaris-generaal een andere directeur-generaal aan die het voorzitterschap vervult.

De leden, bijzitters genoemd, worden aangewezen door de commissaris-generaal, met dien verstande dat :

1° zij moeten doen blijken van een voor de opdracht van de federale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de federale politie relevante beroepservaring;

2° ten minste één van de leden een personeelslid is van het administratief en logistiek kader van de federale politie dat ten minste bekleed is met de graad of gelijkwaardige graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking;

3° que, sans préjudice du 2°, au moins un des membres est un officier ou un membre du niveau A de la police fédérale revêtu au minimum du grade ou d'un grade équivalent qui correspond à l'emploi à attribuer par mobilité et qui fait partie de la direction générale dans laquelle l'emploi à attribuer par mobilité est vacant.

Le commissaire général désigne comme président suppléant, soit un membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A, soit un officier supérieur. Il désigne par ailleurs des membres suppléants qui doivent satisfaire aux conditions des membres effectifs.

Un secrétaire, désigné par le commissaire général, assiste la commission de sélection fédérale pour les membres du personnel du niveau A de la police fédérale.

Art. VI.II.60. Les articles VI.II.56 à VI.II.58 y compris sont d'application conforme à la commission de sélection fédérale pour les membres du personnel du niveau A de la police fédérale.

SECTION 4. — LES COMMISSIONS DE SÉLECTION POUR LES MEMBRES DU PERSONNEL DU CADRE MOYEN, DU CADRE DE BASE ET LES MEMBRES DU PERSONNEL DES NIVEAUX B ET C

Sous-section 1^{re}. — La commission de sélection locale pour les membres du personnel du cadre moyen et du cadre de base de la police locale

Art. VI.II.61. Le conseil communal ou le conseil de police peut constituer une commission de sélection, ci-après dénommée "la commission de sélection locale pour le cadre moyen et le cadre de base de la police locale" composée comme suit :

- 1° le chef de corps ou l'officier qu'il désigne, président;
- 2° un officier d'un corps de la police locale;
- 3° un membre du personnel du cadre opérationnel d'un corps de police locale qui est au moins revêtu du grade qui correspond à l'emploi à attribuer par mobilité et qui possède les compétences exigées pour l'emploi à attribuer par mobilité.

Si, le cas échéant, il ne peut être fait appel au membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, le conseil communal ou le conseil de police, désigne, sur proposition du chef de corps, un membre du personnel du cadre opérationnel de son propre corps qui est au moins revêtu du grade qui correspond à l'emploi à attribuer par mobilité et sous l'autorité duquel, au sens de l'article 120 de la loi, le membre du personnel à nommer exercera sa fonction.

Un secrétaire, désigné par le chef de corps, assiste la commission de sélection locale pour le cadre moyen et le cadre de base de la police locale.

Art. VI.II.62. Le conseil communal ou le conseil de police désigne le président et les assesseurs de la commission de sélection locale pour le cadre moyen et le cadre de base de la police locale en tenant compte du prescrit de l'article VI.II.61.

Sous-section 2. — La commission de sélection locale pour les membres du personnel des niveaux B et C de la police locale

Art. VI.II.63. Le conseil communal ou le conseil de police peut constituer une commission de sélection, ci-après dénommée "la commission de sélection locale pour les niveaux B et C de la police locale", composée comme suit :

- 1° le chef de corps ou l'officier ou le membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A qu'il désigne, président;
- 2° un officier ou un membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A d'un corps de la police locale;
- 3° un membre du personnel du cadre administratif et logistique d'un corps de la police locale, revêtu au moins du grade commun ou spécifique qui correspond au grade de l'emploi à attribuer par mobilité et qui possède les aptitudes exigées pour l'emploi à attribuer par mobilité.

3° onverminderd 2°, ten minste één van de leden een officier of een personeelslid van niveau A is van de federale politie dat ten minste bekleed is met de graad of gelijkwaardige graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking en die deel uitmaakt van de algemene directie waarin de bij mobiliteit te begeven betrekking vacant is.

De commissaris-generaal wijst als plaatsvervangend voorzitter aan, hetzij een personeelslid van het administratief en logistiek kader van niveau A, hetzij een hogere officier. Hij wijst tevens plaatsvervangende leden aan die moeten voldoen aan de voorwaarden van de werkende leden.

Een secretaris, aangewezen door de commissaris-generaal, staat de federale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de federale politie bij.

Art. VI.II.60. De artikelen VI.II.56 tot en met VI.II.58 zijn van overeenkomstige toepassing op de federale selectiecommissie voor personeelsleden van niveau A van de federale politie

AFDELING 4. — DE SELECTIECOMMISSIES VOOR DE PERSONEELSLEDEN VAN HET MIDDEN- EN BASISKADER EN VOOR DE PERSONEELSLEDEN VAN DE NIVEAUS B EN C

Onderafdeling 1. — De plaatselijke selectiecommissie voor de personeelsleden van het midden- en basiskader van de lokale politie

Art. VI.II.61. De gemeente- of politieraad kan een selectiecommissie samenstellen, hierna "de plaatselijke selectiecommissie voor het midden- en basiskader van de lokale politie" genoemd, die als volgt is samengesteld :

- 1° de korpschef of de door hem aangewezen officier, voorzitter;
- 2° een officier van een korps van de lokale politie;
- 3° een personeelslid van het operationeel kader van een korps van de lokale politie dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking en die over de bekwaamheden beschikt die voor de bij mobiliteit te begeven betrekking vereist zijn.

Kan, in voorkomend geval, geen beroep worden gedaan op het in het eerste lid, 3°, bedoelde personeelslid, dan wijst de gemeente- of de politieraad, op voorstel van de korpschef, een personeelslid van het operationeel kader van het eigen korps aan dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking en onder wiens gezag, in de zin van artikel 120 van de wet, het te benoemen personeelslid van het operationeel kader zijn ambt zal uitoefenen.

Een secretaris, aangewezen door de korpschef, staat de plaatselijke selectiecommissie voor het midden- en basiskader van de lokale politie bij.

Art. VI.II.62. De gemeente- of de politieraad wijst de voorzitter en de leden aan van de plaatselijke selectiecommissie voor het midden- en basiskader van de lokale politie rekening houdend met het bepaalde in artikel VI.II.61.

Onderafdeling 2. — De plaatselijke selectiecommissie voor de personeelsleden van de niveaus B en C van de lokale politie

Art. VI.II.63. De gemeente- of politieraad kan een selectiecommissie samenstellen, hierna "de plaatselijke selectiecommissie voor de niveaus B en C van de lokale politie" genoemd, die als volgt is samengesteld :

- 1° de korpschef of de door hem aangewezen officier of personeelslid van het administratief en logistiek kader van niveau A, voorzitter;
- 2° een officier of een personeelslid van het administratief of logistiek kader van niveau A van een korps van de lokale politie;
- 3° een personeelslid van het administratief en logistiek kader van een korps van de lokale politie dat ten minste bekleed is met de gemene of bijzondere graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking en die over de bekwaamheden beschikt die voor de bij mobiliteit te begeven betrekking vereist zijn.

Si, le cas échéant, il ne peut être fait appel au membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 3^o, le conseil communal ou le conseil de police désigne, sur proposition du chef de corps, un membre du personnel du cadre administratif et logistique de son propre corps qui est au moins revêtu du grade qui correspond à l'emploi à attribuer par mobilité. Si, le cas échéant, il ne peut être fait appel au membre du personnel visé à cet alinéa, le conseil communal ou le conseil de police désigne, sur proposition du chef de corps, un membre du personnel du cadre opérationnel de son propre corps qui appartient au moins au cadre moyen et sous l'autorité duquel, au sens de l'article 120 de la loi, le membre du personnel du cadre administratif et logistique à nommer exercera sa fonction.

Un secrétaire, désigné par le chef de corps, assiste la commission de sélection locale pour les niveaux B et C de la police locale.

Art. VI.II.64. Le conseil communal ou le conseil de police désigne les membres de la commission de sélection locale pour les niveaux B et C de la police locale en tenant compte du prescrit de l'article VI.II.63.

Sous-section 3. — La commission de sélection fédérale pour les membres du personnel du cadre moyen et du cadre de base de la police fédérale

Art. VI.II.65. Le commissaire général peut constituer une commission de sélection, ci-après dénommée "la commission de sélection fédérale pour les cadres moyen et de base de la police fédérale" composée comme suit :

1^o le commissaire général ou le directeur général qui dirige la direction générale visée à l'article 93 de la loi et à l'autorité duquel ressortit l'emploi vacant à attribuer par le biais de la mobilité, ou leur représentant, président;

2^o l'officier dirigeant ou son remplaçant, de l'unité ou du service dans lequel l'emploi à attribuer par mobilité est vacant;

3^o un membre du personnel du cadre opérationnel de la police fédérale revêtu au moins du grade qui correspond au grade de l'emploi à attribuer par mobilité et qui possède les aptitudes exigées pour l'emploi à attribuer par mobilité.

Si, le cas échéant, il ne peut être fait appel au membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 3^o, le commissaire général désigne, sur proposition du directeur général visé à l'alinéa 1^{er}, 1^o, un membre du personnel du cadre opérationnel qui est au moins revêtu du grade qui correspond à l'emploi à attribuer par mobilité et sous l'autorité duquel, au sens de l'article 120 de la loi, le membre du personnel à nommer exercera sa fonction.

Un secrétaire, désigné par le commissaire général, assiste la commission de sélection fédérale pour les cadres moyen et du cadre de base de la police fédérale.

Art. VI.II.66. Le commissaire général désigne le président et les membres de la commission de sélection fédérale pour le cadre moyen et le cadre de base de la police fédérale en tenant compte du prescrit de l'article VI.II.65. Si le directeur général est celui qui est désigné par le commissaire général en vertu de l'article VI.II.37, celui-ci désigne un autre directeur général ou un officier supérieur qui assume la présidence.

Sous-section 4. — La commission de sélection fédérale pour les membres du personnel des niveaux B et C de la police fédérale

Art. VI.II.67. Le commissaire général peut constituer une commission de sélection, ci-après dénommée "la commission de sélection fédérale pour les niveaux B et C de la police fédérale", composée comme suit :

1^o le commissaire général ou le directeur général qui dirige la direction générale visée à l'article 93 de la loi et à l'autorité duquel ressortit l'emploi vacant à attribuer par mobilité, ou leur représentant, président;

2^o l'officier dirigeant ou le membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A ou son remplaçant, de l'unité ou du service dans lequel l'emploi à attribuer par mobilité est vacant;

Kan, in voorkomend geval, geen beroep worden gedaan op het in het eerste lid, 3^o, bedoelde personeelslid, dan wijst de gemeente- of de politieraad, op voorstel van de korpschef, een personeelslid van het administratief en logistiek kader van het eigen korps aan dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking. Kan, in voorkomend geval, geen beroep worden gedaan op een personeelslid dat voldoet aan de in dit lid gestelde voorwaarde, dan wijst de gemeente- of de politieraad, op voorstel van de korpschef, een personeelslid van het operationeel kader van het eigen korps aan dat ten minste tot het middenkader behoort en onder wiens gezag in de zin van artikel 120 van de wet, het te benoemen personeelslid van het administratief en logistiek kader zijn ambt zal uitoefenen.

Een secretaris, aangewezen door de korpschef, staat de plaatselijke selectiecommissie voor de niveaus B en C van de lokale politie bij.

Art. VI.II.64. De gemeente- of de politieraad wijst de leden aan van de plaatselijke selectiecommissie voor de niveaus B en C van de lokale politie rekening houdend met het bepaalde in artikel VI.II.63.

Onderafdeling 3. — De federale selectiecommissie voor de personeelsleden van het midden- en basiskader van de federale politie

Art. VI.II.65. De commissaris-generaal kan een selectiecommissie samenstellen, hierna "de federale selectiecommissie voor het midden- en basiskader van de federale politie" genoemd, die als volgt is samengesteld :

1^o de commissaris-generaal of de directeur-generaal die de algemene directie leidt bedoeld in artikel 93 van de wet, onder wiens gezag de bij mobiliteit te begeven vacante betrekking ressorteert, of hun afgevaardigde, voorzitter;

2^o de leidende officier of diens plaatsvervanger van de dienst of eenheid waarbinnen de bij mobiliteit te begeven betrekking vacant is;

3^o een personeelslid van het operationeel kader van de federale politie dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking en die over de bekwaamheden beschikt die voor de bij mobiliteit te begeven betrekking vereist zijn.

Kan, in voorkomend geval, geen beroep worden gedaan op het in het eerste lid, 3^o, bedoelde personeelslid, dan wijst de commissaris-generaal, op voorstel van de directeur-generaal bedoeld in het eerste lid, 1^o, een personeelslid van het operationeel kader aan dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking en onder wiens gezag in de zin van artikel 120 van de wet, het te benoemen of aan te wijzen personeelslid van het operationeel kader zijn ambt zal uitoefenen.

Een secretaris, aangewezen door de commissaris-generaal, staat de federale selectiecommissie voor het midden- en basiskader van de federale politie bij.

Art. VI.II.66. De commissaris-generaal wijst de voorzitter en de leden aan van de federale selectiecommissie voor het midden- en basiskader van de federale politie, rekening houdend met het bepaalde in artikel VI.II.65. Is de directeur-generaal degene die met toepassing van artikel VI.II.37 is aangewezen door de commissaris-generaal, dan wijst de commissaris-generaal een andere directeur-generaal of een hogere officier aan die het voorzitterschap vervult.

Onderafdeling 4. — De federale selectiecommissie voor de personeelsleden van de niveaus B en C van de federale politie

Art. VI.II.67. De commissaris-generaal kan een selectiecommissie samenstellen, hierna "de federale selectiecommissie voor de niveaus B en C van de federale politie" genoemd, die als volgt is samengesteld :

1^o de commissaris-generaal of de directeur-generaal die de algemene directie leidt bedoeld in artikel 93 van de wet, onder wiens gezag de bij mobiliteit te begeven vacante betrekking ressorteert, of hun vertegenwoordiger, voorzitter;

2^o de leidende officier of personeelslid van het administratief en logistiek kader van niveau A, of diens plaatsvervanger van de dienst of eenheid waarbinnen de bij mobiliteit te begeven betrekking vacant is;

3° un membre du personnel du cadre administratif et logistique de la police fédérale revêtu au moins du grade commun ou spécifique qui correspond au grade de l'emploi à attribuer par mobilité et qui possède les aptitudes exigées pour l'emploi à attribuer par mobilité.

Si, le cas échéant, il ne peut être fait appel au membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, alors le commissaire général désigne, sur proposition du directeur général visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, un membre du personnel du cadre administratif et logistique qui est au moins revêtu du grade qui correspond à l'emploi à attribuer par mobilité.

Un secrétaire, désigné par le commissaire général, assiste la commission de sélection fédérale pour les niveaux B et C de la police fédérale.

Art. VI.II.68. Le commissaire général désigne le président et les membres de la commission de sélection fédérale pour le personnel des niveaux B et C de la police fédérale en tenant compte du prescrit de l'article VI.II.67. Si le directeur général est celui qui, en vertu de l'article VI.II.37, a été désigné par le commissaire général, ce dernier désigne un autre directeur général ou un officier supérieur qui assume la présidence.

CHAPITRE III. — DISPOSITIONS PARTICULIERES SPECIFIQUES A LA POLICE FEDERALE : LA DESIGNATION D'OFFICE

Art. VI.II.69. A défaut de candidat satisfaisant aux conditions générales de la mobilité visées à l'article VI.II.10, pour un emploi déclaré vacant par le biais de la mobilité, le commissaire général peut, dans les limites de l'article 108 de la loi, procéder à la désignation d'office d'un membre du personnel à cet emploi.

La désignation d'office intervient toujours, selon le cas, dans un emploi du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique.

Art. VI.II.70. Une désignation d'office d'un membre du personnel est uniquement possible si ce membre du personnel est revêtu du grade qui ouvre l'accès à l'emploi auquel il est pourvu d'office et s'il possède toutes les connaissances et aptitudes requises pour exercer cet emploi.

En cas de désignation d'office d'un membre du personnel qui fait partie de la direction générale de la police judiciaire ou d'un service judiciaire déconcentré, en dehors de ces services, le commissaire général recueille préalablement à la désignation d'office, l'avis du directeur général qui dirige cette direction générale. Si ce dernier ne marque pas son accord avec la décision du commissaire général, la décision peut être réformée conformément au prescrit de l'article 100, alinéa 3, de la loi.

Art. VI.II.71. Le ministre peut déterminer les modalités de la procédure qui doit être suivie par le commissaire général en cas de désignation d'office dans le sens du présent chapitre.

CHAPITRE IV. — LA MISE EN PLACE TEMPORAIRE DE MEMBRES DU PERSONNEL

SECTION 1^{re}. — LE DETACHEMENT ET LA MISE A DISPOSITION

Art. VI.II.72. Cette section n'est pas d'application pour les détachements visés aux articles 96 et 105 de la loi.

Art. VI.II.73. L'autorité compétente pour décider d'un détachement ou d'une mise à disposition est :

1° au sein d'une même direction générale de la police fédérale : le directeur général;

2° au sein d'un même corps de police locale : le chef de corps;

3° entre deux directions générales de la police fédérale : le commissaire général;

3° een personeelslid van het administratief en logistiek kader van de federale politie dat ten minste bekleed is met de gemene of bijzondere graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking en die over de bekwaamheden beschikt die voor de bij mobiliteit te begeven betrekking vereist zijn.

Kan, in voorkomend geval, geen beroep worden gedaan op het in het eerste lid, 3°, bedoelde personeelslid, dan wijst de commissaris-generaal, op voorstel van de directeur-generaal bedoeld in het eerste lid, 1°, een personeelslid van het administratief en logistiek kader aan dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de bij mobiliteit te begeven betrekking.

Een secretaris, aangewezen door de commissaris-generaal, staat de de federale selectiecommissie voor de niveaus B en C van de federale politie bij.

Art. VI.II.68. De commissaris-generaal wijst de voorzitter en de leden aan van de federale selectiecommissie voor de niveaus B en C van de federale politie, rekening houdend met het bepaalde in artikel VI.II.67. Is de directeur-generaal degene die met toepassing van artikel VI.II.37 is aangewezen door de commissaris-generaal, dan wijst de commissaris-generaal een andere directeur-generaal of een hogere officier aan die het voorzitterschap vervult.

HOOFDSTUK III. — BIJZONDERE BEPALINGEN EIGEN AAN DE FEDERALE POLITIE : DE AMBTSHALVE AANWIJZING

Art. VI.II.69. Bij gebrek aan een kandidaat die voldoet aan de algemene voorwaarden van mobiliteit bedoeld in artikel VI.II.10, voor een bij mobiliteit vacant verklaarde betrekking, kan de commissaris-generaal, binnen de perken van artikel 108 van de wet, overgaan tot de ambtshalve aanwijzing van een personeelslid voor deze betrekking.

De ambtshalve aanwijzing gebeurt steeds, naar gelang van het geval, in een betrekking van het operationeel kader of het administratief en logistiek kader.

Art. VI.II.70. Een ambtshalve aanwijzing van een personeelslid is slechts mogelijk indien dit personeelslid bekleed is met een graad die toegang verleent tot de betrekking waarin ambtshalve wordt voorzien en indien het over de voor de uitoefening van die betrekking vereiste kennis en vaardigheden beschikt.

In het geval van een ambtshalve aanwijzing van een personeelslid dat deel uitmaakt van de algemene directie gerechtelijke politie of van een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst, buiten deze diensten, wint de commissaris-generaal voorafgaand aan de ambtshalve aanwijzing het advies in van de directeur-generaal die de algemene directie gerechtelijke politie leidt. Indien deze niet instemt met de beslissing van de commissaris-generaal, dan kan in dit geval diens beslissing worden herroepen overeenkomstig het bepaalde in artikel 100, derde lid, van de wet.

Art. VI.II.71. De minister kan de nadere regels bepalen van de procedure die door de commissaris-generaal moet worden gevolgd bij een ambtshalve aanwijzing in de zin van dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK IV. — DE TIJDELIJKE INPLAATSSTELLING VAN DE PERSONEELSLEDEN

AFDELING 1. — DE DETACHERING EN DE TERBESCHIKKINGSTELLING

Art. VI.II.72. Deze afdeling is niet van toepassing op de in de artikelen 96 en 105 van de wet bedoelde detacheringen.

Art. VI.II.73. De bevoegde overheid om te beslissen over een detachering of een terbeschikkingstelling is :

1° in de schoot van eenzelfde algemene directie van de federale politie : de directeur-generaal;

2° in de schoot van eenzelfde korps van de lokale politie : de korpschef;

3° tussen twee algemene directies van de federale politie : de commissaris-generaal;

4° de la police fédérale vers un corps de la police locale : le ministre, après avis du commissaire général;

5° d'un corps de la police locale vers un corps de la police locale ou vers la police fédérale : le bourgmestre ou le collège de police, après avis du chef de corps dont relève le membre du personnel.

Art. VI.II.74. La mise à disposition peut :

1° soit s'effectuer sur le lieu habituel de travail même;

2° soit s'accompagner de l'envoi vers un lieu temporaire de travail mais avec un retour systématique au lieu habituel de travail, le service ou l'unité pouvant décider quotidiennement de l'effectivité de la mise à disposition.

Art. VI.II.75. Sans préjudice de l'article 120 de la loi et de l'article 21 de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police et sans préjudice de l'article VII.I.19, le membre du personnel détaché se trouve sous l'autorité tant opérationnelle qu'administrative de l'autorité hiérarchique du corps ou du service dans lequel il est détaché.

Pour les missions pour lesquelles le membre du personnel est mis à disposition, il passe sous l'autorité fonctionnelle de l'autorité de l'unité ou du service au profit duquel il est mis à disposition, mais reste sous l'autorité administrative de l'autorité du corps ou du service auquel il appartient ou est affecté.

Art. VI.II.76. Le ministre peut déterminer les modalités de la procédure relatives au détachement et à la mise à disposition, qui doivent être suivies par les autorités visées à la présente section.

SECTION 2. — L'EXERCICE D'UNE FONCTION SUPÉRIEURE

Art. VI.II.77. Pour l'application de cette section, on entend par fonction supérieure :

1° tout emploi qui correspond à un emploi du cadre du personnel attribué à un niveau supérieur ou à un groupe de grades supérieur à celui auquel appartient le membre du personnel;

2° tout emploi prévu au cadre du personnel et dont l'attribution au membre du personnel concerné ouvre le droit à un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat ou, s'il bénéficie déjà à ce titre d'une tel supplément, donne droit à un supplément supérieur de traitement.

Art. VI.II.78. Un membre du personnel peut, lorsque des raisons urgentes d'encadrement l'exigent, être commissionné dans une fonction supérieure pour un emploi qui n'est pas exercée définitivement ou temporairement par un titulaire.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, seul un officier ou, selon le cas, un membre du personnel du cadre administratif et logistique du niveau A, peut être commissionné dans une fonction supérieure respectivement d'officier supérieur ou du niveau A.

Art. VI.II.79. Le membre du personnel qui a encouru une sanction disciplinaire lourde ne peut pas être commissionné pour l'exercice d'une fonction supérieure avant que sa sanction ne soit effacée.

Art. VI.II.80. L'exercice d'une fonction supérieure est attribué au membre du personnel qui est estimé le plus apte pour répondre immédiatement aux besoins du service.

Art. VI.II.81. Sans préjudice de l'article 46 de la loi :

1° le bourgmestre, le collège de police, le ministre ou son mandataire décide, après avis du chef de corps ou du commissaire général, du commissionnement temporaire dans un emploi d'officier supérieur;

2° le bourgmestre, le collège de police ou le commissaire général décide, après avis du chef de corps ou du directeur général, du commissionnement temporaire dans un emploi d'officier;

3° le chef de corps ou le commissaire général décide du commissionnement temporaire dans un emploi d'un autre cadre que le cadre officier ou dans le cadre administratif et logistique.

4° van de federale politie naar een korps van de lokale politie : de minister na advies van de commissaris-generaal;

5° van een korps van de lokale politie naar een korps van de lokale politie of naar de federale politie : de burgemeester of het politiecollege, na advies van de betrokken korpschef waaronder het betrokken personeelslid ressorteert.

Art. VI.II.74. De terbeschikkingstelling kan :

1° hetzij gebeuren op de gewone plaats van het werk zelf;

2° hetzij gepaard gaan met een zending naar een tijdelijke plaats van het werk maar met een systematische terugkeer naar de gewone plaats van het werk die toelaat dat de dienst of eenheid dagelijks kan beslissen over de doeltreffendheid van de terbeschikkingstelling.

Art. VI.II.75. Zonder afbreuk te doen aan artikel 120 van de wet en aan artikel 21 van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten en onverminderd artikel VII.I.19, staat het gedetacheerde personeelslid zowel operationeel als administratief onder het gezag van de overheid van het korps of de dienst waarnaar het is gedetacheerd.

Voor de opdrachten waarvoor het personeelslid terbeschikking is gesteld, staat het onder het functioneel gezag van de overheid van de eenheid of de dienst ten voordele van wie het terbeschikking is gesteld, doch blijft het onder het administratief gezag van de overheid van het korps of de dienst waartoe het behoort of is aangewezen.

Art. VI.II.76. De minister kan de nadere regels bepalen van de procedure inzake de detachering en de terbeschikkingstelling, te volgen door de overheden bedoeld in deze afdeling.

AFDELING 2. — DE UITOEFENING VAN EEN HOGER AMBT

Art. VI.II.77. Voor de toepassing van deze afdeling verstaat men onder hoger ambt :

1° elke betrekking die overeenstemt met de in de personeelsformatie voorkomende betrekking van een hoger niveau of een hogere gradengroep dan die waarvan de graad van het personeelslid deel uitmaakt;

2° elke betrekking die is voorzien in de personeelsformatie en waarvan de toekenning aan het betrokken personeelslid het recht opent op een weddebijslag voor de uitoefening van een mandaatfunctie of, indien hij reeds op deze grond een dergelijke weddebijslag geniet, tot een hogere weddebijslag.

Art. VI.II.78. Een personeelslid kan, wanneer dwingende redenen van omkadering zulks vereisen, worden aangesteld in een hoger ambt voor een betrekking die tijdelijk of definitief niet wordt waargenomen door een titularis.

Onverminderd het eerste lid, kan alleen een officier of, naar gelang van het geval, een personeelslid van het administratief en logistiek kader van niveau A worden aangesteld in een hoger ambt van respectievelijk hoger officier of van niveau A.

Art. VI.II.79. Het personeelslid dat een zware tuchtstraf heeft opgelopen, mag niet aangesteld worden voor het uitoefenen van een hoger ambt vooraleer zijn straf uitgewist is.

Art. VI.II.80. De uitoefening van het hoger ambt wordt toevertrouwd aan het personeelslid dat het meest geschikt bevonden wordt om in de onmiddellijke dienstbehoeften te voorzien.

Art. VI.II.81. Onverminderd artikel 46 van de wet, beslist :

1° de burgemeester, het politiecollege, de minister of zijn gemachtigde over de tijdelijke aanstelling in een betrekking van hoger officier, na advies van de korpschef of commissaris-generaal;

2° de burgemeester, het politiecollege of de commissaris-generaal over de tijdelijke aanstelling in een betrekking van officier, na advies van de korpschef of de bevoegde directeur-generaal;

3° de korpschef of de commissaris-generaal over de tijdelijke aanstelling in een betrekking van andere kaders dan het officierskader of in het administratief en logistiek kader.

Art. VI.II.82. Pour un emploi qui n'est temporairement pas occupé par le titulaire, le membre du personnel peut être commissionné temporairement, pour la durée de l'absence, jusqu'à ce que le titulaire réoccupe son emploi.

Un emploi qui n'est définitivement plus occupé par un titulaire et, partant, est vacant, ne peut être assuré que par un commissionnement temporaire de six mois maximum, à condition que dans les trois mois qui suivent le moment où l'emploi est devenu vacant, la procédure d'octroi de l'emploi par mobilité soit engagée.

Le commissionnement visé à l'alinéa 2 peut être prolongé, selon les besoins du service, par décision motivée et ce, au plus tard jusqu'au jour de l'attribution de l'emploi par mobilité.

Art. VI.II.83. L'acte de commissionnement dans une fonction supérieure mentionne :

1° la description de l'emploi qui est vacant ou qui n'est temporairement pas occupé par son titulaire, son dernier ou actuel titulaire et la raison de son départ ou de son absence;

2° une justification de la nécessité d'attribuer une fonction supérieure;

3° une justification du choix du membre du personnel proposé.

Art. VI.II.84. L'exercice d'une fonction supérieure n'accorde aucun privilège quant à une désignation à l'emploi ou à une nomination au grade supérieur lié à cet emploi.

Un membre du personnel qui est chargé d'une fonction supérieure exerce toutes les prérogatives qui sont liées à cet emploi.

CHAPITRE V. — LA REAFFECTATION

SECTION 1^{re}. — CHAMP D'APPLICATION

Art. VI.II.85. Peut être réaffecté, le membre du personnel qui :

1° ne possède plus l'aptitude physique nécessaire à l'exercice de l'emploi mais qui peut être replacé dans un autre emploi compatible avec son état de santé;

2° en application de l'article 118, alinéa 3, de la loi, est passé dans le cadre administratif et logistique ou exerce temporairement un tel emploi et, hors l'application des règles de la mobilité, demande à être intégré dans le cadre opérationnel;

3° ne donne pas satisfaction lors du stage ou de la formation qui découle de sa désignation à un emploi spécialisé;

4° est réintégré en vertu du titre III de la partie IX;

5° en tant que stagiaire est réaffecté dans son cadre d'origine pour cause d'inaptitude professionnelle;

6° le membre du personnel qui en fait la demande sur base de l'article VI.I.11, alinéa 4, 2°;

7° le membre du personnel qui, à l'issue de sa période de disponibilité, tombe sous l'application de l'article VIII.XI.12, 2°;

8° pour quelque raison que ce soit, doit être désigné à un autre emploi que le sien.

SECTION 2. — MODALITES EN MATIERE DE REAFFECTATION

Art. VI.II.86. La réaffectation est commandée par le chef de corps ou par le commissaire général, sur avis du directeur général qui dirige la direction générale dans laquelle le membre du personnel est réaffecté.

Art. VI.II.87. La réaffectation dans un emploi se déroule en tenant compte de la description de fonction et du profil du titulaire de cet emploi. En particulier, le membre du personnel doit avoir réussi les épreuves de sélection prévues si celles-ci sont exigées préalablement à l'attribution de l'emploi.

Art. VI.II.82. In een betrekking die tijdelijk niet wordt ingenomen door de titularis kan het personeelslid voor de duur van de afwezigheid worden aangesteld tot de titularis van de betrekking opnieuw zijn betrekking opneemt.

Een betrekking die definitief niet meer wordt ingenomen door een titularis en derhalve vacant is, kan slechts voor ten hoogste zes maanden via een tijdelijke aanstelling worden waargenomen op voorwaarde dat binnen de drie maanden na het vacant worden van de betrekking de procedure tot toekenning van de betrekking bij mobiliteit wordt ingezet.

De in het tweede lid bepaalde aanstelling kan bij gemotiveerde beslissing worden verlengd volgens de behoeften van de dienst en dit tot ten hoogste de dag van de toekenning bij mobiliteit van de betrekking.

Art. VI.II.83. De akte van aanstelling in een hoger ambt vermeldt :

1° de omschrijving van de betrekking die vacant is of tijdelijk niet ingenomen wordt door de titularis ervan, zijn laatste of huidige titularis en de reden van diens vertrek of afwezigheid;

2° een verantwoording van de noodzaak om in de vacature een hoger ambt toe te kennen;

3° een verantwoording van de keuze van het voorgestelde personeelslid.

Art. VI.II.84. De uitoefening van een hoger ambt verleent geen aanspraken op een aanwijzing in die betrekking of bevordering in de graad van die betrekking.

Een personeelslid dat met een hoger ambt is belast, oefent alle aan dat ambt verbonden prerogatieven uit.

HOOFDSTUK V. — DE HERPLAATSING

AFDELING 1. — TOEPASSINGSGBIED

Art. VI.II.85. Kan worden herplaatst, het personeelslid dat :

1° niet langer over de vereiste medische geschiktheid beschikt voor de uitoefening van de betrekking maar dat opnieuw kan worden geplaatst in een andere betrekking die verenigbaar is met zijn gezondheidstoestand;

2° met toepassing van artikel 118, derde lid, van de wet is overgegaan naar het administratief en logistiek kader ofwel er tijdelijk een dergelijk ambt bekleedt en vraagt om buiten de toepassing van de mobiliteitsregeling, te worden opgenomen in het operationeel kader;

3° geen voldoening geeft tijdens de stage of opleiding die voortvloeit uit zijn aanwijzing in een gespecialiseerde betrekking;

4° heropgenomen wordt overeenkomstig titel III van deel IX;

5° als stagiair wegens beroepsongeschiktheid wordt herplaatst in zijn kader van oorsprong;

6° het personeelslid dat daarom verzoekt op grond van artikel VI.I.11, vierde lid, 2°;

7° het personeelslid dat uit beschikbaarheid terugkeert en dat onder toepassing valt van artikel VIII.XI.12, 2°;

8° wegens enigerlei oorzaak moet worden aangewezen voor een andere dan zijn eigen betrekking.

AFDELING 2. — NADERE BEPALINGEN INZAKE HERPLAATSING

Art. VI.II.86. De herplaatsing wordt bevolen door de korpschef of door de commissaris-generaal, op advies van de directeur-generaal die de algemene directie leidt binnen dewelke het personeelslid wordt herplaatst.

Art. VI.II.87. De herplaatsing in een betrekking gebeurt met inachtneming van de functiebeschrijving en het gewenste profiel van de titularis van die betrekking. Inzonderheid moet het personeelslid geslaagd zijn voor de vereiste selectieproeven indien deze voor het toewijzen van de betrekking vereist zijn.

Si le membre du personnel est réaffecté pour raison d'inaptitude médicale, le nouvel emploi doit être compatible avec son profil médical.

Art. VI.II.88. Sans préjudice de l'article VI.II.85, 2°, la réaffectation intervient toujours, selon le cas, au sein du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique dont le membre fait partie au moment de la décision de réaffectation ou, en cas de réintégration au sens du titre III, de la partie IX, dont il faisait partie le jour de sa démission.

Art. VI.II.89. La réaffectation d'un membre du personnel s'effectue dans un emploi vacant qui peut être attribué à un membre du personnel qui est revêtu d'un grade du même groupe de grades que celui du réaffecté.

A défaut de vacance d'emplois ou si au moment de la décision de réaffectation, une procédure d'attribution de l'emploi par mobilité est en cours, la réaffectation a lieu en surnombre. Dans ce cas, le membre du personnel est désigné d'office à un emploi déclaré vacant au sein de son corps de police aussitôt qu'un tel emploi n'est pas attribué par mobilité, conformément au chapitre II du présent titre.

Art. VI.II.90. L'autorité qui décide de la réaffectation peut préalablement ou non à la réaffectation, obliger le membre du personnel à suivre la formation spécifique de mise à niveau qu'il détermine.

Art. VI.II.91. Sans préjudice des articles V.II.17, alinéa 2, et VIII.22, alinéa 2, le réaffecté conserve son grade et l'échelle de traitement qui y est liée.

PARTIE VII. — LA CARRIERE ADMINISTRATIVE

TITRE 1^{er}. — L'EVALUATION DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

Art. VII.I.1^{er}. Ce titre ne s'applique pas aux :

1° membres du personnel titulaires d'un mandat visé aux articles 48, 107 et 149 de la loi ainsi qu'aux articles VII.III.1 et VII.III.2;

2° aspirants et stagiaires.

Art. VII.I.2. Ce titre s'applique cependant bien aux militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police.

Art. VII.I.3. Pour l'application du présent titre, il convient d'entendre par :

1° la personne évaluée : le membre du personnel qui fait l'objet de l'évaluation;

2° le premier évaluateur : le supérieur direct, conformément à l'article 120 de la loi, de la personne évaluée et qui fait au moins partie du cadre moyen ou du niveau C;

3° le second évaluateur : le supérieur hiérarchique du premier évaluateur;

4° le responsable final de l'évaluation :

a) en ce qui concerne les membres du personnel de la police locale :

1) pour les membres du cadre d'officiers et les membres du cadre administratif et logistique du niveau A : le chef de corps;

2) pour les autres membres : le chef de corps ou l'officier qu'il désigne;

b) en ce qui concerne les membres du personnel de la police fédérale :

1) pour les membres du cadre d'officiers et les membres du cadre administratif et logistique du niveau A : selon le cas, le commissaire général ou le directeur général pour les membres qui relèvent de leur autorité;

2) pour les autres membres : le chef de service.

Indien het personeelslid omwille van medische ongeschiktheid wordt herplaatst, moet de nieuwe betrekking verenigbaar zijn met zijn gezondheidsprofiel.

Art. VI.II.88. Onverminderd artikel VI.II.85, 2°, gebeurt de herplaatsing steeds in, naar gelang van het geval, het operationeel kader of het administratief en logistiek kader van het korps waarvan het personeelslid op het ogenblik van de beslissing tot herplaatsing deel uitmaakt of, bij heropneming in de zin van titel III van deel IX, deel uitmaakte op de dag van zijn ambtsneerlegging.

Art. VI.II.89. De herplaatsing van een personeelslid gebeurt in een vacante betrekking die kan worden toegekend aan een personeelslid dat bekleed is met een graad uit dezelfde gradengroep als die van de herplaatste.

Bij gebreke aan vacatures of indien op het ogenblik van de beslissing tot herplaatsing een procedure loopt om de betrekking bij mobiliteit toe te wijzen, geschiedt de herplaatsing in overtal. In dat geval wordt het personeelslid ambtshalve aangewezen voor een binnen zijn politiekorps vacantverklaarde betrekking, zodra een dergelijke betrekking niet bij mobiliteit overeenkomstig hoofdstuk II van deze titel werd toegewezen.

Art. VI.II.90. De overheid die tot de herplaatsing beslist, kan, al dan niet voorafgaand aan de herplaatsing, een personeelslid verplichten de door haar bepaalde specifieke bijscholing te volgen.

Art. VI.II.91. Onverminderd de artikelen V.II.17, tweede lid, en V.III.22, tweede lid, behoudt het herplaatste personeelslid zijn graad en de daaraan verbonden loonschaal.

DEEL VII. — DE ADMINISTRATIEVE LOOPBAAN

TITEL I. — DE FUNCTIONERINGSEVALUATIE

HOOFDSTUK I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. VII.I.1. Deze titel is niet van toepassing op :

1° de personeelsleden die titularis zijn van een mandaatbetrekking bedoeld in de artikelen 48, 107 en 149 van de wet en in de artikelen VII.III.1 en VII.III.2;

2° de aspiranten en de stagiairs.

Art. VII.I.2. Deze titel is wel van toepassing op de militairen bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

Art. VII.I.3. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

1° de geëvalueerde : het personeelslid dat het voorwerp van de evaluatie uitmaakt;

2° de eerste evaluator : de rechtstreekse meerdere, overeenkomstig artikel 120 van de wet, van de geëvalueerde en die ten minste tot het middenkader of het niveau C behoort;

3° de tweede evaluator: de hiërarchische meerdere van de eerste evaluator;

4° de eindverantwoordelijke voor de evaluatie :

a) voor wat de personeelsleden van de lokale politie betreft :

1) voor de leden van het officierskader en de leden van het administratief en logistiek kader van niveau A : de korpschef;

2) voor de overige leden : de korpschef of de officier die hij aanwijst;

b) voor wat de personeelsleden van de federale politie betreft :

1) voor de leden van het officierskader en de leden van het administratief en logistiek kader van niveau A : naar gelang van het geval, de commissaris-generaal of de directeur-generaal voor de leden die onder hen ressorteren;

2) voor de overige leden : het diensthoofd.

CHAPITRE II. — L'ÉVALUATION

SECTION 1^{re}. — LE CONTENU

Art. VII.I.4. L'évaluation consiste en l'appréciation professionnelle du membre du personnel sur la base des domaines d'évaluation visés à l'article VII.I.5. Elle consiste principalement à examiner comment le membre du personnel a fonctionné et dans quelle mesure il a atteint les objectifs préfixés. Elle contribue à améliorer les prestations et fournit des renseignements utiles pour la gestion du personnel au sein des services de police intégrés.

Art. VII.I.5. L'évaluation s'effectue de manière descriptive. Elle porte sur les domaines suivants :

- 1° la réalisation des objectifs;
- 2° les caractéristiques de la personnalité;
- 3° les compétences professionnelles;
- 4° les prestations;
- 5° les capacités de gestion;
- 6° le potentiel.

Art. VII.I.6. § 1^{er}. Le domaine d'évaluation visé à l'article VII.I.5, 1°, porte sur la réalisation :

- 1° des exigences énoncées dans la description de fonction;
- 2° des objectifs spécifiques liés à la fonction et limités dans le temps;
- 3° des objectifs individuels.

Les objectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, sont fixés au début de la période d'évaluation. Ils sont fixés par écrit au cours d'un entretien préparatoire de la personne évaluée avec le premier évaluateur et confirmés par la suite après approbation par le second évaluateur.

Si, au cours de l'entretien préparatoire, la personne évaluée et le premier évaluateur ne parviennent pas à un accord tout à fait complet en ce qui concerne les objectifs visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, il revient au second évaluateur de les fixer.

§ 2. Suite à des modifications dans l'organisation ou dans le fonctionnement, les objectifs visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, peuvent être adaptés au cours d'un entretien de fonctionnement. Cette adaptation s'effectue selon la même procédure que celle visée au § 1^{er}, alinéas 2 et 3.

Art. VII.I.7. En ce qui concerne les domaines d'évaluation visés à l'article VII.I.5, 2° à 6° y compris, l'évaluation descriptive est rédigée en tenant compte des indicateurs d'évaluation qui figurent dans une liste générale telle qu'elle est établie à l'annexe 2 au présent arrêté.

Le ministre établit un fil conducteur détaillé qui décrit les différents domaines d'évaluation visés à l'article VII.I.5, 2° à 6° y compris, et les indicateurs d'évaluation énumérés dans la liste générale reprise dans l'annexe 2. Le cas échéant, ceux-ci peuvent être commentés en fonction de leur application aux membres du personnel du cadre opérationnel, d'une part, et à ceux du cadre administratif et logistique, d'autre part, ou bien à un seul ou plusieurs cadres ou niveaux au sein de ces cadres au sens de l'article 116 de la loi.

Chaque évaluateur et responsable final de l'évaluation reçoit ledit fil conducteur qui est également communiqué aux membres du personnel.

Le ministre fixe la manière de communiquer ou de recevoir le fil conducteur, visé à l'alinéa 3.

Art. VII.I.8. Parmi les indicateurs d'évaluation fixés conformément à l'article VII.I.7, alinéa 1^{er}, feront toujours l'objet de l'évaluation descriptive :

- 1° les indicateurs d'évaluation qui sont jugés nécessaires pour l'exercice de la fonction;
- 2° tous les indicateurs d'évaluation au sujet desquels les évaluateurs estiment qu'ils sont importants pour une évaluation correcte de la personne évaluée.

Le ministre fixe par famille de fonctions les indicateurs d'évaluation nécessaires visés à l'alinéa 1^{er}, 1°.

Les indicateurs d'évaluation figurant à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont fixés par le premier évaluateur, en concertation avec le second évaluateur.

HOOFDSTUK II. — DE EVALUATIE

AFDELING 1. — DE INHOUD

Art. VII.I.4. De evaluatie is de beoordeling van de beroepsbekwaamheid van het personeelslid aan de hand van de in artikel VII.I.5 bedoelde evaluatiedomeinen. Zij weegt hoofdzakelijk af hoe het personeelslid heeft gefunctioneerd en in welke mate het de vooropgestelde doelstellingen heeft bereikt. Zij draagt bij tot het verbeteren van de prestaties en levert nuttige inlichtingen voor het beleid van het personeel in de geïntegreerde politiediensten.

Art. VII.I.5. De evaluatie gebeurt op een beschrijvende wijze. Ze slaat op de volgende domeinen :

- 1° de realisatie van doelstellingen;
- 2° de persoonlijkheidskenmerken;
- 3° de professionele bekwaamheden;
- 4° de prestaties;
- 5° de managementvaardigheden;
- 6° het potentieel.

Art. VII.I.6. § 1. Het evaluatiedomein bedoeld in artikel VII.I.5, 1°, heeft betrekking op de realisatie van :

- 1° de vereisten opgenomen in de functiebeschrijving;
- 2° de specifieke doelstellingen gebonden aan het ambt en beperkt in de tijd;
- 3° de individuele doelstellingen.

De in het eerste lid, 2° en 3°, bedoelde doelstellingen worden in het begin van de evaluatieperiode bepaald. Ze worden schriftelijk vastgelegd tijdens een planningsgesprek tussen de geëvalueerde en de eerste evaluator en vervolgens bevestigd na goedkeuring door de tweede evaluator.

Wordt tijdens het planningsgesprek geen volkomen overeenstemming bereikt tussen de geëvalueerde en de eerste evaluator wat de in het eerste lid, 2° en 3°, bedoelde doelstellingen betreft, dan bepaalt de tweede evaluator die.

§ 2. Ingevolge wijzigingen in de organisatie of in de functionering kunnen de doelstellingen bedoeld in § 1, eerste lid, gedurende een functioneringsgesprek aangepast worden. Deze aanpassing gebeurt volgens dezelfde procedure als die bedoeld in § 1, tweede en derde lid.

Art. VII.I.7. Voor de in artikel VII.I.5, 2° tot en met 6°, bedoelde evaluatiedomeinen wordt de beschrijvende evaluatie opgesteld rekening houdend met de evaluatie-indicatoren die zijn opgenomen in een algemene lijst zoals vastgesteld in de bijlage 2 bij dit besluit.

De minister stelt een gedetailleerde leidraad op die de verschillende evaluatiedomeinen bedoeld in artikel VII.I.5, 2° tot en met 6°, en de evaluatie-indicatoren opgesomd in de algemene lijst zoals vastgesteld in bijlage 2, beschrijft. In voorkomend geval kunnen deze worden toegelicht al naargelang de toepassing ervan op de personeelsleden van het operationeel kader enerzijds en op die van het administratief en logistiek kader anderzijds, dan wel op één of meer kaders of niveaus binnen deze kaders in de zin van artikel 116 van de wet.

Elke evaluator en eindverantwoordelijke voor de evaluatie wordt in het bezit gesteld van deze leidraad die tevens wordt meegedeeld aan de personeelsleden.

De minister bepaalt de in het derde lid bedoelde wijze van mededeling of inbezitstelling van de leidraad bedoeld in het derde lid.

Art. VII.I.8. Onder de overeenkomstig artikel VII.I.7, eerste lid, vastgestelde evaluatie-indicatoren, zullen steeds het voorwerp uitmaken van de beschrijvende evaluatie :

- 1° de evaluatie-indicatoren die als noodzakelijk worden beschouwd voor de uitoefening van het ambt;
- 2° alle evaluatie-indicatoren waarvan de evaluatoren menen dat zij van belang zijn voor het op correcte wijze evalueren van de geëvalueerde.

De minister bepaalt per familie van ambten de in het eerste lid, 1°, bedoelde noodzakelijke evaluatie-indicatoren.

De in het eerste lid, 2°, bepaalde evaluatie-indicatoren worden bepaald door de eerste evaluator, in overleg met de tweede evaluator.

Art. VII.I.9. Chaque domaine d'évaluation visé à l'article VII.I.5 débouche sur une mention d'ensemble « bon » ou « insuffisant ».

La mention « insuffisant » signifie, en ce qui concerne l'application du présent titre, que, dans une large mesure, la personne évaluée n'a pas réalisé les objectifs ni rempli les conditions de la fonction exercée.

La mention d'ensemble « insuffisant » énoncée à l'alinéa 2 doit être formellement motivée.

Art. VII.I.10. L'évaluation descriptive se termine toujours par une mention finale « bon » ou « insuffisant ».

Ladite mention finale reflète les principales tendances de l'évaluation et est cohérente avec l'évaluation descriptive dans les différents domaines d'évaluation, sans pour autant représenter nécessairement la moyenne des mentions d'ensemble visées à l'article VII.I.9.

La mention finale « insuffisant » est formellement motivée en tenant compte de ce qui est déterminé à l'alinéa 2.

Art. VII.I.11. L'évaluation descriptive se fait sur la base d'un rapport d'évaluation dont le modèle est fixé par le ministre.

SECTION 2. — LES EVALUATEURS

Art. VII.I.12. Le responsable final de l'évaluation désigne les premier et second évaluateurs conformément à l'article VII.I.3.

Art. VII.I.13. Une formation pour devenir évaluateur est obligatoire pour tous les membres du personnel chargés d'évaluer. Seules les évaluations de fonctionnement réalisées par des membres du personnel qui ont suivi ladite formation avec fruit, sont valables.

Art. VII.I.14. Sans préjudice de ce qui est fixé à l'article VII.I.8, les évaluateurs sont évalués en fonction de la qualité des évaluations qu'ils réalisent.

Art. VII.I.15. § 1^{er}. Ne peuvent réaliser d'évaluation, ni le premier ni le second évaluateur ou le responsable final de l'évaluation qui :

1° est candidat au même emploi ou à la même promotion que la personne évaluée;

2° qui estime que l'on peut avancer une cause de récusation à son encontre au sens de l'article 828 du Code judiciaire, ou qu'il lui est impossible de juger de manière impartiale la personne évaluée.

§ 2. Le membre du personnel qui estime que l'une des causes de récusation fixées au § 1^{er} s'applique à l'un des évaluateurs ou aux deux, ou au responsable final de l'évaluation qui n'est pas le chef de corps, le commissaire général ou le directeur général, en fait part immédiatement au chef de corps, au commissaire général ou au directeur général dont il relève.

Si le premier ou le second évaluateur ou le responsable final de l'évaluation qui n'est pas le chef de corps, le commissaire général ou le directeur général, estime que la personne évaluée peut avancer à son encontre une cause de récusation fixée au § 1^{er}, il en fait part au chef de corps, au commissaire général ou au directeur général dont il relève.

Le chef de corps, le commissaire général ou le directeur général dont la personne évaluée relève, apprécie les causes de récusation et remplace, le cas échéant, par un suppléant l'évaluateur récusé ou le responsable final de l'évaluation récusé. L'évaluateur récusé ou le responsable final de l'évaluation récusé et la personne évaluée en question sont informés de cette décision motivée.

§ 3. Si le responsable final de l'évaluation récusé conformément au § 2 est le chef de corps, le commissaire général ou le directeur général, le membre du personnel visé au § 2, alinéa 1^{er}, porte la demande de récusation à la connaissance du chef de corps, du commissaire général ou du directeur général qui transmet immédiatement ladite demande au ministre ou au service qu'il désigne. Le chef de corps, le commissaire général ou le directeur général fait de même s'il estime que la personne évaluée peut avancer à son encontre une cause de récusation visée au § 1^{er}.

Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne apprécie les causes de récusation et remplace, le cas échéant, le chef de corps, le commissaire général ou le directeur général récusé par un suppléant. Le

Art. VII.I.9. Elk in artikel VII.I.5 bedoeld evaluatiedomein mondt uit in een samenvattende vermelding "goed" of "onvoldoende".

De vermelding "onvoldoende" houdt, wat de toepassing van deze titel betreft, in dat de geëvalueerde in belangrijke mate de doelstellingen en de vereisten van het uitgeoefende ambt niet heeft gerealiseerd.

De in het tweede lid bedoelde samenvattende vermelding "onvoldoende" moet formeel worden gemotiveerd.

Art. VII.I.10. De beschrijvende evaluatie wordt steeds besloten met een eindvermelding "goed" of "onvoldoende".

Deze eindvermelding is een reflectie van de belangrijkste tendenzen uit de evaluatie en is coherent met de beschrijvende evaluatie in de verschillende evaluatiedomeinen, zonder noodzakelijk het gemiddelde te zijn van de in artikel VII.I.9 bedoelde samenvattende vermeldingen.

De eindvermelding "onvoldoende" wordt formeel gemotiveerd rekening houdend met het bepaalde in het tweede lid.

Art. VII.I.11. De beschrijvende evaluatie geschiedt aan de hand van een evaluatieverslag waarvan het model wordt vastgesteld door de minister.

AFDELING 2. — DE EVALUATOREN

Art. VII.I.12. De eindverantwoordelijke voor de evaluatie wijst de eerste en tweede evaluator aan overeenkomstig artikel VII.I.3.

Art. VII.I.13. Een opleiding tot evaluator is verplicht voor alle personeelsleden die met evaluatie belast zijn. Alleen de functionerings-evaluaties opgemaakt door personeelsleden die deze opleiding met vrucht hebben gevolgd, zijn geldig.

Art. VII.I.14. Onverminderd het bepaalde in artikel VII.I.8, worden de evaluatoren geëvalueerd op de kwaliteit van de evaluaties die zij opmaken.

Art. VII.I.15. § 1. Mag geen evaluatie opstellen, de eerste en de tweede evaluator, noch de eindverantwoordelijke voor de evaluatie die :

1° kandidaat is voor dezelfde betrekking of voor een zelfde bevordering als de geëvalueerde;

2° meent dat een reden voor wraking tegen hem kan worden voorgedragen in de zin van artikel 828 van het gerechtelijk wetboek of dat het hem onmogelijk is de geëvalueerde onpartijdig te beoordelen.

§ 2. Het personeelslid dat meent dat ten aanzien van één of beide evaluatoren, of ten aanzien van de eindverantwoordelijke voor de evaluatie die niet de korpschef, de commissaris-generaal, of de directeur-generaal is, één van de in § 1 bepaalde gronden tot wraking gelden, brengt dit onverwijld ter kennis van de korpschef, de commissaris-generaal, of de directeur-generaal waaronder hij ressorteert.

Meent de eerste of de tweede evaluator of de eindverantwoordelijke voor de evaluatie die niet de korpschef, de commissaris-generaal of de directeur-generaal is, dat de geëvalueerde een in § 1 bepaalde grond tot wraking tegen hem kan voordragen, dan meldt hij dit aan de korpschef, de commissaris-generaal of de directeur-generaal waaronder hij ressorteert.

De korpschef, de commissaris-generaal of de directeur-generaal waaronder de geëvalueerde ressorteert, beslist over de wrakingsgronden en vervangt, in voorkomend geval, de gewraakte evaluator of eindverantwoordelijke voor de evaluatie door een plaatsvervanger. De gewraakte evaluator of de eindverantwoordelijke voor de evaluatie en de betrokken geëvalueerde worden in kennis gesteld van die met redenen omklede beslissing.

§ 3. Is de overeenkomstig § 2 gewraakte eindverantwoordelijke voor de evaluatie de korpschef, de commissaris-generaal of de directeur-generaal, dan brengt het in § 2, eerste lid, bedoelde personeelslid, het verzoek tot wraking ter kennis van de korpschef, de commissaris-generaal of de directeur-generaal, die dit verzoek onverwijld doorzendt naar de minister of de door deze aangewezen dienst. Hetzelfde doet de korpschef, de commissaris-generaal of de directeur-generaal die meent dat de geëvalueerde een in § 1 bepaalde grond tot wraking tegen hem kan voordragen.

De minister of de door deze aangewezen dienst beslist over de wrakingsgronden en vervangt, in voorkomend geval, de gewraakte korpschef, de commissaris-generaal of directeur-generaal door een

chef de corps, le commissaire général ou le directeur général récusé et la personne évaluée en question sont informés de la décision motivée.

Art. VII.I.16. Si le premier ou le second évaluateur ou le responsable final de l'évaluation a la personne évaluée depuis moins de 4 mois sous son autorité, il ne pourra pas rédiger une évaluation. Dans ce cas, l'évaluation est réalisée par les anciens évaluateurs ou l'ancien responsable final de l'évaluation, étant cependant entendu que l'évaluation établie par ces derniers peut uniquement porter sur la période au cours de laquelle ceux-ci avaient, par rapport à la personne évaluée, la qualité d'évaluateur ou de responsable final de l'évaluation au sens de l'article VII.I.3.

Art. VII.I.17. Si le premier ou le second évaluateur n'a pas suivi la formation visée à l'article VII.I.13, le responsable final de l'évaluation désigne un autre membre du personnel à titre d'évaluateur, qui satisfait à la condition en matière de formation fixée à l'article VII.I.13 et qui exerce l'autorité sur la personne évaluée au sens de l'article 120 de la loi.

Art. VII.I.18. Si l'organisation ou la nature du service ne permet pas qu'un premier et un second évaluateur soient désignés, ou si ce qui est fixé à l'article VII.I.17 ne permet pas non plus de désigner un premier et un second évaluateur, la personne évaluée sera jugée par le supérieur fonctionnel direct qui exercera dans ce cas les compétences des deux évaluateurs qui sont définies sous ce titre.

Art. VII.I.19. Si un membre du personnel, à l'exception des fonctionnaires de liaison visés à l'article 105 de la loi, est détaché depuis plus de 4 mois auprès d'un autre service, ce sont son supérieur fonctionnel direct et le chef de ce dernier au sein du service de détachement qui agissent en tant que premier et second évaluateur.

Art. VII.I.20. En cas de mutation par mobilité de réaffectation ou de désignation d'office du premier ou du second évaluateur, une évaluation peut encore être réalisée pendant une période de 4 mois à compter à partir de la date de la mutation. Ladite évaluation ne porte que sur la période au cours de laquelle le rapport hiérarchique existait encore.

SECTION 3. — LA PERIODE D'EVALUATION

Art. VII.I.21. L'évaluation a lieu tous les deux ans, à compter à partir de la date de la précédente évaluation définitive. La première évaluation a lieu deux ans après la décision énoncée aux articles V.II.14, alinéa 1^{er}, 1^o et V.III.19, alinéa 1^{er}, 1^o.

Au cours de cette période de deux ans, appelée "période d'évaluation", l'on ne procédera à aucune autre évaluation sauf si un élément nouveau nécessite une adaptation dans l'intervalle et ce, plus particulièrement :

1° lors d'une demande de mutation, dans le cadre de la mobilité, au cas où des compétences particulières seraient exigées et une évaluation spécifique du membre du personnel serait prescrite;

2° lors d'une proposition de promotion;

3° lors d'une candidature à la procédure de sélection en vue de la promotion au grade de commissaire divisionnaire.

Sans préjudice alinéa 2, au moins un entretien de fonctionnement au sens de l'article VII.I.28 aura lieu au cours de la période d'évaluation.

Art. VII.I.22. Sans préjudice des articles VII.I.23 et VII.I.24, l'évaluation est valable jusqu'à la prochaine évaluation définitive.

Art. VII.I.23. Le membre du personnel en congé tel que visé aux articles VIII.XII.1^{er} à VIII.XIII.14 y compris, garde, par dérogation à l'article VII.I.21, alinéa 1^{er}, la dernière évaluation qui lui est donnée pour sa mission et ce, jusqu'à la prochaine évaluation définitive qui lui est attribuée.

Au cas où le membre du personnel serait candidat à une promotion ou à une mutation, et si en application de l'article VII.I.21, alinéa 2, une nouvelle évaluation doit être réalisée, cette dernière lui est donnée par le chef de corps ou par le commissaire général, ou par le directeur

plaatsvervanger. De gewraakte korpschef, de commissaris-generaal of directeur-generaal en de betrokken geëvalueerde worden in kennis gesteld van die met redenen omklede beslissing.

Art. VII.I.16. Heeft de eerste of tweede evaluator of de eindverantwoordelijke voor de evaluatie de geëvalueerde minder dan vier maanden onder zijn gezag, dan mag hij geen evaluatie opstellen. In dat geval geschiedt de evaluatie door de vroegere evaluatoren of eindverantwoordelijke van de evaluatie met dien verstande evenwel dat de door deze gegeven evaluatie enkel betrekking mag hebben op de periode waarin deze ten opzichte van de geëvalueerde de hoedanigheid van evaluator of eindverantwoordelijke van de evaluatie in de zin van artikel VII.I.3 hadden.

Art. VII.I.17. Indien de eerste of de tweede evaluator geen opleiding bedoeld in artikel VII.I.13 heeft gevolgd, dan wijst de eindverantwoordelijke voor de evaluatie een ander personeelslid als evaluator aan dat voldoet aan de in artikel VII.I.13 gestelde opleidingsvoorwaarde en dat het gezag over de geëvalueerde uitoefent in de zin van artikel 120 van de wet.

Art. VII.I.18. Indien de organisatie of de aard van de dienst het niet toelaat dat een eerste en een tweede evaluator wordt aangewezen, of indien het bepaalde in artikel VII.I.17 het evenmin mogelijk maakt een eerste en een tweede evaluator aan te wijzen, dan wordt de geëvalueerde beoordeeld door de rechtstreeks functionele meerdere die in dit geval de in deze titel bepaalde bevoegdheden van beide evaluatoren uitoefent.

Art. VII.I.19. Indien een personeelslid, met uitzondering van de verbindingsambtenaren bedoeld in artikel 105 van de wet, sedert meer dan vier maanden, gedetacheerd is naar een andere dienst, treden zijn rechtstreeks functionele meerdere en diens chef in de dienst van detachering op als eerste en tweede evaluator.

Art. VII.I.20. In geval van overplaatsing bij mobiliteit, van herplaatsing of ambtshalve aanwijzing van de eerste of de tweede evaluator, kan nog een evaluatie worden opgesteld gedurende een termijn van vier maanden te rekenen vanaf de datum van overplaatsing. Deze evaluatie heeft slechts betrekking op de periode binnen dewelke de gezagsverhouding nog bestond.

AFDELING 3. — DE EVALUATIEPERIODE

Art. VII.I.21. De evaluatie geschiedt tweejaarlijks, te rekenen vanaf de datum van de vorige definitieve evaluatie. De eerste evaluatie geschiedt twee jaar na de in de artikelen V.II.14, eerste lid, 1^o en V.III.19, eerste lid, 1^o, bepaalde beslissing.

Tijdens deze periode van twee jaar, "evaluatieperiode" genoemd, wordt niet overgegaan tot enige andere evaluatie tenzij een nieuw element een tussentijdse aanpassing noodzaakt en dit meer in het bijzonder :

1° bij een aanvraag tot overplaatsing, in het raam van de mobiliteit, indien bijzondere bekwaamheden vereist worden en een specifieke evaluatie van het personeelslid is voorgeschreven;

2° bij een voorstel tot bevordering;

3° bij de kandidaatstelling voor de selectieprocedure voor bevordering tot de graad van hoofdcommissaris.

Onverminderd het tweede lid, wordt in de evaluatieperiode ten minste één functioneringsgesprek in de zin van artikel VII.I.28 gehouden.

Art. VII.I.22. Onverminderd de artikelen VII.I.23 en VII.I.24, is de evaluatie geldig tot de volgende definitieve evaluatie.

Art. VII.I.23. Het personeelslid met verlof zoals bedoeld in de artikelen VIII.XII.1 tot en met VIII.XIII.14, behoudt in afwijking van artikel VII.I.21, eerste lid, zijn laatste evaluatie die hem is gegeven voor zijn opdracht tot aan de volgende definitieve evaluatie die hem wordt toegekend.

Indien het personeelslid kandidaat is voor een bevordering of voor een overplaatsing en indien met toepassing van artikel VII.I.21, tweede lid, een nieuwe evaluatie moet worden opgesteld, dan wordt deze hem toegekend door de korpschef of door de commissaris-generaal, of door

général désigné par lui, selon qu'il s'agisse d'un membre d'un corps de police locale ou fédérale. A cette fin, cette autorité recueille toutes les informations nécessaires auprès des instances fonctionnelles compétentes.

Dans ce cas, l'évaluation ne peut porter que sur la manière de remplir la mission.

Art. VII.I.24. Le membre du personnel qui, au cours d'une période d'évaluation, bénéficie d'une absence de longue durée pour des raisons personnelles visées aux articles VIII.XIV.1^{er} à VIII.XIV.4 y compris, ou qui va en congé pour interruption de carrière, est évalué à la prochaine date d'évaluation portant sur la période où il était effectivement actif. Il garde cette évaluation pour la durée de son absence ou interruption de carrière et ce, jusqu'à la prochaine évaluation définitive qui lui sera attribuée.

Art. VII.I.25. Dans les cas visés aux articles VII.I.23, alinéa 1^{er}, et VII.I.24, une nouvelle période d'évaluation prend cours le jour où le congé, l'absence ou l'interruption de carrière, mentionnés dans les dispositions précitées, prend fin.

SECTION 4

L'ENTRETIEN PREPARATOIRE ET DE FONCTIONNEMENT

Art. VII.I.26. L'entretien préparatoire est un dialogue au cours duquel la personne évaluée et le premier évaluateur conviennent de ce qui est attendu de la personne évaluée et de la manière dont elle doit exercer sa fonction.

Cet entretien se déroule sur la base des objectifs à réaliser visés à l'article VII.I.6 et des moyens pour les atteindre.

Art. VII.I.27. L'entretien préparatoire est repris dans un rapport dans lequel les engagements sont clairement formulés.

Chaque période d'évaluation commence par la tenue d'un entretien préparatoire.

Art. VII.I.28. L'entretien de fonctionnement est un dialogue, entre la personne évaluée et le premier évaluateur, sur le fonctionnement du service au sein duquel tous deux travaillent ensemble.

Cet entretien porte surtout sur :

1° la vérification et, si nécessaire, l'adaptation des objectifs qui seront évalués au cours de l'entretien d'évaluation qui aura lieu un an plus tard;

2° l'épanouissement du membre du personnel en prêtant tout particulièrement attention aux besoins en matière de formation et à ses souhaits quant à l'évolution de sa carrière.

L'entretien de fonctionnement est repris dans un rapport dans lequel les engagements sont clairement formulés.

Art. VII.I.29. L'entretien de fonctionnement a lieu pour tous les membres du personnel au moins tous les deux ans, en alternance avec les entretiens d'évaluation. D'un commun accord entre le premier évaluateur et la personne évaluée, il peut être décidé de ne pas tenir d'entretien de fonctionnement. Cette décision est inscrite dans un document qui sera repris dans le dossier d'évaluation.

CHAPITRE III. — LES REGLES DE PROCEDURE

SECTION 1^{re}. — DISPOSITION GENERALE

Art. VII.I.30. A l'exception du cas visé à l'article VII.I.18, tous les membres du personnel sont évalués par un premier et un second évaluateur qui répondent aux conditions visées à l'article VII.I.13.

SECTION 2. — LA PROCEDURE DE DROIT COMMUN

Art. VII.I.31. Le premier évaluateur collecte toutes les informations utiles afin de procéder à l'évaluation. Il convie la personne évaluée à un entretien d'évaluation et lui communique une proposition de rapport d'évaluation.

de door deze aangewezen directeur-generaal al naargelang het een lid is van een corps van de lokale politie dan wel van de federale politie. Te dien einde wint deze overheid alle nodige inlichtingen in bij de functioneel bevoegde instanties.

De evaluatie kan in dit geval enkel de wijze van vervulling van de opdracht betreffen.

Art. VII.I.24. Het personeelslid dat tijdens een evaluatieperiode een afwezigheid van lange duur wegens persoonlijke aangelegenheden bedoeld in artikel VIII.XIV.1 tot en met VIII.XIV.4, geniet, of met verlof voor loopbaanonderbreking gaat, wordt geëvalueerd op het eerstvolgende evaluatietijdstip over de periode dat hij effectief in dienst was. Hij behoudt dan deze evaluatie voor de duur van zijn afwezigheid of loopbaanonderbreking, en dit tot aan de volgende definitieve evaluatie die hem wordt toegekend.

Art. VII.I.25. In de gevallen bedoeld in de artikelen VII.I.23, eerste lid, en VII.I.24 gaat een nieuwe evaluatieperiode in de dag waarop het in de voornoemde bepalingen genoemde verlof, afwezigheid of loopbaanonderbreking een einde neemt.

AFDELING 4

HET PLANNINGS- EN FUNCTIONERINGSGESPREK

Art. VII.I.26. Het planningsgesprek is een tweerichtingsgesprek waarbij de geëvalueerde en de eerste evaluator overeenkomen wat er verwacht wordt van de geëvalueerde en hoe hij zijn ambt moet uitoefenen.

Dit gesprek wordt gevoerd op basis van de te realiseren doelstellingen bedoeld in artikel VII.I.6 en de middelen om deze te bereiken.

Art. VII.I.27. Het planningsgesprek wordt opgenomen in een verslag waarin de engagementen duidelijk weergegeven worden.

Elke evaluatieperiode vangt aan met een planningsgesprek.

Art. VII.I.28. Het functioneringsgesprek is een tweerichtingsgesprek tussen de geëvalueerde en de eerste evaluator over het functioneren van de dienst waarin beiden samenwerken.

Het heeft vooral betrekking op :

1° de verificatie en indien nodig de aanpassing van de doelstellingen die zullen geëvalueerd worden tijdens het evaluatiegesprek dat één jaar later zal plaatsvinden;

2° de ontwikkeling van het personeelslid met in het bijzonder aandacht voor de behoeften inzake opleiding en zijn wensen inzake loopbaanontwikkeling.

Het functioneringsgesprek wordt opgenomen in een verslag waarin de engagementen duidelijk weergegeven worden.

Art. VII.I.29. Het functioneringsgesprek heeft voor alle personeelsleden ten minste om de twee jaren plaats in afwisseling met de evaluatiegesprekken. In onderling akkoord tussen de eerste evaluator en de geëvalueerde kan beslist worden om geen functioneringsgesprek te houden. Deze beslissing wordt neergeschreven in een document dat in het evaluatiedossier wordt opgenomen.

HOOFDSTUK III. — DE PROCEDUREVOORSCHRIFTEN

AFDELING 1. — ALGEMENE BEPALING

Art. VII.I.30. Met uitzondering van het geval bedoeld in artikel VII.I.18, worden alle personeelsleden geëvalueerd door een eerste en een tweede evaluator die beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in artikel VII.I.13.

AFDELING 2. — DE GEMEENRECHTELIJKE PROCEDURE

Art. VII.I.31. Met het oog op de opmaak van de evaluatie wint de eerste evaluator alle nuttige inlichtingen in. Hij nodigt de geëvalueerde uit voor een evaluatiegesprek en deelt hem een voorstel van evaluatieverslag mee.

L'entretien d'évaluation visé à l'alinéa 1^{er} ne peut avoir lieu au plus tôt que le quatrième jour après l'invitation.

Art. VII.I.32 La personne évaluée et le premier évaluateur se retrouvent pour l'entretien d'évaluation. Au cours de cet entretien d'évaluation, la personne évaluée donne également sa propre opinion sur la manière de travailler pendant la période d'évaluation.

Art. VII.I.33. Après l'entretien d'évaluation, le premier évaluateur rédige son rapport d'évaluation conformément au modèle fixé à l'article VII.I.11 et le transmet immédiatement et au plus tard dans les quinze jours qui suivent l'entretien d'évaluation à la personne évaluée.

Art. VII.I.34. Dans les sept jours qui suivent la réception du rapport d'évaluation visé à l'article VII.I.33, la personne évaluée fait part au premier évaluateur que soit :

- 1° elle est d'accord avec le contenu du rapport d'évaluation;
- 2° elle est d'accord avec le contenu du rapport d'évaluation, mais elle y ajoute néanmoins quelques commentaires;
- 3° elle n'est pas d'accord avec le contenu du rapport d'évaluation et demande que ce soit adapté dans le sens de la note comprenant des remarques qu'elle met en annexe.

Une fois le délai fixé à l'alinéa 1^{er} expiré, on estime que la personne évaluée est d'accord avec le rapport d'évaluation. Il n'est pas tenu compte des commentaires ni des notes au sens du 1^{er} alinéa, 2° et 3°, s'ils ne sont pas portés, dans le même délai de sept jours, à la connaissance du premier évaluateur.

Art. VII.I.35. Dans le cas visé à l'article VII.I.34, alinéa 1^{er}, 3°, c'est le premier évaluateur qui prend connaissance de la note comprenant des remarques. S'il est d'accord avec toutes les remarques figurant dans la note, il rédige un nouveau rapport d'évaluation dans les cinq jours qui suivent la réception de la note comportant des remarques.

Dans ce cas, le premier rapport d'évaluation ainsi que la note en annexe sont détruits à la fin de la procédure d'évaluation.

Art. VII.I.36. Si le premier évaluateur n'abonde pas dans le même sens que les remarques figurant dans la note, il maintient, intégralement ou partiellement, son rapport d'évaluation et il communique, dans les sept jours qui suivent la réception de la note comprenant des remarques, sa réponse à la personne évaluée.

La personne évaluée dispose à son tour de sept jours à compter à partir de la réception de la réponse visée à l'alinéa 1^{er} pour faire savoir au premier évaluateur si, oui ou non, il est d'accord avec la réponse du premier évaluateur.

Le délai visé à l'alinéa 2 une fois expiré, la personne évaluée est supposée être d'accord avec la réponse du premier évaluateur à sa note comprenant des remarques.

Art. VII.I.37. Le premier évaluateur annexe son rapport d'évaluation ainsi que, le cas échéant, les pièces qui émanent de la personne évaluée ou de lui-même à l'occasion de ladite évaluation, au dossier d'évaluation visé à l'article VII.I.47 et le transmet immédiatement au second évaluateur.

Art. VII.I.38. Sur la base du dossier d'évaluation établi par le premier évaluateur conformément à l'article VII.I.37, le second évaluateur prend une décision et en fait part au premier évaluateur ainsi qu'à la personne évaluée dans les trente jours qui suivent la réception du dossier d'évaluation.

Au cas où le premier évaluateur et la personne évaluée ne seraient pas parvenus à un accord concernant le rapport d'évaluation du premier évaluateur, le second évaluateur ne peut prendre la décision visée à l'alinéa 1^{er} qu'après avoir eu un entretien d'évaluation séparé avec, d'une part, la personne évaluée et avec, d'autre part, le premier évaluateur. L'entretien ne peut avoir lieu que quatre jours au plus tôt après l'invitation.

Sauf cas de force majeure, en cas d'absence du premier évaluateur ou de la personne évaluée, la procédure est poursuivie et elle est supposée être appliquée contradictoirement.

Art. VII.I.39. La décision visée à l'article VII.I.38 peut être soit une confirmation, soit une modification du rapport d'évaluation du premier évaluateur. A l'exception des cas visés à l'article VII.I.40, cette décision signifie l'évaluation finale de la personne évaluée. Elle fait débiter une nouvelle période d'évaluation.

Het in het eerste lid bedoelde evaluatiegesprek kan ten vroegste de vierde dag na de uitnodiging plaatshebben.

Art. VII.I.32. Het evaluatiegesprek wordt gevoerd tussen de geëvalueerde en de eerste evaluator. Tijdens dit evaluatiegesprek geeft de geëvalueerde ook zijn eigen visie weer op het functioneren tijdens de evaluatieperiode.

Art. VII.I.33. Na het evaluatiegesprek maakt de eerste evaluator zijn evaluatieverslag op overeenkomstig het in artikel VII.I.11 bepaalde model en bezorgt dit onverwijld en ten laatste binnen de vijftien dagen na het evaluatiegesprek aan de geëvalueerde.

Art. VII.I.34. Binnen de zeven dagen na ontvangst van het in artikel VII.I.33 bedoelde evaluatieverslag brengt de geëvalueerde ter kennis van de eerste evaluator dat hij, hetzij :

- 1° akkoord gaat met de inhoud van het evaluatieverslag;
- 2° akkoord gaat met de inhoud van het evaluatieverslag, doch er een aantal commentaren aan toevoegt;
- 3° niet akkoord gaat met de inhoud van het evaluatieverslag en dat hij vraagt dat het zou worden aangepast in de zin van de nota met opmerkingen die hij bijvoegt.

Eens de in het eerste lid bepaalde termijn is verstreken, wordt de geëvalueerde geacht akkoord te gaan met het evaluatieverslag. Met commentaren of nota's in de zin van het eerste lid, 2° en 3°, wordt geen rekening gehouden indien zij niet binnen dezelfde termijn van zeven dagen ter kennis zijn gebracht van de eerste evaluator.

Art. VII.I.35. In het geval bedoeld in artikel VII.I.34, eerste lid, 3°, neemt de eerste evaluator kennis van de nota met opmerkingen. Treedt hij alle opmerkingen in de nota bij, dan stelt hij binnen de vijf dagen na ontvangst van de nota met opmerkingen een nieuw evaluatieverslag op.

In dat geval wordt het eerste evaluatieverslag en de erbij horende nota vernietigd op het einde van de evaluatieprocedure.

Art. VII.I.36. Treedt de eerste evaluator niet alle opmerkingen in de nota bij, dan handhaaft hij, geheel of gedeeltelijk, zijn evaluatieverslag en bezorgt hij binnen de zeven dagen na ontvangst van de nota met opmerkingen zijn antwoord aan de geëvalueerde.

De geëvalueerde beschikt op zijn beurt over zeven dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het in het eerste lid bedoelde antwoord om aan de eerste evaluator mee te delen of hij al dan niet met het antwoord van de eerste evaluator instemt.

Eens de in het tweede lid bedoelde termijn is verstreken, wordt de geëvalueerde geacht in te stemmen met het antwoord van de eerste evaluator op diens nota met opmerkingen.

Art. VII.I.37. De eerste evaluator voegt zijn evaluatieverslag te samen met, in voorkomend geval, de stukken die van de geëvalueerde of van hemzelf zijn uitgegaan naar aanleiding van deze evaluatie, in het evaluatiedossier bedoeld in artikel VII.I.47 en bezorgt dit onverwijld aan de tweede evaluator.

Art. VII.I.38. De tweede evaluator beslist op grond van het door de eerste evaluator overeenkomstig artikel VII.I.37 aangevuld evaluatie-dossier en brengt zijn beslissing ter kennis van de eerste evaluator en de geëvalueerde binnen de dertig dagen na ontvangst van het evaluatie-dossier.

Indien de eerste evaluator en de geëvalueerde geen akkoord bereikten over het evaluatieverslag van de eerste evaluator, dan kan de tweede evaluator de in het eerste lid bedoelde beslissing slechts nemen na een evaluatiegesprek te hebben gehad met, elk afzonderlijk, de geëvalueerde en de eerste evaluator. Dit gesprek kan ten vroegste vier dagen na de uitnodiging plaatshebben.

Behoudens overmacht wordt bij afwezigheid van de eerste evaluator of van de geëvalueerde de procedure voortgezet en wordt zij geacht op tegenspraak te zijn gevoerd.

Art. VII.I.39. De in artikel VII.I.38 bedoelde beslissing kan hetzij een bevestiging, hetzij een wijziging zijn van het evaluatieverslag van de eerste evaluator. Met uitzondering van de gevallen bedoeld in artikel VII.I.40, houdt deze beslissing de eindevaluatie in van de geëvalueerde. Ze doet een nieuwe evaluatieperiode ingaan.

Si une modification est apportée à un rapport d'évaluation au sujet duquel il existe un accord entre le premier évaluateur et la personne évaluée, le second évaluateur communique cette proposition de modification à la personne évaluée. Cette dernière dispose de sept jours, à compter à partir de la prise de connaissance de la décision de modification, pour transmettre au second évaluateur une note dans laquelle il formule ses remarques. Le premier et le second évaluateur peuvent ajouter leurs remarques à cette note.

Si la personne évaluée est d'accord ou si le délai visé à l'alinéa 2 expire sans que la personne évaluée n'ait transmis une note, la proposition de modification devient définitive.

Art. VII.I.40. Par dérogation à l'article VII.I.39, alinéa 1^{er}, le responsable final de l'évaluation établit l'évaluation définitive :

1° si le second évaluateur envisage de modifier un rapport d'évaluation du premier évaluateur, rapport au sujet duquel il existe un accord entre le premier évaluateur et la personne évaluée, et si conformément à ce qui est fixé à l'article VII.I.39, alinéas 2 et 3, la personne évaluée n'est pas d'accord avec ce qui précède;

2° si le second évaluateur envisage soit de confirmer un rapport d'évaluation du premier évaluateur qui porte la mention finale «insuffisant», soit de modifier un rapport d'évaluation du premier évaluateur à tel point qu'il propose la mention finale «insuffisant».

Dans les cas fixés à l'alinéa 1^{er}, le second évaluateur transmet sans délai le dossier d'évaluation, accompagné des documents rédigés dans le cadre de la procédure d'évaluation pendante, sans délai au responsable final de l'évaluation qui prend une décision sur la base de ces pièces.

Sans préjudice de l'application de la procédure d'appel visée à l'article VII.I.44, la décision visée à l'alinéa 1^{er}, signifie l'évaluation finale de la personne évaluée. Elle fait en tout cas débiter une nouvelle période d'évaluation, peu importe que la personne évaluée fasse usage de la procédure d'appel visée à l'article VII.I.44.

SECTION 3. — LA PROCEDURE D'APPEL EN CAS D'UNE MENTION FINALE «INSUFFISANT»

Sous-section 1^{re}. — Le conseil d'appel

Art. VII.I.41. Au sein de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, il existe un conseil d'appel qui se compose comme suit :

- 1° l'inspecteur général de l'inspection générale, président;
- 2° un assesseur par organisation syndicale représentative;
- 3° un nombre d'assesseurs fixé conformément au 2°, et, parmi lesquels, si possible, autant de membres appartiennent à la police locale et à la police fédérale.

En outre, le président et les assesseurs ont chacun un suppléant.

Un secrétaire, désigné par l'inspecteur général de l'inspection générale parmi les membres du personnel de l'inspection générale, assiste le conseil d'appel.

Art. VII.I.42. Le ministre désigne les assesseurs visés à l'article VII.I.41, alinéa 1^{er}, 3°, parmi les membres du personnel qui figurent sur une double liste proposée par le commissaire général pour ce qui concerne les membres de la police fédérale et par la commission permanente pour la police locale en ce qui concerne les membres de la police locale.

Les assesseurs et leurs suppléants doivent avoir suivi la formation d'évaluateur avant leur désignation.

L'inspecteur général désigne parmi les membres du personnel de l'inspection générale un président suppléant.

Art. VII.I.43. Le mandat du président suppléant, des assesseurs et de leurs suppléants est de trois ans et il est renouvelable.

Indien een wijziging geschiedt aan een evaluatieverslag waaromtrent een akkoord bestaat tussen de eerste evaluator en de geëvalueerde, deelt de tweede evaluator dit voorstel tot wijziging mee aan de geëvalueerde. Deze beschikt over zeven dagen te rekenen vanaf de kennisneming van de beslissing tot wijziging, om aan de tweede evaluator een nota mee te delen waarin hij zijn opmerkingen uiteenzet. De eerste en de tweede evaluator kunnen aan deze nota hun opmerkingen toevoegen.

Indien de geëvalueerde akkoord gaat of indien de in het tweede lid bedoelde termijn is verstreken binnen dewelke de geëvalueerde geen nota ter kennis gebracht heeft, is het voorstel tot wijziging definitief.

Art. VII.I.40. In afwijking van artikel VII.I.39, eerste lid, beslist de eindverantwoordelijke voor de evaluatie over de definitieve evaluatie :

1° indien de tweede evaluator een evaluatieverslag van de eerste evaluator waaromtrent een akkoord bestaat tussen de eerste evaluator en de geëvalueerde, overweegt te wijzigen en indien de geëvalueerde overeenkomstig het bepaalde in artikel VII.I.39, tweede en derde lid, hiermee niet instemt;

2° indien de tweede evaluator overweegt hetzij een evaluatieverslag van de eerste evaluator dat besluit tot de eindvermelding "onvoldoende", te bevestigen, hetzij overweegt een evaluatieverslag van de eerste evaluator te wijzigen dermate dat hij de eindvermelding "onvoldoende" voorstelt.

In de in het eerste lid bepaalde gevallen bezorgt de tweede evaluator het evaluatiedossier, aangevuld met de in de hangende evaluatieprocedure opgestelde stukken, onverwijld aan de eindverantwoordelijke voor de evaluatie, die op grond van deze stukken beslist.

Onverminderd de toepassing van de beroepsprocedure bedoeld in artikel VII.I.44 houdt de in het eerste lid bedoelde beslissing de eindevaluatie in van de geëvalueerde. Zij laat in ieder geval een nieuwe evaluatieperiode ingaan, ongeacht het feit of de geëvalueerde toepassing maakt van de in artikel VII.I.44 bedoelde beroepsprocedure.

AFDELING 3. — DE BEROEPSPROCEDURE INGEVAL VAN EEN EINDVERMELDING "ONVOLDOENDE"

Onderafdeling 1. — De raad van beroep

Art. VII.I.41. Bij de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie bestaat de raad van beroep die als volgt is samengesteld :

- 1° de inspecteur-generaal van de algemene inspectie, voorzitter;
- 2° één bijzitter per representatieve vakorganisatie;
- 3° een overeenkomstig 2° vastgesteld aantal bijzitters waarvan zo mogelijk evenveel leden tot de lokale als tot de federale politie behoren.

De voorzitter en de bijzitters hebben bovendien elk één plaatsvervanger.

Een secretaris, aangewezen door de inspecteur-generaal van de algemene inspectie onder de personeelsleden van de algemene inspectie, staat de raad van beroep bij.

Art. VII.I.42. De minister wijst de in artikel VII.I.41, eerste lid, 3°, bedoelde bijzitters aan onder de personeelsleden die voorkomen op een dubbele lijst die wordt voorgesteld door de commissaris-generaal wat de leden van de federale politie betreft en door de vaste commissie voor de lokale politie wat de leden van de lokale politie betreft.

De bijzitters en hun plaatsvervangers moeten vóór hun aanwijzing de opleiding tot evaluator hebben gevolgd.

De inspecteur-generaal wijst onder de personeelsleden van de algemene inspectie een plaatsvervangende voorzitter aan.

Art. VII.I.43. Het mandaat van de plaatsvervangende voorzitter, de bijzitters en hun plaatsvervangers bedraagt drie jaar en is hernieuwbaar.

Le président suppléant, les assesseurs et les suppléants qui sont désignés pour remplacer le président ou les assesseurs décédé(s) ou démissionnaire(s), mènent à terme la désignation de ceux qu'ils remplacent.

Sous-section 2. — La procédure devant le conseil d'appel

Art. VII.I.44. Il est possible de faire appel auprès du conseil d'appel contre la décision du responsable final de l'évaluation qui porte la mention finale «insuffisant».

Pour être valable, l'appel doit se faire par requête motivée, soit par lettre recommandée, soit contre un accusé de réception, auprès de l'inspecteur général et ce, dans les quatorze jours qui suivent la prise de connaissance de la décision visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. VII.I.45. Le conseil d'appel juge sur la base du dossier d'évaluation dont font partie toutes les pièces établies dans le cadre de l'évaluation contestée.

Art. VII.I.46. Le conseil d'appel peut soit confirmer l'évaluation contestée, soit la modifier entièrement ou partiellement. Sa décision comporte l'évaluation finale de la personne évaluée pour la période d'évaluation concernée.

La décision du conseil d'appel est immédiatement portée à la connaissance de la personne évaluée et du responsable final de l'évaluation.

CHAPITRE IV. — LE DOSSIER D'ÉVALUATION

Art. VII.I.47. Pour chaque nouvelle période d'évaluation, un dossier d'évaluation est ouvert. Ce dossier comprend :

- 1° un inventaire des pièces;
- 2° les exigences énoncées dans la description de fonction et fixées à l'article VII.I.6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°;
- 3° les objectifs fixés ou définis conformément à l'article VII.I.6, § 1^{er}, alinéas 2 et 3;
- 4° les indicateurs d'évaluation fixés conformément à l'article VII.I.8;
- 5° toutes les pièces relatives à la période d'évaluation en cours qui peuvent éventuellement avoir des répercussions sur l'évaluation et notamment :
 - a) les notes et la correspondance relatives à la personne évaluée et portant sur sa manière de servir ainsi que sur les éventuels événements et comportements qui pouvaient avoir une influence quelconque là-dessus ou sur l'un des deux;
 - b) les formations suivies et les résultats obtenus;
 - c) les résultats obtenus au cours des épreuves de sélection ou les examens de promotion;
 - d) le feuillet des sanctions disciplinaires visé à l'article 57 de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police;
 - e) les rapports des entretiens préparatoires et de fonctionnement ou, le cas échéant, le document visé à l'article VII.I.29;
 - f) tous les précédents rapports d'évaluation portant la mention finale «insuffisant» accompagnés de tous les éléments des procédures;
- 6° les rapports d'évaluation qui portent sur les deux périodes d'évaluation précédentes et le cas échéant sur la période de stage qui conclut la formation de base;
- 7° toutes les pièces qui sont établies après l'entretien d'évaluation visé à l'article VII.I.32 dans le cadre de la procédure d'évaluation en cours.

Art. VII.I.48. Sans préjudice de l'article 140 de la loi, seuls les documents pertinents pour l'évaluation peuvent se trouver dans le dossier d'évaluation et être compulsés par les différents évaluateurs.

Aucune pièce ne peut figurer dans le dossier d'évaluation sans que le membre du personnel intéressé n'ait signé pour information.

De plaatsvervangende voorzitter, de bijzitters en de plaatsvervangers die worden aangewezen ter vervanging van de overleden of aftredende voorzitter of bijzitters, voleindigen de aanwijzing van degenen die ze vervangen.

Onderafdeling 2. — De procedure voor de raad van beroep

Art. VII.I.44. Tegen de beslissing van de eindverantwoordelijke voor de evaluatie waarbij deze besluit tot de eindvermelding "onvoldoende" staat hoger beroep open bij de raad van beroep.

Om geldig te zijn, moet het hoger beroep bij gemotiveerd verzoekschrift worden ingediend, hetzij per aangetekende brief, hetzij tegen ontvangstbewijs, bij de inspecteur-generaal en dit binnen de veertien dagen na kennisneming van de in het eerste lid bedoelde beslissing.

Art. VII.I.45. De raad van beroep oordeelt op basis van het evaluatiedossier waarvan alle stukken opgesteld in het raam van de betwiste evaluatie deel uitmaken.

Art. VII.I.46. De raad van beroep kan hetzij de bestreden evaluatie bevestigen, dan wel geheel of gedeeltelijk wijzigen. Zijn beslissing houdt de eindevaluatie in van de geëvalueerde over de betrokken evaluatieperiode.

De beslissing van de raad van beroep wordt zonder verwijl ter kennis gebracht van de geëvalueerde en van de eindverantwoordelijke voor de evaluatie.

HOOFDSTUK IV. — HET EVALUATIEDOSSIER

Art. VII.I.47. Voor elke nieuwe evaluatieperiode wordt een evaluatiedossier geopend. Dit dossier bevat :

- 1° een inventaris van de stukken;
- 2° de in artikel VII.I.6, § 1, eerste lid, 1°, bepaalde vereisten opgenomen in de functiebeschrijving;
- 3° de overeenkomstig artikel VII.I.6, § 1, tweede en derde lid, vastgelegde of bepaalde doelstellingen;
- 4° de overeenkomstig artikel VII.I.8 bepaalde evaluatie-indicatoren;
- 5° alle stukken met betrekking tot de lopende evaluatieperiode die mogelijks een weerslag op de evaluatie kunnen hebben en inzonderheid :
 - a) de nota's en de briefwisseling over de geëvalueerde met betrekking tot zijn wijze van dienen, en de eventuele gebeurtenissen en gedragingen die hierop enige invloed konden hebben of één van beide;
 - b) de gevolgde opleidingen en de behaalde resultaten;
 - c) de resultaten behaald tijdens selectieproeven of bevorderingsexamens;
 - d) het blad der tuchtstraffen bedoeld in artikel 57 van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten;
 - e) de verslagen van de plannings- en functioneringsgesprekken of, in voorkomend geval, het in artikel VII.I.29 bedoelde document;
 - f) alle voorgaande evaluatieverslagen met de eindvermelding "onvoldoende" met hierbij alle elementen van de procedures;
- 6° de evaluatieverslagen die slaan op de twee vorige evaluatieperiodes en desgevallend op de stageperiode die de basisopleiding afsluit;
- 7° alle stukken die na het evaluatiegesprek bedoeld in artikel VII.I.32 zijn opgesteld in het raam van de lopende evaluatieprocedure.

Art. VII.I.48. Onverminderd artikel 140 van de wet mogen enkel de voor de evaluatie relevante stukken zich in het evaluatiedossier bevinden en ingezien worden door de verschillende evaluatoren.

Geen enkel stuk mag in het evaluatiedossier worden opgenomen zonder dat het belanghebbende personeelslid voor kennisneming heeft getekend.

CHAPITRE V. — DISPOSITIONS DIVERSES

Art. VII.I.49. Le membre du personnel reçoit à l'issue de la procédure d'évaluation une copie de son rapport d'évaluation accompagné des pièces en annexe.

Art. VII.I.50. Le ministre désigne les chefs de service au sens de l'article VII.I.3, 4°, b), 2).

Il peut fixer des modalités de la procédure à suivre par les autorités visées sous ce titre et par le conseil d'appel.

Art. VII.I.51. En ce qui concerne les délégués syndicaux, l'évaluation ne peut être fondée sur les actes qu'ils accomplissent en cette qualité et qui sont directement liés aux prérogatives qu'ils exercent, comme visées aux articles 14 et 15 de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police.

TITRE II. — LA CARRIERE DU PERSONNEL
DU CADRE OPERATIONNELCHAPITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

Art. VII.II.1^{er}. § 1^{er}. La promotion est la nomination d'un membre du personnel du cadre opérationnel à un grade supérieur.

Il y a deux sortes de promotions :

1° la promotion par accession au grade supérieur au sein d'un même cadre;

2° la promotion par accession à un cadre supérieur.

§ 2. La carrière barémique d'un membre du personnel du cadre opérationnel consiste en l'octroi successif au membre du personnel d'une échelle de traitement de plus en plus haute au sein d'un même grade sur base d'une ancienneté d'échelle de traitement, d'une évaluation et, le cas échéant, d'une formation continuée ou de la sélection par une commission de sélection visée aux articles VII.II.28 à VII.II.49.

Art. VII.II.2. Afin de bénéficier d'une promotion ou d'une augmentation d'échelle de traitement dans le cadre d'une carrière barémique, le membre du personnel du cadre opérationnel doit se trouver dans une position administrative qui lui permette de faire valoir ses droits à la promotion ou à la carrière barémique.

Art. VII.II.3. § 1^{er}. L'autorité de nomination accorde la promotion et l'augmentation d'échelle de traitement visée à l'article VII.II.24, 4° et 5°.

§ 2. A l'exception de l'augmentation d'échelle de traitement visée au § 1^{er}, l'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique est octroyée par le ministre, le bourgmestre ou le collègue de police sur proposition du commissaire général ou du chef de corps.

Le ministre fixe les modalités relatives à la proposition visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II
DE LA PROMOTION PAR ACCESSION AU GRADE SUPERIEUR

Art. VII.II.4. Peut être promu au grade de commissaire divisionnaire de police, le commissaire de police qui :

1° a au moins neuf ans d'ancienneté de cadre dans le cadre d'officiers;

2° est titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'étude donnant accès au niveau 1 dans la fonction publique fédérale ou qui a réussi les examens organisés par le bureau de sélection de l'administration fédérale (SELOR) en vue d'accéder au niveau 1 de la fonction publique fédérale;

3° est détenteur du brevet de direction déterminé par Nous.

HOOFDSTUK V. — DIVERSE BEPALINGEN

Art. VII.I.49. Het personeelslid ontvangt na het beëindigen van de evaluatieprocedure een kopie van zijn evaluatieverslag en de erbij horende stukken.

Art. VII.I.50. De minister bepaalt de diensthofden in de zin van artikel VII.I.3, 4°, b), 2).

Hij kan nadere regels van de procedure bepalen, te volgen door de overheden bedoeld in deze titel en door de raad van beroep.

Art. VII.I.51. De evaluatie mag, wat de syndicale afgevaardigden betreft, niet gegrond zijn op de handelingen die zij in die hoedanigheid verrichten en die rechtstreeks verband houden met de door hen uitgeoefende prerogatieven zoals bedoeld in de artikelen 14 en 15 van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten.

TITEL II. — DE LOOPBAAN VAN HET PERSONEEL
VAN HET OPERATIONEEL KADER

HOOFDSTUK I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. VII.II.1. § 1. De bevordering is de benoeming van een personeelslid van het operationeel kader tot een hogere graad.

Er zijn twee soorten van bevorderingen :

1° de bevordering door verhoging in graad binnen eenzelfde kader;

2° de bevordering door overgang naar een hoger kader.

§ 2. De baremische loopbaan van het personeelslid van het operationeel kader bestaat in de opeenvolgende toekenning aan het personeelslid van een steeds hogere loonschaal binnen eenzelfde graad op basis van loonschaalanciënniteit, evaluatie en, in voorkomend geval, een voortgezette opleiding of de selectie door een selectiecommissie, bedoeld in de artikelen VII.II.28 tot VII.II.49.

Art. VII.II.2. Om een bevordering te verkrijgen of om een verhoging van loonschaal in het raam van een baremische loopbaan te genieten, moet het personeelslid van het operationeel kader zich in een administratieve stand bevinden waarin het zijn aanspraken op bevordering of baremische loopbaan kan doen gelden.

Art. VII.II.3. § 1. De benoemende overheid verleent de bevordering en de loonschaalverhoging bedoeld in artikel VII.II.24, 4° en 5°.

§ 2. Met uitzondering van de loonschaalverhoging bedoeld in § 1, wordt de hogere loonschaal binnen de baremische loopbaan toegekend door de minister, de burgemeester of het politiecollege op voorstel van de commissaris-generaal of de korpschef.

De minister stelt de nadere regels vast inzake het in het eerste lid bedoelde voorstel.

HOOFDSTUK II
DE BEVORDERING DOOR VERHOOGING IN GRAAD

Art. VII.II.4. Kan tot de graad van hoofdcommissaris van politie worden bevorderd, de commissaris van politie die :

1° ten minste negen jaar kaderanciënniteit heeft in het officierskader;

2° houder is van een diploma of een studiegetuigschrift dat toegang geeft tot het niveau 1 in het federaal openbaar ambt of geslaagd is voor de door het selectiebureau van de federale overheid (SELOR) georganiseerde examens voor overgang naar het niveau 1 in het federaal openbaar ambt;

3° houder is van het door Ons bepaalde directiebrevet.

Art. VII.II.5. La promotion est accordée au commissaire de police qui satisfait aux conditions visées à l'article VII.II.4 et qui, conformément aux règles en matière de mobilité est nommé dans un emploi vacant d'officier supérieur ou est désigné pour un mandat au moins de catégorie 3 visé aux articles VII.III.21 et VII.III.22.

CHAPITRE III LA PROMOTION PAR ACCESSION A UN CADRE SUPERIEUR

SECTION 1^{re}. — DISPOSITION GENERALE

Art. VII.II.6. Les membres du personnel qui réussissent la formation de base d'un cadre supérieur, sont promus par accession au cadre supérieur envisagé.

SECTION 2. — LES CONDITIONS D'ADMISSION

Sous-section 1^{re}. — Disposition générale

Art. VII.II.7. Sans préjudice de l'article 98 de la loi, le ministre fixe chaque année, par rôle linguistique et par cadre, combien de membres du personnel peuvent être admis à la formation de base du cadre supérieur.

Sous-section 2. — Les conditions d'admission

Art. VII.II.8. Pour être admis aux épreuves de sélection pour l'accession à un cadre supérieur, le membre du personnel doit satisfaire aux conditions suivantes, à la date de la clôture de l'inscription pour ces épreuves de sélection :

- 1° disposer de l'ancienneté de cadre visée à la sous-section 3;
- 2° satisfaire à l'exigence de diplôme visée à la sous-section 4;
- 3° ne pas avoir d'évaluation avec la mention finale "insuffisant";
- 4° ne pas avoir antérieurement été réaffecté en raison d'une inaptitude professionnelle en application de l'article V.II.14, alinéa 1^{er}, 3°.

Sous-section 3. — Ancienneté de cadre exigée

Art. VII.II.9. Un agent auxiliaire de police peut être admis à la sélection pour l'accession au cadre de base à condition d'avoir au moins trois ans d'ancienneté dans le cadre d'agents auxiliaires de police.

Art. VII.II.10. Un inspecteur de police et un inspecteur principal de police peuvent être admis à la sélection pour l'accession respectivement au cadre moyen et au cadre d'officiers à condition d'avoir au moins six ans d'ancienneté de cadre dans, respectivement, le cadre de base ou le cadre moyen.

Sous-section 4. — Exigences de diplômes

Art. VII.II.11. Pour être admis à la sélection pour l'accession au cadre de base, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les Administrations fédérales, tels que repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'agent auxiliaire de police ayant réussi une épreuve organisée et dont le programme est arrêté par le service désigné par le ministre, est dispensé des exigences de diplômes visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. VII.II.12. Pour être admis à la sélection pour l'accession au cadre d'officier, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux

Art. VII.II.5. De bevordering wordt verleend aan de commissaris van politie die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel VII.II.4 en die overeenkomstig de regels inzake de mobiliteit wordt benoemd in een vacante betrekking van hoger officier of wordt aangewezen voor een mandaat van ten minste categorie 3 bedoeld in de artikelen VII.III.21 en VII.III.22.

HOOFDSTUK III DE BEVORDERING DOOR OVERGANG NAAR EEN HOGER KADER

AFDELING 1. — ALGEMENE BEPALING

Art. VII.II.6. De personeelsleden die slagen voor de basisopleiding van een hoger kader, worden bevorderd door overgang naar het beoogde hoger kader.

AFDELING 2. — DE TOELATINGSVOORWAARDEN

Onderafdeling 1. — Algemene bepaling

Art. VII.II.7. Onverminderd artikel 98 van de wet, bepaalt de minister jaarlijks, per taalrol en per kader, hoeveel personeelsleden kunnen worden toegelaten tot de basisopleiding van het hoger kader.

Onderafdeling 2. — De toelatingsvoorwaarden

Art. VII.II.8. Om te worden toegelaten tot de selectieproeven voor overgang naar een hoger kader moet het personeelslid voldoen aan de volgende voorwaarden op datum van het afsluiten van de inschrijving voor deze selectieproeven :

- 1° over de in onderafdeling 3 bedoelde kaderanciënniteit beschikken;
- 2° voldoen aan de in onderafdeling 4 bedoelde diplomavereiste;
- 3° geen evaluatie met eindvermelding "onvoldoende" genieten;
- 4° niet eerder herplaatst zijn wegens beroepsongeschiktheid bij toepassing van artikel V.II.14, eerste lid, 3°.

Onderafdeling 3. — Vereiste kaderanciënniteit

Art. VII.II.9. Een hulpagent van politie kan worden toegelaten tot de selectie voor overgang naar het basiskader mits hij ten minste drie jaar anciënniteit telt in het kader van hulpagenten van politie.

Art. VII.II.10. Een inspecteur van politie en een hoofdinspecteur van politie kunnen worden toegelaten tot de selectie voor overgang naar respectievelijk het midden- en officierskader mits zij ten minste zes jaar kaderanciënniteit tellen in respectievelijk het basis- of middenkader.

Onderafdeling 4. — Diplomavereisten

Art. VII.II.11. Om te worden toegelaten tot de selectie voor overgang naar het basiskader moet het personeelslid houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

In afwijking van het eerste lid, is de hulpagent van politie die geslaagd is voor een georganiseerde proef waarvan het programma vastgesteld is door de door de minister aangewezen dienst, vrijgesteld van de in het eerste lid bepaalde diplomavereiste.

Art. VII.II.12. Om te worden toegelaten tot de selectie voor overgang naar het officierskader moet het personeelslid houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke

emplois de niveau 1 dans les Administrations fédérales, tels que repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Par dérogation, à l'alinéa 1^{er}, l'inspecteur principal de police, ayant réussi une épreuve organisée et dont le programme est arrêté par le service désigné par le ministre, est dispensé des exigences de diplômes visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. VII.II.13. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne peut prendre en considération des diplômes ou des certificats étrangers qui sont au moins équivalents à ceux repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

SECTION 3. — LA SÉLECTION

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. VII.II.14. L'organisation des épreuves de sélection est annoncée par le ministre ou le directeur du service désigné par lui. Cette annonce mentionne au moins la langue des épreuves de sélection, le cadre pour lequel les épreuves sont organisées, les conditions de participation, la date à laquelle elles doivent être remplies ainsi que le mode d'inscription et la date ultime d'inscription.

Art. VII.II.15. Chaque membre du personnel qui s'inscrit à une sélection, reçoit, à sa demande, le programme général des épreuves de sélection.

Sous-section 2. — Les épreuves et la procédure de sélection

Art. VII.II.16. § 1^{er}. La sélection des candidats dans le cadre des procédures de promotion par accession à un cadre supérieur a lieu sous forme d'un concours.

§ 2. Les lauréats des épreuves de sélection sont classés par rôle linguistique dans l'ordre des résultats obtenus.

Les candidats sont classés conformément aux articles II.I.7 et II.I.8 si leurs résultats sont équivalents.

§ 3. Sont classés en ordre utile les candidats qui satisfont aux conditions et dont le rang de classement ne dépasse pas le nombre visé à l'article VII.II.7.

Art. VII.II.17. Les articles IV.I.15, alinéa 1^{er}, IV.I.16, IV.I.17, IV.I.26 et IV.I.27, 1° et 3° à 5° y compris, sont d'application conforme aux candidats pour accession au cadre de base.

Art. VII.II.18. Les articles IV.I.15, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 4°, IV.I.16, IV.I.17, IV.I.26 et IV.I.27, 1° et 3° à 5° y compris, sont d'application conforme aux candidats pour accession au cadre moyen en tenant compte de ce que l'épreuve visée à l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 1°, est remplacée par une épreuve professionnelle.

Art. VII.II.19. Les articles IV.I.15, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 4°, IV.I.16, IV.I.17, IV.I.26 et IV.I.27, 1° et 3° à 5° y compris, sont d'application conforme aux candidats pour accession au cadre d'officiers en tenant compte de ce que l'épreuve visée à l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 1°, est remplacée par une épreuve professionnelle.

Art. VII.II.20. La commission de sélection visée à l'article IV.I.15, alinéa 1^{er}, 4°, décide quels candidats ont réussi et sont classés en ordre utile et établit la liste de ces membres du personnel par ordre alphabétique.

La commission de sélection envoie ensuite la liste visée à l'alinéa 1^{er} au directeur de la direction de recrutement et de sélection, qui en informe les candidats concernés.

in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

In afwijking van het eerste lid, is de hoofdinspecteur van politie die geslaagd is voor een georganiseerde proef waarvan het programma vastgesteld is door de door de minister aangewezen dienst, vrijgesteld van de in het eerste lid bepaalde diplomaverreichte.

Art. VII.II.13. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst kan buitenlandse diploma's of getuigschriften die ten minste evenwaardig zijn aan die welke opgenomen zijn in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, in aanmerking nemen.

AFDELING 3. — DE SELECTIE

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. VII.II.14. Het organiseren van de selectieproeven wordt door de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst aangekondigd. Deze aankondiging vermeldt ten minste de taal van de selectieproeven, het kader waarvoor de proeven worden georganiseerd, de deelnemingsvoorwaarden en de datum waarop die moeten vervuld zijn alsmede de wijze van inschrijving en de uiterste inschrijvingsdatum.

Art. VII.II.15. Ieder personeelslid dat zich voor een selectie inschrijft, ontvangt op aanvraag het algemeen programma van de selectieproeven.

Onderafdeling 2. — De selectieproeven en -procedure

Art. VII.II.16. § 1. De selectie van de kandidaten in het raam van de bevorderingsprocedures door overgang naar een hoger kader geschiedt onder de vorm van een vergelijkend examen.

§ 2. De laureaten van de selectieproeven worden per taalrol gerangschikt in volgorde van de behaalde resultaten.

De kandidaten worden gerangschikt overeenkomstig de artikelen II.I.7 en II.I.8 indien hun resultaten gelijkwaardig zijn.

§ 3. Batig gerangschikt zijn de kandidaten die aan de voorwaarden voldoen en wier rangschikkingsnummer het in artikel VII.II.7 bedoelde aantal niet overschrijft.

Art. VII.II.17. De artikelen IV.I.15, eerste lid, IV.I.16, IV.I.17, IV.I.26 en IV.I.27, 1° en 3° tot en met 5°, zijn van overeenkomstige toepassing op de kandidaten voor overgang naar het basiskader.

Art. VII.II.18. De artikelen IV.I.15, eerste lid, 1°, 2° en 4°, IV.I.16, IV.I.17, IV.I.26 en IV.I.27, 1° en 3° tot en met 5°, zijn van overeenkomstige toepassing op de kandidaten voor overgang naar het middenkader met dien verstande dat de in artikel IV.I.15, eerste lid, 1°, bedoelde proef wordt vervangen door een beroepsproef.

Art. VII.II.19. De artikelen IV.I.15, eerste lid, 1°, 2° en 4°, IV.I.16, IV.I.17, IV.I.26 en IV.I.27, 1° en 3° tot en met 5°, zijn van overeenkomstige toepassing op de kandidaten voor overgang naar het officierskader met dien verstande dat de in artikel IV.I.15, eerste lid, 1°, bedoelde proef wordt vervangen door een beroepsproef.

Art. VII.II.20. De in artikel IV.I.15, eerste lid, 4°, bedoelde selectiecommissie beslist welke kandidaten geslaagd en batig gerangschikt zijn en stelt de lijst van deze personeelsleden in alfabetische volgorde vast.

De selectiecommissie zendt de in het eerste lid bedoelde lijst vervolgens aan de directeur van de directie van de rekrutering en de selectie, die de betrokken kandidaten hiervan inlicht.

CHAPITRE IV. — LA CARRIERE BAREMIQUE

SECTION 1^{re}. — LA CARRIERE BAREMIQUE DANS LE CADRE DES AGENTS AUXILIAIRES DE POLICE

Art. VII.II.21. Une carrière barémique est instaurée pour l'accèsion aux échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement en regard de celles-ci :

1° de l'échelle de traitement HAU1 à l'échelle HAU2 après six ans dans l'échelle HAU1;

2° de l'échelle de traitement HAU2 à l'échelle HAU3 après six ans dans l'échelle HAU2.

Les échelles de traitement HAU2 et HAU3 dans la carrière barémique ne sont pas octroyées si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale "insuffisant".

L'octroi des échelles de traitement HAU2 et HAU3 est également dépendant du suivi de la formation continuée déterminée par Nous.

SECTION 2

LA CARRIERE BAREMIQUE DANS LE CADRE DE BASE

Art. VII.II.22. Une carrière barémique est instaurée pour l'accèsion aux échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement en regard de celles-ci :

1° de l'échelle de traitement B1 à l'échelle B2 après six ans dans l'échelle B1;

2° de l'échelle de traitement B2 à l'échelle B3 après six ans dans l'échelle B2;

3° de l'échelle de traitement B3 à l'échelle B4 après six ans dans l'échelle B3;

4° de l'échelle de traitement B4 à l'échelle B5 après six ans dans l'échelle B4.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas octroyée si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale "insuffisant".

L'octroi des échelles de traitement B2, B3, B4 et B5 est également dépendant du suivi de la formation continuée déterminée par Nous.

SECTION 3

LA CARRIERE BAREMIQUE DANS LE CADRE MOYEN

Art. VII.II.23. Une carrière barémique est instaurée pour l'accèsion aux échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement en regard de celles-ci :

1° de l'échelle de traitement M1.1 à l'échelle M2.1 après six ans dans l'échelle M1.1;

2° de l'échelle de traitement M1.2 à l'échelle M2.2 après six ans dans l'échelle M1.2;

3° de l'échelle de traitement M2.1 à l'échelle M3.1 après six ans dans l'échelle M2.1;

4° de l'échelle de traitement M2.2 à l'échelle M3.2 après six ans dans l'échelle M2.2;

5° de l'échelle de traitement M3.1 à l'échelle M4.1 après six ans dans l'échelle M3.1;

6° de l'échelle de traitement M3.2 à l'échelle M4.2 après six ans dans l'échelle M3.2.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas octroyée si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale "insuffisant".

L'octroi des échelles de traitement M2.1, M2.2, M3.1, M3.2, M4.1 et M4.2 est également dépendant du suivi de la formation continuée déterminée par Nous.

HOOFDSTUK IV. — DE BAREMISCHE LOOPBAAN

AFDELING 1. — DE BAREMISCHE LOOPBAAN IN HET KADER VAN DE HULPAGENTEN VAN POLITIE

Art. VII.II.21. Er wordt een baremische loopbaan ingesteld voor overgang tussen de hieronder opgesomde loonschalen en na het aantal jaren loonschaalancienniteit dat ernaast wordt vermeld :

1° van de loonschaal HAU1 naar de loonschaal HAU2 na zes jaar in de loonschaal HAU1;

2° van de loonschaal HAU2 naar de loonschaal HAU3 na zes jaar in de loonschaal HAU2.

De loonschalen HAU2 en HAU3 in de baremische loopbaan worden niet toegekend indien de laatste tweejaarlijkse evaluatie de eindvermelding "onvoldoende" draagt.

De toekenning van de loonschalen HAU2 en HAU3 is eveneens afhankelijk van het volgen van de door Ons bepaalde voortgezette opleiding.

AFDELING 2

DE BAREMISCHE LOOPBAAN IN HET BASISKADER

Art. VII.II.22. Er wordt een baremische loopbaan ingesteld voor overgang tussen de hieronder opgesomde loonschalen en na het aantal jaren loonschaalancienniteit dat ernaast wordt vermeld :

1° van de loonschaal B1 naar de loonschaal B2 na zes jaar in de loonschaal B1;

2° van de loonschaal B2 naar de loonschaal B3 na zes jaar in de loonschaal B2;

3° van de loonschaal B3 naar de loonschaal B4 na zes jaar in de loonschaal B3;

4° van de loonschaal B4 naar de loonschaal B5 na zes jaar in de loonschaal B4.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegekend indien de laatste tweejaarlijkse evaluatie de eindvermelding "onvoldoende" draagt.

De toekenning van de loonschalen B2, B3, B4 en B5 is eveneens afhankelijk van het volgen van de door Ons bepaalde voortgezette opleiding.

AFDELING 3

DE BAREMISCHE LOOPBAAN IN HET MIDDENKADER

Art. VII.II.23. Er wordt een baremische loopbaan ingesteld voor overgang tussen de hieronder opgesomde loonschalen en na het aantal jaren loonschaalancienniteit dat ernaast wordt vermeld :

1° van de loonschaal M1.1 naar de loonschaal M2.1 na zes jaar in de loonschaal M1.1;

2° van de loonschaal M1.2 naar de loonschaal M2.2 na zes jaar in de loonschaal M1.2;

3° van de loonschaal M2.1 naar de loonschaal M3.1 na zes jaar in de loonschaal M2.1;

4° van de loonschaal M2.2 naar de loonschaal M3.2 na zes jaar in de loonschaal M2.2;

5° van de loonschaal M3.1 naar de loonschaal M4.1 na zes jaar in de loonschaal M3.1;

6° van de loonschaal M3.2 naar de loonschaal M4.2 na zes jaar in de loonschaal M3.2.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegekend indien de laatste tweejaarlijkse evaluatie de eindvermelding "onvoldoende" draagt.

De toekenning van de loonschalen M2.1, M2.2, M3.1, M3.2, M4.1 en M4.2 is eveneens afhankelijk van het volgen van de door Ons bepaalde voortgezette opleiding.

SECTION 4
LA CARRIERE BAREMIQUE DANS LE CADRE D'OFFICIERS

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. VII.II.24. Sans préjudice des articles VII.II.28 à VII.II.49, une carrière barémique est instaurée pour l'accès aux échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement en regard de celles-ci :

- 1° de l'échelle de traitement O2 à l'échelle O3 après six ans dans l'échelle O2;
- 2° de l'échelle de traitement O3 à l'échelle O4 après six ans dans l'échelle O3;
- 3° de l'échelle de traitement O5 à l'échelle O6 après six ans dans l'échelle O5;
- 4° de l'échelle de traitement O6 à l'échelle O7 après six ans dans l'échelle O6;
- 5° de l'échelle de traitement O7 à l'échelle O8 après six ans dans l'échelle O7.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas octroyée si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention "insuffisant".

L'octroi des échelles de traitement O3 et O4 est également dépendant du suivi de la formation continuée déterminée par Nous.

Sous-section 2. — La commission nationale de sélection pour les officiers supérieurs

Art. VII.II.25. En vue de l'octroi des échelles de traitement O7 et O8, une commission nationale de sélection pour officiers supérieurs est instaurée au Ministère de l'Intérieur, dénommée dans cette section "commission de sélection". Elle est composée :

- 1° de l'inspecteur général de l'inspection générale, président;
- 2° du directeur général qui dirige la direction générale de la police administrative;
- 3° du directeur général qui dirige la direction générale de la police judiciaire;
- 4° de deux chefs de corps de la police locale qui bénéficient au moins de l'échelle de traitement O7;
- 5° de deux membres qui ne sont pas membres du personnel.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 5°, doivent être au moins titulaires d'un diplôme d'une université ou d'une haute école de la Communauté Flamande ou Française et faire preuve d'une expérience professionnelle d'au moins dix ans, pertinente pour la mission de la commission de sélection.

Le président et les membres de la commission de sélection ont en outre chacun un remplaçant. A l'exception des remplaçants des membres visés à l'alinéa 1^{er}, 5°, qui doivent satisfaire aux exigences déterminées à l'alinéa 2, ces remplaçants bénéficient au moins de l'échelle de traitement O7.

Un secrétaire, désigné par le ministre, assiste la commission de sélection.

Art. VII.II.26. Le ministre désigne :

- 1° les chefs de corps visés à l'article VII.II.25, alinéa 1^{er}, 4°, parmi ceux qui figurent sur la liste proposée par la Commission Permanente de la police locale et reprenant au moins quatre chefs de corps;
- 2° les membres visés à l'article VII.II.25, alinéa 1^{er}, 5°, ainsi que leurs remplaçants;
- 3° un président remplaçant sur une liste double proposée par l'inspecteur général de l'inspection générale;
- 4° un remplaçant pour chacun des membres de la commission de sélection parmi les commissaires divisionnaires qui jouissent au moins de l'échelle de traitement O7 et qui figurent sur une liste, reprenant au moins quatre commissaires divisionnaires de police qui jouissent au moins de l'échelle barémique O7, qui est proposée par le commissaire général en ce qui concerne les membres de la police fédérale et par la Commission Permanente pour la police locale en ce qui concerne les chefs de corps.

AFDELING 4
DE BAREMISCHE LOOPBAAN IN HET OFFICIERSKADER

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. VII.II.24. Onverminderd de artikelen VII.II.28 tot VII.II.49 wordt een baremische loopbaan ingesteld voor overgang tussen de hieronder opgesomde loonschalen en na het aantal jaren loonschaalanciënniteit dat eraan wordt vermeld :

- 1° van de loonschaal O2 naar de loonschaal O3 na zes jaar in de loonschaal O2;
- 2° van de loonschaal O3 naar de loonschaal O4 na zes jaar in de loonschaal O3;
- 3° van de loonschaal O5 naar de loonschaal O6 na zes jaar in de loonschaal O5;
- 4° van de loonschaal O6 naar de loonschaal O7 na zes jaar in de loonschaal O6;
- 5° van de loonschaal O7 naar de loonschaal O8 na zes jaar in de loonschaal O7.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegekend indien de laatste tweejaarlijkse evaluatie de eindvermelding "onvoldoende" draagt.

De toekenning van de loonschalen O3 en O4 is eveneens afhankelijk van het volgen van de door Ons bepaalde voortgezette opleiding.

Onderafdeling 2. — De nationale selectiecommissie voor hogere officieren

Art. VII.II.25. Bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken bestaat, met het oog op de toekenning van de loonschalen O7 en O8, een nationale selectiecommissie voor hogere officieren, in deze afdeling de "selectiecommissie" genoemd, die als volgt is samengesteld :

- 1° de inspecteur-generaal van de algemene inspectie, voorzitter;
- 2° de directeur-generaal die de algemene directie bestuurlijke politie leidt;
- 3° de directeur-generaal die de algemene directie gerechtelijke politie leidt;
- 4° twee korpschefs van de lokale politie die ten minste de loonschaal O7 genieten;
- 5° twee leden die geen personeelslid zijn.

De in het eerste lid, 5°, bedoelde leden moeten ten minste houder zijn van een diploma van een universiteit of hogeschool van de Vlaamse of Franse Gemeenschap en doen blijken van een voor de opdracht van de selectiecommissie relevante beroepservaring van ten minste tien jaar.

De voorzitter en de leden van de selectiecommissie hebben bovendien elk een plaatsvervanger. Met uitzondering van de plaatsvervangers van de onder het eerste lid, 5°, bedoelde leden die moeten voldoen aan de in het tweede lid bepaalde vereisten, genieten deze plaatsvervangers ten minste de loonschaal O7.

Een secretaris, aangewezen door de minister, staat de selectiecommissie bij.

Art. VII.II.26. De minister wijst aan :

- 1° de in artikel VII.II.25, eerste lid, 4°, bedoelde korpschefs onder die welke voorkomen op een lijst bevattende ten minste vier korpschefs die worden voorgesteld door de Vaste Commissie voor de lokale politie;
- 2° de in artikel VII.II.25, eerste lid, 5°, bedoelde leden, alsook hun plaatsvervangers;
- 3° een plaatsvervangende voorzitter uit een dubbeltal voorgesteld door de inspecteur-generaal van de algemene inspectie;
- 4° een plaatsvervanger voor elk van de leden van de selectiecommissie onder de hoofdcommissarissen die ten minste de loonschaal O7 genieten en die voorkomen op een lijst, bevattende ten minste vier hoofdcommissarissen van politie die ten minste de loonschaal O7 genieten, die wordt voorgesteld door de commissaris-generaal wat de leden van de federale politie betreft en door de Vaste Commissie voor de lokale politie wat de korpschefs betreft.

Art. VII.II.27. Les membres de la commission de sélection qui ne sont pas membres du personnel ont droit pour leurs activités dans la commission de sélection à des jetons de présence dont le montant par heure prestée ne peut dépasser 1/1850ème du traitement d'un fonctionnaire fédéral de rang 17.

Les membres de la commission de sélection ont droit à des indemnités pour les frais de voyage et de séjour conformément aux dispositions applicables au personnel des ministères. Les personnes qui n'ont pas la qualité de membre du personnel, sont assimilées aux fonctionnaires fédéraux de rang 17.

Sous-section 3. — L'accession à l'échelle de traitement O7

Art. VII.II.28. Le commissaire divisionnaire de police bénéficie, dans les limites du quota déterminé à l'article VII.II.29, de l'augmentation d'échelle de traitement visée à l'article VII.II.24, alinéa 1^{er}, 4^o, s'il a été sélectionné par la commission de sélection.

Art. VII.II.29. Le nombre d'officiers supérieurs de police qui bénéficieront au moins de l'échelle de traitement O7, ne peut dépasser 50% du nombre total des officiers supérieurs des services de police.

Sur base des données visées aux articles II.I.9 et II.I.10, le ministre ou le directeur du service qu'il désigne détermine annuellement le nombre visé à l'alinéa 1^{er}.

Si ce résultat n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité supérieure.

Art. VII.II.30. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne fait un appel à la candidature.

Cet appel comporte au moins les données suivantes :

1^o le nombre d'officiers supérieurs déterminé conformément à l'article VII.II.29, qui entre en compte l'année suivante pour l'échelle de traitement O7;

2^o la date à laquelle la condition visée à l'article VII.II.24, alinéa 1^{er}, 4^o, doit être remplie;

3^o les modalités de la candidature et la date ultime à laquelle celle-ci peut être introduite valablement;

4^o la composition de la commission de sélection.

Art. VII.II.31. Le candidat introduit sa candidature auprès du ministre ou du service qu'il désigne.

Pour être valable, celle-ci doit répondre aux prescriptions de l'appel à la candidature et doit soit être envoyée par lettre recommandée, soit être remise contre accusé de réception auprès du service désigné par le ministre.

Art. VII.II.32. Le candidat qui veut proposer la récusation du président ou d'un membre de la commission de sélection doit le faire, sous peine d'irrecevabilité, avant l'échéance du délai déterminé à l'article VII.II.30, alinéa 2, 3^o. La demande de récusation est, sous peine d'irrecevabilité, adressée au ministre par requête motivée.

Le ministre décide du fondement de la demande de récusation et remplace, le cas échéant, le membre récusé par son remplaçant. Cette décision motivée est portée à la connaissance du président, du membre récusé et du candidat concerné.

Art. VII.II.33. Le ministre, ou l'autorité ou le service qu'il désigne, communique les candidatures ainsi que la teneur de l'appel à la candidature au président de la commission de sélection.

Lorsque le président ou un membre estime qu'un ou plusieurs candidats peuvent invoquer une cause de récusation à leur égard au sens de l'article 828 du Code Judiciaire, ou qu'il leur est impossible de juger le candidat de manière impartiale, il en informe le ministre.

Le ministre décide et agit conformément à l'article VII.II.32, alinéa 2.

Art. VII.II.34. La commission de sélection examine la recevabilité des candidatures et compare les titres et mérites respectifs des candidats.

La comparaison des titres et mérites respectifs des candidats entrant en ligne de compte s'effectue sur base du dossier personnel, de l'évaluation et du dossier de candidature.

Art. VII.II.27. De leden van de selectiecommissie die geen personeelslid zijn hebben voor hun werkzaamheden in de selectiecommissie recht op een presentiegeld waarvan het bedrag per gepresteerd uur niet meer mag bedragen dan 1/1850ste van het loon van een rijksambtenaar met rang 17.

De leden van de selectiecommissie hebben recht op de vergoedingen voor de reis- en verblijfkosten overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de ministeries. De personen die niet de hoedanigheid van personeelslid hebben, worden gelijkgesteld met rijksambtenaren van rang 17.

Onderafdeling 3. — De overgang naar de loonschaal O7

Art. VII.II.28. De hoofdcommissaris van politie geniet, binnen het in artikel VII.II.29 bepaalde quotum, de in artikel VII.II.24, eerste lid, 4^o, bedoelde loonschaalverhoging indien hij geselecteerd is door de selectiecommissie.

Art. VII.II.29. Het aantal hogere officieren van politie dat ten minste de loonschaal O7 geniet, omvat ten hoogste 50 % van het totaal aantal hogere officieren in de politiediensten.

Op grond van de gegevens bedoeld in de artikelen II.I.9 en II.I.10, bepaalt de minister of de directeur van de dienst die hij aanwijst, jaarlijks het in het eerste lid bedoelde getal.

Indien dit resultaat geen geheel getal uitmaakt, wordt het afgerond naar de naasthogere eenheid.

Art. VII.II.30. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst doet een oproep tot kandidaatstelling.

Deze oproep bevat minstens de volgende gegevens :

1^o het overeenkomstig artikel VII.II.29 bepaalde aantal hogere officieren dat in het volgende jaar in aanmerking komt voor de overgang naar de loonschaal O7;

2^o de datum waarop de in artikel VII.II.24, eerste lid, 4^o, bedoelde voorwaarde moet vervuld zijn;

3^o de wijze van kandidaatstelling en de uiterste datum waarop die ontvankelijk kan worden ingediend;

4^o de samenstelling van de selectiecommissie.

Art. VII.II.31. De kandidaat dient zijn kandidaatstelling in bij de minister of bij de door deze aangewezen dienst.

Om geldig te zijn moet deze beantwoorden aan de voorschriften van de oproep en hetzij per aangetekende brief worden verzonden, hetzij tegen ontvangstbewijs bij de door de minister aangewezen dienst worden ingediend.

Art. VII.II.32. De kandidaat die de wraking van de voorzitter of van een lid van de selectiecommissie wil voordragen, moet dit op straffe van onontvankelijkheid doen voor het verstrijken van de in artikel VII.II.30, tweede lid, 3^o, bepaalde termijn. De wraking wordt, op straffe van onontvankelijkheid, bij gemotiveerd verzoekschrift gevraagd aan de minister.

De minister beslist over de wrakingsgronden en vervangt, in voorkomend geval, het gewraakte lid door de plaatsvervanger. De voorzitter, het gewraakte lid en de betrokken kandidaat worden in kennis gesteld van die met redenen omklede beslissing.

Art. VII.II.33. De minister of de door hem aangewezen overheid of dienst deelt de kandidaatstellingen alsmede de in de oproep vermelde gegevens mee aan de voorzitter van de selectiecommissie.

Meent de voorzitter of een lid dat één of meer kandidaten een reden van wraking tegen hem kunnen voordragen in de zin van artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek of dat het hem onmogelijk is de kandidaat onpartijdig te beoordelen, dan meldt hij dit aan de minister.

De minister beslist en handelt overeenkomstig het bepaalde in artikel VII.II.32, tweede lid.

Art. VII.II.34. De selectiecommissie onderzoekt de ontvankelijkheid van de kandidaatstellingen en vergelijkt de respectieve aanspraken en verdiensten van de kandidaten.

De vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de in aanmerking komende kandidaten geschiedt op basis van het persoonlijk dossier, de evaluatie en de kandidaatstelling.

Art. VII.II.35. Après la comparaison des titres et mérites respectifs des candidats entrant en ligne de compte, la commission de sélection établit une proposition motivée d'augmentation d'échelle de traitement reprenant, d'une part, dans l'ordre de leur aptitude, les candidats recommandés par elle, et, d'autre part, les candidatures qui ne sont pas recevables ou qui ne sont pas recommandées par elle.

Le nombre de candidats recommandés par la commission de sélection ne peut dépasser le nombre des emplois à conférer, comme déterminé à l'article VII.II.30, alinéa 2, 1°.

Art. VII.II.36. La commission de sélection communique aux candidats sa proposition motivée, reprenant les candidats sélectionnés pour l'attribution de l'échelle de traitement O7.

Le candidat qui s'estime lésé, peut, dans les quinze jours qui suivent la notification, introduire une réclamation motivée auprès de la commission de sélection. Une réclamation envoyée après ce délai n'est pas recevable.

La commission de sélection statue sur la recevabilité et le bien fondé des réclamations.

Art. VII.II.37. La commission de sélection communique au ministre sa proposition motivée, reprenant les candidats sélectionnés pour l'attribution de l'échelle de traitement O7, de même que toutes les candidatures et son évaluation de celles-ci.

Le ministre peut refuser un candidat si celui-ci ne satisfait pas aux conditions visées à l'article VII.II.24, alinéa 1^{er}, 4°, et alinéa 2, ou si sa candidature ne satisfait pas aux conditions de l'article VII.II.31.

En cas de refus du ministre, la commission de sélection introduit une nouvelle proposition motivée.

Art. VII.II.38. L'autorité visée à l'article VII.II.3, § 1^{er}, accorde l'accession à l'échelle de traitement O7 aux candidats proposés par la commission de sélection.

Sous-section 4. — L'accession à l'échelle de traitement O8

Art. VII.II.39. Le nombre de commissaires divisionnaires qui bénéficient de l'échelle de traitement O8 ne peut dépasser 25 % du nombre total de commissaires divisionnaires de police.

Sur base des données visées aux articles II.I.9 et II.I.10, le ministre ou le directeur du service qu'il désigne, détermine annuellement le nombre visé à l'alinéa 1^{er}.

Si ce résultat n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité supérieure.

Art. VII.II.40. Les candidats sont informés de l'appel à la candidature par le ministre ou le directeur du service qu'il désigne.

Cet appel comporte au moins les données suivantes :

1° le nombre d'officiers supérieurs déterminé conformément à l'article VII.II.39, qui entre en compte l'année suivante pour l'échelle de traitement O8;

2° la date à laquelle la condition visée à l'article VII.II.24, alinéa 1^{er}, 5°, doit être remplie;

3° les modalités de la candidature et la date ultime à laquelle celle-ci peut être introduite valablement;

4° la composition de la commission de sélection.

Art. VII.II.41. Le candidat introduit sa candidature auprès du ministre ou du service qu'il désigne.

Pour être valable, celle-ci doit répondre aux prescriptions de la candidature et doit soit être envoyée par lettre recommandée, soit être remise contre accusé de réception auprès du service désigné par le ministre.

Art. VII.II.42. Le candidat qui veut proposer la récusation du président ou d'un membre de la commission de sélection doit le faire, sous peine d'irrecevabilité, avant l'échéance du délai déterminé à l'article VII.II.40, alinéa 2, 3°. La demande de récusation est, sous peine d'irrecevabilité, adressée au ministre par requête motivée.

Art. VII.II.35. Na de vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de in aanmerking komende kandidaten, maakt de selectiecommissie een gemotiveerd voorstel tot loonschaalverhoging op bevattende, enerzijds, in orde van hun geschiktheid, de door haar aanbevolen kandidaten en anderzijds de kandidaatstellingen die hetzij niet ontvankelijk zijn, hetzij niet door haar worden aanbevolen.

Het door de selectiecommissie aanbevolen aantal kandidaten mag niet groter zijn dan het aantal te begeven betrekkingen zoals vastgesteld in artikel VII.II.30, tweede lid, 1°.

Art. VII.II.36. De selectiecommissie deelt haar gemotiveerd voorstel, bevattende de door haar voor het toekennen van de loonschaal O7 geselecteerde kandidaten, mee aan de kandidaten.

De kandidaat die zich benadeeld acht, kan binnen vijftien dagen na deze kennisgeving een gemotiveerd bezwaarschrift indienen bij de selectiecommissie. Een buiten deze termijn verzonden bezwaarschrift is niet ontvankelijk.

De selectiecommissie oordeelt over de ontvankelijkheid en gegrondheid van de bezwaarschriften.

Art. VII.II.37. De selectiecommissie deelt haar gemotiveerd voorstel, bevattende de door haar voor het toekennen van de loonschaal O7 geselecteerde kandidaten alsook alle kandidaatstellingen en haar beoordeling ervan, mee aan de minister.

De minister kan een geselecteerde kandidaat weigeren indien deze niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen VII.II.24, eerste lid, 4°, en tweede lid of indien diens kandidaatstelling niet voldoet aan de voorwaarden van artikel VII.II.31.

Ingeval van weigering van de minister doet de selectiecommissie een nieuw gemotiveerd voorstel.

Art. VII.II.38. De in artikel VII.II.3, § 1, bedoelde overheid verleent de overgang naar de loonschaal O7 aan de door de selectiecommissie voorgedragen kandidaten.

Onderafdeling 4. — De overgang naar de loonschaal O8

Art. VII.II.39. Het aantal hoofdcommissarissen dat de loonschaal O8 geniet, omvat ten hoogste 25 % van het totaal aantal hoofdcommissarissen van politie.

Op grond van de gegevens bedoeld in de artikelen II.I.9 en II.I.10, bepaalt de minister of de directeur van de dienst die hij aanwijst, jaarlijks het in het eerste lid bedoelde getal.

Indien dit resultaat geen geheel getal uitmaakt, wordt het afgerond naar de naasthogere eenheid.

Art. VII.II.40. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst richt een oproep tot kandidaatstelling aan de kandidaten.

Deze oproep dient minstens de volgende gegevens te bevatten :

1° het overeenkomstig artikel VII.II.39 bepaalde aantal hogere officieren aan wie in het volgende jaar de loonschaal O8 kan worden toegekend;

2° de datum waarop de in artikel VII.II.24, eerste lid, 5°, bepaalde voorwaarde moet vervuld zijn;

3° de wijze van kandidaatstelling en de uiterste datum waarop die ontvankelijk kan worden ingediend;

4° de samenstelling van de selectiecommissie.

Art. VII.II.41. De kandidaat dient zijn kandidaatstelling in bij de minister of bij de door deze aangewezen dienst.

Om geldig te zijn moet deze beantwoorden aan de voorschriften van de oproep en hetzij per aangetekende brief worden verzonden, hetzij tegen ontvangstbewijs bij de door de minister aangewezen dienst worden ingediend.

Art. VII.II.42. De kandidaat die de wraking van de voorzitter of van een lid van de selectiecommissie wil voordragen, moet dit op straffe van onontvankelijkheid doen voor het verstrijken van de in artikel VII.II.40, tweede lid, 3°, bepaalde termijn. De wraking wordt, op straffe van onontvankelijkheid, bij gemotiveerd verzoekschrift gevraagd aan de minister.

Le ministre décide du fondement de la demande de récusation et remplace, le cas échéant, le membre récusé par son remplaçant. Cette décision motivée est portée à la connaissance du président, du membre récusé et du candidat concerné.

Art. VII.II.43. Le ministre, ou l'autorité ou le service qu'il désigne, communique les candidatures ainsi que la teneur de l'appel à la candidature au président de la commission de sélection.

Lorsque le président ou un membre estime qu'un ou plusieurs candidats peuvent invoquer une cause de récusation à leur égard au sens de l'article 828 du Code Judiciaire, ou qu'il leur est impossible de juger le candidat de manière impartiale, il en informe le ministre.

Le ministre décide et agit conformément à l'article VII.II.42, alinéa 2.

Art. VII.II.44. L'examen de la recevabilité des candidatures et la comparaison des titres et mérites respectifs des candidats, s'effectue par la commission de sélection, étant entendu que pour cette mission de la commission de sélection, seuls les chefs de corps et leurs remplaçants qui bénéficient de l'échelle de traitement O8 peuvent siéger.

Le ministre veille à ce qu'il soit satisfait à cette exigence particulière.

Art. VII.II.45. La comparaison des titres et mérites respectifs des candidats entrant en ligne de compte s'effectue sur base du dossier personnel, de l'évaluation et de la candidature.

Art. VII.II.46. Après la comparaison des titres et mérites respectifs des candidats entrant en ligne de compte, la commission de sélection établit une proposition motivée d'augmentation d'échelle de traitement reprenant, d'une part, dans l'ordre de leur aptitude, les candidats recommandés par elle, et, d'autre part, les candidatures qui ne sont pas recevables ou qui ne sont pas recommandées par elle.

Le nombre de candidats recommandés par la commission de sélection ne peut dépasser le nombre d'officiers supérieurs qui peuvent bénéficier de l'échelle de traitement O8, conformément à l'article VII.II.40, alinéa 2, 1°.

Art. VII.II.47. La commission de sélection communique aux candidats sa proposition motivée, reprenant les candidats sélectionnés pour l'attribution de l'échelle de traitement O8.

Le candidat qui s'estime lésé, peut, dans les quinze jours qui suivent la notification, introduire une réclamation motivée auprès de la commission de sélection. Une réclamation envoyée après ce délai n'est pas recevable.

La commission de sélection statue sur la recevabilité et le bien fondé des réclamations.

Art. VII.II.48. La commission de sélection communique au ministre sa proposition motivée, reprenant les candidats sélectionnés pour l'attribution de l'échelle de traitement O8, de même que toutes les candidatures et son évaluation de celles-ci.

Le ministre peut refuser un candidat si celui-ci ne satisfait pas aux conditions visées à l'article VII.II.24, alinéa 1^{er}, 5° et alinéa 2, ou si sa candidature ne satisfait pas aux conditions de l'article VII.II.41.

En cas de refus du ministre, la commission de sélection introduit une nouvelle proposition motivée.

Art. VII.II.49. L'autorité visée à l'article VII.II.3, § 1^{er}, accorde l'accession à l'échelle de traitement O8 aux candidats proposés par la commission de sélection.

De minister beslist over de wrakingsgronden en vervangt, in voorkomend geval, het gewraakte lid door de plaatsvervanger. De voorzitter, het gewraakte lid en de betrokken kandidaat worden in kennis gesteld van die met redenen omklede beslissing.

Art. VII.II.43. De minister of de door hem aangewezen overheid of dienst deelt de kandidaatstellingen alsmede de in de oproep vermelde gegevens mee aan de voorzitter van de selectiecommissie.

Meent de voorzitter of een lid dat één of meer kandidaten een reden van wraking tegen hem kunnen voordragen in de zin van artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek of dat het hem onmogelijk is de kandidaat onpartijdig te beoordelen, dan meldt hij dit aan de minister.

De minister beslist en handelt overeenkomstig het bepaalde in artikel VII.II.42, tweede lid.

Art. VII.II.44. Het onderzoek van de ontvankelijkheid van de kandidaatstellingen en de vergelijking van de respectieve aanspraken en verdiensten van de kandidaten, geschiedt door de selectiecommissie, met dien verstande dat alleen korpschefs en plaatsvervangers die de loonschaal O8 genieten, voor deze opdracht van de selectiecommissie, zitting mogen nemen.

De minister waakt er over dat aan deze bijzondere vereiste is voldaan.

Art. VII.II.45. De vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de in aanmerking komende kandidaten geschiedt op basis van het persoonlijk dossier, de evaluatie en de kandidaatstelling.

Art. VII.II.46. Na de vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de in aanmerking komende kandidaten, maakt de selectiecommissie een gemotiveerd voorstel tot loonschaalverhoging op bevattende, enerzijds, in orde van hun geschiktheid, de door haar aanbevolen kandidaten en anderzijds de kandidaatstellingen die hetzij niet ontvankelijk zijn, hetzij niet door haar worden aanbevolen.

Het door de selectiecommissie aanbevolen aantal kandidaten mag niet groter zijn dan het aantal hogere officieren die de loonschaal O8 kunnen genieten, zoals vastgesteld in artikel VII.II.40, tweede lid, 1°.

Art. VII.II.47. De selectiecommissie deelt haar gemotiveerd voorstel bevattende de door haar voor het toekennen van de loonschaal O8 geselecteerde kandidaten, mee aan de kandidaten.

De kandidaat die zich benadeeld acht, kan binnen vijftien dagen na deze kennisgeving een gemotiveerd bezwaarschrift indienen bij de selectiecommissie. Een buiten deze termijn verzonden bezwaarschrift is niet ontvankelijk.

De selectiecommissie oordeelt over de ontvankelijkheid en gegrondheid van de bezwaarschriften.

Art. VII.II.48. De selectiecommissie deelt haar gemotiveerd voorstel, bevattende de door haar voor het toekennen van de loonschaal O8 geselecteerde kandidaten, alsook alle kandidaatstellingen en haar beoordeling ervan, mee aan de minister.

De minister kan een geselecteerde kandidaat weigeren indien deze niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel VII.II.24, eerste lid, 5° en tweede lid, of indien diens kandidaatstelling niet voldoet aan de voorwaarden van artikel VII.II.41.

Ingeval van weigering van de minister doet de selectiecommissie een nieuw gemotiveerd voorstel.

Art. VII.II.49. De in artikel VII.II.3, § 1, bedoelde overheid verleent de overgang naar de loonschaal O8 aan de door de selectiecommissie voorgedragen kandidaten.

TITRE III. — LA DESIGNATION A UN MANDAT

CHAPITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS GENERALESSECTION 1^{re}. — LES MANDATS

Art. VII.III.1^{er}. Sans préjudice de l'article 96 de la loi et sans préjudice des mandats fixés par Nous et attribuables aux membres du personnel du cadre administratif et logistique, le mandat est présent titre n'est applicable qu'aux membres du personnel du cadre opérationnel.

Art. VII.III.2. Le mandat est une désignation temporaire à une des fonctions reprises à l'article VII.III.3. Sans préjudice des articles 48, 107 et 149 de la loi, le mandat est attribué pour une période de cinq ans, une seule fois renouvelable.

Art. VII.III.3. Les fonctions suivantes sont attribuées par mandat conformément au présent titre :

1° la fonction de chef d'un corps de police locale visée à l'article 48 de la loi, ci-après dénommé "chef de corps";

2° la fonction de commissaire général visée à l'article 99 de la loi;

3° la fonction de directeur général visée à l'article 100 de la loi;

4° la fonction de directeur coordonnateur administratif visée à l'article 103 de la loi;

5° la fonction de directeur judiciaire visée à l'article 105 de la loi;

6° la fonction de chef d'une unité de la police routière;

7° la fonction de chef du détachement de sécurité de l'aéroport national;

8° la fonction de directeur au sein d'une direction générale de la police fédérale;

9° la fonction de directeur général adjoint;

10° la fonction de commissaire général adjoint;

11° la fonction d'inspecteur général visée à l'article 149 de la loi;

12° la fonction d'inspecteur général adjoint.

Les mandats visés aux points 2° à 10° y compris sont dénommés ci-après "mandats de la police fédérale".

Sur avis du commissaire général en ce qui concerne les fonctions au sein de la police fédérale et sur avis du conseil consultatif des bourgmestres en ce qui concerne les fonctions dans un corps de la police locale, ou sur avis des deux s'il s'agit d'une fonction introduite aussi bien dans la police fédérale que dans un corps de la police locale, d'autres fonctions que celles visées à l'alinéa 1^{er}, peuvent être attribuées par Nous par mandat conformément aux dispositions du présent titre.

Art. VII.III.4. Pour l'application de ce titre et pour l'application de l'article XI.II.17, il existe six catégories de mandats :

1° catégorie 1 : le mandat de chef de corps d'une police locale dont les effectifs, comprenant le personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique, compte moins de 75 membres du personnel employés à temps plein;

2° catégorie 2 : le mandat de chef de corps d'une police locale dont les effectifs, comprenant le personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique, compte au moins 75, mais moins de 150 membres du personnel employés à temps plein ainsi que le mandat de directeur coordonnateur administratif ou de directeur d'un service judiciaire déconcentré d'une circonscription de petite envergure, telle que visée à l'annexe 3 ainsi que le mandat de chef d'une unité de la police routière;

3° catégorie 3 : le mandat de chef de corps d'une police locale dont les effectifs, comprenant le personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique, compte au moins 150, mais moins de 300 membres du personnel employés à temps plein, le mandat de directeur de la police fédérale ainsi que le mandat de directeur coordonnateur administratif ou de directeur d'un service judiciaire déconcentré d'une circonscription de moyenne envergure, telle que visée à l'annexe 3, ainsi que le mandat de chef du détachement de sécurité de l'aéroport national;

TITEL III. — DE AANWIJZING VOOR EEN MANDAAT

HOOFDSTUK I. — ALGEMENE BEPALINGEN

AFDELING 1. — DE MANDATEN

Art. VII.III.1. Onverminderd artikel 96 van de wet en onverminderd de door Ons bepaalde mandaten die kunnen worden toegewezen aan de personeelsleden van het administratief en logistiek kader, is deze titel slechts toepasselijk op de personeelsleden van het operationeel kader.

Art. VII.III.2. Het mandaat is een tijdelijke aanwijzing in één van de in artikel VII.III.3 opgesomde ambten. Onverminderd de artikelen 48, 107 en 149 van de wet, wordt het toegekend voor een periode van vijf jaar, die éénmaal kan worden hernieuwd.

Art. VII.III.3. De volgende ambten worden overeenkomstig deze titel bij mandaat toegewezen :

1° het in artikel 48 van de wet bepaalde ambt van chef van een lokaal politiekorps, hierna "korpchef" genoemd;

2° het in artikel 99 van de wet bepaalde ambt van commissaris-generaal;

3° het in artikel 100 van de wet bepaalde ambt van directeur-generaal;

4° het in artikel 103 van de wet bepaalde ambt van bestuurlijke directeur-coördinator;

5° het in artikel 105 van de wet bepaalde ambt van gerechtelijke directeur;

6° het ambt van chef van een eenheid autowegenpolitie;

7° het ambt van chef van het veiligheidsdetachement nationale luchthaven;

8° het ambt van directeur bij een algemene directie van de federale politie;

9° het ambt van adjunct-directeur-generaal;

10° het ambt van adjunct-commissaris-generaal;

11° het in artikel 149 van de wet bepaalde ambt van inspecteur-generaal;

12° het ambt van adjunct-inspecteur-generaal.

De onder 2° tot en met 10° bedoelde mandaten worden hierna "mandaten in de federale politie" genoemd.

Door Ons kunnen, op advies van de commissaris-generaal wat de ambten in de federale politie betreft en op advies van de adviesraad van burgemeesters wat de ambten in een korps van de lokale politie betreft, of op advies van beiden indien het een ambt betreft dat zowel in de federale politie als in een korps van de lokale politie is ingesteld, andere dan in het eerste lid bedoelde ambten overeenkomstig de bepalingen van deze titel bij mandaat worden toegewezen.

Art. VII.III.4. Er zijn voor de toepassing van deze titel en voor de toepassing van art. XI.II.17 zes categorieën van mandaten :

1° categorie 1 : het mandaat van korpchef van een lokale politie waarvan de personeelsbezetting, omvattend het personeel van het operationeel en van het administratief en logistiek kader, minder dan 75 voltijds tewerkgestelde personeelsleden omvat;

2° categorie 2 : het mandaat van korpchef van een lokale politie waarvan de personeelsbezetting, omvattend het personeel van het operationeel en van het administratief en logistiek kader, ten minste 75 doch minder dan 150 voltijds tewerkgestelde personeelsleden omvat en het mandaat van bestuurlijke directeur-coördinator of van directeur van een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst met een ambtsgebied van kleine omvang zoals bepaald in bijlage 3 en het mandaat van chef van een eenheid autowegenpolitie;

3° categorie 3 : het mandaat van korpchef van een lokale politie waarvan de personeelsbezetting, omvattend het personeel van het operationeel en van het administratief en logistiek kader, ten minste 150 doch minder dan 300 voltijds tewerkgestelde personeelsleden omvat, het mandaat van directeur van de federale politie en het mandaat van bestuurlijke directeur-coördinator of van directeur van een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst met een ambtsgebied van gemiddelde omvang zoals bepaald in bijlage 3, en het mandaat van chef van het veiligheidsdetachement nationale luchthaven;

4° catégorie 4 : le mandat de chef de corps d'une police locale dont les effectifs, comprenant le personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique, compte au moins 300, mais moins de 600 membres du personnel employés à temps plein, le mandat de directeur général adjoint ainsi que le mandat de directeur coordonnateur administratif ou de directeur d'un service judiciaire déconcentré d'une circonscription de grande envergure, telle que visée à l'annexe 3;

5° catégorie 5 : le mandat de chef de corps d'une police locale dont les effectifs, comprenant le personnel du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique, compte au moins 600 membres du personnel employés à temps plein, le mandat de directeur général, le mandat de commissaire général adjoint et le mandat d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint;

6° catégorie 6 : le mandat de commissaire général.

Sans préjudice de l'article VII.III.6, le ministre fixe ce qu'il faut entendre par effectifs au sens de l'alinéa 1^{er}.

Art. VII.III.5. Les mandats fixés par Nous conformément à l'article VII.III.3, alinéa 3, sont répartis par Nous dans l'une des catégories fixées à l'article VII.III.4, alinéa 1^{er}, 1° à 5° y compris.

Si la répartition effectuée conformément à l'alinéa 1^{er} a cependant pour conséquence que, dans un certain corps de la police locale, le mandat réparti par Nous appartient à une catégorie supérieure que le mandat du chef de corps de la commune ou la zone pluricommunale concernée, le mandat visé à l'alinéa 1^{er} est ramené d'office, dans le corps concerné, à la catégorie à laquelle appartient le mandat du chef de corps à dater de la déclaration de vacance suivante dans la commune ou dans la zone pluricommunale concernée. Dans ce cas, par dérogation aux dispositions réglant les conditions particulières pour le mandat visé à l'alinéa 1^{er}, valent dans le corps de la police locale concerné, les conditions de grade et d'ancienneté qui valent pour un mandat de la catégorie à laquelle appartient, le mandat du chef de corps du corps concerné de la police locale.

Art. VII.III.6. L'effectif à prendre en compte pour l'application de l'article VII.III.4 est le cadre du personnel existant six mois avant la date de la déclaration de vacance de la fonction à pourvoir par mandat. Il est établi par le conseil communal ou de police en ce qui concerne la fonction de chef de corps et par le commissaire général en ce qui concerne les mandats au sein de la police fédérale.

L'effectif fixé conformément à l'alinéa 1^{er} et la fixation, qui en découle, de la catégorie dans laquelle le mandat à pourvoir est réparti, reste inchangé jusqu'à la déclaration de vacance suivante de la fonction à pourvoir par mandat.

Art. VII.III.7. Pour l'application de l'article 120, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi, la fonction exercée par mandat est la fonction la plus haute exercée au sein de l'organisation d'un corps ou d'une subdivision de celui-ci.

SECTION 2. — DESCRIPTION DE FONCTION ET PROFIL

Art. VII.III.8. Pour tous les mandats fixés à l'article VII.III.3, une description de fonction est établie ainsi que les exigences de profil qui en découlent.

La description d'une fonction déterminée à pourvoir par mandat et les exigences de profil qui en découlent, peuvent, le cas échéant, différer en fonction du type concret de fonction et de son ampleur ainsi que de l'endroit concret où la fonction est exercée.

Art. VII.III.9. Le ministre fixe la description de fonction d'un chef de corps et les exigences de profil qui en découlent après avis du conseil consultatif des bourgmestres et de la commission permanente de la police locale.

Art. VII.III.10. Sans préjudice de l'article 8 de la loi, le ministre et le ministre de la Justice fixent en commun la description de fonction du commissaire général, de l'inspecteur général, du directeur général de la direction générale de la police judiciaire et du directeur judiciaire ainsi que les exigences de profil qui en découlent, sur avis :

1° du commissaire général et de l'inspecteur général en ce qui concerne la description de fonction et les exigences de profil de la fonction de commissaire général;

4° catégorie 4 : het mandaat van korpschef van een lokale politie waarvan de personeelsbezetting, omvattend het personeel van het operationeel kader en van het administratief en logistiek kader, ten minste 300 doch minder dan 600 voltijds tewerkgestelde personeelsleden omvat, het mandaat van adjunct-directeur-generaal en het mandaat van bestuurlijke directeur-coördinator of van directeur van een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst met een ambtsgebied van grote omvang zoals bepaald in bijlage 3;

5° categorie 5 : het mandaat van korpschef van een lokale politie waarvan de personeelsbezetting, omvattend het personeel van het operationeel en van het administratief en logistiek kader, ten minste 600 voltijds tewerkgestelde personeelsleden omvat, het mandaat van directeur-generaal, het mandaat van adjunct-commissaris-generaal en het mandaat van inspecteur-generaal en van adjunct-inspecteur-generaal;

6° categorie 6 : het mandaat van commissaris-generaal.

Onverminderd artikel VII.III.6 bepaalt de minister wat onder personeelsbezetting in de zin van het eerste lid wordt begrepen.

Art. VII.III.5. De door Ons overeenkomstig artikel VII.III.3, derde lid, bepaalde mandaten, worden door Ons ingedeeld in één van de in artikel VII.III.4, eerste lid, 1° tot en met 5°, bepaalde categorieën.

Indien de overeenkomstig het eerste lid gedane indeling evenwel tot gevolg heeft dat in een bepaald korps van de lokale politie het door Ons ingedeelde mandaat tot een hogere categorie behoort dan het mandaat van de korpschef van de betrokken gemeente of meergemeentzone, dan wordt, met ingang van de eerstvolgende vacantverklaring ervan in de betrokken gemeente of meergemeentzone, het in het eerste lid bedoelde mandaat in dat betrokken korps van rechtswege herleid tot de categorie waartoe het mandaat van de korpschef behoort. In dit geval gelden, in afwijking van de bepalingen die de bijzondere voorwaarden voor het in het eerste lid bedoelde mandaat regelen, in het betrokken korps van de lokale politie de graad- en anciënniteitsvoorwaarden die gelden voor een mandaat van de categorie waartoe het mandaat van de korpschef van het betrokken korps van de lokale politie behoort.

Art. VII.III.6. De voor de toepassing van artikel VII.III.4 in aanmerking te nemen personeelsbezetting, is de personeelsformatie zoals die bestaat zes maanden voorafgaand aan de datum waarop het bij mandaat te begeven ambt vacant wordt verklaard. Zij wordt vastgesteld door de gemeente- of politieraad wat het ambt van korpschef betreft en door de commissaris-generaal wat de mandaten in de federale politie betreft.

De overeenkomstig het eerste lid bepaalde personeelsbezetting en de daaruit volgende bepaling van de categorie waarin het te begeven mandaat wordt ingedeeld, blijft ongewijzigd tot aan de eerstvolgende vacantverklaring van het bij mandaat te begeven ambt.

Art. VII.III.7. Voor de toepassing van artikel 120, eerste lid, 1°, van de wet, is het bij wijze van mandaat uitgeoefende ambt het hoogste ambt dat wordt waargenomen in de organisatie van een korps of van een onderdeel ervan.

AFDELING 2. — FUNCTIEBESCHRIJVING EN PROFIEL

Art. VII.III.8. Voor alle in artikel VII.III.3 bepaalde mandaten worden een functiebeschrijving en de daaruit voortvloeiende profielvereisten opgesteld.

De functiebeschrijving van een bepaald bij mandaat te begeven ambt en de daaruit voortvloeiende profielvereisten kunnen, in voorkomend geval, verschillen naar gelang van de concrete aard en omvang van het ambt en de concrete plaats waar het ambt wordt uitgeoefend.

Art. VII.III.9. De minister bepaalt de functiebeschrijving en de daaruit voortvloeiende profielvereisten van een korpschef, na advies van de adviesraad van burgemeesters en van de vaste commissie van de lokale politie.

Art. VII.III.10. Onverminderd artikel 8 van de wet bepalen de minister en de minister van Justitie gezamenlijk de functiebeschrijving en de daaruit voortvloeiende profielvereisten van de commissaris-generaal, de inspecteur-generaal, de directeur-generaal van de algemene directie gerechtelijke politie en de gerechtelijke directeur, na advies van :

1° de commissaris-generaal en de inspecteur-generaal wat de functiebeschrijving en de profielvereisten van het ambt van commissaris-generaal betreft;

2° de l'inspecteur général, du commissaire général et du conseil consultatif des bourgmestres en ce qui concerne la description de fonction et les exigences de profil de la fonction d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint;

3° du commissaire général en ce qui concerne la description de fonction et les exigences de profil de la fonction de directeur général de la direction générale de la police judiciaire;

4° du commissaire général et du directeur général de la direction générale de la police judiciaire en ce qui concerne la description de fonction et les exigences de profil de la fonction de directeur judiciaire.

Art. VII.III.11. Le ministre fixe la description de fonction et les exigences de profil qui en découlent pour la fonction des autres directeurs généraux sur avis du commissaire général.

Art. VII.III.12. Le ministre fixe la description de fonction et les exigences de profil qui en découlent pour la fonction de directeur coordonnateur-administratif, sur avis du commissaire général et du directeur de la direction générale de la police administrative.

Art. VII.III.13. Le ministre fixe la description de fonction et les exigences de profil qui en découlent pour la fonction de commissaire général adjoint et de directeur général adjoint, sur avis du commissaire général en ce qui concerne le commissaire général adjoint, et, en ce qui concerne les directeurs généraux adjoints, sur avis du commissaire général et du directeur général qui exerce l'autorité hiérarchique sur le directeur général adjoint.

Art. VII.III.14. Le commissaire général fixe la description de fonction des fonctions fixées à l'article VII.III.3, alinéa 1^{er}, 6° à 8°, ainsi que les exigences de profil qui en découlent, sur avis du directeur général qui exerce l'autorité sur les unités ou directions concernées.

Art. VII.III.15. Pour les autres fonctions fixées par Nous et visées à l'article VII.III.3, alinéa 3, les descriptions de fonction et les exigences de profil qui en découlent sont fixées par les autorités désignées par Nous sur avis des autorités ou services désignés par Nous.

SECTION 3. — LE DOSSIER DE MANDAT

Art. VII.III.16. Par mandataire, un dossier de mandat, qui fait partie du dossier personnel, est ouvert pour chaque nouveau mandat.

Le dossier de mandat comporte toutes les pièces pertinentes pour le mandat exercé, notamment :

- 1° un inventaire des pièces;
- 2° la description de fonction et les exigences de profil pour le mandat exercé;
- 3° l'acte de candidature et, le cas échéant, les pièces attenantes;
- 4° toutes les pièces se rapportant à la procédure devant la commission de sélection;
- 5° le cas échéant, les avis éventuellement émis et les propositions motivées;
- 6° les décisions ou l'arrêté de désignation et le procès-verbal de la prestation de serment;
- 7° la lettre de mission;
- 8° toutes les pièces relatives à la procédure devant la commission d'évaluation;
- 9° toutes les autres pièces se rapportant au mandat en cours comme, entre autres, les pièces établies suite au renouvellement ou à la fin du mandat.

Le ministre peut fixer d'autres règles, notamment concernant le contenu, la manière de présentation et la mise à jour du dossier de mandat. Il peut également fixer les autres pièces non visées à l'alinéa 1^{er} qui sont cependant pertinentes pour le mandat exercé et qui doivent être reprises au dossier de mandat.

2° de inspecteur-generaal, de commissaris-generaal en de adviesraad van burgemeesters wat de functiebeschrijving en de profielvereisten van het ambt van inspecteur-generaal en adjunct-inspecteur-generaal betreft;

3° de commissaris-generaal wat de functiebeschrijving en de profielvereisten van het ambt van directeur-generaal van de algemene directie gerechtelijke politie betreft;

4° de commissaris-generaal en de directeur-generaal van de algemene directie gerechtelijke politie wat de functiebeschrijving en de profielvereisten van het ambt van gerechtelijke directeur betreft.

Art. VII.III.11. De minister bepaalt de functiebeschrijving en de daaruit voortvloeiende profielvereisten van het ambt van de overige directeurs-generaal, na advies van de commissaris-generaal.

Art. VII.III.12. De minister bepaalt de functiebeschrijving en de daaruit voortvloeiende profielvereisten van het ambt van bestuurlijke directeur-coördinator, na advies van de commissaris-generaal en de directeur van de algemene directie bestuurlijke politie.

Art. VII.III.13. De minister bepaalt de functiebeschrijving en de daaruit voortvloeiende profielvereisten van het ambt van adjunct-commissaris-generaal en de adjunct-directeurs-generaal, op advies van de commissaris-generaal wat de adjunct-commissaris-generaal betreft en wat de adjunct-directeurs-generaal betreft, op advies van de commissaris-generaal en de directeur-generaal die het hiërarchisch gezag uitoefent over de adjunct-directeur-generaal.

Art. VII.III.14. De commissaris-generaal bepaalt de functiebeschrijving en de daaruit voortvloeiende profielvereisten van de in artikel VII.III.3, eerste lid, 6° tot en met 8°, bepaalde ambten, op advies van de directeur-generaal die het hiërarchisch gezag uitoefent over de betrokken eenheden of directies.

Art. VII.III.15. Voor de overige door Ons bepaalde ambten, bedoeld in artikel VII.III.3, derde lid, worden de functiebeschrijvingen en de daaruit voortvloeiende profielvereisten bepaald door de door Ons aangewezen overheden en na advies van de door Ons aangewezen overheden of diensten.

AFDELING 3. — HET MANDAATDOSSIER

Art. VII.III.16. Per mandataris wordt voor elk nieuw mandaat een mandaatdossier geopend dat deel uitmaakt van het persoonlijk dossier.

Het mandaatdossier omvat alle stukken die relevant zijn voor het uitgeoefende mandaat en inzonderheid :

- 1° een inventaris van de stukken;
- 2° de functiebeschrijving van en de profielvereisten voor het uitgeoefende mandaat;
- 3° de kandidaatstelling en, in voorkomend geval, de eraan toegevoegde stukken;
- 4° alle stukken met betrekking tot de procedure voor de selectiecommissie;
- 5° de, in voorkomend geval, uitgebrachte adviezen en gemotiveerde voordrachten;
- 6° de beslissingen of het besluit tot aanwijzing en het proces-verbaal van eedaflegging;
- 7° de opdrachtbrief;
- 8° alle stukken met betrekking tot de procedure voor de evaluatiecommissie;
- 9° alle overige stukken met betrekking tot het lopende mandaat zoals onder meer de stukken die zijn opgesteld naar aanleiding van de hernieuwing en de beëindiging van het mandaat.

De minister kan nadere regels inzake inzonderheid de inhoud, de wijze van presentatie en het bijhouden van het mandaatdossier bepalen. Hij kan ook de overige, niet in het eerste lid opgesomde stukken bepalen die niettemin relevant zijn voor het uitgeoefende mandaat en die in het mandaatdossier moeten worden opgenomen.

Art. VII.III.17. Sans préjudice de l'article 140 de la loi, aucune pièce ne peut être mise au dossier de mandat sans que le membre du personnel intéressé ne l'ait signée pour prise de connaissance.

CHAPITRE II. — LA DESIGNATION A UN MANDAT

SECTION 1^{re} LES CONDITIONS DE DESIGNATION A UN MANDAT

Sous-section 1^{re}. — Les conditions générales de désignation

Art. VII.III.18. Aux conditions fixées dans le présent chapitre, il peut être pourvu par mandat à la fonction d'inspecteur général, inspecteur général adjoint ou à celle déclarée vacante au sein de la police fédérale ou dans un corps de la police locale.

Art. VII.III.19. Les désignations pour un mandat visé dans ce titre ont exclusivement lieu sur base volontaire.

Art. VII.III.20. Pour la désignation à un mandat, entre exclusivement en ligne de compte le membre du personnel qui :

1° est revêtu d'un des grades et, le cas échéant, est titulaire d'un brevet ou satisfait à l'exigence quant à l'âge, qui valent comme conditions d'attribution pour le mandat vacant;

2° n'a pas fait l'objet d'une évaluation avec mention finale "insuffisant" visée à l'article VII.I.10;

3° se trouve en position administrative qui lui donne la possibilité de faire valoir ses droits à la promotion et à la carrière barémique;

4° n'a pas encouru de sanction disciplinaire lourde au sens de l'article 5 de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police et qui n'a pas été effacée;

5° n'a pas atteint l'âge de soixante ans;

6° depuis au moins trois ans, est titulaire de son mandat, s'il exerce déjà un mandat, à l'exception des mandats visés à l'article VII.III.3, alinéa 1^{er}, 9°, 10° et 12°.

Les conditions fixées à l'alinéa 1^{er} doivent être remplies à la date ultime de l'acte de candidature fixée conformément à l'article VII.III.33.

Sous-section 2. — Les conditions spécifiques de désignation

Art. VII.III.21. Peut être désigné par mandat à la fonction de chef de corps, le membre du personnel du cadre opérationnel qui :

1° est titulaire au moins du grade suivant :

a) mandat des catégories 1 ou 2 : commissaire de police;

b) mandat des catégories 3, 4 ou 5 : commissaire divisionnaire de police;

2° répond aux exigences de profil d'un chef de corps de la police locale;

3° a été reconnu apte par la commission de sélection pour la fonction de chef de corps visée aux articles VII.III.75 et VII.III.76.

Art. VII.III.22. Peut être désigné par mandat à la fonction de directeur-coordonnateur administratif ou de directeur judiciaire, le membre du personnel du cadre opérationnel qui :

1° est titulaire au moins du grade suivant :

a) mandat de catégorie 2 : commissaire de police;

b) mandat des catégories 3 ou 4 : commissaire divisionnaire de police;

2° répond aux exigences de profil, selon le cas, de directeur-coordonnateur administratif ou de directeur judiciaire;

3° a été reconnu apte par la commission de sélection pour la fonction de directeur-coordonnateur administratif ou bien pour la fonction de directeur judiciaire, visée aux articles VII.III.80 et VII.III.82.

Art. VII.III.23. Peut être désigné par mandat à la fonction de directeur général le membre du personnel qui :

1° est titulaire du grade de commissaire divisionnaire de police;

Art. VII.III.17. Onverminderd artikel 140 van de wet mag geen enkel stuk in het mandaatdossier worden opgenomen zonder dat het door het belanghebbende personeelslid voor kennisneming werd getekend.

HOOFDSTUK II. — DE AANWIJZING VOOR EEN MANDAAT

AFDELING 1 DE VOORWAARDEN VOOR DE AANWIJZING VOOR EEN MANDAAT

Onderafdeling 1. — Algemene aanwijzingsvoorwaarden

Art. VII.III.18. Onder de in dit hoofdstuk gestelde voorwaarden kan er bij wijze van mandaat worden voorzien in het ambt van inspecteur-generaal, adjunct-inspecteur-generaal of in een ambt dat vacant is verklaard in de federale politie of in een korps van de lokale politie.

Art. VII.III.19. De aanwijzingen voor een mandaat bedoeld in deze titel gebeuren uitsluitend op vrijwillige basis.

Art. VII.III.20. Voor de aanwijzing voor een mandaat komt uitsluitend in aanmerking het personeelslid dat :

1° met één van de graden bekleed is en, in voorkomend geval, houder is van een brevet of voldoet aan de vereiste inzake leeftijd, die als toekenningsvoorwaarden voor het vacante mandaat gelden;

2° geen evaluatie met eindvermelding "onvoldoende" zoals bedoeld in artikel VII.I.10 geniet;

3° zich bevindt in een administratieve stand waar het zijn aanspraken op bevordering en baremische loopbaan kan doen gelden;

4° geen zware tuchtstraf in de zin van artikel 5 van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten heeft opgelopen die niet is uitgewist;

5° de leeftijd van zestig jaar niet heeft bereikt;

6° ten minste drie jaar houder is van zijn mandaat indien het, met uitzondering van de ambten bedoeld in artikel VII.III.3, eerste lid, 9°, 10° en 12°, reeds een mandaat uitoefent.

De in het eerste lid bepaalde voorwaarden moeten vervuld zijn op de uiterste datum van de indiening van de kandidaatstelling vastgesteld overeenkomstig artikel VII.III.33.

Onderafdeling 2. — Specifieke aanwijzingsvoorwaarden

Art. VII.III.21. Kan bij mandaat worden aangewezen voor het ambt van korpschef, het personeelslid van het operationeel kader dat :

1° titularis is van ten minste de volgende graad :

a) mandaat van categorie 1 of 2 : commissaris van politie;

b) mandaat van de categorieën 3, 4 of 5 : hoofdcommissaris van politie;

2° beantwoordt aan de profielvereisten van een chef van een korps van de lokale politie;

3° geschikt is bevonden door de selectiecommissie voor het ambt van korpschef, bedoeld in de artikelen VII.III.75 en VII.III.76.

Art. VII.III.22. Kan bij mandaat worden aangewezen voor het ambt van bestuurlijke directeur-coördinator of van gerechtelijke directeur, het personeelslid van het operationeel kader dat :

1° titularis is van ten minste de volgende graad :

a) mandaat van categorie 2 : commissaris van politie;

b) mandaat van de categorieën 3 of 4 : hoofdcommissaris van politie;

2° beantwoordt aan de profielvereisten van, naar gelang van het geval, een bestuurlijke directeur-coördinator dan wel een gerechtelijke directeur;

3° geschikt is bevonden door de selectiecommissie voor het ambt van bestuurlijke directeur-coördinator dan wel voor het ambt van gerechtelijke directeur, bedoeld in de artikelen VII.III.80 en VII.III.82.

Art. VII.III.23. Kan bij mandaat worden aangewezen voor het ambt van directeur-generaal, het personeelslid dat :

1° titularis is van de graad van hoofdcommissaris van politie;

2° est âgé d'au moins 35 ans;
 3° répond aux exigences de profil de la fonction de directeur général à conférer;
 4° a été reconnu apte par la commission de sélection pour la fonction de directeur général et de directeur général adjoint, visée à l'article VII.III.79.

Art. VII.III.24. Peut être désigné par mandat à la fonction de commissaire général le membre du personnel du cadre opérationnel qui :

1° est titulaire du grade de commissaire divisionnaire de police;
 2° est âgé d'au moins 40 ans;
 3° répond aux exigences de profil de la fonction de commissaire général à conférer;
 4° a été reconnu apte par la commission de sélection pour la fonction de commissaire général et de commissaire général adjoint, visée à l'article VII.III.78.

Art. VII.III.25. Peut être désigné par mandat à la fonction d'inspecteur général la personne qui :

1° si cela concerne un membre du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique, est revêtu respectivement du grade de commissaire divisionnaire de police ou d'un grade fixé par Nous;

2° est âgé d'au moins 40 ans;
 3° répond aux exigences de profil de la fonction d'inspecteur général à conférer;
 4° a été reconnu apte par la commission de sélection pour la fonction d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint visée à l'article VII.III.84.

Art. VII.III.26. L'inspecteur général est assisté par deux inspecteurs généraux adjoints, l'un appartenant à la police fédérale et l'autre à la police locale.

Art. VII.III.27. La position juridique de la personne qui est désignée par mandat pour la fonction d'inspecteur général et qui n'est pas un membre du personnel visé à l'article VII.III.25, 1°, est déterminée par Nous.

Art. VII.III.28. A l'exception du mandat fixé à l'article VII.III.21, peut être désigné à un mandat de catégorie 1, le membre du personnel qui :

1° est titulaire du grade de commissaire de police;
 2° répond aux exigences de profil de la fonction à conférer;
 3° a été reconnu apte par la commission de sélection compétente pour la sélection en vue de la fonction à conférer.

Art. VII.III.29. A l'exception des mandats fixés aux articles VII.III.21 et VII.III.22, peut être désigné à un mandat de catégorie 2, le membre du personnel qui :

1° est titulaire du grade de commissaire de police;
 2° répond aux exigences de profil de la fonction à conférer;
 3° a été reconnu apte par la commission de sélection compétente pour la sélection en vue de la fonction à conférer.

Art. VII.III.30. A l'exception des mandats fixés aux articles VII.III.21 et VII.III.22, peut être désigné à un mandat de catégorie 3, le membre du personnel qui :

1° est titulaire du grade de commissaire divisionnaire de police;
 2° répond aux exigences de profil de la fonction à conférer;
 3° a été reconnu apte par la commission de sélection compétente pour la sélection en vue de la fonction à conférer.

Art. VII.III.31. A l'exception des mandats fixés aux articles VII.III.21 et VII.III.22, peut être désigné à un mandat de catégorie 4, le membre du personnel qui :

1° est titulaire du grade de commissaire divisionnaire de police;
 2° répond aux exigences de profil de la fonction à conférer;

2° ten minste 35 jaar is;
 3° beantwoordt aan de profielvereisten van het te begeven ambt van directeur-generaal;
 4° geschikt is bevonden door de selectiecommissie voor het ambt van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal, bedoeld in artikel VII.III.79.

Art. VII.III.24. Kan bij mandaat worden aangewezen voor het ambt van commissaris-generaal, het personeelslid van het operationeel kader dat :

1° titularis is van de graad van hoofdcommissaris van politie;
 2° ten minste 40 jaar is;
 3° beantwoordt aan de profielvereisten van het te begeven ambt van commissaris-generaal;
 4° geschikt is bevonden door de selectiecommissie voor het ambt van commissaris-generaal en adjunct-commissaris-generaal, bedoeld in artikel VII.III.78.

Art. VII.III.25. Kan bij mandaat worden aangewezen voor het ambt van inspecteur-generaal, de persoon die :

1° indien het een lid van het operationeel kader dan wel van het administratief en logistiek kader betreft, bekleed is met respectievelijk de graad van hoofdcommissaris van politie of een door Ons bepaalde graad;
 2° ten minste 40 jaar is;
 3° beantwoordt aan de profielvereisten van het te begeven ambt van inspecteur-generaal;
 4° geschikt is bevonden door de selectiecommissie voor het ambt van inspecteur-generaal en adjunct-inspecteur-generaal, bedoeld in artikel VII.III.84.

Art. VII.III.26. De inspecteur-generaal wordt bijgestaan door twee adjunct-inspecteurs-generaal. Eén van beide behoort tot de federale politie en de andere behoort tot de lokale politie.

Art. VII.III.27. De rechtspositie van de persoon die bij mandaat voor het ambt van inspecteur-generaal wordt aangewezen, en die geen personeelslid is bedoeld in artikel VII.III.25, 1°, wordt door Ons bepaald.

Art. VII.III.28. Kan, met uitsluiting van het in artikel VII.III.21 bepaalde mandaat, voor een mandaat van categorie 1 worden aangewezen, het personeelslid dat :

1° titularis is van de graad van commissaris van politie;
 2° beantwoordt aan de profielvereisten van het bij mandaat te begeven ambt;
 3° geschikt is bevonden door de voor de selectie van het bij mandaat te begeven ambt bevoegde selectiecommissie.

Art. VII.III.29. Kan, met uitsluiting van de in de artikelen VII.III.21 en VII.III.22 bepaalde mandaten, voor een mandaat van categorie 2 worden aangewezen, het personeelslid dat :

1° titularis is van de graad van commissaris van politie;
 2° beantwoordt aan de profielvereisten van het bij mandaat te begeven ambt;
 3° geschikt is bevonden door de voor de selectie van het bij mandaat te begeven ambt bevoegde selectiecommissie.

Art. VII.III.30. Kan, met uitsluiting van de in de artikelen VII.III.21 en VII.III.22 bepaalde mandaten, voor een mandaat van categorie 3 worden aangewezen, het personeelslid dat :

1° titularis is van de graad van hoofdcommissaris van politie;
 2° beantwoordt aan de profielvereisten van het bij mandaat te begeven ambt;
 3° geschikt is bevonden door de voor de selectie van het bij mandaat te begeven ambt bevoegde selectiecommissie.

Art. VII.III.31. Kan, met uitsluiting van de in de artikelen VII.III.21 en VII.III.22 bepaalde mandaten, voor een mandaat van categorie 4 worden aangewezen, het personeelslid dat :

1° titularis is van de graad van hoofdcommissaris van politie;
 2° beantwoordt aan de profielvereisten van het bij mandaat te begeven ambt;

3° a été reconnu apte par la commission de sélection compétente pour la sélection en vue de la fonction à conférer.

Art. VII.III.32. A l'exception des mandats fixés aux articles VII.III.21, VII.III.23 et VII.III.25, peut être désigné à un mandat de catégorie 5, le membre du personnel qui :

- 1° est titulaire du grade de commissaire divisionnaire de police;
- 2° est âgé d'au moins 35 ans;
- 3° répond aux exigences de profil de la fonction à conférer;

4° a été reconnu apte par la commission de sélection compétente pour la sélection en vue de la fonction à conférer.

SECTION 2. — LA PROCEDURE

Sous-section 1^{re}. — La vacance d'emploi et l'acte de candidature

Art. VII.III.33. Sans préjudice des dispositions des alinéas 2 et 3, le conseil communal ou de police, en ce qui concerne la police locale, ou le commissaire général ou le directeur général qu'il désigne, en ce qui concerne la police fédérale, décide :

1° qu'une fonction à conférer par mandat est déclarée vacante;

2° du délai dans lequel l'acte de candidature peut être introduit de manière recevable sans que ce délai ne puisse compter moins de trente jours à compter du jour de la communication de l'appel, visé à l'article VII.III.36, aux membres du personnel susceptibles d'être désignés pour ce mandat;

3° de la date limite avant laquelle la sélection doit avoir lieu ;

4° de la composition de la commission de sélection compétente ou bien, s'il s'agit d'un mandat de chef de corps, si l'on fait appel à la commission nationale de sélection pour la fonction de chef de corps, visée à l'article VII.III.76.

S'il s'agit de la fonction de directeur général à conférer par mandat, la décision visée à l'alinéa 1^{er} est prise par le commissaire général.

S'il s'agit de la fonction de commissaire général à conférer par mandat, la décision visée à l'alinéa 1^{er} est prise par le ministre.

S'il s'agit d'une fonction visée à l'article VII.III.3, alinéa 3, à conférer par mandat, la décision visée à l'alinéa 1^{er} est prise par l'autorité désignée par Nous.

Art. VII.III.34. L'autorité visée à l'article VII.III.33 peut déclarer vacant un mandat qui le deviendra dans une année.

Art. VII.III.35. Le chef de corps, le commissaire général ou le directeur général qu'il désigne communique aussitôt les mandats déclarés vacants au ministre ou au service qu'il a désigné.

Art. VII.III.36. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne publie un appel aux candidats pour les mandats.

Cet appel contient au moins les données suivantes :

- 1° le mandat vacant et la catégorie à laquelle il appartient;
- 2° une description de fonction succincte liée au mandat vacant à conférer, une description succincte des exigences de profil, l'adresse et le service où une description détaillée et toute information complémentaire peuvent être obtenues;
- 3° la manière de se porter candidat et la date limite d'introduction recevable;
- 4° la composition de la commission de sélection.

Le ministre fixe les modalités relatives à l'appel aux candidats et notamment la façon dont il doit avoir lieu.

Art. VII.III.37. Le candidat introduit son acte de candidature auprès du ministre ou auprès du service désigné par ce dernier.

Pour être valable, cet acte de candidature doit être soit expédié par lettre recommandée, soit déposé contre avis de réception auprès du service désigné par le ministre, au plus tard à la date fixée à

3° geschikt is bevonden door de voor de selectie van het bij mandaat te begeven ambt bevoegde selectiecommissie.

Art. VII.III.32. Kan, met uitsluiting van de in de artikelen VII.III.21, VII.III.23 en VII.III.25 bepaalde mandaten, voor een mandaat van categorie 5 worden aangewezen, het personeelslid dat :

- 1° titularis is van de graad van hoofdcommissaris van politie;
- 2° ten minste 35 jaar is;
- 3° beantwoordt aan de profielvereisten van het bij mandaat te begeven ambt;

4° geschikt is bevonden door de voor de selectie van het bij mandaat te begeven ambt bevoegde selectiecommissie.

AFDELING 2. — DE PROCEDURE

Onderafdeling 1. — De vacature en de kandidaatstelling

Art. VII.III.33. Onverminderd het bepaalde in het tweede en het derde lid, beslist de gemeente- of politieraad wat de lokale politie betreft en de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal wat de federale politie betreft :

1° dat een bij wege van mandaat te begeven ambt wordt vacant verklaard;

2° over de termijn waarbinnen de kandidaatstelling ontvankelijk kan worden ingediend, zonder dat deze termijn minder dan dertig dagen mag bedragen, te rekenen vanaf de dag van de mededeling van de in artikel VII.III.36 bedoelde oproep aan de voor de aanwijzing voor het mandaat in aanmerking komende personeelsleden;

3° over de uiterste datum waarbinnen de selectie moet geschieden;

4° over de samenstelling van de bevoegde selectiecommissie dan wel, indien het een mandaat van korpschef betreft, of een beroep zal worden gedaan op de nationale selectiecommissie voor het ambt van korpschef bedoeld in artikel VII.III.76.

Betreft het een bij wege van mandaat toe te wijzen ambt van directeur-generaal, dan wordt de in het eerste lid bedoelde beslissing genomen door de commissaris-generaal.

Betreft het een bij wege van mandaat toe te wijzen ambt van commissaris-generaal, dan wordt de in het eerste lid bedoelde beslissing genomen door de minister.

Betreft het een bij wege van mandaat toe te wijzen ambt bedoeld in VII.III.3, derde lid, dan wordt de in het eerste lid bedoelde beslissing genomen door de door Ons aangewezen overheid.

Art. VII.III.34. De in artikel VII.III.33 bedoelde overheid kan een mandaat vacant verklaren dat binnen een jaar vacant wordt.

Art. VII.III.35. De korpschef, de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal, deelt de vacant verklaarde mandaten onverwijld mee aan de minister of aan de door deze aangewezen dienst.

Art. VII.III.36. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst doet een oproep tot kandidaatstelling voor de mandaten.

Deze oproep bevat minstens de volgende gegevens :

- 1° het vacante mandaat en de categorie waartoe het behoort;
- 2° een korte functiebeschrijving die met het te begeven vacante mandaat is verbonden, een korte beschrijving van de profielvereisten, het adres en de dienst waar een uitgebreide beschrijving en alle nadere toelichtingen te verkrijgen zijn;
- 3° de wijze van kandidaatstelling en de uiterste datum waarop die ontvankelijk kan worden ingediend;
- 4° de samenstelling van de selectiecommissie.

De minister bepaalt de nadere regels inzake de oproep tot de kandidaten en inzonderheid de wijze waarop deze moet geschieden.

Art. VII.III.37. De kandidaat dient zijn kandidaatstelling in bij de minister of bij de door deze aangewezen dienst.

Om geldig te zijn moet deze kandidaatstelling hetzij per aangetekende brief worden verzonden, hetzij tegen ontvangstbewijs bij de door de minister aangewezen dienst worden aangegeven ten laatste op de in

l'article VII.III.36, alinéa 2, 3°. Si cette date ultime tombe un samedi, un dimanche, ou un jour férié légal, ce jour d'échéance est reporté au premier jour suivant qui n'est ni un samedi, un dimanche ou un jour férié légal.

Sous peine d'irrecevabilité de l'acte de candidature, le candidat décrit dans son acte de candidature les titres et mérites qu'il estime pouvoir faire valoir pour obtenir la fonction à conférer par mandat.

Sous-section 2. — La procédure devant la commission de sélection

Art. VII.III.38. Le ministre ou l'autorité ou le service qu'il désigne communique les actes de candidature ainsi que les données mentionnées dans l'appel au président de la commission de sélection.

Art. VII.III.39. La commission de sélection compétente examine la recevabilité de l'acte de candidature et compare les titres et mérites des candidats en vue de l'appréciation d'aptitude des candidats.

L'aptitude est établie à l'aide du profil du candidat par rapport au profil exigé pour la fonction en tenant compte de la description de fonction, du dossier personnel, de l'évaluation de fonctionnement, de l'acte de candidature et, le cas échéant, des résultats de l'audition du candidat par la commission de sélection.

La description de fonction visée à l'alinéa 2 et le profil exigé pour la fonction sont ceux qui étaient applicables au moment de la décision de la déclaration de vacance de la fonction à conférer par mandat.

Art. VII.III.40. La commission de sélection peut procéder à l'audition des candidats. Si un candidat est entendu, tous les candidats doivent être invités à être entendus.

Art. VII.III.41. A l'issue de la comparaison des titres et mérites des candidats entrant en ligne de compte, la commission de sélection établit pour chacune des catégories de candidats une proposition, concernant :

- 1° les candidats qu'elle estime aptes pour le mandat, dans l'ordre d'aptitude;
- 2° les candidats qu'elle n'estime pas aptes pour le mandat;
- 3° les actes de candidature qu'elle considère comme irrecevables.

Les propositions visées à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, sont motivées.

La commission de sélection communique à chacun des candidats la proposition visée à l'alinéa 1^{er}.

Le candidat considéré comme inapte ou dont l'acte de candidature a été déclaré irrecevable peut introduire un acte d'appel motivé auprès de la commission de sélection dans les quinze jours qui suivent la communication visée à l'alinéa 3. Un acte d'appel expédié en dehors de ce délai est irrecevable.

La commission de sélection statue sur la recevabilité et le bien fondé des actes d'appel et communique sa décision aux candidats concernés.

Art. VII.III.42. La commission de sélection communique la proposition visée à l'article VII.III.41, alinéa 1^{er}, 1°, ainsi que tous les actes de candidature et ses appréciations à leur égard à l'autorité visée à l'article VII.III.33.

Art. VII.III.43. Si la commission de sélection estime, après application de la procédure visée à la présente section, qu'aucun candidat n'est apte pour l'emploi à conférer par mandat, le ministre ou le directeur du service qu'il désigne peut lancer un nouvel appel aux candidats.

Pour la désignation pour un mandat suite à l'appel visé à l'alinéa 1^{er}, seuls les candidats qui satisfont aux conditions visées à l'article VII.III.20, à l'exception de la condition visée à l'article VII.III.20, alinéa 1^{er}, 6°, entrent en ligne de compte.

artikel VII.III.36, tweede lid, 3°, bepaalde datum. Is deze uiterste datum een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag, dan wordt deze vervaldag verplaatst op de eerstvolgende dag die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is.

Op straffe van onontvankelijkheid van de kandidaatstelling, zet de kandidaat voor het vacante mandaat in zijn kandidaatstelling de aanspraken en verdiensten uiteen die hij meent te kunnen doen gelden voor het bij wege van mandaat toe te wijzen ambt.

Onderafdeling 2. — De procedure voor de selectiecommissie

Art. VII.III.38. De minister of de door hem aangewezen overheid of dienst deelt de kandidaatstellingen alsmede de in de oproep vermelde gegevens mee aan de voorzitter van de selectiecommissie.

Art. VII.III.39. De bevoegde selectiecommissie onderzoekt de ontvankelijkheid van de kandidaatstellingen en vergelijkt met het oog op de beoordeling van de geschiktheid van de kandidaten, de aanspraken en verdiensten van dezen.

De geschiktheid wordt vastgesteld aan de hand van het profiel van de kandidaat ten overstaan van het voor het ambt vereiste profiel en rekening houdend met de functiebeschrijving, het persoonlijk dossier, de functioneringsevaluatie, de kandidaatstelling en, in voorkomend geval, de resultaten van het horen van de kandidaat door de selectiecommissie.

De in het tweede lid bedoelde functiebeschrijving en het voor het ambt vereiste profiel zijn die welke van toepassing waren op het ogenblik van de beslissing tot vacantverklaring van het bij mandaat te begeven ambt.

Art. VII.III.40. De selectiecommissie kan de kandidaten horen. Indien één kandidaat wordt gehoord, worden alle kandidaten uitgenodigd om gehoord te worden.

Art. VII.III.41. Na de vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de in aanmerking komende kandidaten, maakt de selectiecommissie voor elk van de volgende categorieën van kandidaten een voorstel op, betreffende :

- 1° de door haar voor het mandaat geschikt geachte kandidaten, in volgorde van geschiktheid;
- 2° de door haar voor het mandaat niet geschikt geachte kandidaten;
- 3° de door haar niet ontvankelijk bevonden kandidaatstellingen.

De in het eerste lid, 2° en 3°, bedoelde voorstellen worden met redenen omkleed.

De selectiecommissie deelt aan elk der kandidaten het in eerste lid bedoelde voorstel mee.

De kandidaat die ongeschikt werd geacht of waarvan de kandidaatstelling onontvankelijk werd bevonden, kan binnen de vijftien dagen na de in het derde lid bedoelde kennisgeving een gemotiveerd bezwaarschrift indienen bij de selectiecommissie. Een buiten deze termijn verzonden bezwaarschrift is niet ontvankelijk.

De selectiecommissie oordeelt over de ontvankelijkheid en gegrondheid van de bezwaarschriften en deelt haar beslissing mee aan de betrokken kandidaten.

Art. VII.III.42. De selectiecommissie deelt het in artikel VII.III.41, eerste lid, 1°, bedoelde voorstel, alsook alle kandidaatstellingen en haar beoordeling hiervan, mee aan de in artikel VII.III.33 bedoelde overheid.

Art. VII.III.43. Indien de selectiecommissie na toepassing van de in deze afdeling bedoelde procedure geen enkele kandidaat geschikt acht voor het bij mandaat te begeven ambt kan de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst een nieuwe oproep tot kandidaatstelling doen.

Voor de aanwijzing voor een mandaat ingevolge de in het eerste lid bedoelde oproep komen uitsluitend in aanmerking de kandidaten die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel VII.III.20, met uitzondering van de voorwaarde bedoeld in artikel VII.III.20, eerste lid, 6°.

SECTION 3. — LA DESIGNATION A UN MANDAT

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. VII.III.44. Sans préjudice de l'article 48 de la loi, la désignation par mandat dans un corps de police locale se fait par le conseil communal ou le conseil de police. S'il s'agit cependant de la désignation d'un officier supérieur, ou si cette désignation par mandat comporte d'office une promotion au grade d'officier supérieur, la désignation s'effectue par Nous sur présentation motivée du conseil communal ou de police.

Les désignations par mandat au sein de la police fédérale sont opérées par Nous sur présentation motivée du ministre, sans préjudice de l'article 107 de la loi.

La désignation par mandat d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint est opérée par Nous conformément à l'article 149 de la loi.

Art. VII.III.45. Le service désigné par le ministre visé à l'article VII.III.38 porte la décision de désignation à un mandat à la connaissance du membre du personnel désigné et le communique aux membres du personnel. Elle est publiée par extrait au *Moniteur belge* à l'intervention du ministre ou du directeur du service désigné par lui.

Le ministre fixe les modalités en matière de communication aux membres du personnel.

Art VII.III.46. Le membre du personnel qui, conformément aux dispositions du présent titre, est désigné à une fonction conférée par mandat, est tenu de prendre ce mandat en charge à la date mentionnée dans la décision de désignation ou, si aucune date n'est mentionnée, dans les deux mois après que la décision de désignation a été signifiée au membre du personnel concerné. Après ce délai, le membre du personnel est réputé ne pas accepter le mandat et celui-ci peut de nouveau être déclaré vacant à moins que l'autorité visée à l'article VII.III.33 décide de reprendre la procédure et de désigner un autre candidat parmi les candidats estimés aptes antérieurement par la commission de sélection compétente.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel qui, à la date de désignation pour un mandat, est chargé d'un autre mandat conféré conformément au présent titre est tenu de prendre en charge le mandat pour lequel il a été désigné conformément à l'alinéa 1^{er} au plus tard dans les six mois à compter de la publication par extrait au *Moniteur belge* de la décision de désignation.

Art. VII.III.47. Le chef de corps de la police locale ainsi que les autres titulaires d'un mandat dans la police locale prêtent serment entre les mains du bourgmestre ou du président du collège de police.

Le commissaire général, l'inspecteur général et l'inspecteur général adjoint prêtent serment dans les mains du ministre. Les titulaires des autres mandats fédéraux prêtent serment dans les mains du commissaire général.

Le serment est prêté dans les termes fixés à l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 sur le serment.

Art. VII.III.48. Le serment est prêté dans le délai fixé à l'article VII.III.46.

La durée du mandat, calculée en années, débute le jour de la prestation de serment.

Art. VII.III.49. Sans préjudice de l'article 96, alinéa 2, de la loi, la désignation pour un mandat dans un autre corps de police que celui dont le membre du personnel fait partie au moment de la désignation emporte de plein droit que le membre du personnel, à la date à laquelle il accepte le mandat, cesse de faire partie du corps d'origine et devient membre du corps de police où le membre du personnel exerce le mandat.

Art. VII.III.50. La fonction que le membre du personnel exerçait au moment de sa prise en charge du mandat est déclarée vacante et peut être attribuée conformément aux règles de mobilité ou de réaffectation.

AFDELING 3. — DE AANWIJZING VOOR EEN MANDAAT

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. VII.III.44. Onverminderd artikel 48 van de wet geschiedt de aanwijzing bij mandaat in een korps van de lokale politie door de gemeenteraad of de politieraad. Betreft het evenwel de aanwijzing van een hoger officier, of houdt deze aanwijzing bij mandaat van rechtswege de bevordering tot hoger officier in, dan wordt de aanwijzing bij mandaat door Ons verricht op gemotiveerde voordracht van de gemeente- of politieraad.

De aanwijzingen bij mandaat in de federale politie worden door Ons verricht op gemotiveerde voordracht van de minister, onverminderd artikel 107 van de wet.

De aanwijzing bij mandaat van de inspecteur-generaal en van de adjunct-inspecteur-generaal wordt door Ons verricht overeenkomstig artikel 149 van de wet.

Art. VII.III.45. De in artikel VII.III.38 door de minister aangewezen dienst brengt de beslissing tot aanwijzing bij mandaat ter kennis van het aangewezen personeelslid en maakt ze bekend aan de personeelsleden. Zij worden door toedoen van de minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst bij uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De minister bepaalt de nadere regels inzake de bekendmaking aan de personeelsleden.

Art. VII.III.46. Het personeelslid dat overeenkomstig de bepalingen van deze titel wordt aangewezen voor een bij mandaat te begeven ambt, is er toe gehouden dit mandaat op te nemen op de in de beslissing tot aanwijzing vermelde datum of, indien geen datum is vermeld, binnen de twee maanden nadat het aanwijzingsbesluit aan het betrokken personeelslid is betekend. Na deze termijn wordt het personeelslid geacht het mandaat niet op te nemen en kan het mandaat opnieuw vacant worden verklaard dan wel beslist worden door de in artikel VII.III.33 bedoelde overheid om de procedure te hernemen en een andere kandidaat aan te wijzen uit de eerder door de bevoegde selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten.

In afwijking van het eerste lid dient het personeelslid dat op het tijdstip van de aanwijzing voor een mandaat, belast is met een ander overeenkomstig deze titel verleend mandaat, het mandaat waarvoor hij overeenkomstig het eerste lid is aangewezen, ten laatste op te nemen binnen de zes maanden, te rekenen vanaf de bekendmaking bij uittreksel van de beslissing tot aanwijzing in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. VII.III.47. De korpschef van de lokale politie, alsook de overige houders van een mandaat in de lokale politie, leggen de eed af in handen van de burgemeester of de voorzitter van het politiecollege.

De commissaris-generaal, de inspecteur-generaal en de adjunct-inspecteur-generaal leggen de eed af in handen van de minister. De houders van de overige federale mandaten leggen de eed af in handen van de commissaris-generaal.

De eed wordt afgelegd in de termen bepaald in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eed.

Art. VII.III.48. De eed wordt afgelegd binnen de in artikel VII.III.46 bepaalde termijn.

De duur van het mandaat, gerekend in jaren, gaat in de dag van de eedaflegging.

Art. VII.III.49. Onverminderd artikel 96, tweede lid, van de wet, houdt de aanwijzing voor een mandaat in een ander korps van politie dan datgene waarvan het personeelslid deel uitmaakt op het ogenblik van de aanwijzing, van rechtswege in dat het personeelslid op de datum dat hij het mandaat opneemt, ophoudt deel uit te maken van het korps van oorsprong en lid wordt van het korps van politie waarin het personeelslid het mandaat uitoefent.

Art. VII.III.50. De betrekking die het personeelslid op het ogenblik van de opneming van het mandaat bekleedde, wordt vacant en kan overeenkomstig de regels van mobiliteit of herplaatsing worden toegewezen.

Art. VII.III.51. L'acceptation du mandat emporte de plein droit, le jour de la prestation de serment, clôture des congés qui sont refusés aux mandataires en application de la partie VIII.

Art. VII.III.52. Pendant la durée du mandat, le mandataire exerce les prérogatives liées à l'emploi qu'il exerce par mandat. Pour le surplus, il tombe sous l'application des dispositions propres à son grade.

Art. VII.III.53. Le mandat est exercé conformément à la lettre de mission dans laquelle sont contenus les objectifs à atteindre du mandat et les moyens mis à disposition par lesquels ces objectifs doivent être atteints.

La lettre de mission est conforme au plan national de sécurité et, le cas échéant, au plan zonal de sécurité.

La lettre de mission est déterminée, sur proposition du membre du personnel concerné, par :

1° le ministre et le ministre de la Justice intervenant conjointement en ce qui concerne le commissaire général, l'inspecteur général et l'inspecteur général adjoint;

2° le commissaire général en ce qui concerne les autres mandats dans la police fédérale;

3° le conseil communal ou le conseil de police en ce qui concerne le chef de corps;

4° le chef de corps en ce qui concerne les autres mandats au sein de son corps de police locale.

En ce qui concerne l'emploi de directeur judiciaire attribué par mandat, une copie de la lettre de mission est communiquée au Procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire où le directeur judiciaire exerce son mandat.

Art. VII.III.54. La lettre de mission est adaptée, sur proposition de l'autorité ou bien du mandataire, suite à des modifications essentielles des objectifs du mandat à atteindre, et des moyens mis à disposition pour atteindre ces objectifs ou d'un de ces deux. Cette adaptation a lieu suivant la même procédure que celle visée à l'article VII.III.53.

Art. VII.III.55. Par dérogation à l'article VII.I.21, le mandataire conserve la dernière évaluation qui lui a été donnée avant sa désignation jusqu'à l'évaluation suivante qui lui est décernée conformément au titre 1^{er}.

Dans ce cas, une nouvelle période d'évaluation visée à l'article VII.I.21 débute le jour où le mandat prend fin.

Art. VII.III.56. Sauf pour les mandataires visés à l'article VII.III.3, alinéa 1^{er}, 9°, 10° et 12°, en ce qui concerne la candidature au mandat de directeur général, de commissaire général ou d'inspecteur général, le mandataire doit compter un temps de présence de trois années pleines dans le mandat qu'il occupe avant qu'il puisse régulièrement se porter candidat soit pour un autre emploi à attribuer par mandat, soit pour un emploi à octroyer par mobilité.

A l'exception du cas visé à l'article 107, alinéa 6, de la loi, le membre du personnel qui a mis fin volontairement au mandat dans le délai visé à l'alinéa 1^{er} reste tenu à un délai débutant à la date de la fin du mandat pendant lequel il ne peut pas se porter régulièrement candidat soit pour un autre emploi à attribuer par mandat, soit pour un emploi à octroyer par mobilité. Dans ce cas ce délai correspond avec la partie restante du temps de présence fixé à l'alinéa 1^{er}.

Art. VII.III.57. § 1^{er}. Si un mandataire, au cours de son mandat, est candidat à une promotion ou à un déplacement par mobilité et si, en application de l'article VII.I.21, une nouvelle évaluation doit être établie à cet effet, le mandataire est évalué par le chef de corps ou par le commissaire général. A cette fin, cette autorité recueille tous les renseignements nécessaires auprès des instances fonctionnelles compétentes.

§ 2. Si le mandataire dont il est question à l'alinéa 1^{er}, est le chef de corps, le commissaire général, l'inspecteur général ou l'inspecteur général adjoint, il est évalué par la commission d'évaluation visée respectivement aux articles VII.III.93, VII.III.94, et VII.III.98. Par dérogation au titre Ier, cette évaluation ne concerne que la manière d'exercer le mandat tel que visé à l'article VII.III.86.

Art. VII.III.51. Het opnemen van het mandaat houdt van rechtswege op de dag van de eedaflegging een beëindiging in van de verloven die met toepassing van deel VIII aan de mandatarissen worden ontzegd.

Art. VII.III.52. Tijdens de duur van het mandaat oefent de mandataris de prerogatieven uit verbonden aan het ambt dat hij bij mandaat bekleedt. Voor het overige valt hij onder de toepassing van de bepalingen die met zijn graad zijn verbonden.

Art. VII.III.53. Het mandaat wordt uitgeoefend in overeenstemming met de opdrachtbrief waarin de te bereiken doelstellingen van het mandaat zijn vervat en de ter beschikking gestelde middelen met dewelke die doelstellingen moeten worden nagestreefd.

De opdrachtbrief is in overeenstemming met het nationaal veiligheidsplan en, in voorkomend geval, met het zonaal veiligheidsplan.

De opdrachtbrief wordt, op voorstel van het betrokken personeelslid, vastgesteld door :

1° de minister en de minister van Justitie, gezamenlijk optredend, wat de commissaris-generaal, de inspecteur-generaal en de adjunct-inspecteur-generaal betreft;

2° de commissaris-generaal wat de overige mandaten in de federale politie betreft;

3° de gemeente- of politieraad wat de korpschef betreft;

4° de korpschef wat de overige mandaten in zijn korps van de lokale politie betreft.

Voor het bij mandaat aangewezen ambt van gerechtelijke directeur wordt een kopie van de opdrachtbrief meegedeeld aan de procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement waarin de gerechtelijke directeur zijn mandaat uitoefent.

Art. VII.III.54. Ingevolge essentiële wijzigingen in de te bereiken doelstellingen van het mandaat en in de ter beschikking gestelde middelen met dewelke die doelstellingen moeten worden nagestreefd, of in één van beide, wordt de opdrachtbrief aangepast op voorstel van de overheid dan wel van de mandaathouder. Deze aanpassing gebeurt volgens dezelfde procedure als die bedoeld in artikel VII.III.53.

Art. VII.III.55. De mandataris behoudt in afwijking van artikel VII.I.21 zijn laatste evaluatie die hem is gegeven voor zijn aanwijzing tot aan de volgende evaluatie die hem overeenkomstig titel I wordt toegekend.

In dit geval gaat een nieuwe evaluatieperiode bedoeld in artikel VII.I.21 in de dag waarop het mandaat een einde neemt.

Art. VII.III.56. Behoudens de in artikel VII.III.3, eerste lid, 9°, 10° en 12°, bedoelde mandatarissen wat de kandidaatstelling voor de mandaten van directeur-generaal, commissaris-generaal of inspecteur-generaal betreft, moet de mandataris ten minste een aanwezigheidsstermijn van drie volle jaren hebben volbracht in het mandaat dat hij bekleedt vooraleer hij zich rechtsgeldig kandidaat kan stellen voor hetzij een ander bij mandaat te begeven ambt, hetzij een bij mobiliteit te begeven betrekking.

Met uitzondering van het in artikel 107, zesde lid, van de wet bedoelde geval, blijft het personeelslid dat het mandaat binnen de in het eerste lid bepaalde aanwezigheidsstermijn vrijwillig beëindigt, gehouden aan een termijn, ingaand op de datum van de beëindiging van het mandaat, binnen dewelke hij zich niet rechtsgeldig kan kandidaat stellen voor hetzij een ander bij mandaat te begeven ambt, hetzij een bij mobiliteit te begeven betrekking. In dat geval stemt deze termijn overeen met het resterende gedeelte van de in het eerste lid bepaalde aanwezigheidsstermijn.

Art. VII.III.57. § 1. Indien een mandataris in de loop van zijn mandaat kandidaat is voor een bevordering of een overplaatsing bij mobiliteit en indien daartoe met toepassing van artikel VII.I.21 een nieuwe evaluatie moet worden opgesteld, dan wordt de mandataris geëvalueerd door de korpschef of de commissaris-generaal. Te dien einde wint deze overheid alle nodige inlichtingen in bij de functioneel bevoegde instanties.

§ 2. Betreft de in het eerste lid bedoelde mandataris de korpschef, de commissaris-generaal, de inspecteur-generaal of de adjunct-inspecteur-generaal, dan wordt deze geëvalueerd door de evaluatiecommissie, bedoeld in respectievelijk de artikelen VII.III.93, VII.III.94 en VII.III.98. Deze evaluatie heeft, in afwijking van titel I, alleen betrekking op de wijze van vervulling van het mandaat zoals bepaald in artikel VII.III.86.

A cette fin, cette commission d'évaluation recueille tous les renseignements nécessaires auprès des instances fonctionnelles compétentes.

Le ministre peut fixer les modalités concernant le contenu de cette évaluation et la procédure à suivre.

Sous-section 2. — Dispositions particulières relatives à la désignation pour le mandat de chef de corps

Art. VII.III.58. Préalablement à la proposition visée à l'article 48, à l'alinéa 1^{er}, de la loi, le conseil communal ou le conseil de police peut inviter tous les candidats reconnus aptes par la commission de sélection visée à l'article VII.III.75 ou VII.III.76 aux fins de venir exposer devant eux leurs candidatures.

L'exposé oral visé au premier alinéa peut avoir lieu au plus tôt 10 jours après l'invitation.

Art. VII.III.59. Le conseil communal ou le conseil de police compare les titres et mérites respectifs des candidats jugés aptes par la commission de sélection sur la base de la proposition motivée de la commission de sélection, des données visées à l'article VII.III.39, alinéa 2, et des avis visés à l'article 48 de la loi, en suite de quoi il présente un candidat de façon motivée pour la désignation par Nous pour le mandat de chef de corps.

Sous-section 3. — Disposition particulière relative aux autres mandats dans la police locale

Art. VII.III.60. Si un emploi défini par Nous conformément à l'article VII.III.3, alinéa 3, doit être attribué par mandat dans un corps de police locale, le conseil communal ou le conseil de police compare les titres et mérites respectifs des candidats jugés aptes par la commission de sélection sur la base de la proposition de la commission de sélection et des données visées à l'article VII.III.39, alinéa 2, en suite de quoi il désigne le candidat le plus apte pour le mandat sollicité ou, s'il s'agit d'un officier supérieur, Nous le présente de façon motivée en vue de la désignation.

Sous-section 4. — Dispositions particulières relatives à la désignation pour le mandat de commissaire général, de directeur général, de directeur-coordonnateur administratif et de directeur judiciaire

Art. VII.III.61. Le délai visé à l'article 107, dernier alinéa, de la loi, au cours duquel l'avis doit être émis est de un mois à compter du jour de réception de la demande d'avis.

La demande d'avis comporte les dispositions de l'article 107, dernier alinéa, de la loi, et du présent article.

Art. VII.III.62. Les supérieurs hiérarchiques de la police fédérale visés à l'article 107, alinéa 5, de la loi sont :

1° dans les limites de l'article 107, alinéa 5, in fine de la loi, le commissaire général en ce qui concerne les emplois à attribuer par mandat de commissaire général, directeur général, directeur-coordonnateur administratif et directeur judiciaire;

2° le directeur général qui dirige la direction générale de la police administrative en ce qui concerne les emplois à attribuer par mandat de directeur-coordonnateur administratif;

3° le directeur général qui dirige la direction générale de la police judiciaire en ce qui concerne les emplois à attribuer par mandat de directeur judiciaire.

Art. VII.III.63. L'avis des supérieurs hiérarchiques visés à l'article VII.III.62 peut comporter parmi les candidats un ordre de préférence motivé.

L'avis est adressé au ministre, au ministre de la Justice ou aux deux selon que, conformément à l'article 107, alinéa 1^{er} à 3, de la loi, le premier ou le second cité ou les deux présentent le candidat apte pour l'emploi à confier par mandat qui a été attribué.

Art. VII.III.64. Le ministre et le ministre de la Justice comparent les titres et mérites respectifs des candidats estimés aptes par la commission de sélection compétente pour respectivement le mandat de commissaire général et de directeur général, sur la base de la proposition de la commission de sélection compétente en la matière.

Te dien einde wint deze evaluatiecommissie alle nodige inlichtingen in bij de functioneel bevoegde instanties.

De minister kan nadere regelen bepalen inzake de inhoud van die evaluatie en de te volgen procedure.

Onderafdeling 2. — Bijzondere bepalingen inzake de aanwijzing voor het mandaat van korpschef

Art. VII.III.58. Voorafgaand aan de in artikel 48, eerste lid, van de wet bepaalde voordracht, kan de gemeente- of de politieraad alle door de selectiecommissie bedoeld in artikel VII.III.75 dan wel VII.III.76 geschikt bevonden kandidaten uitnodigen om voor haar hun kandidaatstelling uiteen te zetten.

De in het eerste lid bedoelde mondelinge uiteenzetting kan ten vroegste tien dagen na de uitnodiging plaatshebben.

Art. VII.III.59. De gemeente- of politieraad vergelijkt de respectieve aanspraken en verdiensten van de door de selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten op grond van het gemotiveerde voorstel van de selectiecommissie, van de in artikel VII.III.39, tweede lid, bedoelde gegevens en van de in artikel 48 van de wet bedoelde adviezen, waarna hij een kandidaat voor het aanwijzen voor het mandaat van korpschef op gemotiveerde wijze aan Ons voordraagt.

Onderafdeling 3. — Bijzondere bepaling inzake de overige mandaten in de lokale politie

Art. VII.III.60. Indien een overeenkomstig artikel VII.III.3, derde lid, door Ons bepaald ambt in een korps van de lokale politie bij mandaat wordt toegewezen, vergelijkt de gemeente- of de politieraad de respectieve aanspraken en verdiensten van de door de selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten op grond van het voorstel van de selectiecommissie en van de in artikel VII.III.39, tweede lid, bedoelde gegevens, waarna hij de meest geschikte kandidaat aanwijst voor het geambieerde mandaat of, indien deze een hoger officier is, aan Ons op gemotiveerde wijze met het oog op de aanwijzing voordraagt.

Onderafdeling 4. — Bijzondere bepalingen inzake de aanwijzing voor het mandaat van commissaris-generaal, directeur-generaal, bestuurlijke directeur-coördinator en gerechtelijke directeur

Art. VII.III.61. De in artikel 107, laatste lid, van de wet bepaalde termijn binnen dewelke het advies moet worden verstrekt, bedraagt één maand, te rekenen vanaf de dag van ontvangst van het verzoek.

Het verzoek om het advies bevat de bepalingen van artikel 107, laatste lid, van de wet en van dit artikel.

Art. VII.III.62. De hiërarchische oversten van de federale politie, bedoeld in artikel 107, vijfde lid, van de wet zijn :

1° binnen de perken van artikel 107, vijfde lid, in fine, van de wet, de commissaris-generaal wat het bij wege van mandaat te begeven ambt van commissaris-generaal, directeur-generaal, bestuurlijke directeur-coördinator en gerechtelijke directeur betreft;

2° de directeur-generaal die de algemene directie bestuurlijke politie leidt wat het bij wege van mandaat te begeven ambt van bestuurlijke directeur-coördinator betreft;

3° de directeur-generaal die de algemene directie gerechtelijke politie leidt wat het bij wege van mandaat te begeven ambt van gerechtelijke directeur betreft.

Art. VII.III.63. Het advies van de in artikel VII.III.62 bepaalde hiërarchische oversten kan een gemotiveerde volgorde van voorkeur onder de kandidaten omvatten.

Het advies wordt verleend aan de minister, aan de minister van Justitie of aan beiden, naar gelang overeenkomstig artikel 107, eerste tot en met derde lid, van de wet, de eerstgenoemde, de als tweede genoemde of beiden de geschikte kandidaat voor het geambieerde, bij mandaat te begeven ambt, aan Ons voordraagt of voordragen.

Art. VII.III.64. De minister en de minister van Justitie vergelijken de respectieve aanspraken en verdiensten van de door de bevoegde selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten voor respectievelijk het mandaat van commissaris-generaal en van directeur-generaal, op grond van het voorstel van de ter zake bevoegde selectiecommissie, de

des données visées à l'article VII.III.39, alinéa 2, et des avis visés à l'article 107, alinéas 1^{er} et 5, de la loi, en suite de quoi il Nous présente le candidat apte pour l'emploi à attribuer par mandat.

Art. VII.III.65. Le ministre compare les titres et mérites respectifs des candidats jugés aptes par la commission de sélection compétente pour le mandat de directeur-coordonnateur administratif, sur la base de la proposition de la commission de sélection compétente en la matière, des données visées à l'article VII.III.39, alinéa 2 et des avis visés à l'article 107, alinéas 2 et 5, de la loi, en suite de quoi il Nous présente le candidat apte pour l'emploi à attribuer par mandat.

Art. VII.III.66. Le ministre de la Justice compare les titres et mérites respectifs des candidats jugés aptes par la commission de sélection compétente pour le mandat de directeur judiciaire sur la base de la proposition de la commission de sélection compétente en la matière, les données visées à l'article VII.III.39, alinéa 2, et des avis visés à l'article 107, alinéas 3 et 5, de la loi, en suite de quoi, il nous présente le candidat apte pour l'emploi à attribuer par mandat.

Sous-section 5. — Disposition particulière relative à la désignation pour les autres mandats dans la police fédérale

Art. VII.III.67. S'il s'agit d'un mandat dans la police fédérale déterminé par Nous conformément à l'article VII.III.3, alinéa 3 ou de l'un des mandats visés à l'article VII.III.3, alinéa 1^{er}, 6° à 10°, le commissaire général compare les titres et mérites respectifs des candidats jugés aptes par la commission de sélection pour le mandat concerné sur la base de la proposition de la commission de sélection compétente en la matière et des données visées à l'article VII.III.39, alinéa 2, en suite de quoi il désigne le candidat le plus apte pour le mandat sollicité ou, s'il s'agit d'un officier supérieur, Nous le présente de manière motivée en vue d'une désignation.

Sous-section 6. — Disposition particulière relative à la désignation pour le mandat d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint

Art. VII.III.68. Le ministre et le ministre de la Justice comparent les titres et mérites respectifs des candidats jugés aptes par la commission de sélection compétente pour le mandat d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint sur la base de la proposition de la commission de sélection compétente en la matière, des données visées à l'article VII.III.39, alinéa 2, et de l'avis du conseil fédéral de police visé à l'article 149, alinéa 3, de la loi, en suite de quoi ils Nous présentent le candidat apte pour l'emploi à conférer par mandat.

SECTION 4. — LES COMMISSIONS DE SELECTION

Sous-section 1^{re}. — Dispositions communes à toutes les commissions de sélection visées par la présente section

Art. VII.III.69. Le candidat qui estime pouvoir faire valoir une cause de récusation au sens de l'article 828 du Code judiciaire contre le président ou un assesseur ou qui estime que le président ou un assesseur ne peut l'apprécier de manière impartiale doit, sous peine de non recevabilité, récuser le président ou l'assesseur concerné avant l'écoulement du délai visé à l'article VII.III.36, alinéa 2, 3°.

La récusation doit, sous peine de non recevabilité, être demandée par requête motivée à l'autorité qui a composé la commission de sélection.

Si la commission de sélection a été composée par le conseil communal ou le conseil de police, la requête est adressée au bourgmestre ou au président du collège de police.

L'autorité visée à l'alinéa 2 qui a constitué la commission de sélection statue sur les causes de récusation et remplace, s'il échet, le président ou l'assesseur récusé par un suppléant qui répond aux conditions de désignation du président ou de l'assesseur récusé. Le président.

in artikel VII.III.39, tweede lid, bepaalde gegevens en de in artikel 107, eerste en vijfde lid, van de wet bepaalde adviezen, waarna zij de geschikte kandidaat voor het bij mandaat te begeven ambt aan Ons voordragen.

Art. VII.III.65. De minister vergelijkt de respectieve aanspraken en verdiensten van de door de bevoegde selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten voor het mandaat van bestuurlijke directeur-coördinator, op grond van het voorstel van de ter zake bevoegde selectiecommissie, de in artikel VII.III.39, tweede lid, bepaalde gegevens en de in artikel 107, tweede en vijfde lid, van de wet bepaalde adviezen, waarna hij de geschikte kandidaat voor het bij mandaat te begeven ambt aan Ons voordraagt.

Art. VII.III.66. De minister van Justitie vergelijkt de respectieve aanspraken en verdiensten van de door de bevoegde selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten voor het mandaat van gerechtelijke directeur, op grond van het voorstel van de ter zake bevoegde selectiecommissie, de in artikel VII.III.39, tweede lid, bepaalde gegevens en de in artikel 107, derde en vijfde lid, van de wet bepaalde adviezen, waarna hij de geschikte kandidaat voor het bij mandaat te begeven ambt aan Ons voordraagt.

Onderafdeling 5. — Bijzondere bepaling inzake de aanwijzing voor de overige mandaten in de federale politie

Art. VII.III.67. Betreft het een overeenkomstig artikel VII.III.3, derde lid, door Ons bepaald mandaat in de federale politie of betreft het één van de in artikel VII.III.3, eerste lid, 6° tot en met 10°, bepaalde mandaten, dan vergelijkt de commissaris-generaal de respectieve aanspraken en verdiensten van de door de selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten voor het betrokken mandaat op grond van het voorstel van de ter zake bevoegde selectiecommissie en van de in artikel VII.III.39, tweede lid, bepaalde gegevens, waarna hij de meest geschikte kandidaat aanwijst voor het geambieerde mandaat of, indien deze een hoger officier is, aan Ons met het oog op de aanwijzing op gemotiveerde wijze voordraagt.

Onderafdeling 6. — Bijzondere bepaling inzake de aanwijzing voor het mandaat van inspecteur-generaal en van adjunct-inspecteur-generaal

Art. VII.III.68. De minister en de minister van Justitie vergelijken de respectieve aanspraken en verdiensten van de door de bevoegde selectiecommissie geschikt bevonden kandidaten voor het mandaat van inspecteur-generaal en van adjunct-inspecteur-generaal op grond van het voorstel van de ter zake bevoegde selectiecommissie, de in artikel VII.III.39, tweede lid, bepaalde gegevens en het in artikel 149, derde lid, van de wet bepaalde advies van de federale politieraad, waarna zij de geschikte kandidaat voor het bij mandaat te begeven ambt aan Ons voordragen.

AFDELING 4. — DE SELECTIECOMMISSIES

Onderafdeling 1. — Bepalingen gemeenschappelijk aan alle in deze afdeling bedoelde selectiecommissies

Art. VII.III.69. De kandidaat die meent dat hij een reden van wraking in de zin van artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek kan voordragen tegen de voorzitter of een bijzitter van een selectiecommissie, of die meent dat de voorzitter of een bijzitter hem onmogelijk onpartijdig kan beoordelen, moet de betrokken voorzitter of bijzitter op straffe van onontvankelijkheid wraken vóór het verstrijken van de in artikel VII.III.36, tweede lid, 3°, bepaalde termijn.

De wraking wordt, op straffe van onontvankelijkheid, bij gemotiveerd verzoekschrift gevraagd aan de overheid die de selectiecommissie heeft samengesteld.

Is de selectiecommissie samengesteld door de gemeenteraad of de politieraad dan wordt het verzoekschrift gericht aan de burgemeester of aan de voorzitter van het politiecollege.

De in het tweede lid bedoelde overheid die de selectiecommissie heeft samengesteld, beslist over de wrakingsgronden en vervangt, in voorkomend geval, de gewraakte voorzitter of bijzitter door een plaatsvervanger die voldoet aan de aanwijzingsvoorwaarden van de

l'assesseur récusé et le candidat concerné sont informés de cette décision motivée.

Art. VII.III.70. Si le président ou un assesseur d'une commission de sélection estime qu'un ou plusieurs candidats peuvent faire valoir une cause de récusation dans leur chef au sens de l'article 828 du Code judiciaire ou qu'il lui est impossible d'apprécier le candidat de manière impartiale ou s'il est lui-même candidat pour l'emploi à conférer par mandat, il le porte à la connaissance de l'autorité qui compose la commission de sélection. Si la commission de sélection est composée par le conseil communal ou le conseil de police la communication est faite au bourgmestre ou au président du collège de police.

L'autorité saisie prend la décision et se conforme à l'article VII.III.69, alinéa 4.

Art.VII.III.71. Le président et les assesseurs des commissions de sélection visées dans la présente section qui ne sont pas membres du personnel ont droit, pour les activités au sein de la commission de sélection, à un jeton de présence dont le montant par heure effectuée ne peut excéder 1/1850ème du traitement d'un agent de l'Etat de rang 17.

Le président et les assesseurs visés à l'alinéa 1^{er} ont également droit à l'indemnisation des frais de transport et de logement conformément aux dispositions applicables au personnel des ministères. Ils sont assimilés à cet effet aux fonctionnaires de rang 17.

Art.VII.III.72. Lorsqu'il est précisé ci-après qu'un ancien mandataire peut être désigné pour faire partie d'une commission de sélection, cela signifie que seuls d'anciens mandataires du mandat concerné, dont l'exercice du mandat visé n'a pas été évalué défavorablement au sens du présent titre et qui, au moment de leur désignation pour la commission de sélection, n'ont cessé d'exercer le mandat concerné que depuis moins de trois ans, peuvent être désignés.

Art. VII.III.73. Le président et les assesseurs effectifs et suppléants d'une commission de sélection qui sont désignés en raison de leur qualité de titulaire d'un emploi attribué par mandat continuent, à l'issue de leur mandat, d'exercer leur fonction au sein de la commission de sélection sauf s'il découle de l'évaluation de l'exercice de leur mandat au sens de l'article VII.III.104 qu'ils n'ont pas donné satisfaction.

Art. VII.III.74. Le ministre peut fixer les modalités pour la composition des commissions de sélection visées à la présente section.

Le ministre peut établir une liste d'experts qui sont susceptibles de siéger dans une commission de sélection et qui font montre d'une expérience professionnelle pertinente pour la mission de cette commission de sélection. Ces experts peuvent être des membres du personnel.

L'appartenance à la liste visée à l'alinéa 2 vaut pour une période de trois ans et peut être renouvelée.

Sous-section 2. — La commission de sélection locale pour l'emploi de chef de corps

Art.VII.III.75. La commission de sélection visée aux articles 48 et 50, alinéa 2, de la loi, dénommée ci-après "commission locale de sélection pour l'emploi de chef de corps" est composée des membres suivants désignés par le conseil communal ou le conseil de police :

1° un chef de corps qui exerce un mandat d'au moins la même catégorie que celle du mandat à conférer, président.

Si l'emploi à conférer est un emploi de catégorie 5 un ancien chef de corps de catégorie 5, ou un chef de corps qui exerce un mandat de catégorie 4 peut, le cas échéant, être désigné comme président;

2° un directeur-coordonnateur administratif ou éventuellement un directeur judiciaire d'un autre ressort que celui où se situe la commune ou la zone pluricommunale où l'emploi de chef de corps est attribué ou, le cas échéant, un ancien directeur-coordonnateur administratif, assesseur;

3° un expert qui n'appartient pas au corps de police locale concerné et qui fait montre d'une expérience professionnelle pertinente pour la mission de la commission de sélection locale pour l'emploi de chef de corps, assesseur.

gewraakte voorzitter of bijzitter. De voorzitter, de gewraakte bijzitter en de betrokken kandidaat worden in kennis gesteld van die met redenen omklede beslissing.

Art. VII.III.70. Meent de voorzitter of een bijzitter van een selectiecommissie dat één of meer kandidaten een reden van wraking tegen hem kunnen voordragen in de zin van artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek, of dat het hem onmogelijk is de kandidaat onpartijdig te beoordelen of is hij zelf kandidaat voor het bij wege van mandaat aan te wijzen ambt, dan meldt hij dit aan de overheid die de selectiecommissie samenstelt. Is de selectiecommissie samengesteld door de gemeenteraad of de politieraad dan wordt de melding gedaan bij de burgemeester of de voorzitter van het politiecollege.

De aangezochte overheid beslist en handelt overeenkomstig artikel VII.III.69, vierde lid.

Art. VII.III.71. De voorzitter en de bijzitters van de in deze afdeling bedoelde selectiecommissies die geen personeelslid zijn, hebben voor de werkzaamheden in de selectiecommissie recht op een presentiegeld waarvan het bedrag per gepresteerd uur niet meer mag bedragen dan 1/1850ste van het loon van een rijksambtenaar met rang 17.

De in het eerste lid bedoelde voorzitter en bijzitters hebben tevens recht op de vergoedingen voor de reis- en verblijfkosten overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de ministeries. Zij worden hiertoe gelijkgesteld met rijksambtenaren van rang 17.

Art. VII.III.72. Als hierna is bepaald dat een gewezen mandataris kan worden aangewezen voor een selectiecommissie, dan houdt zulks in dat enkel gewezen mandatarissen van het bedoelde mandaat, wier uitoefening van het betrokken mandaat niet ongunstig werd geëvalueerd in de zin van deze titel en die op het ogenblik van hun aanwijzing voor de selectiecommissie sedert minder dan drie jaar hebben opgehouden het bedoelde mandaat uit te oefenen, kunnen worden aangewezen.

Art. VII.III.73. De werkende en de plaatsvervangende voorzitter en bijzitters van een selectiecommissie die zijn aangewezen op grond van hun hoedanigheid van titularis van het ambt dat bij wege van mandaat wordt toegewezen, blijven bij de beëindiging van hun mandaat hun opdracht in de selectiecommissie uitoefenen, behalve als uit de evaluatie van de uitoefening van hun mandaat in de zin van artikel VII.III.104 blijkt dat zij geen voldoening schonken.

Art. VII.III.74. De minister kan de nadere regels bepalen voor de samenstelling van de in deze afdeling bedoelde selectiecommissies.

De minister kan een lijst opstellen van deskundigen die in aanmerking kunnen komen om zitting te nemen in een selectiecommissie en die doen blijken van een voor de opdracht van die selectiecommissie relevante beroepservaring. Deze deskundigen kunnen personeelsleden zijn.

De opneming in de in het tweede lid bedoelde lijst geldt voor een periode van drie jaar die kan worden hernieuwd.

Onderafdeling 2. — De plaatselijke selectiecommissie voor het ambt van korpschef

Art. VII.III.75. De in de artikelen 48 en 50, tweede lid, van de wet bedoelde selectiecommissie, hierna "de plaatselijke selectiecommissie voor het ambt van korpschef" genoemd, bestaat uit de volgende door de gemeente- of politieraad aangewezen leden :

1° een korpschef die een mandaat uitoefent van ten minste dezelfde categorie als het te begeben ambt, voorzitter.

Is het te begeben ambt, een ambt van categorie 5 dan kan, in voorkomend geval, als voorzitter worden aangewezen, hetzij een gewezen korpschef van categorie 5, hetzij een korpschef die een mandaat van categorie 4 uitoefent;

2° een bestuurlijke directeur-coördinator of eventueel een gerechtelijke directeur, uit een ander ambtsgebied dan datgene waarin de gemeente of de meergemeententezone waarin het ambt van korpschef te begeben is, is gelegen of, in voorkomend geval, een gewezen bestuurlijke directeur-coördinator, bijzitter;

3° een deskundige die niet behoort tot het betrokken lokaal politiekorps en die doet blijken van een voor de opdracht van de plaatselijke selectiecommissie voor het ambt van korpschef relevante beroepservaring, bijzitter.

Pour la désignation de l'expert visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, il peut être fait appel à la liste visée à l'article VII.III.74, alinéa 2.

Un secrétaire, désigné par le président assiste la commission de sélection locale pour l'emploi de chef de corps.

Le conseil communal ou le conseil de police peut désigner pour le président et pour chaque assesseur, un ou plusieurs suppléants qui répondent aux mêmes conditions de désignation que le président et les assesseurs effectifs.

Sous-section 3. — La commission de sélection nationale pour l'emploi de chef de corps

Art. VII.III.76. La commission nationale de sélection pour l'emploi de chef de corps est créée auprès du Ministère de l'Intérieur ou du service désigné par le ministre et se compose des membres suivants désignés par le ministre :

1° un président qui, selon qu'il s'agit d'un mandat des catégories 1 à 3 ou d'un mandat des catégories 4 ou 5, est respectivement titulaire d'un mandat de catégorie 3 ou au moins de catégorie 4 ou encore un ancien mandataire des deux catégories précitées;

2° un directeur-coordonnateur administratif ou un ancien directeur coordonnateur administratif ou un directeur judiciaire, assesseur;

3° un expert qui n'appartient pas au corps de police locale concerné et qui fait montre d'une expérience professionnelle pertinente pour la mission de la commission nationale de sélection pour l'emploi de chef de corps, assesseur.

Pour la désignation de l'expert visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, il peut être fait appel à la liste visée à l'article VII.III.74, alinéa 2.

Un secrétaire, désigné par le président, assiste la commission nationale de sélection pour l'emploi de chef de corps.

Le ministre peut, pour le président et pour chaque assesseur, désigner deux ou plusieurs suppléants qui satisfont aux mêmes conditions de désignation que les président et assesseurs effectifs.

Art. VII.III.77. Le mandat du président et des assesseurs, effectifs et suppléants, de la commission nationale de sélection pour la fonction de chef de corps est valable trois ans et est renouvelable.

Le président, les assesseurs et les suppléants désignés pour remplacer un président, un assesseur ou un suppléant décédé ou démissionnaire, achèvent la désignation de celui qu'ils remplacent.

Sous-section 4. — La commission de sélection pour la fonction de commissaire général et de commissaire général adjoint

Art. VII.III.78. La commission de sélection pour la fonction de commissaire général et de commissaire général adjoint est composée des membres suivants, désignés par le ministre :

1° l'inspecteur général ou, en ce qui concerne la sélection du commissaire général adjoint, le commissaire général, président;

2° deux directeurs généraux, non candidats pour le mandat de commissaire général ou de commissaire général adjoint à attribuer, assesseurs.

Si aucun ou seulement un seul directeur général se trouve dans la possibilité de siéger au sein de la commission de sélection, sont alors désignés également en qualité d'assesseurs deux experts qui font valoir une expérience professionnelle pertinente pour la commission de sélection pour la fonction de commissaire général et de commissaire général adjoint;

3° un chef de corps qui exerce un mandat de catégorie 5 et qui est mentionné sur une liste présentée par la commission permanente de la police locale, assesseur;

4° à l'exclusion du cas visé au 2°, alinéa 2, un expert qui fait valoir une expérience professionnelle pertinente pour la mission de la commission de sélection pour la fonction de commissaire général et de commissaire général adjoint, assesseur.

Pour la désignation de l'expert visé à l'alinéa 1^{er}, 2° et 4°, il peut être prélevé dans la liste visée à l'article VII.III.74, alinéa 2.

Un secrétaire, désigné par le président, assiste la commission de sélection pour la fonction de commissaire général et de commissaire général adjoint.

Voor de aanwijzing van de in het eerste lid, 3°, bedoelde deskundige kan geput worden uit de lijst bedoeld in artikel VII.III.74, tweede lid.

Een secretaris, aangewezen door de voorzitter, staat de plaatselijke selectiecommissie voor het ambt van korpschef bij.

De gemeente- of politieraad kan voor de voorzitter en voor elke bijzitter één of meer plaatsvervangers aanwijzen die voldoen aan dezelfde aanwijzingsvoorwaarden als de werkende voorzitter en bijzitters.

Onderafdeling 3. — De nationale selectiecommissie voor het ambt van korpschef

Art. VII.III.76. Bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken of bij de door de minister aangewezen dienst bestaat de nationale selectiecommissie voor het ambt van korpschef, uit de volgende door de minister aangewezen leden :

1° een voorzitter die, naar gelang het een mandaat van de categorieën 1 tot en met 3 of een mandaat van de categorie 4 of 5 betreft, respectievelijk houder is van een mandaat van de categorie 3 of van ten minste de categorie 4 dan wel een gewezen mandataris van de respectieve voormelde twee categorieën;

2° een bestuurlijke directeur-coördinator of een gewezen bestuurlijke directeur-coördinator of een gerechtelijke directeur, bijzitter;

3° een deskundige die niet behoort tot het betrokken lokaal politiekorps en die doet blijken van een voor de opdracht van de nationale selectiecommissie voor het ambt van korpschef relevante beroepservaring, bijzitter.

Voor de aanwijzing van de in het eerste lid, 3°, bedoelde deskundige kan geput worden uit de lijst bedoeld in artikel VII.III.74, tweede lid.

Een secretaris, aangewezen door de voorzitter, staat de nationale selectiecommissie voor het ambt van korpschef bij.

De minister kan voor de voorzitter en voor elke bijzitter twee of meer plaatsvervangers aanwijzen die voldoen aan dezelfde aanwijzingsvoorwaarden van de werkende voorzitter en bijzitters.

Art. VII.III.77. Het mandaat van de werkende en plaatsvervangende voorzitter en bijzitters van de nationale selectiecommissie voor het ambt van korpschef geldt voor drie jaar en is hernieuwbaar.

De voorzitter, de bijzitters en de plaatsvervangers die zijn aangewezen ter vervanging van een overleden of afgetreden voorzitter of bijzitter, voleindigen de aanwijzing van diegene die ze vervangen.

Onderafdeling 4. — De selectiecommissie voor het ambt van commissaris-generaal en adjunct-commissaris-generaal

Art. VII.III.78. De selectiecommissie voor het ambt van commissaris-generaal en adjunct-commissaris-generaal bestaat uit de volgende door de minister aangewezen leden :

1° de inspecteur-generaal of, wat de selectie voor het ambt van adjunct-commissaris-generaal betreft, de commissaris-generaal, voorzitter;

2° twee directeurs-generaal die niet meedingen voor het bij mandaat te begeven ambt van commissaris-generaal of adjunct-commissaris-generaal, bijzitters.

Indien geen of slechts één directeur-generaal in de mogelijkheid verkeert om in de selectiecommissie zitting te nemen, dan worden evenwel als bijzitters aangewezen, twee deskundigen die doen blijken van een voor de opdracht van de selectiecommissie voor het ambt van commissaris-generaal en adjunct-commissaris-generaal relevante beroepservaring;

3° een korpschef, die een mandaat uitoefent van categorie 5 en die voorkomt op een lijst voorgedragen door de vaste commissie van de lokale politie, bijzitter;

4° met uitsluiting van het geval bedoeld in 2°, tweede lid, een deskundige die doet blijken van een voor de opdracht van de selectiecommissie voor het ambt van commissaris-generaal en adjunct-commissaris-generaal relevante beroepservaring, bijzitter.

Voor de aanwijzing van de in het eerste lid, 2° en 4°, bedoelde deskundigen kan geput worden uit de lijst bedoeld in artikel VII.III.74, tweede lid.

Een secretaris, aangewezen door de voorzitter, staat de selectiecommissie voor het ambt van commissaris-generaal en adjunct-commissaris-generaal bij.

Le ministre peut, pour chaque assesseur, désigner un ou plusieurs suppléants qui remplissent les mêmes conditions de désignation que les président et assesseurs effectifs.

Sous-section 5. — La commission de sélection pour la fonction de directeur général et directeur général adjoint

Art. VII.III.79. La commission de sélection pour la fonction de directeur général ou directeur général adjoint est composée des membres suivants, désignés par le commissaire général :

- 1° le commissaire général, président;
- 2° un directeur général d'une autre direction générale ou un ex-directeur général ou, en ce qui concerne la sélection pour la fonction de directeur général adjoint à attribuer par mandat, le directeur général de la direction générale dont le directeur général adjoint ressort, assesseur;
- 3° un chef de corps qui exerce un mandat de catégorie 5 et qui est mentionné sur une liste présentée par la commission permanente de la police locale, assesseur;
- 4° un expert qui fait valoir une expérience professionnelle pertinente pour la mission de la commission de sélection pour la fonction de directeur général et de directeur général adjoint, assesseur.

Pour la désignation de l'expert visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, il peut être prélevé dans la liste visée à l'article VII.III.74, alinéa 2.

Un secrétaire, désigné par le président, assiste la commission de sélection pour la fonction de directeur général ou de directeur général adjoint.

Le commissaire général peut, pour chaque assesseur, désigner un ou plusieurs suppléants qui remplissent les mêmes conditions de désignation que les président et assesseurs effectifs.

Sous-section 6. — La commission de sélection pour la fonction de directeur-coordonnateur administratif

Art. VII.III.80. Au sein de la police fédérale, est constituée une commission de sélection pour la fonction de directeur-coordonnateur administratif composée, par le commissaire général, des membres suivants :

- 1° le directeur général ou le directeur général adjoint de la direction générale visée à l'article 93 de la loi, à l'autorité duquel l'emploi à conférer ressortit, président;
- 2° un chef de corps qui exerce un mandat d'au moins catégorie 3 et qui est mentionné sur une liste présentée par la commission permanente de la police locale, assesseur;
- 3° un expert qui fait valoir une expérience professionnelle pertinente pour la mission de la commission de sélection pour la fonction de directeur coordonnateur administratif, assesseur. Le cas échéant, il s'agit d'un directeur coordonnateur administratif ou d'un ex-directeur coordonnateur administratif.

Pour la désignation de l'expert visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, il peut être puisé dans la liste visée à l'article VII.III.74, alinéa 2.

Un secrétaire, désigné par le président, assiste la commission de sélection pour la fonction de directeur-coordonnateur administratif.

Le commissaire général peut, pour chaque assesseur, désigner un ou plusieurs suppléants qui remplissent les mêmes conditions de désignation que les président et assesseurs effectifs.

Art. VII.III.81. Le mandat du président et des assesseurs, effectifs et suppléants, de la commission de sélection pour la fonction de directeur coordonnateur administratif est valable trois ans et est renouvelable.

Le président, les assesseurs et les suppléants désignés pour remplacer un président, un assesseur ou un suppléant décédé ou démissionnaire, achèvent la désignation de celui qu'ils remplacent.

Sous-section 7. — La commission de sélection pour la fonction de directeur judiciaire

Art. VII.III.82. Au sein de la police fédérale, est constituée une commission de sélection pour la fonction de directeur judiciaire composée, par le commissaire général, des membres suivants :

- 1° le directeur général ou le directeur général adjoint de la direction générale visée à l'article 93 de la loi, à l'autorité duquel l'emploi à conférer ressortit, président;

De minister kan voor elke bijzitter één of meer plaatsvervaarders aanwijzen die voldoen aan dezelfde aanwijzingsvoorwaarden van de werkende voorzitter en bijzitters.

Onderafdeling 5. — De selectiecommissie voor het ambt van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal

Art. VII.III.79. De selectiecommissie voor het ambt van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal bestaat uit de volgende door de commissaris-generaal aangewezen leden :

- 1° de commissaris-generaal, voorzitter;
- 2° een directeur-generaal van een andere algemene directie of een gewezen directeur-generaal of, wat de selectie voor het bij mandaat te begeven ambt van adjunct-directeur-generaal betreft, de directeur-generaal van de algemene directie waartoe de adjunct-directeur-generaal behoort, bijzitter;
- 3° een korpschef die een mandaat uitoefent van categorie 5 en die voorkomt op een lijst voorgedragen door de vaste commissie van de lokale politie, bijzitter;
- 4° een deskundige die doet blijken van een voor de opdracht van de selectiecommissie voor het ambt van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal relevante beroepservaring, bijzitter.

Voor de aanwijzing van de in het eerste lid, 4°, bedoelde deskundige, kan geput worden uit de lijst bedoeld in artikel VII.III.74, tweede lid.

Een secretaris aangewezen door de voorzitter, staat de selectiecommissie voor het ambt van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal bij.

De commissaris-generaal kan voor elke bijzitter één of meer plaatsvervaarders aanwijzen die voldoen aan dezelfde aanwijzingsvoorwaarden van de werkende voorzitter en bijzitters.

Onderafdeling 6. — De selectiecommissie voor het ambt van bestuurlijke directeur-coördinator

Art. VII.III.80. Bij de federale politie bestaat een door de commissaris-generaal uit de volgende leden samen te stellen selectiecommissie voor het ambt van bestuurlijke directeur-coördinator :

- 1° de directeur-generaal of adjunct-directeur-generaal van de algemene directie bedoeld in artikel 93 van de wet, onder wiens gezag het te begeven ambt ressorteert, voorzitter;
- 2° een korpschef die een mandaat van ten minste categorie 3 uitoefent en die voorkomt op een lijst voorgedragen door de vaste commissie van de lokale politie, bijzitter;
- 3° een deskundige die doet blijken van een voor de opdracht van de selectiecommissie voor het ambt van bestuurlijke directeur-coördinator relevante beroepservaring, bijzitter. In voorkomend geval is dit een bestuurlijke directeur-coördinator of een gewezen bestuurlijke directeur-coördinator.

Voor de aanwijzing van de in het eerste lid, 3°, bedoelde deskundige kan geput worden uit de lijst bedoeld in artikel VII.III.74, tweede lid.

Een secretaris aangewezen door de voorzitter, staat de selectiecommissie voor het ambt van bestuurlijke directeur-coördinator bij.

De commissaris-generaal kan voor elke bijzitter één of meer plaatsvervaarders aanwijzen die voldoen aan dezelfde aanwijzingsvoorwaarden van de werkende voorzitter en bijzitters.

Art. VII.III.81. Het mandaat van de werkende en plaatsvervangende voorzitter en bijzitters van de selectiecommissie voor het ambt van bestuurlijke directeur-coördinator geldt voor drie jaar en is hernieuwbaar.

De voorzitter, de bijzitters en de plaatsvervaarders die zijn aangewezen ter vervanging van een overleden of afgetreden voorzitter of bijzitter, voleindigen de aanwijzing van diegene die ze vervangen.

Onderafdeling 7. — De selectiecommissie voor het ambt van gerechtelijke directeur

Art. VII.III.82. Bij de federale politie bestaat een door de commissaris-generaal uit de volgende leden samen te stellen selectiecommissie voor het ambt van gerechtelijke directeur :

- 1° de directeur-generaal of adjunct-directeur-generaal van de algemene directie bedoeld in artikel 93 van de wet, onder wiens gezag het te begeven ambt ressorteert, voorzitter;

2° un chef de corps qui exerce un mandat d'au moins catégorie 3 et qui est mentionné sur une liste présentée par la commission permanente de la police locale, assesseur;

3° un expert qui fait valoir une expérience professionnelle pertinente pour la mission de la commission de sélection pour la fonction de directeur judiciaire, assesseur. Le cas échéant, il s'agit d'un directeur judiciaire ou d'un ex-directeur judiciaire.

Pour la désignation de l'expert visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, il peut être prélevé dans la liste visée à l'article VII.III.74, alinéa 2.

Un secrétaire, désigné par le président, assiste la commission de sélection pour la fonction de directeur judiciaire.

Le commissaire général peut, pour chaque assesseur, désigner un ou plusieurs suppléants qui remplissent les mêmes conditions de désignation que les président et assesseurs effectifs.

Art. VII.III.83. Le mandat du président et des assesseurs, effectifs et suppléants, de la commission de sélection pour la fonction de directeur judiciaire est valable trois ans et est renouvelable.

Le président, les assesseurs et les suppléants désignés pour remplacer un président, un assesseur ou un suppléant décédé ou démissionnaire, achèvent la désignation de celui qu'ils remplacent.

Sous-section 8. — La commission de sélection pour la fonction d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint

Art. VII.III.84. La commission de sélection pour la fonction d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint est constituée des membres suivant désignés par le ministre :

1° le président de la commission de la protection de la vie privée, président;

2° un membre du Collège des Procureurs généraux, assesseur;

3° un expert qui fait valoir une expérience professionnelle pertinente pour la mission de la commission de sélection pour la fonction d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint, assesseur.

Pour la désignation de l'expert visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, il peut être prélevé dans la liste visée à l'article VII.III.74, alinéa 2.

Un secrétaire, désigné par le président, assiste la commission de sélection pour la fonction d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint.

Le ministre peut, pour chaque assesseur, désigner un ou plusieurs suppléants qui remplissent les mêmes conditions de désignation que les assesseurs effectifs.

Sous-section 9 Les commissions de sélection pour les autres mandats

Art. VII.III.85. La composition des commissions de sélection pour les mandats visés à l'article VII.III.3, alinéa 1^{er}, 6° à 8° y compris, et alinéa 3, est fixée par Nous.

Chaque commission de sélection est composée d'un nombre impair de membres désignés par l'autorité déterminée par Nous, étant entendu que le chef de corps ou le commissaire général ou leur délégué est toujours le président de la commission de sélection.

Une secrétaire, désigné par le président, assiste la commission de sélection.

L'autorité qui désigne les membres de la commission de sélection peut, pour le président et chaque assesseur, désigner un ou plusieurs suppléants qui remplissent les mêmes conditions de désignation que les président et assesseurs effectifs.

CHAPITRE III. — L'EVALUATION DU MEMBRE DU PERSONNEL DESIGNÉ POUR UN MANDAT

SECTION 1^{re}. — CONTENU

Art. VII.III.86. L'évaluation du mandataire mesure principalement la manière dont le mandataire a fonctionné et dans quelle mesure il a atteint les objectifs fixés préalablement avec les moyens mis à sa disposition. Elle a particulièrement pour but de faire ressortir si le mandat peut être prolongé ou s'il doit y être prématurément mis fin.

2° een korpschef die een mandaat van ten minste categorie 3 uitoefent en die voorkomt op een lijst voorgedragen door de vaste commissie van de lokale politie, bijzitter;

3° een deskundige die doet blijken van een voor de opdracht van de selectiecommissie voor het ambt van gerechtelijke directeur relevante beroepservaring, bijzitter. In voorkomend geval is dit een gerechtelijke directeur of een gewezen gerechtelijke directeur.

Voor de aanwijzing van de in het eerste lid, 3°, bedoelde deskundige kan geput worden uit de lijst bedoeld in artikel VII.III.74, tweede lid.

Een secretaris aangewezen door de voorzitter, staat de selectiecommissie voor het ambt van gerechtelijke directeur bij.

De commissaris-generaal kan voor elke bijzitter één of meer plaatsvervangers aanwijzen die voldoen aan dezelfde aanwijzingsvoorwaarden van de werkende voorzitter en bijzitters.

Art. VII.III.83. Het mandaat van de werkende en plaatsvervangende voorzitter en bijzitters van de selectiecommissie voor het ambt van gerechtelijke directeur geldt voor drie jaar en is hernieuwbaar.

De voorzitter, de bijzitters en de plaatsvervangers die zijn aangewezen ter vervanging van een overleden of afgetreden voorzitter of bijzitter, voleindigen de aanwijzing van diegene die ze vervangen.

Onderafdeling 8. — De selectiecommissie voor het ambt van inspecteur-generaal en adjunct-inspecteur-generaal

Art. VII.III.84. De selectiecommissie voor het ambt van inspecteur-generaal en adjunct-inspecteur-generaal bestaat uit de volgende door de minister aangewezen leden :

1° de voorzitter van de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, voorzitter;

2° een lid van het College van Procureurs-generaal, bijzitter;

3° een deskundige die doet blijken van een voor de opdracht van de selectiecommissie voor het ambt van inspecteur-generaal en adjunct-inspecteur-generaal relevante beroepservaring, bijzitter.

Voor de aanwijzing van de in het eerste lid, 3° bedoelde deskundige kan geput worden uit de lijst bedoeld in artikel VII.III.74, tweede lid.

Een secretaris, aangewezen door de voorzitter, staat de selectiecommissie voor het ambt van inspecteur-generaal en adjunct-inspecteur-generaal bij.

De minister kan voor elke bijzitter één of meer plaatsvervangers aanwijzen die voldoen aan dezelfde aanwijzingsvoorwaarden van de werkende bijzitters.

Onderafdeling 9 De selectiecommissies voor de overige mandaten

Art. VII.III.85. De samenstelling van de selectiecommissies voor de in artikel VII.III.3, eerste lid, 6° tot en met 8°, en derde lid, bedoelde mandaten worden door Ons bepaald.

Elke selectiecommissie bestaat uit een oneven aantal leden die door de door Ons bepaalde overheid worden aangewezen, met dien verstande dat de korpschef of de commissaris-generaal of hun afgevaardigde steeds de voorzitter is van de selectiecommissie.

Een secretaris, aangewezen door de voorzitter, staat de selectiecommissie bij.

De overheid die de leden van de selectiecommissie aanwijst, kan voor de voorzitter en elke bijzitter één of meer plaatsvervangers aanwijzen die voldoen aan dezelfde aanwijzingsvoorwaarden van de werkende voorzitter en bijzitters.

HOOFDSTUK III. — DE EVALUATIE VAN HET VOOR EEN MANDAAT AANGEWENZEN PERSONEELSLID

AFDELING 1. — INHOUD

Art. VII.III.86. De evaluatie van de mandataris weegt hoofdzakelijk af hoe de mandataris heeft gefunctioneerd en in welke mate deze met de hem ter beschikking gestelde middelen, de vooropgestelde doelstellingen heeft bereikt. Ze heeft inzonderheid tot doel uit te maken of het mandaat kan worden verlengd dan wel voortijdig moet worden beëindigd.

L'évaluation est une évaluation finale si elle vise à donner un avis relatif au renouvellement ou non d'un mandat. Dans les autres cas, il s'agit d'une évaluation intermédiaire.

Art. VII.III.87. L'évaluation se déroule d'une manière descriptive. Elle décrit les prestations des mandataires et la mesure dans laquelle ils ont rempli les objectifs mentionnés dans la lettre de mission, le cas échéant, modifiée conformément à l'article VII.III.54, et la manière dont le mandataire a rempli la fonction pour laquelle il a été désigné par mandat.

L'évaluation descriptive, désignée ultérieurement "évaluation", a lieu au moyen d'un rapport d'évaluation, dont le ministre fixe le modèle, rédigé par la commission d'évaluation. Ce modèle peut être différent selon la catégorie de mandats évalués et selon la nature du mandat évalué.

SECTION 2. — LA PERIODICITE DES EVALUATIONS

Art. VII.III.88. L'évaluation finale des mandataires qui sollicitent le renouvellement de leur mandat a lieu au plus tard six mois avant la fin du premier terme du mandat de cinq ans.

Art. VII.III.89. Pendant la durée du mandat, une évaluation intermédiaire des mandataires a lieu au cours de la troisième et de la huitième année du mandat en cours.

De commun accord entre le membre du personnel évalué de manière intermédiaire et la commission d'évaluation, il peut être décidé de ne pas effectuer les évaluations périodiques intermédiaires fixées à l'alinéa 1^{er}. Cette décision est mentionnée dans un document repris dans le dossier du mandat en cours.

Art. VII.III.90. A l'exception des évaluations périodiques intermédiaires prévues à l'article VII.III.89, aucune autre évaluation intermédiaire n'est établie au cours de la durée du mandat, sauf si un nouvel élément nécessite une modification intermédiaire et si une des autorités suivantes requiert une évaluation intermédiaire :

1° le ministre, le gouverneur, le procureur général près la Cour d'appel ou le procureur du Roi, territorialement compétents, l'inspecteur général, le bourgmestre et le collège de police, en ce qui concerne l'évaluation d'un chef de corps;

2° le ministre, le gouverneur, le procureur général près la cour d'Appel ou le procureur du Roi, territorialement compétents, l'inspecteur général, le directeur général de la direction générale de la police administrative et le commissaire général, en ce qui concerne l'évaluation du directeur coordonnateur administratif;

3° le ministre, le ministre de la Justice, le procureur général près la cour d'Appel ou le procureur du Roi, territorialement compétents, l'inspecteur général, le directeur général de la direction générale de la police judiciaire et le commissaire général, en ce qui concerne l'évaluation du directeur judiciaire;

4° le ministre, le ministre de la Justice, l'inspecteur général et le commissaire général, en ce qui concerne l'évaluation d'un directeur général, ainsi que le magistrat fédéral visé à l'article 47^{quater}, alinéa 1^{er}, de la loi sur la fonction de police, en ce qui concerne l'évaluation du directeur général de la direction générale de la police judiciaire;

5° le ministre, le ministre de la Justice et l'inspecteur général, en ce qui concerne l'évaluation du commissaire général;

6° le ministre et le ministre de la Justice en ce qui concerne l'évaluation de l'inspecteur général;

7° le ministre, le commissaire général et l'inspecteur général, en ce qui concerne les mandats visés à l'article VII.III.3, alinéa 1^{er}, 6° à 10° y compris;

8° l'inspecteur général et, le cas échéant selon qu'il s'agisse d'un mandat au sein de la police fédérale ou au sein de la police locale, le commissaire général ou le chef de corps du corps de police locale concerné, en ce qui concerne l'évaluation des mandats fixés par Nous conformément à l'article VII.III.3, alinéa 3.

Les autorités visées à l'alinéa 1^{er} adressent leurs requêtes motivées aux fins d'évaluations intermédiaires à la commission d'évaluation compétente à cet effet.

De evaluatie is een eindevaluatie indien ze er toe strekt een advies te verstrekken omtrent het al dan niet hernieuwen van een mandaat. In de andere gevallen betreft het een tussentijdse evaluatie.

Art. VII.III.87. De evaluatie gebeurt op een beschrijvende wijze. Ze beschrijft de prestaties van de mandataris en de mate waarin deze de doelstellingen, vervat in de, in voorkomend geval, overeenkomstig artikel VII.III.54 aangepaste opdrachtbrief heeft bereikt en de wijze waarop de mandataris heeft gefunctioneerd in het ambt waarvoor hij bij mandaat is aangewezen.

De beschrijvende evaluatie, verder "evaluatie" genoemd, geschiedt aan de hand van een door de evaluatiecommissie op te stellen evaluatieverslag waarvan de minister het model bepaalt. Dit model kan verschillen naar gelang van de categorie van mandaten die worden geëvalueerd en naar gelang van de aard van het mandaat dat wordt geëvalueerd.

AFDELING 2. — DE PERIODICITEIT VAN DE EVALUATIES

Art. VII.III.88. De eindevaluatie van de mandataris die om de hernieuwing van zijn mandaat verzoekt, geschiedt ten laatste zes maanden voor het verstrijken van de eerste mandaattermijn van vijf jaar.

Art. VII.III.89. Tijdens de duur van het mandaat geschiedt een tussentijdse evaluatie van de mandataris in de loop van het derde en het achtste jaar van het lopende mandaat.

In onderling akkoord tussen het tussentijds te evalueren personeelslid en de evaluatiecommissie kan beslist worden om de in het eerste lid bepaalde periodieke tussentijdse evaluatie niet te houden. Deze beslissing wordt neergeschreven in een document dat in het lopende mandaatdossier wordt opgenomen.

Art. VII.III.90. Met uitzondering van de in artikel VII.III.89 voorziene periodieke tussentijdse evaluatie, wordt tijdens de duur van het mandaat niet overgegaan tot enige andere tussentijdse evaluatie, tenzij een nieuw element een tussentijdse aanpassing noodzaakt en indien één van de volgende overheden om een tussentijdse evaluatie verzoekt :

1° de minister, de territoriaal bevoegde, gouverneur, procureur-generaal bij het hof van Beroep of procureur des Konings, de inspecteur-generaal, de burgemeester en het politiecollege, wat de evaluatie betreft van een korpschef;

2° de minister, de territoriaal bevoegde, gouverneur, procureur-generaal bij het hof van Beroep of procureur des Konings, de inspecteur-generaal, de directeur-generaal van de algemene directie bestuurlijke politie en de commissaris-generaal, wat de evaluatie van de bestuurlijke directeur-coördinator betreft;

3° de minister, de minister van Justitie, de territoriaal bevoegde procureur-generaal bij het hof van Beroep of procureur des Konings, de inspecteur-generaal, de directeur-generaal van de algemene directie gerechtelijke politie en de commissaris-generaal, wat de evaluatie van de gerechtelijke directeur betreft;

4° de minister, de minister van Justitie, de inspecteur-generaal en de commissaris-generaal, wat de evaluatie van een directeur-generaal betreft, alsook wat de evaluatie van de directeur-generaal van de algemene directie gerechtelijke politie betreft, de federale magistraat bedoeld in artikel 47^{quater}, eerste lid, van de wet op het politieambt;

5° de minister, de minister van Justitie en de inspecteur-generaal, wat de evaluatie van de commissaris-generaal betreft;

6° de minister en de minister van Justitie, wat de evaluatie van de inspecteur-generaal betreft;

7° de minister, de commissaris-generaal en de inspecteur-generaal, wat de in artikel VII.III.3, eerste lid, 6° tot en met 10°, bepaalde mandaten betreft;

8° de inspecteur-generaal en naar gelang het een mandaat in de federale politie dan wel in een korps van de lokale politie betreft, de commissaris-generaal of de korpschef van het betrokken korps van de lokale politie, wat de evaluatie van de door Ons overeenkomstig artikel VII.III.3, derde lid, bepaalde mandaten betreft.

De in het eerste lid bedoelde overheden richten hun gemotiveerde verzoek tot tussentijdse evaluatie aan de ter zake bevoegde evaluatiecommissie.

Art. VII.III.91. Dans tous les cas, l'évaluation périodique visée à l'article VII.III.90, ne peut avoir lieu qu'après une période de six mois, à compter de la date à laquelle l'évaluation intermédiaire est définitive.

SECTION 3. — LES COMMISSIONS D'ÉVALUATION

Sous-section 1^{re}

Disposition commune à toutes les commissions d'évaluation

Art. VII.III.92. Les dispositions des articles VII.III.69 à VII.III.74 y compris sont d'application conforme aux commissions d'évaluation.

Le ministre peut fixer des modalités pour la composition des commissions d'évaluation visées dans cette section.

Sous-section 2

La commission d'évaluation pour la fonction de chef de corps

Art. VII.III.93. Dans la zone communale ou pluricommunale, la commission d'évaluation pour la fonction de chef de corps est composée des membres suivants :

- 1° l'inspecteur général, président;
- 2° le procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire auquel ressortit la zone communale ou pluricommunale, assesseur;
- 3° le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement désigné par lui, assesseur.

La commission d'évaluation est assistée par un secrétaire désigné par le président.

Sous-section 3. — La commission d'évaluation pour la fonction de commissaire général et commissaire général adjoint

Art. VII.III.94. La commission d'évaluation pour la fonction de commissaire général et commissaire général adjoint est constituée auprès du Ministère de l'Intérieur ou auprès du service désigné par le ministre.

Cette commission d'évaluation est composée d'un nombre impair d'experts, désignés conjointement par le ministre et le ministre de la Justice, qui font valoir une expérience professionnelle pertinente pour la mission de la commission d'évaluation pour la fonction de commissaire général et de commissaire général adjoint.

S'il s'agit de l'évaluation du commissaire général adjoint, la commission d'évaluation est composée au moins du commissaire général et de deux experts qui font valoir une expérience professionnelle pertinente pour la mission de la commission d'évaluation pour la fonction de commissaire général et de commissaire général adjoint.

La commission d'évaluation est assistée par un secrétaire désigné par le ministre.

Sous-section 4. — La commission d'évaluation pour la fonction de directeur général et de directeur général adjoint

Art. VII.III.95. Au sein de la police fédérale, la commission d'évaluation pour la fonction de directeur général et directeur général adjoint est composée des membres ci-dessous, désignés par le ministre :

- 1° le commissaire général, président;
- 2° l'inspecteur général, assesseur;
- 3° un expert qui fait valoir une expérience professionnelle pertinente pour la mission de la commission d'évaluation pour la fonction de directeur général et de directeur général adjoint, assesseur.

La commission d'évaluation est assistée par un secrétaire désigné par le président.

Sous-section 5. — La commission d'évaluation pour la fonction de directeur-coordonnateur administratif

Art. VII.III.96. Au sein de la police fédérale, la commission d'évaluation pour la fonction de directeur-coordonnateur administratif est composée des membres suivants :

- 1° l'inspecteur général, président;

Art. VII.III.91. In ieder geval kan slechts na een periode van zes maanden, te rekenen vanaf de datum waarop de tussentijdse evaluatie definitief is, een in artikel VII.III.90 bedoelde tussentijdse evaluatie worden uitgevoerd.

AFDELING 3. — DE EVALUATIECOMMISSIES

Onderafdeling 1

Gemeenschappelijke bepaling voor alle evaluatiecommissies

Art. VII.III.92. De bepalingen van de artikelen VII.III.69 tot en met VII.III.74 zijn van overeenkomstige toepassing op de evaluatiecommissies.

De minister kan nadere regelen bepalen voor de samenstelling van de in deze afdeling bedoelde evaluatiecommissies.

Onderafdeling 2

De evaluatiecommissie voor het ambt van korpschef

Art. VII.III.93. In de gemeente- of meergemeentzone bestaat de evaluatiecommissie voor het ambt van korpschef uit de volgende leden :

- 1° de inspecteur-generaal, voorzitter;
- 2° de procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement waarin de gemeente of de meergemeentzone is gelegen, bijzitter;
- 3° de gouverneur of de door hem aangewezen arrondissementscommissaris, bijzitter.

De evaluatiecommissie wordt bijgestaan door een secretaris aangezien door de voorzitter.

Onderafdeling 3. — De evaluatiecommissie voor het ambt van commissaris-generaal en adjunct-commissaris-generaal

Art. VII.III.94. Bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken of bij de door de minister aangewezen dienst bestaat de evaluatiecommissie voor het ambt van commissaris-generaal en adjunct-commissaris-generaal.

Deze evaluatiecommissie bestaat uit een onpaar aantal deskundigen, gezamenlijk aangewezen door de minister en de minister van Justitie, die doen blijken van een voor de opdracht van de evaluatiecommissie voor het ambt van commissaris-generaal en adjunct-commissaris-generaal relevante beroepservaring.

Betreft het de evaluatie van de adjunct-commissaris-generaal dan bestaat de evaluatiecommissie minstens uit de commissaris-generaal en twee deskundigen die doen blijken van een voor de opdracht van de evaluatiecommissie voor het ambt van commissaris-generaal en adjunct-commissaris-generaal relevante beroepservaring.

De evaluatiecommissie wordt bijgestaan door een secretaris aangezien door de minister.

Onderafdeling 4. — De evaluatiecommissie voor het ambt van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal

Art. VII.III.95. Bij de federale politie bestaat de evaluatiecommissie voor het ambt van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal uit de volgende door de minister aangewezen leden :

- 1° de commissaris-generaal, voorzitter;
- 2° de inspecteur-generaal, bijzitter;
- 3° een deskundige die doet blijken van een voor de opdracht van de evaluatiecommissie voor het ambt van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal relevante beroepservaring, bijzitter.

De evaluatiecommissie wordt bijgestaan door een secretaris aangezien door de voorzitter.

Onderafdeling 5. — De evaluatiecommissie voor het ambt van bestuurlijke directeur-coördinator

Art. VII.III.96. Bij de federale politie bestaat de evaluatiecommissie voor het ambt van bestuurlijke directeur-coördinator uit de volgende leden :

- 1° de inspecteur-generaal, voorzitter;

2° le directeur général ou le directeur général adjoint de la direction générale visée à l'article 93 de la loi, à l'autorité duquel la fonction ressortit, assesseur;

3° le gouverneur ou le commissaire d'arrondissement désigné par lui, assesseur.

La commission d'évaluation est assistée par un secrétaire désigné par le président.

Sous-section 6. — La commission d'évaluation pour la fonction de directeur judiciaire

Art. VII.III.97. Au sein de la police fédérale, la commission d'évaluation pour la fonction de directeur judiciaire est composée des membres suivants :

1° l'inspecteur général, président;

2° le procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire, assesseur;

3° le directeur général ou le directeur général adjoint de la direction générale visée à l'article 93 de la loi, à l'autorité duquel la fonction ressortit, assesseur.

La commission d'évaluation est assistée par un secrétaire désigné par le président.

Sous-section 7. — La commission d'évaluation pour la fonction d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint

Art. VII.III.98. La commission d'évaluation pour la fonction d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint est constituée au Ministère de l'Intérieur ou auprès du service désigné par le ministre.

Cette commission d'évaluation est composée d'un nombre impair d'experts, désignés conjointement par le ministre et le ministre de la Justice, et qui font valoir une expérience professionnelle pertinente pour la mission de la commission d'évaluation pour la fonction d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint.

S'il s'agit de l'évaluation de l'inspecteur général adjoint, la commission d'évaluation est composée au moins de l'inspecteur général et de deux experts qui font valoir une expérience professionnelle pertinente pour la mission de la commission d'évaluation pour la fonction d'inspecteur général et d'inspecteur général adjoint.

La commission d'évaluation est assistée par un secrétaire désigné par le ministre.

Sous-section 8 Les commissions d'évaluation pour les autres mandats

Art. VII.III.99. La composition des commissions d'évaluation pour les mandats visés aux articles VII.III.3, alinéa 1^{er}, 6° à 8° y compris, et alinéa 3, est fixée par Nous.

Chaque commission d'évaluation est composée d'un nombre impair de membres, dont l'inspecteur général ou son délégué font partie et qui sont désignés par le ministre.

La commission d'évaluation est assistée par un secrétaire désigné par le président de cette commission.

SECTION 4 L'EVALUATION PAR LA COMMISSION D'EVALUATION

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. VII.III.100. L'évaluation a lieu sur la base des données qui apparaissent des pièces avec, le cas échéant, le rapport d'activité visé à l'article VII.III.111, alinéa 2, des enquêtes et des constatations que l'inspection générale a réalisé dans le cadre de ses missions. Les données susvisées sont examinées lors de l'entretien d'évaluation du mandataire avec la commission d'évaluation.

Art. VII.III.101. Pour l'évaluation, il ne peut être utilisé que des pièces dont le mandataire a pris connaissance.

Sans préjudice des articles II.I.13 et VII.III.17, une copie de toutes les pièces utilisées dans le cadre de l'évaluation est adressée au mandataire, sauf s'il est déjà en possession de ces pièces ou s'il y a accès directement.

2° de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal van de algemene directie bedoeld in artikel 93 van de wet, onder wiens gezag het ambt ressorteert, bijzitter;

3° de gouverneur of de door hem aangewezen arrondissementscommissaris, bijzitter.

De evaluatiecommissie wordt bijgestaan door een secretaris aangewezen door de voorzitter.

Onderafdeling 6. — De evaluatiecommissie voor het ambt van gerechtelijke directeur

Art. VII.III.97. Bij de federale politie bestaat de evaluatiecommissie voor het ambt van gerechtelijke directeur uit de volgende leden :

1° de inspecteur-generaal, voorzitter;

2° de procureur des Konings van het arrondissement, bijzitter;

3° de directeur-generaal of de adjunct-directeur-generaal van de algemene directie bedoeld in artikel 93 van de wet, onder wiens gezag het ambt ressorteert, bijzitter.

De evaluatiecommissie wordt bijgestaan door een secretaris aangewezen door de voorzitter.

Onderafdeling 7. — De evaluatiecommissie voor het ambt van inspecteur-generaal en adjunct-inspecteur-generaal

Art. VII.III.98. Bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken of bij de door de minister aangewezen dienst bestaat de evaluatiecommissie voor het ambt van inspecteur-generaal en adjunct-inspecteur-generaal.

Deze evaluatiecommissie bestaat uit een onpaar aantal deskundigen, gezamenlijk aangewezen door de minister en de minister van Justitie, die doen blijken van een voor de opdracht van de evaluatiecommissie voor het ambt van inspecteur-generaal en adjunct-inspecteur-generaal relevante beroepservaring.

Betreft het de evaluatie van de adjunct-inspecteur-generaal dan bestaat de evaluatiecommissie minstens uit de inspecteur-generaal en twee deskundigen die doen blijken van een voor de opdracht van de evaluatiecommissie voor het ambt van inspecteur-generaal en adjunct-inspecteur-generaal relevante beroepservaring.

De evaluatiecommissie wordt bijgestaan door een secretaris aangewezen door de minister.

Onderafdeling 8 De evaluatiecommissies voor de overige mandaten

Art. VII.III.99. De samenstelling van de evaluatiecommissies voor de in artikel VII.III.3, eerste lid, 6° tot en met 8°, en derde lid, bepaalde mandaten, wordt door Ons bepaald.

Elke evaluatiecommissie bestaat uit een onpaar aantal leden, waarvan de inspecteur-generaal of diens afgevaardigde deel uitmaakt en die worden aangewezen door de minister.

Elke evaluatiecommissie wordt bijgestaan door een secretaris, aangewezen door de voorzitter van deze commissie.

AFDELING 4 DE EVALUATIE DOOR DE EVALUATIECOMMISSIE

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. VII.III.100. De evaluatie geschiedt op grond van de gegevens die blijken uit de stukken met inbegrip van, in voorkomend geval, het in artikel VII.III.111, tweede lid, bedoelde activiteitenverslag, uit de bevragingen en uit de vaststellingen van de algemene inspectie die deze heeft gedaan in het raam van haar opdrachten. De voornoemde gegevens worden getoetst tijdens een evaluatiegesprek van de evaluatiecommissie met de mandataris.

Art. VII.III.101. Er mag voor de evaluatie enkel gebruik worden gemaakt van stukken waarvan de mandataris kennis heeft genomen.

Onverminderd de artikelen II.I.13 en VII.III.17, wordt van alle stukken die in het raam van een evaluatie worden aangewend, een kopie verstrekt aan de mandataris, tenzij deze het stuk reeds bezit of er rechtstreeks toegang tot heeft.

Art. VII.III.102. Les enquêtes visées à l'article VII.III.100 peuvent être exécutées auprès des autorités administratives ou judiciaires, des collaborateurs directs sous l'autorité du mandataire, aussi bien qu'auprès de quiconque peut apporter des données nécessaires à l'évaluation du mandataire.

S'il n'y a pas d'enquêtes disponibles, le président de la commission d'évaluation peut exécuter les enquêtes nécessaires ou les faire exécuter par l'inspection générale.

Les enquêtes obtenues conformément aux alinéas 1^{er} et 2, auxquelles la commission d'évaluation veut faire appel pour son évaluation, peuvent uniquement être mises en oeuvre après avoir offert l'occasion au mandataire de s'exprimer sur celles-ci.

Sous-section 2. — Prescriptions de procédure

Art. VII.III.103. Afin d'établir l'évaluation finale ou l'évaluation intermédiaire descriptive, la commission d'évaluation rassemble, dans les limites fixées aux articles VII.III.100 à VII.III.102 y compris, toutes les informations nécessaires. Elle convoque le mandataire pour un entretien d'évaluation et lui communique une proposition de rapport d'évaluation.

L'entretien d'évaluation visé à l'alinéa 1^{er} peut avoir lieu au plus tôt huit jours après la convocation.

Sauf en cas de force majeure, en cas d'absence du membre du personnel évalué à cet entretien d'évaluation, la procédure est poursuivie et la commission d'évaluation procède conformément à l'article VII.III.104.

Art. VII.III.104. Après l'entretien d'évaluation, la commission d'évaluation dresse son rapport d'évaluation.

Le rapport d'évaluation est clôturé par la formule finale «donne satisfaction dans sa fonction» ou «ne donne pas satisfaction dans sa fonction».

Cette formule finale est un reflet des plus importantes tendances de l'évaluation du mandataire et est cohérente avec l'évaluation descriptive.

La formule finale est motivée formellement compte tenu de l'option choisie à l'alinéa 2.

Art. VII.III.105. La commission d'évaluation communique le rapport d'évaluation immédiatement au mandataire et au plus tard dans les quinze jours après l'entretien d'évaluation.

Cette notification fait courir le délai de six mois visé à l'article VII.III.91.

Art. VII.III.106. Dans les sept jours qui suivent la réception du rapport d'évaluation visé à l'article VII.III.105, le membre du personnel évalué informe la commission d'évaluation soit :

- 1° qu'il est d'accord avec le contenu du rapport d'évaluation;
- 2° qu'il est d'accord avec le contenu du rapport d'évaluation mais qu'il y ajoute un certain nombre de commentaires;
- 3° qu'il n'est pas d'accord avec le contenu du rapport d'évaluation et qu'il sollicite qu'il devrait être adapté dans le sens de la note avec remarques qu'il annexe.

Une fois le délai visé à l'article 1^{er} écoulé, le membre du personnel évalué est présumé être d'accord avec le rapport d'évaluation. Il n'est pas tenu compte des commentaires ou notes visées à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, s'ils ne sont portés à la connaissance de la commission d'évaluation dans le même délai de sept jours.

Art. VII.III.107. Dans l'hypothèse visée à l'article VII.III.106, alinéa 1^{er}, 2°, la commission d'évaluation annexe les commentaires au rapport d'évaluation.

Art. VII.III.108. Dans l'hypothèse visée à l'article VII.III.106, alinéa 1^{er}, 3°, la commission d'évaluation prend connaissance de la note avec remarques. Si la commission d'évaluation accepte toutes les remarques de la note, elle communique alors dans les sept jours de la réception de la note avec remarques un nouveau rapport d'évaluation au membre du personnel évalué.

Dans ce cas, le premier rapport d'évaluation et la note y annexée sont considérés comme inexistantes.

Art. VII.III.102. De in artikel VII.III.100 bedoelde bevestigingen kunnen geschieden bij de bestuurlijke en gerechtelijke overheden, de onmiddellijke medewerkers die onder het gezag staan van de mandataris, alsook bij eenieder die voor de evaluatie van de mandataris nuttige gegevens kan aanbrengen.

Indien er geen bevestigingen beschikbaar zijn, kan de voorzitter van de evaluatiecommissie de nodige bevestigingen doen of laten doen door de algemene inspectie.

De overeenkomstig het eerste en het tweede lid bekomen bevestigingen waarop de evaluatiecommissie bij haar evaluatie een beroep wil doen, kunnen slechts worden aangewend na aan de mandataris de gelegenheid te hebben geboden zich over deze bevestigingen uit te spreken.

Onderafdeling 2. — De procedurevoorschriften

Art. VII.III.103. Met het oog op de opmaak van de eindevaluatie dan wel van de tussentijdse beschrijvende evaluatie wint de evaluatiecommissie, binnen de perken van het bepaalde in de artikelen VII.III.100 tot en met VII.III.102, alle nuttige inlichtingen in. Zij nodigt de mandataris uit voor een evaluatiegesprek en deelt hem een voorstel van evaluatieverslag mee.

Het in het eerste lid bedoelde evaluatiegesprek kan ten vroegste acht dagen na de uitnodiging plaatshebben.

Behoudens overmacht wordt bij afwezigheid van het te evalueren personeelslid op dit evaluatiegesprek de procedure voortgezet en handelt de evaluatiecommissie overeenkomstig artikel VII.III.104.

Art. VII.III.104. Na het evaluatiegesprek maakt de evaluatiecommissie haar evaluatieverslag op.

Het evaluatieverslag wordt steeds besloten met de eindvermelding «schenkt voldoening in zijn/haar ambt» of «schenkt geen voldoening in zijn/haar ambt».

Deze eindvermelding is een reflectie van de belangrijkste tendenzen uit de evaluatie van de mandataris en is coherent met de beschrijvende evaluatie.

De eindvermelding wordt formeel gemotiveerd rekening houdende met het bepaalde in het tweede lid.

Art. VII.III.105. De evaluatiecommissie deelt het evaluatieverslag onverwijld en ten laatste binnen de vijftien dagen na het evaluatiegesprek mee aan de mandataris.

Deze kennisgeving doet de termijn van zes maanden bedoeld in artikel VII.III.91 ingaan.

Art. VII.III.106. Binnen de zeven dagen na de ontvangst van het in artikel VII.III.105 bedoelde evaluatieverslag, brengt het geëvalueerde personeelslid ter kennis van de evaluatiecommissie dat hij, hetzij :

- 1° akkoord gaat met de inhoud van het evaluatieverslag;
- 2° akkoord gaat met de inhoud van het evaluatieverslag doch er een aantal commentaren aan toevoegt;
- 3° niet akkoord gaat met de inhoud van het evaluatieverslag en dat hij vraagt dat het zou worden aangepast in de zin van de nota met opmerkingen die hij bijvoegt.

Eens de in het eerste lid bepaalde termijn is verstreken, wordt het geëvalueerde personeelslid geacht akkoord te gaan met het evaluatieverslag. Met commentaren of nota's in de zin van het eerste lid, 2° en 3°, wordt geen rekening gehouden indien zij niet binnen dezelfde termijn van zeven dagen ter kennis zijn gebracht van de evaluatiecommissie.

Art. VII.III.107. In het geval bedoeld in artikel VII.III.106, eerste lid, 2°, voegt de evaluatiecommissie de commentaren bij het evaluatieverslag.

Art. VII.III.108. In het geval bedoeld in artikel VII.III.106, eerste lid, 3°, neemt de evaluatiecommissie kennis van de nota met opmerkingen. Treedt de evaluatiecommissie alle opmerkingen in de nota bij, dan deelt zij binnen de zeven dagen na ontvangst van de nota met opmerkingen een nieuw evaluatieverslag mee aan het geëvalueerde personeelslid.

In dit geval wordt het eerste evaluatieverslag en de erbij horende nota als onbestaande beschouwd.

Art. VII.III.109. Si la commission d'évaluation n'accepte pas toutes les remarques de la note, elle maintient alors, totalement ou partiellement, son rapport d'évaluation et communique, dans les sept jours après réception de la note avec remarques, sa décision de maintenir son rapport d'évaluation, ou son rapport d'évaluation adapté au membre du personnel évalué.

Si le rapport d'évaluation est modifié partiellement suite aux remarques du membre du personnel évalué, le premier rapport d'évaluation et les points de la note annexée pris en considération par la commission d'évaluation sont considérés comme inexistantes.

CHAPITRE IV. — LE RENOUVELLEMENT DU MANDAT

SECTION 1^{re} LA REQUETE EN RENOUVELLEMENT ET L'EVALUATION

Art. VII.III.110. Au plus tôt douze et au plus tard huit mois avant d'atteindre le premier terme du mandat, le mandataire sollicite la prolongation du mandat, ou bien communique qu'il ne sollicite pas cette prolongation. Une requête en renouvellement introduite hors de ces délais est non valable.

Art. VII.III.111. Le mandataire adresse la requête ou la communication visée à l'article VII.III.110, soit :

- 1° au conseil communal ou de police, en ce qui concerne le mandat de chef de corps;
- 2° au chef de corps, en ce qui concerne les autres mandats dans la police locale;
- 3° au ministre, en ce qui concerne les mandats d'inspecteur général et de commissaire général;
- 4° au commissaire général, en ce qui concerne les autres mandats de la police fédérale.

Sous-peine d'irrecevabilité, le membre du personnel qui sollicite le renouvellement de son mandat joint à sa demande de renouvellement un rapport d'activité rédigé notamment selon les objectifs repris dans sa lettre de mission. Il joint également toutes les pièces qui lui paraissent pertinentes pour l'évaluation de sa demande de renouvellement.

Le ministre peut fixer le modèle du rapport d'activité, lequel peut varier en fonction de la catégorie à laquelle appartient le mandat, ou de la nature du mandat exercé.

Art. VII.III.112. L'autorité visée à l'article VII.III.111, alinéa 1^{er}, communique les requêtes en renouvellement de mandat au président de la commission d'évaluation compétente pour l'évaluation du renouvellement.

La commission d'évaluation compétente évalue le membre du personnel conformément aux dispositions de la section 4 du chapitre III. Elle communique le rapport d'évaluation aux autorités compétentes visées à l'article VII.III.111.

SECTION 2. — LE RENOUVELLEMENT DU MANDAT

Art. VII.III.113. La condition visée à l'article VII.III.20, alinéa 1^{er}, 5°, n'est pas d'application pour le renouvellement du mandat.

Art. VII.III.114. L'autorité compétente pour le renouvellement du mandat est celle visée à l'article VII.III.44, conformément à la distinction qui y est faite.

Art. VII.III.115. Les autorités hiérarchiques visées à l'article 107, alinéa 5, de la loi, sont celles fixées à l'article VII.III.62.

Art. VII.III.116. Le délai visé à l'article 107, dernier alinéa, de la loi, est celui fixé dans l'article VII.III.61.

L'article VII.III.61, alinéa 2, est d'application à la demande d'avis.

Art. VII.III.117. Sans préjudice des dispositions des articles 49, 107 et 149 de la loi, l'autorité visée à l'article VII.III.44 décide de l'octroi ou non de la prolongation des fonctions énumérées et déterminées en

Art. VII.III.109. Treedt de evaluatiecommissie niet alle opmerkingen in de nota bij, dan handhaaft zij, geheel of gedeeltelijk, haar evaluatieverslag en deelt zij binnen de zeven dagen na ontvangst van de nota met opmerkingen haar beslissing tot handhaving van haar evaluatieverslag, dan wel het aangepast evaluatieverslag mee aan het geëvalueerde personeelslid.

Indien het evaluatieverslag op grond van de opmerkingen van het geëvalueerde personeelslid gedeeltelijk werd aangepast, worden het eerste evaluatieverslag en de door de evaluatiecommissie in aanmerking genomen punten uit de erbij horende nota als onbestaande beschouwd.

HOOFDSTUK IV. — DE HERNIEUWING VAN HET MANDAAT

AFDELING 1 HET VERZOEK TOT HERNIEUWING EN DE EVALUATIE

Art. VII.III.110. Ten vroegste twaalf en ten laatste acht maanden voor het verstrijken van de eerste termijn van het mandaat, verzoekt de mandataris om de verlenging van zijn mandaat, dan wel deelt hij mee dat hij niet om deze verlenging verzoekt. Een buiten deze termijn ingediend verzoek tot hernieuwing is ongeldig.

Art. VII.III.111. De mandataris richt het in artikel VII.III.110 bedoelde verzoek of de medeling tot hetzij :

- 1° de gemeente- of politieraad wat het mandaat van korpschef betreft;
- 2° de korpschef wat de overige mandaten in de lokale politie betreft;
- 3° de minister wat de mandaten van inspecteur-generaal en commissaris-generaal betreft;
- 4° de commissaris-generaal wat de overige mandaten in de federale politie betreft.

Op straffe van onontvankelijkheid voegt het personeelslid dat om de hernieuwing van zijn mandaat verzoekt, bij zijn verzoek tot hernieuwing een activiteitenverslag dat onder meer is opgemaakt volgens de doelstellingen die opgenomen zijn in de opdrachtbrief. Hij voegt er tevens alle stukken bij die hem relevant blijken ter evaluatie van zijn verzoek tot hernieuwing.

De minister kan het model van dit activiteitenverslag vastleggen, waarbij dit model kan verschillen al naar gelang van de categorie waartoe het uitgeoefende mandaat behoort, dan wel van de aard van het uitgeoefende mandaat.

Art. VII.III.112. De in artikel VII.III.111, eerste lid, bedoelde overheid deelt de verzoeken tot hernieuwing van het mandaat mee aan de voorzitter van de voor de evaluatie van de hernieuwing bevoegde evaluatiecommissie.

De bevoegde evaluatiecommissie evalueert het personeelslid overeenkomstig de bepalingen van afdeling 4 van hoofdstuk III. Zij deelt het evaluatieverslag mee aan de in artikel VII.III.111 bedoelde overheid.

AFDELING 2. — DE HERNIEUWING VAN HET MANDAAT

Art. VII.III.113. De voorwaarde bedoeld in artikel VII.III.20, eerste lid, 5°, is niet van toepassing voor de hernieuwing van het mandaat.

Art. VII.III.114. De voor de hernieuwing van het mandaat bevoegde overheid is die bedoeld in artikel VII.III.44 overeenkomstig het aldaar gemaakte onderscheid.

Art. VII.III.115. De in artikel 107, vijfde lid, van de wet bedoelde hiërarchische overheden zijn die bepaald in artikel VII.III.62.

Art. VII.III.116. De in artikel 107, laatste lid, van de wet bedoelde termijn is die bepaald in artikel VII.III.61.

Artikel VII.III.61, tweede lid, is van toepassing op het verzoek tot advies.

Art. VII.III.117. Onverminderd het bepaalde in de artikelen 49, 107 en 149 van de wet, beslist de in artikel VII.III.44 bedoelde overheid over de al dan niet verlenging van de in artikel VII.III.3 opgesomde en de met

application de l'article VII.III.3, sur la base de l'évaluation globale visée à l'article VII.III.86, établie par la commission d'évaluation compétente à cet effet.

Art. VII.III.118. Une requête en prolongation du mandat ne peut être refusée que si l'autorité qui décide du renouvellement du mandat ou celle visée à l'article 49, alinéa 1^{er}, de la loi, a entendu l'intéressé.

Lorsque le mandat est renouvelé par Nous, l'audition est réalisée par le ministre ou son délégué, à l'exception du cas visé à l'article 49, alinéa 1^{er}, de la loi.

Art. VII.III.119. L'audition visée à l'article VII.III.118 peut avoir lieu au plus tôt dix jours après la convocation.

Sauf cas de force majeure, en cas d'absence du membre du personnel convoqué régulièrement, la procédure est poursuivie et est présumée être exécutée contradictoirement.

Art. VII.III.120. L'article VII.III.45 est d'application conforme au renouvellement du mandat.

Art. VII.III.121. Tant qu'il n'a pas été décidé du renouvellement ou non du mandat par l'autorité compétente, le mandataire dont le renouvellement du mandat est examiné reste désigné pour ce mandat.

Art. VII.III.122. Le mandat est exercé conformément à la lettre de mission, le cas échéant modifiée au cours du premier mandat, fixée lors de la désignation du mandat.

Sur demande, cette lettre de mission peut être adaptée conformément aux méthodes déterminées dans les articles VII.III.53 et VII.III.54.

Art. VII.III.123. La durée du renouvellement, compté en années, prend cours le jour où le premier terme du mandat est achevé.

CHAPITRE V. — LA FIN DU MANDAT

SECTION 1^{re} LES MANIERES DONT PRENNENT FIN LES MANDATS

Art. VII.III.124. Le mandat prend fin de plein droit :

- 1° le jour où la cessation des fonctions ou le retrait d'emploi prend effet;
- 2° sans préjudice de l'article VII.III.121, le jour où la durée du premier terme du mandat est échu;
- 3° le jour où le mandat renouvelé prend fin.

Art. VII.III.125. Le mandat en cours, renouvelé ou non, peut être terminé si le membre du personnel intéressé :

- 1° termine son mandat volontairement;
- 2° n'offre pas satisfaction dans sa fonction;
- 3° en application de l'article 107, alinéa 6, de la loi, est désigné pour un autre mandat.

SECTION 2. — LA FIN VOLONTAIRE DU MANDAT

Art. VII.III.126. Le mandataire peut rompre volontairement son mandat au moyen d'une lettre, selon le cas, au ministre, au bourgmestre ou au collègue de police.

S'il s'agit d'une des fonctions visées à l'article VII.III.3, alinéa 1^{er}, 2°, 3°, 5° et 11°, le membre du personnel informe également le ministre de la Justice de sa requête de démission.

Art. VII.III.127. Le membre du personnel peut uniquement interrompre son mandat après accord des autorités compétentes pour la désignation du mandat et moyennant le respect d'un délai de préavis d'un mois. Si le ministre, le bourgmestre ou le collègue de police n'a pas communiqué au mandataire qui rompt son contrat volontairement la décision de l'autorité compétente pour la désignation du mandat dans les soixante jours de l'envoi de la demande, l'accord est présumé avoir été donné.

toepassing van artikel VII.III.3, derde lid, bepaalde ambten, op grond van de globale evaluatie bedoeld in artikel VII.III.86, die is uitgevoerd door de daartoe bevoegde evaluatiecommissie.

Art. VII.III.118. Een verzoek tot verlenging van het mandaat kan niet worden geweigerd dan nadat de overheid die beslist over de hernieuwing van het mandaat dan wel de overheid bedoeld in artikel 49, eerste lid, van de wet, de betrokkene heeft gehoord.

Wordt door Ons beslist over de hernieuwing van het mandaat, dan geschiedt het horen door de minister of diens afgevaardigde, uitgezonderd het geval bedoeld in artikel 49, eerste lid, van de wet.

Art. VII.III.119. Het in artikel VII.III.118 bedoelde horen kan ten vroegste tien dagen na de uitnodiging plaatshebben.

Behoudens overmacht wordt bij afwezigheid van het regelmatig opgeroepen personeelslid de procedure voortgezet en wordt zij geacht op tegenspraak te zijn gevoerd.

Art. VII.III.120. Artikel VII.III.45 is van overeenkomstige toepassing op de hernieuwing van het mandaat.

Art. VII.III.121. Tot zolang niet is beslist door de voor het hernieuwen van het mandaat bevoegde overheid, blijft de mandataris van wie de hernieuwing van het mandaat wordt onderzocht, aangewezen voor dit mandaat.

Art. VII.III.122. Het mandaat wordt uitgeoefend in overeenstemming met de bij de aanwijzing van het mandaat bepaalde en, in voorkomend geval, in de loop van de eerste termijn aangepaste, opdrachtbrief.

Desgewenst kan deze opdrachtbrief worden aangepast overeenkomstig de in de artikelen VII.III.53 en VII.III.54 bepaalde werkwijze.

Art. VII.III.123. De duur van de hernieuwing, gerekend in jaren, gaat in de dag waarop de eerste termijn van het mandaat is beëindigd.

HOOFDSTUK V. — DE BEEINDIGING VAN HET MANDAAT

AFDELING 1 DE WIJZEN VAN BEEINDIGING VAN HET MANDAAT

Art. VII.III.124. Het mandaat wordt van rechtswege beëindigd :

- 1° op de dag dat de definitieve ambtsneerlegging of ambtsontheffing van het personeelslid uitwerking heeft;
- 2° onverminderd artikel VII.III.121, op de dag waarop de duur van de eerste termijn van het mandaat afloopt;
- 3° op de dag waarop het hernieuwde mandaat een einde neemt.

Art. VII.III.125. Het lopende, al dan niet hernieuwde mandaat kan voortijdig worden beëindigd indien het betrokken personeelslid :

- 1° vrijwillig zijn mandaat beëindigt;
- 2° in zijn ambt geen voldoening schenkt;
- 3° met toepassing van artikel 107, zesde lid, van de wet, wordt aangewezen voor een ander mandaat.

AFDELING 2 HET VRIJWILLIG BEEINDIGEN VAN HET MANDAAT

Art. VII.III.126. De mandataris kan vrijwillig zijn mandaat beëindigen door middel van een brief aan, naar gelang van het geval, de minister, de burgemeester of het politiecollege.

Betreft het een beëindiging van één van de in artikel VII.III.3, eerste lid, 2°, 3°, 5° en 11° bedoelde ambten, dan licht het personeelslid ook de minister van Justitie in van zijn verzoek tot ontslag.

Art. VII.III.127. Het personeelslid mag slechts na toestemming van de voor het aanwijzen van het mandaat bevoegde overheid en mits naleving van een opzeggingstermijn van één maand zijn mandaat beëindigen. Indien de minister, de burgemeester of het politiecollege niet binnen de zestig dagen na de verzending van de aanvraag de beslissing van de voor het aanwijzen van het mandaat bevoegde overheid heeft meegedeeld aan de mandataris die vrijwillig zijn mandaat beëindigt, wordt de toestemming geacht te zijn verleend.

Le délai de préavis visé à l'alinéa 1^{er} prend cours le premier jour du mois suivant celui au cours duquel la décision prise à l'alinéa 1^{er} est communiquée au membre du personnel ou bien suivant celui au cours duquel le délai visé à l'alinéa 1^{er} de soixante jours après la date d'envoi est atteint.

Le ministre, le bourgmestre ou le collègue de police peut, de commun accord avec le mandataire, réduire le délai de préavis visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. VII.III.128. La décision d'achever le mandat est publiée conformément à l'article VII.III.45.

SECTION 3. — LA FIN DU MANDAT POUR INAPTITUDE DU MANDATAIRE

Art. VII.III.129. Sans préjudice des articles 49, 107 et 149 de la loi, le mandat d'un membre du personnel peut être prématurément achevé par l'autorité compétente pour la désignation du mandat, lorsque, sur base d'une évaluation de la commission d'évaluation compétente pour l'évaluation du mandat concerné et après que le membre du personnel intéressé ait été entendu, il ressort que ce dernier ne donne pas satisfaction dans l'exécution de son mandat.

Art. VII.III.130. L'audition est réalisée par l'autorité qui décide de la désignation au mandat.

Lorsque le mandat est désigné par Nous, l'audition est réalisée par le ministre ou son délégué.

Art. VII.III.131. Les auditions visées à l'article VII.III.130 peuvent avoir lieu au plus tôt seize jours après que la convocation ait eu lieu.

Sauf cas de force majeure, en cas d'absence du membre du personnel convoqué régulièrement, la procédure est poursuivie et est présumée être exécutée contradictoirement.

Art. VII.III.132. La décision de fin de mandat prend effet à la date mentionnée dans la décision ou, si aucune date n'y est mentionnée, le premier jour du mois qui suit la date de la notification de la décision au membre du personnel concerné.

La décision d'achever le mandat est publiée conformément au prescrit de l'article VII.III.45.

SECTION 4. — REGLES PARTICULIERES POUR LA POLICE FEDERALE : LA DESIGNATION POUR UN AUTRE MANDAT

Art. VII.III.133. Cette section est relative à la désignation pour un autre mandat, visée à l'article 107, alinéa 6, de la loi.

Art. VII.III.134. Avant que le ministre et le ministre de la Justice estiment devoir prendre la décision visée à l'article 107, alinéa 6, de la loi, il est communiqué préalablement au mandataire que la décision déterminée à l'article 107, alinéa 6, de la loi est envisagée, ainsi que les motifs de celle-ci et l'autre mandat dans lequel on envisage de désigner l'intéressé.

Le mandataire dispose d'au moins quatorze jours à compter à partir de la prise de connaissance visée à l'alinéa 1^{er}, afin de faire connaître son point de vue. Il communique celui-ci dans ce délai aux deux ministres déterminés dans l'article 107, alinéa 6, de la loi.

Art. VII.III.135. La décision de désignation visée à l'article 107, alinéa 6, de la loi peut uniquement être prise valablement moyennant l'accord explicite de l'intéressé et emporte de plein droit la fin du mandat en cours le premier jour du mois qui suit la notification de cette décision à l'intéressé, sauf si cette décision fixe un autre délai en la matière.

Si l'intéressé visé à l'alinéa 1^{er}, est un détaché de la police locale, l'avis du conseil communal ou du conseil de police est sollicité.

Art. VII.III.136. Le ministre peut fixer des modalités en matière de désignation pour un autre mandat.

De in het eerste lid bedoelde opzeggingstermijn gaat in op de eerste dag van de maand volgend op die waarin de in het eerste lid bepaalde beslissing ter kennis is gebracht van het personeelslid dan wel volgend op die waarin de in het eerste lid bedoelde termijn van zestig dagen na de datum van verzending is verstreken.

De minister, de burgemeester of het politiecollege kan in onderling akkoord met de mandataris de in het eerste lid bedoelde opzeggingstermijn inkorten.

Art. VII.III.128. De beslissing tot beëindiging van het mandaat wordt bekendgemaakt overeenkomstig artikel VII.III.45.

AFDELING 3. — DE BEEINDIGING VAN HET MANDAAT WEGENS ONGESCHIKTHEID VAN DE MANDATARIS

Art. VII.III.129. Onverminderd de artikelen 49, 107 en 149 van de wet, kan het mandaat van een personeelslid voortijdig worden beëindigd door de voor het aanwijzen van het mandaat bevoegde overheid, wanneer op grond van een evaluatie door de voor de beoordeling van het betrokken mandaat bevoegde evaluatiecommissie en nadat het betrokken personeelslid werd gehoord, blijkt dat deze laatste in de uitoefening van zijn mandaat geen voldoening schenkt.

Art. VII.III.130. Het horen gebeurt door de overheid die beslist over de aanwijzing voor het mandaat.

Wordt door Ons beslist over de aanwijzing van het mandaat, dan geschiedt het horen door de minister of diens afgevaardigde.

Art. VII.III.131. Het in artikel VII.III.130 bedoelde horen kan ten vroegste zestien dagen na de uitnodiging plaatshebben.

Behoudens overmacht wordt bij afwezigheid van het regelmatig opgeroepen personeelslid de procedure voortgezet en wordt zij geacht op tegenspraak te zijn gevoerd.

Art. VII.III.132. De beslissing tot beëindiging van het mandaat heeft uitwerking op de in de beslissing vermelde datum of, indien geen datum is vermeld, de eerste dag van de maand volgend op de datum van de kennisgeving van de beslissing aan het betrokken personeelslid.

De beslissing tot beëindiging van het mandaat wordt bekendgemaakt overeenkomstig het bepaalde in artikel VII.III.45.

AFDELING 4. — BIJZONDERE REGELS VOOR DE FEDERALE POLITIE : DE AANWIJZING VOOR EEN ANDER MANDAAT

Art. VII.III.133. Deze afdeling heeft betrekking op de in artikel 107, zesde lid, van de wet, bedoelde aanwijzing voor een ander mandaat.

Art. VII.III.134. Vooraleer de minister en de minister van Justitie overwegen de in artikel 107, zesde lid, van de wet bedoelde beslissing te nemen, wordt aan de mandataris voorafgaandelijk meegedeeld dat de in artikel 107, zesde lid, van de wet bepaalde beslissing wordt overwogen alsook de motieven hiervoor en het andere mandaat waarvoor overwogen wordt om betrokkene aan te wijzen.

De mandataris beschikt over ten minste veertien dagen, te rekenen vanaf de kennisneming bedoeld in het eerste lid, om zijn standpunt ter zake te doen kennen. Hij deelt dit binnen die termijn mee aan beide in artikel 107, zesde lid, van de wet bedoelde ministers.

Art. VII.III.135. De beslissing tot aanwijzing bedoeld in artikel 107, zesde lid, van de wet kan slechts rechtsgeldig getroffen worden mits het uitdrukkelijk akkoord van betrokkene en houdt van rechtswege de beëindiging in van het lopende mandaat op de eerste dag van de maand die volgt na de kennisgeving van deze beslissing aan betrokkene, tenzij de beslissing ter zake een andere termijn bepaalt.

Is de betrokkene bedoeld in het eerste lid een afgevaardigde van de lokale politie, dan wordt het advies ingewonnen van de gemeente- of politieraad.

Art. VII.III.136. De minister kan nadere regels inzake de aanwijzing voor een ander mandaat bepalen.

CHAPITRE VI. — LA REAFFECTATION

Art. VII.III.137. A l'exception du membre du personnel qui, à la date de la fin du mandat, conformément au régime de mobilité contenu dans la partie VI, titre II, chapitre II, est désigné pour un autre emploi, le membre du personnel dont le mandat est achevé est désigné à un autre emploi conformément aux règles de réaffectation visées aux articles VI.II.86 à VI.II.91 y compris.

TITRE IV. — LA CARRIERE DU PERSONNEL
DU CADRE ADMINISTRATIF EN LOGISTIQUECHAPITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

Art. VII.IV.1 § 1^{er}. La promotion est la nomination d'un membre du personnel du cadre administratif et logistique à un grade supérieur.

Il y a deux sortes de promotions :

1° la promotion par accession au grade supérieur au sein d'un même niveau;

2° la promotion par accession à un niveau supérieur.

§ 2. La carrière barémique du membre du personnel du cadre administratif et logistique consiste en l'octroi successif au membre du personnel d'une échelle de traitement de plus en plus haute au sein d'un même grade, sur base d'une ancienneté d'échelle de traitement, d'une évaluation et, le cas échéant, d'une sélection par une commission de sélection, visée aux articles VII.IV.26 à VII.IV.28 y compris, ou d'une formation continuée.

Art. VII.IV.2. Afin de bénéficier d'une promotion ou d'une augmentation d'échelle de traitement dans le cadre d'une carrière barémique, le membre du personnel du cadre administratif et logistique doit se trouver dans une position administrative qui lui permette de faire valoir ses droits à la promotion ou à la carrière barémique.

Art. VII.IV.3. § 1^{er}. L'autorité de nomination accorde la promotion et l'augmentation d'échelle de traitement visée à l'article VII.IV.25, 3°.

§ 2. A l'exception de l'augmentation de l'échelle de traitement visée au § 1^{er}, l'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique est octroyée par le ministre, le bourgmestre ou le collège de police sur proposition du commissaire général ou du chef de corps.

Le ministre fixe les modalités relatives à la proposition visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — LA PROMOTION PAR NOMINATION
AU GRADE SUPERIEUR AU SEIN DU MEME NIVEAU

Art. VII.IV.4. Peut être promu au grade spécifique de chef de travaux, le membre du personnel du niveau C, ayant au moins six ans d'ancienneté de niveau dans le niveau C, qui a réussi l'épreuve de sélection déterminée par Nous.

Art. VII.IV.5. Peut être promu au grade spécifique de chef d'équipe, l'ouvrier qualifié, ayant au moins six ans d'ancienneté de niveau dans le niveau D, qui a réussi l'épreuve de sélection déterminée par Nous.

Art. VII.IV.6. La promotion visée à l'article VII.IV.4 ou VII.IV.5 est accordée au membre du personnel qui satisfait aux conditions respectivement requises et qui, conformément aux règles de mobilité, est désigné dans un emploi vacant respectivement de chef de travaux ou de chef d'équipe.

CHAPITRE III. — LA PROMOTION PAR ACCESSION
A UN NIVEAU SUPERIEURSECTION 1^{re}. — DISPOSITION GENERALE

Art. VII.IV.7. Pour être promu par accession à un niveau supérieur, le membre du personnel doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être titulaire du brevet pour l'accession au niveau envisagé, visé à la section 2;

HOOFDSTUK VI. — DE HERPLAATSING

Art. VII.III.137. Met uitzondering van het personeelslid dat op de datum van de beëindiging van het mandaat, overeenkomstig de mobiliteitsregeling vervat in deel VI, titel II, hoofdstuk II wordt aangewezen voor een andere betrekking, wordt het personeelslid wiens mandaat is beëindigd, aangewezen voor een andere betrekking overeenkomstig de regels van de herplaatsing bedoeld in de artikelen VI.II.86 tot en met VI.II.91.

TITEL IV. — DE LOOPBAAN VAN HET PERSONEEL
VAN HET ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER

HOOFDSTUK I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. VII.IV.1 § 1. De bevordering is de benoeming van een personeelslid van het administratief en logistiek kader tot een hogere graad.

Er zijn twee soorten van bevorderingen :

1° de bevordering door verhoging in graad binnen eenzelfde niveau;

2° de bevordering door overgang naar een hoger niveau.

§ 2. De baremische loopbaan van het personeelslid van het administratief en logistiek kader bestaat in de opeenvolgende toekenning aan het personeelslid van een steeds hogere loonschaal binnen eenzelfde graad op basis van loonschaalanciënniteit, evaluatie en, in voorkomend geval, de selectie door een selectiecommissie, bedoeld in de artikelen VII.IV.26 tot en met VII.IV.28, of een voortgezette opleiding.

Art. VII.IV.2. Om een bevordering te verkrijgen of om een verhoging van loonschaal in het raam van een baremische loopbaan te genieten, moet het personeelslid van het administratief en logistiek kader zich in een administratieve stand bevinden waarin het zijn aanspraken op bevordering of baremische loopbaan kan doen gelden.

Art. VII.IV.3. § 1. De benoemende overheid verleent de bevordering en de loonschaalverhoging bedoeld in artikel VII.IV.25, 3°.

§ 2. Met uitzondering van de loonschaalverhoging bedoeld in § 1, wordt de hogere loonschaal binnen de baremische loopbaan toegekend door de minister, de burgemeester of het politiecollege op voorstel van de commissaris-generaal of de korpschef.

De minister stelt de nadere regels vast inzake het in het eerste lid bedoelde voorstel.

HOOFDSTUK II. — DE BEVORDERING DOOR BENOEMING
IN EEN HOGERE GRAAD BINNEN HETZELFDE NIVEAU

Art. VII.IV.4. Kan tot de bijzondere graad van werkleider worden bevorderd, het personeelslid van niveau C met minstens zes jaar niveauanciënniteit in het niveau C, dat geslaagd is in de door Ons bepaalde selectieproef.

Art. VII.IV.5. Kan tot de bijzondere graad van ploegbaas worden bevorderd, de vakman met minstens 6 jaar niveauanciënniteit in het niveau D, die geslaagd is in de door Ons bepaalde selectieproef.

Art. VII.IV.6. De in artikel VII.IV.4 of VII.IV.5 bedoelde bevordering wordt verleend aan het personeelslid dat voldoet aan de gestelde respectieve voorwaarden en dat overeenkomstig de regels inzake de mobiliteit wordt aangewezen in een vacante betrekking van respectievelijk werkleider of ploegbaas.

HOOFDSTUK III. — DE BEVORDERING
DOOR OVERGANG NAAR
EEN HOGER NIVEAU

AFDELING 1. — ALGEMENE BEPALING

Art. VII.IV.7. Om bevorderd te worden door overgang naar een hoger niveau, moet het personeelslid voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° houder zijn van het in afdeling 2 bedoelde brevet voor overgang naar het beoogde niveau;

2° conformément aux règles de mobilité, être désigné dans un emploi vacant du niveau envisagé pour lequel la date ultime d'introduction des candidatures visée à l'article VI.II.15, 4°, doit tomber dans les deux ans qui suivent la remise du brevet visé dans l'article VII.IV.21, alinéa 2.

SECTION 2 LE BREVET POUR L'ACCESSION A UN NIVEAU SUPERIEUR

Sous-section 1^{re}. — Disposition générale

Art. VII.IV.8. Sans préjudice l'article 98 de la loi, le ministre fixe chaque année, par rôle linguistique et par niveau, à combien de membres du personnel le brevet pour l'accession à un niveau supérieur peut être accordé.

Sous-section 2. — Les conditions d'admission

Art. VII.IV.9. Pour être admis aux épreuves de sélection pour le brevet pour l'accession à un niveau supérieur, le membre du personnel doit satisfaire aux conditions suivantes, à la date de la clôture de l'inscription pour ces épreuves de sélection :

- 1° disposer de l'ancienneté de niveau visée à la sous-section 3;
- 2° satisfaire aux exigences de diplômes visées à la sous-section 4;
- 3° ne pas avoir d'évaluation avec la mention finale «insuffisant»;
- 4° ne pas avoir antérieurement été réaffecté en raison d'une inaptitude professionnelle en application de l'article V.III.19, alinéa 1^{er}, 3°.

Sous-section 3. — Ancienneté de niveau exigée

Art. VII.IV.10. Un membre du personnel du niveau D peut être admis à la sélection pour le brevet pour l'accession au niveau C à condition d'avoir au moins 3 ans d'ancienneté de niveau dans le niveau D.

Art. VII.IV.11. Un membre du personnel du niveau C peut être admis à la sélection pour le brevet pour l'accession au niveau B à condition d'avoir au moins 4 ans d'ancienneté de niveau dans le niveau C.

Art. VII.IV.12. Un membre du personnel du niveau B ou C peut être admis à la sélection pour le brevet pour l'accession au niveau A à condition d'avoir au moins 2 ans d'ancienneté de niveau dans le niveau B ou au moins 4 ans d'ancienneté de niveau dans le niveau C.

Sous-section 4. — Exigences de diplômes

Art. VII.IV.13. Pour être admis à la sélection pour le brevet pour l'accession au niveau C, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les Administrations fédérales, tels que repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel du niveau D qui a réussi une épreuve organisée dont le programme est arrêté par le service désigné par le ministre, est dispensé des exigences de diplômes visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. VII.IV.14. Pour être admis à la sélection pour le brevet pour l'accession au niveau B, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2+ dans les Administrations fédérales, tels que repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel du niveau C, qui a réussi une épreuve organisée dont le programme est arrêté par le service désigné par le ministre, est dispensé des exigences de diplômes visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. VII.IV.15. Pour être admis à la sélection pour le brevet pour l'accession au niveau A, le candidat doit être porteur d'un diplôme ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 1 dans les Administrations

2° overeenkomstig de regels inzake de mobiliteit worden aangewezend in een vacante betrekking van het beoogde niveau, waarbij de in artikel VI.II.15, 4°, bedoelde uiterste datum van indienen van de kandidaatstellingen binnen de twee jaar na de in artikel VII.IV.21, tweede lid, bedoelde verlening van het brevet moet vallen.

AFDELING 2 HET BREVET VOOR OVERGANG NAAR EEN HOGER NIVEAU

Onderafdeling 1. — Algemene bepaling

Art. VII.IV.8. Onverminderd artikel 98 van de wet, bepaalt de minister jaarlijks, per taalstelsel en per niveau, aan hoeveel personeelsleden het brevet voor overgang naar een hoger niveau kan worden verleend.

Onderafdeling 2. — De toelatingsvoorwaarden

Art. VII.IV.9. Om te worden toegelaten tot de selectieproeven voor het brevet voor overgang naar een hoger niveau, moet het personeelslid voldoen aan de volgende voorwaarden op datum van het afsluiten van de inschrijving voor deze selectieproeven :

- 1° over de in onderafdeling 3 bedoelde niveauanciënniteit beschikken;
- 2° voldoen aan de in onderafdeling 4 bedoelde diplomavereisten;
- 3° geen evaluatie met eindvermelding "onvoldoende" genieten;
- 4° niet eerder herplaatst zijn wegens beroepsongeschiktheid bij toepassing van artikel V.III.19, eerste lid, 3°.

Onderafdeling 3. — Vereiste niveauanciënniteit

Art. VII.IV.10. Een personeelslid van niveau D kan worden toegelaten tot de selectie voor het brevet voor overgang naar niveau C mits het ten minste 3 jaar niveauanciënniteit telt in het niveau D.

Art. VII.IV.11. Een personeelslid van niveau C kan worden toegelaten tot de selectie voor het brevet voor overgang naar niveau B mits het ten minste 4 jaar niveauanciënniteit telt in het niveau C.

Art. VII.IV.12. Een personeelslid van niveau B of C kan worden toegelaten tot de selectie voor het brevet voor overgang naar niveau A mits het ten minste 2 jaar niveauanciënniteit in niveau B of ten minste 4 jaar niveauanciënniteit in niveau C telt.

Onderafdeling 4. — Diplomavereisten

Art. VII.IV.13. Om te worden toegelaten tot de selectie voor het brevet voor overgang naar niveau C moet het personeelslid houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

In afwijking van het eerste lid, is het personeelslid van niveau D dat geslaagd is voor een georganiseerde proef waarvan het programma vastgesteld is door de door de minister aangewezen dienst vrijgesteld van de in het eerste lid bepaalde diplomavereiste.

Art. VII.IV.14. Om te worden toegelaten tot de selectie voor het brevet voor overgang naar niveau B, moet het personeelslid houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2+ bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

In afwijking van het eerste lid, is het personeelslid van niveau C dat geslaagd is voor een georganiseerde proef waarvan het programma vastgesteld is door de door de minister aangewezen dienst vrijgesteld van de in het eerste lid bepaalde diplomavereiste.

Art. VII.IV.15. Om te worden toegelaten tot de selectie voor het brevet voor overgang naar niveau A moet het personeelslid houder zijn van een diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de

fédérales, tels que repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Par dérogation de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel du niveau B ou C, qui a réussi une épreuve organisée dont le programme est arrêté par le service désigné par le ministre, est dispensé des exigences de diplômes visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. VII.IV.16. Le ministre ou le directeur du service qu'il désigne peut prendre en considération des diplômes ou des certificats étrangers qui sont au moins équivalents à ceux repris à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut du personnel de l'Etat.

Sous-section 5. — La sélection

Art. VII.IV.17. § 1^{er}. La sélection des candidats dans le cadre des procédures de promotion par accession à un niveau supérieur a lieu sous forme d'un concours.

§ 2. Les lauréats des épreuves de sélection sont classés par rôle linguistique, dans l'ordre des résultats obtenus.

Les candidats sont classés conformément à l'article II.I.7 si leurs résultats sont équivalents.

§ 3. Sont classés en ordre utile les candidats qui satisfont aux conditions et dont le rang de classement ne dépasse pas le nombre visé à l'article VII.IV.8.

Art. VII.IV.18. Le ministre détermine :

1° en fonction du niveau, la nature, le nombre, l'ordre et les règles d'organisation des épreuves de sélection;

2° les conditions de réussite;

3° la composition et la méthode de travail de la commission de sélection.

Art. VII.IV.19. L'organisation des épreuves de sélection est annoncée aux membres du personnel intéressés de la manière fixée par le ministre. Cette annonce mentionne au moins la langue des épreuves de sélection, le niveau pour lequel les épreuves sont organisées, les conditions de participation, la date à laquelle elles doivent être remplies ainsi que le mode d'inscription et la date ultime d'inscription.

Art. VII.IV.20. Chaque membre du personnel qui s'inscrit à une sélection, reçoit, à sa demande, le programme général des épreuves de sélection.

Art. VII.IV.21. La commission de sélection visée à l'article VII.IV.18, 3°, décide quels candidats ont réussi et sont classés en ordre utile, et établit la liste de ces membres du personnel par ordre alphabétique.

Le ministre octroie le brevet aux membres du personnel qui figurent sur cette liste.

CHAPITRE IV. — LA CARRIERE BAREMIQUE

SECTION 1^{re} LA CARRIERE BAREMIQUE DANS LE NIVEAU D

Art. VII.IV.22. Une carrière barémique est instaurée pour l'accession aux échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement :

1° de l'échelle de traitement DD1, D1A et D1B à, respectivement, l'échelle de traitement DD2, D2A et D2B, après six ans;

2° de l'échelle de traitement D1C à l'échelle de traitement D2C, après 4 ans;

3° de l'échelle de traitement DD2, D2A, D2B et D2C à, respectivement, l'échelle de traitement DD3, D3A, D3B et D3C, après six ans;

4° de l'échelle de traitement DD3, D3A, D3B et D3C à, respectivement, l'échelle de traitement DD4, D4A, D4B et D4C, après six ans.

Les échelles de traitement supérieures ne sont pas octroyées si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale «insuffisant».

betrekkingen van niveau 1 bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel.

In afwijking van het eerste lid, is het personeelslid van niveau B of C dat geslaagd is voor een georganiseerde proef waarvan het programma vastgesteld is door de door de minister aangewezen dienst vrijgesteld van de in het eerste lid bepaalde diplomaverreichte.

Art. VII.IV.16. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst kan buitenlandse diploma's of getuigschriften die ten minste evenwaardig zijn aan die, welke opgenomen zijn in de bijlage I van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, in aanmerking nemen.

Onderafdeling 5. — De selectie

Art. VII.IV.17. § 1. De selectie van de kandidaten in het raam van de bevorderingsprocedures door overgang naar een hoger niveau geschiedt onder de vorm van een vergelijkend examen.

§ 2. De laureaten van de selectieproeven worden per taalstelsel gerangschikt in volgorde van de behaalde resultaten.

De kandidaten worden gerangschikt overeenkomstig artikel II.I.7 indien hun resultaten gelijkwaardig zijn.

§ 3. Batig gerangschikt zijn de kandidaten die aan de voorwaarden voldoen en wier rangschikkingsnummer het in artikel VII.IV.8 bedoelde aantal niet overschrijdt.

Art. VII.IV.18. De minister bepaalt :

1° in functie van het niveau, de aard, het aantal, de volgorde en de organisatieregels van de selectieproeven;

2° de voorwaarden om te slagen;

3° de samenstelling en de werkwijze van de selectiecommissie.

Art. VII.IV.19. Het organiseren van de selectieproeven wordt aangekondigd aan de belanghebbende personeelsleden op de door de minister bepaalde manier. Deze aankondiging vermeldt ten minste de taal van de selectieproeven, het niveau waarvoor de proeven worden georganiseerd, de deelnemingsvoorwaarden en de datum waarop die moeten vervuld zijn alsmede de wijze van inschrijven en de uiterste inschrijvingsdatum.

Art. VII.IV.20. Ieder personeelslid dat zich voor een selectie inschrijft, ontvangt op aanvraag het algemeen programma van de selectieproeven.

Art. VII.IV.21. De in artikel VII.IV.18, 3°, bedoelde selectiecommissie beslist welke kandidaten geslaagd en batig gerangschikt zijn en stelt de lijst van deze personeelsleden in alfabetische volgorde vast.

De minister verleent het brevet aan de personeelsleden die op deze lijst voorkomen.

HOOFDSTUK IV. — DE BAREMISCHE LOOPBAAN

AFDELING 1 DE BAREMISCHE LOOPBAAN IN HET NIVEAU D

Art. VII.IV.22. Er wordt een baremische loopbaan ingesteld voor overgang tussen de hieronder opgesomde loonschalen en na het vermelde aantal jaren loonschaalanciënniteit :

1° van de loonschaal DD1, D1A en D1B naar respectievelijk de loonschaal DD2, D2A en D2B, na zes jaar;

2° van de loonschaal D1C naar de loonschaal D2C, na vier jaar;

3° van de loonschaal DD2, D2A, D2B en D2C naar respectievelijk de loonschaal DD3, D3A, D3B en D3C, na zes jaar;

4° van de loonschaal DD3, D3A, D3B en D3C naar respectievelijk de loonschaal DD4, D4A, D4B en D4C, na zes jaar.

De hogere loonschalen worden niet toegekend indien de laatste tweejaarlijkse evaluatie de eindvermelding "onvoldoende" draagt.

SECTION 2
LA CARRIERE BAREMIQUE DANS LE NIVEAU C

Art. VII.IV.23. Une carrière barémique est instaurée pour l'accèsion aux échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement mentionné :

1° de l'échelle de traitement CC1, C1A, C1B et C1C à, respectivement, l'échelle de traitement CC2, C2A, C2B et C2C, après six ans;

2° de l'échelle de traitement C1D à l'échelle de traitement C2D, après 4 ans;

3° de l'échelle de traitement CC2, C2A, C2B, C2C et C2D à, respectivement, l'échelle de traitement CC3, C3A, C3B, C3C et C3D, après six ans;

4° de l'échelle de traitement CC3, C3A, C3B, C3C et C3D à, respectivement, l'échelle de traitement CC4, C4A, C4B, C4C et C4D, après six ans.

Les échelles de traitement supérieures ne sont pas octroyées si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale «insuffisant».

SECTION 3
LA CARRIERE BAREMIQUE DANS LE NIVEAU B

Art. VII.IV.24. Une carrière barémique est instaurée pour l'accèsion aux échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement mentionné :

1° de l'échelle de traitement BB1, B1A, B1B, B1C et B1D à, respectivement, l'échelle de traitement BB2, B2A, B2B, B2C et B2D, après six ans;

2° de l'échelle de traitement BB2, B2A, B2B, B2C et B2D à, respectivement, l'échelle de traitement BB3, B3A, B3B, B3C et B3D, après six ans;

3° de l'échelle de traitement loonschaal BB3, B3A, B3B, B3C et B3D à, respectivement, l'échelle de traitement BB4, B4A, B4B, B4C et B4D, après six ans.

Les échelles de traitement supérieures ne sont pas octroyées si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale «insuffisant».

SECTION 4
LA CARRIERE BAREMIQUE DANS LE NIVEAU A

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. VII.IV.25. Une carrière barémique est instaurée pour l'accèsion aux échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement mentionné :

1° de l'échelle de traitement AA1 et A1A à, respectivement, l'échelle de traitement AA2 et A2A, après six ans;

2° de l'échelle de traitement AA2 et A2A à, respectivement, l'échelle de traitement AA3 et A3A, après six ans;

3° de l'échelle de traitement AA3 et A3A à, respectivement, l'échelle de traitement AA4 et A4A, après six ans;

4° de l'échelle de traitement AA4 et A4A à, respectivement, l'échelle de traitement AA5 et A5A, après six ans.

Les échelles de traitement supérieures ne sont pas octroyées si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale «insuffisant».

Sous-section 2. — La commission nationale de sélection pour les membres du personnel du niveau A

Art. VII.IV.26. En vue de l'octroi des échelles de traitement AA4 et A4A, une commission nationale de sélection pour les membres du personnel du niveau A, dénommée «la commission de sélection» dans cette section, est instaurée au Ministère de l'Intérieur et est composée comme suit de:

1° l'inspecteur général de l'inspection générale, président;

2° le directeur général qui dirige la direction générale des ressources humaines;

3° un membre qui n'est pas membre du personnel et qui est au moins titulaire d'un diplôme d'une université ou d'une haute école de la Communauté Flamande ou Française et qui dispose d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins dix ans pour la mission de la commission de sélection;

AFDELING 2
DE BAREMISCHE LOOPBAAN IN HET NIVEAU C

Art. VII.IV.23. Er wordt een baremische loopbaan ingesteld voor overgang tussen de hieronder opgesomde loonschalen en na het vermelde aantal jaren loonschaalanciënniteit :

1° van de loonschaal CC1, C1A, C1B en C1C naar respectievelijk de loonschaal CC2, C2A, C2B en C2C, na zes jaar;

2° van de loonschaal C1D naar de loonschaal C2D, na vier jaar;

3° van de loonschaal CC2, C2A, C2B, C2C en C2D naar respectievelijk de loonschaal CC3, C3A, C3B, C3C en C3D, na zes jaar;

4° van de loonschaal CC3, C3A, C3B, C3C en C3D naar respectievelijk de loonschaal CC4, C4A, C4B, C4C en C4D, na zes jaar.

De hogere loonschalen worden niet toegekend indien de laatste tweejaarlijkse evaluatie de eindvermelding "onvoldoende" draagt.

AFDELING 3
DE BAREMISCHE LOOPBAAN IN HET NIVEAU B

Art. VII.IV.24. Er wordt een baremische loopbaan ingesteld voor overgang tussen de hieronder opgesomde loonschalen en na het vermelde aantal jaren loonschaalanciënniteit :

1° van de loonschaal BB1, B1A, B1B, B1C en B1D naar respectievelijk de BB2, B2A, B2B, B2C en B2D, na zes jaar;

2° van de loonschaal BB2, B2A, B2B, B2C en B2D naar respectievelijk de loonschaal BB3, B3A, B3B, B3C en B3D, na zes jaar;

3° van de loonschaal BB3, B3A, B3B, B3C en B3D naar respectievelijk de loonschaal BB4, B4A, B4B, B4C en B4D, na zes jaar.

De hogere loonschalen worden niet toegekend indien de laatste tweejaarlijkse evaluatie de eindvermelding "onvoldoende" draagt.

AFDELING 4
DE BAREMISCHE LOOPBAAN IN HET NIVEAU A

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. VII.IV.25. Er wordt een baremische loopbaan ingesteld voor overgang tussen de hieronder opgesomde loonschalen en na het vermelde aantal jaren loonschaalanciënniteit :

1° van de loonschaal AA1 en A1A naar respectievelijk de loonschaal AA2 en A2A na zes jaar;

2° van de loonschaal AA2 en A2A naar respectievelijk de loonschaal AA3 en A3A, na zes jaar;

3° van de loonschaal AA3 en A3A naar respectievelijk de loonschaal AA4 en A4A, na zes jaar;

4° van de loonschaal AA4 en A4A naar respectievelijk de loonschaal AA5 en A5A, na zes jaar.

De hogere loonschalen worden niet toegekend indien de laatste tweejaarlijkse evaluatie de eindvermelding "onvoldoende" draagt.

Onderafdeling 2. — De nationale selectiecommissie voor personeelsleden van het niveau A

Art. VII.IV.26. Bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken bestaat, met het oog op de toekenning van de loonschaal AA4 en A4A, een nationale selectiecommissie voor personeelsleden van het niveau A, in deze afdeling "de selectiecommissie" genoemd, die als volgt is samengesteld :

1° de inspecteur-generaal van de algemene inspectie, voorzitter;

2° de directeur-generaal die de algemene directie van het personeel leidt;

3° een lid dat geen personeelslid is, dat ten minste houder is een diploma van een universiteit of hogeschool van de Vlaamse of Franse Gemeenschap en dat een voor de opdracht van de selectiecommissie relevante beroepservaring van ten minste tien jaar geniet;

4° deux membres du personnel du cadre administratif et logistique qui bénéficient au moins de l'échelle de traitement AA4 ou A4A et dont un est membre de la police locale et l'autre membre de la police fédérale.

Le président et les membres de la commission de sélection ont, en outre, chacun un remplaçant. A l'exception des remplaçants des membres visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, qui doivent satisfaire aux exigences déterminées à l'alinéa 1^{er}, 3°, les remplaçants bénéficient, selon le cas, au moins de l'échelle de traitement AA4, A4A ou O5.

Un secrétaire, désigné par le ministre, assiste la commission.

Art. VII.IV.27. Le ministre désigne :

1° le membre visé à l'article VII.IV.26, alinéa 1^{er}, 3°, ainsi que son remplaçant;

2° un président remplaçant sur une double liste présentée par l'inspecteur général de l'inspection générale;

3° le remplaçant du membre visé à l'article VII.IV.26, alinéa 1^{er}, 2°, sur une double liste présentée par le directeur général qui dirige la direction générale des ressources humaines;

4° les membres visés à l'article VII.IV.26, alinéa 1^{er}, 4°, ainsi que leurs remplaçants qui figurent sur une liste, reprenant au moins huit membres du personnel du cadre administratif et logistique, quatre de la police fédérale et quatre de la police locale, qui bénéficient au moins de l'échelle de traitement AA4 ou A4A, qui est proposée par le commissaire général en ce qui concerne les membres de la police fédérale et par la Commission Permanente pour la police locale en ce qui concerne les membres de la police locale.

Art. VII.IV.28. Les membres de la commission de sélection qui ne sont pas des membres du personnel ont droit pour leurs activités dans la commission de sélection aux jetons de présence et aux indemnités visés à l'article VII.II.27.

Sous-section 3. — L'accession à l'échelle de traitement AA4 et A4A

Art.VII.IV.29. Le membre du personnel du niveau A bénéficie, dans les limites du quota visé à l'article VII.IV.30, de l'augmentation d'échelle de traitement visée à l'article VII.IV.25, alinéa 1^{er}, 3°, s'il a été sélectionné par la commission de sélection.

Art.VII.IV.30. Le nombre de membres du personnel du niveau A qui bénéficie au moins de l'échelle de traitement AA4 ou A4A, ne peut dépasser 15% du nombre total des membres du personnel du niveau A.

Sur base des données visées aux articles II.I.9 et II.I.10, le ministre ou le directeur du service qu'il désigne détermine annuellement le nombre visé à l'alinéa 1^{er}.

Si ce résultat n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité supérieure.

Art. VII.IV.31. Les candidats sont informés de l'appel à la candidature par le ministre ou le directeur du service qu'il désigne.

Cet appel comporte au moins les données suivantes :

1° le nombre de membres du personnel déterminé conformément à l'article VII.IV.30, qui entre en compte l'année suivante pour l'accession à l'échelle de traitement AA4 ou A4A;

2° la date à laquelle la condition visée à l'article VII.IV.25, alinéa 1^{er}, 3°, doit être remplie;

3° les modalités de la candidature et la date ultime à laquelle celle-ci peut être introduite valablement;

4° la composition de la commission de sélection.

Art. VII.IV.32. Le candidat introduit sa candidature auprès du ministre ou du service qu'il désigne.

Pour être valable, celle-ci doit répondre aux prescriptions de l'appel et doit soit être envoyée par lettre recommandée, soit être remise contre accusé de réception auprès du service désigné par le ministre.

4° twee personeelsleden van het administratief en logistiek kader die minstens de loonschaal AA4 of A4A genieten en waarvan één lid is van een lokale politie en de andere lid is van de federale politie.

De voorzitter en de leden van de selectiecommissie hebben bovendien elk een plaatsvervanger. Met uitzondering van de plaatsvervangers van de in het eerste lid, 3°, bedoelde leden, die moeten voldoen aan de in het eerste lid, 3°, bepaalde vereisten, genieten de plaatsvervangers, naar gelang van het geval, ten minste de loonschaal AA4, A4A of O5.

Een secretaris, aangewezen door de minister, staat de selectiecommissie bij.

Art. VII.IV.27. De minister wijst aan :

1° het in artikel VII.IV.26, eerste lid, 3°, bedoelde lid alsook zijn plaatsvervanger;

2° de plaatsvervangende voorzitter uit een dubbeltal voorgesteld door de inspecteur-generaal van de algemene inspectie;

3° de plaatsvervanger van het in artikel VII.IV.26, eerste lid, 2°, bedoelde lid uit een dubbeltal voorgesteld door de directeur-generaal die de algemene directie personeel leidt;

4° de in artikel VII.IV.26, eerste lid, 4°, bedoelde leden alsook hun plaatsvervangers, die voorkomen op een lijst, bevattende ten minste acht personeelsleden van het administratief en logistiek kader, vier van de federale politie en vier van een lokale politie, die ten minste de loonschaal AA4 of A4A genieten, die wordt voorgesteld door de commissaris-generaal wat de leden van de federale politie betreft en door de Vaste Commissie van de lokale politie wat de leden van de lokale politie betreft.

Art. VII.IV.28. De leden van de selectiecommissie die geen personeelslid zijn, hebben voor hun werkzaamheden in de selectiecommissie recht op een presentiegeld en de vergoedingen bedoeld in artikel VII.II.27.

Onderafdeling 3. — De overgang naar de loonschaal AA4 en A4A

Art.VII.IV.29. Het personeelslid van het niveau A geniet, binnen het in artikel VII.IV.30 bepaalde quotum, de in artikel VII.IV.25, eerste lid, 3°, bedoelde loonschaalverhoging indien hij geselecteerd is door de selectiecommissie.

Art.VII.IV.30. Het aantal personeelsleden van het niveau A dat ten minste de loonschaal AA4 of A4A geniet, omvat ten hoogste 15% van het totaal aantal personeelsleden van het niveau A.

Op grond van de gegevens bedoeld in de artikelen II.I.9 en II.I.10 bepaalt de minister of de directeur van de dienst die hij aanwijst jaarlijks het in het eerste lid bedoelde aantal.

Indien dit resultaat geen geheel getal uitmaakt, wordt het afgerond naar de naasthogere eenheid.

Art. VII.IV.31. De minister of de directeur van de door hem aangewezen dienst richt een oproep tot kandidaatstelling aan de kandidaten.

Deze oproep bevat minstens de volgende gegevens:

1° het overeenkomstig artikel VII.IV.30 bepaalde aantal personeelsleden dat in het volgende jaar in aanmerking komt voor de overgang naar de loonschaal AA4 of A4A;

2° de datum waarop de in artikel VII.IV.25, eerste lid, 3°, bedoelde voorwaarde moet vervuld zijn;

3° de wijze van kandidaatstelling en de uiterste datum waarop die ontvankelijk kan worden ingediend;

4° de samenstelling van de selectiecommissie.

Art. VII.IV.32. De kandidaat dient zijn kandidaatstelling in bij de minister of bij de door deze aangewezen dienst.

Om geldig te zijn moet deze beantwoorden aan de voorschriften van de oproep en hetzij per aangetekende brief worden verzonden, hetzij tegen ontvangstbewijs bij de door de minister aangewezen dienst worden ingediend.

Art. VII.IV.33. Le candidat qui veut proposer la récusation du président ou d'un membre de la commission de sélection, doit le faire, sous peine d'irrecevabilité, avant l'expiration du délai visé à l'article VII.IV.31, alinéa 2, 3°. La demande de récusation est adressée, sous peine d'irrecevabilité, au ministre par requête motivée.

Le ministre décide du fondement de la demande de récusation et remplace, le cas échéant, le membre récusé par son remplaçant. Cette décision motivée est portée à la connaissance du président, du membre récusé et du candidat concerné.

Art. VII.IV.34. Le ministre ou l'autorité ou le service qu'il désigne, communique les candidatures ainsi que la teneur de l'appel à la candidature au président de la commission de sélection.

Lorsque le président ou un membre estime qu'un ou plusieurs candidats peuvent invoquer une cause de récusation à leur égard au sens de l'article 828 du Code Judiciaire, ou qu'il leur est impossible de juger le candidat de manière impartiale, il en informe le ministre.

Le ministre décide et agit conformément à l'article VII.IV.33, alinéa 2.

Art. VII.IV.35. La commission de sélection examine la recevabilité des candidatures et compare les titres et mérites respectifs des candidats.

La comparaison des titres et mérites respectifs des candidats entrant en ligne de compte s'effectue sur base du dossier personnel, de l'évaluation et de la candidature.

Art. VII.IV.36. Après la comparaison des titres et mérites respectifs des candidats entrant en ligne de compte, la commission établit une proposition motivée d'augmentation d'échelle de traitement reprenant, d'une part, dans l'ordre de leur aptitude, les candidats recommandés par elle et, d'autre part, les candidatures qui ne sont pas recevables ou qui ne sont pas recommandées par elle.

Le nombre de candidats recommandés par la commission de sélection ne peut pas dépasser le nombre d'emplois à conférer, comme déterminé à l'article VII.IV.31, alinéa 2, 1°.

Art. VII.IV.37. La commission de sélection communique aux candidats sa proposition motivée reprenant les candidats sélectionnés pour l'attribution de l'échelle de traitement AA4 ou A4A.

Le candidat qui s'estime lésé, peut, dans les quinze jours qui suivent cette notification, introduire une réclamation motivée auprès de la commission de sélection. Une réclamation envoyée après ce délai n'est pas recevable.

La commission de sélection statue sur la recevabilité et le bien-fondé des réclamations.

Art. VII.IV.38. La commission de sélection communique au ministre sa proposition motivée reprenant les candidats sélectionnés pour l'attribution de l'échelle de traitement AA4 ou A4A, de même que toutes les candidatures et son évaluation de celles-ci.

Le ministre peut refuser un candidat sélectionné si celui-ci ne satisfait pas aux conditions visées à l'article VII.IV.25, alinéa 1^{er}, 3°, et alinéa 2, ou si sa candidature ne satisfait pas aux conditions de l'article VII.IV.32.

En cas de refus du ministre, la commission de sélection introduit une nouvelle proposition motivée.

Art. VII.IV.39. L'autorité visée à l'article VII.IV.3, § 1^{er}, accorde l'accession à l'échelle de traitement AA4 ou A4A aux candidats proposés par la commission de sélection, selon que ces derniers bénéficient de l'échelle de traitement AA3 ou A3A.

Art. VII.IV.33. De kandidaat die de wraking van de voorzitter of van een lid van de selectiecommissie wil voordragen, moet dit op straffe van onontvankelijkheid doen voor het verstrijken van de in artikel VII.IV.31, tweede lid, 3°, bepaalde termijn. De wraking wordt, op straffe van onontvankelijkheid, bij gemotiveerd verzoekschrift gevraagd aan de minister.

De minister beslist over de wrakingsgronden en vervangt in voorkomend geval het gewraakte lid door de plaatsvervanger. De voorzitter, het gewraakte lid en de betrokken kandidaat worden in kennis gesteld van die met redenen omklede beslissing.

Art. VII.IV.34. De minister of de door hem aangewezen overheid of dienst deelt de kandidaatstellingen alsmede de in de oproep vermelde gegevens mee aan de voorzitter van de selectiecommissie.

Meent de voorzitter of een lid dat één of meer kandidaten een reden van wraking tegen hem kunnen voordragen in de zin van artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek of dat het hem onmogelijk is de kandidaat onpartijdig te beoordelen, dan meldt hij dit aan de minister.

De minister beslist en handelt overeenkomstig het bepaalde in artikel VII.IV.33, tweede lid.

Art. VII.IV.35. De selectiecommissie onderzoekt de ontvankelijkheid van de kandidaatstellingen en vergelijkt de respectieve aanspraken en verdiensten van de kandidaten.

De vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de in aanmerking komende kandidaten geschiedt op basis van het persoonlijk dossier, de evaluatie en de kandidaatstelling.

Art. VII.IV.36. Na de vergelijking van de aanspraken en verdiensten van de in aanmerking komende kandidaten, maakt de selectiecommissie een gemotiveerd voorstel tot loonschaalverhoging op bevattende, enerzijds, in orde van hun geschiktheid, de door haar aanbevolen kandidaten en anderzijds de kandidaatstellingen die hetzij niet ontvankelijk zijn, hetzij niet door haar worden aanbevolen.

Het door de selectiecommissie aanbevolen aantal kandidaten mag niet groter zijn dan het aantal te begeben betrekkingen zoals vastgesteld in artikel VII.IV.31, tweede lid, 1°.

Art. VII.IV.37. De selectiecommissie deelt haar gemotiveerd voorstel, bevattende de door haar voor het toekennen van de loonschaal AA4 of A4A geselecteerde kandidaten, mee aan de kandidaten.

De kandidaat die zich benadeeld acht, kan binnen vijftien dagen na deze kennisgeving een gemotiveerd bezwaarschrift indienen bij de selectiecommissie. Een buiten deze termijn verzonden bezwaarschrift is niet ontvankelijk.

De selectiecommissie oordeelt over de ontvankelijkheid en gegrondheid van de bezwaarschriften.

Art. VII.IV.38. De selectiecommissie deelt haar gemotiveerd voorstel, bevattende de door haar voor het toekennen van de loonschaal AA4 of A4A geselecteerde kandidaten alsook alle kandidaatstellingen en haar beoordeling ervan, mee aan de minister.

De minister kan een geselecteerde kandidaat weigeren indien deze niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen VII.IV.25, eerste lid, 3°, en tweede lid, of indien diens kandidaatstelling niet voldoet aan de voorwaarden van artikel VII.IV.32.

Ingeval van weigering door de minister doet de selectiecommissie een nieuw gemotiveerd voorstel.

Art. VII.IV.39. De in artikel VII.IV.3, § 1, bedoelde overheid verleent de overgang naar de loonschaal AA4 of A4A aan de door de selectiecommissie voorgedragen kandidaten, naargelang deze laatste de loonschaal AA3 of A3A genieten.

PARTIE VIII. — LES POSITIONS ADMINISTRATIVES, LES CONGES, LES DISPENSES DE SERVICE ET LES NON-ACTIVITES

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

Art.VIII.I.1^{er}. Pour l'application de la présente partie, il y a lieu d'entendre par :

1° « l'autorité compétente » : le chef de corps ou l'autorité qu'il désigne pour la police locale, le commissaire général ou les autorités qu'il désigne pour la police fédérale, le directeur du centre de formation pour les aspirants;

2° « jours ouvrables » : les jours où le membre du personnel est tenu de travailler en vertu du régime de travail qui lui est imposé.

Art. VIII.I.2. Les congés, absences et dispenses de service visés par la présente partie sont accordés par l'autorité compétente, à l'exception toutefois des congés suivants qui sont accordés par, selon le cas, le ministre, le bourgmestre ou le collège de police dont relève le membre du personnel :

1° le congé pour mission d'intérêt général;

2° le congé pour exercer une fonction dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat ou dans le cabinet du président ou d'un membre du Gouvernement d'une Communauté ou d'une Région, du Collège de la Commission communautaire française ou du Collège réuni de la Commission communautaire commune.

Les congés, absences et dispenses de service sont accordés aux chefs de corps par le bourgmestre ou par le collège de police, et au commissaire général par le ministre.

TITRE II. — LES POSITIONS ADMINISTRATIVES

Art. VIII.II.1^{er}. Le membre du personnel se trouve dans une des positions administratives suivantes :

1° en activité de service;

2° en non-activité;

3° en disponibilité.

Art. VIII.II.2. Le membre du personnel, pour ce qui concerne la fixation de sa position administrative, est toujours censé se trouver en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant, soit de plein droit, soit sur décision de l'autorité compétente, dans une autre position administrative.

Art. VIII.II.3. Le membre du personnel en activité de service a droit, sauf si déterminé autrement, au traitement, à la promotion, à la carrière barémique et aux augmentations intercalaires.

Art. VIII.II.4. Hormis les cas de force majeure, le membre du personnel ne peut s'absenter de son service s'il n'a obtenu au préalable un congé, un repos ou une dispense de service.

Art. VIII.II.5. Sans préjudice de l'application éventuelle d'une sanction disciplinaire ou d'une mesure administrative, le membre du personnel qui s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé, son repos ou sa dispense de service, se trouve de plein droit en non-activité.

Art. VIII.II.6. La suspension provisoire visée à l'article 59 de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police place de plein droit l'intéressé dans la position administrative de non-activité.

Art. VIII.II.7. A l'exception des membres du personnel contractuel, les membres du personnel en non-activité n'ont pas droit, sauf si déterminé autrement, au traitement, ni à la promotion, ni à la carrière barémique, ni aux augmentations intercalaires.

DEEL VIII. — DE ADMINISTRATIEVE STANDEN, DE VERLOVEN, DE DIENSTVRIJSTELLINGEN EN DE NON-ACTIVITEITEN

TITEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art.VIII.I.1. Voor de toepassing van dit deel moet worden verstaan onder :

1° « de bevoegde overheid » : de korpschef of de overheid die hij aanwijst voor de lokale politie, de commissaris-generaal of de overheden die hij aanwijst voor de federale politie, de directeur van het opleidingscentrum voor de aspiranten;

2° « werkdagen » : de dagen waarop het personeelslid verplicht is te werken krachtens de arbeidsregeling die hem is opgelegd.

Art. VIII.I.2. De verloven, afwezigheden en dienstvrijstellingen bedoeld in dit deel worden toegekend door de bevoegde overheid, met uitzondering echter van de volgende verloven die, naar gelang van het geval, worden toegekend door de minister, de burgemeester of het politiecollege waaronder het personeelslid ressorteert :

1° het verlof voor opdracht van algemeen belang;

2° het verlof om een ambt uit te oefenen bij het kabinet van een minister of een staatssecretaris, of bij het kabinet van de voorzitter of een lid van de regering van een Gemeenschap of een Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie of bij het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De verloven, afwezigheden en dienstvrijstellingen worden toegekend aan de korpschefs door de burgemeester of door het politiecollege en aan de commissaris-generaal door de minister.

TITEL II. — DE ADMINISTRATIEVE STANDEN

Art. VIII.II.1. Het personeelslid bevindt zich in één van de volgende administratieve standen :

1° in dienstactiviteit;

2° in non-activiteit;

3° in beschikbaarheid.

Art. VIII.II.2. Wat de vaststelling van zijn administratieve stand betreft, wordt het personeelslid altijd geacht zich in dienstactiviteit te bevinden, behoudens de formele bepaling die hem, hetzij van rechtswege, hetzij op beslissing van de bevoegde overheid, in een andere administratieve stand plaatst.

Art. VIII.II.3. Het personeelslid in dienstactiviteit heeft, tenzij anders bepaald, recht op wedde, op bevordering, op de baremische loopbaan en op tussentijdse verhogingen.

Art. VIII.II.4. Behoudens de gevallen van overmacht mag het personeelslid niet afwezig zijn van zijn dienst indien het niet vooraf een verlof, een rust of een dienstvrijstelling heeft gekregen.

Art. VIII.II.5. Onverminderd de eventuele toepassing van een tuchtstraf of een administratieve maatregel, is het personeelslid dat zonder toestemming afwezig is of de duur van zijn verlof, zijn rust of zijn dienstvrijstelling zonder geldige reden overschrijdt, van rechtswege in non-activiteit.

Art. VIII.II.6. De voorlopige schorsing bedoeld in artikel 59 van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten plaatst de betrokkene van rechtswege in de administratieve stand van non-activiteit.

Art. VIII.II.7. Met uitzondering van de contractuele personeelsleden, hebben de personeelsleden in non-activiteit, tenzij anders bepaald, geen recht op wedde, op bevordering, op de baremische loopbaan en op tussentijdse verhogingen.

TITRE III. — CONGE ANNUEL DE VACANCES ET JOURS FERIES

CHAPITRE I^{er}. — LE CONGE ANNUEL DES VACANCESSECTION 1^{re}. — DISPOSITIONS GENERALES

Art. VIII.III.1^{er}. Le membre du personnel non aspirant a droit à trente deux jours ouvrables de congé annuel de vacances.

Art. VIII.III.2. Le congé annuel de vacances doit être pris pendant l'année calendrier.

Le ministre fixe les modalités du report éventuel du congé annuel de vacances à l'année suivante. Ce report n'est valable que jusqu'au 1^{er} avril de l'année suivante. Dans des circonstances exceptionnelles, l'autorité compétente peut consentir des dérogations à cette date limite.

Art. VIII.III.3. Le congé annuel de vacances est pris selon les convenances du membre du personnel dans le respect toutefois des nécessités du service.

Si le congé est fractionné, il doit comporter une période continue d'au moins seize jours sauf autre accord entre le membre du personnel et l'autorité compétente.

Art. VIII.III.4. Toute période d'activité de service donne droit au congé annuel de vacances.

Le congé de vacances est toutefois réduit à due concurrence, lorsqu'un membre du personnel entre en service dans le courant de l'année, a suivi une formation de base, démissionne de ses fonctions, est engagé pour effectuer des prestations incomplètes ou a obtenu au cours de l'année l'un des congés ou l'une des absences mentionnés ci-après :

- 1° les congés pour stage ou période d'essai;
- 2° les congés pour mission;
- 3° le départ anticipé à mi-temps;
- 4° la semaine volontaire de quatre jours;
- 5° le congé pour interruption de la carrière professionnelle;
- 6° le congé pour présenter sa candidature aux élections;
- 7° les absences pendant lesquelles le membre du personnel est placé dans la position administrative de non-activité ou de disponibilité.

Si le nombre de jours de congé ainsi calculé ne forme pas un nombre entier, il est arrondi au jour entier supérieur.

Art. VIII.III.5. Le congé annuel de vacances est suspendu lorsque le membre du personnel obtient un congé de maladie, un congé de circonstances ou est placé en disponibilité.

Les jours de congés qui ainsi n'ont pas été pris sont rajoutés au solde annuel de jours de congés.

Art. VIII.III.6. Les aspirants bénéficient de deux jours de congé annuel de vacances par mois de formation, à prendre selon les modalités scolaires fixées par le directeur du centre de formation dans le règlement d'école.

SECTION 2. — PROCEDURE
EN CAS DE REFUS DE CONGE ANNUEL DE VACANCES

Art. VIII.III.7. Au sein de la direction générale des ressources humaines, il est créé un organe consultatif qui se compose comme suit :

- 1° un représentant du ministre, président;
- 2° un assesseur par organisation syndicale représentative;
- 3° un nombre d'assesseurs égal au nombre d'assesseurs visé au 2°, parmi lesquels, si possible, autant de membres appartiennent à la police locale et à la police fédérale.

En outre, le président et les assesseurs ont chacun un suppléant.

Un secrétaire, désigné par le ministre, assiste l'organe consultatif.

TITEL III. — JAARLIJKS VAKANTIEVERLOF EN FEESTDAGEN

HOOFDSTUK I. — HET JAARLIJKS VAKANTIEVERLOF

AFDELING 1. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. VIII.III.1. Het personeelslid, met uitzondering van de aspirant, heeft recht op 32 werkdagen jaarlijks vakantieverlof.

Art. VIII.III.2. Het jaarlijks vakantieverlof moet tijdens het kalenderjaar worden genomen.

De minister bepaalt de nadere regelen van de eventuele overdracht van het jaarlijks vakantieverlof naar het volgende jaar. Deze overdracht geldt tot 1 april van het volgende jaar. In uitzonderlijke omstandigheden kan de bevoegde overheid afwijkingen toestaan op deze uiterste datum.

Art. VIII.III.3. Het jaarlijks vakantieverlof wordt genomen zoals het het personeelslid past en met inachtneming van de behoeften van de dienst.

Indien het verlof wordt gesplitst, moet het een doorlopende periode van ten minste zestien dagen omvatten, behoudens andersluidende overeenkomst tussen het personeelslid en de bevoegde overheid.

Art. VIII.III.4. Elke periode van dienstactiviteit geeft recht op jaarlijks vakantieverlof.

Het vakantieverlof wordt echter in evenredige mate verminderd wanneer een personeelslid in de loop van het jaar in dienst treedt, een basisopleiding heeft gevolgd, zijn ambt definitief neerlegt, in dienst is genomen om onvolledige prestaties te verrichten, of tijdens het jaar één van de hierna genoemde verloven of afwezigheden heeft verkregen :

- 1° het verlof voor stage of proefperiode;
- 2° het verlof voor opdracht;
- 3° de halftijdse vervroegde uittreding;
- 4° de vrijwillige vierdagenweek;
- 5° het verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan;
- 6° het verlof om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen;
- 7° de afwezigheden waarbij het personeelslid in de administratieve stand van non-activiteit of beschikbaarheid is geplaatst.

Indien het aldus berekende aantal vakantiedagen geen geheel getal vormt, wordt het afgerond naar de hogere hele dag.

Art. VIII.III.5. Het jaarlijks vakantieverlof wordt opgeschort zodra het personeelslid een ziekteverlof of een omstandigheidsverlof bekomt of in beschikbaarheid wordt geplaatst.

De verlofdagen die aldus niet werden genomen worden toegevoegd aan het saldo van de jaarlijkse verlofdagen.

Art. VIII.III.6. De aspiranten genieten twee dagen jaarlijks vakantieverlof per maand opleiding, te nemen volgens de schoolmodaliteiten die worden vastgelegd door de directeur van het opleidingscentrum in het schoolreglement.

AFDELING 2. — PROCEDURE
BIJ WEIGERING VAN HET JAARLIJKS VAKANTIEVERLOF

Art. VIII.III.7. Bij de algemene directie personeel wordt een raadgevend orgaan opgericht dat als volgt is samengesteld :

- 1° een vertegenwoordiger van de minister, voorzitter;
- 2° één bijzitter per representatieve vakorganisatie;
- 3° een aantal bijzitters gelijk aan het aantal bijzitters bedoeld in 2° waarvan zo mogelijk evenveel leden tot de lokale als tot de federale politie behoren.

De voorzitter en de bijzitters hebben bovendien elk een plaatsvervanger.

Een secretaris, aangewezen door de minister, staat het raadgevend orgaan bij.

Art. VIII.III.8. Le ministre désigne les assesseurs visés à l'article VIII.III.7, alinéa 1^{er}, 3°, parmi les membres du personnel qui figurent sur une double liste proposée par le commissaire général en ce qui concerne les membres de la police fédérale et par la commission permanente pour la police locale en ce qui concerne les membres de la police locale.

Art. VIII.III.9. Le mandat du président, des assesseurs et de leurs suppléants est de trois ans et il est renouvelable.

Le président, les assesseurs et les suppléants qui sont désignés pour remplacer le président ou les assesseurs décédé(s) ou démissionnaire(s), mènent à terme la désignation de ceux qu'ils remplacent.

Art. VIII.III.10. Le membre du personnel non aspirant peut, en cas de refus de son congé annuel de vacances introduire une procédure auprès de l'organe consultatif visé à l'article VIII.III.7 qui donne un avis à l'autorité qui a refusé le congé.

Art. VIII.III.11. Le ministre détermine les modalités de la procédure à suivre par le membre du personnel.

CHAPITRE II. — LES JOURS FÉRIÉS LEGAUX ET RÉGLEMENTAIRES

Art. VIII.III.12. Les membres du personnel sont en congé les jours fériés légaux et réglementaires.

Art. VIII.III.13. Pour les jours fériés légaux et réglementaires qui coïncident avec un samedi ou un dimanche, le membre du personnel obtient en substitution des jours de congés qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

Le ministre peut toutefois pour l'ensemble du personnel des services visés fixer les dates auxquelles certains ou tous les jours de congé de substitution doivent être pris.

Art. VIII.III.14. Le membre du personnel qui en vertu du régime de travail qui lui est applicable ou en raison des nécessités du service, est obligé de travailler l'un des jours mentionnés à l'article VIII.III.12 ou à l'article VIII.III.13, alinéa 2, obtient en substitution des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

Art. VIII.III.15. La position administrative du membre du personnel qui est en congé le jour férié pour un autre motif ou qui est en disponibilité ou en non-activité, reste fixée conformément aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

TITRE IV. — CONGES DE CIRCONSTANCES, CONGES EXCEPTIONNELS ET DISPENSES DE SERVICES

CHAPITRE I^{er}. — CONGES DE CIRCONSTANCES

Art. VIII.IV.1^{er}. Des congés de circonstances sont accordés aux membres du personnel dans les limites fixées ci-après :

- 1° le mariage du membre du personnel : 4 jours ouvrables;
- 2° l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec laquelle le membre du personnel vit en couple au moment de l'événement : 4 jours ouvrables;
- 3° le décès du conjoint, de la personne avec laquelle le membre du personnel vivait en couple, d'un parent ou allié au premier degré du membre du personnel ou de la personne avec laquelle le membre du personnel vit en couple : 4 jours ouvrables;
- 4° le mariage d'un enfant : 2 jours ouvrables;
- 5° le mariage d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère, de la seconde femme du père, d'un petit-enfant du membre du personnel : 1 jour ouvrable;

Art. VIII.III.8. De minister wijst de in artikel VIII.III.7, eerste lid, 3°, bedoelde bijzitters aan onder de personeelsleden die voorkomen op een dubbele lijst die wordt voorgesteld door de commissaris-generaal wat de leden van de federale politie betreft en door de vaste commissie voor de lokale politie wat de leden van de lokale politie betreft.

Art. VIII.III.9. Het mandaat van de voorzitter, de bijzitters en hun plaatsvervangers bedraagt drie jaar en is hernieuwbaar.

De voorzitter, de bijzitters en de plaatsvervangers die worden aangewezen ter vervanging van de overleden of aftredende voorzitter of bijzitters, voleindigen de aanwijzing van diegenen die ze vervangen.

Art. VIII.III.10. Het personeelslid, met uitzondering van de aspirant, kan, bij weigering van zijn jaarlijks vakantieverlof, een procedure inleiden bij het in artikel VIII.III.7 bedoelde raadgevend orgaan dat een advies verstrekt aan de overheid die het verlof heeft geweigerd.

Art. VIII.III.11. De minister bepaalt de nadere regelen van de door het personeelslid te volgen procedure.

HOOFDSTUK II. — DE WETTELIJKE EN REGLEMENTAIRE FEESTDAGEN

Art. VIII.III.12. De personeelsleden zijn met verlof op de wettelijke en reglementaire feestdagen.

Art. VIII.III.13. Voor de wettelijke en reglementaire feestdagen die samenvallen met een zaterdag of een zondag, bekomt het personeelslid vervangende verlofdagen die onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof kunnen worden genomen.

De minister kan echter voor het geheel van het personeel van de beoogde diensten de data vastleggen waarop sommige of alle vervangende verlofdagen moeten worden genomen.

Art. VIII.III.14. Het personeelslid dat krachtens de arbeidstijdregeling die op hem van toepassing is, of ten gevolge van de behoeften van de dienst verplicht is te werken op één van de dagen bedoeld in artikel VIII.III.12 of in artikel VIII.III.13, tweede lid, bekomt vervangende verlofdagen die onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof kunnen worden genomen.

Art. VIII.III.15. De administratieve stand van het personeelslid dat op een feestdag om een andere reden met verlof is of dat in beschikbaarheid of in non-activiteit is, blijft bepaald overeenkomstig de verordeningbepalingen die op hem van toepassing zijn.

TITEL IV. — OMSTANDIGHEIDSVERLOVEN, UITZONDERLIJKE VERLOVEN EN DIENSTVRIJSTELLINGEN

HOOFDSTUK I. — OMSTANDIGHEIDSVERLOVEN

Art. VIII.IV.1. Omstandigheidsverloven worden aan de personeelsleden toegekend binnen de perken zoals hierna bepaald :

- 1° het huwelijk van het personeelslid : 4 werkdagen;
- 2° de bevalling van de echtgenote of van de persoon met wie het personeelslid op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft : 4 werkdagen;
- 3° het overlijden van de echtgenoot, van de persoon met wie het personeelslid samenleefde, van een bloed- of aanverwant in de eerste graad van het personeelslid of van de persoon met wie het personeelslid samenleeft : 4 werkdagen;
- 4° het huwelijk van een kind : 2 werkdagen;
- 5° het huwelijk van een broer, een zuster, een schoonbroer, een schoonzuster, de vader, de moeder, de schoonvader, de stiefvader, de schoonmoeder, de stiefmoeder, een kleinkind van het personeelslid : 1 werkdag;

6° le décès d'un parent ou allié à quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que le membre du personnel : 2 jours ouvrables;

7° le décès d'un parent ou allié au deuxième ou au troisième degré n'habitant pas sous le même toit que le membre du personnel : 1 jour ouvrable;

8° l'ordination, l'entrée au couvent ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant du membre du personnel, du conjoint ou de la personne avec laquelle le membre du personnel vit en couple au moment de l'événement : 1 jour ouvrable;

9° la communion solennelle ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant du membre du personnel, du conjoint ou de la personne avec laquelle le membre du personnel vit en couple au moment de l'événement : 1 jour ouvrable;

10° la participation à la fête de la jeunesse laïque, d'un enfant du membre du personnel, du conjoint ou de la personne avec laquelle le membre du personnel vit en couple au moment de l'événement : 1 jour ouvrable.

CHAPITRE II. — CONGES EXCEPTIONNELS

Art. VIII.IV.2. Le membre du personnel du cadre administratif et logistique non stagiaire, ni membre du personnel contractuel, obtient des congés pour présenter sa candidature aux élections des chambres législatives fédérales, des conseils régionaux et communautaires, des conseils provinciaux, des conseils communaux ou du parlement européen.

Ces congés sont accordés pour une période correspondant à la durée de la campagne électorale à laquelle les intéressés participent en qualité de candidat.

Ces congés ne sont pas rémunérés.

Art. VIII.IV.3. Le membre du personnel non aspirant, ni stagiaire, ni membre du personnel contractuel, obtient des congés pour accomplir un stage ou une période d'essai pour exercer un autre emploi dans un service public ou dans l'enseignement subventionné.

Ce congé est accordé pour une période qui correspond à la durée normale du stage ou de la période d'essai.

Les membres du personnel investis d'un mandat sont exclus de ce congé.

Art. VIII.IV.4. Le congé visé à l'article VIII.IV.3 n'est pas rémunéré.

Art. VIII.IV.5. Le membre du personnel obtient un congé pour participer à un jury de Cour d'Assises et ce, pour la durée de la session.

Art. VIII.IV.6. Le membre du personnel du cadre administratif et logistique obtient un congé pour remplir en temps de paix des prestations dans le corps de protection civile ou dans des services d'incendie, en qualité d'engagé volontaire dans ce corps ou ces services et ce, pour la durée des prestations.

Art. VIII.IV.7. Les membres du personnel obtiennent des congés exceptionnels pour cas de force majeure résultant de la maladie ou d'un accident survenu à une des personnes suivantes habitant sous le même toit que le membre du personnel : le conjoint, la personne avec laquelle il vit en couple, l'enfant de la personne avec laquelle il vit en couple, un parent, un allié, une personne accueillie en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officieuse.

Pour les aspirants, le congé visé à l'alinéa 1^{er} peut être suspendu pendant les périodes de formation fixées par le directeur du centre de formation.

Une attestation médicale témoigne de la nécessité de la présence du membre du personnel.

La durée des congés ne peut excéder quatre jours ouvrables par an.

Art. VIII.IV.8. Le membre du personnel obtient un congé de quatre jours ouvrables au plus pour don de moelle osseuse. Ce congé prend cours le jour où la moelle osseuse est prélevée à l'établissement de soins.

6° het overlijden van een bloed- of aanverwant in om het even welke graad maar onder hetzelfde dak wonend als het personeelslid : 2 werkdagen;

7° het overlijden van een bloed- of aanverwant in de tweede of derde graad maar niet onder hetzelfde dak wonend als het personeelslid : 1 werkdag;

8° de priesterwijding, het intreden in het klooster of elke andere gelijkaardige gebeurtenis van een erkende religie van een kind van het personeelslid, van zijn echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie het personeelslid op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft : 1 werkdag;

9° de plechtige communie of elke andere gelijkaardige gebeurtenis van een erkende religie van een kind van het personeelslid, van zijn echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie het personeelslid op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft : 1 werkdag;

10° de deelneming van een kind van het personeelslid, van zijn echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie het personeelslid op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft, aan het feest van de vrijzinnige jeugd : 1 werkdag.

HOOFDSTUK II. — UITZONDERLIJKE VERLOVEN

Art. VIII.IV.2. Het personeelslid van het administratief en logistiek kader, met uitzondering van de stagiair en het contractuele personeelslid, bekomt verlof om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen van de federale wetgevende kamers, van de gewest- en gemeenschapsraden, van de provincieraden, van de gemeenteraden of van het Europees parlement.

Deze verloven worden toegekend voor een periode die overeenkomt met de duur van de verkiezingscampagne waaraan de betrokkenen als kandidaat deelnemen.

Deze verloven worden niet bezoldigd.

Art. VIII.IV.3. Het personeelslid, met uitzondering van de aspirant, de stagiair en het contractuele personeelslid, bekomt verlof voor een stage of een proefperiode in een andere betrekking van een overheidsdienst of van het gesubsidieerd onderwijs.

Dit verlof wordt toegestaan voor de normale duur van de stage of van de proefperiode.

De personeelsleden die een mandaat bekleden, worden uitgesloten van dat verlof.

Art. VIII.IV.4. Het verlof bedoeld in artikel VIII.IV.3 wordt niet bezoldigd.

Art. VIII.IV.5. Het personeelslid bekomt een verlof om deel uit te maken van de jury van het Hof van Assisen en dit voor de duur van de zitting.

Art. VIII.IV.6. Het personeelslid van het administratief en logistiek kader bekomt een verlof om in vreedstijd prestaties te verrichten bij het Korps Civiele Bescherming of bij brandweerdiensten als vrijwillige dienstdoener bij dit korps of die diensten en dit voor de duur van de prestaties.

Art. VIII.IV.7. De personeelsleden bekomen uitzonderlijk verlof wegens overmacht die het gevolg is van de ziekte of van een ongeval overkomen aan één van de volgende personen met wie het personeelslid onder hetzelfde dak woont : de echtgenoot, de persoon met wie hij samenleeft, een kind van de persoon met wie hij samenleeft, een bloed- of aanverwant, een persoon opgenomen met het oog op zijn adoptie of met het oog op de uitoefening van een pleegvoogdij.

Voor de aspiranten kan het verlof, bedoeld in het eerste lid, opgeschort worden tijdens de opleidingsperiodes die door de directeur van het opleidingscentrum worden vastgesteld.

De noodzaak van de aanwezigheid van het personeelslid wordt bewezen aan de hand van een doktersattest.

De duur van de verloven is tot vier werkdagen per jaar beperkt.

Art. VIII.IV.8. Het personeelslid verkrijgt een verlof van ten hoogste vier werkdagen voor het afstaan van beenmerg. Het verlof neemt een aanvang op de dag waarop het beenmerg in de verzorgingsinstelling wordt afgeestaan.

Art. VIII.IV.9. Le membre du personnel obtient un congé pour don d'organes ou de tissus. Ce congé est accordé pour une période correspondant à la durée de l'hospitalisation et de la convalescence éventuellement requise ainsi qu'à la durée des examens médicaux préalables.

CHAPITRE III. — DES DISPENSES DE SERVICES

Art. VIII.IV.10. Des dispenses de services sont octroyées aux membres du personnel pour les activités suivantes :

1° le changement de résidence ordonné dans l'intérêt du service, lorsque ce changement entraîne l'intervention de l'Etat ou de la commune ou de la zone pluricommunale dans les frais de déménagement : pour la durée nécessaire;

2° la participation à une réunion d'un conseil de famille convoqué par la juge de paix : pour la durée nécessaire;

3° la convocation comme témoin devant une juridiction ou comparution personnelle ordonnée par une juridiction dans des affaires qui n'ont pas de liens avec l'exécution du service : pour la durée nécessaire;

4° l'exercice des fonctions de président, d'assesseur ou de secrétaire d'un bureau de vote ou d'un bureau de dépouillement : le temps nécessaire avec un maximum de deux jours ouvrables;

5° le don de sang, de plaquettes ou de plasma sanguin : selon les modalités fixées par le ministre de la Fonction publique fédérale;

6° les rappels des réservistes de l'armée.

TITRE V. — PROTECTION DE LA MATERNITE

Art. VIII.V.1^{er}. La rémunération due pour la période pendant laquelle le membre du personnel féminin se trouve en congé de maternité, visée à l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, ne peut couvrir plus de quinze semaines ou de dix-sept semaines en cas de naissance multiple.

Art. VIII.V.2. Les périodes d'absences pour maladie dues à la grossesse qui se situent pendant les six semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement sont converties en congé de maternité pour la détermination de la position administrative du membre du personnel féminin.

Le présent article est également applicable lorsque les périodes d'absence pour maladie dues à la grossesse se situent pendant les huit semaines qui, en cas de naissance multiple, tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement.

Art. VIII.V.3. Lorsque le membre du personnel féminin a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement. Durant cette période, le membre du personnel féminin se trouve en congé de maternité.

Par dérogation à l'article VIII.V.1^{er}, la rémunération est due.

Art. VIII.V.4. Sont assimilées à des journées de travail susceptibles d'être reportées au-delà du congé postnatal les absences suivantes se situant pendant les six semaines ou, en cas de naissance multiple, pendant les huit semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement :

1° le congé annuel de vacances;

2° les jours fériés légaux et réglementaires;

3° les congés visés aux articles VIII.IV.1^{er}, VIII.IV.7 et VIII.IX.1^{er};

4° les absences pour maladie à l'exclusion des absences visées à l'article VIII.V.2.

Art. VIII.V.5. Le membre du personnel féminin qui est en activité de service et qui a avisé l'autorité compétente dont elle relève de son état obtient, à sa demande, le congé nécessaire pour lui permettre de se rendre aux et de subir les examens médicaux prénataux qui ne peuvent

Art. VIII.IV.9. Het personeelslid verkrijgt een verlof voor het afstaan van organen of weefsels. Dit verlof wordt toegestaan voor een periode die overeenkomt met de duur van de hospitalisatie en van de eventueel vereiste herstelperiode alsook met de duur van de voorafgaande geneeskundige onderzoeken.

HOOFDSTUK III. — DIENSTVRIJSTELLINGEN

Art. VIII.IV.10. Dienstvrijstellingen worden toegekend aan de personeelsleden voor de volgende activiteiten :

1° de verandering van standplaats opgelegd in het belang van de dienst, wanneer die verandering een bijdrage van de Staat of de gemeente of de meergemeentezone in de verhuiskosten meebrengt : voor de nodige duur;

2° het bijwonen van een bijeenkomst van een familieraad, bijeengeroepen door de vrederechter : voor de nodige duur;

3° de oproeping als getuige voor een rechtscollège of persoonlijke verschijning op aanmaning van een rechtscollège voor zaken die geen verband houden met de uitvoering van de dienst : voor de nodige duur;

4° de uitoefening van het ambt van voorzitter, van bijzitter of van secretaris van een stembureau of een opnemingsbureau : de nodige tijd met een maximum van twee werkdagen;

5° het geven van bloed, bloedplaatjes of bloedplasma : volgens de nadere regelen bepaald door de federale minister van Ambtenarenzaken;

6° de wederoproeping van de leden van het reservekader van het leger.

TITEL V. — MOEDERSCHAPSBESCHERMING

Art. VIII.V.1. De bezoldiging over de periode gedurende welke het vrouwelijke personeelslid bevallingsverlof geniet, bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971, mag niet meer dan vijftien weken, of zeventien weken in geval van meergeboorte, bestrijken.

Art. VIII.V.2. De periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten zijn aan de zwangerschap gedurende de zes weken die vallen vóór de zevende dag die de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat, worden voor het bepalen van de administratieve stand van het vrouwelijke personeelslid veranderd in bevallingsverlof.

Dit artikel is eveneens van toepassing wanneer de periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten zijn aan de zwangerschap zijn gesitueerd gedurende de acht weken die, in geval van meergeboorte, vallen vóór de zevende dag die de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat.

Art. VIII.V.3. Wanneer het vrouwelijke personeelslid het prenataal verlof heeft opgebruikt en de bevalling na de voorziene datum gebeurt, wordt het prenataal verlof verlengd tot de werkelijke datum van de bevalling. Tijdens deze periode bevindt het vrouwelijke personeelslid zich in bevallingsverlof.

In afwijking van artikel VIII.V.1 is de bezoldiging verschuldigd.

Art. VIII.V.4. Worden gelijkgesteld met werkdagen die tot na het postnataal verlof kunnen worden verschoven, de volgende afwezigheden gedurende de zes weken of, in geval van meergeboorte, gedurende de acht weken, die vallen vóór de zevende dag die aan de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat :

1° het jaarlijkse vakantieverlof;

2° de wettelijke en reglementaire feestdagen;

3° de in de artikelen VIII.IV.1, VIII.IV.7 en VIII.IX.1 bedoelde verloven;

4° de afwezigheden wegens ziekte met uitsluiting van de afwezigheden bedoeld in artikel VIII.V.2.

Art. VIII.V.5. Het vrouwelijke personeelslid dat in dienstactiviteit is en dat de bevoegde overheid waaronder zij ressorteert, op de hoogte heeft gesteld van haar toestand, bekomt op haar verzoek het nodige verlof om haar in staat te stellen naar prenatale medische onderzoeken,

avoir lieu en dehors des heures de service. La demande du membre du personnel doit être appuyée d'une attestation médicale.

Art. VIII.V.6. Le membre du personnel féminin qui, en application des articles 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, est dispensé de travail, est mis d'office en congé pour la durée nécessaire.

Art. VIII.V.7. Les articles VIII.V.1^{er} et VIII.V.2 ne s'appliquent pas en cas de fausse couche se produisant avant le 181e jour de gestation.

TITRE VI. — CONGE DE PATERNITE

Art. VIII.VI.1^{er}. Si, à la date de l'accouchement, la mère de l'enfant décède ou est hospitalisée, le père de l'enfant obtient, à sa demande, un congé de paternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

Art. VIII.VI.2. En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisée par la mère. Le membre du personnel qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité, en informe par écrit l'autorité compétente dont il relève dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

Art. VIII.VI.3. En cas d'hospitalisation de la mère, le membre du personnel qui est le père de l'enfant peut bénéficier du congé de paternité aux conditions suivantes :

- 1° le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital;
- 2° l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité ne peut débiter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisée par la mère.

Le membre du personnel qui est le père de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit l'autorité compétente dont il relève. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement et la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

TITRE VII. — CONGE PARENTAL

Art. VIII.VII.1^{er}. Un congé parental de trois mois au maximum est accordé au membre du personnel non-aspirant et en activité de service, après la naissance ou l'adoption d'un enfant. Ce congé doit être pris avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de dix ans. A la demande du membre du personnel, le congé est fractionné par mois. Il ne peut être pris que par jour entier.

Art. VIII.VII.2. Le congé parental n'est pas rémunéré.

TITRE VIII. — CONGE D'ACCUEIL POUR ADOPTION

Art. VIII.VIII.1^{er}. Un congé d'accueil est accordé au membre du personnel non aspirant qui adopte un enfant de moins de dix ans. Le congé est de six semaines au plus pour un enfant accueilli de moins de trois ans et de quatre semaines au plus dans les autres cas.

Pour l'application du présent article, la tutelle officieuse est assimilée à l'adoption.

Art. VIII.VIII.2. La durée maximum du congé d'accueil est doublée lorsque l'enfant est handicapé et remplit les conditions pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois

die niet buiten de diensturen kunnen plaatsvinden, te gaan en die te ondergaan. De aanvraag van het personeelslid moet met een doktersattest worden gestaafd.

Art. VIII.V.6. Het vrouwelijke personeelslid dat, met toepassing van de artikelen 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971 is vrijgesteld van arbeid, wordt ambtshalve in verlof gesteld voor de nodige duur.

Art. VIII.V.7. De artikelen VIII.V.1 en VIII.V.2 zijn niet van toepassing in geval van miskraam vóór de 181ste dag van de zwangerschap.

TITEL VI. — VADERSCHAPSVERLOF

Art. VIII.VI.1. Als, op de datum van de bevalling, de moeder van het kind overlijdt of in het ziekenhuis wordt opgenomen, verkrijgt de vader van het kind op eigen verzoek een vaderschapsverlof om in de opvang van het kind te voorzien.

Art. VIII.VI.2. In geval van overlijden van de moeder is de duur van het vaderschapsverlof ten hoogste gelijk aan de duur van het bevalingsverlof dat de moeder nog niet had opgebruikt. Het personeelslid dat vader van het kind is en dat het vaderschapsverlof wenst te genieten, stelt daarvan de overheid waaronder hij ressorteert schriftelijk op de hoogte binnen de zeven dagen vanaf het overlijden van de moeder. De brief waarin hij dat doet, vermeldt de begindatum en de vermoedelijke duur van het vaderschapsverlof. Hij legt zo spoedig mogelijk een uittreksel uit de overlijdensakte van de moeder voor.

Art. VIII.VI.3. In geval van hospitalisatie van de moeder kan het personeelslid dat vader van het kind is een vaderschapsverlof krijgen onder de volgende voorwaarden :

- 1° de pasgeborene moet het ziekenhuis hebben verlaten;
- 2° de hospitalisatie van de moeder moet langer dan zeven dagen duren.

Het vaderschapsverlof kan niet aanvangen vóór de zevende dag volgend op de dag van de geboorte van het kind en wordt beëindigd op het ogenblik dat de hospitalisatie van de moeder ten einde loopt en uiterlijk op het einde van het gedeelte van het bevalingsverlof dat door de moeder nog niet was opgebruikt.

Het personeelslid dat vader van het kind is en dat het vaderschapsverlof wenst te genieten, stelt daarvan de overheid waaronder hij ressorteert schriftelijk op de hoogte. De brief waarin hij dat doet, vermeldt de begindatum en de vermoedelijke duur van het verlof. De verlofaanvraag wordt gestaafd met een getuigschrift dat de duur van de hospitalisatie van de moeder vermeldt bovenop de zeven dagen volgend op de datum van de bevalling en de datum waarop de pasgeborene het ziekenhuis heeft verlaten.

TITEL VII. — OUDERSCHAPSVERLOF

Art. VIII.VII.1. Aan het personeelslid in dienstactiviteit, met uitzondering van de aspirant, wordt bij de geboorte of de adoptie van een kind maximum drie maanden ouderschapsverlof toegestaan. Dit verlof moet worden genomen vóór het kind de leeftijd van tien jaar heeft bereikt. Op vraag van het personeelslid wordt het verlof in maanden gesplitst. Het moet met volledige dagen worden genomen.

Art. VIII.VII.2. Het ouderschapsverlof wordt niet bezoldigd.

TITEL VIII. — OPVANGVERLOF VOOR ADOPTIE

Art. VIII.VIII.1. Een opvangverlof wordt toegestaan aan het personeelslid, met uitzondering van de aspirant, dat een kind beneden de tien jaar adopteert. Het verlof bedraagt ten hoogste zes weken voor een kind beneden de drie jaar en ten hoogste vier weken in de andere gevallen.

Voor de toepassing van dit artikel worden pleegvoogdij en adoptie gelijkgesteld.

Art. VIII.VIII.2. De maximumduur van het opvangverlof wordt verdubbeld wanneer het opgenomen kind mindervalide is en aan de voorwaarden voldoet om kinderbijslag te genieten overeenkomstig

coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés ou de l'article 26 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 portant le régime des allocations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

Le congé d'accueil est accordé à la demande du membre du personnel.

TITRE IX. — CONGE POUR MOTIFS IMPERIEUX D'ORDRE FAMILIAL

Art. VIII.IX.1^{er}. Un congé pour motifs impérieux d'ordre familial est accordé aux membres du personnel non aspirants, ni membres du personnel contractuel. Ce congé est accordé pour une période maximum de quarante cinq jours ouvrables par an pour :

1° l'hospitalisation ainsi que la période ultérieure de convalescence d'une personne habitant sous le même toit que le membre du personnel ou d'un parent ou d'un allié au premier degré n'habitant pas sous le même toit que le membre du personnel;

2° l'accueil des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de quinze ans.

Ce congé ne peut excéder 540 jours ouvrables pour l'ensemble de la carrière du membre de personnel.

Art. VIII.IX.2. Le congé pour motifs impérieux d'ordre familial n'est pas rémunéré.

Art. VIII.IX.3. La durée maximale du congé pour motifs impérieux d'ordre familial est réduite à due concurrence conformément à l'article VIII.III.4.

TITRE X. — CONGE DE MALADIE

CHAPITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

Art. VIII.X.1^{er}. Pour l'ensemble de sa carrière, et à l'exception du membre du personnel contractuel, le membre du personnel qui, par suite de maladie, est empêché d'exercer normalement ses fonctions, obtient des congés de maladie à concurrence de trente jours par douze mois d'ancienneté de service. S'il n'est pas en service depuis 36 mois, son traitement lui est néanmoins garanti pendant 90 jours.

Pour le membre du personnel invalide de guerre, le nombre de jours fixé à l'alinéa 1^{er} est porté respectivement à 45 et à 135.

Art. VIII.X.2. Les trente et quarante cinq jours visés à l'article VIII.X.1^{er} sont réduits au prorata des prestations non effectuées pendant la période de douze mois considérée, lorsqu'au cours de ladite période le membre du personnel :

1° a obtenu un ou des congés énumérés à l'article VIII.III.4, alinéa 2, 1° à 6° y compris;

2° a été absent pour maladie, à l'exclusion des congés visés à l'article VIII.X.6;

3° a été placé en non-activité.

Si le nombre de jours de congé de maladie ainsi calculé ne forme pas un nombre entier, il est arrondi au jour entier supérieur.

Art. VIII.X.3. § 1^{er}. Le congé de maladie ne met pas fin aux régimes d'interruption de la carrière professionnelle visés au titre XV, ni aux régimes du départ anticipé à mi-temps et de la semaine volontaire de quatre jours visés à la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

Le membre du personnel continue à percevoir le traitement dû en raison des prestations réduites.

§ 2. Lorsque le membre du personnel effectue des prestations à temps partiel, les absences pour cause de maladie sont imputées sur le nombre de jours de congé auxquels il a droit en vertu de l'article VIII.X.1^{er}, au prorata des prestations qu'il aurait dû accomplir.

Si le nombre total des jours ainsi comptabilisés par douze mois d'ancienneté de service n'est pas un nombre entier, il est arrondi au jour entier supérieur.

artikel 47 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag van de loonarbeiders of artikel 26 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen.

Het opvangverlof wordt op verzoek van het personeelslid toegekend.

TITEL IX. — VERLOF OM DWINGENDE REDENEN VAN FAMILIAAL BELANG

Art. VIII.IX.1. Aan de personeelsleden, met uitzondering van de aspiranten en de contractuele personeelsleden, wordt een verlof om dwingende redenen van familiaal belang toegestaan. Dat verlof wordt toegestaan voor een maximumduur van 45 werkdagen per jaar voor :

1° ziekenhuisopname alsmede de navolgende herstelperiode van een persoon die met het personeelslid onder hetzelfde dak woont of van een bloed- of aanverwant in de eerste graad die niet met het personeelslid onder hetzelfde dak woont;

2° opvang van de kinderen die de leeftijd van vijftien jaar niet hebben bereikt.

Over de gehele loopbaan van het personeelslid mag dat verlof evenwel 540 werkdagen niet overschrijden.

Art. VIII.IX.2. Het verlof om dwingende redenen van familiaal belang wordt niet bezoldigd.

Art. VIII.IX.3. De maximumduur van het verlof om dwingende redenen van familiaal belang wordt in evenredige mate verminderd overeenkomstig artikel VIII.III.4.

TITEL X. — ZIEKTEVERLOF

HOOFDSTUK I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. VIII.X.1. Voor de gehele duur van zijn loopbaan en met uitzondering van het contractuele personeelslid, krijgt het personeelslid dat wegens ziekte verhinderd is zijn ambt normaal uit te oefenen, ziekteverlof tot maximum dertig dagen per twaalf maanden dienstanciënniteit. Als hij nog geen 36 maanden in dienst is, wordt zijn loon hem niettemin gedurende 90 dagen gewaarborgd.

Voor het personeelslid dat oorlogsinvalide is, wordt het aantal in het eerste lid vastgestelde dagen respectievelijk op 45 en 135 gebracht.

Art. VIII.X.2. De dertig en vijfenveertig dagen waarvan sprake is in artikel VIII.X.1 worden verminderd in evenredigheid met de tijdens de beschouwde periode van twaalf maanden niet verrichte prestaties, wanneer het personeelslid in de loop van die periode :

1° één of meer verloven heeft verkregen die in artikel VIII.III.4, tweede lid, 1° tot en met 6°, zijn opgesomd;

2° afwezig is geweest wegens ziekte, het verlof bedoeld in artikel VIII.X.6 uitgezonderd;

3° op non-activiteit is geplaatst.

Indien het aldus berekende aantal dagen ziekteverlof geen geheel getal vormt, wordt het afgerond naar de hogere hele dag.

Art. VIII.X.3. § 1. Het verlof wegens ziekte maakt geen einde aan de stelsels van loopbaanonderbreking bedoeld in titel XV, noch aan de stelsels van de halftijdse vervroegde uittreding en van de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector.

Het personeelslid blijft het voor zijn verminderde prestaties verschuldigde loon ontvangen.

§ 2. Wanneer het personeelslid deeltijdse prestaties verricht, worden de afwezigheden wegens ziekte aangerekend op het aantal dagen verlof waarop hij krachtens artikel VIII.X.1 recht heeft, naar rata van de te verrichten prestaties.

Indien het totale aantal aldus verrekende dagen per twaalf maanden dienstanciënniteit geen geheel aantal is, wordt het afgerond naar de hogere hele dag.

Pour le membre du personnel qui effectue des prestations à temps partiel, sont à comptabiliser comme congé de maladie les jours d'absence pendant lesquels le membre du personnel aurait dû fournir des prestations.

Art. VIII.X.4. Le congé de maladie est temporairement interrompu pendant le congé pour motifs impérieux d'ordre familial. Les jours de congé pour motifs impérieux qui coïncident avec le congé de maladie ne sont pas considérés comme des jours de congé de maladie.

Art. VIII.X.5. Pour l'application de l'article VIII.X.1^{er}, sont également pris en considération, l'ensemble des services effectifs que le membre du personnel a accomplis, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, comme titulaire de fonctions comportant des prestations complètes, en faisant partie d'un autre service public ou d'un établissement d'enseignement créé, reconnu ou subventionné par l'Etat ou une Communauté, un centre psycho-médico social, un service d'orientation professionnelle ou un institut médico-pédagogique.

Art. VIII.X.6. § 1^{er}. Par dérogation à l'article VIII.X.1^{er}, le congé de maladie est accordé sans limite de temps, lorsqu'il est provoqué par :

- 1° un accident du travail;
- 2° un accident survenu sur le chemin du travail;
- 3° une maladie professionnelle;
- 4° l'application de l'article VIII.V.6;
- 5° les maladies liées directement à l'exercice de la profession, y compris les accidents de sport sans "cause externe". Ces accidents de sports doivent toujours être attestés par un médecin agréé.

Sauf réserve de l'article VIII.X.8, alinéa 2, les jours de congé accordés suite à un accident du travail, à un accident survenu sur le chemin du travail ou à une maladie professionnelle, même après la date de consolidation ainsi que les jours de congés accordés en application de l'article VIII.V.6 et du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que le membre du personnel peut encore obtenir en vertu de l'article VIII.X.1^{er}.

§ 2. Les membres du personnel menacés par une maladie professionnelle et qui, selon des modalités fixées par Nous, sont amenés à cesser temporairement d'exercer leurs fonctions, sont mis d'office en congé pour la durée nécessaire.

Art. VIII.X.7. Les jours de congé de maladie accordés à la suite d'un accident causé par la faute d'un tiers et autre qu'un accident visé à l'article VIII.X.6 ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que le membre du personnel peut encore obtenir en vertu de l'article VIII.X.1^{er}, à concurrence du pourcentage de responsabilité imputé au tiers et qui sert de fondement à la subrogation légale de l'Etat pour la police fédérale ou de la commune ou de la zone pluricommunale pour la police locale.

Art. VIII.X.8. Le membre du personnel ne peut être déclaré définitivement inapte pour maladie ou invalidité avant qu'il n'ait épuisé la somme de congés à laquelle lui donne droit l'article VIII.X.1^{er}.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les jours de congés accordés suite à un accident du travail, à un accident survenu sur le chemin du travail, à une maladie professionnelle ou à une maladie visée à l'article VIII.X.6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, ne sont pris en considération qu'à partir de la date de consolidation.

Les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables au membre du personnel qui, après avoir accompli une mission auprès d'un gouvernement étranger, d'une administration publique étrangère ou d'un organisme international, a été, à ce titre, mis à la retraite pour cause d'invalidité et bénéficie d'une pension.

Art. VIII.X.9. Le membre du personnel en congé de maladie est soumis au contrôle médical du service médical :

- 1° d'office, sur décision d'un médecin du service médical;
- 2° à la demande de l'autorité compétente à cet effet, adressée au service visé au 1°. Cette demande doit être confirmée par écrit.

Art. VIII.X.10. Dans des cas exceptionnels, le ministre peut décider que le congé de maladie pourra uniquement être justifié par un médecin désigné par le service médical.

Voor het personeelslid dat deeltijdse prestaties verricht, worden de dagen afwezigheid tijdens welke het personeelslid prestaties diende te verrichten als dagen ziekteverlof aangerekend.

Art. VIII.X.4. Het verlof wegens ziekte wordt tijdelijk onderbroken tijdens het verlof om dwingende redenen van familiaal belang. De dagen verlof om dwingende redenen die samenvallen met een ziekteverlof worden niet als ziekteverlofdagen beschouwd.

Art. VIII.X.5. Voor de toepassing van artikel VIII.X.1 worden de werkelijke prestaties in aanmerking genomen die het personeelslid in welke hoedanigheid ook en zonder vrijwillige onderbreking verricht heeft, als titularis van ambten met volledige prestaties in een andere overheidsdienst of een door de Staat of een Gemeenschap opgerichte, erkende of gesubsidieerde onderwijsinstelling, psycho-medisch sociaal centrum, dienst voor beroepskeuze of medisch pedagogisch instituut.

Art. VIII.X.6. § 1. In afwijking van artikel VIII.X.1, wordt het verlof wegens ziekte zonder tijdsbeperking toegestaan, naar aanleiding van :

- 1° een arbeidsongeval;
- 2° een ongeval op de weg van en naar het werk;
- 3° een beroepsziekte;
- 4° de toepassing van artikel VIII.V.6;
- 5° de ziekten die rechtstreeks verband houden met de uitoefening van het beroep, met inbegrip van de sportongevallen zonder "externe oorzaak". Die sportongevallen moeten steeds door een aangenomen arts worden bevestigd.

Behoudens artikel VIII.X.8, tweede lid, komen de verlofdagen toegestaan naar aanleiding van een arbeidsongeval, een ongeval op de weg van en naar het werk of een beroepsziekte, zelfs na de datum van consolidatie, evenals de dagen verlof toegestaan bij toepassing van artikel VIII.V.6 en van § 1, eerste lid, 5°, niet in aanmerking voor het bepalen van het aantal verlofdagen dat het personeelslid nog kan krijgen krachtens artikel VIII.X.1.

§ 2. De personeelsleden die door een beroepsziekte worden bedreigd en die, onder de door Ons vastgestelde voorwaarden, daardoor tijdelijk ophouden hun ambt uit te oefenen, worden ambtshalve in verlof gesteld voor de nodige duur.

Art. VIII.X.7. De verlofdagen wegens ziekte ingevolge een ongeval veroorzaakt door de fout van een derde dat geen ongeval is als bedoeld in artikel VIII.X.6, worden niet in aanmerking genomen om het aantal verlofdagen te bepalen dat het personeelslid krachtens artikel VIII.X.1 nog kan krijgen ten belope van het percentage aansprakelijkheid dat aan de derde ten laste is gelegd en dat als grondslag dient voor de wettelijke indeplaatsstelling van de Staat voor de federale politie of van de gemeente of de meergemeentezone voor de lokale politie.

Art. VIII.X.8. Het personeelslid kan niet voorgoed ongeschikt worden verklaard wegens ziekte of invaliditeit, alvorens hij het totaal van het verlof waarop artikel VIII.X.1 hem recht geeft, heeft opgenomen.

Onverminderd het eerste lid, worden de verlofdagen toegestaan ingevolge een arbeidsongeval, een ongeval op de weg van en naar het werk, een beroepsziekte of een ziekte bedoeld in artikel VIII.X.6, § 1, eerste lid, 5°, slechts in aanmerking genomen vanaf de datum van consolidatie.

Het eerste en tweede lid zijn niet van toepassing op het personeelslid dat, nadat het een opdracht heeft vervuld bij een buitenlandse regering, een buitenlands openbaar bestuur of een internationale instelling, uit dien hoofde op rust werd gesteld wegens invaliditeit en een pensioen geniet.

Art. VIII.X.9. Het wegens ziekte afwezige personeelslid is onderworpen aan het geneeskundig toezicht van de medische dienst :

- 1° ambtshalve, op beslissing van een arts van de medische dienst;
- 2° op verzoek van de bevoegde overheid terzake, gericht aan de dienst bedoeld in 1°. Dat verzoek moet schriftelijk worden bevestigd.

Art. VIII.X.10. In uitzonderlijke gevallen kan bij beslissing van de minister het ziekteverlof enkel worden gerechtvaardigd door een arts aangewezen door de medische dienst.

Les congés de maladie déjà autorisés réglementairement à ce moment restent toutefois valables.

Art. VIII.X.11. Les cas exceptionnels visés à l'article VIII.X.10 sont :

1° les cas de calamités naturelles au sens de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

2° les cas d'accidents ou de fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties, au sens de l'article 135, § 2, 5°, de la Nouvelle loi communale;

3° les circonstances dans lesquelles des mesures urgentes doivent être prises pour faire face à une situation dans laquelle la sécurité ou la défense nationale est gravement menacée ou dans laquelle l'ordre public est, ou menace d'être gravement perturbé dans une grande partie du Royaume.

CHAPITRE II. — PRESTATIONS REDUITES POUR MALADIE

Art. VIII.X.12. Sont considérés comme congé les absences d'un membre du personnel non aspirant, ni membre du personnel contractuel lorsqu'il effectue des prestations réduites en application des articles VIII.X.13 à VIII.X.16. Les prestations réduites s'effectuent chaque jour.

Art. VIII.X.13. Si le service médical estime qu'un membre du personnel absent pour cause de maladie est apte à reprendre l'exercice de ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % des prestations normales, il en informe l'autorité compétente dont relève le membre du personnel.

Art. VIII.X.14. Le membre du personnel absent pour cause de maladie peut demander à reprendre l'exercice de ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % des prestations normales sur base d'un avis de son médecin traitant et de l'avis du service médical qui en informe l'autorité compétente.

Art. VIII.X.15. Le médecin désigné par le service médical pour examiner le membre du personnel se prononce sur l'aptitude physique de celui-ci à reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % des prestations normales.

Art. VIII.X.16. Le membre du personnel peut reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, de 60 % ou de 80 % des prestations normales pour une période de trente jours au maximum. Toutefois, des prorogations peuvent être accordées pour une période ayant au maximum la même durée, si le service médical estime, lors d'un nouvel examen, que l'état de santé du membre du personnel le justifie. A chaque examen, le service médical décide quel est le régime de travail le mieux approprié.

La durée totale ininterrompue des prestations réduites ne peut excéder douze mois. Cette durée n'est pas imputée sur le nombre de jours de congé visé à l'article VIII.X.1^{er}.

CHAPITRE III. — CONGE DE PROPHYLAXIE

Art. VIII.X.17. Le membre du personnel obtient un congé de prophylaxie lorsqu'un médecin estime particulièrement contagieuse, au point de craindre la transmission de germes, la maladie dont est atteint un membre de la famille habitant sous le même toit et cela dans les circonstances et suivant les dispositions complémentaires qui sont établies par le ministre.

Le membre du personnel informera immédiatement le médecin du travail du service médical du danger de contamination et ce, par le biais d'un certificat médical délivré le jour même par le médecin traitant.

Le régime de congés ne peut être accordé par un médecin du service médical que dans des circonstances exceptionnelles et ne peut pas être accordé au membre du personnel atteint lui-même d'une de ces maladies. Il doit alors être placé en congé de maladie.

De op dat ogenblik reglementair toegekende ziekteverloven blijven evenwel geldig.

Art. VIII.X.11. De uitzonderlijke gevallen bedoeld in artikel VIII.X.10 zijn :

1° natuurrampen in de zin van artikel 2 van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen;

2° rampen en plagen zoals brand, epidemieën en epizootieën in de zin van artikel 135, § 2, 5°, van de Nieuwe Gemeentewet;

3° de omstandigheden waarin dringende maatregelen dienen te worden getroffen om het hoofd te bieden aan een toestand waarbij 's lands veiligheid of defensie ernstig wordt bedreigd of waarbij de openbare orde in een omvangrijk deel van het Rijk op een ernstige wijze wordt of dreigt te worden verstoord.

HOOFDSTUK II. — VERMINDERDE PRESTATIES WEGENS ZIEKTE

Art. VIII.X.12. De afwezigheden van een personeelslid, met uitzondering van de aspirant en het contractuele personeelslid, tijdens een periode van verminderde prestaties, welke hij verricht bij toepassing van de artikelen VIII.X.13 tot VIII.X.16, worden als verlof beschouwd. De verminderde prestaties worden elke dag verricht.

Art. VIII.X.13. Indien de medische dienst van oordeel is dat een wegens ziekte afwezig personeelslid geschikt is om zijn ambt terug op te nemen ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties, geeft hij daarvan kennis aan de bevoegde overheid waaronder het personeelslid ressorteert.

Art. VIII.X.14. Het wegens ziekte afwezige personeelslid kan vragen om zijn ambt weer op te nemen ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties op grond van een advies van zijn behandelende arts en van het advies van de medische dienst die de bevoegde overheid ervan op de hoogte brengt.

Art. VIII.X.15. De arts die door de medische dienst is aangewezen om het personeelslid te onderzoeken, spreekt zich uit over zijn lichaamsgeschiktheid om zijn ambt ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties weer op te nemen.

Art. VIII.X.16. Een personeelslid zal zijn ambt opnieuw kunnen opnemen ten belope van 50 %, 60 % of 80 % van zijn normale prestaties voor een periode van maximum dertig dagen. Nochtans mogen verlengingen worden toegestaan voor ten hoogste dezelfde periode, indien de medische dienst bij een nieuw onderzoek oordeelt dat de gezondheidstoestand van het personeelslid dit wettigt. Bij elk onderzoek oordeelt de medische dienst welk arbeidsstelsel het meest geschikt is.

De totale ononderbroken duur van de verminderde prestaties mag twaalf maanden niet overschrijden. Die duur wordt niet aangerekend op het aantal verlofdagen bedoeld in artikel VIII.X.1.

HOOFDSTUK III. — PROFYLACTISCH VERLOF

Art. VIII.X.17. Het personeelslid bekomt een profylactisch verlof wanneer een arts de ziekte, waaraan een familielid dat onder hetzelfde dak woont lijdt, bijzonder besmettelijk acht, in dusdanige mate zelfs dat de overdracht van ziektekiemen wordt gevreesd en dit gezien de omstandigheden en overeenkomstig de aanvullende bepalingen die door de minister worden opgesteld.

Het personeelslid zal de arbeidsgeneesheer van de medische dienst onmiddellijk op de hoogte brengen van het besmettingsgevaar door middel van een geneeskundig attest dat diezelfde dag nog door de behandelende arts wordt afgeleverd.

De verlofregeling kan slechts in uitzonderlijke omstandigheden worden toegestaan door de medische dienst. De verlofregeling kan niet worden toegestaan aan het personeelslid dat zelf lijdt aan één van die ziektes. Het moet dan in ziekteverlof worden gesteld.

TITRE XI. — DISPONIBILITE POUR MALADIE

Art. VIII.XI.1^{er}. Sans préjudice de l'article VIII.X.6, le membre du personnel, à l'exception du membre du personnel contractuel, qui est absent pour maladie après avoir atteint le nombre de jours de congé accordés en vertu de l'article VIII.X.1^{er}, se trouve de plein droit en disponibilité pour maladie.

Le membre du personnel garde ses titres à la promotion et à la carrière barémique.

Les articles VIII.X.7 et VIII.X.9 sont applicables au membre du personnel en disponibilité pour maladie.

Art. VIII.XI.2. La mise en disponibilité pour maladie des membres du personnel est notifiée par l'autorité compétente.

Art. VIII.XI.3. Aux conditions fixées par le présent chapitre, un traitement d'attente est alloué aux membres du personnel en disponibilité pour maladie.

Le traitement d'attente est établi sur base du dernier traitement d'activité, revu, s'il échet, en application de l'article 9 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères.

En cas de cumul des fonctions, le traitement d'attente n'est accordé qu'en raison de la fonction principale.

Art. VIII.XI.4. Le membre du personnel en disponibilité pour maladie reçoit un traitement d'attente égal à 60 % de son dernier traitement d'activité.

Toutefois, le montant de ce traitement d'attente ne peut en aucun cas être inférieur :

1° aux indemnités que l'intéressé obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son absence;

2° à la pension qu'il obtiendrait si, à la date de sa mise en disponibilité, il avait été admis à la retraite anticipée pour cause d'inaptitude physique.

Art. VIII.XI.5. Le membre du personnel a droit à un traitement d'attente mensuel égal au montant de son dernier traitement d'activité si l'affection dont il souffre est reconnue comme maladie grave et de longue durée par la commission d'aptitude du personnel des services de police. Ce droit ne produit ses effets qu'à partir du moment où le membre du personnel a été mis en disponibilité pour une période ininterrompue de trois mois au moins.

Ce droit entraîne une révision de la situation du membre du personnel avec effet pécuniaire au jour où sa disponibilité pour maladie a débuté.

Art. VIII.XI.6. La disponibilité pour maladie ne met pas fin aux régimes de l'interruption de la carrière professionnelle visés au titre XV, ni aux régimes du départ anticipé à mi-temps et de la semaine volontaire de quatre jours visés à la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

Pour l'application de l'article VIII.XI.4, le dernier traitement d'activité est celui qui était dû avant les prestations réduites.

Art. VIII.XI.7. Après un délai de six mois à partir de sa mise en disponibilité, le membre du personnel est convoqué devant la commission d'aptitude du personnel des services de police.

Art. VIII.XI.8. Le membre du personnel en disponibilité pour maladie qui bénéficie d'un traitement d'attente, est convoqué au minimum une fois par an devant le service médical, au cours du mois de la décision de la commission d'aptitude du personnel des services de police de ne pas mettre l'intéressé à la pension pour inaptitude physique.

Art. VIII.XI.9. Si le membre du personnel ne comparait pas devant le service médical au moment fixé par l'article VIII.XI.8, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis ce moment jusqu'à sa comparution.

TITEL XI. — DISPONIBILITEIT WEGENS ZIEKTE

Art. VIII.XI.1. Onverminderd artikel VIII.X.6, bevindt het personeelslid, met uitzondering van het contractuele personeelslid, dat wegens ziekte afwezig is, na het aantal dagen verlof dat krachtens artikel VIII.X.1 is toegestaan, te hebben bereikt, zich van rechtswege in beschikbaarheid wegens ziekte.

Het personeelslid behoudt zijn recht op bevordering en op de baremische loopbaan.

De artikelen VIII.X.7 en VIII.X.9 zijn van toepassing op het personeelslid dat in beschikbaarheid wegens ziekte is.

Art. VIII.XI.2. De indisponibiliteitsstelling wegens ziekte van de personeelsleden wordt betekend door de bevoegde overheid.

Art. VIII.XI.3. Onder de voorwaarden bepaald in dit hoofdstuk, wordt een wachtgeld toegekend aan de personeelsleden in beschikbaarheid wegens ziekte.

Het wachtgeld wordt vastgesteld op grond van het laatste activiteitsloon, in voorkomend geval, herzien bij toepassing van artikel 9 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries.

In geval van cumulatie van ambten, wordt het wachtgeld slechts toegekend op grond van het hoofdamt.

Art. VIII.XI.4. Het personeelslid dat in beschikbaarheid wegens ziekte is, ontvangt een wachtgeld dat gelijk is aan 60 % van zijn laatste activiteitsloon.

Het bedrag van dit wachtgeld mag echter in geen geval lager liggen dan :

1° de vergoedingen die de betrokkene in dezelfde toestand zou ontvangen indien de sociale zekerheidsregeling op hem van toepassing was geweest sinds het begin van zijn afwezigheid;

2° het pensioen dat hij zou verkregen hebben indien hij, op de datum van zijn indisponibiliteitsstelling, tot de vervroegde oppensioenstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid was toegelaten.

Art. VIII.XI.5. Het personeelslid heeft recht op een maandelijks wachtgeld dat gelijk is aan het bedrag van zijn laatste activiteitsloon indien de kwaal waaraan hij lijdt door de commissie voor geschiktheid van het personeel van de politiediensten als een ernstige en langdurige ziekte wordt erkend. Dit recht heeft slechts uitwerking nadat het personeelslid in beschikbaarheid wegens ziekte werd gesteld voor een ononderbroken periode van ten minste drie maanden.

Dit recht heeft een herziening van de toestand van het personeelslid tot gevolg met geldelijke uitwerking op de dag waarop zijn beschikbaarheid wegens ziekte een aanvang heeft genomen.

Art. VIII.XI.6. De beschikbaarheid wegens ziekte maakt geen einde aan de stelsels van loopbaanonderbreking bedoeld in titel XV, noch aan de stelsels van halftijdse vervroegde uittrekking en van vrijwillige vierdagenweek zoals bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de arbeidsherverdeling in de openbare sector.

Voor de toepassing van artikel VIII.XI.4, is het laatste activiteitsloon deze, welke vóór de verminderde prestaties verschuldigd was.

Art. VIII.XI.7. Na een termijn van zes maanden vanaf zijn indisponibiliteitsstelling, wordt het personeelslid opgeroepen voor de commissie voor geschiktheid van het personeel van de politiediensten.

Art. VIII.XI.8. Het personeelslid dat in beschikbaarheid is gesteld wegens ziekte en een wachtgeld geniet, wordt ten minste één keer per jaar voor de medische dienst opgeroepen in de loop van de maand van de beslissing van de commissie voor geschiktheid van het personeel van de politiediensten om de betrokkene niet op pensioen te stellen wegens lichamelijke ongeschiktheid.

Art. VIII.XI.9. Indien het personeelslid niet verschijnt voor de medische dienst op het ogenblik bepaald door artikel VIII.XI.8, wordt de betaling van zijn wachtgeld opgeschort vanaf dat ogenblik tot op het ogenblik van zijn verschijning.

Art. VIII.XI.10. Le membre du personnel en disponibilité est tenu de notifier à l'autorité compétente une adresse dans le Royaume, où peuvent lui être signifiées les décisions qui le concernent.

Art. VIII.XI.11. Sans préjudice des articles 48, 96, 107 et 149 de la loi, le ministre, le bourgmestre ou le collègue de police décide, selon les nécessités du service, si l'emploi dont était titulaire le membre du personnel en disponibilité pour maladie, doit être considéré comme vacant.

Il peut prendre cette décision dès que la disponibilité pour maladie du membre du personnel atteint huit mois.

Art. VIII.XI.12. Le membre du personnel en disponibilité reste à la disposition de son corps de police et, s'il possède les aptitudes professionnelles et physiques requises, il peut être rappelé en activité de service aux conditions suivantes :

- 1° s'il n'a pas été remplacé dans son emploi : il l'occupe dans les délais fixés par l'autorité compétente;
- 2° dans les autres cas, il est réaffecté.

Art. VIII.XI.13. Si, sans motif valable, le membre du personnel visé à l'article VIII.XI.12 refuse ou néglige d'occuper l'emploi, il est, après dix jours d'absence, considéré comme démissionnaire dans le sens de l'article 125 de la loi.

TITRE XII. — CONGE POUR L'EXERCICE D'UNE FONCTION DANS UN CABINET MINISTERIEL

Art. VIII.XII.1^{er}. Le membre du personnel du cadre administratif et logistique peut obtenir avec l'accord du ministre, du bourgmestre ou du collègue de police dont il relève, un congé pour exercer une fonction dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat fédéral ou dans le cabinet du président ou d'un membre du gouvernement d'une Communauté, d'une Région, du Collège réuni de la Commission communautaire commune ou du Collège de la Commission communautaire française.

Art. VIII.XII.2. Pour le membre du personnel du cadre opérationnel, il existe la possibilité d'exercer une fonction, avec l'accord du ministre, dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat fédéral ou dans le cabinet du président ou d'un membre du gouvernement d'une Communauté, d'une Région, du Collège réuni de la Commission communautaire commune ou du Collège de la Commission communautaire française, aussi bien que dans un service qui a un rapport avec la police.

Art. VIII.XII.3. A la fin de son affectation, et à moins qu'il ne passe dans un autre cabinet, le membre du personnel obtient un jour de congé par mois d'activité dans un cabinet, avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables.

TITRE XIII. — CONGE POUR MISSION D'INTERET GENERAL

Art. VIII.XIII.1^{er}. Le membre du personnel non aspirant, ni stagiaire, ni membre du personnel contractuel, ni investi d'un mandat, obtient un congé pour l'exercice d'une mission.

Il faut entendre par mission :

- 1° l'exercice de fonctions en Belgique en exécution d'une mission confiée ou agréée par le gouvernement fédéral ou une administration publique fédérale;
- 2° l'exercice d'une mission internationale telle qu'elle est définie à l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 33 du 20 juillet 1967 fixant le statut de certains agents des services publics chargés d'une mission internationale;

3° l'exercice au service de certains mouvements, services ou groupes de jeunesse ou au service de certains organismes culturels, de fonctions de direction, de recherche ou d'études à caractère administratif ou pédagogique, à l'exclusion des tâches d'exécution ou de secrétariat;

4° l'exercice d'un mandat dans un service public belge.

Art. VIII.XI.10. Het in beschikbaarheid gestelde personeelslid is ertoe gehouden een adres binnen het Rijk, waar de hem betreffende beslissingen kunnen worden betekend, aan de administratie bekend te maken.

Art. VIII.XI.11. Onverminderd de artikelen 48, 96, 107 en 149 van de wet, beslist de minister, de burgemeester of het politiecollege, naar gelang van de behoeften van de dienst, of de betrekking waarvan het in beschikbaarheid wegens ziekte gestelde personeelslid titularis was, als vacant moet worden beschouwd.

Hij kan die beslissing nemen zodra de beschikbaarheid wegens ziekte van het personeelslid acht maand bereikt.

Art. VIII.XI.12. Het in beschikbaarheid gestelde personeelslid blijft ter beschikking van zijn politiekorps en kan, wanneer het de vereiste beroeps- en lichamelijke geschiktheid bezit, in actieve dienst worden teruggeroepen onder de volgende voorwaarden :

- 1° indien het niet werd vervangen in zijn ambt : hij herneemt het binnen de termijnen bepaald door de bevoegde overheid;
- 2° in de andere gevallen wordt het herplaatst.

Art. VIII.XI.13. Indien het personeelslid bedoeld in artikel VIII.XI.12 zonder geldige reden weigert of verzuimt om het ambt te bekleden, wordt het, na een afwezigheid van tien dagen geacht te zijn ontslagen in de zin van artikel 125 van de wet.

TITEL XII. — VERLOF VOOR HET UITOEFENEN VAN EEN AMBT BIJ EEN MINISTERIEEL KABINET

Art. VIII.XII.1. Het personeelslid van het administratief en logistiek kader kan, met akkoord van de minister, van de burgemeester of van het politiecollege waaronder het ressorteert, verlof krijgen wanneer het wordt aangewezen om een ambt uit te oefenen bij het kabinet van een federaal minister of Staatssecretaris of bij het kabinet van de voorzitter of een lid van de regering van een Gemeenschap, een Gewest, van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. VIII.XII.2. Voor het personeelslid van het operationeel kader bestaat de mogelijkheid om, met akkoord van de minister, een ambt uit te oefenen bij het kabinet van een federaal minister of Staatssecretaris of bij het kabinet van de voorzitter of een lid van de regering van een Gemeenschap, een Gewest, van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van de Franse Gemeenschapscommissie dan wel bij een dienst die verband houdt met de politiek.

Art. VIII.XII.3. Bij het einde van zijn aanwijzing en tenzij het personeelslid naar een ander kabinet overgaat, bekomt het, per maand activiteit in een kabinet, één dag verlof met een minimum van drie werkdagen en een maximum van vijftien werkdagen.

TITEL XIII. — VERLOF VOOR OPDRACHT VAN ALGEMEEN BELANG

Art. VIII.XIII.1. Het personeelslid, met uitzondering van de aspirant, de stagiair, het contractuele personeelslid en het personeelslid dat een mandaat bekleedt, bekomt verlof voor de uitoefening van een opdracht.

Onder opdracht moet worden verstaan :

- 1° de uitoefening van ambten in België ter vervulling van een door de Federale Regering of een Federaal openbaar bestuur toevertrouwde of erkende opdracht;
- 2° de uitvoering van een internationale opdracht, zoals die is omschreven in artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 33 van 20 juli 1967 tot vaststelling van het statuut van sommige ambtenaren van openbare diensten die met een internationale opdracht worden belast;
- 3° het uitoefenen in dienst van sommige jeugdbewegingen, -diensten of -groeperingen, of in dienst van sommige culturele instellingen, van beleids-, opzoekings- en studietaken van administratieve of pedagogische aard, met uitsluiting van uitvoerings- of secretariaatstaken;

4° het uitoefenen van een mandaat in een Belgische openbare dienst.

Art. VIII.XIII.2. Pour que des membres du personnel puissent être mis à leur disposition, les mouvements, services ou groupements de jeunesse ou les organismes culturels, visés à l'article VIII.XIII.1^{er}, alinéa 2, 3°, doivent remplir les conditions suivantes :

1° être reconnus par l'autorité compétente;

2° fournir le programme de formation des cadres ou de la direction de l'organisation pédagogique, ou le rapport annuel d'activité ainsi que leur programme pour l'année en cours;

3° fournir la preuve de l'existence d'une formation de cadres ou d'une formation à caractère pédagogique ou socio-culturel, pendant les deux années qui précèdent la demande de mise à la disposition.

Art. VIII.XIII.3. § 1^{er}. Le ministre ou, selon le cas, le bourgmestre ou le collègue de police peut, avec l'assentiment de l'intéressé, charger de l'exercice d'une mission un membre du personnel qui relève de son autorité.

De même, tout membre du personnel peut, avec l'accord de cette autorité dont il relève, accepter l'exercice d'une mission.

§ 2. Pour l'application de la décision du 26 juillet 1988 de la Commission des Communautés européennes fixant le régime applicable aux experts nationaux détachés auprès des services de la Commission, le ministre qui a les affaires étrangères dans ses attributions publie au *Moniteur belge* un appel qui précise les qualifications, les aptitudes et l'expérience professionnelle requises des candidats ainsi que la durée et les conditions d'exercice de la mission.

Dans les quinze jours qui suivent la date de la publication de l'appel visé à l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel adresse, par la voie hiérarchique, sa candidature à l'autorité dont il relève.

Cette dernière, si elle estime pouvoir donner son accord à l'exercice de la mission, transmet la candidature, à l'exclusion de tout autre élément, au ministre qui a les affaires étrangères dans ses attributions dans les quinze jours qui suivent la réception.

Le ministre qui a les affaires étrangères dans ses attributions soumet, pour décision, les candidatures à la Commission des Communautés européennes.

§ 3. Le membre du personnel désigné pour exercer un mandat dans un service public belge est mis d'office en mission pour la durée du mandat.

Art. VIII.XIII.4. § 1^{er}. Si la mission dont il est chargé l'empêche en fait ou en droit de s'acquitter des fonctions qui lui sont confiées, le membre du personnel obtient les dispenses de service nécessaires à l'exécution d'une telle mission.

Ces dispenses sont accordées au maximum pour deux ans. Elles sont renouvelables pour des périodes dont chacune ne peut excéder deux ans.

§ 2. Pour l'accomplissement des missions visées à l'article VIII.XIII.1^{er}, alinéa 2, 3°, les dispenses sont accordées pour six ans au plus; cette durée peut être divisée en trois périodes de deux ans.

Art. VIII.XIII.5. Pendant la durée d'une mission couverte par une première autorisation, le membre du personnel est placé en congé. Ce congé n'est pas rémunéré.

Le congé est toutefois rémunéré lorsque le membre du personnel est désigné en qualité d'expert national en vertu de la décision du 26 juillet 1988 de la Commission des Communautés européennes. Il est également rémunéré lorsque le membre du personnel exerce une mission auprès du Fonds des Rentes pour la Gestion de la dette de l'Etat fédéral.

Le congé est également rémunéré lorsque la mission est accordée dans le cadre du programme européen "Institution Building" institué par le Règlement n° 622/98 du Conseil des Communautés européennes relatif à l'assistance en faveur des Etats candidats.

Art. VIII.XIII.6. § 1^{er}. Pendant la durée d'une mission couverte par des autorisations ultérieures, le membre du personnel est placé en congé si la mission qu'il exerce est reconnue d'intérêt général.

Ce congé n'est pas rémunéré.

Art. VIII.XIII.2. Opdat personeelsleden hen ter beschikking kunnen worden gesteld, moeten de in artikel VIII.XIII.1, tweede lid, 3°, bedoelde jeugdbewegingen, -diensten, of -groeperingen of culturele instellingen, de volgende voorwaarden vervullen :

1° erkend zijn door de bevoegde overheid;

2° het programma van de kadervorming of van het pedagogische organisatiebeleid, of van het jaarlijkse activiteitenverslag alsook hun programma voor het lopende jaar voorleggen;

3° het bewijs voorleggen van het bestaan van een kadervorming of van een vorming met een pedagogisch of socio-cultureel karakter, gedurende de twee jaren die de aanvraag tot terbeschikkingstelling voorafgaan.

Art. VIII.XIII.3. § 1. De minister of, naar gelang van het geval, de burgemeester of het politiecollege kan, met instemming van de betrokkene, een personeelslid dat onder hem ressorteert, met de uitvoering van een opdracht belasten.

Eveneens kan ieder personeelslid, met akkoord van die overheid waaronder het ressorteert, de uitvoering van een opdracht aanvaarden.

§ 2. Met het oog op de toepassing van de beschikking van 26 juli 1988 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen tot vaststelling van de regeling van toepassing op de bij de diensten van de Commissie gedetacheerde nationale deskundigen, maakt de minister tot wiens bevoegdheid de buitenlandse betrekkingen behoren, in het *Belgisch Staatsblad* een oproep bekend waarin duidelijk wordt uiteengezet welke bekwaamheid, geschiktheid en beroepservaring van de gegadigden wordt gevergd alsook de duur en de voorwaarden van de opdracht.

Het personeelslid richt binnen de vijftien dagen na de datum van de bekendmaking van de in het eerste lid bedoelde oproep via de hiërarchische weg zijn kandidatuur aan de overheid waaronder het ressorteert.

Laatstgenoemde stuurt, wanneer zij meent zich met de uitoefening van de opdracht akkoord te kunnen verklaren, de kandidatuur, met uitsluiting van elk ander element, binnen de vijftien dagen na de ontvangst ervan door naar de minister tot wiens bevoegdheid de buitenlandse zaken behoren.

De minister tot wiens bevoegdheid de buitenlandse zaken behoren, legt de kandidatuur ter beslissing voor aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen.

§ 3. Het personeelslid dat wordt aangewezen om een mandaat in een Belgische overheidsdienst uit te oefenen wordt ambtshalve in opdracht geplaatst voor de duur van het mandaat.

Art. VIII.XIII.4. § 1. Indien de opdracht waarmee het personeelslid is belast, hem in feite of in rechte verhindert het hem toevertrouwde ambt uit te oefenen, verkrijgt hij de vrijstellingen van dienst die voor het vervullen van een dergelijke opdracht zijn vereist.

Die vrijstellingen worden toegekend voor een duur van ten hoogste twee jaar. Zij kunnen worden hernieuwd voor periodes waarvan de duur de twee jaar niet mag overschrijden.

§ 2. Voor het vervullen van de in artikel VIII.XIII.1, tweede lid, 3°, bedoelde opdrachten worden vrijstellingen van dienst voor ten hoogste zes jaar toegekend; die duur kan worden verdeeld in drie periodes van twee jaar.

Art. VIII.XIII.5. Tijdens de duur van een opdracht die door een eerste machtiging is gedekt, is het personeelslid met verlof. Dat verlof wordt niet bezoldigd.

Het verlof wordt evenwel bezoldigd wanneer het personeelslid wordt aangewezen als nationale deskundige krachtens de beschikking van 26 juli 1988 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen. Het verlof wordt eveneens bezoldigd wanneer het personeelslid een opdracht uitoefent bij het Rentenfonds voor het beheer van de federale Staatsschuld.

Het verlof wordt eveneens bezoldigd wanneer de opdracht wordt toegekend in het kader van het Europese programma "Institution Building" ingevoerd door de Verordening nr. 622/98 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de bijstand ten gunste van de kandidaat-landen.

Art. VIII.XIII.6. § 1. Tijdens de duur van een door latere machtigingen gedekte opdracht wordt aan het personeelslid verlof verleend indien de opdracht die hij uitvoert als zijnde van algemeen belang is erkend.

Dat verlof wordt niet bezoldigd.

§ 2. Le caractère d'intérêt général est reconnu de plein droit aux missions qui comportent l'exercice de fonctions dans un pays en voie de développement.

§ 3. Le caractère d'intérêt général est reconnu aux autres missions internationales visées à l'article VIII.XIII.1^{er}, alinéa 2, 2°, lorsqu'elles sont estimées, par le ministre et en accord avec le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, présenter un intérêt prépondérant soit pour le pays, soit pour le gouvernement ou l'administration belge.

Une mission garde son caractère d'intérêt général aussi longtemps que la nature des fonctions y afférentes continue à présenter le même intérêt prépondérant pour le pays, le gouvernement ou l'administration belge que celui qui lui a été reconnu lors de l'octroi de la deuxième dispense de service.

Dans des cas exceptionnels, le caractère d'intérêt général peut être reconnu selon les mêmes conditions aux missions visées à l'article VIII.XIII.1^{er}, alinéa 2, 1°.

§ 4. Par dérogation aux §§ 2 et 3 du présent article, toute mission perd de plein droit son caractère d'intérêt général à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le membre du personnel a atteint une ancienneté de service suffisante pour pouvoir prétendre à l'obtention d'une pension immédiate ou différée à charge du gouvernement étranger, de l'administration publique étrangère ou de l'organisme international au profit duquel la mission est accomplie.

§ 5. Le caractère d'intérêt général est reconnu de plein droit aux missions visées à l'article VIII.XIII.1^{er}, alinéa 2, 3° et 4°.

§ 6. Le caractère d'intérêt général est reconnu de plein droit aux missions exercées par le membre du personnel désigné en qualité d'expert national en vertu de la décision du 7 janvier 1998 de la Commission des Communautés européennes aux missions exercées auprès du Fonds des Rentes pour la gestion de la dette de l'Etat fédéral ainsi qu'aux missions exercées dans le cadre du programme européen "Institution Building" institué par le Règlement n° 622/98 du Conseil des Communautés européennes relatif à l'assistance en faveur des Etats candidats.

Le congé que le membre du personnel obtient est, par dérogation au § 1^{er}, rémunéré.

§ 7. Le caractère d'intérêt général est reconnu de plein droit aux missions visées à l'article VIII.XIII.3, § 3.

Art. VIII.XIII.7. Le membre du personnel chargé de l'exécution d'une mission reconnue d'intérêt général obtient les augmentations dans son échelle de traitement ainsi que les promotions auxquelles il peut prétendre, au moment où il les obtiendrait ou les aurait obtenues s'il était resté effectivement en service.

Art. VIII.XIII.8. Pendant la durée d'une mission qui est couverte par des autorisations ultérieures, mais qui n'est pas reconnue d'intérêt général, le membre du personnel est placé en non-activité.

Art. VIII.XIII.9. Pour l'application de l'article VIII.XIII.8, est considérée comme autorisation ultérieure, celle qui couvre toute période ultérieure d'une mission au service du même gouvernement, de la même administration publique ou du même organisme, pour autant que la période considérée ne soit pas séparée par plus de six mois de celle qui la précède.

Art. VIII.XIII.10. § 1^{er}. Le membre du personnel en congé pour mission internationale peut bénéficier d'une indemnité aux conditions et aux taux déterminés par le ministre.

Le montant de cette indemnité ne peut être supérieur au traitement dont le membre du personnel aurait bénéficié s'il était resté en service.

L'indemnité est déterminée en tenant compte, d'une part, des rétributions accordées au membre du personnel pour l'exécution de sa mission et, d'autre part, du coût de la vie dans le pays où le membre du personnel exécute sa mission, du rang social correspondant à cette mission et des charges familiales accrues inhérentes à l'éloignement du foyer.

§ 2. L'indemnité visée par le présent article ne peut être octroyée au membre du personnel en mission qui, soit en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, soit en raison de l'exécution de sa

§ 2. Het karakter van algemeen belang wordt van rechtswege erkend voor de opdrachten die de uitoefening van een ambt in een ontwikkelingsland in zich sluiten.

§ 3. Het karakter van algemeen belang wordt voor de andere in artikel VIII.XIII.1, tweede lid, 2°, bedoelde internationale opdrachten erkend, wanneer zij door de minister en met instemming van de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren, geacht worden van overwegend belang te zijn, hetzij voor het land, hetzij voor de Belgische regering of de Belgische administratie.

Een opdracht bewaart zijn karakter van algemeen belang voor zolang de aard van het uitgeoefende ambt hetzelfde overwegende belang behoudt voor het land, de Belgische regering of de Belgische administratie als deze die werd erkend op het ogenblik van de toekenning van de tweede dienstvrijstelling.

In uitzonderlijke gevallen kan het karakter van algemeen belang onder dezelfde voorwaarden worden erkend voor de in artikel VIII.XIII.1, tweede lid, 1°, bedoelde opdrachten.

§ 4. In afwijking van de §§ 2 en 3 van dit artikel, verliest elke opdracht van rechtswege haar karakter van algemeen belang vanaf de eerste dag van de maand die volgt op die waarin het personeelslid een dienstancienniteit heeft bereikt die volstaat om aanspraak te kunnen maken op het krijgen van een onmiddellijk ingaand dan wel uitgesteld pensioen ten laste van de buitenlandse regering, van het buitenlandse openbare bestuur of van de internationale instelling ten behoeve waarvan de opdracht werd vervuld.

§ 5. Het karakter van algemeen belang wordt van rechtswege erkend voor de in artikel VIII.XIII.1, tweede lid, 3° en 4°, bedoelde opdrachten.

§ 6. Het karakter van algemeen belang wordt van rechtswege erkend voor de opdrachten die het als nationaal deskundige aangewezen personeelslid uitvoert krachtens de beschikking van 7 januari 1998 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen voor de opdrachten die worden uitgeoefend bij het Rentenfonds voor het beheer van de federale Staatsschuld, alsook voor opdrachten die worden uitgeoefend in het kader van het Europese programma "Institution Building" ingevoerd door de Verordening nr. 622/98 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de bijstand ten gunste van de kandidaat-landen.

In afwijking van § 1, wordt het verlof dat het personeelslid verkrijgt, bezoldigd.

§ 7. Het karakter van algemeen belang wordt van rechtswege erkend voor de in artikel VIII.XIII.3, § 3, bedoelde opdrachten.

Art. VIII.XIII.7. Het personeelslid dat met de uitvoering van een van algemeen belang erkende opdracht wordt belast, verkrijgt de verhogingen in zijn loonschaal evenals de bevorderingen waarop het aanspraak kan maken, op het tijdstip waarop hij die zou verkrijgen of zou hebben verkregen indien het werkelijk in dienst was gebleven.

Art. VIII.XIII.8. Tijdens de duur van een opdracht, door latere machtigingen gedekt doch niet erkend van algemeen belang te zijn, wordt het personeelslid op non-activiteit gesteld.

Art. VIII.XIII.9. Voor de toepassing van artikel VIII.XIII.8 wordt als latere machtiging beschouwd, die welke iedere latere periode dekt van een opdracht in dienst van dezelfde regering, van hetzelfde openbaar bestuur, of van dezelfde instelling voor zover de beschouwde periode van de voorafgaande periode niet wordt gescheiden door een termijn die zes maanden overschrijdt.

Art. VIII.XIII.10. § 1. Het personeelslid met verlof wegens een internationale opdracht kan voor een vergoeding in aanmerking komen onder de voorwaarden en voor het bedrag bepaald door de minister.

Het bedrag van die vergoeding mag niet hoger liggen dan het loon dat het personeelslid zou hebben genoten als het in dienst was gebleven.

De vergoeding wordt vastgesteld rekening houdend enerzijds, met de bezoldiging aan het personeelslid toegekend voor de uitvoering van zijn opdracht en, anderzijds met de kosten voor levensonderhoud in het land waar het personeelslid zijn opdracht uitvoert, met de sociale rang die met die opdracht overeenstemt alsook met de ingevolge zijn verwijdering uit de woonplaats verhoogde gezinslasten.

§ 2. De in dit artikel bedoelde vergoeding mag niet worden toegekend aan het met een opdracht belaste personeelslid dat hetzij krachtens andere wets- of verordeningsbepalingen, hetzij wegens de

mission, jouit d'avantages au moins équivalents au traitement dont il aurait bénéficié s'il était resté en service.

Art. VIII.XIII.11. § 1^{er}. Le ministre, le bourgmestre ou le collège de police dont relève le membre du personnel en mission décide, selon les nécessités du service, si l'emploi dont l'intéressé est titulaire doit être considéré comme vacant.

Il peut prendre cette décision dès que l'absence du membre du personnel atteint un an.

§ 2. La décision visée au § 1^{er} doit être précédée de l'avis, selon le cas, du commissaire général ou du chef de corps.

Art. VIII.XIII.12. Moyennant un préavis de trois mois au plus, le ministre, le bourgmestre ou le collège de police dont relève le membre du personnel peut à tout instant mettre fin, en cours d'exercice, à la mission dont est chargé l'intéressé.

Art. VIII.XIII.13. Le membre du personnel dont la mission vient à expiration ou est interrompue par décision du ministre, du bourgmestre ou du collège de police, par décision de la Commission européenne ou par décision du membre du personnel lui-même, se remet à la disposition du corps de police au sein duquel il est replacé.

Si, sans motif valable, il refuse ou néglige de le faire, il est, après dix jours d'absence, considéré comme démissionnaire dans le sens de l'article 125 de la loi.

Art. VIII.XIII.14. Dès que cesse sa mission, le membre du personnel qui n'a pas été remplacé dans son emploi occupe cet emploi lorsqu'il reprend son activité.

TITRE XIV. — ABSENCE DE LONGUE DUREE POUR RAISONS PERSONNELLES

Art. VIII.XIV.1^{er}. Pour autant que la situation du service le permette et sans préjudice de l'article VIII.XIV.4, le membre du personnel non aspirant, ni stagiaire, ni membre du personnel contractuel obtient l'autorisation de s'absenter à temps plein pour une période de deux ans au maximum pour l'ensemble de sa carrière. Si cette absence est fractionnée, la période d'absence doit être de trois mois au moins.

Le congé doit être demandé au moins un mois à l'avance.

Le refus du congé est, le cas échéant, motivé de façon circonstanciée et mentionne toujours le délai de refus.

Art. VIII.XIV.2. A sa demande, le membre du personnel reprend sa fonction avant l'expiration de la période d'absence en cours, moyennant un préavis d'un mois, à moins que l'autorité n'accepte un délai plus court.

Art. VIII.XIV.3. Pendant l'absence visée à l'article VIII.XIV.1^{er}, le membre du personnel se trouve dans la position administrative de non-activité et il ne peut exciper de maladies ou invalidités dont il serait victime pendant la période de sa non-activité.

Art. VIII.XIV.4. Le membre du personnel d'un grade déterminé par le ministre ou, selon le cas, par le bourgmestre ou le collège de police, ou investi d'un mandat, est exclu de l'absence de longue durée pour raisons personnelles visée au présent titre. Le ministre ou, selon le cas, le bourgmestre ou le collège de police détermine les autres fonctions dont les titulaires sont, pour des raisons inhérentes au bon fonctionnement du service, également exclus de cette même absence.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et à l'exception des mandataires, le ministre ou, selon le cas, le bourgmestre ou le collège de police, peut, pour autant que les nécessités du service ne s'y opposent pas et après avis du chef de corps, du commissaire général ou du directeur général qu'il désigne, autoriser le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, qui en fait la demande, à bénéficier de l'absence visée au même alinéa.

vervulling van zijn opdracht, voordelen geniet die ten minste gelijkwaardig zijn aan het loon dat het zou hebben verkregen als het in dienst was gebleven.

Art. VIII.XIII.11. § 1. De minister, de burgemeester of het politiecollege waaronder het met een opdracht belaste personeelslid ressorteert, beslist, volgens de behoeften van de dienst, of de betrekking waarvan de betrokkene titularis is, als vacant moet worden beschouwd.

Hij kan die beslissing nemen zodra het personeelslid één jaar afwezig is.

§ 2. Aan de in § 1 bedoelde beslissing moet, naar gelang van het geval, het advies van de commissaris-generaal of van de korpschef voorafgaan.

Art. VIII.XIII.12. Met inachtneming van een opzeggingstermijn van ten hoogste drie maanden, kan de minister, de burgemeester of het politiecollege waaronder het personeelslid ressorteert, op ieder ogenblik een einde maken aan de opdracht waarmee de betrokkene is belast, tijdens de vervulling ervan.

Art. VIII.XIII.13. Het personeelslid wiens opdracht is verstreken of wordt onderbroken bij beschikking van de minister, van de burgemeester of van het politiecollege, bij beschikking van de Europese Commissie of bij beslissing van het personeelslid zelf, stelt zich ter beschikking van het politiekorps waarbinnen het is herplaatst.

Indien het zonder geldige reden weigert of verwaarloost dit te doen, wordt het, na tien dagen afwezigheid, geacht te zijn ontslagen in de zin van artikel 125 van de wet.

Art. VIII.XIII.14. Zodra zijn opdracht is verstreken, bezet het personeelslid dat in zijn opdracht niet werd vervangen, die betrekking wanneer het zijn dienst hervat.

TITEL XIV. — AFWEZIGHEID VAN LANGE DUUR WEGENS PERSOONLIJKE AANGELEGENHEDEN

Art. VIII.XIV.1. Voor zover de situatie van de dienst het toelaat en onverminderd artikel VIII.XIV.4, bekomt het personeelslid, met uitzondering van de aspirant, de stagiair en het contractuele personeelslid, een voltijds onbetaald verlof voor een periode van maximum twee jaar tijdens de hele loopbaan. Bij opsplitsing van deze afwezigheid moet de periode van afwezigheid minimum drie maanden bedragen.

Het verlof moet ten minste één maand op voorhand worden gevraagd.

De weigering van het verlof wordt, in voorkomend geval, omstandig gemotiveerd en vermeldt steeds de weigeringstermijn.

Art. VIII.XIV.2. Op zijn verzoek herneemt het personeelslid zijn ambt vóór het einde van de lopende periode van afwezigheid, mits een opzegperiode van één maand, tenzij de overheid een kortere periode aanvaardt.

Art. VIII.XIV.3. Tijdens de afwezigheid bedoeld in artikel VIII.XIV.1, bevindt het personeelslid zich in de administratieve stand van non-activiteit en kan het geen voordeel halen uit ziektes of arbeidsongeschiktheden waarvan het tijdens de periode van zijn non-activiteit het slachtoffer zou zijn.

Art. VIII.XIV.4. Het personeelslid met een, naar gelang van het geval, door de minister, de burgemeester of het politiecollege bepaalde graad, of dat bekleed is met een mandaat, is uitgesloten van de in deze titel bepaalde afwezigheid van lange duur wegens persoonlijke aangelegenheden. De minister of, naar gelang van het geval, de burgemeester of het politiecollege, bepaalt de andere ambten waarvan de titularissen om redenen die inherent zijn aan de goede werking van de dienst eveneens van de toepassing van deze afwezigheid zijn uitgesloten.

In afwijking van het eerste lid en met uitzondering van de mandatarissen, kan de minister of, naar gelang van het geval, de burgemeester of het politiecollege, voor zover de goede werking van de dienst erdoor niet wordt verstoord en na advies van de korpschef, de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal, aan het in het eerste lid bedoelde personeelslid dat erom verzoekt, de in hetzelfde lid bedoelde afwezigheid toestaan.

TITRE XV. — CONGE POUR INTERRUPTION
DE LA CARRIERE PROFESSIONNELLE

Art. VIII.XV.1^{er}. Le membre du personnel non aspirant, ni stagiaire, ni membre du personnel contractuel, peut obtenir un congé pour interrompre sa carrière conformément aux conditions et modalités visées aux articles 116 et 118 à 139 y compris de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, étant compris que :

1° la désignation visée à l'article 132 du même arrêté du 19 novembre 1998, se fait conformément à l'article VII.II.78;

2° par dérogation à l'article 138, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté du 19 novembre 1998, le membre du personnel peut se faire représenter ou se faire assister par un avocat ou un délégué d'une organisation syndicale représentative visée à l'article 6 de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police.

Art. VIII.XV.2. § 1^{er}. Le membre du personnel contractuel non aspirant, ni stagiaire peut obtenir un congé pour interrompre sa carrière conformément aux conditions et modalités visées à l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption.

A l'exception d'une suspension totale ou partielle de son contrat de travail en cas de soins palliatifs d'une personne, le membre du personnel contractuel doit, pour faire valoir le droit visé à l'alinéa 1^{er}, avoir été occupé par la même autorité compétente pendant au moins un an sans interruption.

§ 2. L'agent auxiliaire de police contractuel non aspirant peut obtenir un congé pour interrompre sa carrière pour donner des soins palliatifs à une personne, conformément aux conditions et modalités visées à l'arrêté précité du 2 janvier 1991.

Art. VIII.XV.3. Le membre du personnel non aspirant, ni membre du personnel contractuel peut obtenir un congé pour interrompre sa carrière pour congé parental conformément aux conditions et modalités visées à l'article 35 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

Art. VIII.XV.4. § 1^{er}. S'appliquent au membre du personnel contractuel non aspirant, ni stagiaire, les dispositions du chapitre III, sections 2 et 3, de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations.

§ 2. L'agent auxiliaire de police contractuel non aspirant, ni stagiaire, peut obtenir un congé pour interrompre sa carrière pour donner des soins à un membre du ménage ou de la famille, gravement malade, conformément à l'arrêté précité du 7 mai 1999.

L'interruption de carrière visée à l'alinéa 1^{er} est cependant limitée à trois mois au plus par patient au cours de la carrière du bénéficiaire. Ce dernier ne doit pas être remplacé.

Art. VIII.XV.5. § 1^{er}. Le membre du personnel non membre du personnel contractuel, peut interrompre sa carrière pour donner des soins palliatifs ou pour donner des soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade, conformément aux conditions et modalités visées à l'article 117 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat.

Par dérogation à l'article 117, § 2, de l'arrêté précité du 19 novembre 1998, la possibilité dans le chef d'un membre du personnel du cadre opérationnel d'interrompre complètement ou partiellement sa carrière pour donner des soins à un membre du ménage ou de la famille, gravement malade, est toutefois limitée à trois mois au plus par patient au cours de sa carrière. Ce membre du personnel ne doit pas être remplacé.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le congé d'interruption de carrière d'un membre du personnel contractuel aspirant est limité au congé pour donner des soins palliatifs, visé à l'article 117, § 1^{er}, de l'arrêté précité du 19 novembre 1998.

TITEL XV. — VERLOF VOOR LOOPBAANONDERBREKING

Art. VIII.XV.1. Het personeelslid, met uitzondering van de aspirant, de stagiair, en het contractuele personeelslid, kan een verlof bekomen om zijn loopbaan te onderbreken overeenkomstig de voorwaarden en nadere regelen bedoeld in de artikelen 116 en 118 tot en met 139 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, met dien verstande dat :

1° de in artikel 132 van het genoemde besluit van 19 november 1998 bedoelde aanwijzing geschiedt overeenkomstig artikel VI.II.78;

2° in afwijking van artikel 138, § 1, tweede lid, van het genoemde besluit van 19 november 1998, het personeelslid zich kan laten vertegenwoordigen of bijstaan door een advocaat of door een vertegenwoordiger van een representatieve vakorganisatie in de zin van artikel 6 van de wet van 24 maart 1999 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakverenigingen van het personeel van de politiediensten.

Art. VIII.XV.2. § 1. Het contractuele personeelslid, met uitzondering van de aspirant en de stagiair, kan een verlof bekomen om zijn loopbaan te onderbreken overeenkomstig de voorwaarden en nadere regelen bedoeld in het koninklijk besluit van 2 januari 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen.

Met uitzondering van een volledige of gedeeltelijke schorsing van zijn arbeidsovereenkomst in geval van palliatieve verzorging van een persoon, moet het contractuele personeelslid, om het recht bedoeld in het eerste lid te doen gelden, minstens gedurende een onafgebroken periode van één jaar bij dezelfde bevoegde overheid tewerkgesteld zijn.

§ 2. De contractuele hulpagent van politie, met uitzondering van de aspirant, kan een verlof bekomen om zijn loopbaan te onderbreken voor de palliatieve verzorging van een persoon, overeenkomstig de voorwaarden en nadere regelen bedoeld in voormeld besluit van 2 januari 1991.

Art. VIII.XV.3. Het personeelslid, met uitzondering van de aspirant en het contractuele personeelslid, kan een verlof bekomen om zijn loopbaan te onderbreken voor ouderschapsverlof overeenkomstig de voorwaarden en nadere regelen bedoeld in artikel 35 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de Rijksbesturen.

Art. VIII.XV.4. § 1. De bepalingen van hoofdstuk III, afdelingen 2 en 3, van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen, zijn van toepassing op het contractuele personeelslid, met uitzondering van de aspirant en de stagiair.

§ 2. De contractuele hulpagent van politie, met uitzondering van de aspirant en de stagiair, kan een verlof bekomen om zijn loopbaan te onderbreken voor het verlenen van zorg voor een zwaar ziek gezins- of familielid, overeenkomstig voormeld besluit van 7 mei 1999.

De in het eerste lid bedoelde loopbaanonderbreking is evenwel beperkt tot ten hoogste drie maanden per patiënt tijdens de loopbaan van de begunstigde. Die laatste moet niet worden vervangen.

Art. VIII.XV.5. § 1. Het personeelslid, met uitzondering van het contractuele personeelslid, kan zijn loopbaan onderbreken voor het verlenen van palliatieve zorg of voor het verlenen van zorg voor een zwaar ziek gezins- of familielid, overeenkomstig de voorwaarden en nadere regelen bedoeld in artikel 117 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de Rijksbesturen.

De mogelijkheid in hoofde van een personeelslid van het operationeel kader om de loopbaan volledig dan wel gedeeltelijk te onderbreken voor de zorg voor een zwaar ziek gezins- of familielid, is, in afwijking van artikel 117, § 2, van het voormelde besluit van 19 november 1998, evenwel beperkt tot ten hoogste drie maanden per patiënt tijdens de loopbaan. Dit personeelslid moet niet worden vervangen.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, is het verlof voor loopbaanonderbreking voor het aspirant-contractuele personeelslid, beperkt tot het verlof voor het verlenen van palliatieve zorg, bedoeld in artikel 117, § 1, van het voormelde besluit van 19 november 1998.

Art. VIII.XV.6. Le membre du personnel d'un grade déterminé par le ministre ou, selon le cas, par le bourgmestre ou le collège de police, ou investi d'un mandat, est exclu du congé pour interruption complète ou partielle de la carrière professionnelle visé par le présent titre. Le ministre ou, selon le cas, le bourgmestre ou le collège de police détermine les autres fonctions dont les titulaires sont, pour des raisons inhérentes au bon fonctionnement du service, également exclus de ce droit ainsi que les modalités spécifiques pour certains services.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et à l'exception des mandataires, le ministre ou, selon le cas, le bourgmestre ou le collège de police peut, pour autant que les nécessités du service ne s'y opposent pas et après avis du chef de corps, du commissaire général ou du directeur général qu'il désigne, autoriser le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, qui en fait la demande, à bénéficier des congés pour interruption de la carrière visés au présent titre.

TITRE XVI. — LA SEMAINE VOLONTAIRE DE QUATRE JOURS

Art. VIII.XVI.1^{er}. Le régime de la semaine volontaire de quatre jours visé au titre III, chapitre 1^{er}, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, est applicable aux membres du personnel non aspirants, ni stagiaires.

Les chômeurs qui sont engagés conformément à l'article 9 de la loi du 10 avril 1995, ne sont pas imputés sur l'effectif du cadre administratif et logistique du corps du service de police. Ils peuvent être occupés partout dans le corps du service de police concerné.

Art. VIII.XVI.2. Par dérogation à l'article VIII.XVI.1^{er}, est exclu du droit à la semaine volontaire de quatre jours visé à la loi précitée du 10 avril 1995, le membre du personnel investi d'un mandat ou qui est titulaire d'un grade déterminé par le ministre. Le ministre ou, selon le cas, le bourgmestre ou le collège de police détermine les autres emplois dont les titulaires sont, pour des raisons inhérentes au bon fonctionnement du service, également exclus de ce droit.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, et à l'exception des mandataires, le ministre ou, selon le cas, le bourgmestre ou le collège de police peut, pour autant que les nécessités du service ne s'y opposent pas et après avis du chef de corps, du commissaire général ou du directeur général qu'il désigne, autoriser le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, qui en fait la demande, à bénéficier du droit à la semaine volontaire de quatre jours.

TITRE XVII. — LES REMPLACEMENTS

Art. VIII.XVII.1^{er}. Les remplacements des membres du personnel du cadre opérationnel qui bénéficient du congé visé au titre XV ou du régime visé au titre XVI, sont effectués par, le cas échéant, des recrutements supplémentaires, par équivalent d'un membre du personnel employé à temps plein et par personne juridique.

TITRE XVIII. — LE DEPART ANTICIPE A MI-TEMPS

Art. VIII.XVIII.1^{er}. Le régime du départ anticipé à mi-temps visé au titre II, chapitre II, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, est applicable aux membres du personnel non aspirants, ni stagiaires, ni membres du personnel contractuel.

Art. VIII.XVIII.2. Par dérogation à l'article VIII.XVIII.1^{er}, est exclu du droit au départ anticipé à mi-temps visé à la loi précitée du 10 avril 1995, le membre du personnel investi d'un mandat ou qui est titulaire d'un grade déterminé par le ministre. Le ministre ou, selon le cas, le bourgmestre ou le collège de police détermine les autres emplois dont les titulaires sont, pour des raisons inhérentes au bon fonctionnement du service, également exclus de ce droit.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et à l'exception des mandataires, le ministre ou, selon le cas, le bourgmestre ou le collège de police peut, pour autant que les nécessités du service ne s'y opposent pas et après avis du chef de corps, du commissaire général ou du directeur général qu'il

Art. VIII.XV.6. Het personeelslid met een door de minister of, naar gelang van het geval, door de burgemeester of het politiecollege bepaalde graad of dat met een mandaat is bekleed, is uitgesloten van de in deze titel bepaalde verloven voor gehele of gedeeltelijke loopbaanonderbreking. De minister of, naar gelang van het geval, de burgemeester of het politiecollege, bepaalt de andere ambten waarvan de titularissen, om redenen die inherent zijn aan de goede werking van de dienst, eveneens van dit recht zijn uitgesloten alsmede de specifieke modaliteiten voor bepaalde diensten.

In afwijking van het eerste lid en met uitzondering van de mandatarissen, kan de minister of, naar gelang van het geval, de burgemeester of het politiecollege, voor zover de goede werking van de dienst erdoor niet wordt verstoord en na advies van de korpschef, de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal, aan het in het eerste lid bedoelde personeelslid dat erom verzoekt, in deze titel bedoelde verloven voor loopbaanonderbreking toestaan.

TITEL XVI. — DE VRIJWILLIGE VIERDAGENWEEK

Art. VIII.XVI.1. Het stelsel van de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in titel III, hoofdstuk I, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, is toepasselijk op de personeelsleden, met uitzondering van de aspiranten en de stagiairs.

De werklozen die overeenkomstig artikel 9 van de wet van 10 april 1995 worden aangeworven, worden niet aangerekend op de getalsterkte van het administratief en logistiek kader van het korps van de politiedienst. Zij kunnen overal in het betrokken korps van de politiedienst worden ingezet.

Art. VIII.XVI.2. In afwijking van artikel VIII.XVI.1, is het personeelslid dat een mandaat bekleedt of dat titularis is van een door de minister bepaalde graad, uitgesloten van het in voormelde wet van 10 april 1995 bepaalde recht op de vrijwillige vierdagenweek. De minister of, naar gelang van het geval, de burgemeester of het politiecollege, bepaalt de andere ambten waarvan de titularissen, om redenen die inherent zijn aan de goede werking van de dienst, eveneens van dit recht zijn uitgesloten.

In afwijking van het eerste lid en met uitzondering van de mandatarissen, kan de minister of, naar gelang van het geval, de burgemeester of het politiecollege, voor zover de goede werking van de dienst erdoor niet wordt verstoord en na advies van de korpschef, de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal, aan het in het eerste lid bedoelde personeelslid dat erom verzoekt, het recht van de vrijwillige vierdagenweek toekennen.

TITEL XVII. — DE VERVANGINGEN

Art. VIII.XVII.1. De vervangingen van de personeelsleden van het operationeel kader die het verlof bedoeld in titel XV of het stelsel bedoeld in titel XVI genieten, geschieden, in voorkomend geval, door bijkomende rekruteringen, per equivalent van een voltijds tewerkgesteld personeelslid en per rechtspersoon.

TITEL XVIII. — DE HALFTIJDSE VERVROEGDE UITTREDING

Art. VIII.XVIII.1. Het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding bedoeld in titel II, hoofdstuk II, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, is van toepassing op de personeelsleden, met uitzondering van de aspiranten, de stagiairs en de contractuele personeelsleden.

Art. VIII.XVIII.2. Het personeelslid dat met een mandaat is bekleed of dat titularis is van een door de minister bepaalde graad is, in afwijking van artikel VIII.XVIII.1, uitgesloten van het in voormelde wet van 10 april 1995 bepaalde recht op de halftijdse vervroegde uittreding. Is hiervan eveneens uitgesloten, de titularis van de betrekking die, naar gelang van het geval, door de minister, de burgemeester of het politiecollege, van de toepassing van dit recht is uitgesloten om redenen die inherent zijn aan de goede werking van de dienst.

In afwijking van het eerste lid en met uitsluiting van het personeelslid dat een mandaat uitoefent, kan de minister, de burgemeester of het politiecollege, in de gevallen waarin de goede werking van de dienst erdoor niet wordt verstoord en na advies van de korpschef, de

désigne, autoriser le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, qui en fait la demande, à bénéficier du droit au départ anticipé à mi-temps.

PARTIE IX. — LE RETRAIT DEFINITIF D'EMPLOI,
LA CESSATION DES FONCTIONS ET LA REINTEGRATION

TITRE I^{er}. — LE RETRAIT DEFINITIF D'EMPLOI
ET LA CESSATION DES FONCTIONS

CHAPITRE I^{er}. — CHAMP D'APPLICATION

Art. IX.I.1^{er}. Sauf disposition contraire expresse, le présent titre ne s'applique pas au membre du personnel contractuel.

CHAPITRE II. — LE RETRAIT DEFINITIF D'EMPLOI
ET LA CESSATION DES FONCTIONS

SECTION 1^{re}. — LE RETRAIT DEFINITIF D'EMPLOI

Art. IX.I.2. Fait d'office et sans préavis l'objet d'un retrait définitif d'emploi :

1° le membre du personnel dont la nomination est considérée comme irrégulière dans le délai du recours en annulation auprès du Conseil d'État; ce délai n'est pas valable en cas de dol ou de manœuvres frauduleuses du membre du personnel;

2° le membre du personnel qui ne satisfait plus à la condition de nationalité, pour autant qu'il s'agissait et qu'il s'agit toujours d'une condition de recrutement, celui qui ne jouit plus de ses droits civils et politiques, celui qui ne satisfait plus aux lois sur la milice ou celui qui ne peut ou ne veut plus effectuer ses missions pour des motifs philosophiques ou religieux;

3° le membre du personnel qui est mis d'office à la retraite pour cause d'incapacité physique ou en application de l'article IX.I.4;

4° le membre du personnel qui, conformément à l'article 125, alinéa 3, de la loi, est en absence irrégulière depuis plus de dix jours;

5° le membre du personnel qui se trouve dans la situation où l'application des lois civiles ou des lois pénales ont pour conséquence le retrait d'emploi;

6° le membre du personnel qui est démis de ses fonctions pour motifs disciplinaires ou qui est démis d'office;

7° l'aspirant, à l'exception de l'aspirant qui dans le cadre de la promotion par accession à un cadre supérieur est désigné en tant que tel, qui a échoué définitivement.

Le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, n'est pas applicable si la nomination considérée comme irrégulière est la conséquence d'une application de la réglementation en matière de mobilité, telle que visée à la partie VI, titre II, chapitre II du présent arrêté.

Le membre du personnel communique par écrit les motifs philosophiques ou religieux visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, à son supérieur.

Art. IX.I.3. Donnent d'office lieu à un retrait définitif d'emploi, mais avec un délai de préavis de trois mois :

1° la démission pour inaptitude professionnelle du stagiaire, à l'exception du stagiaire qui a reçu cette qualité dans le cadre d'une promotion par accession à un cadre supérieur;

2° la constatation définitive de l'inaptitude professionnelle.

Art. IX.I.4. Sans préjudice de l'application de l'article 83 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, le membre du personnel qui satisfait aux conditions pour obtenir, à sa demande, une mise à la retraite, est mis à la pension d'office le premier jour du mois qui suit le mois où il est mis en disponibilité ou en non-activité, autre que celle visée à l'article VIII.II.6 et à l'article 12 de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police.

La mise à la retraite d'office, visée à l'alinéa 1^{er}, est assimilée à une mise à la retraite pour inaptitude physique.

commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal, aan het in het eerste lid bedoelde personeelslid dat erom verzoekt, het recht van de halftijdse vervroegde uittreding toegekennen.

DEEL IX. — DE DEFINITIEVE AMBTSONTHEFFING,
DE AMBTSNEERLEGGING EN DE HEROPNEMING

TITEL I. — DE DEFINITIEVE AMBTSONTHEFFING
EN DE AMBTSNEERLEGGING

HOOFDSTUK I. — TOEPASSINGSGBIED

Art. IX.I.1. Tenzij uitdrukkelijk anders bepaald, is deze titel niet toepasselijk op het contractueel personeelslid.

HOOFDSTUK II. — DE DEFINITIEVE AMBTSONTHEFFING
EN DE AMBTSNEERLEGGING

AFDELING 1. — DE DEFINITIEVE AMBTSONTHEFFING

Art. IX.I.2. Maakt ambtshalve en zonder opzegging het voorwerp uit van een definitieve ambtsontheffing :

1° het personeelslid van wie de benoeming onregelmatig wordt bevonden binnen de termijn voor beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State; die termijn geldt niet in geval van arglist of bedrog van het personeelslid;

2° het personeelslid dat niet meer voldoet aan de nationaliteitsvoorwaarde, voor zover dit een wervingsvoorwaarde uitmaakte en nog steeds uitmaakt, dat niet meer zijn burgerlijke en politieke rechten geniet, dat niet meer voldoet aan de dienstplichtwetten of dat niet meer zijn opdrachten kan of wil uitvoeren omwille van filosofische of religieuze redenen;

3° het personeelslid dat ambtshalve in rust wordt gesteld wegens lichamelijke ongeschiktheid of bij toepassing van artikel IX.I.4;

4° het personeelslid dat overeenkomstig artikel 125, derde lid, van de wet meer dan tien dagen onregelmatig afwezig is gebleven;

5° het personeelslid dat zich in een geval bevindt waarin de toepassing van de burgerlijke wetten en van de strafwetten de ambtsontheffing ten gevolge heeft;

6° het personeelslid dat tuchtrechtelijk wordt afgezet of ambtshalve wordt ontslagen;

7° de aspirant, met uitzondering van de aspirant die in het raam van de bevordering door overgang naar een hoger kader als dusdanig is aangesteld, die definitief wordt afgewezen.

Het in het eerste lid, 1°, bedoelde geval vindt geen toepassing indien de onregelmatig bevonden benoeming het gevolg is van een toepassing van de mobiliteitsregeling bedoeld in deel VI, titel II, hoofdstuk II van dit besluit.

Het personeelslid deelt de in het eerste lid, 2°, bedoelde filosofische of religieuze redenen, schriftelijk mee aan zijn overste.

Art. IX.I.3. Geven ambtshalve, doch mits een opzeggingstermijn van drie maanden, aanleiding tot definitieve ambtsontheffing :

1° het ontslag wegens beroepsongeschiktheid van de stagiair, met uitzondering van de stagiair die in het raam van de bevordering door overgang naar een hoger kader die hoedanigheid heeft verkregen;

2° de definitief vastgestelde beroepsongeschiktheid.

Art. IX.I.4. Onverminderd de toepassing van artikel 83 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, wordt het personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden om op eigen verzoek een rustpensioen te bekomen, ambtshalve in rust gesteld op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin het in beschikbaarheid of in non-activiteit, andere dan die bedoeld in artikel VIII.II.6 en in artikel 12 van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten, is geplaatst.

De opruststelling van ambtswege, bedoeld in het eerste lid, wordt gelijkgesteld met opruststelling wegens lichamelijke ongeschiktheid.

Art. IX.I.5. Lorsqu'un membre du personnel est en absence irrégulière au sens de l'article 125 de la loi ou de l'un des cas visés à l'article VIII.XI.13 et VIII.XIII.13, alinéa 2, le chef de corps, le commissaire général ou le directeur général désigné par celui-ci porte le contenu de l'article 125 de la loi, des articles IX.I.6 et IX.I.10 ainsi que la date à partir de laquelle le délai de dix jours visé à l'article 125 de la loi est calculé, à la connaissance du membre du personnel par lettre recommandée.

Art. IX.I.6. Lorsque le délai de dix jours est écoulé, le chef de corps ou le commissaire général informe immédiatement le bourgmestre, le collège de police ou le ministre de l'irrégularité de cette absence.

Le membre du personnel reçoit par lettre recommandée une copie de la communication visée à l'alinéa 1^{er}. En outre, il lui est demandé, dans les dix jours suivant la notification de cette copie, de faire connaître au chef de corps, au commissaire général ou au directeur général désigné par celui-ci ses arguments ou tout autre donnée permettant de se prononcer sur le caractère définitif ou non de son absence.

Le chef de corps ou le commissaire général émet un avis motivé relatif au caractère irrégulier ou non de l'absence et l'envoie, en même temps que les arguments ou les données avancés le cas échéant par le membre du personnel, à l'autorité visée à l'article 125, alinéa 3, de la loi, qui prend une décision.

La décision de retrait d'emploi peut aller de pair avec une obligation pour le membre du personnel qui en fait l'objet, de payer une indemnité calculée conformément à l'article IX.I.10.

Art. IX.I.7. Le membre du personnel est déclaré définitivement inapte pour raisons professionnelles s'il reçoit deux évaluations de fonctionnement successives portant la mention finale "insuffisant" ou quatre évaluations de fonctionnement portant cette même mention finale au cours de l'ensemble de sa carrière.

La décision de retrait définitif d'emploi pour inaptitude professionnelle est prise par l'autorité de nomination.

SECTION 2. — LA CESSATION DES FONCTIONS

Art. IX.I.8. Donnent lieu à la cessation des fonctions :

- 1° la démission volontaire;
- 2° la mise à la retraite.

Art. IX.I.9. Le membre du personnel peut introduire volontairement sa démission au moyen d'une lettre adressée au ministre, au bourgmestre ou au collège de police. Il ne peut quitter son service que moyennant l'accord de l'autorité de nomination et en observant le délai de préavis d'un mois. Si le ministre, le bourgmestre ou le collège de police n'a pas donné de réponse dans les soixante jours qui suivent la date de l'envoi de la demande, l'accord est censé avoir été octroyé.

Le délai de préavis visé à l'alinéa 1^{er} commence le premier jour du mois qui suit le mois au cours duquel la décision visée à l'alinéa 1^{er} a été portée à la connaissance du membre du personnel ou le jour où le délai de soixante jours, suivant la date de l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}, est écoulé.

Le ministre, le bourgmestre ou le collège de police peut, en accord avec le membre du personnel, réduire le délai de préavis visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. IX.I.10. La décision d'acceptation de la démission d'un membre du personnel peut s'accompagner de l'obligation pour le membre du personnel qui en fait l'objet, selon le cas et sous réserve de l'article 128, alinéa 2, de la loi, de payer à l'Etat, à la commune ou à la zone pluricommunale, l'ensemble ou une partie de l'indemnité calculée conformément aux alinéas 2, 3 et 4.

Cette obligation ne peut toutefois pas être imposée au membre du personnel qui, après sa formation de base donnant accès au cadre auquel il appartient à la date de l'acceptation de sa démission, a effectué un nombre minimum d'années de service, à compter de la date de la

Art. IX.I.5. Wanneer een personeelslid onregelmatig afwezig is in de zin van artikel 125 van de wet of in de gevallen bedoeld in artikel VIII.XI.13 en VIII.XIII.13, tweede lid, stelt de korpschef, de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal, het personeelslid met een aangetekende brief in kennis van de inhoud van artikel 125 van de wet, van de artikelen IX.I.6 en IX.I.10 en van de datum vanaf dewelke de in artikel 125 van de wet bedoelde termijn van tien dagen wordt berekend.

Art. IX.I.6. Wanneer de termijn van tien dagen is verstreken, licht de korpschef of de commissaris-generaal onmiddellijk de burgemeester, het politiecollege of de minister in over de onregelmatigheid van de afwezigheid.

Het personeelslid ontvangt met een aangetekende brief eveneens een kopie van de in het eerste lid bedoelde mededeling. Tevens wordt het verzocht uiterlijk binnen de tien dagen na de kennisgeving van deze kopie, aan de korpschef, de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal, zijn argumenten of enig ander gegeven mee te delen dat toelaat zich uit te spreken over het al dan niet onregelmatig karakter van zijn afwezigheid.

De korpschef of de commissaris-generaal verleent een gemotiveerd advies met betrekking tot het al dan niet onregelmatig karakter van de afwezigheid en stuurt dit, samen met de door het personeelslid in voorkomend geval naar voor gebrachte argumenten of gegevens, door naar de in artikel 125, derde lid, van de wet bedoelde overheid die beslist.

De beslissing tot ambtsontheffing kan gepaard gaan met de verplichting voor het personeelslid dat er het voorwerp van uitmaakt, een vergoeding te betalen, berekend overeenkomstig artikel IX.I.10.

Art. IX.I.7. Het personeelslid wordt definitief ongeschikt verklaard wegens beroepsongeschiktheid indien het twee opeenvolgende functioneringsevaluaties met de eindvermelding "onvoldoende", of vier functioneringsevaluaties met deze eindvermelding over de gehele loopbaan, heeft gekregen.

De beslissing tot definitieve ambtsontheffing wegens definitief vastgestelde beroepsongeschiktheid wordt genomen door de benoemende overheid.

AFDELING 2. — DE AMBTSNEERLEGGING

Art. IX.I.8. Tot ambtsneerlegging geven aanleiding :

- 1° het vrijwillig ontslag;
- 2° de opruiststelling.

Art. IX.I.9. Het personeelslid kan zijn ontslag vrijwillig indienen door middel van een brief aan de minister, de burgemeester of het politiecollege. Het mag slechts na toestemming van de benoemende overheid en mits naleving van een opzeggingstermijn van één maand, zijn dienst verlaten. Indien de minister, de burgemeester of het politiecollege niet binnen de zestig dagen na de datum van de verzending van de aanvraag heeft geantwoord, wordt de toestemming geacht te zijn verleend.

De in het eerste lid bedoelde opzeggingstermijn gaat in op de eerste dag van de maand volgend op die waarin de in het eerste lid bepaalde beslissing ter kennis werd gebracht van het personeelslid dan wel waarin de in het eerste lid bedoelde termijn van zestig dagen na de datum van verzending is verstreken.

De minister, de burgemeester of het politiecollege kunnen, in onderling akkoord met het personeelslid, de in het eerste lid bedoelde opzeggingstermijn inkorten.

Art. IX.I.10. De beslissing waarbij het ontslag van een personeelslid wordt aangenomen, kan gepaard gaan met de verplichting voor het personeelslid dat er het voorwerp van uitmaakt, om, naar gelang van het geval en onverminderd artikel 128, tweede lid, van de wet, aan de Staat, de gemeente of de meergemeentezone het geheel of een deel van de vergoeding, berekend overeenkomstig het tweede, derde en vierde lid, te betalen.

Die verplichting kan evenwel niet worden opgelegd aan het personeelslid dat na zijn basisopleiding die toegang verleent tot het kader waarvan het op de datum van zijn aangenomen ontslag deel uitmaakt, een minimum aantal dienstjaren heeft gepresteerd, te rekenen vanaf de

nomination visée à l'article V.II.2, qui correspond à une fois et demi à la durée de cette formation de base, sans que le nombre d'années de service à effectuer ne soit supérieur à cinq.

L'indemnité est dégressive. Elle comporte une fraction de traitement payée au cours de la formation de base. Le numérateur de cette fraction est la différence entre le nombre minimum d'années de service, fixé à l'alinéa 2 et le nombre d'années de service réellement effectuées. Le dénominateur de cette fraction est le minimum fixé par l'alinéa 2.

Pour toute formation déterminée par le ministre, ou pour toute formation d'enseignement supérieur après la formation de base visée à l'alinéa 2, il est ajouté une année de service supplémentaire pour chaque année de formation effectuée aux frais de l'autorité, à accomplir après cette formation.

SECTION 3. – DISPOSITIONS DIVERSES

Art. IX.I.11. Le membre du personnel qui est mis à la retraite en application des articles IX.I.2, alinéa 1^{er}, 3^o, et IX.I.8, 2^o, et qui compte à ce moment au moins vingt années de services effectifs, est autorisé à porter le dernier grade dont il était revêtu au sein du corps de police, suivi des mots "en retraite".

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} qui au moment de la mise à la pension a été désigné au moins cinq ans pour un mandat, est autorisé à porter le titre du mandat dont il était revêtu au sein du corps de police, suivi des mots "en retraite".

Cette disposition est également d'application pour le membre contractuel du personnel qui obtient une pension de retraite et qui à la date de cette obtention, compte pour l'application de l'alinéa 1^{er} au moins vingt années de services effectifs ou, pour l'application de l'alinéa 2 a été désigné au moins cinq ans pour un mandat.

Art. IX.I.12. Le membre du personnel qui, pour l'une des raisons énumérées aux articles IX.I.2, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o et IX.I.3, 1^o et 2^o, est démis de ses fonctions, ne peut plus faire partie du cadre visé à l'article 116 de la loi dont il faisait partie au moment de son retrait définitif d'emploi ou de la cessation de ses fonctions.

TITRE II. – LES COMMISSIONS D'APTITUDE DU PERSONNEL DES SERVICES DE POLICE

CHAPITRE I^{er}. — COMPOSITION ET COMPETENCE

Art. IX.II.1^{er}. Au sein du service médical, une commission d'aptitude du personnel des services de police (C.A.P.S.P.) et une commission d'appel d'aptitude du personnel des services de police (C.A.A.P.S.P.), ci-après respectivement dénommées "la commission" et "la commission d'appel", sont créées.

Ces deux commissions forment une fraction indépendante au niveau de l'exercice de l'autorité du service médical.

Elles établissent leur règlement d'ordre intérieur que le ministre approuve.

Art. IX.II.2. La commission se compose des trois membres suivants :
1^o un président, membre du cadre d'officiers, revêtu au moins du grade de commissaire divisionnaire de police et désigné par le ministre;

2^o deux médecins.

La commission d'appel se compose des cinq membres suivants :

1^o un président, membre du cadre d'officiers, revêtu au moins du grade de commissaire divisionnaire de police et désigné par le ministre;

2^o un vice-président, membre du personnel du niveau A du cadre administratif et logistique et désigné par le ministre;

3^o trois médecins diplômés depuis au moins dix ans.

Chaque membre des deux commissions a un suppléant qui doit satisfaire aux mêmes conditions. Si le titulaire non-médecin est un membre de la police fédérale, son suppléant est un membre de la police locale et inversement.

Art. IX.II.3. Le ministre désigne, pour chaque commission, un secrétaire parmi les membres du cadre administratif et logistique.

datum van de benoeming bedoeld in artikel V.II.2 dat overeenstemt met anderhalve maal de duur van die basisopleiding, zonder dat dit aantal te presteren dienstjaren meer dan vijf mag bedragen.

De vergoeding is degressief. Zij bedraagt een breukdeel van het loon uitbetaald gedurende de basisopleiding. De teller van dit breukdeel is het verschil tussen het minimum aantal dienstjaren, bepaald bij het tweede lid, en het aantal reeds gepresteerde dienstjaren. De noemer van dit breukdeel is het minimum bepaald bij het tweede lid.

Voor iedere door de minister bepaalde opleiding of voor iedere opleiding van hoger onderwijs genoten na de basisopleiding bedoeld in het tweede lid, wordt, per bijkomend jaar opleiding op kosten genoten van de overheid, een bijkomend te presteren dienstjaar aangerekend, aansluitend op die opleiding.

AFDELING 3. – DIVERSE BEPALINGEN

Art. IX.I.11. Het personeelslid dat op rust wordt gesteld met toepassing van de artikelen IX.I.2, eerste lid, 3^o, en IX.I.8, 2^o, en dat op dat ogenblik ten minste twintig jaren werkelijke diensten telt, is gerechtigd de laatste graad te dragen waarmee hij bij het politiekorps bekleed was, gevolgd door de woorden "op rust".

Het in het eerste lid bedoelde personeelslid dat op het ogenblik van de pensioenstelling ten minste vijf jaar is aangewezen voor een mandaat, is gerechtigd de titel van het mandaat te dragen waarmee het bij het politiekorps bekleed was, gevolgd door de woorden "op rust".

Deze bepaling is eveneens van toepassing op het contractueel personeelslid dat een rustpensioen bekomt en dat op de datum van het bekomen ervan, voor de toepassing van het eerste lid ten minste twintig jaar werkelijke diensten telt of, voor de toepassing van het tweede lid ten minste vijf jaar is aangewezen voor een mandaat.

Art. IX.I.12. Het personeelslid dat om één der in de artikelen IX.I.2, eerste lid, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o en IX.I.3, 1^o en 2^o, opgesomde redenen van zijn ambt is ontheven, kan niet opnieuw deel uitmaken van het kader bedoeld in artikel 116 van de wet waarvan het deel uitmaakte op de datum van de ambtsontheffing of -neerlegging.

TITEL II. – DE COMMISSIES VOOR GESCHIKTHEID VAN HET PERSONEEL VAN DE POLITIEDIENSTEN

HOOFDSTUK I. — SAMENSTELLING EN BEVOEGDHEDEN

Art. IX.II.1. In de schoot van de medische dienst wordt een commissie voor geschiktheid van het personeel van de politiediensten (C.G.P.P.) en een commissie van beroep voor geschiktheid van het personeel van de politiediensten (C.B.G.P.P.) ingesteld, hierna respectievelijk "de commissie" en "de commissie van beroep" genoemd.

Beide commissies vormen een gezagsafhankelijk onderdeel van de medische dienst.

Zij stellen hun huishoudelijk reglement op dat de minister goedkeurt.

Art. IX.II.2. De commissie bestaat uit de volgende drie leden :

1^o een voorzitter, lid van het officierskader, bekleed met ten minste de graad van hoofdcommissaris van politie en aangewezen door de minister;

2^o twee artsen.

De commissie van beroep bestaat uit de volgende vijf leden :

1^o een voorzitter, lid van het officierskader, bekleed met ten minste de graad van hoofdcommissaris van politie en aangewezen door de minister;

2^o een vice-voorzitter, personeelslid van het niveau A van het administratief en logistiek kader en aangewezen door de minister;

3^o drie artsen die sedert ten minste tien jaar gediplomeerd zijn.

Elk lid van beide commissies heeft een plaatsvervanger die aan dezelfde voorwaarden moet voldoen. Is de titularis niet-arts een lid van de federale politie, dan is zijn plaatsvervanger een lid van de lokale politie en omgekeerd.

Art. IX.II.3. De minister wijst voor elke commissie een secretaris aan onder de personeelsleden van het administratief en logistiek kader.

Art. IX.II.4. La commission se prononce sur :

1° l'inaptitude physique temporaire des membres du personnel préalablement à leur mise à la pension temporaire pour motif de santé;

2° l'inaptitude physique définitive des membres du personnel préalablement à leur mise à la pension définitive pour motif de santé;

3° l'octroi ou non, pendant la période de disponibilité d'un traitement d'attente égal au salaire complet en application de l'article VIII.XI.5;

4° le handicap grave et le degré de perte d'autonomie des membres du personnel en vue de l'octroi d'un supplément à la pension.

Art. IX.II.5. La commission donne son avis ou fait des propositions concernant toute question de principe qui lui est soumise par le ministre.

CHAPITRE II. — LA PROCEDURE EN PREMIERE INSTANCE

Art. IX.II.6. La commission est saisie :

1° dans le cas visé à l'article VIII.XI.7, selon le cas, par le chef de corps, le commissaire général ou l'autorité qu'ils désignent ou, le cas échéant, à la demande du membre du personnel concerné;

2° dans tous les autres cas, selon le cas, par le ministre, le bourgmestre ou le collègue de police.

Ils joignent, tout en respectant le secret médical, toutes les informations pouvant fournir des éclaircissements concernant l'origine, la nature, la gravité et le caractère permanent de l'inaptitude alléguée.

Art. IX.II.7. La commission appelle l'intéressé à comparaître devant elle pour l'interroger ou l'examiner, par une lettre recommandée, et ce dans les trente jours de l'introduction de l'affaire.

Art. IX.II.8. La convocation visée à l'article IX.II.7 mentionne :

1° les lieu, jour et heure de l'audience qui peut avoir lieu au plus tôt le trentième jour après la notification de la convocation;

2° l'obligation pour l'intéressé de comparaître en personne et le droit pour l'intéressé de se faire assister;

3° le lieu où le dossier peut être consulté ainsi que le délai pendant lequel il peut être consulté;

4° le contenu des articles IX.II.9 et IX.II.10.

Art. IX.II.9. Le membre du personnel qui se trouve dans l'incapacité physique de se déplacer pour comparaître devant la commission, doit l'établir au moyen d'un certificat médical. Dans ce cas, la commission peut soit se déplacer jusqu'à la résidence de l'intéressé pour l'entendre ou l'examiner sur place, soit dispenser l'intéressé de comparaître en personne et l'autoriser à se faire représenter par une autre personne.

Art. IX.II.10. Au jour fixé dans la convocation, le membre du personnel ou son représentant comparait devant la commission.

Sauf cas de force majeure, la procédure est poursuivie en l'absence du membre du personnel ou de son représentant et est considérée comme ayant été menée de manière contradictoire.

Art. IX.II.11. La commission peut recourir à tous moyens d'investigation et notamment prendre l'avis d'experts et des autorités.

Art. IX.II.12. La commission se prononce à la majorité des voix, dans les trente jours de la clôture des débats.

La commission notifie ensuite sa décision, dans les quinze jours, par lettre recommandée, au membre du personnel concerné et aux autorités respectives de l'intéressé, visées à l'article IX.II.6, alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

Art. IX.II.4. De commissie doet uitspraak over :

1° de tijdelijke lichamelijke ongeschiktheid van de personeelsleden, alvorens deze om gezondheidsredenen tijdelijk op pensioen worden gesteld;

2° de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van de personeelsleden, alvorens deze om gezondheidsredenen definitief op pensioen worden gesteld;

3° het al of niet verkrijgen, gedurende de beschikbaarheidsperiode, van een wachtgeld gelijk aan het volledig loon, bij toepassing van artikel VIII.XI.5;

4° de zware handicap en de graad van verlies van zelfredzaamheid van de personeelsleden, met het oog op het verkrijgen van een supplement bij de pensioenuitkering.

Art. IX.II.5. De commissie geeft haar advies of doet voorstellen over elke beginselkwestie die de minister haar voorlegt.

HOOFDSTUK II. — DE PROCEDURE IN EERSTE AANLEG

Art. IX.II.6. De commissie wordt geadieërd :

1° in het geval bedoeld in artikel VIII.XI.7, naar gelang van het geval, door de korpschef, de commissaris-generaal of door een door hen aangewezen overheid of, in voorkomend geval, op vraag van het betrokken personeelslid;

2° in alle andere gevallen, naar gelang van het geval, door de minister, de burgemeester of het politiecollege.

Zij voegen hierbij, met eerbiediging van het medisch geheim, alle inlichtingen die opheldering kunnen geven omtrent de oorsprong, de aard, de ernst en de bestendigheid van de aangevoerde ongeschiktheid.

Art. IX.II.7. De commissie roept het betrokken personeelslid op om voor haar te verschijnen voor verhoor of onderzoek, bij een aangetekende brief en binnen de dertig dagen na het ahangig maken van de zaak.

Art. IX.II.8. De in artikel IX.II.7 bedoelde oproeping vermeldt :

1° de plaats, de dag en het uur van de zitting, die ten vroegste de dertigste dag na de kennisgeving van de oproeping plaats kan hebben;

2° de verplichting voor betrokkene om in persoon te verschijnen en het recht van de betrokkene zich te laten bijstaan;

3° de plaats waar en de termijn waarbinnen het dossier kan worden ingezien;

4° de inhoud van de artikelen IX.II.9 en IX.II.10.

Art. IX.II.9. Het personeelslid dat lichamelijk niet in staat is zich te verplaatsen om voor de commissie te verschijnen, moet dit staven aan de hand van een medisch getuigschrift. In dat geval kan de commissie, hetzij zich naar de verblijfplaats van de betrokkene verplaatsen om hem ter plaatse te horen of te onderzoeken, hetzij betrokkene ervan ontslaan zelf te verschijnen en hem toestaan zich door een ander persoon te laten vertegenwoordigen.

Art. IX.II.10. Op de dag bepaald in de oproeping verschijnt het personeelslid of diens vertegenwoordiger voor de commissie.

Behoudens overmacht, wordt bij afwezigheid van het personeelslid of diens vertegenwoordiger, de procedure voortgezet en wordt zij geacht op tegenspraak te zijn gevoerd.

Art. IX.II.11. De commissie mag gebruik maken van alle onderzoeksmiddelen, inzonderheid het inwinnen van het advies van deskundigen en van de overheden.

Art. IX.II.12. De commissie doet, bij meerderheid van stemmen, uitspraak binnen de dertig dagen na het sluiten van de debatten.

De commissie geeft vervolgens binnen de vijftien dagen en bij een aangetekende brief kennis van de uitspraak aan het betrokken personeelslid en de respectieve overheden van betrokkene, bedoeld in artikel IX.II.6, eerste lid, 1° en 2°.

CHAPITRE III. — LA PROCEDURE D'APPEL

Art. IX.II.13. La commission d'appel connaît en second degré des décisions que la commission a rendues en application de l'article IX.II.12.

Art. IX.II.14. L'autorité de l'intéressé, visée à l'article IX.II.6, alinéa 1^{er}, 2^o et l'intéressé lui-même peuvent interjeter appel auprès de la commission d'appel, par lettre recommandée, et ce dans les trente jours de la notification de la décision attaquée.

Art. IX.II.15. Les articles IX.II.7 à IX.II.12, alinéa 1^{er}, y compris, sont d'application conforme à la procédure d'appel.

La commission d'appel notifie sa décision dans les quinze jours, par lettre recommandée, au membre du personnel concerné ainsi qu'à l'autorité de l'intéressé, visé à l'article IX.II.6, alinéa 1^{er}, 2^o.

CHAPITRE IV. — REVISION

Art. IX.II.16. En cas de dol ou de fraude, les décisions de la commission peuvent être revues à la demande du ministre.

La demande de révision est adressée au président de la commission qui a rendu la décision entreprise.

TITRE III. — LA REINTEGRATION

CHAPITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

Art. IX.III.1^{er}. Ce titre n'est pas applicable aux membres du personnel du cadre administratif et logistique, ni aux aspirants ou stagiaires, à l'exception de ceux qui, dans le cadre de la promotion par accession à un cadre supérieur, sont commissionnés en tant qu'aspirant ou ont obtenu la qualité de stagiaire.

Art. IX.III.2. Le membre du personnel qui, conformément à l'article IX.I.8, 1^o, a obtenu depuis moins de quatre ans la démission de son emploi, est réintégré, à sa demande et aux conditions visées à l'article IX.III.4, dans le corps de police dont il faisait partie au moment de sa démission. Il est réintégré dans le cadre dont il faisait partie, dans le grade dont il était revêtu lors de sa démission et avec les anciennetés qui étaient d'application à ce moment.

Art. IX.III.3. Le membre du personnel qui, à la date de sa démission volontaire, était commissionné comme aspirant, n'obtient pas, par la réintégration visée au présent titre, de nouveau ce commissionnement.

Le membre du personnel qui, à la date de sa démission volontaire, possédait la qualité de stagiaire, recommence son stage lors de la réintégration et perd l'avantage du stage commencé précédemment.

CHAPITRE II. — CONDITIONS DE REINTEGRATION

SECTION 1^{re}. — LES CONDITIONS DE REINTEGRATION

Art. IX.III.4. Le candidat à la réintégration doit réunir les conditions suivantes :

1^o avoir, au moment de la démission acceptée, une évaluation de fonctionnement sans la mention finale "insuffisant";

2^o s'être soumis, au moment de sa démission acceptée, à un examen médical pour lequel il a été convoqué et ayant pour objet exclusif d'établir sa situation médicale à ce moment;

3^o jouir des droits civils et politiques;

4^o à l'exclusion des infractions involontaires, ne pas avoir, depuis sa démission acceptée, été condamné, même avec sursis, à une peine d'emprisonnement de six mois ou plus du chef d'une infraction quelconque ou à une peine d'emprisonnement moindre du chef de vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la

HOOFDSTUK III. — DE PROCEDURE IN HOGER BEROEP

Art. IX.II.13. De commissie van beroep neemt in tweede aanleg kennis van de beslissingen welke de commissie bij toepassing van artikel IX.II.12 heeft gewezen.

Art. IX.II.14. De in artikel IX.II.6, eerste lid, 2^o, bedoelde overheid van betrokkene en de betrokkene zelf kunnen hoger beroep aantekenen bij de commissie van beroep, bij een aangetekende brief en binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de bestreden beslissing.

Art. IX.II.15. De artikelen IX.II.7 tot en met IX.II.12, eerste lid, zijn van overeenkomstige toepassing op de procedure in hoger beroep.

De commissie van beroep geeft binnen de vijftien dagen en bij een aangetekende brief kennis van de uitspraak aan het betrokken personeelslid en de overheid van betrokkene, bedoeld in artikel IX.II.6, eerste lid, 2^o.

HOOFDSTUK IV. — HERZIENING

Art. IX.II.16. De beslissingen van de commissies kunnen, in geval van bedrog of arglist, op verzoek van de minister worden herzien.

De aanvraag om herziening wordt gericht aan de voorzitter van de commissie die de bestreden beslissing getroffen heeft.

TITEL III. — DE HEROPNEMING

HOOFDSTUK I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. IX.III.1. Deze titel is niet toepasselijk op de personeelsleden van het administratief en logistiek kader, de aspiranten of de stagiairs met uitzondering van hen die, in het raam van de bevordering door overgang naar een hoger kader, als dusdanig zijn aangesteld of de hoedanigheid van stagiair hebben verkregen.

Art. IX.III.2. Het personeelslid dat overeenkomstig artikel IX.I.8, 1^o, sedert minder dan vier jaar ontslag uit zijn ambt heeft verkregen, wordt onder de in artikel IX.III.4 bedoelde voorwaarden, op zijn verzoek opnieuw opgenomen in het politiekorps waarvan het deel uitmaakte op de datum van zijn ontslag. Het wordt terug opgenomen in het kader waarvan het deel uitmaakte, met de graad waarmee het bij het verlenen van zijn ontslag was bekleed en met de op dat ogenblik geldende anciënniteiten.

Art. IX.III.3. Het personeelslid dat op de datum van zijn vrijwillig ontslag een aanstelling als aspirant genoot, verkrijgt door de in deze titel bedoelde heropneming niet opnieuw die aanstelling.

Het personeelslid dat op de datum van zijn vrijwillig ontslag de hoedanigheid van stagiair bezat, herbegint zijn stage bij heropneming en verliest het voordeel van de reeds eerder aangevatte stage.

HOOFDSTUK II. — VOORWAARDEN VOOR HEROPNEMING

AFDELING 1. — DE VOORWAARDEN VOOR HEROPNEMING

Art. IX.III.4. De kandidaat voor heropneming moet de volgende voorwaarden vervullen :

1^o op het ogenblik van het aangenomen ontslag, een functionerings-evaluatie zonder de eindvermelding "onvoldoende" hebben;

2^o zich op het ogenblik van zijn aangenomen ontslag onderworpen hebben aan een medisch onderzoek waarvoor hij was opgeroepen en dat uitsluitend tot doel heeft zijn medische toestand op dat ogenblik vast te stellen;

3^o de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4^o met uitzondering van de onopzettelijke misdrijven, sedert het aangenomen ontslag niet veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, tot een gevangenisstraf van zes maanden of meer wegens enig strafbaar feit, of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de

pudeur, viol ou des infractions prévues par les articles 379 à 386ter du Code pénal ou par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, et ne pas avoir, depuis sa démission acceptée, exercé des activités qui nuisent à la crédibilité des services de police;

5° ne pas être atteint par une des causes d'inaptitude médicale visées à l'article IV.I.4, 6°, autres que celles qui auraient été constatées lors de l'examen médical visé au 2°;

6° pouvoir encore effectuer, entre le moment auquel il désire être réintégré et l'âge donnant droit à la pension, au moins deux années de service complètes.

SECTION 2. — LES EXAMENS MEDICAUX

Art. IX.III.5. L'examen médical visé à l'article IX.III.4, 2°, s'effectue avant le retrait d'emploi par démission acceptée. A la demande du membre du personnel démissionnaire, le résultat de cet examen est communiqué à un médecin de son choix.

Art. IX.III.6. § 1^{er}. L'examen de l'aptitude médicale visée à l'article IX.III.4, 5°, s'effectue sur invitation du commissaire général ou du chef de corps ou de l'autorité qu'ils désignent.

§ 2. Préalablement à l'examen visé au § 1^{er}, le candidat à la réintégration remplit un questionnaire médical dont le ministre fixe le modèle.

Ce questionnaire a trait à la situation médicale telle qu'elle s'est développée depuis la démission acceptée.

Le questionnaire est joint à la convocation adressée au candidat à la réintégration, l'invitant à se présenter audit examen. Cette convocation précise que l'examen comporte une analyse sanguine et une analyse d'urine en vue de déterminer si le candidat à la réintégration satisfait à la condition visée à l'article IX.III.4, 5°.

Art. IX.III.7. L'examen de l'aptitude médicale visé à l'article IX.III.6, § 1^{er}, est effectué par un médecin désigné par le directeur du service médical. Ce médecin décide de l'aptitude ou de l'inaptitude.

Le médecin notifie sa décision à l'intéressé dans les quinze jours par lettre recommandée et la communique au chef de corps, au commissaire général ou au directeur général qu'il désigne.

L'intéressé peut interjeter appel de la décision d'inaptitude. Il dispose à cet effet, sous peine d'irrecevabilité du recours, de quinze jours à compter de la notification visée à l'alinéa 2.

Art. IX.III.8. La commission médicale des litiges visée à l'article X.II.10 statue sur l'appel visé à l'article IX.III.7, alinéa 3.

Art. IX.III.9. La commission médicale des litiges convoque l'intéressé. Celui-ci peut se faire assister par un ou plusieurs médecins de son choix.

La commission médicale des litiges notifie à l'intéressé, dans les quinze jours suivant son audition, sa décision par lettre recommandée, et la communique au chef de corps, au commissaire général ou au directeur général qu'il désigne.

SECTION 3. — LA DEMANDE DE REINTEGRATION

Art. IX.III.10. Le candidat à la réintégration adresse sa demande de réintégration, au moins 90 jours avant la date à laquelle il désire être réintégré, par lettre recommandée, soit au chef de corps de la police locale dont il faisait partie à la date de sa démission, soit au commissaire général lorsque, à la date de sa démission, il faisait partie de la police fédérale.

Il mentionne dans cette demande son nom et ses prénoms, son état civil et son adresse complète, son ancien cadre, son grade et son numéro d'identification, ainsi que la date à laquelle il désire être réintégré.

eerbaarheid, verkrachting of wegens de strafbare feiten omschreven in de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek of in de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en anti-septica, noch sedert het aangenomen ontslag activiteiten te hebben uitgevoerd die de geloofwaardigheid van de politiediensten schaden;

5° niet het voorwerp zijn van één van de gronden van medische ongeschiktheid bedoeld in artikel IV.I.4, 6°, andere dan die welke zouden zijn vastgesteld tijdens het medisch onderzoek bedoeld in 2°;

6° tussen het tijdstip waarop hij wenst te worden heropgenomen en de pensioengerechtigde leeftijd nog ten minste twee volledige dienstjaren kunnen vervullen.

AFDELING 2. — DE MEDISCHE ONDERZOEKEN

Art. IX.III.5. Het medisch onderzoek bedoeld in artikel IX.III.4, 2°, vindt plaats vóór de ambtsneerlegging door aangenomen ontslag. Op verzoek van het ontslagnemend personeelslid wordt het resultaat van dit onderzoek meegedeeld aan een arts van zijn keuze.

Art. IX.III.6. § 1. Het onderzoek van de medische geschiktheid bedoeld in artikel IX.III.4, 5°, vindt plaats op uitnodiging van de commissaris-generaal of de korpschef of de overheid die zij aanwijzen.

§ 2. Vóór het onderzoek bedoeld in § 1, vult de kandidaat voor heropneming een medische vragenlijst in waarvan de minister het model bepaalt.

Deze vragenlijst heeft betrekking op de medische toestand zoals die zich heeft ontwikkeld sedert het aangenomen ontslag.

De vragenlijst wordt gevoegd bij de oproeping die aan de kandidaat voor heropneming gericht wordt en waarbij hij uitgenodigd wordt zich aan te melden voor het bedoelde onderzoek. Deze oproeping vermeldt dat het onderzoek een bloed- en urineanalyse omvat om vast te stellen of de kandidaat voor heropneming voldoet aan de voorwaarde bedoeld in artikel IX.III.4, 5°.

Art. IX.III.7. Het in artikel IX.III.6, § 1, bedoelde onderzoek van de medische geschiktheid wordt uitgevoerd door een arts aangewezen door de directeur van de medische dienst. Deze arts beslist over de geschiktheid of de ongeschiktheid.

Die arts geeft betrokkene binnen vijftien dagen, bij aangetekende brief, kennis van zijn beslissing en deelt deze mee aan de korpschef, de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal.

Betrokkene kan hoger beroep aantekenen tegen de beslissing van ongeschiktheid. Hij beschikt daartoe, op straffe van onontvankelijkheid van het beroep, over vijftien dagen te rekenen vanaf de in het tweede lid bedoelde kennisgeving.

Art. IX.III.8. De medische geschillencommissie bedoeld in artikel X.II.10, beslecht het beroep bedoeld in artikel IX.III.7, derde lid.

Art. IX.III.9. De medische geschillencommissie roept betrokkene op. Deze laatste kan zich laten bijstaan door één of meerdere artsen van zijn keuze.

De medische geschillencommissie geeft betrokkene, binnen vijftien dagen na zijn verhoor, bij een aangetekende brief, kennis van haar beslissing en deelt deze mee aan de korpschef, de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal.

AFDELING 3. — HET VERZOEK TOT HEROPNEMING

Art. IX.III.10. De kandidaat voor heropneming richt zijn verzoek tot heropneming ten minste 90 dagen vóór de datum waarop hij heropgenomen wenst te worden, met een aangetekende brief, aan de korpschef van de lokale politie waarvan hij op de datum van zijn ontslag deel uitmaakte, dan wel aan de commissaris-generaal indien hij op de datum van zijn ontslag deel uitmaakte van de federale politie.

In dat verzoek vermeldt hij zijn naam en voornamen, zijn burgerlijke stand en volledig adres, zijn vroeger kader, graad en identificatienummer en de datum waarop hij wenst heropgenomen te worden.

Il joint à sa demande un certificat, établi sur le modèle figurant à l'annexe 4, qui lui est délivré par le bourgmestre de la commune de sa résidence.

SECTION 4. — LA DECISION DE REINTEGRATION

Art. IX.III.11. La décision de réintégration est prise par l'autorité de nomination.

L'autorité de nomination décide de procéder à la réintégration dans un délai de deux mois après la prise de connaissance de la décision visée à l'article IX.III.7, alinéa 1^{er}, ou, le cas échéant, après la décision de la commission médicale des litiges visée à l'article IX.III.9.

SECTION 5. — PROCEDURE EN CAS DE REFUS DE REINTEGRATION

Art. IX.III.12. Le membre du personnel dont la réintégration est refusée suite à l'exercice, depuis la démission acceptée, d'activités qui portent atteinte à la crédibilité des services de police, peut introduire une procédure devant l'organe consultatif visé à l'article VIII.III.7.

Art. IX.III.13. La composition de l'organe visé à l'article précédent et la procédure à suivre par le membre du personnel est déterminée conformément aux articles VIII.III.8, VIII.III.9 et VIII.III.10.

PARTIE X. — LA PROTECTION MEDICALE ET LE CONTROLE MEDICAL

TITRE I^{er}. — LA PROTECTION MEDICALE

Art. X.I.1^{er}. Sans préjudice de l'article X.I.2 et sans préjudice des indemnités prévues par la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles, les membres du personnel suivants bénéficient des soins de santé gratuits :

- 1° le membre du personnel du cadre opérationnel;
- 2° le membre du personnel du cadre administratif et logistique exerçant une fonction permanente de soutien opérationnel fixée par le ministre.

Les soins de santé visés à l'alinéa 1^{er} comprennent les soins médicaux, les soins infirmiers, la kinésithérapie, les soins dentaires, les prothèses, les médicaments et les hospitalisations, en ce compris les transports en ambulance.

A l'exception du membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, le membre du personnel du cadre administratif et logistique bénéficie d'une assurance hospitalisation.

Art. X.I.2. A l'exception des cas d'urgence, des consultations gynécologiques et des soins dentaires dans les conditions fixées par le ministre, le droit aux soins de santé gratuits s'applique seulement dans les cas où ces soins ont été dispensés ou prescrits par un médecin du service médical ou par un médecin agréé par le ministre ou l'autorité qu'il désigne.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er} et à l'exception des transports en ambulance primaires et des médicaments énumérés par le ministre qui ne sont pas repris dans la nomenclature AMI, les soins de santé fournis par un prestataire ou une institution de soins qui ne font pas partie du service médical, sont gratuits seulement s'ils font l'objet d'une intervention dans le cadre de l'assurance obligatoire maladie invalidité.

Art. X.I.3. Les suppléments d'honoraires, les suppléments pour l'occupation d'une chambre, les frais privés, les autres frais qui ne sont pas strictement nécessaires ainsi que les frais déterminés par le ministre pour les prothèses restent à charge du membre du personnel.

Art. X.I.4. Le membre du personnel pouvant prétendre au remboursement des frais de soins de santé en vertu d'une assurance qu'il a personnellement contractée ou dont il peut bénéficier, a l'obligation d'y faire appel au préalable, d'en informer le service médical et de joindre

Hij voegt bij zijn verzoek een getuigschrift, opgemaakt volgens het model gevoegd als bijlage 4, dat wordt afgegeven door de burgemeester van de gemeente waar hij verblijft.

AFDELING 4. — DE BESLISSING TOT HEROPNEMING

Art. IX.III.11. De beslissing tot heropneming wordt genomen door de benoemende overheid.

De benoemende overheid beslist tot heropneming binnen een termijn van twee maanden na de kennisgeving van de beslissing bedoeld in artikel IX.III.7, eerste lid, of, in voorkomend geval, na de beslissing door de medische geschillencommissie bedoeld in artikel IX.III.9.

AFDELING 5. — PROCEDURE BIJ WEIGERING VAN HEROPNEMING

Art. IX.III.12. Het personeelslid waarvan de heropneming wordt geweigerd ingevolge het uitvoeren, sedert het aangenomen ontslag, van activiteiten die de geloofwaardigheid van de politiediensten schaden, kan een procedure inleiden voor het raadgevend orgaan bedoeld in artikel VIII.III.7.

Art. IX.III.13. De samenstelling van het in het voormelde artikel bedoelde orgaan en de door het personeelslid te volgen procedure worden bepaald overeenkomstig de artikelen VIII.III.8, VIII.III.9 en VIII.III.10.

DEEL X. — DE MEDISCHE BESCHERMING EN DE MEDISCHE CONTROLE

TITEL I. — DE MEDISCHE BESCHERMING

Art. X.I.1. Onverminderd artikel X.I.2 en onverminderd de vergoedingen bedoeld in de wet van 3 juli 1967 houdende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, genieten volgende personeelsleden de kosteloze gezondheidszorgen :

- 1° het personeelslid van het operationeel kader;
- 2° het personeelslid van het administratief en logistiek kader dat een permanente functie van operationele ondersteuning, bepaald door de minister, uitoefent.

De in het eerste lid bedoelde gezondheidszorgen omvatten de medische zorgverstrekking, de verpleegzorgen, de kinesitherapie, de tandverzorging, de prothesen, de medicijnen en de gevallen van hospitalisatie, inclusief het ziekenvervoer.

Met uitzondering van het in het eerste lid, 2°, bedoelde personeelslid, geniet het personeelslid van het administratief en logistiek kader een hospitalisatieverzekering.

Art. X.I.2. Met uitzondering van de spoedinterventies, de gynaecologische raadplegingen en de tandverzorging in de door de minister bepaalde omstandigheden, geldt het recht op kosteloze gezondheidszorgen slechts in de gevallen waarin die worden verstrekt door of op voorschrift van een arts van de medische dienst of een door de minister of de door hem aangewezen overheid erkende arts.

Onverminderd het eerste lid en met uitzondering van het primaire ziekenvervoer en de door de minister bepaalde medicijnen die niet in de ZIV-nomenclatuur voorkomen, zijn de gezondheidszorgen verleend door een zorgverstreker of een instelling die niet tot de medische dienst behoort, slechts kosteloos voor zover die aanleiding geven tot een tussenkomst in het raam van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. X.I.3. De ereloonsupplementen, de kamersupplementen, de privé-kosten, de andere niet strikt noodzakelijke kosten en de door de minister bepaalde kosten voor prothesen, blijven ten laste van het personeelslid.

Art. X.I.4. Het personeelslid dat aanspraak kan maken op de terugbetaling van kosten voor gezondheidszorgen krachtens een verzekering door hem persoonlijk afgesloten of waarvan hij begunstigde is, heeft de verplichting er voorafgaandelijk een beroep op te

une quittance des remboursements obtenus en vertu de cette assurance à toute demande de remboursement personnel introduite auprès du service médical.

Le droit aux soins de santé gratuits est refusé à concurrence du montant du remboursement octroyé sur base de l'assurance visée à l'alinéa 1^{er}, à l'exception de la partie de ce remboursement couvrant des frais visés à l'article X.I.3.

Art. X.I.5. Le droit aux soins de santé gratuits est refusé :

1° lorsque la privation du droit constitue une condition visée à l'article 135, alinéa 2, de la loi;

2° lorsque le droit trouve son origine dans une faute intentionnelle commise par le membre du personnel concerné.

Art. X.I.6. L'Etat est subrogé de plein droit dans les droits et actions des membres du personnel à l'égard des tiers responsables à concurrence des frais médicaux supportés par le service médical, en vertu du droit aux soins de santé gratuits visé à l'article X.I.1, alinéa 1^{er}, qui résultent de l'acte dommageable.

Art. X.I.7. Le ministre fixe les modalités de la gratuité aux soins de santé.

Le ministre fixe les modalités de remboursement de frais encourus pour la fourniture de soins de santé à l'étranger ou pendant qu'il est en service auprès des forces armées belges en Allemagne, par le membre du personnel du cadre opérationnel et, lorsqu'ils l'accompagnent, par ses enfants, son conjoint ou la personne avec qui il est dans une situation de cohabitation, pour autant qu'ils ne bénéficient à titre personnel d'aucune couverture en matière de soins de santé en vertu d'une législation belge ou étrangère.

La situation de cohabitation visée à l'alinéa 1^{er} doit être établie, avant le départ à l'étranger, conformément aux articles 1475 à 1479 du Code civil ou, à défaut, par un certificat de composition de ménage.

Art. X.I.8. Le ministre fixe les modalités et les conditions d'intervention de l'assurance hospitalisation visée à l'article X.I.1, alinéa 3.

TITRE II. – LE CONTROLE MEDICAL

CHAPITRE I^{er}. — DEFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION.

Art. X.II.1^{er}. Pour l'application du présent titre, il y a lieu d'entendre par :

1° le certificat médical : le certificat dont le modèle est fixé par le ministre;

2° un médecin-contrôleur : le médecin qui fait partie du service médical ou qui est agréé par le ministre ou par l'autorité qu'il désigne et qui donne des consultations, soit dans les installations du service médical sur base d'un contrat de prestations de services, soit dans son propre cabinet et qui a, en cette qualité, au moins cinq ans d'expérience professionnelle.

Art. X.II.2. Le présent titre s'applique aussi aux militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police.

CHAPITRE II. — OBLIGATIONS AUXQUELLES LE MEMBRE DU PERSONNEL EN CONGE DE MALADIE DOIT SATISFAIRE

Art. X.II.3. Le membre du personnel qui ne peut plus exercer sa fonction pour des raisons médicales, doit en informer son service aussi vite que possible et au plus tard au début prévu de son service.

doen, de medische dienst hiervan in te lichten en een kwijtschrift van de krachtens die verzekering genoten terugbetalingen te voegen bij elke aanvraag tot persoonlijke terugbetaling ingediend bij de medische dienst.

Het recht op kosteloze gezondheidszorgen wordt geweigerd ten belope van het bedrag van terugbetaling toegekend op basis van de in het eerste lid bedoelde verzekering, met uitzondering van het deel van die terugbetaling dat betrekking heeft op de kosten bedoeld in artikel X.I.3.

Art. X.I.5. Het recht op kosteloze gezondheidszorgen wordt geweigerd :

1° wanneer de ontzegging van het recht een voorwaarde uitmaakt bedoeld in artikel 135, tweede lid, van de wet;

2° wanneer het recht haar oorsprong vindt in een opzettelijke fout gepleegd door het betrokken personeelslid.

Art. X.I.6. De Staat treedt rechtens in de rechten en vorderingen van de personeelsleden ten aanzien van aansprakelijke derden ten belope van de medische kosten die voortvloeien uit het schadeverwekkend feit en die gedragen worden door de medische dienst krachtens het recht bedoeld in artikel X.I.1, eerste lid.

Art. X.I.7. De minister bepaalt de nadere regels inzake de kosteloosheid van de gezondheidszorgen.

De minister bepaalt de nadere regels voor de terugbetaling van de kosten voor het verstrekken van gezondheidszorgen in het buitenland of terwijl het in dienst is bij de Belgische strijdkrachten in Duitsland, opgelopen door het personeelslid van het operationeel kader en, indien zij het vergezellen, door zijn kinderen, zijn echtgenote of de persoon waarmee het samenleeft, voor zover zij niet persoonlijk enige dekking genieten voor gezondheidszorgen krachtens een Belgische of buitenlandse wetgeving.

Het samenleven bedoeld in het eerste lid moet, voorafgaand aan het ertek naar het buitenland, worden vastgesteld overeenkomstig de artikelen 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek of, bij gebreke hieraan, door een getuigschrift van gezinssamenstelling.

Art. X.I.8. De minister bepaalt de nadere regels en de voorwaarden voor de tussenkomst van de in artikel X.I.1, derde lid, bedoelde hospitalisatieverzekering.

TITEL II. – DE MEDISCHE CONTROLE

HOOFDSTUK I. — DEFINITIES EN TOEPASSINGSGBIED

Art. X.II.1. Voor de toepassing van deze titel moet worden begrepen onder :

1° het medisch getuigschrift : het getuigschrift waarvan het model is vastgesteld door de minister;

2° een controlerende arts : een arts die deel uitmaakt van de medische dienst of die door de minister of de door hem aangewezen overheid erkend is en raadplegingen houdt, ofwel in de inrichtingen van de medische dienst op basis van een dienstverleningscontract, dan wel in zijn eigen praktijk, en die in die hoedanigheid ten minste vijf jaar werkervaring heeft.

Art. X.II.2. Deze titel is ook van toepassing op de militairen bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

HOOFDSTUK II. — VERPLICHTINGEN WAARAAN EEN PERSONEELSLID MET VERLOF WEGENS ZIEKTE MOET VOLDOEN

Art. X.II.3. Het personeelslid dat wegens medische redenen zijn ambt niet kan uitoefenen, moet zo snel mogelijk en ten laatste bij de geplande aanvang van zijn dienst, zijn dienst daarover inlichten.

Le membre du personnel ne peut pas quitter son domicile pendant le premier jour de maladie à moins qu'un certificat médical de son médecin traitant ne l'y autorise. Ce certificat doit être envoyé dans les 24 heures au service médical.

Art. X.II.4. A partir du deuxième jour de maladie, le congé de maladie doit être justifié par un certificat médical du médecin traitant, sauf si cette justification ressort déjà du certificat médical visé à l'article X.II.3, alinéa 2.

Le certificat médical visé à l'alinéa 1^{er} doit être envoyé dans les 24 heures au service médical.

CHAPITRE III. — L'EXAMEN MEDICAL DE CONTROLE AUQUEL UN MEMBRE DU PERSONNEL EN CONGE DE MALADIE PEUT ETRE SOUMIS

Art. X.II.5. L'examen médical de contrôle est effectué par un médecin-contrôleur.

Art. X.II.6. Les membres du personnel en congé de maladie ne peuvent pas se soustraire à l'examen de contrôle médical ordonné conformément à l'article VIII.X.9.

Ils ne peuvent notamment ni refuser de recevoir entre 8 et 18 heures la visite à domicile d'un médecin-contrôleur, ni refuser de se laisser examiner par ce dernier ou de donner suite à une convocation qu'il leur adresse, à moins qu'ils ne soient dans l'impossibilité de se déplacer.

Art. X.II.7. Lorsqu'il ressort du certificat médical délivré par le médecin traitant que le membre du personnel peut quitter son domicile, l'intéressé peut être convoqué par le médecin-contrôleur, pour subir un examen médical de contrôle, au lieu le plus proche de la résidence de l'intéressé.

La convocation est effectuée par la remise d'un document contre accusé de réception ou par une lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. X.II.8. Le médecin-contrôleur confirme ou modifie les modalités ou la durée du congé de maladie prescrit par le médecin traitant.

Une décision de modification n'a lieu qu'après concertation avec le médecin traitant.

Art. X.II.9. Le médecin-contrôleur communique immédiatement, par la remise d'un document contre accusé de réception ou par une lettre recommandée, sa décision au membre du personnel.

CHAPITRE IV. — LA PROCEDURE D'APPEL

Art. X.II.10. Au sein du service médical, il existe une commission médicale des litiges qui se compose comme suit :

- 1° le médecin-directeur du service médical, président;
- 2° un médecin désigné par les organisations syndicales représentatives;
- 3° un médecin qui n'est pas un membre du personnel des services de police.

Le ministre désigne les médecins visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, parmi les candidats se trouvant sur une liste double respectivement proposée par les organisations syndicales représentatives et le médecin-directeur du service médical.

Le médecin visé à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, bénéficie d'une indemnité pour frais de voyage et de séjour conformément aux dispositions qui sont applicables au personnel des ministères. Il est assimilé à cet égard à un fonctionnaire de rang 17.

Art. X.II.11. La décision du médecin-contrôleur est susceptible d'appel devant la commission médicale des litiges, dans les vingt-quatre heures suivant la communication visée à l'article X.II.9.

Art. X.II.12. La commission médicale des litiges statue, après un examen complémentaire éventuel, dans les vingt-quatre heures de sa saisine.

Het personeelslid mag de eerste ziektedag zijn woonplaats niet verlaten tenzij een medisch getuigschrift van zijn behandelende arts dit toelaat. Dit medisch getuigschrift moet binnen de 24 uur worden verzonden aan de medische dienst.

Art. X.II.4. Vanaf de tweede ziektedag moet het verlof wegens ziekte worden gestaafd aan de hand van een medisch getuigschrift van de behandelende arts, het ware dat die rechtvaardiging al blijkt uit het in artikel X.II.3, tweede lid, bedoelde medisch getuigschrift.

Het in het eerste lid bedoelde medisch getuigschrift moet binnen de 24 uur worden verzonden aan de medische dienst.

HOOFDSTUK III. — HET MEDISCH CONTROLE-ONDERZOEK WAARAAN EEN PERSONEELSLID MET VERLOF WEGENS ZIEKTE KAN WORDEN ONDERWORPEN

Art. X.II.5. Het medisch controle-onderzoek wordt door een controlerende arts uitgevoerd.

Art. X.II.6. De personeelsleden met verlof wegens ziekte mogen zich niet onttrekken aan het medisch controle-onderzoek bevolen overeenkomstig artikel VIII.X.9.

Ze mogen inzonderheid tussen 8 uur en 18 uur het bezoek aan huis van een controlerende arts niet weigeren, noch weigeren zich door deze laatste te laten onderzoeken of gevolg te geven aan een oproeping die hij aan hen richt, tenzij zij zich onmogelijk kunnen verplaatsen.

Art. X.II.7. Wanneer uit het medisch getuigschrift van de behandelende arts blijkt dat het personeelslid zijn woonplaats mag verlaten, kan de betrokkene door een controlerende arts worden opgeroepen om een medisch controle-onderzoek te ondergaan, op de plaats zo dicht mogelijk bij de verblijfplaats van betrokkene.

De oproeping geschiedt door overhandiging van een document tegen ontvangstbewijs of bij een aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Art. X.II.8. De controlerende arts bevestigt of wijzigt de modaliteiten of de duur van het door de behandelende arts voorgeschreven ziekteverlof.

Een beslissing tot wijziging vindt slechts plaats na overleg met de behandelende arts.

Art. X.II.9. De controlerende arts deelt onmiddellijk, door overhandiging van een document tegen ontvangstbewijs of bij een aangetekende brief, zijn beslissing mee aan het personeelslid.

HOOFDSTUK IV. — DE BEROEPSPROCEDURE

Art. X.II.10. Bij de medische dienst bestaat een medische geschillencommissie die als volgt is samengesteld :

- 1° de directeur-arts van de medische dienst, voorzitter;
- 2° een door de representatieve vakorganisaties aangewezen arts;
- 3° een arts die geen personeelslid is van de politiediensten.

De minister wijst de in het eerste lid, 2° en 3°, bedoelde artsen aan onder de kandidaten die voorkomen op een dubbele lijst die wordt voorgesteld door, respectievelijk, de representatieve vakorganisaties en de directeur-arts van de medische dienst.

De in het eerste lid, 2° en 3°, bedoelde arts geniet een vergoeding voor reis- en verblijfskosten overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de ministeries. Hij wordt in dit opzicht gelijkgesteld met een rijksambtenaar van rang 17.

Art. X.II.11. De beslissing van de controlerende arts is vatbaar voor hoger beroep bij de medische geschillencommissie, binnen de vierentwintig uren na de in artikel X.II.9 bedoelde mededeling.

Art. X.II.12. De medische geschillencommissie doet uitspraak, na eventuele bijkomende onderzoeken, binnen de vierentwintig uren na diens adiëring.

Si la décision d'appel ne parvient pas à l'intéressé dans les vingt-quatre heures, la décision du médecin traitant retrouve ses pleins effets.

Art. X.II.13. La commission médicale des litiges décide valablement si la majorité des membres sont présents.

Un partage des voix équivaut à une confirmation de la décision du médecin traitant.

CHAPITRE V. — DISPOSITION FINALE

Art. X.II.14. Sans préjudice de ce qui est prévu dans la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, le membre du personnel en congé de maladie supporte les frais de déplacement, les autres frais exposés pour les besoins de la procédure de contrôle et les frais des examens médicaux et expertises qu'il a subis à sa demande. Le remboursement de ces frais incombe toutefois à la police fédérale ou locale, dès lors qu'il ressort de la procédure de contrôle, des examens médicaux ou des expertises que le congé de maladie qui lui a été accordé était justifié.

La police fédérale ou locale supporte tous les frais des examens médicaux et expertises que le membre du personnel, visé à l'alinéa 1^{er}, a subis à la demande du service médical.

TITRE III. — LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES

CHAPITRE I^{er}. — DEFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION

Art. X.III.1^{er}. Pour l'application du présent titre, il y a lieu d'entendre par :

1° « la loi du 3 juillet 1967 » : la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public;

2° « l'autorité » :

a) en ce qui concerne les membres du personnel appartenant à la police fédérale : le ministre;

b) en ce qui concerne les membres du personnel appartenant à la police locale :

- 1) dans les zones unicomunales : le conseil communal;
- 2) dans les zones pluricomunales : le conseil de police;

3° « l'arrêté » :

a) en ce qui concerne les membres du personnel appartenant à la police fédérale : un arrêté ministériel;

b) en ce qui concerne les membres du personnel appartenant à la police locale :

- 1) dans les zones unicomunales : un arrêté du conseil communal;
- 2) dans les zones pluricomunales : un arrêté du conseil de police;

4° « l'emploi à prestations complètes » : l'emploi qui comporte des prestations telles qu'il absorbe totalement une activité professionnelle normale;

5° « la maladie professionnelle » :

1) les maladies professionnelles reconnues comme telles par les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970;

2) les maladies professionnelles définies dans les conventions internationales obligatoires pour la Belgique, à partir du jour où ces conventions sont entrées en vigueur en Belgique et conformément à leurs dispositions.

Art. X.III.2. La réglementation établie par la loi du 3 juillet 1967 est déclarée applicable aux membres du personnel, à l'exception de l'article 16 de cette loi.

Heeft de beslissing in beroep de betrokkene niet binnen de vieren-twintig uren bereikt, dan herkrijgt de beslissing van de behandelende arts volle uitwerking.

Art. X.II.13. De medische geschillencommissie beslist geldig als de meerderheid van de leden aanwezig is.

Een staking der stemmen houdt een bevestiging in van de beslissing van de behandelende arts.

HOOFDSTUK V. — SLOTBEPALING

Art. X.II.14. Onverminderd het bepaalde in de wet van 3 juli 1967 houdende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, draagt het personeelslid met verlof wegens ziekte, de verplaatsingskosten, de andere kosten die het ten behoeve van de controleprocedure heeft gemaakt en de kosten van de medische onderzoeken en expertises die hij op zijn verzoek heeft ondergaan. De terugbetaling van die kosten komt echter ten laste van de federale of de lokale politie indien uit de controleprocedure, de medische onderzoeken of expertises blijkt dat het hem verleende ziekteverlof gerechtvaardigd was.

De federale of de lokale politie draagt alle kosten van de medische onderzoeken en expertises die het personeelslid, bedoeld in het eerste lid, op verzoek van de medische dienst heeft ondergaan.

TITEL III. — DE ARBEIDSONGEVALLEN EN DE BEROEPSZIEKTEN

HOOFDSTUK I. — DEFINITIES EN TOEPASSINGSGEBIED

Art. X.III.1. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

1° « de wet van 3 juli 1967 » : de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector;

2° « de overheid » :

a) wat betreft de personeelsleden behorende tot de federale politie : de minister;

b) wat betreft de personeelsleden behorende tot de lokale politie :

- 1) in de ééngemeentezones : de gemeenteraad;
- 2) in de meergemeentezones : de politieraad;

3° « het besluit » :

a) wat betreft de personeelsleden behorende tot de federale politie : een ministerieel besluit;

b) wat betreft de personeelsleden behorende tot de lokale politie :

- 1) in de ééngemeentezones : een gemeenteraadsbesluit;
- 2) in de meergemeentezones : een besluit van de politieraad;

4° « de betrekking met volledige prestaties » : de betrekking die zodanige prestaties omvat dat zij een normale beroepsactiviteit volkomen in beslag neemt;

5° « de beroepsziekte » :

1) de beroepsziekten als zodanig erkend ter uitvoering van de op 3 juni 1970 gecoördineerde wetten betreffende de schadeloosstelling voor beroepsziekten;

2) de beroepsziekten omschreven in de internationale overeenkomsten die België verbinden, vanaf de dag waarop die overeenkomsten in België in werking zijn getreden en overeenkomstig de bepalingen ervan.

Art. X.III.2. De regeling ingesteld bij de wet van 3 juli 1967 wordt, met uitsluiting van artikel 16 van die wet, toepasselijk verklaard op de personeelsleden.

CHAPITRE II. — LES FRAIS

Art. X.III.3. En cas d'accident du travail, la victime a droit à l'indemnisation :

1° des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers dans la limite des tarifs fixés par le Roi en exécution de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, ou de toute autre disposition légale qui modifierait ou remplacerait ceux-ci;

2° des frais d'appareils de prothèse et d'orthopédie dont l'usage est médicalement reconnu nécessaire;

3° des frais d'entretien et de remplacement des appareils de prothèse et d'orthopédie visés au 2°.

Art. X.III.4. La réparation des dommages résultant d'une maladie professionnelle est due lorsqu'un membre du personnel, victime de cette maladie, a été exposé au risque professionnel de ladite maladie pendant tout ou partie de la période au cours de laquelle il appartenait à une des catégories d'ayants droit en vertu des présentes dispositions.

Tout travail exécuté dans des administrations, services, établissements et institutions pendant les périodes mentionnées dans l'alinéa 1^{er}, est présumé, jusqu'à preuve du contraire, avoir exposé la victime au risque visé dans cet alinéa.

Art. X.III.5. En cas de maladie professionnelle, la victime a droit à l'indemnisation des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers, de prothèse et d'orthopédie dans les limites et aux conditions fixées par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 avril 1965 modifiant l'arrêté royal du 18 février 1964 établissant le tarif des soins de santé applicable en matière de réparation des dommages résultant des maladies professionnelles ou de toute autre disposition qui modifierait ou remplacerait celui-ci, sans préjudice de dispositions plus favorables prises ou à prendre en exécution de la loi du 3 juillet 1967 concernant ces frais.

Cependant, par dérogation à l'arrêté royal du 14 avril 1965 visé à l'alinéa 1^{er} :

1° l'accord du médecin-conseil du Fonds des maladies professionnelles ou de son délégué dont question à l'article 1^{er} de l'arrêté royal précité est remplacé par l'accord du service médical;

2° les frais qui ne sont pas à charge de la victime sont payés, après l'accord du service médical, conformément aux règles fixés par Nous.

Art. X.III.6. § 1^{er}. La victime a droit à l'indemnisation des frais de déplacement qui résultent de l'accident chaque fois qu'elle doit se déplacer :

1° à la demande de l'autorité, en ce compris l'office médico-légal ou le service médical;

2° à la demande du tribunal ou de l'expert désigné par le juge;

3° à sa demande, moyennant l'autorisation de l'office médico-légal ou du service médical;

4° pour des raisons médicales.

Les dispositions de l'article 36, alinéas 2 à 6 y compris, de l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail ou de toute autre disposition qui modifierait ou remplacerait celles-ci, sont applicables à la victime.

§ 2. Le conjoint, les enfants et les parents de la victime ont droit à l'indemnisation des frais de déplacement qui résultent de l'accident, aux conditions et dans les limites fixées par l'article 37 de l'arrêté royal précité du 21 décembre 1971 ou de toute autre disposition qui modifierait ou remplacerait cet article.

Cependant, par dérogation au § 4 de l'article 37, précité, l'autorisation de l'assureur est remplacée par l'autorisation du service médical.

HOOFDSTUK II. — DE KOSTEN

Art. X.III.3. De getroffene heeft bij een arbeidsongeval recht op de vergoeding :

1° van de kosten voor dokter, chirurg, apotheker en verpleging binnen de grenzen van het tarief door de Koning vastgesteld ter uitvoering van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 of van enig andere wetsbepaling tot wijziging of tot vervanging ervan;

2° van de kosten voor prothesen en orthopedische toestellen waarvan het gebruik op geneeskundig gebied, als noodzakelijk is erkend;

3° van de kosten voor herstelling en vervanging van de bij 2°, bedoelde prothesen en orthopedische toestellen.

Art. X.III.4. De schadevergoeding voor een beroepsziekte is verschuldigd wanneer een personeelslid, door een beroepsziekte getroffen, aan een beroepsrisico van die ziekte werd blootgesteld tijdens de volledige duur van een periode of tijdens het gedeelte ervan gedurende welke hij tot één der categorieën van gerechtigden op onderhavige bepalingen behoort.

Elk werk in de besturen, diensten, instellingen en inrichtingen verricht tijdens de in het eerste lid vermelde periodes wordt, behoudens tegenbewijs, vermoed de getroffene te hebben blootgesteld aan het risico bedoeld in dat lid.

Art. X.III.5. De getroffene heeft bij een beroepsziekte recht op de vergoeding van de kosten van dokter, chirurg, apotheker, verpleging, prothese en orthopedie binnen de grenzen en voorwaarden van artikel 1 van het koninklijk besluit van 14 april 1965 tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 februari 1964 tot vaststelling van het tarief voor geneeskundige verzorging toepasselijk inzake schadeloosstelling voor beroepsziekten of van iedere andere bepaling houdende wijziging of vervanging daarvan, onverminderd de ter uitvoering van de wet van 3 juli 1967 reeds genomen of nog te nemen gunstiger bepalingen betreffende die kosten.

In afwijking echter van het koninklijk besluit van 14 april 1965 bedoeld in het eerste lid :

1° wordt het akkoord van de medische adviseur van het Fonds voor beroepsziekten of van zijn afgevaardigde waarvan sprake in artikel 1 van het voormeld koninklijk besluit, vervangen door het akkoord van de medische dienst;

2° worden, na akkoord van de medische dienst, de kosten welke niet ten laste van de getroffene zijn, betaald overeenkomstig de door Ons bepaalde regels.

Art. X.III.6. § 1. De getroffene heeft recht op vergoeding van de verplaatsingskosten die het gevolg zijn van het ongeval, telkens als hij zich moet verplaatsen :

1° op verzoek van de overheid, met inbegrip van de gerechtelijk geneeskundige dienst of de medische dienst;

2° op verzoek van de rechtbank of van de door de rechter aangewezen expert;

3° op zijn verzoek, met toestemming van de gerechtelijk geneeskundige dienst of de medische dienst;

4° om medische redenen.

De bepalingen van artikel 36, tweede tot en met zesde lid, van het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 of van enige andere bepaling tot wijziging of vervanging ervan, zijn op de getroffene van toepassing.

§ 2. De echtgenoot, de kinderen en de ouders van de getroffene hebben recht op vergoeding van de verplaatsingskosten die het gevolg zijn van het ongeval, onder de voorwaarden en binnen de perken bepaald bij artikel 37 van het voormeld koninklijk besluit van 21 december 1971 of van enige andere bepaling tot wijziging of vervanging ervan.

In afwijking van § 4 van het voormelde artikel 37, wordt evenwel de toestemming van de verzekeraar vervangen door de toestemming van de medische dienst.

CHAPITRE III. — LA PROCEDURE

SECTION 1^{re}. — LA DECLARATION

Art. X.III.7. L'autorité désigne le service auquel tout accident susceptible d'être considéré comme un accident du travail ou toute maladie susceptible d'être considérée comme une maladie professionnelle doit être déclaré. Elle fait connaître ce service aux membres du personnel.

Art. X.III.8. La déclaration de l'accident ou de la maladie professionnelle doit être faite par la victime, par ses ayants droit, par son chef ou par toute autre personne intéressée.

La déclaration d'un accident ou d'une maladie professionnelle est faite dans les plus brefs délais, par écrit, au moyen d'une formule établie en double exemplaire, dénommée « la déclaration d'accident », ou d'une formule, dénommée « la déclaration de maladie professionnelle », au service visé à l'article X.III.7.

La formule doit toujours être accompagnée d'un certificat médical, même si l'accident n'a causé ou n'est susceptible de causer qu'une incapacité de travail d'un jour.

En ce qui concerne les maladies professionnelles, le médecin mentionne la nature de la maladie professionnelle. Il donne la justification de son diagnostic, les signes cliniques sur lesquels il s'appuie et la date présumée du début de l'incapacité.

Le modèle des formules et du certificat médical est arrêté par le ministre.

Art. X.III.9. Dans les trente jours de la réception de la déclaration, le service visé à l'article X.III.7 détermine s'il s'agit ou non d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, au sens de la loi du 3 juillet 1967 et notifie sa décision à la victime ou à ses ayants droit.

S'il estime qu'il s'agit d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, le service visé à l'article X.III.7 transmet un exemplaire des formules et du certificat médical visés à l'article X.III. 8, alinéas 2 à 4 y compris, à l'office médico-légal.

SECTION 2. — L'EXAMEN MEDICAL

Art. X.III.10. § 1^{er}. En cas d'accident du travail, l'office médico-légal détermine les aspects médicaux suivants :

- 1° la nature des lésions physiologiques;
- 2° le lien causal médical entre les lésions ou le décès et les faits déclarés;
- 3° le pourcentage d'invalidité permanente résultant des lésions physiologiques occasionnées par l'accident;
- 4° la date de consolidation des lésions;
- 5° l'incapacité de travail temporaire résultant de l'accident.

§ 2. En cas de maladie professionnelle, l'office médico-légal détermine les aspects médicaux suivants :

- 1° la nature de la maladie;
- 2° le pourcentage de l'invalidité permanente résultant de la maladie professionnelle;
- 3° la date à partir de laquelle l'invalidité résultant de la maladie professionnelle présente un caractère permanent.

§ 3. L'office médico-légal établit un règlement selon lequel les accidents du travail ou les maladies professionnelles sont évalués.

Art. X.III.11. Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, l'arrêté royal du 11 avril 1975 réorganisant l'office médico-légal et les arrêtés le modifiant sont d'application, étant entendu que chaque chambre d'appel comprend :

- 1° un président désigné, pour un terme renouvelable de cinq ans, par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, sur proposition du président de l'office médico-légal et après avis du Collège de jurisprudence médico-légale, parmi les praticiens ayant au moins dix ans de pratique et pouvant justifier de leur compétence en matière d'expertises médico-légales;

HOOFDSTUK III. — DE PROCEDURE

AFDELING 1. — DE AANGIFTE

Art. X.III.7. De overheid wijst de dienst aan waarbij ieder ongeval dat als arbeidsongeval kan worden beschouwd of waarbij elke ziekte die als beroepsziekte kan worden beschouwd, moet worden aangegeven. De personeelsleden worden daarvan in kennis gesteld.

Art. X.III.8. De aangifte van het ongeval of de beroepsziekte moet worden gedaan door de getroffene, zijn rechtverkrijgenden, zijn chef of enig ander belanghebbende.

De aangifte van een ongeval of een beroepsziekte wordt zo spoedig mogelijk schriftelijk gedaan door middel van een in tweevoud opgemaakt formulier "aangifte van ongeval" of een formulier "aangifte van beroepsziekte", bij de dienst bedoeld in artikel X.III.7.

Het formulier moet steeds vergezeld zijn van een doktersattest, zelfs indien het ongeval een arbeidsongeschiktheid van slechts één dag heeft veroorzaakt of kan veroorzaken.

Betreft het een beroepsziekte dan vermeldt de geneesheer de aard van de beroepsziekte. Hij staaft zijn diagnose, de klinische kentekenen waarop hij steunt alsmede de vermoedelijke aanvangsdatum van de arbeidsongeschiktheid.

Het model van de formulieren en van het doktersattest wordt vastgesteld door de minister.

Art. X.III.9. Binnen de dertig dagen na de ontvangst van de aangifte, bepaalt de in artikel X.III.7 bedoelde dienst of het gaat om een arbeidsongeval of een beroepsziekte in de zin van de wet van 3 juli 1967 en deelt zijn beslissing mee aan de getroffene of zijn rechtverkrijgenden.

Wanneer hij oordeelt dat het om een arbeidsongeval of een beroepsziekte gaat, zendt de in artikel X.III.7 bedoelde dienst een exemplaar van het formulier en het doktersattest bedoeld in artikel X.III.8, tweede tot en met vierde lid, aan de gerechtelijk geneeskundige dienst.

AFDELING 2. — HET GENEESKUNDIG ONDERZOEK

Art. X.III.10. § 1. In geval van arbeidsongeval bepaalt de gerechtelijk geneeskundige dienst de volgende medische aspecten :

- 1° de aard van de fysiologische letsels;
- 2° het medisch oorzakelijk verband tussen de letsels of het overlijden en de aangegeven feiten;
- 3° het percentage van de blijvende invaliditeit als gevolg van het fysiologisch letsel door het ongeval veroorzaakt;
- 4° de datum van de consolidatie van de letsels;
- 5° de tijdelijke werkonbekwaamheid die het gevolg is van het ongeval.

§ 2. In geval van beroepsziekte bepaalt de gerechtelijk geneeskundige dienst de volgende medische aspecten :

- 1° de aard van de ziekte;
- 2° het percentage van de blijvende invaliditeit als gevolg van de beroepsziekte;
- 3° de datum waarop de invaliditeit ten gevolge van de beroepsziekte een blijvend karakter vertoont.

§ 3. De gerechtelijk geneeskundige dienst stelt een reglement vast volgens hetwelk de arbeidsongevallen of de beroepsziekten worden geschat.

Art. X.III.11. Onverminderd de bepalingen van dit hoofdstuk zijn het besluit van 11 april 1975 tot herinrichting van de gerechtelijk geneeskundige dienst en de wijzigingsbesluiten van toepassing, met dien verstande dat elke beroepskamer als volgt is samengesteld :

- 1° een voorzitter die, op voorstel van de voorzitter van de gerechtelijk geneeskundige dienst, het College van gerechtelijk-geneeskundige rechtspraak gehoord, door de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, voor een verlengbare termijn van vijf jaar wordt aangewezen uit de praktiserende geneesheren die ten minste tien jaar praktijk tellen en doen blijken van hun kunde op het gebied van gerechtelijk-geneeskundige expertises;

2° un médecin désigné, pour un terme renouvelable de cinq ans, par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, sur proposition des organisations syndicales représentatives des membres du personnel;

3° un médecin fonctionnaire désigné, pour un terme renouvelable de cinq ans, par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

S'il l'estime nécessaire, l'office médico-légal fait appel pour l'exécution de sa mission à la collaboration médicale du Fonds des maladies professionnelles.

Art. X.III.12. Les affaires sont soumises à l'office médico-légal par le service visé à l'article X.III.7.

Si l'office médico-légal présume que la lésion physiologique ou la maladie professionnelle n'occasionnera aucune invalidité permanente, il envoie un certificat de guérison en trois exemplaires à la victime. Si celle-ci est d'accord, elle en renvoie deux exemplaires « pour accord » à l'office médico-légal qui en envoie un exemplaire au service visé à l'article X.III.7. Si la victime refuse de signer le certificat de guérison ou omet de le renvoyer, elle est appelée à comparaître par l'office médico-légal.

Art. X.III.13. L'office médico-légal appelle la victime à comparaître devant lui.

Au cas où la victime ne se présente pas sans motif valable et après deux appels successifs dont le deuxième par lettre recommandée, devant l'office médico-légal, elle est déchue de ses droits. L'office médico-légal en informe le service visé à l'article X.III.7.

Art. X.III.14. Après l'examen, l'office médico-légal notifie à la victime, par lettre recommandée, sa décision motivée concernant les aspects médicaux visés à l'article X.III.10, § 1^{er} ou 2.

Art. X.III.15. La victime peut interjeter appel contre la décision visée à l'article X.III.14 par lettre recommandée adressée à l'office médico-légal, dans un délai de trente jours à dater de la notification.

Si la victime n'interjette pas appel dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'office médico-légal communique sa décision motivée au service visé à l'article X.III.7.

Art. X.III.16. La chambre d'appel appelle la victime à comparaître devant elle.

Au cas où la victime ne se présente pas sans motif valable et après deux appels successifs dont le deuxième par lettre recommandée, devant la chambre d'appel, elle est déchue de ses droits. L'office médico-légal en informe le service visé à l'article X.III.7.

Art. X.III.17. Après l'examen, la chambre d'appel de l'office médico-légal notifie au service visé à l'article X.III.7 et à la victime, par lettre recommandée, sa décision motivée concernant les aspects médicaux visés à l'article X.III.10, § 1^{er} ou 2.

SECTION 3. — L'ATTRIBUTION DE LA RENTE

Art. X.III.18. Le service visé à l'article X.III.7 vérifie si les conditions d'octroi des indemnités sont réunies. Il examine les éléments du dommage subi et prépare le paiement d'une rente.

A cet effet, il soumet à l'autorité un arrêté mentionnant :

- 1° la rémunération servant de base au calcul de la rente;
- 2° la nature de la lésion ou de la maladie;
- 3° l'invalidité physiologique résultant de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle;

4° la date de consolidation des lésions résultant de l'accident du travail ou la date à partir de laquelle l'incapacité résultant de la maladie professionnelle présente un caractère permanent.

2° een geneesheer die, op voorstel van de representatieve syndicale organisaties van de personeelsleden, door de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, voor een verlengbare termijn van vijf jaar wordt aangewezen;

3° een geneesheer-ambtenaar die door de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, voor een verlengbare termijn van vijf jaar wordt aangewezen.

Indien hij dit noodzakelijk acht, doet de gerechtelijk geneeskundige dienst voor de uitvoering van zijn opdracht een beroep op de geneeskundige medewerking van het Fonds voor beroepsziekten.

Art. X.III.12. De zaken worden aanhangig gemaakt bij de gerechtelijk geneeskundige dienst door de dienst bedoeld in artikel X.III.7.

Indien de gerechtelijk geneeskundige dienst vermoedt dat het fysiologisch letsel of de ziekte geen blijvende invaliditeit tot gevolg zal hebben, stuurt ze een genezingsgetuigschrift in drievoud naar de getroffene. Indien deze daaraan zijn akkoord hecht, zendt hij twee exemplaren « voor akkoord » terug naar de gerechtelijk geneeskundige dienst, die een exemplaar doorstuurt naar de in artikel X.III.7 bedoelde dienst. Indien de getroffene weigert het genezingsgetuigschrift te ondertekenen of nalaat het terug te sturen, wordt hij opgeroepen om te verschijnen voor de gerechtelijk geneeskundige dienst.

Art. X.III.13. De gerechtelijk geneeskundige dienst roept de getroffene op om voor hem te verschijnen.

Indien de getroffene zich zonder geldige reden en na twee opeenvolgende oproepingsbrieven waarvan de tweede aangetekend wordt verstuurd, niet aanmeldt bij de gerechtelijk geneeskundige dienst, is hij vervallen van zijn rechten. De gerechtelijk geneeskundige dienst geeft de in artikel X.III.7 bedoelde dienst hiervan kennis.

Art. X.III.14. Na het onderzoek maakt de gerechtelijk geneeskundige dienst aan de getroffene bij een aangetekende brief zijn gemotiveerde beslissing bekend omtrent de in artikel X.III.10, § 1 of 2, bedoelde medische aspecten.

Art. X.III.15. De getroffene kan beroep aantekenen tegen de beslissing bedoeld in artikel X.III.14 bij een aangetekende brief gericht aan de gerechtelijk geneeskundige dienst binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving.

Indien de getroffene geen beroep aantekent binnen de in het eerste lid bedoelde termijn, maakt de gerechtelijk geneeskundige dienst aan de in artikel X.III.7 bedoelde dienst haar gemotiveerde beslissing bekend.

Art. X.III.16. De beroepskamer roept de getroffene op om voor haar te verschijnen.

Indien de getroffene zich zonder geldige reden en na twee opeenvolgende oproepingsbrieven waarvan de tweede aangetekend wordt verstuurd, niet aanmeldt bij de beroepskamer, is hij vervallen van zijn rechten. De gerechtelijk geneeskundige dienst geeft de in artikel X.III.7 bedoelde dienst hiervan kennis.

Art. X.III.17. Na het onderzoek maakt de beroepskamer van de gerechtelijk geneeskundige dienst aan de in artikel X.III.7 bedoelde dienst en aan de getroffene bij een aangetekende brief haar gemotiveerde beslissing bekend omtrent de in artikel X.III.10, § 1 of 2, bedoelde medische aspecten.

AFDELING 3. — DE TOEKENNING VAN DE RENTE

Art. X.III.18. De in artikel X.III.7 bedoelde dienst gaat na of de toekenningsvoorwaarden van de vergoedingen vervuld zijn. Hij onderzoekt de bestanddelen van de geleden schade en bereidt de betaling van een rente voor.

Hiertoe legt hij aan de overheid een besluit voor, omvattende :

- 1° de bezoldiging waarop de rente wordt berekend;
- 2° de aard van het letsel of van de ziekte;
- 3° de fysiologische invaliditeit als gevolg van het arbeidsongeval of de beroepsziekte;

4° de datum van consolidatie van de letsels ten gevolge van het arbeidsongeval of de datum waarop de ongeschiktheid ten gevolge van de beroepsziekte een blijvend karakter vertoont.

Art. X.III.19. Le service visé à l'article X.III.7 notifie cet arrêté à la victime ou à ses ayants droit par lettre recommandée.

SECTION 4. — LA REVISION

Art. X.III.20. La demande en révision des indemnités fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou sur le décès de celle-ci par suite :

1° des conséquences de l'accident, est ouverte pendant une période de trois ans à dater de l'arrêté ou d'une décision passée en force de chose jugée;

2° des conséquences de la maladie professionnelle, doit être accompagnée d'un rapport médical constatant les modifications intervenues dans l'état d'infirmité de la victime depuis la date des conclusions médicales sur la base desquelles est fondée la décision prise antérieurement par l'office médico-légal ou la dernière décision judiciaire.

Art. X.III.21. La révision produit ses effets le premier jour du mois qui suit celui de l'introduction de la demande.

Art. X.III.22. § 1^{er}. Le bénéficiaire adresse sa demande en révision, en deux exemplaires, accompagnée de toutes pièces justificatives, par lettre recommandée, au service visé à l'article X.III.7.

§ 2. Le service visé à l'article X.III.7 adresse au bénéficiaire, par lettre recommandée, la demande de révision de l'autorité.

Art. X.III.23. Le service visé à l'article X.III.7 transmet, dans les trente jours, un exemplaire de la demande de révision à l'office médico-légal.

Art. X.III.24. Si aucune demande en révision n'a été introduite, l'autorité demande :

1° en cas d'accident du travail : d'office et au plus tard six mois avant l'expiration du délai de révision, à l'office médico-légal d'examiner la victime.

Les conclusions médicales sont communiquées à l'autorité et à la victime au moins trois mois avant l'expiration du délai de révision. Sur base de ces conclusions, la victime ou l'autorité peut introduire une demande de révision conformément l'article X.III.22;

2° en cas de maladie professionnelle : d'office et au plus tard trois ans après la date à laquelle l'invalidité présente un caractère permanent, à l'office médico-légal d'examiner la victime.

Les conclusions médicales sont communiquées dans les meilleurs délais à l'autorité et à la victime. Sur base de ces conclusions, la victime ou l'autorité peut introduire une demande de révision conformément à l'article X.III.22.

Art. X.III.25. § 1^{er}. Au plus tard trois mois après l'introduction de la demande en révision, l'office médico-légal examine la victime et la convoque à cet effet.

Au cas où la victime ne se présente pas sans motif valable et après deux appels successifs dont le deuxième par lettre recommandée, devant l'office médico-légal, le paiement des indemnités et des rentes est suspendu à partir du premier jour du mois qui suit la date du second appel.

§ 2. L'office médico-légal apprécie la pertinence des motifs de la non-comparution de la victime, pour autant qu'elle en donne une justification écrite.

§ 3. Le paiement reprend, sans effet rétroactif, le premier jour du mois qui suit la date de comparution de la victime qui sans motif valable, ne s'était pas présentée à l'office médico-légal.

Art. X.III.26. Selon les dispositions de son règlement concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles visé à l'article X.III.10, § 3, l'office médico-légal maintient ou modifie le pourcentage de l'invalidité permanente.

Art. X.III.19. De in artikel X.III.7 bedoelde dienst stelt de getroffene of zijn rechtverkrigenden bij een aangetekende brief in kennis van dit besluit.

AFDELING 4. — DE HERZIENING

Art. X.III.20. De aanvraag tot herziening van de vergoedingen ingediend op grond van een verergering of van een vermindering van de gebrekkigheid van de getroffene of wegens overlijden te wijten aan :

1° de gevolgen van het ongeval, mag gedaan worden gedurende drie jaar te rekenen van het besluit of van een beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan;

2° de gevolgen van de beroepsziekte, moet vergezeld zijn van een geneeskundig verslag hetwelk de wijzigingen vaststelt die zich in de toestand van gebrekkigheid van de getroffene hebben voorgedaan sedert de datum van de geneeskundige besluiten op grond waarvan de eerdere door de gerechtelijk geneeskundige dienst genomen beslissing of de laatste rechterlijke beslissing is gesteund.

Art. X.III.21. De herziening heeft uitwerking met ingang van de eerste dag van de maand die volgt op het indienen van de aanvraag.

Art. X.III.22. § 1. De gerechtigde richt zijn aanvraag tot herziening in tweevoud vergezeld van al zijn bewijsstukken, bij een aangetekende brief, aan de in artikel X.III.7 bedoelde dienst.

§ 2. De in artikel X.III.7 bedoelde dienst zendt aan de gerechtigde, bij een aangetekende brief, de aanvraag tot herziening van de overheid.

Art. X.III.23. De in artikel X.III.7 bedoelde dienst zendt, binnen de dertig dagen, een exemplaar van de aanvraag tot herziening aan de gerechtelijk geneeskundige dienst.

Art. X.III.24. Indien geen aanvraag tot herziening is ingediend, vraagt de overheid :

1° in geval van een arbeidsongeval : ambtshalve en uiterlijk zes maanden voor het verstrijken van de herzieningstermijn, aan de gerechtelijk geneeskundige dienst dat hij de getroffene onderzoekt.

De geneeskundige besluiten worden ten minste drie maanden voor het verstrijken van de herzieningstermijn aan de overheid en aan de getroffene meegedeeld. Op grond van die besluiten kunnen de getroffene of de overheid een aanvraag tot herziening indienen overeenkomstig artikel X.III.22;

2° in geval van een beroepsziekte : ambtshalve en uiterlijk drie jaar na de datum waarop de invaliditeit een blijvend karakter vertoont, aan de gerechtelijk geneeskundige dienst dat hij de getroffene onderzoekt.

De geneeskundige besluiten worden zo spoedig mogelijk aan de overheid en aan de getroffene meegedeeld. Op grond van die besluiten kunnen de getroffene of de overheid een aanvraag tot herziening indienen overeenkomstig artikel X.III.22.

Art. X.III.25. § 1. De gerechtelijk geneeskundige dienst onderzoekt de getroffene uiterlijk drie maanden na het indienen van de aanvraag tot herziening en roept hem hiertoe op.

Indien de getroffene zich zonder geldige reden en na twee opeenvolgende oproepingsbrieven waarvan de tweede aangetekend wordt verstuurd, niet aanmeldt bij de gerechtelijk geneeskundige dienst, wordt de uitkering van de vergoedingen en de rente geschorst vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de tweede oproeping.

§ 2. De gerechtelijk geneeskundige dienst beoordeelt de deugdelijkheid van de motieven waarom de getroffene niet verschenen is, voor zover hij een schriftelijke rechtvaardiging heeft ingediend.

§ 3. De uitbetaling wordt, zonder terugwerkende kracht, hervat de eerste dag van de maand die volgt op de datum van verschijning van de getroffene, die zonder geldig motief niet was verschenen voor de gerechtelijk geneeskundige dienst.

Art. X.III.26. Overeenkomstig de bepalingen van zijn reglement op de arbeidsongevallen of beroepsziekten bedoeld in artikel X.III.10, § 3, behoudt of wijzigt de gerechtelijk geneeskundige dienst het percentage van de blijvende invaliditeit.

Art. X.III.27. Après l'examen, l'office médico-légal notifie à l'autorité et à la victime, par lettre recommandée, sa décision motivée visée à l'article X.III.26.

Art. X.III.28. La victime et l'autorité peuvent interjeter appel contre la décision visée à l'article X.III.27, par lettre recommandée adressée à l'office médico-légal, dans un délai de trente jours à dater de la notification.

Si la victime n'interjette pas appel dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'office médico-légal communique sa décision motivée au service visé à l'article X.III.7.

Art. X.III.29. § 1^{er}. La chambre d'appel appelle la victime à comparaître devant elle.

Au cas où la victime ne se présente pas sans motif valable et après deux appels successifs dont le deuxième par lettre recommandée, devant l'office médico-légal, le paiement des indemnités et des rentes est suspendu à partir du premier jour du mois qui suit la date du second appel.

§ 2. L'office médico-légal apprécie la pertinence des motifs de la non-comparution de la victime, pour autant qu'elle en donne une justification écrite.

§ 3. Le paiement reprend, sans effet rétroactif, le premier jour du mois qui suit la date de comparution de la victime qui sans motif valable, ne s'était pas présentée à l'office médico-légal.

Art. X.III.30. Après l'examen, la chambre d'appel de l'office médico-légal notifie à l'autorité, au service visé par l'article X.III.7 et à la victime, par lettre recommandée, sa décision motivée visée à l'article X.III.26.

CHAPITRE IV. — LE MONTANT, LE PAIEMENT ET LA PRISE EN CHARGE DES RENTES

SECTION 1^{re}. — LA REMUNERATION

Art. X.III.31. Pour la fixation du montant des rentes en cas d'invalidité permanente ou de décès, il faut entendre par rémunération annuelle tout traitement, salaire ou indemnité tenant lieu de traitement ou de salaire acquis par la victime au moment de l'accident ou au moment de la constatation de la maladie professionnelle, augmenté des allocations ou indemnités ne couvrant pas de charges réelles et dues en raison du contrat de travail ou du statut légal ou réglementaire.

La rémunération annuelle précitée ne comprend pas la majoration due à sa liaison aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume au moment de l'accident ou de la constatation de la maladie professionnelle.

Art. X.III.32. En cas de cumul d'emplois, de fonctions ou charges dans une ou plusieurs administrations, la rente est calculée sur les rémunérations annuelles cumulées afférentes à ces diverses occupations et qui sont dues conformément à la législation sur les cumuls qui leur est applicable.

Art. X.III.33. Si la durée du travail de la victime dans une ou plusieurs administrations, services ou établissements est au moment de l'accident ou de la constatation de la maladie professionnelle inférieure à la durée annuelle normale d'une fonction à prestations complètes, la rémunération annuelle est augmentée d'une rémunération hypothétique afférente à la période sans prestation.

Cette rémunération hypothétique est calculée en tenant compte de la ou des rémunérations payées à la victime et dans les limites nécessaires pour atteindre la durée annuelle normale d'une fonction à prestations complètes.

SECTION 2. — L'INDEXATION

Art. X.III.34. Pour l'application de l'article 13 de la loi du 3 juillet 1967, la rente est attachée à l'indice-pivot 138,01 et varie conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison

Art. X.III.27. Na het onderzoek maakt de gerechtelijk geneeskundige dienst aan de overheid en aan de getroffene bij een aangetekende brief haar gemotiveerde beslissing, bedoeld in artikel X.III.26 bekend.

Art. X.III.28. De getroffene en de overheid kunnen beroep aantekenen tegen de beslissing bedoeld in artikel X.III.27, bij een aangetekende brief gericht aan de gerechtelijk geneeskundige dienst binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving.

Indien de getroffene geen beroep aantekent binnen de in het eerste lid bedoelde termijn, maakt de gerechtelijk geneeskundige dienst aan de in artikel X.III.7 bedoelde dienst haar gemotiveerde beslissing bekend.

Art. X.III.29. § 1. De beroepskamer roept de getroffene op voor haar te verschijnen.

Indien de getroffene zich zonder geldige reden en na twee opeenvolgende oproepingsbrieven waarvan de tweede aangetekend wordt verstuurd, niet aanmeldt bij de gerechtelijk geneeskundige dienst, wordt de uitkering van de vergoedingen en de rente geschorst vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van de tweede oproeping.

§ 2. De gerechtelijk geneeskundige dienst beoordeelt de deugdelijkheid van de motieven waarom de getroffene niet verschenen is, voor zover hij een schriftelijke rechtvaardiging heeft ingediend.

§ 3. De uitbetaling wordt, zonder terugwerkende kracht, hervat de eerste dag van de maand die volgt op de datum van verschijning van de getroffene, die zonder geldig motief niet was verschenen bij de gerechtelijk geneeskundige dienst.

Art. X.III.30. Na het onderzoek maakt de beroepskamer van de gerechtelijk geneeskundige dienst aan de in artikel X.III.7. bedoelde dienst en aan de getroffene bij een aangetekende brief haar gemotiveerde beslissing, bedoeld in artikel X.III.26 bekend.

HOOFDSTUK IV. — HET BEDRAG, DE BETALING EN DE TENLASTENEMING VAN DE RENTEN

AFDELING 1. — DE BEZOLDIGING.

Art. X.III.31. Voor de vaststelling van het bedrag der renten in geval van blijvende invaliditeit of overlijden moet onder jaarlijkse bezoldiging worden verstaan: de enige wedde, het enig loon of de enige als wedde of loon geldende vergoeding, door de getroffene op het tijdstip van het ongeval of op het tijdstip der vaststelling van de beroepsziekte verkregen, vermeerderd met de toelagen of vergoedingen die geen werkelijke lasten dekken en op grond van de arbeidsovereenkomst of het wettelijk of reglementair statuut zijn verschuldigd.

De bedoelde jaarlijkse bezoldiging omvat niet de verhoging als gevolg van de koppeling ervan aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk op het tijdstip van het ongeval of van de vaststelling van de beroepsziekte.

Art. X.III.32. In geval van cumulatie van betrekkingen in één of meer besturen, diensten of inrichtingen wordt de rente berekend op de samengevoegde jaarlijkse bezoldigingen welke betrekking hebben op de verschillende bezigheden en welke verschuldigd zijn overeenkomstig de cumulatiwetgeving die erop van toepassing is.

Art. X.III.33. Indien de arbeidsduur van de getroffene in één of meer besturen, diensten of inrichtingen op het tijdstip van het ongeval of op het tijdstip der vaststelling der beroepsziekte minder belooft dan een normale jaarlijkse duur van een ambt met volledige prestaties, wordt de jaarlijkse bezoldiging vermeerderd met een hypothetische bezoldiging die betrekking heeft op de periode zonder prestatie.

Die hypothetische bezoldiging wordt berekend met inachtneming van de bezoldiging of bezoldigingen welke aan de getroffene worden uitbetaald en binnen de grenzen welke vereist zijn om tot de normale jaarlijkse duur van een ambt met volledige prestaties te komen.

AFDELING 2. — DE INDEXATIE

Art. X.III.34. Voor de toepassing van artikel 13 van de wet van 3 juli 1967 wordt de rente gekoppeld aan de spilindex 138,01 en schommelt zij overeenkomstig de bepalingen van de wet van

à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

SECTION 3. — LE PAIEMENT ET LE BUDGET

Art. X.III.35. Sans préjudice de l'article 25 de la loi du 3 juillet 1967, les rentes sont dues dès le premier jour du mois au cours duquel la consolidation de l'accident est établie, l'invalidité résultant de la maladie professionnelle présente un caractère permanent ou le décès intervient.

A partir de la date de leur octroi, elles sont payées le premier jour de chaque mois de l'année civile, par douzième et par anticipation. Toutefois, lorsque le degré de l'invalidité permanente n'atteint pas 16%, la rente est payée une fois par an dans le courant du quatrième trimestre.

Art. X.III.36. Les frais de procédure administrative, les frais de justice, sauf si la demande est téméraire et vexatoire, et les frais de déplacement tels qu'ils sont déterminés à l'article X.III.6, sont à charge et sont payés à l'intervention de l'autorité dont dépend le service visé à l'article X.III.7.

CHAPITRE V. — LE CAPITAL

Art. X.III.37. La valeur de la rente qui, par application de l'article 12 de la loi du 3 juillet 1967, est payée en capital, est calculée sur base de la rente préalablement affectée à la majoration résultant de l'application de l'indice des prix de détail, conformément au régime fixé par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

L'âge à prendre en considération pour la conversion de la rente en capital est celui du bénéficiaire au moment où la demande de conversion produit ses effets.

Art. X.III.38. Si le bénéficiaire fait usage de la faculté prévue à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1967, la partie de la rente payable en capital s'établit sur base de la rente totale déterminée conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi du 3 juillet 1967 :

1° lorsqu'en application de l'article 6 de la loi du 3 juillet 1967 la rente est limitée à 25% de la rémunération sur la base de laquelle elle est établie;

2° lorsqu'en application de l'article 7 de la loi du 3 juillet 1967, la rente ne peut être cumulée avec la pension de retraite que jusqu'à concurrence de 100 % ou de 150 % de la dernière rémunération.

En aucun cas, la partie de la rente, convertie en capital, augmentée éventuellement de la partie restante de la rente ne peut dépasser les pourcentages visés aux articles 6, § 1^{er}, et 7, § 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1967.

Art. X.III.39. Le capital est payé dans les soixante jours qui suivent la date visée à l'article 12, § 2, de la loi du 3 juillet 1967

PARTIE XI. — LE STATUT PECUNIAIRE

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I^{er}. — CHAMP D'APPLICATION

Art. XI.I.1^{er}. Ne s'appliquent pas aux membres du personnel du cadre administratif et logistique, les articles :

1° XI.III.12, alinéa 1^{er}, 3° à 6° y compris;

2° XI.III.28 à 33 y compris;

3° XI.III.44 et 45;

4° XI.IV.3 à XI.IV.5 y compris;

5° XI.IV.6, sauf pour les fonctions que le ministre détermine;

6° XI.IV.7 à 9 y compris;

7° XI.IV.120;

1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

AFDELING 3. — DE BETALING EN DE BEGROTING

Art. X.III.35. Onverminderd artikel 25 van de wet van 3 juli 1967 zijn de renten verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand tijdens welke de consolidatie van het ongeval wordt vastgesteld, de invaliditeit wegens beroepsziekte een blijvend karakter aanneemt of het overlijden plaatsvindt.

Te rekenen van de dag waarop de renten zijn verkregen, worden zij de eerste dag van iedere maand van het kalenderjaar met één twaalfde vooruitbetaald. Bereikt de graad van blijvende invaliditeit evenwel geen 16%, dan wordt de rente éénmaal per jaar in de loop van het vierde trimester uitbetaald.

Art. X.III.36. De kosten van de administratieve procedure, de gerechtskosten, behalve wanneer het gaat om een tergende en roekeloze eis, en de verplaatsingskosten zoals bepaald in artikel X.III.6, zijn ten laste van en worden betaald door de zorg van de overheid waaronder de in artikel X.III.7 bedoelde dienst ressorteert.

HOOFDSTUK V. — HET KAPITAAL

Art. X.III.37. De waarde van de rente die, krachtens artikel 12 van de wet van 3 juli 1967, in kapitaal wordt uitbetaald, wordt berekend op grond van de rente waarop vooraf de verhoging ingevolge de koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen toegepast is, overeenkomstig de regeling bepaald in de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.

De in aanmerking te nemen leeftijd voor de omzetting van de rente in kapitaal is die welke de gerechtigde heeft op het ogenblik waarop de aanvraag tot omzetting uitwerking heeft.

Art. X.III.38. Indien de gerechtigde gebruik maakt van het recht bepaald in artikel 12, § 1, eerste lid, van de wet van 3 juli 1967, wordt het deel van de rente dat als kapitaal betaalbaar is, vastgesteld op grond van de totale rente berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 van de wet van 3 juli 1967 :

1° wanneer, bij toepassing van artikel 6 van de wet van 3 juli 1967, de rente beperkt is tot 25% van de bezoldiging op grond waarvan zij vastgesteld is;

2° wanneer bij toepassing van artikel 7 van de wet van 3 juli 1967, de rente slechts tot 100 % of tot 150 % van de laatste bezoldiging met het rustpensioen mag gecumuleerd worden.

In geen geval mag het in kapitaal omgezette deel van de rente, eventueel vermeerderd met het overblijvende deel van de rente, de in de artikelen 6, § 1, en 7, § 1, van de wet van 3 juli 1967 bedoelde percentages overschrijden.

Art. X.III.39. Het kapitaal wordt uitgekeerd binnen zestig dagen volgend op de in artikel 12, § 2, van de wet van 3 juli 1967 bepaalde datum.

DEEL XI. — HET GELDELIJK STATUUT

TITEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I. — TOEPASSINGSGEBIED

Art. XI.I.1. De volgende artikelen zijn niet van toepassing op de personeelsleden van het administratief en logistiek kader :

1° XI.III.12, eerste lid, 3° tot en met 6°;

2° XI.III.28 tot en met 33;

3° XI.III.44 en 45;

4° XI.IV.3 tot en met XI.IV.5;

5° XI.IV.6, behalve voor de ambten die de minister bepaalt;

6° XI.IV.7 tot en met 9;

7° XI.IV.120;

8° XI.V.2 à XI.V.10 y compris, sauf lorsque le décès survient dans des circonstances que le ministre détermine.

Art. XI.I.2. Pour l'application des articles XI.III.10 et XI.III.21 ainsi que, le cas échéant, de l'annexe 6, aux membres du personnel appartenant au cadre administratif et logistique, sont assimilés à :

1° un membre du personnel appartenant au cadre de base : les membres du cadre administratif et logistique appartenant aux niveaux D ou C;

2° un membre du personnel appartenant au cadre moyen : les membres du cadre administratif et logistique appartenant au niveau B;

3° un membre du personnel appartenant au cadre d'officiers : les membres du cadre administratif et logistique appartenant au niveau A.

CHAPITRE II. — DÉFINITIONS

Art. XI.I.3. Au sens de la présente partie, il y lieu d'entendre par :

1° « traitement » : sans préjudice de l'article XI.III.5, l'élément de la rémunération du membre du personnel fixé dans une des échelles de traitement fixées à l'article II.III.21 ou définies à l'annexe 1 et comprenant :

- a) un minimum;
- b) des échelons intermédiaires, résultant d'augmentations intercalaires;
- c) un maximum.

Les minima, maxima et augmentations intercalaires sont exprimés en un nombre d'unités monétaires correspondant à leur montant annuel.

Les échelles de chaque grade sont fixées eu égard au rang qu'elles occupent dans la carrière barémique et, le cas échéant, à la spécialité de la fonction qui y correspond.

Toute échelle relève d'un des cadres du cadre opérationnel ou d'un des niveaux du cadre administratif et logistique, tels que visés aux articles 117 et 118 de la loi.

Chaque échelle de traitement est désignée par :

- a) une première lettre ou, le cas échéant, deux lettres, qui indique(nt) le cadre pour le cadre opérationnel ou le niveau pour le cadre administratif et logistique;
- b) un chiffre ou, le cas échéant, pour le cadre opérationnel, un groupe de chiffres dont le premier indique la place dans la carrière barémique et, le second, un groupe d'échelles spécifiques;
- c) le cas échéant, pour le cadre opérationnel, la mention de la qualité d'ingénieur ou, pour le cadre administratif et logistique, une lettre désignant la spécialité de grades spécifiques;

2° « traitement entier » : le traitement sur lequel aucune forme de réduction n'a été appliquée;

3° « traitement non dû entièrement » : tout traitement qui :

- a) soit n'est pas dû pour le mois entier, bien qu'aucune forme de réduction n'ait dû être appliquée;
- b) soit est dû pour le mois entier mais pour une partie sans qu'une forme de réduction ait dû être appliquée et pour une autre dans une forme réduite;

c) soit est dû pour le mois entier mais dans une forme réduite;

4° « jours d'absence » :

- a) les journées complètes de congés autres que les congés annuels de vacances, les congés syndicaux ou que les congés de maladie accordés à la suite d'un accident du travail;
- b) les journées complètes où l'on procède à la récupération d'heures excédentaires par rapport à la norme de prestation ou celles où l'on est en repos, en disponibilité pour maladie ou en congé pour mission d'intérêt général;

5° « reprise de fonction » durant au moins dix jours : la reprise des activités de service pour laquelle il est vérifié, au plus tard le quinze du mois - qu'il s'agisse du mois en cours ou du mois suivant - qui suit la date de reprise des fonctions, que le membre du personnel, peut se

8° XI.V.2 tot en met XI.V.10, behalve wanneer het overlijden zich in door de minister bepaalde omstandigheden voordoet.

Art. XI.I.2. Voor de toepassing van de artikelen XI.III.10 en XI.III.21, alsook, in voorkomend geval, de bijlage 6, op de personeelsleden die van het administratief en logistiek kader deel uitmaken, worden gelijkgesteld met :

1° een personeelslid dat deel uitmaakt van het basiskader : de personeelsleden van het administratief en logistiek kader die tot de niveaus D of C behoren;

2° een personeelslid dat deel uitmaakt van het middenkader : de personeelsleden van het administratief en logistiek kader dit tot het niveau B behoren;

3° een personeelslid dat deel uitmaakt van het officierskader : de personeelsleden van het administratief en logistiek kader die tot het niveau A behoren.

HOOFDSTUK II. — DEFINITIES

Art. XI.I.3. In de zin van dit deel, wordt verstaan onder :

1° « wedde » : onverminderd artikel XI.III.5, het onderdeel van de bezoldiging van het personeelslid vastgesteld in één van de loonschalen bepaald in artikel II.III.21 of in bijlage 1 bevattende :

- a) een minimum;
- b) de weddetrappen die het resultaat zijn van de tussentijdse verhogingen;
- c) een maximum.

De minima, de maxima en de tussentijdse verhogingen worden uitgedrukt in een aantal monetaire eenheden overeenstemmend met hun jaarbedrag.

De schalen van iedere graad zijn vastgesteld rekening houdend met de rang die zij bekleden in de baremische loopbaan en, in voorkomend geval, met de bijzonderheid van het ambt dat ermee overeenstemt.

Iedere schaal hangt af van één van de kaders van het operationeel kader of van één van de niveaus van het administratief en logistiek kader, zoals bedoeld in de artikelen 117 en 118 van de wet.

Iedere loonschaal wordt aangewezen door :

- a) een eerste letter of, in voorkomend geval, twee letters die het kader voor het operationeel kader of het niveau voor het administratief en logistiek kader aanwijst of aanwijzen;
- b) een cijfer of, in voorkomend geval, voor het operationeel kader, een groep cijfers waarvan het eerste de plaats in de baremische loopbaan aanwijst en, het tweede, een groep van specifieke schalen;
- c) in voorkomend geval, voor het operationeel kader, de vermelding van de hoedanigheid van ingenieur of, voor het administratief en logistiek kader, een letter die de specialiteit van bijzondere graden aanwijst;

2° « volledige wedde » : de wedde waarop geen enkele vorm van vermindering werd toegepast;

3° « niet volledig verschuldigde wedde » : elke wedde die :

- a) hetzij niet verschuldigd is voor de volledige maand, hoewel er geen enkele vorm van vermindering op werd toegepast;
- b) hetzij verschuldigd is voor de volledige maand, maar voor een deel zonder dat er een vorm van vermindering op werd toegepast en voor een ander deel waar een vorm van vermindering op werd toegepast;
- c) hetzij verschuldigd is voor de volledige maand, maar in een verminderde vorm;

4° « afwezigheidsdagen » :

- a) de volledige verlofdagen met uitzondering van het jaarlijks vakantieverlof, het syndicaal verlof of het ziekteverlof toegekend naar aanleiding van een arbeidsongeval;
- b) de volledige dagen waarop de uren die de prestatienorm overschrijden, worden gerecupereerd, of waarop men met rust, in beschikbaarheid wegens ziekte of in verlof wegens opdracht van algemeen belang is;

5° « heropneming van ambt » gedurende ten minste tien dagen : de heropneming van dienstactiviteiten waarbij, uiterlijk de vijftiende van de maand - ongeacht of het gaat om de lopende maand of de daaropvolgende maand - die volgt op de datum van de heropneming

prévaloir de dix journées au cours desquelles il a effectué des prestations de service.

TITRE II. — DU TRAITEMENT

CHAPITRE I^{ER}. — DU DROIT AU TRAITEMENT

Art. XI.II.1^{er}. Perçoit, à titre conservatoire, la moitié du traitement, le membre du personnel détenu préventivement, sans que le montant puisse être inférieur à celui du montant du minimum de moyens d'existence, tel que visé à l'article 2 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la détention préventive est suivie de la suspension du prononcé de la condamnation, et que cette suspension est ensuite révoquée, le traitement entier reste acquis pour la période de détention qui a été considérée comme période d'activité suite à la suspension du prononcé de la condamnation et qui est désormais considérée comme période de non-activité suite à la révocation de la suspension.

Art. XI.II.2. Le membre du personnel qui est prisonnier ou interné de guerre ou se voit pris en otage ou dans une situation analogue, conserve le droit au traitement. Toutefois, sur décision du ministre, le traitement peut être réduit ou supprimé pour tout ou partie de la période de captivité ou d'internement si les faits qui sont à l'origine de la capture, ou si la conduite de l'intéressé pendant la captivité ou l'internement sont incompatibles avec son état de membre du personnel.

CHAPITRE II. — DE LA FIXATION DU TRAITEMENT

SECTION 1^{re}. — DU TRAITEMENT DE BASE ET DES AUGMENTATIONS INTERCALAIRES

Art. XI.II.3. Sans préjudice de l'article II.II.6, alinéa 2, le membre du personnel nommé ou commissionné en tant qu'aspirant à un grade, bénéficie du traitement minimum de l'échelle afférente à ce grade à laquelle il peut prétendre par application des règles relatives à la carrière barémique, ainsi que des augmentations intercalaires acquises suivant les règles du présent arrêté.

Le membre du personnel engagé par contrat de travail, bénéficie du traitement minimum de l'échelle correspondante à celle qui est accordée au membre du personnel nommé, titulaire d'un même grade, ainsi que des augmentations intercalaires acquises suivant les règles du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 2, et moyennant l'accord du ministre lorsque l'engagement a lieu au sein de la police fédérale, pour tout niveau du cadre administratif et logistique des experts de qualification spéciale dont le concours est indispensable pour la réalisation de certaines tâches, peuvent être engagés par contrat de travail avec une rémunération calculée dans une échelle de traitement plus élevée que l'échelle de début de carrière qui, tenant compte du grade auquel il peut être rattaché, devrait normalement lui être octroyée par l'application des dispositions du présent arrêté. A la demande de dérogation sont joints la justification de l'engagement et l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances.

Art. XI.II.4. § 1^{er}. Sauf si déterminé autrement dans le présent arrêté, sont seuls admis pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services effectifs ou assimilés tels que le membre du personnel a accomplis à partir de l'âge de 18 ans dans les services de police en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Le membre du personnel est réputé prester des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses droits aux augmentations intercalaires.

Sont complètes les prestations dont le volume est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale ou qui sont assimilées comme telles.

van het ambt, werd vastgesteld dat het personeelslid tien dagen kan doen gelden gedurende dewelke hij dienstprestaties heeft verricht.

TITEL II. — WEDDE

HOOFDSTUK I. — HET RECHT OP WEDDE

Art. XI.II.1. Het personeelslid dat zich in voorlopige hechtenis bevindt, ontvangt, te bewaarden titel, de helft van de wedde, zonder dat het bedrag minder mag bedragen dan het bedrag van het bestaansminimum zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 7 augustus 1994 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

In afwijking van het eerste lid, wanneer de voorlopige hechtenis wordt gevolgd door de opschorting van de uitspraak van de veroordeling en deze opschorting vervolgens wordt herroepen, blijft de volledige wedde verworven voor de periode van hechtenis die beschouwd werd als periode van activiteit ten gevolge van de opschorting van de uitspraak van de veroordeling en die voortaan wordt beschouwd als periode van non-activiteit ten gevolge van de herroeping van de opschorting.

Art. XI.II.2. Het personeelslid dat gevangene of krijgsgevangene is, dat gegijzeld wordt of zich in een vergelijkbare situatie bevindt, behoudt het recht op wedde. Wanneer evenwel de daden die aan de oorsprong liggen van de gevangenschap of het gedrag van betrokkene gedurende zijn gevangenschap of internering, onverenigbaar zijn met zijn staat van personeelslid, kan de wedde, bij beslissing van de minister, worden verminderd of ingetrokken voor het geheel of een deel van de periode van gevangenschap of internering.

HOOFDSTUK II. — DE VASTSTELLING VAN DE WEDDE

AFDELING 1. — DE BASISWEDDE EN DE TUSSENTIJDSE VERHOGINGEN

Art. XI.II.3. Onverminderd artikel II.II.6, tweede lid, geniet, het in een graad benoemde of als aspirant aangestelde personeelslid de minimumwedde van de aan die graad verbonden schaal waarop hij aanspraak kan maken met toepassing van de regels betreffende de baremische loopbaan, alsook de tussentijdse verhogingen verkregen volgens de regels van dit besluit.

Het personeelslid aangeworven bij arbeidsovereenkomst, geniet de minimumwedde van de schaal die overeenstemt met deze die is toegekend aan het benoemde personeelslid, titularis van dezelfde graad, evenals de tussentijdse verhogingen verworven volgens de regels van dit besluit.

In afwijking van het tweede lid, en mits toestemming van de minister wanneer de aanwerving plaats vindt binnen de federale politie, voor alle niveaus van het administratief en logistiek kader kunnen experten met een bijzondere kwalificatie waarvan de bijdrage onontbeerlijk is voor de realisatie van bepaalde taken, worden aangeworven bij arbeidsovereenkomst met een bezoldiging berekend in een hogere loonschaal dan de schaal van het begin van de loopbaan die, rekening houdend met de graad die hem kan worden verleend, hem normaal zou moeten worden toegekend met toepassing van de bepalingen van dit besluit. Bij de aanvraag tot afwijking worden de verantwoording voor de aanwerving en het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën gevoegd.

Art. XI.II.4. § 1. Enkel de werkelijke diensten die het personeelslid, als titularis van een ambt met volledige prestaties, vanaf de leeftijd van 18 jaar heeft vervuld bij de politiediensten, komen, behoudens andersluidende bepaling in dit besluit, in aanmerking voor de toekenning van tussentijdse verhogingen.

Het personeelslid wordt geacht werkelijke diensten te presteren zolang het zich in een administratieve stand bevindt die recht geeft op zijn activiteitswedde of, bij gebreke daarvan, het behoud van zijn recht op tussentijdse verhogingen.

Zijn volledig, de prestaties waarvan het volume een normale beroepsactiviteit volledig omvat of die hiermee zijn gelijkgesteld.

§ 2. Bien que non rémunérés, sont toutefois pris en considération pour l'octroi des augmentations intercalaires, pour le membre du personnel contractuel :

1° le jour de carence en cas de maladie ou d'infirmité;

2° les périodes de congé ou d'interruption de travail visées aux articles 39 et 42 à 43bis y compris, de la loi sur le travail du 16 mars 1971;

3° les jours d'absence obtenus en application de l'arrêté royal du 11 octobre 1991 déterminant les modalités de l'exercice du droit à un congé pour raisons impérieuses;

4° le jour d'absence pour participation à une cessation concertée du travail.

Art. XI.II.5. Les services accomplis par les membres du personnel contractuel du cadre administratif et logistique qui ne correspondent pas à des prestations complètes ou assimilées telles, donnent également droit aux augmentations intercalaires dans l'échelle de traitement dans les mêmes conditions que les personnes engagées par contrat de travail dans les ministères fédéraux.

Art. XI.II.6. § 1^{er}. Sont également admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires les services effectifs, au sens et aux conditions des articles 14 et 15, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, que le membre du personnel a accomplis à partir de l'âge de 18 ans dans les services, établissements, offices et institutions visés à l'article 14 du même arrêté, soit comme militaire de carrière, soit comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée.

Les services, établissements, offices et institutions visés à l'article 14, § 1^{er}, 9° et 10°, du même arrêté ne sont toutefois pris en considération qu'après l'approbation par le ministre de la Fonction publique de leur admissibilité.

§ 2. Toutefois, pour l'application du § 1^{er}, le titulaire d'une échelle du cadre d'officiers du cadre opérationnel ou du niveau A du cadre administratif et logistique, ne voit ses services pris en compte que pour les deux tiers de leur durée totale s'il s'agit de services qui, en application de l'article 21 de l'arrêté royal visé au § 1^{er}, ou de l'article 22 du même arrêté, seraient classés dans le groupe A, au sens de l'article 6, du même arrêté.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, les éventuelles assimilations de grade qui seraient requises, sont décidées par le ministre avec l'accord du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Pour le calcul des deux tiers des services visé à l'alinéa 1^{er}, toute fraction de mois résultant de la division est comptée pour un mois.

Art. XI.II.7. Les dispositions de l'article 17, § 1^{er}, alinéas 2 à 6 compris, et § 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, et relatives aux services prestés à titre intérimaire ou temporaire dans l'enseignement sont, mutatis mutandis, également applicables aux membres du personnel.

Le titulaire d'une échelle du cadre d'officiers du cadre opérationnel ou du niveau A du cadre administratif et logistique, ne voit toutefois ces services pris en compte que pour les deux tiers de leur durée totale s'il s'agit de services rangés, par application du même article, dans le groupe de traitement A tel que visé à l'article XI.II.6, § 2, alinéa 1^{er}.

Art. XI.II.8. § 1^{er}. L'importance des services admissibles visés aux articles XI.II.4 et XI.II.5 est déterminée mois par mois; ceux qui ne couvrent pas tout un mois du calendrier, sont négligés.

§ 2. La disposition reprise à l'alinéa 2, s'applique préalablement à celles visées à l'article XI.II.6, § 2, ou à l'article XI.II.7, alinéa 2.

Sans préjudice de l'article XI.II.7, alinéa 1^{er}, l'importance des services admissibles autres que ceux visés aux articles XI.II.4 et XI.II.5 est déterminée mois par mois par le grade dont le membre du personnel était titulaire ou dans lequel, par un effet rétroactif formel de sa nomination à ce grade, il avait déjà pris rang pour l'avancement de traitement. Les services qui ne couvrent pas tout un mois du calendrier sont négligés.

Pour l'application de l'alinéa 2, n'est pas pris en considération le grade dont le membre du personnel avait éventuellement été provisoirement revêtu du chef de l'exercice d'une fonction supérieure.

§ 2. Hoewel niet bezoldigd, worden evenwel voor het contractueel personeelslid voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen in aanmerking genomen :

1° de carensdag bij ziekte of gebrek;

2° de periodes van verlof of werkonderbreking bedoeld in de artikelen 39 en 42 tot en met 43bis, van de arbeidswet van 16 maart 1971;

3° de dagen van afwezigheid verkregen met toepassing van het koninklijk besluit van 11 oktober 1991 tot vaststelling van de nadere regelen van de uitoefening van het recht op een verlof om dwingende redenen;

4° de dag afwezigheid voor deelname aan een overlegde arbeidsonderbreking.

Art XI.II.5. De diensten vervuld door de contractuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader die niet overeenstemmen met volwaardige of daarmee gelijkgestelde prestaties, geven eveneens recht op de tussentijdse verhogingen in de loonschaal onder dezelfde voorwaarden als de personeelsleden aangeworven bij arbeidsovereenkomst in de federale ministeries.

Art. XI.II.6. § 1. De werkelijke diensten in de zin van en onder de voorwaarden van de artikelen 14 en 15, van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende de bezoldigingsregeling van het personeel van de ministeries, die het personeelslid vanaf de leeftijd van 18 jaar heeft vervuld in de diensten, inrichtingen en instellingen bedoeld in het artikel 14 van hetzelfde besluit, hetzij als beroepsmilitair, hetzij als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt, komen eveneens in aanmerking voor de tussentijdse verhogingen.

De diensten, inrichtingen en instellingen, bedoeld in artikel 14, § 1, 9° en 10°, van hetzelfde besluit, worden evenwel slechts in aanmerking genomen na goedkeuring van hun toelaatbaarheid door de minister van Ambtenarenzaken.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, komen de diensten van de titularis van een schaal van het officierskader van het operationeel kader of van het niveau A van het administratief en logistiek kader, slechts voor twee derden van hun totale duur in aanmerking, voor zover het diensten betreft die, met toepassing van artikel 21 van het koninklijk besluit bedoeld in § 1, of van artikel 22 van hetzelfde besluit, zouden worden opgenomen in groep A, in de zin van artikel 6, van hetzelfde besluit.

Voor de toepassing van het eerste lid, worden de eventueel vereiste graadgelijkstellingen bepaald door de minister met akkoord van de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Voor de in het eerste lid bedoelde berekening van de twee derden van de diensten, wordt elk overblijvend maandgedeelte voor een maand gerekend.

Art. XI.II.7. De bepalingen van artikel 17, § 1, tweede tot en met zesde lid, en § 2, van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de ministeries, en betreffende de diensten verricht als ambtenaar in het onderwijs ad interim of als tijdelijke, zijn, mutatis mutandis, tevens van toepassing op de personeelsleden.

De diensten van de titularis van een schaal van het officierskader van het operationeel kader of van het niveau A van het administratief en logistiek kader komen slechts voor twee derden van hun totale duur in aanmerking, voor zover het diensten betreft opgenomen met toepassing van hetzelfde artikel, in weddegroep A zoals bedoeld in artikel XI.II.6, § 2, eerste lid.

Art. XI.II.8. § 1. De omvang van de in aanmerking komende diensten bedoeld in de artikelen XI.II.4 en XI.II.5, wordt maand per maand vastgesteld; deze welke geen volledige kalendermaand omvatten, komen niet in aanmerking;

§ 2. De bepaling bedoeld in het tweede lid, wordt voorafgaand aan die bedoeld in de artikelen XI.II.6, § 2, of XI.II.7, tweede lid, toegepast.

Onverminderd artikel XI.II.7, eerste lid, wordt het belang van de in aanmerking komende diensten, andere dan deze bedoeld in de artikelen XI.II.4 en XI.II.5, maand per maand bepaald door de graad waarvan het personeelslid titularis was of waarin het, door een formeel retroactief effect van zijn benoeming in die graad, plaats had genomen voor de weddeverhoging. De diensten die geen volledige maand beslaan, worden niet in aanmerking genomen.

Voor de toepassing van het tweede lid, wordt geen rekening gehouden met de graad die het personeelslid eventueel voorlopig bekleedde uit hoofde van de uitoefening van een hoger ambt.

§ 3. Pour la détermination de l'importance des services admissibles visés aux articles XI.II.6 et XI.II.7 tout changement de grade qui s'était produit à une date autre que le premier du mois, est reporté au premier du mois suivant.

Art. XI.II.9. Sans préjudice de l'article XI.II.8, le membre du personnel bénéficie à tout moment du traitement correspondant à l'ancienneté formée du total des services admissibles tels que visés aux articles XI.II.4 à XI.II.7 y compris.

L'ancienneté ainsi constituée est dénommée ancienneté pécuniaire.

La durée des services admissibles que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser la durée réelle des périodes que couvrent ces services.

Art. XI.II.10. Les augmentations intercalaires, annuelles ou biennales, sont allouées respectivement à l'expiration de la période d'une ou de deux années de service prise(s) en considération.

SECTION 2. — DES CLAUSES DE SAUVEGARDE

Art. XI.II.11. § 1^{er}. Par dérogation à l'article XI.II.9, le membre du personnel qui a été promu ou admis dans un grade ou une échelle de traitement supérieur(e), n'obtient, à aucun moment, dans son nouveau grade ou sa nouvelle échelle de traitement, un traitement inférieur à celui dont il eût bénéficié dans l'échelle de traitement de son ancien grade ou dans son ancienne échelle de traitement.

§ 2. Lorsque l'échelle de son ancien grade est attachée :

1° pour le cadre opérationnel, au cadre des auxiliaires de police, au cadre de base ou au cadre moyen;

2° pour le cadre administratif et logistique, aux niveaux D, C ou B, et que l'échelle de son nouveau grade est attachée, pour le cadre opérationnel, au cadre d'officiers, ou, pour le cadre administratif et logistique au niveau A, le membre du personnel visé au § 1^{er}, obtient au moins à tout moment dans son nouveau grade un traitement dont le montant dépasse de 43 632 francs (1.081,61 EUR) celui tel que calculé au départ de l'échelle de traitement dont il bénéficiait dans son ancien grade.

Lorsque l'échelle de son ancien grade est attachée au cadre de base, s'il appartient au cadre opérationnel, ou au niveau D ou C, s'il appartient au cadre administratif et logistique, et que sa nouvelle échelle est attachée soit au cadre moyen, soit au niveau C ou B, selon qu'il provenait du niveau D ou C, le membre du personnel obtient au moins à tout moment dans son nouveau grade un traitement dont le montant dépasse de 29 089 francs (721,10 EUR) celui du traitement tel que calculé au départ de l'échelle de traitement dont il bénéficiait dans son ancien grade.

§ 3. L'application du § 2 ne peut avoir pour effet de porter le traitement du membre du personnel au delà du traitement maximum, soit de l'échelle attachée à son nouveau grade, soit de l'échelle de son ancien grade s'il est plus élevé.

Art. XI.II.12. En cas de modification du présent arrêté, tout traitement est fixé comme si la disposition nouvelle avait toujours existé. Pareille modification ne donne toutefois pas lieu à un rappel de traitement pour la période antérieure à la modification.

Si le traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont le membre du personnel bénéficiait à l'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif, le traitement le plus élevé lui est maintenu jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement égal ou supérieur.

SECTION 3. — DU PAIEMENT DU TRAITEMENT

Art. XI.II.13. § 1^{er}. Le traitement du membre du personnel est payé mensuellement suivant le même échéancier que celui applicable aux fonctionnaires des ministères fédéraux, à raison d'un douzième du traitement annuel.

§ 2. Sans préjudice du § 1^{er} et de l'article XI.II.14, § 2, dans l'attente que ses droits au traitement puissent être exactement fixés, le membre du personnel peut obtenir une avance sur traitement dont le montant est égal au minimum de la première échelle de traitement prévue pour le grade dont le membre du personnel est revêtu.

§ 3. Voor de vaststelling van de omvang van de in aanmerking komende diensten bedoeld in de artikelen XI.II.6 en XI.II.7, wordt elke verandering van graad die zich voordoet op een andere dag dan de eerste van de maand, uitgesteld naar de eerste van de volgende maand.

Art. XI.II.9. Onverminderd artikel XI.II.8, geniet het personeelslid op elk ogenblik de wedde die overeenstemt met de anciënniteit gevormd door het totaal van de in aanmerking komende diensten zoals bedoeld in de artikelen XI.II.4 tot en met XI.II.7.

De aldus opgebouwde anciënniteit wordt geldelijke anciënniteit genoemd.

De duur van de in aanmerking komende diensten die het personeelslid kan doen gelden, mag nooit de werkelijke duur overschrijden van de periodes waardoor ze gedekt worden.

Art. XI.II.10. De jaarlijkse of tweejaarlijkse tussentijdse verhogingen worden respectievelijk toegekend bij het verstrijken van de periode van één of twee in aanmerking komende dienstjaren.

AFDELING 2. — VRIJWARINGSCLAUSULES

Art. XI.II.11. § 1. In afwijking van artikel XI.II.9, bekomt het personeelslid dat werd bevorderd of werd toegelaten tot een hogere graad of loonschaal, in zijn nieuwe graad of zijn nieuwe loonschaal, op geen enkel ogenblik een lagere wedde dan die welke hij in de loonschaal van zijn vorige graad of in zijn vorige loonschaal, zou hebben genoten.

§ 2. Wanneer de schaal van zijn vorige graad gekoppeld is :

1° voor het operationeel kader, aan het kader van hulpagenten van politie, aan het basiskader of aan het middenkader;

2° voor het administratief en logistiek kader, aan het niveau D, C of B, en de schaal van zijn nieuwe graad gekoppeld is, voor het operationeel kader, aan het officierskader, of, voor het administratief en logistiek kader, aan het niveau A, bekomt het personeelslid bedoeld in § 1, in zijn nieuwe graad altijd ten minste een wedde waarvan het bedrag 43 632 frank (1.081,61 EUR) hoger ligt dan de wedde berekend op basis van de loonschaal die hij in zijn vorige graad genoot.

Wanneer de schaal van zijn vorige graad gekoppeld is aan het basiskader, indien hij tot het operationeel kader behoort, of aan het niveau D of C, indien hij tot het administratief en logistiek kader behoort, en zijn nieuwe schaal gekoppeld is aan, hetzij het middenkader, hetzij het niveau C of B, naargelang hij voorspoot uit het niveau D of C, bekomt het personeelslid in zijn nieuwe graad altijd ten minste een wedde waarvan het bedrag 29 089 frank (721,10 EUR) hoger ligt dan de wedde berekend op basis van de loonschaal die hij in zijn vorige graad genoot.

§ 3. De toepassing van § 2 mag niet als gevolg hebben dat de wedde van het personeelslid hoger komt te liggen dan de maximumwedde, hetzij van de schaal gekoppeld aan zijn nieuwe graad, hetzij van de schaal gekoppeld aan zijn vorige graad indien deze hoger ligt.

Art. XI.II.12. In geval van wijziging van dit besluit, wordt elke wedde vastgesteld alsof de nieuwe bepaling altijd heeft bestaan. Dergelijke wijziging geeft echter geen recht op achterstellen.

Indien de aldus vastgestelde wedde lager is dan deze die het personeelslid genoot bij de inwerkingtreding van het wijzigingsbesluit, dan behoudt hij de hoogste wedde totdat hij een gelijke of hogere wedde bekomt.

AFDELING 3. — DE UITBETALING VAN DE WEDDE

Art. XI.II.13. § 1. De wedde van het personeelslid wordt maandelijks betaald volgens hetzelfde tijdschema dan datgene van toepassing op de ambtenaren van de federale ministeries, ten belope van één twaalfde van de jaarwedde.

§ 2. Onverminderd § 1 en artikel XI.II.14, § 2, kan het personeelslid, in afwachting van de exacte bepaling van zijn recht op wedde, een voorschot op wedde bekomen waarvan het bedrag gelijk is aan het minimum van de eerste loonschaal die overeenstemt met de graad waarmee het personeelslid bekleed is.

§ 3. Toute modification dans la situation d'un membre du personnel, à une date autre que le premier jour d'un mois, qui entraîne l'attribution d'une autre échelle de traitement, ne produit ses effets que le premier jour du mois suivant.

§ 4. Lorsque le traitement du membre du personnel dépend de son ancienneté pécuniaire, est prise en considération l'ancienneté pécuniaire du membre du personnel au premier jour du mois.

§ 5. Lorsque le membre du personnel décède ou est admis à la retraite, le traitement du mois en cours n'est pas sujet à répétition.

Art. XI.II.14. § 1^{er}. Pour l'application du § 2, il faut entendre par :

1° « jour ouvrable » : chaque jour de la semaine, y compris les jours fériés, à l'exception du samedi et du dimanche;

2° « jour ouvrable presté » : chaque jour ouvrable pour lequel est due une rémunération;

3° « calendrier de travail » : le nombre de jours ouvrables à prester dans un mois ou dans une fraction de mois.

§ 2. Lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, son montant est fixé conformément à la formule suivante :

$$\frac{\text{Traitement entier} \times \text{pourcentage de traitement effectivement appliqué} \times \text{le nombre de jours ouvrables prestés}}{\text{le nombre de jours ouvrables devant être prestés sur base du calendrier de travail}}$$

Le cas échéant, la formule visée à l'alinéa 1^{er} peut être appliquée à des fractions d'un même mois lorsque le traitement est dû tantôt dans sa forme entière, tantôt dans sa forme réduite, au cours de ce mois.

Si le membre du personnel est rémunéré pour des prestations horaires, le nombre de jours ouvrables prestés ou devant être prestés est égal au nombre d'heures prestées ou devant être prestées divisé par 7,6.

Art. XI.II.15. Le traitement du mois en ce compris les montants visés à l'article XI.II.11 ainsi que les suppléments de traitement visés au chapitre II, section 4, du présent titre, sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation de l'Etat, de certaines dépenses du secteur public. Le traitement est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

Art. XI.II.16. Sauf dans les cas visés aux articles VIII.XIII.5, alinéas 2 et 3, et VIII.XIII.6, §§ 6 et 7, le membre du personnel en congé pour mission d'intérêt général cesse d'émarger au budget de la police fédérale ou d'un corps de la police locale pendant la durée de la mission.

Toutefois, le ministre peut, dans des cas particuliers, déroger à la règle de l'alinéa 1^{er}.

SECTION 4. — DES SUPPLÉMENTS DE TRAITEMENT

Sous-section 1^{re}. — Du supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat

Art. XI.II.17. § 1^{er}. Le membre du personnel investi d'un mandat bénéficie pour la durée dudit mandat d'un supplément de traitement dont le montant est fixé en annexe 3.

Il est dû à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle on peut y prétendre et cesse de l'être à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle on cesse de pouvoir y prétendre.

Si ces dates coïncident avec le premier d'un mois, le droit naît ou s'éteint immédiatement.

§ 2. Le supplément de traitement est dû dans toutes les positions administratives qui ouvrent le droit à un traitement entier.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, le supplément est réduit suivant les mêmes règles et dans la même mesure que le traitement.

Il est payé mensuellement en même temps que le traitement, à raison d'un douzième du montant annuel.

§ 3. Elke wijziging in de toestand van een personeelslid op een andere datum dan de eerste dag van de maand, die aanleiding geeft tot de toekenning van een andere loonschaal, heeft slechts uitwerking op de eerste dag van de volgende maand.

§ 4. Wanneer de wedde van het personeelslid afhangt van zijn geldelijke ancienniteit, wordt de geldelijke ancienniteit van het personeelslid op de eerste dag van de maand in aanmerking genomen.

§ 5. Wanneer het personeelslid overlijdt of op pensioen wordt gesteld, is de wedde van de lopende maand niet terugvorderbaar.

Art. XI.II.14. § 1. Voor de toepassing van § 2 wordt verstaan onder :

1° « werkdag » : elke dag van de week, de feestdagen inbegrepen, met uitzondering van zaterdag en zondag;

2° « gepresteerde werkdag » : elke werkdag waarvoor een bezoldiging is verschuldigd;

3° « werkkalender » : het aantal te presteren werkdagen gedurende een maand of een deel van een maand.

§ 2. Wanneer de maandwedde niet volledig is verschuldigd, wordt haar bedrag vastgesteld overeenkomstig de volgende formule :

$$\frac{\text{Volledige wedde} \times \text{effectief toegepaste weddepercentage} \times \text{het aantal gepresteerde werkdagen}}{\text{het aantal te presteren werkdagen op basis van de werkkalender}}$$

Wanneer de wedde, in de loop van eenzelfde maand, ofwel in zijn volledige vorm ofwel in zijn verminderde vorm verschuldigd is, kan, in voorkomend geval, de formule bedoeld in het eerste lid toegepast worden op delen van die maand.

Indien het personeelslid bezoldigd wordt voor prestaties per uur, is het aantal gepresteerde of te presteren werkdagen gelijk aan het aantal gepresteerde of te presteren uren gedeeld door 7,6.

Art. XI.II.15. De maandwedde met inbegrip van de bedragen bedoeld in artikel XI.II.11, alsook de weddebijlagen bedoeld in hoofdstuk II, afdeling 4, van deze titel, ondergaan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. De wedde wordt aan de spilindex 138,01 gekoppeld.

Art. XI.II.16. Uitgezonderd in de gevallen bedoeld in de artikelen VIII.XIII.5, tweede en derde lid, en VIII.XIII.6, §§ 6 en 7, hangt het personeelslid in verlof wegens opdracht van algemeen belang, voor de duur van de opdracht, niet meer af van het budget van de federale politie of een lokaal politiekorps.

De minister kan echter in bijzondere gevallen afwijken van de regel van het eerste lid.

AFDELING 4. — DE WEDDEBIJSLAGEN

Onderafdeling 1. — Weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat

Art. XI.II.17. § 1. Het personeelslid, bekleed met een mandaat, geniet voor de duur van dit mandaat een weddebijslag waarvan het bedrag bepaald wordt in bijlage 3.

Hij is verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop men er aanspraak kan op maken en is dit niet meer vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop men er geen aanspraak meer kan op maken.

Indien deze data samenvallen met de eerste van de maand, ontstaat of vervalt het recht onmiddellijk.

§ 2. De weddebijslag is verschuldigd in alle administratieve standen die recht geven op een volledige wedde.

Onverminderd het eerste lid, wordt, wanneer de maandwedde niet volledig is verschuldigd, de bijslag verminderd overeenkomstig dezelfde regels en in dezelfde mate als de wedde.

Hij wordt maandelijks samen met de wedde uitbetaald, ten belope van één twaalfde van het jaarlijkse bedrag.

§ 3. Le supplément de traitement est suspendu dès le moment où le membre du personnel qui en bénéficie entame, au premier d'un mois, au moins son trentième jour d'absence ininterrompue.

Il est à nouveau dû à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle l'intéressé a repris ses fonctions durant au moins dix jours.

§ 4. Différents suppléments de traitement ne sont pas cumulables entre eux, le membre du personnel ne conservant jamais que le droit au montant le plus favorable auquel il peut prétendre. Si le montant le plus favorable n'est pas lié à l'emploi où il est affecté, la différence lui est accordée sous la forme d'un complément au supplément de traitement. Les §§ 1^{er} et 2 sont applicables à ce complément.

Sous-section 2. — Du supplément de traitement pour l'exercice d'une fonction supérieure

Art. XI.II.18. Aux membres du personnel qui exercent provisoirement une fonction supérieure telle que visée à l'article VI.II.77 est alloué un supplément de traitement.

Sans préjudice de l'article XI.II.19, le droit à prétendre au supplément de traitement s'ouvre dès le jour où la charge de la fonction supérieure est effectivement exercée.

Art. XI.II.19. Le bénéfice du supplément de traitement est accordé au membre du personnel qui a exercé la fonction supérieure d'une façon ininterrompue pendant vingt et un jours ouvrables au moins.

Art. XI.II.20. Le supplément de traitement est fixé :

1° en cas de désignation à une fonction liée à un emploi prévu pour un grade supérieur à celui de l'intéressé : à 1/12^{ème} de la différence entre la première échelle de traitement dont le membre du personnel bénéficierait dans le grade de la fonction et la somme de l'échelle dont il bénéficie dans son grade effectif et, le cas échéant, du montant de l'allocation de sélection telle que visée à l'article XI.III.41. Le supplément tel qu'ainsi fixé est ensuite éventuellement majoré d'1/12^{ème} du montant du supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, tel qu'attaché à l'emploi auquel est liée la fonction supérieure;

2° en cas de désignation à un emploi qui n'est pas prévu pour un grade supérieur mais dont l'attribution serait de nature à ouvrir le droit à un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat : selon le cas, à 1/12^{ème} du montant du supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat ou de la différence entre le montant du supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, tel que perçu dans son emploi effectif, et celui du supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, tel qu'attaché à l'emploi auquel est liée la fonction supérieure.

Art. XI.II.21. Le supplément de traitement est dû dans toutes les positions administratives qui ouvrent le droit à un traitement entier ou à un traitement tel que dû dans le cadre du régime de la semaine volontaire de quatre jours visé à l'article VIII.XVI.1^{er} ainsi que dans le cadre du régime du départ anticipé à mi-temps visé à l'article VIII.XVIII.1^{er}.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, lorsque le traitement n'est pas dû entièrement, le supplément est réduit suivant les mêmes règles et dans la même mesure que le traitement.

Le supplément est calculé sur la base du nombre de jours ouvrables que comporte la période effective de désignation.

Il est payé avec le traitement du second mois qui suit celui où un terme de vingt et un jours ouvrables a expiré.

Les paiements sont effectués par tranche de vingt et un jours ouvrables, sauf lorsqu'il est mis un terme à l'exercice de la fonction supérieure. Dans ce dernier cas, la dernière tranche est due pour autant que la fonction ait été encore exercée durant dix jours ouvrables au moins.

Art. XI.II.22. Pour le calcul du supplément de traitement, l'attribution au membre du personnel d'une autre échelle de traitement ne produit ses effets qu'à l'expiration du terme de vingt et un jours ouvrables qui est alors en cours.

§ 3. De weddebijslag wordt geschorst vanaf het ogenblik dat het personeelslid dat ervan geniet, op de eerste van een maand, ten minste zijn dertigste ononderbroken afwezigheidsdag ingaat.

Hij is opnieuw verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de betrokkene zijn ambt heeft heropgenomen gedurende ten minste tien dagen.

§ 4. Verschillende weddebijslagen zijn niet onderling cumuleerbaar en het personeelslid behoudt enkel het recht op het hoogste bedrag waarop het aanspraak kan maken. Indien het gunstigste bedrag niet datgene is dat gebonden is aan het ambt waaraan het gehecht is, wordt het verschil hem toegekend onder de vorm van een toeslag bij de weddebijslag. De §§ 1 en 2 zijn van toepassing op deze toeslag.

Onderafdeling 2. — Weddebijslag voor de uitoefening van een hoger ambt

Art. XI.II.18. Er wordt een weddebijslag toegekend aan de personeelsleden die voorlopig een hoger ambt uitoefenen zoals bedoeld in artikel VI.II.77.

Onverminderd artikel XI.II.19, ontstaat het recht om aanspraak te maken op de weddebijslag vanaf de dag waarop het hoger ambt effectief wordt uitgeoefend.

Art. XI.II.19. Het voordeel van de weddebijslag wordt toegekend aan het personeelslid dat, op ononderbroken wijze gedurende ten minste eenentwintig werkdagen, het hoger ambt heeft uitgeoefend.

Art. XI.II.20. De weddebijslag wordt vastgesteld :

1° in geval van aanwijzing voor een ambt dat verbonden is met een betrekking voorzien voor een hogere graad dan die van de betrokkene : op 1/12^{de} van het verschil tussen de eerste loonschaal die het personeelslid zou hebben genoten in de graad van het ambt en de som van de schaal die hij geniet in zijn effectieve graad en, in voorkomend geval, het bedrag van de selectietoelage zoals bedoeld in artikel XI.III.41. De aldus vastgestelde bijslag wordt vervolgens eventueel vermeerderd met een 1/12^{de} van het bedrag van een weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat, gekoppeld aan de betrekking waaraan het hoger ambt is verbonden;

2° in geval van aanwijzing voor een betrekking die niet werd voorzien voor een hogere graad, maar waarvan de toekenning het recht op een weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat opent : naar gelang van het geval, op 1/12^{de} van het bedrag van de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat of op het verschil tussen het bedrag van de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat zoals verkregen in zijn effectieve betrekking, en het bedrag van de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat, gekoppeld aan de betrekking waaraan het hoger ambt is verbonden.

Art. XI.II.21. De weddebijslag is verschuldigd in alle administratieve standen die recht geven op een volledige wedde of op een wedde zoals verschuldigd in het raam van het stelsel van de vrijwillige vierdagen-week bedoeld in artikel VIII.XVI.1 evenals in het raam van het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding bedoeld in artikel VIII.XVIII.1.

Onverminderd het eerste lid, wordt de bijslag verminderd overeenkomstig dezelfde regels en in dezelfde mate als de wedde, wanneer de wedde niet volledig is verschuldigd.

De weddebijslag wordt berekend op basis van het aantal werkdagen begrepen in de effectieve aanwijzingsperiode.

Hij wordt uitbetaald met de wedde van de tweede maand die volgt op de maand waarin een periode van eenentwintig werkdagen is verstreken.

De betalingen worden uitgevoerd per schijf van eenentwintig werkdagen, behalve wanneer er een einde wordt gemaakt aan de uitoefening van het hoger ambt. In dat laatste geval is de laatste schijf verschuldigd voor zover het ambt nog gedurende ten minste tien werkdagen werd uitgeoefend.

Art. XI.II.22. Voor de berekening van de weddebijslag, heeft de toekenning van een andere loonschaal aan het personeelslid slechts gevolg bij het verstrijken van de lopende termijn van eenentwintig werkdagen.

CHAPITRE III. — DE LA RETRIBUTION GARANTIE

Art. XI.II.23. § 1^{er}. Pour l'application des dispositions de ce chapitre, il faut entendre :

- 1° par « rétribution » : le traitement augmenté de l'allocation de foyer ou de résidence, ainsi que de tous autres suppléments de traitement, allocations ou avantages forfaitaires accordés chaque mois;
- 2° par « prestations complètes » : les prestations dont l'horaire absorbe totalement une activité professionnelle normale.

§ 2. N'interviennent pas dans la détermination de la rétribution :

- 1° les indemnités et allocations qui couvrent des charges réelles;
- 2° les allocations familiales et leurs suppléments mensuels;
- 3° les allocations ou suppléments spécifiés ci-après :
 - a) les allocations relatives aux prestations de service effectuées le samedi, le dimanche, un jour férié ou durant la nuit ainsi que les allocations horaires pour prestations de service supplémentaires, pour le personnel contactable et rappelable et pour service ininterrompu de plus de vingt-quatre heures;
 - b) l'allocation forfaitaire pour certains membres du personnel chargés de l'exécution de certaines missions s'inscrivant dans le cadre de la mise en oeuvre de la politique fédérale en matière d'immigration;
 - c) l'allocation de bilinguisme.

Art. XI.II.24. La rétribution annuelle du membre du personnel ayant atteint l'âge de 21 ans n'est jamais inférieure, pour des prestations complètes :

- 1° à 480 736 francs (11.917,14 EUR), si, en matière de sécurité sociale, l'intéressé n'est soumis à aucune retenue;
- 2° à 528 580 francs (13.103,15 EUR), si, en matière de sécurité sociale, l'intéressé est soumis uniquement au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé;
- 3° à 498 381 francs (12.354,54 EUR), dans les autres cas.

Art. XI.II.25. La différence entre la rétribution annuelle visée à l'article XI.II.24 et celle qui reviendrait normalement à l'agent, lui est octroyée sous la forme d'un supplément de traitement et incorporée à son traitement.

Art. XI.II.26. Si l'agent effectue des prestations incomplètes, le traitement fixé conformément à l'article XI.II.25 ne lui est accordé qu'au prorata de ces prestations.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er} ne s'appliquent pas aux prestations réduites pour maladie visées à l'article VIII.X.12.

Art. XI.II.27. Le montant annuel, non indexé, du supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat ou pour l'exercice d'une fonction supérieure est diminué du montant du supplément de traitement visé à l'article XI.II.25.

Art. XI.II.28. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également à la rétribution annuelle visée à l'article XI.II.24. Elle est rattachée à l'indice pivot 138,01.

TITRE III. — DES ALLOCATIONS

CHAPITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. XI.III.1^{er}. § 1^{er}. Les allocations visées aux chapitres IV, sections 1 et 2, et VI, du présent titre, sont dues à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle on peut y prétendre et cessent de l'être à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle on cesse de pouvoir y prétendre.

Si ces dates coïncident avec le premier d'un mois, le droit naît ou s'éteint immédiatement.

§ 2. Ces allocations sont dues dans toutes les positions administratives qui ouvrent le droit à un traitement entier ou à un traitement tel que dû dans le cadre du régime de la semaine volontaire de quatre jours visé à l'article VIII.XVI.1^{er} ainsi que dans le cadre du régime du départ anticipé à mi-temps visé à l'article VIII.XVIII.1^{er}.

HOOFDSTUK III. — DE GEWAARBORGDE BEZOLDIGING

Art. XI.II.23. § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk, wordt verstaan onder :

- 1° « bezoldiging » : de wedde verhoogd met de haard - of standplaatstoelage, alsook met alle andere weddebijlagen, toelagen of forfaitaire voordelen die maandelijks worden toegekend;
- 2° « volledige prestaties » : de prestaties waarvan het uurrooster een normale beroepsactiviteit volledig omvat.

§ 2. Voor de vaststelling van de bezoldiging komen niet in aanmerking :

- 1° de vergoedingen en toelagen die werkelijke lasten dekken;
- 2° de kinderbijlagen en hun maandelijks supplementen;
- 3° de toelagen of supplementen hierna bepaald :
 - a) de toelagen voor dienstprestaties uitgevoerd op een zaterdag, een zondag, een feestdag of tijdens de nacht alsook de uurtoelagen voor bijkomende dienstprestaties, voor bereikbaar en terugroepbaar personeel en voor een ononderbroken dienst van meer dan vierentwintig uur;
 - b) de forfaitaire toelage voor bepaalde personeelsleden die belast zijn met de uitvoering van bepaalde opdrachten in het raam van de inplaatsstelling van het federale immigratiebeleid;
 - c) de tweetaligheidstoelage.

Art. XI.II.24. De jaarlijkse bezoldiging voor volledige prestaties van het personeelslid dat de leeftijd van 21 jaar heeft bereikt, bedraagt nooit minder dan :

- 1° 480 736 frank (11.917,14 EUR), als, inzake sociale zekerheid, de betrokkene aan geen enkele inhouding onderworpen is;
- 2° 528 580 frank (13.103,15 EUR), als, inzake sociale zekerheid, de betrokkene enkel onderworpen is aan het regime van de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit, sector geneeskundige verzorging;
- 3° 498 381 frank (12.354,54 EUR), in de andere gevallen.

Art. XI.II.25. Het verschil tussen de jaarlijkse bezoldiging bedoeld in artikel XI.II.24 en deze die normaal toekomt aan de ambtenaar, wordt hem toegekend onder de vorm van een weddebijslag en in zijn wedde opgenomen.

Art. XI.II.26. Indien de ambtenaar onvolledige prestaties verricht, wordt de volgens artikel XI.II.25 bepaalde wedde, slechts toegekend in verhouding met deze prestaties.

De bepalingen van het eerste lid zijn niet toepasselijk op de verminderde prestaties wegens ziekte bedoeld in artikel VIII.X.12.

Art. XI.II.27. Het jaarlijks, niet-geïndexeerd bedrag, van de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat of voor de uitoefening van een hoger ambt wordt verminderd met het bedrag van de weddebijslag bedoeld in artikel XI.II.25.

Art. XI.II.28. Het mobiliteitsstelsel van toepassing op de weddes van het personeel van de ministeries, is tevens van toepassing op de jaarlijkse bezoldiging bedoeld in artikel XI.II.24. Ze is gekoppeld aan de spilindex 138,01.

TITEL III. — DE TOELAGEN

HOOFDSTUK I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. XI.III.1. § 1. De in de hoofdstukken IV, afdelingen 1 en 2, en VI, van deze titel bedoelde toelagen, zijn verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop men er aanspraak kan op maken en zijn dit niet meer vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop men er geen aanspraak meer kan op maken.

Als die data samenvallen met de eerste dag van een maand, ontstaat of vervalt het recht onmiddellijk.

§ 2. Die toelagen zijn verschuldigd in alle administratieve standen die recht geven op een volledige wedde of op een wedde zoals verschuldigd in het raam van het stelsel van de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in artikel VIII.XVI.1 evenals in het raam van het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding bedoeld in artikel VIII.XVIII.1.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, elles sont réduites suivant les mêmes règles et dans la même mesure que le traitement.

Ces allocations sont payées en même temps que le traitement, le cas échéant à raison d'un douzième du montant annuel.

Art. XI.III.2. Sans préjudice des articles XI.III.6, § 5, XI.III.27 et XI.III.28, les allocations visées aux chapitres III à X y compris du présent titre, ne sont cumulables entre elles que dans la mesure où l'annexe 5 au présent arrêté l'autorise.

Art. XI.III.3. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également aux allocations et primes visées par le présent titre, à l'exception de la prime due dans le cadre du régime du départ anticipé à mi-temps. Elles sont rattachées à l'indice-pivot 138,01.

CHAPITRE II. — DES ALLOCATIONS COMMUNES AUX MEMBRES DU PERSONNEL ET AUX FONCTIONNAIRES DES MINISTÈRES FÉDÉRAUX

Art. XI.III.4. Sans préjudice de dispositions particulières déterminées par Nous pour ce qui a trait au 2^o, les membres du personnel bénéficient, aux taux et conditions fixés pour leur octroi aux membres du personnel des ministères fédéraux :

- 1^o de l'allocation de foyer ou de l'allocation de résidence;
- 2^o des allocations familiales;
- 3^o d'un pécule de vacances;
- 4^o de l'allocation de fin d'année;
- 5^o de l'allocation de bilinguisme, s'ils sont membres du cadre administratif et logistique;
- 6^o du complément de traitement et de la prime dus dans le cadre du régime de la semaine volontaire de quatre jours ou du régime du départ anticipé à mi-temps, tels que visés aux articles VIII.XVI.1^{er} et VIII.XVIII.1^{er}.

CHAPITRE III. — DES ALLOCATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS DE SERVICE EFFECTUEES LE SAMEDI, LE DIMANCHE, UN JOUR FERIE OU DURANT LA NUIT AINSI QUE DES ALLOCATIONS POUR PRESTATIONS DE SERVICE SUPPLEMENTAIRES, POUR LE PERSONNEL CONTACTABLE ET RAPPELABLE ET POUR SERVICE ININTERROMPU DE PLUS DE VINGT-QUATRE HEURES

SECTION 1^{re}. — DEFINITIONS

Art.XI.III.5. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

- 1^o « prestations de service » : sans préjudice de l'article XI.III.6, § 1^{er}, alinéa 3, les prestations visées à l'article VI.I.4, § 1^{er}, alinéa 2;
- 2^o « jours fériés » : les jours visés à l'article I.I.1^{er}, 18^o et 19^o;
- 3^o « prestations nocturnes » : les prestations de service effectuées entre 19.00 et 07.00 heures;
- 4^o « traitement » : le traitement annuel brut qui a servi de base au calcul de la rémunération due pour le mois durant lequel les prestations de service ont été effectives, et tel que fixé dans les échelles de traitement visées à l'article II.III.21 ou reprises à l'annexe 1.

SECTION 2. — DE L'ALLOCATION POUR PRESTATIONS DE SERVICE EFFECTUEES LE SAMEDI, LE DIMANCHE, UN JOUR FERIE OU DURANT LA NUIT

Art. XI.III.6. § 1^{er}. Au membre du personnel est accordée une allocation pour les prestations de service effectuées le samedi, le dimanche, un jour férié ou durant la nuit.

L'allocation n'est cependant pas due au membre du personnel, qui perçoit :

- 1^o soit le supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat;
- 2^o soit l'allocation de formateur;

Onverminderd het eerste lid worden, wanneer de maandwedde niet volledig is verschuldigd, de toelagen verminderd overeenkomstig dezelfde regels en in dezelfde mate als de wedde.

Die toelagen worden samen met de wedde uitbetaald, in voorkomend geval, ten belope van één twaalfde van het jaarlijkse bedrag.

Art. XI.III.2. Onverminderd de artikelen XI.III.6, § 5, XI.III.27 en XI.III.28, zijn de in de hoofdstukken III tot en met X, van deze titel bedoelde toelagen, slechts cumuleerbaar voor zover bijlage 5 bij dit besluit dit toelaat.

Art. XI.III.3. Het mobiliteitsstelsel van toepassing op de wedden van het personeel van de ministeries is eveneens van toepassing op de toelagen en premies bedoeld in deze titel, met uitzondering van de premie verschuldigd in het raam van het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding. Ze worden gekoppeld aan de spilindex 138,01.

HOOFDSTUK II. - DE GEMEENSCHAPPELIJKE TOELAGEN VOOR DE PERSONEELSLEDEN EN DE AMBTENAREN VAN DE FEDERALE MINISTERIES

Art. XI.III.4. Onverminderd de bijzondere bepalingen door Ons bepaald voor wat 2^o, betreft, genieten de personeelsleden, volgens de bedragen en voorwaarden vastgesteld voor de toekenning ervan aan de personeelsleden van de federale ministeries :

- 1^o de haard- of standplaatstoelage;
- 2^o de kinderbijslag;
- 3^o het vakantiegeld;
- 4^o de eindejaarspremie;
- 5^o de tweetaligheidstoelage, als ze lid zijn van het administratief en logistiek kader;
- 6^o de weddebijslag en de premie verschuldigd in het raam van het stelsel van de vrijwillige vierdagenweek of van het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding, zoals bedoeld in de artikelen VIII.XVI.1 en VIII.XVIII.1.

HOOFDSTUK III. — DE TOELAGEN VOOR DIENSTPRESTATIES UITGEVOERD OP EEN ZATERDAG, EEN ZONDAG, EEN FEESTDAG OF TIJDENS DE NACHT ALSOOK TOELAGEN VOOR BIJKOMENDE DIENSTPRESTATIES, VOOR HET BEREIKBAAR EN TERUGGROEPBAAR PERSONEEL EN VOOR EEN ONONDERBROKEN DIENST VAN MEER DAN VIERENTWINTIG UUR

AFDELING 1. — DEFINITIES

Art. XI.III.5. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

- 1^o « dienstprestaties » : onverminderd artikel XI.III.6, § 1, derde lid, de prestaties bedoeld in artikel VI.I.4, § 1, tweede lid;
- 2^o « feestdagen » : de dagen bedoeld in artikel I.I.1, 18^o en 19^o;
- 3^o « nachtprestaties » : de dienstprestaties verricht tussen 19.00 en 07.00 uur;
- 4^o « wedde » : de bruto jaarwedde die als basis diende voor de berekening van de bezoldiging verschuldigd voor de maand gedurende dewelke de dienstprestaties verricht werden en zoals vastgelegd in de loonschalen bedoeld in artikel II.III.21 of in bijlage 1.

AFDELING 2. — DE TOELAGE VOOR DIENSTPRESTATIES UITGEVOERD OP EEN ZATERDAG, EEN ZONDAG, EEN FEESTDAG OF TIJDENS DE NACHT

Art. XI.III.6. § 1. Aan het personeelslid wordt een toelage toegekend voor dienstprestaties uitgevoerd op een zaterdag, een zondag, een feestdag of tijdens de nacht.

De toelage is evenwel niet verschuldigd aan het personeelslid dat hetzij :

- 1^o de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat ontvangt;
- 2^o de toelage van onleider ontvangt;

3° soit le supplément de traitement pour l'exercice d'une fonction supérieure, si celui-ci prend en compte un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat.

Sans préjudice de celles déjà imposées par d'autres dispositions légales ou réglementaires, le ministre peut en outre imposer des restrictions ou exclusions à l'octroi de l'allocation pour les prestations qu'il désigne.

§ 2. Par heure complète de prestations de service, les montants dus sont fixés comme suit :

1° pour les prestations de service effectuées le samedi, le dimanche ou un jour férié : 1/1850^e du traitement;

2° pour les prestations de service effectuées durant la nuit : 26 % de la 1/1850^e partie du traitement.

§ 3. Les prestations effectuées entre le premier et le dernier jour d'un mois calendrier et qui ouvrent le droit à l'allocation visée à la présente section, sont comptabilisées pour leur durée réelle.

Lorsqu'une prestation de service, entamée le dernier jour d'un mois calendrier se termine le premier jour du mois suivant, la durée de la prestation exécutée depuis minuit sera comptabilisée le premier jour du mois qui suit.

Lorsque le nombre finalement ainsi obtenu comprend une fraction d'heure, cette fraction est arrondie à l'heure supérieure.

§ 4. Les montants dus sont payés dans le courant du second mois qui suit celui où les prestations ont été effectuées.

§ 5. Les allocations dues pour des prestations de service effectuées le samedi, le dimanche, un jour de congé ou durant la nuit sont cumulables entre elles ainsi qu'avec celles visées à la section 3.

SECTION 3. — DE L'ALLOCATION HORAIRE POUR PRESTATIONS DE SERVICE SUPPLEMENTAIRES

Art. XI.III.7. Sans préjudice de l'article VI.I.3, § 1^{er}, alinéa 3, et à condition qu'ils ne perçoivent ni un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat ou pour l'exercice d'une fonction supérieure, si celui-ci prend en compte un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, ni l'allocation de formateur, aux membres du personnel au moins nommés en qualité de stagiaire, est accordée une allocation pour toute heure de prestations de service supplémentaires non récupérée et excédant la norme de prestation visée à l'article VI.I.1^{er}, 2°.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les membres du personnel ayant la qualité d'aspirant préalable à une nomination dans un cadre, bénéficient de la même allocation, s'il est fait appel à eux pour l'exécution de missions opérationnelles qui ne s'inscrivent pas dans leur programme de formation. Les prestations effectuées pour ces motifs ouvrent alors le droit à l'allocation, le nombre d'heures de prestations étant totalisé par mois. Le total est arrondi à l'heure supérieure, s'il comprend une fraction d'heure.

Le ministre fixe les règles de comptabilisation propres à la situation visée à l'alinéa 2.

Art. XI.III.8. § 1^{er}. Le montant de l'allocation horaire visée à l'article XI.III.7, alinéa 1^{er}, est fixé à 1/1850^e du traitement.

Pour l'application du présent article, par dérogation à l'article XI.III.5, 4°, il y a lieu d'entendre par traitement, le traitement annuel brut qui a servi de base au calcul de la rémunération due au cours du dernier mois de la période de référence - le cas échéant, du mois au cours duquel une affectation par mobilité ou le décès du membre du personnel s'est produit - et tel que fixé dans les échelles de traitement visées à l'article II.III.21 ou reprises à l'annexe 1.

§ 2. Le nombre d'heures de prestations de service supplémentaires à rémunérer, est obtenu en calculant la différence entre, d'une part, le nombre d'heures de prestations de service comptabilisées au cours de la période de référence et, d'autre part, la norme de prestation.

Lorsque la durée des prestations de service supplémentaires ainsi obtenue comprend une fraction d'heure, elle est arrondie à l'heure supérieure.

§ 3. Les allocations dues sont payées dans le courant du second mois qui suit la clôture de la période de référence. Toutefois, en cas de mobilité, de désignation d'office, de réaffectation, ou en cas de décès, elles sont payées dans le courant du second mois qui suit la date de cet événement.

3° de weddebijslag voor de uitoefening van een hoger ambt ontvangt, voor zover deze een weddebijslag dekt voor de uitoefening van een mandaat.

Onverminderd deze reeds opgelegd door andere wettelijke en reglementaire bepalingen, kan de minister bovendien beperkingen of uitsluitingen opleggen voor de toekenning van de toelage voor de prestaties die hij bepaalt.

§ 2. Per volledig uur aan dienstprestaties worden de verschuldigde bedragen als volgt vastgesteld :

1° voor de dienstprestaties uitgevoerd op een zaterdag, een zondag of een feestdag : 1/1850^{ste} van de wedde;

2° voor de dienstprestaties tijdens de nacht uitgevoerd : 26 % van 1/1850^{ste} van de wedde.

§ 3. De prestaties verricht tussen de eerste en de laatste dag van een kalendermaand en die recht geven op de in deze afdeling bedoelde toelage, worden voor hun werkelijke duur aangerekend.

Wanneer een dienstprestatie die de laatste dag van de kalendermaand wordt aangevat, de eerste dag van de volgende maand beëindigd wordt, wordt de duur van de prestatie na middernacht op de eerste dag van die volgende maand aangerekend.

Wanneer het aldus uiteindelijk verkregen aantal een uurgedeelte omvat, wordt dat deel naar het volgend uur afgerond.

§ 4. De verschuldigde bedragen worden betaald in de loop van de tweede maand volgend op de maand waarin de prestaties werden verricht.

§ 5. De toelagen verschuldigd voor dienstprestaties uitgevoerd op zaterdag, zondag, een verlofdag of 's nachts zijn met elkaar cumuleerbaar evenals met deze bedoeld in de afdeling 3.

AFDELING 3. — DE UURTOELAGE VOOR BIJKOMENDE DIENSTPRESTATIES

Art. XI.III.7. Onverminderd artikel VI.I.3, § 1, derde lid, en op voorwaarde dat ze noch een weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat of voor de uitoefening van een hoger ambt, voor zover deze een weddebijslag dekt voor de uitoefening van een mandaat, noch de toelage van opleider ontvangen, wordt aan de personeelsleden die minstens benoemd zijn als stagiair, een toelage toegekend voor elk uur aan bijkomende dienstprestaties dat niet wordt gerecupereerd en de prestatienorm bedoeld in artikel VI.I.1, 2°, overschrijdt.

In afwijking van het eerste lid genieten de personeelsleden met de hoedanigheid van aspirant, voorafgaand aan een benoeming in één kader, dezelfde toelage als op hen een beroep wordt gedaan voor de uitvoering van operationele opdrachten die geen deel uitmaken van hun opleidingsprogramma. De om die redenen verrichte prestaties geven recht op de toelage waarbij het aantal prestatie-uren per maand wordt berekend. Het aantal wordt naar het volgend uur afgerond, indien het een uurgedeelte omvat.

De minister bepaalt de berekeningswijze eigen aan de toestand bedoeld in het tweede lid.

Art. XI.III.8. § 1. Het bedrag van de uurtoelage zoals bedoeld in artikel XI.III.7, eerste lid, wordt vastgesteld op 1/1850^{ste} van de wedde.

Voor de toepassing van dit artikel, in afwijking van het artikel XI.III.5, 4°, wordt verstaan onder wedde, de bruto jaarwedde die als basis diende voor de berekening van de bezoldiging verschuldigd in de loop van de laatste maand van de referentieperiode - in voorkomend geval, van de maand tijdens dewelke het personeelslid bij mobiliteit werd overgeplaatst of overleed - en zoals bepaald in de loonschalen bedoeld in artikel II.III.21 of opgenomen in bijlage 1.

§ 2. Het aantal te bezoldigen uren aan bijkomende dienstprestaties wordt verkregen door het verschil te berekenen tussen enerzijds het aantal uren dienstprestaties die in de loop van de referentieperiode worden aangerekend en, anderzijds, de prestatienorm.

Wanneer de duur van de aldus bekomen bijkomende dienstprestaties een uurgedeelte omvat, wordt dat deel naar het volgend uur afgerond.

§ 3. De verschuldigde toelagen worden uitbetaald in de loop van de tweede maand die volgt op de afsluiting van de referentieperiode. In geval van mobiliteit, ambtshalve aanwijzing, herplaatsing, of in geval van overlijden, worden zij evenwel uitbetaald in de loop van de tweede maand die volgt op de datum van deze gebeurtenis.

Art. XI.III.9. En cas de mobilité, de désignation d'office, de réaffectation, le membre du personnel se voit imputer, à son arrivée dans son nouveau corps, unité ou service, le nombre d'heures qui était déjà censé y être théoriquement accompli à la date de son arrivée dans ce corps, unité ou service.

SECTION 4. — DE L'ALLOCATION POUR PERSONNEL CONTACTABLE ET RAPPELABLE

Art. XI.III.10. § 1^{er}. Sans préjudice de l'alinéa 2, une allocation est allouée aux membres du personnel qui ne sont pas bénéficiaires d'un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat ou, dans la mesure où il se substitue en tout ou partie à un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, d'un supplément de traitement pour une fonction supérieure, par heure où il leur a été imposé d'être contactable ou rappelable, à la condition que les heures où ils étaient contactables et rappelables n'étaient pas comptabilisées comme heures de prestations de service.

Le fait d'être uniquement contactable ne donne droit à l'allocation que pour autant que le membre du personnel appartienne au cadre de base.

Le montant de l'allocation est fixé à :

1° si le membre du personnel était contactable : 1/24 de la 1/1850^{ème} partie du traitement;

2° s'il était contactable et rappelable : 1/15^{ème} de la 1/1850^{ème} partie du traitement.

§ 2. Les prestations effectuées entre le premier et le dernier jour d'un mois calendrier et qui ouvrent le droit à l'allocation visée sous cette section, sont comptabilisées pour leur durée réelle.

Lorsqu'une prestation de service entamée le dernier jour d'un mois calendrier se termine le premier jour du mois suivant, la durée de la prestation exécutée depuis minuit sera comptabilisée le premier jour du mois qui suit.

Lorsque le nombre finalement ainsi obtenu comprend une fraction d'heure, cette fraction est arrondie à l'heure supérieure.

§ 3. Les montants dus sont payés dans le courant du second mois qui suit celui où le membre du personnel s'est vu imposer d'être contactable ou contactable et rappelable.

SECTION 5. — DE L'ALLOCATION POUR SERVICE ININTERROMPU DE PLUS DE VINGT-QUATRE HEURES

Art. XI.III.11. § 1^{er}. Lorsque des prestations de service doivent être effectuées de manière ininterrompue pendant plus de vingt-quatre heures, le membre du personnel qui n'est pas en formation de base, se voit allouer pour toute heure complète effectuée au delà de la vingtième heure de prestations effectuées de manière ininterrompue, une allocation égale à 30 % de la 1/1850^e partie du traitement.

Pour l'application du présent article, par dérogation à l'article XI.III.5, 4°, il y a lieu d'entendre par traitement, le traitement annuel brut qui a servi de base au calcul de la rémunération due pour le mois durant lequel le service ininterrompu s'est achevé, et tel que fixé dans les échelles de traitement visées à l'article II.III.21 ou reprises à l'annexe 1.

§ 2. Pour la détermination du montant des allocations à payer, lorsque la période de temps durant laquelle des prestations de service ont été effectuées de manière ininterrompue, comprend une fraction d'heure, cette fraction est arrondie à l'heure supérieure.

§ 3. Les montants dus sont payés dans le courant du second mois qui suit celui où le service ininterrompu tel que défini au § 1^{er} s'est achevé.

CHAPITRE IV. — DES ALLOCATIONS ET PRIMES A CARACTÈRE FONCTIONNEL

SECTION 1^{re}. — DE L'ALLOCATION DE FONCTION

Art. XI.III.12. Les membres du personnel énumérés ci-après bénéficient d'une allocation de fonction dont le montant est fixé en annexe 6 :

Art. XI.III.9. In geval van mobiliteit, ambtshalve aanwijzing of herplaatsing, wordt aan het personeelslid, bij zijn aankomst in zijn nieuwe corps, eenheid of dienst, het aantal uren toegewezen dat theoretisch reeds gepresteerd moest zijn op de datum van zijn aankomst in dat corps, die eenheid of die dienst.

AFDELING 4. — DE TOELAGE VOOR BEREIKBAAR EN TERUGROEPBAAR PERSONEEL

Art. XI.III.10. § 1. Onverminderd het tweede lid, wordt een toelage toegekend aan de personeelsleden die geen weddebijslag genieten voor de uitoefening van een mandaat, of, in de mate dat deze geheel of gedeeltelijk in de plaats komt van een weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat, van een weddebijslag voor een hoger ambt, per uur waarin zij bereikbaar of terugroepbaar moeten zijn, op voorwaarde dat de uren waarop ze bereikbaar en terugroepbaar waren, niet aangerekend werden als dienstprestatieuren.

Het feit van enkel bereikbaar te zijn geeft slechts recht op de toelage voor zover het personeelslid tot het basiskader behoort.

Het bedrag van de toelage wordt vastgesteld op :

1° indien het personeelslid bereikbaar was : 1/24 van 1/1850 van de wedde;

2° indien het personeelslid bereikbaar en terugroepbaar was : 1/15 van 1/1850 van de wedde.

§ 2. De prestaties verricht tussen de eerste en de laatste dag van een kalendermaand en die recht geven op de in deze afdeling bedoelde toelage, worden voor hun werkelijke duur aangerekend.

Wanneer een dienstprestatie die de laatste dag van de kalendermaand werd aangevat, de eerste dag van de volgende maand beëindigd wordt, wordt de duur van de prestatie na middernacht op de eerste dag van die volgende maand aangerekend.

Wanneer het aldus uiteindelijk verkregen aantal een uurgedeelte omvat, wordt dat deel naar het volgend uur afgerond.

§ 3. De verschuldigde bedragen worden betaald in de loop van de tweede maand die volgt op de maand gedurende dewelke het personeelslid bereikbaar of bereikbaar en terugroepbaar moest zijn.

AFDELING 5. — DE TOELAGE VOOR EEN ONONDERBROKEN DIENST VAN MEER DAN VIERENTWINTIG UUR

Art. XI.III.11. § 1. Wanneer de dienstprestaties moeten worden verricht op een ononderbroken manier gedurende meer dan vierentwintig uur, wordt aan het personeelslid dat niet in basisopleiding is, een toelage toegekend gelijk aan 30 % van het 1/1850^{ste} deel van de wedde, voor elk volledig verricht uur na het twintigste uur van de ononderbroken prestaties.

Voor de toepassing van dit artikel wordt, in afwijking van artikel XI.III.5, 4°, verstaan onder wedde : de bruto jaarwedde die als basis diende voor de berekening van de verschuldigde bezoldiging voor de maand gedurende dewelke de ononderbroken dienst werd beëindigd en zoals bepaald in de loonschalen bepaald in artikel II.III.21 of opgenomen in de bijlage 1.

§ 2. Wanneer de tijdsspanne gedurende dewelke de ononderbroken dienstprestaties werden uitgevoerd, een uurgedeelte omvat, wordt dat deel voor de vaststelling van het bedrag van de te betalen toelagen, naar het volgend uur afgerond.

§ 3. De verschuldigde bedragen worden betaald in de loop van de tweede maand die volgt op de maand waarin de ononderbroken dienst zoals bepaald in § 1 werd beëindigd.

HOOFDSTUK IV. — DE TOELAGEN EN DE PREMIES VAN FUNCTIONELE AARD

AFDELING 1. — DE FUNCTIETOELAGE

Art. XI.III.12. De hierna vermelde personeelsleden, genieten een functietoelage waarvan het bedrag in bijlage 6 is vastgesteld :

1° les membres du personnel appartenant au personnel navigant du détachement d'appui aérien.

Le ministre définit à quelles conditions, notamment de formation, un membre du personnel appartient au personnel navigant du détachement d'appui aérien;

2° les membres du personnel qui, soit appartiennent au personnel roulant de la police des autoroutes et des routes pour automobiles déterminées par le Roi, soit effectuent régulièrement leur service avec une motocyclette de service.

Le ministre définit à quelles conditions, notamment de formation, un membre du personnel, soit appartient au personnel roulant de la police des autoroutes et des routes pour automobiles déterminées par le Roi, soit est considéré comme effectuant régulièrement son service avec une motocyclette de service;

3° les membres du personnel appartenant au détachement de protection immédiate des membres de la famille royale;

4° les membres du personnel appartenant aux détachements chargés de la police des militaires;

5° les membres du personnel appartenant aux unités chargées de la surveillance, la protection ou l'intervention spécialisées, que le ministre désigne;

6° les membres du personnel du cadre de base appartenant aux unités et services appelés à exercer la police de proximité, que le ministre désigne;

7° les membres du personnel exerçant la fonction d'analyste criminel ou stratégique.

L'allocation est également due aux membres du personnel qui sont détachés vers ou mis à la disposition d'un corps, d'une unité ou d'un service visé à l'alinéa 1^{er}, à l'effet d'y exercer la même fonction que les bénéficiaires de l'allocation. Ne sont toutefois pas visés, les membres du personnel détachés ou mis à disposition, dans le cadre d'une formation de base ou du stage qui y est lié.

Art.XI.III.13. Les dispositions de l'article XI.II.17, § 3, sont, mutatis mutandis, applicables à l'allocation de fonction.

Toutefois, si l'absence telle que visée à l'article XI.II.17, § 3, résulte de la participation à une des formations donnant accès à un des cadres visés à l'article 117 de la loi, l'allocation cesse d'être due dès le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la formation débute.

Art. XI.III.14. A la fraction mensuelle de l'allocation visée à l'article XI.III.12, alinéa 1^{er}, 1°, peut s'ajouter un montant de 3 000 francs (74,37 EUR) si le membre du personnel, détenteur d'un brevet de pilote d'essai ou de moniteur et qui remplit une fonction de pilote d'essai ou de moniteur prévue au cadre du personnel du détachement d'appui aérien, a effectivement exercé cette fonction au cours d'un mois calendrier.

Les deux montants sont cumulables si les deux fonctions sont exercées au cours d'un même mois.

Art. XI.III.15. § 1^{er}. Les différents montants de l'allocation visée par la présente section ne sont pas cumulables entre eux, le membre du personnel ne conservant jamais que le droit au montant le plus favorable auquel il peut prétendre. Si le montant le plus favorable n'est pas celui lié à l'emploi où il est affecté, la différence lui est accordée sous la forme d'un complément d'allocation journalier correspondant à la différence entre la valeur d'1/360^{ème} de chacun des montants auxquels il peut prétendre.

Les articles XI.III.1^{er}, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et XI.III.13, sont, mutatis mutandis, applicables à ce complément d'allocation.

§ 2. Sans préjudice des articles XI.III.1^{er}, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et XI.III.13, en cas de détachement vers ou de mise à disposition d'un corps, d'une unité ou d'un service ou on bénéficie de l'allocation, à l'effet d'y exercer la même fonction que les bénéficiaires de l'allocation, le droit à l'allocation est ouvert à raison d'1/360^{ème} par jour de détachement ou de mise à disposition.

§ 3. Si le détachement ou la mise à disposition dure moins d'une journée, 1/360^{ème} du montant annuel de l'allocation ou du montant du complément d'allocation journalière est également dû.

Art. XI.III.16. Par dérogation à l'article XI.III.1^{er}, § 2, alinéa 3, pour ce qui a trait aux dispositions visées aux articles XI.III.14 et XI.III.15, les montants dus sont payés en même temps que le traitement du second

1° de personeelsleden die deel uitmaken van het varend personeel van het luchtsteundetachement.

De minister bepaalt onder welke voorwaarden, inzonderheid wat de opleiding betreft, een personeelslid behoort tot het varend personeel van het luchtsteundetachement;

2° de personeelsleden die, hetzij deel uitmaken van het rijdend personeel van de politie van de autosnelwegen en de autowegen door de Koning bepaald, hetzij regelmatig hun dienst met een dienstmotorfiets verrichten.

De minister bepaalt onder welke voorwaarden, inzonderheid wat de opleiding betreft, een personeelslid, hetzij behoort tot het rijdend personeel van de politie van de autosnelwegen en de autowegen door de Koning bepaald, hetzij wordt beschouwd als personeel dat regelmatig een dienst met een dienstmotorfiets verricht;

3° de personeelsleden die deel uitmaken van het detachement voor de onmiddellijke beveiliging van de leden van de koninklijke familie;

4° de personeelsleden die deel uitmaken van de detachementen belast met de politie van de militairen;

5° de personeelsleden die deel uitmaken van de eenheden belast met de gespecialiseerde bewaking, beveiliging of interventie, die de minister aanwijst;

6° de personeelsleden van het basiskader die behoren tot de eenheden en diensten die de nabijheidspolitie uitvoeren, die de minister aanwijst;

7° de personeelsleden die het ambt van misdrijf- of strategische analist uitoefenen.

De toelage is eveneens verschuldigd aan de personeelsleden die werden gedetacheerd naar of ter beschikking gesteld van een corps, een eenheid of een dienst bedoeld in het eerste lid, teneinde er hetzelfde ambt als de begunstigden van de toelage uit te oefenen. Worden in ieder geval niet bedoeld de personeelsleden die in het raam van een basisopleiding of ermee verbonden stage zijn gedetacheerd of ter beschikking gesteld.

Art. XI.III.13. De bepalingen van artikel XI.II.17, § 3, zijn mutatis mutandis van toepassing op de functietoelage.

Indien de afwezigheid zoals bedoeld in artikel XI.II.17, § 3, voortvloeit uit de deelname aan één van de opleidingen die toegang geven tot één van de kaders bedoeld in artikel 117 van de wet, is de toelage evenwel niet meer verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de maand gedurende dewelke de opleiding aanvangt.

Art. XI.III.14. Aan de maandelijkse breuk van de toelage bedoeld in artikel XI.III.12, eerste lid, 1°, kan een bedrag van 3 000 frank (74,37 EUR) worden toegevoegd indien het personeelslid, houder van een brevet van testpiloot of monitor en die een ambt uitoefent van testpiloot of monitor voorzien in de personeelsformatie van het luchtsteundetachement, dit ambt daadwerkelijk in de loop van een kalendermaand heeft uitgeoefend.

De twee bedragen zijn cumuleerbaar indien de twee ambten worden uitgeoefend in de loop van dezelfde maand.

Art. XI.III.15. § 1. De verschillende bedragen van de toelage bedoeld in deze afdeling, zijn niet met elkaar cumuleerbaar. Het personeelslid behoudt slechts het recht op het meest gunstige bedrag waarop het aanspraak kan maken. Indien het meest gunstige bedrag niet dit is, dat gekoppeld is aan de betrekking waarvoor hij is aangewezen, wordt hem het verschil toegekend in de vorm van een dagelijkse toelagetoelag die overeenkomt met het verschil tussen de waarde van 1/360^{ste} van ieder van de bedragen waarop het aanspraak kan maken.

De artikelen XI.III.1, § 2, eerste en tweede lid en XI.III.13, zijn van overeenkomstige toepassing op deze toelagetoelag.

§ 2. Onverminderd de artikelen XI.III.1, § 2, eerste en tweede lid, en XI.III.13, heeft men in geval van detachering naar of terbeschikkingstelling van een corps, een eenheid of een dienst waar men de toelage geniet, om er hetzelfde ambt als de begunstigden van de toelagen uit te oefenen, per dag van detachering of terbeschikkingstelling, recht op de toelage ten belope van 1/360^{ste}.

§ 3. Als de detachering of de terbeschikkingstelling minder dan één dag in beslag neemt, is eveneens 1/360^{ste} van het jaarlijks bedrag van de toelage of van het bedrag van de dagelijkse toelagetoelag verschuldigd.

Art. XI.III.16. In afwijking van artikel XI.III.1, § 2, derde lid, wat de bepalingen bedoeld in de artikelen XI.III.14 en XI.III.15 betreft, worden de verschuldigde bedragen op hetzelfde tijdstip betaald als de wedde

mois qui suit celui au cours duquel les conditions d'octroi sont remplies.

SECTION 2. — DE L'ALLOCATION DE FORMATEUR

Art. XI.III.17. Une allocation de formateur est allouée aux membres du personnel qui occupent un emploi dans une école de police ou un centre de formation de police, à l'effet d'y exercer une charge à temps plein de chargé de cours, de moniteur de pratique ou de formateur.

Le ministre peut assimiler d'autres emplois ou fonctions à ces charges.

Le montant annuel de l'allocation est fixé à 162 000 francs (4.015,88 EUR).

Art. XI.III.18. Les articles XI.III.12, alinéa 2, XI.III.13, XI.III.15 et XI.III.16 sont, mutatis mutandis, applicables à l'allocation visée à l'article XI.III.17.

SECTION 3. — DE L'ALLOCATION FORFAITAIRE POUR CERTAINS MEMBRES DU PERSONNEL CHARGES DE L'EXECUTION DE CERTAINES MISSIONS S'INSCRIVANT DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE FEDERALE EN MATIERE D'IMMIGRATION

Art. XI.III.19. Pour l'application de la présente section :

1° les termes « en dehors du territoire du Royaume » visent également les aéronefs, même belges, posés en territoire étranger;

2° les termes « inspection de pré-embarquement » visent le contrôle des documents qui sont indispensables pour accéder et séjourner sur le territoire belge, exécuté lors de l'embarquement, en dehors du territoire du Royaume, d'un étranger à bord d'un aéronef ou d'un autre moyen de transport ayant la Belgique pour destination;

3° les termes « mission d'escorte » visent la conduite d'un étranger à éloigner, à bord d'un aéronef ou d'un autre moyen de transport à destination d'un Etat étranger. La mission débute au moment où les portes de l'aéronef ou l'accès à un autre moyen de transport sont fermés et s'achève au moment où l'étranger, soit quitte l'aéronef ou le moyen de transport, soit est remis au service d'immigration local de l'Etat étranger ou de l'Etat belge, si la mission vient à avorter après la fermeture des portes ou accès;

4° les termes "mission de transfert" visent la conduite sur le territoire belge, d'un étranger à éloigner pour qu'il prenne place à bord d'un aéronef ou d'un autre moyen de transport avec lequel il sera véhiculé vers un Etat étranger.

Art. XI.III.20. La présente section est applicable aux membres du personnel qui :

1° soit accomplissent des inspections de pré-embarquement en dehors du territoire du Royaume;

2° soit procèdent à des missions de transfert ou d'escorte.

Art. XI.III.21. Aux membres du personnel visés à l'article XI.III.20, il peut être alloué par jour une allocation ou une fraction d'allocation dont le montant unitaire est fixé à :

1° 720 francs (17,85 EUR) pour le membre du personnel appartenant au cadre d'officiers;

2° 650 francs (16,12 EUR) pour le membre du personnel appartenant au cadre moyen;

3° 600 francs (14,88 EUR) pour le membre du personnel appartenant au cadre de base.

Art. XI.III.22. § 1^{er}. Aux membres du personnel accomplissant des inspections de pré-embarquement, l'allocation visée à l'article XI.III.21 est allouée par jour où ils exécutent pareilles inspections, indépendamment du nombre d'inspections effectuées.

Pour certaines destinations qu'il détermine, le ministre peut étendre, en tout ou partie, le bénéfice de l'allocation aux jours où ils séjournent sur le territoire étranger.

van de tweede maand die volgt op de maand gedurende dewelke de toekenningsvoorwaarden worden vervuld.

AFDELING 2. — DE TOELAGE VOOR DE OPLEIDER

Art. XI.III.17. Een toelage voor opleider wordt toegekend aan de personeelsleden die een ambt bekleden in een politieschool of een opleidingscentrum van politie, met het oogmerk om er een voltijdse taak van docent, praktijkmonitor of opleider uit te oefenen.

De minister kan andere betrekkingen of ambten met die taken gelijkstellen.

Het jaarlijks bedrag van de toelage wordt vastgesteld op 162 000 frank (4.015,88 EUR).

Art. XI.III.18. De artikelen XI.III.12, tweede lid, XI.III.13, XI.III.15 en XI.III.16 zijn, mutatis mutandis, van toepassing op de toelage bedoeld in artikel XI.III.17.

AFDELING 3. — DE FORFAITAIRE TOELAGE VOOR BEPAALDE PERSONEELSLEDEN DIE BELAST ZIJN MET DE UITVOERING VAN BEPAALDE OPDRACHTEN IN HET RAAM VAN DE UITVOERING VAN HET FEDERALE IMMIGRATIEBELEID

Art. XI.III.19. Voor de toepassing van deze afdeling :

1° moet onder de woorden « buiten het grondgebied van het Rijk » eveneens worden verstaan, de luchtvaartuigen, zelfs Belgische, die aan de grond gezet zijn op buitenlands grondgebied;

2° moet onder het woord « pre-inschepingsinspectie » worden verstaan, de controle van de documenten die noodzakelijk zijn voor de toegang tot en het verblijf op het Belgische grondgebied en die wordt uitgevoerd bij de inscheping, buiten het grondgebied van het Rijk, van een vreemdeling aan boord van een luchtvaartuig of van een ander transportmiddel met bestemming België;

3° moet onder het woord « escorteringsopdracht » worden verstaan, de begeleiding van een te verwijderen vreemdeling aan boord van een vliegtuig of van een ander transportmiddel met als bestemming een vreemde Staat. De opdracht vangt aan op het ogenblik dat de deuren van het vliegtuig of de toegang tot een ander vervoermiddel gesloten zijn en eindigt op het ogenblik dat de vreemdeling hetzij het vliegtuig of het transportmiddel verlaat, hetzij aan de lokale immigratiedienst van de vreemde Staat of van de Belgische Staat wordt overgedragen, als de opdracht na het sluiten van de deuren of de toegang, mislukt;

4° moet onder het woord "overbrengingsopdracht" worden verstaan, de begeleiding op Belgisch grondgebied van een te verwijderen vreemdeling opdat hij zou plaatsnemen aan boord van een luchtvaartuig of van een ander transportmiddel waarmee hij naar een vreemde Staat zal worden overgebracht.

Art. XI.III.20. Deze afdeling is van toepassing op de personeelsleden die :

1° ofwel pre-inschepingsinspecties uitvoeren buiten het grondgebied van het Rijk;

2° ofwel overgaan tot overbrengings- of escorteringsopdrachten.

Art. XI.III.21. Aan de personeelsleden bedoeld in artikel XI.III.20, kan per dag een toelage of een deel van een toelage worden toegekend waarvan het eenheidsbedrag wordt vastgesteld op :

1° 720 frank (17,85 EUR) voor het personeelslid dat deel uitmaakt van het officierskader;

2° 650 frank (16,12 EUR) voor het personeelslid dat deel uitmaakt van het middenkader;

3° 600 frank (14,88 EUR) voor het personeelslid dat deel uitmaakt van het basiskader.

Art. XI.III.22. § 1. Aan de personeelsleden die pre-inschepingsinspecties uitvoeren, wordt de toelage bedoeld in artikel XI.III.21 toegekend per dag waarop zij dergelijke inspecties uitvoeren, onafhankelijk van het aantal verrichte inspecties.

Voor sommige bestemmingen die hij bepaalt, kan de minister het recht op de toelage geheel of gedeeltelijk uitbreiden tot de dagen gedurende dewelke zij op buitenlands grondgebied verblijven.

§ 2. Aux membres du personnel qui exécutent des missions d'escortes, l'allocation visée à l'article XI.III.21 est allouée par jour durant lequel ils exécutent une ou plusieurs de ces missions.

Pour certaines destinations qu'il détermine, le ministre peut étendre, en tout ou partie, le bénéfice de l'allocation aux jours où les membres du personnel concernés séjournent sur le territoire du pays de destination de l'étranger.

Si la/les missions(s) d'escorte vient(viennent) à avorter et s'achève(nt) sur le territoire sans que ce dernier ait été quitté, il n'est alloué qu'une demi-allocation par jour.

§ 3. Aux membres du personnel qui exécutent des missions de transfert, l'allocation visée à l'article XI.III.21 est allouée pour chaque jour durant lequel ils ont exécuté une ou plusieurs de ces mission(s).

§ 4. Les allocations accordées pour l'exécution de missions d'inspection de pré-embarquement, de transfert ou d'escorte ne peuvent être cumulées pour une même journée. Le cas échéant, seule une des allocations est accordée.

Art. XI.III.23. Les montants dus sont payés dans le courant du second mois qui suit celui où les prestations de service ont été effectuées.

SECTION 4. — DE L'ALLOCATION DE MENTOR

Art. XI.III.24. Une allocation est allouée aux membres du personnel ayant la qualité de mentor, lorsqu'ils sont chargés du suivi d'un ou de plusieurs stagiaires dans un des cadres visé à l'article 117 et 118 de la loi, ou d'un ou de plusieurs candidats à un emploi spécialisé.

Le ministre détermine qui a la qualité de mentor au sens du présent article.

Art. XI.III.25. Le montant de l'allocation est fixé à 113 francs (2,81 EUR) pour les journées au cours desquelles le mentor aura fonctionné effectivement en temps que tel.

Art. XI.III.26. Les montants dus sont payés dans le courant du second mois qui suit celui au cours duquel le cycle de mentorship s'achève.

SECTION 5. — DISPOSITION COMMUNE

Art. XI.III.27. Sauf s'il est disposé autrement, les allocations et primes visées par le présent chapitre ne peuvent être cumulées avec le supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat ou, dans la mesure où il se substitue en tout ou partie à un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, avec le supplément de traitement pour l'exercice d'une fonction supérieure.

CHAPITRE V. — DE L'ALLOCATION « RÉGION BRUXELLES CAPITALE »

Art. XI.III.28. Aux membres du personnel affectés à un emploi sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale est allouée une allocation dont le taux annuel est fixé à l'annexe 7, en fonction du temps de présence. Cette allocation n'est toutefois pas allouée aux membres du personnel visés à l'article XI.III.12, alinéa 1^{er}, 5°.

Cette allocation est due pour la première fois lorsque le membre du personnel compte une année de présence en activité de service dans un emploi situé sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale. Son montant est ensuite annuellement revu pour autant que le membre du personnel ait conservé de manière ininterrompue un emploi situé sur ledit territoire.

Une année de présence est révolue à la date anniversaire de celle du jour où la première affectation a eu lieu. Une année de présence ne peut toutefois pas débiter avant la date de mise en application du présent article.

§ 2. Aan de personeelsleden die escorteringsopdrachten uitvoeren, wordt de toelage bedoeld in artikel XI.III.21 toegekend per dag gedurende dewelke zij één of meerdere van die opdrachten uitvoeren.

Voor sommige bestemmingen die hij bepaalt, kan de minister het recht op de toelage, geheel of gedeeltelijk, uitbreiden tot de dagen waarop de betrokken personeelsleden op het grondgebied van het land van bestemming van de vreemdeling verblijven.

Als de escorteringsopdracht(en) mislukt/mislukken en eindigt/eindigen op het grondgebied zonder dat dit laatste werd verlaten, wordt slechts een halve toelage per dag toegekend.

§ 3. Aan de personeelsleden die overbrengingsopdrachten uitvoeren, wordt de toelage bedoeld in artikel XI.III.21 toegekend voor elke dag gedurende dewelke zij één of meerdere van die opdrachten hebben uitgevoerd.

§ 4. De toelagen die worden toegekend voor de uitvoering van pre-inschepingsinspectie-, overbrengings- of escorteringsopdrachten zijn niet cumuleerbaar voor éénzelfde dag. In voorkomend geval wordt slechts één van de toelagen toegekend.

Art. XI.III.23. De verschuldigde bedragen worden betaald in de loop van de tweede maand die volgt op de maand waarin de prestaties werden verricht.

AFDELING 4. — DE TOELAGE VOOR DE MENTOR

Art. XI.III.24. Een toelage wordt toegekend aan de personeelsleden die de hoedanigheid van mentor hebben, wanneer zij belast zijn met de begeleiding van één of meerdere stagiairs in één van de kaders bedoeld in artikel 117 en 118 van de wet of van één of meerdere kandidaten in een gespecialiseerde betrekking.

De minister bepaalt wie de hoedanigheid van mentor heeft in de zin van dit artikel.

Art. XI.III.25. Het bedrag van de toelage wordt vastgesteld op 113 frank (2,81 EUR) voor de dagen gedurende dewelke de mentor daadwerkelijk als mentor is opgetreden.

Art. XI.III.26. De verschuldigde bedragen worden betaald in de loop van de tweede maand die volgt op de maand gedurende dewelke de cyclus van mentorship eindigt.

AFDELING 5. — GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALING

Art. XI.III.27. Behoudens andersluidende bepaling, mogen de toelagen en premies bedoeld in dit hoofdstuk niet gecumuleerd worden met de weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat of, in de mate dat deze geheel of gedeeltelijk in de plaats komt van een weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat, met de weddebijslag voor de uitoefening van een hoger ambt.

HOOFDSTUK V. — DE TOELAGE « BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST »

Art. XI.III.28. Aan de personeelsleden die aangewezen zijn voor een betrekking op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt een toelage toegekend waarvan het jaarlijkse bedrag wordt vastgesteld, in functie van de aanwezigheidsperiode, in bijlage 7. Deze toelage wordt evenwel niet toegekend aan de personeelsleden bedoeld in artikel XI.III.12, eerste lid, 5°.

Deze toelage is voor de eerste keer verschuldigd wanneer het personeelslid één jaar aanwezige dienstactiviteit heeft in een betrekking die zich op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevindt. Het bedrag wordt nadien jaarlijks aangepast voor zover het personeelslid een ononderbroken betrekking op het bedoelde grondgebied heeft behouden.

Een aanwezigheidsjaar is verstreken op de verjaardatum van de dag waarop de eerste aanwijzing heeft plaatsgevonden. Een aanwezigheidsjaar kan echter niet aanvangen vóór de datum van inwerkingtreding van dit artikel.

Au cas où une non-activité ou une disponibilité survient en cours d'année, la date anniversaire est reculée d'autant de jours que compte la non-activité ou la disponibilité.

Art. XI.III.29. § 1^{er}. L'allocation est payée à terme échu en même temps que le traitement à raison d'un douzième du montant annuel, le premier paiement ainsi que les majorations de montant intervenant avec le traitement du mois qui suit la date anniversaire visée à l'article XI.III.28, alinéa 3 ou 4.

§ 2. En cas de départ définitif de l'emploi situé sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale, l'allocation cesse d'être payée à partir du premier jour du mois qui suit la date de départ.

Art. XI.III.30. En cas de retour ultérieur dans un emploi ouvrant le droit à l'allocation, les temps de présence antérieurs sont censés n'avoir jamais existé.

CHAPITRE VI. — DE L'ALLOCATION DE BILINGUISME

Art. XI.III.31. § 1^{er}. Selon qu'il possède les connaissances linguistiques visées dans l'arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative et figurant à l'annexe 8 du présent arrêté, en regard du cadre auquel il appartient, le membre du personnel qui est affecté à un corps, une unité, un service ou un emploi, où l'usage d'une autre langue nationale que la sienne est requis ou souhaité, bénéficie de l'allocation mensuelle correspondante, reprise à la même annexe.

§ 2. Le ministre désigne les corps, unités, services ou emplois où la connaissance et l'usage de plus d'une langue nationale est requis ou souhaité en précisant quelles langues sont visées.

Art. XI.III.32. § 1^{er}. Sans préjudice de l'alinéa 2, s'il est reconnu par le SELOR ou par le directeur du service que le ministre désigne comme possédant la connaissance d'une autre langue que celles visées à l'article XI.III.31 et reconnue par l'autorité que désigne le ministre, pour la police fédérale; le bourgmestre ou le collègue de police, pour les corps de police, comme présentant une réelle utilité pour le service ou le corps auquel il appartient, le membre du personnel reçoit une allocation dont le montant est fixé à 25 % du plus petit des taux prévus pour le cadre auquel il appartient, pour un niveau de connaissance d'une autre langue nationale, telle que visée à l'article XI.III.31.

Le ministre établit une liste des langues pouvant être prises en considération pour l'application de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. La connaissance d'une autre langue nationale que la sienne, alors qu'on est affecté à un corps, une unité, un service ou un emploi où son usage n'est pas requis ou souhaité, est valorisé de la même façon et aux mêmes conditions que celles définies au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Art. XI.III.33. Le montant total des allocations de bilinguisme perçu en application des articles XI.III.31 et XI.III.32, ne peut être supérieur à une fois et demi le montant du taux le plus élevé auquel un membre du personnel puisse prétendre pour la connaissance d'une autre langue nationale telle que visée à l'article XI.III.31.

CHAPITRE VII. — DE L'ALLOCATION POUR PRESTATIONS AÉRIENNES OCCASIONNELLES

Art. XI.III.34. § 1^{er}. Une allocation journalière de 743 francs (18,42 EUR) est allouée aux membres du personnel autorisés à accomplir des prestations aériennes occasionnelles pour chaque journée au cours de laquelle ils effectuent au moins une prestation aérienne commandée.

Le ministre définit les fonctions auxquelles est lié l'accomplissement de prestations aériennes occasionnelles, le simple fait d'être passager d'un aéronef ne pouvant cependant ouvrir le droit à l'allocation.

§ 2. L'allocation pour prestations aériennes occasionnelles ne peut être cumulée avec l'allocation visée aux articles XI.III.12, alinéa 1^{er}, 1°, XI.III.14 et XI.III.21.

In geval van non-activiteit of van beschikbaarheid gedurende het jaar, wordt de verjaardatum uitgesteld met het aantal dagen van non-activiteit of van beschikbaarheid.

Art. XI.III.29. § 1. De toelage wordt betaald na vervallen termijn samen met de wedde ten belope van één twaalfde van het jaarlijkse bedrag; de eerste betaling alsmede de bedragsverhogingen worden uitgevoerd samen met de wedde van de maand die de verjaardatum zoals bedoeld in artikel XI.III.28, derde of vierde lid, volgt.

§ 2. In geval van definitief vertrek uit de betrekking die zich op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevindt, wordt de toelage niet meer betaald vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van het vertrek.

Art. XI.III.30. In geval van latere terugkeer in een betrekking die recht geeft op de toelage, worden de vroegere aanwezigheidsperiodes geacht nooit bestaan te hebben.

HOOFDSTUK VI. — DE TWEETALIGHEIDSTOELAGE

Art. XI.III.31 § 1. Naargelang het de taalkennis bezit, bedoeld in het koninklijk besluit van 18 juli 1966 houdende de coördinatie van de wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken en vermeld in bijlage 8 van dit besluit, afgestemd op het kader waarvan het deel uitmaakt, geniet het personeelslid dat in een korps, een eenheid, een dienst of een betrekking werd aangewezen waar het gebruik van een andere landstaal dan zijn taal vereist of gewenst is, de overeenkomstige maandtoelage, bedoeld in dezelfde bijlage.

§ 2. De minister wijst de korpsen, eenheden, diensten of betrekkingen aan waar de kennis en het gebruik van meer dan één landstaal vereist of gewenst is en bepaalt welke talen worden bedoeld.

Art. XI.III.32. § 1. Onverminderd het tweede lid, ontvangt het personeelslid, wanneer het door SELOR of door de directeur van de dienst die de minister aanwijst is erkend als hebbende de kennis van een andere taal dan deze bedoeld in artikel XI.III.31 en die, door de overheid die, voor de federale politie, door de minister, en voor de lokale politie, door de burgemeester of het politiecollege is aangewezen, is erkend als hebbende een werkelijke waarde voor de politiedienst of het korps waartoe het behoort, een toelage waarvan het bedrag is vastgesteld op 25 % van het laagste bedrag bepaald voor het kader waartoe het behoort, voor een niveau van kennis van een andere landstaal, zoals bedoeld in artikel XI.III.31.

De minister stelt een lijst op van de talen die in aanmerking komen voor de toepassing van het eerste lid.

§ 2. De kennis van een andere dan zijn eigen landstaal, wordt op dezelfde wijze en onder dezelfde voorwaarden gevaloriseerd als bedoeld in § 1, eerste lid, wanneer men is aangewezen bij een korps, een eenheid, een dienst of een betrekking waar het gebruik ervan niet is vereist of gewenst.

Art. XI.III.33. Het totale bedrag van de tweetaligheidstoelagen die worden verkregen met toepassing van de artikelen XI.III.31 en XI.III.32, kan niet hoger zijn dan anderhalve keer het hoogste bedrag waarop het personeelslid kan aanspraak maken voor de kennis van een andere landstaal bedoeld in artikel XI.III.31.

HOOFDSTUK VII. — DE TOELAGE VOOR GELEGENHEIDSLUCHTVAARTPRESTATIES

Art. XI.III.34. § 1. Aan de personeelsleden die bevoegd zijn om gelegenheidsluchtvaartprestaties te vervullen, wordt een dagtoelage van 743 frank (18,42 EUR) toegekend voor elke dag gedurende dewelke zij ten minste één bevolen luchtvaartprestatie uitvoeren.

De minister bepaalt de ambten waaraan het vervullen van gelegenheidsluchtvaartprestaties verbonden is, waarbij het enkele feit passagier te zijn van een luchtvaartuig evenwel geen recht geeft op een toelage.

§ 2. De toelage voor gelegenheidsluchtvaartprestaties mag niet gecumuleerd worden met de toelage bedoeld in de artikelen XI.III.12, eerste lid, 1°. XI.III.14 en XI.III.21.

Art. XI.III.35. L'allocation pour prestations aériennes occasionnelles est payée dans le courant du second mois qui suit celui où les prestations ont été effectuées.

CHAPITRE VIII. — DE L'ALLOCATION POUR MISSIONS D'ENSEIGNEMENT

Art. XI.III.36. Aux membres du personnel qui sont chargés d'une tâche de chargé de cours ou de moniteur de pratique dans une école ou un centre de formation de police, sans pour cela y être affectés, détachés ou mis à la disposition, à l'effet d'exercer cette charge à temps plein, est allouée une allocation horaire.

Le ministre peut, si besoin est, étendre le bénéfice de l'allocation à d'autres membres du personnel que ceux visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. XI.III.37. § 1^{er}. La liste des bénéficiaires de l'allocation ainsi que le nombre d'heures de cours rémunérées par application de l'article XI.III.36 sont arrêtés par année académique par le ministre.

Le temps prévu pour les interrogations et examens n'est pas pris en considération pour le calcul du nombre d'heures de cours.

§ 2. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par heure de cours une période de 50 minutes.

Art. XI.III.38. Le montant de l'allocation horaire est fixé à :

1° 1 800 francs (44,63 EUR), pour les cours de niveau universitaire ou post-universitaire;

2° 1 080 francs (26,78 EUR), pour les cours de niveau supérieur, non universitaire;

3° 540 francs (13,39 EUR), pour les cours qui ne sont pas considérés, en vertu de l'alinéa 2, comme de niveau universitaire ou post-universitaire ou de niveau supérieur, non universitaire.

Pour l'application du présent article, le ministre détermine les cours qui sont à considérer de niveau universitaire ou post-universitaire ou de niveau supérieur, non universitaire.

Art. XI.III.39. Les montants dus sont payés dans le courant du second mois qui suit celui où les prestations de service ont été effectuées.

Art. XI.III.40. Le ministre peut étendre le bénéfice de l'allocation à d'autres personnes que des membres du personnel.

Il peut, dans ce cas, appliquer à l'allocation un coefficient d'augmentation qui ne peut toutefois être supérieur à deux.

CHAPITRE IX. — DE L'ALLOCATION DE SELECTION

Art. XI.III.41. Le membre du personnel du cadre opérationnel qui devient titulaire du brevet de direction de police et qui répond à toutes les autres conditions de nomination au grade de commissaire divisionnaire de police, bénéficie d'une allocation de sélection dont le montant annuel est fixé à la différence entre le montant de son traitement annuel brut et le montant du traitement annuel brut qu'il obtiendrait s'il bénéficiait de l'échelle de traitement O5, sans toutefois que cette différence puisse être supérieure à 135 000 francs (3 346,57 EUR).

Art. XI.III.42. L'allocation est allouée pendant maximum deux ans à dater du premier jour du mois qui suit la date à laquelle le membre du personnel répond aux conditions d'octroi visées à l'article XI.III.41.

Si cette date coïncide avec le premier d'un mois, le délai visé à l'alinéa 1^{er} court immédiatement.

Art. XI.III.43. L'allocation est due dans toutes les situations administratives qui ouvrent le droit à un traitement entier ou à un traitement tel que dû dans le cadre du régime de la semaine volontaire des quatre jours visé à l'article VIII.XVI.1^{er} ainsi que dans le cadre du régime du départ anticipé à mi-temps visé à l'article VIII.XVIII.1^{er}.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, elle est réduite suivant les mêmes règles et dans la même mesure que le traitement.

Art. XI.III.35. De toelage voor gelegenheidsluchtvaartprestaties wordt betaald in de loop van de tweede maand die volgt op de maand waarin de prestaties werden verricht.

HOOFDSTUK VIII. — DE TOELAGE VOOR ONDERWIJSOPDRACHTEN

Art. XI.III.36. Aan de personeelsleden die belast zijn met een taak van docent of praktijkmonitor in een school of een opleidingscentrum van de politie, zonder daarvoor aangewezen, gedetacheerd of ter beschikking gesteld te zijn, met het oog op het voltijds uitoefenen van dat ambt, wordt een uurtoelage toegekend.

De minister kan, indien nodig, het genot van de toelage uitbreiden naar andere personeelsleden dan die bedoeld in het eerste lid.

Art. XI.III.37. § 1. De lijst van de toelagerechtigden alsook het aantal bezoldigde cursussen, worden, in uitvoering van artikel XI.III.36, per academiejaar door de minister vastgelegd.

De tijd die voorzien is voor de ondervragingen en examens wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van het aantal cursussen.

§ 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk moet verstaan worden onder cursusuur : een periode van 50 minuten.

Art. XI.III.38. Het bedrag van de uurtoelage wordt vastgesteld op :

1° 1 800 frank (44,63 EUR) voor cursussen van universitair of post-universitair niveau;

2° 1 080 frank (26,78 EUR) voor cursussen van hoger, niet-universitair niveau;

3° 540 frank (13,39 EUR) voor cursussen die, in uitvoering van het tweede lid, niet beschouwd worden als van universitair, post-universitair of hoger niet-universitair niveau.

Voor de toepassing van dit artikel bepaalt de minister de cursussen die worden beschouwd als van universitair of post-universitair niveau of van hoger niet-universitair niveau.

Art. XI.III.39. De verschuldigde bedragen worden betaald in de loop van de tweede maand die volgt op de maand waarin de prestaties werden verricht.

Art. XI.III.40. De minister kan het recht op de toelage uitbreiden naar andere personen dan de personeelsleden.

Hij kan, in dat geval, op de toelage een verhogingscoëfficiënt toepassen die in geen geval hoger mag zijn dan twee.

HOOFDSTUK IX. — DE SELECTIETOELAGE

Art. XI.III.41. Het personeelslid van het operationeel kader dat titularis wordt van het directiebrevet van politie en beantwoordt aan alle andere benoemingsvoorwaarden tot de graad van hoofdcommissaris van politie, geniet een selectietoelage waarvan het jaarlijkse bedrag is vastgesteld op het verschil tussen het bedrag van zijn bruto jaarwedde en het bedrag van de bruto jaarwedde die hij zou bekomen wanneer hij de loonschaal O5 genoot, zonder dat dit verschil evenwel 135 000 frank (3 346,57 EUR) mag overschrijden.

Art. XI.III.42. De toelage wordt toegekend gedurende maximum twee jaar vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop het personeelslid aan de in artikel XI.III.41. bedoelde toekeningsvoorwaarden beantwoordt.

Als die datum samenvalt met de eerste dag van een maand, gaat de in het eerste lid bedoelde termijn onmiddellijk in.

Art. XI.III.43. De toelage is verschuldigd in alle administratieve standen die recht geven op een volledige wedde of op een wedde zoals verschuldigd in het raam van het stelsel van de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in artikel VIII.XVI.1 evenals in het raam van het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding bedoeld in artikel VIII.XVIII.1.

Onverminderd het eerste lid wordt ze, wanneer de maandwedde niet volledig is verschuldigd, verminderd overeenkomstig dezelfde regels en in dezelfde mate als de wedde.

L'allocation est payée en même temps que le traitement, à raison d'un douzième du montant annuel.

CHAPITRE X. — DE LA PRIME DE MER

Art. XI.III.44. § 1^{er}. Les articles 1^{er}, 2 et 4 de l'arrêté royal du 12 janvier 2000 réglant la prime de mer du personnel navigant de l'Administration des Affaires maritimes et de la navigation, sont applicables aux membres du personnel appartenant à, détachés auprès de ou mis à disposition du service de la police maritime de la police fédérale.

Les articles 5 et 6 du même arrêté sont en outre applicables aux membres du personnel qui appartiennent effectivement à ce service.

§ 2. Pour l'application de l'article 4 du même arrêté, le ministre désigne l'autorité qui fixe le montant de la valeur de la nourriture, tel que visé à l'alinéa 1^{er} de ce même article.

§ 3. Les montants dus sont payés dans le courant du second mois qui suit celui où des prestations de service ont été effectuées.

Art. XI.III.45. Les membres du personnel qui reçoivent une prime de mer ne bénéficient pas des indemnités pour frais de logement et/ou de repas visées au titre IV, chapitre VII de la présente partie.

TITRE IV. — DES INDEMNITES

CHAPITRE Ier. — DES INDEMNITÉS COMMUNES AUX MEMBRES DU PERSONNEL ET AUX FONCTIONNAIRES DES MINISTÈRES FÉDÉRAUX

Art. XI.IV.1^{er}. Sans préjudice de dispositions particulières déterminées par Nous pour ce qui a trait au 2^o, les membres du personnel bénéficient, aux taux et conditions fixés pour leur octroi aux membres du personnel des ministères fédéraux :

- 1^o d'une indemnité pour frais funéraires;
- 2^o d'une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail.

Art. XI.IV.2. Pour l'application aux membres du personnel de la police fédérale de l'arrêté royal du 20 avril 1999 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel de certains services publics fédéraux, le ministre fixe ce qu'il y a lieu d'entendre par :

- 1^o « service du personnel ou agent désigné à cet effet »;
- 2^o « autorité chargée de l'administration ou agent mandaté à cet effet »;
- 3^o « agent habilité par le ministre pour le traitement des objections ».

Les collègues de police ou les bourgmestres, selon le cas, font de même pour les membres du personnel des corps de la police locale.

CHAPITRE II. — DE L'INDEMNITÉ POUR FRAIS RÉELS D'ENQUÊTE

Art. XI.IV.3. A l'exclusion de ceux visés à l'article 29 de la loi du 27 décembre 2000, portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, aux membres du personnel du cadre opérationnel qui, soit appartiennent à une unité ou un service, soit exercent une fonction, que le ministre détermine, est allouée une indemnité mensuelle forfaitaire de 4 950 francs (122,71 EUR) pour les défrayer des menues dépenses qu'ils sont amenés à exposer dans l'exercice de leur fonction.

Art. XI.IV.4. § 1^{er}. L'indemnité est censée couvrir des menues dépenses d'une autre nature que celles qui font l'objet d'un remboursement visé au chapitre VII du présent titre, ou celles dont le remboursement ne peut pas être obtenu à titre de frais de justice.

De toelage wordt samen met de wedde betaald, ten belope van één twaalfde van het jaarlijkse bedrag.

HOOFDSTUK X. — HET ZEEGELD

Art. XI.III.44. § 1. De artikelen 1, 2 en 4 van het koninklijk besluit van 12 januari 2000 houdende regeling van het zeegeld van het Bestuur van de Maritieme Zaken en van de Scheepvaart, zijn toepasselijk op de personeelsleden die deel uitmaken van, gedetacheerd worden naar of ter beschikking gesteld zijn van de dienst van de zeevaartpolitie bij de federale politie.

De artikelen 5 en 6 van hetzelfde besluit zijn bovendien toepasselijk op de personeelsleden die van deze dienst werkelijk deel uitmaken.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 4 van hetzelfde besluit, wijst de minister de overheid aan die het bedrag bepaalt van de waarde van het voedsel zoals bedoeld in het eerste lid van ditzelfde artikel.

§ 3. De verschuldigde bedragen worden betaald in de loop van de tweede maand die volgt op de maand waarin de prestaties werden verricht.

Art. XI.III.45. De personeelsleden die zeegeld ontvangen genieten de vergoedingen voor maaltijd- of verblijfkosten, zoals bedoeld in titel IV, hoofdstuk VII van dit deel, niet.

TITEL IV. — DE VERGOEDINGEN

HOOFDSTUK I. — DE VERGOEDINGEN GEMEENSCHAPPELIJK VOOR DE PERSONEELSLEDEN EN DE AMBTENAREN VAN DE FEDERALE MINISTERIES

Art. XI.IV.1. Onverminderd de bijzondere bepalingen door Ons bepaald voor wat 2^o betreft, genieten de personeelsleden, volgens de bedragen en voorwaarden vastgesteld voor de toekenning ervan aan de personeelsleden van de federale ministeries:

- 1^o een vergoeding voor begrafeniskosten;
- 2^o een vergoeding voor het gebruik van de fiets op weg naar en van het werk.

Art. XI.IV.2. Voor de toepassing op de personeelsleden van de federale politie van het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot toekenning van een vergoeding voor het gebruik van de fiets aan de personeelsleden van sommige federale overheidsdiensten, bepaalt de minister wat verstaan wordt onder :

- 1^o « personeelsdienst of daartoe aangewezen ambtenaar »;
- 2^o « overheid belast met de administratie of daartoe gemandateerd ambtenaar »;
- 3^o « ambtenaar gemachtigd door de minister voor de behandeling van bezwaren ».

De politiecolleges of de burgemeesters, naar gelang van het geval, doen hetzelfde voor de personeelsleden van de korpsen van de lokale politie.

HOOFDSTUK II. — DE VERGOEDING VOOR WERKELIJKE ONDERZOEKSKOSTEN

Art. XI.IV.3. Aan de personeelsleden van het operationeel kader, met uitsluiting van deze bedoeld in artikel 29 van de wet van 27 december 2000, houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, die ofwel behoren tot een eenheid of dienst, ofwel een ambt uitoefenen dat de minister bepaalt, wordt een maandelijks forfaitaire vergoeding van 4 950 frank (122,71 EUR) toegekend om geringe kosten te dekken die zij dragen in de uitoefening van hun ambt.

Art. XI.IV.4. § 1. De geringe onkosten van een andere aard dan de onkosten die het voorwerp uitmaken van een terugbetaling bedoeld in hoofdstuk VII van deze titel of waarvan de terugbetaling als gerechtskosten niet kan verkregen worden, worden geacht door de vergoeding gedekt te zijn.

§ 2. Sont également censées pouvoir entraîner des menues dépenses les activités de formation et d'entraînement spécifiques aux unités et services visés à l'article XI.IV.3.

Art. XI.IV.5. § 1^{er}. Par dérogation à l'article XI.IV.121, le droit à l'indemnité visée à l'article XI.IV.3, est ouvert à raison de 270 francs (6,70 EUR) par jour où des prestations effectives de service sont effectuées :

1° aux membres du personnel qui, bien qu'appartenant à une unité ou un service visé à l'article XI.IV.3, sont, en temps ordinaire et en vertu du même article, exclus du bénéfice de l'indemnité visée à ce même article, pour les jours où ils sont engagés aux côtés de bénéficiaires de cette indemnité, dans des opérations ou tâches de police les exposant à leur tour à pareilles menues dépenses;

2° aux membres du personnel qui sont détachés vers ou mis à disposition d'une des unités ou d'un des services visés à l'article XI.IV.3, à l'effet d'y accomplir les mêmes tâches et fonctions que les bénéficiaires de l'indemnité mensuelle forfaitaire visée à l'article XI.IV.3, ou, s'ils le sont pour un autre motif, lorsqu'ils se retrouvent dans la situation visée au 1°;

3° aux membres du personnel qui appartiennent à une unité ou un service ou qui exercent une fonction, que le ministre détermine, pour les jours où ils sont engagés aux côtés de bénéficiaires de l'indemnité visée à l'article XI.IV.3, dans des opérations ou tâches de police les exposant à leur tour à pareilles menues dépenses.

§ 2. Par dérogation à l'article XI.IV.123, les montants dus sont payés dans le courant du second mois qui suit celui où les prestations de service ont été effectuées.

CHAPITRE III. — DE L'INDEMNITÉ DE TÉLÉPHONE

Art. XI.IV.6. Pour les défrayer des frais téléphoniques exposés en raison des exigences de disponibilité pour le service, une indemnité mensuelle est allouée aux membres du personnel, à l'exception de ceux qui sont aspirants.

Le montant de l'indemnité est fixé à 540 francs (13,39 EUR).

CHAPITRE IV. — DE L'INDEMNITÉ D'ENTRETIEN POUR CHIEN POLICIER

Art. XI.IV.7. § 1^{er}. Pour autant que les frais d'entretien ne soient pas pris en charge par l'État, une commune ou une zone, une indemnité mensuelle est allouée au membre du personnel qui emploie un chien agréé dans l'exécution du service.

Le montant de l'indemnité est fixé à 3 000 francs (74,37 EUR) par chien.

Le ministre fixe les conditions auxquelles les chiens sont agréés.

§ 2. Par dérogation à l'article XI.IV.121, le droit à l'indemnité visée au § 1^{er} est ouvert au membre du personnel amené à héberger un ou plusieurs chiens de l'État, d'une commune ou d'une zone, à raison de 100 francs (2,48 EUR) par jour et par chien hébergé.

Par dérogation à l'article XI.IV.123, les montants dus sont, dans ce cas, payés dans le courant du second mois qui suit celui où les chiens ont été hébergés.

CHAPITRE V. — DE L'INDEMNITÉ POUR ENTRETIEN DE L'UNIFORME

Art. XI.IV.8. Les membres du personnel bénéficient d'une indemnité d'entretien de l'uniforme.

Art. XI.IV.9. Le montant mensuel de l'indemnité est de 380 francs (9,43 EUR).

§ 2. De activiteiten van specifieke opleiding en training in de eenheden en diensten bedoeld in artikel XI.IV.3, worden eveneens geacht beperkte onkosten te veroorzaken.

Art. XI.IV.5. § 1. In afwijking van artikel XI.IV.121, wordt het recht op de vergoeding, bedoeld in artikel XI.IV.3, geopend ten belope van 270 frank (6,70 EUR) per dag dat werkelijke dienstprestaties worden geleverd :

1° voor de personeelsleden die, ofschoon ze behoren tot een eenheid of een dienst bedoeld in artikel XI.IV.3, in de regel en krachtens hetzelfde artikel, uitgesloten zijn van het voordeel van de vergoeding bedoeld in hetzelfde artikel, voor de dagen waarop ze naast de begunstigten van deze vergoeding, worden ingezet voor opdrachten of taken van politie waarvoor ook zij dergelijke geringe onkosten maken;

2° voor de personeelsleden die gedetacheerd zijn naar of ter beschikking gesteld zijn van één van de eenheden of diensten bedoeld in artikel XI.IV.3, om er dezelfde taken en ambten uit te oefenen als de begunstigten van de maandelijks forfaitaire vergoeding bedoeld in artikel XI.IV.3, of, om een andere reden, wanneer ze zich bevinden in de toestand bedoeld in 1°;

3° voor de personeelsleden die behoren tot een eenheid of een dienst of die een door de minister bepaald ambt uitoefenen, voor de dagen waarop ze naast de begunstigten van de vergoeding bedoeld in artikel XI.IV.3, worden ingezet, voor opdrachten of taken van politie waarvoor ook zij dergelijke geringe onkosten maken.

§ 2. In afwijking van artikel XI.IV.123, worden de verschuldigde bedragen betaald in de loop van de tweede maand die volgt op deze waarin de dienstprestaties zijn verricht.

HOOFDSTUK III. — DE VERGOEDING VOOR TELEFOON

Art. XI.IV.6. Om hen te vergoeden voor de telefoonkosten die ingevolge de eisen van beschikbaarheid voor de dienst worden gemaakt, wordt aan de personeelsleden, met uitzondering van de aspiranten, een maandelijks vergoeding toegekend.

Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld op 540 frank (13,39 EUR).

HOOFDSTUK IV. — DE VERGOEDING VOOR ONDERHOUD VAN POLITIEHOND

Art. XI.IV.7. § 1. Voor zover de onderhoudskosten niet ten laste van de Staat, een gemeente of een zone vallen, wordt een maandelijks vergoeding toegekend aan het personeelslid dat voor de dienst een aangenomen hond gebruikt.

Het bedrag van de vergoeding is vastgesteld op 3 000 frank (74,37 EUR) per hond.

De minister stelt de voorwaarden vast waaronder de hond wordt aangenomen.

§ 2. In afwijking van artikel XI.IV.121, wordt het recht op de vergoeding bedoeld in § 1 geopend voor het personeelslid dat ertoe is gehouden om één of meerdere honden van de Staat, van een gemeente of een zone, te herbergen ten belope van 100 frank (2,48 EUR) per dag per geherbergde hond.

In dat geval, in afwijking van artikel XI.IV.123, worden de verschuldigde bedragen, in dat geval, betaald in de loop van de tweede maand die volgt op deze waarin de honden werden geherbergd.

HOOFDSTUK V. — DE VERGOEDING VOOR ONDERHOUD VAN HET UNIFORM

Art. XI.IV.8. De personeelsleden genieten een vergoeding voor het onderhoud van het uniform.

Art. XI.IV.9. Het maandelijks bedrag van de vergoeding bedraagt 380 frank (9,43 EUR).

CHAPITRE VI. — DE L'INDEMNITÉ DE SERVICE PERMANENT
AUPRÈS DU SHAPE

Art. XI.IV.10. Le membre du personnel affecté ou détaché auprès de l'unité ou du service chargé des missions de police auprès du SHAPE ou de la Représentation nationale de la police fédérale auprès de ce quartier général, a droit à une indemnité mensuelle.

Le montant de l'indemnité est fixé à :

1° 14 267 francs (353,67 EUR) pour le membre du personnel revêtu du grade de commissaire divisionnaire de police;

2° 11 374 francs (281,96 EUR) pour le membre du personnel revêtu du grade de commissaire de police;

3° 8 869 francs (219,86 EUR) pour les autres membres du personnel.

Art. XI.IV.11. L'article XI.II.17, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, § 2, alinéas 2 et 3, et § 3, est, mutatis mutandis, applicable à l'indemnité visée à l'article XI.IV.10.

Toutefois si l'absence telle que visée à l'article XI.II.17, § 3, résulte de la participation à une des formations donnant accès à un des cadres visés à l'article 117 de la loi, l'indemnité cesse d'être due dès le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la formation débute.

Art. XI.IV.12. L'indemnité est payée en même temps que le traitement. Toutefois lorsqu'elle est accordée dans le cadre d'un détachement, les montants dus sont payés, à raison d'1/30^e par jour de détachement, en même temps que le traitement du second mois qui suit celui au cours duquel les conditions d'octroi sont remplies.

CHAPITRE VII. — DE L'INDEMNISATION
DES FRAIS DE NOURRITURE, DE LOGEMENT,
DE PARCOURS ET DE DÉMÉNAGEMENTSECTION 1^{re}. — DEFINITIONS

Art. XI.IV.13. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° « autorité » : l'autorité hiérarchique ou fonctionnelle au sens de l'article 120 de la loi;

2° « consigne » : l'obligation faite par une autorité ou s'imposant à un membre du personnel, du fait de l'exécution d'une mission ou d'un devoir urgent ou en prévision de celle-ci, de demeurer, au-delà de l'heure où il était prévu que celui-ci fût libre de service, sur le lieu de travail où il se trouvait, qu'il s'agisse de son lieu habituel de travail ou de tout autre endroit.

Par heure où il est prévu qu'on soit libre de service, il y a lieu de comprendre, pour les services exécutés par roulement continu, l'heure de fin de pause ou, pour les autres services, l'heure initialement planifiée ou normalement planifiée pour la cessation du travail, telle que visée à l'article VII.5.

N'est pas considéré comme consigne, le simple fait, pour des motifs de service, de ne pas disposer, à l'heure initialement prévue à cette fin, d'un temps de repos ou de repas entre deux périodes d'activité.

Une consigne peut être décrétée à l'issue de l'exécution d'une mission effectuée dans le cadre d'un rappel. Dès ce moment, les règles d'indemnisation en matière de frais de nourriture et de logement sont celles qui prévalent pour une consigne;

3° « forces belges en Allemagne » : les troupes belges déployées en République Fédérale d'Allemagne, ci-après dénommées "FBA";

4° « déplacement de service » : tout déplacement hors du lieu habituel de travail ou du lieu temporaire de travail - qu'il soit établi en Belgique, aux FBA ou à l'étranger - effectué dans le cadre de l'exercice de la fonction, en vue d'assurer ou de faire assurer la préparation, le soutien ou l'exécution d'une mission ou d'une activité, confiée ou prescrite par, en vertu ou en exécution des lois et règlements, à la police fédérale ou à la police locale ou aux membres de leur personnel.

HOOFDSTUK VI. — DE VERGOEDING VOOR VASTE DIENST
BIJ DE SHAPE

Art. XI.IV.10. Het personeelslid aangewezen in of gedetacheerd naar de eenheid of de dienst belast met politieopdrachten bij de SHAPE of bij de nationale vertegenwoordiging van de federale politie bij dit hoofdkwartier, heeft recht op een maandelijkse vergoeding.

Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld op :

1° 14 267 frank (353,67 EUR) voor het personeelslid bekleed met de graad van hoofdcommissaris van politie;

2° 11 374 frank (281,96 EUR) voor het personeelslid bekleed met de graad van commissaris van politie;

3° 8 869 frank (219,86 EUR) voor de andere personeelsleden.

Art. XI.IV.11. Het artikel XI.II.17, § 1, tweede en derde lid, § 2, tweede en derde lid, en § 3, is, mutatis mutandis, van toepassing op de vergoeding bedoeld in artikel XI.IV.10.

Indien de afwezigheid zoals bedoeld in artikel XI.II.17, § 3, evenwel voortvloeit uit de deelname aan één van de opleidingen die toegang geven tot één van de kaders bedoeld in artikel 117 van de wet, is de vergoeding niet meer verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de maand gedurende dewelke de opleiding aanvangt.

Art. XI.IV.12. De vergoeding wordt samen met de wedde uitbetaald. Wanneer zij evenwel wordt toegekend in het raam van een detachering, worden de verschuldigde bedragen, ten belope van 1/30^{ste} per dag van detachering, op hetzelfde tijdstip betaald als de wedde van de tweede maand die volgt op de maand gedurende dewelke de toekenningsvoorwaarden worden vervuld.

HOOFDSTUK VII. — DE VERGOEDING VOOR MAALTIJD-,
VERBLIJF-, TRAJECT- EN VERHUIKOSTEN

AFDELING 1. — DEFINITIES

Art. XI.IV.13. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° « overheid » : de hiërarchische of functionele overheid in de zin van artikel 120 van de wet;

2° « consigne » : de verplichting opgelegd door een overheid of die zich opdringt aan een personeelslid om, naar aanleiding van de uitvoering van een dringende opdracht of taak of ter voorbereiding ervan, op de plaats van het werk te blijven waar het zich bevond na het verstrijken van het uur waarop voorzien was dat het vrij van dienst was, ongeacht of het gaat om zijn gewone plaats van het werk of eender welke andere plaats.

Het uur waarop voorzien is dat men vrij van dienst is, is voor de diensten die in voortdurend afwisselende ploegen werken, het uur waarop de pauze eindigt of, voor de andere diensten, het aanvankelijke of normaal geplande uur waarop het werk wordt beëindigd, zoals bedoeld in artikel VI.I.5.

De toestand waarbij men, omwille van dienstredenen, op het daartoe aanvankelijk voorziene uur, niet kan beschikken over een rust- of lunchpauze tussen twee activiteitenperiodes, wordt niet beschouwd als consigne.

Een consigne kan worden opgelegd bij het einde van de uitvoering van een opdracht verricht in het raam van een terugroeping. Vanaf dat moment zijn de regels inzake vergoeding voor maaltijd- en verblijfkosten deze die gelden voor de consigne;

3° « Belgische strijdkrachten in Duitsland » : de Belgische strijdkrachten ontplooid in de Bondsrepubliek Duitsland, verder de "BSD" genoemd;

4° « dienstverplaatsing » : elke verplaatsing buiten de gewone of tijdelijke plaats van het werk - ongeacht of men gevestigd is in België, intern de BSD of in het buitenland - die in het raam van de uitoefening van het ambt wordt gemaakt om de voorbereiding, de ondersteuning of de uitvoering van een opdracht of activiteit, toevertrouwd of voorgeschreven door, krachtens of in uitvoering van de wetten en reglementen, aan de federale politie, de lokale politie of hun personeelsleden, te waarborgen of te laten waarborgen.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, est également assimilé au fait d'être en déplacement de service, le fait pour un membre du personnel de faire partie, sur son lieu habituel de travail ou lieu temporaire de travail, d'une unité constituée, commandée comme réserve pour le maintien et le rétablissement de l'ordre. Cette assimilation ne vaut toutefois pas pour les équipes permanentes d'intervention et de pointe d'une zone de police ou pour le piquet de permanence de la réserve générale de la police fédérale.

Si le déplacement de service nécessite, pour se rendre sur le territoire d'un pays étranger, de quitter le territoire belge ou celui des FBA, ou s'il s'effectue à l'étranger, et à la condition, s'il s'effectue au départ du territoire belge ou de celui des FBA, que le temps de déplacement de service soit supérieur à sept heures, on parle de déplacement de service hors du Royaume. La condition des sept heures est vérifiée en tenant compte du laps de temps qui s'écoule entre le moment où le membre du personnel quitte l'endroit où débute le déplacement de service, et le moment où il rejoint cet endroit ou celui où le déplacement de service s'achève sur le territoire belge ou des FBA.

S'il s'effectue sur le territoire belge ou celui des FBA ou de l'un vers l'autre ou s'il ne répond pas à la condition de durée visée à l'alinéa 3, on parle de déplacement de service effectué en Belgique. Dans le dernier cas cependant, l'appellation "déplacement de service en Belgique" ne vaut que pour le seul aspect des frais de nourriture. Les éventuels autres frais comme ceux de logement, de parcours ou de menues dépenses restent indemnisés conformément aux règles d'indemnisation d'un déplacement de service hors du Royaume.

Sous le terme déplacement de service effectué en Belgique, on distingue : le voyage de service, le détachement et le rappel. Sous le terme déplacement de service hors du Royaume, on distingue les missions temporaires et le service permanent, des missions temporaires pouvant néanmoins être exécutées dans le cadre d'un service permanent.

Sont également assimilés à un déplacement de service :

a) le fait de comparaître ou de témoigner en justice au sujet de faits survenus lors de l'exercice de la fonction ou, à l'invitation de cours et tribunaux étrangers, dans des affaires judiciaires auxquelles le membre du personnel a apporté sa contribution;

b) le fait de comparaître devant - en ce compris les échelons d'appel éventuels - l'office médico-légal en matière de pensions de réparation, la commission des pensions de réparation, la commission médicale d'aptitude du personnel des services de police ou, le conseil de discipline visé à l'article 40 de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police;

c) sans préjudice de dispositions contraires ou spécifiques, le fait de comparaître, sur convocation de celui-ci et en exécution d'une réglementation, devant un des médecins du service médical, en ce compris les médecins agréés;

d) la participation à un comité de négociation, au comité supérieur de concertation ou à un comité de concertation de base, les jours où ces instances tiennent séance.

Le ministre peut étendre la disposition de l'alinéa 1^{er} à des comparutions devant d'autres autorités, institutions, offices, conseils ou commissions.

Toutefois, ne constituent pas des déplacements de service, les déplacements qu'un aspirant opère pour se rendre dans une école de police ou dans un centre de formation, exception faite des déplacements éventuels qu'ils effectueraient au départ de cette école ou de ce centre à l'effet d'exécuter une mission;

5° « voyage de service » : tout déplacement de service effectué en Belgique hors les détachements et rappels;

6° « rappel » : le fait pour une autorité d'enjoindre à un membre du personnel, alors non commandé de service, de gagner un lieu déterminé dans les meilleurs délais - voire dans un délai déterminé - à l'effet d'exécuter un service.

Ne constitue pas un rappel le fait de signaler un début de service déjà planifié et communiqué, antérieur à celui initialement prévu;

7° « mission temporaire » : tout déplacement de service hors du Royaume dont la durée n'excède pas ou n'est a priori pas censée excéder six mois, y compris ceux effectués à l'effet de suivre un cours, un stage ou un séminaire;

8° « service permanent » : tout déplacement de service hors du Royaume, y compris ceux effectués à l'effet de suivre un cours, un stage ou un séminaire;

In afwijking van het eerste lid, wordt de toestand waarbij een personeelslid op zijn gewone of tijdelijke plaats van het werk, deel uitmaakt van een geconstitueerde eenheid, die als reserve bevolen is voor het behoud en het herstel van de openbare orde, eveneens gelijkgesteld met het feit met dienstverplaatsing te zijn. Deze gelijkstelling geldt evenwel niet voor de permanente interventie- en piekploegen van een politiezone of een permanentiepijket van de algemene reserve van de federale politie.

Als de dienstverplaatsing, teneinde zich te begeven op het grondgebied van een vreemde Staat, het verlaten van het Belgische grondgebied of van dat van de BSD vereist, of als ze in het buitenland plaatsvindt, en op voorwaarde dat, wanneer ze vertrekt vanuit het Belgisch grondgebied of dat van de BSD, de tijd van de dienstverplaatsing meer dan zeven uur bedraagt, spreekt men van een dienstverplaatsing buiten het Rijk. De voorwaarde van zeven uur wordt nagegaan rekening houdende met het tijdsverloop tussen het ogenblik waarop het personeelslid de plaats verlaat waar de dienstverplaatsing begint en het ogenblik waarop het terugkeert naar die plaats of die waar de dienstverplaatsing ten einde loopt op het Belgisch grondgebied of dat van de BSD.

Als de verplaatsing op Belgisch grondgebied of op dat van de BSD of tussen beiden plaatsvindt of indien de voorwaarde inzake de duur bedoeld in het derde lid niet voldaan werd, spreekt men van dienstverplaatsing uitgevoerd in België. In het laatste geval evenwel, geldt de aanduiding "dienstverplaatsing in België" slechts voor het aspect maaltijdskosten. De eventuele andere kosten zoals deze opgelopen voor logement, traject of kleine onkosten blijven vergoed overeenkomstig de regels van vergoeding voor een dienstverplaatsing buiten het Rijk.

Wat de dienstverplaatsing uitgevoerd in België betreft, onderscheidt men : de dienstreis, de detachering en de terugroeping. Wat de dienstverplaatsing buiten het Rijk betreft, onderscheidt men de tijdelijke opdrachten en de vaste dienst, waarbij de tijdelijke opdrachten evenwel in het raam van een vaste dienst kunnen uitgevoerd worden.

Worden eveneens met een dienstverplaatsing gelijkgesteld :

a) het in rechte verschijnen of getuigen naar aanleiding van gebeurtenissen die tijdens de uitoefening van het ambt plaatsvonden of, op uitnodiging van de buitenlandse hoven en rechtbanken, in gerechtszaken waartoe het personeelslid heeft bijgedragen;

b) het verschijnen voor de gerechtelijk geneeskundige dienst inzake vergoedingspensioenen, de commissie voor vergoedingspensioenen, de medische commissie voor geschiktheid van het personeel van de politiediensten, met inbegrip van de eventuele beroepsinstanties, of, de in artikel 40 van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten, bedoelde tuchtraad;

c) onverminderd andersluidende of specifieke bepalingen, het verschijnen voor één van de artsen van de medische dienst, inclusief de erkende artsen, bij oproeping en in uitvoering van een reglementering;

d) de deelname aan een onderhandelingscomité, het hoog overlegcomité of een basisoverlegcomité voor de dagen waarop deze instanties zitting houden.

De minister kan de bepaling van het eerste lid uitbreiden tot het verschijnen voor andere overheden, instellingen, diensten, raden of commissies.

Zijn daarentegen geen dienstverplaatsingen, de verplaatsingen van een aspirant naar een politieschool of een opleidingscentrum, met uitzondering van de eventuele verplaatsingen vanuit die school of dat centrum teneinde een opdracht uit te voeren;

5° « dienstreis » : elke dienstverplaatsing verricht in België, met uitzondering van de detacheringen en de terugroepingen;

6° « terugroeping » : de toestand waarbij een overheid een personeelslid, zonder bevolen dienst, gelast een bepaalde plaats zo snel mogelijk te bereiken - zelfs binnen een bepaalde termijn - om een dienst uit te voeren.

De aankondiging dat de aanvang van een reeds geplande en meegedeelde dienst vervroegd is geen terugroeping;

7° « tijdelijke opdracht » : elke dienstverplaatsing buiten het Rijk, met inbegrip van de verplaatsingen die worden uitgevoerd om een cursus, een stage of een seminarie te volgen, waarvan de duur de zes maanden niet overschrijdt of niet a priori geacht wordt te overschrijden;

8° « vaste dienst » : elke dienstverplaatsing buiten het Rijk, met inbegrip van de verplaatsingen uitgevoerd om een cursus, een stage of een seminarie te volgen.

a) dont il apparaît d'emblée que la durée sera supérieure à 6 mois;

b) que, dans l'intérêt du Trésor public, l'autorité qualifie comme tel, bien que la durée initialement prévue soit inférieure à six mois;

9° « domicile » : le lieu où le membre du personnel est inscrit à titre principal dans les registres de la population;

10° « frais de parcours » : les frais générés par le recours à un moyen de transport quelconque lors de l'exécution d'un déplacement de service, qu'il soit effectué en Belgique ou vers, venant de ou au sein des FBA ou hors du Royaume;

11° « changement de résidence ou de domicile imposé pour raisons de service impérieuses » : le fait pour le membre du personnel de se voir assigner un endroit où il doit établir son domicile ou sa résidence;

12° « lieu habituel de travail » : tout bâtiment ou complexe de bâtiments tel que défini par le ministre, où le membre du personnel exécute habituellement et effectivement son travail.

Le ministre, le bourgmestre ou le collège de police, désignent les complexes de bâtiments qu'ils considèrent comme constituant un seul et même lieu habituel de travail dans le sens de l'alinéa 1^{er};

13° « lieu temporaire de travail » : tout bâtiment ou complexe de bâtiments, tel que visé au 12°, où le membre du personnel se rend dans le cadre d'un déplacement de service;

14° « ménage » : l'ensemble de personnes habitant sous un même toit et constitué, outre le membre du personnel, de :

a) soit son conjoint ou la personne avec laquelle il est dans une situation de cohabitation, que cette dernière soit établie conformément aux articles 1475 à 1479 du Code civil ou non, ainsi que leurs éventuels enfants et/ou ascendants au premier degré, qui sont à sa charge;

b) soit, en l'absence de conjoint ou d'une personne avec laquelle il est dans une situation de cohabitation, ses enfants et/ou ascendants au premier degré, qui sont à sa charge.

Dans le cas où il ne s'agit pas d'une cohabitation établie en application des articles 1475 à 1479 du Code civil, la preuve de la cohabitation est apportée par un certificat de composition de ménage émanant soit de la commune où le membre du personnel est établi ou s'établit, soit de l'autorité de la police fédérale sur place, si le membre du personnel s'établit auprès des FBA.

La preuve de la qualité de personne à charge est, le cas échéant, fournie de la même façon;

15° « modalités d'exécution d'une consigne, d'une opération impromptue ou d'un déplacement de service » : les conditions de temps, de lieu, de transport, de ravitaillement et de logement dans lesquelles s'effectue un déplacement de service;

16° « désignation d'office » :

a) en ce qui concerne la police fédérale : la désignation d'office visée à l'article 108 de la loi;

b) en ce qui concerne les corps de la police locale : toute désignation faite par un chef de corps en application de l'article 44 de la loi;

17° « désignation en raison d'une première mise en place » : la désignation à un emploi, telle que visée à l'article VI.II.3 et VI.II.6, ou résultant d'un engagement contractuel;

18° « désignation en raison d'une réaffectation » : la réaffectation visée à l'article VI.II.85;

19° « opération impromptue » : le déploiement immédiat de membres du personnel en dehors de leur lieu habituel de travail suite à la survenance d'un événement soudain.

Est également considéré comme engagé dans l'opération impromptue, le membre du personnel qui, pour la circonstance,

a) se retrouve consigné;

b) ou, est maintenu à disposition alors qu'il aurait dû initialement disposer d'un temps de repos ou de repas,

pour être mis en soutien ou en renfort du personnel engagé dans l'opération ou faisant partie des centres de communication et de commandement;

20° « période d'interruption d'un détachement » : la période pendant laquelle le membre du personnel détaché effectue un autre déplacement de service de quelque nature qu'il soit, ou pendant laquelle il est censé séjourner à domicile.

a) waarvan bij aanvang blijkt dat de duur meer dan 6 maanden zal bedragen;

b) die de overheid, in het belang van de openbare Schatkist, alsdusdanig beschouwt, ook al bedraagt de aanvankelijke voorziene duur minder dan zes maanden;

9° « woonplaats » : de hoofdverblijfplaats waar het personeelslid in het bevolkingsregister staat ingeschreven;

10° « trajectkosten » : de kosten gemaakt door het gebruik van eender welk vervoermiddel bij de uitvoering van een dienstverplaatsing, die in België of naar, vanuit of binnen de BSD of buiten het Rijk, wordt verricht;

11° « verandering van woon- of verblijfplaats om dwingende dienstredenen » : de toestand waarbij aan het personeelslid een plaats wordt toegewezen waar zijn woon- of verblijfplaats moet worden gevestigd;

12° « gewone plaats van het werk » : elk gebouw of gebouwencomplex zoals bepaald door de minister, waar het personeelslid gewoonlijk en daadwerkelijk zijn werk uitvoert.

De minister, de burgemeester of het politiecollege, bepalen de gebouwencomplexen die ze beschouwen als één en dezelfde gewone plaats van het werk in de zin van het eerste lid;

13° « tijdelijke plaats van het werk » : elk gebouw of gebouwencomplex, zoals bedoeld in 12°, waarnaar het personeelslid zich begeeft in het raam van een dienstverplaatsing;

14° « gezin » : het geheel van personen dat onder hetzelfde dak woont en dat, naast het personeelslid, is samengesteld uit :

a) hetzij zijn echtgenoot of de persoon met wie het samenwoont, ongeacht of deze toestand van samenwonen is vastgesteld overeenkomstig de artikelen 1475 tot 1479 van het burgerlijk wetboek, alsook hun eventuele kinderen en/of ascendenten in de eerste graad die het ten laste heeft;

b) hetzij, bij gebrek aan echtgenoot of persoon met wie het samenwoont, zijn kinderen en/of ascendenten in de eerste graad, die het ten laste heeft.

In geval er geen sprake is van een toestand van samenwonen vastgesteld met toepassing van de artikelen 1475 tot 1479 van het burgerlijk wetboek, wordt het bewijs van samenwonen geleverd door een getuigschrift van gezinssamenstelling dat uitgaat van hetzij de gemeente waar het personeelslid is gevestigd of zich vestigt, hetzij de overheid van de federale politie ter plaatse, indien het personeelslid zich intern de BSD vestigt.

Het bewijs van de hoedanigheid van de personen ten laste wordt, in voorkomend geval, op dezelfde manier geleverd;

15° « wijze van uitvoering van een consigne, een onverwachte operatie of een dienstverplaatsing » : de omstandigheden van tijd, plaats, vervoer, bevoorrading en verblijf waarin een dienstverplaatsing plaatsvindt;

16° « ambtshalve aanwijzing » :

a) wat de federale politie betreft : de ambtshalve aanwijzing bedoeld in artikel 108 van de wet;

b) wat de lokale politiekorpsen betreft : elke aanwijzing door een korpschef met toepassing van artikel 44 van de wet;

17° « aanwijzing als gevolg van een eerste inplaatsstelling » : de aanwijzing voor een betrekking zoals bedoeld in artikel VI.II.3 en VI.II.6, of als gevolg van een contractuele aanwerving;

18° « aanwijzing als gevolg van een herplaatsing » : de herplaatsing bedoeld in artikel VI.II.85;

19° « onverwachte operatie » : de onmiddellijke inzet van de personeelsleden buiten hun gewone plaats van het werk, naar aanleiding van een plotse gebeurtenis.

Wordt tevens beschouwd als betrokken in een onverwachte operatie, het personeelslid dat voor die gelegenheid,

a) geconsigneerd wordt;

b) of, terwijl het initieel diende te beschikken over rust- of maaltijdpauze, ter beschikking wordt gesteld,

ter ondersteuning of versterking van het personeel ingezet voor de operatie of deel uitmakend van de communicatie- en commandocentra;

20° « onderbrekingsperiode van een detachering » : de periode gedurende dewelke het gedetacheerde personeelslid een andere dienstverplaatsing van eender welke aard verricht, of gedurende dewelke het wordt geacht thuis te verblijven.

Sauf décision contraire de l'autorité, fondée sur des raisons de service, ou lorsque l'intéressé déclare vouloir demeurer volontairement au lieu de détachement, le membre du personnel détaché est censé séjourner à domicile pendant les jours complets où, pour :

a) raison de congé de maladie;

b) raison de congé, de régularisation d'heures prestées au delà de la norme de prestation, de dispense ou d'interruption de service à l'occasion d'un week-end ou d'un jour férié,

il ne preste aucun service;

21° « résidence » : l'habitation auprès des forces belges en République Fédérale d'Allemagne où le membre du personnel réside seul ou avec son ménage;

22° « Trésor public » : le Trésor de l'Etat fédéral ou la caisse communale ou d'une zone de police pluricommunale, selon que le membre du personnel appartienne à la police fédérale ou à un corps de police locale;

23° « véhicule privé » : tout véhicule visé à l'article 2.15 à 2.20 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, n'appartenant pas à, ou n'étant pas mis à la disposition par, la police fédérale ou la police locale.

SECTION 2. — CHAMP D'APPLICATION ET DISPOSITIONS GENERALES

Art. XI.IV.14. S'il l'estime justifié, le ministre est autorisé à étendre tout ou partie des dispositions du présent chapitre à toute prestation de service, situation ou événement lié à l'exécution du service, qui n'aurait pas été prévu ou ne pourrait, au premier examen, être couvert par une ou des disposition(s) y figurant.

Art. XI.IV.15. Pour l'application du présent chapitre, toute promotion, tout changement dans la carrière barémique, tout événement survenant dans la carrière du membre du personnel ou toute affectation qui pourrait avoir une influence sur des montants ou des taux d'indemnités ou d'intervention, produit ses effets à partir du jour où, la promotion, le changement, l'événement ou l'affectation se sont produits, ou à partir du jour où la décision les concernant produit ses effets.

Art. XI.IV.16. Le membre du personnel qui soit :

1° accomplit un déplacement de service;

2° est désigné, à titre définitif ou temporaire pour un nouveau lieu habituel de travail;

3° est consigné;

4° est engagé dans une équipe d'intervention et de pointe d'une zone de police;

5° est engagé dans une opération impromptue,

est indemnisé conformément aux dispositions du présent chapitre.

Art. XI.IV.17. Tout déplacement de service ainsi que ses modalités d'exécution sont subordonnés à l'autorisation de l'autorité dont le membre du personnel relève au sein de la police fédérale ou d'un corps de la police locale.

Art. XI.IV.18. Les distances kilométriques dont question dans le présent chapitre sont calculées à l'aide d'un logiciel agréé par le ministre.

Pour des trajets effectués au départ de, passant par, ou s'effectuant en des lieux non répertoriés par le logiciel, le calcul des distances ignorées par le logiciel s'effectue en tenant compte du plus court chemin en distance entre le dernier point connu par le logiciel et le point non répertorié, ou entre ce point et le point répertorié suivant, à l'aide de cartes routières agréées par le ministre.

Behoudens andersluidende beslissing van de overheid wegens dienstonoedwendigheden, of wanneer de betrokkene verklaart vrijwillig op de plaats van detachering te willen verblijven, wordt het gedetacheerde personeelslid geacht gedurende de volledige dagen thuis te verblijven wanneer het :

a) omwille van ziekteverlof;

b) omwille van verlof, regularisatie van de uren gepresteerd boven de prestatienorm, vrijstelling of dienstonderbreking naar aanleiding van een weekend of een feestdag,

geen enkele dienst presteert;

21° « verblijfplaats » : de woonplaats bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland waar het personeelslid alleen of met zijn gezin verblijft;

22° « Openbare Schatkist » : de schatkist van de federale overheid of de Gemeentekas of de Kas van een meergemeentzone, naargelang het personeelslid tot de federale politie of tot een lokaal politiekorps behoort;

23° « privé-voertuig » : elk voertuig bedoeld in artikel 2.15 tot 2.20 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, dat niet behoort tot of dat niet ter beschikking gesteld wordt door de federale politie of de lokale politie.

AFDELING 2. — TOEPASSINGSGBIED EN ALGEMENE BEPALINGEN

Art. XI.IV.14. Wanneer hij het gerechtvaardigd acht, is de minister gemachtigd om de bepalingen van dit hoofdstuk geheel of gedeeltelijk uit te breiden tot elke dienstprestatie, toestand of gebeurtenis in verband met de uitoefening van de dienst, die niet zou zijn voorzien of, op het eerste gezicht, niet zou kunnen worden gedekt door één of meerdere bepalingen die erin voorkomen.

Art. XI.IV.15. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt elke bevordering, elke verandering in de baremische loopbaan, elke gebeurtenis die gedurende de loopbaan van het personeelslid plaatsvindt of elke aanwijzing die een invloed zou kunnen hebben op de bedragen of op de percentages van vergoeding of tegemoetkoming, van kracht vanaf de dag waarop de bevordering, de verandering, de gebeurtenis of de aanwijzing zich voordoen of vanaf de dag waarop de beslissing daaromtrent van kracht wordt.

Art. XI.IV.16. Het personeelslid dat hetzij :

1° een dienstverplaatsing vervult;

2° definitief of tijdelijk wordt aangewezen voor een nieuwe gewone plaats van het werk;

3° wordt geconsigneerd;

4° wordt ingezet in een interventie- en piekploeg van een politiezone;

5° wordt ingezet in een onverwachte operatie,

wordt vergoed overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk.

Art. XI.IV.17. Elke dienstverplaatsing alsook haar nadere uitvoeringsregels zijn onderworpen aan de toelating van de overheid waarvan het personeelslid afhangt binnen de federale politie of binnen een lokaal politiekorps.

Art. XI.IV.18. De kilometerafstanden waarvan sprake in dit hoofdstuk worden berekend met behulp van een door de minister erkend programma.

Voor de trajecten waarvan het vertrekpunt, de reisweg of de omgeving niet door het programma werden geïnventariseerd, gebeurt de berekening van de voor het programma onbekende afstanden, rekening houdende met de kortste weg in afstand tussen het laatste door het programma bekende punt en het niet-geïnventariseerde punt of tussen dat punt en het volgende geïnventariseerde punt, met behulp van de door de minister erkende wegenkaarten.

SECTION 3. — DE L'INDEMNISATION DES FRAIS DE NOURRITURE ET DE LOGEMENT DURANT UN DEPLACEMENT DE SERVICE EFFECTUE EN BELGIQUE OU DURANT UNE CONSIGNE OU UNE OPERATION IMPROMPTUE

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales en matière d'indemnisation des frais de nourriture et de logement

Art. XI.IV.19. Sauf s'ils sont pris en charge par un tiers, les frais de nourriture et de logement qui résultent de déplacements de service effectués en Belgique ou de consignes ou d'opérations impromptues sont couverts par le Trésor public dans les formes et les conditions fixées dans la présente section.

Art. XI.IV.20. En matière de ravitaillement et de logement du personnel, tout déplacement de service effectué en Belgique, toute consigne ou toute opération impromptue doit se faire en recourant aux moyens qui, eu égard à la nature et aux circonstances de la mission, offrent le meilleur compromis entre l'intérêt du Trésor public, d'une part, et celui de l'organisation du service, d'autre part.

Le ministre peut déterminer certaines modalités ou obligations en matière de prise de repas.

Art. XI.IV.21. L'autorité refuse le remboursement des frais de logement et/ou de nourriture lorsqu'ils résultent de déplacements non justifiés. Elle peut également les refuser ou les restreindre lorsque les modalités d'exécution fixées pour l'exécution d'un déplacement de service n'ont pas été respectées.

Art. XI.IV.22. Sans préjudice de l'article XI.IV.20, est considéré comme obligé de prendre, à ses frais, un petit déjeuner, un repas de midi, un repas du soir, un repas de nuit, le membre du personnel qui, pendant la totalité d'une période que le ministre détermine, exécute soit un déplacement de service en Belgique, soit une consigne, soit une opération impromptue, alors qu'il lui est impossible, dans les faits, de prendre le repas considéré à domicile.

Art. XI.IV.23. Le droit à l'indemnisation des frais de nourriture et l'impossibilité visée à l'article XI.IV.22 sont présumés vérifiés, même alors qu'il n'y a pas déplacement de service, pour le membre du personnel qui suit une formation sur son lieu habituel de travail, lorsque l'autorité organise la prise en charge, selon le cas, par l'Etat, une commune ou une zone de police pluricommunale, des frais de repas pour les autres participants à la formation qui se trouvent, eux, en déplacement de service.

Art. XI.IV.24. § 1^{er}. Pour que le droit à l'indemnisation des frais de nourriture soit ouvert en cas de détachement, il faut que la totalité d'une ou de plusieurs des périodes visées à l'article XI.IV.22 soit couverte par le temps d'une présence sur le lieu de détachement qui soit nécessitée par le service ou par le temps consacré à une mission exécutée dans le cadre du détachement. Dans ce dernier cas cependant, il ne peut y avoir cumul des différents régimes d'indemnité éventuellement applicables.

Est considérée comme une présence nécessitée par le service, la présence du membre du personnel sur le lieu du détachement ou sur une des communes attenantes, lorsqu'elle résulte de l'obligation, en dehors d'une période d'interruption du détachement, de loger en dehors de son domicile.

§ 2. N'est jamais considérée comme une présence qui soit nécessitée par le service, le fait pour un membre du personnel qui est détaché dans une unité ou un service, situé(e) sur la commune de son domicile, de rester volontairement sur le lieu de détachement alors qu'il bénéficie d'une interruption de service de minimum une heure à l'effet notamment de prendre un repas, sauf s'il s'agit d'un détachement à l'effet de suivre une formation et que les frais de repas sont directement pris en charge, selon le cas, par l'Etat, une commune ou une zone de police pluricommunale.

Art. XI.IV.25. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article XI.IV.20, l'obligation de loger à ses frais hors du domicile est présumée chaque fois que le membre du personnel effectue un déplacement de service en Belgique, participe à une opération impromptue ou est consigné, pendant la totalité d'une période que le ministre détermine.

AFDELING 3. — DE VERGOEDING VAN MAALTIJD- EN VERBLIJFKOSTEN GEDURENDE EEN DIENSTVERPLAATSING VERRICHT IN BELGIË OF GEDURENDE EEN CONSIGNE OF EEN ONVERWACHTE OPERATIE

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen inzake vergoeding van maaltijd- en verblijfkosten

Art. XI.IV.19. Behalve wanneer zij door een derde worden bekostigd, worden de maaltijd- en verblijfkosten ten gevolge van de dienstverplaatsingen verricht in België of van consignes of onverwachte operaties, gedekt door de openbare Schatkist in de vorm en onder de voorwaarden bepaald in deze afdeling.

Art. XI.IV.20. Inzake de bevoorrading en het logement van het personeel, moet elke dienstverplaatsing verricht in België, elk consigne of elke onverwachte operatie gebeuren door gebruik te maken van de middelen die, gelet op de aard en de omstandigheden van de opdracht, het midden houden tussen enerzijds het belang van de openbare Schatkist en anderzijds dat van de organisatie van de dienst.

De minister kan modaliteiten en verplichtingen bepalen inzake het gebruik van een maaltijd.

Art. XI.IV.21. De overheid weigert de terugbetaling van verblijf- en/of maaltijdkosten wanneer zij het gevolg zijn van niet-gerechtigde verplaatsingen. Zij kan deze eveneens weigeren of beperken wanneer de nadere uitvoeringsregels, vastgesteld voor de uitvoering van een dienstverplaatsing, niet werden gerespecteerd.

Art. XI.IV.22. Onverminderd artikel XI.IV.20, wordt het personeelslid, dat gedurende de gehele periode door de minister bepaald, een dienstverplaatsing in België, een consigne of een onverwachte operatie uitvoert, terwijl het gelet op de feiten, onmogelijk de bedoelde maaltijd thuis kan gebruiken, als verplicht beschouwd om op eigen kosten een ontbijt, een lunch, een avondmaal, een nachtmaal, te gebruiken.

Art. XI.IV.23. Het recht op de vergoeding van maaltijdkosten en de onmogelijkheid bedoeld in artikel XI.IV.22 worden geacht te zijn gecontroleerd, zelfs wanneer er geen dienstverplaatsing is, voor het personeelslid dat een opleiding volgt in zijn gewone plaats van het werk, wanneer de overheid de tenlasteneming organiseert, naar gelang van het geval, door de Staat, een gemeente of een meergemeentezone van de maaltijdkosten voor de andere deelnemers aan de opleiding die wel in dienstverplaatsing zijn.

Art. XI.IV.24. § 1. Opdat men in geval van detachering recht zou hebben op de vergoeding van de maaltijdkosten, is het nodig dat het geheel van één of meerdere periodes bedoeld in artikel XI.IV.22 gedekt wordt door de tijd van aanwezigheid op de plaats van detachering die door de dienst wordt vereist, of door de tijd besteed aan een opdracht die in het raam van de detachering wordt uitgevoerd. In dat laatste geval mogen de verschillende, eventueel toepasselijke vergoedingsstelsels evenwel niet gecumuleerd worden.

De aanwezigheid van het personeelslid op de plaats van detachering of op één van de aangrenzende gemeenten, wanneer die voortvloeit uit de verplichting om, buiten een onderbrekingsperiode van de detachering, buiten zijn woonplaats te verblijven, wordt beschouwd als een aanwezigheid vereist door de dienst.

§ 2. De toestand waarbij een personeelslid dat gedetacheerd is naar een eenheid of een dienst in de gemeente van zijn woonplaats, vrijwillig op de plaats van detachering blijft terwijl het een dienstonderbreking van minimum één uur geniet om onder meer een maaltijd te gebruiken, wordt nooit beschouwd als een aanwezigheid vereist door de dienst, behalve wanneer het gaat om een detachering met het oog op het volgen van een opleiding en de maaltijdkosten onmiddellijk voor rekening zijn van, naar gelang van het geval, de Staat, een gemeente of een meergemeentezone.

Art. XI.IV.25. § 1. Onverminderd artikel XI.IV.20, wordt de verplichting om op eigen kosten buiten zijn woonplaats te verblijven, geacht te bestaan telkens het personeelslid gedurende het geheel van de periode die de minister bepaalt, een dienstverplaatsing uitvoert in België, deelneemt aan een onverwachte operatie of wordt geconsigneerd.

Elle est également présumée lorsqu'un voyage de service, un rappel, une opération imprévue ou une consigne qui dure depuis plus de dix heures, s'achève, sur le lieu de la mission ou au lieu habituel ou temporaire de travail, au delà de 22 heures et que le membre du personnel doit encore à ce moment accomplir, pour rejoindre son domicile ou un logement dont il dispose sur son lieu habituel ou temporaire de travail, un trajet dont le ministre détermine la longueur ou la durée minimale.

§ 2. L'obligation n'existe cependant jamais lorsque le déplacement de service effectué en Belgique a lieu sur la commune du domicile ou de la résidence ou sur une des communes attenantes.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et sans préjudice du § 2, l'obligation de loger hors du domicile est considérée comme remplie dans le cas d'un détachement, si, en dehors d'une période d'interruption du détachement, le membre du personnel opte pour loger en dehors de son domicile en lieu et place d'un retour quotidien.

Art. XI.IV.26. Le ministre ou l'autorité qu'il désigne, pour la police fédérale, le bourgmestre, le collège de police ou l'autorité désignée par l'une de ces instances, pour les corps de police locale, peuvent déroger à la condition des cinq heures visée à l'article XI.IV.28 et autoriser, dans les limites visées à l'article XI.IV.28, et sans préjudice de l'article XI.IV.27, une indemnisation des frais de repas qui auraient déjà été engagés à ce moment par un membre du personnel, lorsque l'autorité qui a commandé un voyage de service ou un rappel décide d'y mettre subitement fin, alors que les conditions initiales d'exécution de la mission laissaient, avec toute vraisemblance, présumer que toutes les conditions pour une indemnisation seraient remplies.

Art. XI.IV.27. Le ministre ou l'autorité qu'il désigne pour la police fédérale, le bourgmestre, le collège de police ou l'autorité désignée par l'une de ces instances, pour les corps de police locale, peuvent, en raison des circonstances entourant l'exécution de certaines missions et pour les unités ou services que le ministre désigne, autoriser un remboursement des frais de nourriture et/ou de logement qui aille au delà des montants repris aux tableaux 1 et/ou 3 de l'annexe 9.

En matière de frais de nourriture, dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, le remboursement ne s'effectue pas de manière forfaitaire mais sur présentation d'une note ou d'un reçu ou, à défaut, d'une déclaration du membre du personnel concerné.

Sous-section 2. — Des frais de nourriture ou de logement résultant d'un rappel ou d'un voyage de service

Art. XI.IV.28. Le membre du personnel qui, pendant un rappel ou un voyage de service, et à la condition qu'ils durent au moins cinq heures, est obligé de prendre un repas à ses frais voit ses frais :

1° soit pris en charge directement, selon le cas, par l'Etat, une commune ou une zone de police pluricommunale, dans la limite des montants figurant au tableau 1 de l'annexe 9;

2° soit indemnisés forfaitairement comme fixé aux tableaux 1 ou 2 de l'annexe 9.

Si le déplacement de service n'a pas fait l'objet de directives particulières de la part de l'autorité quant aux modalités de ravitaillement, le tableau 1 est utilisé d'office.

Art. XI.IV.29. Le membre du personnel qui, pendant un rappel ou un voyage de service, et à la condition qu'ils durent au moins cinq heures, est obligé de loger à ses frais en dehors de son domicile, voit ses frais :

1° soit pris en charge directement, selon le cas, par l'Etat, une commune ou une zone de police pluricommunale, dans la limite des montants figurant au tableau 3 de l'annexe 9;

2° soit remboursés, sur présentation d'une note ou d'un reçu, dans la limite des montants figurant au tableau 3 de l'annexe 9.

Ze wordt eveneens geacht te bestaan wanneer een dienstreis, een terugroeping, een onverwachte operatie of een consigne die reeds meer dan tien uur duurt, ten einde loopt op de plaats van de opdracht of de gewone of tijdelijke plaats van het werk, na 22 uur en het personeelslid op dat ogenblik, teneinde terug te keren naar zijn woonplaats of naar een verblijfplaats waarover het op zijn gewone of tijdelijke plaats van het werk beschikt, nog een traject moet afleggen waarvan de minister de minimale afstand of duur bepaalt.

§ 2. De verplichting bestaat evenwel nooit wanneer de dienstverplaatsing verricht in België, plaatsvond in de gemeente van de woonplaats of de verblijfplaats of in één van de aangrenzende gemeenten.

§ 3. In afwijking van § 1, eerste lid, en onverminderd § 2, wordt de verplichting om buiten de woonplaats te verblijven, beschouwd als vervuld in geval van een detachering als, buiten een onderbrekingsperiode van de detachering, het personeelslid ervoor kiest om buiten zijn woonplaats te verblijven in plaats van dagelijks naar huis terug te keren.

Art. XI.IV.26. De minister of de overheid die hij aanwijst, voor de federale politie, de burgemeester, het politiecollege of de overheid aangewezen door één van die instanties, voor de lokale politiekorpsen, kunnen, binnen de grenzen bedoeld in artikel XI.IV.28, en onverminderd artikel XI.IV.27, afwijken van de voorwaarde van vijf uren bedoeld in artikel XI.IV.28 en een vergoeding van de maaltijdkosten toelaten die op dat ogenblik reeds zouden gemaakt zijn door een personeelslid, wanneer de overheid die een dienstreis of een terugroeping heeft bevolen, beslist daaraan onmiddellijk een einde te stellen, terwijl de aanvankelijke uitvoeringsvoorwaarden van de opdracht lieten vermoeden dat, naar alle waarschijnlijkheid, alle voorwaarden voor een vergoeding zouden zijn vervuld.

Art. XI.IV.27. De minister of de overheid die hij aanwijst voor de federale politie, de burgemeester, het politiecollege of de overheid aangewezen door één van deze instanties, voor de lokale politie, kunnen, op grond van de omstandigheden waarin bepaalde opdrachten moeten worden uitgevoerd en voor de eenheden of diensten die de minister aanwijst, een terugbetaling van de maaltijd- en/of verblijfkosten toestaan die de bedragen overschrijden die zijn opgenomen in tabel 1 en/of 3 van bijlage 9.

In de in het eerste lid bedoelde gevallen vindt de terugbetaling, voor wat de maaltijdkosten betreft, niet plaats op een forfaitaire wijze maar wel op grond van de voorlegging van een rekening of een ontvangstbewijs of, bij gebreke hiervan, een verklaring van het betrokken personeelslid.

Onderafdeling 2. — De maaltijd- of verblijfkosten als gevolg van een terugroeping of een dienstreis

Art. XI.IV.28. De kosten van het personeelslid dat tijdens een terugroeping of een dienstreis en op voorwaarde dat die ten minste vijf uur duren, verplicht wordt om een maaltijd op eigen kosten te gebruiken, worden :

1° hetzij rechtstreeks ten laste genomen door, naar gelang van het geval, de Staat, een gemeente of een meergemeentezone, binnen de perken van de bedragen die voorkomen in tabel 1 van bijlage 9;

2° hetzij, forfaitair vergoed zoals vastgesteld in de tabellen 1 of 2 van bijlage 9.

Indien de dienstverplaatsing geen voorwerp uitmaakte van bijzondere richtlijnen met betrekking tot de bevoorradingsmodaliteiten vanwege de overheid, wordt tabel 1 van ambtswege gebruikt.

Art. XI.IV.29. De kosten van het personeelslid dat tijdens een terugroeping of een dienstreis en op voorwaarde dat die ten minste vijf uur duren, verplicht wordt om op eigen kosten buiten zijn woonplaats te verblijven, worden :

1° hetzij, rechtstreeks ten laste genomen door, naar gelang van het geval, de Staat, een gemeente of een meergemeentezone, binnen de perken van de bedragen die voorkomen in tabel 3 van bijlage 9;

2° hetzij, terugbetaald, op overlegging van een rekening of een ontvangstbewijs, binnen de perken van de bedragen die voorkomen in tabel 3 van bijlage 9.

Art. XI.IV.30. La condition des cinq heures visée aux articles XI.IV.28 et XI.IV.29 est vérifiée en tenant compte du laps de temps qui s'écoule entre le moment où le membre du personnel quitte l'endroit où débute le rappel ou le voyage de service, et le moment où il rejoint l'endroit où le rappel ou le voyage de service s'achève.

Sous-section 3. — Des frais de nourriture
ou de logement résultant d'une consigne ou d'un détachement

Art. XI.IV.31. Le membre du personnel qui, pendant un détachement ou une consigne, est obligé de prendre un repas ou de loger en dehors de son domicile à ses frais, se voit appliquer les règles applicables au voyage de service et au rappel visées aux articles XI.IV.28 et XI.IV.29, la condition portant sur la durée d'un déplacement de service ne devant cependant pas être rencontrée.

Aucune indemnisation n'est toutefois opérée pendant les périodes d'interruption de détachement, autres que celles qui résultent de l'accomplissement d'un autre déplacement de service.

Art. XI.IV.32. Par dérogation à l'article XI.IV.31, alinéa 2, pendant une période d'interruption d'un détachement, la prise en charge ou le remboursement des frais de logement peuvent être poursuivis, si, au départ du détachement et dans l'intérêt du Trésor public, il a été opté par l'autorité qui a ordonné le détachement, pour une formule de location autre qu'à la nuitée, ou si le membre du personnel déclare être demeuré volontairement sur le lieu de détachement.

Sous-section 4. — Des frais de nourriture
résultant d'une opération impromptue

Art. XI.IV.33. § 1^{er}. Par dérogation à la condition des cinq heures visée à l'article XI.IV.28, le membre du personnel qui est engagé dans ou rappelé pour une opération impromptue peut, sur décision de l'autorité, bénéficier d'une collation prise en charge directement par l'Etat, une commune ou une zone de police pluricommunale.

Le ministre fixe les conditions auxquelles l'opération impromptue doit répondre pour que le régime visé à l'alinéa 1^{er} puisse être appliqué.

§ 2. Si, après cette collation, l'engagement doit être maintenu, les régimes visés aux articles XI.IV.28 et XI.IV.31 sont alors appliqués. En tout état de cause, il ne peut y avoir de cumul de deux régimes pour une même période de repas, le régime prévu pour l'opération impromptue, lorsqu'il y est recouru, prévalant toujours sur les autres régimes.

§ 3. Si des membres du personnel participant aux équipes permanentes d'intervention et de pointe dans une zone de police ou au piquet de la réserve générale de la police fédérale viennent également à bénéficier de la collation visée ci-avant, l'allocation forfaitaire visée à l'article XI.IV.34 n'est pas due pour la période de repas concernée.

§ 4. Le montant de la prise en charge est limité aux montants figurant, selon le cas, au tableau 2 de l'annexe 9.

Sous-section 5. — Des frais de nourriture résultant de la participation d'un membre du personnel aux équipes permanentes d'intervention et de pointe d'une zone de police ou au piquet de permanence de la réserve générale de la police fédérale

Art. XI.IV.34. Le membre du personnel qui est désigné pour participer à une équipe permanente d'intervention ou de pointe d'une zone de police ou au piquet de permanence de la réserve générale de la police fédérale, bénéficie d'une ou de plusieurs indemnités forfaitaires dont le montant figure au tableau 2 de l'annexe 9, selon que la période où il est désigné pour ces services couvre une ou plusieurs des périodes dont question à l'article XI.IV.22.

Art. XI.IV.30. De voorwaarde van de vijf uur bedoeld in de artikelen XI.IV.28 en XI.IV.29 wordt gecontroleerd door rekening te houden met het tijdsverloop tussen het ogenblik waarop het personeelslid de plaats van aanvang van de terugroeping of de dienstreis verlaat en het moment waarop hij terugkeert naar de plaats waar de terugroeping of de dienstreis ten einde loopt.

Onderafdeling 3. — De maaltijd-
of verblijfkosten als gevolg van een consigne of een detachering

Art. XI.IV.31. Met betrekking tot het personeelslid dat tijdens een detachering of een consigne wordt verplicht op eigen kosten een maaltijd te gebruiken of buiten zijn woonplaats te verblijven, moeten de regels die van toepassing zijn op de dienstreis en de terugroeping bedoeld in de artikelen XI.IV.28 en XI.IV.29, worden toegepast, waarbij de voorwaarde die betrekking heeft op de duur van een dienstverplaatsing evenwel niet voldaan moet worden.

Geen enkele vergoeding wordt evenwel toegekend gedurende de onderbrekingsperiodes van een detachering, die niet het gevolg zijn van een andere dienstverplaatsing.

Art. XI.IV.32. Tijdens een onderbrekingsperiode van een detachering kunnen, in afwijking van artikel XI.IV.31, tweede lid, de tenlasteneming of de terugbetaling van de verblijfkosten worden voortgezet als, aan het begin van de detachering en in het belang van de openbare Schatkist, door de overheid die de detachering heeft opgelegd, geopteerd wordt voor een andere huurformule dan voor één nacht, of als het personeelslid verklaart vrijwillig te zijn gebleven op de plaats van detachering.

Onderafdeling 4. — De maaltijdkosten
als gevolg van een onverwachte operatie

Art. XI.IV.33. § 1. In afwijking van de voorwaarde van de vijf uren bedoeld in artikel XI.IV.28, kan het personeelslid dat wordt ingezet bij of teruggeroepen voor een onverwachte operatie, na beslissing van de overheid, een lichte maaltijd genieten die rechtstreeks ten laste komt van de Staat, een gemeente of een meergemeentezone.

De minister bepaalt de voorwaarden waaraan de onverwachte operatie moet beantwoorden opdat het in het eerste lid bedoelde stelsel kan worden toegepast.

§ 2. Als, na die lichte maaltijd, de inzet moet behouden blijven, worden de stelsels bedoeld in de artikelen XI.IV.28 en XI.IV.31 toegepast. In ieder geval kunnen de twee stelsels niet gecumuleerd worden voor éénzelfde maaltijdperiode, aangezien het stelsel dat voor de onverwachte operatie wordt voorzien, wanneer het wordt toegepast, altijd voorrang heeft op de andere stelsels.

§ 3. Als de personeelsleden die deelnemen aan de permanente interventie- en piekploegen in een politiezone of aan het piket van de algemene reserve van de federale politie, eveneens de hiervoor bedoelde lichte maaltijd genieten, is de forfaitaire vergoeding bedoeld in artikel XI.IV.34 niet verschuldigd voor de betreffende maaltijdperiode.

§ 4. Het bedrag van de tenlasteneming is beperkt tot de bedragen die, naar gelang van het geval, voorkomen in tabel 2 van bijlage 9.

Onderafdeling 5. — De maaltijdkosten als gevolg van de deelname van een personeelslid aan de permanente interventie- en piekploegen van een politiezone of aan het permanentiepiket van de algemene reserve van de federale politie

Art. XI.IV.34. Het personeelslid dat is aangewezen om deel te nemen aan een permanente interventie- of piekploeg van een politiezone of aan het permanentiepiket van de algemene reserve van de federale politie, geniet één of meerdere forfaitaire vergoedingen waarvan het bedrag voorkomt in tabel 2 van bijlage 9, voor zover de periode gedurende dewelke het is aangewezen voor die diensten één of meerdere periodes dekt waarvan sprake in artikel XI.IV.22.

Sous-section 6. — Des frais de nourriture
résultant d'un transfert du lieu habituel de travail

Art. XI.IV.35. § 1^{er}. Sans préjudice des articles XI.IV.22 et XI.IV.24, le régime relatif aux frais de nourriture résultant d'un détachement et visé à l'article XI.IV.31, est applicable au membre du personnel auquel, en vertu d'une désignation d'office telle que visée à l'article VI.II.69, d'une réaffectation telle que visée à l'article VI.II.85, 1° et 6°, ou suite à une mesure d'ordre, un nouveau lieu habituel de travail est assigné, à la condition que celui-ci soit distant de plus de 10 kilomètres de l'ancien ainsi que de l'ancien domicile/résidence. La condition afférente au domicile/résidence n'est pas requise pour le membre du personnel dont le lieu habituel de travail est aussi le domicile/résidence.

§ 2. Le régime visé au § 1^{er}, ne sera appliqué que jusqu'à la date d'un déménagement et, en tout état de cause, sera limité, au maximum, à une période de quatre mois succédant à la date à laquelle le transfert du lieu habituel de travail est opéré de façon effective. Néanmoins, lorsque le déménagement est opéré après que le transfert du lieu habituel de travail soit devenu officiel mais avant la date à laquelle celui-ci est opéré de façon effective, le régime ne sera appliqué que jusqu'à la date où le transfert devient effectif et, en tout état de cause, sera limité au maximum, à une période de quatre mois succédant à la date à laquelle ce même transfert était devenu officiel.

Dans des cas jugés dignes d'intérêt, notamment l'impossibilité de résilier un bail dans le délai de quatre mois, le ministre ou l'autorité qu'il désigne, pour la police fédérale, le bourgmestre ou le collège de police ou l'autorité désignée par l'une de ces instances, pour les corps de police locale, peuvent, sur demande du membre du personnel qui se montre réellement désireux de procéder à un déménagement, porter cette période à six mois.

SECTION 4. — DE L'INDEMNISATION DE FRAIS D'UNE AUTRE NATURE QUE LES FRAIS DE PARCOURS OU DE DEMENAGEMENT, EXPOSES DURANT UN DEPLACEMENT DE SERVICE HORS DU ROYAUME

Sous-section 1^{re}. — Champ d'application et dispositions générales

Art. XI.IV.36. Les régimes d'indemnisation visés à la présente section peuvent être appliqués, sur décision du ministre, aux personnes étrangères à la police fédérale qui, dans le cadre de l'exécution de missions de police, effectuent des déplacements de service hors du Royaume sur décision ou pour les besoins des Ministères de l'Intérieur ou de la Justice ou de la police fédérale.

Pour ce faire, il détermine à quel niveau ces personnes sont assimilées.

Art. XI.IV.37. Pour l'application de la présente section, le ministre, pour la police fédérale, le bourgmestre ou le collège de police, pour les corps de police locale, désignent l'autorité habilitée à :

- 1° statuer sur les excédents de frais visés à l'article XI.IV.46;
- 2° prendre effectivement en considération les frais visés à l'article XI.IV.57;
- 3° prendre effectivement en considération les frais scolaires tels que visés à l'article XI.IV.63, § 1^{er}.

Sous-section 2. — Des frais exposés lors de missions temporaires

Art. XI.IV.38. Sauf si les frais correspondants sont pris en charge par un tiers, les missions temporaires donnent lieu :

- 1° soit à la prise en charge directement par l'Etat, la commune ou la zone de police pluricommunale, des frais de logement et/ou de repas;
- 2° soit à des indemnités de séjour, composées d'indemnités forfaitaires journalières et d'indemnités couvrant les frais de logement.

Les indemnités forfaitaires journalières sont censées couvrir les frais encourus en cours de mission temporaire pour les repas, les boissons, les transports locaux et autres menues dépenses.

Onderafdeling 6. — De maaltijdkosten
als gevolg van een overbrenging van de gewone plaats van het werk

Art. XI.IV.35. § 1. Onverminderd de artikelen XI.IV.22 en XI.IV.24, is het stelsel met betrekking tot de maaltijdkosten als gevolg van een detachering en bedoeld in artikel XI.IV.31, van toepassing op het personeelslid dat, krachtens een ambtshalve aanwijzing zoals bedoeld in artikel VI.II.69, een herplaatsing zoals bedoeld in artikel VI.II.85, 1° en 6°, of naar aanleiding van een ordemaatregel, een nieuwe gewone plaats van het werk krijgt toegewezen, op voorwaarde dat die laatste op meer dan 10 kilometer verwijderd ligt van de vorige plaats van het werk alsook van de vorige woonplaats/verblijfplaats. De voorwaarde met betrekking tot de woonplaats/verblijfplaats is niet vereist voor het personeelslid waarvan de gewone plaats van het werk ook de woonplaats/verblijfplaats is.

§ 2. Het stelsel bedoeld in § 1, zal slechts van toepassing zijn tot de datum van een verhuizing en zal, in ieder geval, worden beperkt tot maximum een periode van vier maanden die volgt op de datum waarop de overbrenging van de gewone plaats van het werk effectief wordt uitgevoerd. Wanneer de verhuizing evenwel wordt uitgevoerd nadat de overbrenging van de gewone plaats van het werk officieel is geworden maar vóór de datum waarop deze werkelijk plaatsvindt, zal het bedoelde stelsel slechts worden toegepast tot op de datum waarop de overbrenging werkelijk plaatsvindt en zal, in ieder geval, beperkt zijn tot maximum een periode van vier maanden die volgt op de datum waarop deze overbrenging officieel is geworden.

In de gevallen die als belangwekkend worden beschouwd, onder meer de onmogelijkheid om een huurcontract binnen de vier maanden op te zeggen, kan de minister of de overheid die hij aanwijst, voor de federale politie, de burgemeester of het politiecollege of de overheid aangewezen door één van die instanties, voor de lokale politiekorpsen, op vraag van het personeelslid dat werkelijk de intentie heeft te verhuizen, die periode op zes maanden brengen.

AFDELING 4. — DE VERGOEDING VAN KOSTEN DIE VAN EEN ANDERE AARD ZIJN DAN DE TRAJECT- OF VERHUISKOSTEN, GEMAAKT TIJDENS EEN DIENSTVERPLAATSING BUITEN HET RIJK

Onderafdeling 1. — Toepassingsgebied en algemene bepalingen

Art. XI.IV.36. De vergoedingsstelsels bedoeld in deze afdeling kunnen, na beslissing van de minister, worden toegepast op de personen die niet tot de federale politie behoren en die, in het raam van de uitvoering van politieopdrachten, dienstverplaatsingen uitvoeren buiten het Rijk na beslissing van of ten behoeve van de Ministeries van Binnenlandse Zaken of Justitie of van de federale politie.

Daartoe bepaalt hij met welk niveau die personen worden gelijkgesteld.

Art. XI.IV.37. Voor de toepassing van deze afdeling, wijst de minister, voor de federale politie, de burgemeester of het politiecollege voor de lokale politiekorpsen, de overheid aan die bevoegd is om :

- 1° uitspraak te doen over de meerkosten bedoeld in artikel XI.IV.46;
- 2° effectief de kosten bedoeld in artikel XI.IV.57 in aanmerking te nemen;
- 3° effectief de schoolkosten zoals bedoeld in artikel XI.IV.63, § 1, in aanmerking te nemen.

Onderafdeling 2. — Kosten gemaakt tijdens tijdelijke opdrachten

Art. XI.IV.38. Behalve als de overeenstemmende kosten door een derde worden ten laste genomen, geven de tijdelijke opdrachten aanleiding tot :

- 1° hetzij de rechtstreekse tenlasteneming door de Staat, de gemeente of de meergemeentezone van verblijf- en/of maaltijdkosten;
- 2° hetzij de verblijfvergoedingen, samengesteld uit forfaitaire dagvergoedingen en vergoedingen die de verblijfkosten dekken.

De dagelijkse forfaitaire vergoedingen worden geacht de kosten te dekken die tijdens de tijdelijke opdracht worden gemaakt voor de maaltijden, de drank, het plaatselijke vervoer en de andere geringe kosten.

Si les membres du personnel en service permanent sont amenés à effectuer un déplacement de service vers la Belgique, ils sont indemnisés, pendant la durée de leur séjour en Belgique, conformément aux dispositions applicables aux déplacements de service effectués en Belgique.

Art. XI.IV.39. § 1^{er}. Le membre du personnel en mission temporaire perçoit les mêmes indemnités forfaitaires journalières que celles allouées aux délégués et agents qui relèvent du Ministère des Affaires étrangères, du commerce extérieur et de la coopération au développement lorsqu'ils sont chargés d'une mission officielle à l'étranger ou lorsqu'ils siègent dans les commissions internationales.

§ 2. Les membres du personnel qui, au moment où la mission temporaire est exécutée, ne sont pas sous le régime de service permanent, perçoivent les indemnités forfaitaires journalières allouées aux agents appartenant à la carrière de l'Administration Centrale ou à ceux des carrières du Service extérieur et de la Chancellerie, non expatriés; ceux qui, au moment où la mission temporaire est exécutée, sont sous le régime de service permanent, perçoivent celles allouées aux agents de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie.

§ 3. Si les frais de repas sont directement pris en charge par l'Etat, la commune ou la zone pluricommunale, le membre du personnel perçoit un pourcentage de l'indemnité forfaitaire journalière, que le ministre détermine.

Si un ou des repas ou d'autres frais sont pris en charge par les autorités étrangères ou l'organisme international hôte, le membre du personnel est tenu de signaler ce fait et l'indemnité forfaitaire journalière sera dans ce cas retenue ou réduite en proportion.

Art. XI.IV.40. La réactualisation des montants des indemnités forfaitaires journalières s'opère dans la même mesure et suivant le même rythme qu'au Ministère des Affaires étrangères.

Art. XI.IV.41. Les montants versés au membre du personnel seront calculés au cours moyen du change du mois qui précède le départ.

Le cours moyen du change est :

1° pour les devises dont le cours journalier est publié dans la presse financière, le cours qui correspond à la moyenne arithmétique du cours journalier des billets de banque;

2° pour les autres devises, le cours indicatif tel que publié par la presse financière à l'issue du mois qui précède le départ.

Art. XI.IV.42. Les indemnités journalières sont allouées selon les modalités que le ministre détermine.

Art. XI.IV.43. Sans préjudice des modalités visées à l'article XI.IV.42, et des alinéas 2 et 3, l'indemnité forfaitaire due pour la journée du départ en mission est celle du lieu où doit s'accomplir la mission temporaire.

Lors d'une mission temporaire comprenant diverses destinations dans un même pays, si plusieurs indemnités forfaitaires journalières sont d'application, l'indemnité du lieu où s'est déroulée la nuit précédant le changement de destination détermine celle du jour suivant. A défaut, le membre du personnel est indemnisé sur base de l'indemnité forfaitaire la plus élevée.

Si la mission temporaire implique la traversée de plusieurs pays au cours de la même journée et sans préjudice des modalités visées à l'article XI.IV.42, le membre du personnel est indemnisé sur base de l'indemnité forfaitaire la plus élevée.

Art. XI.IV.44. § 1^{er}. Lorsque le conjoint ou la personne avec laquelle le membre du personnel est dans une situation de cohabitation, que cette dernière soit établie conformément aux articles 1475 à 1479 du Code civil ou non, est autorisé à accompagner le membre du personnel lors d'une mission temporaire, un supplément égal à une demi indemnité forfaitaire journalière par jour peut être accordée au membre du personnel.

Le ministre détermine les cas pour lesquels cette autorisation peut être accordée ainsi que la durée maximale pendant laquelle le régime particulier visé à l'alinéa 1^{er} est applicable.

Indien de personeelsleden in vaste dienst ertoe verplicht worden een dienstverplaatsing te maken naar België, worden zij gedurende de tijd van hun verblijf in België vergoed overeenkomstig de bepalingen toepasselijk op de dienstverplaatsingen die in België zijn uitgevoerd.

Art. XI.IV.39. § 1. Het personeelslid met tijdelijke opdracht ontvangt dezelfde forfaitaire dagvergoedingen als deze die worden toegekend aan de afgevaardigden en ambtenaren die ressorteren onder het Ministerie van Buitenlandse Zaken, van Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, wanneer zij worden belast met een officiële opdracht in het buitenland of wanneer zij in de internationale commissies zetelen.

§ 2. De personeelsleden die zich, op het ogenblik dat de tijdelijke opdracht wordt uitgevoerd, niet onder het stelsel van vaste dienst bevinden, ontvangen de forfaitaire dagvergoedingen die worden toegekend aan de ambtenaren die deel uitmaken van de diplomatieke dienst van de Centrale Administratie of van de diplomatieke diensten van de Buitendienst of van de Kanselarij voor de niet-uitgeweken personen; zij die zich, op het ogenblik dat de tijdelijke opdracht wordt uitgevoerd, onder het stelsel van vaste dienst bevinden, ontvangen de vergoedingen die worden toegekend aan de ambtenaren van de diplomatieke dienst van de Buitendienst en van de diplomatieke dienst van de Kanselarij.

§ 3. Als de maaltijdskosten rechtstreeks door de Staat, de gemeente of de meergemeentezone worden ten laste genomen, ontvangt het personeelslid een percentage van de forfaitaire dagvergoeding, dat de minister bepaalt.

Als één of meerdere maaltijden of andere kosten door de buitenlandse overheden of de internationale gastheerinstelling ten laste worden genomen, dient het personeelslid dat feit te vermelden en zal de forfaitaire dagvergoeding in dat geval ingehouden worden of naar verhouding beperkt worden.

Art. XI.IV.40. De herwaardering van de bedragen van de forfaitaire dagvergoedingen komen in dezelfde mate en overeenkomstig hetzelfde ritme tot stand als bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Art. XI.IV.41. De bedragen uitgekeerd aan het personeelslid, zullen aan de hand van de gemiddelde wisselkoers van de maand die aan het vertrek voorafgaat, worden berekend.

De gemiddelde wisselkoers is :

1° voor de valuta waarvan de dagkoers in de financiële pers wordt gepubliceerd, de koers die overeenstemt met het rekenkundige gemiddelde van de dagkoers van de bankbiljetten;

2° voor de andere valuta, de advieskoers zoals gepubliceerd in de financiële pers aan het einde van de maand die aan het vertrek voorafgaat.

Art. XI.IV.42. De dagvergoedingen worden toegekend overeenkomstig de nadere regels die de minister bepaalt.

Art. XI.IV.43. Onverminderd de nadere regels bedoeld in artikel XI.IV.42, en het tweede en het derde lid, is de forfaitaire vergoeding verschuldigd voor de dag van het vertrek op opdracht, deze van de plaats waar de tijdelijke opdracht moet worden vervuld.

Tijdens een tijdelijke opdracht met verschillende bestemmingen in éénzelfde land, als er meerdere forfaitaire dagvergoedingen van toepassing zijn, bepaalt de vergoeding van de plaats waar de nacht werd dorgebracht voorafgaand aan de verandering van bestemming, de vergoeding van de volgende dag. Bij gebrek hieraan wordt het personeelslid vergoed op basis van de hoogste forfaitaire vergoeding.

Als de tijdelijke opdracht het doorkruisen van verschillende landen gedurende dezelfde dag met zich meebrengt en, onverminderd de nadere regels bedoeld in artikel XI.IV.42, wordt het personeelslid vergoed op basis van de hoogste forfaitaire vergoeding.

Art. XI.IV.44. § 1. Wanneer de echtgenoot of de persoon met wie het personeelslid samenwoont, ongeacht of het samenwonen is vastgesteld overeenkomstig de artikelen 1475 tot 1479 van het burgerlijk wetboek, wordt toegestaan het personeelslid tijdens een tijdelijke opdracht te vergezellen, kan er, per dag, aan het personeelslid een toeslag worden toegekend van een halve forfaitaire dagvergoeding.

De minister bepaalt de gevallen waarvoor die toelating kan worden toegekend, alsook de maximumduur gedurende welke het in het eerste lid bedoelde bijzondere stelsel van toepassing is.

§ 2. La preuve de la cohabitation est fournie de la manière visée à l'article XI.IV.13, 14°.

Art. XI.IV.45. Les frais exceptionnels tels que communications téléphoniques internationales pour raison de service ou autres dépenses exceptionnelles non couvertes par l'indemnité forfaitaire journalière ou par l'indemnité couvrant les frais de logement qui, de par la nature de la mission ou pour motif de force majeure, n'ont pu être évités, pourront être remboursés sur production de pièces justificatives :

1° soit par décision du ministre ou de l'autorité déléguée par lui à cette fin, pour la police fédérale;

2° soit par décision du bourgmestre, du collège de police ou de l'autorité déléguée à cette fin par l'une de ces instances, pour les corps de la police locale,

si ces frais sont estimés justifiés par eux.

Art. XI.IV.46. Par ailleurs, si les communications de service locales et/ou les déplacements dans le pays de destination viennent à se multiplier en sorte que les frais exposés viennent à dépasser un pourcentage de la partie de l'indemnité forfaitaire journalière censé couvrir les menues dépenses, que le ministre détermine, ces frais peuvent, moyennant accord de l'autorité désignée par le ministre, pour la police fédérale, par le bourgmestre ou le collège de police, pour les corps de la police locale, et sur présentation d'un ticket, d'une note ou d'un reçu - à défaut, sur base d'une déclaration mentionnant l'importance de ces frais - faire l'objet d'un remboursement complémentaire.

Art. XI.IV.47. § 1^{er}. Les frais de logement sont remboursés dans la limite de montants maxima par nuitée sur base des frais réellement engagés, moyennant présentation des factures et des preuves de paiement. Ces montants maxima sont les mêmes que ceux alloués aux délégués et agents qui relèvent du Ministère des Affaires étrangères, du commerce extérieur et de la coopération au développement lorsqu'ils sont chargés d'une mission officielle à l'étranger ou lorsqu'ils siègent dans les commissions internationales.

Les dépassements des montants visés à l'alinéa 1^{er} sont censés être couverts par l'indemnité de poste lorsque la mission temporaire est effectuée dans le cadre d'un service permanent.

§ 2. Les membres du personnel qui, au moment où la mission temporaire est exécutée, ne sont pas sous le régime de service permanent, sont indemnisés dans la limite des montants maxima prévus pour les agents appartenant à la carrière de l'Administration centrale ou pour ceux des carrières du Service extérieur et de la Chancellerie, non expatriés; ceux qui, au moment où la mission temporaire est exécutée, sont sous le régime de service permanent, sont indemnisés dans la limite des montants maxima prévus pour les agents de la carrière du Service extérieur et de la carrière de la Chancellerie.

§ 3. Le ministre détermine quels sont les frais de logement qui peuvent être pris en considération pour un remboursement.

§ 4. Les dépassements des montants maxima visés au § 1^{er}, ne pourront être pris en considération que :

1° s'il est impératif que le membre du personnel loge dans un hôtel bien déterminé parce que les circonstances particulières de la mission l'imposent ou parce que l'hôtel est réservé d'office et d'initiative par les autorités étrangères, notamment dans le cadre de réunions ou conférences internationales;

2° dans le cas d'une autorisation telle que visée à l'article XI.IV.44. Le dépassement pris en compte ne pourra toutefois pas dans ce cas être supérieur de 40 % au montant maximum.

L'autorité habilitée à se prononcer sur la prise en considération de ces dépassements est l'autorité qui commande le déplacement de service.

Art. XI.IV.48. Les missions temporaires que les membres du personnel en service permanent accomplissent au départ de la localité où ils sont affectés en ordre principal ne peuvent donner lieu à un remboursement des frais de logement engagés que si la destination est éloignée d'une distance supérieure à celle que le ministre détermine. Les frais de logement peuvent toutefois être remboursés en tout temps s'ils découlent d'une mission spécifique imposée depuis la métropole.

§ 2. Het bewijs van samenwonen wordt geleverd op basis van artikel XI.IV.13, 14°.

Art. XI.IV.45. De uitzonderlijke kosten zoals internationale telefoonverbindingen voor de dienst of andere niet door de forfaitaire dagvergoeding of door de vergoeding tot dekking van de logementskosten gedekte uitzonderlijke uitgaven die, door de aard van de opdracht of door overmacht, niet konden worden vermeden, kunnen op vertoon van bewijsstukken worden terugbetaald :

1° hetzij bij beslissing van de minister of van de door hem hiertoe gemachtigde overheid, voor de federale politie;

2° hetzij bij beslissing van de burgemeester, van het politiecollege of van de door één van hen hiertoe gemachtigde overheid, voor de lokale politiekorpsen,

als die kosten door hen gerechtvaardigd worden geacht.

Art. XI.IV.46. Bovendien, als de lokale dienstcommunicaties en/of de verplaatsingen in het land van bestemming toenemen zodanig dat de gemaakte kosten een door de minister bepaald percentage van het deel van de forfaitaire dagvergoeding dat geacht wordt de kleine uitgaven te dekken, overschrijden, kunnen die kosten, mits het akkoord van de overheid aangewezen door de minister, voor de federale politie, door de burgemeester of het politiecollege, voor de lokale politiekorpsen, en op vertoon van een ticket, een rekening of een ontvangstbewijs - bij gebreke hiervan, op basis van een verklaring over de omvang van die kosten - het voorwerp uitmaken van een bijkomende terugbetaling.

Art. XI.IV.47. § 1. De logementskosten worden terugbetaald binnen de perken van de maximumbedragen per overnachting op basis van de werkelijk gemaakte kosten en op vertoon van facturen en betalingsbewijzen. Die maximumbedragen zijn dezelfde als de bedragen die worden toegekend aan de afgevaardigden en de ambtenaren die onder het Ministerie van Buitenlandse Zaken, van Buitenlandse Handel en van Ontwikkelingssamenwerking ressorteren, wanneer zij belast zijn met een officiële opdracht in het buitenland of wanneer zij in de internationale commissies zetelen.

De overschrijdingen van de bedragen bedoeld in het eerste lid worden geacht door de postvergoeding gedekt te zijn wanneer de tijdelijke opdracht in het raam van een vaste dienst wordt uitgevoerd.

§ 2. De personeelsleden die zich, op het ogenblik dat de tijdelijke opdracht wordt uitgevoerd, niet onder het stelsel van vaste dienst bevinden, worden vergoed binnen de perken van de maximumbedragen voorzien voor de ambtenaren die deel uitmaken van de diplomatieke dienst van de Centrale Administratie of van de diplomatieke diensten van de Buitendienst of van de Kanselarij voor de niet-uitgeweken personen; zij die zich, op het ogenblik dat de tijdelijke opdracht wordt uitgevoerd, onder het stelsel van vaste dienst bevinden, worden vergoed binnen de perken van de maximumbedragen die worden voorzien voor de ambtenaren van de diplomatieke dienst van de Buitendienst en van de diplomatieke dienst van de Kanselarij.

§ 3. De minister bepaalt welke logementskosten in aanmerking kunnen genomen worden voor een terugbetaling.

§ 4. De overschrijdingen van de maximumbedragen bedoeld in § 1, kunnen slechts in aanmerking worden genomen :

1° als het noodzakelijk is dat het personeelslid in een welbepaald hotel verblijft ingevolge de bijzondere omstandigheden van de opdracht of wanneer het hotel ambtshalve en op initiatief door de buitenlandse overheden werd gereserveerd, onder meer in het raam van internationale vergaderingen of conferenties;

2° in het geval van een toelating zoals bedoeld in artikel XI.IV.44. De in aanmerking genomen overschrijding mag evenwel, in dit geval, niet hoger liggen dan 40 % van het maximumbedrag.

De overheid gemachtigd om zich uit te spreken over de inaanmerkingneming van deze overschrijdingen is de overheid die de dienstverplaatsing beveelt.

Art. XI.IV.48. De tijdelijke opdrachten die de personeelsleden in vaste dienst vervullen vanuit de plaats waar zij in hoofdzaak werden aangewezen, kunnen slechts aanleiding geven tot een terugbetaling van de gemaakte verblijfskosten als de bestemming op een grotere afstand ligt dan die bepaald door de minister. De verblijfskosten kunnen evenwel altijd worden terugbetaald als zij voortvloeien uit een specifieke opdracht die vanuit de metropool wordt opgelegd.

Sous-section 3. — Des frais exposés lors d'un service permanent

Art. XI.IV.49. Sauf si les frais sont pris en charge par un tiers, auquel cas, la prise en charge ou l'indemnité correspondante se verra réduite à due concurrence, les services permanents donnent lieu à :

1° la prise en charge directement par l'Etat, la commune ou la zone de police pluricommunale, des frais de logement, en ce compris les frais de courtage mais à l'exclusion de la caution locative, que le membre du personnel est amené à exposer pour lui-même et son ménage.

Sont visés, tant les frais découlant de la location d'une résidence sur place, que ceux qui seraient exposés sur place dans l'attente de pouvoir effectivement occuper cette résidence;

2° l'octroi d'une indemnité de poste;

3° l'octroi d'une indemnité pour frais d'installation;

4° l'octroi d'une intervention dans les frais de scolarité.

Art. XI.IV.50. Le membre du personnel bénéficie des mêmes composantes de l'indemnité de poste accordée aux agents de la carrière du service extérieur ou de la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères, à l'exception de celles qui sont prévues pour couvrir les frais de réception, de personnel privé d'entretien et de service, de résidence ou pour voitures de fonction.

Ces composantes sont accordées dans les mêmes conditions, aux mêmes taux et suivant les mêmes règles d'octroi que celles qui prévalent pour le personnel du Ministère des Affaires étrangères.

Art. XI.IV.51. Le ministre détermine la fonction de la carrière du service extérieur ou de la carrière de chancellerie à laquelle est assimilée celle que remplit le membre du personnel à l'étranger.

Art. XI.IV.52. S'ils l'estiment justifié par la fonction exercée à l'étranger, le ministre ou l'autorité désignée par lui, pour la police fédérale, le bourgmestre, le collège de police ou l'autorité désignée par l'une de ces instances, pour les corps de police locale, peuvent accorder un complément mensuel forfaitaire à l'indemnité de poste à l'effet de couvrir les frais de représentation que le membre du personnel serait amené à exposer.

Le montant de base de ce complément est celui fixé par le ministre des Affaires étrangères pour les frais de représentation, partie « frais de réception ». Il suit les mêmes règles de calcul que celles qui prévalent pour la partie « frais de réception » de l'indemnité de poste allouée au personnel du Ministère des Affaires étrangères. Le coefficient de représentation est toutefois fixé à 1.

Le membre du personnel qui bénéficie de ce complément ne peut bénéficier de l'indemnité visée aux articles XI.IV.3 et XI.IV.5.

Art. XI.IV.53. L'indemnité de poste est due à partir du jour de départ en service permanent jusque et y compris le jour de la rentrée définitive à l'issue de la période pour laquelle le membre du personnel a été désigné comme effectuant du service permanent, pour autant que le jour de départ et celui de rentrée définitive se situent dans cette période. Si ces jours sont situés en dehors de cette période, l'indemnité ne sera due qu'à partir du jour ou jusqu'au jour où ladite période prend cours ou prend fin.

Elle est payée mensuellement, anticipativement.

Art. XI.IV.54. Si le membre du personnel et son conjoint ou la personne avec laquelle le membre du personnel est dans une situation de cohabitation, que cette dernière soit établie conformément aux articles 1475 à 1479 du Code civil ou non, également membre du personnel, doivent bénéficier l'un et l'autre de l'indemnité de poste pour un service permanent effectué dans la même localité, seule l'indemnité la plus élevée des deux est accordée. Si cela s'avère justifié, un second complément d'indemnité de poste forfaitaire peut cependant être alloué.

Si celle-ci n'est pas connue de l'administration, le membre du personnel doit signaler à l'administration la situation de cohabitation.

Onderafdeling 3. — De kosten gemaakt tijdens een vaste dienst

Art. XI.IV.49. Behalve als de kosten ten laste van een derde komen, in welk geval de tenlasteneming of de overeenstemmende vergoeding naar verhouding zal beperkt worden, geven de vaste diensten aanleiding tot :

1° de rechtstreekse tenlasteneming door de Staat, de gemeente of de meergemeentzone, van de verblijfskosten, met inbegrip van de makelaarskosten maar met uitzondering van de huurwaarborg, die het personeelslid voor zichzelf en zijn gezin moet betalen.

Zijn bedoeld, zowel de kosten die voortvloeien uit het huren van een verblijfplaats ter plaatse, als de kosten die ter plaatse zouden gemaakt worden in afwachting van het effectief innemen van deze verblijfplaats;

2° de toekenning van een postvergoeding;

3° de toekenning van een vergoeding voor vestigingskosten;

4° de toekenning van een tegemoetkoming in de onderwijskosten.

Art. XI.IV.50. Het personeelslid geniet dezelfde bestanddelen van de postvergoeding toegekend aan de ambtenaren van de diplomatieke Buitendienst of van de diplomatieke dienst van de Kanselarij van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, met uitzondering van die bestanddelen die zijn voorzien om de kosten voor ontvangsten, de kosten van het privé onderhouds- en dienstponeel, de verblijfskosten of de kosten voor dienstvoertuigen, te dekken.

Die bestanddelen worden toegekend onder dezelfde voorwaarden, tegen dezelfde bedragen en volgens dezelfde toekenningsregels als deze die gelden voor het personeel van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Art. XI.IV.51. De minister bepaalt het ambt van de diplomatieke dienst van de Buitendienst of van de diplomatieke dienst van de Kanselarij met dewelke het ambt dat het personeelslid in het buitenland uitoefent, wordt gelijkgesteld.

Art. XI.IV.52. Als zij het gerechtvaardigd achten vanwege het ambt uitgeoefend in het buitenland, kunnen de minister of de door hem aangewezen overheid, voor de federale politie, de burgemeester, het politiecollege of de door één van die instanties aangewezen overheid, voor de lokale politiekorpsen, een maandelijks forfaitaire toeslag bij de postvergoeding toekennen met het oogmerk de representatiekosten te dekken die het personeelslid zou moeten betalen.

Het basisbedrag van deze toeslag is deze vastgelegd door de minister van Buitenlandse Zaken voor de representatievergoeding, deel « vergoeding voor ontvangsten ». Dit volgt dezelfde berekeningsregels als deze die gelden voor het deel « vergoeding voor ontvangsten » van de postvergoeding toegekend aan het personeel van het Ministerie van Buitenlandse Zaken. De representatiecoëfficiënt is evenwel gelijk aan 1.

Het personeelslid dat deze toeslag geniet, mag de vergoeding bedoeld in de artikelen XI.IV.3 en XI.IV.5, niet genieten.

Art. XI.IV.53. De postvergoeding is verschuldigd vanaf de dag van vertrek in vaste dienst tot en met de dag van de definitieve terugkeer aan het einde van de periode voor dewelke het personeelslid werd aangewezen om vaste dienst uit te oefenen, voor zover de vertrekdag en de dag van de definitieve terugkeer in die periode plaatsvinden. Als die dagen buiten die periode vallen, zal de vergoeding slechts verschuldigd zijn vanaf de dag of tot de dag waarop bovenvermelde periode begint of eindigt.

De vergoeding wordt maandelijks vooruitbetaald.

Art. XI.IV.54. Als het personeelslid en zijn echtgenoot of de persoon met wie het samenwoont, ongeacht of die toestand van samenwonen vastgesteld is overeenkomstig de artikelen 1475 tot 1479 van het burgerlijk wetboek, die ook personeelslid is, elk de postvergoeding genieten voor een vaste dienst uitgevoerd op dezelfde plaats, wordt enkel de hoogste vergoeding toegekend. Indien het gerechtvaardigd voorkomt, kan er evenwel een tweede aanvullende forfaitaire postvergoeding worden toegekend.

Als die niet bekend is bij de administratie, moet het personeelslid de toestand van samenwonen melden aan de administratie.

Art. XI.IV.55. Lorsque l'indemnité de poste n'est due que pour une fraction de mois, il est alloué pour chaque jour pour lequel une indemnité est due, une indemnité journalière dont le montant est égal à 1/30ème du montant mensuel.

Art. XI.IV.56. L'indemnité de poste est réduite d'office suivant des modalités que le ministre fixe, pendant les périodes d'absence pour congés ou pour motifs de santé, ainsi que pendant les jours de voyage qui les précèdent et qui les suivent.

L'indemnité du mois au cours duquel ces absences se produisent est fractionnée conformément à la règle des 1/30èmes mentionnée à l'article XI.IV.55.

Art. XI.IV.57. Sur production de factures acquittées, le membre du personnel bénéficie d'une intervention dans les frais qu'il expose :

1° soit à l'occasion de son installation dans le logement pris dans la localité où s'effectue le service permanent;

2° soit à l'occasion de son retour définitif dans son logement en métropole.

Le ministre détermine quelles sont les dépenses qui peuvent être prises en considération ainsi que les éventuelles conditions auxquelles elles peuvent l'être.

Art. XI.IV.58. L'intervention dans les frais exposés au retour n'est octroyée au membre du personnel que pour autant qu'il ait été en service permanent durant deux ans au moins.

Art. XI.IV.59. L'intervention ne peut jamais excéder :

1° le quart du traitement annuel brut du membre du personnel tel qu'indexé à la date à laquelle la période de service permanent prend cours, lorsqu'il s'agit de l'installation dans le logement pris dans la localité où s'effectue le service permanent;

2° le huitième du traitement annuel brut du membre du personnel, tel qu'indexé à la date à laquelle le retour dans son logement en métropole se produit.

Art. XI.IV.60. Sans préjudice de l'article XI.IV.63 et dans la mesure où ils excèdent le montant de la partie que le Ministère des Affaires étrangères laisse, en cette matière, à charge de ses agents en poste à l'étranger, le membre du personnel bénéficie d'une intervention dans certains frais de scolarité supportés pour l'enseignement de chaque enfant faisant partie de son ménage, âgé de 4 à 25 ans et qui suit des études de plein exercice, organisées suivant un horaire scolaire normal et requérant la présence régulière de l'élève en classe.

L'intervention prend cours au début de l'année scolaire - telle que fixée pour le pays où les études se déroulent - durant laquelle l'enfant atteint l'âge de 4 ans et se termine à la fin du trimestre durant lequel l'enfant atteint l'âge de 25 ans.

Art. XI.IV.61. L'intervention n'est accordée qu'à titre subsidiaire, lorsque le membre du personnel bénéficie, dans le chef d'un enfant, d'une allocation ou d'une bourse d'études octroyée par un tiers, ou que le ménage du membre du personnel bénéficie de remboursements complets ou partiels des frais scolaires, dans le cadre des activités professionnelles d'un autre de ses membres.

Art. XI.IV.62. Le ministre détermine les frais scolaires qui sont admissibles pour bénéficier de l'intervention visée à l'article XI.IV.60

Art. XI.IV.63. § 1^{er}. Le plafond que peuvent atteindre les frais admissibles susceptibles de faire l'objet d'une intervention dans les frais de scolarité est le même que celui imposé en cette matière, à son personnel, par le Ministère des Affaires étrangères.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque certaines catégories de frais que le ministre détermine, dépassent à eux seuls le plafond que peuvent atteindre les frais admissibles, le membre du personnel pourra solliciter une intervention supplémentaire.

Les conditions suivantes devront toutefois être rencontrées pour que la demande peut être prise en considération :

1° l'enfant concerné doit suivre les cours de l'enseignement maternel, du cycle primaire ou du cycle secondaire;

2° l'enfant doit accompagner le membre du personnel et accomplir sa scolarité dans la même localité que celle où s'effectue le service permanent;

Art. XI.IV.55. Wanneer de postvergoeding slechts verschuldigd is voor een deel van de maand, wordt er voor elke dag waarvoor er een vergoeding verschuldigd is, een dagvergoeding toegekend waarvan het bedrag overeenkomt met 1/30ste van het maandbedrag.

Art. XI.IV.56. Tijdens afwezigheidsperiodes wegens verlof of wegens gezondheidsredenen, alsook tijdens de reisdagen die eraan voorafgaan en die erop volgen, wordt de postvergoeding ambtshalve beperkt overeenkomstig de door de minister bepaalde nadere regels.

De vergoeding van de maand gedurende dewelke die afwezigheden zich voordoen, wordt gesplitst overeenkomstig de regel van de 1/30sten zoals vermeld in artikel XI.IV.55.

Art. XI.IV.57. Op vertoon van betaalde facturen, geniet het personeelslid een tegemoetkoming in de kosten die het maakt :

1° hetzij, naar aanleiding van zijn vestiging in het logement gekozen op de plaats waar de vaste dienst wordt uitgevoerd;

2° hetzij, naar aanleiding van zijn definitieve terugkeer naar zijn logement in de metropool.

De minister bepaalt welke de uitgaven zijn die kunnen in aanmerking komen alsook de eventuele voorwaarden waaraan zij hiervoor moeten voldoen.

Art. XI.IV.58. De tegemoetkoming in de kosten gemaakt bij de terugkeer, wordt slechts toegekend aan het personeelslid voor zover het gedurende ten minste twee jaar in vaste dienst is geweest.

Art. XI.IV.59. De tegemoetkoming mag nooit :

1° het vierde deel overschrijden van de bruto jaarwedde van het personeelslid zoals geïndexeerd op de datum waarop de periode van vaste dienst begint, wanneer het gaat om de vestiging in het logement gekozen in de omgeving waar de vaste dienst wordt uitgevoerd;

2° het achtste deel overschrijden van de bruto jaarwedde van het personeelslid, zoals geïndexeerd op de datum waarop het terugkeert naar zijn logement in de metropool.

Art. XI.IV.60. Onverminderd artikel XI.IV.63 en in de mate dat ze het bedrag van het deel dat het Ministerie van Buitenlandse Zaken, in deze materie, ten laste laat vallen van zijn in het buitenland tewerkgestelde ambtenaren overschrijden, geniet het personeelslid een tegemoetkoming in bepaalde onderwijskosten, gedragen voor het onderwijs van elk kind dat deel uitmaakt van zijn gezin, tussen 4 en 25 jaar oud en dat voltijds studies volgt die volgens een normaal lesrooster georganiseerd zijn en de regelmatige aanwezigheid van de leerling in de klas vereisen.

De tegemoetkoming begint bij de aanvang van het schooljaar - zoals vastgesteld voor het land waar de studies worden gevolgd - waarin het kind 4 jaar wordt en eindigt op het einde van het trimester waarin het kind 25 jaar wordt.

Art. XI.IV.61. De tegemoetkoming wordt slechts aanvullend toegekend, indien het personeelslid een door een derde toegekende studietoelage of studiebeurs geniet voor het kind of dat het gezin van het personeelslid volledige of gedeeltelijke terugbetalingen geniet van de onderwijskosten, in het raam van de beroepsactiviteiten van een ander gezinslid.

Art. XI.IV.62. De minister bepaalt de onderwijskosten die in aanmerking komen om de in artikel XI.IV.60 bedoelde tegemoetkoming te genieten.

Art. XI.IV.63. § 1. Het maximum van toegelaten kosten dat in aanmerking komt voor een tegemoetkoming in de onderwijskosten, is hetzelfde als het maximum dat hieromtrent wordt opgelegd aan het personeel van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Wanneer, in afwijking van het eerste lid, sommige door de minister bepaalde kostencategorieën, op zich reeds het maximum van de toegelaten kosten overschrijden, kan het personeelslid een bijkomende tegemoetkoming vragen.

Opdat de vraag in overweging genomen zou worden, moet aan de volgende voorwaarden worden voldaan :

1° het betreffende kind moet de lessen van het kleuteronderwijs, het basisonderwijs of het middelbaar onderwijs volgen;

2° het kind moet het personeelslid vergezellen en zijn schooltijd op dezelfde plaats vervullen als die waar de vaste dienst wordt uitgeoefend;

3° le membre du personnel doit faire la preuve que l'école concernée est la seule dont l'enseignement est considéré de qualité satisfaisante et qui, selon les critères locaux, pratique des tarifs raisonnables et modérés.

§ 2. Lorsque le droit à l'intervention n'existe que pendant une partie de l'année scolaire, le plafond que peuvent atteindre les frais admissibles susceptibles de faire l'objet d'une intervention dans les frais de scolarité est égal à autant de dixième du plafond dont question au § 1^{er} qu'il y a de mois pour lesquels l'intervention est due.

Pour l'application de cette règle, chaque partie de mois pendant laquelle le membre du personnel a droit à l'intervention est comptée pour un mois entier.

Art. XI.IV.64. Lorsque le membre du personnel cesse d'être en service permanent, il peut continuer à bénéficier de l'intervention dans les frais de scolarité :

1° pour la partie restante de l'année scolaire à condition que l'enfant continue ses études à l'étranger dans le même établissement;

2° pour la partie restante du trimestre à condition que l'enfant suive en Belgique, dans le même établissement, l'enseignement primaire ou secondaire.

Sous-section 4. — Dispositions particulières relatives aux services permanents à l'effet de suivre des cours ou stages de longue durée

Art. XI.IV.65. En matière d'indemnisation, les cours ou stages de longue durée effectués sous le régime de service permanent, sont soumis aux mêmes dispositions que celles qui prévalent pour ce régime.

Les membres du personnel concernés ne peuvent cependant pas bénéficier du complément d'indemnité de poste à l'effet de couvrir les frais de représentation.

SECTION 5. — DE L'INDEMNISATION DES FRAIS DE PARCOURS RESULTANT DE DEPLACEMENTS DE SERVICE EFFECTUES SOIT EN BELGIQUE, SOIT HORS DU ROYAUME

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. XI.IV.66. Sauf s'ils sont pris en charge par un tiers et pour autant que le membre du personnel ait été amené à en exposer lui-même, les frais de parcours qui résultent d'un déplacement de service sont couverts par le Trésor public dans les formes et les conditions fixées par la présente section.

Art. XI.IV.67. § 1^{er}. Tout déplacement de service doit se faire à l'aide du ou des moyens de transport qui, eu égard à la nature et aux circonstances de la mission, offre(nt) le meilleur compromis entre l'intérêt du Trésor public, d'une part, et celui de l'organisation du service, d'autre part.

§ 2. Sans préjudice des dispositions particulières se rapportant à chacun de ces moyens de transport, en cas d'utilisation combinée des transports en commun et d'un véhicule privé lors d'un déplacement de service, les règles de remboursement sont appliquées en tenant compte de la situation de fait.

Les règles énoncées aux articles XI.IV.82, XI.IV.94, XI.IV.102 et XI.IV.103 sont appliquées en tenant compte de la partie de la longueur d'un trajet simple qui, sans préjudice des modalités de calculs fixées par le ministre, est imputable à chacun des moyens de transport utilisés.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'usage du véhicule privé est cependant toujours réputé précéder celui des transports en commun lors de l'exécution dudit trajet.

Art. XI.IV.68. L'application de la présente section ne porte pas préjudice aux dispositions relatives à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport, visée à l'article XI.V.1^{er}.

Art. XI.IV.69. Dans le cadre d'opérations prévisibles mais incertaines quant au moment exact de leur exécution, les membres de certains services ou unités peuvent, en vue de garantir un déploiement rapide

3° het personeelslid moet het bewijs leveren dat de desbetreffende school de enige is, waarvan het onderwijs van toereikende kwaliteit is en die, overeenkomstig de plaatselijke criteria, redelijke en gematigde prijzen gebruikt.

§ 2. Wanneer men slechts tijdens een deel van het schooljaar recht heeft op de tegemoetkoming, is het maximum van de toegelaten kosten dat in aanmerking komt voor een tegemoetkoming in de onderwijskosten, gelijk aan zoveel tienden van het maximum waarvan sprake in § 1, als er maanden zijn waarvoor de tussenkomst verschuldigd is.

Voor de toepassing van deze regel, wordt elk deel van de maand gedurende dewelke het personeelslid recht heeft op de tegemoetkoming, als een volledige maand meegeteld.

Art. XI.IV.64. Wanneer het personeelslid ophoudt in vaste dienst te werken, kan het de tegemoetkoming in de onderwijskosten blijven genieten:

1° voor het resterende deel van het schooljaar, op voorwaarde dat het kind zijn studies in het buitenland in dezelfde instelling voortzet;

2° voor het resterende deel van het trimester, op voorwaarde dat het kind in België, in dezelfde instelling, het basisonderwijs of het middelbaar onderwijs volgt.

Onderafdeling 4. — Bijzondere bepalingen betreffende de vaste diensten met het oogmerk om cursussen of stages van lange duur te volgen

Art. XI.IV.65. Wat de vergoeding betreft, worden de cursussen of stages van lange duur, die onder het stelsel van vaste dienst worden uitgevoerd, aan dezelfde bepalingen onderworpen als de bepalingen die gelden voor dat stelsel.

De betrokken personeelsleden kunnen evenwel geen aanvullende postvergoeding genieten om de representatiekosten te dekken.

AFDELING 5. — DE VERGOEDING VAN TRAJECKOSTEN ALS GEVOLG VAN DIENSTVERPLAATSINGEN VERRICHT, HETZIJ IN BELGIË, HETZIJ BUITEN HET RIJK

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. XI.IV.66. Behalve als zij ten laste van een derde vallen en voor zover het personeelslid ertoe is genoopt er zelf te maken, worden de trajectkosten ten gevolge van een dienstverplaatsing, door de openbare Schatkist gedekt in de vormen en onder de voorwaarden bepaald in deze afdeling.

Art. XI.IV.67. § 1. Elke dienstverplaatsing moet met behulp van één of meerdere transportmiddelen gebeuren die, gelet op de aard en de omstandigheden van de opdracht, het midden houden tussen enerzijds het belang van de openbare Schatkist en anderzijds dat van de organisatie van de dienst.

§ 2. Onverminderd de bijzondere bepalingen met betrekking tot deze vervoermiddelen, in geval van een gecombineerd gebruik van gemeenschappelijk vervoer en een persoonlijk voertuig bij een dienstverplaatsing, worden de regels van de terugbetaling toegepast rekening houdend met de feitelijke situatie.

De regels uitgevaardigd in de artikelen XI.IV.82, XI.IV.94, XI.IV.102 en XI.IV.103 worden toegepast rekening houdend met het gedeelte van de lengte van een enkelvoudig traject dat, onverminderd de nadere berekeningsregels bepaald door de minister, toegerekend wordt aan elk van de vervoermiddelen.

Voor de toepassing van het eerste lid, wordt het gebruik van het persoonlijk voertuig evenwel steeds geacht dat van het openbaar vervoer vooraf te gaan bij het uitvoeren van het bedoelde traject.

Art. XI.IV.68. De toepassing van deze afdeling doet geen afbreuk aan de bepalingen betreffende de tegemoetkoming van de werkgever in de vervoerskosten, bedoeld in artikel XI.V.1.

Art. XI.IV.69. In het raam van te voorziene operaties die niet vaststaan wat betreft het juiste moment van hun uitvoering, kunnen de leden van sommige diensten of eenheden, met het oog op het

desdits services ou unités, être autorisés à regagner leur domicile avec du charroi de l'Etat fédéral ou de la zone de police et même, à titre exceptionnel, à l'utiliser à des fins privées. Le ministre désigne les services et unités qui peuvent faire usage de cette disposition. Il fixe également les modalités selon lesquelles ce charroi peut être utilisé à des fins privées.

Art. XI.IV.70. Le membre du personnel en service permanent et, à la condition qu'ils l'accompagnent à l'étranger, les membres de son ménage, se déplacent en outre aux frais du Trésor public :

1° pour se rendre dans la localité où s'effectue le service permanent du membre du personnel à l'occasion de sa mise en place;

2° à l'occasion d'un retour définitif en Belgique ou aux FBA ou en cas de retour forcé dicté par l'autorité;

3° à l'occasion d'un congé annuel accordé au terme d'une année de service, s'il est passé en Belgique ou aux FBA et à la condition que le service permanent s'exécute en dehors des pays limitrophes de la Belgique, en ce compris le Royaume-Uni de Grande-Bretagne;

4° en cas de décès du conjoint ou de celui de la personne avec laquelle le membre du personnel est en situation de cohabitation, que cette dernière soit établie conformément aux articles 1475 à 1479 du Code civil ou non, ou d'un parent ou allié au premier degré du membre du personnel, de son conjoint ou de la personne avec laquelle il cohabite. La preuve de la cohabitation est fournie de la manière visée à l'article XI.IV.13, 14°;

5° en cas de retour nécessité pour l'obtention de soins ou d'une surveillance médicale à condition que l'impossibilité matérielle de se voir dispenser les soins médicaux requis dans le pays d'affectation soit prouvée ou que le service médical ait estimé souhaitable qu'ils soient dispensés en Belgique.

Art. XI.IV.71. § 1^{er}. Les frais exposés à l'occasion des déplacements visés à l'article XI.IV.70 qui peuvent être pris en charge sont :

1° les frais pour l'utilisation des moyens de transports en commun auxquels il est recouru pour effectuer le déplacement;

2° les frais de taxi encourus pour les déplacements entre le domicile et le point de départ/d'arrivée du moyen de transport en commun ainsi que ceux visés à l'article XI.IV.88;

3° les frais de transport des bagages ainsi que les frais de logement en cours de route, lorsque ceux-ci sont inévitables.

§ 2. Pour ce qui a trait aux frais de transport des bagages, si le voyage s'effectue par avion, le membre du personnel peut opter :

1° soit pour l'expédition séparée de bagages;

2° soit pour l'accompagnement de bagages à l'embarquement.

Dans le cas de l'expédition de bagages non accompagnés, par membre du ménage du membre du personnel, le Trésor public ne prendra en charge le poids des bagages qu'à concurrence d'un poids maximum que le ministre détermine, plus aucune surtaxe n'étant prise à charge en cas d'excédent de poids des bagages emportés à bord de l'avion.

Dans le cas de l'accompagnement de bagages à l'embarquement, par membre du ménage du membre du personnel, le Trésor public ne prendra en charge le poids des bagages qu'à la condition que ces derniers n'aient pas un poids qui, déduction faite de la franchise, soit supérieur à celui fixé en vertu de l'alinéa 2.

Le poids visé à l'alinéa 2, peut être majoré lorsque le voyage a trait à la mise en place ou au retour définitif du membre du personnel.

Art. XI.IV.72. Le ministre ou l'autorité qu'il désigne, pour la police fédérale, le bourgmestre, le collègue de police ou l'autorité désignée par l'une de ces instances, pour les corps de police locale, refusent le remboursement des frais de parcours lorsqu'ils estiment qu'il s'agit de déplacements non justifiés ou lorsque les modalités d'exécution fixées pour l'exécution d'un déplacement de service n'ont pas été respectées sans motif acceptable ou encore lorsque le membre du personnel leur en a préféré d'autres, pour convenance personnelle. Ils les réduisent dans la mesure où ils seraient exagérés ou auraient normalement pu être évités.

waarborgen van een snelle inzet van bovenvermelde diensten of eenheden, gemachtigd worden om terug te keren naar hun woonplaats met het vervoer van de federale Staat of de politiezone en zelfs, bij wijze van uitzondering, om het voor privé-doeleinden te gebruiken. De minister wijst de diensten en eenheden aan die van die bepaling gebruik kunnen maken. Hij stelt eveneens de nadere regels vast overeenkomstig dewelke dat vervoer voor privé-doeleinden kan worden gebruikt.

Art. XI.IV.70. Het personeelslid in vaste dienst en zijn gezinsleden, op voorwaarde dat ze hem naar het buitenland vergezellen, verplaatsen zich bovendien op kosten van de openbare Schatkist :

1° om zich naar de plaats te begeven waar de vaste dienst van het personeelslid naar aanleiding van zijn inplaatsstelling wordt verricht;

2° naar aanleiding van een definitieve terugkeer naar België of naar de BSD of in geval van gedwongen terugkeer opgelegd door de overheid;

3° naar aanleiding van een jaarlijks verlof, toegekend op het einde van een dienstjaar, als dat in België of in de BSD doorgebracht wordt en op voorwaarde dat de vaste dienst buiten de aangrenzende landen van België, met inbegrip van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië, wordt uitgeoefend;

4° in geval van overlijden van de echtgenoot of van de persoon met wie het samenwoont, ongeacht of die toestand van samenwonen vastgesteld is overeenkomstig de artikelen 1475 tot 1479 van het burgerlijk wetboek, of van een bloed- of aanverwant in de eerste graad van het personeelslid, van zijn echtgenoot of van de persoon met wie het samenwoont. Het bewijs van de toestand van samenwonen wordt geleverd op de wijze bedoeld in artikel XI.IV.13, 14°;

5° in geval van terugkeer, noodzakelijk voor het verkrijgen van verzorging of van een medisch toezicht, op voorwaarde dat de materiële onmogelijkheid om de vereiste medische zorgen te verstrekken in het land van aanwijzing bewezen wordt of dat de medische dienst het wenselijk acht dat ze in België worden verstrekt.

Art. XI.IV.71. § 1. De kosten, gemaakt naar aanleiding van de verplaatsingen bedoeld in artikel XI.IV.70, die ten laste kunnen worden genomen, zijn :

1° de kosten voor het gebruik van het openbaar vervoer dat wordt aangewend om de verplaatsing te verrichten;

2° de taxikosten voor de verplaatsingen tussen de woonplaats en de plaats van vertrek/aankomst van het openbaar vervoer alsook die bedoeld in artikel XI.IV.88;

3° de vervoerskosten van de bagage alsook de verblijfkosten onderweg, wanneer die onvermijdelijk zijn.

§ 2. Wat de vervoerskosten van de bagage betreft, als de reis per vliegtuig wordt gemaakt, kan het personeelslid opteren voor :

1° hetzij de afzonderlijke verzending van de bagage;

2° hetzij het meenemen van de bagage aan boord.

In het geval van afzonderlijke verzending van de bagage, neemt de openbare Schatkist, per gezinslid van het personeelslid, slechts het gewicht van de bagage ten laste ten belope van een door de minister bepaald maximumgewicht, waarbij geen enkele toeslag wordt ten laste genomen in geval van overgewicht van de bagage meegenomen aan boord van het vliegtuig.

Bij het meenemen van bagage aan boord, neemt de openbare Schatkist, per gezinslid van het personeelslid, slechts het gewicht van de bagage ten laste op voorwaarde dat het gewicht van die bagage, na aftrek van de franchise, niet hoger is dan dit vastgesteld krachtens het tweede lid.

Het in het tweede lid bedoelde gewicht mag verhoogd worden wanneer de reis betrekking heeft op de inplaatsstelling of de definitieve terugkeer van het personeelslid.

Art. XI.IV.72. De minister of de overheid die hij aanwijst, voor de federale politie, de burgemeester, het politiecölege of de door één van die instanties aangewezen overheid, voor de lokale politiekörsen, weigeren de terugbetaling van trajectkosten wanneer zij menen dat er sprake is van niet-gerechvaardigde verplaatsingen of wanneer de nadere uitvoeringsregels, vastgesteld voor de uitvoering van een dienstverplaatsing, niet werden nageleefd zonder aanvaardbare redenen of nog wanneer het personeelslid, voor zijn eigen gemak, er andere heeft verkozen. Zij beperken deze in de mate dat ze overdreven zouden zijn of normaal vermeden hadden kunnen worden.

Sous-section 2. — Dispositions générales supplémentaires en matière d'utilisation des transports en commun et des transports par voie aérienne ou maritime

Art. XI.IV.73. En cas d'utilisation des transports en commun, pour l'application des articles XI.IV.84 et XI.IV.95, le ministre fixe le mode de calcul du montant de l'intervention visée à l'article XI.V.1^{er}, qui reste dû dans le cas où, suite à un détachement ou à un transfert du lieu habituel de travail, le membre du personnel aurait en outre sollicité auprès de la ou des société(s) de transport à laquelle (auxquelles) il recourrait pour effectuer ses trajets domicile - lieu habituel de travail, un remboursement des titres de transport dont il n'aurait alors plus l'utilité.

Art. XI.IV.74. Lorsque pour exécuter un déplacement de service, que ce soit en Belgique ou hors du Royaume, le membre du personnel doit recourir aux services des transports en commun ou de compagnies aériennes ou maritimes et que, pour ce faire, il est amené à acquérir lui-même un titre de transport, le remboursement des frais de parcours est limité aux tarifs correspondant aux réductions ou exonérations auxquelles il peut prétendre en vertu de sa qualité de membre du personnel ou de sa fonction. Il ne peut être dérogé à cette limitation que si l'autorité qui a commandé ou autorisé le déplacement, atteste que la nature de la mission ou l'intérêt du service le requerrait.

Art. XI.IV.75. Pour les moyens de transport qui comportent plusieurs classes, le ministre détermine la classe qui peut être empruntée par le membre du personnel ainsi que les éventuelles circonstances dans lesquelles elle peut l'être.

Art. XI.IV.76. § 1^{er}. Sans préjudice du principe général relatif à l'acquisition du titre de transport visé à l'article XI.IV.74, quel que soit le moyen de transport employé, les frais de transport sont remboursés sur présentation des titres de transport ou d'une preuve d'acquisition de ces derniers. Dans le cas où un titre de transport ou une preuve d'acquisition de ce dernier ne peut être présenté, le remboursement des frais de parcours s'opère, en tenant compte du trajet qu'aurait normalement dû suivre le membre du personnel, sur base des tarifs officiels les plus avantageux pour le Trésor public. S'il ne s'agit pas de tarifs belges, le membre du personnel appuie sa demande de tout document probant attestant des tarifs pratiqués localement.

§ 2. Si les taxes d'aéroport ne sont pas déjà incluses dans le prix du billet d'avion, ces taxes seront également remboursées sur présentation de justificatifs.

Sous-section 3. — Dispositions particulières propres aux frais de parcours résultant de l'utilisation des transports en commun et des transports par voie aérienne ou maritime lors de déplacements de service hors du Royaume

Art. XI.IV.77. § 1^{er}. Lorsqu'il s'agit d'un déplacement vers ou à l'étranger, l'acquisition des titres de transport, pour se rendre à et revenir de l'étranger, est, en principe, réalisée directement à l'intervention du service que le directeur général des ressources humaines de la police fédérale désigne à cet effet.

A la condition que le voyage, en train ou en bateau, comprenne au moins partiellement une période que le ministre détermine, les frais de transport peuvent inclure la réservation d'une couchette.

§ 2. L'article XI.IV.78 est, mutatis mutandis, applicable à une mission temporaire.

Cependant, si l'autorisation d'entamer sa mission temporaire au départ de son domicile ou de sa résidence avait été accordée au membre du personnel au seul motif de sa convenance personnelle, il ne peut résulter de charges supplémentaires pour le Trésor public, par rapport à une mission temporaire entamée au départ du lieu habituel de travail ou du lieu temporaire de travail. Le supplément éventuel résultant du déplacement de service incombe à l'intéressé. Sont également compris dans les charges supplémentaires, les éventuels frais de parking ou de garde du véhicule privé au point de départ du moyen de transports en commun, en ce compris les frais visés à l'article XI.IV.105, § 2.

Onderafdeling 2. — Algemene aanvullende bepalingen inzake het gebruik van het openbaar vervoer en vervoer door de lucht of over zee

Art. XI.IV.73. In geval van gebruik van het openbaar vervoer, voor de toepassing van de artikelen XI.IV.84 en XI.IV.95, bepaalt de minister de berekeningswijze van het bedrag van de in artikel XI.V.1 bedoelde tegemoetkoming. Die tegemoetkoming blijft verschuldigd in geval het personeelslid, naar aanleiding van een detachering of een overbrenging van de gewone plaats van het werk, bij de vervoersmaatschappij(en) waarop het een beroep deed om zijn trajecten woonplaats - gewone plaats van het werk uit te voeren, bovendien een terugbetaling zou hebben gevraagd van de vervoerstittels die het hierdoor niet meer nodig zou hebben.

Art. XI.IV.74. Wanneer een personeelslid, om een dienstverplaatsing uit te voeren, in België of buiten het Rijk, een beroep moet doen op de diensten van het openbaar vervoer of van de luchtvaart- of zeevaartmaatschappijen en hiervoor zelf een vervoerstittel moet kopen, wordt de terugbetaling van de trajectkosten beperkt tot de tarieven die overeenkomen met de verminderingen of vrijstellingen waarop het aanspraak kan maken krachtens zijn hoedanigheid van personeelslid of krachtens zijn ambt. Kan slechts van die beperking afgeweken worden als de overheid, die de verplaatsing heeft bevolen of toegelaten, verklaart dat de aard van de opdracht of het belang van de dienst dat vereist.

Art. XI.IV.75. Wat de vervoersmiddelen betreft die meerdere klassen bevatten, bepaalt de minister de klasse die door het personeelslid kan worden genomen, alsook de eventuele omstandigheden waarin dit kan gebeuren.

Art. XI.IV.76. § 1. Onverminderd het algemene principe betreffende het verkrijgen van de vervoerstittel bedoeld in artikel XI.IV.74, wat het gebruikte vervoermiddel ook is, worden de vervoerskosten terugbetaald op overlegging van de vervoerstittels of een bewijs van verwerving ervan. In geval een vervoerstittel of een bewijs van verwerving ervan niet kan worden voorgelegd, gebeurt de terugbetaling van de trajectkosten rekening houdende met het traject dat het personeelslid normaal had moeten volgen, op basis van de voor de openbare Schatkist meest voordelige officiële tarieven. Als het niet gaat om Belgische tarieven, staaft het personeelslid zijn verzoek met elk bewijsstuk dat getuigt van de plaatselijke tarieven.

§ 2. Als de luchthaventaksen niet reeds zijn begrepen in de prijs van het vliegtuigticket, zullen die taksen eveneens worden terugbetaald op vertoon van bewijsstukken.

Onderafdeling 3. — Bijzondere bepalingen betreffende de trajectkosten ten gevolge van het gebruik van het openbaar vervoer en van het transport door de lucht of over zee tijdens dienstverplaatsingen buiten het Rijk

Art. XI.IV.77. § 1. Wanneer het gaat om de verplaatsing naar of in het buitenland, worden de vervoerstittels om zich te begeven naar of terug te keren uit het buitenland, in principe rechtstreeks aangekocht door de dienst die de directeur-generaal van het personeel van de federale politie hiervoor aanwijst.

Op voorwaarde dat de reis per trein of per boot ten minste gedeeltelijk een door de minister bepaalde periode omvat, kan de reservatie van een ligplaats in de vervoerskosten begrepen zijn.

§ 2. Artikel XI.IV.78 is, mutatis mutandis, van toepassing op een tijdelijke opdracht.

Indien evenwel het personeelslid, slechts voor zijn persoonlijk gemak, de toestemming had om zijn tijdelijke opdracht aan te vatten vertrekkend vanuit zijn woonplaats of verblijfplaats, kan dit niet leiden tot bijkomende kosten voor de openbare Schatkist, in vergelijking met een tijdelijke opdracht vertrekkend vanuit de gewone plaats van het werk of de tijdelijke plaats van het werk. De eventuele meerkost als gevolg van de dienstverplaatsing valt ten laste van de betrokkene. In de bijkomende kosten zijn eveneens begrepen de eventuele parkeer- of bewakingskosten van het persoonlijke voertuig op de plaats van vertrek van het openbaar vervoermiddel, met inbegrip van de kosten bedoeld in artikel XI.IV.105, § 2.

Sous-section 4. — Dispositions particulières propres aux frais de parcours résultant de l'utilisation des transports en commun lors d'un voyage de service

Art. XI.IV.78. Sans préjudice de l'article XI.IV.79, pour l'indemnisation des frais de parcours, si le voyage de service est entamé au départ du domicile/de la résidence, il est tenu compte des éventuels frais supportés à l'occasion du parcours accompli entre le domicile/la résidence du membre du personnel et le point de départ du premier moyen de transport en commun qui est utilisé, ou vice-versa, si ce point n'est pas situé dans la localité sur le territoire de laquelle le domicile/la résidence du membre du personnel est implanté.

Art. XI.IV.79. Si l'autorisation d'entamer son voyage de service au départ de son domicile ou de sa résidence avait été accordée au membre du personnel, au seul motif de sa convenance personnelle, il ne peut résulter de charges supplémentaires pour le Trésor public, par rapport à un voyage de service entamé au départ du lieu habituel de travail ou du lieu temporaire de travail. Le supplément éventuel résultant du déplacement incombe à l'intéressé. Sont également compris dans les charges supplémentaires les éventuels frais de parking ou de garde du véhicule privé au point de départ du moyen de transport en commun.

Art. XI.IV.80. Nonobstant l'indemnisation des frais de parcours, les droits en matière d'intervention, telle que visée à l'article XI.V.1, dans les frais de transport qui avaient déjà été exposés pour des trajets domicile/résidence - lieu habituel de travail et qui se rapportaient à la/aux journée(s) où le membre du personnel est en voyage de service, restent acquis au membre du personnel.

Sous-section 5.- Dispositions particulières propres aux frais de parcours résultant de l'utilisation des transports en commun lors d'un détachement

Art. XI.IV.81. En principe, un détachement débute et prend fin au lieu habituel de travail du membre du personnel. Dans l'intervalle, les déplacements s'effectuent au départ du domicile/de la résidence. En ce qui concerne les déplacements par lesquels débute et se clôture le détachement, les frais de parcours sont remboursés en application des dispositions de la sous-section 4 de la présente section.

Art. XI.IV.82. Pour les déplacements intermédiaires visés à l'article XI.IV.81, le remboursement des frais de parcours s'opère comme suit :

1° pour le trajet ou la partie de trajet qui coïncide en tout ou partie avec le trajet domicile/résidence-lieu habituel de travail, l'intervention de l'employeur visée à l'article XI.V.1^{er} tient lieu de remboursement;

2° pour le trajet ou la partie de trajet dont la longueur est en tout ou partie équivalente avec le trajet domicile/résidence-lieu habituel de travail : le remboursement est opéré sur base des frais réels exposés se rapportant à la période de détachement et à concurrence du pourcentage de l'intervention de l'employeur visée à l'article XI.V.1^{er}, applicable au moyen de transport en commun emprunté;

3° pour la partie du trajet dont la longueur excéderait celle du trajet domicile/résidence-lieu habituel de travail : le remboursement est opéré au prorata des frais réels exposés se rapportant à la période de détachement.

En cas de non-présentation des titres de transport ou d'une preuve d'acquisition de ceux-ci, il est fait application de l'article XI.IV.76.

Par déplacement intermédiaire, il y a lieu d'entendre tous les déplacements effectués entre le domicile/résidence et le lieu temporaire de travail et vice-versa, à l'exception cependant de ceux effectués pour aller prendre un repas.

Art. XI.IV.83. Si des frais de confection ou d'annulation d'abonnement ont été exposés par le membre du personnel à l'occasion du détachement, ceux-ci sont également remboursés sur base d'un justificatif.

Art. XI.IV.84. Nonobstant l'indemnisation des frais de parcours, si le trajet domicile/résidence - lieu habituel de travail ne coïncide pas en tout ou partie avec le trajet domicile/résidence - lieu temporaire de

Onderafdeling 4. — Bijzondere bepalingen betreffende de trajectkosten ten gevolge van het gebruik van het openbaar vervoer tijdens een dienstreis

Art. XI.IV.78. Onverminderd artikel XI.IV.79, voor de vergoeding van de trajectkosten, als de dienstreis begint vanuit de woonplaats/verblijfplaats, wordt rekening gehouden met de eventuele kosten gemaakt naar aanleiding van het traject afgelegd van de woonplaats/verblijfplaats van het personeelslid en het vertrekpunt van het eerste openbaar vervoermiddel dat is gebruikt, of vice-versa, indien het punt niet is gelegen binnen de plaats waar de woonplaats/verblijfplaats van het personeelslid zich bevindt.

Art. XI.IV.79. Indien de toestemming om zijn dienstreis vanaf zijn woon- of verblijfplaats aan te vatten, aan het personeelslid enkel voor zijn persoonlijk gemak was gegeven, mag dit voor de openbare Schatkist geen bijkomende kosten meebrengen in verhouding tot een dienstreis begonnen op de gewone plaats van het werk of op de tijdelijke plaats van het werk. De betrokkene moet de eventuele bijkomende kost naar aanleiding van de verplaatsing op zich nemen. De eventuele parkingkosten of de kosten voor het bewaren van het privé-voertuig op de vertrekplaats van het openbaar vervoermiddel zijn eveneens inbegrepen in de bijkomende kosten.

Art. XI.IV.80. Ondanks de vergoeding van de trajectkosten, blijven de rechten inzake tegemoetkoming, zoals bedoeld in artikel XI.V.1, in de vervoerskosten die reeds betaald werden voor de trajecten woonplaats/verblijfplaats - gewone plaats van het werk en die betrekking hadden op de dag(en) waarop het personeelslid op dienstreis is, aan het personeelslid toekomen.

Onderafdeling 5. - Bijzondere bepalingen betreffende de trajectkosten ten gevolge van het gebruik van het openbaar vervoer tijdens een detachering

Art. XI.IV.81. In principe begint en eindigt de detachering op de gewone plaats van het werk van het personeelslid. In de tussentijd gebeuren de verplaatsingen vanuit de woonplaats/verblijfplaats. Wat de verplaatsingen betreft waarmee de detachering begint en eindigt, worden de trajectkosten terugbetaald met toepassing van de bepalingen van de onderafdeling 4 van deze afdeling.

Art. XI.IV.82. Voor de tussentijdse verplaatsingen bedoeld in artikel XI.IV.81, wordt de terugbetaling van de trajectkosten als volgt uitgevoerd :

1° voor het traject of het trajectgedeelte dat geheel of gedeeltelijk samenvalt met het traject woonplaats/verblijfplaats-gewone plaats van het werk, geldt de tegemoetkoming van de werkgever bedoeld in artikel XI.V.1 als terugbetaling;

2° voor het traject of het trajectgedeelte waarvan de afstand geheel of gedeeltelijk het traject woonplaats/verblijfplaats-gewone plaats van het werk omvat : de terugbetaling wordt uitgevoerd op basis van de werkelijk gemaakte kosten die betrekking hebben op de periode van detachering ten belope van het percentage van de tegemoetkoming van de werkgever bedoeld in artikel XI.V.1, toepasselijk op het gebruikte gemeenschappelijk vervoermiddel;

3° voor het deel van het traject waarvan de afstand die van het traject woonplaats/verblijfplaats-gewone plaats van het werk zou overschrijden : de terugbetaling wordt prorata uitgevoerd op basis van de werkelijk gemaakte kosten die betrekking hebben op de periode van detachering.

Bij het niet voorleggen van vervoerbewijzen of een bewijs van de verwerving ervan, wordt toepassing gemaakt van artikel XI.IV.76.

Onder tussentijdse verplaatsingen moeten worden verstaan alle verplaatsingen uitgevoerd tussen de woonplaats/verblijfplaats en de tijdelijke plaats van het werk en vice-versa, met uitzondering evenwel van deze gemaakt om een maaltijd te nuttigen.

Art. XI.IV.83. Als er naar aanleiding van de detachering door het personeelslid kosten werden gemaakt voor het opmaken of annuleren van een abonnement, worden deze eveneens terugbetaald op basis van een bewijsstuk.

Art. XI.IV.84. Niettegenstaande de vergoeding van de trajectkosten, als het traject woonplaats/verblijfplaats - gewone plaats van het werk, geheel of gedeeltelijk, niet samenvalt met het traject woonplaats/verblijfplaats - tijdelijke plaats van het werk, blijven de

travail, les droits en matière d'intervention, telle que visée à l'article XI.V.1^{er}, dans les frais de transport des membres du personnel déjà exposés et se rapportant à ce trajet, restent par ailleurs acquis au membre du personnel.

Sous-section 6. — Dispositions particulières propres aux frais de parcours résultant de l'utilisation des transports en commun lors d'un rappel

Art. XI.IV.85. Les frais de parcours résultant d'un rappel sont remboursés sans préjudice des articles XI.IV.74 à XI.IV.76 y compris.

Les frais exposés doivent toutefois, pour être acceptés par l'autorité, être en rapport avec les délais et les sujétions éventuellement imposées préalablement au rappel.

Après l'exécution du rappel, les frais de parcours pour rejoindre son domicile ou sa résidence sont également remboursés au membre du personnel. L'autorité ne peut déroger à la règle du retour à domicile que si le membre du personnel regagne le point où il a reçu l'appel parce qu'il y était en villégiature au moment où il a reçu l'appel et que le séjour en cet endroit perdure, ou pour rechercher s'il doit y retourner un ou plusieurs membres de son ménage.

Art. XI.IV.86. Si le domicile du membre du personnel est situé en dehors des limites du Royaume et que son unité ou service est situé en Belgique, l'indemnisation se limitera au trajet effectué sur le territoire fédéral.

Sous-section 7. — De l'utilisation d'un taxi

Art. XI.IV.87. En cas de déplacement de service effectué en Belgique, le remboursement des frais de taxi n'est autorisé par l'autorité qu'en dernier ressort, lorsque les circonstances de temps et de lieu, la nature de la mission et/ou les exigences du service rendent ou ont rendu impératif ou inévitable l'accomplissement d'un déplacement de service en taxi. Le remboursement s'opère sur présentation d'une note ou d'un reçu, ou, à défaut, sur base d'une déclaration mentionnant l'importance de ces frais.

Art. XI.IV.88. En cas de déplacement de service hors du Royaume, le remboursement des frais de taxi n'est autorisé que pour le parcours compris entre l'aéroport, le terminal maritime ou la gare d'arrivée et, soit le lieu où doit s'exécuter la mission, soit l'endroit de séjour, ou vice versa, soit encore, pour le parcours compris entre terminaux, en cas de correspondance. Hors ces cas, l'autorité n'autorise le remboursement de certains parcours effectués sur le lieu de la mission, que si les circonstances de temps et de lieu, la nature de la mission et/ou les exigences du service rendaient impératifs un déplacement en taxi. Le remboursement s'opère sur présentation d'une note ou d'un reçu, ou, à défaut, sur base d'une déclaration mentionnant l'importance de ces frais.

Sous-section 8. — Dispositions particulières propres aux frais de parcours résultant de l'utilisation d'un véhicule privé lors d'un voyage de service ou de missions temporaires

Art. XI.IV.89. En cas de voyage de service ou de mission temporaire effectué avec un véhicule privé, il est alloué, lorsque le déplacement s'effectue au départ du lieu habituel de travail ou d'un lieu temporaire de travail, une indemnité qui est fonction du nombre de kilomètres accomplis sur l'itinéraire suivi pour exécuter la ou les mission(s) imposée(s) et revenir au point où le déplacement de service s'achève.

Art. XI.IV.90. En cas de départ autorisé depuis le et/ou de retour au domicile/à la résidence, il est alloué la même indemnité kilométrique que celle visée à l'article XI.IV.89. Il ne peut toutefois résulter de charges supplémentaires pour le Trésor public par rapport à un déplacement de service entamé au départ de et/ou achevé au lieu habituel de travail ou au lieu temporaire de travail.

Art. XI.IV.91. Les droits éventuels en matière d'intervention du Trésor public dans les frais de transport résultant de l'utilisation de transports en commun par le membre du personnel et se rapportant à ses trajets

rechten inzake tegemoetkoming, zoals bedoeld in artikel XI.V.1, in de reeds gemaakte vervoerskosten van de personeelsleden en die betrekking hebben op dat traject, bovendien aan het personeelslid toekomen.

Onderafdeling 6. — Bijzondere bepalingen betreffende de trajectkosten ten gevolge van het gebruik van het openbaar vervoer tijdens een terugroeping

Art. XI.IV.85. De trajectkosten die voortvloeien uit een terugroeping worden terugbetaald overeenkomstig de artikelen XI.IV.74 tot en met XI.IV.76.

De gemaakte kosten moeten echter, om aanvaard te worden door de overheid, in verband staan met de termijnen en de eventueel opgelegde verplichtingen voorafgaand aan de terugroeping.

Na de uitvoering van de terugroeping, worden de trajectkosten voor de terugkeer naar zijn woonplaats of verblijfplaats eveneens terugbetaald aan het personeelslid. De overheid kan enkel afwijken van de regel van de terugkeer naar de woonplaats indien het personeelslid terugkeert naar de plaats waar het de oproep gekregen heeft, omdat het er op dat moment verblijft en het verblijf op die plaats voortduurt, of indien het er terug naartoe moet gaan omdat één of meerdere leden van zijn gezin daar moeten afgehaald worden.

Art. XI.IV.86. Als de woonplaats van het personeelslid buiten de grenzen van het Rijk gevestigd is en zijn eenheid of dienst zich in België bevindt, zal de vergoeding beperkt worden tot het traject dat afgelegd wordt op het federaal grondgebied.

Onderafdeling 7. — Het gebruik van een taxi

Art. XI.IV.87. In geval van dienstverplaatsing in België, wordt de terugbetaling van de taxikosten slechts toegestaan door de overheid, wanneer de tijds- en plaatsomstandigheden, de aard van de opdracht en/of de dienstvereisten, de dienstverplaatsing per taxi noodzakelijk of onvermijdelijk maken of gemaakt hebben. De terugbetaling gebeurt op vertoon van een rekening of een ontvangstbewijs of bij gebrek hiervan, op basis van een verklaring over de omvang van die kosten.

Art. XI.IV.88. In geval van dienstverplaatsing buiten het Rijk, is de terugbetaling van de taxikosten enkel toegestaan voor het traject tussen de luchthaven, de haven of het aankomststation en hetzij de plaats waar de opdracht uitgevoerd moet worden, hetzij de verblijfplaats, of omgekeerd, alsook voor het traject tussen twee terminals, bij overstap. Buiten die gevallen laat de overheid de terugbetaling van bepaalde trajecten die uitgevoerd worden op de plaats van de opdracht, slechts toe als de tijds- en plaatsomstandigheden, de aard van de opdracht en/of de dienstvereisten een verplaatsing per taxi noodzakelijk maken. De terugbetaling gebeurt op vertoon van een rekening of een ontvangstbewijs of bij gebreke hiervan, op basis van een verklaring over de omvang van die kosten.

Onderafdeling 8. — Bijzondere bepalingen betreffende de trajectkosten ten gevolge van het gebruik van een privé-voertuig tijdens een dienstreis of tijdelijke opdracht

Art. XI.IV.89. In geval van een dienstreis of tijdelijke opdracht verricht met een privé-voertuig, wordt er, wanneer de verplaatsing gebeurt vanuit de gewone plaats van het werk of een tijdelijke plaats van het werk, een vergoeding toegekend in verhouding met het aantal afgelegde kilometers op het gevolgde traject om de opgelegde opdracht(en) uit te voeren en terug te keren naar het punt waar de dienstverplaatsing eindigt.

Art. XI.IV.90. In geval van een toegelaten vertrek vanuit en/of terugkomst naar de woonplaats/verblijfplaats, wordt dezelfde kilometervergoeding toegekend als deze bedoeld in artikel XI.IV.89. Er mogen echter geen bijkomende kosten uit voortvloeien voor de openbare Schatkist ten opzichte van een dienstverplaatsing die begint en/of eindigt op de gewone of tijdelijke plaats van het werk.

Art. XI.IV.91. De eventuele rechten inzake tegemoetkoming van de openbare Schatkist in de vervoerskosten ingevolge het gebruik van het openbaar vervoer door het personeelslid, die betrekking hebben op zijn

domicile/résidence - lieu habituel de travail, qui se rapporteraient à la journée où le membre du personnel est en voyage de service, restent en tout état de cause acquis au membre du personnel.

Sous-section 9. — Dispositions particulières propres aux frais de parcours qui résultent de l'utilisation d'un véhicule privé lors d'un détachement

Art. XI.IV.92. En principe, un détachement débute et prend fin, soit au lieu habituel de travail du membre du personnel, soit à son domicile/à sa résidence. Dans l'intervalle, les déplacements s'effectuent au départ du et prennent fin au domicile à sa résidence.

Art. XI.IV.93. En ce qui concerne les déplacements de début et de fin de détachement, il est alloué, en cas d'utilisation d'un véhicule privé, une indemnité qui est fonction du nombre de kilomètres accomplis pour se rendre au ou revenir du lieu de détachement. Cette indemnité est calculée selon les mêmes règles que celles fixées aux articles XI.IV.89 à XI.IV.91 y compris. Lorsque le détachement s'entame à partir du et/ou s'achève au domicile/à la résidence, le remboursement est subordonné aux mêmes restrictions que celles imposées à un voyage de service.

Art. XI.IV.94. § 1^{er}. Pour tous les trajets intermédiaires, il est alloué une indemnité kilométrique pour les parcours effectués entre le domicile ou la résidence et le lieu temporaire de travail pour la longueur du parcours qui excède celle du parcours domicile/résidence - lieu habituel de travail.

Si avant son détachement, le membre du personnel obtenait une intervention de l'employeur dans ses frais de transport pour le parcours domicile/résidence-lieu habituel de travail, l'indemnité visée à l'alinéa 1^{er} sera en outre majorée d'un complément correspondant à l'intervention qui aurait été due à l'intéressé pendant la période de détachement, s'il n'avait pas été procédé à ce dernier. Si toutefois le membre du personnel obtenait cette intervention du fait de l'utilisation de son véhicule privé, le complément ne sera accordé qu'à la condition que le membre du personnel se retrouve, dans le cadre du détachement, dans des conditions ouvrant le droit à pareille intervention, et que pour les jours où ces conditions sont effectivement remplies.

Le ministre fixe les modalités de calcul de ce complément.

Par trajets intermédiaires, il y a lieu d'entendre ceux visés à l'article XI.IV.82, alinéa 3.

§ 2. Lorsque la longueur des parcours effectués entre le domicile ou la résidence et le lieu temporaire de travail n'excède pas celle du parcours domicile/résidence - lieu habituel de travail et à la condition que le membre du personnel obtient jusque-là une intervention du fait de l'utilisation des transports en commun ou de son véhicule privé pour ses trajets domicile/résidence - lieu habituel de travail, un remboursement de ses frais de parcours lui est également alloué.

Ce remboursement est calculé comme l'intervention dont il bénéficiait avant son détachement mais au prorata seulement de la longueur du parcours effectué entre le domicile ou la résidence et le lieu temporaire de travail.

Si le membre du personnel obtenait cette intervention du fait de l'utilisation de son véhicule privé, le remboursement ne sera cependant alloué qu'à la condition que le membre du personnel se retrouve, dans le cadre du détachement, dans des conditions ouvrant le droit à pareille intervention et que pour les jours où ces conditions sont effectivement remplies.

Art. XI.IV.95. Nonobstant l'indemnisation des frais de parcours, les droits en matière d'intervention, telle que visée à l'article XI.V.1^{er}, dans les frais de transport qui avaient déjà été exposés pour les trajets domicile/résidence - lieu habituel de travail, restent par ailleurs acquis au membre du personnel. Si des frais d'annulation d'abonnement ont été exposés par le membre du personnel à l'occasion du détachement, ceux-ci sont également remboursés sur base d'un justificatif.

trajecten woonplaats/verblijfplaats - gewone plaats van het werk en die betrekking zouden hebben op de dag dat het personeelslid op dienstreis is, blijven in ieder geval toekomen aan het personeelslid.

Onderafdeling 9. — Bijzondere bepalingen betreffende de trajectkosten ten gevolge van het gebruik van een privé-voertuig tijdens een detachering

Art. XI.IV.92. In principe begint en eindigt de detachering, hetzij op de gewone plaats van het werk van het personeelslid, hetzij op zijn woonplaats/verblijfplaats. In de tussentijd gebeuren de verplaatsingen vanuit de woonplaats/verblijfplaats en worden ze er beëindigd.

Art. XI.IV.93. Wat de verplaatsingen bij het begin en einde van de detachering betreft, wordt er, in geval van gebruik van een privé-voertuig, een vergoeding toegekend in verhouding met het aantal afgelegde kilometers om zich naar de plaats van detachering te begeven of ervan terug te komen. Deze vergoeding wordt berekend volgens dezelfde regels als deze bepaald in de artikelen XI.IV.89 tot en met XI.IV.91. Wanneer de detachering begint of eindigt op de woonplaats/verblijfplaats, wordt de terugbetaling onderworpen aan dezelfde beperkingen als die welke opgelegd zijn voor een dienstreis.

Art. XI.IV.94. § 1. Voor alle tussentrajecten wordt er een kilometervergoeding toegekend voor de trajecten die afgelegd zijn tussen de woonplaats/verblijfplaats en de tijdelijke plaats van het werk voor de afstand van het traject dat die van het traject woonplaats/verblijfplaats - gewone plaats van het werk overschrijdt.

Indien het personeelslid, voorafgaand aan zijn detachering, een tegemoetkoming van de werkgever ontving voor de vervoerskosten voor het traject woonplaats/verblijfplaats - gewone plaats van het werk, zal de in het eerste lid bedoelde kilometervergoeding bovendien worden vermeerderd met een toeslag die overeenstemt met de tegemoetkoming die aan de betrokkene zou zijn verschuldigd tijdens de periode van de detachering indien ze niet zou hebben plaatsgevonden. Indien het personeelslid deze tegemoetkoming evenwel ontving door het gebruik van zijn persoonlijk voertuig, zal de toeslag slechts worden toegekend indien het personeelslid in het raam van de detachering voldoet aan de voorwaarden die recht geven op een dergelijke tegemoetkoming en slechts voor de dagen waarop werkelijk aan de voorwaarden is voldaan.

De minister bepaalt de nadere regels van de berekening van deze toeslag.

Onder tussentijdse verplaatsingen moeten worden verstaan deze bedoeld in artikel XI.IV.82, derde lid.

§ 2. Wanneer de lengte van de afgelegde trajecten tussen de woon- of verblijfplaats en de tijdelijke plaats van het werk deze van de woon- of verblijfplaats - gewone plaats van het werk niet overschrijdt en op voorwaarde dat het personeelslid tot nog toe een tussenkomst heeft verkregen voor het gebruik van het openbaar vervoer of zijn persoonlijk voertuig voor zijn trajecten tussen de woon- of verblijfplaats - gewone plaats van het werk, wordt hem eveneens een terugbetaling van zijn trajectkosten toegekend.

Deze terugbetaling is berekend als de tussenkomst waarvan het genoot vóór zijn detachering maar enkel prorata de lengte van het traject afgelegd tussen de woon- of verblijfplaats en de tijdelijke plaats van het werk.

Indien het personeelslid deze tussenkomst verkreeg op grond van het gebruik van zijn persoonlijk voertuig, zal de terugbetaling slechts worden toegekend op voorwaarde dat het personeelslid zich, in het raam van een detachering, in de voorwaarden bevindt die recht geven op een gelijkaardige tussenkomst en voor de dagen waarop de voorwaarden werkelijk zijn vervuld.

Art. XI.IV.95. Niettegenstaande de vergoeding van de trajectkosten, blijven de rechten inzake tegemoetkoming, zoals bedoeld in artikel XI.V.1, in de vervoerskosten die reeds betaald werden voor de trajecten woonplaats/verblijfplaats - gewone plaats van het werk, bovendien aan het personeelslid toekomen. Als er naar aanleiding van de detachering van het personeelslid kosten worden gemaakt voor het annuleren van een abonnement, worden deze eveneens terugbetaald op basis van een bewijsstuk.

Sous-section 10. — Dispositions particulières propres aux frais de parcours résultant de l'utilisation d'un véhicule privé lors d'un rappel

Art. XI.IV.96. Lorsqu'un membre du personnel est rappelé, alors qu'il avait été mis par une autorité en situation de « contactable et rappelable » ou de « contactable », il est alloué, pour le parcours effectué avec un véhicule privé pour répondre à l'appel, une indemnité qui est fonction :

1° s'il lui avait été imposé un délai de rappel, du nombre de kilomètres entre le point où le membre du personnel reçoit l'ordre de rappel et le point de première destination. Les frais exposés doivent toutefois, pour être acceptés par l'autorité, être en rapport avec les délais de rappel;

2° s'il devait être contactable à un endroit déterminé connu et approuvé de l'autorité, du nombre de kilomètres entre l'endroit convenu et le point de première destination;

3° s'il était contactable sans cependant devoir se trouver à un endroit déterminé connu et approuvé de l'autorité et sans qu'un délai de rappel lui ait été imposé, du nombre de kilomètres entre le point où le membre du personnel reçoit l'ordre de rappel et le point de première destination.

Art. XI.IV.97. Lorsqu'un membre du personnel est rappelé, alors qu'il n'est ni en situation de « contactable et rappelable » ni en situation de « contactable », il est alloué, pour le parcours effectué avec un véhicule privé pour répondre à l'appel, une indemnité qui est fonction du nombre de kilomètres entre le point où le membre du personnel reçoit l'ordre de rappel et le point de première destination.

Art. XI.IV.98. Est également allouée au membre du personnel une indemnité kilométrique pour les parcours qu'une autorité lui commanderait entre le point de première destination visé aux articles XI.IV.96 et XI.IV.97, et une ou plusieurs autres destinations, alors qu'il ne disposerait pas à ce moment d'un véhicule de service.

Art. XI.IV.99. Après l'exécution du rappel, il est alloué au membre du personnel qui a dû utiliser son véhicule privé pour rejoindre son unité ou service une indemnité kilométrique limitée, en principe, au nombre de kilomètres à parcourir pour rejoindre son domicile ou sa résidence. L'autorité ne peut déroger à cette règle que si le membre du personnel regagne le point où il a reçu l'appel parce qu'il y était en villégiature au moment où il a reçu l'appel et que le séjour en cet endroit perdure ou qu'il doit y retourner, pour rechercher un ou plusieurs membres de son ménage.

Sous-section 11. — Dispositions particulières en cas d'utilisation d'un véhicule privé lors de missions temporaires qui s'exécutent dans le cadre d'un service permanent

Art. XI.IV.100. Dans le cadre d'un service permanent, l'indemnité kilométrique n'est allouée qu'à la condition que le recours à un véhicule privé résulte de l'absence de véhicule de l'administration ou de liaison ferroviaire ou aérienne, ou qu'il s'avère que ces liaisons sont difficiles, dangereuses ou peu fiables.

Sous-section 12. — Dispositions particulières en cas de transfert du lieu habituel de travail

Art. XI.IV.101. § 1^{er}. En cas de transfert du lieu habituel de travail, les frais de parcours ne sont remboursés :

1° que si ce transfert résulte d'une désignation d'office telle que visée à l'article VI.II.69, d'une réaffectation telle que visée à l'article VI.II.85, 1° et 6°, ou d'une mesure d'ordre;

2° et que jusqu'à la date d'un déménagement, le remboursement étant, en tout état de cause, limité au maximum à une période de quatre mois succédant à la date à laquelle le transfert du lieu habituel de travail est opéré de façon effective. Néanmoins, lorsque le déménagement est opéré après que le transfert du lieu habituel de travail soit devenu officiel mais avant la date à laquelle celui-ci est opéré de façon effective, les frais de parcours ne seront remboursés que jusqu'à la date où le transfert devient effectif et, en tout état de cause, est limité au maximum, à une période de quatre mois succédant à la date à laquelle ce même transfert est devenu officiel.

Onderafdeling 10. – Bijzondere bepalingen betreffende de trajectkosten ten gevolge van het gebruik van een privé-voertuig tijdens een terugroeping

Art. XI.IV.96. Wanneer een personeelslid teruggeroepen wordt, terwijl het door een overheid in de toestand « bereikbaar en terugroepbaar » of « bereikbaar » werd gesteld, wordt er, voor het traject dat afgelegd wordt met een privé-voertuig om de oproep te beantwoorden, een vergoeding toegekend in verhouding met :

1° indien hem een terugroepingstermijn was opgelegd, het aantal kilometers tussen de plaats waar het personeelslid het terugroepingsbevel ontvangt en de plaats van eerste bestemming. De gemaakte kosten moeten echter, om aanvaard te worden door de overheid, in verband staan met de terugroepingstermijn;

2° indien het bereikbaar diende te zijn op een welbepaalde door de overheid gekende en goedgekeurde plaats, het aantal kilometers tussen de afgesproken plaats en de plaats van eerste bestemming;

3° indien het bereikbaar was, zonder zich echter op een welbepaalde door de overheid gekende en goedgekeurde plaats te moeten bevinden en zonder dat hem een terugroepingstermijn was opgelegd, het aantal kilometers tussen de plaats waar het personeelslid het terugroepingsbevel ontvangt en de plaats van eerste bestemming.

Art. XI.IV.97. Wanneer een personeelslid teruggeroepen wordt, terwijl hij noch « bereikbaar en terugroepbaar », noch « bereikbaar » is, wordt er voor het traject dat afgelegd wordt met een privé-voertuig om de oproep te beantwoorden, een vergoeding toegekend in functie van het aantal kilometers tussen de plaats waar het personeelslid het terugroepingsbevel ontvangt en de plaats van eerste bestemming.

Art. XI.IV.98. Er wordt eveneens een kilometervergoeding toegekend aan het personeelslid voor de trajecten die een overheid hem zou opleggen tussen de plaats van eerste bestemming, bedoeld in de artikelen XI.IV.96 en XI.IV.97 en één of meerdere andere bestemmingen, terwijl het op dat moment niet over een dienstvoertuig zou beschikken.

Art. XI.IV.99. Na de uitvoering van de terugroeping wordt aan het personeelslid dat zijn privé-voertuig heeft moeten gebruiken om zijn eenheid of dienst te bereiken, een kilometervergoeding toegekend die in principe beperkt is tot het aantal kilometers dat afgelegd moet worden om zijn woonplaats of verblijfplaats terug te bereiken. De overheid mag enkel van deze regel afwijken indien het personeelslid zich terug naar de plaats begeeft waar het de oproep gekregen heeft, omdat het er op dat moment verblijft en dat het verblijf op die plaats voortduurt, of indien het er terug naartoe moet gaan omdat één of meerdere leden van zijn gezin daar moeten afgehaald worden.

Onderafdeling 11. – Bijzondere bepalingen in geval van het gebruik van een privé-voertuig tijdens tijdelijke opdrachten die uitgevoerd worden in het raam van een vaste dienst

Art. XI.IV.100. In het raam van een vaste dienst wordt de kilometervergoeding enkel toegekend op voorwaarde dat het gebruik van een privé-voertuig voortvloeit uit de afwezigheid van een dienstvoertuig of een spoor- of luchtverbinding, of dat blijkt dat deze verbindingen moeilijk, gevaarlijk of weinig betrouwbaar zijn.

Onderafdeling 12. — Bijzondere bepalingen in geval van overbrenging van de gewone plaats van het werk

Art. XI.IV.101. § 1. In geval van overbrenging van de gewone plaats van het werk, worden de trajectkosten enkel terugbetaald :

1° indien de overbrenging het gevolg is van een ambtshalve aanwijzing zoals bedoeld in artikel VI.II.69, van een herplaatsing zoals bedoeld in artikel VI.II.85, 1° en 6°, of van een ordemaatregel;

2° en tot op de datum van een verhuizing. In ieder geval wordt de terugbetaling beperkt tot maximum een periode van vier maanden die volgt op de datum waarop de overbrenging van de gewone plaats van het werk werkelijk wordt uitgevoerd. Wanneer de verhuizing evenwel wordt uitgevoerd nadat de overbrenging van de gewone plaats van het werk officieel is geworden maar vóór de datum waarop deze werkelijk plaatsvindt, worden de trajectkosten slechts terugbetaald tot op de datum waarop de overbrenging definitief wordt en zal, in ieder geval, beperkt zijn tot maximum een periode van vier maanden die volgt op de datum waarop deze overbrenging officieel is geworden.

Le délai de quatre mois visé à l'alinéa 1^{er} débute à la date où le transfert du lieu habituel de travail est opéré de façon effective.

§ 2. Dans des cas jugés dignes d'intérêt, notamment l'impossibilité de résilier un bail dans le délai de quatre mois, le ministre ou l'autorité qu'il désigne, pour la police fédérale, le bourgmestre ou le collège de police ou l'autorité désignée par l'une de ces instances, pour les corps de police locale, peuvent, sur demande du membre du personnel désireux de procéder à un déménagement, porter le délai visé au § 1^{er}, 2°, alinéa 1^{er}, à six mois.

§ 3. Le remboursement est fixé :

1° à la date du déménagement;

2° au terme d'une des périodes visées aux §§ 1^{er} et 2, si le membre du personnel n'a pas procédé à un déménagement avant cette date.

En tout état de cause, outre le trajet effectué le jour du transfert du lieu habituel de travail entre l'ancien lieu habituel de travail ou le domicile/résidence et le nouveau lieu habituel de travail, qui est remboursé comme un voyage de service, le remboursement ne pourra se rapporter qu'aux parcours nouveau domicile/résidence - ancien lieu habituel de travail ou ancien domicile/résidence - nouveau lieu habituel de travail, selon que le déménagement ait eu lieu avant ou après la date à laquelle le transfert du lieu habituel de travail ait été opéré de façon effective.

Art. XLIV.102. § 1^{er}. Si le remboursement des frais de parcours peut être accordé et si un véhicule privé a été utilisé, il est alloué une indemnité kilométrique pour les parcours effectués, selon le cas, entre l'ancien domicile/résidence et le nouveau lieu habituel de travail ou entre le nouveau domicile/résidence et l'ancien lieu habituel de travail, pour la longueur du parcours qui excède celle du parcours ancien domicile/résidence - ancien lieu habituel de travail.

Toutefois, si le membre du personnel a entre-temps également sollicité ou reçu l'intervention de l'employeur dans les frais de transport ou déclare la solliciter, le montant du remboursement est diminué de la part de ladite intervention imputable à la partie du trajet faisant l'objet d'un remboursement.

Le ministre fixe les modalités d'exécution de cette diminution.

§ 2. Si avant son transfert du lieu habituel de travail, le membre du personnel obtenait une intervention de l'employeur dans ses frais de transport pour le parcours effectué en transports en commun entre l'ancien domicile/résidence - ancien lieu habituel de travail, l'indemnité kilométrique visée au § 1^{er} est en outre majorée d'un complément correspondant à l'indemnité qui aurait été due à l'intéressé pour les trajets ancien domicile/résidence - ancien lieu habituel de travail pendant la période pour laquelle le remboursement visé au § 1^{er} est alloué.

Le ministre fixe les modalités de calcul de ce complément.

Art. XI.IV.103. § 1^{er}. Si le remboursement des frais de parcours peut être accordé et si les transports en commun ont été utilisés pour effectuer l'un des parcours visés à l'article XI.IV.102, le remboursement s'opère, pour la longueur du parcours qui excède celle existant entre l'ancien domicile/résidence et l'ancien lieu habituel de travail, sur base des frais réels exposés se rapportant à la période où le remboursement est autorisé.

En cas de non présentation d'un titre ou d'une preuve d'acquisition d'un titre, il est fait application de l'article XI.IV.76.

§ 2. Toutefois, si le membre du personnel a entre-temps également sollicité ou reçu l'intervention de l'employeur dans les frais de transport ou déclare vouloir la solliciter, le montant du remboursement est diminué de la part de ladite intervention imputable à la partie des trajets faisant l'objet d'un remboursement.

Le ministre fixe les modalités d'exécution de cette diminution.

§ 3. Si des frais de confection ou d'annulation d'abonnement ont été exposés par le membre du personnel à l'occasion du détachement, ceux-ci sont également remboursés sur base d'un justificatif.

De in het eerste lid bedoelde termijn van vier maanden vangt aan op de datum waarop de overbrenging van de gewone plaats van het werk werkelijk uitgevoerd wordt.

§ 2. In de gevallen die als belangwekkend beschouwd worden, inzonderheid de onmogelijkheid om een huurcontract binnen de vier maanden op te zeggen, kunnen de minister of de overheid die hij aanwijst, voor de federale politie, de burgemeester of het politiecollege of de overheid aangewezen door één van die instanties, voor de lokale politiekorpsen, op aanvraag van het personeelslid dat werkelijk de intentie heeft te verhuizen, de in § 1, eerste lid, 2°, bedoelde termijn op zes maanden brengen.

§ 3. De terugbetaling wordt bepaald :

1° op de datum van de verhuizing;

2° na afloop van één van de in §§ 1 en 2 bedoelde periodes, als het personeelslid voor die datum niet is overgegaan tot een verhuizing.

In ieder geval kan de terugbetaling, behoudens het traject afgelegd op de dag van de overplaatsing van de gewone plaats van het werk tussen de oude gewone plaats van het werk of de woon-/verblijfplaats en de nieuwe gewone plaats van het werk, die is vergoed als een dienstreis, slechts betrekking hebben op de trajecten tussen de nieuwe woon-/verblijfplaats en de oude gewone plaats van het werk of tussen de oude woon-/verblijfplaats en de nieuwe gewone plaats van het werk, afhankelijk van het feit dat de verhuizing heeft plaatsgehadt vóór of na de datum waarop de overbrenging van de gewone plaats van het werk effectief heeft plaatsgevonden.

Art. XLIV.102. § 1. Indien de terugbetaling van de trajectkosten toegekend kan worden en indien een privé voertuig gebruikt werd, wordt een kilometervergoeding toegekend voor de trajecten afgelegd, naar gelang van het geval, tussen de vorige woonplaats/verblijfplaats en de nieuwe gewone plaats van het werk of tussen de nieuwe woonplaats/verblijfplaats en de oude gewone plaats van het werk, voor de afstand dat het traject langer is dan het traject tussen de vorige woonplaats/verblijfplaats en de oude gewone plaats van het werk.

Indien het personeelslid intussen eveneens de tegemoetkoming van de werkgever voor de vergoeding van de vervoerskosten heeft gevraagd, of verkregen of verklaart deze te zullen vragen, wordt het bedrag van de terugbetaling evenwel verminderd met het gedeelte van de bedoelde tussenkomst toegerekend aan het gedeelte van het traject dat het voorwerp uitmaakt van een terugbetaling.

De minister bepaalt de nadere uitvoeringsregels van deze vermindering.

§ 2. Indien het personeelslid voor de overbrenging van zijn gewone plaats van het werk de tussenkomst van de werkgever verkreeg voor de vervoerskosten voor het traject met het openbaar vervoer afgelegd tussen de vroegere woon-/verblijfplaats - vroegere gewone plaats van het werk, wordt de in § 1 bedoelde kilometervergoeding onder meer verhoogd met een toeslag die overeenkomt met de vergoeding die aan betrokkene zou zijn verschuldigd voor de trajecten vroegere woon-/verblijfplaats - vroegere gewone plaats van het werk gedurende de periode voor dewelke de terugbetaling bedoeld in § 1 is toegekend.

De minister bepaalt de nadere berekeningsregels van deze toeslag.

Art. XI.IV.103. § 1. Indien de terugbetaling van de trajectkosten kan worden toegekend en indien het openbaar vervoer gebruikt werd om één van de trajecten bedoeld in artikel XI.IV.102 af te leggen, wordt de terugbetaling uitgevoerd voor de afstand dat het traject langer is dan het traject tussen de vorige woonplaats/verblijfplaats en de oude gewone plaats van het werk, op basis van de werkelijk gemaakte kosten die betrekking hebben op de periode tijdens dewelke de terugbetaling is toegelaten.

In geval van niet voorlegging van een titel of bewijs van verwerving van een titel, wordt toepassing gemaakt van artikel XI.IV.76.

§ 2. Als het personeelslid evenwel intussen eveneens de tussenkomst van de werkgever in de vervoerskosten heeft gevraagd of verkregen of verklaart deze te willen vragen, wordt het bedrag van de terugbetaling verminderd met het deel van deze tegemoetkoming dat toegeschreven kan worden aan het deel van de trajecten die het voorwerp uitmaken van een terugbetaling.

De minister bepaalt de nadere uitvoeringsregels van deze vermindering.

§ 3. Als er naar aanleiding van de detachering door het personeelslid kosten werden gemaakt voor het opmaken of annuleren van een abonnement, worden deze eveneens terugbetaald op basis van een bewijsstuk.

Art. XI.IV.104. Les droits en matière d'intervention du Trésor public dans les frais de transport du membre du personnel qui se rapportent aux trajets ancien domicile - ancien lieu habituel de travail restent par ailleurs acquis au membre du personnel.

Sous-section 13. — Des frais divers liés à l'utilisation de véhicules de service ou privés

Art. XI.IV.105. § 1^{er}. Sans préjudice des restrictions en matière de charges supplémentaires, visées aux articles XI.IV.79 et XI.IV.90, tous les frais connexes qui résultent directement d'un déplacement de service, notamment les frais relatifs au parage d'un véhicule de service ou privé, à des droits ou des taxes de transport ou de passage mais à l'exception des amendes pénales, peuvent être remboursés sur présentation d'une quittance, note ou reçu ou, à défaut, sur base d'une déclaration avalisée par l'autorité qui a commandé ou autorisé le déplacement de service.

Les frais de garage ne sont toutefois pris en compte que s'ils se rapportent à un véhicule de l'Etat ou, mais alors uniquement dans le cadre d'une mission temporaire ou d'un service permanent effectué à l'aide de ce dernier, à un véhicule privé.

§ 2. En cas de départ à l'étranger, les frais de parage d'un véhicule privé au parking de l'aéroport national ou d'un aéroport régional, d'un terminal maritime côtier ou d'un terminal ferroviaire peuvent être remboursés, à la condition que ces dépenses fussent inéluctables et qu'aucune autre solution plus satisfaisante pour le Trésor public n'ait pu être adoptée.

Sous-section 14. — Montant de l'indemnité kilométrique

Art. XI.IV.106. Le montant de l'indemnité kilométrique est égal à celui de l'indemnité allouée aux membres du personnel des Ministères fédéraux qui utilisent une voiture personnelle pour leurs déplacements de service.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} couvre les mêmes frais que ceux résultant de l'utilisation du véhicule, tels que visés par la réglementation applicable en la matière aux membres du personnel des Ministères fédéraux.

L'utilisation, pour les déplacements de service, d'une motocyclette ou d'un cyclomoteur donne droit au même montant que celui visé à l'alinéa 1^{er}.

SECTION 6. — DE L'INDEMNISATION DES FRAIS DE DEMENAGEMENT

Sous-section 1^{re}. — Disposition générale

Art. XI.IV.107. Le ministre, pour la police fédérale, le bourgmestre ou le collègue de police, pour les corps de police locale, peuvent accorder des dérogations aux dispositions de la présente section dans des cas imprévus qu'ils jugent dignes d'intérêt.

Sous-section 2. — Des déménagements exécutés en Belgique, vers, venant de ou au sein des Forces belges en République fédérale d'Allemagne

Art. XI.IV.108. Sans préjudice des articles XI.IV.111 et XI.IV.112, lorsqu'il survient en Belgique, de la Belgique vers les FBA, venant des FBA vers la Belgique, ou au sein des FBA, un changement de domicile ou de résidence consécutif à un transfert de lieu habituel de travail, qui intervient au plus tard dans un délai de quatre mois à partir de la date où celui-ci devient effectif ou de celle des événements visés à l'article XI.IV.112, donne lieu à une indemnité de déménagement. Elle est constituée de :

1° une indemnité forfaitaire visant à couvrir les frais liés au changement de domicile ou de résidence, fixée à 6 500 francs (161,14 EUR);

2° sur présentation d'une facture, délivrée par une firme de déménagement ou de location de véhicules, une indemnité destinée à couvrir les frais réels pour le transport du mobilier, de l'équipement domestique et des bagages, limitée aux montants déterminés à l'annexe 10.

Art. XI.IV.109. Dans des cas jugés dignes d'intérêt, notamment l'impossibilité de résilier un bail dans le délai de quatre mois, le

Art. XI.IV.104. De rechten inzake tegemoetkoming van de openbare Schatkist in de trajectkosten van het personeelslid die betrekking hebben op de trajecten vorige woonplaats - vorige gewone plaats van het werk, blijven bovendien aan het personeelslid toekomen.

Onderafdeling 13. — De diverse kosten die betrekking hebben op het gebruik van dienst- of privé-voertuigen

Art XI.IV.105. § 1. Onder voorbehoud van de beperkingen inzake bijkomende kosten, bedoeld in de artikelen XI.IV.79 en XI.IV.90, kunnen alle samenhangende kosten die rechtstreeks voortvloeien uit een dienstverplaatsing, onder meer de kosten voor het parkeren van een dienst- of privé-voertuig of de vervoers- of doorgangsrechten met uitzondering van de boetes, terugbetaald worden op voordracht van een kwijting, nota of ontvangstbewijs of, bij gebreke hieraan, op basis van een door de overheid die de dienstverplaatsing bevolen of toegelaten heeft, goedgekeurde verklaring.

De garagekosten worden echter enkel in aanmerking genomen wanneer zij betrekking hebben op een voertuig van de Staat of op een privé-voertuig gebruikt voor een tijdelijke opdracht of een vaste dienst met behulp van dit voertuig.

§ 2. In geval van vertrek naar het buitenland, kunnen de parkeer- kosten van een privé-voertuig in de parking van de nationale luchthaven of een regionale luchthaven, van een containerhaven aan de kust of een spoorwegterminal, terugbetaald worden, op voorwaarde dat die uitgaven onvermijdelijk zijn en er geen enkele andere voor de openbare Schatkist meer gunstige oplossing, kon gevonden worden.

Onderafdeling 14. — Bedrag van de kilometervergoeding

Art. XI.IV.106. Het bedrag van de kilometervergoeding is gelijk aan dit van de vergoeding toegekend aan de personeelsleden van de federale Ministeries die gebruik maken van een persoonlijk voertuig voor hun dienstverplaatsingen.

Het in het eerste lid bedoelde bedrag dekt dezelfde kosten als deze die voortvloeien uit het gebruik van het voertuig, zoals bedoeld bij de reglementering in deze materie die toepasselijk is op de personeelsleden van de federale Ministeries.

Het gebruik van een motorfiets of een bromfiets voor de dienstverplaatsingen, geeft recht op hetzelfde bedrag bedoeld in het eerste lid.

AFDELING 6. — DE VERGOEDING VAN DE VERHUISKOSTEN

Onderafdeling 1. — Algemene bepaling

Art. XI.IV.107. De minister, voor de federale politie, de burgemeester of het politiecollege, voor de lokale politiekorpsen, kunnen afwijkingen toestaan op de bepalingen van deze afdeling in onvoorzienne gevallen die zij als belangrijk beoordelen.

Onderafdeling 2. — De verhuizingen uitgevoerd in België, naar, vanuit of bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland

Art. XI.IV.108. Onverminderd de artikelen XI.IV.111 en XI.IV.112, geeft een verandering van woon- of verblijfplaats volgend op een overbrenging van de gewone plaats van het werk, die uiterlijk plaatsvindt binnen een termijn van vier maanden vanaf de datum waarop de overbrenging effectief wordt of vanaf deze van de gebeurtenissen bedoeld in artikel XI.IV.112, aanleiding tot een verhuisvergoeding wanneer ze gebeurt in België, of van België naar, komende van, of intern de BSD. Ze bestaat uit :

1° een forfaitaire vergoeding om de kosten naar aanleiding van de verandering van woon- of verblijfplaats te dekken, die vastgesteld is op 6 500 frank (161,14 EUR);

2° op voorlegging van een factuur afgeleverd door een verhuisfirma of firma voor voertuigenverhuur, een vergoeding om de werkelijke kosten voor het vervoer van het meubilair, huisuitrusting en bagage te dekken, beperkt tot de bedragen die bepaald zijn in bijlage 10.

Art. XI.IV.109. In de gevallen die als belangwekkend voorkomen, met name de onmogelijkheid om een huur op te zeggen binnen de termijn van vier maanden, kunnen de minister of de overheid die hij aanwijst,

ministre ou l'autorité qu'il désigne, pour la police fédérale, le bourgmestre ou le collège de police ou l'autorité désignée par l'une de ces instances, pour les corps de police locale, peuvent porter le délai visé à l'article XI.IV.108, à six mois.

Art. XI.IV.110. Le membre du personnel qui peut prétendre à l'indemnité de déménagement et les personnes faisant partie de son ménage perçoivent le remboursement des frais de transport supportés afin de se rendre de l'ancien domicile ou de l'ancienne résidence au nouveau domicile ou à la nouvelle résidence.

Ce remboursement demeure néanmoins limité aux frais d'un voyage par transport en commun, compte tenu des réductions, exonérations ou tarifs préférentiels auxquels le membre du personnel et les personnes faisant partie de son ménage peuvent prétendre.

Art. XI.IV.111. § 1^{er}. Peut prétendre à l'indemnité de déménagement :

1° le membre du personnel qui connaît une mise en place résultant d'une désignation d'office telle que visée à l'article VI.II.69, d'une réaffectation telle que visée à l'article VI.II.85, 1° et 6°, ou d'une mesure d'ordre.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du présent 1°, le membre du personnel dont la mise en place a lieu auprès de/au départ des FBA, peut prétendre à l'indemnité indépendamment de la forme que revêt la mise en place;

2° le membre du personnel dont le changement de résidence ou de domicile est la conséquence de l'obligation soit d'occuper une habitation de l'administration, soit de quitter une telle habitation ou a été imposé par d'impérieuses raisons de service.

§ 2. Dans les cas visés au § 1^{er}, 1°, l'indemnité n'est toutefois pas due :

1° si le membre du personnel opte pour un domicile/une résidence plus éloigné(e) en distance du nouveau lieu habituel de travail que l'ancien/l'ancienne;

2° si l'ancien et le nouveau lieu habituel de travail, d'une part, et l'ancien/l'ancienne domicile/résidence et, le nouveau/la nouvelle domicile/résidence, d'autre part, ne sont pas séparés, dans chacun des cas, d'une distance de plus de dix kilomètres.

Elle n'est également pas due lorsque le changement de domicile/résidence n'a pas donné lieu à un transfert de mobilier.

Art. XI.IV.112. Par dérogation aux conditions posées à l'octroi de l'indemnité de déménagement, la condition de transfert du lieu habituel de travail n'est pas requise lorsque :

1° le changement de résidence ou de domicile est la conséquence de l'obligation soit d'occuper une habitation de l'administration soit de quitter une telle habitation. Une chambre mise à disposition du personnel célibataire n'est toutefois pas assimilée à une habitation de l'administration;

2° le changement de résidence ou de domicile a été imposé pour d'impérieuses raisons de service;

3° le membre du personnel dont le lieu habituel de travail est situé auprès des forces belges en République fédérale d'Allemagne, revient en Belgique à la fin de sa carrière ou quand il décède.

Art. XI.IV.113. En cas de décès, l'indemnité de déménagement est due au conjoint non divorcé, ni séparé de corps et de biens ou à la personne avec laquelle il était dans une situation de cohabitation, que cette dernière soit établie conformément aux articles 1475 à 1479 du code civil ou non, ou, à leur défaut, aux héritiers en ligne directe du membre du personnel ou, en dernier ressort, à toute personne physique ou morale qui justifie avoir assumé les frais de déménagement.

La preuve de la situation de cohabitation est fournie de la manière visée à l'article XI.IV.13, 14°.

Art. XI.IV.114. Par dérogation aux règles d'ouverture du droit à l'indemnité de déménagement, l'indemnité de déménagement n'est accordée qu'une fois quand :

1° les deux conjoints ou cohabitants peuvent prétendre à l'indemnité de déménagement et sont tous deux désignés pour un nouveau lieu habituel de travail endéans une période de quatre mois, courant à partir de la date où le premier transfert devient effectif;

voor de federale politie, de burgemeester of het politiecollege of de overheid die één van die instanties aanwijst, voor de lokale politiekorpsen, de in artikel XI.IV.108 bedoelde termijn op zes maanden brengen.

Art. XI.IV.110. Het personeelslid dat aanspraak kan maken op de verhuisvergoeding en de personen die deel uitmaken van zijn gezin, krijgen de terugbetaling van de vervoerskosten die zij gemaakt hebben om zich van de vorige woon- of verblijfplaats naar de nieuwe woon- of verblijfplaats te begeven.

Die terugbetaling blijft echter beperkt tot de kosten van een reis met het openbaar vervoer, rekening houdend met de kortingen, vrijstellingen of voorkeurtarieven waarop het personeelslid en de personen die deel uitmaken van zijn gezin, aanspraak kunnen maken.

Art. XI.IV.111. § 1. Kan aanspraak maken op de verhuisvergoeding :

1° het personeelslid dat inplaatsgesteld wordt ingevolge een ambts-halve aanwijzing zoals bedoeld in artikel VI.II.69, een herplaatsing zoals bedoeld in artikel VI.II.85, 1° en 6°, of bij ordemaatregel.

In afwijking van het eerste lid van dit 1°, mag het personeelslid van wie de inplaatsstelling bij/vertrekkende uit de BSD gebeurt, aanspraak maken op de verhuisvergoeding ongeacht de vorm van de inplaatsstelling;

2° het personeelslid voor wie de verandering van woon- of verblijfplaats het gevolg is van de verplichting om, hetzij een logement van de administratie te betrekken, hetzij, een dergelijk logement te verlaten of voor wie de verandering van woon- of verblijfplaats wordt opgelegd door dwingende dienstredenen.

§ 2. In de gevallen bedoeld in § 1, 1°, wordt de vergoeding evenwel niet toegekend :

1° indien het personeelslid kiest voor een woon- of verblijfplaats die in afstand verder verwijderd is van de nieuwe gewone plaats van het werk dan de vorige;

2° indien, enerzijds, de vorige en de nieuwe gewone plaats van het werk, en, anderzijds, de vorige en de nieuwe woon- of verblijfplaats in ieder van beide gevallen niet meer dan tien kilometer van elkaar verwijderd zijn.

Ze wordt ook niet toegekend wanneer de verandering van woonplaats of verblijfplaats geen aanleiding gegeven heeft tot een verplaatsing van meubilair.

Art. XI.IV.112. In afwijking van de voorwaarden voor de toekenning van de verhuisvergoeding, is de voorwaarde van overbrenging van de gewone plaats van het werk niet vereist wanneer :

1° de verandering van woon- of verblijfplaats het gevolg is van de verplichting hetzij een woning van de administratie te betrekken, hetzij een dergelijke woning te verlaten. Een kamer die ter beschikking gesteld wordt van het ongehuwde personeel, wordt echter niet gelijkgesteld met een woning van de administratie;

2° de verandering van woon- of verblijfplaats opgelegd wordt door een overheid om dwingende dienstredenen;

3° het personeelslid waarvan de gewone plaats van het werk bij de Belgische strijdmachten in de Bondsrepubliek Duitsland gelegen is, terugkomt naar België op het einde van zijn loopbaan of wanneer hij overlijdt.

Art. XI.IV.113. Bij overlijden is de verhuisvergoeding verschuldigd aan de niet uit de echt gescheiden of van tafel en bed gescheiden echtgeno(o)t(e), of aan de persoon met wie het samenwoonde, ongeacht of de toestand van samenwonen vastgesteld was overeenkomstig de artikelen 1475 tot 1479 van het burgerlijk wetboek, of, bij afwezigheid van die personen, aan de rechtstreekse erfgenamen van het personeelslid of, in laatste instantie, aan elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die aantoonde dat hij de verhuiskosten betaald heeft.

Het bewijs van de toestand van samenwonen wordt geleverd op de manier die bedoeld wordt in artikel XI.IV.13, 14°.

Art. XI.IV.114. In afwijking van de regels inzake het recht op de verhuisvergoeding, wordt de verhuisvergoeding slechts éénmaal toegekend wanneer :

1° de twee echtgenoten of samenwonende personen aanspraak kunnen maken op de verhuisvergoeding, en allebei aangewezen zijn voor een nieuwe gewone plaats van het werk binnen een periode van vier maanden, die ingaat vanaf de datum waarop de eerste overbrenging effectief wordt;

2° le reste du ménage auquel appartient le membre du personnel dont le lieu habituel de travail est situé auprès des forces belges en République fédérale d'Allemagne, le rejoint plus tard et/ou revient plus tôt en prévision d'un nouveau lieu habituel de travail.

Art. XI.IV.115. Dans le cas où, pour raison de scolarité, le ménage postpose le déménagement, le délai de quatre mois dont question à l'article XI.IV.108 peut se voir prolongé jusqu'au 15 juillet qui suit la date de transfert du lieu habituel de travail si celui-ci s'opère de façon effective avant le 1^{er} mars de l'année scolaire en cours.

Cette prolongation est toutefois sans effet sur la durée maximale de la période pour laquelle d'autres remboursements ou indemnités liés à un transfert du lieu habituel de travail sont autorisés.

Art. XI.IV.116. Pour la détermination de la distance dont question au tableau de l'annexe 10, il est tenu compte de la plus courte distance par la route avec, comme point de départ, la commune de l'ancien domicile ou de l'ancienne résidence, et, comme point d'arrivée, la commune du nouveau domicile ou de la nouvelle résidence.

Art. XI.IV.117. La distance fixée en application de l'article XI.IV.116 ne peut être supérieure de 25 kilomètres à la distance entre la commune de l'ancien/l'ancienne domicile/résidence et celle sur le territoire de laquelle se trouve le complexe de bâtiments constituant le nouveau lieu habituel de travail. Dans le cas où elle le serait, le montant de la facture qui est pris en compte pour la détermination de l'indemnité couvrant les frais réels est réduite à due concurrence par l'application d'une règle de trois.

Sous-section 3. — Dispositions propres aux déménagements exécutés au départ de la Belgique ou des Forces belges en République fédérale d'Allemagne vers l'étranger, ou vice versa et des déménagements effectués à l'étranger

Art. XI.IV.118. § 1^{er}. Si le changement de lieu habituel de travail survient à destination de ou en provenance de toute autre destination que celle visée à l'article XI.IV.108, l'indemnité visée au même article est remplacée par la prise en charge par le Trésor public, assurance comprise, des frais de transport de mobilier.

Cette prise en charge est toutefois limitée à un cubage de mobilier que le ministre détermine, ce maximum pouvant être augmenté de 5 m³ par personne qui, outre le membre du personnel, fait partie du ménage.

§ 2. Au cas où, à l'intérieur d'un pays étranger, un déménagement est requis pour des motifs d'insalubrité ou de sécurité, les frais de déménagement sont pris en charge aux mêmes conditions.

Art. XI.IV.119. Le membre du personnel qui peut prétendre à l'indemnité de déménagement et les autres personnes faisant partie du ménage perçoivent le remboursement des frais de transport supportés conformément aux dispositions de l'article XI.IV.70.

CHAPITRE VIII. — DE L'INDEMNITE DE DEPLACEMENT DANS LE CADRE DE LA NAVIGATION INTERIEURE

Art. XI.IV.120. § 1^{er}. Une indemnité de déplacement dans le cadre de la navigation intérieure est octroyée aux membres du personnel appartenant au, détaché auprès du ou mis à disposition du service de la police maritime de la police fédérale.

L'indemnité est due pour les déplacements dans le cadre de la navigation intérieure d'une durée minimum de huit heures ou pour les déplacements d'une durée ininterrompue de plus de cinq heures et de moins de huit heures, englobant intégralement la treizième et la quatorzième heure du jour.

§ 2. Le montant de l'indemnité de déplacement est fixé à 98 francs (2,43 EUR).

CHAPITRE IX. — DU PAIEMENT DES INDEMNITÉS

Art. XI.IV.121. Les indemnités visées aux chapitres II à VI y compris, du présent titre, sont dues dans toutes les positions administratives qui ouvrent le droit à un traitement entier ou à un traitement tel que dû dans le cadre du régime de la semaine volontaire de quatre jours visé à l'article VIII.XVI.1^{er} ainsi que dans le cadre du régime du départ anticipé à mi-temps visé à l'article VIII.XVIII.1^{er}.

2° de rest van het gezin waartoe het personeelslid behoort, van wie de gewone plaats van het werk bij de Belgische strijdmachten in de Bondsrepubliek Duitsland gelegen is, zich later bij hem voegt en/of vroeger terugkomt met het oog op een nieuwe gewone plaats van het werk.

Art. XI.IV.115. Ingeval het gezin, omwille van de school, de verhuizing uitstelt, kan de termijn van vier maanden waarvan sprake in artikel XI.IV.108, verlengd worden tot de 15e juli die volgt op de datum van overbrenging van de gewone plaats van het werk als die effectief gebeurt vóór 1 maart van het lopende schooljaar.

Die verlenging heeft echter geen invloed op de maximale duur van de periode waarvoor andere terugbetalingen of vergoedingen, die verband houden met een overbrenging van de gewone plaats van het werk, toegekend worden.

Art. XI.IV.116. Voor de bepaling van de afstand waarvan sprake in de tabel van bijlage 10, wordt rekening gehouden met de kortst mogelijke afstand over de weg, met als vertrekpunt de gemeente van de vorige woon- of verblijfplaats en als aankomstpunt de gemeente van de nieuwe woon- of verblijfplaats.

Art. XI.IV.117. De afstand vastgesteld met toepassing van artikel XI.IV.116 mag niet meer dan 25 kilometer langer zijn dan de afstand tussen de gemeente van de vorige woon- of verblijfplaats en die waarop zich het gebouwencomplex dat de nieuwe gewone plaats van het werk vormt, bevindt. Als dat toch het geval zou zijn, wordt het bedrag van de factuur dat in aanmerking genomen wordt voor de bepaling van de vergoeding die de werkelijke kosten dekt, verhoudingsgewijs afgetrokken met toepassing van de regel van drie.

Onderafdeling 3. — Bepalingen betreffende de verhuizingen die uitgevoerd worden vanuit België of de Belgische Strijdmachten in de Bondsrepubliek Duitsland naar het buitenland, of omgekeerd, en de verhuizingen die uitgevoerd worden in het buitenland

Art. XI.IV.118. § 1. Als de verandering van gewone plaats van het werk gebeurt met of vanuit elke andere bestemming dan die bedoeld in artikel XI.IV.108, wordt de vergoeding bedoeld in hetzelfde artikel, vervangen door de tenlasteneming door de openbare Schatkist, van de kosten voor het transport van het meubilair, inclusief verzekering.

Deze betaling is echter beperkt tot een volume meubilair dat de minister bepaalt, waarbij dit maximum verhoogd kan worden met 5 m³ per persoon die, naast het personeelslid, deel uitmaakt van het gezin.

§ 2. Wanneer een verhuis binnen de grenzen van een vreemd land vereist is omwille van de onbewoonbaarheid of de veiligheid, worden de verhuiskosten onder dezelfde voorwaarden ten laste genomen.

Art. XI.IV.119. Het personeelslid dat aanspraak kan maken op de verhuisvergoeding en de andere personen die deel uitmaken van het gezin, krijgen de terugbetaling van de vervoerskosten die gedragen zijn overeenkomstig de bepalingen van artikel XI.IV.70.

HOOFDSTUK VIII. — DE VERGOEDING VOOR VERPLAATSING IN HET RAAM VAN DE BINNENVAART

Art. XI.IV.120. § 1. Een vergoeding voor verplaatsing in het raam van de binnenvaart wordt toegekend aan de personeelsleden die deel uitmaken van, gedetacheerd worden naar of ter beschikking gesteld zijn van de dienst van de zeevaartpolitie bij de federale politie.

De vergoeding is verschuldigd voor verplaatsingen in het raam van de binnenvaart die ten minste acht uur in en beslag nemen of voor verplaatsingen van een ononderbroken duur van meer dan vijf uur en minder dan acht uur waarin het dertiende en veertiende uur van de dag volledig begrepen zijn.

§ 2. Het bedrag van de vergoeding voor verplaatsing wordt vastgesteld op 98 frank (2,43 EUR).

HOOFDSTUK IX. — DE BETALING VAN DE VERGOEDINGEN

Art. XI.IV.121. De vergoedingen bedoeld in de hoofdstukken II tot en met VI van deze titel, zijn verschuldigd in alle administratieve standen die recht geven op een volledige wedde of een wedde zoals verschuldigd in het raam van het stelsel van de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in artikel VIII.XVI.1 evenals in het raam van het stelsel van de halfzijdse vervroegde uittreding bedoeld in artikel VIII.XVIII.1.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, ces indemnités sont réduites suivant les mêmes règles et dans la même mesure que le traitement.

Art. XI.IV.122. § 1^{er}. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également aux indemnités visées aux chapitres I à VIII y compris, du présent titre, à l'exception de celle visée au chapitre VII, section 4, et à l'article XI.IV.106.

Elles sont rattachées à l'indice-pivot 138,01.

§ 2. Les indemnités visées au chapitre VII du présent titre sont, sauf disposition contraire, en outre censées couvrir les taxes éventuelles liées à des prestations.

Art. XI.IV.123. § 1^{er}. Les indemnités visées aux chapitres II à V y compris, du présent titre, sont payées mensuellement en même temps que le traitement.

Elles sont dues à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle on peut y prétendre. Elles cessent d'être dues à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle on ne peut plus y prétendre.

Si la date coïncide avec le premier du mois, le droit naît ou s'éteint immédiatement.

§ 2. L'indemnité visée à l'article XI.IV.3, est suspendue dès le moment où le membre du personnel qui en bénéficie entame, au premier d'un mois, son trentième jour d'absence ininterrompue. Est également considéré comme absence le fait d'être détaché dans un service, une unité ou une fonction qui n'ouvre pas le droit à cette indemnité.

Elle est à nouveau due à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle l'intéressé a repris ses fonctions durant au moins dix jours.

Toutefois, si l'absence résulte de la participation à une des formations donnant accès à un des cadres visés à l'article 117 de la loi, l'allocation cesse toutefois d'être due dès le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la formation débute.

§ 3. Les indemnités visées aux chapitres VII et VIII du présent titre sont payées dans le courant du second mois qui suit celui où le membre du personnel a effectué les prestations ouvrant le droit à ces indemnités.

TITRE V. — RETRIBUTIONS ET INTERVENTIONS DIVERSES

CHAPITRE Ier. — DE L'INTERVENTION DE L'ETAT, D'UNE COMMUNE OU D'UNE ZONE DE POLICE PLURICOMMUNALE, DANS LES FRAIS DE TRANSPORT

Art. XI.V.1^{er}. Sans préjudice de dispositions particulières déterminées par Nous, les membres du personnel bénéficient, aux taux et conditions fixés pour son octroi aux membres du personnel des ministères fédéraux, de l'intervention visée par l'arrêté royal du 3 septembre 2000 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes publics dans les frais de transport des membres du personnel.

CHAPITRE II. — DE L'INTERVENTION DE L'ETAT, D'UNE COMMUNE OU D'UNE ZONE DE POLICE PLURICOMMUNALE, DANS CERTAINS FRAIS FUNÉRAIRES

Art. XI.V.2. Le présent chapitre n'est applicable qu'en temps de paix. A dater du jour où l'état de guerre, l'état de siège ou la mobilisation des forces armées est décrété, la matière est réglée par des dispositions particulières arrêtées par le ministre.

Art. XI.V.3. § 1^{er}. En cas de décès d'un membre du personnel résultant d'un accident ayant été qualifié par le service visé à l'article X.III.7 ou par une décision judiciaire passée en force de choses jugées :

1° d'accident du travail tel que visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 3 juillet 1967, sur la prévention ou la réparation de dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public;

Wanneer de maandwedde, onverminderd het eerste lid, niet volledig is verschuldigd, worden de vergoedingen verminderd overeenkomstig dezelfde regels en in dezelfde mate als de wedde.

Art. XI.IV.122. § 1. Het mobiliteitsstelsel dat van toepassing is op de wedden van het personeel van de ministeries, is ook van toepassing op de vergoedingen bedoeld in de hoofdstukken I tot en met VIII van deze titel, met uitzondering van deze bedoeld in hoofdstuk VII, afdeling 4, en in artikel XI.IV.106.

Zij worden gekoppeld aan de spilindex 138,01.

§ 2. De vergoedingen bedoeld in hoofdstuk VII van deze titel worden, behoudens andersluidende bepaling, bovendien geacht de eventuele belastingen die met die prestaties verbonden zijn, te dekken.

Art. XI.IV.123. § 1. De vergoedingen bedoeld in de hoofdstukken II tot en met V van deze titel, worden maandelijks samen met de wedde betaald.

Zij zijn verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop men er aanspraak kan op maken. Zij zijn niet langer verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop men er geen aanspraak meer kan op maken.

Als de datum samenvalt met de eerste van de maand, ontstaat of vervalt het recht onmiddellijk.

§ 2. De vergoeding bedoeld in artikel XI.IV.3, wordt geschorst vanaf het ogenblik dat het personeelslid dat de vergoeding geniet, bij het begin van de maand zijn dertigste ononderbroken afwezigheidsdag inzet. Wordt ook beschouwd als afwezigheid, de detachering naar een dienst, een eenheid of een ambt die/dat het recht op de vergoeding niet opent.

Zij is opnieuw verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop betrokkene gedurende minstens tien dagen zijn dienst heeft hernomen.

Indien de afwezigheid evenwel voortvloeit uit de deelname aan één van de opleidingen die toegang geven tot één van de kaders bedoeld in artikel 117 van de wet, is de toelage evenwel niet meer verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de maand gedurende dewelke de opleiding aanvangt.

§ 3. De vergoedingen bedoeld in de hoofdstukken VII en VIII van deze titel, worden betaald in de loop van de tweede maand die volgt op deze waarin het personeelslid diensten heeft verricht die recht geven op deze vergoedingen.

TITEL V. — ALLERLEI BEZOLDIGINGEN EN TEGEMOETKOMINGEN

HOOFDSTUK I. — DE TEGEMOETKOMING VAN DE STAAT, EEN GEMEENTE OF EEN MEERGEMEENTEZONE, IN DE VERVOERSKOSTEN

Art. XI.V.1. Onverminderd bijzondere bepalingen door Ons bepaald, krijgen de personeelsleden, aan de tarieven en voorwaarden die bepaald zijn voor de toekenning ervan aan de personeelsleden van de federale ministeries, de tegemoetkoming die bedoeld wordt in het koninklijk besluit van 3 september 2000 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en van sommige openbare instellingen in de vervoerskosten van de personeelsleden.

HOOFDSTUK II. — DE TEGEMOETKOMING VAN DE STAAT, EEN GEMEENTE OF EEN MEERGEMEENTEZONE, IN BEPAALDE BEGRAFENISKOSTEN

Art. XI.V.2. Dit hoofdstuk is uitsluitend in vredetijd van toepassing. Vanaf de dag waarop de toestand van oorlog, bezetting of mobilisatie van de strijdkrachten afgekondigd wordt, wordt de aangelegenheid geregeld door bijzondere bepalingen die door de minister vastgesteld worden.

Art. XI.V.3. § 1. In geval van overlijden van een personeelslid als gevolg van een ongeval, door de in artikel X.III.7 bedoelde dienst of door een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing, gekwalificeerd als :

1° een arbeidsongeval zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid, van de wet van 3 juli 1967 houdende de preventie van en de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector;

2° d'accident tel que visé à l'article 2, alinéa 3, 1°, de la même loi;

3° d'accident tel que visé à l'article 2, alinéa 3, 2°, de la même loi,

une intervention dans les frais funéraires est allouée au profit de la personne physique ou morale qui justifie avoir assumé les frais funéraires visés à l'article XI.V.5, alinéa 2.

§ 2. Dans le cas visé au § 1^{er}, 2°, l'intervention n'est cependant due qu'à la condition que le décès soit survenu du fait d'actes liés à l'exercice de la fonction et posés durant l'accomplissement du trajet.

§ 3. L'intervention est subordonnée à la présentation de factures ou de notes de frais.

Art. XI.V.4. L'intervention visée à l'article XI.V.3 n'entre pas dans le décompte visé à l'article 5 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès d'un membre du personnel des ministères, et ne porte pas préjudice à l'application de la loi du 12 janvier 1970 concernant l'octroi d'une indemnité particulière en cas d'accident aéronautique en temps de paix ou de l'article 42, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions fiscales et autres.

Art. XI.V.5. Le montant maximal de l'intervention visée à l'article XI.V.3 est fixé à 250 000 francs (6.197,34 EUR).

Le ministre détermine les frais qui peuvent, entre autres, faire l'objet de l'intervention.

Art. XI.V.6. Si plusieurs personnes physiques ou morales justifient avoir assumé des frais funéraires, l'intervention est accordée dans l'ordre suivant :

1° au conjoint non divorcé, ni séparé de corps et de biens ou à la personne avec laquelle le membre du personnel était en situation de cohabitation. La preuve de la cohabitation est fournie de la manière visée à l'article XI.IV.13, 14°;

2° aux héritiers en ligne directe;

3° à toute autre personne physique ou morale.

La ou les personnes visée(s) à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, ne peuvent se voir accorder l'intervention que dans la mesure où les factures qu'elles soumettent peuvent encore être admises en application de l'article XI.V.5 au moment où ces personnes entrent en ligne de compte.

Art. XI.V.7. Le fait pour un membre du personnel visé à l'article XI.V.3, décédé à l'étranger, d'être inhumé à l'étranger, ne fait pas obstacle à l'application du présent chapitre.

Art. XI.V.8. § 1^{er}. Indépendamment de l'intervention visée à l'article XI.V.3, lorsque le décès survient à l'étranger, les frais de déplacement aller-retour d'un membre de la famille du défunt dont la présence serait requise sur place par les autorités étrangères ou belges, sont également remboursés.

§ 2. Lorsque la cérémonie funéraire, l'inhumation ou l'incinération ont lieu dans le pays où le décès est survenu, il en va de même pour les frais de déplacement aller et retour exposés par :

1° le conjoint non divorcé, ni séparé de corps et de biens ou la personne avec laquelle le membre du personnel était en situation de cohabitation;

2° les enfants du défunt;

3° les ascendants du défunt, à défaut des personnes visées aux 1° et 2°.

Art. XI.V.9. Par décision individuelle motivée et moyennant l'avis de l'Inspecteur des Finances, le ministre peut autoriser le dépassement de la limite visée à l'article XI.V.5, notamment si des frais d'exhumation, de transport et de réinhumation ultérieure doivent être exposés, du fait qu'en première instance l'autorité aurait fait procéder à l'inhumation à l'étranger.

Art. XI.V.10. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également à l'intervention visée à l'article XI.V.3. Elle est rattachée à l'indice-pivot 138,01.

2° een ongeval zoals bedoeld in artikel 2, derde lid, 1°, van dezelfde wet;

3° een ongeval zoals bedoeld in artikel 2, derde lid, 2°, van dezelfde wet,

wordt een tegemoetkoming in de begrafeniskosten toegekend ten gunste van de natuurlijke persoon of rechtspersoon die bewijst de in artikel XI.V.5, tweede lid, bedoelde begrafeniskosten te hebben gedragen.

§ 2. In het geval bedoeld in § 1, 2°, is de tegemoetkoming slechts verschuldigd op voorwaarde dat het overlijden voortvloeit uit daden verbonden met de uitoefening van het ambt en gesteld gedurende het afleggen van het trajet.

§ 3. De tegemoetkoming vereist de voorlegging van facturen of onkostennota's.

Art. XI.V.4. De in artikel XI.V.3 bedoelde tegemoetkoming maakt geen deel uit van de afrekening bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het personeel der ministeries, en doet geen afbreuk aan de toepassing van de wet van 12 januari 1970 betreffende de toekenning van een bijzondere vergoeding in geval van luchtvaartongeval in vredestijd of artikel 42, § 2, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen.

Art. XI.V.5. Het maximale bedrag van de in artikel XI.V.3 bedoelde tegemoetkoming wordt vastgesteld op 250 000 frank (6.197,34 EUR).

De minister bepaalt de kosten die, onder andere, het voorwerp kunnen uitmaken van de tegemoetkoming.

Art. XI.V.6. Als meerdere natuurlijke personen of rechtspersonen aantonen dat zij de begrafeniskosten betaald hebben, wordt de tegemoetkoming in de volgende volgorde toegekend :

1° aan de niet uit de echt gescheiden of van tafel en bed gescheiden echtgeno(o)t(e), of aan de persoon met wie het personeelslid samenwoonde. Het bewijs van het samenwonen wordt geleverd op de wijze bedoeld in artikel XI.IV.13, 14°;

2° aan de rechtstreekse erfgenamen;

3° aan iedere andere natuurlijke persoon of rechtspersoon.

De perso(o)n(en) bedoeld in het eerste lid, 2° en 3°, kunnen uitsluitend de tegemoetkoming krijgen voor zover de facturen die zij voorleggen nog toegelaten kunnen worden krachtens artikel XI.V.5 op het ogenblik dat die personen in aanmerking komen.

Art. XI.V.7. Het feit dat een personeelslid bedoeld in artikel XI.V.3 dat in het buitenland is overleden, begraven is in het buitenland, vormt geen belemmering voor de toepassing van dit hoofdstuk.

Art. XI.V.8. § 1. Los van de tegemoetkoming bedoeld in artikel XI.V.3, worden, wanneer het overlijden plaatsvindt in het buitenland, de kosten voor de heen- en terugreis van een familielid van de overledene, waarvan de aanwezigheid ter plaatse vereist zou zijn door de buitenlandse of Belgische overheid, eveneens terugbetaald.

§ 2. Wanneer de begrafenisplechtigheid, de begrafenis of de verassing gebeuren in het land waar het overlijden plaatsgevonden heeft, geldt hetzelfde voor de kosten van de heen -en terugreis gemaakt door :

1° de niet uit de echt gescheiden of van tafel en bed gescheiden echtgeno(o)t(e) of de persoon met wie het personeelslid samenwoonde;

2° de kinderen van de overledene;

3° de ascendenten van de overledene, bij afwezigheid van de personen bedoeld in 1° en 2°.

Art. XI.V.9. Bij individuele gemotiveerde beslissing, en op voorwaarde dat de Inspecteur van Financiën zijn advies gegeven heeft, kan de minister de overschrijding van de limiet bedoeld in artikel XI.V.5, toelaten, onder meer als kosten inzake opgraving, vervoer en het later opnieuw begraven, gedaan moeten worden omdat de overheid in eerste instantie de begrafenis in het buitenland heeft laten uitvoeren.

Art. XI.V.10. Het mobiliteitsstelsel dat van toepassing is op de weddes van het personeel van de ministeries is ook van toepassing op de tegemoetkoming bedoeld in artikel XI.V.3. Zij is gekoppeld aan de spilindex 138,01.

PARTIE XII. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

TITRE I^{er}. — DEFINITIONS

Art. XII.I.1^{er}. Pour l'application de la présente partie, on entend par :

1° "les membres actuels du personnel" : les membres du corps opérationnel et du corps administratif et logistique de la gendarmerie, les membres de la catégorie de personnel de police spéciale, le personnel civil auxiliaire de la gendarmerie, les membres des corps de police communale en ce compris les agents auxiliaires de police, les membres du cadre administratif et logistique des corps de police communale, les officiers et agents judiciaires de la police judiciaire près les parquets, le personnel auxiliaire de la police judiciaire près les parquets, le personnel contractuel du service général d'appui policier, les membres du personnel du ministère de la Justice et les membres du personnel du ministère de l'Intérieur qui passent au cadre administratif et logistique de la police fédérale ainsi que les membres du personnel visés à l'article 243 de la loi, qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté tombent sous l'application des dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police;

2° "les membres du personnel communal non policier" : les membres du personnel visés à l'article 235, alinéa 3, de la loi qui passent dans le cadre administratif et logistique de la police locale au moment de l'entrée en vigueur visée à l'article 248, alinéa 2, de la loi;

3° "les membres du personnel qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine" : les membres du personnel visés au 1° et 2° qui en application des articles 236, alinéa 2, 242, alinéa 2 et 243, alinéa 3, de la loi et de l'article 12, alinéa 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, ont décidé de rester soumis aux lois et règlements visés à ces articles.

TITRE II. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES
RELATIVES A LA PARTIE II DU PRESENT ARRETECHAPITRE I^{er}. — L'ANCIENNETE ET LE CLASSEMENT

Art. XII.II.1^{er}. Par dérogation à la partie II, l'ancienneté de service, de cadre ou de niveau, de grade et d'échelle de traitement des membres actuels du personnel revêtus de l'un des grades visés à l'article II.II.1^{er}, en ce qui concerne, les membres du cadre opérationnel et à l'article II.III.1^{er}, en ce qui concerne, les membres du cadre administratif et logistique, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont calculées conformément aux dispositions de la présente partie.

Le changement de grade et l'attribution d'une échelle de traitement déterminés conformément à cette partie sont fixés pour chaque membre actuel du personnel par un arrêté individuel pris par l'autorité de nomination.

Le commissaire général ou le directeur général de la police fédérale qu'il désigne, le chef de corps de la police locale ou des corps de police communale mentionnent les anciennetés visées à l'alinéa 1^{er} sur une fiche dont le modèle est fixée par le ministre. Ils la communiquent au membre actuel du personnel concerné.

Cet article est également d'application aux membres non-policiers du personnel communal à la date de leur passage dans le cadre administratif et logistique de la police locale.

Art. XII.II.2. Les grades mentionnés dans la troisième colonne de l'annexe 11 sont supprimés.

Art. XII.II.3. Les échelles transitoires de traitement, déterminées dans la présente partie, M5.1, M5.2, M6, M7, M7bis, O4bis, O4bisir et O8bis forment les tableaux 6 et 7 de l'annexe 1.

Art. XII.II.4. Pour la détermination de l'ancienneté de service des membres actuels du personnel, sont pris en compte tous les services que le membre du personnel a effectués en qualité de membre du personnel d'un service de police, comme visé à l'article 2 de la loi sur la fonction de police, ou d'un service de police spéciale, comme abrogé par la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer à la gendarmerie, ainsi qu'en tant qu'agent auxiliaire de police, en tant

DEEL XII. — OVERGANGSBEPALINGEN

TITEL I. — DEFINITIES

Art. XII.I.1. Voor de toepassing van dit deel wordt verstaan onder :

1° "de actuele personeelsleden" : de leden van het operationeel en van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, de leden van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht, het burgerlijk hulppersoneel van de rijkswacht, de leden van de gemeentelijke politiekorpsen met inbegrip van de hulpagenten van politie, de leden van het administratief en logistiek kader van de gemeentelijke politiekorpsen, de gerechtelijke officieren en agenten van de gerechtelijke politie bij de parketten, het hulppersoneel van de gerechtelijke politie bij de parketten, het contractueel personeel van de algemene politieteundienst, de personeelsleden van het ministerie van Justitie en de personeelsleden van het ministerie van Binnenlandse Zaken die overgaan naar het administratief en logistiek kader van de federale politie alsmede de in artikel 243 van de wet bedoelde personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit onder de toepassing van de rechtspositieregeling van het personeel van de politiediensten vallen;

2° "de leden van het niet-politioneel gemeentelijk personeel" : de in artikel 235, derde lid, van de wet bedoelde personeelsleden die overgaan naar het administratief en logistiek kader van de lokale politie op het ogenblik van inwerkingtreding bedoeld in artikel 248, tweede lid, van de wet;

3° "de personeelsleden die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling" : de in 1° en 2° bedoelde personeelsleden die met toepassing van de artikelen 236, tweede lid, 242, tweede lid en 243, derde lid, van de wet en van artikel 12, tweede lid, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, beslist hebben onderworpen te blijven aan de in die artikelen bedoelde wetten en reglementen.

TITEL II. — OVERGANGSBEPALINGEN
MET BETREKKING TOT DEEL II VAN DIT BESLUIT

HOOFDSTUK I. — DE ANCIENNITEIT EN DE RANGSCHIKKING

Art. XII.II.1. In afwijking van deel II, wordt de dienst-, kader- of niveau-, graad- en loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden bekleed met één van de graden bedoeld in artikel II.II.1, voor wat de personeelsleden van het operationeel kader betreft en in artikel II.III.1, voor wat de personeelsleden van het administratief en logistiek kader betreft, op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, berekend overeenkomstig de bepalingen van dit deel.

De overeenkomstig dit deel bepaalde graadverandering en loonschaaltoewijzing wordt voor ieder actueel personeelslid vastgelegd bij een geïndividualiseerd besluit genomen door de benoemende overheid.

De commissaris-generaal of de door hem aangewezen directeur-generaal van de federale politie, de korpschef van de lokale politie of van de korpsen van de gemeentepolitie vermelden de anciënniteiten bedoeld in het eerste lid in een fiche waarvan de minister het model bepaalt. Zij delen deze mede aan het betrokken actuele personeelslid.

Dit artikel is eveneens van toepassing op de personeelsleden van het niet-politioneel gemeentelijk personeel op de datum van hun overgang naar het administratief en logistiek kader van de lokale politie.

Art. XII.II.2. De graden vermeld in de derde kolom van bijlage 11 worden afgeschaft.

Art. XII.II.3. De in dit deel bepaalde overgangsloonschalen M5.1, M5.2, M6, M7, M7bis, O4bis, O4bisir en O8bis vormen de tabellen 6 en 7 van bijlage 1.

Art. XII.II.4. Voor de vaststelling van de dienstanciënniteit van de actuele personeelsleden worden alle diensten in aanmerking genomen die het personeelslid heeft doorgebracht in de hoedanigheid van personeelslid van een politiedienst, zoals bedoeld in artikel 2 van de wet op het politieambt, of van een bijzondere politiedienst, zoals opgeheven bij de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, alsook van hulpagent van politie, als lid van de algemene

que membre du service général d'appui policier ou en tant que membre du ministère de la Justice ou du ministère de l'Intérieur pour les membres du personnel qui passent au cadre administratif et logistique de la police fédérale.

Pour la détermination de l'ancienneté de service du personnel communal non-policier, sont pris en compte, pro rata, les services que le membre du personnel a effectués en qualité de membre du personnel communal non-policier dans un corps de la police communale.

Art. XII.II.5. Pour l'application des dispositions qui reposent sur l'ancienneté, par dérogation aux articles II.I.7, 4°, et II.I.8, § 2, par ancienneté de service identique entre les membres actuels du personnel de la gendarmerie entre eux, d'un des corps de la police communale entre eux et de la police judiciaire près les parquets entre eux, la priorité est déterminée conformément aux règles qui leur étaient d'application la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Cet article est également d'application conforme aux membres non-policiers du personnel communal de sorte que, par dérogation à l'article II.I.7, 4°, pour l'application des dispositions qui reposent sur l'ancienneté, par ancienneté de service identique entre le personnel non-policier communal d'une commune entre eux, la priorité est déterminée conformément aux règles qui leur étaient d'application la veille de la date de leur passage au cadre administratif et logistique de la police locale.

Art. XII.II.6. Le membre du personnel qui a pris la décision visée à l'article 12, alinéa 2, dernière phrase, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police et aux articles 242, alinéa 3, dernière phrase et 243, alinéa 4, dernière phrase, de la loi, obtient l'échelle de traitement et l'ancienneté d'échelle de traitement déterminées par la présente partie au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté à l'exception de l'application des articles XII.VII.8 et XII.VII.10, le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le membre du personnel a pris la décision susvisée. L'ancienneté d'échelle de traitement est cependant augmentée de la durée de ses services effectifs calculés à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'au jour où le membre du personnel concerné obtient l'échelle de traitement et l'ancienneté d'échelle de traitement susmentionnées. Si le membre actuel du personnel concerné entre en considération pour l'octroi d'une échelle supérieure de traitement dans le cadre de la carrière barémique, il doit alors satisfaire aux conditions fixées à la partie VII, titre II, chapitre IV ou titre IV, chapitre IV.

CHAPITRE II. — LA LISTE NOMINATIVE

Art. XII.II.7. Le ministre publie la liste nominative visée à l'article II.I.9 pour l'année 2001 au plus tard le 1^{er} juin 2001.

Les membres du personnel sont classés dans la liste nominative pour l'année 2001 par grade en mentionnant :

- 1° le nom et prénom;
- 2° la date de naissance;
- 3° l'ancienneté de grade, de cadre ou de niveau, de service et d'échelle de traitement au 1^{er} avril 2001;
- 4° le corps de police duquel le membre du personnel fait partie au 1^{er} avril 2001;
- 5° le lieu habituel de travail au 1^{er} avril 2001.

Art. XII.II.8. Au plus tard le 15 mai 2001, le commissaire général et les chefs de corps, chacun en ce qui concerne les membres de leur personnel, envoient les données déterminées à l'article XII.II.7, ainsi que l'échelle de traitement au 1^{er} avril 2001 au ministre ou au service qu'il a désigné.

CHAPITRE III. — LE DOSSIER PERSONNEL

Art. XII.II.9. Le ministre détermine la date d'entrée en vigueur de l'article II.I.12, laquelle ne peut être ultérieure au 1^{er} janvier 2002.

Art. XII.II.10. Jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'article II.I.12, le dossier personnel contient le dossier personnel tel qu'il existait, la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, à la police judiciaire près les parquets, à la gendarmerie ou dans les corps de la police communale.

politiebedienst of als lid van het ministerie van Justitie of het ministerie van Binnenlandse Zaken voor de personeelsleden die overgaan naar het administratief en logistiek kader van de federale politie.

Voor de vaststelling van de dienstanciënniteit van het niet-politioneel gemeentelijk personeel worden, proportioneel, de diensten in aanmerking genomen die het personeelslid heeft doorgebracht in de hoedanigheid van niet-politioneel gemeentepersoneel bij een korps van de gemeentepolitie.

Art. XII.II.5. In afwijking van de artikelen II.I.7, 4°, en II.I.8, § 2, wordt, voor de toepassing van de bepalingen die uitgaan van de anciënniteit, bij gelijke dienstanciënniteit tussen de actuele personeelsleden van de rijkswacht onderling, van een korps van de gemeentepolitie onderling en van de gerechtelijke politie bij de parketten onderling, de voorrang bepaald overeenkomstig de regels die op hen van toepassing waren daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Dit artikel is eveneens van overeenkomstige toepassing op de personeelsleden van het niet-politioneel gemeentelijk personeel derwijze dat, in afwijking van artikel II.I.7, 4°, voor de toepassing van de bepalingen die uitgaan van de anciënniteit, bij gelijke dienstanciënniteit tussen het niet-politioneel gemeentelijk personeel van een gemeente onderling, de voorrang wordt bepaald overeenkomstig de regels die op hen van toepassing waren daags vóór de datum van hun overgang naar het administratief en logistiek kader van de lokale politie.

Art. XII.II.6. Met ingang van de eerste dag van de maand die volgt op die waarin het actuele personeelslid de in artikel 12, tweede lid, laatste zin, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en in de artikelen 242, derde lid, laatste zin, en 243, vierde lid, laatste zin, van de wet, bedoelde beslissing heeft genomen, verkrijgt dat personeelslid de loonschaal en de loonschaalanciënniteit vastgesteld bij dit deel op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit, met uitsluiting van de toepassing van de artikelen XII.VII.8 en XII.VII.10. De loonschaalanciënniteit wordt evenwel vermeerderd met de duur van zijn werkelijke diensten te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit tot de dag waarop het betrokken personeelslid de voormelde loonschaal en loonschaalanciënniteit verkrijgt. Komt het betrokken actuele personeelslid daardoor in aanmerking voor de toekenning van een hogere loonschaal in het raam van de baremische loopbaan, dan moet het voldoen aan de bij dit besluit opgelegde voorwaarden voor de overgang bedoeld in deel VII, titel II, hoofdstuk IV of titel IV, hoofdstuk IV.

HOOFDSTUK II. — DE NAAMLIJST

Art. XII.II.7. De minister publiceert de naamlijst bedoeld in artikel II.I.9 voor het jaar 2001 ten laatste op 1 juni 2001.

De personeelsleden zijn op de naamlijst voor het jaar 2001 ingedeeld per graad met vermelding van :

- 1° de naam en voornaam;
- 2° de geboortedatum;
- 3° de graad-, kader- of niveau-, dienst- en loonschaalanciënniteit op 1 april 2001;
- 4° het politiekorps waarvan het personeelslid op 1 april 2001 deel uitmaakt;
- 5° de gewone plaats van het werk op 1 april 2001.

Art. XII.II.8. Ten laatste op 15 mei 2001 zenden de commissaris-generaal en de korpschefs, elk wat hun personeelsleden betreft, de in artikel XII.II.7 bepaalde gegevens, alsook de loonschaal op 1 april 2001, aan de minister of aan de door hem aangewezen dienst.

HOOFDSTUK III. — HET PERSOONLIJK DOSSIER

Art. XII.II.9. De minister bepaalt de datum van de inwerkingtreding van artikel II.I.12 die niet later kan plaatsvinden dan 1 januari 2002.

Art. XII.II.10. Tot aan de datum van de inwerkingtreding van artikel II.I.12 bevat het persoonlijk dossier het persoonlijk dossier zoals dat bestond daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit bij de gerechtelijke politie bij de parketten, de rijkswacht of de korpsen van de gemeentepolitie.

Art. XII.II.11. Le ministre peut déterminer les modalités qui permettent de convertir le dossier personnel déterminé à l'article XII.II.10 en dossier déterminé à l'article II.I.12. Il peut notamment déterminer les pièces du premier dossier susmentionné qui sont reprises dans le second dossier et déterminer qui tient le dossier.

CHAPITRE IV. — L'OCTROI DES GRADES
ET DES ECHELLES DE TRAITEMENT
DANS LE CADRE OPERATIONNEL

SECTION 1^{re}. — LE CADRE DES AGENTS AUXILIAIRES DE POLICE

Art. XII.II.12. Les membres actuels du personnel visés au tableau A, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre des agents auxiliaires de police, et sont, selon le cas, nommés ou commissionnés dans le grade correspondant visé à la première colonne du même tableau A et obtiennent une des échelles de traitement correspondantes suivantes visées à la deuxième colonne du même tableau A :

1° HAU1 : s'ils sont revêtus du grade d'aspirant agent auxiliaire de police ou si leur ancienneté pécuniaire corrigée visée à l'article XII.XI.17, § 1^{er}, est de moins de six ans;

2° HAU2 : si leur ancienneté pécuniaire corrigée visée au 1° atteint au moins six ans sans dépasser douze ans;

3° HAU3 : si leur ancienneté pécuniaire corrigée visée au 1° atteint au moins douze ans.

Art. XII.II.13. Sans préjudice de l'alinéa 2, les membres actuels du personnel du cadre des agents auxiliaires de police obtiennent une ancienneté de cadre et de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau A, troisième colonne, point 3.2, de l'annexe 11.

Les membres actuels du personnel qui conformément au tableau A, troisième colonne, point 3.1, de l'annexe 11, sont commissionnés dans le grade d'aspirant agent auxiliaire de police reçoivent une ancienneté de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau A, troisième colonne, point 3.1, de l'annexe 11.

Art. XII.II.14. L'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du cadre des agents auxiliaires de police insérés conformément à l'article XII.II.12 est fixée comme suit :

1° dans l'échelle de traitement HAU1 : l'ancienneté pécuniaire corrigée visée à l'article XII.XI.17, § 1^{er};

2° dans l'échelle de traitement HAU2 : l'ancienneté pécuniaire corrigée visée au 1° diminuée de six ans;

3° dans l'échelle de traitement HAU3 : l'ancienneté pécuniaire corrigée visée au 1° diminuée de douze ans.

SECTION 2. — LE CADRE DE BASE

Art. XII.II.15. Les membres actuels du personnel visés au tableau B, troisième colonne, de l'annexe 11 sont repris dans le cadre de base, et sont, suivant le cas, nommés ou commissionnés dans le grade correspondant visé à la première colonne de ce même tableau B et obtiennent une des échelles de traitement correspondantes suivantes visées à la deuxième colonne de ce même tableau B :

1° B1 : si leur ancienneté pécuniaire corrigée visée à l'article XII.XI.17, § 1^{er}, est de moins de six ans;

2° B2 : si leur ancienneté pécuniaire corrigée visée au 1° atteint au moins six ans sans dépasser douze ans;

3° B3 : si leur ancienneté pécuniaire visée au 1° atteint au moins douze ans sans dépasser dix-huit ans;

4° B4 : si leur ancienneté pécuniaire visée au 1° atteint au moins dix-huit ans sans dépasser vingt-quatre ans;

5° B5 : si leur ancienneté pécuniaire visée au 1° atteint au moins vingt-quatre ans.

Art. XII.II.16. Sans préjudice de l'alinéa 2, les membres actuels du personnel du cadre de base obtiennent une ancienneté de cadre et de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le grade ou les grades visés au tableau B, troisième colonne, à partir du point 3.4., de l'annexe 11.

Art. XII.II.11. De minister kan de nadere regels bepalen die toelaten het in artikel XII.II.10 bepaalde persoonlijke dossier om te zetten in het in artikel II.I.12 bepaalde persoonlijk dossier. Inzonderheid kan hij bepalen welke stukken uit het eerstgenoemde dossier worden opgenomen in het laatstgenoemde dossier en bepalen wie het dossier bijhoudt.

HOOFDSTUK IV. — DE GRADEN-
EN LOONSCHAALTOEWIJZING
IN HET OPERATIONEEL KADER

AFDELING 1. — HET KADER
VAN DE HULPAGENTEN VAN POLITIE

Art. XII.II.12. De actuele personeelsleden bedoeld in tabel A, derde kolom, van bijlage 11, worden opgenomen in het kader van de hulpagenten van politie, en worden, naar gelang van het geval, benoemd of aangesteld in de overeenstemmende graad bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel A en verkrijgen één van de volgende overeenstemmende loonschalen bedoeld in de tweede kolom van diezelfde tabel A :

1° HAU1 : indien zij zijn bekleed met de graad van aspirant-hulpagent van politie of indien hun gecorrigeerde geldelijke anciënniteit bedoeld in artikel XII.XI.17, § 1, minder dan zes jaar bedraagt;

2° HAU2 : indien hun in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit ten minste zes jaar doch minder dan twaalf jaar bedraagt;

3° HAU3 : indien hun in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit ten minste twaalf jaar bedraagt.

Art. XII.II.13. Onverminderd het tweede lid, verkrijgen de actuele personeelsleden van het kader van de hulpagenten van politie een kader- en graadanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in tabel A, derde kolom, punt 3.2, van bijlage 11.

De actuele personeelsleden die overeenkomstig tabel A, derde kolom, punt 3.1, van bijlage 11, aangesteld zijn in de graad van aspirant-hulpagent van politie verkrijgen een graadanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in tabel A, derde kolom, punt 3.1, van bijlage 11.

Art. XII.II.14. De loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het kader van de hulpagenten van politie ingeschaald overeenkomstig artikel XII.II.12 wordt vastgesteld als volgt :

1° in de loonschaal HAU1 : de gecorrigeerde geldelijke anciënniteit bedoeld in artikel XII.XI.17, § 1;

2° in de loonschaal HAU2 : de in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit verminderd met zes jaar;

3° in de loonschaal HAU3 : de in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit verminderd met twaalf jaar.

AFDELING 2. — HET BASISKADER

Art. XII.II.15. De actuele personeelsleden bedoeld in tabel B, derde kolom, van bijlage 11 worden opgenomen in het basiskader, en worden, naar gelang van het geval, benoemd of aangesteld in de overeenstemmende graad bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel B en verkrijgen één van de volgende overeenstemmende loonschalen bedoeld in de tweede kolom van diezelfde tabel B :

1° B1 : indien hun gecorrigeerde geldelijke anciënniteit bedoeld in artikel XII.XI.17, § 1, minder dan zes jaar bedraagt;

2° B2 : indien hun in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit ten minste zes jaar doch minder dan twaalf jaar bedraagt;

3° B3 : indien hun in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit ten minste twaalf jaar doch minder dan achttien jaar bedraagt;

4° B4 : indien hun in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit ten minste achttien jaar doch minder dan vierentwintig jaar bedraagt;

5° B5 : indien hun in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit ten minste vierentwintig jaar bedraagt.

Art. XII.II.16. Onverminderd het tweede lid, verkrijgen de actuele personeelsleden van het basiskader een kader- en graadanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in tabel B, derde kolom, vanaf punt 3.4, van bijlage 11.

Les membres actuels du personnel qui, conformément au tableau B, troisième colonne, du point 3.1. au point 3.3. y compris, de l'annexe 11, sont commissionnés dans le grade d'aspirant inspecteur de police, obtiennent une ancienneté de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau B, troisième colonne, du point 3.1. au point 3.3. y compris, de l'annexe 11.

Art. XII.II.17. L'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du cadre de base, insérés conformément à l'article XII.II.15 est déterminée comme suit :

- 1° dans l'échelle de traitement B1 : l'ancienneté pécuniaire corrigée visée à l'article XII.XI.17, § 1^{er};
- 2° dans l'échelle de traitement B2 : l'ancienneté pécuniaire corrigée visée au 1° diminuée de six ans;
- 3° dans l'échelle de traitement B3 : l'ancienneté pécuniaire corrigée visée au 1° diminuée de douze ans;
- 4° dans l'échelle de traitement B4 : l'ancienneté pécuniaire corrigée visée au 1° diminuée de dix-huit ans;
- 5° dans l'échelle de traitement B5 : l'ancienneté pécuniaire corrigée visée au 1° diminuée de vingt-quatre ans.

SECTION 3. — LE CADRE MOYEN

Art. XII.II.18. Les membres actuels du personnel visés au tableau C, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre moyen et sont, selon le cas, nommés ou commissionnés dans le grade correspondant visé à la première colonne de ce même tableau C.

L'alinéa 1^{er} est également d'application pour les membres actuels du personnel qui sont revêtus de l'un des grades d'assistant de police à la police communale, qui sont recrutés contractuellement dans une commune dans le cadre d'un contrat de sécurité, et qui satisfont aux conditions déterminées aux articles 1 et 2, 4°, de l'arrêté royal du 22 décembre 1997 portant des dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination des assistants de police.

Art. XII.II.19. Par dérogation à l'article II.II.10, les membres actuels du personnel visés à l'article XII.VII.9 qui ne sont pas détenteurs du brevet visé à l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif au brevet d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, délivré à certains membres de la police communale, acquièrent la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, dès leur passage dans l'échelle de traitement M2.1.

Art. XII.II.20. Sans préjudice de l'article XII.II.21, les membres actuels du personnel visés à l'article XII.II.18 obtiennent une des échelles de traitement correspondantes visées à la deuxième colonne de ce même tableau C :

- 1° M2.1 ou M2.2 : si leur ancienneté de cadre visée à l'article XII.II.22 est de moins de six ans;
- 2° M3.1 ou M3.2 : si leur ancienneté de cadre visée au 1° atteint au moins six ans sans dépasser douze ans;
- 3° M4.1 ou M4.2 : si leur ancienneté de cadre visée au 1° atteint au moins douze ans.

Les membres actuels du personnel qui proviennent de la police judiciaire près les parquets ou qui sont revêtus de l'un des grades d'assistant de police à la police communale, obtiennent ainsi les échelles de traitement M2.2, M3.2 ou M4.2.

Art. XII.II.21. Les membres actuels du personnel qui, conformément au tableau C, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.6 y compris, de l'annexe 11, sont commissionnés dans le grade d'aspirant inspecteur principal de police, obtiennent l'échelle de traitement correspondante visée dans la deuxième colonne de ce même tableau C.

Les membres actuels du personnel visés au tableau C, troisième colonne, point 3.7 et 3.8, de l'annexe 11, obtiennent l'échelle de traitement M1.1.

Les autres membres actuels du personnel du tableau C, troisième colonne, mentionnés au point 3.22 et suivants de l'annexe 11, obtiennent l'échelle transitoire de traitement correspondante visée à la deuxième colonne de ce même tableau C.

De actuele personeelsleden die overeenkomstig tabel B, derde kolom, punt 3.1 tot en met 3.3, van bijlage 11, aangesteld zijn in de graad van aspirant-inspecteur van politie verkrijgen een graadanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in tabel B, derde kolom, punt 3.1 tot en met 3.3, van bijlage 11.

Art. XII.II.17. De loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het basiskader ingeschaald overeenkomstig artikel XII.II.15 wordt vastgesteld als volgt :

- 1° in de loonschaal B1 : de gecorrigeerde geldelijke anciënniteit bedoeld in artikel XII.XI.17, § 1;
- 2° in de loonschaal B2 : de in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit verminderd met zes jaar;
- 3° in de loonschaal B3 : de in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit verminderd met twaalf jaar;
- 4° in de loonschaal B4 : de in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit verminderd met achttien jaar;
- 5° in de loonschaal B5 : de in 1° bedoelde gecorrigeerde geldelijke anciënniteit verminderd met vierentwintig jaar.

AFDELING 3. — HET MIDDENKADER

Art. XII.II.18. De actuele personeelsleden bedoeld in tabel C, derde kolom, van bijlage 11, worden opgenomen in het middenkader en worden, naar gelang van het geval, benoemd of aangesteld in de overeenstemmende graad bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel C.

Het eerste lid is eveneens van toepassing op de actuele personeelsleden die bekleed zijn met één van de graden van politieassistent bij de gemeentepolitie, die in het kader van een veiligheidscontract door een gemeente contractueel zijn aangeworven en die voldoen aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 1 en 2, 4°, van het koninklijk besluit van 22 december 1997 houdende de algemene bepalingen aangaande de aanwerving en de benoeming van de politieassistenten.

Art. XII.II.19. In afwijking van artikel II.II.10, verkrijgen de in artikel XII.VII.9 bedoelde actuele personeelsleden die geen houder zijn van het brevet bedoeld in het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, uitgereikt aan sommige leden van de gemeentepolitie, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, vanaf hun overgang naar de loonschaal M2.1.

Art. XII.II.20. Onverminderd artikel XII.II.21, verkrijgen de in artikel XII.II.18 bedoelde actuele personeelsleden één van de volgende overeenstemmende loonschalen bedoeld in de tweede kolom van diezelfde tabel C :

- 1° M2.1 of M2.2 : indien hun kaderanciënniteit bedoeld in artikel XII.II.22 minder dan zes jaar bedraagt;
- 2° M3.1 of M3.2 : indien hun in 1° bedoelde kaderanciënniteit ten minste zes jaar doch minder dan twaalf jaar bedraagt;
- 3° M4.1 of M4.2 : indien hun in 1° bedoelde kaderanciënniteit ten minste twaalf jaar bedraagt.

De actuele personeelsleden die voortspruiten uit de gerechtelijke politie bij de parketten of die bekleed zijn met één van de graden van politieassistent bij de gemeentepolitie, verkrijgen alzo de loonschalen M2.2, M3.2 of M4.2.

Art. XII.II.21. De actuele personeelsleden die overeenkomstig tabel C, derde kolom, punt 3.1 tot en met 3.6, van bijlage 11, aangesteld zijn in de graad van aspirant-hoofdinspecteur van politie verkrijgen de overeenstemmende loonschaal bedoeld in de tweede kolom van diezelfde tabel C.

De actuele personeelsleden bedoeld in tabel C, derde kolom, punt 3.7 en 3.8, van bijlage 11, verkrijgen de loonschaal M1.1.

De overige actuele personeelsleden van tabel C, derde kolom, vermeld onder punt 3.22 en volgende, van bijlage 11, verkrijgen de overeenstemmende overgangsloonschaal bedoeld in de tweede kolom van diezelfde tabel C.

Art. XII.II.22. Sans préjudice de l'alinéa 2, les membres actuels du personnel du cadre moyen obtiennent une ancienneté de cadre et de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau C, troisième colonne, à partir du point 3.7, de l'annexe 11.

Les membres actuels du personnel, qui conformément au tableau C, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.6 y compris, de l'annexe 11, sont commissionnés dans le grade d'aspirant inspecteur principal de police obtiennent une ancienneté de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau C, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.6 y compris, de l'annexe 11.

Art. XII.II.23. L'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du cadre moyen insérés conformément aux articles XII.II.20 et XII.II.21 est fixée comme suit :

1° dans l'échelle de traitement M1.1 et M1.2 : l'ancienneté de cadre calculée conformément à l'article XII.II.22;

2° dans l'échelle de traitement M2.1 et M2.2 : l'ancienneté de cadre calculée conformément à l'article XII.II.22;

3° dans l'échelle de traitement M3.1 et M3.2 : l'ancienneté de cadre calculée conformément à l'article XII.II.22 diminuée de six ans;

4° dans l'échelle de traitement M4.1 et M4.2 : l'ancienneté de cadre calculée conformément à l'article XII.II.22 diminuée de douze ans;

5° dans les échelles de traitement transitoires M5.1 et M5.2 : l'ancienneté de cadre calculée conformément à l'article XII.II.22.

Art. XII.II.24. L'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du cadre moyen, à la date de leur insertion dans les échelles transitoires M6, M7 ou M7bis, conformément au tableau C de l'annexe 11, est égale à zéro.

SECTION 4. — LE CADRE D'OFFICIERS : LES OFFICIERS VISES AU TABLEAU D1 DE L'ANNEXE 11

Art. XII.II.25. Les membres actuels du personnel visés au tableau D1, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre d'officiers et sont, selon le cas, nommés ou commissionnés dans le grade correspondant visé à la première colonne de ce même tableau D1.

Art. XII.II.26. Les membres du personnel visés à l'article XII.II.25 obtiennent l'échelle de traitement correspondante suivante visée à la deuxième colonne de ce même tableau D1 :

1° O2 si, pour ces membres du personnel, le montant de référence visé à l'article XII.II.27, est plus petit ou égal à 1 430 000 BEF (35 448,78 EUR);

2° O3 si, pour ces membres du personnel, le montant de référence visé au 1°, est plus grand que 1 430 000 BEF (35 448,78 EUR) sans dépasser 1 600 000 BEF (39 662,97 EUR);

3° O4 si, pour ces membres du personnel, le montant de référence visé au 1°, est plus grand que 1 600 000 BEF (39 662,97 EUR) sans dépasser 1 773 000 BEF (43 951,53 EUR);

4° O4bis si, pour ces membres du personnel, le montant de référence visé au 1°, est plus grand que 1 773 000 BEF (43 951,53 EUR).

Les officiers issus de la division polytechnique de l'Ecole royale militaire et ceux recrutés en tant que porteurs d'un diplôme d'ingénieur civil, obtiennent cependant les échelles de traitement respectives O2ir, O3ir, O4ir et O4bisir selon que les officiers de la gendarmerie issus de la division toutes armes de l'Ecole royale militaire et revêtus du même grade, obtiennent les échelles de traitement respectives O2, O3, O4 ou O4bis.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les membres actuels du personnel qui, conformément au tableau D1, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.8 y compris, de l'annexe 11, sont commissionnés dans le grade d'aspirant commissaire de police, reçoivent l'échelle de traitement O1.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les membres actuels du personnel visés au tableau D1, troisième colonne, point 3.9 et 3.24 de l'annexe 11, reçoivent l'échelle de traitement O2.

Art. XII.II.27. Le montant de référence visé à l'article XII.II.26, alinéa 1^{er}, est calculé en augmentant le montant maximum de l'échelle de traitement correspondante des intéressés du tableau D1, quatrième colonne, de l'annexe 11, avec des allocations, déterminées à l'article XII.II.28 et qui sont multipliées avec, suivant le cas :

1° le facteur 1,132, si ces allocations n'étaient pas soumises à une contribution à l'assurance maladie invalidité (AMI) ou au fonds pour les pensions de survie (FPS);

Art. XII.II.22. Onverminderd het tweede lid, verkrijgen de actuele personeelsleden van het middenkader een kader- en graadanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in tabel C, derde kolom, vanaf punt 3.7, van bijlage 11.

De actuele personeelsleden die overeenkomstig tabel C, derde kolom, punt 3.1 tot en met 3.6 van bijlage 11, aangesteld zijn in de graad van aspirant-hoofdinspecteur van politie verkrijgen een graadanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in tabel C, derde kolom, punt 3.1 tot en met 3.6, van bijlage 11.

Art. XII.II.23. De loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het middenkader ingeschaald overeenkomstig de artikelen XII.II.20 en XII.II.21 wordt vastgelegd als volgt :

1° in de loonschaal M1.1 en M1.2 : de kaderanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.22;

2° in de loonschaal M2.1 en M2.2 : de kaderanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.22;

3° in de loonschaal M3.1 en M3.2 : de kaderanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.22 verminderd met zes jaar;

4° in de loonschaal M4.1 en M4.2 : de kaderanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.22 verminderd met twaalf jaar;

5° in de overgangslonschalen M5.1 en M5.2 : de kaderanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.22.

Art. XII.II.24. De loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het middenkader op de datum van hun inschaling in de overgangslonschalen M6, M7 of M7bis, overeenkomstig tabel C van bijlage 11, is gelijk aan nul.

AFDELING 4. — HET OFFICIERSKADER : OFFICIEREN BEDOELD IN TABEL D1 VAN BIJLAGE 11

Art. XII.II.25. De actuele personeelsleden bedoeld in tabel D1, derde kolom, van bijlage 11, worden opgenomen in het officierskader en worden, naar gelang van het geval, benoemd of aangesteld in de overeenstemmende graad bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel D1.

Art. XII.II.26. De in artikel XII.II.25 bedoelde personeelsleden verkrijgen de volgende overeenstemmende loonschaal bedoeld in de tweede kolom van diezelfde tabel D1 :

1° O2, indien voor deze personeelsleden het referentiebedrag, bedoeld in artikel XII.II.27, kleiner is dan of gelijk is aan 1 430 000 BEF (35 448,78 EUR);

2° O3, indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan 1 430 000 BEF (35 448,78 EUR) en kleiner is dan of gelijk is aan 1 600 000 BEF (39 662,97 EUR);

3° O4, indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan 1 600 000 BEF (39 662,97 EUR) en kleiner is dan of gelijk is aan 1 773 000 BEF (43 951,53 EUR);

4° O4bis, indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan 1 773 000 BEF (43 951,53 EUR).

De officieren gesproken uit de polytechnische afdeling van de koninklijke militaire school en deze aangeworven als houder van een diploma van burgerlijk ingenieur, verkrijgen evenwel de respectieve loonschaal O2ir, O3ir, O4ir of O4bisir naar gelang de officieren bij de rijkszwacht, gesproken uit de afdeling alle wapens van de koninklijke militaire school en bekleed met dezelfde graad, de respectieve loonschaal O2, O3, O4 of O4bis verkrijgen.

In afwijking van het eerste lid, verkrijgen de actuele personeelsleden die overeenkomstig tabel D1, derde kolom, punt 3.1 tot en met 3.8, van bijlage 11, aangesteld zijn in de graad van aspirant-commissaris van politie, de loonschaal O1.

In afwijking van het eerste lid, verkrijgen de actuele personeelsleden bedoeld in tabel D1, derde kolom, punt 3.9 en 3.24, van bijlage 11, de loonschaal O2.

Art. XII.II.27. Het referentiebedrag bedoeld in artikel XII.II.26, eerste lid, wordt berekend door het maximumbedrag van de in tabel D1, vierde kolom, van bijlage 11 overeenstemmende loonschaal van betrokkenen te vermeerderen met de toelagen, zoals bepaald bij artikel XII.II.28 en die worden vermenigvuldigd met, naar gelang van het geval :

1° de factor 1,132, indien deze toelagen niet onderworpen waren aan een bijdrage voor ziekte- en invaliditeitsverzekering (ZIV) of het fonds voor overlevingspensioenen (FOP);

2° le facteur 1,082, si ces allocations étaient soumises à une contribution à l'AMI mais pas à une contribution au FPS;

3° le facteur 1, si ces allocations étaient soumises à une contribution à l'AMI et au FPS.

Le montant calculé suivant l'alinéa 1^{er} doit toutefois être diminué du montant de l'allocation de bilinguisme si celle-ci est comprise dans le montant maximum visé à l'alinéa 1^{er}.

Lorsqu'un membre du personnel actuel profite déjà d'une clause de sauvegarde barémique, il est tenu compte, pour l'application de l'alinéa 1^{er}, de l'échelle de traitement sur base de laquelle il est rémunéré au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sauf si le maximum de l'échelle de traitement normalement applicable est supérieure au maximum de l'échelle de la clause de sauvegarde.

Art. XII.II.28. Les allocations visées à l'article XII.II.27 qui sont additionnées aux échelles de traitement prises en compte et visées à l'annexe A de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, sont :

1° l'allocation visée à l'article 24 de l'arrêté du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie;

2° l'allocation visée à l'article 30 de l'arrêté royal visé au 1°.

Pour les membres du personnel des corps de la police communale, les allocations visées à l'article XII.II.27 concernent, pour ceux qui en bénéficient et en font l'option, le supplément de traitement pour prestations de garde au commissariat de police ou à domicile.

Art. XII.II.29. Sans préjudice des alinéas 2, 3 et 4, les membres actuels du personnel du cadre d'officiers visés au tableau D1 de l'annexe 11, reçoivent une ancienneté de cadre et de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau D1, troisième colonne, à partir du point 3.9, de l'annexe 11.

Pour la détermination de l'ancienneté de cadre et de grade des membres actuels du personnel du cadre d'officiers qui proviennent du cadre des officiers de la gendarmerie, la somme des anciennetés est prise en compte à partir de la date de nomination dans un grade d'officier visé à l'article 17 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, en ce compris la bonification d'ancienneté visée à l'article 43, § 1^{er}, de la même loi.

Les membres actuels du personnel qui, conformément au tableau D1, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.8 y compris, de l'annexe 11, sont commissionnés dans le grade d'aspirant commissaire de police, obtiennent une ancienneté de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau D1, troisième colonne, du point 3.1 au point 3.8 y compris, de l'annexe 11.

Pour la détermination de l'ancienneté de cadre et de grade des membres actuels nommés du cadre d'officiers visés au tableau D1, troisième colonne, point 3.9, l'ancienneté acquise est prise en compte à partir de la date de leur désignation pour une fonction qui ouvre le droit à l'octroi de l'allocation de commandement visée à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres de la gendarmerie, ou de l'allocation de commandant de brigade.

Art. XII.II.30. L'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du cadre d'officiers visés au tableau D1 de l'annexe 11, à la date de leur insertion dans les échelles de traitement O1, O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir, O4bis ou O4bisir est égale à zéro.

SECTION 5. — LE CADRE D'OFFICIERS :
LES OFFICIERS SUPERIEURS VISES AU TABLEAU D2
DE L'ANNEXE 11

Art. XII.II.31. Les membres actuels du personnel visés au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11, sont repris dans le cadre d'officiers, sont nommés dans le grade correspondant visé dans la première colonne de ce même tableau D2 et obtiennent l'échelle de traitement correspondante visée à la deuxième colonne de ce même tableau D2.

2° met de factor 1,082, indien deze toelagen onderworpen waren aan een bijdrage voor ZIV doch niet aan een bijdrage voor FOP;

3° met de factor 1, indien deze toelagen onderworpen waren aan een bijdrage voor ZIV en FOP.

Het volgens het eerste lid berekende bedrag dient evenwel verminderd te worden met het bedrag van de tweetaligheidstoelage indien deze laatste in het in het eerste lid bedoelde maximumbedrag is begrepen.

Geniet een actueel personeelslid reeds een loonschaalvrijwaring, dan komt voor de toepassing van het eerste lid, de loonschaal in aanmerking op grond waarvan het op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit wordt bezoldigd, behalve wanneer het maximum van de in regel toepasselijke loonschaal hoger is dan het maximum van de vrijwaringsloonschaal.

Art. XII.II.28. De in artikel XII.II.27 bedoelde toelagen die worden toegevoegd aan de gehanteerde loonschalen bedoeld in bijlage A van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, zijn :

1° de toelage bedoeld in artikel 24 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht;

2° de toelage bedoeld in artikel 30 van het in 1° genoemde koninklijk besluit.

Voor de personeelsleden van de korpsen van de gemeentepolitie betreffen de in artikel XII.II.27 bedoelde toelagen, voor zij die het genieten en ervoor opteren, het weddesupplement voor wachtprestaties op het politiecommissariaat of thuis.

Art. XII.II.29. Onverminderd het tweede, derde en vierde lid, verkrijgen de actuele personeelsleden van het officierskader bedoeld in tabel D1 van bijlage 11 een kader- en graadanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in tabel D1, derde kolom, vanaf punt 3.9, van bijlage 11.

Voor het vastleggen van de kader- en graadanciënniteit van de actuele personeelsleden van het officierskader die voortspuiten uit de officieren van de rijkswacht, worden in aanmerking genomen de som van de anciënniteiten vanaf de datum van benoeming in een officiersgraad bedoeld in artikel 17 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inclusief de in artikel 43, § 1, van dezelfde wet bedoelde anciënniteitsbijslag.

De actuele personeelsleden die overeenkomstig tabel D1, derde kolom, punt 3.1 tot en met 3.8, van bijlage 11, aangesteld zijn in de graad van aspirant-commissaris van politie verkrijgen een graadanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in tabel D1, derde kolom, punt 3.1 tot en met 3.8, van bijlage 11.

Voor het bepalen van de kader- en graadanciënniteit van de actuele benoemde personeelsleden van het officierskader bedoeld in tabel D1, derde kolom, punt 3.9, wordt de verworven anciënniteit in aanmerking genomen te rekenen vanaf de datum van hun aanwijzing voor een ambt dat het recht opent op de toekenning van de commandotoelage bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht of op de toekenning van de toelage brigadecommandant.

Art. XII.II.30. De loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het officierskader bedoeld in tabel D1 van bijlage 11 is, op datum van hun inschaling in de loonschalen O1, O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir, O4bis of O4bisir, gelijk aan nul.

AFDELING 5. — HET OFFICIERSKADER :
DE HOGERE OFFICIEREN BEDOELD IN TABEL D2
VAN BIJLAGE 11

Art. XII.II.31. De actuele personeelsleden bedoeld in tabel D2, derde kolom, van bijlage 11, worden opgenomen in het officierskader, en worden benoemd in de overeenstemmende graad bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel D2 en verkrijgen de overeenstemmende loonschaal bedoeld in de tweede kolom van diezelfde tabel D2.

Seuls les officiers issus de la division polytechnique de l'Ecole royale militaire ou ceux recrutés en tant que porteurs d'un diplôme d'ingénieur civil, obtiennent les échelles de traitement O5ir et O6ir si celles-ci correspondent avec leur grade et ancienneté de grade visée au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11.

Art. XII.II.32. Les membres actuels nommés du personnel du cadre d'officiers visés au tableau D2 de l'annexe 11, obtiennent une ancienneté de grade qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11, le cas échéant couplés aux qualités spécifiées dans cette même colonne.

Art. XII.II.33. Sans préjudice de l'alinéa 2, les membres actuels nommés du personnel du cadre d'officiers visés au tableau D2 de l'annexe 11, obtiennent une ancienneté de cadre qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le ou les grades visés dans les tableaux D1, troisième colonne, à partir du point 3.9. et D2, troisième colonne de l'annexe 11, le cas échéant, couplés aux qualités spécifiées dans cette même colonne.

L'ancienneté de cadre des membres actuels nommés du personnel du cadre d'officiers qui sont issus des cadres des officiers supérieurs et généraux est calculée conformément à l'article XII.II.29, alinéa 2.

Art. XII.II.34. Sans préjudice de l'alinéa 2, l'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel visés au tableau D2, troisième colonne, de l'annexe 11, est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans le grade, le cas échéant couplé aux qualités spécifiées dans cette même colonne, qui détermine l'échelle de traitement dans laquelle ils sont insérés conformément à l'article XII.II.31.

L'ancienneté d'échelle de traitement des officiers supérieurs visés au tableau D2, point 3.3, 3.11 et 3.17 de l'annexe 11 est égale à zéro.

CHAPITRE V. — L'OCTROI DES GRADES ET DES ECHELLES DE TRAITEMENT DANS LE CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE

SECTION 1^{re}. — LE NIVEAU D

Art. XII.II.35. Les membres statutaires actuels du personnel qui bénéficient d'une échelle de traitement visée dans le tableau « niveau D », deuxième colonne, dans l'annexe 12, sont repris dans le niveau D et sont nommés d'office, sur proposition du chef de corps ou du commissaire général, dans le grade commun ou dans le grade spécifique du niveau D qui correspond le plus étroitement à leur fonction actuelle.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} obtiennent le groupe d'échelles de traitement correspondant visé dans la première colonne de ce même tableau.

Art. XII.II.36. Les membres du personnel visés à l'article XII.II.35, alinéa 2, obtiennent une des échelles de traitement suivantes du groupe d'échelles de traitement visé au même alinéa :

1° DD1, D1A, D1B ou D1C : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé à l'alinéa 2 est inférieur ou égal au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement DD1, D1A, D1B ou D1C;

2° DD2, D2A, D2B ou D2C : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé au 1° est supérieur au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement DD1, D1A, D1B ou D1C et inférieur ou égal au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement DD2, D2A, D2B ou D2C;

3° DD3, D3A, D3B ou D3C : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé au 1° est supérieur au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement DD2, D2A, D2B ou D2C et inférieur ou égal au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement DD3, D3A, D3B ou D3C;

4° DD4, D4A, D4B ou D4C : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé au 1° est supérieur au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement DD3, D3A, D3B ou D3C.

Le montant de référence visé à l'alinéa 1^{er} est égal au montant maximum de l'échelle de traitement correspondante du tableau « niveau D », deuxième colonne, dans l'annexe 12, des intéressés.

Uitsluitend de officieren gesproken uit de polytechnische afdeling van de koninklijke militaire school of zij die aangeworven zijn als houder van een diploma burgerlijk ingenieur verkrijgen de loonschalen O5ir en O6ir indien deze overeenstemmen met hun graad en graadanciënniteit bedoeld in tabel D2, derde kolom, van bijlage 11.

Art. XII.II.32. De actuele benoemde personeelsleden van het officierskader bedoeld in tabel D2 van bijlage 11, verkrijgen een graadanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in tabel D2, derde kolom, van bijlage 11, in voorkomend geval gekoppeld aan de in diezelfde kolom gespecificeerde hoedanigheden.

Art. XII.II.33. Onverminderd het tweede lid verkrijgen de actuele benoemde personeelsleden van het officierskader bedoeld in tabel D2 van bijlage 11, een kaderanciënniteit die gelijk is aan de som van de anciënniteiten die ze hebben verworven in de graad of graden bedoeld in de tabellen D1, derde kolom, vanaf punt 3.9. en D2, derde kolom, van bijlage 11, in voorkomend geval gekoppeld aan de in diezelfde kolom gespecificeerde hoedanigheden.

De kaderanciënniteit van de actuele benoemde personeelsleden van het officierskader die voortspruiten uit de hoofd- en opperofficieren van de rijkswacht wordt berekend overeenkomstig artikel XII.II.29, tweede lid.

Art. XII.II.34. Onverminderd het tweede lid, is de loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden bedoeld in tabel D2, derde kolom, van bijlage 11, gelijk aan de som van de anciënniteiten die zij hebben verworven in de graad, in voorkomend geval gekoppeld aan de in diezelfde kolom gespecificeerde hoedanigheden, die de loonschaal bepaalt waarin zij worden ingeschaald overeenkomstig artikel XII.II.31.

De loonschaalanciënniteit van de hogere officieren bedoeld in tabel D2, punten 3.3, 3.11 en 3.17, van bijlage 11, is gelijk aan nul.

HOOFDSTUK V. — DE GRADEN- EN LOONSCHAALTOEWIJZING IN HET ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER

AFDELING 1. — HET NIVEAU D

Art. XII.II.35. De actuele statutaire personeelsleden die een loonschaal genieten bedoeld in tabel « niveau D », tweede kolom, van bijlage 12, worden opgenomen in het niveau D en worden, op voorstel van de korpschef of de commissaris-generaal, ambtshalve benoemd in de gemene graad of in de bijzondere graad van het niveau D, die het nauwst aansluit bij hun actuele ambt.

De in het eerste lid bedoelde personeelsleden verkrijgen de in de eerste kolom van diezelfde tabel bedoelde overeenstemmende loonschalengroep.

Art. XII.II.36. De in artikel XII.II.35, tweede lid, bedoelde personeelsleden verkrijgen één van de volgende loonschalen van de in datzelfde lid bedoelde loonschalengroep :

1° DD1, D1A, D1B of D1C : indien voor deze personeelsleden het referentiebedrag bedoeld in het tweede lid kleiner is dan of gelijk aan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal DD1, D1A, D1B of D1C;

2° DD2, D2A, D2B of D2C : indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal DD1, D1A, D1B of D1C en kleiner is dan of gelijk aan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal DD2, D2A, D2B of D2C;

3° DD3, D3A, D3B of D3C : indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal DD2, D2A, D2B of D2C en kleiner is dan of gelijk aan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal DD3, D3A, D3B of D3C;

4° DD4, D4A, D4B of D4C : indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal DD3, D3A, D3B of D3C.

Het referentiebedrag bedoeld in het eerste lid is gelijk aan het maximumbedrag van de in tabel « niveau D », tweede kolom, van bijlage 12, overeenstemmende loonschaal van betrokkenen.

Art. XII.II.37. L'ancienneté d'échelle de traitement des membres statutaires actuels du personnel insérés conformément à l'article XII.II.36 est déterminée comme suit :

1° dans l'échelle de traitement DD1, D1A, D1B ou D1C : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.40;

2° dans les échelles de traitement DD2, D2A, D2B ou D2C : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.40 diminuée de six ans;

3° dans l'échelle de traitement DD3, D3A, D3B ou D3C : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.40 diminuée de douze ans;

4° dans l'échelle de traitement DD4, D4A, D4B ou D4C : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.40 diminuée de dix-huit ans.

L'ancienneté d'échelle de traitement déterminée conformément à l'alinéa 1^{er} n'est jamais inférieure à zéro.

Art. XII.II.38. Les membres contractuels actuels du personnel qui bénéficient d'une échelle de traitement visée dans le tableau « niveau D », deuxième colonne, dans l'annexe 12, sont repris dans le niveau D et sont revêtus, selon le cas, par le conseil communal ou par le service désigné par le ministre, sur proposition du chef de corps ou du directeur général de la direction générale des ressources humaines, du grade commun ou du grade spécifique du niveau D qui correspond le plus étroitement à leur fonction actuelle.

Ils sont nommés dans le grade visé à l'alinéa 1^{er} et obtiennent le groupe d'échelles de traitement correspondant visé dans la première colonne de ce même tableau « niveau D » et une échelle de traitement de ce groupe d'échelles de traitement conformément à l'article XII.II.36 :

1° s'ils sont considérés comme étant sélectionnés de la manière visée à l'article XII.IV.2;

2° ou s'ils participent à une procédure de sélection pour un ou plusieurs emplois de leur niveau et sont déclarés aptes conformément à la partie IV, titre I^{er}, chapitre II, et sont nommés pour ces raisons conformément à l'article V.III.6.

Si un membre du personnel visé à l'alinéa 2 est cependant désigné, suite à une sélection visée au même alinéa, à un emploi qui est lié à un autre grade que celui dont il est revêtu en application de l'alinéa 1^{er}, il est nommé à cet autre grade. Si cet autre grade est lié à un autre groupe d'échelles de traitement dont le montant maximum de l'échelle de traitement la plus élevée est supérieure à celle du groupe d'échelles de traitement visé à l'alinéa 2, il obtient cet autre groupe d'échelles de traitement.

Art. XII.II.39. L'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du niveau D visés à l'article XII.II.38, alinéas 2 et 3, est égale à zéro à la date de leur insertion dans une échelle de traitement du niveau D.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du niveau D visés à l'article XII.II.38, alinéa 2, 1°, à la date de leur insertion dans une échelle de traitement du niveau D, est égale à l'ancienneté de niveau qu'ils ont acquise à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. XII.II.40. Les membres du personnel du niveau D obtiennent une ancienneté de grade et de niveau qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans les échelles de traitement visées dans le tableau « niveau D », deuxième colonne, de l'annexe 12.

SECTION 2. — LE NIVEAU C

Art. XII.II.41. Les membres statutaires actuels du personnel qui bénéficient d'une échelle de traitement visée dans le tableau « niveau C », deuxième colonne, de l'annexe 12, sont repris dans le niveau C et sont nommés d'office, sur proposition du chef de corps ou du commissaire général, dans le grade commun du niveau C ou dans un grade spécifique du niveau C, si ce dernier correspond plus étroitement à leur fonction actuelle.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} obtiennent le groupe d'échelles de traitement correspondant visé dans la première colonne de ce même tableau.

Art. XII.II.42. Les membres du personnel visés à l'article XII.II.41, alinéa 2, obtiennent une des échelles de traitement suivantes du groupe d'échelles de traitement, visé à ce même alinéa :

Art. XII.II.37. De loonschaalanciënniteit van de actuele statutaire personeelsleden ingeschaald overeenkomstig artikel XII.II.36 wordt vastgesteld als volgt :

1° in de loonschaal DD1, D1A, D1B of D1C : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.40;

2° in de loonschaal DD2, D2A, D2B of D2C : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.40 verminderd met zes jaar;

3° in de loonschaal DD3, D3A, D3B of D3C : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.40 verminderd met twaalf jaar;

4° in de loonschaal DD4, D4A, D4B of D4C : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.40 verminderd met achttien jaar.

De overeenkomstig het eerste lid vastgestelde loonschaalanciënniteit bedraagt evenwel nooit minder dan nul.

Art. XII.II.38. De actuele contractuele personeelsleden die een loonschaal genieten bedoeld in tabel « niveau D », tweede kolom, van bijlage 12, worden opgenomen in het niveau D en worden, naar gelang het geval, door de gemeenteraad of de door de minister aangewezen dienst, op voorstel van de korpschef of de directeur-generaal van de algemene directie personeel, bekleed met de gemene graad of met de bijzondere graad van het niveau D, die het nauwst aansluit bij hun actuele ambt.

Zij worden benoemd in de graad bedoeld in het eerste lid en verkrijgen de overeenstemmende loonschalengroep bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel "niveau D" en een loonschaal van deze loonschalengroep overeenkomstig artikel XII.II.36 :

1° indien zij geacht worden geselecteerd te zijn zoals bedoeld in artikel XII.IV.2;

2° of indien zij deelnemen aan een selectieprocedure voor één of meerdere betrekkingen van hun niveau en geschikt worden bevonden overeenkomstig deel IV, titel I, hoofdstuk II, en om deze redenen worden benoemd overeenkomstig artikel V.III.6.

Indien evenwel een in het tweede lid bedoeld personeelslid ingevolge een in datzelfde lid bedoelde selectie wordt aangewezen voor een betrekking die verbonden is aan een andere graad dan deze waarmee hij is bekleed door toepassing van het eerste lid, wordt hij benoemd in die andere graad. Indien deze andere graad gebonden is aan een andere loonschalengroep, waarvan het maximumbedrag van de hoogste loonschaal hoger is dan dat van de in het tweede lid bedoelde loonschalengroep, verkrijgt hij die andere loonschalengroep.

Art. XII.II.39. De loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het niveau D bedoeld in artikel XII.II.38, tweede en derde lid, is op datum van hun inschaling in een loonschaal van niveau D, gelijk aan nul.

In afwijking van het eerste lid is de loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het niveau D bedoeld in artikel XII.II.38, tweede lid, 1°, op datum van hun inschaling in een loonschaal van het niveau D, gelijk aan de niveauanciënniteit die zij hebben opgebouwd vanaf de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. XII.II.40. De personeelsleden van het niveau D verkrijgen een graad- en niveauanciënniteit die gelijk is aan de som van de loonschaalanciënniteiten die zij hebben verworven in de loonschalen bedoeld in tabel « niveau D », tweede kolom, van bijlage 12.

AFDELING 2. — HET NIVEAU C

Art. XII.II.41. De actuele statutaire personeelsleden die een loonschaal genieten bedoeld in tabel « niveau C », tweede kolom, van bijlage 12, worden opgenomen in het niveau C en worden, op voorstel van de korpschef of de commissaris-generaal, ambtshalve benoemd in de gemene graad van niveau C of in een bijzondere graad van het niveau C, indien deze nauwer aansluit bij hun actuele ambt.

De in het eerste lid bedoelde personeelsleden verkrijgen de in de eerste kolom van diezelfde tabel bedoelde overeenstemmende loonschalengroep.

Art. XII.II.42. De in artikel XII.II.41, tweede lid, bedoelde personeelsleden verkrijgen één van de volgende loonschalen van de in datzelfde lid bedoelde loonschalengroep :

1° CC1, C1A, C1B, C1C ou C1D : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé à l'alinéa 2 est inférieur ou égal au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement CC1, C1A, C1B, C1C ou C1D;

2° CC2, C2A, C2B, C2C ou C2D : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé au 1° est supérieur au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement CC1, C1A, C1B, C1C ou C1D et inférieur ou égal au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement CC2, C2A, C2B, C2C ou C2D;

3° CC3, C3A, C3B, C3C ou C3D : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé au 1° est supérieur au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement CC2, C2A, C2B, C2C ou C2D et inférieur ou égal au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement CC3, C3A, C3B, C3C ou C3D;

4° CC4, C4A, C4B, C4C ou C4D : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé au 1° est supérieur au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement CC3, C3A, C3B, C3C ou C3D.

Le montant de référence visé à l'alinéa 1^{er} est égal au montant maximum de l'échelle de traitement correspondante du tableau « niveau C », deuxième colonne, dans l'annexe 12, des intéressés.

Art. XII.II.43. L'ancienneté d'échelle de traitement des membres statutaires actuels du personnel insérés conformément à l'article XII.II.42 est déterminée comme suit :

1° dans l'échelle de traitement CC1, C1A, C1B, C1C et C1D : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.46;

2° dans les échelles de traitement CC2, C2A, C2B, C2C et C2D : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.46 diminuée de six ans;

3° dans l'échelle de traitement CC3, C3A, C3B, C3C et C3D : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.46 diminuée de douze ans;

4° dans l'échelle de traitement CC4, C4A, C4B, C4C et C4D : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.46 diminuée de dix-huit ans.

L'ancienneté d'échelle de traitement déterminée conformément à l'alinéa 1^{er} n'est jamais inférieure à zéro.

Art. XII.II.44. Les membres contractuels actuels du personnel qui bénéficient d'une échelle de traitement visée dans le tableau « niveau C », deuxième colonne, dans l'annexe 12, sont repris dans le niveau C et sont revêtus, selon le cas, par le conseil communal ou par le service désigné par le ministre, sur proposition du chef de corps ou du directeur général de la direction générale des ressources humaines, du grade commun du niveau C ou d'un grade spécifique du niveau C, si ce dernier correspond plus étroitement à leur fonction actuelle.

Ils sont nommés dans le grade visé à l'alinéa 1^{er} et obtiennent le groupe d'échelles de traitement correspondant visé dans la première colonne de ce même tableau « niveau C » et une échelle de traitement de ce groupe d'échelles de traitement conformément à l'article XII.II.42 :

1° s'ils sont considérés comme étant sélectionnés de la manière visée à l'article XII.IV.2;

2° ou s'ils participent à une procédure de sélection pour un ou plusieurs emplois de leur niveau et sont déclarés aptes conformément à la partie IV, titre I^{er}, chapitre II, et sont nommés pour ces raisons conformément à l'article V.III.6.

Si un membre du personnel visé à l'alinéa 2 est cependant désigné, suite à une sélection visée au même alinéa, à un emploi qui est lié à un autre grade que celui dont il est revêtu en application de l'alinéa 1^{er}, il est nommé à cet autre grade. Si cet autre grade est lié à un autre groupe d'échelles de traitement dont le montant maximum de l'échelle de traitement la plus élevée est supérieure à celle du groupe d'échelles de traitement visé à l'alinéa 2, il obtient cet autre groupe d'échelles de traitement.

Art. XII.II.45. L'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du niveau C visés à l'article XII.II.44, alinéas 2 et 3, est égale à zéro à la date de leur insertion dans une échelle de traitement du niveau C.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du niveau C visés à l'article XII.II.44, alinéa 2, 1°, à la date de leur insertion dans une échelle de traitement du niveau C, est égale à l'ancienneté de niveau qu'ils ont acquise à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

1° CC1, C1A, C1B, C1C of C1D : indien voor deze personeelsleden het referentiebedrag bedoeld in het tweede lid kleiner is dan of gelijk aan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal CC1, C1A, C1B, C1C of C1D;

2° CC2, C2A, C2B, C2C of C2D : indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal CC1, C1A, C1B, C1C of C1D en kleiner is dan of gelijk aan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal CC2, C2A, C2B, C2C of C2D;

3° CC3, C3A, C3B, C3C of C3D : indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal CC2, C2A, C2B, C2C of C2D en kleiner is dan of gelijk aan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal CC3, C3A, C3B, C3C of C3D;

4° CC4, C4A, C4B, C4C of C4D : indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal CC3, C3A, C3B, C3C of C3D.

Het referentiebedrag bedoeld in het eerste lid is gelijk aan het maximumbedrag van de in tabel « niveau C », tweede kolom, van bijlage 12, overeenstemmende loonschaal van betrokkenen.

Art. XII.II.43. De loonschaalanciënniteit van de actuele statutaire personeelsleden ingeschaald overeenkomstig artikel XII.II.42 wordt vastgesteld als volgt :

1° in de loonschaal CC1, C1A, C1B, C1C en C1D : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.46;

2° in de loonschaal CC2, C2A, C2B, C2C en C2D : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.46 verminderd met zes jaar;

3° in de loonschaal CC3, C3A, C3B, C3C en C3D : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.46 verminderd met twaalf jaar;

4° in de loonschaal CC4, C4A, C4B, C4C en C4D : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.46 verminderd met achttien jaar.

De overeenkomstig het eerste lid vastgestelde loonschaalanciënniteit bedraagt evenwel nooit minder dan nul.

Art. XII.II.44. De actuele contractuele personeelsleden die een loonschaal genieten bedoeld in tabel « niveau C », tweede kolom, van bijlage 12, worden opgenomen in het niveau C en worden, naar gelang het geval, door de gemeenteraad of de door de minister aangewezen dienst, op voorstel van de korpschef of de directeur-generaal van de algemene directie personeel, bekleed met de gemene graad van niveau C of met een bijzondere graad van het niveau C, indien deze nauwer aansluit bij hun actuele ambt.

Zij worden benoemd in de graad bedoeld in het eerste lid en verkrijgen de overeenstemmende loonschalengroep bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel "niveau C" en een loonschaal van deze loonschalengroep overeenkomstig artikel XII.II.42 :

1° indien zij geacht worden geselecteerd te zijn zoals bedoeld in artikel XII.IV.2;

2° of indien zij deelnemen aan een selectieprocedure voor één of meerdere betrekkingen van hun niveau en geschikt worden bevonden overeenkomstig deel IV, titel I, hoofdstuk II, en om deze redenen worden benoemd overeenkomstig artikel V.III.6.

Indien evenwel een in het tweede lid bedoeld personeelslid ingevolge een in datzelfde lid bedoelde selectie wordt aangewezen voor een betrekking die verbonden is aan een andere graad dan deze waarmee hij is bekleed door toepassing van het eerste lid, wordt hij benoemd in die andere graad. Indien deze andere graad gebonden is aan een andere loonschalengroep, waarvan het maximumbedrag van de hoogste loonschaal hoger is dan dat van de in het tweede lid bedoelde loonschalengroep, verkrijgt hij die andere loonschalengroep.

Art. XII.II.45. De loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het niveau C bedoeld in artikel XII.II.44, tweede en derde lid, is op datum van hun inschaling in een loonschaal van niveau C, gelijk aan nul.

In afwijking van het eerste lid is de loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het niveau C bedoeld in artikel XII.II.44, tweede lid, 1°, op datum van hun inschaling in een loonschaal van het niveau C, gelijk aan de niveauanciënniteit die zij hebben opgebouwd vanaf de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. XII.II.46. Les membres actuels du personnel du niveau C obtiennent une ancienneté de grade et de niveau qui est égale à la somme des anciennetés d'échelle de traitement qu'ils ont acquises dans les échelles de traitement visées dans le tableau « niveau C », deuxième colonne, de l'annexe 12.

SECTION 3. — LE NIVEAU B

Art. XII.II.47. Les membres statutaires actuels du personnel qui bénéficient d'une échelle de traitement visée dans le tableau « niveau B », deuxième colonne, de l'annexe 12, sont repris dans le niveau B et sont nommés d'office, sur proposition du chef de corps ou du commissaire général, dans le grade commun du niveau B ou dans un grade spécifique du niveau B, si ce dernier correspond plus étroitement à leur fonction actuelle.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} obtiennent le groupe d'échelles de traitement correspondant visé dans la première colonne de ce même tableau.

Les membres actuels du personnel qui la veille de leur insertion bénéficient de l'échelle de traitement visée dans le tableau « niveau C », point 2.7 ou point 2.9, et qui ont réussi l'examen visé à l'article 38 de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, sont également repris dans le niveau B et sont nommés conformément à l'alinéa 1^{er}.

Art. XII.II.48. Les membres du personnel visés à l'article XII.II.47, alinéa 2, obtiennent une des échelles de traitement suivantes du groupe d'échelles de traitement visé au même alinéa :

1° respectivement BB1, B1A, B1B, B1C ou B1D : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé à l'article XII.II.49 est inférieur ou égal au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement BB1, B1A, B1B, B1C ou B1D;

2° respectivement BB2, B2A, B2B, B2C ou B2D : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé au 1° est supérieur au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement BB1, B1A, B1B, B1C ou B1D et inférieur ou égal au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement BB2, B2A, B2B, B2C ou B2D;

3° respectivement BB3, B3A, B3B, B3C ou B3D : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé au 1° est supérieur au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement BB2, B2A, B2B, B2C ou B2D et inférieur ou égal au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement BB3, B3A, B3B, B3C ou B3D;

4° respectivement BB4, B4A, B4B, B4C ou B4D : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé au 1° est supérieur au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement BB3, B3A, B3B, B3C ou B3D.

Les membres actuels du personnel visés à l'article XII.II.47, alinéa 3, obtiennent l'échelle de traitement B1C.

Art. XII.II.49. Le montant de référence visé à l'article XII.II.48, alinéa 1^{er}, est égal au montant maximum de l'échelle de traitement correspondante du tableau « niveau B », deuxième colonne, de l'annexe 12, des intéressés.

Art. XII.II.50. L'ancienneté d'échelle de traitement des membres statutaires actuels du personnel insérés conformément à l'article XII.II.48, alinéa 1^{er}, est déterminée comme suit :

1° dans l'échelle de traitement BB1, B1A, B1B, B1C ou B1D : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.53;

2° dans les échelles de traitement BB2, B2A, B2B, B2C ou B2D : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.53 diminuée de six ans;

3° dans l'échelle de traitement BB3, B3A, B3B, B3C ou B3D : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.53 diminuée de douze ans;

4° dans l'échelle de traitement BB4, B4A, B4B, B4C ou B4D : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.53 diminuée de dix-huit ans.

L'ancienneté d'échelle de traitement déterminée conformément à l'alinéa 1^{er} n'est jamais inférieure à zéro.

Art. XII.II.46. De actuele personeelsleden van het niveau C verkrijgen een graad- en niveauanciënniteit die gelijk is aan de som van de loonschaalanciënniteiten die zij hebben verworven in de loonschalen bedoeld in tabel « niveau C », tweede kolom, van bijlage 12.

AFDELING 3. — HET NIVEAU B

Art. XII.II.47. De actuele statutaire personeelsleden die een loonschaal genieten bedoeld in tabel « niveau B », tweede kolom, van bijlage 12, worden opgenomen in het niveau B en worden, op voorstel van de korpschef of de commissaris-generaal, ambtshalve benoemd in de gemene graad van niveau B of in een bijzondere graad van het niveau B, indien deze nauwer aansluit bij hun actuele ambt.

De in het eerste lid bedoelde personeelsleden verkrijgen de in de eerste kolom van diezelfde tabel bedoelde overeenstemmende loonschalengroep.

De actuele personeelsleden die daags voor hun inschaling de loonschaal bedoeld in tabel « niveau C », punt 2.7 of punt 2.9, genieten en geslaagd zijn voor het examen bedoeld in artikel 38 van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, worden eveneens opgenomen in het niveau B en worden benoemd overeenkomstig het eerste lid.

Art. XII.II.48. De in artikel XII.II.47, tweede lid, bedoelde personeelsleden verkrijgen één van de volgende loonschalen van de in datzelfde lid bedoelde loonschalengroep :

1° respectievelijk BB1, B1A, B1B, B1C of B1D : indien voor deze personeelsleden het referentiebedrag bedoeld in artikel XII.II.49 kleiner is dan of gelijk aan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal BB1, B1A, B1B, B1C of B1D;

2° respectievelijk BB2, B2A, B2B, B2C of B2D : indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal BB1, B1A, B1B, B1C of B1D en kleiner is dan of gelijk aan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal BB2, B2A, B2B, B2C of B2D;

3° respectievelijk BB3, B3A, B3B, B3C of B3D : indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal BB2, B2A, B2B, B2C of B2D en kleiner is dan of gelijk aan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal BB3, B3A, B3B, B3C of B3D;

4° respectievelijk BB4, B4A, B4B, B4C of B4D : indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal BB3, B3A, B3B, B3C of B3D.

De in artikel XII.II.47, derde lid, bedoelde actuele personeelsleden verkrijgen de loonschaal B1C.

Art. XII.II.49. Het referentiebedrag bedoeld in artikel XII.II.48, eerste lid, is gelijk aan het maximumbedrag van de in tabel « niveau B », tweede kolom, van bijlage 12, overeenstemmende loonschaal van betrokkenen.

Art. XII.II.50. De loonschaalanciënniteit van de actuele statutaire personeelsleden ingeschaald overeenkomstig artikel XII.II.48, eerste lid, wordt vastgesteld als volgt :

1° in de loonschaal BB1, B1A, B1B, B1C of B1D : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.53;

2° in de loonschaal BB2, B2A, B2B, B2C of B2D : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.53 verminderd met zes jaar;

3° in de loonschaal BB3, B3A, B3B, B3C of B3D : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.53 verminderd met twaalf jaar;

4° in de loonschaal BB4, B4A, B4B, B4C of B4D : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.53 verminderd met achttien jaar.

De overeenkomstig het eerste lid vastgestelde loonschaalanciënniteit bedraagt evenwel nooit minder dan nul.

L'ancienneté d'échelle de traitement des membres du personnel visés à l'article XII.II.48, alinéa 2, est égale à zéro à la date de leur insertion.

Art. XII.II.51. Les membres contractuels actuels du personnel qui bénéficient d'une échelle de traitement visée dans le tableau « niveau B », deuxième colonne, de l'annexe 12, sont repris dans le niveau B et sont revêtus, selon le cas, par le conseil communal ou par le service désigné par le ministre, sur proposition du chef de corps ou du directeur général de la direction générale des ressources humaines, du grade commun du niveau B ou d'un des grades spécifiques du niveau B, si ce dernier correspond plus étroitement à leur fonction actuelle.

Ils sont nommés dans le grade visé à l'alinéa 1^{er} et obtiennent le groupe d'échelles de traitement correspondant visé dans la première colonne de ce même tableau « niveau B » et une échelle de traitement de ce groupe d'échelles de traitement conformément à l'article XII.II.48, alinéa 1^{er} :

1° s'ils sont considérés comme étant sélectionnés de la manière visée à l'article XII.IV.2;

2° ou s'ils participent à une procédure de sélection pour un ou plusieurs emplois de leur niveau et sont déclarés aptes conformément à la partie IV, titre Ier, chapitre II, et sont nommés pour ces raisons conformément à l'article V.III.6.

Si un membre du personnel visé à l'alinéa 2, est cependant désigné, suite à une sélection visée au même alinéa, à un emploi qui est lié à un autre grade que celui dont il est revêtu en application de l'alinéa 1^{er}, il est nommé à cet autre grade. Si cet autre grade est lié à un autre groupe d'échelles de traitement dont le montant maximum de l'échelle de traitement la plus élevée est supérieure à celle du groupe d'échelles de traitement visé à l'alinéa 2, il obtient cet autre groupe d'échelles de traitement.

Art. XII.II.52. L'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du niveau B visés à l'article XII.II.51, alinéas 2 et 3, est égale à zéro à la date de leur insertion dans une échelle de traitement du niveau B.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du niveau B visés à l'article XII.II.51, alinéa 2, 1°, à la date de leur insertion dans une échelle de traitement du niveau B, est égale à l'ancienneté de niveau qu'ils ont acquise à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Sans préjudice de l'alinéa 2, les membres du personnel visés à l'article XII.II.51, alinéa 2, 1°, qui exercent une fonction de traducteur, d'analyste criminel, de consultant-ICT, d'assistant social, de comptable ou de consultant technique, à la date de leur insertion dans une échelle de traitement du niveau B, bénéficient d'une bonification d'ancienneté d'échelle de traitement égale à un quart de leur ancienneté de niveau, calculée jusqu'à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, dont la partie qui ne comporte pas un mois entier est délaissée et dont la partie non-utile peut être reportée à l'échelle de traitement subséquente acquise dans le même niveau.

Art. XII.II.53. Les membres actuels du personnel du niveau B obtiennent une ancienneté de grade et de niveau qui est égale à la somme des anciennetés d'échelle de traitement qu'ils ont acquises dans les échelles de traitement visées dans le tableau « niveau B », deuxième colonne, de l'annexe 12.

SECTION 4. — LE NIVEAU A

Art. XII.II.54. Les membres statutaires actuels du personnel qui bénéficient d'une échelle de traitement visée dans le tableau « niveau A », deuxième colonne, de l'annexe 12, sont repris dans le niveau A et sont nommés d'office, sur proposition du chef de corps ou du commissaire général, dans le grade commun du niveau A ou dans un grade spécifique du niveau A, si ce dernier correspond plus étroitement à leur fonction actuelle ou si la possession d'un diplôme spécifique correspondant à un grade spécifique est exigé pour l'exercice de cette fonction.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} obtiennent le groupe d'échelles de traitement correspondant visé dans la première colonne de ce même tableau.

Art. XII.II.55. Les membres du personnel visés à l'article XII.II.54, alinéa 2, obtiennent une des échelles de traitement suivantes du groupe d'échelles de traitement visés au même alinéa :

1° respectivement AA1 ou A1A : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé à l'article XII.II.56 est inférieur ou égal au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement AA1 ou A1A;

De loonschaalanciënniteit van de in artikel XII.II.48, tweede lid, bedoelde personeelsleden is op datum van hun inschaling gelijk aan nul.

Art. XII.II.51. De actuele contractuele personeelsleden die een loonschaal genieten bedoeld in tabel « niveau B », tweede kolom, van bijlage 12, worden opgenomen in het niveau B en worden, naar gelang het geval, door de gemeenteraad of de door de minister aangewezen dienst, op voorstel van de korpschef of de directeur-generaal van de algemene directie personeel, bekleed met de gemene graad van niveau B of met een bijzondere graad van het niveau B, indien deze nauwer aansluit bij hun actuele ambt.

Zij worden benoemd in de graad bedoeld in het eerste lid en verkrijgen de overeenstemmende loonschalengroep bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel "niveau B" en een loonschaal van deze loonschalengroep overeenkomstig artikel XII.II.48, eerste lid :

1° indien zij geacht worden geselecteerd te zijn zoals bedoeld in artikel XII.IV.2;

2° of indien zij deelnemen aan een selectieprocedure voor één of meerdere betrekkingen van hun niveau en geschikt worden bevonden overeenkomstig deel IV, titel I, hoofdstuk II, en om deze redenen worden benoemd overeenkomstig artikel V.III.6.

Indien evenwel een in het tweede lid bedoeld personeelslid ingevolge een in datzelfde lid bedoelde selectie wordt aangewezen voor een betrekking die verbonden is aan een andere graad dan deze waarmee hij is bekleed door toepassing van het eerste lid, wordt hij benoemd in die andere graad. Indien deze andere graad gebonden is aan een andere loonschalengroep, waarvan het maximumbedrag van de hoogste loonschaal hoger is dan dat van de in het tweede lid bedoelde loonschalengroep, verkrijgt hij die andere loonschalengroep.

Art. XII.II.52. De loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het niveau B bedoeld in artikel XII.II.51, tweede en derde lid, is op datum van hun inschaling in een loonschaal van niveau B, gelijk aan nul.

In afwijking van het eerste lid is de loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het niveau B bedoeld in artikel XII.II.51, tweede lid, 1°, op datum van hun inschaling in een loonschaal van het niveau B, gelijk aan de niveauanciënniteit die zij hebben opgebouwd vanaf de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Onverminderd het tweede lid, genieten de in artikel XII.II.51, tweede lid, 1°, bedoelde personeelsleden die een ambt bekleden van vertaler, misdrijfanalist, ICT-consulent, maatschappelijk assistent, boekhouder of technisch consulent, op de datum van hun inschaling in een loonschaal van niveau B, een loonschaalanciënniteitsbonificatie gelijk aan een vierde van hun niveauanciënniteit berekend tot op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, waarbij het gedeelte dat geen volle maand bedraagt, wordt verwaarloosd en waarvan het niet nuttige gedeelte kan worden overgedragen naar de behaalde volgende loonschaal van hetzelfde niveau.

Art. XII.II.53. De actuele personeelsleden van het niveau B verkrijgen een graad- en niveauanciënniteit die gelijk is aan de som van de loonschaalanciënniteiten die zij hebben verworven in de loonschalen bedoeld in tabel « niveau B », tweede kolom, van bijlage 12.

AFDELING 4. — HET NIVEAU A

Art. XII.II.54. De actuele statutaire personeelsleden die een loonschaal genieten bedoeld in tabel « niveau A », tweede kolom, van bijlage 12, worden opgenomen in het niveau A en worden, op voorstel van de korpschef of de commissaris-generaal, ambtshalve benoemd in de gemene graad van niveau A of in een bijzondere graad van het niveau A, indien deze nauwer aansluit bij hun actuele ambt of indien het bezit van een specifiek diploma dat aansluit bij een bijzondere graad, vereist is voor de uitoefening van dat ambt.

De in het eerste lid bedoelde personeelsleden verkrijgen de in de eerste kolom van diezelfde tabel bedoelde overeenstemmende loonschalengroep.

Art. XII.II.55. De in artikel XII.II.54, tweede lid, bedoelde personeelsleden verkrijgen één van de volgende loonschalen van de in datzelfde lid bedoelde loonschalengroep :

1° respectievelijk AA1 of A1A : indien voor deze personeelsleden het referentiebedrag bedoeld in artikel XII.II.56 kleiner is dan of gelijk aan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal AA1 of A1A;

2° respectivement AA2 ou A2A : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé au 1° est supérieur au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement AA1 ou A1A et inférieur ou égal au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement AA2 ou A2A;

3° respectivement AA3 ou A3A : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé au 1° est supérieur au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement AA2 ou A2A et inférieur ou égal au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement AA3 ou A3A;

4° respectivement AA4 ou A4A : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé au 1° est supérieur au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement AA3 ou A3A et inférieur ou égal au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement AA4 ou A4A;

5° respectivement AA5 ou A5A : si pour ces membres du personnel le montant de référence visé au 1° est supérieur au montant maximum respectivement de l'échelle de traitement AA4 ou A4A.

Art. XII.II.56. Le montant de référence visé à l'article XII.II.55 est égal au montant maximum de l'échelle de traitement correspondante du tableau « niveau A », deuxième colonne, de l'annexe 12, des intéressés.

Art. XII.II.57. L'ancienneté d'échelle de traitement des membres statutaires actuels du personnel insérés conformément à l'article XII.II.55 est déterminée comme suit :

1° dans l'échelle de traitement AA1 ou A1A : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.60;

2° dans l'échelle de traitement AA2 ou A2A : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.60 diminuée de six ans;

3° dans l'échelle de traitement AA3 ou A3A : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.60 diminuée de douze ans;

4° dans l'échelle de traitement AA4 ou A4A : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.60 diminuée de dix-huit ans;

5° dans l'échelles de traitement AA5 ou A5A : l'ancienneté de niveau calculée conformément à l'article XII.II.60 diminuée de vingt-quatre ans.

L'ancienneté d'échelle de traitement déterminée conformément à l'alinéa 1^{er} n'est jamais inférieure à zéro.

Art. XII.II.58. Les membres contractuels actuels du personnel qui bénéficient d'une échelle de traitement visée dans le tableau « niveau A », deuxième colonne, dans l'annexe 12, sont repris dans le niveau A et sont revêtus, selon le cas, par le conseil communal ou par le service désigné par le ministre, sur proposition du chef de corps ou du directeur général de la direction générale des ressources humaines, du grade commun du niveau A ou d'un des grades spécifiques du niveau A, si ce dernier correspond plus étroitement à leur fonction actuelle ou si la possession d'un diplôme spécifique correspondant à un grade spécifique est exigé pour l'exercice de cette fonction.

Ils sont nommés dans le grade visé à l'alinéa 1^{er} et obtiennent le groupe d'échelles de traitement correspondant visé dans la première colonne de ce même tableau « niveau A » et une échelle de traitement de ce groupe d'échelles de traitement conformément à l'article XII.II.55 :

1° s'ils sont considérés comme étant sélectionnés de la manière visée à l'article XII.IV.2;

2° ou s'ils participent à une procédure de sélection pour un ou plusieurs emplois de leur niveau et sont déclarés aptes conformément à la partie IV, titre 1^{er}, chapitre II, et sont nommés pour ces raisons conformément à l'article V.III.6.

Si un membre du personnel visé à l'alinéa 2, est cependant désigné, suite à une sélection visée au même alinéa, à un emploi qui est lié à un autre grade que celui dont il est revêtu en application de l'alinéa 1^{er}, il est nommé à cet autre grade. Si cet autre grade est lié à un autre groupe d'échelles de traitement dont le montant maximum de l'échelle de traitement la plus élevée est supérieure à celle du groupe d'échelles de traitement visé à l'alinéa 2, il obtient cet autre groupe d'échelles de traitement.

Art. XII.II.59. L'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du niveau A visés à l'article XII.II.58, alinéas 2 et 3, est égale à zéro, à la date de leur insertion dans une échelle de traitement du niveau A.

2° respectievelijk AA2 of A2A : indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal AA1 of A1A en kleiner is dan of gelijk aan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal AA2 of A2A;

3° respectievelijk AA3 of A3A : indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal AA2 of A2A en kleiner is dan of gelijk aan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal AA3 of A3A;

4° respectievelijk AA4 of A4A : indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal AA3 of A3A en kleiner is dan of gelijk aan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal AA4 of A4A;

5° respectievelijk AA5 of A5A : indien voor deze personeelsleden het in 1° bedoelde referentiebedrag groter is dan het respectieve maximumbedrag van de loonschaal AA4 of A4A.

Art. XII.II.56. Het referentiebedrag bedoeld in artikel XII.II.55 is gelijk aan het maximumbedrag van de in tabel « niveau A », tweede kolom, van bijlage 12 overeenstemmende loonschaal van betrokkenen.

Art. XII.II.57. De loonschaalanciënniteit van de actuele statutaire personeelsleden ingeschaald overeenkomstig artikel XII.II.55 wordt vastgesteld als volgt :

1° in de loonschaal AA1 of A1A : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.60;

2° in de loonschaal AA2 of A2A : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.60 verminderd met zes jaar;

3° in de loonschaal AA3 of A3A : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.60 verminderd met twaalf jaar;

4° in de loonschaal AA4 of A4A : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.60 verminderd met achttien jaar;

5° in de loonschaal AA5 of A5A : de niveauanciënniteit berekend overeenkomstig artikel XII.II.60 verminderd met vierentwintig jaar.

De overeenkomstig het eerste lid vastgestelde loonschaalanciënniteit bedraagt evenwel nooit minder dan nul.

Art. XII.II.58. De actuele contractuele personeelsleden die een loonschaal genieten bedoeld in tabel « niveau A », tweede kolom, van bijlage 12, worden opgenomen in het niveau A en worden, naar gelang het geval, door de gemeenteraad of de door de minister aangewezen dienst, op voorstel van de korpschef of de directeur-generaal van de algemene directie personeel, bekleed met de gemene graad van niveau A of met een bijzondere graad van het niveau A, indien deze nauwer aansluit bij hun actuele ambt of indien het bezit van een specifiek diploma dat aansluit bij een bijzondere graad, vereist is voor de uitoefening van dat ambt.

Zij worden benoemd in de graad bedoeld in het eerste lid en verkrijgen de overeenstemmende loonschalengroep bedoeld in de eerste kolom van diezelfde tabel "niveau A" en een loonschaal van deze loonschalengroep overeenkomstig artikel XII.II.55 :

1° indien zij geacht worden geselecteerd te zijn zoals bedoeld in artikel XII.IV.2;

2° of indien zij deelnemen aan een selectieprocedure voor één of meerdere betrekkingen van hun niveau en geschikt worden bevonden overeenkomstig deel IV, titel I, hoofdstuk II, en om deze redenen worden benoemd overeenkomstig artikel V.III.6.

Indien evenwel een in het tweede lid, bedoeld personeelslid ingevolge een in datzelfde lid bedoelde selectie wordt aangewezen voor een betrekking die verbonden is aan een andere graad dan deze waarmee hij is bekleed door toepassing van het eerste lid, wordt hij benoemd in die andere graad. Indien deze andere graad gebonden is aan een andere loonschalengroep, waarvan het maximumbedrag van de hoogste loonschaal hoger is dan dat van de in het tweede lid bedoelde loonschalengroep, verkrijgt hij die andere loonschalengroep.

Art. XII.II.59. De loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het niveau A bedoeld in artikel XII.II.58, tweede en derde lid, is op datum van hun inschaling in een loonschaal van niveau A, gelijk aan nul.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'ancienneté d'échelle de traitement des membres actuels du personnel du niveau A visés à l'article XII.II.58, alinéa 2, 1^o, à la date de leur insertion dans une échelle de traitement du niveau A, est égale à l'ancienneté de niveau qu'ils ont acquise à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Sans préjudice de l'alinéa 2, les membres du personnel visés à l'article XII.II.58, alinéa 2, 1^o, qui exercent une fonction de traducteur, d'analyste criminel ou de conseiller-ICT, à la date de leur insertion dans une échelle de traitement du niveau A, bénéficient d'une bonification d'ancienneté d'échelle de traitement égale à un quart de leur ancienneté de niveau, calculée jusqu'à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, dont la partie qui ne comporte pas un mois entier est délaissée et dont la partie non-utile peut être reportée à l'échelle de traitement subséquente acquise dans le même niveau.

Art. XII.II.60. Les membres actuels du personnel du niveau A obtiennent une ancienneté de grade et de niveau qui est égale à la somme des anciennetés qu'ils ont acquises dans les échelles de traitement visées dans le tableau « niveau A », deuxième colonne, de l'annexe 12.

TITRE III. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES A LA PARTIE III DU PRESENT ARRETE

Art. XII.III.1^{er}. Dans un délai de trois mois après la mise en vigueur du présent arrêté, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, ainsi que le membre d'un corps de police communale, en ce compris les agents auxiliaires de police, qui exerce une profession, une fonction, un emploi, une charge, un mandat ou une occupation similaire au sens de l'article 134 de la loi, doit, conformément à la procédure déterminée aux articles III.VI.2 à III.VI.5 y compris, introduire une demande pour l'obtention d'une dérogation individuelle au sens de l'article 135, alinéa 1^{er}, de la loi.

Art. XII.III.2. Dans un délai de trois mois après la mise en vigueur du présent arrêté, le membre actuel du personnel du cadre administratif et logistique, ainsi que le membre du cadre administratif et logistique d'un corps de police communale, signale par écrit, selon le cas, au commissaire général, au bourgmestre ou au collègue de police, chaque occupation au sens de l'article 136, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi, qu'il exerce à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'alinéa 1^{er} est d'application conforme pour les membres du personnel communal non policier, au moment de leur passage à la police locale.

Art. XII.III.3. L'exigence d'une formation préalable déterminée à l'article III.VII.5, alinéa 2, ne vaut pas pour la première désignation comme personne de confiance.

Si un membre du personnel est désigné, en application de l'alinéa 1^{er}, comme personne de confiance et qu'à la date de cette désignation, il n'a pas suivi la formation idoïne visée à l'article III.VII.5, sa désignation, par dérogation à l'article III.VII.4, alinéa 1^{er}, est limitée à un terme de deux ans. Si le membre du personnel susvisé n'a pas suivi endéans cette période de deux ans la formation déterminée à l'article III.VII.5, alinéa 2, la désignation n'est pas renouvelable.

Art. XII.III.4. Par dérogation à l'article III.VII.3, alinéa 1^{er}, dans une zone unicomunale où il existe un service de confiance compétent pour l'ensemble du personnel communal, et dont la mission comprend ce qui est énoncé aux articles III.VII.5, III.VII.6 et III.VII.7, les compétences et missions du service de confiance peuvent être exercées par ce service de confiance communal et ceci pour une période transitoire de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

TITRE IV. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES A LA PARTIE IV DU PRESENT ARRETE

Art. XII.IV.1^{er}. Les réserves de recrutement existantes pour le cadre opérationnel, ainsi que pour le cadre administratif et logistique au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, restent valables jusqu'au 1^{er} avril 2002.

In afwijking van het eerste lid is de loonschaalanciënniteit van de actuele personeelsleden van het niveau A bedoeld in artikel XII.II.58, tweede lid, 1^o, op datum van hun inschaling in een loonschaal van het niveau A, gelijk aan de niveauanciënniteit die zij hebben opgebouwd vanaf de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Onverminderd het tweede lid genieten de in artikel XII.II.58, tweede lid, 1^o, bedoelde personeelsleden die een ambt bekleden van vertaler, misdrijfanalist of ICT-adviseur, op de datum van hun inschaling in een loonschaal van niveau A, een loonschaalanciënniteitsbonificatie gelijk aan een vierde van hun niveauanciënniteit berekend tot op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, waarbij het gedeelte dat geen volle maand bedraagt, wordt verwaarloosd en waarvan het niet nuttige gedeelte kan worden overgedragen naar de behaalde volgende loonschaal van hetzelfde niveau.

Art. XII.II.60. De actuele personeelsleden van het niveau A verkrijgen een graad- en niveauanciënniteit die gelijk is aan de som van de loonschaalanciënniteiten die zij hebben verworven in de loonschalen bedoeld in tabel « niveau A », tweede kolom, van bijlage 12.

TITEL III. — OVERGANGSBEPALINGEN MET BETREKKING TOT DEEL III VAN DIT BESLUIT

Art. XII.III.1. Binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, moet het actuele personeelslid van het operationeel kader, alsook het lid van een gemeentelijk politiekorps, met inbegrip van de hulpagenten van politie, dat een ander beroep, ambt, betrekking, opdracht, dienst, mandaat of welkdanige bezigheid uitoefent in de zin van artikel 134 van de wet, overeenkomstig de procedure bepaald in de artikelen III.VI.2 tot en met III.VI.5 een aanvraag indienen tot het bekomen van een individuele afwijking in de zin van artikel 135, eerste lid, van de wet.

Art. XII.III.2. Binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit meldt het actuele personeelslid van het administratief en logistiek kader, alsook het lid van het administratief en logistiek kader van een gemeentelijk politiekorps, schriftelijk elke bezigheid in de zin van artikel 136, § 1, tweede lid, van de wet, die het op de datum van inwerkingtreding van dit besluit uitoefent aan, naar gelang van het geval, de commissaris-generaal, de burgemeester of het politiecollege.

Het eerste lid is van overeenkomstige toepassing op de leden van het niet-politioneel gemeentelijk personeel, op het ogenblik van hun overgang naar de lokale politie.

Art. XII.III.3. De in artikel III.VII.5, tweede lid, bepaalde vereiste van voorafgaande opleiding, geldt niet voor de eerste aanwijzing als vertrouwenspersoon.

Wordt met toepassing van het eerste lid, een personeelslid als vertrouwenspersoon aangewezen dat op de datum van zijn aanwijzing niet de in artikel III.VII.5 bedoelde aangepaste opleiding heeft genoten, dan is diens aanwijzing, in afwijking van artikel III.VII.4, eerste lid, beperkt tot een termijn van twee jaar. Heeft het aldus aangewezen personeelslid binnen deze periode van twee jaar niet de in artikel III.VII.5, tweede lid, bepaalde opleiding genoten, dan is diens aanwijzing niet hernieuwbaar.

Art. XII.III.4. In afwijking van artikel III.VII.3, eerste lid, kunnen in een ééngemeentezone waar een vertrouwensdienst bestaat die bevoegd is voor het geheel van het gemeentepersoneel, en waarvan de opdracht het bepaalde in de artikelen III.VII.5, III.VII.6 en III.VII.7 omvat, de bevoegdheden en opdrachten van de vertrouwensdienst worden uitgeoefend door deze gemeentelijke vertrouwensdienst en dit voor een overgangperiode van twee jaar te rekenen vanaf de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

TITEL IV. — OVERGANGSBEPALINGEN MET BETREKKING TOT DEEL IV VAN DIT BESLUIT

Art. XII.IV.1. De op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit bestaande wervingsreserven voor het operationeel en voor het administratief en logistiek kader gelden tot 1 april 2002.

Les compléments des réserves de recrutement visées à l'alinéa 1^{er}, selon les procédures de sélection visées à l'article 27 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, sont valables pour un an au moment de la reprise dans les réserves respectives de recrutement.

Les appels pour l'admission de candidats repris dans les réserves de recrutement visées aux alinéas 1^{er} et 2, s'effectuent suivant la date de l'inscription pour les tests de sélection. Pour ces appels, un candidat admissible issu de la réserve de recrutement de la police communale est toujours suivi par un candidat admissible issu de la réserve de recrutement de la gendarmerie.

Art. XII.IV.2. Les membres contractuels actuels du cadre administratif et logistique qui participent, en cette qualité, pendant une période de cinq ans après l'entrée en vigueur de cet arrêté, aux épreuves de sélection pour les emplois vacants de leur niveau dans le cadre administratif et logistique, et qui sont classés de manière supérieure ou égale par rapport au Nième candidat externe ayant réussi, N étant la somme du nombre d'emplois vacants pour lesquels ces épreuves de sélection sont organisées, sont considérés comme étant sélectionnés de la manière visée aux articles XII.II.38, alinéa 2, XII.II.44, alinéa 2, XII.II.51, alinéa 2, et XII.II.58, alinéa 2. S'ils ne sont pas sélectionnés pour un autre emploi que le leur, ils sont considérés comme étant sélectionnés pour leur fonction.

Art. XII.IV.3. Dans le délai visé à l'article XII.IV.2, plusieurs épreuves de sélection sont organisées par niveau et par rôle linguistique et le nombre d'emplois vacants pour lesquels des épreuves de sélection sont organisées, est augmenté de cent cinquante emplois en surnombre pour la totalité des cadres administratifs et logistiques de la police fédérale et des corps de la police locale.

Le ministre fixe après avis d'une commission mixte :

- 1° la répartition des cent cinquante emplois en surnombre par niveau et par rôle linguistique;
- 2° leur répartition entre la police fédérale et les corps de la police locale;
- 3° les règles particulières concernant l'aspect fonctionnel et les modalités des épreuves de sélection visées à l'article XII.IV.2.

Art. XII.IV.4. Le ministre fixe la composition de la commission mixte visée à l'article XII.VI.3, alinéa 2, les modalités de la désignation de ses membres et de son fonctionnement, y compris les délais dans lesquels les avis de la commission mixte sont rendus. Le ministre peut passer outre à un avis qui n'est pas rendu dans les délais fixés.

Art. XII.IV.5. L'exclusion visée à l'article IV.I.48, alinéa 1^{er}, n'est pas applicable aux membres du personnel visés à l'article XII.IV.2, qui participent, dans le délai visé au même article, aux épreuves de sélection.

TITRE V. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES A LA PARTIE V DU PRESENT ARRETE

Art. XII.V.1^{er}. Les dispositions de la partie V, titre II, chapitre III et titre III, chapitre III, ne sont pas valables pour les membres du personnel qui ont entamé un stage avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. XII.V.2. Les membres du personnel visés à l'article XII.V.1^{er} continuent le stage conformément aux dispositions qui leur étaient d'application la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Leur aptitude est évaluée conformément aux dispositions susmentionnées.

Art. XII.V.3. Sans préjudice de l'article XII.V.4 et par dérogation aux articles XII.V.1^{er} et XII.V.2, la durée du stage des membres du personnel visés à l'article XII.V.1^{er} est toutefois de six mois au plus à l'exception des agents auxiliaires stagiaires pour qui la durée du stage est de deux mois au plus, des stagiaires du niveau D du cadre administratif et logistique pour qui la durée du stage est de trois mois au plus et des stagiaires du niveau A du cadre administratif et logistique pour qui la durée du stage est d'un an au plus.

De aanvullingen van de in het eerste lid bedoelde wervingsreserven ingevolge de selectieprocedures bedoeld in artikel 27 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, gelden voor één jaar vanaf het ogenblik van de opnemings in de respectieve wervingsreserve.

De oproepingen tot toelating van de kandidaten opgenomen in de in het eerste en tweede lid bedoelde wervingsreserven, geschieden volgens de datum van inschrijving voor de selectieproeven, waarbij een toelaatbare kandidaat afkomstig uit de wervingsreserve van de gemeentepolitie steeds wordt gevolgd door een toelaatbare kandidaat afkomstig uit de wervingsreserve van de rijkswacht.

Art. XII.IV.2. De actuele contractuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader die in die hoedanigheid binnen de vijf jaar na de inwerkingtreding van dit besluit deelnemen aan de selectieproeven voor openstaande betrekkingen van hun niveau in het administratief en logistiek kader en die hoger of gelijk gerangschikt worden dan de N-de geslaagde externe kandidaat, waarbij N de som is van het aantal openstaande betrekkingen waarvoor die selectieproeven worden georganiseerd, worden geacht geselecteerd te zijn zoals bedoeld in de artikelen XII.II.38, tweede lid, XII.II.44, tweede lid, XII.II.51, tweede lid, en XII.II.58, tweede lid. Indien zij niet worden geselecteerd voor een andere betrekking dan de hunne, worden zij geacht geselecteerd te zijn voor hun betrekking.

Art. XII.IV.3. Binnen de in artikel XII.IV.2 bedoelde termijn worden verscheidene selectieproeven per niveau en taalrol georganiseerd en wordt het aantal openstaande betrekkingen waarvoor selectieproeven worden georganiseerd, verhoogd met honderdvijftig betrekkingen in overtal voor de totaliteit van de administratieve en logistieke kaders van de federale politie en de lokale politiekorpsen.

De minister bepaalt, na advies van een gemengde commissie :

- 1° de verdeling van de honderdvijftig betrekkingen in overtal per niveau en taalrol;
- 2° hun verdeling over de federale politie en de lokale politiekorpsen;
- 3° de bijzondere regels met betrekking tot het functioneel aspect en de modaliteiten van de in artikel XII.IV.2 bedoelde selectieproeven.

Art. XII.IV.4. De minister bepaalt de samenstelling van de in artikel XII.IV.3, tweede lid, bedoelde gemengde commissie, de nadere regels voor de aanwijzing van haar leden en voor haar werking, met inbegrip van de termijnen waarbinnen de adviezen door de gemengde commissie worden verstrekt. Aan een advies dat niet binnen de gestelde termijnen wordt verstrekt, kan de minister voorbijgaan.

Art. XII.IV.5. De in artikel IV.I.48, eerste lid, bedoelde uitsluiting is niet van toepassing op de in artikel XII.IV.2 bedoelde personeelsleden die binnen de in datzelfde artikel bedoelde termijn deelnemen aan de selectieproeven.

TITEL V. — OVERGANGSBEPALINGEN MET BETREKKING TOT DEEL V VAN DIT BESLUIT

Art. XII.V.1. De bepalingen van deel V, titel II, hoofdstuk III en titel III, hoofdstuk III, gelden niet voor de personeelsleden die een stage hebben aangevat vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. XII.V.2. De personeelsleden bedoeld in artikel XII.V.1 zetten de stage voort overeenkomstig de bepalingen die op hen van toepassing waren daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Hun geschiktheid wordt geëvalueerd overeenkomstig voormelde bepalingen.

Art. XII.V.3. Onverminderd artikel XII.V.4 en in afwijking van de artikelen XII.V.1 en XII.V.2 bedraagt de duur van de stage van de personeelsleden bedoeld in artikel XII.V.1 evenwel ten hoogste zes maanden met uitzondering van de stagiair-hulpagent van politie voor wie de duur van de stage ten hoogste twee maanden bedraagt, de stagiair van het niveau D van het administratief en logistiek kader, voor wie de stage ten hoogste drie maanden bedraagt en de stagiair van het niveau A van dat kader voor wie de stage ten hoogste één jaar bedraagt.

Sans préjudice des articles XII.V.2 et XII.V.4, le stage des membres du personnel, dont la durée à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté a déjà dépassé ces termes, est ramené de plein droit à la durée du stage effectué à cette date.

Pour calculer la durée du stage effectué pour le présent article, il y a lieu de tenir compte des règles visées à l'article V.II.9 et V.III.14.

Art. XII.V.4. Pour les anciens membres de la police judiciaire près les parquets, il y a lieu d'entendre par le stage visé à l'article XII.V.3, le stage visé à l'article 12, alinéa 2, 3°, de l'arrêté royal du 23 décembre 1998 relatif au recrutement et au stage des officiers et agents judiciaires près les parquets.

Art. XII.V.5. Sur base de l'évaluation visée à l'article XII.V.2, le chef de corps ou le commissaire général prend une des décisions visées à l'article V.II.14 et V.III.19.

Par dérogation à l'article XII.V.1^{er}, les dispositions de la partie V, titre II, chapitre III, section 5, et de la partie V, titre III, chapitre III, section 5, sont pour le surplus d'application conforme.

Art. XII.V.6. Les dispositions de la partie V, titre II, chapitre III, sont d'application pour les membres du personnel qui ont entamé une formation de base avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui entament les stages après cette date.

TITRE VI. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES A LA PARTIE VI DU PRESENT ARRETE

Art. XII.VI.1^{er}. Par dérogation à l'article VI.II.10, alinéa 2, 1°, l'aspirant qui fait partie d'un corps de police locale ou communale et qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, a entamé mais pas achevé la formation de base, ne peut introduire valablement sa candidature et participer à la sélection.

Art. XII.VI.2. Par dérogation à l'article VI.II.10, alinéa 2, 1°, l'aspirant qui fait partie de la police fédérale et qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, a entamé mais pas achevé la formation de base et qui a au moins terminé la partie de la formation de base visée à l'article VI.II.10, alinéa 2, 1°, ne peut introduire valablement sa candidature et participer à la sélection que pour un emploi dans la police fédérale.

Art. XII.VI.3. Le terme de présence visé à l'article VI.II.10, alinéa 1^{er}, 1°, ne vaut pas pour les membres actuels du personnel qui n'ont pas été désignés par mobilité depuis l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. XII.VI.4. Les membres actuels du personnel bénéficient d'une priorité sur les autres membres du personnel pour la mobilité pendant cinq ans après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. XII.VI.5. Pour ce qui concerne la mobilité de et vers un corps de la police locale, comme visé dans la partie VI, titre II, chapitre II, il y a lieu de lire "police communale" à la place de "police locale" aussi longtemps que la police locale n'est pas constituée dans la zone de police concernée.

Art. XII.VI.6. Jusqu'à la date à laquelle tous les corps de police locale sont mis en place, les membres des commissions de sélection visés à la partie VI, titre II, chapitre II, peuvent également être des membres du personnel d'un corps de police communale, qui pour le surplus répondent aux conditions posées dans le chapitre précité.

Jusqu'à la constitution de la police locale concernée, le membre du personnel visé à l'article VI.II.61, alinéa 1^{er}, 3°, est un membre du personnel qui satisfait aux conditions y fixées et qui appartient à une brigade territoriale de la police fédérale qui ressort, conformément à l'article 9 de la loi, de la zone de police concernée.

Art. XII.VI.7. Jusqu'à la constitution de la commission permanente de la police locale visée à l'article 91 de la loi, la commission permanente de la police communale remplit les missions de celle-ci.

Onverminderd de artikelen XII.V.2 en XII.V.4 wordt de stage van de personeelsleden, waarvan de duur op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit reeds meer dan deze termijnen bedraagt, van rechtswege ingekort tot de duur van de op deze datum doorlopen stage.

Om de duur van de verrichte stage voor dit artikel te berekenen worden de regels bepaald in artikel V.II.9 en V.III.14 in acht genomen.

Art. XII.V.4. Voor de voormalige leden van de gerechtelijke politie bij de parketten dient onder de in artikel XII.V.3 bedoelde stage te worden begrepen, de stage bedoeld in artikel 12, tweede lid, 3°, van het koninklijk besluit van 23 december 1998 betreffende de werving en de stage van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

Art. XII.V.5. Op basis van de evaluatie bedoeld in artikel XII.V.2 neemt de korpschef of de commissaris-generaal één van de beslissingen bedoeld in artikel V.II.14 en V.III.19.

In afwijking van artikel XII.V.1 zijn voor het overige de bepalingen van deel V, titel II, hoofdstuk III, afdeling 5, en deel V, titel III, hoofdstuk III, afdeling 5, van overeenkomstige toepassing.

Art. XII.V.6. De bepalingen van deel V, titel II, hoofdstuk III, zijn van toepassing op de personeelsleden die een basisopleiding hebben aangevat vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit en na deze datum de stage aanvangen.

TITEL VI. — OVERGANGSBEPALINGEN MET BETREKKING TOT DEEL VI VAN DIT BESLUIT

Art. XII.VI.1. In afwijking van artikel VI.II.10, tweede lid, 1°, kan de aspirant die deel uitmaakt van een gemeentelijk of lokaal politiekorps en die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit de basisopleiding aangevat doch niet heeft voltooid, niet rechtsgeldig zijn kandidaatstelling indienen en deelnemen aan de selectie.

Art. XII.VI.2. In afwijking van artikel VI.II.10, tweede lid, 1°, kan de aspirant die deel uitmaakt van de federale politie en die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit de basisopleiding heeft aangevat doch niet heeft voltooid en die ten minste het in artikel VI.II.10, tweede lid, 1°, bedoelde gedeelte van de basisopleiding heeft beëindigd, enkel rechtsgeldig zijn kandidaatstelling indienen en deelnemen aan de selectie voor een betrekking in de federale politie.

Art. XII.VI.3. De aanwezigheidstermijn bedoeld in artikel VI.II.10, eerste lid, 1°, geldt niet voor de actuele personeelsleden die sedert de datum van inwerkingtreding van dit besluit niet zijn aangewezen bij mobiliteit.

Art. XII.VI.4. De actuele personeelsleden genieten een voorrang op de andere personeelsleden voor de mobiliteit gedurende vijf jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. XII.VI.5. Voor wat betreft de mobiliteit van en naar een korps van de lokale politie, zoals bedoeld in deel VI, titel II, hoofdstuk II, wordt de bepaling "lokale politie" gelezen als "gemeentepolitie" zolang de lokale politie niet is opgericht in de desbetreffende politiezone.

Art. XII.VI.6. De leden van de in deel VI, titel II, hoofdstuk II, genoemde selectiecommissies kunnen, tot op de datum dat alle lokale politiekorpsen zijn in plaats gesteld, ook personeelsleden van een korps van de gemeentepolitie zijn die voor het overige beantwoorden aan de voorwaarden gesteld in voornoemd hoofdstuk.

Het personeelslid bedoeld in artikel VI.II.61, eerste lid, 3°, is tot aan de oprichting van de betrokken lokale politie, een personeelslid dat aan de in dat artikel gestelde voorwaarden voldoet en lid is van een territoriale brigade van de federale politie die, overeenkomstig artikel 9 van de wet, tot de betrokken politiezone behoort.

Art. XII.VI.7. Tot aan de oprichting van de in artikel 91 van de wet bedoelde vaste commissie voor de lokale politie, vervult de vaste commissie van de gemeentepolitie de opdrachten van eerstgenoemde.

Art. XII.VI.8. Les membres actuels de personnel qui, conformément à l'article XII.II.21, alinéa 3, sont insérés dans les échelles de traitement M6, M7 et M7bis peuvent concourir pour les emplois qui sont ouverts aux commissaires de police.

Art. XII.VI.9. Les membres actuels du personnel qui, conformément aux articles XII.II.25 à XII.II.30 y compris, sont insérées dans les échelles de traitement O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir, O4bis et O4bisir et qui comptent neuf ans d'ancienneté de cadre ou, pour ceux qui à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont porteurs d'un diplôme ou d'un certificat d'études reconnu en Belgique au moins équivalent à ceux pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 1 dans les Administrations de l'Etat, cinq ans d'ancienneté de cadre à la dernière date mentionnée à l'article VI.II.15, 4°, peuvent concourir pour les emplois ouverts aux commissaires divisionnaires de police.

Art. XII.VI.10. Les membres actuels du personnel commissionnés au grade de commissaire de police dans les services judiciaires déconcentrés, peuvent concourir pour les emplois dans la direction générale de la police judiciaire et dans les services judiciaires déconcentrés qui sont ouverts aux commissaires de police.

Les membres actuels du personnel, commissionnés au grade d'inspecteur principal de police dans les services judiciaires déconcentrés, peuvent concourir pour les emplois dans la direction générale de la police judiciaire et dans les services judiciaires déconcentrés qui sont ouverts aux inspecteurs principaux de police.

Art. XII.VI.11. Pour les membres actuels du personnel du cadre d'officiers, l'âge de pension visé à l'article VI.I.11, alinéa 1^{er}, est censé être au plus tôt 60 ans et pour les autres membres actuels du personnel au plus tôt 58 ans.

TITRE VII. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES A LA PARTIE VII DU PRESENT ARRETE

CHAPITRE I^{er}. — L'EVALUATION

Art. XII.VII.1^{er}. Le membre actuel du personnel conserve à titre informatif, jusqu'à la date de l'attribution de la première évaluation visée au titre I de la partie VII, l'évaluation qu'il possédait au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Cette évaluation est incorporée dans le dossier d'évaluation.

Art. XII.VII.2. Jusqu'à la date d'entrée en vigueur du titre I de la partie VII, chaque fois que, conformément aux dispositions du présent arrêté, la condition d'une évaluation non insuffisante est posée, ou lorsque le membre du personnel ambitionne une mutation par mobilité qui n'est pas déterminée par l'ancienneté, un avis est rédigé par le chef de corps ou par le commissaire général ou par le directeur général qu'il désigne ou par l'officier que ceux-ci désignent, selon qu'il s'agit d'un membre du personnel de la police locale ou de la police fédérale. A cette fin, cette autorité recueille tous les renseignements nécessaires, en particulier auprès du supérieur hiérarchique immédiat, au sens de l'article 120 de la loi.

L'avis visé à l'alinéa 1^{er} concerne la façon d'exécuter la mission. Le ministre peut déterminer les modalités relatives au contenu de cet avis et régler la procédure.

Art. XII.VII.3. Si, suite à l'article XII.VII.2, un avis négatif est rédigé par le chef de corps, par le commissaire général ou le directeur général qu'il désigne ou par l'officier que ceux-ci désignent, le membre du personnel peut faire appel contre cet avis auprès du conseil d'appel visé à l'article VII.I.41 conformément à la procédure visée aux articles VII.I.44 à VII.I.46 y compris.

Art. XII.VII.4. Si le membre du personnel bénéficie, au jour de l'entrée en vigueur du titre I de la partie VII, de l'un des congés visés aux articles VIII.XII.1^{er} à VIII.XIII.14 y compris, et qu'il postule, durant cette période de congé, une promotion ou une mutation par mobilité pour lesquelles des aptitudes particulières et une évaluation détaillée du membre du personnel sont exigées, un avis est rédigé par le chef de corps ou par le commissaire général ou par le directeur général qu'il désigne selon que le membre du personnel appartient à la police locale ou à la police fédérale. A cette fin, cette autorité recueille tous les renseignements nécessaires, en particulier auprès du supérieur hiérarchique immédiat, au sens de l'article 120 de la loi.

Art. XII.VI.8. De actuele personeelsleden die overeenkomstig artikel XII.II.21, derde lid, worden ingeschaald in de loonschalen M6, M7 en M7bis, kunnen meedingen naar betrekkingen die openstaan voor de commissarissen van politie.

Art. XII.VI.9. De actuele personeelsleden die overeenkomstig de artikelen XII.II.25 tot en met XII.II.30 worden ingeschaald in de loonschalen O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir, O4bis en O4bisir en die negen jaar kaderanciënniteit of, zo zij op de datum van inwerkingtreding van dit besluit houder zijn van een in België erkend diploma of studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de Rijksbesturen, vijf jaar kaderanciënniteit tellen op de laatste datum bedoeld in artikel VI.II.15, 4°, kunnen meedingen naar betrekkingen die openstaan voor de hoofdcommissarissen van politie.

Art. XII.VI.10. De in de gedeconcentreerde gerechtelijke diensten tot de graad van commissaris van politie aangestelde actuele personeelsleden kunnen meedingen naar betrekkingen in de algemene directie gerechtelijke politie en in de gedeconcentreerde gerechtelijke diensten die openstaan voor commissarissen van politie.

De in de gedeconcentreerde gerechtelijke diensten tot de graad van hoofdinspecteur van politie aangestelde actuele personeelsleden, kunnen meedingen naar betrekkingen in de algemene directie gerechtelijke politie en in de gedeconcentreerde gerechtelijke diensten die openstaan voor hoofdinspecteurs van politie.

Art. XII.VI.11. Voor de actuele personeelsleden van het officierskader wordt de pensioenleeftijd bedoeld in artikel VI.I.11, eerste lid, geacht ten vroegste 60 jaar en voor de overige actuele personeelsleden ten vroegste 58 jaar, te zijn.

TITEL VII. — OVERGANGSBEPALINGEN MET BETREKKING TOT DEEL VII VAN DIT BESLUIT

HOOFDSTUK I. — DE EVALUATIE

Art. XII.VII.1. Het actuele personeelslid behoudt ter informatieve titel tot aan de datum van de toekenning van de eerste evaluatie bedoeld in titel I van deel VII, de evaluatie die het bezat op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit. Deze evaluatie wordt opgenomen in het evaluatiedossier.

Art. XII.VII.2. Tot op de datum van inwerkingtreding van titel I van deel VII wordt, telkenmale als overeenkomstig de bepalingen van dit besluit als vereiste wordt bepaald geen onvoldoende evaluatie te genieten, of als het personeelslid een overplaatsing bij mobiliteit ambiëert die niet bij anciënniteit wordt bepaald, een advies opgesteld door de korpschef of door de commissaris-generaal of door de door deze aangewezen directeur-generaal of de door deze aangewezen officier, al naar gelang het personeelslid lid is van de lokale politie dan wel van de federale politie. Te dien einde wint deze overheid alle nodige inlichtingen in, inzonderheid bij de onmiddellijk hiërarchische meerdere in de zin van artikel 120 van de wet.

Het in het eerste lid bedoelde advies betreft de wijze van vervulling van de opdracht. De minister kan nadere regels bepalen inzake de inhoud van dit advies en de procedure regelen.

Art. XII.VII.3. Indien door de korpschef, de commissaris-generaal of de door deze aangewezen directeur-generaal of de door deze aangewezen officier ingevolge artikel XII.VII.2 een negatief advies wordt opgesteld, kan het personeelslid hiertegen een beroep instellen bij de in artikel VII.I.41 bedoelde raad van beroep overeenkomstig de procedure bedoeld in de artikelen VII.I.44 tot en met VII.I.46.

Art. XII.VII.4. Geniet het personeelslid op de dag dat titel I van deel VII in werking treedt één van de verloven bedoeld in de artikelen VIII.XII.1 tot en met VIII.XIII.14, en is het tijdens deze verlofperiode kandidaat voor een bevordering of voor een overplaatsing bij mobiliteit waarbij bijzondere bekwaamheden vereist worden en een gedetailleerde evaluatie van het personeelslid vereist is, dan wordt een advies opgesteld door de korpschef of door de commissaris-generaal of door de door deze aangewezen directeur-generaal al naar gelang het personeelslid lid is van de lokale politie dan wel van de federale politie. Te dien einde wint deze overheid alle nodige inlichtingen in, inzonderheid bij de onmiddellijk hiërarchische meerdere in de zin van artikel 120 van de wet.

L'avis visé à l'alinéa 1^{er} concerne la façon d'exécuter la mission. Le ministre peut déterminer les modalités relatives au contenu de cet avis et régler la procédure.

Art. XII.VII.5. Le membre du personnel qui, après l'entrée en vigueur du titre I de la partie VII, entre en considération pour une augmentation d'échelle de traitement dans le cadre de la carrière barémique et à qui, au jour où il satisfait à la condition d'ancienneté et, le cas échéant, à la condition de formation, n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation au sens du présent arrêté, fait l'objet d'une évaluation anticipée par rapport au terme déterminé à l'article VII.I.21, et établie conformément aux dispositions du présent arrêté en vue de cette augmentation d'échelle de traitement.

Art. XII.VII.6. L'attribution de la mention finale "insuffisant", lors de la première évaluation établie conformément aux dispositions du présent arrêté, n'entrera pas en considération pour la détermination de l'inaptitude définitive pour raisons professionnelles visée à l'article IX.I.7.

Art. XII.VII.7. Le chef de corps ou le commissaire général détermine la date à laquelle la première période d'évaluation visée à l'article VII.I.21 débute. Le cas échéant, cette autorité peut retarder le début de cette période, étant entendu qu'elle commence, au plus tard, six mois après l'entrée en vigueur du titre I de la partie VII.

CHAPITRE II. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES A LA CARRIERE OPERATIONNELLE

SECTION 1^{re}. — LA CARRIERE BAREMIQUE

Art. XII.VII.8. Par dérogation à l'article VII.II.22, alinéa 1^{er}, 1°, les membres actuels du personnel visés à l'article XII.II.15, 1°, passent à l'échelle de traitement B2 à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ou, pour les aspirants, lorsqu'ils ont réussi leur formation et le stage qui y est éventuellement lié.

Pour les membres actuels du personnel visés à l'alinéa 1^{er} et par dérogation à l'article VII.II.22, alinéa 1^{er}, 2°, le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement pour la carrière barémique, exigé pour le passage de l'échelle de traitement B2 à l'échelle de traitement B3, est fixé à douze ans diminué de leur ancienneté d'échelle de traitement fixée conformément à l'article XII.II.17, 1°.

Art. XII.VII.9. Par dérogation à l'article VII.II.23, alinéa 1^{er}, 1°, les membres actuels du personnel visés au tableau C, troisième colonne, point 3.7 et 3.8 de l'annexe 11, qui ont réussi la formation fixée par Nous, obtiennent l'échelle de traitement M2.1.

L'augmentation d'échelle de traitement visée à l'alinéa 1^{er} n'est cependant pas attribuée lorsque l'évaluation de fonctionnement bisannuelle en vigueur est "insuffisante".

A l'exception des périodes visées à l'alinéa 2 pour lesquelles une évaluation de fonctionnement "insuffisante" a été octroyée au membre actuel du personnel, lors du passage d'échelle de traitement visé à l'alinéa 1^{er}, l'ancienneté d'échelle M1.1 que l'intéressé a acquise depuis son insertion est convertie en ancienneté d'échelle M2.1.

Aux membres actuels du personnel visés à l'annexe 11, tableau C, points 3.7 et 3.8 et qui sont détenteurs du brevet visé à l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif au brevet d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, délivré à certains membres de la police communale, est octroyé, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'échelle de traitement M2.1 avec une ancienneté d'échelle nulle.

Art. XII.VII.10. Par dérogation à l'article VII.II.23, alinéa 1^{er}, 3° et 4°, les membres actuels du personnel visés aux articles XII.II.20, alinéa 1^{er}, 1°, et XII.II.21, alinéa 1^{er}, passent à l'échelle de traitement M3.1 ou M3.2 à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ou, pour les aspirants, lorsqu'ils ont réussi leur formation et le stage qui y est éventuellement lié.

Pour les membres actuels du personnel visés à l'alinéa 1^{er} et par dérogation à l'article VII.II.23, alinéa 1^{er}, 5° et 6°, le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement pour la carrière barémique, exigé pour le passage à l'échelle de traitement M3.1 ou M3.2 à l'échelle de

Het in het eerste lid bedoelde advies betreft de wijze van vervulling van de opdracht. De minister kan nadere regels bepalen inzake de inhoud van dit advies en de procedure regelen.

Art. XII.VII.5. Het personeelslid dat na de inwerkingtreding van titel I van deel VII in aanmerking komt voor een loonschaalverhoging in het raam van de baremische loopbaan en aan wie op het ogenblik dat het aan de ancienniteitsvoorwaarde en, in voorkomend geval, de opleidingsvoorwaarde voldoet, nog geen evaluatie is toegekend in de zin van dit besluit, maakt, in afwijking van het in artikel VII.I.21 bepaalde tijdstip, met het oog op die loonschaalverhoging het voorwerp uit van een vervroegde evaluatie toegekend overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. XII.VII.6. De toekenning van de eindvermelding « onvoldoende » bij de eerste overeenkomstig de bepalingen van dit besluit opgestelde evaluatie zal niet in rekening worden gebracht voor het bepalen van de definitieve ongeschiktheid wegens beroepsredenen bedoeld in artikel IX.I.7.

Art. XII.VII.7. De korpschef of de commissaris-generaal bepaalt de datum waarop de eerste evaluatieperiode bedoeld in artikel VII.I.21 ingaat. In voorkomend geval kan hij het ingaan van deze periode uitstellen, met dien verstande dat zij ingaat ten laatste zes maanden na de inwerkingtreding van titel I van deel VII.

HOOFDSTUK II. — OVERGANGSBEPALINGEN INZAKE DE LOOPBAAN VAN HET OPERATIONEEL KADER

AFDELING 1. — DE BAREMISCHE LOOPBAAN

Art. XII.VII.8. In afwijking van artikel VII.II.22, eerste lid, 1°, gaan de actuele personeelsleden bedoeld in artikel XII.II.15, 1°, over naar de loonschaal B2 op de datum van inwerkingtreding van dit besluit of, zo het aspiranten betreft, vanaf het slagen in de opleiding en de eventueel navolgende stage.

Voor de in het eerste lid bedoelde actuele personeelsleden en in afwijking van artikel VII.II.22, eerste lid, 2°, bedraagt het vereiste aantal jaren loonschaalancienniteit voor de baremische loopbaan ingesteld voor de overgang van de loonschaal B2 naar de loonschaal B3, twaalf jaar verminderd met hun loonschaalancienniteit zoals vastgelegd in artikel XII.II.17, 1°.

Art. XII.VII.9. In afwijking van artikel VII.II.23, eerste lid, 1°, verkrijgen de actuele personeelsleden bedoeld in tabel C, derde kolom, punt 3.7 en 3.8 van bijlage 11, die geslaagd zijn in de door Ons bepaalde opleiding, de loonschaal M2.1.

De in het eerste lid bedoelde loonschaalverhoging wordt evenwel niet toegekend indien de geldende tweejaarlijkse functioneringsevaluatie "onvoldoende" is.

Met uitzondering van de in het tweede lid bedoelde periodes waarvoor het actueel personeelslid een functioneringsevaluatie "onvoldoende" werd toegekend, wordt bij de in het eerste lid bedoelde overgang van loonschaal, de loonschaalancienniteit M1.1 die de betrokkene heeft opgebouwd sedert zijn inschaling, omgezet in een loonschaalancienniteit M2.1.

De in bijlage 11, tabel C, punten 3.7 en 3.8 bedoelde actuele personeelsleden die houder zijn van het brevet bedoeld in het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, uitgereikt aan sommige leden van de gemeentepolitie, verkrijgen op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit onmiddellijk de loonschaal M2.1 met een loonschaalancienniteit gelijk aan nul.

Art. XII.VII.10. In afwijking van artikel VII.II.23, eerste lid, 3° en 4°, gaan de actuele personeelsleden bedoeld in de artikelen XII.II.20, eerste lid, 1°, en XII.II.21, eerste lid, over naar de loonschaal M3.1 of M3.2 op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit of, zo het aspiranten betreft, vanaf het slagen in de opleiding en de eventueel navolgende stage.

Voor de in het eerste lid bedoelde actuele personeelsleden en in afwijking van artikel VII.II.23, eerste lid, 5° en 6°, bedraagt het vereiste aantal jaren loonschaalancienniteit voor de baremische loopbaan ingesteld voor de overgang van de loonschaal M3.1 of M3.2 naar de

traitement M4.1 ou M4.2 est fixé à douze ans, diminué de leur ancienneté d'échelle de traitement fixée conformément à l'article XII.II.23, 1° ou 2°.

Art. XII.VII.11. Pour les membres actuels du personnel qui conformément à l'article XII.II.20, alinéa 1^{er}, 3°, sont insérés dans l'échelle de traitement M4.1 ou M4.2 et qui sont, soit détenteurs du brevet d'officier de la police communale visé à l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police ou à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant-officier de la police communale, soit détenteurs du brevet de sous-officier supérieur visé à l'article 28, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 1^{er} avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie, il est instauré une carrière barémique pour le passage entre, respectivement, l'échelle de traitement M4.1 et l'échelle de traitement M5.1 et l'échelle de traitement M4.2 et l'échelle de traitement M5.2 après six années d'ancienneté d'échelle de traitement dans, selon le cas, l'échelle de traitement M4.1 ou M4.2.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée lorsque l'évaluation de fonctionnement bisannuelle en vigueur est "insuffisante".

Art. XII.VII.12. Une carrière barémique est instaurée pour le passage de l'échelle de traitement M6 à l'échelle de traitement M7 après six années d'ancienneté d'échelle de traitement dans l'échelle de traitement M6.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée lorsque l'évaluation de fonctionnement bisannuelle en vigueur est "insuffisante".

Art. XII.VII.13. Une carrière barémique est instaurée pour le passage de l'échelle de traitement O4 ou O4ir à l'échelle de traitement O4bis ou O4bisir après 6 années d'ancienneté d'échelle de traitement dans l'échelle de traitement O4 ou O4ir.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée lorsque l'évaluation de fonctionnement bisannuelle en vigueur est "insuffisante".

La carrière barémique visée à l'alinéa 1^{er} vaut pour tous les membres actuels du personnel insérés au minimum dans l'échelle de traitement O1.

Art. XII.VII.14. Les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont titulaires d'un diplôme ou d'un certificat d'études reconnu en Belgique au moins équivalent à ceux pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 1 dans les Administrations de l'Etat, bénéficient, quatre ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté et sans préjudice des articles XII.VII.17, alinéa 3, et XII.VII.18, alinéa 3, d'une bonification d'ancienneté d'échelle de traitement de deux ans, dont la partie non-utile peut, dans un délai de dix ans à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, être reportée à l'échelle de traitement subséquente acquise dans le même cadre.

SECTION 2. — LA PROMOTION PAR ACCESSION AU CADRE SUPERIEUR

Art. XII.VII.15. § 1^{er}. Pendant cinq ans après la mise en vigueur du présent arrêté, les emplois vacants pour promotion par accession au cadre moyen sont répartis proportionnellement entre les membres du cadre de base, anciens membres du personnel de la gendarmerie et de la police communale, conformément au nombre respectif de membres actuels du personnel insérés, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, dans les échelles de traitement B2 à B5 y compris en application des articles XII.II.15, 2° à 5° y compris et XII.VII.8.

§ 2. Des emplois vacants réservés au § 1^{er} pour les anciens membres du personnel de gendarmerie, 50 % est attribué par priorité aux lauréats du concours pour l'admission à la promotion par accession au cadre moyen qui bénéficient de l'échelle de traitement B5.

Les emplois vacants qui ne sont pas attribués par application de la priorité visée à l'alinéa 1^{er} profitent aux autres candidats.

Les emplois vacants qui ne sont pas attribués par application de ce paragraphe profitent aux membres du personnel visés au § 3.

loonschaal M4.1 of M4.2, twaalf jaar verminderd met hun loonschaalancienniteit zoals vastgelegd in artikel XII.II.23, 1° of 2°.

Art. XII.VII.11. Er wordt voor de actuele personeelsleden die overeenkomstig artikel XII.II.20, eerste lid, 3°, worden ingeschaald in de loonschaal M4.1 of M4.2 en die houder zijn van hetzij het brevet van officier van de gemeentepolitie bedoeld in het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie of in artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 juni 1991 houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graad van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie, hetzij het brevet van hoofdonderofficier bedoeld in artikel 28, § 1, van het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht, een baremische loopbaan ingesteld voor de overgang tussen, respectievelijk, de loonschaal M4.1 en de loonschaal M5.1 en de loonschaal M4.2 en de loonschaal M5.2 na zes jaar loonschaalancienniteit in, naar gelang van het geval, de loonschaal M4.1 of M4.2.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegekend indien de geldende tweejaarlijkse functioneringsevaluatie "onvoldoende" is.

Art. XII.VII.12. Er wordt een baremische loopbaan ingesteld voor de overgang tussen de loonschaal M6 en de loonschaal M7 na zes jaar loonschaalancienniteit in de loonschaal M6.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegekend indien de geldende tweejaarlijkse functioneringsevaluatie "onvoldoende" is.

Art. XII.VII.13. Er wordt een baremische loopbaan ingesteld voor overgang van de loonschaal O4 of O4ir naar de loonschaal O4bis of O4bisir na 6 jaar loonschaalancienniteit in de loonschaal O4 of O4ir.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegekend indien de geldende tweejaarlijkse functioneringsevaluatie "onvoldoende" is.

De baremische loopbaan bedoeld in het eerste lid geldt voor alle actuele personeelsleden die ten minste in de loonschaal O1 worden ingeschaald.

Art. XII.VII.14. De actuele personeelsleden van het operationeel kader die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit houder zijn van een in België erkend diploma of studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de Rijksbesturen, genieten, vier jaar na de inwerkingtreding van dit besluit en onverminderd de artikelen XII.VII.17, derde lid, en XII.VII.18, derde lid, een loonschaalancienniteitsbonificatie van twee jaar, waarvan het niet nuttige gedeelte binnen een termijn van tien jaar te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan worden overgedragen naar de behaalde volgende loonschaal in hetzelfde kader.

AFDELING 2. — DE BEVORDERING DOOR OVERGANG NAAR EEN HOGER KADER

Art. XII.VII.15. § 1. Gedurende vijf jaar na de inwerkingtreding van dit besluit worden de vacatures voor bevordering door overgang naar het middenkader proportioneel verdeeld tussen de leden van het basiskader, gewezen personeelsleden van de rijkswacht en van de gemeentepolitie, overeenkomstig hun, bij toepassing van de artikelen XII.II.15, 2° tot en met 5°, en XII.VII.8 op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit respectieve aantal ingeschaalde actuele personeelsleden in de loonschalen B2 tot en met B5.

§ 2. Van de in § 1 voorbehouden vacatures voor de gewezen personeelsleden van de rijkswacht, wordt 50 % bij voorrang toegekend aan de laureaten van het vergelijkend toelatingsexamen voor bevordering door overgang naar het middenkader, die de loonschaal B5 genieten.

De bij toepassing van de in het eerste lid bedoelde voorrang niet toegekende vacatures komen de overige kandidaten ten goede.

De bij toepassing van deze paragraaf niet toegekende vacatures komen ten goede aan de in § 3 bedoelde personeelsleden.

§ 3. Les emplois vacants réservés au § 1^{er} pour les anciens membres de la police communale sont attribués dans l'ordre de priorité suivant aux lauréats du concours pour l'admission à la promotion par accession au cadre moyen :

1° dans l'ordre croissant de la date d'obtention du brevet et en cas d'équivalence de date, dans l'ordre décroissant d'ancienneté de service :

a) les détenteurs du brevet d'officier de la police communale visé à l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police ou à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant-officier de la police communale;

b) les détenteurs du brevet visé à l'arrêté royal de 13 juillet 1989 relatif au brevet d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, délivré à certains membres de la police communale;

c) les détenteurs du certificat d'inspecteur de police visé à l'arrêté royal du 13 juillet 1989 relatif à la formation et à la promotion aux grades d'inspecteur et d'inspecteur principal de police;

2° les membres du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement B5;

3° les autres candidats.

Les emplois vacants qui ne sont pas attribués par application de ce paragraphe profitent aux membres du personnel visés au § 2.

Art. XII.VII.16. Pendant cinq ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté et par concours organisé, 25 % des emplois vacants pour promotion par accession au cadre d'officiers est réservé aux lauréats du concours d'admission organisé dans ce cadre et qui sont issus :

1° des membres actuels du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M4.1 et qui sont détenteurs du brevet de sous-officier supérieur visé à l'article 28, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 1^{er} avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie;

2° des membres actuels du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M4.1, M4.2, M5.2 ou M6 et qui sont détenteurs du brevet d'officier de la police communale visé à l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police ou à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant-officier de la police communale;

3° des membres actuels du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M5.2 et qui sont lauréats de l'examen 2D visé à l'article 110 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets;

4° des membres actuels du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M7 ou M7bis.

Les emplois réservés visés à l'alinéa 1^{er}, qui ne sont pas attribués, profitent aux autres candidats.

Art. XII.VII.17. Par dérogation à l'article VII.II.6, l'inspecteur principal de police qui conformément à l'article XII.II.21, alinéa 3, bénéficie de l'échelle de traitement M7 ou M7bis peut, à sa demande, être promu au grade de commissaire de police s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° ne pas bénéficier d'une évaluation "insuffisante";

2° compter 4 ans d'ancienneté d'échelle de traitement dans l'échelle de traitement M7 ou M7bis.

Les promotions visées à l'alinéa 1^{er} prennent cours la cinquième année après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces promotions sont réparties sur deux ans avec un taux, par an, de 50 % des bénéficiaires des deux échelles de traitement respectives et s'effectuent suivant l'ordre décroissant de l'ancienneté de cadre des candidats par catégorie.

§ 3. De in § 1 bedoelde voorbehouden vacatures voor de gewezen leden van de gemeentepolitie worden in de volgende voorrangsorte toegekend aan de laureaten van het vergelijkend toelatingsexamen voor bevordering door overgang naar het middenkader :

1° in stijgende volgorde van de datum van het behalen van het brevet en, bij gelijke datum, in dalende orde van de dienstanciënniteit :

a) de houders van het brevet van officier van de gemeentepolitie bedoeld in het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie of in artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 juni 1991 houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graad van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie;

b) de houders van het brevet bedoeld in het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende het brevet van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, uitgereikt aan sommige leden van de gemeentepolitie;

c) de houders van het getuigschrift van inspecteur van politie bedoeld in het koninklijk besluit van 13 juli 1989 betreffende de opleiding en de bevordering tot de graden van inspecteur en hoofdinspecteur van politie;

2° de personeelsleden die de loonschaal B5 genieten;

3° de overige kandidaten.

De bij toepassing van deze paragraaf niet toegekende vacatures komen ten goede aan de in § 2 bedoelde personeelsleden.

Art. XII.VII.16. Gedurende vijf jaren na de inwerkingtreding van dit besluit is, per georganiseerd examen, 25 % van de vacatures voor bevordering door overgang naar het officierskader voorbehouden aan de laureaten van het daartoe georganiseerd vergelijkend toelatingsexamen en die afkomstig zijn uit :

1° de actuele personeelsleden die de loonschaal M4.1 genieten en houder zijn van het brevet van hoofdonderofficier bedoeld in artikel 28, § 1, van het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht;

2° de actuele personeelsleden die de loonschaal M4.1, M4.2, M5.2 of M6 genieten en die houder zijn van het brevet van officier van de gemeentepolitie bedoeld in het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie of in artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 juni 1991 houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graad van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie;

3° de actuele personeelsleden die de loonschaal M5.2 genieten en lauréat zijn van het examen 2D bedoeld in artikel 110 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten;

4° de actuele personeelsleden die de loonschaal M7 of M7bis genieten.

De niet toegekende voorbehouden vacatures bedoeld in het eerste lid, komen de overige kandidaten ten goede.

Art. XII.VII.17. In afwijking van artikel VII.II.6, kan de hoofdinspecteur van politie die overeenkomstig artikel XII.II.21, derde lid, de loonschaal M7 of M7bis geniet, op zijn vraag, worden bevorderd tot de graad van commissaris van politie indien hij voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° geen evaluatie "onvoldoende" genieten;

2° vier jaar loonschaalanciënniteit in de loonschaal M7 of M7bis hebben.

De in het eerste lid bedoelde bevorderingen gaan in, het vijfde jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit, worden gespreid over twee jaren naar rata van, per jaar, 50 % van de begunstigden van de respectieve twee loonschalen en geschieden in dalende volgorde van de kaderanciënniteit van de kandidaten per categorie.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} obtiennent, à la date de leur nomination au grade de commissaire, l'échelle de traitement O2 avec une ancienneté d'échelle de traitement égale à zéro augmentée, le cas échéant, de la bonification d'ancienneté d'échelle de traitement visée à l'article XII.VII.14.

Art. XII.VII.18. Par dérogation à l'article VII.II.6, l'inspecteur principal de police qui conformément à l'article XII.II.21, alinéa 3, bénéficie de l'échelle de traitement M6, peut à sa demande être promu au grade de commissaire de police, s'il satisfait aux conditions suivantes :

- 1° ne pas bénéficier d'une évaluation "insuffisante";
- 2° avoir atteint l'échelle de traitement M7 par application de l'article XII.VII.12.

Les promotions visées à l'alinéa 1^{er} prennent cours la septième année après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces promotions sont réparties sur trois ans avec un taux, par an, de 33 % des personnes qui satisfont aux conditions visées à l'alinéa 1^{er} et s'effectuent suivant l'ordre décroissant de l'ancienneté de cadre des candidats concernés.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} obtiennent à la date de leur nomination au grade de commissaire de police l'échelle de traitement O2 avec une ancienneté d'échelle de traitement égale à zéro augmentée, le cas échéant, de la bonification d'ancienneté d'échelle de traitement visée à l'article XII.VII.14.

Art. XII.VII.19. Les promotions au grade de commissaire visées aux articles XII.VII.17 et XII.VII.18 ne sont pas imputées sur les recrutements d'officiers.

SECTION 3. — LES SAUVEGARDES EN MATIERE DE CARRIERE PLANE

Art. XII.VII.20. Les promotions à l'ancienneté visées à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, sont les promotions :

- 1° de maréchal des logis de gendarmerie à premier maréchal des logis de gendarmerie;
- 2° de maréchal des logis chef de gendarmerie à premier maréchal des logis chef de gendarmerie;
- 3° d'adjudant de gendarmerie à adjudant chef de gendarmerie pour ceux qui satisfont aux conditions de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 23 décembre 1998 modifiant certaines dispositions concernant l'avancement aux grades de sous-officier supérieur;
- 4° de lieutenant de gendarmerie à capitaine de gendarmerie;
- 5° de capitaine de gendarmerie à capitaine commandant de gendarmerie;
- 6° de premier sous-chef d'aérodrome à sous-chef d'aérodrome principal;
- 7° de premier sous-chef d'aérodrome de première classe à sous-chef d'aérodrome principal de première classe;
- 8° par augmentation d'échelle de traitement dans le grade d'agent-technicien de police maritime, visé à l'article 20 de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant les dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;
- 9° par augmentation d'échelle de traitement de l'échelle de traitement 2A dans l'échelle de traitement 2B des inspecteurs judiciaires, inspecteurs de laboratoire, inspecteurs électrotechniciens et inspecteurs de l'identification judiciaire visés à l'article 109 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire de la police judiciaire près les parquets;
- 10° par augmentation d'échelle de traitement de l'échelle de traitement 1A dans l'échelle de traitement 1B des commissaires judiciaires, commissaires de laboratoire et commissaires du service de télécommunication visés à l'article 111 de l'arrêté royal visé au 9°;
- 11° les promotions à l'ancienneté fixées à l'annexe 13 et telles qu'elles existaient au sein des corps de police communale.

SECTION 4. — LE COMMISSIONNEMENT DANS LE GRADE

Art. XII.VII.21. Le ministre commissionne au grade d'inspecteur principal de police, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour la durée de leur désignation à la direction de la police judiciaire ou

De in het eerste lid bedoelde personeelsleden verkrijgen op de datum van hun benoeming tot de graad van commissaris van politie de loonschaal O2 met een loonschaalanciënniteit gelijk aan nul, in voorkomend geval verhoogd met de loonschaalanciënniteitsbonificatie bedoeld in artikel XII.VII.14.

Art. XII.VII.18. In afwijking van artikel VII.II.6, kan de hoofdinspecteur van politie die overeenkomstig artikel XII.II.21, derde lid, de loonschaal M6 geniet, op zijn vraag worden bevorderd tot de graad van commissaris van politie, indien hij voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° geen evaluatie "onvoldoende" genieten;
- 2° de loonschaal M7 hebben bereikt bij toepassing van artikel XII.VII.12.

De in het eerste lid bedoelde bevorderingen gaan in het zevende jaar na de inwerkingtreding van dit besluit, worden gespreid over drie jaren naar rata van, per jaar, 33 % van de personen die voldoen aan de in het eerste lid bedoelde voorwaarden en geschieden in dalende volgorde van de kaderanciënniteit van de betrokken kandidaten.

De in het eerste lid bedoelde personeelsleden verkrijgen op de datum van hun benoeming tot de graad van commissaris van politie de loonschaal O2 met een loonschaalanciënniteit gelijk aan nul, in voorkomend geval verhoogd met de loonschaalanciënniteitsbonificatie bedoeld in artikel XII.VII.14.

Art. XII.VII.19. De in de artikelen XII.VII.17 en XII.VII.18 bedoelde bevorderingen tot commissaris van politie worden niet aangerekend op de aanwervingen van officieren.

AFDELING 3. — DE VRIJWARINGEN INZAKE DE VLAKKE LOOPBAAN

Art. XII.VII.20. De in artikel 4, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, bedoelde bevorderingen naar anciënniteit zijn de bevorderingen :

- 1° van wachmeester bij de rijkswacht tot eerste wachmeester bij de rijkswacht;
- 2° van opperwachmeester bij de rijkswacht tot eerste opperwachmeester bij de rijkswacht;
- 3° van adjudant bij de rijkswacht tot adjudant-chef bij de rijkswacht voor diegenen die voldoen aan de voorwaarden van artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 23 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de bevordering tot de graden van hoofdonder-officier;
- 4° van luitenant bij de rijkswacht tot kapitein bij de rijkswacht;
- 5° van kapitein bij de rijkswacht tot kapitein-commandant bij de rijkswacht;
- 6° van eerste onderluchthavenmeester tot eerstaanwendend onderluchthavenmeester;
- 7° van eerste onderluchthavenmeester eerste klasse tot eerstaanwendend onderluchthavenmeester eerste klasse;
- 8° door verhoging van loonschaal in de graad van agent-technicus der zeevaartpolitie, bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;
- 9° door verhoging in loonschaal van de loonschaal 2A tot 2B van de in artikel 109 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten bedoelde gerechtelijke inspecteurs, laboratoriuminspecteurs, inspecteurs-elektrotechnicien en inspecteurs voor gerechtelijke identificatie;
- 10° door verhoging in loonschaal van de loonschaal 1A tot de loonschaal 1B van de in artikel 111 van het in 9° bedoelde besluit bedoelde gerechtelijke commissarissen, laboratoriumcommissarissen en commissarissen van de dienst telecommunicatie;
- 11° de in de bijlage 13 bepaalde bevorderingen naar anciënniteit zoals die bestonden in de korpsen van de gemeentepolitie.

AFDELING 4. — DE AANSTELLING IN DE GRAAD

Art. XII.VII.21. De minister stelt de actuele personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden bekleed met de graad van inspecteur van politie, aan in de graad van hoofdinspecteur

aux unités judiciaires déconcentrées, les actuels membres du personnel, qui au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont revêtus du grade d'inspecteur de police.

Ils sont, pour la durée de leur désignation, revêtus de la qualité d'officiers de police judiciaire auxiliaires du Procureur du Roi et exercent les fonctions rattachées au cadre moyen.

Pour le surplus, le statut des membres actuels du personnel, visés à l'alinéa 1^{er}, est déterminé conformément à leur insertion dans le cadre de base.

Art. XII.VII.22. Sous réserve de la réussite de la formation déterminée par Nous, l'article XII.VII.21 est, le cas échéant, également d'application aux membres actuels du personnel des services de recherche de la police communale qui, par application des règles en matière de mobilité et avant le délai de 5 ans à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, rejoignent la direction générale de la police judiciaire ou un service judiciaire déconcentré de la police fédérale.

Art. XII.VII.23. Le ministre commissionne au grade de commissaire de police, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pour la durée de leur désignation à la direction générale de la police judiciaire ou aux unités judiciaires déconcentrées, les membres du personnel visés à l'article 25 de l'arrêté royal du ... portant exécution des articles 13, 27, alinéas 2 et 5, et 53 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police et portant d'autres dispositions transitoires diverses.

Pour le surplus, le statut des membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} est fixé conformément à leur insertion dans le cadre moyen.

Art. XII.VII.24. L'autorité de nomination commissionne dans le grade de commissaire de police pour la durée de leur désignation les membres du personnel qui conformément à l'article XII.VI.8 sont désignés pour un emploi d'officier.

Pour le surplus, le statut des membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, est déterminé conformément à leur insertion dans le cadre moyen.

Art. XII.VII.25. L'autorité de nomination commissionne les membres du personnel qui, conformément à l'article XII.VI.9, sont désignés pour un emploi d'officier supérieur, dans le grade de commissaire divisionnaire de police pour la durée de leur désignation.

Pour le surplus, le statut des membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} est déterminé conformément à leur insertion en tant qu'officier non supérieur.

Art. XII.VII.26. Sans préjudice de l'article 248, alinéa 4, de la loi et de l'article 28 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, lors des premières désignations à des emplois d'autorité, autres que les mandats, une répartition proportionnelle de ces emplois est garantie entre les anciens membres de la gendarmerie, de la police communale et de la police judiciaire, en fonction de leur apport respectif dans les services constitués.

Le cas échéant, l'autorité de nomination commissionne à cet effet les membres du personnel concernés dans le grade supérieur.

La sélection des membres du personnel visée à l'alinéa 2 s'opère sur la base de la dernière évaluation des candidats attribuée avant le 21 avril 2000.

Pour le surplus, le statut des membres du personnel visés à l'alinéa 2, est fixé conformément à leur insertion.

Art. XII.VII.27. Les membres du personnel commissionnés qui sont désignés à un emploi visé à l'article XII.VI.10, conservent leur commissionnement visé à l'article XII.VII.21 ou XII.VII.23 ou le commissionnement éventuel suite à l'application de l'article 28 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police.

CHAPITRE III. — LES LANGUES

Art. XII.VII.28. Pour les membres du corps opérationnel de la gendarmerie, pour les militaires transférés ainsi que pour les militaires du corps administratif et logistique de la gendarmerie soumis au statut visé aux articles 236, alinéa 1^{er}, et 242, alinéa 1^{er}, de la loi, qui passent,

van politie voor de duur van hun aanwijzing, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, voor de algemene directie gerechtelijke politie of voor de gedeconcentreerde gerechtelijke eenheden.

Zij zijn voor de duur van hun aanwijzing bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings en oefenen de ambten verbonden aan het middenkader uit.

Voor het overige wordt het statuut van de in het eerste lid bedoelde actuele personeelsleden bepaald overeenkomstig hun inschaling in het basiskader.

Art. XII.VII.22. Mits het slagen voor de door Ons bepaalde opleiding, is artikel XII.VII.21, in voorkomend geval, ook van toepassing op de actuele personeelsleden van de opsporingsdiensten van de gemeentepolitie die, bij toepassing van de regels inzake de mobiliteit en binnen een termijn van 5 jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, overstappen naar de algemene directie gerechtelijke politie of een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst van de federale politie.

Art. XII.VII.23. De minister stelt de in artikel 25 van het koninklijk besluit van ... tot uitvoering van de artikelen 13, 27, tweede en vijfde lid, en 53 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten en houdende diverse andere overgangsbepalingen, bedoelde personeelsleden aan in de graad van commissaris van politie voor de duur van hun aanwijzing op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit voor de algemene directie gerechtelijke politie of voor de gedeconcentreerde gerechtelijke eenheden.

Voor het overige wordt het statuut van de in het eerste lid bedoelde personeelsleden bepaald overeenkomstig hun inschaling in het middenkader.

Art. XII.VII.24. De benoemende overheid stelt de personeelsleden die overeenkomstig artikel XII.VI.8 zijn aangewezen voor een betrekking van officier, aan in de graad van commissaris van politie voor de duur van hun aanwijzing.

Voor het overige wordt het statuut van de in het eerste lid bedoelde personeelsleden bepaald overeenkomstig hun inschaling in het middenkader.

Art. XII.VII.25. De benoemende overheid stelt de personeelsleden die overeenkomstig artikel XII.VI.9, zijn aangewezen voor een betrekking van hoger officier, aan in de graad van hoofdcommissaris van politie voor de duur van hun aanwijzing.

Voor het overige wordt het statuut van de in het eerste lid bedoelde personeelsleden bepaald overeenkomstig hun inschaling als niet hoger officier.

Art. XII.VII.26. Onverminderd artikel 248, vierde lid, van de wet en artikel 28 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, wordt, bij de eerste toewijzing van de ambten die een gezagsuitoefening inhouden, andere dan de mandaten, in functie van hun respectieve inbreng in de opgerichte diensten, een proportionele verdeling van die ambten gewaarborgd tussen de gewezen leden van de rijkswacht, de gemeentepolitie en de gerechtelijke politie.

In voorkomend geval stelt de benoemende overheid de betrokken personeelsleden daartoe aan in de hogere graad.

De selectie van de in het tweede lid bedoelde personeelsleden geschiedt op grond van de laatste evaluatie van de kandidaten vastgelegd vóór 21 april 2000.

Voor het overige wordt het statuut van de in het tweede lid bedoelde personeelsleden bepaald overeenkomstig hun inschaling.

Art. XII.VII.27. De aangestelde personeelsleden die voor een in artikel XII.VI.10 bedoelde betrekking worden aangewezen, behouden hun in artikel XII.VII.21 of XII.VII.23 bedoelde aanstelling of de eventuele aanstelling ingevolge de toepassing van artikel 28 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

HOOFDSTUK III. — DE TALEN

Art. XII.VII.28. Ten aanzien van de leden van het operationeel korps van de rijkswacht, de overgeplaatste militairen en de militairen van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht op wie het statuut bedoeld in de artikelen 236, eerste lid, en 242, eerste lid, van de wet van

soit à la police fédérale, soit à la police locale, les équivalences entre les niveaux de connaissances linguistiques visés dans la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée et ceux visés dans l'arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, sont déterminées à l'annexe 14.

Art. XII.VII.29. Les membres du personnel du corps opérationnel et du corps administratif et logistique de la gendarmerie ayant entamé, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, un cycle d'épreuves linguistiques visé dans la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, précédé ou non d'une formation y afférente, restent soumis à cette loi pour ce cycle d'épreuves.

Art. XII.VII.30. Les actuels membres du personnel d'un service de police en place à l'étranger, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont considérés comme ayant la connaissance de la seconde langue appropriée à leur fonction visée à l'article 47, § 5, de l'arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative.

Art. XII.VII.31. Les actuels membres du personnel d'un service de police en place à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté dans un service où une certaine connaissance d'une autre langue est requise par l'arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, sont maintenus dans leur emploi, même s'ils ne peuvent justifier de cette connaissance.

Ils disposent de cinq ans pour satisfaire aux exigences linguistiques requises.

Les services dans lesquels les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er} sont en place, sont organisés de manière telle que, dans les rapports avec le public, il peut être fait usage du français, du néerlandais ou de l'allemand, conformément à l'arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative.

CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES A LA CARRIERE DU CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE

SECTION 1^{re}. — LA CARRIERE BAREMIQUE

Art. XII.VII.32. Si un membre statutaire actuel du personnel est inséré, conformément à l'article XII.II.36, XII.II.42, XII.II.48, alinéa 1^{er}, ou XII.II.55, dans une échelle de traitement respectivement du niveau D, du niveau C, du niveau B ou du niveau A et si son ancienneté d'échelle de traitement déterminée respectivement à l'article XII.II.37, alinéa 1^{er}, XII.II.43, alinéa 1^{er}, XII.II.50, alinéa 1^{er}, ou XII.II.57, alinéa 1^{er}, comporte six ans ou plus à la date de son insertion, ce membre du personnel obtient l'échelle suivante de son groupe d'échelles de traitement à moins qu'il ne soit déjà inséré dans l'échelle la plus élevée de ce groupe d'échelles de traitement.

L'ancienneté d'échelle de traitement du membre du personnel qui obtient une échelle de traitement plus élevée, est égale à zéro à la date de l'insertion dans cette échelle.

Art. XII.VII.33. Par dérogation à l'article VII.IV.24, l'ancienneté d'échelle de traitement pour la carrière barémique exigée pour le passage à la première échelle de traitement suivante pour les membres du personnel visés à l'article XII.II.48, alinéa 2, est fixée à dix ans, diminuée de la somme des anciennetés d'échelle de traitement qu'ils ont obtenues dans les échelles de traitement visées dans le tableau « niveau C », point 2.7 et point 2.9, de l'annexe 12, à la date de leur insertion.

Art. XII.VII.34. Par dérogation aux articles VII.IV.22, 2° et VII.IV.23, 2°, l'ancienneté d'échelle de traitement pour la carrière barémique exigée pour le passage respectivement vers l'échelle de traitement D2C et C2D, pour les membres du personnel qui en vertu respectivement des articles XII.II.36 et XII.II.42, obtiennent respectivement l'échelle de traitement D1C et C1D, est fixée à six ans.

Art. XII.VII.35. Sans préjudice des articles VII.IV.25 et VII.IV.29, les membres actuels du personnel du niveau A visés à l'article XII.II.58, alinéas 2 et 3, insérés dans les échelles de traitement AA1, AA2 ou AA3,

toepassing is en die overgaan naar de federale of de lokale politie, worden de gelijkwaardigheden tussen de niveaus van taalkennis bedoeld in de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger en die bedoeld in het koninklijk besluit van 18 juli 1966 houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken bepaald in bijlage 14.

Art. XII.VII.29. De personeelsleden van het operationeel korps en van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht die een taalexamencyclus zoals bedoeld in de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, al dan niet voorafgegaan door een daarmee samenhangende opleiding, aangevangen hebben vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, blijven onderworpen aan diezelfde wet voor wat betreft die taalexamencyclus.

Art. XII.VII.30. De actuele personeelsleden van een politiedienst met standplaats in het buitenland op de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden beschouwd de kennis van de tweede taal die eigen is aan hun functie bedoeld in artikel 47, § 5, van het koninklijk besluit van 18 juli 1966 houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, te bezitten.

Art. XII.VII.31. De actuele personeelsleden van een politiedienst die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een ambt bekleden in een dienst waar een zekere kennis van een andere taal vereist is door het koninklijk besluit van 18 juli 1966 houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, behouden hun betrekking, zelfs als zij deze kennis niet kunnen aantonen.

Zij beschikken over vijf jaar om te voldoen aan de vereisten van taalkennis.

De diensten in dewelke de in het eerste lid bedoelde personeelsleden een ambt bekleden worden derwijze georganiseerd dat overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 juli 1966 houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, voor de omgang met het publiek het Nederlands, Frans of Duits kan worden gebruikt.

HOOFDSTUK IV. — OVERGANGSBEPALINGEN INZAKE DE LOOPBAAN VAN HET ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER

AFDELING 1. — DE BAREMISCHE LOOPBAAN

Art. XII.VII.32. Indien een actueel statutair personeelslid overeenkomstig artikel XII.II.36, XII.II.42, XII.II.48, eerste lid, of XII.II.55 wordt ingeschaald in een loonschaal van respectievelijk niveau D, niveau C, niveau B, of niveau A, en zijn overeenkomstig artikel XII.II.37, eerste lid, XII.II.43, eerste lid, XII.II.50, eerste lid, of XII.II.57, eerste lid, bepaalde loonschaalanciënniteit op datum van zijn inschaling zes of meer jaar bedraagt, verkrijgt dit personeelslid, tenzij het reeds is ingeschaald in de hoogste loonschaal van zijn loonschalengroep, de volgende loonschaal van die loonschalengroep.

De loonschaalanciënniteit van het personeelslid dat aldus een hogere loonschaal verkrijgt, is op datum van de inschaling in deze loonschaal gelijk aan nul.

Art. XII.VII.33. In afwijking van artikel VII.IV.24, bedraagt de vereiste loonschaalanciënniteit voor de baremische loopbaan ingesteld voor de overgang naar de eerstvolgende loonschaal voor de in artikel XII.II.48, tweede lid, bedoelde personeelsleden tien jaar, verminderd met de som van de loonschaalanciënniteiten die zij hebben verworven in de loonschalen bedoeld in tabel « niveau C », punt 2.7 en punt 2.9, van bijlage 12, op datum van hun inschaling.

Art. XII.VII.34. In afwijking van artikel VII.IV.22, 2°, en artikel VII.IV.23, 2°, bedraagt de vereiste loonschaalanciënniteit voor de baremische loopbaan ingesteld voor de overgang naar de loonschaal D2C, respectievelijk C2D voor de personeelsleden die krachtens artikel XII.II.36, respectievelijk artikel XII.II.48, de loonschaal D1C, respectievelijk C1D verkrijgen, zes jaar.

Art. XII.VII.35. Onverminderd artikel VII.IV.25 en VII.IV.29 kunnen de actuele personeelsleden van het niveau A bedoeld in artikel XII.II.58, tweede en derde lid, ingeschaald in de loonschaal AA1, AA2 of AA3,

respectivement A1A, A2A ou A3A, peuvent passer à l'échelle de traitement AA4, respectivement A4A, à partir de la date à laquelle ils bénéficient d'une ancienneté de niveau de dix-huit ans.

SECTION 2. — LES SAUVEGARDES EN MATIERE DE CARRIERE PLANE

Art. XII.VII.36. Les promotions à l'ancienneté visées à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, en ce qui concerne le cadre administratif et logistique, sont les promotions :

- 1° de soldat à premier soldat;
- 2° de premier soldat à caporal;
- 3° de caporal à caporal-chef;
- 4° de caporal-chef à premier caporal chef;
- 5° de sergent à premier sergent;
- 6° de premier sergent à premier sergent-chef;
- 7° de premier sergent qui a réussi l'examen visé à l'article 38 de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, à premier sergent-major;
- 8° de premier sergent-major à adjudant;
- 9° de sous-lieutenant à lieutenant;
- 10° de lieutenant à capitaine;
- 11° de capitaine à capitaine-commandant;
- 12° les autres carrières planes militaires fixées par Nous;
- 13° de conseiller adjoint 10A à conseiller adjoint 10B;
- 14° d'ingénieur industriel 10A à ingénieur industriel 10B;
- 15° d'ingénieur, vétérinaire, médecin et pharmacien 10D à ingénieur, vétérinaire, médecin et pharmacien 10E;
- 16° d'informaticien 10C à informaticien 10F;
- 17° d'informaticien 10F à informaticien 10G;
- 18° de secrétaire de direction 26B à secrétaire de direction 26D;
- 19° de traducteur 26A à traducteur 26J;
- 20° de comptable 26E à comptable 26H;
- 21° d'assistant social et paramédical 26F à assistant social et paramédical 26I;
- 22° de programmeur 26G à programmeur 26L;
- 23° d'assistant administratif 20A à assistant administratif 20B;
- 24° de technicien 20A à technicien 20B;
- 25° de commis 30A à commis 30C;
- 26° d'ouvrier spécialiste 30D à ouvrier spécialiste 30E;
- 27° d'agent administratif 42A à agent administratif 42B;
- 28° d'ouvrier 40A à ouvrier 40B;
- 29° les promotions visées à l'annexe 15 telles que celles qui existaient pour les membres des greffes et parquets des cours et tribunaux mis à la disposition des brigades et du Commissariat général de la police judiciaire près les parquets;
- 30° les promotions visées à l'annexe 16 telles que celles qui existaient pour le personnel des cadres administratifs et logistiques des corps de police communaux ou pour le personnel communal non policier, en service dans les corps de police communaux, en ce qui concerne les communes qui à la date d'entrée en vigueur de cette disposition, appliquent un règlement élaboré par l'autorité de tutelle pour autant que ces promotions soient reprises dans un règlement communal déclaré exécutoire qui est établi conformément aux articles 145 ou 189 de la nouvelle loi communale;
- 31° les promotions à l'ancienneté pour le personnel des cadres administratifs et logistiques des corps de police communaux ou pour le personnel communal non policier, en service dans les corps de police communaux, telles que celles qui à la date de l'entrée en vigueur de cette disposition, sont reprises dans un règlement communal déclaré exécutoire qui est établi conformément aux articles 145 ou 189 de la nouvelle loi communale en ce qui concerne les communes qui n'appliquent pas un règlement élaboré par l'autorité de tutelle.

respectievelijk A1A, A2A of A3A, overgaan naar de loonschaal AA4, respectievelijk A4A, vanaf de datum waarop zij een niveauanciënniteit van achttien jaar genieten.

AFDELING 2. — DE VRIJWARINGEN INZAKE DE VLAKKE LOOPBAAN

Art. XII.VII.36. De in artikel 4, § 1, eerste lid, 2^o, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, bedoelde bevorderingen naar anciënniteit zijn, voor wat het administratief en logistiek kader betreft, de bevorderingen :

- 1° van soldaat tot eerste soldaat;
- 2° van eerste soldaat tot korporaal;
- 3° van korporaal tot korporaal-chef;
- 4° van korporaal-chef tot eerste korporaal-chef;
- 5° van sergeant tot eerste sergeant;
- 6° van eerste sergeant tot eerste sergeant-chef;
- 7° van eerste sergeant die geslaagd is voor het examen bedoeld in artikel 38 van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, tot eerste sergeant-majoor;
- 8° van eerste sergeant-majoor tot adjudant;
- 9° van onderluitenant tot luitenant;
- 10° van luitenant tot kapitein;
- 11° van kapitein tot kapitein-commandant;
- 12° de overige door Ons bepaalde militaire vlakke loopbanen;
- 13° van adjunct-adviseur 10A tot adjunct-adviseur 10B;
- 14° van industrieel-ingenieur 10A tot industrieel-ingenieur 10B;
- 15° van ingenieur, dierenarts, geneesheer en apotheker 10D tot ingenieur, dierenarts, geneesheer en apotheker 10E;
- 16° van informaticus 10C naar informaticus 10F;
- 17° van informaticus 10F naar informaticus 10G;
- 18° van directiesecretaris 26B naar directiesecretaris 26D;
- 19° van vertaler 26A tot vertaler 26J;
- 20° van boekhouder 26E tot boekhouder 26H;
- 21° van maatschappelijk assistent en paramedicus 26F naar maatschappelijk assistent en paramedicus 26I;
- 22° van programmeur 26G naar programmeur 26L;
- 23° van bestuursassistent 20A tot bestuursassistent 20B;
- 24° van technicus 20A tot technicus 20B;
- 25° van klerk 30A tot klerk 30C;
- 26° van vakman 30D tot vakman 30E;
- 27° van beambte 42A tot beambte 42B;
- 28° van arbeider 40A tot arbeider 40B;
- 29° de in bijlage 15 bepaalde bevorderingen zoals die bestonden voor de leden van de griffies en parketten bij de hoven en rechtbanken, ter beschikking gesteld van de brigades en het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten;
- 30° de in bijlage 16 bepaalde bevorderingen zoals die bestonden voor het personeel van de administratieve en logistieke kaders van de gemeentelijke politiekorpsen of het niet-politioneel gemeentelijk personeel, in dienst bij de gemeentelijke politiekorpsen, voor wat de gemeenten betreft die op de datum van inwerkingtreding van deze bepaling de regeling uitgewerkt door de toezichhoudende overheid toe passen voor zover die bevorderingen op de datum van inwerkingtreding van deze bepaling zijn opgenomen in een uitvoerbaar verklaard gemeentereglement dat is vastgesteld overeenkomstig artikel 145 of 189 van de nieuwe gemeentewet;
- 31° de bevorderingen naar anciënniteit voor het personeel van de administratieve en logistieke kaders van de gemeentelijke politiekorpsen of het niet-politioneel gemeentelijk personeel, in dienst bij de gemeentelijke politiekorpsen, zoals die op de datum van inwerkingtreding van deze bepaling zijn opgenomen in een uitvoerbaar verklaard gemeentereglement dat is vastgesteld overeenkomstig artikel 145 of 189 van de nieuwe gemeentewet voor wat betreft de gemeenten die de regeling uitgewerkt door de toezichhoudende overheid niet toe passen.

TITRE VIII. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES
RELATIVES A LA PARTIE VIII DU PRESENT ARRETE

Art. XII.VIII.1^{er}. Les membres actuels du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ne prestent pas ou effectuent des prestations partielles, pour des raisons sociales ou familiales légitimes ou par convenance personnelle, ainsi que ceux qui ont interrompu complètement ou partiellement leur carrière, restent, en ce qui concerne leur position administrative, soumis aux dispositions qui leur étaient d'application, jusqu'à ce que la période d'absence en cours soit terminée.

L'alinéa 1^{er} est également d'application pour les membres du personnel communal non policier, au moment de leur passage à la police locale.

Art. XII.VIII.2. Les membres actuels du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient d'un congé visé aux articles 17, 21, 69 à 94, 95 à 98 et 99 à 112 de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat ou qui se trouvent en disponibilité conformément aux articles 63 et 64 du même arrêté ou qui se trouvent dans une position administrative équivalente, de même que les membres actuels du personnel qui bénéficient d'un congé préalable à leur mise à la pension, restent pour la durée de ceux-ci, et en ce qui concerne leur position administrative, soumis aux dispositions qui leur étaient d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'alinéa 1^{er} est également d'application pour les membres du personnel communal non policier, au moment de leur passage à la police locale.

Art. XII.VIII.3. Les membres actuels du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient d'un congé conformément à l'arrêté royal du 21 août 1970 relatif à l'octroi d'un congé et d'une indemnité de promotion sociale à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat ou qui bénéficient d'un congé équivalent, restent, pour la durée de ce congé, soumis aux dispositions qui leur étaient d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'alinéa 1^{er} est également d'application pour les membres du personnel communal non policier, au moment de leur passage à la police locale.

Art. XII.VIII.4. Les membres actuels du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, effectuent des prestations à mi-temps pour cause de maladie, restent, pour la durée de celle-ci, soumis aux dispositions y relatives qui leur étaient d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'alinéa 1^{er} est également d'application pour les membres du personnel communal non policier, au moment de leur passage à la police locale.

Art. XII.VIII.5. Une prolongation éventuelle des congés et absences visés aux articles XII.VIII.1^{er} à XII.VIII.4 y compris, s'effectue conformément aux conditions et aux modalités du présent arrêté.

Art. XII.VIII.6. Pour les membres actuels du personnel qui, avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ont bénéficié d'une non-activité pour convenance personnelle ou qui ont interrompu complètement ou partiellement leur carrière, ces périodes d'absence sont respectivement imputées sur les délais visés à l'article VIII.XIV.1^{er} et aux articles VIII.XV.1^{er} à VIII.XV.5 y compris.

L'alinéa 1^{er} est également d'application pour les membres du personnel communal non policier, au moment de leur passage à la police locale.

Art. XII.VIII.7. Les jours de congé de vacances annuelles de l'année précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté qui n'ont pas encore été pris à cette date, peuvent être reportés jusqu'au 31 décembre de l'année dans laquelle se situe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. XII.VIII.8. Les congés annuels de vacances, qui ont été pris entre le 1^{er} janvier 2001 et le 1^{er} avril 2001 et qui ont été imputés sur les congés de vacances annuels de l'année 2001 reçus conformément à la position juridique qui était d'application pour les membres du

TITEL VIII. — OVERGANGSBEPALINGEN
MET BETREKKING TOT DEEL VIII VAN DIT BESLUIT

Art. XII.VIII.1. De actuele personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, geen, dan wel verminderde prestaties uitoefenen, gewettigd door sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheid, alsmede zij die hun loopbaan volledig dan wel gedeeltelijk hebben onderbroken, blijven, wat hun administratieve stand betreft, onderworpen aan de bepalingen die op hen van toepassing waren tot de aan de gang zijnde periode van afwezigheid is afgelopen.

Het eerste lid is ook van toepassing op de leden van het niet-politioneel gemeentelijk personeel, op het ogenblik van hun overgang naar de lokale politie.

Art. XII.VIII.2. De actuele personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een verlof genieten zoals bepaald in de artikelen 17, 21, 69 tot 94, 95 tot 98 en 99 tot 112 van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en de afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen of die zich in beschikbaarheid bevinden overeenkomstig de artikelen 63 en 64 van hetzelfde koninklijk besluit of die zich in een equivalente administratieve stand bevinden, evenals de actuele personeelsleden die een verlof genieten voorafgaand aan hun pensionering, blijven voor de duur hiervan en wat hun administratieve stand betreft, onderworpen aan de bepalingen die op hen van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Het eerste lid is ook van toepassing op de leden van het niet-politioneel gemeentelijk personeel, op het ogenblik van hun overgang naar de lokale politie.

Art. XII.VIII.3. De actuele personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een verlof genieten overeenkomstig het koninklijk besluit van 21 augustus 1970 betreffende de toekenning van verlof en van een vergoeding van sociale promotie aan sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel of die een equivalent verlof genieten, blijven, voor de duur van dit verlof, onderworpen aan de bepalingen desbetreffende die op hen van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Het eerste lid is ook van toepassing op de leden van het niet-politioneel gemeentelijk personeel, op het ogenblik van hun overgang naar de lokale politie.

Art. XII.VIII.4. De actuele personeelsleden die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, halftijdse prestaties uitoefenen wegens ziekte, blijven, voor de duur ervan, onderworpen aan de desbetreffende bepalingen die op hen van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Het eerste lid is ook van toepassing op de leden van het niet-politioneel gemeentelijk personeel, op het ogenblik van hun overgang naar de lokale politie.

Art. XII.VIII.5. Een eventuele verlenging van de verloven en afwezigheden bedoeld in de artikelen XII.VIII.1 tot en met XII.VIII.4 geschiedt overeenkomstig de voorwaarden en nadere regels van dit besluit.

Art. XII.VIII.6. Voor de actuele personeelsleden die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit een non-activiteit wegens persoonlijke aangelegenheid hebben genoten of hun loopbaan volledig, dan wel gedeeltelijk hebben onderbroken, worden deze periodes van afwezigheid respectievelijk aangerekend op de termijnen bedoeld in artikel VIII.XIV.1 en in de artikelen VIII.XV.1 tot en met VIII.XV.5.

Het eerste lid is ook van toepassing op de leden van het niet-politioneel gemeentelijk personeel, op het ogenblik van hun overgang naar de lokale politie.

Art. XII.VIII.7. Het jaarlijks vakantieverlof van het jaar voorafgaand aan de datum van inwerkingtreding van dit besluit dat op die datum nog niet is genomen, kan worden overgedragen tot 31 december van het jaar waarin de datum van inwerkingtreding valt.

Art. XII.VIII.8. Het jaarlijks vakantieverlof dat werd genomen tussen 1 januari 2001 en 1 april 2001 en dat werd aangerekend op het jaarlijks vakantieverlof van het jaar 2001 dat werd verkregen overeenkomstig de rechtspositieregeling die daags vóór de datum van inwerkingtreding

personnel la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont imputés pour l'année 2001 sur le nombre de jours de congés de vacances annuels visés à l'article VIII.III.1^{er}.

Art. XII.VIII.9. Les congés préalables à la mise à la pension visés à l'article 238 de la loi, et à l'article 42 de la loi du 27 décembre 2000, portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, et dans l'arrêté royal du 22 juin 1998 portant instauration d'un régime temporaire de congé préalable à la pension pour certains officiers et agents judiciaires près les parquets sont imputés sur les jours de congé de vacances annuelles conformément à l'article VIII.III.4, alinéas 2 et 3.

Art. XII.VIII.10. Le nombre de jours de maladie visés à l'article VIII.X.1^{er} est calculé, pour chaque membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie ainsi que pour les militaires du corps administratif et logistique de la gendarmerie, à l'exclusion de ceux visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, en multipliant par deux le nombre de mois de service, à l'exception de la période de deux ans précédant l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour laquelle le nombre de jours visés à l'article VIII.X.1^{er}, est pris en considération.

Le nombre de jours de maladie visé à l'alinéa 1^{er} est diminué en proportion des congés équivalents et absences visés aux articles VIII.IV.2, VIII.IV.3, VIII.XIII.1^{er}, VIII.XIV.1^{er}, VIII.XV.1, VIII.XV.3, VIII.XV.5 et VIII.XVI.1^{er} dont le membre du personnel concerné a bénéficié durant sa carrière.

Si le nombre de jours de maladie ainsi calculé n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité supérieure.

Le résultat de l'opération visée aux alinéas 1^{er} à 3, est ensuite diminué du nombre de jours de congé en maladie dont le membre du personnel a bénéficié pendant la période de deux ans visée à l'alinéa 1^{er}, à l'exception du congé de maladie admis sur base de l'article VIII.X.6, § 1^{er}.

Art. XII.VIII.11. Si la différence visée à l'article XII.VIII.10, alinéa 4, est de plus de nonante, le membre du personnel conserve alors le nombre de jours de maladie qu'il a ainsi accumulé.

Dans le cas contraire, le membre du personnel concerné obtient de plein droit, pour les trois années suivantes, un complément à son nombre de jours de maladie pour atteindre nonante jours.

Art. XII.VIII.12. Par dérogation aux articles XII.VIII.10 et XII.VIII.11, le membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie peut obtenir, sur demande, l'application des articles VIII.X.1^{er} et VIII.X.2.

Le membre du personnel introduit, à cet effet, une demande auprès de l'autorité compétente dans le mois qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. XII.VIII.13. Le membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, a obtenu la dérogation visée à l'article 16, § 2, de l'arrêté royal du 25 avril 1979 relatif à l'emploi et au retrait d'emploi du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, en conserve le bénéfice pour le restant de la durée de cette période.

Art. XII.VIII.14. Le membre du personnel d'un corps de police communale en ce compris les agents auxiliaires qui, à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, exerce un emploi à temps partiel, en conserve le bénéfice et reste soumis, en ce qui concerne sa position administrative, aux dispositions qui déterminent le statut juridique de son emploi à temps partiel.

Art. XII.VIII.15. Pour les membres du personnel en service continu, le nombre de jours de congé, calculés suivant les règles qui existaient la veille de l'entrée en vigueur du présent arrêté, augmenté du nombre de jours fériés qui coïncident avec un jour de repos, sera pris en compte pour une période transitoire de cinq ans, à moins que le nombre de jours de congé ainsi obtenu ne soit inférieur au nombre de jours de congé de vacances calculé conformément à la partie VIII, titre III.

van dit besluit van toepassing was op de personeelsleden, wordt voor het jaar 2001 aangerekend op het in artikel VIII.III.1 bedoelde aantal dagen jaarlijks vakantieverlof.

Art. XII.VIII.9. De verloven voorafgaand aan de pensionering bedoeld in artikel 238 van de wet, en artikel 42 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, en het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot invoering van een tijdelijke regeling van verlof voorafgaand aan de pensionering voor bepaalde gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, worden aangerekend op het jaarlijks vakantieverlof overeenkomstig artikel VIII.III.4, tweede en derde lid.

Art. XII.VIII.10. Het ziektecontingent bedoeld in artikel VIII.X.1 wordt berekend door voor elk personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht alsmede voor de militairen van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht met uitsluiting van diegenen bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, het aantal maanden dienstanciënniteit te vermenigvuldigen met twee, met uitzondering van de periode van twee jaar voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit besluit, waarvoor het aantal dagen bedoeld in artikel VIII.X.1 in aanmerking wordt genomen.

Het in het eerste lid bedoelde ziektecontingent wordt verminderd in evenredigheid met de door het betrokken personeelslid tijdens zijn loopbaan genoten equivalente verloven en afwezigheden bedoeld in de artikelen VIII.IV.2, VIII.IV.3, VIII.XIII.1, VIII.XIV.1, VIII.XV.1, VIII.XV.3, VIII.XV.5 en VIII.XVI.1.

Indien het aldus berekende ziektecontingent geen geheel getal vormt, wordt het afgerond naar de onmiddellijk hogere eenheid.

Het resultaat van de in het eerste, tweede en derde lid, bedoelde bewerking wordt vervolgens verminderd met het aantal dagen ziekteverlof dat het personeelslid heeft genoten tijdens de in het eerste lid bedoelde periode van twee jaren, met uitzondering van het ziekteverlof dat is toegestaan op grond van artikel VIII.X.6, § 1.

Art. XII.VIII.11. Bedraagt het in artikel XII.VIII.10, vierde lid, bedoelde verschil meer dan negentig, dan behoudt het betrokken personeelslid het ziektecontingent dat het alzo in de loop van zijn loopbaan heeft opgebouwd.

In het tegenovergestelde geval verkrijgt het betrokken personeelslid, voor de eerstvolgende drie jaren, van rechtswege een aanvulling van zijn ziektecontingent tot negentig dagen.

Art. XII.VIII.12. In afwijking van de artikelen XII.VIII.10 en XII.VIII.11, kan het personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht desgewenst de toepassing verkrijgen van de artikelen VIII.X.1 en VIII.X.2.

Het personeelslid dient daartoe, binnen de maand volgend op de inwerkingtreding van dit besluit, een aanvraag in bij de bevoegde overheid.

Art. XII.VIII.13. Het personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit de afwijking bedoeld in artikel 16, § 2, van het koninklijk besluit van 25 april 1979 betreffende het ambt en de ambtsontheffing van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, heeft verkregen, behoudt het genot daarvan voor de resterende duur van die periode.

Art. XII.VIII.14. Het personeelslid van een gemeentelijk politiekorps met inbegrip van de hulpagenten dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een deeltijdse betrekking bekleedt, behoudt persoonlijk het genot hiervan en blijft onderworpen, wat zijn administratieve stand betreft, aan de bepalingen die de rechtspositie van deze deeltijdse betrekking bepalen.

Art. XII.VIII.15. Voor de personeelsleden met doorlopende dienst zal gedurende een overgangperiode van vijf jaar, voor de berekening van het jaarlijks vakantieverlof het aantal dagen vakantieverlof zoals berekend volgens de regeling die bestond op de dag vóór de inwerkingtreding van dit besluit, verhoogd met het aantal feestdagen die samenvallen met een rustdag, in aanmerking worden genomen, tenzij het aldus bekomen aantal dagen lager ligt dan het aantal dagen jaarlijks vakantieverlof berekend volgens deel VIII, titel III.

Art. XII.VIII.16. Les membres du personnel qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine peuvent bénéficier d'un congé à la fin de leur carrière si celui-ci existait et selon les conditions déterminées dans leur position juridique la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

TITRE IX. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES
RELATIVES A LA PARTIE IX DU PRESENT ARRETE

Art. XII.IX.1^{er}. Les officiers de gendarmerie qui étaient désignés au 31 décembre 2000 pour siéger dans les instances médicales compétentes, restent désignés pour les procédures pendantes.

Art. XII.IX.2. A l'exception des articles IX.III.1, IX.III.3 et IX.III.11, le titre III de la partie IX n'est pas applicable au candidat pour la réintégration qui, à la date de sa démission, faisait partie du corps opérationnel de la gendarmerie, du corps administratif et logistique de la gendarmerie, d'un corps de police communale en ce compris les agents auxiliaires de police, ou de cadre administratif et logistique des corps de police communale et dont la démission a été acceptée avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Si les lois et règlements, qui étaient d'application pour le candidat visé à l'alinéa 1^{er} au jour où sa démission a été acceptée, prévoyaient les modalités de la réintégration, le candidat visé à l'alinéa 1^{er} est à nouveau repris à sa demande dans la police fédérale s'il faisait partie à la date de sa démission de la gendarmerie ou de la police judiciaire près les parquets, ou dans le corps de la police locale dans lequel les membres du personnel de la police communale à laquelle il appartenait à la date de sa démission, sont passés, en application de l'article 235 de la loi, ou dans le corps de police communale auquel il appartenait à la date de sa démission, si la police locale n'est pas encore constituée en application de l'article 248 de la loi. Il est repris avec les anciennetés qu'il possédait au moment de sa démission et fixées dans le cadre ou le niveau, dans le nouveau grade et dans l'échelle de traitement correspondante conformément aux dispositions du présent arrêté qui règlent l'attribution du cadre, du niveau, du grade et de l'échelle de traitement des membres actuels du personnel et qui correspondent au cadre, au niveau, au grade ou à la qualité qu'il avait lors de l'octroi de sa démission.

Art. XII.IX.3. La réintégration, conformément à l'article XII.IX.2, est uniquement possible si, entre la date de la démission du candidat visé à l'alinéa 1^{er} de cet article, et sa demande de réintégration, le délai déterminé dans les lois et règlements visés à l'alinéa 2 de cet article, n'est pas expiré. Elle s'effectue suivant les conditions de réintégration déterminées dans les lois et règlements qui étaient d'application pour l'intéressé à la date de sa démission.

Sans préjudice des conditions de réintégration qui, conformément à l'alinéa 1^{er}, doivent être remplies, aucun candidat visé à l'article XII.IX.2 ne peut être repris, s'il ne satisfait pas aux conditions mentionnées à l'article IX.III.4, 3°, 4° et 6°.

Si les conditions déterminées à l'alinéa 1^{er} prévoient une visite médicale préalable à la réintégration, cette visite s'effectue conformément à la procédure déterminée aux articles IX.III.6 à IX.III.9 y compris.

TITRE X. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES
RELATIVES A LA PARTIE X DU PRESENT ARRETE

Art. XII.X.1^{er}. Les procédures de contrôle médical en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté sont achevées conformément aux règles applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. XII.X.2. Les procédures de démission à la demande ou de congé préalable à la pension en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté sont achevées conformément aux règles applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. XII.X.3. Sans préjudice de l'article X.I.1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les militaires transférés et les militaires du corps administratif et logistique de la gendarmerie soumis au statut visé aux articles 236, alinéa 1^{er}, et 242, alinéa 1^{er}, de la loi qui passent soit à la police fédérale, soit à la

Art. XII.VIII.16. De personeelsleden die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling kunnen een verlof op het einde van hun loopbaan genieten indien dit bestond en onder de voorwaarden bepaald in hun rechtspositieregeling op de dag vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

TITEL IX. — OVERGANGSBEPALINGEN
MET BETREKKING TOT DEEL IX VAN DIT BESLUIT

Art. XII.IX.1. De officieren van de rijkswacht die op 31 december 2000 aangewezen zijn om in de bevoegde medische instanties zitting te houden, behouden die aanwijzing voor de lopende procedures.

Art. XII.IX.2. Titel III van deel IX, met uitzondering van de artikelen IX.III.1, IX.III.3 en IX.III.11, is niet toepasselijk op de kandidaat voor de heropneming die op de datum van zijn ontslag deel uitmaakte van het operationeel corps van de rijkswacht, het administratief en logistiek corps van de rijkswacht, een corps van de gemeentepolitie met inbegrip van de hulpagenten van politie, of van het administratief en logistiek kader van de gemeentelijke politiekorpsen en waarvan het ontslag werd aangenomen vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Indien de wetten en reglementen die op de in het eerste lid bedoelde kandidaat van toepassing waren op de dag waarop zijn ontslag werd aangenomen, in de modaliteit van heropneming voorzagen, wordt de in het eerste lid bedoelde kandidaat op zijn verzoek opnieuw opgenomen in de federale politie indien hij op de datum van zijn ontslag deel uitmaakte van de rijkswacht of van de gerechtelijke politie bij de parketten, of in het corps van de lokale politie waarin de personeelsleden van het corps van gemeentepolitie waarvan hij deel uitmaakte op de datum van zijn ontslag, met toepassing van artikel 235 van de wet zijn overgegaan, of in het corps van de gemeentepolitie waarvan hij deel uitmaakte op de datum van zijn ontslag indien de lokale politie met toepassing van artikel 248 van de wet nog niet is opgericht. Hij wordt terug opgenomen met de anciënniteiten die hij op het ogenblik van zijn ontslag bezat en in het kader of niveau, in de nieuwe graad en in de overeenstemmende loonschaal vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van dit besluit die de kaders, niveaus, graden- en loonschaaltoewijzing van de actuele personeelsleden regelen en die overeenstemmen met het kader, het niveau, de graad of hoedanigheid waarmee hij bij het verlenen van zijn ontslag was bekleed.

Art. XII.IX.3. De heropneming overeenkomstig artikel XII.IX.2 is enkel mogelijk indien tussen de datum van het ontslag van de in het eerste lid van dat artikel bedoelde kandidaat en zijn verzoek tot heropneming, de termijn bepaald in de in het tweede lid bepaalde wetten en reglementen niet is verstreken. Zij geschiedt onder de voorwaarden van heropneming bepaald in de wetten en reglementen die op de betrokkene van toepassing waren op de datum van zijn ontslag.

Onverminderd de heropnemingsvoorwaarden die overeenkomstig het eerste lid moeten worden vervuld, kan geen kandidaat bedoeld in artikel XII.IX.2 worden opgenomen indien hij niet voldoet aan de voorwaarden vermeld in artikel IX.III.4, 3°, 4° en 6°.

Indien de in het eerste lid bepaalde voorwaarden voorzien in een medisch onderzoek voorafgaand aan de heropneming, dan gebeurt dit onderzoek overeenkomstig de procedure bepaald in de artikelen IX.III.6 tot en met IX.III.9.

TITEL X. — OVERGANGSBEPALINGEN
MET BETREKKING TOT DEEL X VAN DIT BESLUIT

Art. XII.X.1. De bij de inwerkingtreding van dit besluit hangende medische controleprocedures worden afgehandeld overeenkomstig de vóór de inwerkingtreding van dit besluit toepasselijke regels.

Art. XII.X.2. De bij de inwerkingtreding van dit besluit hangende ontslagprocedures op aanvraag en de procedures van verlof voorafgaand aan de pensionering worden afgehandeld overeenkomstig de vóór de inwerkingtreding van dit besluit toepasselijke regels.

Art. XII.X.3. Onverminderd artikel X.I.1, eerste lid, 2°, genieten de overgeplaatste militairen en de militairen van het administratief en logistiek corps van de rijkswacht op wie het statuut bedoeld in de artikelen 236, eerste lid, en 242, eerste lid, van de wet van toepassing is

police locale, bénéficient des soins de santé gratuits visés à l'article X.I.1, alinéa 1^{er}, pendant une période de six mois, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pour les affections contractées pendant la durée de leur emploi à la gendarmerie.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1^{er}, doivent, à cet effet, sous peine de déchéance de ce droit, adresser une demande écrite au service médical, dans un délai d'un mois à dater de l'entrée en vigueur de cet arrêté et y joindre une attestation du médecin traitant attestant que l'affection a été contractée pendant la durée de leur emploi à la gendarmerie.

Art. XII.X.4. Sans préjudice du chapitre XI de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, les accidents du travail et les maladies professionnelles survenues avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, restent soumis à la réglementation qui leur était préalablement applicable, aux contrats d'assurances en cours au 31 mars 2001, aux règlements administratifs ou à toutes autres mesures prises en faveur des victimes ou de leurs ayants droit ayant pris cours avant la date de cette entrée en vigueur.

TITRE XI. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES EN RELATION AVEC LA PARTIE XI DU PRESENT ARRETE

CHAPITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES APPLICABLES AUX MEMBRES DU PERSONNEL DU CADRE OPERATIONNEL

SECTION 1^{re}. — DISPOSITIONS GENERALES

Art. XII.XI.1^{er}. Le présent chapitre n'est applicable qu'aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel.

Il n'est toutefois applicable à ceux de ces membres qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, que lorsque les dispositions le mentionnent expressément ou que lorsqu'elles sont visées à l'article XII.XI.79.

Art. XII.XI.2. Par dérogation à l'article XIII.I.4, alinéa 1^{er}, les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, répondaient aux conditions posées par l'article 1^{er}, 1^o et 7^o, de l'arrêté royal du 26 février 1958, accordant une indemnité forfaitaire à certains membres du personnel de la gendarmerie, et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, continuent toutefois à pouvoir prétendre à l'indemnité visée à l'article 1^{er}, du même arrêté, jusqu'au 31 décembre 2003 y compris, pour autant que, durant cette période, de manière ininterrompue, ils demeurent affectés ou détachés à l'unité ou au service ayant repris au 1^{er} janvier 2001 les fonctions remplies par l'unité ou le service visés par le même article, 1^o et 7^o, et auprès de laquelle/duquel ils étaient détachés ou affectés jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Le fait d'être détaché de cette unité ou de ce service à l'effet de suivre une formation complémentaire ou continuée, n'est cependant pas constitutif d'une interruption de la présence dans cette unité ou ce service.

Art. XII.XI.3. Par dérogation à l'article XIII.I.5, 5^o, l'article 10 de l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1973 fixant la rémunération dans certaines écoles de formation et de perfectionnement des officiers et allouant une allocation aux titulaires de certaines fonctions dans ces écoles, reste toutefois en vigueur pendant un an à dater de la date de mise en vigueur du présent arrêté, pour le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui :

1^o jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiait de l'allocation visée à ce même article;

2^o opte pour le maintien de sa position juridique d'origine;

3^o ne bénéficie pas d'un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, tel que visé à l'article XI.II.17.

Le même article reste également en vigueur pour le membre du personnel actuel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.32, § 1^{er}, 9^o, et § 2.

Art. XII.XI.4. Par dérogation à l'article XIII.I.9, alinéa 1^{er}, 2^o, l'arrêté royal du 13 janvier 1976 réglant l'octroi d'une allocation forfaitaire mensuelle à certains membres des unités spéciales de police de la route, reste toutefois en vigueur pour les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, répondaient à un des cas visés à l'article 1^{er}, § 2, 1^o et 2^o, du même arrêté, aussi longtemps qu'ils continuent d'y répondre.

en die overgaan naar de federale of de lokale politie, de in artikel X.I.1, eerste lid, bedoelde kosteloze gezondheidszorgen, gedurende een periode van zes maanden vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, voor de aandoeningen die zij hebben opgelopen tijdens de duur van hun tewerkstelling bij de rijkswacht.

De in het eerste lid bedoelde personeelsleden moeten daartoe, op straffe van verval van dat recht, binnen een maand na de inwerkingtreding van dit besluit, een schriftelijke aanvraag richten aan de medische dienst, samen met een attest van de behandelende arts dat verklaart dat de aandoening werd opgelopen tijdens de duur van hun tewerkstelling bij de rijkswacht.

Art. XII.X.4. Onverminderd hoofdstuk XI van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, blijven de ongevallen en de beroepszieken overkomen vóór de inwerkingtreding van dit besluit onderworpen aan de voorheen toepasselijke wetgeving de op 31 maart 2001 lopende verzekeringsovereenkomsten, de administratieve reglementen of welke andere maatregelen ook ten hunste van de getroffen en of van hun rechthebbenden en die vóór de datum van deze inwerkingtreding zijn begonnen lopen.

TITEL XI. — OVERGANGSBEPALINGEN MET BETREKKING TOT DEEL XI VAN DIT BESLUIT

HOOFDSTUK I. — OVERGANGSBEPALINGEN TOEPASSELIJK OP DE PERSONEELSLEDEN VAN HET OPERATIONEEL KADER

AFDELING 1. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. XII.XI.1. Dit hoofdstuk is enkel van toepassing op de actuele personeelsleden van het operationeel kader.

Het is evenwel slechts toepasselijk op die leden die kiezen voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositie indien de bepalingen dit uitdrukkelijk vermelden of indien zij zijn bedoeld in artikel XII.XI.79.

Art. XII.XI.2. In afwijking van artikel XIII.I.4, eerste lid, kunnen de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, beantwoordden aan de voorwaarden gesteld in artikel 1, 1^o en 7^o, van het koninklijk besluit van 26 februari 1958 houdende toekenning van een vaste vergoeding aan sommige personeelsleden van de rijkswacht en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, onverminderd aanspraak blijven maken op de vergoeding bedoeld in artikel 1, van hetzelfde besluit, tot en met 31 december 2003, voor zover zij, gedurende deze periode op ononderbroken wijze aangewezen blijven voor of gedetacheerd blijven bij de eenheid of de dienst die op 1 januari 2001 de ambten heeft overgenomen, uitgevoerd door een eenheid of dienst bedoeld in hetzelfde artikel, 1^o en 7^o, en waarbij zij waren gedetacheerd of waarvoor zij waren aangewezen tot daags vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit. Het feit van gedetacheerd te zijn vanuit deze eenheid of dienst om een bijkomende of voortgezette opleiding te volgen, geeft evenwel geen aanleiding tot onderbreking van de aanwezigheid in deze eenheid of dienst.

Art. XII.XI.3. In afwijking van artikel XIII.I.5, 5^o, blijft artikel 10 van het koninklijk besluit van 1 oktober 1973 tot vaststelling van de bezoldiging van de personen belast met een leeropdracht aan sommige scholen voor vorming en voortgezette opleiding van officieren en tot toekenning van een toelage aan de titularissen van sommige betrekkingen bij die scholen, evenwel van kracht, gedurende één jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit voor het actueel personeelslid van het operationeel kader dat :

1^o daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, de toelage, bedoeld in datzelfde artikel, genot;

2^o opteert voor het behoud van zijn oorspronkelijke rechtspositieregeling;

3^o geen weddebijslag geniet voor de uitoefening van een mandaat, bedoeld in artikel XI.II.17.

Hetzelfde artikel blijft eveneens van kracht voor het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.32, § 1, 9^o, en § 2.

Art. XII.XI.4. In afwijking van artikel XIII.I.9, eerste lid, 2^o, blijft het koninklijk besluit van 13 januari 1976 tot regeling van de toekenning van een forfaitaire maandtoelage aan sommige leden van de bijzondere eenheden belast met de wegpollitie, evenwel van kracht voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit voldeden aan één van de gevallen bedoeld in artikel 1, § 2, 1^o en 2^o, van hetzelfde besluit, tot zolang zij hieraan blijven voldoen.

Les membres actuels du personnel du cadre opérationnel visés à l'article 1^{er}, § 2, 3^o, du même arrêté et qui satisfaisaient aux conditions posées par ce même article jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient de la même dérogation, à la condition qu'ils optent pour le maintien de leur position juridique d'origine.

Art. XII.XI.5. Par dérogation à l'article XIII.I.6, 4^o, l'article 29 de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 25 février 1996 et 2 mars 1998 et l'annexe D du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 25 février 1996, reste toutefois en vigueur pendant un an à dater de la date de mise en vigueur du présent arrêté, pour les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui :

1^o jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté,

a) soit étaient titulaires d'un emploi organique ouvrant le droit à l'allocation visée à ce même article;

b) soit remplaçaient le titulaire d'un des emplois visés au § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de ce même article et, à ce titre, bénéficiaient de la même allocation;

2^o optent pour le maintien de leur position juridique d'origine;

3^o ne bénéficient pas d'un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, tel que visé à l'article XI.II.17.

Le même article et la même annexe restent également en vigueur pour les membres actuels du personnel du cadre opérationnel visés aux articles XII.XI.17, § 2, alinéa 3, XII.XI.20 et XII.XI.32, § 1^{er}, 5^o, et § 2.

Art. XII.XI.6. Par dérogation à l'article XIII.I.9, alinéa 1^{er}, 11^o, l'article unique de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1987 réglant l'octroi d'une allocation spéciale aux membres de la brigade spéciale chargée de la répression de la grande criminalité, reste toutefois en vigueur pour les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiaient de l'allocation visée au même article, et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, jusqu'au 31 décembre 2003 y compris, pour autant que, durant cette période, de manière ininterrompue, ils demeurent affectés/détachés dans l'unité ou le service ayant repris au 1^{er} janvier 2001 les mêmes fonctions que celles remplies par l'unité visée par le même article unique et dans laquelle ils étaient détachés jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Le fait d'être détaché de cette unité ou de ce service à l'effet de suivre une formation complémentaire ou continuée, n'est cependant pas constitutif d'une interruption de la présence dans cette unité ou ce service.

Art. XII.XI.7. Sauf pour les membres de la brigade spéciale chargée de la répression de la grande criminalité, qui n'optent pas pour le maintien de leur position juridique d'origine, par dérogation aux articles XIII.I.7, alinéa 1^{er}, et XIII.I.9, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o, l'arrêté royal du 24 mai 1994 accordant une allocation à certains membres du personnel de la gendarmerie détachés auprès du Commissariat général de la police judiciaire près les parquets, l'arrêté royal du 12 juillet 1991 relatif à l'octroi d'une allocation et au remboursement des frais de parcours aux membres de la police judiciaire des parquets détachés au commissariat général de la police judiciaire, et l'article 14bis de l'arrêté royal du 11 juillet 1994 sur le service général d'appui policier, inséré par l'arrêté royal du 9 juillet 2000, restent toutefois en vigueur pour les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiaient de l'allocation et, le cas échéant, du remboursement visés dans ces mêmes arrêtés et article, jusqu'au 31 décembre 2003 y compris, pour autant que, durant cette période, de manière ininterrompue, ils demeurent affectés à ou détachés auprès de l'unité ou du service ayant repris au 1^{er} janvier 2001 les fonctions remplies par l'unité ou le service qui leur ouvrait le droit à l'allocation et, le cas échéant, au remboursement, et à laquelle/auquel ils étaient affectés ou détachés jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Le fait d'être détaché de cette unité ou de ce service à l'effet de suivre une formation complémentaire ou continuée, n'est cependant pas constitutif d'une interruption de la présence dans cette unité ou ce service.

Voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader bedoeld in artikel 1, § 2, 3^o, van hetzelfde besluit die aan de door dit artikel opgelegde voorwaarde voldeden daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, geldt dezelfde afwijking, op voorwaarde dat zij opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositie-regeling.

Art. XII.XI.5. In afwijking van artikel XIII.I.6, 4^o, blijft artikel 29 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 februari 1996 en 2 maart 1998 alsook de bijlage D van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996, evenwel van kracht gedurende één jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader die :

1^o tot en met de dag van de inwerkingtreding van dit besluit,

a) hetzij titularis waren van een organieke betrekking die recht geeft op de toelage bedoeld in datzelfde artikel;

b) hetzij de titularis van één van de in § 1, eerste en tweede lid, van datzelfde artikel, bedoelde betrekkingen vervingen en dientengevolge dezelfde toelage genoten;

2^o opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling;

3^o geen weddebijslag genieten voor de uitoefening van een mandaat, bedoeld in artikel XI.II.17.

Hetzelfde artikel en dezelfde bijlage blijven eveneens van kracht voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader bedoeld in de artikelen XII.XI.17, § 2, derde lid, XII.XI.20 en XII.XI.32, § 1, 5^o, en § 2.

Art. XII.XI.6. In afwijking van artikel XIII.I.9, eerste lid, 11^o, blijft het enig artikel van het koninklijk besluit van 29 juli 1987 houdende toekenning van een bijzondere toelage aan de leden van de bijzondere brigade belast met de beteugeling van de zware criminaliteit, evenwel van kracht voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit de toelage, bedoeld in hetzelfde artikel, genoten en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, tot en met 31 december 2003, voor zover zij gedurende deze periode op ononderbroken wijze aangewezen blijven voor of gedetacheerd blijven bij de eenheid of dienst die op 1 januari 2001 dezelfde ambten heeft overgenomen als deze vervuld door de eenheid of dienst bedoeld door hetzelfde enig artikel en waarbij zij waren gedetacheerd tot daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Het feit van gedetacheerd te zijn vanuit deze eenheid of dienst om een aanvullende of voortgezette opleiding te volgen, geeft geen aanleiding tot onderbreking van de aanwezigheid in deze eenheid of dienst.

Art. XII.XI.7. Behalve voor de leden van de bijzondere brigade belast met de beteugeling van de zware criminaliteit, die niet opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, en in afwijking van de artikelen XIII.I.7, eerste lid, en XIII.I.9, eerste lid, 3^o en 4^o, blijven het koninklijk besluit van 24 mei 1994 houdende toekenning van een toelage aan sommige leden van de rijkswacht die bij het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten zijn gedetacheerd, het koninklijk besluit van 12 juli 1991 betreffende de toekenning van een toelage en de terugbetaling van de reiskosten aan de leden van de gerechtelijke politie bij de parketten wegens detachering naar het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie en artikel 14bis van het koninklijk besluit van 11 juli 1994 over de algemene politiesteundienst, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 juli 2000, evenwel van kracht voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit deze toelage en, in voorkomend geval, de terugbetaling bedoeld in voormelde besluiten en artikel genoten, en dit tot en met 31 december 2003, voor zover zij gedurende deze periode op ononderbroken wijze aangewezen blijven voor of gedetacheerd blijven bij de eenheid of dienst die op 1 januari 2001 de ambten heeft overgenomen, vervuld door de eenheid of dienst die hen het recht op de toelage en, in voorkomend geval, op de terugbetaling opende, en waarvoor zij waren aangewezen of waarbij zij waren gedetacheerd tot daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Het feit van gedetacheerd te zijn van deze eenheid of dienst om een aanvullende of voortgezette opleiding te volgen, geeft evenwel geen aanleiding tot onderbreking van de aanwezigheid in deze eenheid of dienst.

Pour les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui n'optent pas pour le maintien de leur position juridique d'origine, le montant de l'allocation ne peut être cumulé avec l'allocation visée à la partie XI, titre III, chapitre V, du présent arrêté.

Si le montant mensuel de cette allocation est plus élevé que celui de l'allocation visée à l'alinéa 1^{er}, la différence est accordée sous la forme d'une allocation complémentaire payée suivant les mêmes règles que celles applicables à l'allocation visée à la partie XI, titre III, chapitre V, du présent arrêté.

Pendant qu'ils continuent à bénéficier de l'allocation et, le cas échéant, du remboursement visés à l'alinéa 1^{er}, les membres actuels du personnel du cadre opérationnel, qu'ils aient ou non opté pour le maintien de leur position juridique d'origine, ne peuvent bénéficier ni des dispositions de la partie XI, titre IV, chapitre VII du présent arrêté, au motif d'un détachement ou d'une mise à disposition de l'unité ou service où ils sont affectés ou détachés, ni de l'intervention dans les frais de transport visée à l'article XI.V.1.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les membres de la brigade spéciale chargée de la répression de la grande criminalité, qui n'optent pas pour le maintien de leur position juridique d'origine, conservent le droit au remboursement visé au même alinéa, si, jusqu'au 31 décembre 2003 y compris, ils demeurent, de manière ininterrompue affectés ou détachés à l'unité ou au service ayant repris au 1^{er} janvier 2001 les fonctions remplies par la brigade spéciale, et à laquelle/auquel ils étaient affectés ou détachés jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. L'alinéa 4 leur est en outre applicable pendant la période durant laquelle ils bénéficient de l'allocation visée à l'article XI.III.12, 5°.

Art. XII.XI.8. Par dérogation aux articles XIII.I.4, XIII.I.7, alinéa 1^{er}, et XIII.I.9, alinéa 1^{er}, 3° et 4°, les dispositions de l'article XII.XI.2, sont, mutatis mutandis, également applicables aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, étaient détachés ou affectés auprès de l'unité ou du service ayant repris au 1^{er} janvier 2001 les fonctions remplies par une unité ou un service du service général d'appui policier.

Art. XII.XI.9. Par dérogation à l'article XIII.I.8, l'article 123 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets, reste toutefois en vigueur pendant un an à dater de la date de mise en vigueur du présent arrêté, pour les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui :

1° jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiaient du complément de traitement visé à ce même article;

2° optent pour le maintien de leur position juridique d'origine;

3° ne bénéficient pas d'un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, tel que visé à l'article XI.II.17.

Le même article reste également en vigueur pour les membres actuels du personnel du cadre opérationnel visés à l'article XII.XI.47.

Art. XII.XI.10. Par dérogation à l'article XIII.I.9, alinéa 1^{er}, 9°, l'arrêté royal du 8 juillet 1999 fixant les conditions d'octroi d'une indemnité forfaitaire aux membres du personnel de la gendarmerie qui participent à des opérations à caractère humanitaire ou de police patronnées par un ou des organismes internationaux, reste toutefois d'application aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiaient de l'indemnité visée à l'article 1^{er} du même arrêté, aussi longtemps qu'il n'est pas mis fin à l'opération à laquelle ils participent.

Art. XII.XI.11. Par dérogation à l'article XIII.I.6, 5°, les articles 30bis à 30quater, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, insérés par l'arrêté royal du 16 décembre 1994, ainsi que l'annexe B du même arrêté restent toutefois en vigueur pour les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiaient de l'allocation visée à ces mêmes articles, aussi longtemps qu'ils ne sont pas affectés à un autre corps, unité, service ou emploi que celui (celle) qui était le(la) leur avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, qui ne serait pas visé à l'article XI.III.31 ou visé par l'application de l'article XI.III.32, § 2, ou qui, s'il (elle) l'est, ne prévoit l'attribution d'une allocation de bilinguisme que

Voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader die niet opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, kan het bedrag van de toelage niet worden gecumuleerd met de toelage bedoeld in deel XI, titel III, hoofdstuk V, van dit besluit.

Indien het maandelijks bedrag van deze toelage hoger ligt dan dit van de toelage bedoeld in het eerste lid, wordt het verschil onder de vorm van een bijkomende toelage toegekend. Deze wordt uitbetaald volgens dezelfde regels als deze die van toepassing zijn op de toelage bedoeld in deel XI, titel III, hoofdstuk V, van dit besluit.

Gedurende de periode waarin zij de toelage en, in voorkomend geval, de terugbetaling bedoeld in het eerste lid, blijven genieten, kunnen de actuele personeelsleden van het operationeel kader, of zij al dan niet opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, noch de bepalingen van deel XI, titel IV, hoofdstuk VII van dit besluit, om reden van een detachering of een ter beschikkingstelling, noch van de tussenkomst in de vervoerskosten bedoeld in artikel XI.V.1, genieten.

In afwijking van het eerste lid, behouden de leden van de bijzondere brigade belast met de beteugeling van de zware criminaliteit, die niet opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, het recht op de terugbetaling bedoeld in hetzelfde lid, voor zover ze, tot en met 31 december 2003, op ononderbroken wijze aangewezen blijven voor of gedetacheerd blijven bij de eenheid of dienst die op 1 januari 2001 de ambten heeft overgenomen die door de bijzondere brigade vervuld waren, en waarvoor zij waren aangewezen of gedetacheerd tot daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Het vierde lid is ook van toepassing gedurende de periode voor dewelke het personeelslid de toelage bedoeld in artikel XI.III.12, 5°, geniet.

Art. XII.XI.8. In afwijking van de artikelen XIII.I.4, XIII.I.7, eerste lid, en XIII.I.9, eerste lid, 3° en 4°, wordt artikel XII.XI.2 mutatis mutandis toegepast op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit waren gedetacheerd bij of aangewezen voor de eenheid of dienst die op 1 januari 2001 de ambten heeft overgenomen, vervuld door een eenheid of dienst van de algemene politiesteundienst.

Art. XII.XI.9. In afwijking van artikel XIII.I.8, blijft artikel 123 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten, evenwel voor één jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, van kracht voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader die :

1° daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, de weddetoeslag bedoeld in hetzelfde artikel genoten;

2° opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling;

3° geen weddebijslag genieten voor de uitoefening van een mandaat, bedoeld in artikel XI.II.17.

Hetzelfde artikel blijft eveneens van kracht voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.47.

Art. XII.XI.10. In afwijking van artikel XIII.I.9, eerste lid, 9°, blijft het koninklijk besluit van 8 juli 1999 houdende vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van een vergoeding toegekend aan de personeelsleden die deelnemen aan humanitaire of politieoperaties onder het gezag van één of meerdere internationale instellingen, evenwel van toepassing op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit de vergoeding bedoeld in artikel 1 van hetzelfde besluit genoten, tot zolang geen einde wordt gesteld aan de operatie waaraan zij deelnemen.

Art. XII.XI.11. In afwijking van artikel XIII.I.6, 5°, blijven de artikelen 30bis tot 30quater van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, ingevoegd door het koninklijk besluit van 16 december 1994, alsook de bijlage B van hetzelfde besluit, evenwel van kracht voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, en die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, de toelage bedoeld in dezelfde artikelen genoten, tot zolang zij niet voor een ander(e) korps, eenheid, dienst of betrekking zijn aangewezen dan dit (deze) dat (die) het (de) zijne was vóór de inwerkingtreding van dit besluit, die niet zou zijn bedoeld in artikel XI.III.31 of bij toepassing van artikel XI.III.32, § 2, of die, indien hij (zij) het toch is, slechts voorziet in

pour la connaissance d'une autre langue nationale que celle en raison de laquelle le membre du personnel percevait jusqu'alors l'allocation.

Art. XII.XI.12. Par dérogation à l'article XIII.I.10, § 1^{er}, 16°, les membres du personnel qui n'optent pas pour le maintien de leur position juridique d'origine et qui pouvaient prétendre aux primes visées à l'article 11 de l'arrêté royal du 29 janvier 1974 fixant le régime des allocations et primes dues aux militaires participant au service aérien d'une des forces armées, peuvent prétendre à la fraction de la prime de carrière aéronautique acquise au moment où ils renoncent à cette option, sans que ce moment puisse cependant être antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

SECTION 2. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Sous-section 1^{re}. — Disposition générale

Art. XII.XI.13. Sauf disposition contraire, pour l'application de la présente section, il y a lieu d'entendre par membre du personnel de la police judiciaire près les parquets : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était soumis au statut applicable aux agents judiciaires ou aux officiers judiciaires de la police judiciaire, y compris dans un laboratoire de police technique et scientifique, ou dans le service de télécommunications ou dans le service d'identification judiciaire.

Sous-section 2. — Dispositions transitoires communes à tout ou partie des membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient soit le statut de membre du personnel du corps opérationnel ou de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, soit celui de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets, soit celui de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale, en ce compris les auxiliaires de police.

Art. XII.XI.14. Est fixé dans l'échelle de traitement qu'ils acquièrent conformément aux articles XII.II.12, XII.II.15, XII.II.20, XII.II.26 et XII.II.31, le traitement des membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient, soit le statut de membre du corps opérationnel ou de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie, soit celui de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets, soit celui de membre du corps opérationnel d'un corps de police communale, en ce compris les auxiliaires de police.

Art. XII.XI.15. Par dérogation à l'article XII.XI.14, et pour autant qu'ils fussent déjà nommés, à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, à un grade dans leur statut d'origine, les membres actuels du personnel du cadre opérationnel dont le traitement tel que fixé, par application des articles XII.XI.14 et XII.XI.17, § 2, alinéas 2 et 3, dans une des échelles de traitement O1, O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir, O4bis ou O4bisir, serait inférieur à celui qu'ils obtiendraient, s'ils avaient appartenu au cadre moyen, dans l'échelle de traitement M7, s'ils avaient le statut de membres du personnel du corps opérationnel ou de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie ou de membres du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale, ou M7bis, s'ils avaient le statut de membres du personnel de la police judiciaire près les parquets, bénéficient de ce traitement aussi longtemps que celui-ci leur est plus favorable.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'ancienneté pécuniaire dans les échelles M7 ou M7bis est calculée conformément à l'article XII.XI.17, § 2, alinéa 1^{er}.

Les dispositions des alinéas 1 et 2 sont également applicables aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui par application de l'article XII.VII.16 à XII.VII.18 y compris, viendraient à bénéficier de l'échelle de traitement O2.

Art. XII.XI.16. Les dispositions de l'article XI.II.11, § 2, ne sont pas applicables aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel auxquels une nouvelle échelle de traitement est allouée par application de l'article XII.XI.14 ou XII.XI.15.

de toekenning van een tweetaligheidstoelage voor de kennis van een andere landstaal dan deze krachtens dewelke het personeelslid tot dan toe de toelage verkreeg.

Art. XII.XI.12. In afwijking van artikel XIII.I.10, § 1, 16°, kunnen de personeelsleden die niet kiezen voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling en die konden aanspraak maken op de premies bedoeld in artikel 11 van het koninklijk besluit van 29 januari 1974 tot vaststelling van het stelsel der toelagen en premies verschuldigd aan de militairen die deelnemen aan de luchtdienst van de krijgsmacht, aanspraak maken op het gedeelte van de loopbaanpremie bij de luchtvaart verworven op het moment dat zij afzien van deze keuze zonder dat dit moment echter vroeger kan vallen dan de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

AFDELING 2. — OVERGANGSBEPALINGEN

Onderafdeling 1. — Algemene bepaling

Art. XII.XI.13. Behoudens andersluidende bepaling, moet voor de toepassing van deze afdeling als personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten, worden beschouwd : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was onderworpen aan het statuut dat van toepassing was op de gerechtelijke agenten of op de gerechtelijke officieren van de gerechtelijke politie, met inbegrip van dat in een laboratorium voor technische en wetenschappelijke politie, bij de dienst telecommunicatie of bij de dienst gerechtelijke identificatie.

Onderafdeling 2. - Gemeenschappelijke overgangsbepalingen toepasselijk op het geheel of een deel van de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, ofwel het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps ofwel van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht, ofwel dat van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten ofwel dat van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie met inbegrip van de hulpagenten van politie.

Art. XII.XI.14. De wedde van de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ofwel het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps ofwel dat van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht ofwel dat van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten ofwel dat van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie met inbegrip van de hulpagenten van politie, wordt vastgelegd in de loonschaal die zij verwerven overeenkomstig de artikelen XII.II.12, XII.II.15, XII.II.20, XII.II.26 en XII.II.31.

Art. XII.XI.15. In afwijking van artikel XII.XI.14, voor zover zij daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit reeds waren benoemd in een graad in hun oorspronkelijk statuut, genieten de actuele personeelsleden van het operationeel kader waarvan de wedde, vastgelegd met toepassing van de artikelen XII.XI.14 en XII.XI.17, § 2, tweede en derde lid, in een loonschaal O1, O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir, O4bis of O4bisir, lager zou zijn dan deze die ze zouden verkrijgen indien zij hadden behoord tot het middenkader, in de loonschaal M7, indien zij het statuut hadden van personeelsleden van het operationeel korps of van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht of van personeelsleden van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie, of M7bis, indien zij het statuut hadden van personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten, deze wedde zolang deze voor hen voordeliger is.

Voor de toepassing van het eerste lid, wordt de geldelijke anciënniteit in de schalen M7 of M7bis, berekend overeenkomstig artikel XII.XI.17, § 2, eerste lid.

De bepalingen van het eerste en tweede lid zijn eveneens van toepassing op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die met toepassing van de artikelen XII.VII.16 tot en met XII.VII.18 de loonschaal O2 zouden genieten.

Art. XII.XI.16. De bepalingen van artikel XI.II.11, § 2, zijn niet van toepassing op de actuele personeelsleden van het operationeel kader waaraan een nieuwe loonschaal wordt toegekend door toepassing van artikel XII.XI.14 of XII.XI.15.

Art. XII.XI.17. § 1^{er}. Pour l'application des articles XII.II.12, XII.II.14, XII.II.15 et XII.II.17, l'ancienneté pécuniaire doit être comprise comme celle qui peut être acquise par application des articles XI.II.3 à XI.II.9, alinéas 1^{er} et 2, y compris.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, la gendarmerie, la police communale et la police judiciaire près les parquets ainsi que les services qui avaient été chargés de la police aéronautique, de la police des chemins de fer et de la police maritime sont assimilés aux services de police.

§ 2. L'ancienneté pécuniaire du membre actuel du personnel du cadre opérationnel censée acquise dans l'échelle de traitement qui lui est allouée lorsque les dispositions du présent arrêté lui deviennent intégralement applicables, est égale, si celle-ci lui est plus favorable que celle qu'il avait obtenue par application de son statut d'origine, à celle qu'il peut acquérir par application des articles XI.II.3 à XI.II.9, alinéas 1^{er} et 2, y compris.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les membres actuels du cadre opérationnel dont le traitement est fixé dans une des échelles de traitement O1, O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir, O4bis ou O4bisir, l'ancienneté pécuniaire censée acquise à ce moment dans cette échelle de traitement, s'obtient en :

1° déterminant, sur base de l'ancienneté pécuniaire telle que recalculée conformément à l'alinéa 1^{er}, le traitement auquel le membre actuel du personnel du cadre opérationnel pourrait prétendre dans son ancien statut tenant compte du grade dont il était revêtu;

2° ensuite, en déterminant, dans l'échelle de traitement qui lui est conférée, l'ancienneté correspondante au montant de traitement qui est égal ou immédiatement supérieur à celui visé au 1°, sans cependant que le maximum de l'échelle de traitement conférée puisse être dépassé.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1°, il y a lieu d'entendre par traitement, le traitement tel qu'octroyé en application de l'ancien statut,

1° majoré, pour les membres du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie dont le traitement était fixé au départ d'une des échelles figurant à l'annexe A de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, modifiée par l'arrêté royal du 2 mars 1998 :

a) selon qu'ils étaient revêtus d'un grade d'officier ou de sous-officier, de l'allocation pour fonctions spéciales visée à l'article 24 du même arrêté ou de l'allocation de logement visée à l'article 30 du même arrêté.

Les montants de ces allocations sont multipliés par un coefficient égal à 1,132;

b) si le membre du personnel en bénéficiait, de la bonification de traitement visée à l'article 13 de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie;

c) d'une allocation dont le montant est fixé à 72 044 francs (1.785,93 EUR), si, jusqu'à et y compris la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le membre du personnel était resté titulaire d'un emploi qui, jusqu'au 31 décembre 2000 était visé à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, inséré par l'arrêté royal du 25 février 1996, et qu'à ce titre, il bénéficiait effectivement de l'allocation visée à ce même article.

S'il ne bénéficiait pas effectivement de l'allocation visée à ce même article, la présente disposition est néanmoins applicable au membre du personnel, à la condition qu'il fût absent de son emploi pour d'autres motifs qu'en application de mesures d'ordre prises à titre conservatoire ou à la condition que ces mesures soient ensuite retirées définitivement ou à la condition qu'entre-temps, il ait été désigné pour exercer une fonction à mandat.

Si le membre du personnel était absent pour d'autres motifs qu'en application de mesures d'ordre prises à titre conservatoire, l'allocation de 72 044 francs (1.785,93 EUR) est appliquée dès qu'il y a reprise de fonction au sens de l'article XI.I.3, 5°. S'il l'était en application de mesures d'ordre prises à titre conservatoire, l'allocation est appliquée avec effet rétroactif à la date à laquelle le traitement visé à l'alinéa 2, 1°, est fixé;

2° majoré pour les membres du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie dont le traitement était fixé au départ d'une autre échelle de traitement que celles visées au 1°, d'une allocation dont le montant est fixé à 72 044 francs (1.785,93 EUR), si, jusqu'à et y compris la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le membre du personnel était resté titulaire d'un emploi qui, jusqu'au 31 décembre 2000 était

Art. XII.XI.17. § 1. Voor de toepassing van de artikelen XII.II.12, XII.II.14, XII.II.15 en XII.II.17, moet de geldelijke anciënniteit worden begrepen als deze die kan verworven worden met toepassing van de artikelen XI.II.3 tot en met XI.II.9, eerste en tweede lid.

Voor de toepassing van het eerste lid, worden de rijkswacht, de gemeentepolitie en de gerechtelijke politie bij de parketten evenals de diensten die belast zijn geweest met de luchtvaartpolitie, de spoorwegpolitie en de zeevaartpolitie gelijkgesteld met de politiediensten.

§ 2. De geldelijke anciënniteit van het actueel personeelslid van het operationeel kader, die als verworven is beschouwd in de loonschaal die hem wordt toegekend wanneer de bepalingen van dit besluit volledig op hem van toepassing worden en voor zover deze voor hem voordeliger is dan deze die hij had verworven door de toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, is gelijk aan deze die hij kan verwerven met toepassing van de artikelen XI.II.3 tot en met XI.II.9, eerste en tweede lid.

In afwijking van het eerste lid, wordt voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader van wie de wedde wordt bepaald in één van de loonschalen O1, O2, O2ir, O3, O3ir, O4, O4ir, O4bis of O4bisir, de geldelijke anciënniteit, die als verworven wordt beschouwd op dit ogenblik in deze loonschaal, verworven door :

1° de wedde te bepalen, op basis van de geldelijke anciënniteit zoals herrekend overeenkomstig het eerste lid, waarop het actueel personeelslid van het operationeel kader aanspraak zou kunnen maken in zijn oud statuut rekening houdend met de graad waarmee het bekleed was;

2° vervolgens, door, binnen de loonschaal die hem wordt toegekend, de anciënniteit te bepalen die overeenstemt met het bedrag van de wedde dat gelijk of onmiddellijk hoger is dan dat bedoeld in 1°, zonder dat echter het maximum van de toegekende loonschaal kan worden overschreden.

Voor de toepassing van het tweede lid, 1°, moet onder wedde worden verstaan, de wedde zoals deze wordt toegekend met toepassing van het oud statuut,

1° vermeerderd, voor de personeelsleden van het operationeel korps van de rijkswacht, voor zover hun wedde werd vastgesteld op basis van één van de schalen opgenomen in bijlage A van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1998, met :

a) naar gelang zij waren bekleed met een graad van officier of onderofficier, de toelage voor bijzondere functies, bedoeld in artikel 24 van hetzelfde besluit of de huisvestingstoelage bedoeld in artikel 30 van hetzelfde besluit.

De bedragen worden vermenigvuldigd met een coëfficiënt gelijk aan 1,132;

b) indien het personeelslid deze kon genieten, de weddebonificatie bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht;

c) een toelage waarvan het bedrag op 72 044 frank (1.785,93 EUR) is vastgesteld, indien het personeelslid tot daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit titularis is gebleven van een betrekking die tot en met 31 december 2000 was bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996, en het in deze hoedanigheid werkelijk de in hetzelfde artikel bedoelde toelage genoot.

Indien het niet werkelijk de in hetzelfde artikel bedoelde toelage genoot, is deze bepaling toch toepasselijk op het personeelslid, op voorwaarde dat het voor andere redenen dan bij toepassing van ordemaatregelen ten bewarende titel afwezig is of op voorwaarde dat deze maatregelen definitief werden ingetrokken of op voorwaarde dat het personeelslid intussen voor een ambt met mandaat aangewezen werd.

Indien het personeelslid afwezig was voor andere redenen dan bij toepassing van ordemaatregelen ten bewarende titel, wordt de toelage van 72 044 frank (1.785,93 EUR) toegekend van zodra het zijn ambt in de zin van artikel XI.I.3, 5°, heropneemt. Indien het afwezig was bij toepassing van ordemaatregelen ten bewarende titel, wordt de toelage toegekend met terugwerkende kracht op de datum waarop de in het tweede lid, 1°, bedoelde wedde is vastgesteld;

2° vermeerderd, voor de personeelsleden van het operationeel korps van de rijkswacht, wiens wedde werd vastgesteld op basis van een andere loonschaal dan deze bedoeld in 1°, met een toelage waarvan het bedrag op 72 044 frank (1.785,93 EUR) vastgesteld is, indien het personeelslid tot daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit titularis is gebleven van een betrekking die tot 31 december 2000

visé à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, inséré par l'arrêté royal du 25 février 1996, et qu'à ce titre, il bénéficiait effectivement de l'allocation visée à ce même article.

S'il ne bénéficiait pas effectivement de l'allocation visée à ce même article, la présente disposition est néanmoins applicable au membre du personnel, à la condition qu'il fût absent de son emploi pour d'autres motifs qu'en application de mesures d'ordre prises à titre conservatoire ou à la condition que ces mesures soient ensuite retirées définitivement ou à la condition qu'entre-temps, il ait été désigné pour exercer une fonction à mandat.

Si le membre du personnel était absent pour d'autres motifs qu'en application de mesures d'ordre prises à titre conservatoire, l'allocation de 72 044 francs (1.785,93 EUR) est appliquée dès qu'il y a reprise de fonction au sens de l'article XI.I.3, 5°. S'il l'était en application de mesures d'ordre prises à titre conservatoire, l'allocation est appliquée avec effet rétroactif à la date à laquelle le traitement visé à l'alinéa 2, 1°, est fixé;

3° majoré, pour les membres du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale, si ces membres du personnel en bénéficiaient jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté :

a) de l'allocation visée à l'arrêté royal du 19 avril 1962 relatif à l'octroi d'une allocation pour exercice de fonctions supérieures aux agents provinciaux et communaux, modifié par l'arrêté royal du 6 avril 1972, ou de l'allocation visée à l'arrêté royal du 21 avril 1993 relatif à l'octroi d'une allocation en raison du remplacement d'un chef de corps de la police communale;

b) s'ils se prononcent pour sa prise en considération, du supplément de traitement pour prestations de garde au commissariat de police ou à domicile. Dans ce cas cependant, les membres du personnel ne peuvent plus, de façon définitive et irrévocable, prétendre aux allocations visées aux articles XI.III.6 et XI.III.10;

Les montants de ces allocations ou suppléments de traitement sont multipliés par le coefficient visé à l'article XII.II.27 qui s'applique à leur cas.

4° diminué, pour les membres du personnel du corps opérationnel des corps de police communale, du montant de l'allocation de bilinguisme qui y serait éventuellement incorporée.

§ 3. Sans préjudice du § 2, alinéa 1^{er}, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui était membre du corps opérationnel de la gendarmerie revêtu d'un grade d'officier supérieur et qui est porteur :

- 1° soit du brevet d'état major;
- 2° soit du titre de breveté supérieur d'état major;
- 3° soit d'un brevet qui était reconnu comme équivalent au 1° ou 2°;
- 4° soit du brevet d'administrateur militaire,

reçoit en outre une bonification d'ancienneté pécuniaire égale à deux ans.

§ 4. Sans préjudice du § 2, et, le cas échéant, en, concomitance avec l'exécution de l'alinéa 2 de ce même §, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel pour qui la détention d'un diplôme ou d'un certificat d'études pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 1 dans les administrations de l'Etat, constituait une des conditions d'admission, bénéficie d'une bonification d'ancienneté pécuniaire égale à :

1° 27 mois, si la durée normale des licences était de deux ans;

2° 39 mois, si la durée normale des licences était au moins de trois ans.

Art. XII.XI.18. § 1^{er}. Lors d'un passage ultérieur dans une échelle de traitement O5 ou O5ir, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.17, § 2, alinéa 2, voit son ancienneté pécuniaire recalculée au départ des dispositions de l'article XII.XI.17, § 2, alinéa 1^{er}.

S'il était titulaire d'une des bonifications visées à l'article XII.XI.17, § 3 et § 4, ces bonifications d'ancienneté sont également accordées au membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. S'il obtient ultérieurement l'échelle O2 en application des articles XII.VII.16 à XII.VII.18 y compris, le membre du personnel qui est inséré dans les échelles de traitement transitoires du cadre moyen

was bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996, en het in deze hoedanigheid werkelijk de in hetzelfde artikel bedoelde toelage genoot.

Indien het niet werkelijk de toelage genoot bedoeld in hetzelfde artikel, is deze bepaling niettemin van toepassing op het personeelslid voor zover het van zijn betrekking afwezig is geweest voor andere redenen dan bij toepassing van ordemaatregelen te bewarende titel of op voorwaarde dat deze maatregelen definitief werden ingetrokken of op voorwaarde dat het personeelslid intussen voor een ambt met mandaat aangewezen werd.

Indien het personeelslid afwezig was voor andere redenen dan bij toepassing van ordemaatregelen ten bewarende titel, wordt de toelage van 72 044 frank (1.785,93 EUR) toegekend van zodra het zijn ambt in de zin van artikel XI.I.3, 5°, heropneemt. Indien het afwezig was bij toepassing van ordemaatregelen ten bewarende titel, wordt de toelage toegekend met terugwerkende kracht op de datum waarop de in het tweede lid, 1°, bedoelde wedde is vastgesteld;

3° vermeerderd, voor de personeelsleden van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie, indien die personeelsleden, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, deze genoten, met :

a) de toelage bedoeld in het koninklijk besluit van 19 april 1962 betreffende de toekenning van een toelage wegens uitoefening van hogere functies aan het provinciaal of gemeentelijk personeel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 april 1972, of de toelage bedoeld in het koninklijk besluit van 21 april 1993 betreffende de toekenning van een toelage wegens vervanging van een korpschef bij de gemeentepolitie;

b) indien zij voor de in aanmerkingneming kiezen, het weddesupplement toegekend voor de wachtprestaties op het politiecommissariaat of thuis. In dat geval kunnen de personeelsleden evenwel, ten definitieve en onherroepelijke titel, geen aanspraak meer maken op de toelagen bedoeld in de artikelen XI.III.6 en XI.III.10;

De bedragen van deze toelagen of weddesupplementen worden vermenigvuldigd met de coëfficiënt bedoeld in artikel XII.II.27 die op hun van toepassing zijn.

4° verminderd, voor de personeelsleden van het operationeel korps van de gemeentepolitie, met het bedrag van de tweetaligheidstoelage die er eventueel zou inbegrepen zijn.

§ 3. Onverminderd § 2, eerste lid, verkrijgt het actueel personeelslid van het operationeel kader dat lid was van het operationeel korps van de rijkswacht, bekleed met de graad van hoger officier en dat houder is van :

- 1° ofwel een stafbrevet;
 - 2° ofwel van de titel van hogere stafbrevethouder;
 - 3° ofwel een brevet dat als gelijkwaardig aan 1° en 2° wordt erkend;
 - 4° ofwel een brevet van militair administrateur,
- bovendien een geldelijke anciënniteitsbonificatie gelijk aan twee jaar.

§ 4. Onverminderd § 2, en, in voorkomend geval, samen met de uitvoering van het tweede lid van dezelfde §, geniet het actueel personeelslid van het operationeel kader voor wie het bezit van een diploma of studiegetuigschrift dat in aanmerking werd genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de Rijksbesturen, één van de voorwaarden vormde voor de toelating, een geldelijke anciënniteitsbonificatie gelijk aan :

1° 27 maanden, indien de normale duur van de licenties twee jaar bedroeg;

2° 39 maanden indien de normale duur van de licenties minstens drie jaar bedroeg.

Art. XII.XI.18. § 1. Voor het actueel personeelslid van het operationeel kader, bedoeld in artikel XII.XI.17, § 2, tweede lid, dat later overgaat naar een loonschaal O5 of O5ir, wordt de geldelijke anciënniteit herberekend vertrekkende van de bepalingen van artikel XII.XI.17, § 2, eerste lid.

Wanneer het titularis was van één van de bonificaties bedoeld in artikel XII.XI.17, § 3 en § 4, worden deze overeenstemmende anciënniteitsbonificaties ook toegekend aan het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in het eerste lid.

§ 2. Indien het later overgaat naar de loonschaal O2 bij toepassing van de artikelen XII.VII.16 tot en met XII.VII.18, ziet het personeelslid, dat ingeschaald wordt in de overgangslonschalen van het middenkader of

ou qui bénéficie de l'échelle de traitement M4.1 ou M4.2, voit son ancienneté pécuniaire recalculée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et par application de l'article XII.XI.17, § 2, alinéa 2.

L'ancienneté pécuniaire telle que déterminée par application de l'alinéa 1^{er}, est ensuite complétée par les services effectifs prestés dans le cadre moyen à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. XII.XI.19. Le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé aux articles XII.XI.14 et XII.XI.15, conserve, en ce compris les augmentations intercalaires et les clauses de sauvegarde barémiques qui lui étaient applicables dans son ancien statut, le droit à l'échelle barémique dont il bénéficiait avant que les dispositions du présent arrêté ne lui deviennent intégralement applicables, aussi longtemps que cette échelle de traitement lui est plus favorable que celle, les augmentations intercalaires comprises, à laquelle il peut prétendre en vertu des articles XII.XI.14 ou XII.XI.15.

Il perçoit en outre une allocation complémentaire correspondant à la différence entre l'échelle de traitement, les augmentations intercalaires et le supplément de traitement compris, telle qu'obtenue en application de l'alinéa 1^{er} et la rémunération fixe la plus favorable à laquelle il puisse prétendre, selon qu'il obtienne le bénéfice de celle liée à son statut d'origine ou de celle liée au statut visé dans le présent arrêté.

Par rémunération fixe liée au statut visé dans le présent arrêté, il y a lieu d'entendre la somme indexée de l'échelle de traitement, augmentations intercalaires comprises, à laquelle il peut prétendre en vertu des articles XII.XI.14 ou XII.XI.15, et, le cas échéant, de l'allocation de foyer ou de résidence ainsi que, si le membre actuel du personnel du cadre opérationnel en bénéficie, des allocations visées aux articles XII.XI.20, XII.XI.21 et XII.XI.51. S'y ajoute également, s'il avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour autant qu'il en bénéficie, l'allocation de bilinguisme visée aux articles XI.III.31 et XI.III.32.

L'article XII.XI.25, § 1^{er}, alinéas 1 et 2, § 2 et § 4, est, mutatis mutandis, applicable à l'allocation visée à l'alinéa 2.

Art. XII.XI.20. § 1^{er}. Au membre du personnel qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, qui était titulaire d'un emploi visé à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, inséré par l'arrêté royal du 25 février 1996, et à qui les dispositions de l'article XII.XI.17, § 2, alinéa 3, 1°, c), ou 2°, sont effectivement appliquées, est alloué, aussi longtemps qu'il bénéficie de l'échelle M7 en application de l'article XII.XI.15, une allocation transitoire dont le montant annuel est fixé à :

1° 86 400 francs (2.141,80 EUR) s'il était chef de service d'une brigade de surveillance et de recherches;

2° 65 000 francs (1.611,31 EUR) dans les autres cas.

§ 2. Lorsque le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé au § 1^{er}, ne peut plus faire application de l'article XII.XI.15, le montant de l'allocation transitoire visée au § 1^{er}, est fixé à la différence entre :

1° la somme du traitement que le membre actuel du personnel du cadre opérationnel aurait obtenu dans l'échelle M7, si l'article XII.XI.15 avait pu continuer à lui être appliqué, et du montant qui lui était alloué conformément au § 1^{er};

2° et le traitement qu'il obtient dans l'échelle de traitement O2, O3, O4 ou O4bis.

Le montant ainsi déterminé lui est alloué aussi longtemps que le traitement visé au 2° est inférieur à la somme dont question au 1°.

§ 3. L'article XII.XI.25 est, mutatis mutandis, applicable à l'allocation visée aux §§ 1^{er} et 2.

Art. XII.XI.21. § 1^{er}. A l'exception de celui visé à l'article 29 de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, est accordée une allocation complémentaire au membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie ou d'un corps de police communale, qui n'est pas nommé à un grade d'officier et qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, est affecté à, détaché vers ou mis à disposition d'un service appartenant à la direction générale de la police

dat geniet van de loonschaal M4.1 of M4.2, zijn geldelijke anciënniteit herberekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en bij toepassing van artikel XII.XI.17, § 2, tweede lid.

De anciënniteit zoals bepaald met toepassing van het eerste lid, wordt nadien aangevuld met de werkelijke diensten die in het middenkader werden verricht vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. XII.XI.19. Het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in de artikelen XII.XI.14 en XII.XI.15 behoudt, met inbegrip van de tussentijdse verhogingen en de baremische vrijwaringsclausules die op hem van toepassing waren in zijn oud statuut, het recht op de baremische schaal waarvan het genoot vooraleer de bepalingen van dit besluit volledig op hem van toepassing werden tot zolang deze loonschaal voor hem voordeliger is dan deze waarop het, met inbegrip van de tussentijdse verhogingen, aanspraak kan maken met toepassing van de artikelen XII.XI.14 of XII.XI.15.

Het verkrijgt bovendien een bijkomende toelage die overeenstemt met het verschil tussen de loonschaal, met inbegrip van de tussentijdse verhogingen en de weddebijslag, zoals bereikt met toepassing van het eerste lid en de meest voordelige vaste bezoldiging waarop het zou kunnen aanspraak maken afhankelijk van het feit of het het voordeel verkrijgt van deze wedde verbonden met zijn oud statuut dan wel van deze verbonden met het statuut bedoeld in dit besluit.

Onder vaste bezoldiging verbonden aan het statuut bedoeld in dit besluit moet worden verstaan de geïndexeerde som van de loonschaal, met inbegrip van de tussentijdse verhogingen, waarop het personeelslid kan aanspraak maken krachtens de artikelen XII.XI.14 of XII.XI.15, en, in voorkomend geval, de hard- of standplaatstoelage, alsook, indien het actueel personeelslid van het operationeel kader deze geniet, de toelagen bedoeld in de artikelen XII.XI.20, XII.XI.21 en XII.XI.51. Indien het daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut van het personeelslid van het operationeel korps van een gemeentepolitiekorps en voor zover het deze geniet, wordt ook hieraan de tweetaligheidstoelage bedoeld in de artikelen XI.III.31 en XI.III.32 toegevoegd.

Artikel XII.XI.25, § 1, eerste en tweede lid, § 2 en § 4, is, mutatis mutandis, van toepassing op de toelage bedoeld in het tweede lid.

Art. XII.XI.20. § 1. Aan het personeelslid dat het statuut van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht had, die titularis was van een betrekking bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996, en op wie de bepalingen van artikel XII.XI.17, § 2, derde lid, 1°, c), of 2°, werkelijk toegepast worden, wordt, zolang hij de schaal M7 geniet, met toepassing van artikel XII.XI.15, een overgangstoelage toegekend waarvan het jaarlijkse bedrag is vastgesteld op :

1° 86 400 frank (2.141,80 EUR) indien het diensthof was van een bewakings- en opsporingsbrigade;

2° 65 000 frank (1.611,31 EUR) in de andere gevallen.

§ 2. Indien het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in § 1 geen toepassing meer kan maken van artikel XII.XI.15, wordt het bedrag van de overgangstoelage bedoeld in § 1 bepaald als zijnde het verschil tussen :

1° de som van de wedde die het actueel personeelslid van het operationeel kader zou bekomen hebben in de loonschaal M7 indien artikel XII.XI.15 op hem van toepassing zou blijven, en het bedrag dat hem wordt toegekend overeenkomstig § 1;

2° en de wedde die hij bekomt in de loonschalen O2, O3, O4 of O4bis.

Het aldus bepaalde bedrag wordt hem toegekend zolang de wedde bedoeld in 2° kleiner is dan de som bedoeld in 1°.

§ 3. Artikel XII.XI.25 is, mutatis mutandis, van toepassing op de toelage bedoeld in de §§ 1 en 2.

Art. XII.XI.21. § 1. Met uitzondering van hem bedoeld in artikel 29 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, wordt een bijkomende toelage toegekend aan het actueel personeelslid van het operationeel kader dat het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht of van een gemeentepolitiekorps en dat niet is benoemd in een graad van officier en dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, is aangewezen bij, gedetacheerd naar of ter beschikking is gesteld van een dienst die

judiciaire, d'un service judiciaire déconcentré de la police fédérale ou qui, à la date de création d'un corps de police locale, est affecté à, détaché vers ou mis à disposition d'un service de recherche ou d'enquête de la police locale, ou qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, est affecté à ou détaché dans un emploi d'analyste criminel ou est mis à disposition d'un service en cette qualité.

Le montant annuel de cette allocation est fixé à :

1° 86 400 francs (2 141,80 EUR), si le membre actuel du personnel du cadre opérationnel est affecté à un service appartenant à la direction générale de la police judiciaire ou à un service judiciaire déconcentré de la police fédérale et que, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il pouvait bénéficier, soit de l'indemnité forfaitaire visée à l'arrêté royal du 26 février 1958 accordant une indemnité forfaitaire à certains membres du personnel de la gendarmerie, soit de celle visée au chapitre III de l'arrêté ministériel du 22 juin 1995 portant octroi de certaines indemnités forfaitaires aux officiers et agents judiciaires près les parquets;

2° 54 000 francs (1 338,63 EUR), dans les autres cas.

L'article XII.XI.25, §§ 1^{er}, 2 et 4, est, mutatis mutandis, applicable à l'allocation visée à l'alinéa 1^{er}.

Par dérogation cependant à ce même article, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, et § 2, en cas de détachement d'un membre actuel du personnel du cadre opérationnel vers ou de mise à disposition d'un corps, d'une unité ou d'un service visé à l'alinéa 1^{er}, le droit à l'allocation est ouvert à raison d'1/360ème par jour de détachement ou de mise à disposition. Les montants dus sont, dans ce cas, payés en même temps que le traitement du second mois qui suit celui au cours duquel les conditions d'octroi sont remplies.

§ 2. Les membres actuels du personnel du cadre opérationnel visés à l'article XII.VII.22 ainsi que ceux visés au § 1^{er}, qui ne bénéficient, en première instance, que du montant visé au § 1^{er}, alinéa 2, 2°, bénéficient du montant visé au § 1^{er}, alinéa 2, 1°, le premier jour du mois qui suit celui où ils sont affectés à, détachés vers ou mis à disposition d'un service appartenant à la direction générale de la police judiciaire ou dans un service judiciaire déconcentré de la police fédérale en répondant aux conditions de formation visées dans le même article XII.VII.22.

Sont considérés comme répondant aux conditions de formation visées à l'alinéa 1^{er}, les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont détenteurs du brevet de formation judiciaire complémentaire ouvrant l'accès aux brigades de surveillance et de recherches, ou du brevet de formation judiciaire complémentaire supérieure, ou du brevet d'analyste criminel opérationnel ou stratégique.

§ 3. Le droit à l'allocation s'éteint à titre définitif dès que le membre actuel du personnel du cadre opérationnel quitte son emploi ou voit mettre fin à son détachement ou à sa mise à disposition sans être immédiatement réaffecté, détaché ou mis à disposition dans un service ouvrant le droit à l'allocation. Pour l'application du présent §, le fait d'être détaché à l'effet de suivre une formation complémentaire ou continuée ne signifie cependant a priori pas qu'il soit mis fin au détachement ou à la mise à disposition.

Art. XII.XI.22. § 1^{er}. Pour le calcul du montant des allocations pour les prestations de service effectuées le samedi, le dimanche, un jour férié ou durant la nuit ou pour prestations supplémentaires, les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie ou de la catégorie de personnel de police spéciale ou celui de membres de la police judiciaire près les parquets et qui bénéficiaient, soit des dispositions du chapitre III de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, ainsi que de celles de l'arrêté royal du 5 juin 1975 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations supplémentaires à certains membres du personnel de la gendarmerie, soit des dispositions du chapitre III de l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1980 réglant l'octroi à certains membres du personnel de la police judiciaire près les parquets d'une allocation pour travail supplémentaire et d'une allocation pour service irrégulier, peuvent demander à continuer de bénéficier de ces dispositions. Un panachage entre ces dispositions et des dispositions équivalentes dans le présent arrêté n'est toutefois pas autorisé.

Les membres actuels du personnel du cadre opérationnel peuvent en tout temps renoncer à la possibilité visée à l'alinéa 1^{er}.

behoort tot de algemene directie gerechtelijke politie, een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst van de federale politie of dat, op de datum van de oprichting van een korps van de lokale politie is aangewezen bij, gedetacheerd naar of ter beschikking is gesteld van een opsporings- of onderzoeksdienst van de lokale politie, of dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, is aangewezen bij of gedetacheerd is naar een betrekking van misdrijfanalist, of ter beschikking is gesteld van een dienst in deze hoedanigheid.

Het jaarlijks bedrag van deze toelage is vastgesteld op :

1° 86 400 frank (2 141,80 EUR), indien het actueel personeelslid van het operationeel kader is aangewezen bij een dienst die behoort tot de algemene directie gerechtelijke politie of bij een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst van de federale politie en dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, hetzij, de forfaitaire vergoeding bepaald bij het koninklijk besluit van 26 februari 1958 houdende toekenning van een vaste vergoeding aan sommige personeelsleden van de rijkswacht, hetzij, deze bedoeld in hoofdstuk III van het ministerieel besluit van 22 juni 1995 houdende toekenning aan de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten van zekere vaste vergoedingen, kon genieten;

2° 54 000 frank (1 338,63 EUR), in de andere gevallen.

Artikel XII.XI.25, §§ 1, 2 en 4, is, mutatis mutandis, van toepassing op de toelage bedoeld in het eerste lid.

In afwijking evenwel van datzelfde artikel, § 1, derde en vierde lid, en § 2, in geval van detachering van een actueel personeelslid van het operationeel kader naar of ter beschikkingstelling van een korps, een eenheid of een dienst bedoeld in het eerste lid, wordt het recht op de toelage geopend ten belope van 1/360ste per dag detachering of terbeschikkingstelling. In dat geval worden de verschuldigde bedragen betaald samen met de wedde van de tweede maand die volgt op deze waarin de toekenningsvoorwaarden zijn vervuld.

§ 2. De actuele personeelsleden van het operationeel kader bepaald in artikel XII.VII.22 evenals zij bedoeld in § 1, die in eerste instantie, slechts het bedrag bedoeld in § 1, tweede lid, 2°, genieten, genieten het bedrag bepaald in § 1, tweede lid, 1°, op de eerste dag van de maand die volgt op die waarop zij worden aangewezen bij, gedetacheerd naar of ter beschikking gesteld van een dienst die behoort tot de algemene directie gerechtelijke politie of een gedeconcentreerde gerechtelijke dienst van de federale politie en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden bepaald in hetzelfde artikel XII.VII.22.

De actuele personeelsleden van het operationeel kader die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, houder zijn van het brevet van aanvullende gerechtelijke opleiding dat toegang verleent tot de bewakings- en opsporingsbrigades, of van het brevet van hogere aanvullende gerechtelijke opleiding, of van het brevet van operationele misdrijfanalist of strategisch analist, worden geacht de opleidingsvoorwaarden bedoeld in het eerste lid te vervullen.

§ 3. Het recht op de toelage wordt definitief beëindigd vanaf het ogenblik dat het actuele personeelslid van het operationeel kader de betrekking verlaat of dat een einde wordt gesteld aan de detachering zonder onmiddellijk te worden herplaatst, gedetacheerd of ter beschikking gesteld van een dienst die recht geeft op de toelage. Voor de toepassing van deze §, betekent het feit van gedetacheerd te zijn om een aanvullende of voortgezette opleiding te volgen, evenwel niet a priori dat een einde wordt gesteld aan de detachering of de terbeschikkingstelling.

Art. XII.XI.22. § 1. Voor de berekening van het bedrag van de toelage voor de dienstprestaties verricht op een zaterdag, zondag, feestdag of tijdens de nacht of voor bijkomende prestaties, kunnen de actuele personeelsleden van het operationeel kader die het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht of van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht of van de gerechtelijke politie bij de parketten en die ofwel, de bepalingen van hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, evenals deze van het koninklijk besluit van 5 juni 1975 tot regeling van de toekenning van een toelage voor bijkomende prestaties aan sommige leden van de rijkswacht, ofwel de bepalingen van hoofdstuk III van het ministerieel besluit van 1 februari 1980 houdende toekenning aan sommige personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten van een toelage voor overwerk en een toelage voor onregelmatige dienst, genoten, vragen om deze bepalingen te blijven genieten. Een vermenging tussen deze bepalingen en gelijkaardige bepalingen in dit besluit is evenwel niet toegelaten.

De actuele personeelsleden van het operationeel kader kunnen op ieder ogenblik afzien van de mogelijkheid bepaald in het eerste lid.

Ils doivent cependant se prononcer à chaque fois qu'ils reçoivent un nouvel emploi et pour la première fois dans les quinze jours qui suivent la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. A défaut de s'être prononcé dans les quinze jours qui suivent la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ou la nouvelle affectation, le membre du personnel se voit appliquer le régime visé à la partie XI, titre III, chapitre III, sections 2 et 3.

La décision dont question aux alinéas 2 et 3 prend effet :

1° à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté la première fois où le choix doit être exprimé;

2° au premier du mois où débute la période de référence visée à l'article VI.I.3, qui suit celle au cours de laquelle la décision est notifiée à l'autorité. Si la date de la notification coïncide avec le premier du mois de cette période, la décision prend effet immédiatement.

§ 2. Pour l'application du présent article, le traitement visé à l'article 26 de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, à l'article 2 de l'arrêté royal du 5 juin 1975 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations supplémentaires à certains membres du personnel de la gendarmerie, ainsi qu'aux articles 4, 7 et 10 de l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1980 réglant l'octroi à certains membres du personnel de la police judiciaire près les parquets d'une allocation pour travail supplémentaire et d'une allocation pour service irrégulier, est cependant définitivement lié au coefficient d'indexation qui est d'application à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le terme traitement visé à l'alinéa 1^{er} doit être compris comme le traitement correspondant à l'ancienneté pécuniaire telle qu'elle était fixée dans le statut d'origine, et tel que calculé au départ de l'échelle de traitement dont le membre du personnel bénéficiait dans son statut d'origine pour le calcul de ces allocations.

Art. XII.XI.23. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions visées aux articles XIII.I.4, XIII.I.7, XIII.I.10, § 1^{er}, 2° et 5°, XII.XI.7 et XII.XI.8, une allocation compensatoire est allouée au membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui :

1° jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté :

a) soit avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie;

b) soit avait le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets ayant la qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire;

c) soit avait le statut de membre du personnel d'un corps opérationnel d'un corps de la police communale;

2° à l'exception des services de la police fédérale chargés de la police des militaires, à la même date, appartenait à ou était détaché dans une des unités ou services ayant repris les fonctions remplies par une des unités ou services ouvrant le droit à :

a) soit l'indemnité forfaitaire visée à l'arrêté royal du 26 février 1958 accordant une indemnité forfaitaire à certains membres du personnel de la gendarmerie;

b) soit celle visée au chapitre III de l'arrêté ministériel du 22 juin 1995 portant octroi de certaines indemnités forfaitaires aux officiers et agents judiciaires près les parquets;

c) soit celle visée à l'arrêté royal du 22 décembre 1997 fixant les dispositions générales relatives à une indemnité pour des frais exposés par des membres de la police communale lors de l'exercice de missions de police judiciaire mais à la condition que le montant journalier effectivement accordé fût supérieur à 270 francs (6,70 EUR).

§ 2. Le montant annuel de cette allocation est fixé à :

1° pour un membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre de base : 78 680 francs (1 950,43 EUR);

2° pour un membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre moyen : 79 140 francs (1 961,83 EUR);

3° pour un membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officiers : 86 900 francs (2 154,20 EUR).

§ 3. Le paiement de cette allocation est toutefois suspendu pendant la période durant laquelle le membre du personnel bénéficie de l'allocation visée à l'article XI.III.12, alinéa 1^{er}, 5°.

Zij moeten zich nochtans uitspreken telkens wanneer zij een nieuwe betrekking bekomen en voor de eerste maal binnen de vijftien dagen die volgen op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit. Bij gebreke van uitdrukkelijke stellingname binnen de vijftien dagen die volgen op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit of de nieuwe aanwijzing, wordt de regeling bedoeld in deel XI, titel III, hoofdstuk III, afdelingen 2 en 3, toegepast op het personeelslid.

De beslissing bedoeld in het tweede en het derde lid heeft uitwerking :

1° op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, de eerste keer waarop de keuze moet worden uitgesproken;

2° op de eerste van de maand waarop de referentieperiode bedoeld in artikel VI.I.3, aanvangt die volgt op deze tijdens dewelke de beslissing is bekendgemaakt aan de overheid. Als de datum van de betekening samenvalt met de eerste van de maand van deze periode, heeft de beslissing onmiddellijk uitwerking.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel, wordt de wedde, bedoeld in artikel 26 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, in artikel 2 van het koninklijk besluit van 5 juni 1975 tot regeling van de toekenning van een toelage voor bijkomende prestaties aan sommige leden van de rijkswacht, evenals in de artikelen 4, 7 en 10 van het ministerieel besluit van 1 februari 1980 houdende toekenning aan sommige personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten van een toelage voor overwerk en een toelage voor onregelmatige dienst, echter definitief gekoppeld aan de indexatiecoëfficiënt die van toepassing is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Het woord wedde bedoeld in het eerste lid moet worden verstaan als de wedde overeenkomstig de geldelijke anciënniteit zoals bepaald in het oorspronkelijk statuut, en zoals berekend op grond van de loonschaal die het personeelslid in zijn oorspronkelijk statuut voor de berekening van deze toelagen genoot.

Art. XII.XI.23. § 1. Onverminderd de bepalingen bedoeld in de artikelen XIII.I.4, XIII.I.7, XIII.I.10, § 1, 2° en 5°, XII.XI.7 en XII.XI.8, wordt een compenserende toelage toegekend aan het actueel personeelslid van het operationeel kader dat :

1° daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit :

a) ofwel het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht;

b) ofwel het statuut had van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten bekleed met de hoedanigheid van officier of agent van gerechtelijke politie;

c) ofwel het statuut had van personeelslid van een operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie;

2° met uitzondering van de diensten van de federale politie belast met de politie van de militairen, op dezelfde datum deel uitmaakte van of was gedetacheerd bij één van de eenheden of diensten die de ambten hebben overgenomen, vervuld door één van de eenheden of diensten die recht gaven op :

a) ofwel de forfaitaire vergoeding bedoeld in het koninklijk besluit van 26 februari 1958 houdende toekenning van een vaste vergoeding aan sommige personeelsleden van de rijkswacht;

b) ofwel deze bedoeld in hoofdstuk III van het ministerieel besluit van 22 juni 1995 houdende toekenning aan de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten van zekere vaste vergoedingen;

c) ofwel deze bedoeld in het koninklijk besluit van 22 december 1997 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende een vergoeding voor onkosten gemaakt bij de uitoefening van opdrachten van gerechtelijke politie door leden van de gemeentepolitie maar op voorwaarde dat het werkelijk dagelijks toegekende bedrag hoger is dan 270 frank (6,70 EUR).

§ 2. Het jaarlijks bedrag van deze toelage is vastgesteld op :

1° voor een actueel personeelslid van het operationeel kader dat tot het basiskader behoort : 78 680 frank (1 950,43 EUR);

2° voor een actueel personeelslid van het operationeel kader dat tot het middenkader behoort : 79 140 frank (1 961,83 EUR);

3° voor een actueel personeelslid van het operationeel kader dat tot het officierskader behoort : 86 900 frank (2 154,20 EUR).

§ 3. De betaling van deze toelage wordt evenwel geschorst gedurende de periode voor dewelke het personeelslid de toelage bedoeld in artikel XI.III.12, eerste lid, 5°, geniet.

Art. XII.XI.24. Sans préjudice de l'article XII.XI.23, § 3, le même membre actuel du personnel du cadre opérationnel bénéficie de l'allocation visée à l'article XII.XI.23 :

1° aussi longtemps qu'après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il continue d'occuper un emploi :

a) soit dans les services judiciaires déconcentrés de la police fédérale, en ce compris en tant que fonctionnaire de liaison tel que visé à l'article 105 de la loi;

b) soit dans les services de la police fédérale chargés de missions spécialisées en milieu militaire et que le ministre désigne;

c) soit dans les services centraux ou décentralisés de la police fédérale qui sont chargés de la surveillance, la protection ou l'intervention spécialisée et que le ministre désigne;

d) soit, sous réserve de l'application du 2°, dans les services centraux d'une des directions générales de la police fédérale visées à l'arrêté royal du 31 octobre 2000 concernant le commissaire-général et les directions générales de la police fédérale;

e) soit dans les services de la police locale chargés de missions de recherche dans le cadre des tâches de police judiciaire, en ce compris leurs fonctionnaires de liaison tels que visés à l'article 96 de la loi,

sans que, par la suite, une éventuelle succession d'affectations ne vienne à être interrompue par une affectation à un emploi dans un autre service que ceux énumérés aux 1°, a), b), c), e), ou dans une autre direction générale que la direction générale de la police judiciaire;

2° jusqu'au 31 décembre 2003 :

a) s'il avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie ou d'un corps opérationnel d'un corps de police communale et

b) qu'il était affecté ou détaché dans un service ou une unité ayant repris les fonctions d'un service ou d'une unité du Commissariat Général de la Police judiciaire, tel que visé par l'arrêté royal du 17 février 1998 relatif au commissariat général, au conseil de direction et au conseil de concertation de la police judiciaire près les parquets, ou affecté ou détaché dans un service ou une unité ayant repris les fonctions d'un service ou d'une unité ou relevant du service général d'appui policier, tel que visé par l'arrêté royal du 11 juillet 1994 sur le service général d'appui policier, modifié par les arrêtés royaux du 11 juin 1998 et 9 juillet 2000, et

c) que durant cette période, il demeure, de manière ininterrompue dans l'unité ou le service qui, au 1^{er} janvier 2001 a repris les tâches d'un des services ou unités visés au b).

Le fait d'être détaché de l'unité ou du service ayant repris au 1^{er} janvier 2001 les tâches des services ou unités visés au b), à l'effet de suivre une formation complémentaire ou continuée, n'est cependant a priori pas constitutif d'une interruption de la présence dans ces services ou unités;

3° pour la durée d'un détachement autre que celui visé au 2°, qui est en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui lui ouvrirait le droit à une des indemnités forfaitaires visées à l'article XII.XI.23, § 1^{er}, 2° :

a) s'il avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie ou d'un corps opérationnel d'un corps de police communale et

b) qu'il demeure détaché dans le service dans lequel il se trouve détaché à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Le fait d'être détaché à l'effet de suivre une formation complémentaire ou continuée ne signifie cependant a priori pas qu'il soit mis fin au détachement dans le service dans lequel il se trouvait jusqu'alors détaché.

Art. XII.XI.24. Onverminderd artikel XII.XI.23, § 3, geniet hetzelfde actueel personeelslid van het operationeel kader de toelage bedoeld in artikel XII.XI.23 :

1° zolang het na de inwerkingtreding van dit besluit een betrekking blijft bekleden :

a) ofwel bij de gedeconcentreerde gerechtelijke diensten van de federale politie, met inbegrip van de hoedanigheid van verbindingsambtenaar bedoeld in artikel 105 van de wet;

b) ofwel bij de diensten van de federale politie belast met bijzondere opdrachten in militair milieu en die de minister aanwijst;

c) ofwel bij de centrale of gedecentraliseerde diensten van de federale politie belast met de gespecialiseerde bewaking, bescherming en interventie en die de minister aanwijst;

d) ofwel, onder voorbehoud van de toepassing van 2°, in de centrale diensten van één van de algemene directies van de federale politie bedoeld in het koninklijk besluit van 31 oktober 2000 met betrekking tot de commissaris-generaal en de algemene directies van de federale politie;

e) ofwel bij de diensten van de lokale politie belast met onderzoeksopdrachten in het raam van taken van gerechtelijke politie, met inbegrip van de verbindingsambtenaren bedoeld in artikel 96 van de wet,

zonder dat vervolgens een eventuele opvolging van aanwijzingen wordt onderbroken door een aanwijzing voor een betrekking in een andere dienst dan deze opgesomd in 1°, a), b), c), e), of in een andere algemene directie dan de algemene directie gerechtelijke politie;

2° tot en met 31 december 2003 :

a) indien het het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht of van een operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en

b) was aangewezen voor of gedetacheerd naar een dienst of een eenheid die de ambten heeft overgenomen van een dienst of een eenheid van het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 17 februari 1998 betreffende het commissariaat-generaal, de raad van bestuur en de raad van overleg van de gerechtelijke politie bij de parketten, of was aangewezen voor of gedetacheerd naar een dienst of een eenheid die de ambten heeft overgenomen van een dienst of een eenheid van of ressorterend onder de algemene politiesteundienst zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 11 juli 1994 over de algemene politiesteundienst, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juni 1998 en 9 juli 2000, en

c) dat gedurende deze periode op onafgebroken wijze in de eenheid of de dienst blijft, die op 1 januari 2001 de taken heeft overgenomen van één van de diensten of eenheden bedoeld in b).

Het feit van gedetacheerd te zijn van de eenheid of dienst die op 1 januari 2001 de taken van de diensten of de eenheden bedoeld in b) heeft overgenomen, met het oog op het volgen van een aanvullende of voortgezette opleiding, leidt evenwel niet a priori tot een onderbreking van de aanwezigheid in deze eenheden of diensten;

3° voor de duur van een andere detachering dan die bedoeld in 2°, die lopende is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit en die recht gaf op één van de forfaitaire vergoedingen bedoeld in artikel XII.XI.23, § 1, 2° :

a) indien het het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht of van een operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en

b) in de dienst gedetacheerd blijft waarnaar het is gedetacheerd op de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Het feit om gedetacheerd te zijn om een aanvullende of voortgezette opleiding te volgen betekent evenwel niet a priori dat een einde wordt gesteld aan de detachering in de dienst waarin het zich tot op heden gedetacheerd bevond.

Art. XII.XI.25. § 1^{er}. L'allocation est due dans toutes les situations administratives qui ouvrent le droit à un traitement entier ou à un traitement tel que dû dans le cadre du régime de la semaine volontaire de quatre jours visé à l'article VIII.XVI.1^{er} ainsi que dans le cadre du régime de départ anticipé à mi-temps visé à l'article VIII.XVIII.1^{er}.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, lorsque le traitement du mois n'est pas dû entièrement, l'allocation est réduite suivant les mêmes règles et dans la même mesure que le traitement.

Elle est due à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle on peut y prétendre. Elle cesse de l'être à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle on cesse de pouvoir y prétendre.

Si ces dates coïncident avec le premier d'un mois, le droit naît ou s'éteint immédiatement.

§ 2. L'allocation est payée en même temps que le traitement à raison d'un douzième du montant annuel.

§ 3. Les dispositions de l'article XI.II.17, § 3, sont, mutatis mutandis, applicables à l'allocation visée à l'article XII.XI.23.

Toutefois, si l'absence résulte de la participation à une des formations donnant accès à un des cadres visés aux articles 116 et 117 de la loi, l'allocation cesse toutefois d'être due dès le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la formation s'entame.

§ 4. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également à l'allocation visée au § 1^{er}. Elle est rattachée à l'indice-pivot 138,01.

Art. XII.XI.26. Par dérogation aux articles XIII.I.9, alinéa 1^{er}, 5° et 12°, et XIII.I.10, § 1^{er}, 5°, les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, effectueraient un déplacement de service hors du Royaume sous un régime équivalent à celui visé dans le présent arrêté sous les termes « service permanent », peuvent, si l'ancien régime leur apparaît plus favorable, opter pour continuer à bénéficier de ces anciennes dispositions jusqu'à leur retour définitif en Belgique ou aux Forces belges en Allemagne.

Ils doivent communiquer leur option dans le délai fixé à l'article 242, alinéa 3, de la loi.

Une fois prise, leur décision devient irrévocable.

Art. XII.XI.27. Sans préjudice des articles XII.XI.7 et XII.XI.8, pour l'application de l'article 14bis de l'arrêté royal du 11 juillet 1994 sur le service général d'appui policier, entre autres, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient soit le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, soit celui de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets, soit celui de membre du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° membre du personnel de la police judiciaire près les parquets : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était membre du personnel de la police judiciaire près les parquets;

2° membre du personnel de la gendarmerie : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.43, § 2, 25°;

3° membre du personnel d'un corps de police communale : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, appartenait à la police communale;

4° service général d'appui policier : les unités ou services qui, au 1^{er} janvier 2001, ont repris les fonctions d'un service ou d'une unité du service général d'appui policier.

Art. XII.XI.25. § 1. De toelage is verschuldigd in alle administratieve standen die recht geven op de volledige wedde of op een wedde zoals verschuldigd in het raam van het regime van de vrijwillige vierdagen-week bedoeld in artikel VIII.XVI.1 evenals in het raam van het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding bedoeld in artikel VIII.XVIII.1.

Onverminderd het eerste lid, wordt de toelage verminderd volgens dezelfde regels en in dezelfde mate als de wedde wanneer de maandwedde niet volledig verschuldigd is.

Zij is verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop men er aanspraak kan op maken. Zij houdt op verschuldigd te zijn vanaf de eerste dag van de maand die volgt op deze waarop men ophoudt er aanspraak op te maken.

Indien deze data samenvallen met de eerste dag van een maand, ontstaat of vervalt het recht onmiddellijk.

§ 2. De toelage wordt ten belope van één twaalfde van het jaarlijks bedrag samen met de wedde betaald.

§ 3. De bepalingen van artikel XI.II.17, § 3, zijn, mutatis mutandis, van toepassing op de toelage bedoeld in artikel XII.XI.23.

Indien de afwezigheid echter het gevolg is van de deelneming aan één van de opleidingen die toegang verlenen tot één van de kaders bedoeld in de artikelen 116 en 117 van de wet, is de toelage niettemin niet meer verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand die volgt op diegene tijdens dewelke de opleiding aanvangt.

§ 4. Het regime van de mobiliteit dat van toepassing is op de wedden van het personeel van de ministeries, is eveneens van toepassing op de toelage bedoeld in § 1. Zij is verbonden met de spilindex 138,01.

Art. XII.XI.26. In afwijking van de artikelen XIII.I.9 eerste lid, 5°, en 12° en XIII.I.10, § 1, 5°, kunnen de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, een dienstverplaatsing zouden uitvoeren buiten het Rijk onder een regime dat gelijk is aan dat bedoeld in dit besluit onder de bewoordingen « vaste dienst », indien het oude regime hen voordeliger lijkt, ervoor kiezen om te blijven vallen onder de toepassing van die oude bepalingen tot op het ogenblik van hun definitieve terugkeer in België of bij de Belgische Strijdkrachten in Duitsland.

Zij moeten hun keuze meedelen binnen de termijn bepaald bij artikel 242, derde lid, van de wet.

Eénmaal de beslissing is genomen, wordt deze onherroepelijk.

Art. XII.XI.27. Onverminderd de artikelen XII.XI.7 en XII.XI.8, moet, voor de toepassing van artikel 14bis van het koninklijk besluit van 11 juli 1994 over de algemene politiesteundienst, onder meer, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut hadden van personeelslid van ofwel het operationeel korps van de rijkswacht, ofwel van de gerechtelijke politie bij de parketten, ofwel van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie, en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, worden verstaan onder :

1° personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit lid was van de gerechtelijke politie bij de parketten;

2° personeelslid van de rijkswacht : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.43, § 2, 25°;

3° personeelslid van een korps van de gemeentepolitie : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, behoorde tot de gemeentepolitie;

4° algemene politiesteundienst : de eenheden of de diensten die op 1 januari 2001, de ambten van een dienst of een eenheid van de algemene politiesteundienst hebben overgenomen.

Art. XII.XI.28. Jusqu'à la date de l'application effective de l'article XI.IV.18, les distances kilométriques dont il est question à la partie XI, titre IV, chapitre VII, sont calculées de centre à centre des communes des localités concernées d'après l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 15 octobre 1969 fixant les distances légales.

Pour des trajets effectués au départ de ou aboutissant à une des localités visées à l'alinéa 1^{er}, mais passant par des localités non répertoriées, il est fait usage de cartes routières agréées par le ministre.

Art. XII.XI.29. § 1^{er}. Toute heure de prestations supplémentaires qui n'aurait pas été récupérée en temps à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté est liquidée et payée au membre actuel du personnel du cadre opérationnel dans le courant du second mois qui suit cette date.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er} et pour autant qu'à la date visée au même §, le nombre total d'heures de prestations supplémentaires à récupérer soit supérieur à cent, pour le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale, le paiement des allocations horaires pour prestations supplémentaires s'opérera comme suit pendant cinq ans à dater de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté :

1° le nombre d'heures de prestations supplémentaires qui devrait être payé par application du § 1^{er} est fractionné en trente parties, le reste éventuel de cette division étant imputé à la dernière de ces parties;

2° à l'issue de chacune des trente premières périodes de deux mois qui suivront la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le nombre d'heures supplémentaires qui n'auraient, à ce moment, pas été récupérées en temps sera alors payé;

3° pour l'application du présent article et par dérogation à l'article XI.III.8, § 1^{er}, alinéa 2, pour le nombre d'heures supplémentaires à payer tel que visé au 2°, qui est inférieur ou égal à la valeur de la fraction tel que déterminée en application du 1°, il y a lieu d'entendre par traitement, le dernier traitement annuel brut qui servait de base au calcul de la rémunération due au membre du personnel concerné avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Pour le nombre d'heures supplémentaires à payer qui excède la valeur de la fraction, il est fait application des dispositions de l'article XI.III.8, § 1^{er}.

Pour le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'alinéa 1^{er}, en cas de mobilité, de désignation d'office ou de réaffectation, les articles XI.III.8, § 3, et XI.III.9 sont, mutatis mutandis, applicables. Les fractions qui à ce moment seraient demeurées impayées, restent à charge de la commune ou de la zone que le membre du personnel quitte et sont payées suivant l'échéancier visé à l'alinéa 1^{er}, 3°.

§ 3. Le conseil de police ou le conseil communal peut décider d'un fractionnement différent de celui visé au § 2, 1°, sans pour autant que la fraction puisse être plus petite.

Art. XII.XI.30. Par dérogation à l'article XI.IV.111 et pendant deux ans à dater de la date de mise en vigueur du présent arrêté, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel peut prétendre à une indemnité de déménagement, même dans le cas d'une mise en place qu'il aurait lui-même sollicitée.

Il peut dans les mêmes circonstances et aux mêmes conditions que celles visées à l'alinéa 1^{er}, prétendre à l'application des dispositions de la partie XI, titre IV, chapitre VII, section 5, sous-section 12.

Art. XII.XI.31. Sans préjudice de l'alinéa 2, et par dérogation à l'article XI.III.12, alinéa 1^{er}, 2° et alinéa 2, les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, appartenaient au personnel roulant de la police des autoroutes et des routes pour automobiles déterminées par le Roi, ou effectuaient régulièrement leur service avec une motocyclette de service au sein du corps opérationnel d'un corps de police communale ou du cadre opérationnel d'un corps de police locale, sont censés répondre aux conditions imposées par la disposition visée à ce même article.

Art. XII.XI.28. Tot op de dag van de effectieve toepassing van artikel XI.IV.18, worden de kilometerafstanden waarvan sprake in deel XI, titel IV, hoofdstuk VII, berekend van centrum tot centrum van de gemeenten van de betreffende plaatsen volgens artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1969 tot regeling van de wettelijke afstanden.

Voor de trajecten afgelegd vertrekkend van of eindigend in één van de plaatsen bedoeld in het eerste lid, maar die langs niet gerepertorieerde plaatsen lopen, wordt gebruik gemaakt van wegenkaarten die zijn erkend door de minister.

Art. XII.XI.29. § 1. Elk bijkomend prestatie uur dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit niet tijdig zou gerecupereerd zijn, wordt vereffend en betaald aan het actueel personeelslid van het operationeel kader in de loop van de tweede maand die volgt op die datum.

§ 2. In afwijking van § 1 en voor zover op de datum bedoeld in dezelfde § het totaal aantal te recupereren uren aan bijkomende prestaties meer dan honderd bedraagt, zal, voor het actueel personeelslid van het operationeel kader dat het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van een korps van gemeentepolitie, de betaling van de uurtoelagen voor bijkomende prestaties gedurende vijf jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, als volgt gebeuren :

1° het aantal uren aan bijkomende prestaties dat moest worden betaald met toepassing van § 1 wordt opgedeeld in dertig delen, waarbij het eventuele resterende deel van deze opdeling wordt aangerekend op het laatste van deze delen;

2° op het einde van elk van de eerste dertig perioden van twee maanden die volgen op de inwerkingtreding van dit besluit, zal het aantal overuren dat op dat ogenblik niet tijdig zou gerecupereerd zijn, derhalve betaald worden;

3° voor de toepassing van dit artikel en in afwijking van artikel XI.III.8, § 1, tweede lid, wordt, voor het aantal te betalen overuren zoals bedoeld in 2°, dat kleiner is dan of gelijk is aan het resultaat van het breukdeel zoals bepaald in 1°, verstaan onder wedde : de laatste bruto jaarwedde die als berekeningsbasis diende voor de bezoldiging verschuldigd aan het betrokken personeelslid vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Voor het aantal te betalen overuren dat het desbetreffende breukdeel overschrijdt, is artikel XI.III.8, § 1, van toepassing.

Voor het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in het eerste lid zijn de artikelen XI.III.8, § 3, en XI.III.9, in geval van mobiliteit, ambtshalve aanwijzing of herplaatsing, mutatis mutandis, van toepassing. De breukdelen die op dat ogenblik onbetaald zouden gebleven zijn, blijven ten laste van de gemeente of de zone die het personeelslid verlaat en worden betaald volgens het tijdschema bedoeld in het eerste lid, 3°.

§ 3. De politieraad of de gemeenteraad kan tot een andere dan in § 2, 1°, bedoelde opdeling beslissen, zonder dat het breukdeel evenwel kleiner kan zijn.

Art. XII.XI.30. In afwijking van artikel XI.IV.111 en voor een periode van twee jaar, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan het actueel personeelslid van het operationeel kader aanspraak maken op een verhuisvergoeding, zelfs bij een door hemzelf aangevraagde inplaatsstelling.

Het kan in dezelfde omstandigheden en onder dezelfde voorwaarden zoals bedoeld in het eerste lid, aanspraak maken op de toepassing van de bepalingen van deel XI, titel IV, hoofdstuk VII, afdeling 5, onderafdeling 12.

Art. XII.XI.31. Onverminderd het tweede lid en in afwijking van artikel XI.III.12, eerste lid, 2° en tweede lid, worden de actuele personeelsleden van het operationeel kader, die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit deel uitmaakten van het rijdend personeel van de politie van de autosnelwegen en de autowegen door de Koning bepaald, of geregeld hun diensten uitvoerden met een dienstmotorfiets bij het operationeel korps van een gemeentepolitiekorps of bij het operationeel kader van een korps van de lokale politie, geacht te voldoen aan de voorwaarden van datzelfde artikel.

Toutefois, pour les membres actuels du personnel du cadre opérationnel n'appartenant pas au personnel roulant de la police des autoroutes et des routes pour automobiles déterminées par le Roi, et dans l'attente qu'une formation de mise à niveau leur soit dispensée, les montants prévus à l'annexe 6, point 2, sont remplacés par :

- 1° pour le cadre de base : 36 000 francs (892,42 EUR);
- 2° pour le cadre moyen : 42 750 francs (1 059,42 EUR);
- 3° pour le cadre d'officiers : 43 380 francs (1 075,37 EUR).

Les montants prévus à l'annexe 6 sont accordés au premier du mois qui suit la date de réussite de la formation.

Si cette date coïncide avec le premier d'un mois, le montant supérieur est immédiatement accordé.

Sous-section 3. — Dispositions transitoires propres aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel ou de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie

Art. XII.XI.32. § 1^{er}. Par dérogation à l'article XII.XI.19 et sans préjudice des articles XII.XI.38 ou XII.XI.39, si la somme indexée de son nouveau traitement, tel qu'alloué par application des articles XII.XI.14, XII.XI.15, XII.XI.17 et XII.XI.18, ainsi que, le cas échéant, de l'allocation de foyer ou de résidence, de l'allocation visée à l'article XII.XI.20 et de l'allocation visée à l'article XII.XI.21, est inférieure à la somme indexée, tels qu'ils auraient été fixés en application de son statut d'origine :

1° du traitement;

2° si, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il en bénéficiait en application de son statut d'origine, et aussi longtemps que la réglementation qui prévoyait ce commissionnement est maintenue en vigueur, de l'allocation visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie;

3° de l'allocation pour fonctions spéciales visée à l'article 24 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 28 janvier 1991, 2 décembre 1994 et 2 mars 1998, s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine;

4° de l'allocation de logement visée à l'article 30 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 28 janvier 1991, 16 décembre 1994 et 2 mars 1998, si dans son statut d'origine, il était d'un rang au dessous de celui d'officier;

5° de l'allocation visée à l'article 29, § 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 février 1996 si :

a) soit, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il était resté titulaire d'un emploi qui, jusqu'au 31 décembre 2000 était visé à ce même article et qu'à ce titre, il bénéficiait effectivement de l'allocation ou que, s'il n'en bénéficiait pas effectivement, à la condition qu'il fût absent de son emploi pour d'autres motifs qu'en application de mesures d'ordre prises à titre conservatoire, à moins que celles-ci aient ensuite été retirées définitivement, ou à la condition qu'entre-temps il ait été désigné pour exercer une fonction à mandat.

Si le membre du personnel était absent pour d'autres motifs qu'en application de mesures d'ordre prises à titre conservatoire, l'allocation est prise en compte dès qu'il y a reprise de fonction au sens de l'article XI.I.3, 5°. S'il l'était en application de mesures d'ordre prises à titre conservatoire, l'allocation est prise en compte avec effet rétroactif à la date à laquelle le traitement visé à l'alinéa 2, 1°, est fixé dans l'échelle O2;

b) soit, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il remplaçait un titulaire d'un des emplois visés au § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de ce même article et qu'à ce titre, il bénéficiait de la même allocation;

Evenwel worden voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader die geen deel uitmaakten van het rijdend personeel van de politie van de autosnelwegen en de autowegen door de Koning bepaald, en in afwachting dat hen een bijkomende opleiding wordt verstrekt, de bedragen bedoeld in bijlage 6, punt 2, vervangen door :

- 1° voor het basiskader : 36 000 frank (892,42 EUR);
- 2° voor het middenkader : 42 750 frank (1 059,42 EUR);
- 3° voor het officierskader : 43 380 frank (1 075,37 EUR).

De bedragen bedoeld in bijlage 6 worden toegekend op de eerste dag van de maand die volgt op deze van het slagen in de opleiding.

Als deze datum samenvalt met de eerste van de maand, wordt het hogere bedrag onmiddellijk toegekend.

Onderafdeling 3. - Overgangsbepalingen eigen aan de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps of van de categorie van bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht.

Art. XII.XI.32. § 1. Indien, in afwijking van artikel XII.XI.19 en onverminderd de artikelen XII.XI.38 of XII.XI.39, de geïndexeerde som van zijn nieuwe wedde, toegekend met toepassing van de artikelen XII.XI.14, XII.XI.15, XII.XI.17 en XII.XI.18 en, in voorkomend geval, de haard- of standplaatstoelage, de toelage bepaald in artikel XII.XI.20 en de toelage bepaald in artikel XII.XI.21, lager is dan de geïndexeerde som, zoals die zou zijn bepaald met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut :

1° van de wedde;

2° indien het, met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit deze genoot, en zolang de reglementering die aan de grondslag van die aanstelling lag, behouden blijft, de toelage bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht;

3° de toelage voor bijzondere functies bedoeld in artikel 24 van hetzelfde besluit gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 januari 1991, 2 december 1994 en 2 maart 1998, indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut;

4° de huisvestingstoelage bedoeld in artikel 30 van hetzelfde besluit gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 januari 1991, 16 december 1994 en 2 maart 1998, indien het in zijn oorspronkelijk statuut een graad beneden de officiersrang bekleedde;

5° de toelage bedoeld in artikel 29, § 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996 indien :

a) hetzij het tot daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit titularis was gebleven van een betrekking die tot 31 december 2000 was bedoeld in hetzelfde artikel en in die hoedanigheid werkelijk genoot van de toelage of indien het er niet werkelijk van genoot, op voorwaarde dat hij van zijn betrekking afwezig is geweest voor andere redenen dan bij toepassing van ordemaatregelen ten bewarende titel behoudens wanneer deze vervolgens definitief werden ingetrokken, of op voorwaarde dat het personeelslid intussen voor een ambt met mandaat aangewezen werd.

Indien het personeelslid afwezig was voor andere redenen dan bij toepassing van ordemaatregelen ten bewarende titel, wordt de toelage in aanmerking genomen van zodra het zijn ambt in de zin van artikel XI.I.3, 5°, heropneemt. Indien het dit was bij toepassing van ordemaatregelen ten bewarende titel wordt de toelage in aanmerking genomen met terugwerkende kracht op de datum waarop de in het tweede lid, 1°, bedoelde wedde is vastgesteld in de loonschaal O2;

b) hetzij het tot daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit een titularis van één van de betrekkingen bedoeld in § 1, eerste en tweede lid, van hetzelfde artikel verving en in deze hoedanigheid van dezelfde toelage genoot;

6° le cas échéant, de l'allocation de foyer ou de résidence;

7° s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine en lieu et place des éléments visés aux 3° à 6° y compris, de l'allocation complémentaire visée à l'article 23, alinéa 2, de l'arrêté royal du 26 janvier 1999 portant la mise en vigueur de certaines dispositions de la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aérienne et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie et portant organisation de l'intégration de la police maritime, de la police aérienne et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 25 janvier 2000, relatif à la nomination et à l'avancement des membres du personnel de la police maritime, de la police aérienne et de la police des chemins de fer transférés à la gendarmerie et portant diverses autres dispositions statutaires relatives à ces membres du personnel;

8° s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine, de la bonification de traitement visée à l'article 13 de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 25 février 1996;

9° si, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il en bénéficiait en application de son statut d'origine, de l'allocation visée à l'article 10 de l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1973 fixant la rémunération dans certaines écoles de formation et de perfectionnement des officiers et allouant une allocation aux titulaires de certaines fonctions dans ces écoles, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 1995,

L'allocation complémentaire visée à l'article XII.XI.19, alinéa 2, est calculée conformément à l'annexe 17 pour le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2. Ne sont toutefois pris en considération que pendant un an à dater de la mise en vigueur du présent arrêté et que pour autant que le membre du personnel ne bénéficie pas d'un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, tel que visé à l'article XI.II.17 :

1° les montants de l'allocation visées au § 1^{er}, 5°, et qui étaient attribués aux titulaires d'un des emplois visés à l'article 29, § 1^{er}, alinéas 1^{er}, 3 ou 4, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, inséré par l'arrêté royal du 25 février 1996;

2° les montants de l'allocation visées au § 1^{er}, 5°, et qui étaient attribués aux remplaçants de titulaires d'un des emplois visés à l'article 29, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ou 2, du même arrêté royal;

3° le montant de l'allocation visée au § 1^{er}, 9°.

Art. XII.XI.33. Pour le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui avait le statut de membre du personnel de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par rémunération fixe liée au statut d'origine, telle que visée à l'article XII.XI.19, alinéa 2 :

1° s'il avait appartenu à la police maritime : le traitement, suppléments inclus, majoré, le cas échéant, de l'allocation de foyer ou de résidence;

2° s'il avait appartenu à la police aérienne : le traitement majoré, le cas échéant, de l'allocation de foyer ou de résidence;

3° s'il avait appartenu à la police des chemins de fer : le traitement, suppléments inclus, majoré de l'allocation de foyer ou de résidence ainsi que de la prime de productivité liée à l'évaluation, au coefficient d'harmonisation et au coefficient de productivité.

6° in voorkomend geval, de hard- of standplaatstoelage;

7° indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut in vervanging van de elementen bedoeld in 3° tot en met 6°, de aanvullende toelage bedoeld in artikel 23, tweede lid, van het koninklijk besluit van 26 januari 1999 tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht en houdende de regeling van de integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 januari 2000 betreffende de benoeming en de bevordering van de personeelsleden van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie die naar de rijkswacht overgeplaatst zijn en houdende diverse andere statutaire bepalingen omtrent die personeelsleden;

8° indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, de weddeverhoging bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996;

9° indien het deze daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, de toelage bedoeld in artikel 10 van het koninklijk besluit van 1 oktober 1973 tot vaststelling van de bezoldiging van de personen belast met een leeropdracht aan sommige scholen voor vorming en voortgezette opleiding van officieren en tot toekenning van een toelage aan de titularissen van sommige betrekkingen bij die scholen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1995,

wordt de bijkomende toelage bedoeld in artikel XII.XI.19, tweede lid, berekend overeenkomstig de bijlage 17 voor het actueel personeelslid van het operationeel kader dat het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

§ 2. Worden evenwel slechts in aanmerking genomen gedurende één jaar vanaf de inwerkingtreding van dit besluit en voor zover het personeelslid geen weddebijslag geniet voor de uitoefening van een mandaat, zoals bedoeld in artikel XI.II.17 :

1° de bedragen van de toelage bedoeld in § 1, 5°, en die werden toegekend aan de titularissen van één van de betrekkingen bedoeld in artikel 29, § 1, eerste, derde of vierde lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996;

2° de bedragen van de toelage bedoeld in § 1, 5°, die waren toegekend aan de vervangers van de titularissen van één van de betrekkingen bedoeld in artikel 29, § 1, eerste of tweede lid, van hetzelfde besluit;

3° het bedrag van de toelage bedoeld in § 1, 9°.

Art. XII.XI.33. Voor het actueel personeelslid van het operationeel kader dat het statuut had van personeelslid van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, moet onder vaste bezoldiging gekoppeld aan het oorspronkelijk statuut zoals bedoeld in artikel XII.XI.19, tweede lid, worden verstaan :

1° indien het deel had uitgemaakt van de zeevaartpolitie : de wedde, inclusief de bijslagen, in voorkomend geval, vermeerderd met de hard- of standplaatstoelage;

2° indien het deel had uitgemaakt van de luchtvaartpolitie : de wedde, in voorkomend geval, vermeerderd met de hard- of standplaatstoelage;

3° indien het deel had uitgemaakt van de spoorwegpolitie : de wedde, inclusief de bijslagen, vermeerderd met de hard- of standplaatstoelage alsmede de produktiviteitspremie gebonden aan de evaluatie, de harmoniseringscoëfficiënt en de produktiviteitscoëfficiënt.

La prime de productivité est calculée mensuellement pour les heures de travail effectivement prestées par chaque agent selon la formule suivante :

$$P = Th \times T \times Ca \times Cp \times Ch$$

dans laquelle :

P = prime brute mensuelle;

Th = taux horaire de la prime;

T = nombre d'heures de prestations donnant droit à la prime;

Ca = 1,30 = cote individuelle d'appréciation;

Cp = 1,80 = coefficient de productivité

Ch = 1,05 = coefficient d'harmonisation.

La détermination des heures de travail effectivement prestées à l'exécution du service (T) et du montant horaire (Th) se fait conformément à l'arrêté réglementaire N° 9 du 19 janvier 1990 portant le système des primes de productivité, tel qu'appliquable à la SNCB au 1^{er} juin 1999.

Art. XII.XI.34. Pour l'application des articles XII.XI.32 et XII.XI.33, le terme traitement doit être compris comme le traitement correspondant à l'ancienneté pécuniaire telle qu'elle était fixée dans le statut d'origine.

Art. XII.XI.35. Sous réserve de l'article XII.XI.79, les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui avaient le statut de membre du personnel de la catégorie de personnel de police spéciale de la gendarmerie jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, conservent le bénéfice de la réglementation pécuniaire qui était applicable au personnel de la police aérienne et de la police maritime respectivement au 1^{er} mars 1999 et au 1^{er} avril 1999.

Art. XII.XI.36. § 1^{er}. Le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et qui était en service ou détaché auprès du détachement chargé d'assurer la police des militaires ou au service de police judiciaire auprès de la justice militaire, auprès des Forces belges en République fédérale d'Allemagne, maintient son droit à une indemnité d'éloignement.

§ 2. L'indemnité d'éloignement est due au taux tel que fixé, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, au tableau 1.a. de l'arrêté royal du 1^{er} mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux Forces belges en République fédérale d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces.

Elle est allouée aux taux prévus pour les mariés, aux cohabitants pouvant produire un certificat de composition de ménage, ainsi qu'aux célibataires, veufs, divorcés ou séparés de corps pour autant que les intéressés aient charge de famille.

Elle est payable mensuellement et à terme échu.

Elle est allouée jusqu'à la veille du jour où le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé au § 1^{er}, cesse d'être en service ou détaché auprès du détachement chargé d'assurer la police des militaires ou au service de police judiciaire auprès de la justice militaire, auprès des Forces belges en République fédérale d'Allemagne.

§ 3. Lorsque le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui bénéficie de l'indemnité est chargé d'effectuer un déplacement de service, de quelque nature qu'il soit, hors de la zone impartie aux Forces belges en République fédérale d'Allemagne, ou lorsqu'il est hospitalisé en Belgique ou passe des congés pour motif de santé hors de la zone impartie aux Forces belges en République fédérale d'Allemagne, l'indemnité d'éloignement cesse d'être due. Toutefois, dans le cas d'un déplacement de service autre qu'un "service permanent", au sens de l'article XI.IV.13, 8°, ou dans l'un des deux autres cas, elle est maintenue à concurrence de 60 % de son montant si la famille du membre du personnel est installée en République fédérale d'Allemagne.

De produktiviteitscoëfficiënt wordt maandelijks berekend voor de werkelijk door iedere agent gepresteerde arbeidsuren, volgens de volgende formule :

$$P = Th \times T \times Ca \times Cp \times Ch$$

waarbij :

P = maandelijks brutopremie;

Th = uurbedrag van de premie;

T = aantal prestatieuren die recht geven op de premie;

Ca = 1,30 = individueel evaluatiecijfer;

Cp = 1,80 = produktiviteitscoëfficiënt;

Ch = 1,05 = harmoniseringscoëfficiënt.

Het bepalen van de daadwerkelijk gepresteerde arbeidsuren (T) en van het uurbedrag (Th) geschiedt overeenkomstig het reglementair besluit N° 9 van 19 januari 1990 houdende het algemeen stelsel van de productiviteitspremies, zoals van toepassing bij de NMBS op 1 juni 1999.

Art. XII.XI.34. Voor de toepassing van de artikelen XII.XI.32 en XII.XI.33, moet de term wedde worden begrepen als de wedde die overeenstemt met de geldelijke anciënniteit zoals die was vastgesteld in het oorspronkelijk statuut.

Art. XII.XI.35. Onder voorbehoud van artikel XII.XI.79, behouden de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van de categorie bijzonder politiepersoneel van de rijkswacht en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, het voordeel van de geldelijke reglementering die van toepassing was op het personeel van de luchtvaartpolitie en de zeevaartpolitie respectievelijk op 1 maart 1999 en 1 april 1999.

Art. XII.XI.36. § 1. Het actueel personeelslid van het operationeel kader dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht en dat in dienst of gedetacheerd was bij het detachement belast met de uitoefening van de politie van de militairen of bij de dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht, bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, behoudt zijn recht op een verwijderingsvergoeding.

§ 2. De verwijderingsvergoeding is verschuldigd volgens het bedrag dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, is bepaald in de tabel 1.a. van het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met de militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn.

Zij wordt toegekend volgens de bedragen die zijn bepaald voor de gehuwden, voor de samenwonenden die een certificaat van gezinssamenstelling kunnen voorleggen, alsmede voor de ongehuwden, weduwnaars, uit de echt of van tafel en bed gescheidenen, voor zover de belanghebbenden familielast hebben.

Zij wordt maandelijks en na vervallen termijn betaald.

Zij wordt toegekend tot de dag vóór deze waarop het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in § 1, ophoudt in dienst of gedetacheerd te zijn bij het detachement belast met de uitoefening van de politie van de militairen of bij de dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht, bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland.

§ 3. Wanneer het actueel personeelslid van het operationeel kader dat de vergoeding geniet een dienstverplaatsing moet uitvoeren, van welke aard ook, buiten de zone toebedeeld aan de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, of wanneer hij in België is gehospitaliseerd of een verlof om gezondheidsredenen doorbrengt buiten de zone toebedeeld aan de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland, houdt de verwijderingsvergoeding op verschuldigd te zijn. Bij een dienstverplaatsing andere dan deze in "vaste dienst", in de zin van artikel XI.IV.13, 8°, of bij één van de twee andere gevallen, wordt deze evenwel behouden ten belope van 60 % van het bedrag indien de familie van het personeelslid is gevestigd in de Bondsrepubliek Duitsland.

§ 4. Lorsque les deux conjoints ou cohabitants sont appelés à bénéficier des indemnités d'éloignement, celui des conjoints ou cohabitants qui peut prétendre à l'indemnité prévue pour la catégorie la plus élevée, perçoit cette indemnité aux taux fixés pour les mariés; l'autre la perçoit aux taux prévus pour les célibataires. Si les deux conjoints ou cohabitants peuvent prétendre à l'indemnité prévue pour la même catégorie, l'indemnité au taux fixé pour les mariés est accordée au plus âgé des conjoints ou cohabitants.

Si celle-ci n'est pas connue de l'Administration, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel doit signaler la situation de cohabitation.

§ 5. Pour l'application de la réglementation visée au § 2, il y a lieu :

1° d'entendre par « être en service au détachement chargé d'assurer la police des militaires ou au service de police judiciaire auprès de la justice militaire, auprès des Forces belges en République fédérale d'Allemagne » : la période passée auprès du détachement donnant droit au traitement entier ou à un traitement tel que dû dans le régime de la semaine volontaire de quatre jours visé à l'article VIII.XVI.1^{er}, ainsi que dans le cadre du régime du départ anticipé à mi-temps visé à l'article VIII.XVIII.1^{er}, mais à l'exclusion :

- a) d'un congé de fin de carrière;
- b) d'une absence pour motif de santé à partir du 181^{ème} jour;
- c) d'une mise en disponibilité pour maladie;
- d) du séjour en détention préventive suivi d'une mesure d'internement, ainsi que l'internement même;
- e) du samedi, dimanche, jour férié ou jour de repos suivant immédiatement la période d'absence pour motif de santé ou de mise en disponibilité pour maladie;

2° d'assimiler les membres actuels du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officiers à des officiers subalternes; les autres membres du personnel, à des sous-officiers.

Art. XII.XI.37. § 1^{er}. Au membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté était en service ou détaché auprès du détachement chargé d'assurer la police des militaires ou au service de police judiciaire auprès de la justice militaire, auprès des Forces belges en République fédérale d'Allemagne et dont "le ménage" tel que visé à l'article XI.IV.13, 14^e, est installé en République fédérale d'Allemagne est également allouée une indemnité pour frais de scolarité au bénéfice de l'enfant qui est à sa charge, auquel un enseignement secondaire ou spécial est dispensé, et pour lequel il supporte des frais d'internat.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, sur décision du ministre, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, veuf, divorcé ou séparé de corps peut, sans que la condition d'installation du ménage en République fédérale d'Allemagne soit remplie, obtenir une indemnité et peut, en outre, en bénéficier pour l'enfant auquel un enseignement gardien ou primaire est dispensé.

§ 3. Le ministre peut maintenir le droit à l'indemnité pour frais de scolarité au membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui quitte le détachement pendant l'année scolaire, tant que l'enfant au bénéfice duquel elle était attribuée en vertu des §§ 1^{er} ou 2, poursuit ses études comme pensionnaire, dans le même établissement d'enseignement.

Toutefois, le droit ne peut être prolongé au-delà de l'année scolaire en cours.

§ 4. Le ministre fixe, moyennant l'avis favorable de l'inspecteur des Finances, pour chaque année scolaire, des taux forfaitaires annuels d'indemnité pour frais de scolarité. Ces taux ne peuvent cependant excéder les frais de pension réclamés par les internats annexés aux athénées belges en République fédérale d'Allemagne.

§ 5. Sans préjudice des §§ 2 et 3, l'indemnité est due à partir du premier du mois pendant lequel sont réunies les conditions d'octroi. Elle n'est plus due à partir du premier du mois qui suit celui pendant lequel ces conditions cessent d'être remplies.

§ 4. Wanneer de beide echtgenoten of samenwonenden de verwijderingsvergoeding genieten, ontvangt de echtgenoot of de samenwonende die aanspraak kan maken op de vergoeding bepaald voor de hoogste categorie deze vergoeding tegen het bedrag vastgesteld voor de gehuwden; de andere echtgenoot of samenwonende ontvangt deze tegen het bedrag bepaald voor ongehuwden. Als beide echtgenoten of samenwonenden aanspraak kunnen maken op de vergoeding voor eenzelfde categorie, wordt de vergoeding tegen het bedrag bepaald voor de gehuwden toegekend aan de oudste in leeftijd der echtgenoten of samenwonenden.

Indien de administratie niet op de hoogte is van deze toestand, moet het actueel personeelslid van het operationeel kader de toestand van samenwonen meedelen.

§ 5. Voor de toepassing van de reglementering bepaald in § 2, moet :

1° onder « van dienst zijn bij het detachement belast met de uitoefening van de politie van de militairen of bij de dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht, bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland » worden verstaan : de periode doorgebracht bij het detachement die recht geeft op een volledige wedde of op een wedde zoals verschuldigd in het raam van het regime van de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in artikel VIII.XVI.1, evenals in het raam van het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding bedoeld in artikel VIII.XVIII.1, met uitsluiting van :

- a) een verlof einde loopbaan;
- b) een afwezigheid om gezondheidsredenen vanaf de 181^e dag;
- c) een beschikbaarheid wegens ziekte;
- d) een voorlopige hechtenis, gevolgd door een interneringsmaatregel, alsmede de internering zelf;
- e) zaterdag, zondag, feestdag of rustdag die onmiddellijk volgt op de periode van afwezigheid om gezondheidsredenen of de beschikbaarheid wegens ziekte;

2° het actueel personeelslid van het operationeel kader dat behoort tot het kader van de officieren gelijkgesteld worden met de lagere officieren; het ander personeelslid met de onderofficieren.

Art. XII.XI.37. § 1. Aan het actueel personeelslid van het operationeel kader dat op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit in dienst was van of gedetacheerd was bij het detachement belast met de uitoefening van de politie van de militairen of bij de dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht, bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland en waarvan "het gezin" zoals bedoeld in artikel XI.IV.13, 14^e, is gevestigd in de Bondsrepubliek Duitsland wordt eveneens een vergoeding voor schoolkosten toegekend ten bate van het kind dat te zijnen laste is, aan wie secundair of buitengewoon onderwijs wordt verstrekt en van wie hij internaatskosten draagt.

§ 2. In afwijking van § 1 en bij beslissing van de minister kan het actueel personeelslid van het operationeel kader, weduwnaar, uit de echt of van tafel en bed gescheiden, zonder dat voldaan is aan de voorwaarde dat het gezin in de Bondsrepubliek Duitsland is gevestigd, een vergoeding krijgen en kan hij ze ook krijgen voor het kind aan wie kleuter- of lager onderwijs wordt verstrekt.

§ 3. De minister kan het recht op de vergoeding voor schoolkosten handhaven voor het actueel personeelslid van het operationeel kader dat in de loop van het schooljaar het detachement verlaat, zolang het kind, in wiens voordeel de vergoeding krachtens de §§ 1 of 2 waren toegekend, zijn studies als intern aan dezelfde onderwijsinstelling verderzet.

Dit recht mag evenwel na afloop van het lopende schooljaar niet worden behouden.

§ 4. De minister bepaalt, op gunstig advies van de inspecteur van Financiën, voor elk schooljaar, de jaarlijkse forfaitaire bedragen van de vergoeding voor de schoolkosten. Die bedragen mogen evenwel niet hoger zijn dan de internaatskosten aangerekend door de aan de Belgische athenea in de Bondsrepubliek Duitsland toegevoegde internaten.

§ 5. Onverminderd de §§ 2 en 3, is de vergoeding verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand tijdens dewelke alle toekenningsvoorwaarden vervuld zijn. Zij is niet meer verschuldigd vanaf de eerste dag van de maand volgend op die waarin alle voorwaarden niet meer vervuld zijn.

§ 6. L'indemnité est payable mensuellement, de septembre à juin, à terme échu.

Le montant mensuel est égal à un dixième du montant annuel fixé conformément au § 4.

Art. XII.XI.38. § 1^{er}. Par dérogation à l'article XIII.I.10, § 1^{er}, 1° et 2°, l'article 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 31 juillet 1952 déterminant les fonctions de la Défense Nationale auxquelles est attaché le bénéfice de la gratuité du logement, modifié par l'arrêté royal du 8 avril 1974, reste en vigueur pour les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiaient gratuitement d'un logement en vertu de ce même article. Le bénéfice de cette gratuité leur est accordé jusqu'au moment où ils quittent ce logement.

Sans préjudice de l'article XII.XI.39, § 2, les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui n'optent pas pour le maintien de leur position juridique d'origine et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiaient gratuitement d'un logement en vertu du même article, peuvent conserver ce logement contre l'exercice d'une retenue sur leur rémunération mensuelle.

Par rémunération mensuelle, il y a lieu d'entendre le traitement ainsi que les éléments de rémunération payés en même temps que le traitement.

Par dérogation à l'alinéa 2, le membre du personnel qui pouvait bénéficier gratuitement d'un logement et à qui l'article XII.XI.15 est applicable, ne peut bénéficier de ce droit qu'aussi longtemps que ce même article lui reste applicable. S'il pouvait bénéficier gratuitement d'un logement et qu'il est promu à un grade d'officier en application de l'article XII.VII.16, il ne bénéficie toutefois de ce droit que jusqu'à la date de nomination à ce grade.

§ 2. Le montant mensuel de la retenue visée au § 1^{er}, alinéa 2, est égal à :

1° 5 900 francs (146,26 EUR) pour les membres du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement B1, B2 ou B3;

2° 6 092 francs (151,02 EUR) pour les membres du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement B4 ou B5;

3° 6 542 francs (162,18 EUR) pour les membres du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M1.1, M2.1 ou M3.1;

4° 6 858 francs (170,00 EUR) pour les membres du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M4.1 ou M5.1;

5° 7 800 francs (193,36 EUR) pour les membres du personnel qui bénéficient de l'échelle de traitement M7.

§ 3. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également aux montants visés au § 2. Il sont rattachés à l'indice-pivot 138,01.

§ 4. La retenue visée au § 1^{er} est exercée avant toute retenue autre que celles effectuées par application des législations ou réglementations fiscales ou concernant la sécurité sociale et les pensions, qui peuvent entrer en concurrence avec elle. Elle est toutefois sans influence sur le calcul des retenues effectuées par application des législations ou réglementations fiscales ou concernant la sécurité sociale et les pensions.

§ 5. Le fait que le membre actuel du personnel du cadre opérationnel ne bénéficierait pas d'un traitement entier ou que son traitement ne lui serait pas dû entièrement est sans influence sur l'application des §§ 2 et 3.

Le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, qui, bien que se trouvant dans une position administrative où il n'est pas rémunéré durant un mois entier, continue à bénéficier gratuitement d'un logement, paye à l'organisme au bénéfice duquel la retenue est exercée, l'équivalent de la dernière retenue exercée, selon les modalités que ce même organisme lui indique.

§ 6. De vergoeding wordt maandelijks uitbetaald, van september tot juni, en na vervallen termijn.

Het maandelijks bedrag is gelijk aan één tiende van het jaarbedrag, vastgesteld overeenkomstig § 4.

Art. XII.XI.38. § 1. In afwijking van artikel XIII.I.10, § 1, 1° en 2°, blijft artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 31 juli 1952 tot bepaling van de ambten van het Ministerie van Landsverdediging waaraan vrije inwoning is verbonden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 april 1974, van kracht voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling en die daags vóór de datum van inwerking-treding van dit besluit een kosteloze vrije inwoning genoten met toepassing van datzelfde artikel. Het voordeel van deze kosteloosheid wordt hen toegekend tot op het ogenblik dat zij dit logement verlaten.

Onverminderd artikel XII.XI.39, § 2, mogen de actuele personeelsleden van het operationeel kader die niet opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling en die daags vóór de datum van inwerking-treding van dit besluit een kosteloze vrije inwoning genoten met toepassing van datzelfde artikel, dit logement verder betrekken tegen de uitoefening van een inhouding op hun maandelijks bezoldiging.

Onder maandelijks bezoldiging moet worden verstaan de wedde alsmede de bezoldigingselementen die samen met de wedde worden uitbetaald.

In afwijking van het tweede lid, kan het personeelslid, dat gratis kon genieten van een logement en op wie artikel XII.XI.15 toepasselijk is, slechts genieten van dat recht tot zolang datzelfde artikel op hem toepasselijk blijft. Indien het gratis kon genieten van een logement en het werd bevorderd tot graad van officier bij toepassing van artikel XII.VII.16, geniet het evenwel slechts dat recht tot op de datum van de benoeming in deze graad.

§ 2. Het maandelijks bedrag van de inhouding bedoeld in § 1, tweede lid, is gelijk aan :

1° 5 900 frank (146,26 EUR) voor de personeelsleden die de loonschaal B1, B2 of B3 genieten;

2° 6 092 frank (151,02 EUR) voor de personeelsleden die de loonschaal B4 of B5 genieten;

3° 6 542 frank (162,18 EUR) voor de personeelsleden die de loonschaal M1.1, M2.1 of M3.1 genieten;

4° 6 858 frank (170,00 EUR) voor de personeelsleden die de loonschaal M4.1 of M5.1 genieten;

5° 7 800 frank (193,36 EUR) voor de personeelsleden die de loonschaal M7 genieten.

§ 3. Het mobiliteitsstelsel dat van toepassing is op de wedden van het personeel van de ministeries is eveneens van toepassing op de bedragen bedoeld in § 2. Zij worden gekoppeld aan de spilindex 138,01.

§ 4. De inhouding bedoeld in § 1 wordt uitgevoerd vóór iedere inhouding andere dan deze uitgevoerd bij toepassing van de fiscale wetgeving en reglementering, of van deze die op de sociale zekerheids-wetgeving of de pensioenen betrekking hebben, die hiermee in concurrentie kunnen treden. Deze is echter zonder invloed op de berekening van de inhoudingen die uitgevoerd zijn bij toepassing van de fiscale wetgeving en reglementering, of van deze die op de sociale zekerheidswetgeving of de pensioenen betrekking hebben.

§ 5. Het feit dat het actueel personeelslid van het operationeel kader niet een volledige wedde zou genieten of dat zijn wedde hem niet volledig zou zijn verschuldigd, is zonder invloed op de toepassing van de §§ 2 en 3.

Het actueel personeelslid van het operationeel kader dat, hoewel het zich bevindt in een administratieve stand waarin het niet is betaald gedurende een volledige maand, kosteloos een logement blijft genieten, betaalt aan het organisme ten voordele waarvan de inhouding wordt uitgevoerd, het equivalent van de laatste inhouding volgens de nadere regelen die het organisme hem aangeeft.

Art XII.XI.39. § 1^{er}. Un montant pour avantage en nature est attribué au membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Sans préjudice du § 2, ce montant est fixé à 10 % du montant brut du traitement moyen, y compris lorsque le traitement du membre actuel du personnel du cadre opérationnel ne lui est dû que partiellement. Lorsque le traitement ne lui est pas dû durant un ou plusieurs mois entier(s), l'article XII.XI.38, §§ 2, 3 et 5, est applicable.

§ 2. Qu'il ait ou non opté pour le maintien de sa position juridique d'origine, si le membre actuel du personnel du cadre opérationnel dispose gratuitement d'une seule pièce, l'avantage est fixé, par jour où l'avantage est consenti, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté royal du 27 août 1993, d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992.

§ 3. Le traitement moyen visé au § 1^{er}, alinéa 2, est déterminé par la moyenne arithmétique des traitements minimum et maximum de l'échelle de traitement dont le membre actuel du personnel du cadre opérationnel bénéficie.

§ 4. Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique au montant visé au § 1^{er}, alinéa 2. Il est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

§ 5. L'avantage en nature est imputé chaque mois. Pour les cas visés au § 1^{er}, alinéa 2, il est imputé à raison d'un douzième des montants calculés.

Lorsque l'avantage en nature tel que visé au § 1^{er}, alinéa 2, ne doit être imputé que pour une partie de mois, il est réduit suivant les mêmes règles que celles appliquées au traitement.

Art. XII.XI.40. § 1^{er}. Pour l'application de l'arrêté royal du 26 février 1958 accordant une indemnité forfaitaire à certains membres du personnel de la gendarmerie, entre autres, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° commissariat général de la police judiciaire : les services d'une des directions générales de la police fédérale visées à l'arrêté royal du 3 septembre 2000 concernant le commissaire général et les directions générales de la police fédérale, qui, au 1^{er} janvier 2001, ont repris les missions des unités et services du commissariat général de la police judiciaire, tel que visé par l'arrêté royal du 17 février 1998 relatif au commissariat général, au conseil de direction et au conseil de concertation de la police judiciaire près les parquets;

2° brigade de surveillance et de recherches : les services judiciaires déconcentrés de la police fédérale, en ce compris leurs fonctionnaires de liaison tels que visés à l'article 105 de la loi;

3° service de police judiciaire auprès de la justice militaire lorsque ce service est constitué en vertu de l'article 8 de la loi du 2 décembre 1957, sur la gendarmerie, modifié par la loi du 9 décembre 1994 : les services de la police fédérale chargés de missions spécialisées en milieu militaire et que le ministre désigne;

4° service de sécurité militaire : les services de la police fédérale chargés des missions spécialisées en milieu militaire et que le ministre désigne;

5° détachements chargés d'assurer la police des militaires, en ce compris, lorsque cette mission est effectuée en dehors du territoire du royaume, l'échelon commandement constitué conformément à l'article 65 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, modifié par la loi du 9 décembre 1994 : les services de la police fédérale chargés de la police des militaires lorsque des détachements de la police fédérale sont fournis conformément à l'article 112, alinéa 1^{er}, de la loi;

Art. XII.XI.39. § 1. Een bedrag voor voordelen in natura wordt toegekend aan de actuele personeelsleden van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.38, § 1, eerste lid.

Onverminderd § 2, wordt dit bedrag vastgesteld op 10 % van het bruto bedrag van de gemiddelde wedde, en dit eveneens wanneer de wedde van het actuele personeelslid van het operationeel kader hem slechts gedeeltelijk is verschuldigd. Wanneer de wedde hem niet is verschuldigd gedurende één of meerdere volledige maanden is artikel XII.XI.38, §§ 2, 3 en 5, van toepassing.

§ 2. Ongeacht of het geopteerd heeft voor het behoud van zijn oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt, indien het actueel personeelslid van het operationeel kader gratis beschikt over één enkele plaats, het voordeel vastgesteld, per dag dat het voordeel werd toegekend, volgens de bepalingen van artikel 18 van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993, tot uitvoering van het Wetboek der inkomstenbelastingen van 1992.

§ 3. De gemiddelde wedde bedoeld in § 1, tweede lid, wordt bepaald door het rekenkundig gemiddelde van de minimum en maximum-wedde van de loonschaal die het actueel personeelslid van het operationeel kader geniet.

§ 4. Het regime van de mobiliteit dat van toepassing is op de personeelsleden van de ministeries is van toepassing op het bedrag bedoeld in § 1, tweede lid. Het is gekoppeld aan de spilindex 138,01.

§ 5. Het voordeel in natura wordt elke maand verrekend. In de gevallen bedoeld in § 1, tweede lid, wordt het aangerekend ten belope van één twaalfde van de berekende bedragen.

Wanneer het voordeel in natura zoals bedoeld in § 1, tweede lid, slechts moet worden aangerekend voor een gedeelte van de maand, wordt het verminderd volgens dezelfde regels als diegene die worden toegepast op de wedde.

Art. XII.XI.40. § 1. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 26 februari 1958 houdende toekenning van een vaste vergoeding aan sommige personeelsleden van de rijkswacht, onder andere, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder :

1° het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie : de diensten van één van de algemene directies van de federale politie bepaald in het koninklijk besluit van 3 september 2000 met betrekking tot de commissaris-generaal en de algemene directies van de federale politie, die op 1 januari 2001 de taken hebben overgenomen van de eenheden en diensten van het Commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 17 februari 1998 betreffende het commissariaat-generaal, de raad van bestuur en de raad van overleg van de gerechtelijke politie bij de parketten;

2° de bewakings- en opsporingsbrigades : de gedeconcentreerde gerechtelijke diensten van de federale politie, met inbegrip van de verbindingssambtenaren bedoeld in artikel 105 van de wet;

3° dienst gerechtelijke politie bij het militaire gerecht wanneer deze dienst wordt opgericht krachtens artikel 8 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, gewijzigd bij de wet van 9 december 1994 : de diensten van de federale politie belast met bijzondere opdrachten in het militaire midden die de minister aanwijst;

4° dienst militaire veiligheid : de diensten van de federale politie belast met bijzondere opdrachten in het militaire midden die de minister aanwijst;

5° detachementen belast met het uitvoeren van de politie van de militairen, met inbegrip van, wanneer deze opdracht wordt uitgevoerd buiten de grenzen van het Rijk, het commando-echelon dat wordt opgericht met toepassing van artikel 65 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, gewijzigd bij de wet van 9 december 1994 : de diensten van de federale politie belast met de politie van de militairen wanneer detachementen van de federale politie worden geleverd met toepassing van artikel 112, eerste lid, van de wet;

6° escadron spécial d'intervention : les services centraux de la police fédérale chargés de la surveillance, la protection ou l'intervention spécialisées, que le ministre désigne;

7° peloton de protection, d'observation, de support et d'arrestation : les services déconcentrés de la police fédérale chargés de la surveillance, la protection ou l'intervention spécialisées et que le ministre désigne;

8° chef de corps : le chef de corps ou le commandant du service auquel appartient le membre actuel du personnel du cadre opérationnel.

§ 2. Est assimilé au commissariat général de la police judiciaire, tel que défini au § 1^{er}, 1°, le service général d'appui policier, tel que visé à l'arrêté royal du 11 juillet 1994 sur le service général d'appui policier.

Art. XII.XI.41. Pour l'application de l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1973 fixant la rémunération des personnes chargées d'une mission d'enseignement dans certaines écoles de formation et de perfectionnement des officiers et allouant une allocation aux titulaires de certaines fonctions dans ces écoles, entre autres, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° Ecole d'officiers de gendarmerie : Ecole des cadres des services de police - division formation des officiers de police;

2° ministre de la Défense nationale : le ministre;

3° commandant de la gendarmerie : le membre du personnel exerçant la fonction de commissaire général de la police fédérale;

4° officier appointé : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel tel que visé à l'article XII.XI.43, § 2, 9°;

5° professeur : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel du cadre d'officiers, tel que visé au 4°, ayant une charge de professeur ou assimilée telle par le ministre;

6° chargé de cours : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel du cadre d'officiers, tel que visé au 4°, ayant une charge de chargé de cours ou assimilée telle par le ministre;

7° répétiteur : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel du cadre d'officiers, tel que visé au 4°, ayant une charge de formateur ou assimilée telle par le ministre.

Art. XII.XI.42. Pour l'application de l'arrêté royal du 29 janvier 1974 fixant le régime des allocations et primes dues aux militaires participant au service aérien d'une des forces armées, modifié par les arrêtés royaux des 15 octobre 1975, 1 mars 1977, 15 mars 1988, 19 novembre 1990, 11 août 1994 et 25 mars 1996, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° militaire : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie;

2° militaire participant au service aérien : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé au 1° participant au service aérien;

3° appareil en usage aux Forces armées ou à la gendarmerie : appareil en usage dans la police fédérale;

4° membre du personnel navigant (des cadres actifs) : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé au 1°, appartenant au personnel navigant du détachement appui aérien;

6° speciaal interventie-eskadron : de centrale diensten van de federale politie belast met de gespecialiseerde bewaking, bescherming of interventie, die de minister aanwijst;

7° peloton voor bescherming, observatie, steun en arrestatie : de gedeconcentreerde diensten van de federale politie belast met de gespecialiseerde bewaking, bescherming of interventie, die de minister aanwijst;

8° korpscommandant : de korpschef of commandant van de dienst waartoe het actueel personeelslid van het operationeel kader behoort.

§ 2. De algemene politiesteundienst zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 11 juli 1994 over de algemene politiesteundienst, wordt gelijkgesteld met het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie, bepaald in § 1, 1°.

Art. XII.XI.41. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 1 oktober 1973 tot vaststelling van de bezoldiging van de personen belast met een leeropdracht aan sommige scholen voor vorming en voortgezette opleiding van officieren en tot toekenning van een toelage aan de titularissen van sommige betrekkingen bij die scholen, onder meer, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, moet worden verstaan onder :

1° school voor officieren : kaderschool van de politiediensten - afdeling opleiding van de politieofficieren;

2° minister van Landsverdediging : de minister;

3° commandant van de rijkswacht : het personeelslid dat het ambt uitoefent van commissaris-generaal van de federale politie;

4° bezoldigde officier : het actueel personeelslid van het operationeel kader zoals bedoeld in artikel XII.XI.43, § 2, 9°;

5° professor : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat deel uitmaakt van het officierskader, zoals bedoeld in 4°, dat een opdracht uitoefent van professor of een door de minister daarmee gelijkgestelde opdracht;

6° met lesopdracht belast : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat deel uitmaakt van het officierskader, zoals bedoeld in 4°, dat met een lesopdracht of met een door de minister daarmee gelijkgestelde opdracht is belast;

7° repetitor : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat deel uitmaakt van het officierskader, zoals bedoeld in 4°, dat een opdracht van opleider of een door de minister daarmee gelijkgestelde opdracht uitoefent.

Art. XII.XI.42. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 29 januari 1974 tot vaststelling van het stelsel der toelagen en premies verschuldigd aan de militairen die deelnemen aan de luchtdienst van de krijgsmachtdelen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 oktober 1975, 1 maart 1977, 15 maart 1988, 19 november 1990, 11 augustus 1994 en 25 maart 1996, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht en die kiezen voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, moet verstaan worden onder :

1° militair : het actueel personeelslid van het operationeel kader, dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht;

2° militair die deelneemt aan de luchtdienst : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in 1° dat deelneemt aan de luchtdienst;

3° toestel in gebruik bij de Krijgsmachtdelen of bij de rijkswacht : toestel in gebruik bij de federale politie;

4° lid van het varend personeel (van het actief kader) : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in 1°, dat behoort tot het varend personeel van het luchtsteundetachment;

5° membre du personnel navigant breveté (des Forces armées) : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé au 4°, titulaire d'un brevet de personnel navigant;

6° ministre de la Défense nationale : le ministre;

7° service militaire : service;

8° officiers et sous-officiers pilotes : les membres actuels du personnel du cadre opérationnel ayant la qualité de pilote;

9° personnel navigant élève : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé au 4°, qui est en formation;

10° personnel navigant breveté des autres Forces armées détenant le brevet supérieur : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé au 5°, titulaire du brevet supérieur de pilote.

Art. XII.XI.43. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, il y a lieu d'entendre par « ancienneté », l'ancienneté constituée par la durée des services accomplis par le membre actuel du personnel du cadre opérationnel en ce compris la durée de la formation.

§ 2. Pour l'application de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, entre autres, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° officier, à l'exception d'officier supérieur et général : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officiers revêtu du grade de commissaire de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, revêtu du grade de sous-lieutenant élève, de sous-lieutenant, de lieutenant, de capitaine ou de capitaine-commandant;

2° officier supérieur : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officier, revêtu du grade de commissaire divisionnaire de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, revêtu du grade de major, de lieutenant-colonel ou de colonel;

3° officier général : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officiers, revêtu du grade de commissaire divisionnaire de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, revêtu du grade de général-major ou de lieutenant-général;

4° candidat officier, commissionné au grade de maréchal des logis ou d'adjutant : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, aspirant commissaire de police comptant :

a) au moins six mois d'ancienneté, s'il avait été recruté par la voie de l'Ecole Royale Militaire;

b) au moins six semaines d'ancienneté, s'il avait été recruté à la condition d'être titulaire d'un diplôme ou certificat d'études pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 1 dans les administrations de l'Etat,

et qui, soit, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était commissionné au grade de maréchal des logis ou d'adjutant, soit, après cette date et en application de l'article XII.XI.44, obtient une échelle de traitement correspondante à cette qualité;

5° candidat officier, commissionné à un grade d'officier, à l'exception d'officier supérieur et général : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, aspirant commissaire de police comptant :

a) au moins quatre mois d'ancienneté, s'il avait été recruté à la condition d'être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 1 dans les administrations de l'Etat ou par la voie de la promotion sociale;

5° lid van het gebreveteerd varend personeel (van de Krijgsmacht) : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in 4°, houder van een brevet van het varend personeel van het luchtsteun-detachement;

6° minister van Landsverdediging : de minister;

7° militaire dienst : dienst;

8° officieren en onderofficieren piloot : de actuele personeelsleden van het operationeel kader met de hoedanigheid van piloot;

9° leerling varend personeel : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in 4°, dat in opleiding is;

10° gebreveteerd varend personeel met hoger brevet van de andere Krijgsmachtdelen : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in 5°, titularis van een hoger pilootbrevet.

Art. XII.XI.43. § 1. Voor de toepassing van dit artikel moet onder « anciënniteit » worden verstaan, de anciënniteit gevormd door de duur van de door het actueel personeelslid van het operationeel kader uitgevoerde diensten met inbegrip van de duur van de opleiding.

§ 2. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, onder andere, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader, die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, moet worden verstaan onder :

1° officier, met uitzondering van de hoofd- en opperofficier : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat deel uitmaakt van het officierskader, bekleed met de graad van commissaris van politie en dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht, bekleed met de graad van onderluitenant-leerling, onderluitenant, luitenant, kapitein of kapitein-commandant;

2° hoofdofficier : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat deel uitmaakt van het officierskader, bekleed met de graad van hoofdcommissaris van politie en dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht, bekleed met de graad van majoor, luitenant-kolonel of kolonel;

3° opperofficier : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat deel uitmaakt van het officierskader, bekleed met de graad van hoofdcommissaris van politie en dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht, bekleed met de graad van generaal-majoor of luitenant-generaal;

4° kandidaat-officier, aangesteld in de graad van wachtmeester of adjutant : het actueel personeelslid van het operationeel kader, aspirant-commissaris van politie met :

a) minstens zes maanden anciënniteit, indien hij werd gerekruteerd via de Koninklijke Militaire School;

b) minstens zes weken anciënniteit, indien hij werd gerekruteerd onder de voorwaarde om houder te zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat in aanmerking wordt genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de Rijksbesturen,

en dat, ofwel, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was aangesteld in de graad van wachtmeester of adjutant, ofwel, na de inwerkingtreding van dit besluit en met toepassing van artikel XII.XI.44, een loonschaal verkrijgt die overeenkomt met deze hoedanigheid;

5° kandidaat-officier, aangesteld in een graad van officier, met uitzondering van de hoofd- en opperofficier : het actueel personeelslid van het operationeel kader, aspirant-commissaris van politie met :

a) minstens vier maanden anciënniteit, indien hij werd gerekruteerd onder de voorwaarde van houder te zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat in aanmerking wordt genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de rijksbesturen of via sociale promotie;

b) au moins deux ans d'ancienneté, s'il avait été recruté par la voie de l'Ecole Royale Militaire,

et qui, soit, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était commissionné au grade de sous-lieutenant ou de lieutenant, soit, après cette date et en application de l'article XII.XI.44, obtient une échelle de traitement correspondant à la qualité de candidat officier, commissionné au grade de sous-lieutenant ou de lieutenant;

6° candidat officier, promotion sociale : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, aspirant commissaire de police, qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était candidat officier ayant été recruté par la voie de la promotion sociale;

7° candidat officier, promotion sociale, commissionné au grade de sous-lieutenant : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, visé au 6°, et qui, soit jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, commissionné au grade de sous-lieutenant, soit, après cette date et en application de l'article XII.XI.44, obtient une échelle de traitement liée au grade de sous-lieutenant élève, telle que visée à l'annexe A de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie;

8° membre du personnel de la gendarmerie d'un rang au-dessous de celui d'officier : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre de base ou au cadre moyen ainsi que le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officiers, qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté était revêtu d'un grade de sous-officier de gendarmerie;

9° officier : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officiers, revêtu au moins du grade de commissaire de police, à l'exception des membres du personnel revêtus de ce grade qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, étaient revêtus d'un grade de sous-officier de gendarmerie;

10° lieutenant élève : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel aspirant commissaire de police recruté par la voie de l'Ecole Royale Militaire - Division polytechnique, qui, soit, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était commissionné au grade de lieutenant, soit, après cette date et en application de l'article XII.XI.44, obtient l'échelle de traitement de lieutenant élève telle que visée à l'annexe A de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie;

11° sous-lieutenant élève : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, aspirant commissaire de police comptant :

a) au moins quatre mois d'ancienneté, s'il avait été recruté à la condition d'être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 1 dans les administrations de l'Etat ou par la voie de la promotion sociale;

b) au moins deux ans d'ancienneté, si sans répondre à la définition visée au 10°, il avait été recruté par la voie de l'Ecole royale Militaire;

et qui, soit, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était commissionné au grade de sous-lieutenant, soit, après cette date et en application de l'article XII.XI.44, obtient une échelle de traitement liée au grade de sous-lieutenant élève, telle que visée à l'annexe A de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie;

12° candidat officier : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel aspirant commissaire de police;

b) minstens twee jaar anciënniteit, indien hij werd gerekruteerd via de Koninklijke Militaire School,

en dat, ofwel, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was aangesteld in de graad van onderluitenant of luitenant, ofwel, na de inwerkingtreding van dit besluit en met toepassing van artikel XII.XI.44, een loonschaal verkrijgt die overeenkomt met de hoedanigheid van kandidaat-officier, aangesteld in de graad van onderluitenant of luitenant;

6° kandidaat-officier sociale promotie : het actueel personeelslid van het operationeel kader, aspirant-commissaris van politie dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, als kandidaat-officier was gerekruteerd via de sociale promotie;

7° kandidaat-officier sociale promotie, aangesteld in de graad van onderluitenant : het actueel personeelslid van het operationeel kader, bepaald in 6°, dat, ofwel daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht aangesteld in de graad van onderluitenant ofwel, na de inwerkingtreding van dit besluit en met toepassing van artikel XII.XI.44, een loonschaal verkrijgt gekoppeld aan een graad van onderluitenant-leerling, zoals bedoeld in bijlage A van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht;

8° personeelslid van de rijkswacht van een rang lager dan deze van officier : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat tot het basis- of middenkader behoort, alsmede het actueel personeelslid van het operationeel kader dat behoort tot het officierskader, dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was bekleed met een graad van onderofficier van de rijkswacht;

9° officier : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat behoort tot het officierskader, bekleed met minstens de graad van commissaris van politie, met uitzondering van de personeelsleden met deze graad bekleed, die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed waren met een graad van onderofficier bij de rijkswacht;

10° luitenant-leerling : het actueel personeelslid van het operationeel kader aspirant-commissaris van politie gerekruteerd via de Koninklijke Militaire School - polytechnische afdeling, dat, ofwel, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was aangesteld in de graad van luitenant, ofwel, na de inwerkingtreding van dit besluit met toepassing van artikel XII.XI.44, de loonschaal van onderluitenant-leerling, bepaald in bijlage A van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, verkrijgt;

11° onderluitenant-leerling : het actueel personeelslid van het operationeel kader aspirant-commissaris van politie met :

a) minstens vier maanden anciënniteit, indien het werd gerekruteerd onder de voorwaarde van houder te zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat in aanmerking werd genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de rijksbesturen of via de sociale promotie;

b) minstens twee jaar anciënniteit, indien het, zonder te voldoen aan de definitie bepaald in 10°, werd gerekruteerd via de Koninklijke Militaire School;

en dat, ofwel, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was aangesteld in de graad van onderluitenant, ofwel na de inwerkingtreding van dit besluit en met toepassing van artikel XII.XI.44, een loonschaal verkrijgt gekoppeld aan de graad van onderluitenant-leerling, bepaald in bijlage A van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht;

12° kandidaat-officier : het actueel personeelslid van het operationeel kader aspirant-commissaris van politie;

13° premier maréchal des logis : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre de base, qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade de premier maréchal des logis et qui, s'il ne faisait pas usage des dispositions des articles 236, alinéas 2 à 4 y compris, et 242, alinéas 2 et 3, de la loi, deviendrait, à cette date ou à une date ultérieure, bénéficiaire de l'échelle de traitement B3, B4 ou B5;

14° maréchal des logis-chef : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre moyen, qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade de maréchal des logis-chef et qui, s'il ne faisait pas usage des dispositions des articles 236, alinéas 2 à 4 y compris, et 242, alinéas 2 et 3, de la loi, deviendrait, à cette date ou à une date ultérieure, bénéficiaire de l'échelle M3.1.

N'est toutefois plus visé par cette disposition, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'alinéa 1^{er}, dès que plus de dix ans se sont écoulés depuis la date de sa nomination au grade de maréchal des logis-chef;

15° membre du personnel roulant des unités spéciales de police de la route : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au personnel roulant des unités de la police des autoroutes et des routes pour automobiles déterminées comme telles par Nous;

16° prestations de service : les prestations effectives effectuées en vertu de la loi et de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police et leurs arrêtés d'exécution et celles que le ministre désigne comme constituant des prestations;

17° sous-officier : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé au 8°;

18° formateur : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre de base ou au cadre moyen qui est affecté, détaché ou mis à disposition à l'effet d'exercer une charge à temps plein de chargé de cours ou moniteur de pratique dans une école de police, dans un centre de formation de police ou à la réserve fédérale d'intervention, ou qui se trouve dans un emploi ou une fonction assimilé à cette charge par le ministre;

19° Ecole royale de gendarmerie : une des écoles de police;

20° un centre de formation : une des écoles de police;

21° réserve générale : la réserve fédérale d'intervention;

22° commandant d'une brigade de surveillance et de recherches : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui commande un des services judiciaires déconcentrés de la police fédérale ou une/un des unités ou services assimilés tels par le ministre;

23° membre du personnel de la gendarmerie nommé ou commissionné au grade de sous-lieutenant : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé au 11°, ainsi que le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre d'officiers, qui, soit, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du ou commissionné au grade de sous-lieutenant, soit, après cette date et en application de l'article XII.XI.44, obtient une échelle de sous-lieutenant telle que visée à l'annexe A de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie;

24° adjudant-candidat officier : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, aspirant commissaire de police comptant :

a) au moins un an d'ancienneté, s'il avait été recruté par la voie de l'Ecole Royale Militaire;

b) au moins trois mois d'ancienneté, s'il avait été recruté à la condition d'être titulaire d'un diplôme ou certificat d'études pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 1 dans les administrations de l'Etat,

et qui, soit, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était commissionné au grade d'adjudant, soit, après cette date et en application de l'article XII.XI.44, obtient une échelle de traitement correspondante à cette qualité;

13° eerste wachtmeester : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat deel uitmaakt van het basiskader, dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit was bekleed met de graad van eerste wachtmeester en dat, indien het geen gebruik maakte van de bepalingen van de artikelen 236, tweede tot en met vierde lid, en 242, tweede en derde lid, van de wet, op deze of een latere datum, zou genieten van de loonschaal B3, B4, of B5;

14° opperwachtmeester : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat deel uitmaakt van het middenkader, dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was bekleed met de graad van opperwachtmeester, en dat, indien het geen gebruik maakte van de bepalingen van de artikelen 236, tweede tot en met vierde lid, en 242, tweede en derde lid, van de wet, op deze of een latere datum, zou genieten van de loonschaal M3.1.

Het actueel personeelslid van het operationeel kader, bedoeld in het eerste lid, valt evenwel niet meer onder de toepassing van dit artikel, vanaf het ogenblik dat meer dan tien jaar zijn verstreken sinds de datum van zijn benoeming in de graad van opperwachtmeester;

15° het rijdend personeelslid van de bijzondere eenheden van de wegpolitie : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat behoort tot het rijdend personeel van de eenheden van de politie van de autosnelwegen en de autowegen zoals door Ons bepaald;

16° dienstprestaties : de werkelijke prestaties die werden uitgevoerd krachtens de wet en de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt en hun uitvoeringsbesluiten en deze die de minister aanwijst als zijnde prestaties;

17° onderofficier : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in 8°;

18° opleider : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat deel uitmaakt van het basiskader of het middenkader, dat is aangewezen, gedetacheerd of ter beschikking gesteld met het doel een voltijdse opdracht uit te voeren als docent of praktijkmonitor in een politie-school, in een centrum voor politieopleiding of bij de federale interventiereserve, of dat zich in een betrekking of een ambt bevindt door de minister gelijkgesteld met deze opdracht;

19° koninklijke rijkswachtsschool : één van de politiescholen;

20° een opleidingscentrum : één van de politiescholen;

21° algemene reserve : de federale interventiereserve;

22° commandant van een bewakings- en opsporingsbrigade : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat één van de gedeconcentreerde gerechtelijke diensten van de federale politie of één van de eenheden of diensten gelijkgesteld door de minister, beveelt;

23° personeelslid van de rijkswacht benoemd of aangesteld in de graad van onderluitenant : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in 11° alsmede het actueel personeelslid van het operationeel kader dat deel uitmaakt van het officierskader, dat, ofwel, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was bekleed met de graad van of was aangesteld in de graad van onderluitenant, ofwel, na deze datum en met toepassing van artikel XII.XI.44, een schaal van onderluitenant verkrijgt zoals bedoeld in bijlage A van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht;

24° adjudant-kandidaat officier : het actueel personeelslid van het operationeel kader, aspirant-commissaris van politie met :

a) minstens één jaar anciënniteit indien het werd gerekruteerd via de Koninklijke Militaire School;

b) minstens drie maanden anciënniteit indien het werd gerekruteerd onder de voorwaarden om houder te zijn van een diploma of studiegetuigschrift dat in aanmerking wordt genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de rijksbesturen,

en dat ofwel daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit was aangesteld in de graad van adjudant, ofwel na deze datum en met toepassing van artikel XII.XI.44 een loonschaal verkrijgt die overeenkomt met deze hoedanigheid;

25° membre du personnel de la gendarmerie : tout membre actuel du personnel du cadre opérationnel des services de police, qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

26° élève officier : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, aspirant commissaire de police, qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

27° élève officier issu de la Division polytechnique : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, aspirant commissaire de police, qui était membre du corps opérationnel de la gendarmerie jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, qui avait été recruté par la voie de l'Ecole Royale Militaire - Division polytechnique et qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ou à une date ultérieure, en était/serait issu;

28° mentor : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel des services de police, tel que visé à l'article 116 de la loi, dont la qualité de mentor est reconnue à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ou à une date ultérieure et qui est chargé du suivi d'un ou de plusieurs stagiaires dans un des cadres visés à l'article 116 de la loi, ou d'un ou de plusieurs candidats à une fonction spécialisée;

29° sous-officier supérieur : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre moyen ou d'officiers, qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade d'adjudant ou d'adjudant-chef et qui, s'il ne faisait pas usage des dispositions des articles 236, alinéas 2 à 4 y compris, et 242, alinéas 2 et 3, de la loi, deviendrait, à cette date ou à une date ultérieure, bénéficiaire soit de l'échelle de traitement M7, soit d'une échelle du cadre d'officiers;

30° sous-officier d'élite : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant au cadre moyen, qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade de maréchal des logis-chef ou de premier maréchal des logis-chef et qui, s'il ne faisait pas usage des dispositions des articles 236, alinéas 2 à 4 y compris, et 242, alinéas 2 et 3, de la loi, deviendrait, à cette date ou à une date ultérieure, bénéficiaire de l'échelle de traitement M3.1, M4.1 ou M5.1;

31° candidat sous-officier ou candidat sous-officier d'élite : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, aspirant inspecteur ou aspirant inspecteur principal qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

32° commandant de la gendarmerie : le membre du personnel exerçant la fonction de commissaire général de la police fédérale.

Art. XII.XI.44. Pour l'application de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, est allouée l'échelle de traitement reprise au tableau de l'annexe A du même arrêté et qui correspond au grade dont le membre actuel du personnel du cadre opérationnel était revêtu jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'échelle de traitement correspondant au grade supérieur au grade visé à l'alinéa 1^{er} ne lui est accordée qu'à la condition qu'en application du statut pour lequel il a opté, elle eût pu être atteinte dans le cadre des promotions à l'ancienneté.

Le cas échéant, le ministre détermine les conditions d'ancienneté de grade requises.

25° personeelslid van de rijkswacht : ieder actueel personeelslid van het operationeel kader van de politiediensten, dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht;

26° leerling-officier : het actueel personeelslid van het operationeel kader, aspirant-commissaris van politie, dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht;

27° leerling-officier voortgesproten uit de polytechnische afdeling : het actueel personeelslid van het operationeel kader aspirant-commissaris van politie, dat lid was van het operationeel korps van de rijkswacht daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, dat werd gerekruteerd via de Koninklijke Militaire School - afdeling polytechniek en dat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit of op een latere datum er is/zou zijn uit gesproten;

28° mentor : het actueel personeelslid van het operationeel kader van de politiediensten, zoals bedoeld in artikel 116 van de wet, waarvan de hoedanigheid als mentor is erkend op de datum van inwerkingtreding van dit besluit of op een latere datum en dat is belast met de opvolging van één of meerdere stagiaires in één van de kaders bedoeld in artikel 116 van de wet, of van één of meerdere kandidaten voor een gespecialiseerd ambt;

29° hoofdonderofficier : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat deel uitmaakt van het midden- of officierskader, dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was bekleed met de graad van adjudant of adjudant-chef en dat, indien het geen gebruik maakte van de bepalingen van de artikelen 236, tweede tot en met vierde lid, en 242, tweede en derde lid, van de wet, op deze of een latere datum, zou genieten van de loonschaal M7, of een loonschaal van het officierskader;

30° keuronderofficier : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat deel uitmaakt van het middenkader, dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was bekleed met de graad van opperwachtmeester of eerste opperwachtmeester, en dat, indien het geen gebruik maakte van de bepalingen van de artikelen 236, tweede tot en met vierde lid, en 242, tweede en derde lid, van de wet, op deze of een latere datum, zou genieten van de loonschaal M3.1, M4.1 of M5.1;

31° kandidaat onderofficier of kandidaat-keuronderofficier : het actueel personeelslid van het operationeel kader aspirant-inspecteur of aspirant-hoofdinspecteur dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht;

32° commandant van de rijkswacht : het personeelslid dat het ambt uitoefent van commissaris-generaal van de federale politie.

Art. XII.XI.44. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt de loonschaal toegekend opgenomen in bijlage A van hetzelfde besluit en die overeenstemt met de graad waarmee het actueel personeelslid van het operationeel kader was bekleed daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

De loonschaal die overeenkomt met de graad hoger dan de graad bedoeld in het eerste lid, wordt hem slechts toegekend onder de voorwaarde dat met toepassing van het statuut waarvoor het heeft gekozen, deze had kunnen worden bereikt in het raam van de bevorderingen naar anciënniteit.

De minister bepaalt, in voorkomend geval, de vereiste graadanciënniteitsvoorwaarden.

Art. XII.XI.45. Pour l'application de l'arrêté royal du 24 mai 1994 accordant une allocation à certains membres du personnel de la gendarmerie détachés auprès du commissariat général de la police judiciaire près les parquets, entre autres, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° officier : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.43, § 2, 9°;

2° sous-officier : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.43, § 2, 8°.

Art.XII.XI.46. Pour l'application de l'arrêté royal du 8 juillet 1999 accordant une indemnité fonctionnelle aux membres du personnel de la gendarmerie en service à l'escadron spécial d'intervention ou appelés en support de cette unité ou pour y suivre une formation, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par escadron spécial d'intervention, les unités centrales de la police fédérale chargées de la surveillance, la protection ou l'intervention spécialisées, que le ministre désigne.

Sous-section 4. — Dispositions transitoires propres aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets

Art. XII.XI.47. § 1^{er}. Pour le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avait le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets, il y a lieu d'entendre par rémunération fixe liée au statut d'origine, telle que visée à l'article XII.XI.19, alinéa 2, la somme indexée des éléments suivants, tels qu'ils auraient été fixés en application de son statut d'origine :

1° le traitement;

2° le cas échéant, l'allocation de foyer ou de résidence;

3° le cas échéant, et aussi longtemps que le membre actuel du personnel du cadre opérationnel aurait pu y prétendre en application de son statut d'origine, l'allocation visée par l'arrêté royal du 6 février 1980 accordant une allocation aux agents judiciaires près les parquets, lauréats d'un examen de promotion à un grade auquel est attaché la qualité d'officier judiciaire;

4° le cas échéant, si le membre actuel du personnel du cadre opérationnel en bénéficiait jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, en application de son statut d'origine, du complément de traitement visé à l'article 123 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1998.

§ 2. Le complément de traitement visé au § 1^{er}, 4°, n'est pris en considération que pendant un an à dater de la date de mise en vigueur du présent arrêté et que pour autant que le membre actuel du personnel du cadre opérationnel ne bénéficie pas d'un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, tel que visé à l'article XI.II.17.

Art. XII.XI.48. Pour l'application de l'article XII.XI.47, le terme traitement doit être compris comme le traitement correspondant à l'ancienneté pécuniaire telle qu'elle était fixée dans le statut d'origine.

Art. XII.XI.45. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 24 mei 1994 houdende toekenning van een toelage aan sommige leden van de rijkswacht die bij het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten zijn gedetacheerd, onder andere, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder :

1° officier : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.43, § 2, 9°;

2° onderofficier : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.43, § 2, 8°.

Art.XII.XI.46. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 juli 1999 houdende toekenning van een functievergoeding aan de personeelsleden van de rijkswacht in dienst bij het speciaal interventie-escadron of opgeroepen in steun aan deze eenheid of om er een opleiding te volgen, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder speciaal interventie-escadron : de centrale eenheden van de federale politie belast met de gespecialiseerde bewaking, bescherming of interventie die de minister aanwijst.

Onderafdeling 4. — Overgangsbepalingen voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten

Art. XII.XI.47. § 1. Voor het actueel personeelslid van het operationeel kader dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut had van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten, wordt verstaan onder vaste bezoldiging verbonden aan het oorspronkelijk statuut, zoals bedoeld in artikel XII.XI.19, tweede lid, de geïndexeerde som van de volgende elementen, zoals ze zouden worden vastgesteld met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut :

1° de wedde;

2° in voorkomend geval, de hard- of standplaatstoelage ;

3° in voorkomend geval en zolang dat het actueel personeelslid van het operationeel kader er aanspraak op zou kunnen gemaakt hebben met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, de toelage bedoeld in het koninklijk besluit van 6 februari 1980 tot toekenning van een toelage aan gerechtelijke agenten bij de parketten die geslaagd zijn voor een bevorderingsexamen tot een graad waaraan de hoedanigheid van gerechtelijk officier is verbonden;

4° in voorkomend geval, indien het actueel personeelslid van het operationeel kader het, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, de weddetoeslag bedoeld in artikel 123 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 13 juli 1998.

§ 2. De weddetoeslag bedoeld in § 1, 4°, wordt slechts in aanmerking genomen gedurende één jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit en voor zover het actueel personeelslid van het operationeel kader geen weddebijslag voor de uitoefening van een mandaat, zoals bedoeld in artikel XI.II.17, geniet.

Art. XII.XI.48. Voor de toepassing van artikel XII.XI.47, moet de term wedde worden verstaan als de wedde die overeenstemt met de geldelijke anciënniteit zoals die was vastgesteld in het oorspronkelijk statuut.

Art. XII.XI.49. En matière d'échelles de traitement, pour l'application du Titre II et de l'annexe 1, de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets, et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, est allouée l'échelle de traitement reprise à l'annexe 1 du même arrêté et qui correspond au grade dont le membre actuel du personnel du cadre opérationnel était revêtu jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Une échelle supérieure ne lui est accordée qu'à la condition qu'en application du statut pour le maintien duquel il a opté, elle eût pu être atteinte dans le cadre des promotions à l'ancienneté.

Le cas échéant, le ministre détermine les conditions d'ancienneté de grade requises.

Art. XII.XI.50. Pour l'application du titre II de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres actuels du personnel du cadre opérationnel de la police judiciaire près les parquets, entre autres, aux membres du personnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° comité régulateur de la police judiciaire : tout comité constitué de la même façon et fonctionnant selon les mêmes règles que le comité régulateur de la police judiciaire;

2° brigade de police judiciaire : les services judiciaires déconcentrés de la police fédérale, en ce compris leurs fonctionnaires de liaison tels que visés à l'article 105 de la loi.

Art. XII.XI.51. § 1^{er}. Les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui bénéficiaient de l'échelle de traitement 2D, telle que visée à l'annexe 1 du même arrêté du 19 décembre 1997 et qui bénéficient de l'échelle de traitement M7bis, le cas échéant en application de l'article XII.XI.15, perçoivent une allocation complémentaire dont le montant annuel est fixé à 54 000 francs (1.338,63 EUR).

Lorsque le membre du personnel vient à bénéficier d'une échelle supérieure à l'échelle M7bis, le mécanisme transitoire fixé à l'article XII.XI.20, § 2, est appliqué, mutatis mutandis, à l'allocation complémentaire visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui bénéficiaient de l'échelle de traitement 1A, telle que visée à l'annexe 1 du même arrêté du 19 décembre 1997 et qui bénéficient de l'échelle de traitement O3, conservent à tout moment une rémunération au moins égale à celle qu'ils auraient obtenue s'ils avaient été insérés dans l'échelle M7bis et avaient bénéficié des dispositions du § 1^{er}. L'éventuelle différence leur est accordée sous la forme d'une allocation complémentaire.

§ 3. L'article XII.XI.25, §§ 1^{er}, 2 et 4 est, mutatis mutandis, applicable à l'allocation visée aux §§ 1^{er} et 2.

Art. XII.XI.52. Pour l'application de l'arrêté royal du 6 février 1980, accordant une allocation aux agents judiciaires près les parquets, lauréats d'un examen de promotion à un grade auquel est attaché la qualité d'officier judiciaire, entre autres, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° membres du personnel de la police judiciaire près les parquets : les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets, à l'exception de ceux visés aux 2° et 3°;

Art. XII.XI.49. Inzake loonschalen wordt, voor de toepassing van Titel II en bijlage 1, van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de gerechtelijke politie bij de parketten, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, de loonschaal toegekend opgenomen in bijlage 1 van datzelfde besluit en die overeenstemt met de graad waarmee het actueel personeelslid van het operationeel kader was bekleed daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Er wordt hem slechts een hogere schaal toegekend op voorwaarde dat die, met toepassing van het statuut waarvan deze het behoud verkoos, kon bereikt worden in het raam van de bevorderingen naar anciënniteit.

De minister bepaalt, in voorkomend geval, de vereiste graadanciënniteitsvoorwaarden.

Art. XII.XI.50. Voor de toepassing van titel II van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de actuele personeelsleden van het operationeel kader van de gerechtelijke politie bij de parketten, onder andere, op de personeelsleden die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder :

1° comité tot regeling van de gerechtelijke politie : elk comité op dezelfde wijze samengesteld en volgens dezelfde regels functionerend als het comité tot regeling van de gerechtelijke politie;

2° brigade van gerechtelijke politie : de gedeconcentreerde gerechtelijke diensten van de federale politie, inclusief hun verbindingsambtenaren zoals bedoeld in artikel 105 van de wet.

Art. XII.XI.51. § 1. De actuele personeelsleden van het operationeel kader die de loonschaal 2D genoten, zoals bedoeld in de bijlage 1 van hetzelfde besluit van 19 december 1997 en die de loonschaal M7bis, desgevallend bij toepassing van artikel XII.XI.15, genieten, krijgen een bijkomende toelage waarvan het jaarlijkse bedrag is vastgesteld op 54 000 frank (1.338,63 EUR).

Wanneer het personeelslid een hogere loonschaal bekomt dan de loonschaal M7bis wordt de overgangswijze bepaald in artikel XII.XI.20, § 2, mutatis mutandis, op de in het eerste lid bedoelde bijkomende toelage toegepast.

§ 2. De actuele personeelsleden van het operationeel kader die de loonschaal 1A genoten, zoals bedoeld in de bijlage 1 van hetzelfde besluit van 19 december 1997, en die de loonschaal O3 genieten, behouden op elk ogenblik een bezoldiging die gelijk is aan deze die zij hadden genoten indien zij in de loonschaal M7bis waren ingeschaald en de bepalingen van § 1 hadden genoten. Het eventueel verschil wordt hen toegekend onder de vorm van een bijkomende toelage.

§ 3. Artikel XII.XI.25, §§ 1, 2 en 4 is, mutatis mutandis, van toepassing op de toelage bedoeld in §§ 1 en 2.

Art. XII.XI.52. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 6 februari 1980 tot toekenning van een toelage aan de gerechtelijke agenten bij de parketten die geslaagd zijn voor een bevorderingsexamen tot een graad waaraan de hoedanigheid van gerechtelijk officier is verbonden, onder andere, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder :

1° personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten : de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten met uitzondering van deze bedoeld in 2° en 3°;

2° membres du personnel technique des laboratoires de police scientifique : les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, étaient revêtus de la qualité de membre du personnel technique des laboratoires de police technique et scientifique ou des services ayant repris leurs fonctions, lors de la mise en place de la police fédérale;

3° membres du personnel du service d'identification judiciaire ayant la qualité d'agent judiciaire : les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, étaient membres du personnel du service d'identification judiciaire ou du service ayant repris ses fonctions, lors de la mise en place de la police fédérale, étant revêtu de la qualité d'agent judiciaire. Le fait d'avoir la qualité d'agent judiciaire s'apprécie conformément au 6°;

4° membres du personnel du service des télécommunications institué au sein de la police judiciaire près les parquets pour autant qu'ils aient la qualité d'agent judiciaire : les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, étaient membres du personnel du service des télécommunications de la police judiciaire près les parquets ou du service ayant repris ses fonctions, lors de la mise en place de la police fédérale, étant revêtus de la qualité d'agent judiciaire. Le fait d'avoir la qualité d'agent judiciaire s'apprécie conformément au 6°;

5° lauréats d'un examen d'officier judiciaire, d'officier de la police de la jeunesse ou de chef de laboratoire et qui, à l'expiration d'une période de deux ans à dater du procès-verbal de cet examen, n'ont pas été promus à un grade auquel est attachée la qualité d'officier judiciaire : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était lauréat d'un tel examen et qui, à ce titre, bénéficiait déjà de l'allocation mensuelle visée à l'article 2, de l'arrêté royal du 6 février 1980, accordant une allocation aux agents judiciaires près les parquets, lauréats d'un examen de promotion à un grade auquel est attaché la qualité d'officier judiciaire;

6° avoir la qualité d'agent judiciaire : le fait pour le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui avait le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets d'avoir cette qualité à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. XII.XI.53. Pour l'application de l'arrêté royal du 12 juillet 1991 relatif à l'octroi d'une allocation et au remboursement des frais de parcours aux membres de la police judiciaire près les parquets détachés au commissariat général de la police judiciaire, entre autres, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° commissariat général de la police judiciaire : les unités et services visés à l'article XII.XI.40, § 1^{er}, 1°;

2° officier judiciaire : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avait le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets et qui avait la qualité d'officier judiciaire à cette date ou qui l'obtient à une date ultérieure;

3° agent judiciaire : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avait le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets et répondait à la condition visée à l'article XII.XI.52, 6°;

4° brigade d'affectation : le service auquel le membre actuel du personnel du cadre opérationnel se trouve rattaché à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et au départ duquel il continue, le cas échéant, d'être détaché vers un service visé à l'article XII.XI.40, § 1^{er}, 1°;

2° leden van het technisch personeel van de laboratoria voor wetenschappelijke politie : de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed waren met de hoedanigheid van personeelslid van de laboratoria voor technische en wetenschappelijke politie of van de diensten die zijn opdrachten hebben overgenomen bij de inplaatsstelling van de federale politie;

3° de personeelsleden van de dienst gerechtelijke identificatie met de hoedanigheid van gerechtelijk agent : de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, personeelsleden waren van de dienst gerechtelijke identificatie of van de dienst die zijn opdrachten heeft overgenomen bij de inplaatsstelling van de federale politie, en bekleed waren met de hoedanigheid van gerechtelijk agent. Het hebben van de hoedanigheid van gerechtelijk agent wordt beoordeeld overeenkomstig 6°;

4° de personeelsleden van de dienst telecommunicatie opgericht binnen de gerechtelijke politie bij de parketten, voor zover ze de hoedanigheid van gerechtelijk agent hebben : de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, personeelsleden waren van de dienst telecommunicatie van de gerechtelijke politie bij de parketten of van de dienst die zijn opdrachten heeft overgenomen bij de inplaatsstelling van de federale politie, en bekleed waren met de hoedanigheid van gerechtelijk agent. Het hebben van de hoedanigheid van gerechtelijk agent wordt beoordeeld overeenkomstig 6°;

5° de personeelsleden die geslaagd zijn voor een examen van gerechtelijk officier, officier van jeugdpolitie of laboratoriumchef die, na afloop van een periode van twee jaar vanaf het proces-verbaal van dat examen, niet benoemd werden in een graad waarmee de hoedanigheid van gerechtelijk officier is verbonden : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, geslaagd was voor zo'n examen en hierdoor reeds de maandelijkse toelage, bedoeld in artikel 2, van het koninklijk besluit van 6 februari 1980 tot toekenning van een toelage aan gerechtelijke agenten bij de parketten die geslaagd zijn voor een bevorderingsexamen tot een graad waaraan de hoedanigheid van gerechtelijk officier is verbonden, genoot;

6° de hoedanigheid van gerechtelijk agent hebben : deze hoedanigheid hebben op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit voor wat betreft het actueel personeelslid van het operationeel kader dat het statuut had van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten.

Art. XII.XI.53. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 12 juli 1991 betreffende de toekenning van een toelage en de terugbetaling van de reiskosten aan de leden van de gerechtelijke politie bij de parketten wegens detachering naar het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie, onder andere, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder :

1° commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie : de eenheden en diensten bedoeld in artikel XII.XI.40, § 1, 1°;

2° gerechtelijk officier : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut had van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten en dat de hoedanigheid van gerechtelijk officier op die datum had of op een latere datum verkrijgt;

3° gerechtelijk agent : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut had van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten en voldeed aan de voorwaarde bedoeld in artikel XII.XI.52, 6°;

4° brigade van aanwijzing : de dienst waaraan het actueel personeelslid van het operationeel kader verbonden is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit en van waaruit het, in voorkomend geval, verder gedetacheerd wordt naar een dienst bedoeld in artikel XII.XI.40, § 1, 1°;

5° brigade autre que celle de Bruxelles : le service, tel que défini au 4°, implanté, autre part que sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art.XII.XI.54. Pour l'application de l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1980 réglant l'octroi à certains membres du personnel de la police judiciaire près les parquets d'une allocation pour travail supplémentaire et d'une allocation pour service irrégulier, entre autres aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° membre du personnel de la police judiciaire près les parquets : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.52, 1°;

2° membre du personnel technique des laboratoires de police scientifique : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.52, 2°;

3° membre du personnel du service d'identification judiciaire ayant la qualité d'agent judiciaire : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.52, 3°;

4° membre du personnel du service des télécommunications institué au sein de la police judiciaire près les parquets pour autant qu'il ait la qualité d'officier ou d'agent judiciaire : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu de la qualité de membre du personnel du service des télécommunications de la police judiciaire près les parquets ou du service ayant repris ses fonctions, lors de la mise en place de la police fédérale, et ayant la qualité d'officier ou d'agent judiciaire;

5° avoir la qualité d'agent judiciaire : le fait de répondre à la condition visée à l'article XII.XI.52, 6°;

6° avoir la qualité d'officier judiciaire : le fait de répondre à la condition visée à l'article XII.XI.53, 2°;

7° local de la police judiciaire : tout local des services de police tels que définis à l'article 2, 2°, de la loi;

8° officier dirigeant l'unité de police judiciaire : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui dirige un service de la police fédérale ou d'un corps de police locale.

Art. XII.XI.55. Pour l'application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1987 réglant l'octroi d'une allocation spéciale aux membres de la brigade spéciale chargée de la répression de la grande criminalité, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° officier judiciaire près les parquets : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.53, 2°;

2° agent judiciaire près les parquets : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.53, 3°;

3° commissariat général de la police judiciaire : les unités et services visés à l'article XII.XI.40, § 1^{er}, 1°;

4° brigade spéciale chargée de la répression de la grande criminalité : les services centraux de la police fédérale chargés de la surveillance, la protection ou l'intervention spécialisées ou chargés de la police judiciaire, que le ministre désigne.

Art. XII.XI.56. Pour l'application de l'arrêté ministériel du 22 juin 1995 portant octroi de certaines indemnités forfaitaires aux officiers et agents judiciaires près les parquets, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel de la police judiciaire près les parquets et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° membre du personnel de la police judiciaire près les parquets : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.52, 1°;

5° brigade andere dan deze van Brussel : de dienst, zoals gedefinieerd in 4°, elders dan op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeplant.

Art.XII.XI.54. Voor de toepassing van het ministerieel besluit van 1 februari 1980 houdende toekenning aan sommige personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten van een toelage voor overwerk en een toelage voor onregelmatige dienst, onder andere op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder :

1° personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.52, 1°;

2° lid van het technisch personeel van de laboratoria voor wetenschappelijke politie : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.52, 2°;

3° personeelslid van de dienst gerechtelijke identificatie met de hoedanigheid van gerechtelijk agent : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.52, 3°;

4° personeelslid van de dienst telecommunicatie opgericht binnen de gerechtelijke politie bij de parketten voor zover het de hoedanigheid van gerechtelijk officier of agent heeft : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed was met de hoedanigheid van personeelslid van de dienst telecommunicatie van de gerechtelijke politie bij de parketten of van de dienst die zijn opdrachten heeft overgenomen bij de inplaatsstelling van de federale politie, en bekleed was met de hoedanigheid van gerechtelijk officier of agent ;

5° de hoedanigheid van gerechtelijke agent hebben : beantwoorden aan de voorwaarde bedoeld in artikel XII.XI.52, 6° ;

6° de hoedanigheid van gerechtelijk officier hebben : beantwoorden aan de voorwaarde bedoeld in artikel XII.XI.53, 2°;

7° lokaal van de gerechtelijke politie : elk lokaal van de politiediensten zoals bepaald in artikel 2, 2°, van de wet;

8° officier die de eenheid van gerechtelijke politie leidt : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat een federale politiedienst of een lokaal politiekorps leidt.

Art. XII.XI.55. Voor de toepassing van het ministerieel besluit van 29 juli 1987 houdende de toekenning van een bijzondere toelage aan de leden van de bijzondere brigade belast met de beteugeling van de zware criminaliteit, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder :

1° gerechtelijk officier bij de parketten : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.53, 2°;

2° gerechtelijk agent bij de parketten : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.53, 3°;

3° commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie : de eenheden en diensten bedoeld in artikel XII.XI.40, § 1, 1°;

4° speciale brigade belast met de beteugeling van de zware criminaliteit : de centrale diensten van de federale politie belast met de gespecialiseerde bewaking, bescherming of interventie of belast met de gerechtelijke politie, die de minister aanwijst.

Art. XII.XI.56. Voor de toepassing van het ministerieel besluit van 22 juni 1995 houdende de toekenning aan de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten van zekere vaste vergoedingen, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder :

1° personeelslid van de gerechtelijke politie bij de parketten : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.52, 1°;

2° membre du personnel technique des laboratoires de police technique et scientifique : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.52, 2°;

3° membre du personnel du service des télécommunications de la police judiciaire près les parquets qui a la qualité d'officier ou d'agent judiciaire : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.54, 4°;

4° avoir la qualité d'agent judiciaire : le fait de répondre à la condition visée à l'article XII.XI.52, 6°;

5° avoir la qualité d'officier judiciaire : le fait de répondre à la condition visée à l'article XII.XI.53, 2°.

Sous-section 5. — Dispositions transitoires propres aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale

Art. XII.XI.57. Pour le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par rémunération fixe liée au statut d'origine, telle que visée à l'article XII.XI.19, alinéa 2, la somme indexée des éléments suivants tels qu'ils avaient été fixés en application de son statut d'origine :

1° le traitement;

2° le cas échéant, l'allocation de foyer ou de résidence;

3° s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine, l'allocation visée par l'arrêté royal du 20 juin 1994 fixant les dispositions générales relatives à l'octroi d'une allocation pour diplôme à certains agents des services publics d'incendie et de la police communale;

4° s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine, le supplément de traitement visé à l'annexe I, point I, de l'arrêté royal du 20 juin 1994 fixant les dispositions générales relatives à la rémunération du personnel des services publics d'incendie et du personnel de la police communale;

5° s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine, d'une allocation de bilinguisme ou d'une bonification de traitement pour connaissance et application des deux langues nationales;

6° s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine, de tout élément de rémunération qu'une commune accordait aux membres du personnel de la police communale, aux conditions que :

a) cet élément ait le caractère d'un supplément de traitement;

b) les règles d'octroi de cet élément étaient déjà fixées avant le 7 décembre 1998;

c) le ministre ait marqué son accord pour que cet élément de rémunération soit pris en considération pour l'application du présent article;

7° si, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, il en bénéficiait en application de son statut d'origine, de l'allocation visée à l'arrêté royal du 19 avril 1962 relatif à l'octroi d'une allocation pour l'exercice de fonctions supérieures aux agents provinciaux et communaux, ou de l'allocation visée à l'arrêté royal du 21 avril 1993 relatif à l'octroi d'une allocation en raison du remplacement d'un chef de corps de la police communale.

Les éléments visés à l'alinéa 1^{er}, 5° et 6°, ne sont pris en compte qu'aussi longtemps que le membre actuel du personnel du cadre opérationnel reste affecté dans la commune, où il se trouvait affecté à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Il ne peut être dérogé à cette règle que pour les éléments visés aux 5° et 6° et que lorsque la zone où il se verrait ensuite affecté octroyait ces mêmes éléments de rémunération, avant la date de mise en vigueur du présent arrêté.

2° lid van het technisch personeel van de laboratoria voor technische en wetenschappelijke politie : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.52, 2°;

3° personeelslid van de dienst telecommunicatie van de gerechtelijke politie bij de parketten dat de hoedanigheid van gerechtelijk officier of agent heeft : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.54, 4°;

4° de hoedanigheid van gerechtelijk agent hebben : het beantwoorden aan de voorwaarde bedoeld in artikel XII.XI.52, 6°;

5° de hoedanigheid van gerechtelijk officier hebben : het beantwoorden aan de voorwaarde bedoeld in artikel XII.XI.53, 2°.

Onderafdeling 5. — Overgangsbepalingen voor de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie

Art. XII.XI.57. Voor het actueel personeelslid van het operationeel kader dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie, wordt verstaan onder vaste bezoldiging verbonden met het oorspronkelijk statuut zoals bedoeld in artikel XII.XI.19, tweede lid, de geïndexeerde som van de volgende elementen, zoals vastgesteld met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut :

1° de wedde;

2° in voorkomend geval, de hard- of standplaatstoelage;

3° indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, de toelage bedoeld door het koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de toekenning van een diplomatoelage aan sommige personeelsleden van de openbare brandweerdiensten en van de gemeentepolitie;

4° indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, de weddebijslag bedoeld in bijlage I, punt I, van het koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de bezoldiging van het personeel van de openbare brandweerdiensten en het personeel van de gemeentepolitie;

5° indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, een tweetaligheidstoelage of een weddebijslag voor de kennis en de toepassing van beide landstalen;

6° indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, elk onderdeel van de bezoldiging dat een gemeente toekende aan de personeelsleden van de gemeentepolitie, op voorwaarde dat :

a) dat onderdeel de aard van een weddebijslag heeft;

b) de toekenningsregels van dit onderdeel reeds werden vastgesteld vóór 7 december 1998;

c) de minister zijn akkoord geeft voor het in aanmerking nemen van dit onderdeel voor de toepassing van dit artikel;

7° indien het, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, de toelage bedoeld in het koninklijk besluit van 19 april 1962 betreffende de toekenning van een toelage wegens uitoefening van hogere functies aan het provinciaal en gemeentelijk personeel, of de toelage bedoeld in het koninklijk besluit van 21 april 1993 betreffende de toekenning van een toelage wegens vervanging van een korpschef bij de gemeentepolitie, genoot.

De elementen bedoeld in het eerste lid, 5° en 6°, worden slechts in rekening gebracht zolang het actueel personeelslid van het operationeel kader aangewezen blijft in de gemeente waarin het was aangewezen op de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Er kan voor de elementen bedoeld in 5° en 6° enkel van deze regel worden afgeweken wanneer de zone waarin hij vervolgens zou worden aangewezen diezelfde bezoldigingselementen toekende vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Les allocations visées à l'alinéa 1^{er}, 7°, ne sont toutefois prises en considération que pendant un an à dater de la date de mise en vigueur du présent arrêté et que pour autant que le membre actuel du personnel du cadre opérationnel ne bénéficie pas d'un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, tel que visé à l'article XI.II.17.

Art. XII.XI.58. Pour l'application de l'article XIII.57, le terme traitement doit être compris comme le traitement correspondant à l'ancienneté pécuniaire telle qu'elle était fixée dans le statut d'origine.

Art. XII.XI.59. Par dérogation à l'article XI.II.13, § 1^{er}, qu'il ait ou non fait usage de l'option pour le maintien de son statut d'origine, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, conserve le droit au paiement de son traitement par anticipation si celui-ci lui était d'application avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Il en est de même des allocations ainsi que de tout autre élément de la rémunération payés en même temps que le traitement. Toutefois, le paiement des allocations familiales n'est pas visé par le présent article.

Art. XII.XI.60. En matière d'échelles de traitement, est allouée au membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avait le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui opte pour le maintien de sa position juridique d'origine, l'échelle de traitement qu'en vertu du statut qui lui était applicable, et compte tenu du grade dont le membre actuel du personnel du cadre opérationnel était revêtu jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, la commune qui l'employait lui accordait.

Une échelle supérieure ne peut lui être accordée qu'à la condition qu'en application du statut pour lequel il a opté, elle eût pu être atteinte dans le cadre des promotions à l'ancienneté.

Le cas échéant, le ministre détermine les conditions d'ancienneté de grade requises.

Art. XII.XI.61. § 1^{er}. Outre les dispositions des articles XII.XI.62 à XII.XI.78 y compris, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel d'un corps de police communale, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, et qui opte pour le maintien de sa position juridique d'origine, conserve le droit aux autres éléments de rémunération et qui lui étaient alloués par sa commune avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, aussi longtemps qu'il demeure affecté à la zone de police sur le territoire de laquelle le corps de police communale auquel il appartenait, était implanté.

Ce droit ne concerne cependant pas les éléments de rémunération de même nature ou couvrant des frais d'une même nature, qui lui seraient alloués en application du présent arrêté. Sont notamment visés par le présent alinéa les chèques repas.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 2, et à l'exception de l'indemnité pour entretien d'uniforme, s'il estime l'élément de rémunération alloué en vertu du présent arrêté moins avantageux que celui alloué par sa commune, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel peut demander à conserver le bénéfice de ce dernier, sans qu'il puisse y avoir cumul ou panachage. Il indique son choix en même temps qu'il opte pour le maintien de sa position juridique d'origine.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, dans le cas où il conserve son droit à des chèques repas et qu'il accomplit une mission temporaire ou est désigné pour effectuer un service permanent tel que visé à l'article XI.IV.13, 4°, alinéa 5, le droit au chèques repas est suspendu pour les jours où il bénéficie de l'indemnité forfaitaire journalière visée à l'article XI.IV.38.

Art. XII.XI.62. Pour l'application de l'arrêté royal du 19 avril 1962 relatif à l'octroi d'une allocation pour exercice de fonctions supérieures aux agents provinciaux et communaux, entre autres, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le

De toelagen bedoeld in het eerste lid, 7°, worden evenwel slechts in aanmerking genomen gedurende één jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit en voor zover het actueel personeelslid van het operationeel kader geen weddebijslag geniet voor de uitoefening van een mandaat, zoals bedoeld in artikel XI.II.17.

Art. XII.XI.58. Voor de toepassing van artikel XII.XI.57, moet de term wedde worden verstaan als de wedde die overeenstemt met de geldelijke anciënniteit zoals die was vastgesteld in het oorspronkelijk statuut.

Art. XII.XI.59. In afwijking van artikel XI.II.13, § 1, en ongeacht of men gebruik maakt van de keuzemogelijkheid voor het behoud van zijn oorspronkelijk statuut, behoudt het actueel personeelslid van het operationeel kader dat het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het recht op voorafgaande betaling van zijn wedde indien dit op hem van toepassing was vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Hetzelfde geldt voor toelagen en eender welk ander, samen met de wedde betaald, onderdeel van de bezoldiging. De betaling van kinderbijslag wordt echter niet bedoeld door dit artikel.

Art. XII.XI.60. Inzake loonschalen wordt, aan het actueel personeelslid van het operationeel kader dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteert voor het behoud van zijn oorspronkelijke rechtspositieregeling, de loonschaal toegekend die, krachtens het statuut dat op hem van toepassing was en rekening houdende met de graad waarmee het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed was daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, de gemeente waarbij het tewerkgesteld was hem toekende.

Er kan hem slechts een hogere schaal worden toegekend op voorwaarde dat die, met toepassing van het statuut dat het verkoos, kon bereikt worden in het raam van de bevorderingen naar anciënniteit.

De minister bepaalt, in voorkomend geval, de vereiste graadanciënniteitsvoorwaarden.

Art. XII.XI.61. § 1. Naast de bepalingen van de artikelen XII.XI.62 tot en met XII.XI.78, behoudt het actueel personeelslid van het operationeel kader dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut had van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteert voor het behoud van zijn oorspronkelijke rechtspositieregeling, het recht op de andere onderdelen van de bezoldiging die hem toegekend werden door zijn gemeente vóór de inwerkingtreding van dit besluit, zolang het aangewezen blijft in de politiezone van het gebied waarin het korps van de gemeentepolitie waartoe hij behoorde, was ingeplant.

Dit recht betreft echter niet de elementen van betaling van dezelfde aard of tot dekking van kosten van dezelfde aard, die hem zouden zijn toegekend bij toepassing van dit besluit. In dit lid worden in het bijzonder de maaltijdcheques bedoeld.

§ 2. In afwijking van § 1, tweede lid, en met uitzondering van de vergoeding voor onderhoud van het uniform, indien het actueel personeelslid van het operationeel kader het element van betaling toegekend krachtens dit besluit minder voordelig acht dan dit toegekend door zijn gemeente, kan het vragen het voordeel van dit laatste te behouden zonder dat het evenwel tot een cumul of een vermenging kan leiden. Het duidt zijn keuze aan op hetzelfde ogenblik als dit waarop het kiest voor het behoud van zijn oorspronkelijke rechtspositie.

Onverminderd het eerste lid, wordt, in het geval waarin het zijn recht op maaltijdcheques behoudt en het een tijdelijke opdracht vervult of is aangewezen om een vaste dienst uit te voeren zoals bedoeld in artikel XI.IV.13, 4°, vijfde lid, het recht op maaltijdcheques geschorst voor de dagen waarop het de forfaitaire dagelijkse vergoeding bedoeld in artikel XI.IV.38 geniet.

Art. XII.XI.62. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 19 april 1962 betreffende de toekenning van een toelage wegens uitoefening van hogere functies aan het provinciaal of gemeentelijk personeel, onder andere, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van

statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° fonction de commissaire de police ou de commissaire de police adjoint : les fonctions de commissaire divisionnaire de police et/ou de commissaire de police;

2° personnel subalterne de police : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel appartenant aux cadres de base ou moyen.

Art. XII.XI.63. Pour l'application de l'arrêté royal du 12 février 1963 relatif à l'octroi d'une allocation pour prestations exceptionnelles au personnel des provinces et des communes, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par, pour ce qui concerne le personnel d'un corps de police de la police locale ou de la police communale :

1° agents visés à l'article 71, § 1^{er}, de la loi du 14 février 1961 : les membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, n'étaient pas revêtus d'un grade d'officier, tel que visé à l'article 1.C. de l'arrêté royal du 13 octobre 1986 fixant les grades du personnel de la police communale;

2° police : les corps de police de la police locale tels que visés à l'article 2, 2°, de la loi, ou de la police communale;

3° personnel de police : le personnel d'un corps de police locale ou de police communale qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, appartenait à la police communale ou à la police locale, avec le statut de membre du personnel du cadre opérationnel d'un corps de police communale.

Art. XII.XI.64. Pour l'application de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 fixant les dispositions générales relatives à l'octroi d'une allocation pour diplôme à certains agents des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, entre autres, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par commissaire de police ou commissaire adjoint de police, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade de commissaire de police et/ou de commissaire divisionnaire de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu d'un grade de commissaire de police ou de commissaire adjoint de police.

Art. XII.XI.65. Pour l'application de l'arrêté royal du 15 janvier 1975 fixant les dispositions générales relatives à l'octroi d'une allocation pour prestations de travail nocturnes à certains agents des provinces, des communes, des agglomérations de communes et des fédérations de communes, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par commissaire de police ou commissaire adjoint de police, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade de commissaire de police ou de commissaire divisionnaire de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu d'un grade de commissaire de police ou de commissaire adjoint de police.

Art. XII.XI.66. Les règles spéciales prises, le cas échéant, en vertu de l'arrêté royal du 27 novembre 1975 fixant les dispositions générales relatives au statut pécuniaire des agents provinciaux et communaux bénéficiant de congés exceptionnels pour cas de force majeure ou de congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales, continuent de s'appliquer aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale sans être revêtus d'un grade d'officier, tel que visé à l'article 1.C. de l'arrêté royal du 13 octobre 1986 fixant les grades du personnel de la

dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder :

1° functie van politiecommissaris of adjunct-politiecommissaris : de ambten van hoofdcommissaris van politie en/of commissaris van politie;

2° lager politiepersoneel : het actueel personeelslid van het operationeel kader behorende tot het basis- of middenkader.

Art. XII.XI.63. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 12 februari 1963 betreffende de toekenning van een vergoeding wegens buitengewone prestaties aan het provinciaal- en gemeentepersoneel, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder, wat betreft het personeel van een politiekorps van de lokale politie of van de gemeentepolitie :

1° agenten bedoeld in artikel 71, § 1, van de wet van 14 februari 1961 : de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, niet bekleed waren met een graad van officier, zoals bedoeld in artikel 1.C. van het koninklijk besluit van 13 oktober 1986 tot vaststelling van de graden van het personeel van de gemeentepolitie;

2° politie : de politiekorpsen van de lokale politie zoals bedoeld in artikel 2, 2°, van de wet, of van de gemeentepolitie;

3° politiepersoneel : personeel van een korps van de lokale politie dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, behoorde tot de gemeentepolitie of de lokale politie, met het statuut van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie.

Art. XII.XI.64. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de toekenning van een diplomabijslag aan sommige personeelsleden van de provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten, onder andere, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder politiecommissaris of adjunct-politiecommissaris : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van commissaris van politie en/of hoofdcommissaris van politie en dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed was met een graad van commissaris van politie of adjunct-commissaris van politie.

Art. XII.XI.65. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 15 januari 1975 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de toekenning van een toelage voor nachtwerk aan sommige personeelsleden van de provincies, de gemeenten, de agglomeraties van gemeenten en de federaties van gemeenten, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder politiecommissaris of adjunct-politiecommissaris : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van commissaris van politie en/of hoofdcommissaris van politie en dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed was met een graad van commissaris van politie of adjunct-commissaris van politie.

Art. XII.XI.66. De bijzondere regels genomen, in voorkomend geval, krachtens het koninklijk besluit van 27 november 1975 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden der provincies en gemeenten die uitzonderlijk verlof wegens overmacht of verlof voor verminderde prestaties om sociale of familiale redenen genieten, blijven van toepassing op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie zonder bekleed te zijn met de graad van officier, zoals bedoeld in artikel 1.C. van het koninklijk besluit van 13 oktober 1986 tot

police communale, et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine.

Art. XII.XI.67. Pour l'application de l'arrêté royal du 3 décembre 1975 fixant la limite des dispositions générales relatives à la valorisation pécuniaire des services antérieurs accomplis dans le secteur public par certains agents des provinces et des communes, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par commissaire de police ou commissaire adjoint de police le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade de commissaire de police et/ou de commissaire divisionnaire de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu d'un grade de commissaire de police ou de commissaire adjoint de police.

Art. XII.XI.68. Pour l'application de l'arrêté royal du 10 décembre 1975 relatif à la détermination du complément de traitement des secrétaires communaux, des receveurs communaux et des divers commissaires et commissaires adjoints de police, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par commissaire de police ou commissaire adjoint de police, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade de commissaire de police et/ou de commissaire divisionnaire de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu d'un grade de commissaire de police ou de commissaire adjoint de police.

Art. XII.XI.69. Pour l'application de l'arrêté royal du 12 avril 1977 fixant les dispositions générales relatives à l'admissibilité des services accomplis par certains agents des provinces, des communes et des agglomérations de communes dans le secteur privé, en qualité de chômeurs occupés par les pouvoirs publics ou comme stagiaires en vertu de la législation sur le stage des jeunes, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par commissaire de police ou commissaire adjoint de police, le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade de commissaire et/ou de commissaire divisionnaire de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu d'un grade de commissaire de police ou de commissaire adjoint de police.

Art. XII.XI.70. Les règles spéciales prises, le cas échéant, en vertu de l'arrêté royal du 12 février 1993 fixant les dispositions générales relatives à la rémunération par les provinces et les communes, de certains agents en congé de maternité, continuent de s'appliquer aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine.

Art. XII.XI.71. Pour l'application de l'arrêté royal du 21 avril 1993 relatif à l'octroi d'une allocation en raison du remplacement d'un chef de corps de la police communale, entre autres, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° membre du corps de police communale : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.63, 3°;

2° chef de corps : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel chef de corps d'un corps de la police locale ou de la police communale;

3° bourgmestre : le bourgmestre dans les zones unicommunales, le collège de police dans les zones pluricommunales;

vaststelling van de graden van het personeel van de gemeentepolitie en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling.

Art. XII.XI.67. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 3 december 1975 tot vaststelling van de grens van de algemene bepalingen betreffende de geldelijke valorisatie van de vroegere diensten die in de overheidssector door sommige leden van het provincie- en gemeentepersoneel werden verricht, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder politiecommissaris of adjunct-politiecommissaris : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van commissaris van politie en/of hoofdcommissaris van politie en dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed was met een graad van commissaris van politie of adjunct-commissaris van politie.

Art. XII.XI.68. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 10 december 1975 betreffende de vaststelling van de weddetoeslag van de gemeentesecretarissen, de gemeenteontvangers en de verschillende politiecommissarissen en adjunct-politiecommissarissen, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder politiecommissaris of adjunct-politiecommissaris : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van commissaris van politie en/of hoofdcommissaris van politie en dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed was met een graad van commissaris van politie of adjunct-commissaris van politie.

Art. XII.XI.69. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 12 april 1977 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de inaanmerkingneming van de diensten door sommige personeelsleden van de provincies, gemeenten en agglomeraties van gemeenten verricht in de privé-sector, in hoedanigheid van door de openbare besturen tewerkgestelde werkloze of als stagiair krachtens de wetgeving op de stage van jongeren, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder politiecommissaris of adjunct-politiecommissaris : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van commissaris en/of hoofdcommissaris van politie en dat daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed was met een graad van commissaris van politie of adjunct-commissaris van politie.

Art. XII.XI.70. De bijzondere regels, in voorkomend geval, genomen krachtens het koninklijk besluit van 12 februari 1993 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de bezoldiging door de provincies en gemeenten, van sommige personeelsleden die met bevallingsverlof zijn, blijven van toepassing op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling.

Art. XII.XI.71. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 21 april 1993 betreffende de toekenning van een toelage wegens de vervanging van een korpschef bij de gemeentepolitie, onder andere, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder :

1° lid van een korps van de gemeentepolitie : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.63, 3°;

2° korpschef : het actueel personeelslid van het operationeel kader korpschef van een korps van de lokale politie of van de gemeentepolitie;

3° burgemeester : de burgemeester in de ééngemeentezones, het politiecollege in de meergemeentezones;

Les zones de police sont celles visées aux arrêtés royaux du 28 avril 2000 déterminant la délimitation du territoire en zones de police.

Art. XII.XI.72. Pour l'application de l'arrêté royal du 20 juin 1994 fixant les dispositions générales relatives à la rémunération du personnel des services publics d'incendie et du personnel de la police communale, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° personnel de la police communale : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.63, 3°;

2° chef de corps : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel qui,

a) soit, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était chef de corps d'un corps de police communale ou de la police locale;

b) soit, à ou après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, devient chef de corps d'un corps de la police locale ou de la police communale.

Art. XII.XI.73. Pour l'application de l'arrêté royal du 20 juin 1994 fixant les dispositions générales relatives à la valorisation pécuniaire des services antérieurs accomplis dans le secteur public par des agents des services publics d'incendie et de la police communale, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par personnel de la police communale, le personnel visé à l'article XII.XI.63, 3°.

Art. XII.XI.74. Pour l'application de l'arrêté royal du 20 juin 1994 fixant les dispositions générales relatives à l'octroi d'une allocation pour travail de nuit, de samedi et de dimanche au personnel des services publics d'incendie et des services de police communale, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

1° personnel de la police communale : le personnel visé à l'article XII.XI.63, 3°;

2° chef de corps : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.72, 2°;

3° commissaire de la police communale : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade de commissaire de police et/ou de commissaire divisionnaire de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu d'un grade de commissaire de police ou de commissaire de police en chef.

Art. XII.XI.75. Pour l'application de l'arrêté royal du 20 juin 1994 fixant les dispositions générales relatives à l'octroi d'une allocation pour diplôme à certains agents des services publics d'incendie et de la police communale, entre autres, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par personnel de la police communale, le personnel visé à l'article XII.XI.63, 3°.

Art. XII.XI.76. Pour l'application de l'arrêté royal du 3 mars 1995 fixant les conditions d'ancienneté, de formation complémentaire et d'avis favorable du chef de corps pour pouvoir octroyer certaines échelles de traitement aux titulaires de certains grades de la police communale, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par :

De politiezones zijn deze bedoeld in de koninklijke besluiten van 28 april 2000 houdende de indeling van het grondgebied in politiezones.

Art. XII.XI.72. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de bezoldiging van het personeel van de openbare brandweerdiensten en het personeel van de gemeentepolitie, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder :

1° personeel van de gemeentepolitie : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.63, 3°;

2° korpschef : het actueel personeelslid van het operationeel kader dat,

a) hetzij, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, korpschef was van een korps van de gemeentepolitie of van de lokale politie;

b) hetzij, op of na de datum van inwerkingtreding van dit besluit, korpschef wordt van een korps van de lokale politie of van de gemeentepolitie.

Art. XII.XI.73. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de geldelijke valorisatie van vroegere diensten die in de overheidssector door personeelsleden van de openbare brandweerdiensten en van de gemeentepolitie werden verricht, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder personeel van de gemeentepolitie : het personeel bedoeld in artikel XII.XI.63, 3°.

Art. XII.XI.74. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de toekenning van nacht-, zaterdag- en zondagtoelagen voor het personeel van de openbare brandweerdiensten en de gemeentepolitie, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder :

1° personeel van de gemeentepolitie : het personeelslid bedoeld in artikel XII.XI.63, 3°;

2° korpschef : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.72, 2°;

3° commissaris van gemeentepolitie : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van commissaris en/of hoofdcommissaris van politie en dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed was met een graad van commissaris van politie of hoofdcommissaris van politie.

Art. XII.XI.75. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de toekenning van een diplomatoelage aan sommige personeelsleden van de openbare brandweerdiensten en van de gemeentepolitie, onder andere, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder personeel van de gemeentepolitie : het personeel bedoeld in artikel XII.XI.63, 3°.

Art. XII.XI.76. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 3 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden inzake anciënniteit, bijscholing en gunstig advies van de korpschef om sommige loonschalen aan de titularissen van sommige graden van de gemeentepolitie te kunnen toekennen, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder :

1° chef de corps : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, chef de corps d'un corps de police communale ou de la police locale;

2° agent auxiliaire de police : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel, revêtu du grade d'agent auxiliaire de police;

3° agent de police : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade d'inspecteur de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade d'agent de police, d'agent brigadier de police ou d'agent brigadier principal de police;

4° garde champêtre : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade d'inspecteur et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade de garde champêtre. Ne sont toutefois pas visés les garde champêtres commissionnés, uniques ou en chef;

5° commissaire adjoint de police des communes de classe supérieure ou égale à 17 : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade de commissaire de police et/ou de commissaire divisionnaire de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade premièrement cité dans une commune d'une classe égale ou supérieure à 17.

Art. XII.XI.77. Pour l'application de l'arrêté royal du 22 décembre 1997 fixant les dispositions générales relatives à une indemnité pour des frais exposés par des membres de la police communale lors de l'exercice de missions de police judiciaire, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu d'entendre par membre du personnel de la police communale : le membre du personnel visé à l'article XII.XI.63, 3°.

Art. XII.XI.78. Pour l'application de l'arrêté ministériel du 3 mars 1995 fixant les diplômes, brevets et certificats donnant lieu à l'octroi d'une allocation pour diplôme à certains membres de la police communale, aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel d'un corps de police communale et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, il y a lieu, à l'article unique, point 7 de cet arrêté, d'entendre par :

1° agent auxiliaire de police : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.76, 2°;

2° agent de police : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel visé à l'article XII.XI.76, 3°;

3° inspecteur de police, inspecteur principal de police et inspecteur principal de première classe : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade d'inspecteur principal de police et qui, le jour précédent de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade d'inspecteur de police, d'inspecteur principal de police ou d'inspecteur principal de première classe;

4° commissaire adjoint de police, commissaire adjoint inspecteur de police et commissaire adjoint inspecteur principal de police : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade de commissaire de police et/ou de commissaire divisionnaire de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade de commissaire adjoint de police, commissaire adjoint inspecteur de police ou commissaire adjoint inspecteur principal de police;

5° commissaire de police et commissaire de police en chef : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade de commissaire de police et/ou de commissaire divisionnaire de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade de commissaire de police ou de commissaire de police en chef;

6° garde champêtre : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade d'inspecteur de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade de garde champêtre;

7° garde champêtre commissionné : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade d'inspecteur principal de police, et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade de garde champêtre commissionné;

1° korpschef : het actueel personeelslid van het operationeel kader, korpschef van een korps van de gemeentepolitie of van de lokale politie ;

2° hulpagent van politie : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van hulpagent van politie ;

3° politieagent : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van inspecteur van politie en dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed was met de graad van politieagent, politieagent-brigadier of politieagent hoofdbbrigadier;

4° veldwachter : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van inspecteur en dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed was met de graad van veldwachter. De aangestelde veldwachters, enige veldwachters of hoofdveldwachters worden evenwel niet bedoeld;

5° adjunct-politiecommissarissen van gemeenten waarvan de klasse gelijk is aan of hoger dan klasse 17 : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van commissaris en/of hoofdcommissaris van politie en dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was bekleed met de eerstgenoemde graad in een gemeente waarvan de klasse gelijk is aan of hoger is dan klasse 17.

Art. XII.XI.77. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 22 december 1997 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende een vergoeding voor onkosten gemaakt bij de uitoefening van opdrachten van gerechtelijke politie door de leden van de gemeentepolitie, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt verstaan onder personeelslid van de gemeentepolitie : het personeelslid bedoeld in artikel XII.XI.63, 3°.

Art. XII.XI.78. Voor de toepassing van het ministerieel besluit van 3 maart 1995 tot vaststelling van de diploma's, brevetten en getuigschriften die in aanmerking komen voor het toekennen van een diploma-toelage aan sommige personeelsleden van de gemeentepolitie, op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van een korps van de gemeentepolitie en opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, wordt in het enig artikel, punt 7 van dit besluit, verstaan onder :

1° hulpagent van politie : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.76, 2°;

2° politieagent : het actueel personeelslid van het operationeel kader bedoeld in artikel XII.XI.76, 3°;

3° inspecteur van politie, hoofdinspecteur van politie en hoofdinspecteur van eerste klasse : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van hoofdinspecteur van politie en dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was bekleed met de graad van inspecteur van politie, hoofdinspecteur van politie of hoofdinspecteur van eerste klasse;

4° adjunct-commissaris van politie, adjunct-commissaris inspecteur van politie en adjunct-commissaris hoofdinspecteur van politie : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van commissaris en/of hoofdcommissaris van politie en dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was bekleed met de graad van adjunct-commissaris van politie, adjunct-commissaris inspecteur van politie en adjunct-commissaris hoofdinspecteur van politie;

5° commissaris van politie en hoofdcommissaris van politie : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van commissaris en/of hoofdcommissaris van politie en dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was bekleed met de graad van commissaris van politie of hoofdcommissaris van politie;

6° veldwachter : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van inspecteur van politie en dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed was met de graad van veldwachter;

7° aangesteld veldwachter : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van hoofdinspecteur van politie en dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed was met de graad van aangesteld veldwachter;

8° garde champêtre unique et garde champêtre en chef : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade d'inspecteur principal de police et/ou de commissaire de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade de garde champêtre unique ou de garde champêtre en chef;

9° assistant de police, assistant de police de première classe, assistant de police principal et assistant de police en chef : le membre actuel du personnel du cadre opérationnel revêtu du grade d'inspecteur principal de police et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, était revêtu du grade d'assistant de police, assistant de police de première classe, assistant de police principal ou assistant de police en chef.

SECTION 3. — POSITION JURIDIQUE D'ORIGINE

Art. XII.XI.79. Sans préjudice des autres dispositions légales et réglementaires qui déterminent déjà en termes exprès leur statut, sont également applicables aux membres actuels du personnel du cadre opérationnel qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine :

1° article XI.II.13;

2° la partie XI, titre III, chapitre Ier, et le cas échéant, chapitre II;

3° la partie XI, titre III, chapitre IV, section 1ère, article XI.III.12, alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 4° et alinéa 2, ainsi que les sections 3 et 5;

4° la partie XI, titre III, chapitres VII, VIII et X;

5° la partie XI, titre IV, chapitres Ier, IV à VIII et, le cas échéant, IX;

6° la partie XI, titre V, chapitres Ier et II;

7° les articles XIII.I.1^{er} à XIII.I.9 y compris, XIII.I.10, § 1^{er}, 2° à 24° y compris, 29° et 30°, §§ 2 et 3, XII.XI.7, XII.XI.8, XII.XI.10, XII.XI.26, XII.XI.28 à XII.XI.30 y compris, XII.XI.36, XII.XI.37, XII.XI.39, et XII.XI.31, alinéa 1^{er}, pour les membres du personnel qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, appartenaient au personnel roulant de la police des autoroutes et des routes pour automobiles déterminées par le Roi.

CHAPITRE II. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES APPLICABLES AUX MEMBRES DU PERSONNEL DU CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE

SECTION 1^{re}. — DISPOSITIONS GENERALES

Art. XII.XI.80. Le présent chapitre n'est applicable qu'aux membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique.

Il n'est toutefois applicable à ceux de ces membres qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, que lorsque les dispositions le mentionnent expressément ou que lorsqu'elles sont visées par l'article XII.XI.95.

Art. XII.XI.81. Par dérogation à l'article XIII.I.10, 27° et 28°, l'arrêté royal du 16 décembre 1996 accordant une prime de connaissance d'une seconde langue nationale aux membres des greffes et des secrétariats de parquet, ainsi qu'au personnel des greffes et parquets et l'arrêté royal du 23 décembre 1998 octroyant une allocation de bilinguisme à certains militaires en activité de service, restent toutefois en vigueur pour les membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique du personnel qui avaient le statut de membres des greffes et des secrétariats de parquet ou de membres du personnel des greffes et des parquets ou de militaires transférés vers le corps administratif et logistique de la gendarmerie, qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, et qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficiaient de l'allocation visée dans ces mêmes textes, aussi longtemps qu'ils ne sont pas affectés à un autre corps, unité, service ou emploi que celui (celle) qui est le (la) leur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, qui ne serait pas visé par l'arrêté royal du 30 avril 1991 accordant une prime de bilinguisme au personnel des administrations de l'Etat.

8° enige veldwachter en hoofdveldwachter : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van hoofdinspecteur van politie en/of commissaris van politie en dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, was bekleed met de graad van enige veldwachter of hoofdveldwachter;

9° politieassistent, politieassistent eerste klasse, eerst aanwezigend politieassistent en hoofdpolitieassistent : het actueel personeelslid van het operationeel kader bekleed met de graad van hoofdinspecteur van politie en dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, bekleed was met de graad van politieassistent, politieassistent eerste klasse, eerste aanwezigend politieassistent of hoofdpolitieassistent.

AFDELING 3. — OORSPRONKELIJKE RECHTSPOSITIEREGELING

Art. XII.XI.79. Op de actuele personeelsleden van het operationeel kader die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, zijn, onverminderd andere wettelijke en reglementaire bepalingen die reeds expliciet hun statuut bepalen, eveneens van toepassing :

1° artikel XI.II.13;

2° deel XI, titel III, hoofdstuk I en, in voorkomend geval, hoofdstuk II;

3° deel XI, titel III, hoofdstuk IV, afdeling 1, artikel XI.III.12, eerste lid, 2°, 3° en 4° en tweede lid, alsook de afdelingen 3 en 5;

4° deel XI, titel III, hoofdstukken VII, VIII en X;

5° deel XI, titel IV, hoofdstukken I, IV tot en met VIII, en, in voorkomend geval, IX;

6° deel XI, titel V, hoofdstukken I en II;

7° de artikelen XIII.I.1 tot en met XIII.I.9, XIII.I.10, § 1, 2° tot en met 24°, 29° en 30°, §§ 2 en 3, XII.XI.7, XII.XI.8, XII.XI.10, XII.XI.26, XII.XI.28 tot en met XII.XI.30, XII.XI.36, XII.XI.37, XII.XI.39, en XII.XI.31, eerste lid, voor de personeelsleden die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit deel uitmaakten van het rijdend personeel van de politie van de autosnelwegen en de autowegen door de Koning bepaald.

HOOFDSTUK II. — OVERGANGSBEPALINGEN TOEPASSELIJK OP DE PERSONEELSLEDEN VAN HET ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER

AFDELING 1. — ALGEMENE BEPALINGEN

Art. XII.XI.80. Dit hoofdstuk is enkel van toepassing op de actuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader.

Het is evenwel slechts toepasselijk op deze leden die kiezen voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositie indien deze bepalingen dit uitdrukkelijk vermelden of indien deze zijn bedoeld door artikel XII.XI.95.

Art. XII.XI.81. In afwijking van artikel XIII.I.10, 27° en 28°, blijven het koninklijk besluit van 16 december 1996 houdende toekenning van een premie voor de kennis van een tweede landstaal aan de leden van de griffies en van de parketsecretariaten, alsook aan het personeel van griffies en parketten en het koninklijk besluit van 23 december 1998 tot toekenning van een toelage voor tweetaligheid aan sommige militairen in actieve dienst, evenwel van kracht voor de actuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader die het statuut hadden van leden van de griffies en van de parketsecretariaten of van personeelsleden van de griffies en parketten of van militairen die naar het administratief en logistiek korps van de rijkswacht overgeplaatst werden, die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, en die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, de toelage genoten bedoeld in dezelfde teksten, zolang zij niet voor een ander(e) korps, eenheid, dienst of betrekking zijn aangewezen dan dit (deze) dat (die) het (de) zijne is op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, die niet zou zijn bedoeld in het koninklijk besluit van 30 april 1991 tot toekenning van een premie voor tweetaligheid aan het personeel van de rijksbesturen.

SECTION 2. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. XII.XI.82. Est fixé dans l'échelle de traitement qui leur est attribuée en application des articles XII.II.36, XII.II.42, XII.II.48 et XII.II.55, le traitement des membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté avaient, soit le statut de membres du personnel du corps administratif et logistique de la gendarmerie, soit celui de membres du personnel d'un ministère, soit celui de membres du personnel des greffes et des parquets des Cours et tribunaux, soit celui de membres des greffes et des secrétariats des parquets, soit celui de membres du personnel d'une commune.

Art. XII.XI.83. Les dispositions de l'article XI.II.11, § 2, ne sont pas applicables aux membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique auxquels une nouvelle échelle de traitement est allouée par application de l'article XII.XI.82.

Art. XII.XI.84. § 1^{er}. Pour le membre actuel du personnel du cadre administratif et logistique auquel est applicable l'article XII.XI.82, l'ancienneté pécuniaire censée acquise dans l'échelle de traitement qui lui est allouée lorsque les dispositions du présent arrêté lui deviennent intégralement applicables, s'obtient en :

1° déterminant, sur base de l'ancienneté pécuniaire telle qu'obtenue en application de l'alinéa 2, le traitement auquel le membre actuel du personnel pourrait prétendre dans son ancien statut tenant compte du grade dont il était revêtu.

L'ancienneté pécuniaire du membre actuel du personnel visée à l'alinéa 1^{er}, est égale, si celle-ci lui est plus favorable que celle qu'il avait obtenue par application de son statut d'origine, à celle qu'il peut acquérir par application des articles XI.II.3 à XI.II.9, alinéas 1^{er} et 2 y compris.

Pour l'application de l'alinéa 2, sont assimilés aux services effectifs ou assimilés tels, que le membre actuel du personnel a accomplis dans les services de police, les services admissibles, effectifs ou assimilés tels, qu'il a accomplis auprès du ministère, du service, de l'institution ou de la commune, qui l'employait jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, en tant que titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes;

2° ensuite, en déterminant, dans l'échelle de traitement qui lui est conférée, l'ancienneté correspondante au montant de traitement qui est égal ou immédiatement supérieur à celui visé au 1°, sans cependant que le maximum de l'échelle conférée puisse être dépassé.

§ 2. Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, il y a lieu d'entendre par traitement, le traitement tel qu'octroyé en application de l'ancien statut, diminué, pour les membres actuels du personnel ayant appartenu au personnel d'une commune, du montant de l'allocation de bilinguisme qui y aurait éventuellement été incorporée.

Art. XII.XI.85. Le membre actuel du personnel du cadre administratif et logistique visé à l'article XII.XI.82, conserve, en ce compris les augmentations intercalaires et les clauses de sauvegarde barémiques qui lui étaient applicables dans son ancien statut, le droit à l'échelle de traitement dont il bénéficiait avant que les dispositions du présent arrêté ne lui deviennent intégralement applicables, aussi longtemps que cette échelle lui est plus favorable que celle, les augmentations intercalaires comprises, à laquelle il peut prétendre en vertu de l'article XII.XI.82.

Il perçoit en outre une allocation complémentaire correspondant à la différence entre l'échelle de traitement, les augmentations intercalaires et le supplément de traitement compris, telle qu'obtenue en application de l'alinéa 1^{er} et la rémunération fixe la plus favorable à laquelle il puisse prétendre, selon qu'il obtienne le bénéfice de celle liée à son statut d'origine ou de celle liée au statut visé dans le présent arrêté.

Par rémunération fixe liée au statut visé dans le présent arrêté, il y a lieu d'entendre la somme indexée de l'échelle de traitement, augmentations intercalaires comprises, à laquelle il peut prétendre en vertu de l'article XII.XI.82, et, le cas échéant, de l'allocation de foyer ou de résidence. S'y ajoute également, s'il avait le statut de membre du personnel d'une commune jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour autant qu'il en bénéficie, l'allocation de bilinguisme visée à l'article XI.III.4.5°.

L'article XII.XI.25, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, § 2 et § 4, est, mutatis mutandis, applicable à l'allocation visée à l'alinéa 2.

AFDELING 2. — OVERGANGSBEPALINGEN

Art. XII.XI.82. Wordt vastgesteld in de loonschaal die hem wordt toegekend bij toepassing van de artikelen XII.II.36, XII.II.42, XII.II.48 et XII.II.55, de wedde van de actuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ofwel het statuut hadden van personeelsleden van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, ofwel dat van personeelsleden van een ministerie, ofwel dat van personeelsleden van de griffies en de parketten van de Hoven en rechtbanken, ofwel dat van leden van de griffies en van de parketsecretariaten, ofwel dat van personeelsleden van een gemeente.

Art. XII.XI.83. De bepalingen van artikel XI.II.11, § 2, zijn niet van toepassing op de actuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader waaraan een nieuwe loonschaal wordt toegekend door toepassing van artikel XII.XI.82.

Art. XII.XI.84. § 1. Voor het actueel personeelslid van het administratief en logistiek kader op wie artikel XII.XI.82 van toepassing is, is de geldelijke anciënniteit die als verworven is beschouwd in de loonschaal die hem wordt toegekend wanneer de bepalingen van dit besluit volledig op hem van toepassing worden, deze verworven door :

1° de wedde te bepalen, op basis van de geldelijke anciënniteit zoals herrekend overeenkomstig het tweede lid, waarop het actueel personeelslid aanspraak zou kunnen maken in zijn oud statuut rekening houdend met de graad waarmee het bekleed was.

De geldelijke anciënniteit van het actueel personeelslid, bedoeld in het eerste lid, is gelijk aan deze die het kan verwerven met toepassing van de artikelen XI.II.3 tot en met XI.II.9, eerste en tweede lid, voor zover deze voor hem voordeliger is dan deze die het had verworven door de toepassing van zijn oorspronkelijk statuut.

Voor de toepassing van het tweede lid, worden gelijkgesteld met werkelijke of gelijkgestelde diensten die het actueel personeelslid heeft vervuld bij de politiediensten, de werkelijke of gelijkgestelde diensten die in aanmerking komen, die het vervuld heeft bij het ministerie, de dienst, de instelling of de gemeente, waarbij het daags voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit tewerkgesteld was, als titularis van een ambt met volledige prestaties;

2° vervolgens, door, binnen de loonschaal die hem wordt toegekend, de anciënniteit te bepalen die overeenstemt met het bedrag van de wedde dat gelijk of onmiddellijk hoger is dan dat bedoeld in 1°, zonder dat echter het maximum van de toegekende schaal kan worden overschreden.

§ 2. Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, moet onder wedde worden verstaan, de wedde zoals deze wordt toegekend met toepassing van het oud statuut, verminderd, voor de actuele personeelsleden die tot het personeel van een gemeente behoorden, met het bedrag van de tweetaligheidstoelage die er eventueel zou inbegrepen geweest zijn.

Art. XII.XI.85. Het actueel personeelslid van het administratief en logistiek kader bedoeld in artikel XII.XI.82 behoudt, met inbegrip van de tussentijdse verhogingen en de baremische vrijwaringsclausules die op hem van toepassing waren in zijn oud statuut, het recht op de loonschaal schaal die het genoot vooraleer de bepalingen van dit besluit volledig op hem van toepassing werden tot zolang deze schaal voor hem voordeliger is dan deze waarop het, met inbegrip van de tussentijdse verhogingen, aanspraak kan maken met toepassing van artikel XII.XI.82.

Het verkrijgt bovendien een bijkomende toelage die overeenstemt met het verschil tussen de loonschaal, met inbegrip van de tussentijdse verhogingen en de weddebijslag, zoals bereikt met toepassing van het eerste lid en de meest voordelige vaste bezoldiging waarop het zou kunnen aanspraak maken afhankelijk van het feit of het voordeel verkrijgt van deze wedde verbonden met zijn oud statuut dan wel van deze verbonden met het statuut bedoeld in dit besluit.

Onder vaste bezoldiging verbonden aan het statuut bedoeld in dit besluit moet worden verstaan de geïndexeerde som van de loonschaal, met inbegrip van de tussentijdse verhogingen, waarop het kan aanspraak maken krachtens artikel XII.XI.82, en, in voorkomend geval, de haard- of standplaatstoelage. Indien het daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit personeelslid van een gemeente was en voor zover het deze geniet, wordt ook hieraan de tweetaligheidstoelage bedoeld in het artikel XI.III.4, 5°, toegevoegd.

Artikel XII.XI.25, § 1, eerste en tweede lid, § 2 en § 4, is, mutatis mutandis, van toepassing op de toelage bedoeld in het tweede lid.

Art. XII.XI.86. Aux membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de militaires transférés vers le corps administratif et logistique de la gendarmerie ou de militaires désignés pour servir dans ce corps, est alloué un supplément de traitement dont le montant annuel est fixé à 30 000 francs (743,68 EUR).

L'article XII.XI.25, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, § 2 et § 4, est, mutatis mutandis, applicable au supplément de traitement visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. XII.XI.87. Aux membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique visés à l'article XII.II.51, alinéa 2, 1°, ou à l'article XII.II.58, alinéa 2, 1°, qui occupent un emploi de psychologue ou d'assistant psychologue auprès du détachement de sécurité de l'aéroport national ou auprès du stress team de la direction générale des ressources humaines, est alloué un supplément de traitement égal à :

1° un tiers de la dernière augmentation intercalaire de l'échelle B4D si, dans l'hypothèse où les dispositions des articles XII.II.52, alinéa 3, ou XII.II.59, alinéa 3, leur avaient été appliquées, ils avaient bénéficié d'une bonification d'ancienneté d'échelle inférieure ou égale à un an;

2° deux tiers de la dernière augmentation intercalaire de l'échelle B4D si, dans l'hypothèse où les dispositions des articles XII.II.52, alinéa 3, ou XII.II.59, alinéa 3, leur avaient été appliquées, ils avaient bénéficié d'une bonification d'ancienneté d'échelle inférieure ou égale à deux ans;

3° la dernière augmentation intercalaire de l'échelle B4D si, dans l'hypothèse où les dispositions des articles XII.II.52, alinéa 3, ou XII.II.59, alinéa 3, leur avaient été appliquées, ils avaient bénéficié d'une bonification d'ancienneté d'échelle supérieure à deux ans.

Art. XII.XI.88. Pour le membre actuel du personnel du cadre administratif et logistique, il y a lieu d'entendre par rémunération fixe liée au statut d'origine, telle que visée à l'article XII.XI.85, alinéa 2, la somme indexée des éléments suivants, tels qu'ils auraient été fixés en application de son statut d'origine :

1° le traitement, le cas échéant tel qu'alloué en vertu d'une délégation visée à l'article 330*bis* du Code judiciaire, inséré par la loi du 17 février 1997;

2° le cas échéant, l'allocation de foyer ou de résidence;

3° s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine, un des suppléments de traitement visés aux articles 365*ter*, 366, 367, 367*bis*, 367*ter*, 373, 373*bis*, 373*ter*, 374, 375 ou 376, du Code judiciaire ou tout autre supplément de traitement qui lui était accordé en vertu d'une disposition réglementaire ou contractuelle;

4° s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine, l'allocation visée à l'arrêté royal du 18 janvier 1974 fixant les dispositions générales relatives à l'octroi d'une allocation pour diplôme à certains agents des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, modifié par les arrêtés royaux des 13 mars 1974, 6 septembre 1979, 29 janvier 1990, 6 mars 1991 et 31 mars 1993;

5° s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine, l'allocation visée à l'arrêté royal du 19 avril 1962 relatif à l'octroi d'une allocation pour l'exercice de fonctions supérieures aux agents provinciaux et communaux, modifié par l'arrêté royal du 6 avril 1972, ou de l'allocation visée à l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 25 février 1985, 20 février 1989, 6 novembre 1991, 4 mars 1993, 22 juillet 1993, 17 mars 1995, 10 avril 1995, 4 août 1996 et 20 avril 1999;

6° s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine, l'allocation visée à l'arrêté royal du 23 novembre 1982 portant le statut pécuniaire des militaires, notamment l'article 24, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1992;

7° s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine, l'allocation visée à l'arrêté royal du 6 décembre 2000 relatif à l'octroi d'une allocation forfaitaire mensuelle aux assistants techniques judiciaires des parquets et aux membres du personnel des greffes et des secrétariats de parquet chargés de la conduite des voitures destinées au transport de personnes;

Art. XII.XI.86. Aan het actueel personeelslid van het administratief en logistiek kader dat, daags voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut van militair had die naar het administratief en logistiek korps van de rijkswacht overgeplaatst werd of van militair die aangewezen was om bij dit korps te dienen, wordt een weddebijslag toegekend waarvan het jaarlijks bedrag op 30 000 frank (743,68 EUR) is vastgesteld.

Artikel XII.XI.25, § 1, eerste en tweede lid, § 2 en § 4, is, mutatis mutandis, van toepassing op de weddebijslag bedoeld in het eerste lid.

Art. XII.XI.87. Aan de actuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader bedoeld in artikel XII.II.51, tweede lid, 1°, of in artikel XII.II.58, tweede lid, 1°, die bij het veiligheidsdetachement nationale luchthaven of bij het stressteam van de algemene directie van het personeel een betrekking van psycholoog of assistent in de psychologie bekleeden, wordt een weddebijslag toegekend, die gelijk is aan :

1° een derde van de laatste tussentijdse weddeverhoging van de loonschaal B4D indien, in de veronderstelling dat de bepalingen van de artikelen XII.II.52, derde lid, of XII.II.59, derde lid, op hen toegepast waren, ze een loonschaalanciënniteitsbonificatie hadden genoten die lager dan of gelijk aan één jaar is;

2° twee derde van de laatste tussentijdse weddeverhoging van de loonschaal B4D indien, in de veronderstelling dat de bepalingen van de artikelen XII.II.52, derde lid, of XII.II.59, derde lid, op hen toegepast waren, ze een loonschaalanciënniteitsbonificatie hadden genoten die lager dan of gelijk aan twee jaar is;

3° de laatste tussentijdse weddeverhoging van de loonschaal B4D indien, in de veronderstelling dat de bepalingen van de artikelen XII.II.52, derde lid, of XII.II.59, derde lid, op hen toegepast waren, ze een loonschaalanciënniteitsbonificatie hadden genoten die hoger dan twee jaar is.

Art. XII.XI.88. Voor het actueel personeelslid van het administratief en logistiek kader wordt verstaan onder vaste bezoldiging verbonden aan het oorspronkelijk statuut, zoals bedoeld in artikel XII.XI.85, tweede lid, de geïndexeerde som van de volgende elementen, zoals ze zouden zijn vastgesteld met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut :

1° de wedde, desgevallend zoals toegekend krachtens een opdracht bedoeld in artikel 330 *bis* van het gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 februari 1997;

2° in voorkomend geval, de haard -of standplaatstoelage;

3° indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, één van de weddebijslagen bedoeld in de artikelen 365*ter*, 366, 367, 367*bis*, 367*ter*, 373, 373*bis*, 373*ter*, 374, 375 of 376, van het gerechtelijk Wetboek of elke andereweddebijslag die hem werd toegekend krachtens een reglementaire of contractuele bepaling;

4° indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, de toelage bedoeld in het koninklijk besluit van 18 januari 1974 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de toekenning van een diplomabijslag aan sommige personeelsleden van de provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 maart 1974, 6 september 1979, 29 januari 1990, 6 maart 1991 en 31 maart 1993;

5° indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, de toelage bedoeld in het koninklijk besluit van 19 april 1962 betreffende de toekenning van een toelage wegens uitoefening van hogere functies aan het provinciaal en gemeentelijk personeel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 april 1972, of van de toelage bedoeld in het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 februari 1985, 20 februari 1989, 6 november 1991, 4 maart 1993, 22 juli 1993, 17 maart 1995, 10 april 1995, 4 augustus 1996 en 20 april 1999;

6° indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, de toelage bedoeld in het koninklijk besluit van 23 november 1982 houdende bezoldigingsregeling van de militairen, inzonderheid artikel 24, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 september 1992;

7° indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, de toelage bedoeld in het koninklijk besluit van 6 december 2000 betreffende de toekenning van een maandelijkse forfaitaire toelage aan de gerechtelijke technische assistenten van de parketten en aan de personeelsleden van de griffies en de parketsecretariaten die belast zijn met het besturen van wagens bestemd voor het vervoer van personen;

8° s'il était membre du personnel d'une commune et s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine, l'allocation de bilinguisme ou de la bonification de traitement pour connaissance et usage des deux langues nationales qui lui était allouée;

9° s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine, de tout élément de rémunération qu'une commune accordait à ses membres du personnel, aux conditions que :

- a) cet élément ait le caractère d'un supplément de traitement;
- b) les règles d'octroi de cet élément étaient déjà fixées avant le 7 décembre 1998;
- c) le ministre ait marqué son accord pour que cet élément de rémunération soit pris en considération pour l'application du présent article.

S'il était membre du personnel d'une commune, les éléments visés à l'alinéa 1^{er}, 5°, 8° et 9°, ne sont pris en considération qu'aussi longtemps que le membre actuel du personnel reste affecté dans la commune où il se trouvait affecté à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque la zone où il se verrait ensuite affecté octroyait ces mêmes éléments de rémunération avant la date de mise en vigueur du présent arrêté.

L'allocation visée à l'alinéa 1^{er}, 5°, n'est toutefois prise en considération que pendant un an à dater de la date de mise en vigueur du présent arrêté et que pour autant que le membre actuel du personnel ne bénéficie pas d'un supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat, tel que visé à l'article XII.II.17.

Art. XII.XI.89. Pour l'application de l'article XII.XI.88, le terme traitement doit être compris comme le traitement correspondant à l'ancienneté pécuniaire telle qu'elle était fixée dans le statut d'origine.

Art. XII.XI.90. Par dérogation à l'article XI.IV.111 et pendant deux ans à dater de la date de mise en vigueur du présent arrêté, le membre actuel du personnel du cadre administratif et logistique peut prétendre à une indemnité de déménagement, même dans le cas d'une mise en place qu'il aurait lui-même sollicitée.

Il peut dans les mêmes circonstances et aux mêmes conditions que celles visées à l'alinéa 1^{er}, prétendre à l'application des dispositions de la partie XI, titre IV, chapitre VII, section 5, sous-section 12.

Art. XII.XI.91. En matière d'échelles de traitement, pour l'application de son statut d'origine au membre actuel du personnel du cadre administratif et logistique qui opte pour le maintien de sa position juridique d'origine, est allouée l'échelle de traitement dont le membre du personnel bénéficiait jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Une échelle supérieure ne lui est accordée qu'à la condition qu'en application du statut pour le maintien duquel il a opté, elle eût pu être atteinte dans le cadre des promotions à l'ancienneté.

Art. XII.XI.92. Le membre actuel du personnel du cadre administratif et logistique qui avait le statut de membre du personnel d'une commune, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, et qui opte pour le maintien de sa position juridique d'origine, conserve, s'il en bénéficiait en application de son statut d'origine et aussi longtemps qu'il demeure affecté à la zone de police à laquelle la commune dont il était membre du personnel appartenait, le droit à des chèques repas, s'il estime cette formule plus avantageuse que l'application des dispositions de la partie XI relatives aux frais de nourriture.

Il ne peut toutefois pas y avoir cumul ou panachage.

Le membre actuel du personnel indique son choix en même temps qu'il opte pour le maintien de sa position juridique d'origine.

S'il s'est prononcé pour le maintien des chèques repas et s'il accomplit une mission temporaire ou est désigné pour effectuer un service permanent tel que visé à l'article XI.IV.13, 4°, alinéa 5, le droit aux chèques repas est suspendu pour les jours où il bénéficie de l'indemnité forfaitaire journalière visée à l'article XI.IV.38.

Art. XII.XI.93. Par dérogation à l'article XI.II.13, § 1^{er}, qu'il ait ou non fait usage de l'option pour le maintien de son statut d'origine, le membre actuel du personnel du cadre administratif et logistique qui avait le statut de membre du personnel d'une commune, jusqu'à et y

8° indien het lid van het personeel van een gemeente was en indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, de tweetaligheidstoelage of de weddebijslag voor de kennis en het gebruik van de twee landstalen die hem toegekend was;

9° indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, elk onderdeel van de bezoldiging dat een gemeente toekende aan zijn personeelsleden, op voorwaarde dat :

- a) dat onderdeel de aard van een weddebijslag heeft;
- b) de toekenningsregels van dit onderdeel reeds werden vastgesteld vóór 7 december 1998;
- c) de minister zijn akkoord geeft voor het in aanmerking nemen van dit onderdeel voor de toepassing van dit artikel.

Indien het lid was van het personeel van een gemeente, worden de elementen bedoeld in het eerste lid, 5°, 8° en 9°, slechts in rekening gebracht zolang het actueel personeelslid aangewezen blijft in de gemeente waarbij het aangewezen was vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit. Er kan enkel van deze regel afgeweken worden wanneer de zone waarin het vervolgens zou worden aangewezen diezelfde bezoldigingselementen toekende vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

De toelage bedoeld in het eerste lid, 5°, wordt slechts in aanmerking genomen gedurende één jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit en voor zover het actueel personeelslid geen weddebijslag geniet voor de uitoefening van een mandaat, zoals bedoeld in artikel XI.II.17.

Art. XII.XI.89. Voor de toepassing van artikel XII.XI.88, moet de term wedde worden verstaan als de wedde die overeenstemt met de geldelijke anciënniteit zoals die was vastgesteld in het oorspronkelijk statuut.

Art. XII.XI.90. In afwijking van artikel XI.IV.111 en voor een periode van twee jaar, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, kan het actueel personeelslid van het administratief en logistiek kader aanspraak maken op een verhuisvergoeding, zelfs bij een door hemzelf aangevraagde inplaatsstelling.

Het kan in dezelfde omstandigheden en onder dezelfde voorwaarden zoals bedoeld in het eerste lid, aanspraak maken op de toepassing van de bepalingen van deel XI, titel IV, hoofdstuk VII, afdeling 5, onderafdeling 12.

Art. XII.XI.91. Inzake loonschalen wordt, voor de toepassing van zijn oorspronkelijk statuut op het actueel personeelslid van het administratief en logistiek kader die opteert voor het behoud van zijn oorspronkelijke rechtspositieregeling, de loonschaal toegekend waarvan het personeelslid genoot daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Er wordt hem slechts een hogere schaal toegekend op voorwaarde dat die, met toepassing van het statuut waarvan het het behoud verkoos, kon bereikt worden in het raam van de bevorderingen naar anciënniteit.

Art. XII.XI.92. Het actueel personeelslid van het administratief en logistiek kader dat, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut had van personeelslid van een gemeente, en dat opteert voor het behoud van zijn oorspronkelijke rechtspositieregeling, behoudt, indien het deze genoot met toepassing van zijn oorspronkelijk statuut, en zolang het aangewezen blijft in de politiezone van het gebied waarin de gemeente waarvan het personeelslid was, gelegen was, het recht op de maaltijdcheques, als het van mening is dat dit voordeliger is door de toepassing van de bepalingen van het deel XI in verband met de maaltijdkosten.

Een cumul of vermenging is echter niet toegelaten.

Het actueel personeelslid duidt zijn keuze aan wanneer het opteert voor het behoud van zijn oorspronkelijke rechtspositieregeling.

Indien het kiest voor het behoud van de maaltijdcheques en indien het een tijdelijke opdracht vervult of wordt aangewezen om een vaste dienst uit te voeren, zoals bedoeld in artikel XI.IV.13, 4°, vijfde lid, wordt het recht op de maaltijdcheques geschorst voor de dagen waarop het de in artikel XI.IV.38 bedoelde forfaitaire dagvergoeding geniet.

Art. XII.XI.93. In afwijking van artikel XI.II.13, § 1, en ongeacht of het gebruik maakt van de keuzemogelijkheid voor het behoud van zijn oorspronkelijke rechtspositieregeling, behoudt het actueel personeelslid van het administratief en logistiek kader dat het statuut had van

compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, conserve le droit au paiement de son traitement par anticipation si celui-ci était d'application avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Il en est de même des allocations ainsi que de tout autre élément de la rémunération payé en même temps que le traitement. Toutefois, le paiement des allocations familiales n'est pas visé par le présent article.

Art. XII.XI.94. Pour l'application des dispositions réglementaires de leur statut d'origine, entre autres, aux membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, les mots ou expressions énumérés ci-après, qui y figurent, doivent se lire comme suit :

1° autorités communales : dans les zones unicomunales : le conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins ou le bourgmestre; dans les zones pluricomunales : le conseil de police ou le collège de police;

2° membres du personnel visés à l'article 71, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 14 février 1961, modifié par l'article 3 de la loi du 27 juillet 1961 : les membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique qui jusqu'à et y compris le jour précédant la date en vigueur du présent arrêté étaient visés par cette disposition pour l'application de toute réglementation y référant;

3° collège des bourgmestre et échevins : dans les zones pluricomunales : le collège de police;

4° personnel communal : le personnel visé à l'article XII.I.1^{er}, 2°;

5° communes : communes ou zones de police pluricomunales;

6° agents revêtus d'une fonction rémunérée de premier niveau ou agents revêtus d'une fonction rémunérée par une échelle de traitement dont le minimum est au moins égal à celui de l'échelle de traitement prévue en régime organique pour le secrétaire d'administration par l'arrêté royal fixant les échelles des grades communs à plusieurs ministères : les membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique titulaires d'une échelle de traitement du niveau A;

7° personnel de la police : les membres actuels du personnel du cadre opérationnel de la police fédérale et des corps de police locale;

8° agents des administrations de l'Etat titulaires d'un grade classé au niveau 1 : les membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique titulaires d'une échelle de traitement du niveau A;

9° militaire : le membre actuel du personnel du cadre administratif et logistique qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avait la qualité de militaire désigné pour servir dans le corps administratif et logistique de la gendarmerie ou de militaire transféré vers ce même corps;

10° Ministre de la Défense nationale : le ministre;

11° conseil communal : dans les zones pluricomunales : le conseil de police;

12° agents des communes : le personnel visé au 4°;

13° membres du personnel administratifs et de maîtrise des Cours et tribunaux en ce compris les membres du personnel spécialement attachés aux officiers judiciaires : les membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient cette qualité;

14° agents qui exercent des fonctions afférentes à un grade supérieur à celui de rédacteur principal : les membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique titulaires d'une échelle de traitement d'un niveau supérieur à B;

15° officier : le militaire visé au 9° qui était ou demeure revêtu d'un grade d'officier dans les Forces armées;

16° sous-officier : le militaire visé au 9° qui était ou demeure revêtu d'un grade de sous-officier dans les Forces armées;

17° volontaire : le militaire visé au 9° qui était ou demeure revêtu d'un grade de volontaire dans les Forces armées;

18° membre des Forces armées ou membre du personnel militaire : le membre du personnel visé au 9°;

19° être en service dans une unité à régime linguistique mixte ou dans une unité unilingue de l'autre régime linguistique comme prévu aux articles 22 et 24 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée : être en service dans un corps, une unité, un service ou un emploi visé à l'article XI.III.31;

20° unité germanophone : corps, unité ou service implanté sur le territoire de la région de langue allemande;

personeelslid van een gemeente daags vóór de datum van inwerking-treding van dit besluit, het recht op de voorafgaande betaling van zijn wedde indien dit op hem van toepassing was vóór de datum van inwerking-treding van dit besluit.

Hetzelfde geldt voor toelagen en eender welk ander, samen met de wedde betaald, onderdeel van de bezoldiging. De betaling van kinderbijslag wordt echter niet bedoeld door dit artikel.

Art. XII.XI.94. Voor de toepassing van de reglementaire bepalingen van hun oorspronkelijk statuut, onder andere, op de actuele personeels-leden van het administratief en logistiek kader die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, moet onder de hierna opgesomde woorden of uitdrukkingen, die in deze reglement-eringen voorkomen, worden verstaan :

1° de gemeenteoverheden : in de ééngemeentezones : de gemeenteraad, het college van burgemeester en schepenen of de burgemeester; in de meergemeentezones : de politieraad of het politiecollege;

2° de personeelsleden bedoeld in artikel 71, § 1, eerste lid, van de wet van 14 februari 1961, gewijzigd bij artikel 3 van de wet van 27 juli 1961 : de actuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader die daags vóór de datum van inwerking-treding van dit besluit bedoeld waren door deze bepaling voor de toepassing van enige reglementering die ernaar verwijst;

3° college van burgemeester en schepenen : in de meergemeentezones : het politiecollege;

4° gemeentepersoneel : het personeel bedoeld in artikel XII.I.1, 2°;

5° gemeenten : gemeenten of meergemeentezones;

6° personeel bekleed met een ambt van het eerste niveau of bekleed met een ambt waarop een loonschaal staat waarvan het minimum ten minste gelijk is aan dat van de loonschaal in het organieke stelsel aan de bestuurssecretarissen toegewezen door het koninklijk besluit tot vaststelling van de loonschalen der aan verscheidene ministeries gemene graden : de actuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader die titularissen zijn van een loonschaal die voorzien is voor het niveau A;

7° politiepersoneel : de actuele personeelsleden van het operationeel kader van de federale politie en van de korpsen van de lokale politie;

8° leden van het personeel van de rijksbesturen, met een graad van niveau 1 : de actuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader die titularissen zijn van een loonschaal van het niveau A;

9° militair : het actueel personeelslid van het administratief en logistiek kader dat, daags vóór de datum van inwerking-treding van dit besluit, de hoedanigheid had van militair die aangewezen was om bij het administratief en logistiek korps van de rijkswacht te dienen of van militair die naar dat korps werd overgeplaatst;

10° Minister van Landsverdediging : de minister;

11° gemeenteraad : in de meergemeentezones : de politieraad;

12° personeelsleden van de gemeenten : het personeel bedoel in 4°;

13° administratief en personeelmeesters van Hoven en rechtbanken met inbegrip van de personeelsleden die speciaal aan de gerechtelijke officieren verbonden zijn : de actuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader die daags vóór de datum van inwerking-treding van dit besluit, met deze hoedanigheid bekleed waren;

14° personeelsleden die ambten uitoefenen die verbonden zijn aan een graad hoger dan eerstaanwendend opsteller : de actuele personeels-leden van het administratief en logistiek kader die titularissen zijn van een loonschaal van een niveau hoger dan B;

15° officier : de militair bedoeld in 9° die bekleed was of blijft met een graad van officier bij de Krijgsmacht;

16° onderofficier : de militair bedoeld in 9° die bekleed was of blijft met een graad van onderofficier bij de Krijgsmacht;

17° vrijwilliger : de militair bedoeld in 9° die bekleed was of blijft met een graad van vrijwilliger bij de Krijgsmacht;

18° lid van een Krijgsmacht of lid van het militair personeel : het personeelslid bedoeld in 9°;

19° dienst doen in een eenheid van gemengd taalstelsel of in een ééntalige eenheid van het andere taalstelsel zoals bedoeld in de artikelen 22 en 24 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger : dienst doen in een korps, een eenheid, een dienst of een ambt bedoeld in artikel XI.III.31;

20° Duitstalige eenheid : korps, eenheid, of dienst die ingeplant is op het grondgebied van het Duitse taalgebied;

21° militaires des Forces terrestre, aérienne et navale et du service médical : les membres du personnel visés au 9°;

22° établissement civil : tout établissement qui n'appartient pas au ou ne relève pas du service de police intégré, structuré à deux niveaux;

23° adjudant et capitaine-commandant : le militaire visé au 9° qui était ou demeure revêtu d'un de ces grades dans les Forces armées;

24° assistants techniques judiciaires des parquets et membres du personnel des greffes et des secrétariats de parquet chargés de la conduite des voitures destinées au transport de personnes : les membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient ces qualités;

25° commandant d'unité : le membre du personnel du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique qui exerce le commandement d'une unité ou d'un service au sein du service de police intégré, structuré à deux niveaux;

26° membres des greffes et des parquets des Cours et tribunaux et membres du personnel des greffes et des secrétariats des parquets : les membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique qui, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient cette qualité.

SECTION 3. — POSITION JURIDIQUE D'ORIGINE

Art. XII.XI.95. A l'exception des membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, pour lesquels, à l'exception du chapitre VII, section 6, y visé, seul le 6° est d'application, sans préjudice des autres dispositions légales et réglementaires qui déterminent déjà en termes exprès leur statut, sont également applicables aux membres actuels du personnel du cadre administratif et logistique qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine :

1° l'article XI.II.13;

2° la partie XI, titre III, chapitre Ier, et le cas échéant, chapitre II;

3° si, jusqu'à et y compris le jour précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ils avaient le statut de militaires transférés vers le corps administratif et logistique de la gendarmerie, les articles XI.III.5, XI.III.6 et XII.XI.86;

4° la partie XI, titre III, chapitres VII, VIII et X;

5° l'article XI.IV.1^{er};

6° l'article XI.IV.2, ainsi que les chapitres VII et, le cas échéant, IX;

7° la partie XI, titre V, chapitre Ier, et, sans préjudice de l'article XI.I.1^{er}, 8°, le chapitre II;

8° les articles XII.XI.10, XII.XI.28, XII.XI.29, XII.XI.90, XIII.I.2, XIII.I.5, XIII.I.9, 9°, XIII.I.10, § 1^{er}, 3° à 30° y compris, et §§ 2 et 3.

TITRE XII. — LE PERSONNEL COMMUNAL NON POLICIER AFFECTÉ AUX CORPS DE POLICE COMMUNAL

Art. XII.XII.1^{er}. Les décisions des membres du personnel communal non policier, visées à l'article 236, alinéa 4, de la loi, produisent leurs effets à partir du premier du mois qui suit l'expiration du délai de trois mois visé au même article, avec une régularisation pour ce délai écoulé.

Art. XII.XII.2. L'insertion des membres du personnel visés à l'article XII.XII.1^{er} s'opère sur la base des données à la date de leur passage après la constitution de la police locale conformément à l'article 248 de la loi, et se fait, mutatis mutandis, selon les règles d'insertion qui valent pour les autres membres du personnel du cadre administratif et logistique.

Art. XII.XII.3. Les dispositions transitoires de la présente partie sont, le cas échéant, d'application conforme aux membres du personnel visés à l'article XII.XII.1^{er}.

21° militairen van de landmacht, de luchtmacht, de zeemacht en van de medische dienst : de personeelsleden bedoeld in 9°;

22° burgerinstellingen : elke instelling die niet toebehoort tot of valt onder de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus;

23° adjudant en kapitein-commandant : de militair bedoeld in 9° die bekleed was of blijft met één van deze graden bij de Krijgsmacht;

24° de gerechtelijke technische assistenten van de parketten en de personeelsleden van de griffies en de parketsecretariaten die belast zijn met het besturen van wagens bestemd voor het vervoer van personen : de actuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, met deze hoedanigheden bekleed waren;

25° commandant van de eenheid : het personeelslid van het operationeel kader of van het administratief en logistiek kader die het bevel voert in een eenheid of een dienst binnen de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus;

26° leden van de griffies en de parketten van Hoven en rechtbanken en personeelsleden van de griffies en van de parketsecretariaten/parketten : de actuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader die daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, met deze hoedanigheid bekleed waren.

AFDELING 3. — OORSPRONKELIJKE RECHTSPOSITIEREGELING

Art. XII.XI.95. Met uitzondering van de actuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten voor dewelke, met uitzondering van het daarin bedoelde hoofdstuk VII, afdeling 6, enkel 6° van toepassing is, zijn eveneens van toepassing op de actuele personeelsleden van het administratief en logistiek kader die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, onverminderd de andere wettelijke en reglementaire bepalingen die reeds expliciet hun statuut bepalen :

1° artikel XI.II.13;

2° deel XI, titel III, hoofdstuk I, en in voorkomend geval, hoofdstuk II;

3° indien, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, zij het statuut hadden van militair overgeplaatst naar het administratief en logistiek korps van de rijkswacht, de artikelen XI.III.5, XI.III.6 en XII.XI.86;

4° deel XI, titel III, hoofdstukken VII, VIII en X;

5° artikel XI.IV.1;

6° artikel XI.IV.2, alsook de hoofdstukken VII en, in voorkomend geval, IX;

7° deel XI, titel V, hoofdstukken I, en onverminderd artikel XI.I.1, 8°, hoofdstuk II;

8° de artikelen XII.XI.10, XII.XI.28, XII.XI.29, XII.XI.90, XIII.I.2, XIII.I.5, XIII.I.9, 9°, XIII.I.10, § 1, 3° tot en met 30°, en §§ 2 en 3.

TITEL XII. — HET NIET-POLITIONEEL GEMEENTELIJK PERSONEEL IN DIENST BIJ DE GEMEENTELIJKE POLITIEKORPSEN

Art. XII.XII.1. De beslissingen van de leden van het niet-politioneel gemeentelijk personeel, bedoeld in artikel 236, vierde lid, van de wet, hebben uitwerking op de eerste van de maand na het verstrijken van de in datzelfde artikel bedoelde termijn van drie maanden, met een regularisering voor die verlopen termijn.

Art. XII.XII.2. De inschaling van de in artikel XII.XII.1 bedoelde personeelsleden geschiedt op grond van de gegevens van de datum van hun overgang na de totstandkoming van de lokale politie overeenkomstig artikel 248 van de wet, en, mutatis mutandis, volgens de inschalingsregels die gelden voor de overige personeelsleden van het administratief en logistiek kader.

Art. XII.XII.3. De overgangsbepalingen van dit deel zijn, in voorkomend geval, van overeenkomstige toepassing op de personeelsleden bedoeld in artikel XII.XII.1.

PARTIE XIII. — DISPOSITIONS MODIFICATIVES ABROGATOIRES
ET FINALESTITRE I^{er}. — DISPOSITIONS MODIFICATIVES ET ABROGATOIRESCHAPITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS MODIFICATIVES

Art. XIII.I.1^{er}. A l'article 13*bis*, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1973 fixant la rémunération des personnes chargées d'une mission d'enseignement dans certaines écoles de formation et de perfectionnement des officiers et allouant une allocation aux titulaires de certaines fonctions dans ces écoles, inséré par l'arrêté royal du 21 août 1980, les mots « Les allocations mentionnées aux articles 4, 10, 11 et 13 du présent arrêté sont dues » sont remplacés par « Les allocations mentionnées aux articles 4 et 13 du présent arrêté sont dues ».

Art. XIII.I.2. A l'article 14, alinéa 2, du même arrêté royal du 1^{er} octobre 1973, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 1995, les mots « les traitements ou allocations visés aux articles 5, 6 et 7 demeurent liés à l'indice 114,20. » sont supprimés.

Art. XIII.I.3. A l'article 40, § 3, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres de la gendarmerie, les mots «, à l'exception de l'indemnité prévue à l'article 35, » sont supprimés.

CHAPITRE II. — DISPOSITIONS ABROGATOIRES

Art. XIII.I.4. Sont abrogés dans l'arrêté royal du 26 février 1958 accordant une indemnité forfaitaire à certains membres du personnel de la gendarmerie :

- 1° l'article 1^{er}, 1°, modifié par l'arrêté royal du 21 mai 1970;
- 2° l'article 1^{er}, 5°, modifié par l'arrêté royal du 25 février 1996;
- 3° l'article 1^{er}, 7°, inséré par l'arrêté royal du 16 février 1988.

Ces dispositions restent toutefois en vigueur pour l'application de l'article XII.XI.23.

Art. XIII.I.5. Sont abrogés dans l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1973 fixant la rémunération des personnes chargées d'une mission d'enseignement dans certaines écoles de formation et de perfectionnement des officiers et allouant une allocation aux titulaires de certaines fonctions dans ces écoles :

- 1° l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1°, 2° et 3°;
- 2° l'article 1^{er}, § 1^{er}, 6°, inséré par l'arrêté royal du 20 novembre 1978;
- 3° l'article 1^{er}, § 2°;
- 4° les articles 5, 6, 7, 8 et 9;
- 5° l'article 10, modifié par l'arrêté royal du 23 mars 1995;
- 6° les articles 11 et 12.

Art. XIII.I.6. Sont abrogés dans l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie :

- 1° l'article 6, 3° à 5° y compris;
- 2° l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3°;
- 3° les articles 8 et 23°;
- 4° l'article 29, remplacé par l'arrêté royal du 25 février 1996 et modifié par l'arrêté royal du 2 mars 1998;
- 5° le titre II, chapitre *Vbis*, inséré par l'arrêté royal du 16 décembre 1994;
- 6° l'article 31, § 2, modifié par les arrêtés royaux des 16 décembre 1994 et 2 mars 1998;
- 7° l'article 32°;
- 8° l'article 33, modifié par l'arrêté royal du 25 février 1996°;
- 9° le titre III, chapitre IV, modifié par les arrêtés royaux des 28 janvier 1991, 25 février 1996 et 2 mars 1998°;
- 10° l'article 39, remplacé par l'arrêté royal du 16 décembre 1994°;
- 11° l'article 40ter, inséré par l'arrêté royal du 25 février 1996°;

DEEL XIII. — WIJZIGINGS-, OPHEFFINGS-,
EN SLOTBEPALINGEN

TITEL I. — WIJZIGINGS- EN OPHEFFINGSBEPALINGEN

HOOFDSTUK I. — WIJZIGINGSBEPALINGEN

Art. XIII.I.1. In artikel 13*bis*, § 1, van het koninklijk besluit van 1 oktober 1973 tot vaststelling van de bezoldiging van de personen belast met een leeropdracht aan sommige scholen voor vorming en voortgezette opleiding van officieren en tot toekenning van een toelage aan de titularissen van sommige betrekkingen bij die scholen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 augustus 1980, worden de woorden « De toelagen vermeld in de artikelen 4, 10, 11 en 13 van dit besluit zijn verschuldigd » vervangen door « De toelagen vermeld in de artikelen 4 en 13 van dit besluit zijn verschuldigd ».

Art. XIII.I.2. In artikel 14, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit van 1 oktober 1973, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1995, vervallen de woorden « de weddes of toelagen bedoeld in de artikelen 5, 6 en 7 blijven aan de index 114,20 gekoppeld ».

Art. XIII.I.3. In artikel 40, § 3, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, vervallen de woorden « met uitzondering van de vergoeding bedoeld in artikel 35 ».

HOOFDSTUK II. — OPHEFFINGSBEPALINGEN

Art. XIII.I.4. In het koninklijk besluit van 26 februari 1958 houdende toekenning van een vaste vergoeding aan sommige personeelsleden van de rijkswacht worden opgeheven :

- 1° artikel 1, 1°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 mei 1970;
- 2° artikel 1, 5°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996°;
- 3° artikel 1, 7°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 februari 1988.

Deze bepalingen blijven evenwel van kracht voor de toepassing van artikel XII.XI.23.

Art. XIII.I.5. In het koninklijk besluit van 1 oktober 1973 tot vaststelling van de bezoldiging van de personen belast met een leeropdracht aan sommige scholen voor vorming en voortgezette opleiding van officieren en tot toekenning van een toelage aan de titularissen van sommige betrekkingen bij die scholen, worden opgeheven :

- 1° artikel 1, § 1, 1°, 2° en 3°;
- 2° artikel 1, § 1, 6°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 november 1978°;
- 3° artikel 1, § 2°;
- 4° de artikelen 5, 6, 7, 8 en 9°;
- 5° artikel 10, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 maart 1995°;
- 6° de artikelen 11 en 12.

Art. XIII.I.6. In het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, worden opgeheven :

- 1° artikel 6, 3° tot en met 5°;
- 2° artikel 7, § 1, derde lid°;
- 3° de artikelen 8 en 23°;
- 4° artikel 29, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1998°;
- 5° titel II, hoofdstuk *Vbis*, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 december 1994°;
- 6° artikel 31, § 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 december 1994 en 2 maart 1998°;
- 7° artikel 32°;
- 8° artikel 33, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996°;
- 9° titel III, hoofdstuk IV, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 januari 1991, 25 februari 1996 en 2 maart 1998°;
- 10° artikel 39, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 december 1994°;
- 11° artikel 40ter, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996°;

12° l'annexe B, insérée par l'arrêté royal du 16 décembre 1994, et modifiée par l'arrêté royal du 17 août 1999;

13° l'annexe D, insérée par l'arrêté royal du 25 février 1996.

Art. XIII.I.7. Est abrogé l'article 14bis de l'arrêté royal du 11 juillet 1994 sur le service général d'appui policier, inséré par l'arrêté royal du 9 juillet 2000.

Cette disposition reste toutefois en vigueur pour l'application de l'article XII.XI.23.

Art. XIII.I.8. Est abrogé l'article 123 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1998.

Art. XIII.I.9. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 20 août 1956 portant réglementation de l'intervention de l'Etat dans les frais de changement de résidence des officiers et agents judiciaires près les parquets;

2° l'arrêté royal du 13 janvier 1976, réglant l'octroi d'une allocation forfaitaire mensuelle à certains membres des unités spéciales de police de la route, modifié par l'arrêté royal du 25 février 1996;

3° l'arrêté royal du 12 juillet 1991 relatif à l'octroi d'une allocation et au remboursement des frais de parcours aux membres de la police judiciaire des parquets détachés au commissariat général de la police judiciaire;

4° l'arrêté royal du 24 mai 1994 accordant une allocation à certains membres du personnel de la gendarmerie détachés auprès du commissariat général de la police judiciaire près les parquets;

5° l'arrêté royal du 1^{er} juin 1994 fixant le régime d'indemnisation des membres de la police judiciaire envoyés à l'étranger comme officiers de liaison;

6° l'arrêté royal du 23 septembre 1994 accordant une allocation forfaitaire aux membres du personnel de la gendarmerie assurant la protection immédiate du Souverain et de certains membres de la famille royale;

7° l'arrêté royal du 23 juin 1995 accordant une somme unique aux membres de la police judiciaire près les parquets;

8° l'arrêté royal du 8 juillet 1999 portant fixation d'une allocation forfaitaire octroyée à certains membres du personnel de la gendarmerie engagés dans le détachement de sécurité de l'aéroport national;

9° l'arrêté royal du 8 juillet 1999 fixant les conditions d'octroi d'une indemnité forfaitaire aux membres du personnel de la gendarmerie qui participent à des opérations à caractère humanitaire ou de police patronnées par un ou des organismes internationaux;

10° l'arrêté ministériel du 24 décembre 1985 déterminant le mode de calcul des heures de prestation du personnel de la gendarmerie;

11° l'arrêté ministériel du 29 juillet 1987 réglant l'octroi d'une allocation spéciale aux membres de la brigade spéciale chargée de la répression de la grande criminalité;

12° la circulaire ministérielle du 18 octobre 1993 concernant le régime d'indemnisation applicable aux membres du personnel de la gendarmerie désignés comme officier de liaison des services de police belges à l'étranger.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° les arrêtés visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 6°, 8°, 9° et 10°, restent toutefois en vigueur pour les situations qui sont nées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui auraient dû relever de cette réglementation. Cette disposition ne vaut toutefois que pour le traitement de données nécessaires à statuer qui se rapportent à une date antérieure à la date de mise en vigueur du présent arrêté;

2° la réglementation visée à l'alinéa 1^{er}, 5° et 12°, reste toutefois en vigueur pour l'application de l'article XII.XI.26.

Art. XIII.I.10. § 1^{er}. Cessent d'être applicables aux membres du personnel :

1° à l'exception des membres du personnel qui, à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, qui ontent pour le

12° bijlage B, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 december 1994, en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 augustus 1999;

13° bijlage D, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996.

Art. XIII.I.7. Artikel 14bis van het koninklijk besluit van 11 juli 1994 over de algemene politiesteundienst, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 9 juli 2000, wordt opgeheven.

Deze bepaling blijft evenwel van kracht voor de toepassing van artikel XII.XI.23.

Art. XIII.I.8. Artikel 123 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1998, wordt opgeheven.

Art. XIII.I.9. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 20 augustus 1956 houdende regeling van de bijdrage van de Staat in de kosten wegens standplaatsverandering voor de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten;

2° het koninklijk besluit van 13 januari 1976, tot regeling van de toekenning van een forfaitaire maandtoelage aan sommige leden van de bijzondere eenheden belast met de wegpolitie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1996;

3° koninklijk besluit van 12 juli 1991 betreffende de toekenning van een toelage en de terugbetaling van de reiskosten aan de leden van de gerechtelijke politie bij de parketten wegens detachering naar het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie;

4° het koninklijk besluit van 24 mei 1994 houdende toekenning van een toelage aan sommige leden van de rijkswacht die bij het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten zijn gedetacheerd;

5° het koninklijk besluit van 1 juni 1994 houdende vaststelling van het vergoedingsstelsel van de leden van de gerechtelijke politie gezonden naar het buitenland als verbindingsofficier;

6° het koninklijk besluit van 23 september 1994 houdende toekenning van een forfaitaire toelage aan de leden van het personeel van de rijkswacht die de onmiddellijke bescherming van de Vorst en van sommige leden van de koninklijke familie verzekerden;

7° het koninklijk besluit van 23 juni 1995 houdende toekenning van een enig bedrag aan de leden van de gerechtelijke politie bij de parketten;

8° het koninklijk besluit van 8 juli 1999 houdende vaststelling van een forfaitaire toelage toegekend aan sommige personeelsleden van de rijkswacht die ingezet zijn in het veiligheidsdetachement van de nationale luchthaven;

9° het koninklijk besluit van 8 juli 1999 houdende vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van een vergoeding toegekend aan de personeelsleden van de rijkswacht die deelnemen aan humanitaire of politieoperaties onder het gezag van één of meerdere internationale instellingen;

10° het ministerieel besluit van 24 december 1985 houdende de wijze van berekening van de diensturen van het rijkswachtpersoneel;

11° het ministerieel besluit van 29 juli 1987 houdende toekenning van een bijzondere toelage aan de leden van de bijzondere brigade belast met de beteugeling van de zware criminaliteit;

12° de ministeriële omzendbrief van 18 oktober 1993 betreffende het vergoedingsstelsel toepasselijk op de personeelsleden van de rijkswacht aangewezen als verbindingsofficier van de Belgische politiediensten in het buitenland.

In afwijking van het eerste lid :

1° blijven de besluiten bedoeld in het eerste lid, 1°, 2°, 6°, 8°, 9° en 10°, evenwel van kracht voor de gevallen die zijn ontstaan vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en die tot het toepassingsgebied van deze reglementering zouden behoord hebben. Deze bepaling geldt evenwel slechts voor het behandelen van de gegevens die noodzakelijk zijn om te beslissen en die betrekking hebben op een eerdere datum dan deze van de inwerkingtreding van dit besluit;

2° blijft de reglementering bedoeld in het eerste lid, 5° en 12°, evenwel van kracht voor de toepassing van artikel XII.XI.26.

Art. XIII.I.10. § 1. Houden op van toepassing te zijn op de personeelsleden :

1° met uitzondering van de personeelsleden die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht en die

maintien de leur position juridique d'origine, et qui ne bénéficient pas d'un logement gratuit, l'arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat;

2° à l'exception des membres du personnel qui, à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie et qui optent pour le maintien de leur position juridique d'origine, et qui ne bénéficient pas d'un logement gratuit, l'arrêté royal du 31 juillet 1952 déterminant les fonctions du Ministère de la Défense nationale auxquelles est attaché le bénéfice de la gratuité des logements, modifié par les arrêtés royaux des 15 février 1954, 7 janvier 1956, 18 septembre 1958 et 8 avril 1974;

3° à l'exception des membres du personnel visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, l'arrêté royal du 17 avril 1956 accordant une indemnité pour frais de déplacement à certains membres de la famille de militaires gravement malades ou accidentés, ou de militaires décédés, modifié par l'arrêté royal du 27 avril 1981;

4° à l'exception des membres du personnel visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, l'arrêté royal du 23 mars 1961 relatif à l'allocation accordée aux militaires ayant reçu l'instruction de parachutiste, modifié par les arrêtés royaux des 10 février 1970, 5 octobre 1972, 1^{er} mars 1977, 11 juin 1981, 15 mars 1988, 21 mars 1991 et 11 août 1994;

5° l'arrêté royal du 15 janvier 1962 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires accomplissant des déplacements de service à l'extérieur du Royaume, modifié par les arrêtés royaux des 20 mai 1965, 8 avril 1974, 14 février 1978 et 11 juillet 1978;

6° l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères, modifié par la loi du 22 juillet 1993, les arrêtés royaux des 14 décembre 1970, 4 décembre 1990, 4 mars 1993, 17 mars 1995 et 10 avril 1995;

7° l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, modifié par les arrêtés ministériels des 28 janvier 1970, 13 octobre 1971, 28 mars 1974, 17 janvier 1975 et 24 novembre 1975, 29 avril 1977 et 12 décembre 1984 et par les arrêtés royaux des 2 juin 1976, 12 décembre 1984, 17 mars 1995, 24 avril 1997 et 26 mai 1999;

8° l'arrêté royal du 13 avril 1965 réglant l'intervention de l'Etat dans les frais de changement de résidence des membres du personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux des 14 décembre 1970 et 17 mars 1995;

9° l'arrêté royal du 21 juin 1965 fixant les indemnités pour frais de séjour octroyées au personnel provincial et communal, modifié par les arrêtés royaux du 18 février 1974 et 29 août 1991;

10° l'arrêté royal du 21 décembre 1965 relatif à l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires lors du décès d'un agent provincial ou communal, modifié par les arrêtés royaux des 8 mai 1973, 22 juillet 1975 et 27 novembre 1985;

11° l'arrêté royal du 29 décembre 1965 portant réglementation générale en matière d'indemnités pour frais de parcours résultant de déplacements de service effectués par le personnel des provinces et des communes, modifié par les arrêtés royaux des 3 août 1976 et 18 avril 1985;

12° l'arrêté royal du 30 janvier 1967 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence au personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux des 26 novembre 1969, 29 juin 1973, 4 janvier 1974, 10 septembre 1981, 14 décembre 1981, 3 décembre 1987, 16 août 1988, 13 décembre 1989, 21 mars 1990, 7 août 1991, 20 octobre 1992 et 5 mars 1993;

13° à l'exception des militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, l'arrêté royal du 16 décembre 1969 réglant l'octroi d'une indemnité pour frais funéraires en cas de décès de certains militaires, modifié par les arrêtés royaux du 13 décembre 1973, 8 avril 1974, 15 mars 1988 et 21 mars 1991;

opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, en die niet over een gratis logement beschikken, het koninklijk besluit van 30 november 1950 betreffende de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigde personeel;

2° met uitzondering van de personeelsleden die, daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht en die opteren voor het behoud van hun oorspronkelijke rechtspositieregeling, en die niet over een gratis logement beschikken, het koninklijk besluit van 31 juli 1952 tot bepaling van de ambten van het Ministerie van Landsverdediging waaraan vrije inwoning is verbonden, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 15 februari 1954, 7 januari 1956, 18 september 1958 en 8 april 1974;

3° met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, het koninklijk besluit van 17 april 1956 tot toekenning van een vergoeding voor reiskosten aan sommige familieleden van militairen die ernstig ziek, door een ongeval getroffen of overleden zijn, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 april 1981;

4° met uitzondering van de militairen bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, het koninklijk besluit van 23 maart 1961 betreffende de toelage aan de militairen die de opleiding tot parachutist hebben ontvangen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 februari 1970, 5 oktober 1972, 1 maart 1977, 11 juni 1981, 15 maart 1988, 21 maart 1991 en 11 augustus 1994;

5° het koninklijk besluit van 15 januari 1962 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen die dienstreizen volbrengen in het buitenland, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 mei 1965, 8 april 1974, 14 februari 1978 en 11 juli 1978;

6° het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries, gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993, de koninklijke besluiten van 14 december 1970, 4 december 1990, 4 maart 1993, 17 maart 1995 en 10 april 1995;

7° het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 28 januari 1970, 13 oktober 1971, 28 maart 1974, 17 januari 1975, 24 november 1975, 29 april 1977 en 12 december 1984 en bij de koninklijke besluiten van 2 juni 1976, 12 december 1984, 17 maart 1995, 24 april 1997 en 26 mei 1999;

8° het koninklijk besluit van 13 april 1965 tot regeling van de bijdrage van de Staat in de kosten wegens standplaatsverandering van de leden van het personeel van de ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 december 1970 en 17 maart 1995;

9° het koninklijk besluit van 21 juni 1965 inzake vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan het provincie- en gemeentepersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 februari 1974 en 29 augustus 1991;

10° het koninklijk besluit van 21 december 1965 betreffende de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van een lid van het provincie- of gemeentepersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 mei 1973, 22 juli 1975 en 27 november 1985;

11° het koninklijk besluit van 29 december 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten gemaakt voor dienstreizen van het provincie- en gemeentepersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 augustus 1976 en 18 april 1985;

12° het koninklijk besluit van 30 januari 1967 houdende de toekenning van een haardtologie of een standplaats-toelage aan het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 november 1969, 29 juni 1973, 4 januari 1974, 10 september 1981, 14 december 1981, 3 december 1987, 16 augustus 1988, 13 december 1989, 21 maart 1990, 7 augustus 1991, 20 oktober 1992 en 5 maart 1993;

13° met uitzondering van de militairen bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, het koninklijk besluit van 16 december 1969 tot regeling van de toekenning van een vergoeding wegens begrafeniskosten in geval van overlijden van sommige militairen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 december 1973, 8 april 1974, 15 maart 1988 en 21 maart 1991;

14° à l'exception des militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, ainsi que, pour ce qui a trait à l'allocation de plongée, des membres des services centraux chargés de la surveillance ou de l'intervention spécialisée qui, jusqu'à et y compris le jour précédent la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, avaient le statut de membre du corps opérationnel de la gendarmerie, l'arrêté royal du 21 janvier 1971 relatif à l'octroi d'allocations aux membres des forces armées, ainsi qu'à certains membres civils du département de la défense nationale, pour certains travaux ou prestations qui revêtent un caractère spécialement dangereux ou insalubres, modifié par les arrêtés royaux des 18 juin 1975, 1^{er} mars 1977, 6 novembre 1981 et 11 décembre 1987;

15° à l'exception des membres du personnel visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, l'arrêté royal du 20 octobre 1972 créant une allocation pour prestations de service accomplies le samedi, le dimanche ou un jour férié pour certains militaires, modifié par les arrêtés royaux des 1^{er} mars 1977, 16 mai 1980, 15 mars 1988, 21 mars 1991, 11 août 1994 et 22 novembre 1999;

16° à l'exception des militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, les articles 7 et 8 de l'arrêté royal du 29 janvier 1974 fixant le régime des allocations et primes dues aux militaires participant au service aérien d'une des forces armées;

17° l'arrêté royal du 1^{er} octobre 1975 fixant les dispositions générales relatives à l'intervention des provinces, des communes, des agglomérations de communes et des fédérations de communes dans certains frais de transport des membres de leur commune;

18° l'arrêté royal du 21 octobre 1975 fixant le régime d'indemnisation applicable au militaire qui, en Belgique, est astreint à supporter certaines charges réelles, modifié par les arrêtés royaux des 6 décembre 1977, 1^{er} juin 1978, 15 mars 1988, 21 mars 1991, 7 mai 1991 et 11 août 1994;

19° à l'exception des militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'intervention de l'Etat dans certains frais funéraires de militaires décédés en activité, modifié par les arrêtés royaux des 29 mars 1979, 15 mars 1988 et 21 mars 1991;

20° l'arrêté royal du 17 novembre 1976 fixant les limites des dispositions générales relatives à l'octroi, à certains agents des provinces et des communes, d'une allocation pour travaux dangereux, insalubres ou incommodes;

21° l'arrêté royal du 1^{er} mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux Forces belges en République fédérale d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces, modifié par les arrêtés royaux des 18 septembre 1984, 30 septembre 1987, 17 juillet 1989 et 7 mai 1991;

22° à l'exception des militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, l'arrêté royal du 10 octobre 1980 accordant une allocation de fin d'année à certains membres du personnel des forces armées, modifié par les arrêtés royaux du 15 mars 1988, 21 mars 1991 et 22 novembre 1999;

23° l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive, notamment les articles 47, 48, 49, 50, 51, 53, 55, 56, 57, modifiés par l'arrêté royal du 9 mars 1983;

24° à l'exception des militaires visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, l'arrêté royal du 15 mars 1984 accordant un pécule de vacances à certains membres du personnel des forces armées, modifié par les arrêtés royaux des 15 mars 1988, 21 mars 1991 et 22 novembre 1999;

25° à l'exception des membres du personnel visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, l'arrêté royal du 7 décembre 1992 portant attribution d'une indemnité de déménagement aux militaires lors du transfert du lieu habituel de travail, modifié par les arrêtés royaux des 26 novembre 1998 et 22 novembre 1999;

14° met uitzondering van de militairen bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, evenals voor, wat betreft de duiktoelage, leden van de centrale diensten belast met de bewaking of de gespecialiseerde interventie, die tot daags vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, het statuut hadden van personeelslid van het operationeel korps van de rijkswacht, het koninklijk besluit van 21 januari 1971 betreffende de toekenning van toelagen aan leden van de krijgsmacht, evenals aan sommige leden van het burgerlijk personeel van het Departement van Landsverdediging, voor sommige werken of prestaties van bijzonder gevaarlijke of ongezonde aard, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 juni 1975, 1 maart 1977, 6 november 1981 en 11 december 1987;

15° met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, het koninklijk besluit van 20 oktober 1972 houdende toekenning van een toelage voor dienstprestaties volbracht op zaterdag, op zondag of op een feestdag, voor zekere militairen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 maart 1977, 16 mei 1980, 15 maart 1988, 21 maart 1991, 11 augustus 1994 en 22 november 1999;

16° met uitzondering van de militairen bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, de artikelen 7 en 8 van het koninklijk besluit van 29 januari 1974 tot vaststelling van het stelsel der toelagen en premies verschuldigd aan de militairen die deelnemen aan de luchtdienst van de krijgsmacht;

17° het koninklijk besluit van 1 oktober 1975 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de tegemoetkoming van de provincies, gemeenten, de agglomeraties van gemeenten en de federaties van gemeenten in sommige vervoerkosten van hun personeelsleden;

18° het koninklijk besluit van 21 oktober 1975 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militair die in België verplicht wordt werkelijke kosten te dragen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 december 1977, 1 juni 1978, 15 maart 1988, 21 maart 1991, 7 mei 1991 en 11 augustus 1994;

19° met uitzondering van de militairen bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, het koninklijk besluit van 27 mei 1975 betreffende de tegemoetkoming van de Staat in sommige begrafeniskosten van militairen die in werkelijke dienst overleden zijn, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 maart 1979, 15 maart 1988 en 21 maart 1991;

20° het koninklijk besluit van 17 november 1976 tot vaststelling van de grenzen van de algemene bepalingen betreffende de toekenning van een toelage voor gevaarlijk, ongezond of hinderlijk werk aan sommige personeelsleden van de provincies en de gemeenten;

21° het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 september 1984, 30 september 1987, 17 juli 1989 en 7 mei 1991;

22° met uitzondering van de militairen bedoeld in artikel 4, § 2 van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, het koninklijk besluit van 10 oktober 1980 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige personeelsleden van de krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1988, 21 maart 1991 en 22 november 1999;

23° het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken, inzonderheid op de artikelen 47, 48, 49, 50, 51, 53, 55, 56 en 57, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 maart 1983;

24° met uitzondering van de militairen bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, het koninklijk besluit van 15 maart 1984 houdende toekenning van een vakantiegeld aan sommige personeelsleden van de Krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1988, 21 maart 1991 en 22 november 1999;

25° met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, het koninklijk besluit van 7 december 1992 houdende toekenning van een verhuisvergoeding aan de militairen bij overbrenging van de gewone plaats van het werk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 november 1998 en 22 november 1999;

26° à l'exception des membres du personnel visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, l'arrêté royal du 12 juillet 1993 relatif à l'octroi d'allocations pour mission d'enseignement et aux titulaires de certains postes dans certaines écoles de formation et de formation continuée des officiers, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1998 et 8 octobre 1998;

27° l'arrêté royal du 16 décembre 1996 accordant une prime de connaissance d'une seconde langue nationale aux membres des greffes et des secrétariats de parquet, ainsi qu'au personnel des greffes et parquets;

28° à l'exception des membres du personnel visés à l'article 4, § 2, de la loi du 27 décembre 2000 portant diverses dispositions relatives à la position juridique du personnel des services de police, l'arrêté royal du 23 décembre 1998 accordant une allocation de bilinguisme à certains militaires en activité de service;

29° l'arrêté ministériel du 17 mars 1966 fixant le taux de l'indemnité kilométrique à allouer aux agents qui utilisent pour leurs déplacements de service un moyen de transport personnel, autre qu'une voiture automobile;

30° l'arrêté ministériel du 3 octobre 1973 portant réglementation de l'indemnité de déplacement octroyée à certains agents de l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure, pour leurs déplacements sur l'Escaut à l'intérieur de l'agglomération anversoise.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, et sans préjudice de l'article XII.XI.26, les réglementations visées au même §, 2°, 3°, 4°, 6° à 20° y compris, 25°, 26°, 29° et 30°, ainsi qu'aux chapitres Ier à III du même §, 5°, et aux chapitres II, section 5 et 6 et III du même §, 21°, restent toutefois en vigueur pour les situations qui sont nées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui auraient dû relever de ces réglementations. Cette disposition ne vaut toutefois que pour le traitement de données nécessaires à statuer qui se rapportent à une date antérieure à la date de mise en vigueur du présent arrêté.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, 21°, le tableau 1.a. de l'arrêté royal du 1^{er} mars 1977 fixant le régime d'indemnisation applicable aux militaires et aux personnes assimilées aux militaires en service aux Forces belges en République Fédérale d'Allemagne ou accomplissant des déplacements de service auprès de ces forces, reste toutefois en vigueur pour les membres du personnel visés à l'article XII.XI.36, § 1^{er}.

TITRE II. — DISPOSITIONS FINALES

Art. XIII.II.1^{er}. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2001, à l'exception :

1° du titre Ier de la Partie VII qui entre en vigueur à la date déterminée par le ministre et au plus tard le 1^{er} avril 2003;

2° de l'article XI.III.28 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. XIII.II.2. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de la Fonction Publique et Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Paris, le 30 mars 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

26° met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, het koninklijk besluit van 12 juli 1993 houdende toekenning van toelagen voor leeropdrachten en voor bekleden van bepaalde betrekkingen in bepaalde scholen voor opleidingen en voortgezette opleiding van officieren, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 1998 en 8 oktober 1998;

27° het koninklijk besluit van 16 december 1996 houdende toekenning van een premie voor de kennis van een tweede landstaal aan de leden van de griffies en van de parketsecretariaten, alsook aan het personeel van griffies en parketten;

28° met uitzondering van de personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 2, van de wet van 27 december 2000 houdende diverse bepalingen met betrekking tot de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, het koninklijk besluit van 23 december 1998 tot toekenning van een toelage voor tweetaligheid aan sommige militairen in actieve dienst;

29° het ministerieel besluit van 17 maart 1966 tot vaststelling van een kilometervergoeding voor de personeelsleden die voor hun dienstverplaatsingen een eigen vervoermiddel ander dan een autovoertuig gebruiken;

30° het ministerieel besluit van 3 oktober 1973 tot regeling van de vergoeding voor verplaatsingen van sommige personeelsleden van het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart op de Schelde binnen de Antwerpse agglomeratie.

§ 2. In afwijking van § 1, en onverminderd artikel XII.XI.26, blijven de besluiten bedoeld in dezelfde §, 2°, 3°, 4°, 6° tot en met 20°, 25°, 26°, 29° en 30°, alsook in de hoofdstukken I tot III van dezelfde §, 5° en in de hoofdstukken II, afdeling 5 en 6 en III van dezelfde §, 21°, evenwel van kracht voor de gevallen die zijn ontstaan vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit en die tot het toepassingsgebied van deze besluiten zouden behoord hebben. Deze bepaling geldt evenwel slechts voor het behandelen van de gegevens die noodzakelijk zijn om te beslissen en die betrekking hebben op een eerdere datum dan deze van de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 3. In afwijking van § 1, 21°, blijft de tabel 1.a. van het koninklijk besluit van 1 maart 1977 tot vaststelling van het vergoedingsstelsel toepasselijk op de militairen en de met de militairen gelijkgestelde personen die bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland in dienst zijn of daarbij op dienstreis zijn, op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, evenwel van toepassing voor de personeelsleden bedoeld in artikel XII.XI.36, § 1.

TITEL II. — SLOTBEPALINGEN

Art. XIII.II.1. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2001, met uitzondering van :

1° titel I van Deel VII, dat in werking treedt op de door de minister bepaalde datum en ten laatste op 1 april 2003;

2° artikel XI.III.28 dat in werking treedt op 1 januari 2002.

Art. XIII.II.2. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Ambtenarenzaken en Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Parijs, 30 maart 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

Annexe 1 à l'arrêté royal du 30 mars 2001
Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Les échelles de traitement en BEF
De loonschalen in BEF

Tableau 1. Cadre d'auxiliaires de police
Tabel 1. Kader van hulpagenten van politie

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	HAU1	HAU2	HAU3
	Min : 575 000	Min : 600 000	Min : 625 000
	Max : 770 000	Max : 815 000	Max : 899 000
	13 ¹ x 10 000	13 ¹ x 11 000	13 ¹ x 14 000
	10 ¹ x 5 500	12 ¹ x 6 000	2 ¹ x 8 000
	2 ¹ x 5 000		10 ¹ x 7 600
00	575 000	600 000	625 000
01	585 000	611 000	639 000
02	595 000	622 000	653 000
03	605 000	633 000	667 000
04	615 000	644 000	681 000
05	625 000	655 000	695 000
06	635 000	666 000	709 000
07	645 000	677 000	723 000
08	655 000	688 000	737 000
09	665 000	699 000	751 000
10	675 000	710 000	765 000
11	685 000	721 000	779 000
12	695 000	732 000	793 000
13	705 000	743 000	807 000
14	710 500	749 000	815 000
15	716 000	755 000	823 000
16	721 500	761 000	830 600
17	727 000	767 000	838 200
18	732 500	773 000	845 800
19	738 000	779 000	853 400
20	743 500	785 000	861 000
21	749 000	791 000	868 600
22	754 500	797 000	876 200
23	760 000	803 000	883 800
24	765 000	809 000	891 400
25	770 000	815 000	899 000

Tableau 2. Cadre de base
Tabel 2. Basiskader

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	B1	B2	B3	B4	B5
	Min : 626 000	Min : 656 000	Min : 658 000	Min : 666 000	Min : 672 000
	Max : 899 000	Max : 960 000	Max : 990 000	Max : 1 020 000	Max : 1 086 000
	13 ¹ x 14 000	13 ¹ x 15 500	13 ¹ x 17 000	3 ¹ x 20 000	13 ¹ x 21 300
	10 ¹ x 8 000	7 ¹ x 10 000	11 ¹ x 9 300	10 ¹ x 17 600	11 ¹ x 11 500
	2 ¹ x 5 500	5 ¹ x 6 500	1 ¹ x 8 700	10 ¹ x 10 000	1 ¹ x 10 600
				2 ¹ x 9 000	
00	626 000	656 000	658 000	666 000	672 000
01	640 000	671 500	675 000	686 000	693 300
02	654 000	687 000	692 000	706 000	714 600
03	668 000	702 500	709 000	726 000	735 900
04	682 000	718 000	726 000	743 600	757 200
05	696 000	733 500	743 000	761 200	778 500
06	710 000	749 000	760 000	778 800	799 800
07	724 000	764 500	777 000	796 400	821 100
08	738 000	780 000	794 000	814 000	842 400
09	752 000	795 500	811 000	831 600	863 700
10	766 000	811 000	828 000	849 200	885 000
11	780 000	826 500	845 000	866 800	906 300
12	794 000	842 000	862 000	884 400	927 600
13	808 000	857 500	879 000	902 000	948 900
14	816 000	867 500	888 300	912 000	960 400
15	824 000	877 500	897 600	922 000	971 900
16	832 000	887 500	906 900	932 000	983 400
17	840 000	897 500	916 200	942 000	994 900
18	848 000	907 500	925 500	952 000	1 006 400
19	856 000	917 500	934 800	962 000	1 017 900
20	864 000	927 500	944 100	972 000	1 029 400
21	872 000	934 000	953 400	982 000	1 040 900
22	880 000	940 500	962 700	992 000	1 052 400
23	888 000	947 000	972 000	1 002 000	1 063 900
24	893 500	953 500	981 300	1 011 000	1 075 400
25	899 000	960 000	990 000	1 020 000	1 086 000

Tableau 3. Cadre moyen
Tabel 3. Middenkader

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	M1.1	M1.2	M2.1	M2.2	M3.1	M3.2	M4.1	M4.2
	Min : 700 000	Min : 763 000	Min : 770 000	Min : 839 300	Min : 780 000	Min : 850 200	Min : 790 000	Min : 861 100
	Max : 1 120 000	Max : 1 220 800	Max : 1 213 000	Max : 1 322 170	Max : 1 246 000	Max : 1 358 140	Max : 1 296 000	Max : 1 412 640
	13 ¹ x 21 600	13 ¹ x 23 544	13 ¹ x 22 800	13 ¹ x 24 852	13 ¹ x 23 900	13 ¹ x 26 051	13 ¹ x 26 000	13 ¹ x 28 340
	12 ¹ x 11 600	12 ¹ x 12 644	11 ¹ x 12 300	11 ¹ x 13 407	11 ¹ x 13 000	11 ¹ x 14 170	12 ¹ x 14 000	12 ¹ x 15 260
			1 ¹ x 11 300	1 ¹ x 12 317	1 ¹ x 12 300	1 ¹ x 13 407		
00	700 000	763 000	770 000	839 300	780 000	850 200	790 000	861 100
01	721 600	786 544	792 800	864 152	803 900	876 251	816 000	889 440
02	743 200	810 088	815 600	889 004	827 800	902 302	842 000	917 780
03	764 800	833 632	838 400	913 856	851 700	928 353	868 000	946 120
04	786 400	857 176	861 200	938 708	875 600	954 404	894 000	974 460
05	808 000	880 720	884 000	963 560	899 500	980 455	920 000	1 002 800
06	829 600	904 264	906 800	988 412	923 400	1 006 506	946 000	1 031 140
07	851 200	927 808	929 600	1 013 264	947 300	1 032 557	972 000	1 059 480
08	872 800	951 352	952 400	1 038 116	971 200	1 058 608	998 000	1 087 820
09	894 400	974 896	975 200	1 062 968	995 100	1 084 659	1 024 000	1 116 160
10	916 000	998 440	998 000	1 087 820	1 019 000	1 110 710	1 050 000	1 144 500
11	937 600	1 021 984	1 020 800	1 112 672	1 042 900	1 136 761	1 076 000	1 172 840
12	959 200	1 045 528	1 043 600	1 137 524	1 066 800	1 162 812	1 102 000	1 201 180
13	980 800	1 069 072	1 066 400	1 162 376	1 090 700	1 188 863	1 128 000	1 229 520
14	992 400	1 081 716	1 078 700	1 175 783	1 103 700	1 203 033	1 142 000	1 244 780
15	1 004 000	1 094 360	1 091 000	1 189 190	1 116 700	1 217 203	1 156 000	1 260 040
16	1 015 600	1 107 004	1 103 300	1 202 597	1 129 700	1 231 373	1 170 000	1 275 300
17	1 027 200	1 119 648	1 115 600	1 216 004	1 142 700	1 245 543	1 184 000	1 290 560
18	1 038 800	1 132 292	1 127 900	1 229 411	1 155 700	1 259 713	1 198 000	1 305 820
19	1 050 400	1 144 936	1 140 200	1 242 818	1 168 700	1 273 883	1 212 000	1 321 080
20	1 062 000	1 157 580	1 152 500	1 256 225	1 181 700	1 288 053	1 226 000	1 336 340
21	1 073 600	1 170 224	1 164 800	1 269 632	1 194 700	1 302 223	1 240 000	1 351 600
22	1 085 200	1 182 868	1 177 100	1 283 039	1 207 700	1 316 393	1 254 000	1 366 860
23	1 096 800	1 195 512	1 189 400	1 296 446	1 220 700	1 330 563	1 268 000	1 382 120
24	1 108 400	1 208 156	1 201 700	1 309 853	1 233 700	1 344 733	1 282 000	1 397 380
25	1 120 000	1 220 800	1 213 000	1 322 170	1 246 000	1 358 140	1 296 000	1 412 640

Tableau 4. Cadre d'officiers (non visés au tableau 5)
Tabel 4. Officierskader (niet bedoeld in tabel 5)

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	O1	O2	O3	O4	O5	O6	O7	O8
	Min : 850 000	Min : 960 000	Min : 1 000 000	Min : 1 110 000	Min : 1 370 000	Min : 1 425 000	Min : 1 510 000	Min : 1 670 000
	Max : 1 200 000	Max : 1 430 000	Max : 1 600 000	Max : 1 773 000	Max : 1 942 000	Max : 2 075 000	Max : 2 350 000	Max : 2 580 000
	13 ¹ x 17 600	13 ¹ x 24 000	10 ¹ x 34 000	10 ¹ x 37 000	1 ¹ x 40 000	1 ¹ x 41 000	14 ² x 60 000	14 ² x 65 000
	12 ¹ x 10 100	2 ¹ x 14 000	2 ¹ x 30 000	2 ¹ x 36 000	11 ¹ x 38 000	11 ¹ x 39 000		
		10 ¹ x 13 000	11 ¹ x 16 000	13 ¹ x 17 000	12 ¹ x 9 500	12 ¹ x 15 000		
			2 ¹ x 12 000					
00	850 000	960 000	1 000 000	1 110 000	1 370 000	1 425 000	1 510 000	1 670 000
01	867 600	984 000	1 034 000	1 147 000	1 410 000	1 466 000	1 510 000	1 670 000
02	885 200	1 008 000	1 068 000	1 184 000	1 448 000	1 505 000	1 570 000	1 735 000
03	902 800	1 032 000	1 102 000	1 221 000	1 486 000	1 544 000	1 570 000	1 735 000
04	920 400	1 056 000	1 136 000	1 258 000	1 524 000	1 583 000	1 630 000	1 800 000
05	938 000	1 080 000	1 170 000	1 295 000	1 562 000	1 622 000	1 630 000	1 800 000
06	955 600	1 104 000	1 204 000	1 332 000	1 600 000	1 661 000	1 690 000	1 865 000
07	973 200	1 128 000	1 238 000	1 369 000	1 638 000	1 700 000	1 690 000	1 865 000
08	990 800	1 152 000	1 272 000	1 406 000	1 676 000	1 739 000	1 750 000	1 930 000
09	1 008 400	1 176 000	1 306 000	1 443 000	1 714 000	1 778 000	1 750 000	1 930 000
10	1 026 000	1 200 000	1 340 000	1 480 000	1 752 000	1 817 000	1 810 000	1 995 000
11	1 043 600	1 224 000	1 370 000	1 516 000	1 790 000	1 856 000	1 810 000	1 995 000
12	1 061 200	1 248 000	1 400 000	1 552 000	1 828 000	1 895 000	1 870 000	2 060 000
13	1 078 800	1 272 000	1 416 000	1 569 000	1 837 500	1 910 000	1 870 000	2 060 000
14	1 088 900	1 286 000	1 432 000	1 586 000	1 847 000	1 925 000	1 930 000	2 125 000
15	1 099 000	1 300 000	1 448 000	1 603 000	1 856 500	1 940 000	1 930 000	2 125 000

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	O1	O2	O3	O4	O5	O6	O7	O8
	Min : 850 000	Min : 960 000	Min : 1 000 000	Min : 1 110 000	Min : 1 370 000	Min : 1 425 000	Min : 1 510 000	Min : 1 670 000
	Max : 1 200 000	Max : 1 430 000	Max : 1 600 000	Max : 1 773 000	Max : 1 942 000	Max : 2 075 000	Max : 2 350 000	Max : 2 580 000
	13 ¹ x 17 600	13 ¹ x 24 000	10 ¹ x 34 000	10 ¹ x 37 000	1 ¹ x 40 000	1 ¹ x 41 000	14 ² x 60 000	14 ² x 65 000
	12 ¹ x 10 100	2 ¹ x 14 000	2 ¹ x 30 000	2 ¹ x 36 000	11 ¹ x 38 000	11 ¹ x 39 000		
		10 ¹ x 13 000	11 ¹ x 16 000	13 ¹ x 17 000	12 ¹ x 9 500	12 ¹ x 15 000		
			2 ¹ x 12 000					
16	1 109 100	1 313 000	1 464 000	1 620 000	1 866 000	1 955 000	1 990 000	2 190 000
17	1 119 200	1 326 000	1 480 000	1 637 000	1 875 500	1 970 000	1 990 000	2 190 000
18	1 129 300	1 339 000	1 496 000	1 654 000	1 885 000	1 985 000	2 050 000	2 255 000
19	1 139 400	1 352 000	1 512 000	1 671 000	1 894 500	2 000 000	2 050 000	2 255 000
20	1 149 500	1 365 000	1 528 000	1 688 000	1 904 000	2 015 000	2 110 000	2 320 000
21	1 159 600	1 378 000	1 544 000	1 705 000	1 913 500	2 030 000	2 110 000	2 320 000
22	1 169 700	1 391 000	1 560 000	1 722 000	1 923 000	2 045 000	2 170 000	2 385 000
23	1 179 800	1 404 000	1 576 000	1 739 000	1 932 500	2 060 000	2 170 000	2 385 000
24	1 189 900	1 417 000	1 588 000	1 756 000	1 942 000	2 075 000	2 230 000	2 450 000
25	1 200 000	1 430 000	1 600 000	1 773 000			2 230 000	2 450 000
26							2 290 000	2 515 000
27							2 290 000	2 515 000
28							2 350 000	2 580 000

Tableau 5. Cadre d'officiers - Ingénieurs
Tabel 5. Officerskader - Ingenieurs

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	O2ir	O3ir	O4ir	O5ir	O6ir
	Min : 1 075 200	Min : 1 120 000	Min : 1 176 600	Min : 1 452 200	Min : 1 453 500
	Max : 1 601 600	Max : 1 792 000	Max : 1 879 380	Max : 2 058 520	Max : 2 116 500
	13 ¹ x 26 880	10 ¹ x 38 080	10 ¹ x 39 220	1 ¹ x 42 400	1 ¹ x 41 820
	2 ¹ x 15 680	2 ¹ x 33 600	2 ¹ x 38 160	11 ¹ x 40 280	11 ¹ x 39 780
	10 ¹ x 14 560	11 ¹ x 17 920	13 ¹ x 18 020	12 ¹ x 10 070	12 ¹ x 15 300
		2 ¹ x 13 440			
00	1 075 200	1 120 000	1 176 600	1 452 200	1 453 500
01	1 102 080	1 158 080	1 215 820	1 494 600	1 495 320
02	1 128 960	1 196 160	1 255 040	1 534 880	1 535 100
03	1 155 840	1 234 240	1 294 260	1 575 160	1 574 880
04	1 182 720	1 272 320	1 333 480	1 615 440	1 614 660
05	1 209 600	1 310 400	1 372 700	1 655 720	1 654 440
06	1 236 480	1 348 480	1 411 920	1 696 000	1 694 220
07	1 263 360	1 386 560	1 451 140	1 736 280	1 734 000
08	1 290 240	1 424 640	1 490 360	1 776 560	1 773 780
09	1 317 120	1 462 720	1 529 580	1 816 840	1 813 560
10	1 344 000	1 500 800	1 568 800	1 857 120	1 853 340
11	1 370 880	1 534 400	1 606 960	1 897 400	1 893 120
12	1 397 760	1 568 000	1 645 120	1 937 680	1 932 900
13	1 424 640	1 585 920	1 663 140	1 947 750	1 948 200
14	1 440 320	1 603 840	1 681 160	1 957 820	1 963 500
15	1 456 000	1 621 760	1 699 180	1 967 890	1 978 800
16	1 470 560	1 639 680	1 717 200	1 977 960	1 994 100
17	1 485 120	1 657 600	1 735 220	1 988 030	2 009 400
18	1 499 680	1 675 520	1 753 240	1 998 100	2 024 700
19	1 514 240	1 693 440	1 771 260	2 008 170	2 040 000
20	1 528 800	1 711 360	1 789 280	2 018 240	2 055 300
21	1 543 360	1 729 280	1 807 300	2 028 310	2 070 600
22	1 557 920	1 747 200	1 825 320	2 038 380	2 085 900
23	1 572 480	1 765 120	1 843 340	2 048 450	2 101 200
24	1 587 040	1 778 560	1 861 360	2 058 520	2 116 500
25	1 601 600	1 792 000	1 879 380		

Tableau 6. Cadre moyen - Echelles de traitement transitoires
Tabel 6. Middenkader - Overgangsloonschalen

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	M5.1	M5.2	M6	M7	M7bis
	Min : 820 000	Min : 893 800	Min : 820 000	Min : 930 000	Min : 960 000
	Max : 1 310 000	Max : 1 427 900	Max : 1 310 000	Max : 1 390 000	Max : 1 430 000
	2 ¹ x 25 500	2 ¹ x 27 795	2 ¹ x 25 500	13 ¹ x 23 500	13 ¹ x 24 000
	11 ¹ x 25 000	11 ¹ x 27 250	11 ¹ x 25 000	11 ¹ x 13 000	2 ¹ x 14 000
	10 ¹ x 14 000	10 ¹ x 15 260	10 ¹ x 14 000	1 ¹ x 11 500	10 ¹ x 13 000
	2 ¹ x 12 000	2 ¹ x 13 080	2 ¹ x 12 000		
00	820 000	893 800	820 000	930 000	960 000
01	845 500	921 595	845 500	953 500	984 000
02	871 000	949 390	871 000	977 000	1 008 000
03	896 000	976 640	896 000	1 000 500	1 032 000
04	921 000	1 003 890	921 000	1 024 000	1 056 000
05	946 000	1 031 140	946 000	1 047 500	1 080 000
06	971 000	1 058 390	971 000	1 071 000	1 104 000
07	996 000	1 085 640	996 000	1 094 500	1 128 000
08	1 021 000	1 112 890	1 021 000	1 118 000	1 152 000
09	1 046 000	1 140 140	1 046 000	1 141 500	1 176 000
10	1 071 000	1 167 390	1 071 000	1 165 000	1 200 000
11	1 096 000	1 194 640	1 096 000	1 188 500	1 224 000
12	1 121 000	1 221 890	1 121 000	1 212 000	1 248 000
13	1 146 000	1 249 140	1 146 000	1 235 500	1 272 000
14	1 160 000	1 264 400	1 160 000	1 248 500	1 286 000
15	1 174 000	1 279 660	1 174 000	1 261 500	1 300 000
16	1 188 000	1 294 920	1 188 000	1 274 500	1 313 000
17	1 202 000	1 310 180	1 202 000	1 287 500	1 326 000
18	1 216 000	1 325 440	1 216 000	1 300 500	1 339 000
19	1 230 000	1 340 700	1 230 000	1 313 500	1 352 000
20	1 244 000	1 355 960	1 244 000	1 326 500	1 365 000
21	1 258 000	1 371 220	1 258 000	1 339 500	1 378 000
22	1 272 000	1 386 480	1 272 000	1 352 500	1 391 000
23	1 286 000	1 401 740	1 286 000	1 365 500	1 404 000
24	1 298 000	1 414 820	1 298 000	1 378 500	1 417 000
25	1 310 000	1 427 900	1 310 000	1 390 000	1 430 000

Tableau 7. Cadre d'officiers - Echelles de traitement transitoires
Tabel 7. Officierskader - Overgangsschalen

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	O4bis	O4bisir	O8bis
	Min : 1 240 000	Min : 1 314 400	Min : 2 030 000
	Max : 1 942 000	Max : 2 058 520	Max : 2 726 000
	12 ¹ × 39 000	12 ¹ × 41 340	12 ² × 58 000
	13 ¹ × 18 000	13 ¹ × 19 080	
00	1 240 000	1 314 400	2 030 000
01	1 279 000	1 355 740	2 030 000
02	1 318 000	1 397 080	2 088 000
03	1 357 000	1 438 420	2 088 000
04	1 396 000	1 479 760	2 146 000
05	1 435 000	1 521 100	2 146 000
06	1 474 000	1 562 440	2 204 000
07	1 513 000	1 603 780	2 204 000
08	1 552 000	1 645 120	2 262 000
09	1 591 000	1 686 460	2 262 000
10	1 630 000	1 727 800	2 320 000
11	1 669 000	1 769 140	2 320 000
12	1 708 000	1 810 480	2 378 000
13	1 726 000	1 829 560	2 378 000
14	1 744 000	1 848 640	2 436 000
15	1 762 000	1 867 720	2 436 000
16	1 780 000	1 886 800	2 494 000
17	1 798 000	1 905 880	2 494 000
18	1 816 000	1 924 960	2 552 000
19	1 834 000	1 944 040	2 552 000
20	1 852 000	1 963 120	2 610 000
21	1 870 000	1 982 200	2 610 000
22	1 888 000	2 001 280	2 668 000
23	1 906 000	2 020 360	2 668 000
24	1 924 000	2 039 440	2 726 000
25	1 942 000	2 058 520	

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

Annexe 1 à l'arrêté royal du 30 mars 2001
Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Les échelles de traitement en EUR
De loonschalen in EUR

Tableau 1. Cadre d'auxiliaires de police
Tabel 1. Kader van hulpagenten van politie

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	HAU 1	HAU 2	HAU 3
	Min : 14.253,88	Min : 14.873,62	Min : 15.493,35
	Max : 19.087,98	Max : 20.203,47	Max : 22.285,77
	13 ¹ x 247,90	13 ¹ x 272,69	13 ¹ x 347,06
	10 ¹ x 136,35	12 ¹ x 148,74	2 ¹ x 198,32
	2 ¹ x 123,95		10 ¹ x 188,40
0	14.253,88	14.873,62	15.493,35
1	14.501,78	15.146,31	15.840,41
2	14.749,68	15.419,00	16.187,47
3	14.997,58	15.691,69	16.534,53
4	15.245,48	15.964,38	16.881,59
5	15.493,38	16.237,07	17.228,65
6	15.741,28	16.509,76	17.575,71
7	15.989,18	16.782,45	17.922,77
8	16.237,08	17.055,14	18.269,83
9	16.484,98	17.327,83	18.616,89
10	16.732,88	17.600,52	18.963,95
11	16.980,78	17.873,21	19.311,01
12	17.228,68	18.145,90	19.658,07
13	17.476,58	18.418,59	20.005,13
14	17.612,93	18.567,33	20.203,45
15	17.749,28	18.716,07	20.401,77
16	17.885,63	18.864,81	20.590,17
17	18.021,98	19.013,55	20.778,57
18	18.158,33	19.162,29	20.966,97
19	18.294,68	19.311,03	21.155,37
20	18.431,03	19.459,77	21.343,77
21	18.567,38	19.608,51	21.532,17
22	18.703,73	19.757,25	21.720,57
23	18.840,08	19.905,99	21.908,97
24	18.964,03	20.054,73	22.097,37
25	19.087,98	20.203,47	22.285,77

Tableau 2. Cadre de base
Tabel 2. Basiskader

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	B 1	B 2	B 3	B 4	B 5
	Min : 15.518,14	Min : 16.261,82	Min : 16.311,40	Min : 16.509,71	Min : 16.658,45
	Max : 22.285,82	Max : 23.797,94	Max : 24.541,58	Max : 25.285,30	Max : 26.921,36
	13 ¹ x 347,06	13 ¹ x 384,24	13 ¹ x 421,42	3 ¹ x 495,79	13 ¹ x 528,02
	10 ¹ x 198,32	7 ¹ x 247,90	11 ¹ x 230,55	10 ¹ x 436,30	11 ¹ x 285,08
	2 ¹ x 136,35	5 ¹ x 161,14	1 ¹ x 215,67	10 ¹ x 247,90	1 ¹ x 262,77
				2 ¹ x 223,11	
0	15.518,14	16.261,82	16.311,40	16.509,71	16.658,45
1	15.865,20	16.646,06	16.732,82	17.005,50	17.186,47
2	16.212,26	17.030,30	17.154,24	17.501,29	17.714,49
3	16.559,32	17.414,54	17.575,66	17.997,08	18.242,51
4	16.906,38	17.798,78	17.997,08	18.433,38	18.770,53
5	17.253,44	18.183,02	18.418,50	18.869,68	19.298,55
6	17.600,50	18.567,26	18.839,92	19.305,98	19.826,57
7	17.947,56	18.951,50	19.261,34	19.742,28	20.354,59
8	18.294,62	19.335,74	19.682,76	20.178,58	20.882,61
9	18.641,68	19.719,98	20.104,18	20.614,88	21.410,63
10	18.988,74	20.104,22	20.525,60	21.051,18	21.938,65
11	19.335,80	20.488,46	20.947,02	21.487,48	22.466,67
12	19.682,86	20.872,70	21.368,44	21.923,78	22.994,69
13	20.029,92	21.256,94	21.789,86	22.360,08	23.522,71
14	20.228,24	21.504,84	22.020,41	22.607,98	23.807,79
15	20.426,56	21.752,74	22.250,96	22.855,88	24.092,87
16	20.624,88	22.000,64	22.481,51	23.103,78	24.377,95
17	20.823,20	22.248,54	22.712,06	23.351,68	24.663,03
18	21.021,52	22.496,44	22.942,61	23.599,58	24.948,11
19	21.219,84	22.744,34	23.173,16	23.847,48	25.233,19
20	21.418,16	22.992,24	23.403,71	24.095,38	25.518,27
21	21.616,48	23.153,38	23.634,26	24.343,28	25.803,35
22	21.814,80	23.314,52	23.864,81	24.591,18	26.088,43
23	22.013,12	23.475,66	24.095,36	24.839,08	26.373,51
24	22.149,47	23.636,80	24.325,91	25.062,19	26.658,59
25	22.285,82	23.797,94	24.541,58	25.285,30	26.921,36

Tableau 3. Cadre moyen
Tabel 3. Middenkader

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	M 1.1	M 1.2	M 2.1	M 2.2	M 3.1	M 3.2	M 4.1	M 4.2
	Min : 17.352,55	Min : 18.914,28	Min : 19.087,81	Min : 20.805,71	Min : 19.335,70	Min : 21.075,91	Min : 19.583,59	Min : 21.346,12
	Max : 28.853,01	Max : 30.263,01	Max : 30.069,54	Max : 32.775,92	Max : 30.888,12	Max : 33.667,51	Max : 32.127,20	Max : 35.018,62
	13 ¹ x 535,46	13 ¹ x 583,65	13 ¹ x 565,20	13 ¹ x 616,07	13 ¹ x 592,47	13 ¹ x 645,79	13 ¹ x 644,53	13 ¹ x 702,54
	12 ¹ x 287,56	12 ¹ x 313,44	11 ¹ x 304,91	11 ¹ x 332,36	11 ¹ x 322,27	11 ¹ x 351,27	12 ¹ x 347,06	12 ¹ x 378,29
			1 ¹ x 280,12	1 ¹ x 305,34	1 ¹ x 305,34	1 ¹ x 332,36		
0	17.352,55	18.914,28	19.087,81	20.805,71	19.335,70	21.075,91	19.583,59	21.346,12
1	17.888,01	19.497,93	19.653,01	21.421,78	19.928,17	21.721,70	20.228,12	22.048,66
2	18.423,47	20.081,58	20.218,21	22.037,85	20.520,64	22.367,49	20.872,65	22.751,20
3	18.958,93	20.665,23	20.783,41	22.653,92	21.113,11	23.013,28	21.517,18	23.453,74
4	19.494,39	21.248,88	21.348,61	23.269,99	21.705,58	23.659,07	22.161,71	24.156,28
5	20.029,85	21.832,53	21.913,81	23.886,06	22.298,05	24.304,86	22.806,24	24.858,82
6	20.565,31	22.416,18	22.479,01	24.502,13	22.890,52	24.950,65	23.450,77	25.561,36
7	21.100,77	22.999,83	23.044,21	25.118,20	23.482,99	25.596,44	24.095,30	26.263,90
8	21.636,23	23.583,48	23.609,41	25.734,27	24.075,46	26.242,23	24.739,83	26.966,44
9	22.171,69	24.167,13	24.174,61	26.350,34	24.667,93	26.888,02	25.384,36	27.668,98
10	22.707,15	24.750,78	24.739,81	26.966,41	25.260,40	27.533,81	26.028,89	28.371,52
11	23.242,61	25.334,43	25.305,01	27.582,48	25.852,87	28.179,60	26.673,42	29.074,06
12	23.778,07	25.918,08	25.870,21	28.198,55	26.445,34	28.825,39	27.317,95	29.776,60
13	24.313,53	26.501,73	26.435,41	28.814,62	27.037,81	29.471,18	27.962,48	30.479,14
14	24.691,82	26.815,17	26.740,32	29.146,98	27.360,08	29.822,45	28.309,54	30.857,43
15	25.070,11	27.128,61	27.045,23	29.479,34	27.682,35	30.173,72	28.656,60	31.235,72
16	25.448,40	27.442,05	27.350,14	29.811,70	28.004,62	30.524,99	29.003,66	31.614,01
17	25.826,69	27.755,49	27.655,05	30.144,06	28.326,89	30.876,26	29.350,72	31.992,30
18	26.204,98	28.068,93	27.959,96	30.476,42	28.649,16	31.227,53	29.697,78	32.370,59
19	26.583,27	28.382,37	28.264,87	30.808,78	28.971,43	31.578,80	30.044,84	32.748,88
20	26.961,56	28.695,81	28.569,78	31.141,14	29.293,70	31.930,07	30.391,90	33.127,17
21	27.339,85	29.009,25	28.874,69	31.473,50	29.615,97	32.281,34	30.738,96	33.505,46
22	27.718,14	29.322,69	29.179,60	31.805,86	29.938,24	32.632,61	31.086,02	33.883,75
23	28.096,43	29.636,13	29.484,51	32.138,22	30.260,51	32.983,88	31.433,08	34.262,04
24	28.474,72	29.949,57	29.789,42	32.470,58	30.582,78	33.335,15	31.780,14	34.640,33
25	28.853,01	30.263,01	30.069,54	32.775,92	30.888,12	33.667,51	32.127,20	35.018,62

Tableau 4. Cadre d'officiers (non visés au tableau 5)
Tabel 4. Officierskader (niet bedoeld in tabel 5)

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	O 1	O 2	O 3	O 4	O 5	O 6	O 7	O 8
	Min : 21.070,95	Min : 23.797,78	Min : 24.789,36	Min : 27.516,19	Min : 33.961,42	Min : 35.324,83	Min : 37.431,93	Min : 41.398,22
	Max : 29.747,41	Max : 35.448,95	Max : 39.663,03	Max : 43.951,59	Max : 48.141,00	Max : 51.438,09	Max : 58.255,11	Max : 63.956,56
	13 ¹ x 436,30	13 ¹ x 594,95	10 ¹ x 842,84	10 ¹ x 917,21	1 ¹ x 991,58	1 ¹ x 1.016,37	14 ² x 1.487,37	14 ² x 1.611,31
	12 ¹ x 250,38	2 ¹ x 347,06	2 ¹ x 743,69	2 ¹ x 892,42	11 ¹ x 942,00	11 ¹ x 966,79		
		10 ¹ x 322,27	11 ¹ x 396,63	13 ¹ x 421,42	12 ¹ x 235,50	12 ¹ x 371,85		
			2 ¹ x 297,48					
0	21.070,95	23.797,78	24.789,36	27.516,19	33.961,42	35.324,83	37.431,93	41.398,22
1	21.507,25	24.392,73	25.632,20	28.433,40	34.953,00	36.341,20	37.431,93	41.398,22
2	21.943,55	24.987,68	26.475,04	29.350,61	35.895,00	37.307,99	38.919,30	43.009,53
3	22.379,85	25.582,63	27.317,88	30.267,82	36.837,00	38.274,78	38.919,30	43.009,53
4	22.816,15	26.177,58	28.160,72	31.185,03	37.779,00	39.241,57	40.406,67	44.620,84
5	23.252,45	26.772,53	29.003,56	32.102,24	38.721,00	40.208,36	40.406,67	44.620,84
6	23.688,75	27.367,48	29.846,40	33.019,45	39.663,00	41.175,15	41.894,04	46.232,15
7	24.125,05	27.962,43	30.689,24	33.936,66	40.605,00	42.141,94	41.894,04	46.232,15
8	24.561,35	28.557,38	31.532,08	34.853,87	41.547,00	43.108,73	43.381,41	47.843,46
9	24.997,65	29.152,33	32.374,92	35.771,08	42.489,00	44.075,52	43.381,41	47.843,46
10	25.433,95	29.747,28	33.217,76	36.688,29	43.431,00	45.042,31	44.868,78	49.454,77
11	25.870,25	30.342,23	33.961,45	37.580,71	44.373,00	46.009,10	44.868,78	49.454,77
12	26.306,55	30.937,18	34.705,14	38.473,13	45.315,00	46.975,89	46.356,15	51.066,08
13	26.742,85	31.532,13	35.101,77	38.894,55	45.550,50	47.347,74	46.356,15	51.066,08
14	26.993,23	31.879,19	35.498,40	39.315,97	45.786,00	47.719,59	47.843,52	52.677,39
15	27.243,61	32.226,25	35.895,03	39.737,39	46.021,50	48.091,44	47.843,52	52.677,39

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	O 1	O 2	O 3	O 4	O 5	O 6	O 7	O 8
	Min : 21.070,95	Min : 23.797,78	Min : 24.789,36	Min : 27.516,19	Min : 33.961,42	Min : 35.324,83	Min : 37.431,93	Min : 41.398,22
	Max : 29.747,41	Max : 35.448,95	Max : 39.663,03	Max : 43.951,59	Max : 48.141,00	Max : 51.438,09	Max : 58.255,11	Max : 63.956,56
	13 ¹ x 436,30	13 ¹ x 594,95	10 ¹ x 842,84	10 ¹ x 917,21	1 ¹ x 991,58	1 ¹ x 1.016,37	14 ² x 1.487,37	14 ² x 1.611,31
	12 ¹ x 250,38	2 ¹ x 347,06	2 ¹ x 743,69	2 ¹ x 892,42	11 ¹ x 942,00	11 ¹ x 966,79		
		10 ¹ x 322,27	11 ¹ x 396,63	13 ¹ x 421,42	12 ¹ x 235,50	12 ¹ x 371,85		
			2 ¹ x 297,48					
16	27.493,99	32.548,52	36.291,66	40.158,81	46.257,00	48.463,29	49.330,89	54.288,70
17	27.744,37	32.870,79	36.688,29	40.580,23	46.492,50	48.835,14	49.330,89	54.288,70
18	27.994,75	33.193,06	37.084,92	41.001,65	46.728,00	49.206,99	50.818,26	55.900,01
19	28.245,13	33.515,33	37.481,55	41.423,07	46.963,50	49.578,84	50.818,26	55.900,01
20	28.495,51	33.837,60	37.878,18	41.844,49	47.199,00	49.950,69	52.305,63	57.511,32
21	28.745,89	34.159,87	38.274,81	42.265,91	47.434,50	50.322,54	52.305,63	57.511,32
22	28.996,27	34.482,14	38.671,44	42.687,33	47.670,00	50.694,39	53.793,00	59.122,63
23	29.246,65	34.804,41	39.068,07	43.108,75	47.905,50	51.066,24	53.793,00	59.122,63
24	29.497,03	35.126,68	39.365,55	43.530,17	48.141,00	51.438,09	55.280,37	60.733,94
25	29.747,41	35.448,95	39.663,03	43.951,59			55.280,37	60.733,94
26							56.767,74	62.345,25
27							56.767,74	62.345,25
28							58.255,11	63.956,56

Tableau 5. Cadre d'officiers - Ingénieurs
Tabel 5. Officerskader - Ingenieurs

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	O2ir	O3ir	O4ir	O5ir	O6ir
	Min : 26.653,52	Min : 27.764,08	Min : 29.167,16	Min : 35.999,10	Min : 36.031,33
	Max : 39.702,74	Max : 44.422,61	Max : 46.588,73	Max : 51.029,45	Max : 52.466,82
	13 ¹ x 666,34	10 ¹ x 943,98	10 ¹ x 972,24	1 ¹ x 1.051,07	1 ¹ x 1.036,70
	2 ¹ x 388,70	2 ¹ x 832,93	2 ¹ x 945,97	11 ¹ x 998,52	11 ¹ x 986,13
	10 ¹ x 360,94	11 ¹ x 444,23	13 ¹ x 446,71	12 ¹ x 249,63	12 ¹ x 379,28
		2 ¹ x 333,17			
0	26.653,52	27.764,08	29.167,16	35.999,10	36.031,33
1	27.319,86	28.708,06	30.139,40	37.050,17	37.068,03
2	27.986,20	29.652,04	31.111,64	38.048,69	38.054,16
3	28.652,54	30.596,02	32.083,88	39.047,21	39.040,29
4	29.318,88	31.540,00	33.056,12	40.045,73	40.026,42
5	29.985,22	32.483,98	34.028,36	41.044,25	41.012,55
6	30.651,56	33.427,96	35.000,60	42.042,77	41.998,68
7	31.317,90	34.371,94	35.972,84	43.041,29	42.984,81
8	31.984,24	35.315,92	36.945,08	44.039,81	43.970,94
9	32.650,58	36.259,90	37.917,32	45.038,33	44.957,07
10	33.316,92	37.203,88	38.889,56	46.036,85	45.943,20
11	33.983,26	38.036,81	39.835,53	47.035,37	46.929,33
12	34.649,60	38.869,74	40.781,50	48.033,89	47.915,46
13	35.315,94	39.313,97	41.228,21	48.283,52	48.294,74
14	35.704,64	39.758,20	41.674,92	48.533,15	48.674,02
15	36.093,34	40.202,43	42.121,63	48.782,78	49.053,30
16	36.454,28	40.646,66	42.568,34	49.032,41	49.432,58
17	36.815,22	41.090,89	43.015,05	49.282,04	49.811,86
18	37.176,16	41.535,12	43.461,76	49.531,67	50.191,14
19	37.537,10	41.979,35	43.908,47	49.781,30	50.570,42
20	37.898,04	42.423,58	44.355,18	50.030,93	50.949,70
21	38.258,98	42.867,81	44.801,89	50.280,56	51.328,98
22	38.619,92	43.312,04	45.248,60	50.530,19	51.708,26
23	38.980,86	43.756,27	45.695,31	50.779,82	52.087,54
24	39.341,80	44.089,44	46.142,02	51.029,45	52.466,82
25	39.702,74	44.422,61	46.588,73		

Tableau 6. Cadre moyen - Echelles de traitement transitoires
Tabel 6. Middenkader - Overgangsloonschalen

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	M 5.1	M 5.2	M 6	M 7	M 7bis
	Min : 20.327,27	Min : 22.156,73	Min : 20.327,27	Min : 23.054,10	Min : 23.797,78
	Max : 32.474,23	Max : 35.396,80	Max : 32.474,23	Max : 34.767,18	Max : 35.448,95
	2 ¹ × 632,13	2 ¹ × 689,03	2 ¹ × 632,13	13 ¹ × 582,55	13 ¹ × 594,95
	11 ¹ × 619,74	11 ¹ × 675,51	11 ¹ × 619,74	11 ¹ × 322,27	2 ¹ × 347,06
	10 ¹ × 347,06	10 ¹ × 378,29	10 ¹ × 347,06	1 ¹ × 285,08	10 ¹ × 322,27
	2 ¹ × 297,48	2 ¹ × 324,25	2 ¹ × 297,48		
0	20.327,27	22.156,73	20.327,27	23.054,10	23.797,78
1	20.959,40	22.845,76	20.959,40	23.636,65	24.392,73
2	21.591,53	23.534,79	21.591,53	24.219,20	24.987,68
3	22.211,27	24.210,30	22.211,27	24.801,75	25.582,63
4	22.831,01	24.885,81	22.831,01	25.384,30	26.177,58
5	23.450,75	25.561,32	23.450,75	25.966,85	26.772,53
6	24.070,49	26.236,83	24.070,49	26.549,40	27.367,48
7	24.690,23	26.912,34	24.690,23	27.131,95	27.962,43
8	25.309,97	27.587,85	25.309,97	27.714,50	28.557,38
9	25.929,71	28.263,36	25.929,71	28.297,05	29.152,33
10	26.549,45	28.938,87	26.549,45	28.879,60	29.747,28
11	27.169,19	29.614,38	27.169,19	29.462,15	30.342,23
12	27.788,93	30.289,89	27.788,93	30.044,70	30.937,18
13	28.408,67	30.965,40	28.408,67	30.627,25	31.532,13
14	28.755,73	31.343,69	28.755,73	30.974,31	31.879,19
15	29.102,79	31.721,98	29.102,79	31.321,37	32.226,25
16	29.449,85	32.100,27	29.449,85	31.668,43	32.548,52
17	29.796,91	32.478,56	29.796,91	32.015,49	32.870,79
18	30.143,97	32.856,85	30.143,97	32.362,55	33.193,06
19	30.491,03	33.235,14	30.491,03	32.709,61	33.515,33
20	30.838,09	33.613,43	30.838,09	33.056,67	33.837,60
21	31.185,15	33.991,72	31.185,15	33.403,73	34.159,87
22	31.532,21	34.370,01	31.532,21	33.750,79	34.482,14
23	31.879,27	34.748,30	31.879,27	34.097,85	34.804,41
24	32.176,75	35.072,55	32.176,75	34.444,91	35.126,68
25	32.474,23	35.396,80	32.474,23	34.767,18	35.448,95

Tableau 7. Cadre d'officiers - Echelles de traitement transitoires
Tabel 7. Officierskader - Overgangslonsochalen

Augmentations intercalaires — Tussentijdse verhogingen	O 4bis	O 4bis ing	O 8bis
	Min : 30.738,80	Min : 32.583,13	Min : 50.322,39
	Max : 48.141,01	Max : 51.029,60	Max : 67.575,87
	12 ¹ x 966,79	12 ¹ x 1.024,80	12 ² x 1.437,79
	13 ¹ x 446,21	13 ¹ x 472,99	
0	30.738,80	32.583,13	50.322,39
1	31.705,59	33.607,93	50.322,39
2	32.672,38	34.632,73	51.760,18
3	33.639,17	35.657,53	51.760,18
4	34.605,96	36.682,33	53.197,97
5	35.572,75	37.707,13	53.197,97
6	36.539,54	38.731,93	54.635,76
7	37.506,33	39.756,73	54.635,76
8	38.473,12	40.781,53	56.073,55
9	39.439,91	41.806,33	56.073,55
10	40.406,70	42.831,13	57.511,34
11	41.373,49	43.855,93	57.511,34
12	42.340,28	44.880,73	58.949,13
13	42.786,49	45.353,72	58.949,13
14	43.232,70	45.826,71	60.386,92
15	43.678,91	46.299,70	60.386,92
16	44.125,12	46.772,69	61.824,71
17	44.571,33	47.245,68	61.824,71
18	45.017,54	47.718,67	63.262,50
19	45.463,75	48.191,66	63.262,50
20	45.909,96	48.664,65	64.700,29
21	46.356,17	49.137,64	64.700,29
22	46.802,38	49.610,63	66.138,08
23	47.248,59	50.083,62	66.138,08
24	47.694,80	50.556,61	67.575,87
25	48.141,01	51.029,60	

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

Annexe 2 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

Liste générale des indicateurs d'évaluation

- 1° En matière de caractéristiques personnelles :
1. Probité - Intégrité
 2. Discrétion
 3. Objectivité - Impartialité - Jugement - Ouverture d'esprit
 4. Formation et expression des opinions - Assertivité - Fermeté de caractère
 5. Capacité à favoriser un climat de travail positif
 6. Orientation vers le bénéficiaire du service (externe et interne)
 7. Sens de la mesure - Usage réfléchi et modéré des pouvoirs conférés
 8. Maîtrise de soi - Sang froid - Gestion du stress
 9. Ordre - Méthode - Ponctualité - Respect des délais
 10. Loyauté - Exécution correcte des directives
 11. Education - Politesse - Entregent - Tact
12. Présentation
- 2° En matière de capacités professionnelles :
13. Connaissances professionnelles
 14. Savoir-faire technique
 15. Capacité d'engagement physique
 16. Expression écrite : clarté - correction - esprit de synthèse :
 17. Expression orale : clarté - correction
- 3° En matière de prestations :
18. Sens des responsabilités
 19. Disponibilité pour le service
 20. Quantité de travail utile presté - Niveau d'énergie et d'activité
 21. Qualité du service presté - Conscience professionnelle
 22. Initiative - Créativité
 23. Autonomie
- 4° En matière d'aptitude de management :
24. Sens de l'organisation
 25. Ampleur de vue - Vision
 26. Capacité à diriger et à contrôler
 27. Capacité à améliorer le fonctionnement du service
 28. Manière de rendre compte - Franchise
 29. Capacité à motiver ses collaborateurs
 30. Capacité à déléguer
 31. Capacité à former et à transmettre ses connaissances
 32. Capacité à fixer des objectifs avec ses collaborateurs
 33. Pertinence dans l'évaluation de ses collaborateurs
- 5° En matière de potentiel :
34. Volonté de progrès - Persévérance
 35. Aptitude au changement - Capacité d'adaptation
 36. Potentiel de progrès
 37. Aptitude à assumer des tâches plus complexes

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Algemene lijst van de evaluatie-indicatoren

- 1° Inzake de persoonlijkheidskenmerken :
1. Eerlijkheid - Integriteit
 2. Discretie
 3. Objectiviteit - Onpartijdigheid - Oordeel - Open geest
 4. Meningsvorming en -uiting - Assertiviteit - Karaktervastheid
 5. Bekwaamheid tot het bevorderen van een positieve werksfeer
 6. Klantgerichtheid (extern en intern)
 7. Zin voor maat - Doordacht en gematigd gebruik van het toevertrouwde gezag
 8. Zelfbeheersing - Koelbloedigheid - Stressbeheer
 9. Orde - Methode - Stiptheid - Respect voor de termijnen
 10. Loyauteit - Correcte uitvoering van de richtlijnen
 11. Opvoeding - Beleefdheid - Handigheid om met mensen om te gaan - Tact
 12. Voorkomen
- 2° Inzake de professionele bekwaamheden :
13. Professionele kennis
 14. Technisch kunnen
 15. Fysieke inzetbaarheid
 16. Schriftelijke manier van uitdrukken : duidelijkheid - juistheid - synthesegeest
 17. Mondelinge manier van uitdrukken : duidelijkheid - juistheid
- 3° Inzake de prestaties :
18. Verantwoordelijkheidszin
 19. Beschikbaarheid voor de dienst
 20. Hoeveelheid nuttig gepresteerd werk - Energie- en activiteitsniveau
 21. Kwaliteit van de geleverde dienst - Professioneel bewustzijn
 22. Initiatief - Creativiteit
 23. Autonomie
- 4° Inzake de managementvaardigheden :
24. Organisatiezin
 25. Ruimheid van blik - Visie
 26. Bekwaamheid om te leiden en te controleren
 27. Bekwaamheid om de werking van de dienst te verbeteren
 28. Wijze van rekenschap geven - Openheid
 29. Bekwaamheid om zijn medewerkers te motiveren
 30. Bekwaamheid om te delegeren
 31. Opleidingscapaciteit en de bekwaamheid zijn kennis over te dragen
 32. Bekwaamheid om met zijn medewerkers doelstellingen vast te leggen
 33. Pertinentie in de evaluatie van zijn medewerkers
- 5° Inzake het potentieel :
34. Wil tot verbeteren - Volharding
 35. Bereidheid tot veranderen - Aanpassingsvermogen
 36. Vooruitgangspotentieel
 37. Mogelijkheid om meer complexe taken op zich te nemen

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 3 à l'arrêté royal du 30 mars 2001
Bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Supplément de traitement pour l'exercice d'une fonction de direction pour la durée d'un mandat
Weddebijslag voor de uitvoering van een leidinggevend ambt voor de duur van een mandaat

1	Chef de corps d'une police locale dont l'effectif est inférieur à 75 Korpschef van een lokale politie waarvan het effectief minder bedraagt dan 75	216 000 BEF
2	Chef de corps d'une police locale dont l'effectif est égal ou supérieur à 75 et inférieur à 150 Chef d'unité « autoroute » Directeur coordonnateur (Dirco) et directeur judiciaire (Dirju) d'un service déconcentré d'un ressort de petite taille (1) Korpschef van een lokale politie waarvan het effectief gelijk is aan of meer is dan 75 en minder dan 150 Chef eenheid « autowegenpolitie » Directeur-coördinator (Dirco) en gerechtelijke directeur (Gerdir) van een gedeconcentreerde dienst van een gebied van kleine omvang (1)	270 000 BEF
3	Chef de corps d'une police locale dont l'effectif est égal ou supérieur à 150 et inférieur à 300, Directeur de la police fédérale, Dirco et Dirju d'un service déconcentré d'un ressort de taille moyenne (1), Chef du détachement de sécurité de l'aéroport national Korpschef van een lokale politie waarvan het effectief gelijk is aan of meer is dan 150 en minder dan 300, Directeur van de federale politie, Dirco en Gerdir van een gedeconcentreerde dienst van een gebied van middelgrote omvang (1), Chef van het veiligheidsdetachement nationale luchthaven	324 000 BEF
4	Chef de corps d'une police locale dont l'effectif est égal ou supérieur à 300 et inférieur à 600, Directeur général adjoint de la police fédérale, Dirco et Dirju d'un service déconcentré d'un ressort de grande taille (1) Korpschef van een lokale politie waarvan het effectief gelijk is aan of meer is dan 300 en minder dan 600, adjunct-directeur-generaal van de federale politie, Dirco en Gerdir van een gedeconcentreerde dienst van een gebied van grote omvang (1)	432 000 BEF
5	Chef de corps d'une police locale dont l'effectif est égal ou supérieur à 600, Commissaire général adjoint, Directeur général de la police fédérale, Inspecteur général et Inspecteur général adjoint de la police fédérale et de la police locale Korpschef van een lokale politie waarvan het effectief gelijk is aan of meer is dan 600, Adjunct-commissaris-generaal, Directeur-generaal van de federale politie, Inspecteur-generaal en Adjunct-inspecteur-generaal van de federale politie en van de lokale politie	486 000 BEF
6	Commissaire général de la police fédérale Commissaris-generaal van de federale politie	540 000 BEF

- (1) Grands ressorts : Anvers, Bruges, Bruxelles, Charleroi, Termonde, Gand, Liège et Mons
Moyens ressorts : Hal-Vilvorde, Hasselt, Courtrai, Louvain, Malines, Namur, Nivelles, Turnhout, Tongres, Tournai et Verviers
Petits ressorts : Arlon, Dinant, Eupen, Huy, Ypres, Marche, Neufchâteau, Oudenaarde et Furnes
- (1) Grote gebieden : Antwerpen, Brugge, Brussel, Charleroi, Dendermonde, Gent, Luik en Bergen
Middelgrote gebieden : Halle-Vilvoorde, Hasselt, Kortrijk, Leuven, Mechelen, Namen, Nijvel, Turnhout, Tongeren, Doornik en Verviers
Kleine gebieden : Aarlen, Dinant, Eupen, Hoei, Ieper, Marche, Neufchâteau, Oudenaarde en Veurne

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

Annexe 3 à l'arrêté royal du 30 mars 2001
Bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Supplément de traitement pour l'exercice d'une fonction de direction pour la durée d'un mandat
Weddebijslag voor de uitvoering van een leidinggevend ambt voor de duur van een mandaat

1	Chef de corps d'une police locale dont l'effectif est inférieur à 75 Korpschef van een lokale politie waarvan het effectief minder bedraagt dan 75	5 354,51 EUR
2	Chef de corps d'une police locale dont l'effectif est égal ou supérieur à 75 et inférieur à 150 Chef d'unité « autoroute » Directeur coordonnateur (Dirco) et directeur judiciaire (Dirju) d'un service déconcentré d'un ressort de petite taille (1) Korpschef van een lokale politie waarvan het effectief gelijk is aan of meer is dan 75 en minder dan 150 Chef eenheid « autowegenpolitie » Directeur-coördinator (Dirco) en gerechtelijke directeur (Gerdir) van een gedeconcentreerde dienst van een gebied van kleine omvang (1)	6 693,13 EUR
3	Chef de corps d'une police locale dont l'effectif est égal ou supérieur à 150 et inférieur à 300, Directeur police fédérale, Dirco et Dirju d'un service déconcentré d'un ressort de taille moyenne (1), Chef du détachement de sécurité de l'aéroport national Korpschef van een lokale politie waarvan het effectief gelijk is aan of meer is dan 150 en minder dan 300, Directeur van de federale politie, Dirco en Gerdir van een gedeconcentreerde dienst van een gebied van middelgrote omvang (1), Chef van het veiligheidsdetachement nationale luchthaven	8 031,76 EUR
4	Chef de corps d'une police locale dont l'effectif est égal ou supérieur à 300 et inférieur à 600, Directeur général adjoint de la police fédérale, Dirco et Dirju d'un service déconcentré d'un ressort de grande taille (1) Korpschef van een lokale politie waarvan het effectief gelijk is aan of meer is dan 300 en minder dan 600, adjunct-directeur-generaal van de federale politie, Dirco en Gerdir van een gedeconcentreerde dienst van een gebied van grote omvang (1)	10 709,01 EUR
5	Chef de corps d'une police locale dont l'effectif est égal ou supérieur à 600, Commissaire général adjoint, Directeur général de la police fédérale, Inspecteur général et Inspecteur général adjoint de la police fédérale et de la police locale Korpschef van een lokale politie waarvan het effectief gelijk is aan of meer is dan 600, Adjunct-commissaris-generaal, Directeur-generaal van de federale politie, Inspecteur-generaal en Adjunct-inspecteur-generaal van de federale politie en van de lokale politie	12 047,63 EUR
6	Commissaire général de la police fédérale Commissaris-generaal van de federale politie	13 386,26 EUR

- (1) Grands ressorts : Anvers, Bruges, Bruxelles, Charleroi, Termonde, Gand, Liège et Mons
Moyens ressorts : Hal-Vilvorde, Hasselt, Courtrai, Louvain, Malines, Namur, Nivelles, Turnhout, Tongres, Tournai et Verviers
Petits ressorts : Arlon, Dinant, Eupen, Huy, Ypres, Marche, Neufchâteau, Oudenaarde et Furnes
- (1) Grote gebieden : Antwerpen, Brugge, Brussel, Charleroi, Dendermonde, Gent, Luik en Bergen
Middelgrote gebieden : Halle-Vilvoorde, Hasselt, Kortrijk, Leuven, Mechelen, Namen, Nijvel, Turnhout, Tongeren, Doornik en Verviers
Kleine gebieden : Aarlen, Dinant, Eupen, Hoei, Ieper, Marche, Neufchâteau, Oudenaarde en Veurne

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

Annexe 4 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

Certificat à produire par un candidat à la réintégrationRemarque préliminaire

Le présent certificat ne peut pas être délivré à celui (celle) :

- a.* qui a été condamné(e) depuis sa démission acceptée (1), à l'exclusion des infractions involontaires, même avec sursis, à une peine d'emprisonnement de six mois ou plus du chef d'une infraction quelconque ou à une peine d'emprisonnement moindre du chef de vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écriture, attentat à la pudeur, viol ou des infractions prévues par les articles 379 à 386^{ter} du Code pénal ou par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques ou qui a exercé des activités qui nuisent à la crédibilité des services de police;
- b.* qui ne jouit pas des droits civils et politiques.

Je soussigné, bourgmestre de la commune de
 province de certifie que le(la) nommé(e)
 né(e) à le

1° est belge;

2° qu'il (elle) est de bonne conduite, vie et moeurs;

3° qu'il (elle) a eu à, rue

N° province de

sa dernière résidence en Belgique (2);

4° que le (la) prénommé(e) (ne) fait (pas), (ou) (n')a (pas) fait partie de l'armée (3), dans laquelle il(elle) a servi

du au

en qualité de dans (unité)

sous le n° de la matricule;

5° qu'il (elle) a subi les condamnations suivantes non prévues au littéra *a.* de la remarque préliminaire du présent certificat (4) :

.....;

(Signature)

Fait à, le

Le Bourgmestre

INSTRUCTIONS :

- (1) Le candidat à la réintégration doit produire au bourgmestre la décision avec la date à laquelle sa démission a été acceptée.
- (2) N'est pas considéré comme résidence, le séjour fait occasionnellement dans une localité par suite de nécessités de métier ou pour études.
- (3) Biffer la mention inutile.
- (4) Y comprendre les condamnations avec sursis, même si le délai de sursis est expiré. Eventuellement, mentionner « Néant ».

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 4 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Door een kandidaat voor heropneming over te leggen getuigschriftVoorafgaande opmerking

Dit getuigschrift mag niet worden afgegeven aan degene :

- a. die sedert zijn aangenomen ontslag (1), met uitzondering van de onopzettelijke misdrijven, zelfs met uitstel, veroordeeld werd tot een gevangenisstraf van zes maanden of meer wegens enig strafbaar, feit of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting of wegens de strafbare feiten omschreven in de artikelen 379 tot 386^{ter} van het Strafwetboek of in de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica of die activiteiten heeft uitgevoerd die de geloofwaardigheid van de politiediensten schaden;
- b. die de burgerlijke en politieke rechten niet geniet.

Ondergetekende, burgemeester van de gemeente
 provincie bevestigt dat de genaamde
 geboren te de

1° Belg is;

2° dat hij (zij) van goed zedelijk gedrag is;

3° dat hij (zij) te, straat,

Nr provincie

zijn(haar) laatste verblijfplaats had in België (2)

4° dat voornoemde (geen) deel uitmaakt (of) deel uitgemaakt heeft van het leger (3) waarbij hij (zij) gediend heeft

van tot

als bij (eenheid)

onder Nr. van het stamboek;

5° dat hij (zij) de volgende veroordelingen opgelopen heeft (4) niet bepaald bij a. van de voorafgaande opmerking van dit getuigschrift :

.....;

(Handtekening)

Opgemaakt te, de

De Burgemeester

ONDERRICHTINGEN :

- (1) De kandidaat voor heropneming moet de beslissing met de datum waarop zijn ontslag werd aanvaard, overleggen aan de burgemeester.
- (2) Als verblijfplaats wordt niet beschouwd, het tijdelijk verblijf op een plaats om beroepsredenen of voor studiedoeleinden.
- (3) De onnodige vermelding schrappen.
- (4) Er de veroordelingen met uitstel in vermelden, zelfs zo de uitsteltermijn verstreken is. Eventueel « nihil » vermelden.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 5 à l'arrêté royal du 30 mars 2001
Possibilités de cumuls en matière d'allocations, d'indemnités et de suppléments de traitement

Série		Cumulable avec supplément de traitement ou allocation ?											
		Mandat	Formateur	Bruxelles	Bilinguisme	Prestations			Cadre bénéficiaire ?				
						Supplémentaires	WE	Nuit	Auxiliaire	Base	Moyen	Offr	Offr Sup
1	Allocation aéronautique	N	N	N ⁴	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
2	Allocation police des autoroutes/routes	Y	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
3	Allocation protection immédiate de la famille royale	N	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
4	Indemnité frais réels d'enquête	N	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
5	Allocation pour mission en matière de politique d'immigration	N	N	N ⁴	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
6	Allocation compensatoire	Y	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
7	Allocation unités spéciales	Y	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
8	Allocation détachement chargé de la police des militaires	Y	N	N ⁴	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
9	Allocation mentor	Y	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
10	Supplément de traitement pour fonction supérieur	N	Y ²	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
11	Allocation pour service ininterrompu > 24 Hr	N	Y	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
12	Allocation pour personnel contactable et rappelable	N	Y	Y	Y ¹	N ³	N ³	N ³	Y	Y	Y	Y	Y
13	Supplément de traitement pour mandat	—	N	Y	Y ¹	N	N	N	N	N	N	Y	Y
14	Allocation formateur	N	—	Y	Y ¹	N	N	N	N	Y	Y	Y	Y
15	Allocation police de proximité	N	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	N	Y	N	N	N
16	Allocation analyste criminel ou stratégique	N	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
17	Prime de mer	Y	N	N ⁴	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y

Légende : Y = oui - N = non

- 1 Dans la mesure où la qualité de bilingue est reconnue.
- 2 Sauf si l'allocation fonction supérieure donne droit à une allocation de mandat.
- 3 Pas pour les heures où l'on est contactable et rappelable.
- 4 Sauf pour le bénéficiaire de l'allocation « Région Bruxelles-Capitale » qui serait mis dans les conditions pour bénéficier de l'allocation aéronautique, de l'allocation pour mission en matière de politique d'immigration, de l'allocation détachement chargé de la police des militaires ou de la prime de mer suite à un détachement, une mise à disposition ou à l'exécution d'une mission imposée.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001
Mogelijke cumuls inzake toelagen, vergoedingen en weddebijslagen

Reeks		Cumuleerbaar met weddebijslag of toelage ?											
		Mandaat	Opleider	Brussel	Tweetaligheid	Prestaties			Begunstigd kader ?				
						Bijkomende	WE	Nacht	Hulp	Basis	Midden	Offr	H Offr
1	Luchtvaarttoelage	N	N	N ⁴	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
2	Toelage politie van de autosnelwegen/autowegen	Y	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
3	Toelage onmiddellijke beveiliging van de Koninklijke familie	N	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
4	Voergoeding werkelijke onderzoekskosten	N	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
5	Toelage voor opdrachten inzake immigratiebeleid	N	N	N ⁴	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
6	Compenserende toelage	Y	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
7	Toelage bijzondere eenheden	Y	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
8	Toelage detachement belast met de politie der militairen	Y	N	N ⁴	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
9	Toelage mentor	Y	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
10	Weddebijslag voor een hoger ambt	N	Y ²	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
11	Toelage ononderbroken dienst > 24 Hr	N	Y	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
12	Toelage voor bereikbaar en teruggroepbaar personeel	N	Y	Y	Y ¹	N ³	N ³	N ³	Y	Y	Y	Y	Y
13	Weddebijslag voor mandaat	—	N	Y	Y ¹	N	N	N	N	N	N	Y	Y
14	Toelage opleider	N	—	Y	Y ¹	N	N	N	N	Y	Y	Y	Y
15	Toelage nabijheidspolitie	N	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	N	Y	N	N	N
16	Toelage misdrij- of strategisch analist	N	N	Y	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y
17	Zeegeld	Y	N	N ⁴	Y ¹	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y

Legende : Y = ja - N = neen

- In de mate dat de hoedanigheid van tweetalige is erkend.
- Behalve als de toelage voor een hoger ambt recht geeft op een mandaattoelage.
- Niet voor de uren dat men bereikbaar en teruggroepbaar is.
- Behalve voor de begunstigde van de toelage « Brussels Hoofdstedelijk Gewest » die, ten gevolge van een detachering, een terbeschikkingstelling of de uitvoering van een opgelegde opdracht, in de toestand wordt geplaatst waarin hij recht heeft op de luchtvaarttoelage, de toelage voor opdrachten inzake immigratiebeleid, de toelage detachement belast met de politie der militairen of op het zeegeld.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 6 à l'arrêté royal du 30 mars 2001
Bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Montants annuels en BEF de l'allocation de fonction
Jaarlijkse bedragen in BEF van de functietoelage

Unités - Fonctions bénéficiaires Eenheden - Begunstigde ambten	Cadre de base Basiskader	Cadre moyen Middenkader	Cadre d'officiers Officerskader
1. Détachement appui aérien Detachement luchtsteun			
a. Personnel naviguant détenant le brevet supérieur Varend personeel met hoger brevet	515 000	515 000	515 000
b. Personnel naviguant détenant le brevet ordinaire Gebrevetteerd varend personeel	301 500	301 500	301 500
c. Personnel naviguant élève Leerling-varend personeel	180 000	180 000	180 000
d. Personnel naviguant temporaire Tijdelijk varend personeel	180 000	180 000	180 000
2. Personnel roulant (y compris les stagiaires) de la police des autoroutes et des routes pour automobiles déterminées par le Roi Rijdend personeel (met inbegrip van de stagiaires) van de politie van de autosnelwegen en van de door de Koning bepaalde autowegen Personnel effectuant son service à moto Personnel dat zijn dienst op moto uitoefent	78 187	92 396	106 617
3. Détachement de protection immédiate des membres de la famille royale Detachement belast met de onmiddellijke beveiliging van de koninklijke familie	117 802	125 336	134 724
4. Détachements chargés de la police des militaires Detachementen belast met de politie der militairen	163 615	174 079	187 118
5. Unités chargées de la surveillance, de la protection ou de l'intervention spécialisées Eenheden belast met de bewaking, de bescherming of gespecialiseerde interventie			
Membre chargé de l'intervention Lid belast met de interventie			
A Bruxelles/Te Brussel	257 828	258 271	276 857
Hors Bruxelles/Buiten Brussel	157 870	158 310	168 276
Autre membre Ander lid			
A Bruxelles/Te Brussel	239 940	240 388	255 402
Hors Bruxelles/Buiten Brussel	140 020	140 480	149 900
6. Police de proximité Nabijheidspolitie	20 000	—	—
7. Analyste criminel/stratégique Misdrijf-, strategische analist	70 812	71 226	78 210

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 6 à l'arrêté royal du 30 mars 2001
Bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Montants annuels en EUR de l'allocation de fonction
Jaarlijkse bedragen in EUR van de functietoelage

Unités - Fonctions bénéficiaires Eenheden - Begunstigde ambten	Cadre de base Basiskader	Cadre moyen Middenkader	Cadre d'officiers Officerskader
1. Détachement appui aérien Detachement luchtsteun			
a. Personnel naviguant détenant le brevet supérieur Varend personeel met hoger brevet	12 766,52	12 766,52	12 766,52
b. Personnel naviguant détenant le brevet ordinaire Gebrevetteerd varend personeel	7 473,99	7 473,99	7 473,99
c. Personnel naviguant élève Leerling-varend personeel	4 462,09	4 462,09	4 462,09
d. Personnel naviguant temporaire Tijdelijk varend personeel	4 462,09	4 462,09	4 462,09
2. Personnel roulant (y compris les stagiaires) de la police des autoroutes et des routes pour automobiles déterminées par le Roi Rijdend personeel (met inbegrip van de stagiaires) van de politie van de autosnelwegen en van de door de Koning bepaalde autowegen Personnel effectuant son service à moto Personeel dat zijn dienst op moto uitoefent	1 938,21	2 290,44	2 642,97
3. Détachement de protection immédiate des membres de la famille royale Detachement belast met de onmiddellijke beveiliging van de koninklijke familie	2 628,22	2 796,29	3 005,76
4. Détachements chargés de la police des militaires Detachementen belast met de politie der militairen	4 055,91	4 315,31	4 638,54
5. Unités chargées de la surveillance, de la protection ou de l'intervention spécialisées Eenheden belast met de bewaking, de bescherming of gespecialiseerde interventie			
Membre chargé de l'intervention Lid belast met de interventie			
A Bruxelles/Te Brussel	6 391,39	6 402,38	6 863,11
Hors Bruxelles/Buiten Brussel	3 913,50	3 924,41	4 171,46
Autre membre Ander lid			
A Bruxelles/Te Brussel	5 947,96	5 959,07	6 331,26
Hors Bruxelles/Buiten Brussel	3 471,01	3 482,41	3 715,93
6. Police de proximité Nabijheidspolitie	495,79	—	—
7. Analyste criminel/stratégique Misdrijf-, strategische analist	1 755,39	1 765,65	1 938,78

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 7 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

Bijlage 7 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Allocation « Région bruxelloise » en BEF**Toelage « Brussels Gewest » in BEF**

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6 et suivantes
Jaar 1	Jaar 2	Jaar 3	Jaar 4	Jaar 5	Jaar 6 en volgende
27 000	32 400	37 800	43 200	48 600	54 000

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

Annexe 7 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

Bijlage 7 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Allocation « Région bruxelloise » en EUR

Toelage « Brussels Gewest » in EUR

Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6 et suivantes
Jaar 1	Jaar 2	Jaar 3	Jaar 4	Jaar 5	Jaar 6 en volgende
669,32	803,18	937,04	1 070,91	1 204,77	1 338,63

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

Annexe 8 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

Allocation de bilinguisme en BEF

Connaissances linguistiques visées à l'arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, qui ouvrent le droit à une allocation	Cadre d'officiers avec une connaissance Niv. 1	Cadre moyen (1) avec une connaissance Niv. 2	Cadre de base (2) avec une connaissance Niv. 2	Cadre auxiliaire avec une connaissance Niv. 4
- Art 29, § 1 ^{er} : connaissance élémentaire du français - Art 15, § 2 : connaissance élémentaire de la seconde langue	9 000	7.200	5.400	3.600
- Art 21, § 2 : connaissance élémentaire de la seconde langue et Art 21, § 5 : connaissance suffisante ou élémentaire de la seconde langue - Art 46, § 5 : connaissance suffisante ou élémentaire de la seconde langue	9.000	7.200	5.400	3.600 (3)
- Art 15, § 2 : connaissance suffisante de la seconde langue - Art 21, § 4 : connaissance suffisante de la seconde langue et Art 21, § 5 : connaissance suffisante de la seconde langue - Art 46, § 4 : connaissance suffisante de la seconde langue	9.000			
- Art 43, § 3, alinéa 3 : connaissance suffisante de la seconde langue	10.800 (4)			
- Art 15, § 1 ^{er} : connaissance d'une autre langue (français, néerlandais ou allemand)	10.800	7200	5400	3600

(1) vaut également pour les membres actuels du personnel qui ont une connaissance de Niv. 2 et qui soit :

- sont insérés dans le cadre d'officiers conformément au tableau D1 de l'annexe 11;
- sont commissionnés dans le cadre d'officiers en vertu de l'article XII.VII.26;
- passent dans le cadre d'officiers en vertu de l'article XII.VII.17.

(2) vaut également pour les membres actuels du personnel qui sont commissionnés dans le cadre moyen en vertu de l'article XII.VII.21 ou XII.VII.26.

(3) la connaissance élémentaire visée à l'article 21, § 5 est suffisante pour l'octroi de l'allocation.

(4) 9.000 pour les membres du personnel qui ne sont pas en possession du certificat de connaissance linguistique visé à l'article 12 de l'arrêté royal du 30 novembre 1966 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 8 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

Allocation de bilinguisme en EUR

Connaissances linguistiques visées à l'arrêté royal du 18 juillet 1966 portant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, qui ouvrent le droit à une allocation	Cadre d'officiers avec une connaissance Niv. 1	Cadre moyen (1) avec une connaissance Niv. 2	Cadre de base (2) avec une connaissance Niv. 2	Cadre auxiliaire avec une connaissance Niv. 4
- Art 29, § 1 ^{er} : connaissance élémentaire du français - Art 15, § 2 : connaissance élémentaire de la seconde langue	223,11	178,49	133,87	89,25
- Art 21, § 2 : connaissance élémentaire de la seconde langue et Art 21, § 5 : connaissance suffisante ou élémentaire de la seconde langue - Art 46, § 5 : connaissance suffisante ou élémentaire de la seconde langue	223,11	178,49	133,87	89,25 (3)
- Art 15, § 2 : connaissance suffisante de la seconde langue - Art 21, § 4 : connaissance suffisante de la seconde langue et Art 21, § 5 : connaissance suffisante de la seconde langue - Art 46, § 4 : connaissance suffisante de la seconde langue	223,11			
- Art 43, § 3, alinéa 3 : connaissance suffisante de la seconde langue	267,73 (4)			
- Art 15, § 1 ^{er} : connaissance d'une autre langue (français, néerlandais ou allemand)	267,73	178,49	133,87	89,25

(1) vaut également pour les membres actuels du personnel qui ont une connaissance de Niv. 2 et qui soit :

- sont insérés dans le cadre d'officiers conformément au tableau D1 de l'annexe 11;
- sont commissionnés dans le cadre d'officiers en vertu de l'article XII.VII.26;
- passent dans le cadre d'officiers en vertu de l'article XII.VII.17.

(2) vaut également pour les membres actuels du personnel qui sont commissionnés dans le cadre moyen en vertu de l'article XII.VII.21 ou XII.VII.26.

(3) la connaissance élémentaire visée à l'article 21, § 5 est suffisante pour l'octroi de l'allocation.

(4) 9.000 pour les membres du personnel qui ne sont pas en possession du certificat de connaissance linguistique visé à l'article 12 de l'arrêté royal du 30 novembre 1966 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 8 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Tweetaligheidstoelage in BEF

Taalkennis bedoeld in het koninklijk besluit van 18 juli 1966 houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken en die het recht op een toelage opent	Officierskader met taalkennis Niv. 1	Middenkader (1) met taalkennis Niv. 2	Basiskader (2) met taalkennis Niv. 2	Hulpkader met taalkennis Niv. 4
- Art 29, § 1 : elementaire kennis van het Frans - Art 15, § 2 : elementaire kennis van de tweede taal	9.000	7.200	5.400	3.600
- Art 21, § 2 : elementaire kennis van de tweede taal en Art 21, § 5 : voldoende of elementaire kennis van de tweede taal - Art 46, § 5 : voldoende of elementaire kennis van de tweede taal	9.000	7.200	5.400	3.600 (3)
- Art 15, § 2 : voldoende kennis van de tweede taal - Art 21, § 4 : voldoende kennis van de tweede taal en Art 21, § 5 : voldoende kennis van de tweede taal - Art 46, § 4 : voldoende kennis van de tweede taal	9.000			
- Art 43, § 3, derde lid : voldoende kennis van de tweede taal	10.800 (4)			
- Art 15, § 1 : kennis van een andere taal (Frans, Nederlands of Duits)	10.800	7.200	5.400	3.600

(1) geldt eveneens voor de actuele personeelsleden met taalkennis Niv. 2 en die hetzij :

- in het officierskader worden ingeschaald overeenkomstig tabel D1 van bijlage 11;
- in het officierskader worden aangesteld krachtens artikel XII.VII.26;
- overgaan naar het officierskader krachtens artikel XII.VII.17.

(2) geldt eveneens voor de actuele personeelsleden die in het middenkader aangesteld worden krachtens artikel XII.VII.21 of XII.VII.26.

(3) de in artikel 21, § 5 bedoelde elementaire kennis is voldoende voor het toewijzen van de toelage.

(4) 9.000 voor de personeelsleden die geen houder zijn van het taalgetuigscrift bedoeld in artikel 12 van het koninklijk besluit van 30 november 1966 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorzien door artikel 53 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 8 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Tweetaligheidstoelage in EUR

Taalkennis bedoeld in het koninklijk besluit van 18 juli 1966 houdende coördinatie van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken en die het recht op een toelage opent	Officierskader met taalkennis Niv. 1	Middenkader (1) met taalkennis Niv. 2	Basiskader (2) met taalkennis Niv. 2	Hulpkader met taalkennis Niv. 4
- Art 29, § 1 : elementaire kennis van het Frans - Art 15, § 2 : elementaire kennis van de tweede taal	223,11	178,49	133,87	89,25
- Art 21, § 2 : elementaire kennis van de tweede taal en Art 21, § 5 : voldoende of elementaire kennis van de tweede taal - Art 46, § 5 : voldoende of elementaire kennis van de tweede taal	223,11	178,49	133,87	89,25 (3)
- Art 15, § 2 : voldoende kennis van de tweede taal - Art 21, § 4 : voldoende kennis van de tweede taal en Art 21, § 5 : voldoende kennis van de tweede taal - Art 46, § 4 : voldoende kennis van de tweede taal	223,11			
- Art 43, § 3, derde lid : voldoende kennis van de tweede taal	267,73 (4)			
- Art 15, § 1 : kennis van een andere taal (Frans, Nederlands of Duits)	267,73	178,49	133,87	89,25

(1) geldt eveneens voor de actuele personeelsleden met taalkennis Niv. 2 en die hetzij :

- in het officierskader worden ingeschaald overeenkomstig tabel D1 van bijlage 11;
- in het officierskader worden aangesteld krachtens artikel XII.VII.26;
- overgaan naar het officierskader krachtens artikel XII.VII.17.

(2) geldt eveneens voor de actuele personeelsleden die in het middenkader aangesteld worden krachtens artikel XII.VII.21 of XII.VII.26.

(3) de in artikel 21, § 5 bedoelde elementaire kennis is voldoende voor het toewijzen van de toelage.

(4) 9.000 voor de personeelsleden die geen houder zijn van het taalgetuigscrift bedoeld in artikel 12 van het koninklijk besluit van 30 november 1966 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorzien door artikel 53 van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 9 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

INDEMNITE DE REPAS ET DE LOGEMENT en BEF**Tableau 1**

Montants forfaitaires pour les frais de repas sauf si le repas est fourni par un mess ou ménage visé au tableau 2.

Petit déjeuner :	100
Repas de midi :	250
Repas du soir :	250
Repas de nuit :	140

Tableau 2

Montants forfaitaires pour les frais de repas pris ou censés pris dans un mess ou ménage de la police fédérale, des forces armées, de ministères ou parastataux fédéraux, communautaires ou régionaux, d'une commune, ou de tout autre organisme ou entreprise avec lequel/laquelle un accord a été conclu.

Petit déjeuner :	50
Repas de midi :	100
Repas du soir :	100
Repas de nuit :	70

Tableau 3

Montants maxima pour les frais de logement et de déjeuner (1) (2) en cas de prise en charge directe par l'Etat ou de remboursement sur présentation de note ou de reçu.

	si assuré par assujetti T.V.A.	si assuré par non-assujetti T.V.A.
Logement et déjeuner :	1 800 par nuitée	820 par nuitée
Logement seul :	1 600 par nuitée	720 par nuitée

(1) Si le logement est assuré avec le déjeuner, une indemnité pour déjeuner (tableau 1 ou 2) n'est pas due.

(2) En cas de demi-pension ou de pension complète, le montant mentionné sur la note ou le reçu sera remboursé dans les limites du montant obtenu par addition des montants mentionnés au tableau 1, 2 et 3, selon le cas de figure.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNELe Ministre de la Justice,
M. VERWILGHENLe Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHELe Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 9 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

INDEMNITE DE REPAS ET DE LOGEMENT en EUR**Tableau 1**

Montants forfaitaires pour les frais de repas sauf si le repas est fourni par un mess ou ménage visé au tableau 2.

Petit déjeuner :	
Petit déjeuner :	2,48
Repas de midi :	6,20
Repas du soir :	6,20
Repas de nuit :	3,48

Tableau 2

Montants forfaitaires pour les frais de repas pris ou censés pris dans un mess ou ménage de la police fédérale, des forces armées, de ministères ou parastataux fédéraux, communautaires ou régionaux, d'une commune, ou de tout autre organisme ou entreprise avec lequel/laquelle un accord a été conclu.

Petit déjeuner :	
Petit déjeuner :	1,24
Repas de midi :	2,48
Repas du soir :	2,48
Repas de nuit :	1,74

Tableau 3

Montants maxima pour les frais de logement et de déjeuner (1) (2) en cas de prise en charge directe par l'Etat ou de remboursement sur présentation de note ou de reçu.

	Si assuré par assujetti T.V.A.	si assuré par non-assujetti T.V.A.
Logement et déjeuner :	44,63 par nuitée	20,33 par nuitée
Logement seul :	39,67 par nuitée	17,85 par nuitée

(1) Si le logement est assuré avec le déjeuner, une indemnité pour déjeuner (tableau 1 ou 2) n'est pas due.

(2) En cas de demi-pension ou de pension complète, le montant mentionné sur la note ou le reçu sera remboursé dans les limites du montant obtenu par addition des montants mentionnés au tableau 1, 2 et 3, selon le cas de figure.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNELe Ministre de la Justice,
M. VERWILGHENLe Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHELe Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 9 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

MAALTIJD- EN LOGEMENTSVERGOEDING in BEF

Tabel 1

Forfaitaire bedragen voor maaltijdkosten behalve indien de maaltijd geleverd wordt door een mess of huishouding zoals bedoeld in tabel 2.

Ontbijt :	100
Middagmaal :	250
Avondmaal :	250
Nachtmaaltijd :	140

Tabel 2

Forfaitaire bedragen voor maaltijdkosten voor de maaltijden genomen of geacht genomen te zijn in een mess of huishouding van de federale politie, van de krijgsmachten, van ministeries of van federale parastatalen, gemeenschappen of gewesten, van een gemeente of van ieder ander organisme of onderneming waarmee een overeenkomst werd gesloten.

Ontbijt :	50
Middagmaal :	100
Avondmaal :	100
Nachtmaaltijd :	70

Tabel 3

Maximale bedragen voor de kosten van logement en ontbijt (1) (2) in het geval van een rechtstreekse tenlasteneming door de Staat of de terugbetaling op voorlegging van een nota of ontvangstbewijs.

	indien geleverd door een aan BTW- onderworpen	indien geleverd door een niet aan BTW- onderworpen
Logement met ontbijt :	1 800 per nacht	820 per nacht
Alleen logement :	1 600 per nacht	720 per nacht

(1) Indien het logement wordt geleverd met ontbijt is de vergoeding voor ontbijt (tabel 1 of 2) niet verschuldigd.

(2) In geval van half pensioen of vol pensioen zal het bedrag vermeld op de nota of ontvangstbewijs terugbetaald worden binnen de grenzen van het bedrag bekomen door de som te maken van de, naar gelang van het geval, in de tabel 1, 2 en 3 vermelde bedragen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 9 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

MAALTIJD- EN LOGEMENTSVERGOEDING in EUR

Tabel 1

Forfaitaire bedragen voor maaltijdkosten behalve indien de maaltijd geleverd wordt door een mess of huishouding zoals bedoeld in tabel 2.

Ontbijt :	2,48
Middagmaal :	6,20
Avondmaal :	6,20
Nachtmaaltijd :	3,48

Tabel 2

Forfaitaire bedragen voor maaltijdkosten voor de maaltijden genomen of geacht genomen te zijn in een mess of huishouding van de federale politie, van de krijgsmachten, van ministeries of van federale parastatalen, gemeenschappen of gewesten, van een gemeente of van ieder ander organisme of onderneming waarmee een overeenkomst werd gesloten.

Ontbijt :	1,24
Middagmaal :	2,48
Avondmaal :	2,48
Nachtmaaltijd :	1,74

Tabel 3

Maximale bedragen voor de kosten van logement en ontbijt (1) (2) in het geval van een rechtstreekse tenlasteneming door de Staat of de terugbetaling op voorlegging van een nota of ontvangstbewijs.

	indien geleverd door een aan BTW- onderworpen	indien geleverd door een niet aan BTW- onderworpen
Logement met ontbijt :	44,63 EUR per nacht	20,33 EUR per nacht
Alleen logement :	39,67 EUR per nacht	17,85 EUR per nacht

(1) Indien het logement wordt geleverd met ontbijt is de vergoeding voor ontbijt (tabel 1 of 2) niet verschuldigd.

(2) In geval van half pensioen of vol pensioen zal het bedrag vermeld op de nota of ontvangstbewijs terugbetaald worden binnen de grenzen van het bedrag bekomen door de som te maken van de, naar gelang van het geval, in de tabel 1, 2 en 3 vermelde bedragen.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 10 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

INDEMNITE DE DEMENAGEMENT en BEF**Montant maximum de couverture des frais réels (T.V.A. comprise)**

Distances totales (aller et retour)	Isolé (*)	Ménage avec 2 enfants au plus (*)	Ménage avec 3 enfants ou plus (*)
jusque 100 Km	15 750	20 500	25 000
101 - 150 Km	19 250	25 000	30 250
151 - 200 Km	22 750	29 500	35 500
201 - 250 Km	26 250	34 000	40 750
251 - 300 Km	29 750	38 500	46 000
301 - 350 Km	33 750	43 000	51 250
351 - 400 Km	37 750	47 500	56 500
401 - 450 Km	41 750	52 000	61 750
451 - 500 Km	45 750	56 500	67 000
501 - 550 Km	50 750	61 000	72 250
551 - 600 Km	55 750	65 500	77 500
601 - 650 Km	60 750	70 000	82 750
651 - 700 Km	65 750	74 500	88 000
701 - 750 Km	70 750	79 000	93 250
751 - 800 Km	75 750	83 500	98 500

(*) Les montants peuvent être augmentés de maximum 4 250 ou 8 500 selon qu'un élévateur a été nécessaire pendant moins ou plus de quatre heures.

Le recours à un élévateur doit ressortir sans ambiguïté des mentions figurant sur la facture pour être pris en considération.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 10 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

INDEMNITE DE DEMENAGEMENT en EUR**Montant maximum de couverture des frais réels (T.V.A. comprise)**

Distances totales (aller et retour)	Isolé (*)	Ménage avec 2 enfants au plus (*)	Ménage avec 3 enfants ou plus (*)
jusque 100 Km	390,44	508,19	619,74
101 - 150 Km	477,20	619,74	749,88
151 - 200 Km	563,96	731,29	880,03
201 - 250 Km	650,73	842,84	1 010,17
251 - 300 Km	737,49	954,40	1 140,32
301 - 350 Km	836,65	1 065,95	1 270,46
351 - 400 Km	935,80	1 177,50	1 400,60
401 - 450 Km	1 034,96	1 289,05	1 530,75
451 - 500 Km	1 134,12	1 400,60	1 660,89
501 - 550 Km	1 258,06	1 512,16	1 791,04
551 - 600 Km	1 382,01	1 623,71	1 921,18
601 - 650 Km	1 505,96	1 735,26	2 051,32
651 - 700 Km	1 629,90	1 846,81	2 181,47
701 - 750 Km	1 753,85	1 958,36	2 311,61
751 - 800 Km	1 877,80	2 069,92	2 441,76

(*) Les montants peuvent être augmentés de maximum 105,36 ou 210,71 selon qu'un élévateur a été nécessaire pendant moins ou plus de quatre heures.

Le recours à un élévateur doit ressortir sans ambiguïté des mentions figurant sur la facture pour être pris en considération.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 10 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

VERHUISVERGOEDING in BEF**Maximaal bedrag ter dekking van de reële kosten (BTW inclusief)**

Totale afstand (heen en terug)	Alleenstaande (*)	Gezin met maximum 2 kinderen (*)	Gezin met 3 kinderen of meer (*)
tot 100 Km	15 750	20 500	25 000
101 - 150 Km	19 250	25 000	30 250
151 - 200 Km	22 750	29 500	35 500
201 - 250 Km	26 250	34 000	40 750
251 - 300 Km	29 750	38 500	46 000
301 - 350 Km	33 750	43 000	51 250
351 - 400 Km	37 750	47 500	56 500
401 - 450 Km	41 750	52 000	61 750
451 - 500 Km	45 750	56 500	67 000
501 - 550 Km	50 750	61 000	72 250
551 - 600 Km	55 750	65 500	77 500
601 - 650 Km	60 750	70 000	82 750
651 - 700 Km	65 750	74 500	88 000
701 - 750 Km	70 750	79 000	93 250
751 - 800 Km	75 750	83 500	98 500

(*) De bedragen mogen met maximaal 4 250 of 8 500 worden verhoogd naar gelang het feit dat een goederenlift nodig is gedurende minder of meer dan vier uur.

Het beroep doen op een goederenlift moet, om in aanmerking genomen te kunnen worden, overduidelijk blijken uit de factuur.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 10 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

VERHUISVERGOEDING in EUR**Maximaal bedrag ter dekking van de reële kosten (BTW inclusief)**

Totale afstand (heen en terug)	Alleenstaande (*)	Gezin met maximum 2 kinderen (*)	Gezin met 3 kinderen of meer (*)
tot 100 Km	390,44	508,19	619,74
101 - 150 Km	477,20	619,74	749,88
151 - 200 Km	563,96	731,29	880,03
201 - 250 Km	650,73	842,84	1 010,17
251 - 300 Km	737,49	954,40	1 140,32
301 - 350 Km	836,65	1 065,95	1 270,46
351 - 400 Km	935,80	1 177,50	1 400,60
401 - 450 Km	1 034,96	1 289,05	1 530,75
451 - 500 Km	1 134,12	1 400,60	1 660,89
501 - 550 Km	1 258,06	1 512,16	1 791,04
551 - 600 Km	1 382,01	1 623,71	1 921,18
601 - 650 Km	1 505,96	1 735,26	2 051,32
651 - 700 Km	1 629,90	1 846,81	2 181,47
701 - 750 Km	1 753,85	1 958,36	2 311,61
751 - 800 Km	1 877,80	2 069,92	2 441,76

(*) De bedragen mogen met maximaal 105,36 of 210,71 worden verhoogd naar gelang het feit dat een goederenlift nodig is gedurende minder of meer dan vier uur.

Het beroep doen op een goederenlift moet, om in aanmerking genomen te kunnen worden, overduidelijk blijken uit de factuur.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 11 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

TABLEAUX D'INSERTION en BEF

1	2		3	4
Nouveau grade	Nouvelle échelle de traitement		Grade rayé	Ancienne échelle de traitement
	en régime	transitoire		
TABLEAU A				
Aspirant auxiliaire de police commissionné	HAU1 (575 000-770 000)		3.1. Auxiliaire de police stagiaire durant la première période (1)	EP1 : 530 000-726 000 (2) E1 : 520 000-604 000 (3) D1 : 535 000-738 000 (3) D1 : 576 000-766 850 (4) D2 : 600 000-816 000 (4) D1 : 576 000-766 850 (5) D2 : 600 000-816 000 (5) 1.18 : 455 303-584 730 (6) 1.22 : 514 881-752 319 (6)
Auxiliaire de police	HAU1 (575 000-770 000) HAU2 (600 000-815 000) HAU3 (625 000-899 000)		3.2. Auxiliaire de police stagiaire durant la seconde période Auxiliaire de police	EP1 : 530 000-726 000 (2) EP2 : EP1 + 30 000 (2) EP3 : EP1 + 70 000 (2) E1 : 520 000-604 000 (3) E2 : 545 000-630 000 (3) E3 : 572 000-667 000 (3) D1 : 535 000-738 000 (3) D2 : 575 000-790 000 (3) D3 : 624 000-834 000 (3) D1 : 576 000-766 850 (4) D2 : 600 000-816 000 (4) D1 : 576 000-766 850 (5) D2 : 600 000-816 000 (5) 1.18 : 455 303-584 730 (6) 1.22 : 514 881-752 319 (6)

1	2		3	4
Nouveau grade	Nouvelle échelle de traitement		Grade rayé	Ancienne échelle de traitement
	en régime	transitoire		
TABLEAU B				
1.1. Aspirant inspecteur de police commissionné	B1 (626 000-899 000)		3.1. Gendarme de gendarmerie	540 922-585 461 (7)
			3.2. Brigadier de gendarmerie	540 922-630 007 (7)
			3.3. Aspirant agent de police Aspirant garde champêtre	CP1 : 545 000-853 000 (2) CP2 : + 65 000 (2) CP3 : +147000 (2) PB1 : 545 000-885 000 (3) D4 : 606 000-923 900 (4) D4 : 606 000-923 900 (5) 1.50 : 474 676-822 802 (6)
1.2. Inspecteur de police	B1 (626 000-899 000) B2 (656 000-960 000) B3 (658 000-990 000) B4 (666 000-1 020 000) B5 (672 000-1 086 000)		3.4. Maréchal des logis de gendarmerie	540 922-793 052 (7)
			3.5. Sous-chef d'aérodrome de gendarmerie	20/a : 555 248-939 663 (8) 21/a : 653 095-1 026 030 (8)
			3.6. Agent de police maritime de gendarmerie	20A : 540 922-878 947 (9) 546 922-884 947 (9) 20B : 570 098-904 567 (9) 578 561- 913 030 (9) 20E : 635 253-976 834 (9)
			3.7. Premier maréchal des logis de gendarmerie	540 922-904 569 (7)
			3.8. Premier sous-chef d'aérodrome de gendarmerie	679 190-1 052 125 (8)
			3.9. Sous-chef d'aérodrome principal de gendarmerie	796 888-1 200 281 (8)
			3.10. Agent de police stagiaire Garde champêtre stagiaire Agent de police Garde champêtre Agent brigadier de police Agent brigadier principal de police	CP1 : 545 000-853 000 (2) CP2 : CP1 + 65 000 (2) CP3 : CP1 + 147 000 (2) PB1 : 545 000-885 000 (3) PB2 : 573 000-919 000 (3) PB2bis : 641 000-960 000 (3) PB3 : 641 000-1 000 000 (3) D4 : 606 000-923 900 (4) D5 : 626 000-942 800 (4) D5.1 : 635 600-960 200 (4) D6 : 646 000-992 600 (4) D4 : 606 000-923 900 (5) D5 : 626 000-942 800 (5) D5.1 : 635 600-960 200 (5) D6 : 646 000-992 600 (5) 1.50 : 474 676-822 802 (6) 1.50bis : 474 676-859 016 (6)

1	2		3	4
Nouveau grade	Nouvelle échelle de traitement		Grade rayé	Ancienne échelle de traitement
	en régime	transitoire		

TABLEAU C

1.1. Aspirant inspecteur principal de police commissionné	M1.1 (700 000-1 120 000) M1.2 (763 000-1 220 800)		3.1. Idem tableau B, 3.5., 3.7., 3.8., 3.9. en 3.10., en formation 3.2. Aspirant assistant de police 3.3. Inspecteur judiciaire en formation (10) 3.4. Inspecteur d'identification judiciaire en formation (10) 3.5. Inspecteur de laboratoire en formation (10) 3.6. Inspecteur électrotechnicien en formation (10)	BP1 : 640 000-976 000 (2) B1 : 685 000-922 000 (3) B1 : 720 000-999 000 (4) B1 : 720 000-999 000 (5) 1.55 : 573 795-891 364 (6) 2A : 715 150-1 078 123 (13)
1.2. Inspecteur principal de police	M1.1 (700 000-1 120 000) M2.1 (770 000-1 213 000) M2.2 (839 300-1 322 170) M3.1 (780 000-1 246 000) M3.2 (850 000-1 358 140) M4.1 (790 000-1 296 000) M4.2 (861 100-1 412 640)		3.7. Inspecteur de police (non OPJ) 3.8. Inspecteur principal de police (non OPJ) 3.9. Maréchal des logis chef de gendarmerie 3.10. Lieutenant de la police maritime de gendarmerie 3.11. Premier maréchal des logis chef de gendarmerie 3.12. Sous-chef d'aérodrome 1ère classe de gendarmerie 3.13. Premier lieutenant de la police maritime de gendarmerie 3.14. Agent-technicien de la police maritime de gendarmerie 3.15. Inspecteur de police (OPJ) 3.16. Inspecteur principal de police (OPJ) 3.17. Garde champêtre commissionné	CP4 : 644 000-1 050 000 (2) PB3 : 641 000-1 000 000 (3) PB4 : 671 000-1 030 000 (3) C3 : 686 000-1 028 400 (4) C3.1 : 636 000-1 041 000 (5) 1.43 : 529 917-888 621 (6) BP4 : 700 000-1 120 000 (2) PB4 : 671 000-1 030 000 (3) PB5 : 747 000-1 070 000 (3) C3 : 686 000-1 028 400 (4) C3.3 : 696 000-1 101 000 (5) 1.47 : 546 371-905 075 (6) 603 693-967 456 (7) 780 127-1 146 615 (9) 647 390-998 777 (7) 866 236-1 269 629 (8) 812 184-1 178 672 (9) 655 680-997 261 (9) 780 127-1 146 615 (9) Comme l'inspecteur de police augmenté d'un complément annuel de traitement de maximum 60 000 BEF (11) ou correspondant à un tiers de la différence entre les moyennes arithmétiques des échelles 1.53 et 1.50 (12) Comme l'inspecteur principal de police augmenté d'un complément annuel de traitement de maximum 60 000 BEF (11) ou correspondant à un tiers de la différence entre les moyennes arithmétiques des échelles 1.53 et 1.50 (12) PB4bis : 671 000-1 020 000 (3) D6 : 646 000-992 600 (4) D6.1 : 686 000-1 002 800 (5) 1.50bis : 474 676-859 016 (6) augmenté d'un complément annuel de traitement correspondant à un tiers de la différence entre les moyennes arithmétiques des échelles 1.53 et 1.50 (12)

1	2		3		4
Nouveau grade	Nouvelle échelle de traitement		Grade rayé		Ancienne échelle de traitement
	en régime	transitoire			
			3.18.	Garde champêtre unique	PB3 : 641 000-1 000 000 (3) PB18 : 745 000-1 045 000 (3) C3 : 686 000-1 028 400 (4) C3.2 : 726 000-1 042 800 (5) 1.50bis : 474 676-859 016 (6) augmenté d'un complément annuel de traitement correspondant à la moitié de la différence entre les moyennes arithmétiques des échelles barémiques 1.53 et 1.50 (12)
			3.19.	Assistant de police Assistant de police 1ère classe Assistant de police principal	BP1 : 640 000-976 000 (2) BP2 : BP1 + 73 000 (2) BP3 : BP1 + 178 000 (2) B1 : 685 000-922 000 (3) B2 : 745 000-1 045 000 (3) B3 : 773 000-1 150 000 (3) B1 : 720 000-999 000 (4) B2 : 780 000-1 062 000 (4) B3 : 850 000-1 162 500 (4) B1 : 720 000-999 000 (5) B2 : 780 000-1 062 000 (5) B3 : 850 000-1 162 500 (5) 1.55 : 573 795-891 364 (6) 1.61 : 649 485-967 054 (6) 1.77 : 717 496-1 035 065 (6)
			3.20.	Assistant de police principal en chef	BP6 : 831 000-1 209 000 (2) B4 : 804 000-1 200 000 (3) B4 : 880 000- 1 206 000 (4) B4 : 880 000-1 206 000 (5) 1.78 : 743 823-1 060 460 (6)
			3.21.	Inspecteur judiciaire Inspecteur de laboratoire Inspecteur électrotechnicien Inspecteur d'identification judiciaire	2A : 715 150-1 078 123 (13) 2B : 769 287-1 282 769 (13)
		M5.1 (820 000-1 310 000)	3.22.		
		M5.2 (893 800-1 427 900)	3.23.	Inspecteur judiciaire divisionnaire Inspecteur divisionnaire de laboratoire Inspecteur divisionnaire électrotechnicien Inspecteur divisionnaire d'identification judiciaire	2C : 836 602-1 334 084 (13)
		M6 (820 000-1 310 000)	3.24.	Inspecteur principal de 1ère classe	BP5 : 760 000-1 180 000 (2) PB5 : 747 000-1 070 000 (3) PB6 : 821 000-1 180 000 (3) C4 : 756 000-1 161 000 (4) C4 : 756 000-1 161 000 (5) 1.60 : 625 352-984 056 (6) 1.62 : 653 324-1 012 029 (6)
		M7 (930 000 -1 390 000)	3.25.	Adjudant de gendarmerie, autre que l'adjudant de gendarmerie visé au tableau D1, 3.9.	723 080-1 070 125 (7)
			3.26.	Adjudant-chef de gendarmerie, autre que l'adjudant-chef de gendarmerie visé au tableau D1, 3.9.	795 123 -1 154 983 (7)
			3.27.	Premier sous-chef d'aérodrome 1ère classe de gendarmerie	918 716-1 322 109 (8)
			3.28.	Sous-chef d'aérodrome 1ère classe principal de gendarmerie	956 203-1 385 836 (8)
		M7 bis (960 000-1 430 000)	3.29.	Inspecteur judiciaire divisionnaire Inspecteur divisionnaire de laboratoire Inspecteur divisionnaire électrotechnicien Inspecteur divisionnaire d'identification judiciaire	2D : 893 155-1 390 637 (13)

1	2		3	4
Nouveau grade	Nouvelle échelle de traitement		Grade rayé	Ancienne échelle de traitement
	en régime	transitoire		

Tableau D. Cadre d'officiers

Tableau D1. Les officiers

1.1. Aspirant commissaire de police commissionné	O1 (850 000-1 200 000)		3.1.	Gendarme de gendarmerie commissionné	idem tableau B 3.1.
			3.2.	Brigadier de gendarmerie commissionné	idem tableau B 3.2.
			3.3.	Maréchal de logis de gendarmerie commissionné	540 922-793 052 (14) 730 996-1 188 705 (14) 902 920-1 414 039 (14)
			3.4.	Adjudant de gendarmerie commissionné	
			3.5.	Sous-lieutenant de gendarmerie commissionné (ou sous-officier d'élite ou supérieur étant candidat officier à la gendarmerie)	798 502-874 483 (15) 798 502-874 483 (16) 798 502-1 284 690 (17) 967 355-1 390 811 (18)
			3.6.	Lieutenant de gendarmerie commissionné	815 712-1 368 870 (17)
			3.7.	Candidat aspirant officier de police	CP4 : 644 000-1 050 000 (2) 640 000-1 050 000 (3) C4 : 756 000-1 161 000 (4) C3.1 : 636 000-1 041 000 (5) 1.43 : 529 917-888 621 (6)
			3.8.	Aspirant officier de police stagiaire sans brevet d'officier de la police communale (19)	BP4 : 700 000-1 120 000 (2) 685 000-1 120 000 (3) C4 : 756 000-1 161 000 (4) C3.3 : 696 000-1 101 000 (5) 1.47 : 546 371-905 075 (6)
1.2. Commissaire de police	O2 (960 000-1 430 000) O2ir (1 075 200-1 601 600) O3 (1 000 000-1 600 000) O3ir (1 120 000-1 792 000) O4 (1 110 000-1 773 000) O4ir (1 176 600-1 879 380)	O4bis (1 240 000-1 942 000) O4bisir (1 314 400-2 058 520)	3.9.	Adjudant de gendarmerie et adjudant-chef de gendarmerie bénéficiant de l'allocation visée à l'article 29, § 1 ^{er} , al. 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie	723 080-1 070 125 (7) + 72 044 795 123-1 154 983 (7) + 72 044
			3.10.	Sous-lieutenant de gendarmerie	798 502-1 284 690 (15) 826 981-1 284 690 (16) 943 970-1 529 888 (17) 1 018 769-1 529 888 (18)
			3.11.	Lieutenant de gendarmerie	815 712-1 368 870 (15) 826 981-1 284 690 (16) 943 970-1 529 888 (17) 1 018 769-1 529 888 (18)
			3.12.	Capitaine de gendarmerie	867 071-1 449 109 (15) 867 071-1 449 109 (16) 971 970-1 557 888 (17) 1 046 769-1 557 888 (18)
			3.13.	Capitaine-commandant de gendarmerie	934 690-1 544 743 (15) 934 690-1 544 743 (16) 1 071 863-1 606 143 (17) 1 144 715-1 606 143 (18)

1	2		3		4
Nouveau grade	Nouvelle échelle de traitement		Grade rayé		Ancienne échelle de traitement
	en régime	transitoire			
			3.14.	Commissaire maritime de gendarmerie	10A : 826 981-1 284 690 (9) 895 653-1 272 865 (9) 10B : 898 575-1 394 575 (9) 919 409-1 296 621 (9) 1 000 957-1 548 604 (9) 10C : 1 018 768-1 514 768 (9)
			3.15.	Aspirant officier de police stagiaire avec brevet d'officier de la police communale (19)	BP4 : 700 000-1 120 000 (2) 685 000-1 120 000 (3) C4 : 756 000-1 161 000 (4) C3.3 : 696 000-1 101 000 (5) 1.47 : 546 371-905 075 (6)
			3.16.	Aspirant officier de police (nommé)	BP5 : 760 000-1 180 000 (2) 730 000-1 180 000 (3) C4 : 756 000-1 161 000 (4) CP1 : 820 000-1 215 000 (4) C4 : 756 000-1 161 000 (5) 1.60 : 625 352-984 056 (6) 1.62 : 653 324-1 012 029 (6)
			3.17.	Garde champêtre en chef	PB5 : 747 000-1 070 000 (3) PB6 : 821 000-1 180 000 (3) C4 : 756 000-1 161 000 (4) C4 : 756 000-1 161 000 (5) CP1 : 820 000-1 215 000 (4) CP1 : 820 000-1 215 000 (5) 1.101 : 591 261-948 131 (6) 1.102 : 593 566-856 358 (6) 1.103 : 652 253-1 028 209 (6) 1.104 : 742 509-1 099 785 (6)
			3.18.	Commissaire adjoint de police	AP1 : 850 000-1 222 000 (2) AP2 : AP1 + 60 000 (2) AP3 : AP1 + 130 000 (2) PB7 : 645 000-1 045 000 (3) PB8 : 810 000-1 100 000 (3) PB9 : 810 000-1 200 000 (3) PB10 : 838 000-1 318 000 (3) PB11 : 875 000-1 355 000 (3) PB11bis : 936 000-1 370 000 (3) PB11ter : 936 000-1 416 000 (3) AP1 : 880 000-1 367 000 (4) AP2 : 880 000-1 418 300 (4) CP1 : 820 000-1 215 000 (4) CP1 : 820 000-1 215 000 (5) AP1 : 880 000-1 367 000 (5) AP2 : 880 000-1 418 300 (5) 1.101 : 591 261-948 131 (6) 1.102 : 593 566-956 358 (6) 1.103 : 652 253-1 028 209 (6) 1.104 : 742 509-1 099 785 (6) 1.105 : 760 386-1 171 642 (6) 1.106 : 760 386-1 212 772 (6)
			3.19.	Commissaire adjoint inspecteur de police	AP4 : 958 000-1 510 000 (2) PB12 : 900 000-1 416 000 (3) PB13 : 1 005 000-1 509 000 (3) AP3 : 950 000-1 510 000 (4) 1.201 : 825 976-1 284 348 (6) 1.202 : 825 976-1 371 556 (6)
			3.20.	Commissaire adjoint inspecteur principal de police	AP5.1 : 1 113 000-1 545 000 (2) AP5.2 : 1 235 000-1 595 000 (2) PB14 : 1 045 000-1 416 000 (3) PB15 : 1 045 000-1 545 000 (3) PB16 : 1 230 000-1 510 000 (3) PB17 : 1 230 000-1 595 000 (3) AP4 : 1 060 000-1 545 000 (4) AP5 : 1 230 000-1 595 000 (4) 1.301 : 936 111-1 371 557 (6) 1.302 : 964 321-1 413 513 (6) 1.303 : 987 073-1 447-523 (6)

1	2		3		4
Nouveau grade	Nouvelle échelle de traitement		Grade rayé		Ancienne échelle de traitement
	en régime	transitoire			
			3.21.	Commissaire de police (chef de corps) classe 12-17 (24)	AP6.1 : 1 220 000-1 760 000 (2) AP6.2 : 1 304 000-1 868 000 (2) PB24 : 1 217 617-1 794 010 (3) PB25 : 1 301 674-1 903 660 (3) PB28 : 921 476-1 381 517 (3) PB29 : 998 468-1 470 606 (3) PB30 : 1 066 553-1 572 411 (3) PB31 : 1 148 637-1 696 505 (3) PB32 : 1 245 355-1 817 403 (3) PB33 : 1 316 621-1 938 309 (3) AP6.5 : 921 476-1 381 517 (4) AP6.6 : 998 468-1 470 606 (4) AP6.7 : 1 066 553-1 572 411 (4) AP6.8 : 1 148 637-1 696 505 (4) AP6.9 : 1 245 355-1 817 403 (4) AP6.10 : 1 316 621-1 938 309 (4) AP6.11 : 1 398 707-2 065 562 (4) AP6.12 : 1 483 970-2 186 450 (4) AP6.5 : 921 476-1 381 517 (5) AP6.6 : 998 468-1 470 606 (5) AP6.7 : 1 066 553-1 572 411 (5) AP6.8 : 1 148 637-1 696 505 (5) AP6.9 : 1 245 355-1 817 403 (5) AP6.10 : 1 316 621-1 938 309 (5) AP6.11 : 1 398 707-2 065 562 (5) AP6.12 : 1 483 970-2 186 450 (5) 1.512 : 742 069-1 133 791 (6) 1.513 : 779 308-1 176 298 (6) 1.514 : 854 344-1 257 676 (6) 1.515 : 919 778-1 356 610 (6) 1.516 : 996 888-1 453 004 (6) 1.517 : 1 053 736-1 549 398 (6) 1.401 : 1 033 848-1 518 276 (6) 1.402 : 1 104 514-1 610 418 (6)
			3.22	Commissaire de police (non chef de corps) classe 19-20 (24)	AP6.1 : 1 220 000-1 760 000 (2) AP6.2 : 1 304 000-1 868 000 (2) PB24 : 1 217 617-1 794 010 (3) PB25 : 1 301 674-1 903 660 (3) AP6.1 : 1 217 617-1 794 010 (4) AP6.2 : 1 301 674-1 903 660 (4) AP6.1 : 1 217 617-1 794 010 (5) AP6.2 : 1 301 674-1 903 660 (5) 1.401 : 1 033 848-1 518 276 (6) 1.402 : 1 104 514-1 610 418 (6)
			3.23.	Commissaire de brigade	PB39 : 878 843-1 333 793 (3) CP2 : 878 843-1 333 793 (4) CP2 : 878 843-1 333 793 (5) 1.511 : 732 636-1 122 272 (6)
			3.24.	Lauréats de l'examen de promotion au grade de commissaire judiciaire ou de commissaire de laboratoire visé à l'article 5 de l'AR du 17-12-98 et qui n'ont pas encore été promus au grade de commissaire judiciaire (20)	2A : 715 150-1 078 123 (13) 2B : 769 287-1 282 769 (13) 2C : 836 602-1 334 084 (13) 2D : 893 155-1 390 637 (13)
			3.25.	Commissaire judiciaire Commissaire de laboratoire Commissaire du service des télécommunications	1A : 994 560-1 451 179 (13) 1B : 1 096 441-1 611 610 (13)
			3.26.	Commissaire judiciaire divisionnaire Commissaire divisionnaire de laboratoire Commissaire divisionnaire du service des télécommunications	1C : 1 226 247-1 753 613 (13)

1	2		3	4
Nouveau grade	Nouvelle échelle de traitement		Grade rayé	Ancienne échelle de traitement
	en régime	transitoire		
Tableau D2. Les officiers supérieurs				
1.1. Commissaire divisionnaire de police	O5 (1 370 000-1 942 000) O5ir (1 452 200-2 058 520) O6 (1 425 000-2 075 000) O6ir (1 453 500-2 116 500)		3.1. Major de gendarmerie avec moins de 6 ans d'ancienneté dans ce grade 3.2. Commissaire maritime en chef avec moins de 6 ans d'ancienneté dans ce grade 3.3. Major de gendarmerie avec au moins six ans d'ancienneté dans ce grade 3.4. Commissaire maritime en chef avec au moins 6 ans d'ancienneté dans ce grade 3.5. Lieutenant-colonel de gendarmerie avec moins de six ans d'ancienneté dans ce grade 3.6. Commissaire de police (chef de corps) classe 18 (24) 3.7. Commissaire de police (non chef de corps) classe 21 (24) 3.8. Commissaire de police (non chef de corps) classe 22 (24) 3.9. Commissaire judiciaire divisionnaire Commissaire divisionnaire de laboratoire Commissaire divisionnaire du service des télécommunications 3.10. Commissaire en chef de la police judiciaire dirigeant une brigade de police judiciaire dans un petit ou moyen ressort (22)	1 086 804-1 670 001 (15) 1 086 804-1 670 001 (16) 1 201 376-1 832 812 (17) 1 298 520-1 832 812 (18) 1 115 290-1 703 009 (9) 1 086 804-1 670 001 (15) 1 086 804-1 670 001 (16) 1 201 376-1 832 812 (17) 1 298 520-1 832 812 (18) 1 115 290-1 703 009 (9) 1 136 395-1 910 000 (15) 1 136 395-1 910 000 (16) 1 236 187-1 910 000 (17) 1 333 331-1 910 000 (18) 1 398 707-2 065 562 (2) PB34 : 1 398 707-2 065 562 (3) AP10 : Koekelberg : 1 398 707-2 065 562 Berchem St Agathe : 1 398 707-2 065 562 AP6.11 : 1 398 707-2 065 562 (4) AP6.11 : 1 398 707-2 065 562 (5) 1.518 : 1 147 942-1 694 062 (6) AP6.3 : 1 380 000-1 968 000 (2) PB26 : 1 378 422- 2 008 001 (3) AP6.3 : 1 378 422-2 008 001 (4) AP6.3 : 1 378 422-2 008 001 (5) 1.403 : 1 169 001-1 698 215 (6) AP6.4 : 1 496 000-2 090 000 (2) PB27 : 1 494 850-2 164 695 (3) AP6.4 : 1 494 850-2 164 695 (4) 1.404 : 1 266 853-1 829 811 (6) 1D : 1 260 677-2 006 035 (13) 15A : 1 562 569-2 156 173 (25) 1D : 1 260 677-2 006 035 (13) + complément de traitement (30 000 ou 70 000) (21)

1	2		3		4		
Nouveau grade	Nouvelle échelle de traitement		Grade rayé		Ancienne échelle de traitement		
	en régime	transitoire					
	O7 (1 510 000-2 350 000)		3.11.	Lieutenant colonel de gendarmerie avec au moins six ans d'ancienneté dans ce grade	1 136 395-1 910 000 (15) 1 136 395-1 910 000 (16) 1 236 187-1 910 000 (17) 1 333 331-1 910 000 (18)		
3.12.			Colonel de gendarmerie avec moins de six ans d'ancienneté dans ce grade	1 245 254-2 140 000 (15) 1 245 254-2 140 000 (16) 1 245 254-2 140 000 (17) 1 355 410-2 140 000 (18)			
3.13.			Commissaire de police (chef de corps) classe 19 (24)	1 483 970-2 186 450 (2) PB35 : 1 483 970-2 186 450 (3) AP6.12 : 1 483 970-2 186 450 (4) 1.519 : 1 217 702-1 793 060 (6) AP10 : Evere : 1 489 809-2 208 311 Ganshoren : 1 483 970-2 186 450 Auderghem : 1 483 970-2 186 450 St Josse ten Noode : 1 483 970-2186 450 Woluwe St Pierre : 1 483 970-2186 450 Watermael-Boisfort : 1 486 809-2186 450			
3.14.			Commissaire de police (chef de corps) classe 20 (24)	1 586 416-2 320 086 (2) PB36 : 1 586 416-2 320 086 (3) AP6.13 : 1 586 416-2 320 086 (4) 1.520 : 1 334 510-1 951 110 (6) AP10 : Jette : 1 586 416-2 320 086 Woluwe St Lambert : 1 586 416-2 320 086 Forest : 1 586 416-2 320 086			
3.15.			Commissaire en chef de la police judiciaire dirigeant une brigade de police judiciaire dans un grand ressort (22)	1D : 1 260 677-2 006 035 (13) + complément de traitement (30 000, 70 000, 100 000 ou 200 000) (21)			
3.16.			Commissaire général adjoint de la police judiciaire	1F : 1 547 099-2 134 818 (13)			
3.17.			Colonel de gendarmerie avec au moins six ans d'ancienneté dans ce grade	1 245 254-2 140 000 (15) 1 245 254-2 140 000 (16) 1 245 254-2 140 000 (17) 1 355 410-2 140 000 (18)			
3.18.			Général-major de gendarmerie avec moins de six ans d'ancienneté dans ce grade	2 431 620 (23)			
3.19.			Commissaire de police en chef	s/n : 1 821 849-2 638 222 (2) s/n : 1 679 952-2 447 251 (2) PB34 : 1 398 707-2 065 562 (3) PB35 : 1 483 970-2 186 450 (3) PB36 : 1 586 416-2 320 086 (3) PB37 : 1 679 952-2 447 251 (3) PB38 : 1 821 849-2 638 222 (3) AP10 : Anderlecht : 1 679 952-2 447 251 Bruxelles : 1 821 849-2 638 223 Ixelles : 1 586 416-2 320 086 Etterbeek : 1 498 809-2 208 312 Schaerbeek : 1 679 952-2 447 251 St Gilles : 1 487 148-2 174 274 Molenbeek St Jean : 1 602 280-2 343 285 Uccle : 1 586 416-2 320 086 AP6.11 : 1 398 707-2 065 562 (4) AP6.12 : 1 483 970-2 186 450 (4) AP6.13 : 1 586 416-2 320 086 (4) AP6.14 : 1 679 952-2 447 251 (4) AP6.15 : 1 821 849-2 638 222 (4) 1.518 : 1 241 741-1 832 485 (6) 1.519 : 1 317 201-1 939 567 (6) 1.520 : 1 443 553-2 110 537 (6) 1.521 : 1 528 656-2 226 282 (6) 1.522 : 1 657 642-2 399 816 (6)			
3.20.			Commissaire général de la police judiciaire	1G : 1 843 916-2 431 635 (13)			
			O8 (1 670 000-2 580 000)				

1	2		3		4
Nouveau grade	Nouvelle échelle de traitement		Grade rayé		Ancienne échelle de traitement
	en régime	transitoire			
		O8bis (2 030 000-2 726 000)	3.21.	Général-major de gendarmerie avec au moins six ans d'ancienneté dans ce grade	2 431 620 (23)
			3.22.	Lieutenant général de gendarmerie	2 728 428 (23)

Notes

(1) Article 5, § 2, de l'arrêté royal du 27 décembre 1990 portant les dispositions générales relatives au recrutement et à la nomination de l'agent auxiliaire de police (*Moniteur belge* 9 février 1991).

(2) Charte sociale de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 octobre 1994 — Personnel de police (*Moniteur belge*, 8 février 1995).

Arrêté royal du 20 juin 1994, fixant les dispositions générales relatives à la rémunération du personnel des services publics d'incendie et du personnel de la police communale, modifié par les arrêtés royaux des 28 novembre 1994 et 3 mars 1995 (*Moniteur belge*, 12 juillet 1994, 16 décembre 1994 et 24 mars 1995).

(3) Omzendbrief van de Vlaamse Gemeenschap BA/93/07 van 14 juli 1993 met betrekking tot de algemene weddenscalenherziening en gemeenschappelijke krachtlijnen van een samenhangend personeelsbeleid in de lokale en regionale besturen (*Belgisch Staatsblad*, 3 september 1993).

Trad : Circulaire de la Communauté Flamande BA/93/07 du 14 juillet 1993 relative à la révision générale des barèmes et lignes de force communes pour une gestion du personnel cohérente dans les administrations locales et régionales (*Moniteur belge*, 3 septembre 1993).

Omzendbrief BA/94/09 van 13 juli 1994 betreffende het sectoraal akkoord van 12 juli 1994 — Veiligheidspersoneel (*Belgisch Staatsblad*, 21 september 1994).

Trad : Circulaire BA/94/09 du 13 juillet 1994 concernant l'accord sectoriel du 12 juillet 1994 — Personnel de sécurité (*Moniteur belge*, 21 septembre 1994).

Omzendbrief BA/95/06 van 1 juni 1995 met betrekking tot het sectoraal akkoord van 12 juli 1994 over het veiligheidspersoneel — Aanvulling (*Belgisch Staatsblad*, 22 augustus 1995).

Trad : Circulaire BA/95/06 du 1^{er} juin 1995 concernant l'accord sectoriel du 12 juillet 1994 sur le personnel de sécurité - Complément (*Moniteur belge* 22 août 1995).

Arrêté royal du 20 juin 1994, fixant les dispositions générales relatives à la rémunération du personnel des services publics d'incendie et du personnel de la police communale, modifié par les arrêtés royaux des 28 novembre 1994 et 3 mars 1995 (*Moniteur belge*, 12 juillet 1994, 16 décembre 1994 et 24 mars 1995).

(4) Circulaire de la Région Wallonne du 16 mai 1995 relative au statut pécuniaire du personnel de la police communale et du personnel des services publics d'incendie, adaptée par la circulaire du 4 décembre 1997 (non publiée).

(5) Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 16 février 1996 relative à la révision des barèmes pour le personnel des services de sécurité des communes germanophones (non publiée).

(6) Arrêté royal du 20 juin 1994 fixant les dispositions générales relatives à la rémunération du personnel des services publics d'incendie et du personnel de la police communale, modifié par les arrêtés royaux des 28 novembre 1994 et 3 mars 1995 (*Moniteur belge*, 12 juillet 1994, 16 décembre 1994 et 24 mars 1995).

Arrêté royal du 25 juin 1990 fixant les dispositions générales relatives aux échelles de traitement du personnel provincial et communal, modifié par les arrêtés royaux des 27 décembre 1990, 25 juin 1991 et 15 juillet 1991 (*Moniteur belge*, 6 juillet 1990, 9 février 1991, 9 juillet 1991 et 30 août 1991).

Arrêté royal du 3 mars 1995 fixant les conditions d'ancienneté, de formation complémentaire et d'avis favorable du chef de corps pour pouvoir octroyer certaines échelles de traitement aux titulaires de certains grades de la police communale (*Moniteur belge*, 24 mars 1995).

(7) Annexe A, tableau 1, à l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie, modifiée par l'arrêté royal du 2 mars 1998 (*Moniteur belge*, 24 mars 1998).

(8) Annexe A à l'arrêté royal du 22 juin 1989 portant statut pécuniaire du personnel de la Régie des voies aériennes, modifiée par l'arrêté royal du 27 mars 1998 (*Moniteur belge*, 1^{er} mars 1990 et 13 mai 1998).

(9) Arrêté royal du 22 juin 1998 fixant les dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers au Ministère des Communications et de l'Infrastructure (*Moniteur belge* 1 juillet 1998).

(10) Article 12, alinéas 1^{er} et 2, de l'arrêté royal du 23 décembre 1998 relatif au recrutement et au stage des officiers et agents judiciaires près les parquets (*Moniteur belge*, 9 janvier 1999).

(11) Annexe 1 à l'arrêté royal du 20 juin 1994 fixant les dispositions générales relatives à la rémunération du personnel des services publics d'incendie et du personnel de la police communale.

(12) Annexe III à l'arrêté royal du 25 juin 1990 fixant les dispositions générales relatives aux échelles de traitement du personnel provincial et communal.

(13) Annexe 1 à l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets (*Moniteur belge*, 31 décembre 1997).

(14) Article 3, § 2, de l'arrêté royal du 24 octobre 1983 relatif au statut pécuniaire des membres du personnel de la gendarmerie.

(15) Annexe A, tableau 2, à l'arrêté royal du 24 octobre 1983, modifiée par l'arrêté royal du 2 mars 1998 : traitements des officiers de gendarmerie non visés aux tableaux 3, 4 et 5.

(16) Annexe A, tableau 3, à l'arrêté royal du 24 octobre 1983, modifiée par l'arrêté royal du 2 mars 1998 : traitements des officiers de gendarmerie recrutés étant porteurs d'un diplôme ou certificat d'études pris en considération pour le recrutement des agents de niveau 1 dans les administrations de l'Etat, non visés au tableau 5.

(17) Annexe A, tableau 4, à l'arrêté royal du 24 octobre 1983, modifiée par l'arrêté royal du 2 mars 1998 : traitements des officiers de gendarmerie issus de la division polytechnique de l'Ecole royale militaire.

(18) Annexe A, tableau 5, à l'arrêté royal du 24 octobre 1983, modifiée par l'arrêté royal du 2 mars 1998 : traitements des officiers de gendarmerie recrutés étant porteurs d'un diplôme d'ingénieur civil.

(19) Arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant officier de la police communale (*Moniteur belge*, 9 juillet 1991).

(20) Arrêté ministériel du 18 décembre 1998 relatif à la promotion des agents judiciaires près les parquets au grade de commissaire judiciaire ou commissaire de laboratoire (*Moniteur belge*, 12 janvier 1999).

(21) Article 123 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets (*Moniteur belge*, 31 décembre 1997).

(22) Ressorts visés à l'article VII.III.4.

(23) Annexe A, tableau 6, à l'arrêté royal du 24 octobre 1983, modifiée par l'arrêté royal du 2 mars 1998 : traitements à taux unique.

(24) Classe de la commune conformément aux articles 28 et 29 de la nouvelle loi communale (*Moniteur belge*, 3 septembre 1988)

(25) Arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères (*Moniteur belge* du 8 août 1973 et erratum publié au *Moniteur belge* du 25 septembre 1973)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 11 aan het koninklijk besluit van 30 maart 2001

INSCHALINGSTABELLEN in BEF

1	2		3	4
Nieuwe graad	Nieuwe loonschaal		Afgeschafte graad	Oude loonschaal
	organieke loonschaal	overgangsloonschaal		
TABEL A				
Aangesteld aspirant hulpagent van politie	HAU1 (575 000-770 000)		3.1. Stagedoend hulpagent van politie tijdens eerste periode (1)	EP1 : 530 000-726 000 (2) E1 : 520 000-604 000 (3) D1 : 535 000-738 000 (3) D1 : 576 000-766 850 (4) D2 : 600 000-816 000 (4) D1 : 576 000-766 850 (5) D2 : 600 000-816 000 (5) 1.18 : 455 303-584 730 (6) 1.22 : 514 881-752 319 (6)
Hulpagent van politie	HAU1 (575 000-770 000) HAU2 (600 000-815 000) HAU3 (625 000-899 000)		3.2. Stagedoend hulpagent van politie tijdens tweede periode Hulpagent van politie	EP1 : 530 000-726 000 (2) EP2 : EP1 + 30 000 (2) EP3 : EP1 + 70 000 (2) E1 : 520 000-604 000 (3) E2 : 545 000-630 000 (3) E3 : 572 000-667 000 (3) D1 : 535 000-738 000 (3) D2 : 575 000-790 000 (3) D3 : 624 000-834 000 (3) D1 : 576 000-766 850 (4) D2 : 600 000-816 000 (4) D1 : 576 000-766 850 (5) D2 : 600 000-816 000 (5) 1.18 : 455 303-584 730 (6) 1.22 : 514 881-752 319 (6)

1	2		3	4
Nieuwe graad	Nieuwe loonschaal		Afgeschafte graad	Oude loonschaal
	organieke loonschaal	overgangsloonschaal		
TABEL B				
1.1. Aangesteld aspirant inspecteur van politie	B1 (626 000-899 000)		3.1. Rijkswachter bij de rijkswacht 3.2. Brigadier bij de rijkswacht 3.3. Aspirant-politieagent Aspirant-veldwachter	540 922-585 461 (7) 540 922-630 007 (7) CP1 : 545 000-853 000 (2) CP2 : + 65 000 (2) CP3 : +147 000 (2) PB1 : 545 000-885 000 (3) D4 : 606 000-923 900 (4) D4 : 606 000-923 900 (5) 1.50 : 474 676-822 802 (6)
1.2. Inspecteur van politie	B1 (626 000-899 000) B2 (656 000-960 000) B3 (658 000-990 000) B4 (666 000-1 020 000) B5 (672 000-1 086 000)		3.4. Wachtmeester bij de rijkswacht 3.5. Onderluchthavenmeester bij de rijkswacht 3.6. Agent der zeevaartpolitie bij de rijkswacht 3.7. Eerste wachtmeester bij de rijkswacht 3.8. Eerste onderluchthavenmeester bij de rijkswacht 3.9. Eerstaanwezend onderluchthavenmeester bij de rijkswacht 3.10. Stagedoend politieagent Stagedoend veldwachter Politieagent Veldwachter Politieagent-brigadier Politieagent-hoofdbrigadier	540 922-793 052 (7) 20/a : 555 248-939 663 (8) 21/a : 653 095-1 026 030 (8) 20A : 540 922-878 947 (9) 546 922-884 947 (9) 20B : 570 098-904 567 (9) 578 561- 913 030 (9) 20E : 635 253-976 834 (9) 540 922-904 569 (7) 679 190-1 052 125 (8) 796 888-1 200 281 (8) CP1 : 545 000-853 000 (2) CP2 : CP1 + 65 000 (2) CP3 : CP1 + 147 000 (2) PB1 : 545 000-885 000 (3) PB2 : 573 000-919 000 (3) PB2bis : 641 000-960 000 (3) PB3 : 641 000-1 000 000 (3) D4 : 606 000-923 900 (4) D5 : 626 000-942 800 (4) D5.1 : 635 600-960 200 (4) D6 : 646 000-992 600 (4) D4 : 606 000-923 900 (5) D5 : 626 000-942 800 (5) D5.1 : 635 600-960 200 (5) D6 : 646 000-992 600 (5) 1.50 : 474 676-822 802 (6) 1.50bis : 474 676-859 016 (6)

1	2		3	4
Nieuwe graad	Nieuwe loonschaal		Afgeschafte graad	Oude loonschaal
	organieke loonschaal	overgangsloonschaal		

TABEL C

1.1. Aangesteld aspirant hoofdinspecteur van politie	M1.1 (700 000-1 120 000) M1.2 (763 000-1 220 800)		3.1. Idem tabel B, 3.5., 3.7., 3.8., 3.9. en 3.10., in opleiding 3.2. Aspirant-politieassistent 3.3. Gerechtelijk inspecteur in opleiding (10) 3.4. Inspecteur voor gerechtelijke identificatie in opleiding (10) 3.5. Laboratoriuminspecteur in opleiding (10) 3.6. Inspecteur-electrotechnicus in opleiding (10)	 BP1 : 640 000-976 000 (2) B1 : 685 000-922 000 (3) B1 : 720 000-999 000 (4) B1 : 720 000-999 000 (5) 1.55 : 573 795-891 364 (6) 2A : 715 150-1 078 123 (13)
1.2. Hoofdinspecteur van politie	M1.1 (700 000-1 120 000) M2.1 (770 000-1 213 000) M2.2 (839 300-1 322 170) M3.1 (780 000-1 246 000) M3.2 (850 000-1 358 140) M4.1 (790 000-1 296 000) M4.2 (861 100-1 412 640)		3.7. Inspecteur van politie (niet OGP) 3.8. Hoofdinspecteur van politie (niet OGP) 3.9. Opperwachtmeester bij de rijkswacht 3.10. Luitenant der zeevaartpolitie bij de rijkswacht 3.11. Eerste opperwachtmeester bij de rijkswacht 3.12. Onderluchthavenmeester eerste klasse bij de rijkswacht 3.13. Eerste luitenant der zeevaartpolitie bij de rijkswacht 3.14. Agent-technicus der zeevaartpolitie bij de rijkswacht 3.15. Inspecteur van politie (OGP) 3.16. Hoofdinspecteur van politie (OGP) 3.17. Aangestelde veldwachter	CP4 : 644 000-1 050 000 (2) PB3 : 641 000-1 000 000 (3) PB4 : 671 000-1 030 000 (3) C3 : 686 000-1 028 400 (4) C3.1 : 636 000-1 041 000 (5) 1.43 : 529 917-888 621 (6) BP4 : 700 000-1 120 000 (2) PB4 : 671 000-1 030 000 (3) PB5 : 747 000-1 070 000 (3) C3 : 686 000-1 028 400 (4) C3.3 : 696 000-1 101 000 (5) 1.47 : 546 371-905 075 (6) 603 693-967 456 (7) 780 127-1 146 615 (9) 647 390-998 777 (7) 866 236-1 269 629 (8) 812 184-1 178 672 (9) 655 680-997 261 (9) 780 127-1 146 615 (9) Idem als inspecteur van politie verhoogd met een jaarlijks weddesupplement van maximum 60 000 BEF (11) of met het weddesupplement van een derde van het verschil tussen de rekenkundige gemiddelden van de loonschalen 1.53 en 1.50 (12) Idem als hoofdinspecteur van politie verhoogd met een jaarlijks weddesupplement van maximum 60 000 BEF (11) of met het weddesupplement van een derde van het verschil tussen de rekenkundige gemiddelden van de loonschalen 1.53 en 1.50 (12) PB4bis : 671 000-1 020 000 (3) D6 : 646 000-992 600 (4) D6.1 : 686 000-1 002 800 (5) 1.50bis : 474 676-859 016 (6) verhoogd met het weddesupplement van een derde van het verschil tussen de rekenkundige gemiddelden van de loonschalen 1.53 en 1.50 (12)

1	2		3	4
Nieuwe graad	Nieuwe loonschaal		Afgeschte graad	Oude loonschaal
	organieke loonschaal	overgangsloonschaal		
			3.18. Enige veldwachter	PB3 : 641 000-1 000 000 (3) PB18 : 745 000-1 045 000 (3) C3 : 686 000-1 028 400 (4) C3.2 : 726 000-1 042 800 (5) 1.50bis : 474 676-859 016 (6) verhoogd met het weddesupplement van de helft van het verschil tussen de rekenkundige gemiddelden van de loonschalen 1.53 en 1.50 (12)
			3.19. Politieassistent Politieassistent eerste klasse Eerstaanwendend politieassistent	BP1 : 640 000-976 000 (2) BP2 : BP1 + 73 000 (2) BP3 : BP1 + 178 000 (2) B1 : 685 000-922 000 (3) B2 : 745 000-1 045 000 (3) B3 : 773 000-1 150 000 (3) B1 : 720 000-999 000 (4) B2 : 780 000-1 062 000 (4) B3 : 850 000-1 162 500 (4) B1 : 720 000-999 000 (5) B2 : 780 000-1 062 000 (5) B3 : 850 000-1 162 500 (5) 1.55 : 573 795-891 364 (6) 1.61 : 649 485-967 054 (6) 1.77 : 717 496-1 035 065 (6)
			3.20. Hoofdpolieassistent	BP6 : 831 000-1 209 000 (2) B4 : 804 000-1 200 000 (3) B4 : 880 000- 1 206 000 (4) B4 : 880 000-1 206 000 (5) 1.78 : 743 823-1 060 460 (6)
			3.21. Gerechdelijk Inspecteur Laboratoriuminspecteur Inspecteur-electrotechnicus Inspecteur voor gerechtelijke identificatie	2A : 715 150-1 078 123 (13) 2B : 769 287-1 282 769 (13)
		M5.1 (820 000-1 310 000)	3.22.	
		M5.2 (893 800-1 427 900)	3.23. Gerechdelijk afdelingsinspecteur Laboratoriumafdelingsinspecteur Afdelingsinspecteur-electrotechnicus Afdelingsinspecteur voor gerechtelijke identificatie	2C : 836 602-1 334 084 (13)
		M6 (820 000-1 310 000)	3.24. Hoofdinspecteur van eerste klasse	BP5 : 760 000-1 180 000 (2) PB5 : 747 000-1 070 000 (3) PB6 : 821 000-1 180 000 (3) C4 : 756 000-1 161 000 (4) C4 : 756 000-1 161 000 (5) 1.60 : 625 352-984 056 (6) 1.62 : 653 324-1 012 029 (6)
		M7 (930 000 -1 390 000)	3.25. Adjudant bij de rijkswacht niet bedoeld in tabel D1, 3.9.	723 080-1 070 125 (7)
			3.26. Adjudant-chef bij de rijkswacht, niet bedoeld in tabel D1, 3.9.	795 123 -1 154 983 (7)
			3.27. Eerste onderluchthavenmeester eerste klasse bij de rijkswacht	918 716-1 322 109 (8)
			3.28. Eerstaanwendend onderluchthavenmeester eerste klasse bij de rijkswacht	956 203-1 385 836 (8)
		M7 bis (960 000-1 430 000)	3.29. Gerechdelijk afdelingsinspecteur Laboratoriumafdelingsinspecteur Afdelingsinspecteur-electrotechnicus Afdelingsinspecteur voor gerechtelijke identificatie	2D : 893 155-1 390 637 (13)

1	2		3	4
Nieuwe graad	Nieuwe loonschaal		Afgeschafte graad	Oude loonschaal
	organieke loonschaal	overgangsloonschaal		

Tabel D. Officierskader

Tabel D1. De officieren

1.1. Aangesteld aspirant commissaris van politie	O1 (850 000-1 200 000)		3.1. Aangesteld rijkswachter bij de rijkswacht 3.2. Aangesteld brigadier bij de rijkswacht 3.3. Aangesteld wachtmeester bij de rijkswacht 3.4. Aangesteld adjudant bij de rijkswacht 3.5. Aangesteld onderluitenant bij de rijkswacht (of keur- of hoofdonderofficier die kandidaat-officier bij de rijkswacht is) 3.6. Aangesteld luitenant bij de rijkswacht 3.7. Kandidaat aspirant officier van politie 3.8. Stagedoend aspirant officier van politie zonder brevet van officier van de gemeentepolitie (19)	idem tabel B 3.1. idem tabel B 3.2. 540 922-793 052 (14) 730 996-1 188 705 (14) 902 920-1 414 039 (14) 798 502-874 483 (15) 798 502-874 483 (16) 798 502-1 284 690 (17) 967 355-1 390 811 (18) 815 712-1 368 870 (17) CP4 : 644 000-1 050 000 (2) 640 000-1 050 000 (3) C4 : 756 000-1 161 000 (4) C3.1 : 636 000-1 041 000 (5) 1.43 : 529 917-888 621 (6) BP4 : 700 000-1 120 000 (2) 685 000-1 120 000 (3) C4 : 756 000-1 161 000 (4) C3.3 : 696 000-1 101 000 (5) 1.47 : 546 371-905 075 (6)
1.2. Commissaris van politie	O2 (960 000-1 430 000) O2ir (1 075 200-1 601 600) O3 (1 000 000-1 600 000) O3ir (1 120 000-1 792 000) O4 (1 110 000-1 773 000) O4ir (1 176 600-1 879 380)	O4bis (1 240 000-1 942 000) O4bisir (1 314 400-2 058 520)	3.9. Adjudant bij de rijkswacht en adjudant-chef bij de rijkswacht die de toelage bedoeld in artikel 29, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht genieten 3.10. Onderluitenant bij de rijkswacht 3.11. Luitenant bij de rijkswacht 3.12. Kapitein bij de rijkswacht 3.13. Kapitein-commandant bij de rijkswacht	723 080-1 070 125 (7) + 72 044 795 123-1 154 983 (7) + 72 044 798 502-1 284 690 (15) 826 981-1 284 690 (16) 943 970-1 529 888 (17) 1 018 769-1 529 888 (18) 815 712-1 368 870 (15) 826 981-1 284 690 (16) 943 970-1 529 888 (17) 1 018 769-1 529 888 (18) 867 071-1 449 109 (15) 867 071-1 449 109 (16) 971 970-1 557 888 (17) 1 046 769-1 557 888 (18) 934 690-1 544 743 (15) 934 690-1 544 743 (16) 1 071 863-1 606 143 (17) 1 144 715-1 606 143 (18)

1	2		3	4
Nieuwe graad	Nieuwe loonschaal		Afgeschte graad	Oude loonschaal
	organieke loonschaal	overgangsloonschaal		
			<p>3.14. Waterschout bij de rijkswacht</p> <p>3.15. Stagedoend aspirant-officier van de politie die in het bezit is van het brevet van officier van de gemeentepolitie(19)</p> <p>3.16. Aspirant-officier van politie (benoemd)</p> <p>3.17. Hoofdvelddwachter</p> <p>3.18. Adjunct-commissaris van politie</p> <p>3.19. Adjunct-commissaris inspecteur van politie</p> <p>3.20. Adjunct-commissaris hoofdinspecteur van politie</p>	<p>10A : 826 981-1 284 690 (9) 895 653-1 272 865 (9)</p> <p>10B : 898 575-1 394 575 (9) 919 409-1 296 621 (9) 1 000 957-1 548 604 (9)</p> <p>10C : 1 018 768-1 514 768 (9)</p> <p>BP4 : 700 000-1 120 000 (2) 685 000-1 120 000 (3)</p> <p>C4 : 756 000-1 161 000 (4) C3.3 : 696 000-1 101 000 (5) 1.47 : 546 371-905 075 (6)</p> <p>BP5 : 760 000-1 180 000 (2) 730 000-1 180 000 (3)</p> <p>C4 : 756 000-1 161 000 (4) CP1 : 820 000-1 215 000 (4) C4 : 756 000-1 161 000 (5) 1.60 : 625 352-984 056 (6) 1.62 : 653 324-1 012 029 (6)</p> <p>PB5 : 747 000-1 070 000 (3) PB6 : 821 000-1 180 000 (3) C4 : 756 000-1 161 000 (4) C4 : 756 000-1 161 000 (5) CP1 : 820 000-1 215 000 (4) CP1 : 820 000-1 215 000 (5) 1.101 : 591 261-948 131 (6) 1.102 : 593 566-956 358 (6) 1.103 : 652 253-1 028 209 (6) 1.104 : 742 509-1 099 785 (6)</p> <p>AP1 : 850 000-1 222 000 (2) AP2 : AP1 + 60 000 (2) AP3 : AP1 + 130 000 (2) PB7 : 645 000-1 045 000 (3) PB8 : 810 000-1 100 000 (3) PB9 : 810 000-1 200 000 (3) PB10 : 838 000-1 318 000 (3) PB11 : 875 000-1 355 000 (3) PB11bis : 936 000-1 370 000 (3) PB11ter : 936 000-1 416 000 (3) AP1 : 880 000-1 367 000 (4) AP2 : 880 000-1 418 300 (4) CP1 : 820 000-1 215 000 (4) CP1 : 820 000-1 215 000 (5) AP1 : 880 000-1 367 000 (5) AP2 : 880 000-1 418 300 (5) 1.101 : 591 261-948 131 (6) 1.102 : 593 566-956 358 (6) 1.103 : 652 253-1 028 209 (6) 1.104 : 742 509-1 099 785 (6) 1.105 : 760 386-1 171 642 (6) 1.106 : 760 386-1 212 772 (6)</p> <p>AP4 : 958 000-1 510 000 (2) PB12 : 900 000-1 416 000 (3) PB13 : 1 005 000-1 509 000 (3) AP3 : 950 000-1 510 000 (4) 1.201 : 825 976-1 284 348 (6) 1.202 : 825 976-1 371 556 (6)</p> <p>AP5.1 : 1 113 000-1 545 000 (2) AP5.2 : 1 235 000-1 595 000 (2) PB14 : 1 045 000-1 416 000 (3) PB15 : 1 045 000-1 545 000 (3) PB16 : 1 230 000-1 510 000 (3) PB17 : 1 230 000-1 595 000 (3) AP4 : 1 060 000-1 545 000 (4) AP5 : 1 230 000-1 595 000 (4) 1.301 : 936 111-1 371 557 (6) 1.302 : 964 321-1 413 513 (6) 1.303 : 987 073-1 447-523 (6)</p>

1	2		3	4
Nieuwe graad	Nieuwe loonschaal		Afgeschaftte graad	Oude loonschaal
	organieke loonschaal	overgangsloonschaal		
			<p>3.21. Commissaris van politie (korpchef) klasse 12-17 (24)</p> <p>3.22. Commissaris van politie (niet korpchef) klasse 19-20 (24)</p> <p>3.23. Brigadecommissaris</p> <p>3.24. Laureaten van het bevoorderingsexamen tot de graad van gerechtelijk commissaris of laboratoriumcommissaris bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit van 17 december 1998 die nog niet zijn benoemd in de graad van gerechtelijk commissaris (20)</p> <p>3.25. Gerechtelijk commissaris Laboratoriumcommissaris Commissaris van de dienst telecommunicatie</p> <p>3.26. Gerechtelijk afdelingscommissaris Laboratoriumafdelingscommissaris Afdelingscommissaris van de dienst telecommunicatie</p>	<p>AP6.1 : 1 220 000-1 760 000 (2) AP6.2 : 1 304 000-1 868 000 (2) PB24 : 1 217 617-1 794 010 (3) PB25 : 1 301 674-1 903 660 (3) PB28 : 921 476-1 381 517 (3) PB29 : 998 468-1 470 606 (3) PB30 : 1 066 553-1 572 411 (3) PB31 : 1 148 637-1 696 505 (3) PB32 : 1 245 355-1 817 403 (3) PB33 : 1 316 621-1 938 309 (3) AP6.5 : 921 476-1 381 517 (4) AP6.6 : 998 468-1 470 606 (4) AP6.7 : 1 066 553-1 572 411 (4) AP6.8 : 1 148 637-1 696 505 (4) AP6.9 : 1 245 355-1 817 403 (4) AP6.10 : 1 316 621-1 938 309 (4) AP6.11 : 1 398 707-2 065 562 (4) AP6.12 : 1 483 970-2 186 450 (4) AP6.5 : 921 476-1 381 517 (5) AP6.6 : 998 468-1 470 606 (5) AP6.7 : 1 066 553-1 572 411 (5) AP6.8 : 1 148 637-1 696 505 (5) AP6.9 : 1 245 355-1 817 403 (5) AP6.10 : 1 316 621-1 938 309 (5) AP6.11 : 1 398 707-2 065 562 (5) AP6.12 : 1 483 970-2 186 450 (5) 1.512 : 742 069-1 133 791 (6) 1.513 : 779 308-1 176 298 (6) 1.514 : 854 344-1 257 676 (6) 1.515 : 919 778-1 356 610 (6) 1.516 : 996 888-1 453 004 (6) 1.517 : 1 053 736-1 549 398 (6) 1.401 : 1 033 848-1 518 276 (6) 1.402 : 1 104 514-1 610 418 (6)</p> <p>AP6.1 : 1 220 000-1 760 000 (2) AP6.2 : 1 304 000-1 868 000 (2) PB24 : 1 217 617-1 794 010 (3) PB25 : 1 301 674-1 903 660 (3) AP6.1 : 1 217 617-1 794 010 (4) AP6.2 : 1 301 674-1 903 660 (4) AP6.1 : 1 217 617-1 794 010 (5) AP6.2 : 1 301 674-1 903 660 (5) 1.401 : 1 033 848-1 518 276 (6) 1.402 : 1 104 514-1 610 418 (6)</p> <p>PB39 : 878 843-1 333 793 (3) CP2 : 878 843-1 333 793 (4) CP2 : 878 843-1 333 793 (5) 1.511 : 732 636-1 122 272 (6)</p> <p>2A : 715 150-1 078 123 (13) 2B : 769 287-1 282 769 (13) 2C : 836 602-1 334 084 (13) 2D : 893 155-1 390 637 (13)</p> <p>1A : 994 560-1 451 179 (13) 1B : 1 096 441-1 611 610 (13)</p> <p>1C : 1 226 247-1 753 613 (13)</p>

1	2		3	4
Nieuwe graad	Nieuwe loonschaal		Afgeschte graad	Oude loonschaal
	organieke loonschaal	overgangsloonschaal		
Tabel D2. De hogere officieren				
1.1. Hoofdcommissaris van politie	<p>O5 (1 370 000-1 942 000) O5ir (1 452 200-2 058 520)</p> <p>O6 (1 425 000-2 075 000) O6ir (1 453 500-2 116 500)</p>		<p>3.1. Majoor bij de rijkswacht met minder dan 6 jaar anciënniteit in die graad 1 086 804-1 670 001 (15) 1 086 804-1 670 001 (16) 1 201 376-1 832 812 (17) 1 298 520-1 832 812 (18)</p> <p>3.2. Hoofdwaterschout bij de rijkswacht met minder dan 6 jaar anciënniteit in die graad 1 115 290-1 703 009 (9)</p> <p>3.3. Majoor bij de rijkswacht met minstens 6 jaar anciënniteit in die graad 1 086 804-1 670 001 (15) 1 086 804-1 670 001 (16) 1 201 376-1 832 812 (17) 1 298 520-1 832 812 (18)</p> <p>3.4. Hoofdwaterschout bij de rijkswacht met minstens 6 jaar anciënniteit in die graad 1 115 290-1 703 009 (9)</p> <p>3.5. Luitenant-kolonel bij de rijkswacht met minder dan 6 jaar anciënniteit in die graad 1 136 395-1 910 000 (15) 1 136 395-1 910 000 (16) 1 236 187-1 910 000 (17) 1 333 331-1 910 000 (18)</p> <p>3.6. Commissaris van politie (korpschef) klasse 18 (24) 1 398 707-2 065 562 (2) PB34 : 1 398 707-2 065 562 (3) AP10 : Koekelberg : 1 398 707-2 065 562 St Agatha Berchem : 1 398 707-2 065 562 AP6.11 : 1 398 707-2 065 562 (4) AP6.11 : 1 398 707-2 065 562 (5) 1.518 : 1 147 942-1 694 062 (6)</p> <p>3.7. Commissaris van politie (niet korpschef) klasse 21 (24) AP6.3 : 1 380 000-1 968 000 (2) PB26 : 1 378 422-2 008 001 (3) AP6.3 : 1 378 422-2 008 001 (4) AP6.3 : 1 378 422-2 008 001 (5) 1.403 : 1 169 001-1 698 215 (6)</p> <p>3.8. Commissaris van politie (niet korpschef) klasse 22 (24) AP6.4 : 1 496 000-2 090 000 (2) PB27 : 1 494 850-2 164 695 (3) AP6.4 : 1 494 850-2 164 695 (4) 1.404 : 1 266 853-1 829 811 (6)</p> <p>3.9. Gerechtelijk afdelingscommissaris Laboratoriumafdelingscommissaris Afdelingscommissaris van de dienst telecommunicatie 1D : 1 260 677-2 006 035 (13) 15A : 1 562 569-2 156 173 (25)</p> <p>3.10. Hoofdcommissaris van de gerechtelijke politie die een brigade leidt in een kleine of middelgrote omschrijving (22) 1D : 1 260 677-2 006 035 (13) + weddetoeslag (30 000 of 70 000) (21)</p>	

1	2		3	4
Nieuwe graad	Nieuwe loonschaal		Afgeschafte graad	Oude loonschaal
	organieke loonschaal	overgangsloonschaal		
		O8bis (2 030 000-2 726 000)	3.21. Generaal-majoor bij de rijkswacht met minstens 6 jaar anciënniteit in die graad	2 431 620 (23)
			3.22. Luitenant-generaal bij de rijkswacht	2 728 428 (23)

Nota's

(1) Artikel 5, § 2, van het koninklijk besluit van 27 december 1990 houdende de algemene bepalingen betreffende de aanwerving en de benoeming van de hulpagent van politie (*Belgisch Staatsblad*, 9 februari 1991).

(2) Sociaal Handvest van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 oktober 1994 - Politiepersoneel (*Belgisch Staatsblad*, 8 februari 1995).

Koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de bezoldiging van het personeel van de openbare brandweerdiensten en het personeel van de gemeentepolitie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 november 1994 en 3 maart 1995 (*Belgisch Staatsblad*, 12 juli 1994, 16 december 1994 en 24 maart 1995).

(3) Omzendbrief van de Vlaamse Gemeenschap BA/93/07 van 14 juli 1993 met betrekking tot de algemene weddenscalenherziening en gemeenschappelijke krachtlijnen van een samenhangend personeelsbeleid in de lokale en regionale besturen (*Belgisch Staatsblad*, 3 september 1993).

Omzendbrief BA/94/09 van 13 juli 1994 betreffende het sectoraal akkoord van 12 juli 1994 — Veiligheidspersoneel (*Belgisch Staatsblad*, 21 september 1994).

Omzendbrief BA/95/06 van 1 juni 1995 met betrekking tot het sectoraal akkoord van 12 juli 1994 over het veiligheidspersoneel — Aanvulling (*Belgisch Staatsblad*, 22 augustus 1995).

Koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de bezoldiging van het personeel van de openbare brandweerdiensten en het personeel van de gemeentepolitie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 november 1994 en 3 maart 1995 (*Belgisch Staatsblad*, 12 juli 1994, 16 december 1994 en 24 maart 1995).

(4) Omzendbrief van het Waals Gewest van 16 mei 1995 met betrekking tot de bezoldiging van het personeel van de gemeentepolitie en het personeel van de openbare brandweerdiensten, gewijzigd bij de omzendbrief van 4 december 1997 (niet gepubliceerd).

(5) Omzendbrief van de Minister van Binnenlandse Zaken van 16 februari 1996 betreffende de weddenschaalherziening voor het veiligheidspersoneel van de Duitstalige gemeenten (niet gepubliceerd).

(6) Koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de bezoldiging van het personeel van de openbare brandweerdiensten en het personeel van de gemeentepolitie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 november 1994 en 3 maart 1995 (*Belgisch Staatsblad*, 12 juli 1994, 16 december 1994 en 24 maart 1995).

Koninklijk besluit van 25 juni 1990 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de weddeschalen van het provincie- en gemeentepersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 december 1990, 25 juni 1991 en 15 juli 1991 (*Belgisch Staatsblad*, 6 juli 1990, 9 februari 1991, 9 juli 1991 en 30 augustus 1991).

Koninklijk besluit van 3 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden inzake anciënniteit, bijscholing en gunstig advies van de korpschef om sommige weddeschalen aan titularissen van sommige graden van de gemeentepolitie te kunnen toekennen (*Belgisch Staatsblad*, 24 maart 1995).

(7) Bijlage A, tabel 1, bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1998 (*Belgisch Staatsblad*, 24 maart 1998).

(8) Bijlage A bij het koninklijk besluit van 22 juni 1989 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de Regie der Luchtwegen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 maart 1998 (*Belgisch Staatsblad*, 1 maart 1990 en 13 mei 1998).

(9) Koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur (*Belgisch Staatsblad*, 1 juli 1998).

(10) Artikel 12, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit van 23 december 1998 betreffende de aanwerving en de stage van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten (*Belgisch Staatsblad*, 9 januari 1999).

(11) Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 20 juni 1994 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de bezoldiging van het personeel van de openbare brandweerdiensten en het personeel van de gemeentepolitie.

(12) Bijlage III bij het koninklijk besluit van 25 juni 1990 tot vaststelling van de algemene bepalingen met betrekking tot de weddeschalen van het provincie- en het gemeentepersoneel.

(13) Bijlage 1 aan het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten (*Belgisch Staatsblad*, 31 december 1997).

(14) Artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 24 oktober 1983 betreffende de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de rijkswacht.

(15) Bijlage A, tabel 2, bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1983, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1998 : wedden van officieren bij de rijkswacht niet bedoeld in tabel 3, 4 en 5.

(16) Bijlage A, tabel 3, bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1983, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1998 : wedden van de officieren bij de rijkswacht aangeworven als houder van een diploma of studiegetuigschrift dat ten minste gelijkwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de Rijksbesturen, niet bedoeld in tabel 5.

(17) Bijlage A, tabel 4, bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1983, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1998 : wedden van officieren bij de rijkswacht gesproten uit de polytechnische afdeling van de koninklijke militaire school.

(18) Bijlage A, tabel 5, bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1983, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 2 maart 1998 : wedden van officieren bij de rijkswacht aangeworven als houder van een diploma van burgerlijk ingenieur.

(19) Koninklijk besluit van 25 juni 1991 houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van de gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graad van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie (*Belgisch Staatsblad*, 9 juli 1991).

(20) Ministerieel besluit van 18 december 1998 betreffende de bevordering van gerechtelijke agenten bij de parketten tot de graad van gerechtelijk commissaris of van laboratoriumcommissaris (*Belgisch Staatsblad*, 12 januari 1999).

(21) Artikel 123 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten (*Belgisch Staatsblad*, 31 december 1997).

(22) Omschrijvingen bedoeld in artikel VII.III.4.

(23) Bijlage A, tabel 6, bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1983, gewijzigd door het koninklijk besluit van 2 maart 1998 : wedden met enig bedrag.

(24) Klasse van de gemeente overeenkomstig de artikelen 28 en 29 van de nieuwe gemeentewet (*Belgisch Staatsblad*, 3 september 1988).

(25) Koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries (*Belgisch Staatsblad*, 8 augustus 1973 en erratum gepubliceerd in *Belgisch Staatsblad*, van 25 september 1973))

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

Annexe 12 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

INSERTION DANS DES GROUPES D'ECHELLES DE TRAITEMENT

1	2
Nouveau groupe d'échelles de traitement	Ancienne échelle de traitement

Niveau D

DD1 : 40A (489.139-535.371) DD2 : 40B (492.636-560.188) DD3 : 42C (519.421-609.071) DD4 : 42E (570.267- 659.917)	Fédéral/personnel parquet (1) (2) 2.1. 40A : 489.139-535.371 2.2. 40B/42A : 492.636- 560.188 2.3. 42B : 499.063- 581.193 2.4. 42C : 519.421-609.071 2.5. 42D : 558.626 B 648.276 2.6. 42E : 570.267- 659.917 2.7. 42/3 + 1% : 509.280- 592.240 2.8. 43/5 + 1% : 524.615- 615.169 2.9. 44/3 + 1% : 562.880- 653.434
D1A : 30B (510.300-669.520) D2A : 30D (519.421-686.609) D3A : 30F (531.046-715.064) D4A : 30I (582.591- 790.820)	Fédéral/personnel parquet (1) (2) 2.10. 30A : 504.990- 658.078 2.11. 30B : 510.300- 669.520 2.12. 30C : 512.190- 671.410 2.13. 30D : 519.421-686.609 2.14. 30H : 570.591- 778.820 Militaires (3) 2.15. Sdt : 530.000-630.000 2.16. 1Sdt : 550.000-650.000 2.17. Cpl : 565.000- 665.000 2.18. Clc : 580.000- 680.000 2.19. 1CC : 595.000 B 695.000 Personnel communal non policier 2.20. E1 : 500.000 - 570.000 (4) 2.21. E2 : 546.000 - 601.000 (4) 2.22. E3 : 592.000 B 632.000 (4) 2.23. E4 : 558.000 - 754.000 (4) 2.24. E1 : 520.000 - 604.000 (5) 2.25. E2 : 545.000 - 630.000 (5) 2.26. E3 : 572.000- 667.000 (5) 2.27. E1 : 526.000 - 631.144 (6) 2.28. E2 : 550.000 - 648.500 (6) 2.29. E3 : 556.000 - 722.300 (6) 2.30. 1.10 : 456.685 - 582.640 (7) 2.31. 1.11/1.12 : 465.920 - 605.801 (7) 2.32. toutes les échelles de sélection du niveau équivalent au niveau 4 de la fonction publique fédérale. 2.33. toutes les autres échelles de traitement du niveau équivalent au niveau 4 de la fonction publique fédérale ne figurant ni dans l'A.R. du 25 juin 1990 (référence (7)) ni aux points 2.20 - 2.32
D1B : 30C (512.190- 671.410) D2B : 30E (526.848- 699.346) D3B : 30G (539.968- 733.400) D4B : 30I (582.591- 790.820)	Fédéral/personnel parquet (1) (2) 2.34. 30E : 526.848-699.346 2.35. 30F : 531.046-715.064 2.36. 30G : 539.968-733.400 2.37. 30I : 582.591- 790.820

<p>D1C : 30E (526.848- 699.346) D2C : 30G (539.968- 733.400) D3C : 30J (609.309- 817.538) D4C : 32B (737.728- 947.547)</p>	<p>Fédéral/personnel parquet (1) (2) 2.38. 30J : 609.309-817.538 2.39. 32A : 657.588- 867.407 2.40. 32B : 737.728- 947.547 Personnel communal non policier 2.41. D1 : 528.000- 724.000 (4) 2.42. D2 : 600.000- 754.000 (4) 2.43. D3 : 682.000- 794.000 (4) 2.44. D4 : 626.000- 906.000 (4) 2.45. D1 : 535.000- 738.000 (5) 2.46. D2 : 575.000- 790.000 (5) 2.47. D3 : 624.000- 834.000 (5) 2.48. D4 : 680.000- 885.000 (5) 2.49. D1 : 576.000- 766.860 (6) 2.50. D2 : 600.000- 816.000 (6) 2.51. D3 : 621.000- 861.500 (6) 2.52. D4 : 606.000- 923.900 (6) 2.53. 1.14 : 471.238- 701.902 (7) 2.54. 1.15 : 480.192- 710.801 (7) 2.55. 1.16 : 483.550- 719.712 (7) 2.56. 1.19 : 488.868- 725.052 (7) 2.57. 1.20 : 508.178- 655.640 (7) 2.58. 1.22 : 499.502- 729.857 (7) 2.59. 1.23 : 508.178- 671.669 (7) 2.60. 1.24 : 503.980- 741.419 (7) 2.61. 1.26 : 510.136- 747.649 (7) 2.62. 1.27 : 512.096- 749.429 (7) 2.63. 1.28 : 524.410- 682.408 (7) 2.64. 1.29 : 540.921- 682.399 (7) 2.65. 1.30 : 526.368- 763.668 (7) 2.66. 1.32 : 540.921- 694.269 (7) 2.67. 1.34 : 536.723- 774.347 (7) 2.68. 1.36 : 552.675- 741.728 (7) 2.69. 1.40 : 555.417- 817.056 (7) 2.70. 1.46 : 600.250- 741.728 (7) 2.71. toutes les échelles de sélection du niveau équivalent au niveau 3 de la fonction publique fédérale. 2.72. toutes autres les échelles de traitement du niveau équivalent au niveau 3 de la fonction publique fédérale ne figurant ni dans l'A.R. du 25 juin 1990 (voir réf. (7)) ni aux points 2.41 à 2.71 inclus</p>
--	---

Niveau C

1	2
Nouveau groupe d'échelles de traitement	Ancienne échelle de traitement

<p>CC1 : 20A (540.922-878.947) CC2 : 20B (570.098- 904.567) CC3 : 20D (626.780- 942.024) CC4 : 20E (635.253- 976.834)</p>	<p>Fédéral/personnel parquet (1) (2) 2.1. 20A : 540.922-878.947 2.2. 20B : 570.098-904.567 2.3. 20C : 581.454-915.923 2.4. 20D : 626.780-942.024 2.5. 20E : 635.253-976.834</p>
--	--

<p>C1A : 20B (570.098- 904.567) C2A : 20C (581.454-915.923) C3A : 20E (635.253- 976.834) C4A : 22A (718.547- 1.085.035)</p> <p>C1C : 20C (581.454-915.923) C2C : 20D (626.780-942.024) C3C : 20E (635.253-976.834) C4C : 22A (718.547-1.085.035)</p>	<p>Militaires (3) 2.6. Sgt : 600.000-882.500 2.7. 1SGT : 620.000-902.500 2.8. 1SC : 640.000-922.500 2.9. 1SM : 650.000- 950.000 Personnel communal non policier 2.10. C1 : 545.000-825.000 (4) 2.11. C2 : 642.000-862.000 (4) 2.12. C3 : 760.000-920.000 (4) 2.13. C4 : 695.000-1.003.000 (4) 2.14. C1 : 545.000-885.000 (5) 2.15. C2 : 573.000-919.000 (5) 2.16. C3 : 641.000-1.000.000 (5) 2.17.1.31 : 531.261- 907.810 (7) 2.18. 1.35 : 544.840 - 782.358 (7) 2.19. 1.37 : 541.178 - 929.200 (7) 2.20. 1.38 : 546.518 - 909.621 (7) 2.21. 1.39 : 551.858 - 939.880 (7) 2.22. 1.42 : 558.977 - 946.999 (7) 2.23. 1.43 : 573.216 - 961.238 (infirmier breveté) (7) 2.24. 1.45 : 580.336 - 841.975 (7) 2.25. 1.47 : 591.015 - 979.037 (7) 2.26. 1.49 : 605.255 - 866.894 (7) 2.27. 1.50 : 513.463 - 890.012 (7) 2.28. 1.51 : 605.255 - 993.277 (7) 2.29. 1.53 : 608.814 - 996.836 (7) 2.30. 1.54 : 616.527 - 878.166 (7) 2.31. 1.55a : 623.053 - 1.011.075 (7) 2.32. 1.58 : 653.310 - 1.041.332 (7) 2.33. 1.59 : 655.091 - 916.730 (7) 2.34 toutes les échelles de sélection du niveau équivalent au niveau 2 de la fonction publique fédérale. 2.35. toutes les autres échelles de traitement du niveau équivalent au niveau 2 de la fonction publique fédérale ne figurant ni dans l'A.R. du 25 juin 1990 (voir réf. (7)) ni aux points 2.10-2.34, 2.36-2.44 ni aux points 2.47 - 2.56 Personnel communal non policier 2.36. C1 : 625.000-933.900 (6) 2.37. C2 : 640.000-948.700 (6) 2.38. C5 : 670.000-926.350 (6) 2.39. C6 : 785.000-990.000 (6) 2.40. C7 : 860.000-1.020.000 (6) 2.41. D5 : 626.000-942.800 (6) 2.42. D6 : 646.000-992.600 (6) 2.43. D7 : 690.000-1.028.300 (6) 2.44. D8 : 730.000-1.079.000 (6)</p>
<p>C1D : 20D (626.780-942.024) C2D : 20E (635.253-976.834) C3D : 22A (718.547-1.085.035) C4D : 22B (753.601- 1.120.089)</p>	<p>Fédéral/personnel parquet (1) (2) 2.45. 22A : 718.547-1.085.035 2.46. 22B : 753.601-1.120.089 Personnel communal non policier 2.47. C4 : 747.000-1.070.000 (5) 2.48. C5 : 821.000-1.180.000 (5) 2.49. C3 : 686.000-1.028.400 (6) 2.50. C4 : 756.000 B 1.161.000 (6) 2.51. 1.53a : 626.614 - 1.014.636 (7) 2.52. 1.55 : 620.680 - 964.191 (infirmier breveté B carrière pécuniaire) (7) 2.53. 1.60 : 676.450 - 1.064.472 (7) 2.54. 1.62 : 706.707 - 1.094.731 (7) 2.55. 1.63 : 706.707 - 1.119.648 (7) 2.56. 1.65 : 717.387 - 1.130.328 (7)</p>

Niveau B	
1 Nouveau groupe d'échelles de traitement	2 Ancienne échelle de traitement
BB1 : 26B (575.932-898.589) BB2 : 26D (612.021-951.494) BB3 : 28A (708.232-1.074.557) BB4 : 28B (735.084-1.101.409)	Fédéral (1) 2.1. 26B : 575.932-898.589 2.2. 26D : 612.021-951.494 2.3. 28A : 708.232-1.074.557 2.4. 28B : 735.084-1.101.409
B1A : 26A (575.024-897.681) B2A : 26J (715.150-1.077.583) B3A : 28G(841.890-1.205.273) B4A : 28I(858.487-1.221.870)	Fédéral/personnel parquet (1)(2) 2.5. 26A : 575.024-897.681 2.6. 26J : 715.150-1.077.583 2.7. 28G : 841.890-1.205.273 2.8. 28I : 858.487-1.221.870 Personnel communal non policier 2.9. B1 : 720.000-999.000 (6) 2.10. B2 : 780.000-1.062.000 (6) 2.11. B3 : 850.000- 1.162.500 (6) 2.12. B4 : 880.000- 1.206.000 (6)
B1B : 26G (657.294-992.875) B2B : 26L (736.609-1.099.042) B3B : 28K(871.018-1.257.424) B4B : 28L(894.390-1.280.796)	Fédéral/personnel parquet (1) (2) 2.13. 26G : 657.294 - 992.875 2.14. 26L : 736.609 - 1.099.042 2.15. 28K : 871.018 - 1.257.424 2.16. 28L : 894.390 - 1.280.796 Personnel communal non policier 2.17. B4 : 830.000- 1.320.000 (4) 2.18. B1 : 685.000- 922.000 (5) 2.19. B2 : 745.000- 1.045.000 (5) 2.20. B3 : 773.000- 1.150.000 (5) 2.21. B4 : 804.000- 1.200.000 (5) 2.22. B5 : 862.000- 1.310.000 (5) 2.23. D9 : 810.000- 1.180.800 (6) 2.24. D10 : 900.000- 1.286.000 (6) 2.25. B4.1 : 888.000- 1.345.000 (6) 2.26. BV1 : 702.000- 945.000 (5) 2.27. BV2 : 764.000- 1.071.000 (5) 2.28. BV3 : 792.000- 1.179.000 (5) 2.29. 1.55 : 620.680 - 964.191 (exception pour la carrière pécuniaire de l'infirmier breveté) (7)
	2.30. 1.61 : 702.555 - 1.046.066 (7) 2.31. 1.66 : 721.540 - 1.159.400 (7) 2.32. 1.67 : 735.185 - 1.149.126 (7) 2.33. 1.67a : 742.306 - 1.155.247 (7) 2.34. 1.75 : 735.185 - 996.824 (7) 2.35. 1.76 : 742.898 - 1.159.399 (7) 2.36. 1.77 : 776.122 - 1.119.633 (7) 2.37. 1.78 : 804.600 - 1.147.105 (7) 2.38. 1.78a : 804.600 - 1.172.308 (7) 2.39. 1.81 : 825.958 - 1.263.818 (7) 2.40. 1.82 : 833.079 - 1.228.222 (7) 2.41. 1.83 : 847.317 - 1.263.818 (7) 2.42. 1.84 : 850.877 - 1.246.020 (7) 2.43. 1.86 : 868.676 - 1.263.819 (7) 2.44. toutes les échelles de sélection du niveau équivalent au niveau 2+ de la fonction publique fédérale. 2.45. toutes les autres échelles de traitement du niveau équivalent au niveau 2+ de la fonction publique fédérale ne figurant ni dans l'A.R. du 25 juin 1990 (voir réf. (7)) ni aux points 2.9-2.12, 2.17-2.44, 2.53 - 2.55

<p>B1C : 26E (618.141-953.722) B2C : 26H(708.069-1.070.502) B3C : 28C(750.424-1.113.807) B4C : 28D(782.846-1.146.229)</p>	<p>Fédéral/personnel parquet (1) (2) 2.46. 26E : 618.141 - 953.722 2.47. 26H : 708.069 - 1.070.502 2.48. 28C : 750.424 - 1.113.807 2.49. 28D : 782.846 - 1.146.229 Militaires (3) 2.50. Adjt : 700.000 - 987.500 2.51. ADC : 745.000 - 1.095.000 2.52. AJM : 795.000 - 1.145.000 Personnel communal non policier 2.53. B1 : 625.000 - 933.000 (4) 2.54. B2 : 761.000 - 1.003.000 (4) 2.55. B3 : 927.000 - 1.103.000 (4)</p>
<p>B1D : 26F (626.780-920.651) B2D : 26I (713.109-1.006.980) B3D : 28E (787.251-1.141.684) B4D : 28F(815.746-1.170.139)</p>	<p>Fédéral/personnel parquet (1) (2) 2.56. 26F : 626.780 - 920.651 2.57. 26I : 713.109 - 1.006.980 2.58. 28E : 787.251 - 1.141.684 2.59. 28F : 815.746 - 1.170.139 2.60. 02915 : 689.302- 1.134.613 2.61. 02914 : 716.013- 1.161.224</p>

Niveau A

1 Nouveau groupe d'échelles de traitement	2 Ancienne échelle de traitement
--	-------------------------------------

<p>AA1 : 10A (826.981-1.284.690) AA2 : 10B (898.575-1.394.575) AA3 : 10C (1.018.768-1.514.768) AA4 : 13A (1.115.290-1.703.009) AA5 : 13B (1.226.775-1.974.781)</p>	<p>Fédéral (1) 2.1. 10A : 826.981-1.284.690 2.2. 10B : 898.575-1.394.575 2.3. 10C : 1.018.768-1.514.768 2.4. 13A : 1.115.290-1.703.009 2.5. 13B : 1.226.775-1.974.781 2.6. 13C : 1.357.137-1.944.856 Personnel parquet (2) 2.7. 10A : 826.981-1.284.690 2.8. 10B : 898.575-1.394.575 2.9. 10C : 1.018.768-1.514.768 2.10. 1928 : 816.931-1.262.142 2.11. 1927 : 1.173.111-1.618.322 2.12. 1926 : 1.345.264-1.790.475 2.13. 13A : 1.115.290-1.703.009 2.14. 13B : 1.226.775-1.974.781 Militaires (3) 2.15. Slt : 825.000-1.300.000 2.16. Lt : 855.000-1.330.000 2.17. Capt : 900.000-1.415.000 2.18. Capt-Cdt : 950.000-1.465.000 2.19. Maj : 1.065.000-1.670.000 2.20. Lt-Colonel : 1.195.000-1.910.000 Personnel communal non policier 2.21. A1.1 : 850.000-1.222.000 (4) 2.22. A1.2 : 1.003.000-1.282.000 (4) 2.23. A1.3 : 1.166.000-1.352.000 (4) 2.24. A4 : 967.000-1.495.000 (4) 2.25. A5 : 1.060.000-1.600.000 (4) 2.26. A6 : 1.196.000-1.820.000 (4) 2.27. A7 : 1.248.000-1.968.000 (4) 2.28. A1a : 880.000-1.370.000 (5) 2.29. A1b : 930.000-1.420.000 (5) 2.30. A2a : 970.000-1.460.000 (5) 2.31. A3a : 1.060.000-1.550.000 (5) 2.32. A4a : 1.060.000-1.550.000 (5) 2.33. A4b : 1.127.000-1.617.000 (5) 2.34. A5a : 1.145.000-1.795.000 (5) 2.35. A5b : 1.205.000-1.960.000 (5) 2.36. A1 : 880.000-1.367.000 (6) 2.37. A2 : 950.000-1.434.000 (6) 2.38. A3 : 1.035.000-1.547.000 (6) 2.39. A4 : 1.120.000-1.570.000 (6) 2.40. A5 : 1.180.000-1.729.000 (6)</p>
--	--

	<p>2.41. A6 : 1.280.000-1.962.000 (6) 2.42. 1.80 : 822.400 - 1.311.878 (7) 2.43. 1.85 : 852.065 - 1.341.543 (7) 2.44. 1.87 : 893.595 - 1.389.300 (7) 2.45. 1.88 : 970.130 - 1.557.497 (7) 2.46. 1.89 : 987.928 - 1.483.633 (7) 2.47. 1.90 : 1.018.187 - 1.513.892 (7) 2.48. 1.93 : 1.103.620 - 1.690.987 (7) 2.49. toutes les autres échelles de traitement du niveau équivalent au niveau 1 de la fonction publique fédérale ne figurant ni dans l'A.R. du 25 juin 1990 (voir réf. (7)) ni aux points 2.21 - 2.48, et dont le maximum est, au plus, équivalent à celui de l'échelle de traitement mentionnée au point 2.5</p>
<p>A1A : 10D (1.018.768-1.529.887) A2A : 10E (1.143.431-1.610.918) A3A : 10F (1.259.187-1.766.758) A4A : 13D (1.428.373-2.016.092) A5A : 13E (1.466.664-2.054.383)</p>	<p>Fédéral (1) 2.50. 10D : 1.018.768-1.529.887 2.51. 10E : 1.143.431-1.610.918 2.52. 10F : 1.259.187-1.766.758 2.53. 10G : 1.357.137-1.944.856 2.54. 13D : 1.428.373-2.016.092 2.55. 13E : 1.466.664-2.054.383 2.56. 13F : 1.493.670-2.081.389 2.57. 15A : 1.562.569-2.156.173 Personnel parquet (2) 2.58. 15A : 1.547.099- 2.134.818 Militaires (3) 2.59. Slt-med : 1.020.000-1.545.000 2.60. Lt-med : 1.020.000-1.545.000 2.61. Capt-med : 1.050.000-1.575.000 2.62. Cap-Cdt-med : 1.075.000-1.600.000 2.63. Maj-med : 1.175.000-1.670.000 2.64. Lt-Col-med : 1.250.000-1.910.000 2.65. Col/Col-med : 1.315.000-2.140.000 Personnel communal non policier 2.66. A2.1 : 1.050.000-1.410.000 (4) 2.67. A2.2 : 1.170.000-1.440.000 (4) 2.68. A2.3 : 1.295.000-1.475.000 (4) 2.69. AM1 : 1.150.000-1.510.000 (4) 2.70. AM2 : 1.310.000-1.580.000 (4) 2.71. AM3 : 1.500.000-1.680.000 (4) 2.72. A8 : 1.280.000 - 2.090.000 (4) 2.73. A9 : 1.472.000-2.288.000 (4) 2.74. AM6 : 1.196.000-1.820.000 (4) 2.75. AM8 : 1.364.000-2.174.000 (4) 2.76. A6a : 1.030.000-1.610.000 (5) 2.77. A6b : 1.090.000-1.670.000 (5) 2.78. A7a : 1.150.000-1.730.000 (5) 2.79. A7b : 1.270.000-1.905.000 (5) 2.80. A8a : 1.220.000-1.855.000 (5) 2.81. A8b : 1.270.000-1.905.000 (5) 2.82. A9a : 1.450.000-2.080.000 (5) 2.83. A9b : 1.535.000-2.200.000 (5) 2.84. A10a : 1.500.000- 2.130.000 (5) 2.85. A10b : 1.800.000- 2.400.000 (5) 2.86. A1SP : 880.000-1.367.000 (6) 2.87. A2SP : 950.000-1.434.000 (6) 2.88. A3SP : 1.035.000-1.547.000 (6) 2.89. A4SP : 1.060.000-1.585.000 (6) 2.90. A5SP : 1.200.000-1.650.000 (6) 2.91. A6SP : 1.300.000-1.810.000 (6) 2.92. A7SP : 1.500.000-2.048.000 (6) 2.93. 1.91 : 1.018.187 - 1.529.014 (7) 2.94. 1.92 : 1.035.986 - 1.531.691 (7) 2.95. 1.94 : 1.142.778 - 1.609.998 (7) 2.96. 1.95 : 1.196.174 - 1.943.732 (7) 2.97. 1.96 : 1.258.470 - 1.765.740 (7) 2.98. 1.97 : 1.267.370 - 2.068.325 (7) 2.99. 1.98 : 1.356.364 - 1.943.731 (7) 2.100. 1.99 : 1.427.558 - 2.014.925 (7) 2.101. toutes les autres échelles de traitement du niveau équivalent au niveau 1 de la fonction publique fédérale ne figurant ni dans l'A.R. du 25 juin 1990 (voir réf. (7)) ni aux points 2.66 - 2.100, et dont le maximum est supérieur à celui de l'échelle de traitement mentionnée au point 2.5</p>

(1) Fédéral :

Arrêté royal du 10 avril 1995 portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+, modifié par les arrêtés royaux des 12 décembre 1995, 3 juin 1996 et 4 octobre 1996 (*Moniteur belge* 30 décembre 1995, 15 juin 1996 et 18 octobre 1996).

(2) Personnel parquet :

Arrêté royal du 19 mars 1996 portant création et simplification de la carrière des grades de qualification particulière dans les greffes et les parquets des cours et tribunaux, en fixant le statut pécuniaire ainsi que le statut pécuniaire du personnel des greffes et des parquets des cours et tribunaux et des attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1997 (*Moniteur belge* 6 avril 1996 et 25 juin 1997).

Articles 372 et suivants du Code judiciaire.

(3) Militaires :

Arrêté royal du 4 juillet 1994 relatif au statut pécuniaire des militaires de tous rangs et au régime des prestations de service des militaires du cadre actif au-dessous du rang d'officier, modifié par les arrêtés royaux des 24 novembre 1995, 2 juillet 1996, 29 juillet 1997, 20 juillet 1998, 8 juillet 1999 et 22 novembre 1999 (*Moniteur Belge* 21 juillet 1994, 29 décembre 1995, 23 août 1996, 20 août 1997, 20 août 1998, 23 décembre 1999 et 18 décembre 1999).

Personnel communal non policier :

(4) Bruxelles :

Charte sociale du 28 avril 1994 - Harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux et de la Région de Bruxelles-Capitale (*Moniteur Belge* 26 janvier 1995).

(5) Flandre :

Accord sectoriel 1997-1998. Révision générale des barèmes et les lignes de force de la communauté pour une gestion cohérente du personnel dans les administrations locales et régionales.

Circulaire n° BA93/07 du 14 juillet 1993 concernant la révision générale des barèmes et les lignes de force de la communauté pour une gestion cohérente du personnel dans les administrations locales et régionales (comme intégrée dans l'Accord sectoriel 1997-1998 - voir note 5, *Moniteur belge* 3 septembre 1993).

(6) Wallonie :

Circulaire du 27 mai 1994 relative aux principes généraux de la fonction publique locale et provinciale (non publiée), modifiée par la circulaire du 7 juillet 1999 (*Moniteur belge* 28 octobre 1999).

(7)

— Arrêté royal du 25 juin 1990 fixant les dispositions générales relatives aux échelles de traitements du personnel provincial et communal (*Moniteur Belge* du 6 juillet 1990).

— Circulaire aux gouverneurs du Ministre des l'Intérieur du 20 mars 1979 relative au statut pécuniaire applicable, à partir du 1^{er} juillet 1978, au personnel des provinces, des communes et de l'agglomération de Bruxelles — octroi des échelles de sélection.

— Circulaire aux gouverneurs du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique du 16 juillet 1990 concernant l'arrêté royal du 25 juin 1990 portant fixation des dispositions générales concernant les échelles de traitement du personnel provincial et communal (*Moniteur Belge* du 1^{er} septembre 1990).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 12 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

INSCHALING IN LOONSCHALENGROEPEN

1	2
Nieuwe loonschalengroep	Oude loonschaal
Niveau D	
DD1 : 40A (489.139-535.371) DD2 : 40B (492.636-560.188) DD3 : 42C (519.421-609.071) DD4 : 42E (570.267- 659.917)	Federaal/parketpersoneel (1) (2) 2.1. 40A : 489.139- 535.371 2.2. 40B/42A : 492.636- 560.188 2.3. 42B : 499.063- 581.193 2.4. 42C : 519.421- 609.071 2.5. 42D : 558.626- 648.276 2.6. 42E : 570.267- 659.917 2.7. 42/3 + 1% : 509.280- 592.240 2.8. 43/5 + 1% : 524.615- 615.169 2.9. 44/3 + 1% : 562.880- 653.434
D1A : 30B (510.300-669.520) D2A : 30D (519.421-686.609) D3A : 30F (531.046-715.064) D4A : 30I (582.591-790.820)	Federaal/parketpersoneel (1) (2) 2.10. 30A : 504.990- 658.078 2.11. 30B : 510.300- 669.520 2.12. 30C : 512.190- 671.410 2.13. 30D : 519.421- 686.609 2.14. 30H : 570.591- 778.820 Militairen (3) 2.15. Sdt : 530.000- 630.000 2.16. 1Sdt : 550.000- 650.000 2.17. Cpl : 565.000- 665.000 2.18. Clc : 580.000- 680.000 2.19. 1CC : 595.000- 695.000 Niet-politioneel gemeentepersoneel 2.20. E1 : 500.000 - 570.000 (4) 2.21. E2 : 546.000 - 601.000 (4) 2.22. E3 : 592.000 - 632.000 (4) 2.23. E4 : 558.000 - 754.000 (4) 2.24. E1 : 520.000 - 604.000 (5) 2.25. E2 : 545.000 - 630.000 (5) 2.26. E3 : 572.000 - 667.000 (5) 2.27. E1 : 526.000 - 631.144 (6) 2.28. E2 : 550.000 - 648.500 (6) 2.29. E3 : 556.000 - 722.300 (6) 2.30. 1.10 : 456.685 - 582.640 (7) 2.31. 1.11/1.12 : 465.920 - 605.801 (7) 2.32. alle selectieschalen van het niveau gelijkwaardig aan het niveau 4 van het federaal openbaar ambt. 2.33. alle overige loonschalen van het niveau gelijkwaardig aan het niveau 4 van het federaal openbaar ambt die niet zijn opgenomen in het K.B. van 25 juni 1990 (referentie (7)) noch zijn vervat onder de punten 2.20-2.32.
D1B : 30C (512.190- 671.410) D2B : 30E (526.848- 699.346) D3B : 30G (539.968- 733.400) D4B : 30I (582.591- 790.820)	Federaal/parketpersoneel (1) (2) 2.34. 30E : 526.848-699.346 2.35. 30F : 531.046-715.064 2.36. 30G : 539.968-733.400 2.37. 30I : 582.591-790.820

<p>D1C : 30E (526.848- 699.346) D2C : 30G (539.968- 733.400) D3C : 30J (609.309- 817.538) D4C : 32B (737.728- 947.547)</p>	<p>Federaal/parketpersoneel (1) (2) 2.38. 30J : 609.309- 817.538 2.39. 32A : 657.588- 867.407 2.40. 32B : 737.728- 947.547 Niet-politioneel gemeentepersoneel 2.41. D1 : 528.000- 724.000 (4) 2.42. D2 : 600.000- 754.000 (4) 2.43. D3 : 682.000- 794.000 (4) 2.44. D4 : 626.000- 906.000 (4) 2.45. D1 : 535.000- 738.000 (5) 2.46. D2 : 575.000- 790.000 (5) 2.47. D3 : 624.000- 834.000 (5) 2.48. D4 : 680.000- 885.000 (5) 2.49. D1 : 576.000- 766.860 (6) 2.50. D2 : 600.000- 816.000 (6) 2.51. D3 : 621.000- 861.500 (6) 2.52. D4 : 606.000- 923.900 (6) 2.53. 1.14 : 471.238 - 701.902 (7) 2.54. 1.15 : 480.192 - 710.801 (7) 2.55. 1.16 : 483.550 - 719.712 (7) 2.56. 1.19 : 488.868 - 725.052 (7) 2.57. 1.20 : 508.178 - 655.640 (7) 2.58. 1.22 : 499.502 - 729.857 (7) 2.59. 1.23 : 508.178 - 671.669 (7) 2.60. 1.24 : 503.980 - 741.419 (7) 2.61. 1.26 : 510.136 - 747.649 (7) 2.62. 1.27 : 512.096 - 749.429 (7) 2.63. 1.28 : 524.410 - 682.408 (7) 2.64. 1.29 : 540.921 - 682.399 (7) 2.65. 1.30 : 526.368 - 763.668 (7) 2.66. 1.32 : 540.921 - 694.269 (7) 2.67. 1.34 : 536.723 - 774.347 (7) 2.68. 1.36 : 552.675 - 741.728 (7) 2.69. 1.40 : 555.417 - 817.056 (7) 2.70. 1.46 : 600.250 - 741.728 (7) 2.71. alle sectieschalen van het niveau gelijkwaardig aan het niveau 3 van het federaal openbaar ambt. 2.72. alle overige loonschalen van het niveau gelijkwaardig aan het niveau 3 van het federaal openbaar ambt die niet zijn opgenomen in het K.B. van 25 juni 1990 (zie ref. 7) noch zijn vervat onder de punten 2.41 t.e.m. 2.71.</p>
--	---

Niveau C

1	2
Nieuwe loonschalengroep	Oude loonschaal

<p>CC1 : 20A (540.922-878.947) CC2 : 20B (570.098- 904.567) CC3 : 20D (626.780- 942.024) CC4 : 20E (635.253- 976.834)</p>	<p>Federaal/parketpersoneel (1) (2) 2.1. 20A : 540.922-878.947 2.2. 20B : 570.098-904.567 2.3. 20C : 581.454-915.923 2.4. 20D : 626.780-942.024 2.5. 20E : 635.253-976.834</p>
--	---

<p>C1A : 20B (570.098- 904.567) C2A : 20C (581.454-915.923) C3A : 20E (635.253- 976.834) C4A : 22A (718.547- 1.085.035)</p> <p>C1C : 20C (581.454-915.923) C2C : 20D (626.780-942.024) C3C : 20E (635.253-976.834) C4C : 22A (718.547-1.085.035)</p>	<p>Militairen (3) 2.6. Sgt : 600.000-882.500 2.7. 1SGT : 620.000-902.500 2.8. 1SC : 640.000-922.500 2.9. 1SM : 650.000- 950.000 Niet-politioneel gemeentepersoneel 2.10. C1 : 545.000-825.000 (4) 2.11. C2 : 642.000-862.000 (4) 2.12. C3 : 760.000-920.000 (4) 2.13. C4 : 695.000-1.003.000 (4) 2.14. C1 : 545.000-885.000 (5) 2.15. C2 : 573.000-919.000 (5) 2.16. C3 : 641.000-1.000.000 (5) 2.17.1.31 : 531.261 - 907.810 (7) 2.18. 1.35 : 544.840 - 782.358 (7) 2.19. 1.37 : 541.178 - 929.200 (7) 2.20. 1.38 : 546.518 - 909.621 (7) 2.21. 1.39 : 551.858 - 939.880 (7) 2.22. 1.42 : 558.977 - 946.999 (7) 2.23. 1.43 : 573.216 - 961.238 (gebrevetterd verpleger) (7) 2.24. 1.45 : 580.336 - 841.975 (7) 2.25. 1.47 : 591.015 - 979.037 (7) 2.26. 1.49 : 605.255 - 866.894 (7) 2.27. 1.50 : 513.463 - 890.012 (7) 2.28. 1.51 : 605.255 - 993.277 (7) 2.29. 1.53 : 608.814 - 996.836 (7) 2.30. 1.54 : 616.527 - 878.166 (7) 2.31. 1.55a : 623.053 - 1.011.075 (7) 2.32. 1.58 : 653.310 - 1.041.332 (7) 2.33. 1.59 : 655.091 - 916.730 (7) 2.34. alle selectieschalen van het niveau gelijkwaardige aan het niveau 2 van het federaal openbaar ambt. 2.35. alle overige loonschalen van het niveau gelijkwaardig aan het niveau 2 van het federaal openbaar ambt die niet zijn opgenomen in het K.B. van 25 juni 1990 (zie ref.(7)) noch zijn vervat onder de punten 2.10-2.34, 2.36-2.44, noch onder de punten 2.47-2.56 Niet-politioneel gemeentepersoneel 2.36. C1 : 625.000-933.900 (6) 2.37. C2 : 640.000-948.700 (6) 2.38. C5 : 670.000-926.350 (6) 2.39. C6 : 785.000-990.000 (6) 2.40. C7 : 860.000-1.020.000 (6) 2.41. D5 : 626.000-942.800 (6) 2.42. D6 : 646.000-992.600 (6) 2.43. D7 : 690.000-1.028.300 (6) 2.44. D8 : 730.000-1.079.000 (6)</p>
<p>C1D : 20D (626.780-942.024) C2D : 20E (635.253-976.834) C3D : 22A (718.547-1.085.035) C4D : 22B (753.601-1.120.089)</p>	<p>Federaal/parketpersoneel (1) (2) 2.45. 22A : 718.547-1.085.035 2.46. 22B : 753.601-1.120.089 Niet-politioneel gemeentepersoneel 2.47. C4 : 747.000-1.070.000 (5) 2.48. C5 : 821.000-1.180.000 (5) 2.49. C3 : 686.000-1.028.400 (6) 2.50. C4 : 756.000-1.161.000 (6) 2.51. 1.53a : 626.614 - 1.014.636 (7) 2.52. 1.55 : 620.680 - 964.191 (gebrevetteerd verpleger - geldelijke loopbaan) (7) 2.53. 1.60 : 676.450 - 1.064.472 (7) 2.54. 1.62 : 706.707 - 1.094.731 (7) 2.55. 1.63 : 706.707 - 1.119.648 (7) 2.56. 1.65 : 717.387 - 1.130.328 (7)</p>

Niveau B	
1	2
Nieuwe loonschalengroepen	Oude loonschaal
BB1 : 26B (575.932-898.589) BB2 : 26D (612.021-951.494) BB3 : 28A(708.232-1.074.557) BB4 : 28B(735.084-1.101.409)	Federaal personeel (1) 2.1. 26B : 575.932-898.589 2.2. 26D : 612.021-951.494 2.3. 28A : 708.232-1.074.557 2.4. 28B : 735.084-1.101.409
B1A : 26A (575.024-897.681) B2A : 26J (715.150-1.077.583) B3A : 28G(841.890-1.205.273) B4A : 28I(858.487-1.221.870)	Federaal/parketpersoneel (1) (2) 2.5. 26A : 575.024-897.681 2.6. 26J : 715.150-1.077.583 2.7. 28G : 841.890-1.205.273 2.8. 28I : 858.487-1.221.870 Niet-politioneel gemeentepersoneel 2.9. B1 : 720.000-999.000 (6) 2.10. B2 : 780.000-1.062.000 (6) 2.11. B3 : 850.000- 1.162.500 (6) 2.12. B4 : 880.000- 1.206.000 (6)
B1B : 26G (657.294-992.875) B2B : 26L (736.609-1.099.042) B3B : 28K(871.018-1.257.424) B4B : 28L(894.390-1.280.796)	Federaal/parketpersoneel (1) (2) 2.13. 26G : 657.294 - 992.875 2.14. 26L : 736.609 - 1.099.042 2.15. 28K : 871.018 - 1.257.424 2.16. 28L : 894.390 - 1.280.796 Niet-politioneel gemeentepersoneel 2.17. B4 : 830.000- 1.320.000 (4) 2.18. B1 : 685.000-922.000 (5) 2.19. B2 : 745.000-1.045.000 (5) 2.20. B3 : 773.000- 1.150.000 (5) 2.21. B4 : 804.000- 1.200.000 (5) 2.22. B5 : 862.000-1.310.000 (5) 2.23. D9 : 810.000-1.180.800 (6) 2.24. D10 : 900.000- 1.286.000 (6) 2.25. B4.1 : 888.000-1.345.000 (6) 2.26. BV1 : 702.000-945.000 (5) 2.27. BV2 : 764.000-1.071.000 (5) 2.28. BV3 : 792.000- 1.179.000 (5) 2.29. 1.55 : 620.680 - 964.191 (uitzondering voor geldelijke loopbaan gebrevetteerd verpleger) (7) 2.30. 1.61 : 702.555 - 1.046.066 (7) 2.31. 1.66 : 721.540 - 1.159.400 (7) 2.32. 1.67 : 735.185 - 1.149.126 (7) 2.33. 1.67a : 742.306 - 1.155.247 (7) 2.34. 1.75 : 735.185 - 996.824 (7) 2.35. 1.76 :742.898 - 1.159.399 (7) 2.36. 1.77 : 776.122 - 1.119.633 (7) 2.37. 1.78 : 804.600 - 1.147.105 (7) 2.38. 1.78a : 804.600 - 1.172.308 (7) 2.39. 1.81 : 825.958 - 1.263.818 (7) 2.40. 1.82 : 833.079 - 1.228.222 (7) 2.41. 1.83 : 847.317 - 1.263.818 (7) 2.42. 1.84 : 850.877 - 1.246.020 (7) 2.43. 1.86 : 868.676 - 1.263.819 (7) 2.44. alle selectieschalen van het niveau gelijkwaardig aan het niveau 2+ van het federaal openbaar ambt. 2.45. alle overige loonschalen van het niveau gelijkwaardig aan het niveau 2+ van het federaal openbaar ambt die niet zijn opgenomen in het K.B. van 25 juni 1990 (zie ref.(7)) noch zijn vervat onder de punten 2.9-2.12, 2.17-2.44, noch 2.53-2.55

<p>B1C : 26E (618.141-953.722) B2C : 26H(708.069-1.070.502) B3C : 28C(750.424-1.113.807) B4C : 28D(782.846-1.146.229)</p>	<p>Federaal/parketpersoneel (1) (2) 2.46. 26E : 618.141 - 953.722 2.47. 26H : 708.069 - 1.070.502 2.48. 28C : 750.424 - 1.113.807 2.49. 28D : 782.846 - 1.146.229 Militairen (3) 2.50. Adjt : 700.000 -987.500 2.51. ADC : 745.000 -1.095.000 2.52. AJM : 795.000 -1.145.000 Niet-politioneel gemeentepersoneel 2.53. B1 : 625.000 -933.000 (4) 2.54. B2 : 761.000 -1.003.000 (4) 2.55. B3 : 927.000 -1.103.000 (4)</p>
<p>B1D : 26F (626.780-920.651) B2D : 26I (713.109-1.006.980) B3D : 28E (787.251-1.141.684) B4D : 28F(815.746-1.170.139)</p>	<p>Federaal/parketpersoneel (1) (2) 2.56. 26F : 626.780 -920.651 2.57. 26I : 713.109 -1.006.980 2.58. 28E : 787.251 - 1.141.684 2.59. 28F : 815.746 - 1.170.139 2.60. 02915 : 689.302-1.134.613 2.61. 02914 : 716.013-1.161.224</p>

Niveau A

1	2
Nieuwe loonschalengroepen	Oude loonschaal

<p>AA1 : 10A (826.981-1.284.690) AA2 : 10B (898.575-1.394.575) AA3 : 10C (1.018.768-1.514.768) AA4 : 13A (1.115.290-1.703.009) AA5 : 13B (1.226.775-1.974.781)</p>	<p>Federaal (1) 2.1. 10A : 826.981-1.284.690 2.2. 10B : 898.575-1.394.575 2.3. 10C : 1.018.768-1.514.768 2.4. 13A : 1.115.290-1.703.009 2.5. 13B : 1.226.775-1.974.781 2.6. 13C : 1.357.137-1.944.856 Parketpersoneel (2) 2.7. 10A : 826.981-1.284.690 2.8. 10B : 898.575-1.394.575 2.9. 10C : 1.018.768-1.514.768 2.10. 1928 : 816.931-1.262.142 2.11. 1927 : 1.173.111-1.618.322 2.12. 1926 : 1.345.264-1.790.475 2.13. 13A : 1.115.290-1.703.009 2.14. 13B : 1.226.775-1.974.781 Militairen (3) 2.15. Olt : 825.000-1.300.000 2.16. Lt : 855.000-1.330.000 2.17. Kapt : 900.000-1.415.000 2.18. Kapt-Cdt : 950.000-1.465.000 2.19. Maj : 1.065.000-1.670.000 2.20. Lt-Kolonel : 1.195.000-1.910.000 Niet-politioneel gemeentepersoneel 2.21. A1.1 : 850.000-1.222.000 (4) 2.22. A1.2 : 1.003.000-1.282.000 (4) 2.23. A1.3 : 1.166.000-1.352.000 (4) 2.24. A4 : 967.000-1.495.000 (4) 2.25. A5 : 1.060.000-1.600.000 (4) 2.26. A6 : 1.196.000-1.820.000 (4) 2.27. A7 : 1.248.000-1.968.000 (4) 2.28. A1a : 880.000-1.370.000 (5) 2.29. A1b : 930.000-1.420.000 (5) 2.30. A2a : 970.000-1.460.000 (5) 2.31. A3a : 1.060.000-1.550.000 (5) 2.32. A4a : 1.060.000-1.550.000 (5) 2.33. A4b : 1.127.000-1.617.000 (5) 2.34. A5a : 1.145.000-1.795.000 (5) 2.35. A5b : 1.205.000-1.960.000 (5) 2.36. A1 : 880.000-1.367.000 (6) 2.37. A2 : 950.000-1.434.000 (6) 2.38. A3 : 1.035.000-1.547.000 (6) 2.39. A4 : 1.120.000-1.570.000 (6) 2.40. A5 : 1.180.000-1.729.000 (6)</p>
--	--

	<p>2.41. A6 : 1.280.000-1.962.000 (6) 2.42. 1.80 : 822.400 - 1.311.878 (7) 2.43. 1.85 : 852.065 - 1.341.543 (7) 2.44. 1.87 : 893.595 - 1.389.300 (7) 2.45. 1.88 : 970.130 - 1.557.497 (7) 2.46. 1.89 : 987.928 - 1.483.633 (7) 2.47. 1.90 : 1.018.187 - 1.513.892 (7) 2.48. 1.93 : 1.103.620 - 1.690.987 (7) 2.49. alle overige loonschalen van het niveau gelijkwaardig aan het niveau 1 van het federaal openbaar ambt die niet zijn opgenomen in het K.B. van 25 juni 1990 (zie ref. 7), noch zijn vervat onder de punten 2.21-2.48, en waarvan het maximum ten hoogste gelijk is aan dat van de in punt 2.5 vermelde loonschaal.</p>
<p>A1A : 10D (1.018.768-1.529.887) A2A : 10E (1.143.431-1.610.918) A3A : 10F (1.259.187-1.766.758) A4A : 13D (1.428.373-2.016.092) A5A : 13E (1.466.664-2.054.383)</p>	<p>Federaal (1) 2.50. 10D : 1.018.768-1.529.887 2.51. 10E : 1.143.431-1.610.918 2.52. 10F : 1.259.187-1.766.758 2.53. 10G : 1.357.137-1.944.856 2.54. 13D : 1.428.373-2.016.092 2.55. 13E : 1.466.664-2.054.383 2.56. 13F : 1.493.670-2.081.389 2.57. 15A : 1.562.569-2.156.173 Parketpersoneel (2) 2.58. 15A : 1.547.099- 2.134.818</p> <p>Militairen (3) 2.59. Olt-med : 1.020.000-1.545.000 2.60. Lt-med : 1.020.000-1.545.000 2.61. Kapt-med : 1.050.000-1.575.000 2.62. Kap-Cdt-med : 1.075.000-1.600.000 2.63. Maj-med : 1.175.000-1.670.000 2.64. Lt-Kol-med : 1.250.000-1.910.000 2.65. Kol/Kol-med : 1.315.000-2.140.000</p> <p>Niet-politioneel gemeentepersoneel 2.66. A2.1 : 1.050.000-1.410.000 (4) 2.67. A2.2 : 1.170.000-1.440.000 (4) 2.68. A2.3 : 1.295.000-1.475.000 (4) 2.69. AM1 : 1.150.000-1.510.000 (4) 2.70. AM2 : 1.310.000-1.580.000 (4) 2.71. AM3 : 1.500.000-1.680.000 (4) 2.72. A8 : 1.280.000 - 2.090.000 (4) 2.73. A9 : 1.472.000-2.288.000 (4) 2.74. AM6 : 1.196.000-1.820.000 (4) 2.75. AM8 : 1.364.000-2.174.000 (4) 2.76. A6a : 1.030.000-1.610.000 (5) 2.77. A6b : 1.090.000-1.670.000 (5) 2.78. A7a : 1.150.000-1.730.000 (5) 2.79. A7b : 1.270.000-1.905.000 (5) 2.80. A8a : 1.220.000-1.855.000 (5) 2.81. A8b : 1.270.000-1.905.000 (5) 2.82. A9a : 1.450.000-2.080.000 (5) 2.83. A9b : 1.535.000-2.200.000 (5) 2.84. A10a : 1.500.000- 2.130.000 (5) 2.85. A10b : 1.800.000- 2.400.000 (5) 2.86. A1SP : 880.000-1367.000 (6) 2.87. A2SP : 950.000-1.434.000 (6) 2.88. A3SP : 1.035.000-1.547.000 (6) 2.89. A4SP : 1.060.000-1.585.000 (6) 2.90. A5SP : 1.200.000-1.650.000 (6) 2.91. A6SP : 1.300.000-1.810.000 (6) 2.92. A7SP : 1.500.000-2.048.000 (6) 2.93. 1.91 : 1.018.187 - 1.529.014 (7) 2.94. 1.92 : 1.035.986 - 1.531.691 (7) 2.95. 1.94 : 1.142.778 - 1.609.998 (7) 2.96. 1.95 : 1.196.174 - 1.943.732 (7) 2.97. 1.96 : 1.258.470 - 1.765.740 (7) 2.98. 1.97 : 1.267.370 - 2.068.325 (7) 2.99. 1.98 : 1.356.364 - 1.943.731 (7) 2.100. 1.99 : 1.427.558 - 2.014.925 (7) 2.101. alle overige loonschalen van het niveau gelijkwaardig aan het niveau 1 van het federaal openbaar ambt die niet zijn opgenomen in het K.B. van 25 juni 1990 (zie ref. (7)), noch zijn vervat onder de punten 2.66-2.100, en waarvan het maximum hoger is dan dat van de in punt 2.5 vermelde loonschaal.</p>

(1) Federaal :

Koninklijk besluit van 10 april 1995 houdende vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen die behoren tot de niveaus 1 en 2+ gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 december 1995, 3 juni 1996 et 4 oktober 1996 (*Belgisch Staatsblad* 30 december 1995, 15 juni 1996 en 18 oktober 1996).

(2) Parketpersoneel :

Koninklijk besluit van 19 maart 1996 houdende oprichting en vereenvoudiging, in de griffies en parketten bij de hoven en rechtbanken, van de loopbaan van de graden waarvoor een bijzondere beroepsbekwaamheid is vereist en tot vaststelling van de bezoldigingsregeling ervan en tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de griffies en parketten bij de hoven en rechtbanken en van de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie gewijzigd bij koninklijk besluit van 13 april 1997 (*Belgisch Staatsblad* 6 april 1996 en 25 juni 1997).

Artikels 372 e.v. van het Gerechtelijk Wetboek.

(3) Militairen :

Koninklijk besluit van 4 juli 1994 betreffende de bezoldigingsregeling van de militairen van alle rangen en betreffende het stelsel van de dienstprestaties van de militairen van het actief kader beneden de rang van officier, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 24 november 1995, 2 juli 1996, 29 juli 1997, 20 juli 1998, 8 juli 1999 et 22 november 1999 (*Belgisch Staatsblad* 21 juli 1994, 29 december 1995, 23 augustus 1996, 20 augustus 1997, 20 augustus 1998, 23 december 1999 en 18 december 1999).

Niet-politioneel gemeentepersoneel :

(4) Brussel :

Sociaal Handvest van 28 april 1994 - Harmonisatie van het administratief statuut en algemene weddeherziening voor het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (*Belgisch Staatsblad* 26 januari 1995).

(5) Vlaanderen :

Sectoraal Akkoord 1997-1998. Algemene Weddenschaalherziening en Gemeenschappelijke Krachtlijnen voor een Samenhangend Personeelsbeleid in de lokale en regionale besturen.

Omzendbrief nr. BA93/07 van 14 juli 1993 betreffende de algemene weddeschaalherziening en gemeenschappelijke krachtlijnen voor een samenhangend personeelsbeleid in de lokale en regionale besturen (als ingevoegd in de Sectoraal Akkoord 1997-1998 - nota 5, *Belgisch Staatsblad* 3 september 1993).

(6) Wallonië :

Omzendbrief van 27 mei 1994 betreffende de algemene principes van het lokaal en provinciaal openbaar ambt (niet gepubliceerd) gewijzigd bij omzendbrief van 7 juli 1999 (*Belgisch Staatsblad* 28 oktober 1999).

(7)

— Koninklijk Besluit van 25 juni 1990 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de weddenscalen van het provincie- en gemeentepersoneel (B.S. 6 juli 1990)

— Omzendbrief aan de gouverneurs van de Minister van Binnenlandse Zaken van 20 maart 1979 betreffende de bezoldigingsregeling van toepassing per 1 juli 1978 op het personeel van de provincies, gemeenten en de agglomeratie Brussel - toekenning van de schalen van geselecteerde

— Omzendbrief aan de gouverneurs van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt van 16 juli 1990 betreffende het koninklijk besluit d.d. 25 juni 1990 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de weddenscalen van het provincie- en gemeentepersoneel (*Belgisch Staatsblad* 1 september 1990)

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 13 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

**Cadre du personnel opérationnel des corps de police locale
Avancement par ancienneté**

1. REGION FLAMANDE¹

POLICE URBAINE

1.1. Carrière fonctionnelle pour les auxiliaires de police sans diplôme de l'échelle E1 à l'échelle E2

1.2. Carrière fonctionnelle pour les auxiliaires de police sans diplôme de l'échelle E2 à l'échelle E3

1.3. Carrière fonctionnelle pour les auxiliaires de police avec un diplôme de l'ESI de l'échelle D1 à l'échelle D2

1.4. Carrière fonctionnelle pour les auxiliaires de police avec un diplôme de l'ESI de l'échelle D2 à l'échelle D3

1.5. Carrière fonctionnelle pour les agents de police de l'échelle PB2 à l'échelle PB2*bis*

1.6. Carrière fonctionnelle pour les agents de police de l'échelle PB2*bis* à l'échelle PB3

1.7. Carrière fonctionnelle pour inspecteur de l'échelle PB3 à l'échelle PB4

1.8. Carrière fonctionnelle pour inspecteur principal de l'échelle PB4 à l'échelle PB5

1.9. Carrière fonctionnelle pour inspecteur principal de 1ère classe de l'échelle PB5 à l'échelle PB6

1.10. Carrière fonctionnelle pour commissaire adjoint classe 14, 15 et 16 de l'échelle PB8 à l'échelle PB9

1.11. Carrière fonctionnelle pour commissaire adjoint classe 17 et plus de l'échelle PB10 à l'échelle PB11

1.12. Carrière fonctionnelle pour commissaire adjoint classe 17 et plus de l'échelle PB11*a* à l'échelle PB11*bis*

1.13. Carrière fonctionnelle pour commissaire adjoint classe 17 et plus de l'échelle PB11*bis* à l'échelle PB11*ter*

1.14. Carrière fonctionnelle pour commissaire adjoint inspecteur de l'échelle PB12 à l'échelle PB13

1.15. Carrière fonctionnelle pour commissaire adjoint inspecteur principal jusqu'à la classe 21 y comprise de l'échelle PB14 à l'échelle PB15

1.16. Carrière fonctionnelle pour commissaire adjoint inspecteur principal de classe 22 de l'échelle PB16 à l'échelle PB17

1.17. Carrière fonctionnelle pour assistant de police de l'échelle B1 à l'échelle B2

1.18. Carrière fonctionnelle pour assistant de police de l'échelle B2 à l'échelle B3

POLICE RURALE

1.19. Carrière fonctionnelle pour garde champêtre de l'échelle PB2 à l'échelle PB2*bis*

1.20. Carrière fonctionnelle pour garde champêtre de l'échelle PB2*bis* à l'échelle PB3

1.21. Carrière fonctionnelle pour garde champêtre unique de l'échelle PB3 à l'échelle PB18

1.22. Carrière fonctionnelle pour garde champêtre en chef de l'échelle PB5 à l'échelle PB6

2. REGION WALLONNE²⁻³

POLICE URBAINE

2.1. Evolution de carrière pour les auxiliaires de police de l'échelle D1 à l'échelle D2

2.2. Evolution de carrière pour les agents de police de l'échelle D5 à l'échelle D5.1

2.3. Evolution de carrière pour les agents de police de l'échelle D5.1 à l'échelle D6

Bijlage 13 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

**Kader van het operationeel personeel
van de lokale politiekorpsen — Bevordering naar anciënniteit**

1. VLAAMS GEWEST¹

STEDELIJKE POLITIE

1.1. Functionele loopbaan voor hulpagent zonder diploma met schaal E1 naar schaal E2

1.2. Functionele loopbaan voor hulpagent zonder diploma met schaal E2 naar schaal E3

1.3. Functionele loopbaan voor hulpagent met diploma LSO met schaal D1 naar schaal D2

1.4. Functionele loopbaan voor hulpagent met diploma LSO met schaal D2 naar schaal D3

1.5. Functionele loopbaan voor politieagent met schaal PB2 naar schaal PB2*bis*

1.6. Functionele loopbaan voor politieagent met schaal PB2*bis* naar schaal PB3

1.7. Functionele loopbaan voor inspecteur met schaal PB3 naar schaal PB4

1.8. Functionele loopbaan voor hoofdinspecteur met schaal PB4 naar schaal PB5

1.9. Functionele loopbaan voor hoofdinspecteur eerste klasse met schaal PB5 naar schaal PB6

1.10. Functionele loopbaan voor adjunct-commissaris klasse 14, 15 en 16 met schaal PB8 naar schaal PB9

1.11. Functionele loopbaan voor adjunct-commissaris klasse 17 en hoger met schaal PB10 naar schaal PB11

1.12. Functionele loopbaan voor adjunct-commissaris klasse 17 en hoger met schaal PB11 naar schaal PB11*bis*

1.13. Functionele loopbaan voor adjunct-commissaris klasse 17 en hoger met schaal PB11*bis* naar schaal PB11*ter*

1.14. Functionele loopbaan voor adjunct-commissaris-inspecteur met schaal PB12 naar schaal PB13

1.15. Functionele loopbaan voor adjunct-commissaris-hoofdinspecteur t.e.m. klasse 21 met schaal PB14 naar schaal PB15

1.16. Functionele loopbaan voor adjunct-commissaris-hoofdinspecteur van klasse 22 met schaal PB16 naar schaal PB17

1.17. Functionele loopbaan voor politieassistent met schaal B1 naar schaal B2

1.18. Functionele loopbaan voor politieassistent met schaal B2 naar schaal B3

LANDELIJKE POLITIE

1.19. Functionele loopbaan voor veldwachter met schaal PB2 naar schaal PB2*bis*

1.20. Functionele loopbaan voor veldwachter met schaal PB2*bis* naar schaal PB3

1.21. Functionele loopbaan voor enige veldwachter met schaal PB3 naar schaal PB18

1.22. Functionele loopbaan voor hoofdveldwachter met schaal PB5 naar schaal PB6

2. WAALS GEWEST²⁻³

STEDELIJKE POLITIE

2.1. Loopbaanontwikkeling voor de hulpagenten van politie met schaal D1 naar schaal D2

2.2. Loopbaanontwikkeling voor de politieagenten met schaal D5 naar schaal D5.1

2.3. Loopbaanontwikkeling voor de politieagenten met schaal D5.1 naar schaal D6

2.4. Evolution de carrière pour les assistants de police de l'échelle B1 à l'échelle B2

2.5. Evolution de carrière pour les assistants de police de l'échelle B2 à l'échelle B3

2.6. Evolution de carrière pour les commissaires adjoint — classe 17 ou plus — de l'échelle A.P.1 à l'échelle A.P.2

POLICE RURALE

2.7. Evolution de carrière pour les gardes champêtre de l'échelle D5 à l'échelle D5.1

2.8. Evolution de carrière pour les gardes champêtre de l'échelle D5.1 à l'échelle D6

3. REGION DE BRUXELLES-CAPITALE⁴

3.1. Membres du personnel de la police communale de l'échelle EP1 à l'échelle EP2

3.2. Membres du personnel de la police communale de l'échelle EP2 à l'échelle EP3

3.3. Membres du personnel de la police communale de l'échelle CP1 à l'échelle CP2

3.4. Membres du personnel de la police communale de l'échelle CP2 à l'échelle CP3

3.5. Membres du personnel de la police communale de l'échelle BP1 à l'échelle BP2

3.6. Membres du personnel de la police communale de l'échelle BP2 à l'échelle BP3

3.7. Membres du personnel de la police communale de l'échelle AP1 à l'échelle AP2

3.8. Membres du personnel de la police communale de l'échelle AP2 à l'échelle AP3

Notes

¹ Circulaire de la Communauté flamande BA/95/06 du 1^{er} juillet 1995 concernant l'accord sectoriel du 12 juillet 1994 sur le personnel de sécurité — Complément (*Moniteur belge* 22 août 1995).

² Circulaire de la Région wallonne du 16 mai 1995 relative au statut pécuniaire du personnel de la police communale et du personnel des services publics d'incendie, adaptée par la circulaire du 4 décembre 1997 (non publiée).

³ Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 16 février 1996 relative à la révision des barèmes pour le personnel des services de sécurité des communes germanophones (non publiée).

⁴ Charte sociale du 28 avril 1994 relative à l'harmonisation du statut administratif et à la révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale (*Moniteur belge* 26 janvier 1995 et 8 février 1995).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

2.4. Loopbaanontwikkeling voor de politieassistenten met schaal B1 naar schaal B2

2.5. Loopbaanontwikkeling voor de politieassistenten met schaal B2 naar schaal B3

2.6. Loopbaanontwikkeling voor de adjunct-commissarissen — klasse 17 of meer — met schaal A.P.1 naar schaal A.P.2

LANDELIJKE POLITIE

2.7. Loopbaanontwikkeling voor de veldwachters met schaal D5 naar schaal D5.1

2.8. Loopbaanontwikkeling voor de veldwachters met schaal D5.1 naar schaal D6

3. BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST⁴

3.1. Personeelsleden van de gemeentepolitie met schaal EP1 naar schaal EP2

3.2. Personeelsleden van de gemeentepolitie met schaal EP2 naar schaal EP3

3.3. Personeelsleden van de gemeentepolitie met schaal CP1 naar schaal CP2

3.4. Personeelsleden van de gemeentepolitie met schaal CP2 naar schaal CP3

3.5. Personeelsleden van de gemeentepolitie met schaal BP1 naar schaal BP2

3.6. Personeelsleden van de gemeentepolitie met schaal BP2 naar schaal BP3

3.7. Personeelsleden van de gemeentepolitie met schaal AP1 naar schaal AP2

3.8. Personeelsleden van de gemeentepolitie met schaal AP2 naar schaal AP3

Nota's

¹ Omzendbrief van de Vlaamse Gemeenschap BA/95/06 van 1 juli 1995 met betrekking tot het sectoraal akkoord van 12 juli 1994 over het veiligheidspersoneel — Aanvulling (*Belgisch Staatsblad* 22 augustus 1995).

² Omzendbrief van het Waals Gewest van 16 mei 1995 met betrekking tot de bezoldiging van het personeel van de gemeentepolitie en het personeel van de openbare brandweerdiensten, gewijzigd bij de omzendbrief van 4 december 1997 (niet gepubliceerd).

³ Omzendbrief van de Minister van Binnenlandse Zaken van 16 februari 1996 betreffende de weddenschaalherziening voor het veiligheidspersoneel van de Duitstalige gemeenten (niet gepubliceerd).

⁴ Sociaal Handvest van 28 april 1994 met betrekking tot harmonisatie van het administratief statuut en algemene weddeherziening voor het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aangevuld door het Sociaal Handvest van 27 oktober 1994 (*Belgisch Staatsblad* 26 januari 1995 en 8 februari 1995).

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 14 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

EQUIVALENCES ENTRE LES NIVEAUX DE CONNAISSANCES LINGUISTIQUES VISES DANS LA LOI DU 30 JUILLET 1938
CONCERNANT L'USAGE DES LANGUES A L'ARMEE ET CEUX VISES DANS L'ARRETE ROYAL DU 18 JUILLET 1966
PORTANT COORDINATION DES LOIS SUR L'EMPLOI DES LANGUES EN MATIERE ADMINISTRATIVE

LOI DU 30 JUILLET 1938 CONCERNANT L'USAGE DES LANGUES A L'ARMEE	ARRETE ROYAL DU 18 JUILLET 1966 PORTANT COORDINATION DES LOIS SUR L'EMPLOI DES LANGUES EN MATIERE ADMINISTRATIVE
connaissance du français ou du néerlandais visée à l'article 2, alinéas 1 ^{er} et 2	connaissance du français ou du néerlandais pour le niveau 1 visée aux articles 15, § 1 ^{er} , 21, § 1 ^{er} , alinéa 3, 38, § 1 ^{er} et 43, § 4, alinéas 1 ^{er} et 4
connaissance du français ou du néerlandais visée à l'article 2, alinéas 1 ^{er} et 3	connaissance du français ou du néerlandais visée aux articles 21, § 2 et 38, § 4
connaissance du français visée à l'article 3	connaissance du français pour le niveau 1 visée à l'article 29
connaissance du français ou du néerlandais visée à l'article 3	1° connaissance du français ou du néerlandais pour le niveau 1 visée aux articles 21, § 5, 38, § 4, et 46, § 5; 2° connaissance du français ou du néerlandais visée aux articles 21, § 4, 38, § 4, et 46, § 4
connaissance du français ou du néerlandais visée à l'article 5	connaissance suffisante du français ou du néerlandais visée à l'article 43, § 3, alinéa 3
connaissance du français ou du néerlandais visée à l'article 7	1° connaissance du français ou du néerlandais visée à l'article 43, § 3, alinéa 3 2° connaissance du français ou du néerlandais pour le niveau 1 visée aux articles 15, § 1 ^{er} et 38, § 1 ^{er}
connaissance du français ou du néerlandais visée à l'article 8, alinéa 1 ^{er}	connaissance du français ou du néerlandais pour le niveau 2 visée aux articles 15, § 1 ^{er} , 21, § 1 ^{er} , alinéa 3, 38, § 1 ^{er} et 43, § 4, alinéas 1 ^{er} et 4
connaissance de l'allemand visée à l'article 8, alinéa 1 ^{er}	connaissance de l'allemand pour le niveau 2 visée aux articles 15, § 1 ^{er} et 38, § 1 ^{er}
connaissance du français ou du néerlandais visée à l'article 8, alinéa 3	1° connaissance du français ou du néerlandais pour le niveau 2 visée aux articles 15, § 1 ^{er} , 21, § 1 ^{er} , alinéa 3, 38, § 1 ^{er} et 43, § 4, alinéas 1 ^{er} et 4 2° connaissance du français ou du néerlandais pour le niveau 2 visée aux articles 21, § 5, 38, § 4, et 46, § 5 3° connaissance du français ou du néerlandais visée aux articles 21, § 4, 38, § 4, et 46, § 4
connaissance du français visée à l'article 8, alinéa 3	connaissance du français pour le niveau 2 visée à l'article 29
connaissance de l'allemand visée à l'article 8, alinéa 3	connaissance de l'allemand pour le niveau 2 visée aux articles 15, § 1 ^{er} , et 38, § 1 ^{er}

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 14 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

GELIJKWAARDIGHEID TUSSEN DE IN DE WET VAN 30 JULI 1938 BETREFFENDE HET GEBRUIK DER TALEN
BIJ HET LEGER BEDOELDE NIVEAUS VAN TAALKENNIS EN DE IN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 18 JULI 1966
HOUDENDE COORDINATIE VAN DE WETTEN OP HET GEBRUIK VAN DE TALEN
IN BESTUURSZAKEN BEDOELDE NIVEAUS VAN TAALKENNIS

WET VAN 30 JULI 1938 BETREFFENDE HET GEBRUIK DER TALEN BIJ HET LEGER	KONINKLIJK BESLUIT VAN 18 JULI 1966 HOUDENDE COORDINATIE VAN DE WETTEN OP HET GEBRUIK VAN DE TALEN IN BESTUURSZAKEN
de in artikel 2, eerste en tweede lid, bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal	de in de artikelen 15, § 1, 21, derde lid, 38, § 1 en 43, § 4, eerste en vierde lid, bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal voor het niveau 1
de in artikel 2, eerste en derde lid, bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal	de in de artikelen 21, § 2 en 38, § 4, bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal
de in artikel 3, bedoelde kennis van de Franse taal	de in artikel 29 bedoelde kennis van de Franse taal voor het niveau 1
de in artikel 3 bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal	1° de in de artikelen 21, § 5, 38, § 4, en 46, § 5, bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal voor het niveau 1 2° de in de artikelen 21, § 4, 38, § 4, en 46, § 4, bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal
de in artikel 5 bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal	de in artikel 43, § 3, derde lid, bedoelde voldoende kennis van de Franse of Nederlandse taal
de in artikel 7 bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal	1° de in artikel 43, § 3, derde lid, bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal 2° de in de artikelen 15, § 1 en 38, § 1, bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal voor het niveau 1
de in artikel 8, eerste lid, bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal	de in de artikelen 15, § 1, 21, § 1, derde lid, 38, § 1 en 43, § 4, eerste en vierde lid, bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal voor het niveau 2
de in artikel 8, eerste lid, bedoelde kennis van de Duitse taal	de in de artikelen 15, § 1 et 38, § 1, bedoelde kennis van de Duitse taal voor het niveau 2
de in artikel 8, derde lid, bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal	1° de in de artikelen 15, § 1, 21, § 1, derde lid, 38, § 1 en 43, § 4, eerste en vierde lid, bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal voor het niveau 2 2° de in de artikelen 21, § 5, 38, § 4, en 46, § 5 bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal voor het niveau 2 3° de in de artikelen 21, § 4, 38, § 4, en 46, § 4 bedoelde kennis van de Franse of Nederlandse taal
de in artikel 8, derde lid, bedoelde kennis van de Franse taal	de in artikel 29 bedoelde kennis van de Franse taal voor het niveau 2
de in artikel 8, derde lid, bedoelde kennis van de Duitse taal	de in de artikelen 15, § 1 en 38, § 1, bedoelde kennis van de Duitse taal voor het niveau 2

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE

Annexe 15 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

Les promotions par ancienneté des membres du personnel des greffes et parquets des cours et tribunaux mis à la disposition des brigades et du Commissariat général de la police judiciaire près les parquets

Bijlage 15 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

De bevorderingen naar anciënniteit van de leden van de griffies en parketten bij de hoven en rechtbanken ter beschikking gesteld van de brigades en het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten

1 ¹	Ouvrier de l'échelle barémique 40A à l'échelle barémique 40B	1 ¹	Arbeider weddenschaal 40A naar weddenschaal 40B
2 ¹	Agent administratif de l'échelle barémique 42B à l'échelle barémique 42C	2 ¹	Administratief agent weddenschaal 42B naar weddenschaal 42C
3 ¹	Employé de l'échelle barémique 30A à l'échelle barémique 30C	3 ¹	Beambte weddenschaal 30A naar weddenschaal 30C
4 ²	Employé de l'échelle barémique 30C à l'échelle barémique 30D	4 ²	Beambte weddenschaal 30C naar weddenschaal 30D
5 ¹	Assistant technique judiciaire de l'échelle barémique 30A à l'échelle barémique 30E	5 ¹	Gerechtelijk technisch assistent weddenschaal 30A naar weddenschaal 30E
6 ¹	Rédacteur de l'échelle barémique 20A à l'échelle barémique 20B	6 ¹	Opsteller weddenschaal 20A naar weddenschaal 20B
7 ²	Rédacteur de l'échelle barémique 20B à l'échelle barémique 20C	7 ²	Opsteller weddenschaal 20B naar weddenschaal 20C
8 ²	Traducteur de l'échelle barémique 26A à l'échelle barémique 26J	8 ²	Vertaler weddenschaal 26A naar weddenschaal 26J
9 ¹	Gestionnaire de bibliothèque de l'échelle barémique 26E à l'échelle barémique 26H	9 ¹	Bibliotheekbeheerder weddenschaal 26E naar weddenschaal 26H
10 ¹	Ingénieur industriel de l'échelle barémique 10A à l'échelle barémique 10B	10 ^e	Industrieel ingenieur weddenschaal 10A naar weddenschaal 10B
11 ¹	Ingénieur industriel de l'échelle barémique 10B à l'échelle barémique 10C	11 ¹	Industrieel ingenieur weddenschaal 10B naar weddenschaal 10C
12 ¹	Traducteur réviseur de l'échelle barémique 10A à l'échelle barémique 10B	12 ¹	Vertaler-revisor weddenschaal 10A naar weddenschaal 10B
13 ¹	Traducteur réviseur de l'échelle barémique 10B à l'échelle barémique 10C	13 ¹	Vertaler-revisor weddenschaal 10B naar weddenschaal 10C
14 ²	Secrétaire adjoint de l'échelle barémique 2915 à l'échelle barémique 2914	14 ²	Adjunct-secretaris weddenschaal 2915 naar weddenschaal 2914

¹ Arrêté royal du 19 mars 1996 portant création et simplification de la carrière des grades de qualification particulière dans les greffes et les parquets des cours et tribunaux, en fixant le statut pécuniaire ainsi que le statut pécuniaire du personnel des greffes et des parquets des cours et tribunaux et des attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation.

² articles 182*bis* et 184 du Code judiciaire.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

¹ Koninklijk besluit van 19 maart 1996 houdende oprichting en vereenvoudiging, in de griffies en parketten bij de hoven en rechtbanken, van de loopbaan van de graden waarvoor een bijzondere beroepsbekwaamheid is vereist en tot vaststelling van de bezoldigingsregeling ervan en tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de griffies en parketten bij de hoven en rechtbanken en van de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie.

² artikelen 182*bis* en 184 van het gerechtelijk wetboek.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 16 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

**Cadre du personnel administratif et logistique
des corps de police locale
Avancement par ancienneté**

1. REGION FLAMANDE¹⁻²⁻³

1.1. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle E1 à l'échelle E2

1.2. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle E2 à l'échelle E3

1.3. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle D1 à l'échelle D2

1.4. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle D2 à l'échelle D3

1.5. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle C1 à l'échelle C2

1.6. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle C2 à l'échelle C3

1.7. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle C3 à l'échelle C4

1.8. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle C4 à l'échelle C5

1.9. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle B1 à l'échelle B2

1.10. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle BV1 à l'échelle BV2

1.11. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle B2 à l'échelle B3

1.12. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle BV2 à l'échelle BV3

1.13. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle B4 à l'échelle B5

1.14. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle A1a à l'échelle A2a (structure d'organisation nivelée)

1.15. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle A2a à l'échelle A3a (structure d'organisation nivelée)

1.16. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle A1a à l'échelle A1b (organisation traditionnelle)

1.17. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle A1b à l'échelle A2a (organisation traditionnelle)

1.18. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle A4a à l'échelle A4b (organisation traditionnelle)

1.19. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle A5a à l'échelle A5b

1.20. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle A6a à l'échelle A6b

1.21. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle A6a à l'échelle A7a

1.22. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle A6b à l'échelle A7a

Bijlage 16 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

**Kader van het administratief en logistiek personeel
van de lokale politiekorpsen.
Bevordering naar anciënniteit**

1. VLAAMS GEWEST¹⁻²⁻³

1.1. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal E1 naar schaal E2

1.2. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal E2 naar schaal E3

1.3. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal D1 naar schaal D2

1.4. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal D2 naar schaal D3

1.5. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal C1 naar schaal C2

1.6. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal C2 naar schaal C3

1.7. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal C3 naar schaal C4

1.8. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal C4 naar schaal C5

1.9. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal B1 naar schaal B2

1.10. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal BV1 naar schaal BV2

1.11. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal B2 naar schaal B3

1.12. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal BV2 naar schaal BV3

1.13. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal B4 naar schaal B5

1.14. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal A1a naar schaal A2a (afgeplatte organisatiestructuur)

1.15. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal A2a naar schaal A3a (afgeplatte organisatiestructuur)

1.16. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal A1a naar schaal A1b (traditionele organisatie)

1.17. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal A1b naar schaal A2a (traditionele organisatie)

1.18. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal A4a naar schaal A4b (traditionele organisatie)

1.19. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal A5a naar schaal A5b

1.20. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal A6a naar schaal A6b

1.21. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal A6a naar schaal A7a

1.22. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal A6b naar schaal A7a

1.23. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle A7a à l'échelle A7b	1.23. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal A7a naar schaal A7b
1.24. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle A8a à l'échelle A8b	1.24. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal A8a naar schaal A8b
1.25. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle A9a à l'échelle A9b	1.25. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal A9a naar schaal A9b
1.26. Carrière fonctionnelle pour les membres du personnel de l'échelle A10a à l'échelle A10b	1.26. Functionele loopbaan voor personeelsleden met schaal A10a naar schaal A10b
2. REGION WALLONNE ⁴⁻⁵	2. WAALS GEWEST ⁴⁻⁵
2.1. Evolution de carrière pour les ouvriers et les auxiliaires d'administration de l'échelle E.1 à l'échelle E.2	2.1. Loopbaanontwikkeling voor arbeiders en hulpbeambten met schaal E.1 naar schaal E.2
2.2. Evolution de carrière pour les ouvriers et manoeuvres pour travaux lourds de l'échelle E.2 à l'échelle E.3	2.2. Loopbaanontwikkeling voor arbeiders en hulp-arbeiders van zware werken met schaal E.2 naar schaal E.3
2.3. Evolution de carrière pour les ouvriers qualifiés et les auxiliaires de bibliothèque de l'échelle D.1 à l'échelle D.2	2.3. Loopbaanontwikkeling voor geschoolde arbeiders en bibliotheekbeambten met schaal D.1 naar schaal D.2
2.4. Evolution de carrière pour les ouvriers qualifiés et les auxiliaires de bibliothèque de l'échelle D.2 à l'échelle D.3	2.4. Loopbaanontwikkeling voor geschoolde arbeiders en bibliotheekbeambten met schaal D.2 naar schaal D.3
2.5. Evolution de carrière pour les ouvriers qualifiés de l'échelle D.3 à l'échelle D.4	2.5. Loopbaanontwikkeling voor geschoolde arbeiders met schaal D.3 naar schaal D.4
2.6. Evolution de carrière pour les aides sanitaires de l'échelle D.2 à l'échelle D.3	2.6. Loopbaanontwikkeling voor sanitaire helpers met schaal D.2 naar schaal D.3
2.7. Evolution de carrière pour les employés d'administration et de bibliothèque de l'échelle D.1 à l'échelle D.4	2.7. Loopbaanontwikkeling voor administratieve en bibliotheekbedienden met schaal D.1 naar schaal D.4
2.8. Evolution de carrière pour les employés d'administration et de bibliothèque de l'échelle D.4 à l'échelle D.5	2.8. Loopbaanontwikkeling voor administratieve en bibliotheekbedienden met schaal D.4 naar schaal D.5
2.9. Evolution de carrière pour les employés d'administration et de bibliothèque de l'échelle D.4 ou D.5 à l'échelle D.6	2.9. Loopbaanontwikkeling voor administratieve en bibliotheekbedienden met schaal D.4 of D.5 naar schaal D.6
2.10. Evolution de carrière pour les infirmières brevetées de l'échelle D.6 à l'échelle D.7	2.10. Loopbaanontwikkeling voor gebrevetteerde verpleegsters met schaal D.6 naar schaal D.7
2.11. Evolution de carrière pour les agents techniques de l'échelle D.7 à l'échelle D.8	2.11. Loopbaanontwikkeling voor technisch personeel met schaal D.7 naar schaal D.8
2.12. Evolution de carrière pour les agents techniques en chef de l'échelle D.9 à l'échelle D.10	2.12. Loopbaanontwikkeling voor technisch hoofdpersoneel met schaal D.9 naar schaal D.10
2.13. Evolution de carrière pour les chefs de service administratif de l'échelle C.3 à l'échelle C.4	2.13. Loopbaanontwikkeling voor administratieve diensthoofden met schaal C.3 naar schaal C.4
2.14. Evolution de carrière pour les gradués spécifiques et les bibliothécaires gradués de l'échelle B.1 à l'échelle B.2	2.14. Loopbaanontwikkeling voor specifiek gegradueerden en gegradueerde bibliothecarissen met schaal B.1 naar schaal B.2
2.15. Evolution de carrière pour les gradués spécifiques et les bibliothécaires gradués de l'échelle B.2 à l'échelle B.3	2.15. Loopbaanontwikkeling voor specifiek gegradueerden en gegradueerde bibliothecarissen met schaal B.2 naar schaal B.3
2.16. Evolution de carrière pour les chefs de bureau ou de bureau bibliothécaires de l'échelle A.1 à l'échelle A.2	2.16. Loopbaanontwikkeling voor bureauchefs of hoofdbibliothecaris met schaal A.1 naar schaal A.2
2.17. Evolution de carrière pour les attachés spécifiques de l'échelle A.1 à l'échelle A.2	2.17. Loopbaanontwikkeling voor specifieke attachés met schaal A.1 naar schaal A.2
2.18. Evolution de carrière pour les attachés spécifiques de l'échelle A.2 à l'échelle A.3	2.18. Loopbaanontwikkeling voor specifieke attachés met schaal A.2 naar schaal A.3

2.19. Evolution de carrière pour les chefs de division de l'échelle A.3 à l'échelle A.4

2.20. Evolution de carrière pour les premiers attachés de l'échelle A.4 à l'échelle A.5

Notes

¹ Circulaire de la Communauté flamande BA/99/06 du 8 juin 1999 relative à l'accord sectoriel 1997 — 1998 relatif à la révision générale des barèmes et aux lignes de force de la communauté pour une gestion cohérente du personnel dans les administrations locales et régionales.

² Circulaire de la Communauté flamande BA/93/07 du 20 décembre 1993 relative aux errata et aux éclaircissements relatifs à l'accord sectoriel 1997-1998, dans la mesure où il y est fait référence dans l'accord sectoriel 1997-1998.

³ Seulement pour les communes qui, par un règlement communal ont rendu applicable l'accord sectoriel de 1997-1998.

⁴ Circulaire de la Région wallonne du 27 mai 1994 relative aux principes généraux de la fonction publique locale et provinciale (non publiée), modifiée par la circulaire du 7 juillet 1999 (*Moniteur belge* 28 octobre 1999).

⁵ Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 13 juillet 1994 relative à l'application de la révision générale des barèmes pour le personnel des communes de la région de langue allemande (non publiée).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Annexe 17 à l'arrêté royal du 30 mars 2001

I. Si le membre du personnel avait appartenu au corps opérationnel de la gendarmerie sans avoir appartenu au préalable à la police maritime, à la police aéronautique ou à la police des chemins de fer

Détermination de l'éventuelle allocation complémentaire

Si :

traitement mensuel indexé comme fixé dans le statut d'origine (A)

+ partie de l'allocation de commandement soumise à retenue pour cotisation à la sécurité sociale - secteur du soins de santé (B)

+ allocation de foyer ou de résidence (C)

+ allocation de logement (D)

+ allocation pour fonctions spéciales (E)

+ partie de l'allocation de commandement non soumise à retenue pour cotisation à la sécurité sociale - secteur des soins de santé (F)

2.19. Loopbaanontwikkeling voor afdelingshoofden met schaal A.3 naar schaal A.4

2.20. Loopbaanontwikkeling voor hoofdattachés met schaal A.4 naar schaal A.5

Nota's

¹ Omzendbrief van de Vlaamse Gemeenschap BA/99/06 van 8 juni 1999 met betrekking tot het sectoraal akkoord 1997 — 1998 met betrekking tot algemene weddenschaalherziening en gemeenschappelijke krachtlijnen voor een samenhangend personeelsbeleid in de lokale en regionale besturen.

² Omzendbrief van de Vlaamse Gemeenschap BA/93/07 van 20 december 1993 betreffende errata en verduidelijkingen bij het sectoraal akkoord 1997-1998, voor zover hiernaar verwezen wordt in het sectoraal akkoord 1997-1998.

³ Enkel voor de gemeenten die het Sectoraal Akkoord van 1997-1998 toepasselijk hebben gemaakt bij uitvoerbaar verklaard gemeentereglement.

⁴ Omzendbrief van het Waals Gewest van 27 mei 1994 betreffende de algemene principes van het lokaal en provinciaal openbaar ambt (niet gepubliceerd), gewijzigd bij omzendbrief van 7 juli 1999 (*Belgisch Staatsblad* 28 oktober 1999).

⁵ Omzendbrief van de Minister van Binnenlandse Zaken van 13 juli 1994 betreffende de toepassing van de algemene weddenschaalherziening voor het personeel van de Duitstalige gemeenten (niet gepubliceerd).

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

Bijlage 17 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

I. Indien het personeelslid lid was van het operationeel corps van de rijkswacht zonder voordien lid te zijn geweest van de zeevaart-, de luchtvaart- of de spoorwegpolitie

Bepalen van de eventuele bijkomende toelage.

Indien :

de geïndexeerde maandwedde zoals bepaald in het statuut van oorsprong (A)

+ het deel van de commandotoelage dat onderworpen is aan een inhouding als bijdrage voor sociale zekerheid - sector geneeskundige verzorging (B)

+ de haard- of standplaatstoelage (C)

+ de huisvestingstoelage (D)

+ de bijzondere functietoelage (E)

+ het deel van de commandotoelage dat niet onderworpen is aan een inhouding als bijdrage voor sociale zekerheid - sector geneeskundige verzorging (F)

+ allocations du commandant de l'ERGd (G)
 - retenues pour le fonds pour pension de survie (sur A) (H)

- retenues pour cotisation à la sécurité sociale - secteur des soins de santé (sur A + B) (I)
 soit J,
 est supérieur à :

traitement mensuel indexé comme fixé en application de dispositions contenues dans le présent arrêté royal (K)
 + allocation de foyer ou de résidence (L)
 + allocation transitoire de commandement (Art. XII.XI.20) (M)
 + allocation complémentaire (Art. XII.XI.21) (N)
 - retenues pour le fonds pour pension de survie (sur K) (O)
 - retenues pour cotisations à la sécurité sociale - secteur des soins de santé (sur K+ M+ N) (P)
 soit Q,
 alors, l'allocation complémentaire, soit R, est fixée à la différence entre J et Q, multipliée par :

a) 1,036808, si le membre du personnel n'appartient pas ou n'est pas détaché auprès des services de la police fédérale chargés de la police des militaires, stationnés auprès des Forces belges en Allemagne;

b) 1, si le membre du personnel appartient ou est détaché auprès des services de la police fédérale chargés de la police des militaires, stationnés auprès des Forces belges en Allemagne.

II. Si le membre du personnel avait appartenu au corps opérationnel de la gendarmerie en ayant appartenu au préalable à la police maritime, à la police aéronautique ou à la police des chemins de fer

Détermination de l'éventuelle allocation complémentaire

Soit S, l'allocation complémentaire due, le cas échéant, à l'ancien membre de la police maritime, de la police aéronautique ou de la police des chemins de fer;

et soit I', retenue pour cotisation à la sécurité sociale - secteur des soins de santé (sur S);

si $A + B + C + D + E + F + G + S - H - I - I'$, soit T, est supérieur à Q,

alors, l'allocation complémentaire R est fixée à la différence entre T et Q, multipliée par 1,036808.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Vice-Premier Ministre et le Ministre du Budget,

J. VANDE LANOTTE

+ de toelage commandant KSchGd (G)
 - inhoudingen voor het fonds voor overlevingspensioenen (op A) (H)
 - inhoudingen als bijdrage voor sociale zekerheid - sector geneeskundige verzorging (op A + B) (I)
 zijnde J,
 groter is dan :
 de maandwedde zoals bepaald in dit koninklijk besluit (K)
 + de haard- of standplaatstoelage (L)
 + de overgangstoelage (commandotoelage) (Art. XII.XI.20) (M)
 + de bijkomende toelage (Art. XII.XI.21) (N)
 - inhoudingen voor het fonds voor overlevingspensioenen (op K) (O)
 - inhoudingen als bijdrage voor sociale zekerheid - sector geneeskundige verzorging (op K+ M+ N) (P)
 zijnde Q,
 wordt de bijkomende toelage, zijnde R, bepaald als het verschil tussen J en Q, vermenigvuldigd met :

a) 1,036808 indien het personeelslid niet behoort tot of gedetacheerd is bij de diensten van de federale politie belast met de politie van de militairen, gestationneerd bij de Belgische strijdkrachten in Duitsland;

b) 1 indien het personeelslid behoort tot of gedetacheerd is bij de diensten van de federale politie belast met de politie van de militairen, gestationneerd bij de Belgische strijdkrachten in Duitsland.

II. Indien het personeelslid lid was van het operationeel korps van de rijkswacht en voordien lid is geweest van de zeevaart-, de luchtvaart- of de spoorwegpolitie.

Bepalen van de eventuele bijkomende toelage.

Zijnde S, de, in voorkomend geval, aan het ex-lid van de zeevaart-, de luchtvaart- of de spoorwegpolitie verschuldigde bijkomende toelage;

en zijnde I', de inhoudingen voor sociale zekerheid - ziekteverzekering (op S);

indien $A + B + C + D + E + F + G + S - H - I - I'$, zijnde T, groter is dan Q,

wordt de bijkomende toelage R bepaald als het verschil tussen T en Q, vermenigvuldigd met 1,036808.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

De Minister van Ambtenarenzaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting,

J. VANDE LANOTTE